This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN

[redacted]

TABLES ANALYTIQUES

DES

ANNALES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

de 1871

DEUXIÈME PARTIE

TABLE NOMINATIVE

NON LUCRIS LIBRI

TABLES ANALYTIQUES

DES

ANNALES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

12 FÉVRIER 1871. — 8 MARS 1876

DEUXIÈME PARTIE

TABLE NOMINATIVE

RÉDIGÉE AUX ARCHIVES DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

VERSAILLES
CERF ET FILS, IMPRIMEURS DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
59, RUE DUPLESSIS, 59
—
1880

Continuation
W. J. Johnson
5-17-49
66805

J
341
.H79
Ind.

AVERTISSEMENT

Les TABLES ANALYTIQUES DES ANNALES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DE 1871-1876, rédigées aux Archives de la Chambre des Députés, ont été divisées en deux parties. La première, publiée au mois d'août 1879, comprend la TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES, précédée : des Lois et Décrets concernant les élections et la constitution des Pouvoirs publics; des Listes, par ordre alphabétique de noms et de départements, des Représentants élus à cette Assemblée; enfin, du Tableau présentant la composition de son Bureau, du 12 février 1871 au 8 mars 1876. La seconde, actuellement publiée, contient la TABLE ALPHABÉTIQUE ET NOMINATIVE des personnes désignées dans les 45 volumes des Annales de cette période parlementaire, avec l'indication des Rapports, discours et travaux législatifs de chaque Représentant et des dépositions devant les diverses Commissions d'Enquête de l'Assemblée.

La nécessité d'apporter une classification méthodique dans les articles consacrés aux Députés a fait adopter l'ordre suivant dans leur rédaction :

1° La validation de leurs pouvoirs;

2° Leur qualité de Président ou Secrétaire des Bureaux;

3° Les Commissions dont ils ont fait partie, avec désignation nominative des grandes Commissions de Permanence, d'Enquêtes parlementaires, des Grâces, de l'Armée, des Lois Constitutionnelles, etc.;

4° Les propositions qu'ils ont présentées, seuls ou de concert avec deux ou trois de leurs collègues, attendu la difficulté de dénommer tous ceux qui ont signé des propositions collectives;

5° Les Rapports qu'ils ont faits, soit sur la prise en considération des propositions d'initiative parlementaire, soit sur le fond des projets de lois et des propositions.

C'est après cette énumération que chaque article de Député mentionne, dans l'ordre chronologique, les discours qu'il a prononcés, les observations qu'il a présentées à l'Assemblée, et ses élections, soit comme membre du Bureau, soit comme Sénateur inamovible.

L'Avertissement placé en tête de la 1re partie (TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES) indique les documents parlementaires auxquels se réfère cette Table, indépendamment des Annales. La Table nominative renvoie : aux *Feuilletons* et au *Journal officiel*, pour l'indication des Bureaux et des Commissions; aux *Impressions* et à l'*Officiel*, pour les propositions d'initiative parlementaire et les rapports; au *Bulletin des Lois* et à l'*Officiel*, pour les nominations des Ministres et des Sous-Secrétaires d'État. Mais, ainsi qu'il a été dit dans le premier Avertissement, les Tables analytiques de l'Assemblée nationale faisant suite à la Collection des 45 volumes auxquels elles s'appliquent particulièrement, on a jugé inutile d'y répéter la mention des discours au *Journal officiel*. Cette répétition, qui aurait presque doublé les proportions de Tables déjà très volumineuses et qui ont demandé un long et minutieux travail, aurait fait, du reste, double emploi avec les Tables spéciales du *Journal officiel*.

La TABLE NOMINATIVE est terminée par l'indication supplémentaire de diverses dépositions spéciales annexées à des Rapports et qui n'avaient pas été mentionnées dans cette Table, ainsi que des *errata* signalés ou découverts dans les deux parties de cet ouvrage, qui, malgré les soins apportés à sa rédaction et à son impression, ne pouvait pas éviter des omissions et des erreurs matérielles.

TABLE NOMINATIVE

EXPLICATION DES ABRÉVIATIONS

A. signifie *Annales*.
B. des L. — *Bulletin des Lois*.
F. — *Feuilletons*.
I. — *Impressions*.
J. O. — *Journal officiel*.
M. B. — *Moniteur de Bordeaux*.
an. — *Annexes des Annales*.
p. — *page*.
t. — *tome*.

ASSEMBLÉE NATIONALE

(1871-1876)

TABLE NOMINATIVE

A

ABBADIE DE BARRAU (M. le comte D'), *Député élu par le département du Gers.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 15). = Secrétaire du 9e Bureau (F., n° 146 ; J. O. de 1871, p. 2985). = Membre de Commissions (F., nos 51, 81, 99, 101, 123, 141, 144, 229, 275, 289, 383, 463, 511, 575, 588 ; J. O. de 1871, p. 750, 1188, 1545, 1623, 2248, 2819, 2929 ; J. O. de 1872, p. 1295, 3082, 3519, 7957 ; J. O. de 1873, p. 3220, 5018 ; J. O. de 1874, p. 809, 1226). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : d'interdire toutes les fonctions publiques salariées aux membres de l'Assemblée nationale (I., n° 277 ; A., t. 3, an., p. 205 ; J. O. de 1871, p. 1524) ; d'établir un impôt sur le gaz (I., n° 350 ; A., t. 3, an., p. 636 ; J. O. de 1871, p. 1819) ; d'étendre les associations syndicales et d'autoriser les départements à garantir ces associations en vue des besoins de l'agriculture (I., n° 592 ; A., t. 5, an., p. 172 ; J. O. de 1871, p. 3890). = Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser le département de la Nièvre à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires (I., n° 2316 ; A., t. 30, an., p. 199 ; J. O. de 1874, p. 2963). = Adresse une question au Gouvernement sur les élections municipales (A., t. 1, p. 299). — Présente des rapports sur diverses pétitions (A., t. 11, p. 443). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'impôt des boissons (A., t. 13, p. 474 à 478). — Demande à interpeller le Ministre de la Guerre sur les modifications introduites dans le programme d'admission à l'École de Saint-Cyr (A., t. 15, p. 642). — Développe ses interpellations à ce sujet (A., t. 16, p. 85 à 89). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à modifier la législation sur les contributions indirectes (A., t. 18, p. 456) ; du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le

Budget de 1874 (*Demi-décime sur tous les impôts déjà soumis aux décimes*, A., t. 28, p. 653). — Son rapport sur l'élection de M. Danelle-Bernardin par le département de la Haute-Marne (A., t. 31, p. 135). — Parle dans la discussion des trois propositions de M. Ganivet, de M. Claude (Meurthe-et-Moselle) et de M. le marquis d'Andelarre, relatives aux bouilleurs de cru (A., t. 43, p. 234).

ABBATUCCI (M. CHARLES), *Député élu par le département de la Corse.*

Son élection est validée (A., t. 12, p. 487). = Membre d'une Commission (F., n° 317 ; J. O. de 1872, p. 4353). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à faire convoquer les électeurs du département de la Nièvre (I., n° 3182 ; A., t. 40, an., p. 404 ; J. O. de 1875, p. 5600). = Obtient un congé (A., t. 15, p. 148 ; J. O. de 1873, p. 293). — Est entendu : dans le débat sur la fixation d'un jour pour la discussion de la pétition d'habitants d'Ajaccio contre l'expulsion du prince Napoléon du territoire français (A., t. 15, p. 621 à 623) ; sur la demande de mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la reconstruction de la colonne Vendôme (A., t. 16, p. 64).

ABBATUCCI (M. SÉVERIN), *Député élu par le département de la Corse.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 145). = Lettre par laquelle il donne sa démission (A., t. 4, p. 668).

ABOVILLE (M. le vicomte D'), *Député élu par le département du Loiret.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 35). — Son élection est validée (A., t. 1, p. 55). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., n°s 14, 23, 32, 56, 58, 64, 75, 84, 107, 167, 201, 258, 264, 393, 440, 509, 517, 627 ; M. B. de 1871, p. 58 ; J. O. de 1871, p. 251, 372, 845, 867, 952, 1124, 1230, 1819, 4802 ; J. O. de 1872, p. 456, 2197, 2757 ; J. O. de 1873, p. 280, 1769, 4945, 6751 ; J. O. de 1874, p. 3307) ; de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73 ; J. O. de 1871, p. 1111) ; et des Commissions de permanence : de 1872 (A., t. 13, p. 567) ; de 1874 (A., t. 34, p. 132) ; et de 1875 (A., t. 37, p. 328 ; et t. 41, p. 201). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, relatives : à la réunion légale des Conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles (I., n° 481 ; A., t. 4, an., p. 249 ; J. O. de 1871, p. 2755) ; au Compte-rendu des séances de l'Assemblée nationale (I., n° 878 ; A., t. 7, p. 403, an., p. 151 ; J. O. de 1872, p. 1271) ; à la perception pour le compte du Trésor, lors du paiement des coupons opéré par les Agents de change, de la retenue de l'impôt égale à celle que fait la Compagnie payante et qui est fixée par la loi (I., n° 2337 ; A., t. 30, an., p. 286 ; J. O. de 1874, p. 3172) ; à une modification à apporter au Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 3256 ; A., t. 41, p. 59, an., p. 64 ; J. O. de 1875, p. 6231). = Son rapport sommaire sur la proposition de MM. Delpit et autres, relative à la nomination des instituteurs communaux et à la surveillance des écoles primaires (I., n° 488 ; A., t. 4, an., p. 258 ; J. O. de 1871, p. 3127). — Ses rapports : sur le projet de loi portant établissement de taxes sur les vins, cidres, poirés et hydromels à l'octroi de la commune de Sallanches (Haute-Savoie) (I., n° 1641 ; A., t. 16, an., p. 93 ; J. O. de 1873, p. 1945) ; sur le projet de loi portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Montmélian (Savoie) (I., n° 1661 ; A., t. 16, an., p. 123 ; J. O. de 1873, p. 1920) ; sur le projet de loi relatif à l'établissement d'une surtaxe à l'octroi de Saint-Quentin (Aisne) (I., n° 2545 ; A., t. 33, an., p. 30 ; J. O. de 1874, p. 5502) ; sur le projet de loi portant modification des articles 53 et 57 de la loi du recrutement (I., n° 3629 ; A., t. 44, an., p. 59 ; J. O. de 1876, p. 542). = Demande la mise en état de siège du département de la Seine (A., t. 2, p. 2). — Dépose une pétition relative aux emprunts des communes (A., t. 2, p. 535). — Demande le Comité secret, dans la discussion du projet de loi relatif au Traité de paix définitif (A., t. 3, p. 67, 68). — Présente des rapports sur des pétitions (A., t. 3, p. 148, 487 ; t. 4, p. 341). —

Est entendu sur le projet de loi relatif aux funérailles de l'Archevêque de Paris et des ôtages (A., t. 3, p. 270). — Obtient un congé (A., t. 3, p. 698). — Parle sur l'élection de M. Testelin par le département du Nord (A., t. 4, p. 89). — Adresse une question au Garde des Sceaux, sur un article de l'*Avenir libéral* (A., t. 4, p. 555). = Demande l'urgence : de sa proposition relative à la réunion légale des Conseils généraux dans certaines circonstances exceptionnelles (A., t. 4, p. 589, 590); de la proposition de MM. Destremx et autres, relative aux récompenses nationales (A., t. 5, p. 616). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à la Convention à conclure entre la France et l'Allemagne, au sujet de l'admission en franchise des produits manufacturés de l'Alsace-Lorraine (A., t. 5, p. 700, 702); des interpellations de M. Raoul Duval relatives à l'attitude du Ministère vis-à-vis de M. Rane (A., t. 6, p. 205). — Demande l'urgence de sa proposition relative au Compte-rendu des séances de l'Assemblée (A., t. 7, p. 403, 404). — Prend part à la discussion : de cette proposition (A., t. 15, p. 651 à 654; t. 16, p. 4); du Budget de l'Exercice 1872 (Instruction publique : *École d'Athènes*, A., t. 8, p. 421); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 286, 420, 446. *Troisième délibération*, t. 13, p. 394 à 397, 398, 422); de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 560); du projet de loi de crédit destiné à augmenter de 10,000 fr. le traitement du Grand Chancelier de la Légion d'Honneur (A., t. 15, p. 335); des propositions de MM. Destremx et autres et de M. Huon de Penanster, relatives à l'abrogation du décret du 28 octobre 1870 sur la Légion d'Honneur et à la modification des récompenses nationales (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 72, 73); du projet de loi relatif à l'organisation générale de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 212). — Sa réclamation sur le procès-verbal, à propos d'un incident relatif à la fixation du jour des interpellations de M. du Temple, sur l'envoi d'un nouveau Ministre plénipotentiaire près du Roi Victor-Emmanuel (A., t. 26, p. 197). — Est entendu : sur le projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt proportionnel sur les factures* (A., t. 29, p. 493, 497); sur le projet de loi relatif au Compte de liquidation (A., t. 30, p. 481); sur la motion de M. Raudot tendant à la mise à l'ordre du jour du projet de loi concernant l'électorat municipal (A., t. 31, p. 215). — Adresse une question au Ministre des Affaires étrangères, au sujet de la livraison au gouvernement Espagnol des forçats de Carthagène réfugiés à Oran, et des marchandises pillées par eux (A., t. 32, p. 189). — Parle dans la discussion : de la proposition de M. le général Chareton relative aux améliorations à apporter à la position des sous-officiers (A., t. 33, p. 41); du projet de loi sur la conscription des chevaux et de la proposition de M. de Mornay relative aux remontes militaires (A., t. 34, p. 127); du Budget de l'Exercice 1875 (Voies et moyens : *Réduction du taux du versement exigé pour les engagements conditionnels d'un an*, A., t. 34, p. 276, 277); du projet de loi de la Commission de l'armée, relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 130, 131, 132. *Troisième délibération*, t. 37, p. 210 à 212, 228 à 230); des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Troisième délibération*, A., t. 36, p. 649); de la proposition de MM. Fournier, Tallon et Arthur de Chabaud La Tour, relative aux Caisses d'épargne et de prévoyance (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 85); du projet de loi de crédit relatif à l'achèvement du pavillon Marsan et à l'installation de la Cour des Comptes dans l'aile nord du palais des Tuileries (A., t. 38, p. 502, 505, 506); du projet de loi relatif à divers droits d'enregistrement (A., t. 39, p. 12). — Dépose et développe une proposition tendant à fixer l'heure de la levée des séances (A., t. 39, p. 456, 457). — Est entendu dans la discussion du Budget de l'Exercice 1876 (*Incident personnel*, A., t. 40, p. 196, 203). — Dépose une proposition réglementaire tendant à fixer le procédé de votation par assis et levé, en cas de seconde épreuve, et en développe l'urgence (A., t. 41, p. 59, 60). — Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice

1876 (Beaux-Arts : *Musées nationaux*, A., t. 41, p. 221); du projet de loi relatif aux récompenses honorifiques à décerner, en dehors des prescriptions légales, à l'occasion des dernières inondations (A., t. 41, p. 402); du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 265, 314). — Donne lecture, au nom de la Commission de l'armée, d'un projet de loi tendant à admettre l'École des haras du Pin au bénéfice de l'article 53 de la loi sur le recrutement (A., t. 43, p. 136). — Demande, en qualité de rapporteur, la mise à l'ordre du jour du projet de loi modificatif des articles 53 et 57 de la loi sur le recrutement de l'armée (A., t. 44, p. 175). — Parle dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 44, p. 383).

ACLOCQUE (M.), *Député élu par le département de l'Ariège.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 11). = Secrétaire : du 3e Bureau (F., n° 74; J. O. de 1871, p. 1116); du même Bureau renouvelé (F., nos 189, 379; J. O. de 1872, p. 113, 7817); du 5e Bureau (F., n° 463; J. O. de 1873, p. 3220); du 14e Bureau (F., n° 650; J. O. de 1874, p. 4089); du 6e Bureau (F., n° 674; J. O. de 1874, p. 4933). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., nos 32, 56, 84, 245, 393, 762; J. O. de 1871, p. 372, 845, 1230; J. O. de 1872, p. 1784; J. O. de 1873, p. 280; J. O. de 1875, p. 2037); de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73; J. O. de 1871, p. 1111); et de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275; J. O. de 1872, p. 3082). = Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession de certaines lignes de chemins de fer à la Compagnie du Midi (I., n° 3178; A., t. 40, an., p. 388 à 404; J. O. de 1875, p. 6708, 6743). = Prend part à la discussion du projet de loi relatif au commerce et à la fabrication des armes de guerre (A., t. 3, p. 496).—Obtient des congés (A., t. 3, p. 512; t. 5, p. 2; t. 7, p. 525; t. 12, p. 3; t. 14, p. 273; t. 18, p. 181; t. 19, p. 7; t. 55, p. 389). — Est entendu dans la discussion: du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 160); des propositions de MM. Johnston et Raoul Duval, relatives à la dénonciation des traités de commerce (A., t. 7, p. 334); de la proposition de MM. Tolain et autres, tendant à abroger les art. 291 à 294 du Code pénal et la loi de 1834 sur le droit d'association (*Première délibération*, A., t. 11, p. 383). — S'excuse de son absence (A., t. 15, p. 411; t. 17, p. 23; t. 44, p. 106). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt d'un décime sur le transport des voyageurs*, A., t. 29, p. 552. *Impôt de la petite vitesse*, t. 30, p. 474, 475, 525). — Demande, en qualité de rapporteur, la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession de certaines lignes de chemins de fer à la Compagnie du Midi (A., t. 40, p. 187). — Est entendu, en cette qualité, dans la discussion de ce projet de loi (*Première délibération*, A., t. 42, p. 223. *Deuxième délibération*, t. 43, p. 51, 52, 61 à 64, 65 à 68, 73, 87, 93, 98. *Troisième délibération*, t. 43, p. 275, 277, 281 à 284).

ADAM (M. ACHILLE), *Député élu par le département du Pas-de-Calais.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 21 et 27). = Secrétaire du 9e Bureau (F., n° 588; J. O. de 1874, p. 1226).=Membre : de diverses Commissions (F., nos 15, 21, 29, 41, 70, 147, 264, 317, 353, 367, 379, 393, 403, 419, 440, 739, 842; M. B. de 1871, p. 66, 224; J. O. de 1871, p. 337, 542, 561, 1046, 3012; J. O. de 1872, p. 2757, 4353, 7007, 7446, 7817; J. O. de 1873, p. 280, 580, 1080, 1769; J. O. de 1875, p. 971, 9073); et de la Commission des Marchés (F., n° 37; J. O. de 1871, p. 471). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, relatives : à la substitution facultative d'un acte sommaire au protêt des actes de commerce (I., n° 150; A., t. 2, p. 599; J. O. de 1871, p. 773); à la nomination du Gouverneur et des Sous-Gouverneurs de la Banque de France (I., n° 284; A., t. 3, p. 212; J. O. de 1871, p. 1262). = Ses rapports : sur le projet de loi concernant les

élections des juges aux Tribunaux de commerce (I., n° 97; A., t. 2, p. 199; J. O. de 1871, p. 501); sur la proposition de MM. Claude (Vosges) et Rouveure, relative à l'abrogation des articles 3, 4 et 5 de la loi du 14 juin 1865 sur les chèques, et à l'assujettissement des délégations sur maisons de banque au timbre proportionnel (I., n° 710; A., t. 6, an., p. 181; J. O. de 1872, p. 255); sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Dunkerque (Nord) à modifier les conditions d'un emprunt antérieurement approuvé (I., n° 1569; A., t. 15, an., p. 189; J. O. de 1873, p. 915); sur le projet de loi portant prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Mayenne (Mayenne) (I., n° 1572; A., t. 15, an., p. 191; J. O. de 1873, p. 845). — Son rapport au nom de la Commission des Marchés, sur les marchés passés pendant la guerre pour le compte du Comité de défense de la Gironde et de la municipalité de Bordeaux (I., n° 1927; A., t. 27, an., p. 464; J. O. de 1873, p. 7290, 7322). = Dépose une pétition relative aux principes du droit électoral (A., t. 1, p. 207). — Donne lecture et demande l'urgence de sa proposition relative à la substitution facultative d'un acte sommaire au protêt des effets de commerce (A., t. 2, p. 573). — Prend part, en qualité de rapporteur, à la discussion de la proposition de MM. Claude (Vosges) et Rouveure relative à l'abrogation des articles 3, 4 et 5 de la loi du 14 juin 1865 sur les chèques et à l'assujettissement des délégations sur maisons de banque au timbre proportionnel (A., t. 11, p. 72). — Obtient des congés (A., t. 11, p. 294; t. 13, p. 330). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'établissement d'un impôt sur les créances hypothécaires (A., t. 12, p. 570). — S'excuse de son absence (A., t. 14, p. 23; t. 30, p. 378, 600). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Chèques*, A., t. 29, p. 591, 639, 648, 671, 672. *Droit de timbre sur les billets et mandats non négociables*, p. 627).

ADAM (M. EDMOND), *Député élu par le département de la Seine.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 47). — Son élection est validée (A., t. 1, p. 60). = Président du 12e Bureau (F., n° 264; J. O. de 1872, p. 2757). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., nos 14, 103, 142, 189, 393, 440, 448, 486, 517, 562, 627, 842; J. O. de 1871, p. 1700, 2865; J. O. de 1872, p. 113; J. O. de 1873, p. 280, 1769, 2032, 4107, 6751; J. O. de 1874, p. 351, 3307; J. O. de 1875, p. 9073); et des Commissions des Budgets : de l'Exercice 1873 (F., n° 297; J. O. de 1872, p. 3767); et de l'Exercice 1876 (F., n° 776; J. O. de 1875, p. 3636). = Obtient un congé (A., t. 8, p. 21; J. O. de 1872, p. 1351). — Sa déposition devant la Commission d'enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, an., p. 490). — Ses observations dans la discussion du projet de loi tendant à accorder à la Commission de permanence le droit d'autoriser la poursuite des délits d'offense commis contre l'Assemblée nationale pendant sa prorogation (*Incident personnel*, A., t. 19, p. 363). — Élu par l'Assemblée, est proclamé *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 316).

ADNET (M.), *Député élu par le département des Hautes-Pyrénées.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 20). = Secrétaire : du 2e Bureau (F., n° 146; J. O. de 1871, p. 2985); du même Bureau renouvelé (F., nos 215 et 379; J. O. de 1872, p. 889 et 7817). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 11, 14, 32, 49, 51, 58, 68, 80, 81, 102, 172, 173, 317, 353, 397, 405, 440, 468, 475, 517, 537, 588, 601, 621, 636, 824, 842, 851, 861; M. B. de 1871, p. 58, 209; J. O. de 1871, p. 372, 712, 750, 867, 1013, 1183, 1188, 1596, 1960, 1985; J. O. de 1872, p. 1353, 7007; J. O. de 1873, p. 404, 653, 1769, 3393, 3722, 6751, 7479; J. O. de 1874, p. 1226, 1699, 2358, 3636; J. O. de 1875, p. 5510, 9073, 9463, 9961); de la Commission d'enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (F., n° 267; J. O. de 1872, p. 2829); de la Commission de décentralisation (F., n° 388; J. O. de 1873, p. 134); des Commissions de permanence : de 1873 (A., t. 17, p. 275; de 1874 (A., t. 30, p. 648); et de 1875 (A., t. 37, p. 328); et de la 2e Commission des

Lois Constitutionnelles (A., t. 38, p. 207). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, relatives : à l'affranchissement des lettres et des mandats de poste pour les militaires en campagne (I., n° 221 ; A., t. 2, p. 900, 919 ; J. O. de 1871, p. 1099) ; aux annonces judiciaires et légales (I., n° 433 ; A., t. 1, an., p. 153 ; J. O. de 1871, p. 2868) ; à la confirmation des pouvoirs conférés, à Bordeaux, à M. Thiers (I., n° 301 ; A., t. 4, p. 641, an., p. 272 ; J. O. de 1871, p. 2785). = Son rapport sur sa proposition relative à l'affranchissement des lettres et des mandats de poste pour les militaires en campagne (I., n° 274 ; A., t. 3, p. 175, 198 ; J. O. de 1871, p. 1320). — Ses rapports sommaires : sur la proposition de M. F. Rive et autres, relative aux privilèges des fournisseurs et ouvriers employés à l'exécution des travaux publics (I., n° 1563 ; A., t. 15, an., p. 168 ; J. O. de 1873, p. 881) ; sur la proposition de MM. de Montaignac, de Ploeuc et autres, portant création d'une Caisse nationale de prévoyance des fonctionnaires civils (I., n° 1889 ; A., t. 19, an., p. 112 ; J. O. de 1873, p. 5458). = Son rapport sur les élections de l'Isère (A., t. 1, p. 17). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 2, p. 689 à 693 ; t. 31, p. 16). — Prend part à la discussion de la proposition de MM. Jozon et autres, relative à l'éligibilité des Préfets et Sous-Préfets (*Deuxième délibération*, A., t. 2, p. 743). — Donne lecture de sa proposition relative à la franchise postale pour les militaires en campagne, et en demande l'urgence (A., t. 2, p. 900). — Est entendu dans la discussion générale du projet de loi sur le cautionnement des journaux et écrits imprimés (A., t. 3, p. 782). — Son rapport sur l'élection de M. l'amiral Jaurès par le département du Tarn (A., t. 4, p. 58). — Donne lecture de sa proposition tendant à confirmer les pouvoirs de M. Thiers, comme Chef du Pouvoir exécutif, et en demande l'urgence (A., t. 4, p. 641). — Obtient un congé (A., t. 5, p. 455).

AIGLE (M. le comte de L'), *Député élu par le département de l'Oise.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 34). = Obtient un congé (A., t. 17, p. 9). — Son décès est annoncé à l'Assemblée (A., t. 43, p. 61).

ALBRECHT (M.), *Député élu par le département du Bas-Rhin.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 39). = L'un des signataires : de la déclaration collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 61, et an., p. 3) ; de la démission collective des mêmes représentants (A., t. 1, p. 124).

ALCAS (Le frère), *instituteur communal du XIe arrondissement de Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 198 à 201).

ALENÇON (M. le duc D'), *capitaine d'artillerie.*

Projet de loi relatif à son admission définitive dans l'armée, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. ORLÉANS (FAMILLE D'), n° 8.

ALEXANDRE (M. CHARLES), *Député élu par le département de Saône-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 22). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., n°s 85, 123, 189, 241, 674, 857, 865 ; J. O. de 1871, p. 1245, 2248 ; J. O. de 1872, p. 113, 1649 ; J. O. de 1874, p. 4933 ; J. O. de 1875, p. 9767, 10118). = Ses rapports : sur le projet de loi tendant à autoriser le département d'Indre-et-Loire à s'imposer extraordinairement pour le payement d'une subvention destinée à la construction de casernes (I., n° 2637 ; A., t. 34, an., p. 102 ; J. O. de 1874, p. 5963) ; sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Rumengol (Finistère (I., n° 2648 ; A., t. 34, an., p. 113 ; J. O. de 1874, p. 6092) ; sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de la commune de Plo-

néour-Lauvern (Finistère) (I., n° 2689; A., t. 34, an., p. 336; J. O. de 1874, p. 6245); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Plouzané (Finistère) (I., n° 2698; A., t. 34, an., p. 344; J. O. de 1874, p. 6249); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la commune de Guilers (Finistère) (I., n° 2699; A., t. 34, an., p. 345; J. O. de 1874, p. 6234).= S'excuse de son absence (A., t. 3, p. 18). — Obtient des congés (A., t. 6, p. 24; t. 18, p. 181; t. 29, p. 55; t. 35, p. 389; t. 38, p. 102). — Sa lettre portant rectification du vote émis pour lui, en son absence, sur l'ordre du jour proposé à la suite des interpellations de M. Le Royer sur la police des cimetières à Lyon (A., t. 19, p. 91).

ALLAVÈNE (M. le colonel), *colonel de gendarmerie à Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 749 à 751).

ALLEMAND (M.), *Député élu par le département des Basses-Alpes.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 59).= Membre de Commissions (F., n°s 242, 254, 347, 379, 541, 650, 824; J. O. de 1872, p. 1680, 1978, 4353, 7817; J. O. de 1873, p. 7729; J. O. de 1874, p. 4089; J. O. de 1875, p. 5510). = Obtient un congé (A., t. 11, p. 294).

ALLENOU (M.), *Député élu par le département des Côtes-du-Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 3). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11; M. B., p. 209); et de diverses Commissions (F., n°s 123, 251, 379, 486, 588; J. O. de 1871, p. 2248; J. O. de 1872, p. 1978, 7817; J. O. de 1873, p. 4107; J. O. de 1874, p. 1226). = Obtient des congés (A., t. 5, p. 455; t. 12, p. 589; t. 14, p. 273; t. 15, p. 148, 611; t. 18, p. 502; t. 19, p. 189, 340; t. 28, p. 323; t. 31, p. 1; t. 35, p. 389; t. 38, p. 124). — S'excuse de son absence (A., t. 35, p. 1).

AMAT (M.), *Député élu par le département des Bouches-du-Rhône.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 308). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., n°s 19, 94, 125, 177, 275, 317, 463, 524, 569, 762; J. O. de 1871, p. 712, 1139, 2333, 5137; J. O. de 1872, p. 3082, 4353; J. O. de 1873, p. 3220, 6982; J. O. de 1874, p. 611; J. O. de 1875, p. 2037); et des Commissions de permanence : de 1873 (A., t. 17, p. 276); et de 1874 (A., t. 30, p. 648). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : la levée de l'état de siège dans le département des Bouches-du-Rhône (I., n° 555; A., t. 5, an., p. 83; J. O. de 1871, p. 3409); l'établissement d'un impôt de 25 centimes pour 1000 francs sur toute la fortune de la France (I., n° 557; A., t. 5, an., p. 83; J. O. de 1871, p. 3369). — Sa proposition relative à la création d'une Faculté de médecine et de pharmacie à Marseille (I., n° 1949; A., t. 19, an., p. 210; J. O. de 1873, p. 5827). — Sa nouvelle proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département des Bouches-du-Rhône (I., n° 2493; A., t. 32, an., p. 264; J. O. de 1874, p. 4466).=Son rapport sur le projet de loi autorisant le département de l'Hérault à s'imposer extraordinairement pour le service de l'instruction publique (I., n° 1393; A., t. 13, an., p. 326; J. O. de 1873, p. 5765). = Propose l'ajournement ou la suspension de la séance du 3 avril 1871 (A., t. 2, p. 217). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 316, 317, 344, 363); des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 142. *Troisième délibération*, t. 4, p. 447); du projet de loi sur les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 666); du projet de loi relatif à l'emprunt de 350 millions par la ville de Paris (A., t. 5, p. 400, 401); de la proposition de M. Target sur la prorogation

de l'Assemblée nationale (A., t. 5, p. 599). — Sa question sur le droit de statistique appliqué au cabotage (A., t. 7, p. 234). — Parle sur : le projet de loi relatif à la Marine marchande (A., t. 7, p. 295) ; la prise en considération de sa proposition relative à l'établissement d'un impôt de 25 centimes par 1000 francs sur toutes les fortunes de la France (A., t. 7, p. 540 à 542, 545 à 548, 549) ; le projet de loi concernant les valeurs mobilières et les modifications à apporter à la taxe des biens de main-morte et au timbre sur les décharges contenues dans les lettres missives (A., t. 8, p. 672) ; le projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 455). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'établissement d'un impôt sur les créances hypothécaires (A., t. 12, p. 569) ; du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 291) ; des deux projets de lois de crédits applicables aux dépenses relatives à la détermination de la parallaxe du soleil (A., t. 13, p. 378 ; t. 30, p. 468) ; de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 405) ; de la proposition de MM. Voisin et autres, ayant pour objet d'ajouter à l'art. 405 du Code pénal un paragraphe concernant les escroqueries commises dans les cafés et restaurants (*Troisième délibération*, A., t. 19, p. 475). — Est entendu sur : un incident relatif à une question d'interprétation du Règlement, en ce qui concerne la majorité nécessaire pour la nomination des Commissaires dans les Bureaux, au troisième tour de scrutin, à propos de la Commission du projet de loi relatif à la librairie (A., t. 29, p. 256) ; le projet de loi relatif à l'électorat municipal (*Troisième délibération*, A., t. 32, p. 536, 555) ; la question d'ajournement de la troisième délibération sur les propositions de MM. Le Royer, Gatien-Arnoult et autres, relatives à la création de Facultés de médecine à Lyon, Toulouse, Lille, Nantes, Bordeaux et Marseille (A., t. 35, p. 65). — Parle : dans la troisième délibération de ces propositions (A., t. 35, p. 103) ; sur le projet de loi organique relatif aux rapports des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 39, p. 476) ; sur le Budget de l'Exercice 1876 (Instruction publique : *Observatoire de Marseille*, A., t. 41, p. 214) ; sur le projet de loi organique relatif aux élections des Sénateurs (*Troisième délibération*, A., t. 41, p. 325) ; à propos de la demande d'ajournement des propositions relatives à la levée de l'état de siège, jusqu'à la discussion du projet de loi sur le régime de la presse et la levée de l'état de siège (A., t. 42, p. 216).

AMÉ (M.), *Directeur général des Douanes, Conseiller d'État en service extraordinaire.*

Est nommé Commissaire du gouvernement pour la discussion du Budget du Ministère des Finances, pour l'Exercice 1873 (A., t. 14, p. 475).

AMET (M. le capitaine de vaisseau), *ancien commandant du fort de Montrouge.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 294 à 300).

AMY (M.), *Député élu par le département du Cher.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 12). = Membre de Commissions (F., nos 40, 51, 123, 161, 167, 181, 229, 309, 325, 650 ; J. O. de 1871, p. 542, 750, 2248, 3435, 4802, 5229 ; J. O. de 1872, p. 1295, 4118, 4633 ; J. O. de 1874, p. 4089). = Demande l'ajournement de la deuxième délibération sur la proposition de MM. Christophle et autres, relative aux fouilles et extractions de matériaux et à l'occupation temporaire, en matière de travaux publics (A., t. 27, p. 70). — Son rapport sur l'élection de M. Cazeaux par le département des Hautes-Pyrénées (A., t. 38, p. 107).

ANCEL (M.), *Député élu par le département de la Seine-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 54). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 6, 8, 14, 22, 41, 60, 81, 155, 486, 575, 611,

621, 800, 842, 864 ; M. B. de 1871, p. 27, 58, 231 ; J. O. de 1871, p. 561, 894, 1188, 3250 ; J. O. de 1873, p. 4107; J. O. de 1874, p. 809, 2005, 2358 ; J. O. de 1875, p. 4464, 9073, 9961) ; de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de la Commission des Quinze (F., n° 20 ; M. B. de 1871, p. 201) ; de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O. de 1871, p. 471); de la Commission du Budget rectifié de 1871 (F., n° 58 ; J. O. de 1871, p. 867) ; de la Commission pour l'examen des lois de finances de l'Exercice 1872 (F., n° 192; J. O. de 1872, p. 200) ; des Commissions des Budgets : pour l'Exercice 1873 (F., n° 297; J. O. de 1872, p. 3767) ; pour l'Exercice 1874 (F., n° 471 ; J. O. de 1873, p. 348); et pour l'Exercice 1875 (F., n° 647; J. O. de 1874, p. 3985). = Ses rapports : sur le projet de loi relatif aux douanes et aux contributions indirectes (I., n° 380; A., t. 3, p. 864, 873 ; J. O. de 1871, p. 2162) ; sur le projet de loi relatif aux droits de douane sur les marchandises actuellement en cours de voyage (I., n° 383 ; A., t. 3, p. 901, 907; J. O. de 1871, p. 1905); sur le projet de loi relatif à des impôts nouveaux et à des augmentations d'impôts (*Marine marchande*) (I., n° 483 ; A., t. 4, an., p. 253; J. O. de 1871, p. 3302) ; sur le projet de loi relatif aux crédits rectifiés de 1871 (Ministère de la Marine) (I., n° 526; A., t. 5, an., p. 26 ; J. O. de 1871, p. 3555) ; sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'Exercice 1871 (Budget ordinaire), un supplément de crédit de 750,000 fr. (I., n° 605 ; A., t. 5, an., p. 195 ; J. O. de 1871, p. 3986) ; sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'Exercice 1872, un supplément de crédit de 1,560,428 francs (I., n° 935 ; A., t. 8, an., p. 15; J. O. de 1872, p. 1732) ; sur le Budget des dépenses de la Marine et des Colonies : pour l'Exercice 1872 (I., n° 1017; A., t. 8, an., p. 207; J. O. de 1872, p. 2199, 2232); pour l'Exercice 1873 (I., n° 1327 ; A., t. 13, an., p. 578 ; J. O. de 1872, p. 6755, 6772) ; sur le projet de loi relatif à des modifications à introduire dans le Budget de 1873, au titre de la déportation et de la transportation (I., n° 1462 ; A., t. 14, an., p. 114 ; J. O. de 1872, p. 7697) ; sur le projet de loi ayant pour objet l'amélioration de l'ordinaire des Corps de troupes de la Marine stationnés en France (I., n° 1609 ; A., t. 16, an., p. 8; J. O. de 1873, p. 1232) ; sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'Exercice 1873, un crédit de 1 million pour venir en aide à l'île de la Réunion ravagée par le cyclone du 8 janvier 1873 (I., n° 1625; A., t. 16, p. 165, an., p. 68 ; J. O. de 1873, p. 1662) ; sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de la Marine et des Colonies un supplément de crédit de 446,127 francs, sur l'Exercice 1873, pour l'amélioration de l'ordinaire des troupes de la Marine (I., n° 1760 ; A., t. 17, an., p. 163; J. O. de 1873, p. 3141) ; sur les projets de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au Chapitre XIV du Budget du Ministère de l'Intérieur (*Prisons*) : Pour l'exercice 1872 (I., n° 1869 ; A., t. 19, an., p. 81 ; J. O. de 1873, p. 5094) ; pour l'Exercice 1873 (I., n° 1903; A., t. 19, an., p. 135 ; J. O. de 1873, p. 5523) ; sur le projet de loi tendant à reporter à l'Exercice 1873 une somme de 1,494,730 francs restant disponible sur le crédit affecté, par la loi du 19 mars 1872 (Chapitre XXVI du Budget du Ministère de l'Intérieur), à la reconstruction des ponts détruits pendant la guerre (I., n° 1904; A., t. 19, an., p. 187 ; J. O. de 1873, p. 5540) ; sur le projet de loi portant modification des articles 1, 4, 6 et 7 de la loi du 11 juillet 1868, relative aux chemins vicinaux (I., n° 1915 ; A., t. 19, an., p. 175 ; J. O. de 1873, p. 5717) ; sur le Budget des dépenses du Ministère de l'Intérieur pour l'Exercice 1874 (I., n° 2032 ; A., t. 27, an., p. 232 ; J. O. de 1873, p. 7779) ; sur le projet de loi tendant à autoriser l'ouverture, au Ministre de l'Intérieur, d'un crédit supplémentaire de 3,200,000 francs en faveur des Alsaciens-Lorrains qui conservent la qualité de Français (I., n° 2120 ; A., t. 28, an., p. 272 ; J. O. de 1874, p. 211). — Ses rapports : sur le projet de loi tendant à reporter à l'Exercice 1873 une somme de 4,500,000 francs restant disponible sur le crédit affecté par la loi de finances du 28 mars 1872 (Chapitre XXIX du Budget du Ministère de l'Intérieur à la liqui-

dation des dépenses de guerre non classées (I., n° 2150; A., t. 28, an., p. 311; J. O. de 1874, p. 213); sur le projet de loi tendant à autoriser l'ouverture d'un crédit supplémentaire de 400,000 francs au chapitre XXI du Budget du Ministère de l'Intérieur, Exercice 1874 (*Secours aux réfugiés politiques*) (I., n° 2232; A., t. 30, an., p. 3; J. O. de 1874, p. 1624); sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1873, un crédit supplémentaire de 15,000 francs pour les dépenses occasionnées par la réparation des casernes des gardiens de la paix à Lyon (I., n° 2233; A., t. 30, an., p. 4; J. O. de 1874, p. 1729); sur le projet de loi tendant à obtenir : 1° la dispense des droits sur le papier, établis par la loi du 4 septembre 1871, en faveur de l'adjudicataire de la publication du *Journal officiel*; 2° un crédit de 120,000 francs imputable sur l'Exercice 1874 et destiné au paiement des frais supplémentaires de composition et de transport des formes, résultant du séjour de l'Assemblée nationale à Versailles (I., n° 2301; A., t. 30, an., p. 175; J. O. de 1874, p. 3679); sur le projet de loi tendant à autoriser l'ouverture d'un crédit extraordinaire de 300,000 francs, par addition au chapitre XVIII du Budget du Ministère de l'Intérieur (Exercice 1874) (I., n° 2311; A., t. 30, an., p. 184; J. O. de 1874, p. 2912); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur d'un crédit supplémentaire de 420,800 francs, pour dépenses relatives à l'établissement, à Paris, de lignes télégraphiques intéressant le service de la police municipale (I., n° 2426; A., t. 32, an., p. 7; J. O. de 1874, p. 4090); sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur les Exercices 1874 et 1875, trois crédits applicables au service du *Journal officiel* (I., n° 3286; A., t. 41, an., p. 113; J. O. de 1875, p. 6092). = Prend part, en qualité de rapporteur, à la discussion : du projet de loi relatif au nouveau régime des douanes et contributions indirectes (A., t. 3, p. 868, 869, 870); du projet de loi relatif aux droits de douane sur les marchandises en cours de voyage (A., t. 3, p. 910). — Parle, comme rapporteur, sur l'ajournement de la discussion du projet de loi relatif à la Marine marchande (A., t. 5, p. 355). — Est entendu sur la prise en considération de la proposition de MM. Bonnet et autres, relative à une Enquête sur les traités de commerce et la Marine marchande (A., t. 6, p. 38). — Prend part, comme rapporteur, à la discussion : du projet de loi relatif à la Marine marchande (*Discussion générale*, A., t. 7, p. 200. *Discussion des articles*, p. 221, 239, 254, 268, 271, 275, 282, 295, 298, 300); du Budget du Ministère de la Marine et des Colonies pour l'Exercice 1872 (*Cadres de l'État-major général*, A., t. 8, p. 587. *Service colonial*, p. 592). — S'excuse de son absence (A., t. 11, p. 145; t. 12, p. 343).— Obtient des congés (A., t. 13, p. 63; t. 15, p. 316; t. 16, p. 533; t. 33, p. 274; t. 38, p. 124). — Parle, comme rapporteur, dans la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Marine et Colonies : *Amendements de M. Farcy sur les divers chapitres de ce Ministère*, A., t. 14, p. 419. *Réduction des cadres des officiers de la Marine*, p. 426. *Suppression des Commissaires généraux dans les ports de commerce*, p. 427. *Suppression du Tribunal de Marie-Galante*, p. 428).—Donne lecture du rapport sur le projet de loi de crédit d'un million pour secours à l'île de la Réunion ravagée par le cyclone du 8 janvier 1873, et en demande la délibération immédiate (A., t. 16, p. 165,166).—Parle, en qualité de rapporteur, dans la discussion du projet de loi tendant à modifier les articles 1, 4, 6 et 7 de la loi du 11 juillet 1868 sur les chemins vicinaux (A., t. 19, p. 434). — Est entendu : dans la discussion de la proposition de MM. Rouvier et Wolowski tendant à l'abrogation de la surtaxe de pavillon (A., t. 19, p. 513); en qualité de rapporteur, dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Intérieur : *Traitements des employés des Préfectures et Sous-Préfectures*, A., t. 28, p. 190. *Réorganisation uniforme des bureaux des Préfectures*, p. 190. *Colonies pénitentiaires des jeunes détenus*, p. 193). — Parle : dans la discussion du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Surtaxes d'entrepôt sur les huiles minérales importées*, A., t. 28, p. 661); sur un incident relatif à la fixation d'un jour pour la nomination dans les Bureaux, de la Commission du Budget de

1875 (A., t. 29, p. 396); en qualité de rapporteur, dans la discussion du projet de loi ayant pour objet d'exempter des droits sur le papier l'adjudicataire du *Journal officiel* et de lui allouer un supplément, à raison du séjour du gouvernement à Versailles (A., t. 32, p. 495, 499, 502).—Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes, et de la proposition de M. Wolowski relative à l'équilibre du Budget de 1875 (*Ordre de la discussion*, A., t. 33, p. 97. *Décime additionnel à l'impôt du sel*, p. 112).—Sa motion, en qualité de Président de la Commission, tendant à fixer au jeudi 9 décembre 1875 la nomination des 75 Sénateurs inamovibles attribuée à l'Assemblée par la Constitution (A., t. 43, p. 94). — Propose à l'Assemblée, au nom de la Commission des propositions relatives à la dissolution, de tenir deux séances le 23 décembre 1875 (A., t. 44, p. 88).

ANCELON (M.), *Député élu par le département de la Meurthe.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 19).= L'un des signataires de la Déclaration collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 61, et an., p. 3). = Membre de Commissions (F., nos 51, 77, 151, 211, 258, 264, 405, 450, 611, 717, 769, 865; J. O. de 1871, p. 750, 1136, 3126; J. O. de 1872, p. 765, 2197, 2757; J. O. de 1873, p. 653, 2113; J. O. de 1874, p. 2005; J. O. de 1875, p. 160, 3405, 10118). = Ses rapports : sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de la commune de Plouarzel (Finistère) (I., n° 2856; A., t. 36, an., p. 75; J. O. de 1875, p. 810); sur le projet de loi tendant à autoriser le département de la Charente-Inférieure à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux d'un chemin de fer d'intérêt local (I., n° 3027; A., t. 38, an., p. 122; J. O. de 1875, p. 3921); sur le projet de loi relatif à un échange, dans le département de Meurthe-et-Moselle, entre l'État et les consorts Thirion (I., n° 3125; A., t. 39, an., p. 122; J. O. de 1875, p. 5295); sur le projet de loi tendant à autoriser le département de la Charente-Inférieure à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires (I., n° 3370; A., t. 41, an., p. 214; J. O. de 1875, p. 7315); sur le projet de loi tendant à ratifier une Convention passée entre l'État et le département des Hautes-Pyrénées pour l'exécution du casernement à Tarbes (I., n° 3621; A., t. 44, an., p. 22; J. O. de 1876, p. 290); sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Montmorillon (Vienne) (I., n° 3622; A., t. 44, an., p. 23; J. O. de 1876, p. 324); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de Saint-Yrieix (Haute-Vienne) (I., n° 3642; A., t. 44, an., p. 62; J. O. de 1876, p. 547); sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur le vin et l'alcool à l'octroi de Langres (Haute-Marne) (I., n° 3657; A., t. 44, an., p. 87; J. O. de 1876, p. 894); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Vannes (Morbihan) (I., n° 3668; A., t. 44, an., p. 103; J. O. de 1876, p. 60). = Obtient un congé (A., t. 12, p. 279). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes, et de la proposition de M. Wolowski relative à l'équilibre du Budget (*Décime additionnel à l'impôt du sel*, A., t. 33, p. 118); du projet de loi tendant à accorder à M. Pasteur une pension annuelle et viagère de 12,000 fr. à titre de récompense nationale (A., t. 33, p. 210). — Déclare non avenu son rapport sur le projet de loi d'emprunt et d'imposition extraordinaire par le département de la Charente-Inférieure, comme ayant été indûment renvoyé à la 33e Commission d'intérêt local (A., t. 38, p. 250).

ANDELARRE (M. le marquis D'), *Député élu par le département de la Haute-Saône.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 150). =Président : du 12e Bureau (F., n° 99; J. O. de 1871, p. 1545); du 7e Bureau (F., n° 353; J. O. de 1872, p. 7007); du 8e Bureau (F., n° 509; J. O. de 1873, p. 4945); du 10e Bureau (F., n° 796; J. O. de 1875, p. 4340); du 3e Bu-

reau (F., n° 824; J. O. de 1875, p. 5510); du 4e Bureau (F., n° 842; J. O. de 1875, p. 9073); = Membre : de diverses Commissions (F., nos 22, 41, 84, 257, 450, 476, 486, 498, 824, M. B. de 1871, p. 231; J. O. de 1871, p. 561, 1230; J. O. de 1872, p. 2168; J. O. de 1873, p. 2113, 3750, 4107, 4481; J. O. de 1875, p. 5510); de la Commission des Marchés (F., n° 37; J. O. de 1871, p. 471); de la Commission de décentralisation (F., n° 50; J. O. de 1871, p. 734); de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73; J. O. de 1871, p. 1111); de la Commission chargée d'examiner les projets de lois portant règlement définitif du Budget de 1867 et de celui de 1868 (F., n° 321; J. O. de 1872, p. 4516); de la Commission des Comptes du Budget de 1869 (F., n° 529; J. O. de 1873, p. 7211); et de la 1re Commission des Trente chargée d'examiner les Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 46). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, relatives : à la création d'un Ministère spécial de l'Agriculture (I., n° 41; A., t. 1, p. 179; an., p. 27; J. O. de 1871, p. 361); à la composition de la Commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations (I., n° 204; A., t. 2, p. 848; J. O. de 1871, p. 1015); à l'affranchissement des lettres et des mandats de poste pour les militaires en campagne (I., n° 221; A., t. 2, p. 900, 919; J. O. de 1871, p. 1099); à la régularisation des emprunts contractés par les départements et les communes dans l'intérêt de la Défense nationale (I., n° 601; A., t. 5, an., p. 184; J. O. de 1871, p. 3985). — Sa proposition ayant pour objet : 1° d'assujettir aux diverses quotités de droits établis pour la transmission d'immeubles de la même espèce, les transmissions entre vifs de meubles à titre onéreux, et les transmissions entre vifs de meubles à titre gratuit, en ligne directe ou entre époux; 2° de modifier les quotités des droits établis pour la transmission des titres de Sociétés françaises et étrangères (I., n° 833; A., t. 7, p. 167, an., p. 53; J. O. de 1872, p. 1028). — Sa proposition relative à la nomination et aux attributions des Maires et adjoints (I., n° 1346; A., t. 13, an., p. 222; J. O. de 1872, p. 5623). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la réformation et la transformation de l'art. 2 de la loi du 2 août 1872 sur les bouilleurs de cru (I., n° 3404; A., t. 42, an., p. 9; J. O. de 1875, p. 9727). = Son rapport sur le projet de loi portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1867 (I., n° 2171; A., t. 29, an., p. 71; J. O. de 1874, p. 1335, 1356, 1394). — Son rapport, au nom de la Commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, sur les opérations des années 1870, 1871 et 1872, et sur la situation au 31 décembre 1872 de ces deux établissements (I., n° 2386; A., t. 31, an., p. 69; J. O. de 1874, p. 4122). = Ses observations sur la proposition de M. Guichard relative à la nomination immédiate d'une Commission de finances (A., t. 1, p. 141). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. Gaslonde relative aux Conseils généraux (A., t. 2, p. 167, 168, 172, 173); du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 423, 427, 428, 429); sur l'urgence demandée pour la proposition de M. Bompard relative à l'article 69 du Règlement (A., t. 2, p. 454). — Demande l'urgence de sa proposition relative à la composition de la Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations (A., t. 2, p. 837). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 88; t. 6, p. 123; t. 8, p. 645; t. 31, p. 157; t. 32, p. 271). — Parle sur un incident, relatif à la Révolution du 4 septembre 1870, soulevé à l'occasion de la discussion des interpellations de M. le général Ducrot concernant les élections municipales de la Nièvre (A., t. 3, p. 188). — Est élu membre de la Commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations (A., t. 3, p. 621). — Prend part à la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 846, 849. *Troisième délibération*, t. 4, p. 449); du Budget rectifié de l'Exercice 1871 (Budget extraordinaire : *Incident relatif aux biens séquestrés par les décrets du 22 janvier 1852*, A., t. 5, p. 657). — Demande l'urgence de sa proposition relative à la modification dans les quotités de droits sur les transmissions entre vifs (A., t. 7, p. 167). — Est entendu dans la

discussion du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 89, 392. *Troisième délibération*, A., t. 13, p. 409).— Demande l'urgence de sa proposition relative à la nomination et aux attributions des Maires et Adjoints (A., t. 13, p. 352).— Prend part à la discussion : du projet de loi sur l'organisation des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 393); du projet de loi relatif à l'organisation générale de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 186). — Demande, à l'occasion de la lecture du procès-verbal, la rectification d'une interruption émanée de lui dans la discussion des interpellations de MM. Le Royer, Jules Favre et autres, relatives à la politique intérieure (A., t. 19, p. 348).— Parle dans la discussion du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 164). — Donne lecture du rapport de la Commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, sur les opérations de ces deux Caisses pendant les années 1870, 1871 et 1872 (A., t. 31, p. 30 à 37).— Est entendu, en qualité de rapporteur, dans la discussion du projet de loi portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1867 (A., t. 31, p. 102). — Réélu membre de la Commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations (A., t. 33, p. 365). — Est entendu dans la discussion des propositions de MM. Waddington, Vautrain, Clapier et Wallon relatives à l'organisation du Sénat (A., t. 36, p. 595). — Demande l'urgence de sa proposition ayant pour objet la réformation et la transformation de l'article 2 de la loi du 2 août 1872 sur les bouilleurs de cru, et son renvoi à la Commission d'initiative chargée de la proposition analogue de M. Ganivet (A., t. 42, p. 12). — Prend part à la discussion de ces propositions (A., t. 43, p. 246).

ANDRAL (M. PAUL), *avocat à la Cour d'appel de Paris.*

L'un des candidats proposés pour les fonctions de Conseiller d'État (A., t. 13, p. 96, et an., p. 64). — Est élu *Conseiller d'État* par l'Assemblée (A., t. 13, p. 300).

ANDRÉ (M.), *Député élu par le département de la Charente.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 87). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 130, 289, 353, 486, 627, 644; J. O. de 1871, p. 2466; J. O. de 1872, p. 3519, 7007; J. O. de 1873, p. 4107; J. O. de 1874, p. 3307, 3888); de la Commission pour l'examen des lois de finances de l'Exercice 1872 (F., n° 192; J. O. de 1872, p. 200); et de la Commission du Budget pour l'Exercice 1873 (F., n° 297; J. O. de 1872, p. 3767).= Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à abroger la loi du 2 août 1872 sur les bouilleurs de cru (I., n° 3118; A., t. 39, an., p. 83; J. O. de 1875, p. 5172). = Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à des augmentations d'impôts et à des impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 5, p. 58). — Demande la mise à l'ordre du jour de la proposition de M. de Ravinel sur l'installation des Ministères à Versailles (A., t. 5, p. 223). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'emprunt de 350 millions par la ville de Paris (A., t. 5, p. 400, 401). — Obtient des congés (A., t. 8, p. 21; t. 28, p. 434; t. 35, p. 4 et 51). — Parle dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1872 (Dette publique : *Pensions civiles*, A., t. 8, p. 378. Frais de régie : *Suppression des perceptions de villes*, p. 400); du projet de loi concernant les fabriques de liqueurs (A., t. 8, p. 521); du projet de loi concernant les valeurs mobilières et les modifications à apporter à la taxe des biens de main-morte et au timbre sur les décharges contenues dans les lettres missives (A., t. 8, p. 666); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 222, 439, 440, 443); du projet de loi concernant l'impôt des boissons (A., t. 13, p. 510). — S'excuse de son absence (A., t. 14, p. 334). — Est entendu : sur un incident relatif à la mise à l'ordre du jour du projet de loi concernant les indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 278); dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 17, p. 306 à 312, 319); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Bud-

get de 1874 (*Impôt sur les tissus*, A., t. 29, p. 472. *Droits fixes d'enregistrement sur les actes extra-judiciaires*, p. 545. *Tolérance accordée aux bouilleurs de cru*, t. 30, p. 193). — Parle sur la fixation de la mise à l'ordre du jour du projet de la Commission des Lois Constitutionnelles relatif à l'organisation des Pouvoirs publics (A., t. 33, p. 151). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à divers droits d'enregistrement (A., t. 39, p. 6, 17 à 19, *rectification*, p. 35, 37, 38). — Demande le renvoi à la Commission du Budget d'une pétition déjà déposée par lui et signée par 2,500 propriétaires bouilleurs de cru de son département (A., t. 42, p. 171). — Parle dans la discussion du projet de loi portant déclaration d'utilité publique de divers chemins de fer (A., t. 44, p. 376).

ANDRÉ (M. le docteur), *Député élu par le département de la Moselle.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 48).= Membre de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209). = L'un des signataires : de la Déclaration collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 61, et an., p. 3) ; de la démission collective des mêmes représentants (A., t. 1, p. 124). — Lettre par laquelle il déclare retirer sa démission (A., t. 2, p. 49). — Démissionnaire, par suite de son acceptation de fonctions publiques (A., t. 2, p. 351).

ANDRÉ (M. Alfred), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 86). = Président du 14e Bureau (F., n° 517 ; J. O. de 1872, p. 6754). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 125, 142, 147, 161, 173, 211, 245, 264, 419, 448, 531, 541, 575, 621, 707 ; J. O. de 1871, p. 2333, 2865, 3012, 3425, 4986 ; J. O. de 1872, p. 765, 1784, 2757 ; J. O. de 1873, p. 1080, 2032, 7256, 7729 ; J. O. de 1874, p. 809, 2358, 8333) ; et des Commissions des Budgets : pour l'Exercice 1873 (F., n° 297 ; J. O. de 1872, p. 3767) ; et pour l'Exercice 1876 (F., n° 776 ; J. O. de 1875, p. 3636). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, concernant les individus poursuivis ou condamnés à la suite de l'insurrection du 18 mars, qui n'ont pas dépassé le grade de sous-officier, et qui ne sont accusés d'aucun crime de droit commun ou d'aucun fait déterminé dans ladite insurrection (I., n° 730 ; A., t. 6, an., p. 243 ; J. O. de 1872, p. 114). = Ses rapports : sur le projet de loi portant : 1° remboursement en vingt-six annuités, à la ville de Paris, d'une partie de la contribution de guerre imposée par la Convention du 28 janvier 1871 ; 2° approbation des mesures proposées par le Conseil municipal pour la réparation de certaines catégories de dommages matériels causés aux propriétés mobilières ou immobilières (I., n° 1711 ; A., t. 17, p. 47 ; J. O. de 1873, p. 2821, 2835, 2851) ; sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Paris à emprunter une somme de 220 millions (I., n° 2786 ; A., t. 35, an., p. 330 ; J. O. de 1875, p. 43). = Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif aux augmentations d'impôts et aux impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 612, 615) ; du projet de loi relatif au Budget rectifié de l'Exercice 1871 (Dette publique : *Intérêts et amortissement des emprunts faits à la Banque de France*, A., t. 5, p. 546). — Adresse une question au Ministre des Finances sur l'état actuel des relations postales (A., t. 5, p. 663). — Parle dans la discussion générale du projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu (A., t. 6, p. 246). — Ses observations sur les explications données par M. Bocher, au sujet du retard apporté au dépôt du rapport sur le projet de loi relatif à l'élévation à trois milliards des émissions des billets de la Banque de France (A., t. 6, p. 335). — Prend part à la discussion : de ce projet de loi (A., t. 6, p. 357) ; du projet de loi relatif à un impôt sur les revenus (A., t. 6, p. 389, 494) ; du projet de loi tendant à frapper d'un droit de statistique de 10 centimes chaque colis entrant ou sortant (A., t. 7, p. 138) ; du projet de loi concernant les droits d'enregistrement (A., t. 8, p. 93) ; du Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1872 (*Intérêts et amor-*

tissement des emprunts faits à la Banque, A., t. 8, p. 372, 376); du projet de loi concernant les valeurs mobilières et les modifications à apporter à la taxe des biens de main-morte et au timbre sur les décharges contenues dans les lettres missives (A., t. 8, p. 675, 676). — S'excuse de son absence (A., t. 11, p. 10; t. 36, p. 161). — Parle : sur la question de mise à l'ordre du jour du nouveau projet de loi relatif à un impôt sur les valeurs mobilières (A., t. 12, p. 590); dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 12, p. 612); du projet de loi relatif à un nouvel emprunt de 3 milliards (A., t. 13, p. 457); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Troisième délibération*, A., t. 13, p. 419 à 421, 422); du Budget de l'Exercice 1873 (Instruction publique : *Transfert à ce département des Établissements des sourds-muets et des jeunes aveugles*, A., t. 14, p. 465. Voies et moyens : *Application de la taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion*, p. 661); de la proposition de MM. Roger-Marvaise et autres, tendant à établir des succursales de la Banque de France dans tous les départements qui en sont privés (*Troisième délibération*, A., t. 15, p. 354).— Est entendu, en qualité de rapporteur : sur un incident relatif à la mise à l'ordre du jour du projet de loi concernant les indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 277); dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 17, p. 319, 325, 327, 345 à 350, 373, 375, 376, 377, 379, 381, 382, 383, 386, 389, 390, 391, 395, 399). — Ses observations sur le procès-verbal, à propos de l'interprétation donnée à la portée de cette loi, dans la discussion des propositions de M. Bompard et de M. Bertauld, relatives au timbre des emprunts contractés par les communes (A., t. 18, p. 183). — Sa motion en vue d'un ajournement de la Chambre, par suite de la constitution du nouveau Ministère du 25 mai 1873 (A., t. 18, p. 453). — Obtient des congés (A., t. 18, p. 490, 502; t. 36, p. 431). — Est entendu dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Discussion générale : *Situation financière et budgétaire*, A., t. 28, p. 536. Frais de régie : *État de nos relations postales avec les États-Unis*, p. 476. *Révision projetée de la Convention monétaire de* 1865, p. 492); de la proposition de MM. Fresneau et Émile Carron relative à l'organisation du service religieux dans l'armée de terre (*Deuxième délibération*, A., t. 29, p. 330, 338 à 342, 343); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le budget de 1874 (*Droits de timbre sur les billets et mandats non négociables*, A., t. 29, p. 574, 590, 625. *Chèques*, p. 598, 670. *Droits de timbre à la charge de la Banque*, p. 682, 684, 688 à 692); du projet de loi portant prorogation du privilège des Banques coloniales et de leurs statuts (A., t. 31, p. 194, 197); du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes, et de la proposition de M. Wolowski relative à l'équilibre du budget (*Emploi des 45 millions restant à verser par la Banque*, A., t. 33, p. 186 à 189, 212). — Parle : sur la fixation de la mise à l'ordre du jour du projet de la Commission des Lois Constitutionnelles relatif à l'organisation des Pouvoirs publics (A., t. 33, p. 150); dans la discussion : du projet de loi tendant à autoriser un emprunt de 230 millions par la ville de Paris (A., t. 35, p. 378, 383 à 385); de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'enseignement supérieur (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 440); du projet de loi relatif à divers droits d'enregistrement (A., t. 39, p. 59, 63); du Budget de l'Exercice 1876 (Moyens de service : *Fixation de l'époque du remboursement en espèces des billets de la Banque de France*, A., t. 41, p. 397). — Sa motion relative à la fermeture du 11e scrutin pour la nomination des Sénateurs (A., t. 44, p. 35).

ANDRIEU (M.), *Député élu par la province d'Oran.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 209). = Dépose : une pétition contre l'annulation de l'élection du général Garibaldi comme Député de l'Algérie (A., t. 1, p. 231); une autre pétition relative au Traité de paix (A., t. 2, p. 56). — Obtient un congé (A., t. 2, p. 787). — Lettre par laquelle il déclare donner sa démission (A., t. 2, p. 924).

de l'Assemblée nationale (A., t. 5, p. 599). — Sa question sur le droit de statistique appliqué au cabotage (A., t. 7, p. 234). — Parle sur : le projet de loi relatif à la Marine marchande (A., t. 7, p. 295) ; la prise en considération de sa proposition relative à l'établissement d'un impôt de 25 centimes par 1000 francs sur toutes les fortunes de la France (A., t. 7, p. 540 à 542, 545 à 548, 549) ; le projet de loi concernant les valeurs mobilières et les modifications à apporter à la taxe des biens de main-morte et au timbre sur les décharges contenues dans les lettres missives (A., t. 8, p. 672) ; le projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 455). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'établissement d'un impôt sur les créances hypothécaires (A., t. 12, p. 569) ; du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 291) ; des deux projets de lois de crédits applicables aux dépenses relatives à la détermination de la parallaxe du soleil (A., t. 13, p. 378 ; t. 30, p. 468) ; de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 405) ; de la proposition de MM. Voisin et autres, ayant pour objet d'ajouter à l'art. 405 du Code pénal un paragraphe concernant les escroqueries commises dans les cafés et restaurants (*Troisième délibération*, A., t. 19, p. 475). — Est entendu sur : un incident relatif à une question d'interprétation du Règlement, en ce qui concerne la majorité nécessaire pour la nomination des Commissaires dans les Bureaux, au troisième tour de scrutin, à propos de la Commission du projet de loi relatif à la librairie (A., t. 29, p. 256) ; le projet de loi relatif à l'électorat municipal (*Troisième délibération*, A., t. 32, p. 536, 555) ; la question d'ajournement de la troisième délibération sur les propositions de MM. Le Royer, Gatien-Arnoult et autres, relatives à la création de Facultés de médecine à Lyon, Toulouse, Lille, Nantes, Bordeaux et Marseille (A., t. 35, p. 65). — Parle : dans la troisième délibération de ces propositions (A., t. 35, p. 103) ; sur le projet de loi organique relatif aux rapports des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 39, p. 476) ; sur le Budget de l'Exercice 1876 (Instruction publique : *Observatoire de Marseille*, A., t. 41, p. 214) ; sur le projet de loi organique relatif aux élections des Sénateurs (*Troisième délibération*, A., t. 41, p. 325) ; à propos de la demande d'ajournement des propositions relatives à la levée de l'état de siège, jusqu'à la discussion du projet de loi sur le régime de la presse et la levée de l'état de siège (A., t. 42, p. 216).

AMÉ (M.), *Directeur général des Douanes, Conseiller d'État en service extraordinaire.*

Est nommé Commissaire du gouvernement pour la discussion du Budget du Ministère des Finances, pour l'Exercice 1873 (A., t. 14, p. 475).

AMET (M. le capitaine de vaisseau), *ancien commandant du fort de Montrouge.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 294 à 300).

AMY (M.), *Député élu par le département du Cher.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 12). = Membre de Commissions (F., nos 40, 54, 123, 161, 167, 181, 229, 309, 325, 650 ; J. O. de 1871, p. 542, 750, 2248, 3435, 4802, 5229 ; J. O. de 1872, p. 1295, 4118, 4633 ; J. O. de 1874, p. 4089). = Demande l'ajournement de la deuxième délibération sur la proposition de MM. Christophle et autres, relative aux fouilles et extractions de matériaux et à l'occupation temporaire, en matière de travaux publics (A., t. 27, p. 70). — Son rapport sur l'élection de M. Cazeaux par le département des Hautes-Pyrénées (A., t. 38, p. 107).

ANCEL (M.), *Député élu par le département de la Seine-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 54). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 6, 8, 14, 22, 41, 60, 81, 155, 486, 575, 611,

tures de Sceaux et de Saint-Denis, A., t. 28, p. 187. Travaux publics : *Amélioration de la navigation de la basse Seine*, p. 359, 360); du projet de loi relatif à la prorogation des pouvoirs des Conseils municipaux (A., t. 30, p. 601) ; du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie de l'Ouest (A., t. 44, p. 364).

ANSART (M.), *Chef de la police municipale à Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 514). — Sa réclamation adressée au Président de cette Commission (A., t. 10, p. 239).

APPERT (M. le général), *Chef de la justice militaire à Versailles.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 Mars (A., t. 9, p. 576). — Son rapport d'ensemble sur les opérations de la Justice militaire relatives à cette insurrection, déposé sur le Bureau par M. le Ministre de la Guerre (I., n° 3212; A., t. 40, p. 200 ; t. 43, an., p. 3 à 241 ; J. O. de 1876, p. 70, 93, 126, 156, 188).

ARAGO (M. Emmanuel), *Député élu par le département des Pyrénées-Orientales.*

Ses explications, en qualité de *Ministre de l'Intérieur*, sur l'envoi des procès-verbaux officiels d'élections et des dépêches officielles constatant les résultats électoraux (A., t. 1, p. 1, 14, 22). — Dépose sa démission de *membre du Gouvernement de la Défense nationale, Ministre de l'Intérieur* (A., t. 1, p. 5). = Son élection est validée (A., t. 1, p. 21). = Président : du 1er Bureau (F., n° 289 ; J. O. de 1872, p. 3519); du 6e Bureau (F., n° 353 ; J. O. de 1872, p. 7007); du 12e Bureau (F., n° 697; J. O. de 1874, p. 7981) ; du 8e Bureau (F., n° 824 ; J. O. de 1875, p. 5510) ; du 7e Bureau (F., n° 865 ; J. O. de 1875, p. 10118). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 6, 22, 57, 99, 117, 125, 339, 357, 475, 762, 861; M. B. de 1871, p. 231 ; J. O. de 1871, p. 851, 1545) ; 2086, 2333 ; J. O. de 1872, p. 5057, 7143 ; J. O. de 1873, p. 3722; J. O. de 1875, p. 2037, 9961) ; de la Commission des Services administratifs (F., n° 78; J. O. de 1871, p. 1148); de la Commission d'enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 177; J. O. de 1871, p. 6113); de la Commission des Trente chargée de présenter à l'Assemblée nationale un projet de loi pour régler les attributions des Pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (F., n° 371 ; J. O. de 1872, p. 7565) ; et des Commissions de permanence : de 1873 (A., t. 17, p. 276) ; et de 1875 (A., t. 41, p. 201). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, relatives : au mode de nomination et aux conditions de capacité des magistrats (I., n° 173 ; A., t. 2, p. 711 ; J. O. de 1871, p. 868); à une formule destinée à caractériser les nouveaux impôts nécessités par la guerre contre la Prusse (I., n° 202 ; A., t. 2, p. 835 ; J. O. de 1871, p. 1014) ; à un paragraphe additionnel à ajouter à l'article 2 de la loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse (I., n° 556 ; A., t. 5, an., p. 83 ; J. O. de 1871, p. 3652). = Son rapport sur les Services administratifs du Ministère des Affaires étrangères (I., n° 2231 ; A., t. 29, an., p. 322 ; J. O. de 1874, p. 2210). = Ses explications : sur un incident relatif aux élections de son département (A., t. 1, p. 28, 29) ; sur la situation des Députés prisonniers de guerre (A., t. 1, p. 30); et sur un incident relatif aux élections de la Haute-Loire (A., t. 1, p. 51, 52). — Parle : dans la discussion du projet de loi sur les préliminaires de paix (A., t. 1, p. 119) ; sur l'ajournement de l'élection de M. George, ancien Préfet des Vosges (A., t. 1, p. 144); dans la discussion sur les élections de Vaucluse (A., t. 1, p. 189, 190). — Demande : que l'Assemblée se déclare en permanence (A., t. 2, p. 219) ; qu'elle se forme en Comité secret (A., t. 2, p. 228). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les poursuites en matière de délits commis par la voie de la presse (A., t. 2, p. 502). — Demande l'urgence sur les propositions : 1° de MM. Louis Blanc et autres, relative aux actes des membres du Gouvernement de la Défense nationale ;

2° de MM. Delescluze et autres; et 3° de M. Millière, tendant à mettre en accusation les membres de ce Gouvernement (A., t. 2, p. 535). — Est entendu : sur la mise à l'ordre du jour de ces propositions (A., t. 2, p. 727); dans la discussion des interpellations de M. Luro sur les fonctionnaires ou magistrats nommés ou destitués par la Délégation de Tours et de Bordeaux (A., t. 2, p. 823); sur l'incident soulevé par M. Mortimer Ternaux, relatif au syndicat des associations parisiennes et à l'entrevue des délégués du Conseil municipal de Bordeaux avec M. Thiers (A., t. 2, p. 942); à l'occasion de la reprise, par M. Toupet des Vignes, de la proposition de M. Schœlcher et autres, relative à une Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 3, p. 168). — Prend part à la discussion : de la proposition de MM. Amédée Lefèvre-Pontalis et autres, relative à la nomination d'une Commission chargée de reviser les décrets du Gouvernement de la Défense nationale (*Première délibération* (A., t. 3, p. 219, 222. *Deuxième délibération*, p. 433); de l'incident soulevé par M. de Valon, relativement à une déclaration de M. Jules Favre concernant la cession de l'Alsace-Lorraine (A., t. 3, p. 448); des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives aux Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 846, 847, 848, 849); de l'élection de M. Salneuve par le département du Puy-de-Dôme (A., t. 4, p. 43, 44, 45); des élections de MM. Arrazat et Castelnau par le département de l'Hérault (A., t. 4, p. 219, 220); du projet de loi tendant à augmenter les impôts sur les contributions indirectes (A., t. 5, p. 287, 293). — Parle : sur l'ajournement de la proposition de M. Courbet-Poulard relative à la réduction du privilège des propriétaires d'immeubles en cas de faillite (A., t. 6, p. 78); dans la discussion : du projet de loi tendant à autoriser la poursuite de divers journaux devant les tribunaux compétents (A., t. 7, p. 451); de sa proposition et de celles de MM. Bérenger, de Peyramont, Bottieau et Delsol, relatives à la mise à la retraite des magistrats et au mode de leur nomination (*Première délibération*, A., t. 7, p. 461, 483. *Deuxième délibération*, t. 7, p. 658; t. 11, p. 314, 319). — Ses observations sur certaines dépositions, le concernant, visées dans le rapport de M. Delpit au nom de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 Mars (A., t. 8, p. 161). — Parle sur un incident relatif à la vente au public des volumes de cette Enquête (A., t. 8, p. 162). — Demande l'ajournement de la discussion de sa proposition relative à la formule des nouveaux impôts (A., t. 11, p. 74). — Est entendu dans la discussion : du rapport de la Commission des Marchés, sur les marchés passés par la Commission d'étude des moyens de défense (A., t. 13, p. 467); du projet de loi concernant l'impôt des boissons (A., t. 13, p. 545, 553 à 556); sur la demande de la Commission d'Enquête des chemins de fer, à fin de renvoi à son examen du projet de loi portant concession de nouvelles lignes à la Compagnie de l'Est (A., t. 15, p. 165); sur le projet de loi relatif à l'organisation des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 307, 321, 391); sur le projet de Résolution proposé à la suite de l'annonce de la signature du Traité d'évacuation du territoire (A., t. 16, p. 515). — Ses observations au sujet des conséquences de l'adoption de l'ordre du jour motivé de M. Ernoul, sur les interpellations relatives aux dernières modifications du Ministère et à la politique intérieure du Gouvernement (A., t. 18, p. 62). — Parle : sur l'urgence du projet de loi tendant à conférer à la Commission de permanence le droit d'autoriser la poursuite des délits d'offense commis contre l'Assemblée nationale pendant sa prorogation (A., t. 19, p. 153); sur la fixation du jour des interpellations de M. Edouard Millaud relatives aux mesures de rigueur prises contre la presse dans le département du Rhône (A., t. 19, p. 320). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 398 à 405). — Est entendu sur des incidents relatifs : au 2e scrutin pour la nomination de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 42, 43); au 8e scrutin pour la nomination de cette même Commission (A., t. 28, p. 76). — Ses observations, en qualité de rapporteur, sur le projet de la Commission des Services administratifs relatif à la réunion

en un seul des Corps diplomatique et consulaire (*Première délibération*, A., t. 31, p. 201). — Ses observations, en qualité de Président de la Commission : sur la demande d'ajournement de la première délibération au sujet des propositions de MM. Le Royer, Gatien-Arnoult et autres, relatives à la création de nouvelles Facultés de médecine à Lyon, Toulouse, Lille, Nantes, Bordeaux et Marseille (A., t. 31, p. 126) ; dans la deuxième délibération sur ces propositions (A., t. 32, p. 411) ; sur la demande d'ajournement de la troisième délibération y relative (A., t. 33, p. 238, 239 ; t. 35, p. 64, 66). — Ses observations : à propos de la question de M. Pierre Lefranc au sujet de l'existence de l'état de siège dans le département des Pyrénées-Orientales (A., t. 34, p. 157, 158) ; sur la demande de mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif au vinage (A., t. 43, p. 193).

ARAGO (M. Étienne), *Député élu par le département des Pyrénées-Orientales.*

Lettre par laquelle il déclare donner sa démission, avant la vérification de ses pouvoirs (A., t. 1, p. 20). = Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 231). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 468 à 479).

ARBEL (M.), *Député élu par le département de la Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 17). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O. de 1871, p. 471) ; et de diverses Commissions (F., n°s 41, 317, 328 ; J. O. de 1871, p. 561 ; J. O. de 1872, p. 4353, 4725). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés : tendant à déclarer qu'Henri de l'Espée, Préfet de la Loire, a bien mérité de son pays (I., n° 85 ; A., t. 2, p. 148 ; J. O. de 1871, p. 438) ; ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département de la Loire (I., n° 2443 ; A., t. 32, an., p. 40 ; J. O. de 1874, p. 4121). = Son rapport sur l'élection de M. Arfeuillères par le département de la Corrèze (A., t. 1, p. 67). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 787 ; t. 4, p. 313 ; t. 19, p. 7).

ARFEUILLÈRES (M.), *Député élu par le département de la Corrèze.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 13). — Son élection est validée (A., t. 1, p. 67). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., n°s 75, 107, 125, 172, 209, 211, 215, 217, 251, 255, 258, 269, 379, 383, 393, 397, 403, 486, 498, 517, 529, 541, 549, 562, 573, 588, 607, 611, 621, 627, 717, 865 ; J. O. de 1871, p. 1124, 1819, 2333, 1960 ; J. O. de 1872, p. 704, 765, 889, 950, 1978, 2090, 2197, 2909, 7817, 7957 ; J. O. de 1873, p. 280, 404, 580, 4107, 4481, 6751, 7211, 7729, 7921 ; J. O. de 1874, p. 351, 736, 1226, 1881, 2005, 2358, 3307 ; J. O. de 1875, p. 160, 10118). = Sa proposition tendant à empêcher l'abus des nominations faites à la dernière heure par les Ministres sortant de fonctions (I., n° 1797 ; A., t. 18, an., p. 77 ; J. O. de 1873, p. 3751). = Ses rapports : sur la proposition de MM. Guyot et autres, relative au régime légal des cafés, cabarets et débits de boissons (I., n° 2415 ; A., t. 31, an., p. 476 ; J. O. de 1874, p. 3953, 3985) ; sur le projet de loi tendant : 1° à ratifier la Convention passée entre l'État et la ville d'Albi (Tarn) pour l'extension du casernement ; 2° à autoriser cette ville à emprunter 700,000 francs ; 3° à l'autoriser également à élever le taux d'intérêt et à reculer la période d'amortissement d'un précédent emprunt (I., n° 3623 ; A., t. 44, an., p. 23 ; J. O. de 1876, p. 414) ; sur le projet de loi relatif à la concession, au profit de la Société Vicat et Cie, d'une carrière de pierres à ciment, dans la forêt domaniale de la Grande-Chartreuse (I., n° 3624 ; A., t. 44, an., p. 24 ; J. O. de 1876, p. 250). = Est entendu dans la discussion du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 309). — Obtient des congés (A., t. 2, p. 773 ; t. 5, p. 455 ;

t. 38, p. 168). — Parle dans la discussion : du projet de loi tendant à imposer d'office la commune d'Égletons (Corrèze) pour le remboursement d'un emprunt (A., t. 3, p. 139) ; des propositions de MM. Bethmont et Magnin, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 597) ; du projet de loi tendant à approuver l'adjudication du chemin de fer de Clermont-Ferrand à Tulle, avec embranchement sur Vendes (A., t. 13, p. 580). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 27, p. 47 à 49). — Est entendu sur la prise en considération de sa proposition tendant à empêcher l'abus des nominations faites à la dernière heure par les Ministres sortants (A., t. 36, p. 544). — Déclare la retirer (p. 545). — S'excuse de son absence (A., t. 38, p. 1). — Prend part à la discussion du projet de loi organique relatif aux élections des Sénateurs (*Deuxième délibération*, A., t. 41, p. 60, 62. *Troisième délibération*, p. 327). — Demande, en qualité de rapporteur, l'urgence du projet de loi relatif à la concession à la Société Vicat et Cie d'une carrière de pierres à ciment, dans la forêt domaniale de la Grande-Chartreuse (A., t. 44, p. 143).

ARNAUD (DE L'ARIÈGE) (M.), *Député élu par le département de la Seine.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 47). — Son élection est validée (A., t. 1, p. 59). = Membre de Commissions (F., nos 14, 249 ; M. B. de 1871, p. 58 ; J. O. de 1872, p. 1906). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative aux mesures à prendre au sujet des événements de Paris (I., n° 76 ; A., t. 2, p. 77, 86 ; J. O. de 1871, p. 385). = Annonce l'arrivée des Maires de Paris, qui demandent à se mettre en communication, à ce sujet, avec l'Assemblée nationale (A., t. 2, p. 74). — Donne connaissance à l'Assemblée de la communication des Maires de Paris (A., t. 2, p. 77). — La dépose sous forme de proposition (*ibid.*). — Est entendu sur les considérations émises par la Commission chargée de son examen (A., t. 2, p. 113). — Déclare la retirer (A., t. 2, p. 131). — S'excuse de son absence (A., t. 3, p. 359). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 881 à 887). — Prend part à la discussion de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'enseignement supérieur (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 556 à 561).

ARRAZAT (M.), *Député élu par le département de l'Hérault.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 224). = Membre de Commissions (F., nos 636, 674, 697, 717, 824, 828; J. O. de 1874, p. 3636, 4933, 7981; J. O. de 1875, p. 160, 5510, 5745). —Est entendu : dans la discussion du projet de loi tendant à augmenter les impôts sur les contributions indirectes (A., t. 5, p. 291); sur la question de M. de Lacretelle au sujet des transports de la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée (A., t. 5, p. 586). — Obtient des congés (A., t. 6, p. 24; t. 14, p. 11, 58). = Parle : dans la discussion des interpellations de MM. Rouvier et autres, sur la situation spéciale faite à divers journaux dans les départements du Midi (A., t. 17, p. 124); sur le projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée (A., t. 39, p. 112, 379, 384); sur la prise en considération de la proposition de M. Eugène Tallon ayant pour objet de retirer aux Conseils généraux la vérification des pouvoirs de leurs membres (A., t. 41, p. 10). — Sa motion tendant, en l'absence du rapport non encore distribué, au renvoi de la discussion sur cette proposition (A., t. 41, p. 260, 261). — Prend part à la discussion : du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession de diverses lignes de chemins de fer à la Compagnie du Midi (*Deuxième délibération*, A., t. 43, p. 96. *Troisième délibération*, p. 278, 279, 281) ; du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (*Arrondissements : de Montpellier*, A., t. 44, p. 37 ; ***du Puy***, p. 85). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 44, p. 391, 392).

AUBERJON (M. le comte D'), *Député élu par le département de la Haute-Garonne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 15).= Membre de Commissions (F., nos 146, 189, 289, 419; J. O. de 1871, p. 2985; J. O. de 1872, p. 113, 3519; J. O. de 1873, p. 1080). = Obtient un congé (A., t. 5, p. 381). — S'excuse de son absence (A., t. 2, p. 18). = N. B. Son décès, survenu pendant la 1re prorogation de 1873, n'a pas été notifié à l'Assemblée.

AUBETERRE (M. GAUTIER D'), *géomètre attaché au service des Domaines à Constantine.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 427).

AUBRY (M.), *Député élu par le département des Vosges.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 67). = Membre de Commissions (F., nos 23, 40, 48, 51, 72, 74, 93, 99, 205, 405, 440, 463, 627, 636, 658, 744, 762; J. O. de 1871, p. 251, 542, 696, 750, 1098, 1116, 1408, 1545; J. O. de 1872, p. 572; J. O. de 1873, p. 653, 1769, 3220; J. O. de 1874, p. 3307, 3636, 4360; J. O. de 1875, p. 1275, 2037). = Ses propositions ayant pour objet : la constatation du domicile en matière électorale (I., n° 162; A., t. 2, p. 679; J. O. de 1871, p. 776); la modification de la loi du 24 vendémiaire an II (15 octobre 1793), titre V, *Du domicile de secours* (I., n° 271; A., t. 3, p. 195; J. O. de 1871, p. 1523); l'établissement d'un impôt sur le revenu (I., n° 2229; A., t. 29, p. 319; J. O. de 1874, p. 1644). = Son rapport sommaire sur la proposition de M. Passy relative à l'organisation départementale et municipale de la ville de Paris (I., n° 329; A., t. 3, p. 468; J. O. de 1871, p. 1648). = Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. Millière relative à la prorogation des échéances des effets de commerce (A., t. 2, p. 97); de la proposition de MM. Ducuing et autres, sur le même sujet (A., t. 2, p. 723); de la proposition de M. Limperani relative au taux de l'intérêt de l'argent (A., t. 2, p. 904, 906). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 3, p. 103). — Parle sur le projet de loi relatif aux échéances dans la ville de Paris (A., t. 3, p. 746). — Obtient des congés (A., t. 5, p. 2; t. 8, p. 132; t. 13, p. 200; t. 16, p. 462; t. 33, p. 155). — Présente une proposition relative à l'impôt sur le revenu, et en demande l'urgence (A., t. 7, p. 140). — Déclare retirer sa proposition (A., t. 7, p. 141). — Parle dans la discussion : du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Droits de timbre : sur les effets négociables ou de commerce*, A., t. 29, p. 557; *sur les billets et mandats non négociables*, p. 628. *Chèques*, p. 641); de la proposition de M. Tirard tendant à autoriser la fabrication, à tous titres, des ouvrages d'or et d'argent destinés à l'exportation (A., t. 32, p. 223, 225).

AUCOC (M.), *Conseiller d'État provisoire.*

L'un des candidats proposés pour le nouveau Conseil d'État (A., t. 13, p. 96, et an., p. 64). — Est élu par l'Assemblée *Conseiller d'État* (A., t. 13, p. 299).

AUDIFFRENT (M.), *docteur en médecine à Marseille.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 247).

AUDIFFRET-PASQUIER (M. le duc D'), *Député élu par le département de l'Orne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 37). = Président : du 14e Bureau (F., n° 289; J. O. de 1872, p. 3519); du 4e Bureau (F., n° 463; J. O. de 1873, p. 3220); du 10e Bureau (F., n° 627; J. O. de 1874, p. 3307). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., nos 14, 41, 81, 84, 211, 357; M. B. de 1871, p. 58; J. O. de 1871, p. 561, 1188, 1230; J. O. de 1872, p. 765, 7143); de la Commission des Quinze (F., n° 20; M. B. de 1871, p. 201); de

la Commission des Marchés (F., n° 37; J. O. de 1871, p. 471); de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275; J. O. de 1872, p. 3082); de la Commission des Trente chargée de présenter à l'Assemblée nationale un projet de loi pour régler les attributions des Pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (F., n° 371; J. O. de 1872, p. 7565); de la Commission de permanence de 1873 (A., t. 19, p. 406); et de la Commission du Budget de 1875 (F., n° 583; J. O. de 1874, p. 1075). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la nomination d'une grande Commission d'Enquête chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (I., n° 853; A., t. 7, p. 238, an., p. 97; J. O. de 1872, p. 931). = Ses deux discours sur l'Administration militaire, dans la réunion des Commissions de l'Armée et des Marchés (I., n° 1831; A., t. 18, p. 545, an., p. 188; J. O. de 1873, p. 4590, 4613). = Prend part à la discussion du projet de loi concernant le rétablissement des magistrats inamovibles révoqués par la délégation de Bordeaux (A., t. 2, p. 117, *rectification*, p. 135). — Présente des observations et un projet de Résolution au sujet des obsèques des généraux Besson et Péchot (A., t. 2, p. 363).—Adresse : une question au Ministre de l'Intérieur, au sujet des Commissions de surveillance des Établissements hospitaliers et des Bureaux de bienfaisance (A., t. 2, p. 688); une autre question au même Ministre, sur la convocation de 114 collèges électoraux, par suite de vacances (A., t. 3, p. 165, 166). — Ses explications, en qualité de Président de la Commission d'Enquête sur les Marchés, au sujet des travaux de cette Commission (A., t. 3, p. 614). — Parle : sur les élections de MM. Arrazat et Castelnau par le département de l'Hérault (A., t. 4, p. 215, 216, 217, 218); dans la discussion de la proposition de M. Target sur la prorogation de l'Assemblée nationale (A., t. 5, p. 593). — Demande : l'urgence sur sa proposition relative à la nomination d'une Commission d'Enquête sur la situation des classes ouvrières (A., t. 7, p. 238); la mise à l'ordre du jour du rapport de la Commission des Marchés sur les acquisitions faites par le Ministre de la Guerre en Angleterre (A., t. 11, p. 117). — Est entendu dans cette dernière discussion (A., t. 11, p. 212 à 221). — Demande la mise à l'ordre du jour de la suite de la discussion sur les marchés du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 11, p. 313). — Parle dans la discussion des interpellations de M. Rouher sur les mesures prises par M. le Ministre de la Guerre à raison des faits dénoncés par la Commission des Marchés (A., t. 11, p. 471 à 480). — Obtient des congés (A., t. 12, p. 411; t. 18, p. 519, 545; t. 32, p. 277). — Demande la mise à l'ordre du jour du rapport de la Commission des Marchés sur les marchés passés par la Commission d'étude des moyens de défense (A., t. 13, p. 147, 148). — Est entendu : dans cette discussion (A., t. 13, p. 446 à 456, 460, 467); au sujet de la fixation du jour de la discussion du rapport de M. Batbie, sur la proposition de M. Audren de Kerdrel tendant à la nomination d'une Commission chargée de préparer une réponse au Message du Président de la République (A., t. 14, p. 258). — Prend part à la discussion : des conclusions des rapports sur les pétitions relatives à la dissolution de l'Assemblée nationale (A., t. 14, p. 573 à 579); du Budget de l'Exercice 1873 (Finances : *Traitements des magistrats de la Cour des Comptes*, A., t. 14, p. 552). — Parle : sur la mise à l'ordre du jour de la discussion des rapports de la Commission des Marchés relatifs aux marchés passés à Lyon et aux dépenses de l'armée des Vosges (A., t. 15, p. 263); dans cette discussion (A., t. 15, p. 418, 460, 477 à 488, 495); sur un incident relatif au retard apporté à la distribution du rapport de la Commission des Marchés concernant les traités et marchés passés par la Préfecture des Bouches-du-Rhône (A., t. 17, p. 269); dans la discussion : du projet de loi relatif à l'organisation générale de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 211); du Budget de l'Exercice 1874 (Guerre : *Exécution de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée*, A., t. 28, p. 396). = Est élu *Vice-Président de l'Assemblée* (A., t. 35, p. 10). — Ses observations, en cette qualité, dans la discussion des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Première déli-*

bération, A., t. 36, p. 242 à 245, 254 à 256, 260). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 37, p. 2). = Est élu *Président de l'Assemblée* (A., t. 37, p. 243). — Son allocution en prenant possession du fauteuil (A., t. 37, p. 259). — Ses paroles de condoléance à l'occasion du décès de M. le colonel de Roquemaurel, Député (A., t. 37, p. 297). — Ses observations : sur a mise à l'ordre du jour du projet de loi tendant à modifier le Code de justice militaire (A., t. 38, p. 4); sur la proposition de M. Courcelle relative aux élections partielles (A., t. 38, p. 4); dans la discussion de cette proposition (A., t. 38, p. 39, 40); à l'occasion du dépôt, par M. Victor Luro, de son rapport sommaire sur la proposition de M. Limperani relative aux élections des Sénateurs de départements (A., t. 38, p. 99, 100); sur deux incidents relatifs à la démission de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles, portée à la tribune par M. Batbie, son Président (A., t. 38, p. 104, 119); sur la demande de renvoi à la Commission du Budget, en exécution de l'article 24 du Règlement, du projet de loi de la Commission des Établissements pénitentiaires relatif au régime des prisons départementales (A., t. 38, p. 134 à 137); dans la discussion du projet de loi ayant pour objet l'application de diverses mesures de surveillance et de répression en matière de douanes, et l'extension des décimes additionnels à divers impôts et revenus indirects (A., t. 38, p. 301). — Réélu *Président de l'Assemblée* (A., t. 38, p. 296). — Son allocution en prenant place au fauteuil (p. 297). — Ses observations : sur la proposition de M. le baron de Bourgoing tendant à ce qu'il soit statué sur son élection avant le 24 juin 1875 (A., t. 38, p. 354); dans la discussion de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'enseignement supérieur (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 472, 608, 610). — Son allocution à l'occasion du décès de M. le comte de Rémusat, Député (A., t. 38, p. 397). — Ses observations : à l'occasion de la lecture du procès-verbal, sur les explications données par M. Jules Brame à l'appui de sa proposition, tendant à soumettre à une loi la déclaration d'utilité publique pour les chemins de fer d'embranchement de moins de 20 kilomètres (A., t. 38, p. 567); au sujet de l'urgence du projet de loi relatif à la répartition des indemnités de guerre (A., t. 38, p. 593); dans la discussion du projet de loi relatif à divers droits d'enregistrement (A., t. 39, p. 5, 68). — Sa réponse aux observations de M. de Tillancourt relatives à l'heure de l'ouverture des séances (A., t. 39, p. 54). — Ses observations dans la discussion : du projet de loi de crédit applicable aux dépenses de l'Exposition internationale universelle de Philadelphie (A., t. 39, p. 58); du projet de loi organique relatif aux rapports des Pouvoirs publics (*Première délibération*, A., t. 39, p. 88 à 91); du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée (A., t. 39, p. 113 à 115, 117, 221, 232, 236, 296, 299, 326); de l'élection de M. l'amiral de Kerjégu par le département des Côtes-du-Nord (A., t. 39, p. 135 à 140). — Demande la rectification d'une erreur signalée par M. le Ministre des Travaux publics, dans le texte de la loi du 5 janvier 1875 relative à l'achèvement du bassin de Penhoët dans le port de Saint-Nazaire (A., t. 39, p. 204). — Ses paroles de condoléance à l'occasion du décès de MM. Crespin et Carion, Députés (A., t. 39, p. 215). — Émet la proposition d'ouvrir à la Caisse de l'Assemblée une liste de souscription en faveur des inondés du Midi (A., t. 39, p. 215). — Ses observations : sur la proposition de M. Bottieau ayant pour objet de porter à l'ordre du jour du 12 juillet 1875 la vérification de l'élection de M. le baron de Bourgoing par le département de la Nièvre (A., t. 39, p. 357); à l'effet de fixer le moment où le Président doit consulter l'Assemblée sur l'ordre du jour du lendemain (A., t. 39, p. 367, 456); dans la discussion du projet de loi portant ouverture au Compte de liquidation d'un crédit de 100 millions pour les Services de la Guerre en 1875 (A., t. 39, p. 403); au sujet de la proposition déposée par M. d'Aboville et tendant à fixer l'heure de la levée des séances (A., t. 39, p. 457); dans la discussion : du projet de loi organique relatif aux rapports des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 39, p. 478, 480); de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'enseignement supérieur (*Troisième délibération*, A., t. 39,

p. 575, 588, 602); du projet de loi ayant pour objet l'établissement d'un impôt sur les vinaigres et les acides acétiques (A., t. 40, p. 134, 147); du Budget de l'Exercice 1876 (A., t. 40, p. 185, 186, 196, 197, 203).— Ses observations : à l'occasion d'un incident soulevé au moment du second vote par assis et levé sur la fixation du jour de la discussion de la proposition de M. Malartre relative à la prorogation de l'Assemblée (A., t. 41, p. 20); sur la demande de mise à l'ordre du jour de la demande d'interpellations de M. Tardieu, au sujet de la nomination du maire d'Aix (A., t. 41, p. 47, 48); sur des incidents relatifs : au retrait, par M. Madier de Montjau, après le vote commencé, de la demande d'urgence sur sa proposition tendant à fixer l'époque des élections générales, de la réunion du Sénat et de la Chambre des Députés, et de la dissolution de l'Assemblée nationale (A., t. 41, p. 72); à la question de la suspension ou de la continuation de la séance pendant le pointage des bulletins, dans le scrutin sur la demande d'urgence de cette proposition (A., t. 41, p. 72 à 74); sur la demande de M. Guichard tendant au retrait de la déclaration d'urgence sur sa proposition et sur le projet de loi concernant les Conventions postales entre l'État et la Compagnie des Messageries maritimes (A., t. 41, p. 259); sur la motion de M. Arrazat tendant, en l'absence du rapport, non encore distribué, au renvoi de la discussion sur la proposition de M. Tallon ayant pour objet de retirer aux Conseils généraux la vérification des pouvoirs de leurs membres (A., t. 41, p. 260, 261); au sujet d'une demande d'insertion immédiate au *Journal Officiel*, du rapport sur cette proposition (A., t. 41, p. 261); au sujet de l'heure d'ouverture des dernières séances avant la prorogation (A., t. 41, p. 260); dans la discussion du projet de loi organique relatif aux élections des Sénateurs (*Troisième délibération*, A., t. 41, p. 320, 321). — Sa motion consistant à tenir deux séances, le mardi 3 août 1875, veille de la prorogation (A., t. 41, p. 347). — Ses observations : au sujet de la composition de l'ordre du jour de ces séances (A., t. 41, p. 349, 350); dans la discussion du Budget de l'Exercice 1876 (A., t. 41, p. 368, 369). — Réélu *Président de l'Assemblée* (A., t. 42, p. 8). — Son allocution en prenant place au fauteuil (A., t. 42, p. 11). — Ses observations dans la discussion du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 48, 51, 64, 95, 96, 97, 131, 148, 153, 165. *Troisième délibération*, p. 268, 292, 312, 315, 367, 369, 370, 382, 387, 388, 430, 448, 463). — Son allocution à l'occasion du décès de M. Guibal, Député (A., t. 42, p. 63). — Ses observations : sur la demande d'ajournement de la troisième délibération sur les propositions relatives à l'organisation municipale (A., t. 42, p. 192, 195, 202); à l'occasion d'une demande de scrutin public sur cette question d'ajournement (A., t. 42, p. 212 à 214); sur la demande de mise en tête de l'ordre du jour, du projet de loi relatif à l'Administration de l'armée (A., t. 42, p. 467).—Son allocution à l'occasion du décès de M. le comte de l'Aigle, Député (A., t. 43, p. 61). — Ses observations incidentes sur l'heure d'ouverture de la séance et sur la durée du scrutin, à propos de la motion de M. Ancel tendant à fixer le jour de la nomination des 75 Sénateurs inamovibles (A., t. 43, p. 94).— Ses explications : sur les mesures préparées par ses ordres, en vue de faciliter le dépouillement du scrutin pour la nomination de ces Sénateurs (A., t. 43, p. 176); sur la procédure du scrutin pour cette nomination (A., t. 43, p. 180).— Ses observations sur la demande de M. Raoul Duval tendant à la remise du vote à huitaine (A., t. 43, p. 181). — Est élu par l'Assemblée *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 195). — Ses observations, dans le cours du 2e scrutin pour la nomination des Sénateurs, au sujet des protestations de divers membres de la droite contre l'inscription de leur nom, sans leur aveu, sur la liste adverse (A., t. 43, p. 197 à 199). — Fait part à l'Assemblée de deux incidents constatés dans le dépouillement du 2e scrutin pour la nomination des Sénateurs (A., t. 43, p. 215, 216). — Parle, dans le cours du 6e scrutin pour la nomination des Sénateurs, au sujet des protestations qui lui sont adressées, sur le fait de la distribution, dans la salle même, de bulletins de vote sous enveloppe par des Députés placés au pied de la tribune (A., t. 43, p. 289, 290). — Ses observations dans le cours de la discussion sur la proposition de M. Paris (Pas-de-Calais), ayant pour objet de demander en

conséquence la nullité de ce scrutin (A., t. 43, p. 292 à 295). — Fait part à l'Assemblée d'incidents constatés dans le dépouillement des 6e et 8e scrutins pour la nomination des Sénateurs (A., t. 43, p. 305, 332). — Ses observations sur la question de priorité entre les deux projets de lois relatifs : l'un, à la Convention internationale sur les sucres; l'autre, au régime intérieur des sucres (A., t. 43, p. 337, 338). — Sa motion tendant à la mise à l'ordre du jour du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (A., t. 43, p. 338). — Ses observations : dans la discussion de ce projet de loi (*Question de priorité en faveur du projet de l'ancienne Commission*, A., t. 44, p. 5, 8, 9, 10); sur la demande de mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la Convention avec la Compagnie du Nord (A., t. 44, p. 19); sur la motion de M. Charreyron tendant à fixer l'heure de la fermeture du 10e scrutin pour la nomination des Sénateurs (A., t. 44, p. 19); dans la discussion sur la demande d'urgence de la proposition de M. Naquet, portant amnistie pleine et entière en faveur des auteurs de tous les crimes et délits politiques commis depuis le 4 septembre 1870 (A., t. 44, p. 27, 28, 29, 31, 34, *passim*). — Sa protestation, à l'occasion du procès-verbal, au sujet des paroles proférées par M. Naquet dans cette discussion et que le tumulte l'a empêché d'entendre (A., t. 44, p. 51). — Ses observations : sur la motion de M. Bethmont, à la suite de l'annulation, à défaut de majorité, du 10e scrutin pour la nomination des Sénateurs, tendant à ce qu'il soit procédé dans la séance même à un nouveau scrutin (A., t. 44, p. 34, 35); sur la demande de mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la Convention avec la Compagnie du Nord (A., t. 44, p. 43); sur la demande de M. des Rotours tendant à obtenir de la Commission du Budget le dépôt de son rapport sur le projet de loi relatif au vinage (A., t. 44, p. 47); dans la discussion du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (*Loire (Haute-), arrondissement du Puy : Incident relatif à une demande de scrutin public à la tribune*, A., t. 44, p. 68. *Rhône, ville de Lyon; Seine, ville de Paris*, A., t. 44, p. 111, 120 à 128, *passim*); sur la demande de M. Cochery, tendant à la mise à l'ordre du jour de la 2e délibération sur le projet de loi portant déclaration d'utilité publique de divers chemins de fer (A., t. 44, p. 69). — Fait procéder à l'appel nominal à la tribune, à l'effet de constater que l'Assemblée n'est pas en nombre (A., t. 44, p. 107). — Ses explications sur l'emploi de cette procédure, tirées de l'article 59 du Règlement et des précédents (A., t. 44, p. 108). — Communique à l'Assemblée le résultat de l'appel nominal (A., t. 44, p. 116, 117). — Ses observations : dans la discussion du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A., t. 44, p. 196 à 199, 203 à 207, 217, 218, 246, 258, 261 à 263); sur la proposition de M. du Bodan, tendant à faire délivrer aux membres de l'Assemblée, nommés dans les élections partielles, les volumes des *Annales de l'Assemblée* et des *Archives parlementaires* distribués avant leur élection (A., t. 44, p. 312); au sujet d'un incident soulevé dans la discussion du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie de l'Est (A., t. 44, p. 358, 363); dans la discussion du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie de l'Ouest (A., t. 44, p. 372, 373). — Son allocution au moment de la clôture des travaux de l'Assemblée (A., t. 44, p. 385). — Son allocution, comme Président de l'Assemblée nationale, à la cérémonie de la transmission des Pouvoirs (A., t. 44, p. 401).

AUDREN DE KERDREL (M.), *Député élu par les départements d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan.*

Son élection est validée : pour le département du Morbihan (A., t. 1, p. 20); pour le département d'Ille-et-Vilaine (A., t. 1, p. 31). — Opte pour le département du Morbihan (A., t. 1, p. 60). = Président : du 10e Bureau (F., n° 51; J. O. de 1871, p. 750); du 9e Bureau (F., n° 317; J. O. de 1872, p. 4353); du 3e Bureau (F., n° 379; J. O. de 1872, p. 7817); du 8e Bureau (F., n° 627; J. O. de 1874, p. 3307); du 4e Bureau (F., n° 756; J. O. de 1875, p. 1817); du 6e Bureau (F., n° 796; J.

O. de 1875, p. 4340); du 14e Bureau (F., n° 842; J. O. de 1875, p. 9073); du 2e Bureau (F., n° 865; J. O. de 1875, p. 10118). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 6, 14, 20, 24, 51, 80, 84, 102, 155, 189, 218, 231, 289, 339, 419, 445, 484, 498, 505 ; M. B. de 1871, p. 58, 201 ; J. O. de 1871, p. 271, 750, 1183, 1230, 1596, 3250; J. O. de 1872, p. 113, 975, 1398, 3519, 5057 ; J. O. de 1873, p. 1080, 1944, 4037, 4481, 4819); de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11 ; M. B., de 1871, p. 209); de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73 ; J. O. de 1871, p. 1111); et de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 37). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : la modification de l'art. 51 du Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 1006 ; A., t. 8, p. 412, an., p. 187 ; J. O. de 1872, p. 2303); la nomination d'une Commission chargée de présenter un projet de réponse au Message de M. le Président de la République (I., n° 1119 ; A., t. 14, p. 20, an., p. 10 ; J. O. de 1872, p. 7008). = Ses rapports sommaires : 1° sur la proposition de MM. Louis Blanc et autres, relative aux actes du Gouvernement de la Défense nationale ; 2° sur la proposition de MM. Delescluze et autres ; 3° sur celle de M. Millière, tendant à mettre en accusation les membres de ce Gouvernement (I., n° 144 ; A., t. 2, p. 568 ; J. O. de 1871, p. 771); sur la proposition de M. Dahirel tendant à la nomination d'une Commission du Règlement (I., n° 1967 ; A., t. 19, an., p. 235 ; J. O. de 1873, p. 5895).= Parle : sur le renvoi d'une pétition émanant du Club positiviste de Paris, à la Commission des pétitions (A., t. 1, p. 154); dans la discussion sur les élections de Vaucluse (A., t. 1, p. 196, 197). — Ses observations sur le procès-verbal, au sujet d'un incident soulevé dans cette discussion (A., t. 1, p. 201).—Demande le renvoi à la Commission des Quinze, du projet de loi tendant à mettre le département de Seine-et-Oise en état de siège (A., t. 2, p. 3). — Ses observations sur l'urgence du travail de cette Commission (A., t. 2, p. 15). — Est entendu sur la proposition relative à la création de bataillons de volontaires (A., t. 2, p. 64). — Soulève, dans cette discussion, un incident au sujet des Préfets nommés par la Délégation de Tours et de Bordeaux (A., t. 2, p. 64, 67). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. Gaslonde relative aux Conseils généraux (A., t. 2, p. 169, 173, 175, 176); du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 349, 350, 404, 408); du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 659). — Prononce l'éloge funèbre de M. de Vauguyon, Député (A., t. 2, p. 680). — Parle, comme rapporteur de la Commission d'initiative : sur la mise à l'ordre du jour des propositions de MM. Louis Blanc et autres, relatives à la mise en accusation des membres du Gouvernement de la Défense nationale et à une enquête sur leurs actes (A., t. 2, p. 726) ; sur la prise en considération de ces propositions (A., t. 3, p. 181, 182). — Est entendu : sur la communication de M. Thiers relative à la réorganisation et aux opérations de l'armée, lors du second siège de Paris, et à la répression de l'insurrection (A., t. 2, p. 738); sur l'incident soulevé par M. Mortimer Ternaux, au sujet d'un récit de l'entrevue des délégués du Conseil municipal de Bordeaux avec le Chef du Pouvoir exécutif (A., t. 2, p. 916, 917); dans la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 849. *Troisième délibération*, t. 4, p. 442, 443, 517); du projet de loi relatif au cabotage des vins par des navires étrangers (A., t. 4, p. 239, 241); des propositions : 1° de MM. Rivet et autres, sur l'organisation du Pouvoir exécutif; 2° de MM. Adnet et autres, sur la confirmation des pouvoirs de M. Thiers ; 3° de M. de Belcastel, sur la forme définitive du Gouvernement (A., t. 5, p. 243) ; du Budget rectifié de l'Exercice 1871 (Marine et Colonies : *Réductions sur l'effectif des ouvriers des ports*, A., t. 5, p. 567. Beaux-Arts : *Police des théâtres*, p. 571) ; sur l'ordre du jour proposé par M. Deseilligny, tendant à refuser la démission de M. Thiers (A., t. 7, p. 118); dans la discussion du projet de loi concernant les peines à établir contre les affiliés à l'Internationale,

sur un incident soulevé par M. Tolain relatif à la prétendue participation du clergé à la grève de Mulhouse (A., t. 8, p. 167). — S'excuse de son absence (A., t. 8, p. 645, 664; t. 38, p. 107).—Parle dans la discussion : du projet de loi relatif à l'organisation du Conseil d'État (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 113, 138, 151, 152); du projet de loi relatif à la composition des Conseils de guerre (A., t. 11, p. 403); de la proposition de MM. Tolain et autres, tendant à abroger les art. 291 à 294 du Code pénal et la loi de 1834 sur le droit d'association (*Première délibération*, A., t. 11, p. 430); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 246, 247, 271, 289). — Son rapport sommaire verbal sur la proposition de M. Busson-Duviviers tendant à la nomination d'une Commission chargée de l'examen des conditions de l'emprunt fait en Angleterre par le Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 13, p. 96). — Parle : dans la discussion du projet de loi de crédit applicable au paiement d'une indemnité de 212,000 fr. à M. Souberbielle, ancien entrepreneur général des transports de l'armée française au Mexique (A., t. 13, p. 212); sur la fixation du jour des interpellations de M. de Belcastel au sujet de la politique intérieure du Gouvernement (A., t. 13, p. 294, 295).—Dépose et développe : une première proposition tendant à faire nommer une Commission chargée de l'examen du Message du Président de la République, du 13 novembre 1872 (A., t. 14, p. 20); une nouvelle rédaction de sa proposition, tendant à faire nommer une Commission chargée de présenter un projet de Réponse à ce Message (A., t. 14, p. 20). — Parle : sur la question de la mise à l'ordre du jour des Bureaux, de sa proposition (A., t. 14, p. 54); sur un incident personnel élevé entre M. Bigot et M. Gambetta, dans la discussion générale sur la proposition de MM. le duc de Broglie et autres relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'enseignement (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 55); sur une question d'interprétation du Règlement, à la suite des interpellations de MM. Johnston et autres au sujet de la circulaire du Ministre de l'Instruction publique du 27 septembre 1872, sur les réformes à apporter dans l'enseignement secondaire (A., t. 15, p. 258, 259). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 421, 426); du projet de Résolution proposé à la suite de la signature du Traité conclu avec l'Allemagne pour l'évacuation du territoire (A., t. 16, p. 514, 515, 530, 531); des interpellations de MM. Rouvier et autres, sur la situation spéciale faite à divers journaux dans les départements du Midi (A., t. 17, p. 125).—Est entendu : sur la prise en considération de la proposition de MM. de la Rochette et autres, relative à l'impôt sur le sel (A., t. 18, p. 144, 145); sur un incident relatif à l'application du Règlement, au sujet de la proposition de M. le général Changarnier tendant à la nomination immédiate du successeur de M. Thiers comme Président de la République (A., t. 18, p. 66); dans la discussion du projet de loi relatif à l'organisation du jury dans les colonies (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 129); à l'occasion du procès-verbal, sur un incident soulevé par une demande de rectification faite par lui à propos de la discussion de ce projet de loi (A., t. 19, p. 135, 137, 138); sur la question de renvoi de la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation pour dix ans des pouvoirs du Maréchal de Mac-Mahon, à la Commission qui sera chargée de l'examen des Lois Constitutionnelles (A., t. 27, p. 13); sur la prise en considération de la proposition de MM. l'amiral de Montaignac et autres, relative à la création d'une Caisse nationale de prévoyance des fonctionnaires civils (A., t. 27, p. 42); dans la discussion des interpellations de MM. Léon Say et autres, relatives à la non-convocation des collèges électoraux dans les départements où il y a des sièges vacants (A., t. 27, p. 217, 218, 219); sur un incident relatif à la demande de remise au lendemain, du vote au scrutin secret par appel nominal sur la motion de M. de Franclieu, tendant à l'ajournement de la discussion de la loi sur le mode de nomination des Maires jusqu'à celle de la loi organique municipale (A., t. 29, p. 15, 16, 17). — Demande à interpeller le Vice-Président du Conseil des Ministres au sujet de la démission du Ministère (A., t. 29, p. 34). — Parle

sur la demande d'urgence de la proposition de M. Dahirel, portant que l'Assemblée nationale se prononcera le 1er juin 1874 sur la forme définitive du Gouvernement de la France (A., t. 30, p. 659, 660).— Demande la parole pour un rappel au Règlement, à la suite d'incidents élevés à propos de la discussion du projet de loi électorale (A., t. 31, p. 287, 288, 289).— Est entendu sur la demande d'urgence de la proposition de M. Casimir Périer tendant à fixer à la Commission des Lois Constitutionnelles la base de ses travaux (A., t. 32, p. 195). — Donne lecture d'une proposition tendant à faire maintenir par l'Assemblée le mandat donné à cette Commission, en exécution de la loi du 20 novembre 1873 (A., t. 32, p. 196).—Déclare retirer cette proposition (A., t. 32, p. 201). — Est entendu : dans la discussion des interpellations de M. Lucien Brun sur les motifs de la suspension du journal l'*Union* (A., t. 33, p. 13); sur la question de mise à l'ordre du jour du Budget de l'Exercice 1875 (A., t. 33, p. 236). — Est élu *Vice-Président de l'Assemblée* (A., t. 35, p. 7).—Ses observations, en qualité de Président de la Commission de l'armée, sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi de cette Commission relatif aux cadres de l'armée (A., t. 35, p. 430, 437).— Est entendu dans la discussion des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 375, 424). —Explique les motifs de sa présence au fauteuil, comme Vice-Président, en remplacement de M. Buffet, à la séance du 24 février 1875 (A., t. 36, p. 614).—Réélu *Vice-Président de l'Assemblée* (A., t. 37, p. 2; t. 38, p. 296). — Prend part à la discussion du projet de loi organique relatif aux rapports des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 39, p. 481). — Ses observations au sujet de la demande d'interpellations de M. Rouher sur la conduite du parti Bonapartiste en France (A., t. 40, p. 28).— Est entendu dans la discussion : des interpellations de M. Raoul Duval sur la conduite que le Gouvernement entend tenir à l'égard du Comité de l'appel au peuple (A., t. 40, p. 95, 96); de la proposition de M. Maurice portant fixation du traitement et de la pension de retraite des instituteurs primaires (A., t. 40, p. 173).— Demande, en qualité de Président de la Commission de l'armée, la rectification d'un certain nombre d'erreurs signalées par le Ministre de la Guerre dans le texte de la loi sur les cadres de l'armée (A., t. 41, p. 318). — Ses observations sur un incident dans la discussion du projet de loi relatif à l'exécution du chemin de fer de Grande Ceinture autour de Paris (A., t. 41, p. 436, 437).—Réélu *Vice-Président de l'Assemblée* (A., t. 42, p. 8). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif aux conditions du service militaire pour les Français domiciliés en Algérie (A., t. 42, p. 31).—Demande, en qualité de Président de la Commission de l'armée, la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à l'Administration de l'armée (A., t. 42, p. 323 à 325). — Est entendu : sur la demande du Gouvernement tendant au retrait de l'ordre du jour de ce projet de loi (A., t. 43, p. 190); sur la demande d'urgence de la proposition de M. Bardoux relative à l'ordre des derniers travaux de l'Assemblée nationale et à sa dissolution (A., t. 42, p. 404, 405).— Ses observations sur la motion de M. Bethmont, à la suite de l'annulation, à défaut de majorité, du 10e scrutin pour la nomination des Sénateurs, tendant à ce qu'il soit procédé dans la séance même à un nouveau scrutin (A., t. 44, p. 34). — Parle dans la discussion : du projet de Résolution relatif à la date de la prorogation de l'Assemblée et à l'ordre du jour de ses derniers travaux (A., t. 44, p. 284 à 287); du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie du Nord (A., t. 44, p. 321, 323, 328, 335).

AUGERAUD (M. le général), *ancien Commandant de la subdivision de Sétif en Algérie.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 26, p. 899 à 905).

AUMALE (M. le général, duc D'), *Député élu par le département de l'Oise.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 34). — Incident relatif à un article du *Journal officiel* de la Commune le

concernant, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. INSURRECTION DU 18 MARS 1871, n° 19. — Son élection est validée, au scrutin public (A., t. 3, p. 308). = Demande d'interpellations sur sa non-présence à l'Assemblée, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. INTERPELLATIONS, n° 14. = Président : du 13e Bureau (F., n° 215; J. O. de 1872, p. 889); du 11e Bureau (F., n° 241 ; J. O. de 1872, p. 1649); du 5e Bureau (F., n° 379; J. O. de 1872, p. 7817); du 8e Bureau (F., n° 486 ; J. O. de 1873, p. 4107). = Membre de Commissions (F., nos 218, 269 ; J. O. de 1872, p. 975, 2909). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, sur les pensions militaires (I., n° 1065; A., t. 10, an., p. 52; J. O. de 1872, p. 2672). = Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la composition des Conseils de guerre (A., t. 11, p. 400); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 28 à 32). — Obtient des congés (A., t. 13, p. 200 ; t. 19, p. 476). — Ses lettres au Président de l'Assemblée portant demande de congés : comme Président du Conseil de guerre chargé de juger l'affaire de la capitulation de Metz (A., t. 19, p. 390) ; comme Commandant du 7e Corps d'armée (A., t. 28, p. 219).

AURELLE DE PALADINES (M. le général D'), *Député élu par les départements de l'Allier et de la Gironde.*

Son élection est validée : pour le département de l'Allier (A., t. 1, p. 10) ; pour le département de la Gironde (A., t. 1, p. 32). — Opte pour le département de l'Allier (A., t. 1, p. 97). = Président : du 10e Bureau (F., n° 4 ; M. B. de 1871, p. 13); du 1er Bureau (F., n° 23 ; J. O. de 1871, p. 231) ; du 4e Bureau (F., n° 74; J. O. de 1871, p. 1116); du 12e Bureau (F., n° 353 ; J. O. de 1872, p. 7007); du 8e Bureau (F., n° 607 ; J. O. de 1874, p. 1881); du 12e Bureau (F., n° 650 ; J. O. de 1874, p. 4089) ; du 2e Bureau (F., n° 674 ; J. O. de 1874, p. 4933); du 14e Bureau (F., n° 796 ; J. O. de 1875, p. 4340). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 6, 22, 81, 617 ; M. B. de 1871, p. 231; J. O. de 1871, p. 750, 1188 ; J. O. de 1874, p. 2210); de la Commission du Traité de paix (F., n° 8; M. B. de 1871, p. 27 et 31); de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (F., n° 95; J. O. de 1871, p. 1476); et de la Commission de permanence de 1876 (A., t. 44, p. 364). = Obtient des congés (A., t. 1, p. 132; t. 4, p. 179 ; t. 6, p. 45 et 560 ; t. 28, p. 28; t. 38, p. 168). — Ses dépositions, devant les Commissions d'Enquêtes : sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, an., p. 738); sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 343 à 363). — Sa réclamation adressée au Président de cette dernière Commission (A., t. 25, p. 458). — Est entendu dans la discussion du projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 147. *Troisième délibération*, t. 37, p. 196). — Élu par l'Assemblée, est proclamé *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 217).

AUTRAN (M.), *Vice-Président du Tribunal de Marseille.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 114 à 120).

AUXAIS (M. D'), *Député élu par le département de la Manche.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 18).= Membre de Commissions (F., nos 11, 51, 58, 73, 94, 99, 141, 353, 359, 621, 842 ; M. B. de 1871, p. 209 ; J. O. de 1871, p. 750, 867, 1111, 1439, 1545, 2819 ; J. O. de 1872, p. 7007, 7197 ; J. O. de 1874, p. 2358 ; J. O. de 1875, p. 9073). = Ses observations sur les réquisitions opérées dans la presqu'île du Cotentin par l'administration de la Guerre (A., t. 2, p. 309). — Obtient des conges (A., t. 3, p. 146 ; t. 5, p. 455 ; t. 8, p. 21; t. 12, p. 411; t. 18, p. 181; t. 33, p. 274 ; t. 37, p. 17).

AYLIES (M.), *Conseiller honoraire à la Cour de cassation.*

Membre adjoint de la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (F., n° 293; J. O. de 1872, p. 3644).

AYMÉ DE LA CHEVRELIÈRE (M.), *Député élu par le département des Deux-Sèvres.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 23). = Membre de Commissions (F., nos 74, 112, 181, 189, 215, 476, 486, 756; J. O. de 1871, p. 1116, 1952, 5229; J. O. de 1872, p. 113, 889; J. O. de 1873, p. 3750, 4107; J. O. de 1875, p. 1817). = Son rapport sur les élections de l'Aude (A., t. 1, p. 13).—Obtient des congés (A., t. 1, p. 298; t. 3, p. 614; t. 7, p. 441; t. 12, p. 589; t. 17, p. 42; t. 19, p. 150; t. 38, p. 168). —S'excuse de son absence (A., t. 38, p. 1).

B

BABIN-CHEVAYE (M.), *Député élu par le département de la Seine-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 41). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 11 ; M. B., p. 210); et de diverses Commissions (F., n°s 74, 174, 203, 241, 405, 486, 509, 650 ; J. O. de 1871, p. 1116, 5009 ; J. O. de 1872, p. 520, 1649 ; J. O. de 1873, p. 653, 4107, 4195 ; J. O. de 1874, p. 4089). = Obtient des congés (A., t. 5, p. 384 ; t. 14, p. 23, 59). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 175, 229, 266); du projet de loi tendant à abroger la loi du 26 juillet 1872 portant établissement de droits de douane à l'importation des matières premières, à propos de la question d'abrogation de la surtaxe de pavillon (A., t. 19, p. 450). — Sa motion tendant à ce que la discussion sur les Traités de commerce et sur l'abrogation de la surtaxe de pavillon n'ait lieu qu'après la prorogation (A., t. 19, p. 480). — Parle dans la discussion : de la proposition de M. Guichard et du projet de loi concernant les Conventions postales entre l'État et la Compagnie des Messageries maritimes (A., t. 41, p. 345, 347) ; du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie de l'Ouest (A., t. 44, p. 369, 371).

BABINET (M.), *Avocat général à la Cour de cassation.*

Membre adjoint de la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (F., n° 293 ; J. O. de 1872, p. 3644).

BAGNEUX (M. le comte DE), *Député élu par le département de la Seine-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 54). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 22, 54, 99, 317, 488, 492, 674, 744 ; J. O. de 1871, p. 231, 750, 1545 ; J. O. de 1872, p. 1353 ; J. O. de 1873, p. 1177, 1286 ; J. O. de 1874, p. 1933; J. O. de 1875, p. 1275); et de la Commission de permanence de 1875 (A., t. 41, p. 201). = Son rapport sommaire sur la proposition de MM. Fournier et autres, relative aux Caisses d'épargne et de prévoyance (I., n° 1561 ; A., t. 15, an., p. 169 ; J. O. de 1873, p. 980). = Obtient un congé (A., t. 2, p. 712). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 7, p. 507 à 515). — S'excuse de son absence (A., t. 12, p. 343 ; t. 31, p. 7).

BAILLEHACHE (M. DE), *Intendant de l'armée du général Garibaldi.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur le Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 808 à 816).

BAILLY (M.).

Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre lui et l'État, dans le département de la Nièvre, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 25.

BAILLY DE BARBEREY (M.), *ancien Sous-Préfet.*

L'un des candidats proposés pour les fonctions de Conseiller d'État (A., t. 13, p. 96, et an., p. 64).

BAILLEROY (M. le comte DE), *Député élu par le département du Calvados.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 12).=

Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 17 ; M. B., p. 82) ; de diverses Commissions (F., n°s 24, 84 ; J. O. de 1871, p. 271, 1230) ; et de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73 ; J. O., p. 1111). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet de faire célébrer, aux frais de l'Assemblée nationale, un service solennel pour les militaires des armées de terre et de mer (I., n° 302 ; A., t. 3, p. 279 ; J. O. de 1871, p. 1408). = Obtient des congés (A., t. 2, p. 712 ; t. 11, p. 10). — N. B. Son décès, survenu pendant la 2e prorogation de 1872, n'a pas été notifié à l'Assemblée.

BALSAN (M.), *Député élu par le département de l'Indre.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 33).= Secrétaire : du 10e Bureau (F., n° 4; M. B. de 1871, p. 13); du 12e Bureau (F., n° 51; J. O. de 1871, p. 750); du 4e Bureau (F., n° 167; J. O. de 1871, p. 4802); du 8e Bureau (F., n° 541; J. O. de 1873, p. 7729); du 7e Bureau (F., n° 562; J. O. de 1874, p. 351); du 15e Bureau (F., n° 717; J. O. de 1875, p. 160); du 9e Bureau (F., n° 842; J. O. de 1875, p. 9073). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., n°s 21, 41, 140, 203, 417, 419, 509, 824 ; M. B. de 1871, p. 224 ; J. O. de 1871, p. 561, 2785 ; J. O. de 1872, p. 520 ; J. O. de 1873, p. 1039, 1080, 4945 ; J. O. de 1875, p. 5510); de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O. de 1871, p. 471); de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275 ; J. O. de 1872, p. 3082) ; et de la Commission d'Enquête sur l'exploitation du monopole des tabacs et des poudres (F., n° 613 ; J. O. de 1874, p. 2089). = Demande la rectification de son vote sur le projet de loi relatif aux préliminaires de paix (M. B. de 1871, p. 58). — Obtient des congés (A., t. 1, p. 132 ; t. 3, p. 512 ; t. 12, p. 494 ; t. 13, p. 498 ; t. 16, p. 165 ; t. 18, p. 613 ; t. 32, p. 503). — Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1873 (Guerre : *Commissions d'examen pour le volontariat d'un an*, A., t. 14, p. 356) ; de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 285, 287, 299, 536, 537, 561, 642. *Troisième délibération*, t. 31, p. 44, 49, 65, 80, 81, 82). — Est entendu sur la demande d'ajournement de la proposition de M. Tirard ayant pour objet de modifier la loi du 26 juillet 1872 sur les tarifs douaniers (A., t. 16, p. 550, *rectification*, p. 554). — Ses observations sur l'utilité, dans les discussions de chemins de fer, de la distribution de petites cartes ou plans pour l'intelligence des tracés (A., t. 18, p. 343). — Parle : sur la question de mise à l'ordre du jour des projets de lois relatifs à de nouveaux chemins de fer (A., t. 29, p. 267, 268); dans la discussion du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Chèques*, A., t. 29, p. 639, 641). — Son rapport sur l'élection de M. le duc de Mouchy par le département de l'Oise (A., t. 35, p. 174).

BAMBERGER (M.), *Député élu par le département de la Moselle.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 48). = Secrétaire du 5e Bureau (F., n° 393; J. O. de 1873, p. 280). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., n°s 22, 49, 51, 93, 99, 183, 201, 258, 265, 289, 383, 509, 524; M. B. de 1871, p. 231; J. O. de 1871, p. 712, 750, 1408, 1545, 5299; J. O. de 1872, p. 456, 2197, 2781, 3519, 7987; J. O. de 1873, p. 1945, 6982). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : la création d'un impôt sur le revenu (I., n° 803; A., t. 6, an., p. 340; J. O. de 1872, p. 573); la publication des travaux du Conseil d'Enquête chargé de l'examen des capitulations pendant la dernière guerre (I., n° 1035; A., t. 8, an., p. 277; J. O. de 1872, p. 2318); l'établissement de retenues proportionnelles sur les traitements des fonctionnaires de l'État, à partir du chiffre de 3500 fr. dans les départements, et de 5000 fr. à Paris (I., n° 1252; A.,

t. 12, an., p. 97; J. O. de 1872, p. 4825). = Son rapport sur la proposition de M. Pelletan tendant à mettre aux frais de la nation les funérailles de M. Küss, ancien Maire de Strasbourg et Représentant du département du Bas-Rhin (I., n° 484; A., t. 4, an., p. 256; J. O. de 1871, p. 3297). = L'un des signataires de la Déclaration collective des Représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 61, et an., p. 3). — Ses observations au sujet de la Résolution substituée par l'Assemblée à cette Déclaration (A., t. 1, p. 66). — Prend part à la discussion du projet de loi sur les préliminaires de paix (A., t. 1, p. 102, 105, 106).— L'un des signataires de la démission collective des Représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 124).— Lettre par laquelle il déclare retirer sa démission (A., t. 2, p. 18). — Sa communication au sujet de la part prise à l'Emprunt national par la ville de Metz (A., t. 3, p. 697). — Obtient des congés (A., t. 4, p. 208; t. 5, p. 278).— Est entendu sur un incident relatif au titre donné à M. Thiers par la loi du 31 août 1871 (A., t. 6, p. 451, 453). — Demande l'urgence pour sa proposition relative à la publication au *Journal officiel* des décisions du Conseil d'Enquête sur les capitulations (A., t. 8, p. 548). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 483); de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 558, 560. *Troisième délibération*, t. 31, p. 48). — Son rapport sur une pétition (A., t. 30, p. 765).

BANCEL (M.), *médecin de la Maison centrale de Melun.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (A., t. 45, p. 52, 53).

BARAGNON (M.), *Député élu par le département du Gard.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 14). = Secrétaire : du 9e Bureau (I., n° 74; J. O. de 1871, p. 1116); du même Bureau renouvelé (F., n° 167; J. O. de 1871, p. 4802).=Membre : de diverses Commissions (F., n°s 11, 33, 51, 70, 75, 99, 136, 139, 141, 170, 305, 393, 403, 438, 450, 463, 480, 505, 842; M. B. de 1871, p. 209; J. O. de 1871, p. 372, 750, 1046, 1124, 1545, 2641, 2754, 2819, 4892; J. O. de 1872, p. 3998; J. O. de 1873, p. 280, 580, 1710, 2113, 3220, 3899, 4819; J. O. de 1875, p. 9073); et de la Commission de permanence de 1873 (A., t. 17, p. 276). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, relatives : à la modification des articles 832 et 1079 du Code civil (I., n° 240; A., t. 3, p. 61; J. O. de 1871, p. 1191, 1197); à une subvention annuelle de quatre millions, à partir de 1875, pour la traversée du Simplon (I., n° 1776; A., t. 17, an., p. 374; J. O. de 1873, p. 3480). = Ses rapports sommaires : sur la proposition de M. Brunet ayant pour objet de consulter immédiatement la France sur la question de Paris (I., n° 215; A., t. 2, p. 885; J. O. de 1871, p. 1069); sur la proposition de MM. Louis Passy et autres, pour une modification au Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 325; A., t. 3, p. 441; J. O. de 1871, p. 1647); sur la proposition signée de lui et de MM. Mortimer Ternaux et autres, relative à la modification des articles 832 et 1079 du Code civil (I., n° 330; A., t. 3, p. 468; J. O. de 1871, p. 1648). — Son rapport sur la demande en autorisation de poursuites contre M. Ranc, membre de l'Assemblée nationale (I., n° 1817; A., t. 18, an., p. 161; J. O. de 1873, p. 4067). = Obtient des congés (A., t. 1, p. 253; t. 4, p. 136; t. 5, p. 278; t. 6, p. 65, 345; t. 8, p. 363; t. 12, p. 657). — Prend part à la discussion : du projet de Résolution relatif à la translation du siège de l'Assemblée (A., t. 1, p. 291); du projet de loi concernant le rétablissement des magistrats inamovibles révoqués par la Délégation de Bordeaux (A., t. 2, p. 121). — Réclame contre l'omission au *Compte-rendu* de son nom parmi les signataires de la proposition de M. Louis de Saint-Pierre tendant à déclarer nulles les élections municipales de Paris (A., t. 2, p. 150). — Son rapport sur des pétitions (A., t. 2, p. 212). — Parle dans la discussion du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 282). — Ses observations sur la fixation de l'heure d'ouverture de la séance du 7 avril (A.,

t. 2, p. 300). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les poursuites en matière de délits commis par la voie de la presse (A., t. 2, p. 490) ; du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 647) ; des interpellations de M. Luro sur les fonctionnaires ou magistrats nommés ou destitués par la Délégation de Bordeaux (A., t. 2, p. 827, *rectification*, p. 831). — Parle sur : l'incident soulevé par M. Mortimer Ternaux au sujet d'un récit de l'entrevue des délégués du Conseil municipal de Bordeaux avec le Chef du Pouvoir exécutif (A., t. 2, p. 915, 916) ; la question préalable demandée sur une pétition relative à l'élection d'une Constituante (A., t. 3, p. 97) ; un incident relatif à la Révolution du 4 septembre 1870, soulevé à l'occasion de la discussion des interpellations de M. le général Ducrot relatives aux élections municipales de la Nièvre (A., t. 3, p. 190) ; l'urgence de la proposition de MM. Vaulchier et autres, tendant à abolir les lois de 1832 et de 1848 relatives aux princes de la maison de Bourbon (A., t. 3, p. 214) ; la proposition de MM. Amédée Lefèvre-Pontalis et autres, concernant la nomination d'une Commission chargée de reviser les décrets du Gouvernement de la Défense nationale (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 445). — Ses observations sur l'application de l'article 59 du Règlement (A., t. 3, p. 561, 562). — Est entendu, en qualité de rapporteur, dans la discussion sur la prise en considération de la proposition signée de lui et de M. Mortimer Ternaux, relative à la modification des articles 832 et 1079 du Code civil (A., t. 3, p. 568). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur le cautionnement des journaux et écrits imprimés (A., t. 3, p. 710, 766, 777, 779, 800) ; du projet de loi relatif au nouveau régime des douanes et contributions indirectes (A., t. 3, p. 860) ; des élections de MM. Boucau, Pascal Duprat et Loustalot par le département des Landes (A., t. 4, p. 9) ; de l'élection de M. Testelin par le département du Nord (A., t. 4, p. 92) ; des élections de MM. Arrazat et Castelnau par le département de l'Hérault (A., t. 4, p. 208). — Parle sur : la question de M. de Ravinel au sujet de l'incendie du Palais ducal de Nancy (A., t. 4, p. 227) ; les propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 540) ; les élections de MM. Lambert et Jacques par le département d'Oran (A., t. 4, p. 639) ; le paragraphe additionnel aux considérants du projet de Résolution concernant les pouvoirs de M. Thiers, présenté par M. Dufaure, Garde des sceaux (A., t. 5, p. 202) ; les propositions : 1° de MM. Rivet et autres sur l'organisation du Pouvoir exécutif ; 2° de MM. Adnet et autres sur la confirmation des pouvoirs de M. Thiers ; 3° de M. de Belcastel, sur la forme définitive du Gouvernement (A., t. 5, p. 243, 244, 267) ; le projet de loi relatif à un impôt sur les matières premières (A., t. 7, p. 40 à 43) ; les propositions de MM. de Tréveneuc (Côtes-du-Nord), et autres, relatives au rôle éventuel des Conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles (A., t. 7, p. 444) ; l'urgence du projet de loi relatif à la répression des attaques contre l'Assemblée et le Gouvernement (A., t. 7, p. 687, 688) ; les élections de MM. Dupont et Deregnaucourt par le département du Nord (A., t. 8, p. 34) ; un incident soulevé par M. le général Changarnier, lors de la discussion de la proposition de M. le général Ducrot relative à la poursuite des journaux l'*Indépendant des Pyrénées-Orientales* et *la Constitution* (A., t. 8, p. 282, 283). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 171 à 173) ; des propositions de MM. Bérenger, Arago, Bottieau, de Peyramont et autres, relatives à la magistrature (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 287, 316, 319) ; du projet de loi relatif à la composition des Conseils de guerre (A., t. 11, p. 398, 401) ; du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 330 à 332, 335, 423, 424, 428) ; de la question de mise à l'ordre du jour du nouveau projet de loi d'impôt sur les valeurs mobilières (A., t. 12, p. 590) ; du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 12, p. 625 ; t. 13, p. 137, 146) ; du projet de loi de crédit applicable au paiement d'une indemnité de 212,000 francs à M. Souberbielle, ancien entrepreneur géné-

ral des transports de l'armée française au Mexique (A., t. 13, p. 213); de la demande d'urgence de la proposition de M. Martel relative à la prorogation de l'Assemblée nationale du 4 août au 15 novembre 1872 (A., t. 13, p. 273); des interpellations de M. le général Changarnier au sujet des voyages de M. Gambetta en Savoie et en Dauphiné, pendant les vacances parlementaires (A., t. 14, p. 95). — Parle sur : l'incident soulevé par le vote de députés absents, au scrutin sur l'amendement de M. Dufaure à la proposition de M. Audren de Kerdrel relative à la nomination d'une Commission chargée de présenter un projet de Réponse au Message du Président de la République (A., t. 14, p. 316, 317); la fixation du jour de la discussion des pétitions relatives à la dissolution de l'Assemblée nationale (A., t. 14, p. 506); la protestation de M. Naquet contre les citations faites d'un de ses ouvrages dans la discussion de ces pétitions (A., t. 14, p. 604). — Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1873 (*Incident relatif à la nomination de Conseillers d'État, en qualité de Commissaires du Gouvernement, pour la discussion du Budget*, A., t. 14, p. 499); au sujet de la fixation des débats sur les interpellations de M. de Belcastel concernant les faits relatifs à la démission de M. de Bourgoing, Ambassadeur de France à Rome auprès du Saint-Siège (A., t. 15, p. 9); de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 163, 202, 203); des interpellations de MM. Lespinasse et de Limairac sur le refus de certains Maires, et en particulier du Maire de Castelsarrazin (Tarn-et-Garonne), de mandater diverses dépenses obligatoires (A., t. 15, p. 219); des interpellations de MM. Johnston et autres, au sujet de la circulaire du Ministre de l'Instruction publique, du 27 septembre 1872, sur les réformes à apporter dans l'Enseignement secondaire (A., t. 15, p. 250); des rapports de la Commission des Marchés sur les marchés passés à Lyon et sur les dépenses de l'armée des Vosges (A., t. 15, p. 491, 502); au sujet de la fixation d'un jour pour la discussion de la pétition d'habitants d'Ajaccio contre l'expulsion du prince Napoléon du territoire français (A., t. 15, p. 621 à 623). — Développe un projet de Résolution tendant à faire mettre, par le Bureau de l'Assemblée, les Comptes-rendus sténographique et analytique à la disposition de la presse (A., t. 16, p. 16, 17). — Est entendu : sur un incident relatif à un fait cité par M. de Carayon La Tour à la charge de M. Challemel-Lacour, dans la discussion relative aux marchés de Lyon (A., t. 16, p. 99, 101); dans la discussion du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 269 à 274, 320, 393); sur des incidents relatifs : à la question de la lecture et de l'impression du rapport sur les pétitions : 1° du prince Napoléon; 2° des électeurs d'Ajaccio (A., t. 17, p. 58, 59); à la fixation du jour de la discussion du projet de loi sur l'organisation municipale de la ville de Lyon (A., t. 17, p. 96, 97); à la fixation du jour de la nomination de la Commission de permanence pendant la prorogation de l'Assemblée en 1873 (A., t. 17, p. 155); à la démission donnée par M. Jules Grévy des fonctions de Président de l'Assemblée nationale (A., t. 17, p. 225, 226). — Prend part aux débats : sur les interpellations de MM. le duc de Broglie et autres, relatives aux dernières modifications du Ministère et à la politique intérieure du Gouvernement (A., t. 18, p. 61, 62); sur la proposition de MM. Paris (Pas-de-Calais) et autres, relative aux membres des Conseils généraux, d'arrondissement et municipaux, qui se refusent à remplir les obligations de leurs fonctions (A., t. 18, p. 197); sur les interpellations de M. Lepère relatives à la suppression du journal le *Corsaire* (A., t. 18, p. 267, 268). — Son rapport sur les élections de MM. Guyot et Ranc par le département du Rhône (A., t. 18, p. 347). — Prend part à la discussion y relative (A., t. 18, p. 350, 351). — Donne lecture de son rapport sur la demande en autorisation de poursuites formée contre M. Ranc, par le Gouverneur de Paris, pour participation à l'insurrection de la Commune (A., t. 18, p. 424). — Est entendu sur un incident ayant pour objet la mise à l'ordre du jour de la discussion y relative (A., t. 18, p. 428). — Parle : sur la question d'ajournement du projet de loi relatif à la suppression des

Conseils de Préfecture (A., t. 18, p. 566); sur la fixation du jour des interpellations de M. Lamy concernant le maintien de l'état de siège dans les divers départements soumis à cette mesure (A., t. 19, p. 100, 102). — Ses observations sur l'incident soulevé par M. de Choiseul, au sujet de l'allocution prononcée par M. Buffet, Président de l'Assemblée, à propos de la Revue du 12 juillet 1873 (A., t. 19, p. 140).— Prend part à la discussion : sur le projet de loi relatif à l'organisation générale de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 213, 214); sur la demande d'urgence de la proposition de M. Millaud tendant à ajouter à l'article 80 du Règlement une disposition interdisant de renvoyer à plus d'un mois les interpellations ayant trait à la politique intérieure (A., t. 19, p. 343); sur le projet de loi tendant à accorder à la Commission de permanence le droit d'autoriser les poursuites des délits d'offense commis contre l'Assemblée nationale pendant sa prorogation (A., t. 19, p. 372); sur la demande d'urgence de la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation pour dix ans des pouvoirs de M. le Maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 8); sur la demande d'ajournement des interpellations de MM. Léon Say et autres, ayant pour objet la non-convocation des collèges électoraux dans les départements où il y a des sièges vacants (A., t. 27, p. 78); sur la motion de M. Johnston tendant à la suspension de la séance, à l'effet d'entendre la lecture du rapport de la Commission chargée d'examiner la proposition de MM. le général Changarnier et autres, ayant pour objet la prorogation pour dix ans des pouvoirs de M. le Maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 104, 109); sur la motion de M. Laboulaye, à la suite du Message du Président de la République, tendant au renvoi de la discussion de la proposition relative à la prorogation de ses pouvoirs (A., t. 27, p. 117). = Est nommé *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur* [Décret du 26 novembre 1873] (B. des L., n° 2473; J. O., p. 7226). — Est entendu, en cette qualité, dans la discussion : du projet de loi relatif à la modification du régime du service postal et du service télégraphique (*Troisième délibération*, A., t. 28, p. 124, 139); du Budget de l'Exercice 1874 (Intérieur : *Situation des employés des Préfectures et Sous-Préfectures*, A., t. 28, p. 191. Instruction publique : *Incident relatif à la dissolution du cercle départemental de la Ligue de l'enseignement à Amiens*, p. 293, 297); du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 72 à 79, 185); des interpellations de M. Ricard sur le régime de la presse dans les départements soumis à l'état de siège (A., t. 29, p. 226, 238. *Incident personnel*, p. 240, 241); du projet de loi fixant les prix de vente de la poudre dynamite (*Deuxième délibération*, A., t. 29, p. 293, 352). — Répond à la question adressée au Ministre de l'Intérieur par M. Guyot, au sujet de la suspension du Conseil municipal de Villefranche (Rhône) (A., t. 30, p. 575).= Est nommé *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice* [Décret du 23 mai 1874] (B. des L., n° 3046; J. O., p. 3489). — Prend part, en cette qualité, à la discussion : des propositions concernant l'organisation municipale (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 323, 325, 328, 331); du projet de loi tendant à fixer l'époque des élections pour la reconstitution du Conseil général des Bouches-du-Rhône (A., t. 32, p. 483); du projet de loi ayant pour objet d'exempter des droits sur le papier l'adjudicataire du *Journal officiel* et de lui allouer un supplément à raison du séjour à Versailles (A., t. 32, p. 486, 487, 493, 496, 497, 500); de la question de mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à l'organisation du Conseil d'État (A., t. 33, p. 179); du Budget de l'Exercice 1875 (Gouvernement général civil de l'Algérie : *Suppression d'un certain nombre de cadis*, A., t. 33, p. 277. Justice : *Installation du Conseil d'État au Palais-royal*, p. 348. *Vacances de sièges dans les Cours d'appel*, p. 349); de la question de mise à l'ordre du jour de la proposition de M. Destremx tendant à accorder un prix de 300,000 francs pour la destruction du phylloxera (A., t. 33, p. 271); du projet de loi tendant à autoriser un emprunt de 16 millions par la ville de Marseille (A., t. 35, p. 363); de la demande d'ajournement de la deuxième délibération sur le projet de loi relatif au rétablisse-

ment du titre de Premier Avocat-général dans les Cours d'appel (A., t. 35, p. 428). — Est entendu, en la même qualité : sur des incidents relatifs : à la mise à l'ordre du jour de la deuxième délibération du projet de loi concernant le régime des prisons départementales (A., t. 35, p. 443) ; à la situation du Gouvernement par suite du rejet de la priorité demandée par lui en faveur de la loi sur le Sénat (A., t. 35, p. 448); dans la discussion : des projets de loi relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Première délibération*, A., t. 36, p. 259. *Deuxième délibération*, p. 421, 422); du projet de loi portant régularisation des crédits supplémentaires ouverts par décrets pendant la prorogation de l'Assemblée (A., t. 36, p. 517, 526).=Parle, comme Député, dans la discussion : des propositions de MM. Waddington, Vautrain, Clapier et Wallon, relatives à l'organisation du Sénat (A., t. 36, p. 592) ; de la question de renvoi à la Commission des Lois Constitutionnelles, de la proposition de M. Limperani relative à l'élection des Sénateurs à nommer par les départements (A., t. 37, p. 270) ; du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée (A., t. 39, p. 114) ; de l'élection de M. l'amiral de Kerjégu par le département des Côtes-du-Nord (A., t. 39, p. 183). — Ses observations sur la motion de M. Lepère tendant à fixer l'heure d'ouverture et la durée des séances (A., t. 39, p. 368). — Est entendu : sur l'incident relatif au fait imputé par M. Bottieau à M. Savary d'avoir intentionnellement omis, dans son rapport sur l'élection de M. de Bourgoing, une seconde dépêche du Procureur général de Bourges (A., t. 39, p. 392) ; dans la discussion de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Troisième délibération*, A., t. 39, p. 539, 570) ; sur l'urgence de la proposition de M. Haëntjens tendant, par dérogation à la loi du 13 mai 1875 sur les élections partielles, à faire convoquer les électeurs de la Nièvre dans le délai de dix jours (A., t. 40, p. 100). — Ses observations sur la motion de M. Mathieu-Bodet tendant à la mise à l'ordre du jour de la discussion du Budget de 1876 (A., t. 40, p. 116). — Est entendu : sur l'urgence demandée pour la proposition de M. Feray tendant à la continuité des séances de l'Assemblée jusqu'à l'achèvement définitif de ses travaux (A., t. 40, p. 118) ; dans la discussion du Budget de l'Exercice 1876 (Algérie : *Question du crédit affecté à la colonisation*, A., t. 40, p. 196); sur la prise en considération de la proposition de M. Eugène Tallon ayant pour objet de retirer aux Conseils généraux la vérification des pouvoirs de leurs membres (A., t. 41, p. 12); sur la demande de mise à l'ordre du jour de la demande d'interpellations de M. Tardieu au sujet de la nomination du Maire d'Aix (A., t. 41, p. 47, 48). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux élections des Sénateurs (*Deuxième délibération*, A., t. 41, p. 62 à 64, 87, 88) ; du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 66, 159, 185) ; d'un incident au sujet de la protestation de M. Paris (Pas-de-Calais) ayant pour objet de demander la nullité du 6e scrutin pour la nomination des Sénateurs (A., t. 43, p. 294).

BARANTE (M. le baron DE), *Député élu par le département du Puy-de-Dôme.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 21). = Président du 12e Bureau (F., n° 51; J. O. de 1871, p. 750). — Secrétaire du 5e Bureau (F., n° 674; J. O. de 1874, p. 4933). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11; M. B., p. 209); de diverses Commissions (F., n°s 22, 39, 68, 84, 251, 317, 419, 440, 463, 488, 517, 588, 627, 629, 658, 697, 842; J. O. de 1871, p. 231, 500, 523, 1013, 1230; J. O. de 1872, p. 1972, 4353; J. O. de 1873, p. 1080, 1769, 3220, 4177, 6751; J. O. de 1874, p. 4138, 3107, 3395, 4360, 7981; J. O. de 1875, p. 9073); de la Commission de décentralisation (F., n° 50; J. O. de 1871, p. 734); de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73; J. O., p. 1111) ; et de la Commission de permanence de 1875 (A., t. 41, p. 202). = Sa proposition relative à l'organisation des Conseils cantonaux (I., n° 178; A., t. 2, p. 782; J. O. de 1871, p. 997). = Est élu *Secrétaire de l'Assemblée* (A., t. 1, p. 58). — Est entendu dans la discussion : de la proposition

de M. Gaslonde relative aux Conseils généraux (A., t. 2, p. 176); de la proposition de M. Giraud relative au vote à la commune (*Deuxième délibération*, A., t. 2, p. 227).—Demande l'urgence et le renvoi à la Commission de décentralisation,de sa proposition relative aux Conseils cantonaux (A., t. 2, p. 774, 775).—Réélu *Secrétaire* (A., t. 3, p. 39).—Adresse une question à M. le Ministre de la Guerre sur le renvoi des gardes mobiles dans leurs départements (A., t. 3, p. 264).—Parle dans la discussion : sur la prise en considération de la proposition de MM. Destremx et autres, relative au contingent de la classe de 1870 (A., t. 3, p. 876); des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives aux Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 131, 132); de la proposition de M. le baron Eschassériaux relative au contingent de 1871 (*Première délibération*, A., t. 4, p. 553, 554, 584, 585). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 4, p. 656). — Est entendu sur le projet de loi tendant à augmenter les taxes postales (A., t. 5, p. 101).— Demande la rectification de son vote sur l'amendement de M. le général Ducrot à la proposition de MM. Vandier et autres, concernant la dissolution des Gardes nationales (A., t. 5, p. 131). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 6, p. 7). — S'excuse de son absence (A., t. 7, p. 170; t. 32, p. 255; t. 33, p. 183; t. 44, p. 51). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 8, p. 189; t. 12, p. 159). — Parle dans la discussion : du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 309, 311 à 315, 336, 337. *Troisième délibération*, t. 13, p. 428); du projet de loi tendant à approuver l'adjudication du chemin de fer de Clermont-Ferrand à Tulle, avec embranchement sur Vendes (A., t. 13, p. 579). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 14, p. 9). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession définitive de plusieurs chemins de fer concédés à titre éventuel, et à l'adjudication de plusieurs chemins de fer classés et non concédés (A., t. 30, p. 547); du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes, et de la proposition de M. Wolowski relative à l'équilibre du Budget de 1875 (*Incident sur le procès-verbal, au sujet de la demande de scrutin secret sur l'amendement relatif à l'impôt du sel*, A., t. 33, p. 136).

BARASCUD (M.), *Député élu par le département de l'Aveyron.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 25).= Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11; M. B., p. 209); et de diverses Commissions (F., n°s 99, 123, 127, 229, 289, 317, 517, 541, 588, 717, 842; J. O. de 1871, p. 1545, 2248, 2385; J. O. de 1872, p. 1295, 3519, 4353, 6751; J. O. de 1873, p. 7729; J. O. de 1874, p. 1226; J. O. de 1875, p. 160, 9073). = Ses rapports : sur le projet de loi tendant à autoriser le département du Var à contracter un emprunt pour l'établissement du canal de la Siagnole (I., n° 620; A., t. 5, an., p. 214; J. O. de 1871, p. 4116); sur le projet de loi tendant à autoriser le département de la Loire-Inférieure à modifier le taux de l'intérêt de divers emprunts réalisables en vertu de lois antérieures (I., n° 1295; A., t. 13, p. 60; J. O. de 1872, p. 5057). = Son rapport sur les élections de l'Oise (A., t. 1, p. 34). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 280, 283). — Obtient des congés (A., t. 2, p. 712; t. 11, p. 10; t. 18, p. 502; t. 19, p. 127; t. 38, p. 124). — Son rapport sur l'élection de M. le duc d'Aumale par le département de l'Oise (A., t. 3, p. 287).—Prend part à la discussion : de la proposition de MM. Destremx, Seignobos et Parent, tendant à répartir les charges imposées aux départements et aux communes pour la Garde nationale mobilisée (A., t. 5, p. 538, 542); du Budget du Ministère de l'Agriculture et du Commerce pour l'Exercice 1872 (*Service des poids et mesures*, A., t. 8, p. 496).

BARBAROUX (M. le docteur), *Député élu par le département du Var.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 41).= Son décès est annoncé à l'Assemblée (A., t. 2, p. 51).

BARBEY (Mme).

Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre elle et l'État, dans le département de Meurthe-et-Moselle, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 19.

BARDON (M.), *Député élu par le département de la Moselle.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 48).= L'un des signataires de la Déclaration collective des Représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 61, et an., p. 3). — Membre de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11; M. B., p. 209). — L'un des signataires de la démission collective des Représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 124).

BARDOUX (M.), *Député élu par le département du Puy-de-Dôme.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 21).— Secrétaire : du 11e Bureau (F., n° 74; J. O. de 1871, p. 1116); du 6e Bureau (F., n° 264; J. O. de 1872, p. 2757). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11, M. B., p. 209); de diverses Commissions (F., n°s 37, 40, 54, 58, 72, 81, 94, 99, 123, 141, 152, 172, 218, 250, 289, 321, 417, 463, 531, 537; J. O. de 1871, p. 471, 542, 808, 867, 1098, 1188, 1439, 1546, 2248, 2819, 3155, 3960; J. O. de 1872, p. 975, 1952, 3519, 4516; J. O. de 1873, p. 1039, 3223, 7256, 7479); de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (F., n° 95; J. O. de 1871, p. 1476); et des Commissions des Budgets : de 1873 (F., n° 297; J. O. de 1872, p. 3767); de 1874 (F., n° 471; J. O. de 1873, p. 3480); et de 1875 (F., n° 583; J. O. de 1874, p. 1075).= Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, au sujet : des félicitations à voter aux officiers, sous-officiers et soldats du 69e régiment de marche et à ceux de la 18e batterie du 10e régiment d'artillerie (I., n° 72, A., t. 2, p. 59, 86; J. O. de 1871, p. 385); de la liberté des cultes (I., n° 1796; A., t. 18, an., p. 76; J. O. de 1873, p. 3817); de la fixation de l'ordre des travaux de l'Assemblée nationale et de sa dissolution (I., n° 3475 (rectifié); A., t. 42, p. 404, an., p. 359; J. O. de 1875, p. 10681). = Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. Eugène Tallon et Henri Fournier, relative aux règles applicables à toutes les élections (I., n° 392; A., t. 4, an., p. 27; J. O. de 1871, p. 2669); sur la proposition de M. Bottieau relative à l'abrogation du paragraphe 1er de l'article 17 du décret du 17 février 1852, qui interdit de rendre compte des procès pour délits de presse (I., n° 480; A., t. 4, an., p. 248; J. O. de 1871, p. 3637); sur la proposition de MM. Bottieau et autres, relative aux annonces judiciaires et légales (I., n° 521; A., t. 5, an., p. 21; J. O. de 1871, p. 3571); sur la proposition de M. Édouard Charton ayant pour objet une institution de conférences publiques (I., n° 618; A., t. 5, an., p. 207; J. O. de 1871, p. 4114).— Ses rapports : sur le projet de loi réglant les dispositions provisoires relatives aux élections et à la revision des listes annuelles (I., n° 763; A., t. 6, an., p. 283; J. O. de 1872, p. 328); sur le Budget des recettes et des dépenses de l'Imprimerie nationale pour l'Exercice 1873 (I., n° 1396; A., t. 13, an., p. 331; J. O. de 1872, p. 6868); sur le Budget des dépenses du Ministère de la Justice pour le même Exercice (I., n° 1408; A., t. 13, an., p. 546; J. O. de 1872, p. 7001); sur le Budget des recettes et des dépenses de la Légion d'Honneur pour le même Exercice (I., n° 1409; A., t. 13, an., p. 549; J. O. de 1872, p. 6961); sur le Budget du Ministère de la Justice pour le même Exercice (Rapport supplémentaire) (I., n° 1449; A., t. 14, an., p. 66; J. O. de 1872, p. 7569); sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit extraordinaire de un million pour secours aux inondés (I., n° 1508; A., t. 14, an., p. 169; J. O. de 1873, p. 191); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Justice, sur l'Exercice 1872, d'un crédit supplémentaire de 10,650 francs pour le paiement des traitements des divers Juges de paix des départements cédés (I., n° 1556; A., t. 15, an., p. 141; J. O. de 1873, p. 789); sur le projet de loi portant ouverture au Budget de la Légion d'Honneur,

Exercice 1872, d'un crédit supplémentaire de 10,000 francs (I., n° 1557; A., t. 15, an., p. 141; J. O. de 1873, p. 789); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Justice, sur l'Exercice 1872, d'un crédit extraordinaire de 550,000 francs, applicable à la reconstitution des actes de l'état civil de la ville de Paris (I., n° 1566; A., t. 15, an., p. 172; J. O. de 1873, p. 1039). — Ses rapports : sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1873, un crédit supplémentaire de 469,000 francs, pour les dépenses de police de l'agglomération Lyonnaise, et à fixer à 30 0/0 de ces dépenses la part contributive de la ville de Lyon (I., n° 1610; A., t. 16, an., p. 8; J. O. de 1873, p. 1372); sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de la Justice, sur l'Exercice 1873, un crédit de 37,000 francs, destiné à continuer leur traitement aux magistrats des ressorts de Metz et de Colmar dépossédés par l'annexion et non replacés (I., n° 1667; A., t. 16, an., p. 135; J. O. de 1873, p. 2081); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts, sur l'Exercice 1873, d'un crédit extraordinaire de 206,500 francs applicable à l'acquisition de la fresque de la *Magliana* (I., n° 1905; A., t. 19, an., p. 137; J. O. de 1873, p. 5540); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Justice, sur l'Exercice 1873, d'un crédit de 96,900 francs applicable à la création de deux Tribunaux civils et de vingt-cinq Justices de paix en Algérie (I., n° 2002 ; A., t. 27, an., p. 23 ; J. O. de 1873, p. 6990); sur le Budget des dépenses pour l'Exercice 1874 (Ministère de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts) (I., n° 2058; A., t. 28, an., p. 59; J. O. de 1873, p. 7830, 7888, 7922); sur le projet de loi tendant à obtenir un crédit extraordinaire pour subvenir aux dépenses nécessitées par l'incendie de l'Opéra et par la reprise des représentations de l'Académie nationale de Musique (I., n° 2152; A., t. 28, an., p. 313; J. O. de 1874, p. 265); sur le projet de loi tendant à élever exceptionnellement de 47,000 francs le crédit du chapitre III (Cardinaux, Archevêques et Évêques) du Budget des Cultes (Exercice 1873) (I., n° 2185; A., t. 29, an., p. 169; J. O. de 1874, p. 1278); sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit additionnel de 20,000 francs au chapitre Ier, section 1re, du Budget du Ministère de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts (Exercice 1874) (I., n° 2206; A., t. 29, an., p. 291; J. O. de 1874, p. 1479); sur le projet de loi portant ouverture sur l'Exercice 1874, au Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts, en augmentation des restes à payer des Exercices 1871-1872, de crédits supplémentaires montant à la somme de 20,038 fr. 55 c. (I., n° 2239; A., t. 30, an., p. 10; J. O. de 1874, p. 2062). — Ses rapports : sur la proposition de MM. de Pressensé et autres, relative à la liberté des réunions pour la célébration d'un culte religieux (I., n° 2261; A., t. 30, an., p. 56; J. O. de 1874, p. 2532); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts, d'un crédit supplémentaire de 100,000 francs imputable sur le chapitre XXVI du Budget de l'Exercice 1874, pour les dépenses relatives aux observations du passage de Vénus sur le soleil (I., n° 2288; A., t. 30, an., p. 140; J. O. de 1874, p. 2834); sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts, sur l'Exercice 1873 : 1° un crédit supplémentaire de 14,500 francs applicable aux dépenses de l'Observatoire de Paris; 2° un crédit supplémentaire de 12,249 fr. 44 c. applicable aux dépenses de l'École des Langues orientales vivantes (I., n° 2357; A., t. 30, an., p. 300; J. O. de 1874, p. 3203); sur le Budget des dépenses de l'Exercice 1875 (Ministère de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts) (I., n° 2416, et *Errata;* A., t. 31, an., p. 478; J. O. de 1874, p. 4331, 4360); sur le projet de loi portant ouverture au Budget du Ministère de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts (section Ire, Instruction publique, chapitre XVII), sur l'Exercice 1873, d'un crédit supplémentaire de 20,989 fr. 95 c. (I., n° 2596; A., t. 33, p. 479; J. O. de 1874, p. 5717); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts, sur l'Exercice 1874, et sur le chapitre VII (section Ire), d'un crédit additionnel de 148,000

francs (I., n° 2700; A., t. 34, an., p. 345; J. O. de 1874, p. 6250); sur le projet de loi tendant à élever exceptionnellement de 1,630,000 francs à 1,735,182 fr. 88 c. le crédit du chapitre III (Cardinaux, Archevêques et Évêques) du Budget des Cultes, Exercice 1874 (I., n° 2778; A., t. 35, an., p. 309; J. O. de 1875, p. 218); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts d'un crédit supplémentaire de 300,000 francs, imputable sur l'Exercice 1875, pour les dépenses relatives à la conservation des Monuments historiques (I., n° 2793; A., t. 35, an., p. 352; J. O. de 1875, p. 219); sur le projet de loi contenant les dispositions additionnelles au Budget des Beaux-Arts pour l'Exercice 1875 (I., n° 2906; A., t. 36, an., p. 182; J. O. de 1875, p. 1979); sur le projet de loi portant ouverture au Budget de l'Instruction publique d'un crédit de 17,000 francs pour la création d'une Chaire de chimie organique à la Faculté des sciences de Paris (I., n° 2934; A., t. 37, an., p. 112; J. O. de 1875, p. 2230). = Prend part à la discussion : du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 487); du projet de loi sur le cautionnement des journaux et écrits imprimés (A., t. 3, p. 748); du projet de loi portant augmentation des impôts sur les contributions indirectes (A., t. 5, p.330). — Ses observations, comme rapporteur, sur la prise en considération de la proposition de M. Édouard Charton relative à l'institution de conférences publiques (A., t. 7, p. 613). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Première délibération*, A., t. 7, p. 645. *Deuxième délibération*, t. 11, p. 136); du Budget du Ministère de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts pour l'Exercice 1872 (Beaux-Arts : *Répartition entre les Musées de province des objets d'art non utilisés au Musée du Louvre*, A., t. 8, p. 456). —Donne lecture du rapport sur le projet de loi tendant à ouvrir un crédit extraordinaire de un million pour secours aux inondés (A., t. 14, p. 703). — Parle dans la discussion y relative (A., t. 14, p. 731). — Prend part, en qualité de rapporteur, à la discussion du Budget pour l'Exercice 1873 (Justice : *Personnel des bureaux du Conseil d'État*, A., t. 14, p. 409. *Suppression de dix Cours d'appel*, p. 401. *Réduction du personnel de ces Cours*, p. 404. *Traitements de leurs Greffiers en chef*, p. 413. *Réduction du personnel des Tribunaux*, p. 415-416. Beaux-Arts : *Encouragements et secours aux établissements particuliers*, p. 488. Légion d'Honneur : *Traitements de la Légion d'Honneur et de la Médaille militaire*, p. 710, 713. *Décorations aux membres de l'Ordre sans traitement*, p. 715. *Question de la suppression de la Maison d'éducation de Saint-Denis et de ses deux succursales*, p. 717). — Parle dans la discussion de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 116). — Est entendu, en qualité de rapporteur, dans la discussion : du projet de loi de crédit destiné à augmenter de 10,000 francs le traitement du Grand Chancelier de la Légion d'Honneur (A., t. 15, p. 334); du projet de loi de crédit applicable à la reconstitution des actes de l'état civil de la ville de Paris (A., t. 15, p. 393); de la demande d'ajournement du projet de loi de crédit applicable aux dépenses de police de l'agglomération Lyonnaise (A., t. 16, p. 181); du même projet de loi (A., t. 16, p. 452, 454). — Prend part à la discussion : du projet de loi et de la proposition de M. le baron Chaurand sur l'organisation municipale de la ville de Lyon (A., t. 17, p. 272, 274); du projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique la construction d'une église à Montmartre (A., t. 19, p. 408); du projet de loi relatif aux contributions directes à percevoir en 1874 (A., t. 19, p. 403, 404). — Est entendu, en qualité de rapporteur, dans la discussion du projet de loi de crédit applicable à l'acquisition de la fresque de la *Magliana* (A., t. 19, p. 470). — Demande, en la même qualité, l'ajournement du projet de loi de crédit applicable à la création de deux Tribunaux de 1re instance et de vingt-cinq Justices de paix en Algérie (A., t. 27, p. 70). — Est entendu, en qualité de rapporteur, dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Instruction publique : *Création d'un second Inspecteur des sciences à Paris*, A., t. 28, p. 275. *Enseignement de la Faculté de médecine de Montpellier*, p. 280,

281. *Reconstruction de l'École supérieure de pharmacie de Paris*, p. 283. *Rétablissement de la Chaire de botanique au Muséum*, p. 285. *Observations météorologiques au Luxembourg*, p. 287. *Confection des catalogues de la Bibliothèque nationale*, p. 288. *Bibliothèques populaires*, p. 298. *Création d'une Commission des voyages et missions scientifiques*, p. 302. *Personnel des Lycées départementaux*, p. 305. *Situation des instituteurs et institutrices primaires*, p. 310. *Enseignement des Écoles normales primaires*, p. 316. *Proposition de la Commission pour la fixation du chiffre des pensions de retraite des instituteurs et institutrices*, p. 319. *Retards dans la liquidation de ces retraites*, p. 319. Beaux-Arts : *Musée du Louvre*, p. 328, 329, 331, 332. Cultes : *Service intérieur des édifices diocésains*, p. 550). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 195). — Est entendu, en qualité de rapporteur, dans la discussion : du projet de loi de crédit pour droits de bulle, d'information et d'établissement aux Archevêques et Évêques (A., t. 29, p. 382) ; du projet de loi de crédit applicable aux dépenses relatives à la détermination de la parallaxe du soleil (A., t. 30, p. 468). — Parle dans la discussion des propositions concernant l'organisation municipale (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 256 à 260, 271). — Est entendu, en qualité de rapporteur, dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1875 (Instruction publique : *Nomination d'un Inspecteur général pour la Médecine*, A., t. 33, p. 285. *Inspecteurs généraux des langues vivantes*, p. 285. *Traitements des commis d'Académie*, p. 285. *Enseignement de la Faculté de médecine de Montpellier*, p. 289. *Enseignement de l'École supérieure de pharmacie de Nancy*, p. 289. *Cours complémentaires au Collège de France*, p. 290. *Translation de la Chaire d'arménien au Collège de France*, p. 291. *Création d'un Observatoire d'astronomie physique près Paris*, p. 292. *Service de l'instruction primaire*, p. 395. Marine : *Musée de marine et d'ethnographie au Louvre*, p. 381. Beaux-Arts : *Musée du Louvre*, p. 400. Cultes : *Retards dans le paiement des traitements du clergé inférieur*, t. 34, p. 142. *Personnel des Chanoines du second ordre du Chapitre de Saint-Denis*, p. 142. *Secours aux Pasteurs protestants*, p. 142. Instruction publique : *Incident relatif à la proposition de M. Maurice en faveur des instituteurs primaires*, p. 148. Dispositions générales : *Faculté de faire usage des bourses scolaires dans un établissement libre*, p. 283) ; du projet de loi de crédit applicable aux frais des examens du Baccalauréat ès-lettres scindé (A., t. 34, p. 258).— Prend part à la discussion de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Première délibération*, A., t. 35, p. 50, 61 à 63. *Demande d'ajournement de la deuxième délibération*, p. 221. *Deuxième délibération*, p. 323, 324). — Parle, en qualité de rapporteur, dans la discussion : de la proposition de MM. de Pressensé et autres, relative à la liberté des réunions pour la célébration d'un culte religieux (*Première délibération*, A., t. 35, p. 173, 174) ; du projet de loi de crédit applicable à la conservation des Monuments historiques (A., t. 35, p. 444).—Est entendu dans la discussion du projet de loi et des propositions concernant la création et les attributions d'un Sénat (*Première délibération*, A., t. 36, p. 268. *Deuxième délibération*, p. 488, 493).=Est nommé *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice* [Décret du 15 mars 1875] (B. des L., n° 3985 ; J. O., p. 1993). — Est entendu, en cette qualité, dans la discussion : de la proposition de M. Princeteau tendant à la revision du tarif de 1807 sur la taxe des Greffiers de justices de paix (*Demande d'ajournement de la deuxième délibération*, A., t. 38, p. 256. *Deuxième délibération*, t. 39, p. 97) ; du projet de loi de la Commission des Établissements pénitentiaires, relatif au régime des prisons départementales (*Troisième délibération*, A., t. 38, p. 351) ; du projet de loi relatif à la reconstitution des actes de l'état civil de Paris (*Troisième délibération*, A., t. 38, p. 384) ; du Budget de l'Exercice 1876 (Justice : *Création au Ministère d'un casier judiciaire central*, A., t. 40, p. 176). — Demande, en la même qualité : la mise à l'ordre du jour du projet de loi tendant à établir à titre définitif la Chambre temporaire de la Cour de Nancy, et à augmenter le personnel des Tribunaux de 1re instance de la Seine et de Lille (A., t. 40, p. 216) ; l'inscription au Budget de l'Exercice 1876

des crédits nécessités par l'adoption de ce projet de loi (A., t. 41, p. 3). = Donne lecture, comme Député, tant en son nom qu'au nom d'un grand nombre de ses collègues, d'une proposition relative à l'ordre des derniers travaux de l'Assemblée nationale et à sa dissolution, et en demande l'urgence (A., t. 42, p. 404, 405). — Reprend cette demande d'urgence, étendue à la proposition identique de M. de Clercq (A., t. 42, p. 465).

BARNI (M. JULES), *Député élu par le département de la Somme.*

Son élection est validée (A., t. 12, p. 488). = Membre de Commissions (F., nos 762, 796 ; J. O. de 1875, p. 2037, 4340). = Sa proposition ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département de la Somme (I., n° 2400 ; A., t. 31, an., p. 445 ; J. O. de 1874, p. 3890).

BARODET (M.), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 18, p. 82). = Membre de Commissions (F., nos 509, 824 ; J. O. de 1873, p. 4945 ; J. O. de 1875, p. 5510). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à demander que l'Assemblée nationale se prononce dans un délai de quinze jours sur l'époque de sa dissolution (I., n° 1780 ; A., t. 18, p. 3, an., p. 8 ; J. O. de 1873, p. 3393). = Est entendu dans la discussion sur les élections de MM. Guyot et Ranc par le département du Rhône (A., t. 18, p. 349, 351). — Son rapport sur l'élection de M. le général Letellier-Valazé par le département de la Seine-Inférieure (A., t. 28, p. 84). — Obtient un congé (A., t. 28, p. 323). — Parle dans la discussion : du projet de loi relatif à l'électorat municipal (*Première délibération*, A., t. 31, p. 243. *Troisième délibération*, t. 32, p. 610) ; du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 52).

BARRAL DE MONTAUD (M.), *Ex-Colonel de la 2e Légion Alsace-Lorraine.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 Mars (A., t. 9, an., p. 584).

BARRÉ (M.), *Ex-Chef du 1er bataillon de la Garde nationale de Paris.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 Mars (A., t. 9, p. 123 ; t. 10, p. 245 ; J. O. de 1872, p. 1907).

BARROT (M. ODILON), *ancien Président du Conseil des Ministres.*

L'un des candidats proposés pour les fonctions de Conseiller d'État (A., t. 13, p. 96, et an., p. 64). — Est élu par l'Assemblée *Conseiller d'État* (A., t. 13, p. 300). = Lettre de M. Depeyre, Garde des sceaux, demandant, par suite de son décès, la nomination d'une Commission chargée de proposer une liste de candidats pour le remplacer (A., t. 28, p. 77).

BARTHE (M. MARCEL), *Député élu par le département des Basses-Pyrénées.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 20). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 14, 30, 32, 37, 40, 181, 183, 226, 231, 241, 264, 463, 476, 478, 498, 524, 744, 762, 842, 857 ; M. B. de 1871, p. 58 ; J. O. de 1871, p. 344, 372, 471, 542, 5229, 5299 ; J. O. de 1873, p. 1223, 1398, 1649, 2757 ; J. O. de 1873, p. 3220, 3750, 3817, 4481, 6982 ; J. O. de 1875, p. 1275, 2037, 9073, 9767 ; de la Commission des Services administratifs (F., n° 78 ; J. O. de 1871, p. 1148) ; de la Commission des Trente chargée de présenter à l'Assemblée nationale un projet de loi pour régler les attributions des Pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (F., n° 371 ; J. O. de 1872, p. 7565) ; et de la Commission des Comptes de 1869 (F., n° 529 ; J. O. de 1873, p. 7211). = Ses propositions ayant pour objet : l'introduction dans le Règlement de plusieurs dispositions nouvelles (I., n° 1658 ; A., t. 13, an., p. 236 ; J. O. de 1872, p. 5568) ; la dissolution de l'Assemblée, et des élections pour une nouvelle Représentation na-

tionale, dans les deux mois qui suivront l'évacuation du territoire (I., n° 1765 ; A., t. 17, an., p. 169 ; J. O. de 1873, p. 2670) ; la réunion des services de l'assiette et du recouvrement des Contributions directes (I., n° 1850 ; A., t. 19, an., p. 10 ; J. O. de 1873, p. 4916, 5189) ; la remise en vigueur de l'article 92 de la loi électorale du 15 mars 1849, relatif aux vacances qui se produisent dans la Représentation nationale (I., n° 2001 ; A., t. 27, an., p. 22 ; J. O. de 1873, p. 6897). = Ses rapports : sur la proposition de MM. Paul Morin et autres, relative aux associations syndicales agricoles (I., n° 1046 ; A., t. 10, an., p. 13 ; J. O. de 1872, p. 2575) ; sur le projet de loi tendant à ériger en municipalité distincte le territoire du Vésinet, dépendant des communes de Chatou, Croissy et le Pecq, canton de Saint-Germain, arrondissement de Versailles, département de Seine-et-Oise (I., n° 3031 ; A., t. 38, an., p. 124 ; J. O. de 1875, p. 3951) ; sur le projet de loi portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1869 (I., n° 3513 ; A., t. 43, an., p. 277 à 306 ; J. O. de 1876, p. 550, 572). = Ses rapports sur les élections : du Morbihan (A., t. 1, p. 20) ; de la Nièvre (A., t. 1, p. 36). — Son rapport supplémentaire sur l'élection de M. Girerd par ce dernier département (A., t. 1, p. 171). — Parle dans la discussion : de cette élection (A., t. 1, p. 251) ; du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 613) ; des propositions de MM. Brunet, Giraud et autres, relatives à l'abrogation des lois d'exil (A., t. 3, p. 302, 303, 304) ; sur la prise en considération de la proposition de MM. Mortimer Ternaux et autres, relative à la modification des articles 832 et 1079 du Code civil (A., t. 3, p. 566, 570) ; des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 122. *Troisième délibération*, p. 447). — Son rapport sur l'élection de M. Faye par le département de Lot-et-Garonne (A., t. 4, p. 151). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à un impôt sur les matières premières (A., t. 7, p. 96) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Justice : *Réduction du personnel des Cours d'appel*, A., t. 14, p. 404). — Parle, en qualité de rapporteur, dans la discussion de la proposition de MM. Paul Morin et autres, relative aux associations syndicales agricoles (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 375 à 380). — Prend part à la discussion : des rapports de la Commission des Marchés sur les marchés passés à Lyon et sur les dépenses de l'armée des Vosges (A., t. 15, p. 496, 497) ; du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 332) ; du projet de loi tendant à supprimer un titre de Président de Chambre dans chacune des Cours d'appel, excepté celles de Paris et de Bastia (*Deuxième délibération*, A., t. 18, p. 575, 578) ; du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 138) ; du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Droits de mutation*, A., t. 30, p. 28 à 34) ; du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession définitive de plusieurs chemins de fer concédés à titre éventuel, et à l'adjudication de plusieurs chemins de fer classés et non concédés (A., t. 30, p. 558) ; du projet de loi tendant à l'admission, à titre définitif, dans l'armée et dans la marine, de deux membres de la famille d'Orléans pourvus d'un titre provisoire (A., t. 30, p. 722 à 728) ; du Budget de l'Exercice 1875 (Cultes : *Retards dans le paiement des traitements du clergé inférieur*, A., t. 34, p. 141) ; du projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 178) ; des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 356, 384 à 387).—Est entendu, en qualité de rapporteur, dans la discussion du projet de loi portant création d'une commune du Vésinet, dans le département de Seine-et-Oise (A., t. 38, p. 271, 272, 274). — Parle dans la discussion : de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Troisième délibération*, A., t. 39, p. 540) ; du Budget de l'Exercice 1876 (Frais de régie : *Question du rétablissement des Percepteurs de villes*, A., t. 41, p. 369 à 374) ; du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 446.

Troisième délibération, p. 286 à 291, 423. — Rectifie, à propos du dépôt de son rapport sur les Comptes du Budget de 1869, une erreur du *Compte-rendu* dans l'indication de la Commission chargée de leur examen (A., t. 43, p. 111).

BARTHÉLEMY SAINT-HILAIRE (M.), *Député élu par le département de Seine-et-Oise.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 34). = Président : du 9e Bureau (F., n° 4; M. B., p. 13); du 15e Bureau (F., n° 23; J. O. de 1871, p. 251); du 11e Bureau (F., n° 674; J. O. de 1874, p. 4933); du 14e Bureau (F., n° 769; J. O. de 1875, p. 3405). = Membre : de la Commission du Traité de paix (F., n° 8; M. B., p. 27 et 31); de la Commission des Quinze (F., n° 20; M. B., p. 201); et de diverses Commissions (F., nos 22, 776, 850; M. B., p. 231; J. O. de 1875, p. 3636, 9395). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : la nomination de M. Thiers, comme Chef du Pouvoir exécutif de la République française (I., n° 1; A., t. 1, p. 57, an., p. 3; J. O. de 1871, p. 251); la nomination de huit Commissions, de 45 membres chacune, chargées d'éclairer l'Assemblée sur l'état des forces et des ressources de la France (I., n° 8; A., t. 1, an., p. 6; J. O. de 1871, p. 271); l'abrogation de l'article 15 du décret du 23 prairial, an XII, relatif aux cimetières (I., n° 181; A., t. 2, p. 798; J. O. de 1871, p. 869); la levée de l'état de siège dans le département de Seine-et-Oise (I., n° 2382; A., t. 31, an., p. 59; J. O. de 1874, p. 3610). = Ses rapports sur les élections des départements : de Maine-et-Loire, de la Manche, de la Marne, de la Mayenne et de la Meurthe (A., t. 1, p. 17, 18, 19); de la Haute-Marne (A., t. 1, p. 41). — Donne lecture de sa proposition tendant à former huit Commissions chargées d'éclairer l'Assemblée sur l'état des forces et des ressources de la France, et en demande l'urgence (A., t. 1, p. 75). — Son rapport supplémentaire sur l'élection de M. du Breuil de Saint-Germain par le département de la Haute-Marne (A., t. 1, p. 75). — Donne lecture à l'Assemblée, au nom de M. Thiers, *Chef du pouvoir exécutif*, des préliminaires de paix (A., t. 1, p. 88 à 91). — Son rapport supplémentaire sur l'élection de M. Lenoël par le département de la Manche (A., t. 1, p. 180). — Parle dans la discussion sur cette élection (A., t. 1, p. 251). — Dépose une pétition de la Garde nationale mobilisée des Alpes-Maritimes contre son maintien en Algérie (A., t. 2, p. 418). — Est entendu sur la demande de M. Peltereau-Villeneuve tendant à la mise à l'ordre du jour de la vérification des pouvoirs de M. le duc d'Aumale et de M. le prince de Joinville (A., t. 3, p. 203).— Son rapport sur l'élection de M. le prince de Joinville par les départements de la Manche et de la Haute-Marne (A., t. 3, p. 286). — Parle sur un incident personnel, dans la discussion sur l'élection de M. Testelin par le département du Nord (A., t. 4, p. 93). — Élu par l'Assemblée *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 217).

BASSETIÈRE (M. DE LA), *Député élu par le département de la Vendée.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 24). = Secrétaire du 9e Bureau (F., n° 744; J. O. de 1875, p. 1275). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., nos 64, 170, 189, 215, 219, 241, 357, 484, 492, 717, 842; J. O. de 1871, p. 1013, 4892; J. O. de 1872, p. 113, 889, 1012, 1649, 7143; J. O. de 1873, p. 4039, 4286; J. O. de 1875, p. 160, 9073); de la Commission de décentralisation (F., n° 50; J. O. de 1871, p. 734); de la Commission d'Enquête sur les causes de l'insurrection de Paris (F., n° 95; J. O. de 1871, p. 1476); de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275; J. O. de 1872, p. 3082); de la Commission des Trente chargée de présenter à l'Assemblée nationale un projet de loi pour régler les attributions des pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (F., n° 371; J. O. de 1872, p. 7565).=Demande la publication au *Moniteur* du scrutin sur l'amendement relatif à la translation du siège de l'Assemblée nationale (A., t. 1, p. 297). — Est entendu dans la discussion : des pro-

positions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, sur l'organisation et les attributions des Conseils généraux (*Première délibération*, A., t. 3, p. 634); du projet de loi sur les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 688); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 285); du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 343, 348); du projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique la construction d'une église à Montmartre (A., t. 19, p. 324). — Déclare, par l'organe d'un de ses collègues, retirer sa candidature à la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 73). — Parle dans la discussion : des propositions concernant l'organisation municipale (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 312, 313); des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 343 à 346); du Budget de l'Exercice 1876 (Travaux publics : *Travaux de dessèchement des marais de la Gachère, dans la Vendée*, A., t. 41, p. 256).

BASTARD (M. le lieutenant-colonel comte OCTAVE DE), *Député élu par le département de Lot-et-Garonne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 17). = Secrétaire : du 7e Bureau (F., n° 167; J. O. de 1871, p. 4802); du 4e Bureau (F., n° 463; J. O. de 1873, p. 3220). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11; M. B., p. 209); de diverses Commissions (F., nos 15, 32, 41, 56, 84, 107, 219, 328, 562, 744; M. B. de 1871, p. 66; J. O. de 1871, p. 372, 561, 845, 1230, 1819; J. O. de 1872, p. 1012, 4725; J. O. de 1874, p. 351; J. O. de 1875, p. 1275); de la Commission des Marchés (F., n° 37; J. O., p. 471); de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73; J. O. de 1871, p. 1111); de la Commission des grâces (A., t. 3, p. 551, 552); et des Commissions des Budgets : de 1875 (F., n° 583; J. O. de 1874, p. 1075); et de 1876 (F., n° 776; J. O. de 1875, p. 3636). = Ses rapports : sur le projet de loi ayant pour objet la nomination d'une Commission chargée d'examiner tous les marchés passés par les Administrations publiques depuis le 18 juillet 1870 (I., n° 52; A., t. 1, an., p. 34; J. O. de 1871, p. 600); sur la proposition de M. le marquis de Mornay concernant le recrutement et la composition de l'armée française (I., n° 208; A., t. 2, p. 852; J. O. de 1871, p. 1027); sur le projet de loi relatif à l'avancement sur toute l'arme, dans les grades inférieurs, pour l'infanterie et la cavalerie (I., n° 760; A., t. 6, an., p. 280; J. O. de 1872, p. 302); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre d'un crédit de 900,000 fr. sur le chapitre VIII (Transports généraux) du Budget de 1873, et annulation d'une somme égale sur le chapitre V (Gendarmerie) du même Budget (I., n° 2562; A., t. 33, an., p. 15; J. O. de 1874, p. 5316); sur le Budget des dépenses de l'Exercice 1875 (Ministère de la Guerre) (I., n° 2563; A., t. 33, an., p. 52; J. O. de 1874, p. 5795); sur les dispositions additionnelles au projet de Budget des dépenses du Ministère de la Guerre pour l'Exercice 1875 (I., n° 2612; A., t. 33, an., p. 219; J. O. de 1874, p. 5715); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre d'un crédit de 1,020,000 fr. sur les chapitres VIII, X, XIII et XV du Budget de 1874, et annulation d'une somme égale sur le chapitre V du même Budget (I., n° 2764; A., t. 35, an., p. 294; J. O. de 1875, p. 59); sur le projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit de 516,549 fr. 72 c., applicable à l'entretien des bâtiments existants et aux constructions nouvelles nécessaires pour l'établissement des escadrons de spahis en Algérie (I., n° 2765; A., t. 35, an., p. 295; J. O. de 1874, p. 8622); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre d'un crédit de 1,049,697 fr. 41 c. pour le paiement des créances concernant les Exercices périmés (1864-1866-1870) (I., n° 2972; A., t. 37, p. 330, an., p. 191; J. O. de 1875, p. 2242); sur le projet de loi tendant à ratifier une Convention avec la ville de Dieppe, à l'effet d'aliéner une partie de l'enceinte basse du Château (I., n° 3078; A., t. 38, an., p. 228; J. O. de 1875, p. 4277); sur le Budget des dépenses de l'Exercice 1876 (Ministère de la Guerre) (I., n° 3123; A., t. 39, an., p. 100 à 112; J. O. de 1875, p. 5747); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre

d'un crédit de 1,941,710 fr. 73 c. pour le paiement des créances concernant les Exercices périmés (1867-1869-1870) (I., n° 3439; A., t. 42, an., p. 250 à 263; J. O. de 1875, p. 10279); sur le projet de loi tendant à modifier l'art. 79 de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée (I., n° 3440; A., t. 42, an., p. 264; J. O. de 1875, p. 9796); sur le projet de loi relatif à la cession par l'État de l'arsenal d'artillerie de Lille à la ville de Lille (Nord) (I., n° 3669; A., t. 44, an., p. 103; J. O. de 1876, p. 60). = Son rapport sur les élections de Seine-et-Oise (A., t. 1, p. 34). — Son rapport supplémentaire sur les élections de M. Jules Favre et de M. Gambetta par ce département (A., t. 1, p. 149). — Obtient des congés (A., t. 2, p. 816; t. 15, p. 1; t. 28, p. 323; t. 29, p. 663; t. 39, p. 399). — Est entendu dans la discussion de la proposition de M. Calemard de Lafayette tendant à obtenir la création d'une Commission de trente membres, dite de la réorganisation de l'armée (A., t. 3, p. 50). — Demande le renvoi de la proposition de M. le marquis de Mornay sur la réorganisation de l'armée, à la Commission spéciale (A., t. 3, p. 52). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de MM. Vandier et autres, relative à la dissolution des Gardes nationales (A., t. 5, p. 135); de la proposition de MM. Destremx et autres, relative au contingent de la classe de 1870 (A., t. 5, p. 360, 374, 378, 379); du projet de loi relatif à la composition des Conseils de guerre (A., t. 11, p. 396, 397, 402); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 83, 86, 87, 129, 136, 259, 276, 308, 318, 375, 399, 436, 460, 477, 479, 484, 485); du projet de loi relatif à la nomination du Conseil général d'Alger et à la composition des Conseils généraux de l'Algérie (A., t. 14, p. 183). — S'excuse de son absence (A., t. 14, p. 728). — Prend part à la discussion : des propositions de MM. Destremx et autres et de M. Huon de Penanster, relatives à l'abrogation du décret du 28 octobre 1870 sur la Légion d'Honneur et à la modification des récompenses nationales (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 60); du projet de loi relatif à l'organisation générale de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 175, 199, 238, 239, 240, 247, 250, 253, 256); du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 172); de la proposition de MM. Delacour et autres, sur les haras et remontes (A., t. 31, p. 169, 174); de la proposition de M. le général Chareton relative aux améliorations à apporter à la position des sous-officiers (A., t. 33, p. 41). — Est entendu, en qualité de rapporteur, dans la discussion du Budget de l'Exercice 1875 (Guerre : *Réunion en* 1875 *des hommes de la disponibilité et de la réserve de l'armée active*, A., t. 34, p. 16, 136. *Personnel enseignant du Prytanée militaire*, p. 22. *Subvention à la Réunion des officiers*, p. 133. *Amélioration de la solde et des retraites de la gendarmerie*, p. 133, 134. *Suppression des congés de semestre dans l'armée*, p. 140). — Prend part à la discussion du projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 99, 139, 142, 152. *Troisième délibération*, t. 37, p. 107, 139, 166, 192, 201, 229, 231). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits au Ministre de la Guerre pour paiement de dépenses sur les Exercices périmés (1864, 1866 et 1870) (A., t. 37, p. 330). — Adresse une question au Ministre des Travaux publics sur les mesures prises pour prévenir le retour des inondations dans le bassin de la Garonne (A., t. 42, p. 223, 224). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession de diverses lignes de chemins de fer à la Compagnie du Midi (*Deuxième délibération*, A., t. 43, p. 92). — Parle, en qualité de rapporteur, dans la discussion du projet de loi tendant à modifier l'art. 79 de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée (A., t. 43, p. 182, 188). — Demande, en la même qualité, l'inscription à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la cession par l'État à la ville de Lille de l'arsenal d'artillerie de Lille (A., t. 44, p. 286).

BASTID (M. Raymond), *Député élu par le département du Cantal.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 12). = Membre : de diverses Commissions (F.,

nos 8, 41, 49, 51, 94, 99, 101, 123, 146, 173, 181, 215, 226, 241, 284, 309, 367, 379, 387, 403, 454, 475, 484, 517, 529, 562, 588, 590, 601, 611, 650, 658, 717, 800, 834, 842; M. B. de 1871, p. 27; J. O. de 1871, p. 561, 712, 750, 1439, 1545, 1623, 2248, 2985, 4986, 5229; J. O. de 1872, p. 889, 1223, 1649, 3360, 4118, 7446, 7817, 7957; J. O. de 1873, p. 580. 2231, 3722, 4039, 6751, 7211; J. O. de 1874, p. 351, 1226, 1699, 2005, 4089, 4360; J. O. de 1875, p. 160, 4464, 6070, 9073); de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11; M. B., p. 209); et de la Commission des Marchés (F., n° 37; J. O. de 1871, p. 471). = Sa proposition sur des modifications à introduire dans les art. 46 et 81 de la loi du 10 août 1871 relative aux attributions des Conseils généraux (I., n° 2535; A., t. 33, an., p. 17; J. O. de 1874, p. 5063). = Son rapport sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (I., n° 57; A., t. 1, an., p. 45; J. O. de 1871, p. 1198). — Ses rapports sommaires : sur la proposition de M. Rouveure ayant pour objet de modifier le projet de loi d'impôt sur les textiles et les matières premières (I., n° 408; A., t. 4, an., p. 85; J. O. de 1871, p. 2611); sur la proposition de MM. Christophle et autres, concernant les fouilles et extractions de matériaux et l'occupation temporaire en matière de travaux publics (I., n° 511; A., t. 4, an., p. 301; J. O. de 1871, p. 3410); sur la proposition de M. Parent tendant à modifier les dispositions de l'art. 65 du Code de commerce et à simplifier la procédure de séparation des biens en matière de faillite, dans l'intérêt de la femme du failli et de la masse des créanciers (I., n° 874; A., t. 7, an., p. 146; J. O. de 1872, p. 1327); sur la proposition de MM. de Janzé et autres, relative à l'établissement à Paris d'une cinquième section du Conseil des Prud'hommes, ayant pour mission de statuer sur les différends qui pourront s'élever entre les ouvriers employés par les Compagnies des chemins de fer et les Comités de direction de ces Compagnies (I., n° 1004; A., t. 8, an., p. 181; J. O. de 1872, p. 2443); sur la proposition de M. Destremx tendant à établir une augmentation d'impôt pour faire face aux obligations résultant des charges et des dépenses de la guerre (I., n° 1031; A., t. 8, an., p. 259; J. O. de 1872, p. 2529); sur la proposition de MM. Bompard et autres, ayant pour objet de dispenser du droit de timbre proportionnel les obligations des emprunts contractés par les communes pour solder les dépenses de l'occupation Allemande (I., n° 1032; A., t. 8, an, p. 260; J. O. de 1872, p. 2563). — Ses rapports : sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de la commune de Nice (Alpes-Maritimes) (I., n° 1543; A., t. 15, an., p. 134; J. O. de 1873, p. 524); sur le projet de loi tendant à ériger en commune distincte la section de Saint-Clément, à distraire de la commune d'Ars (Charente-Inférieure) (I., n° 2246; A., t. 30, an., p. 25; J. O. de 1874, p. 2039); sur le projet de loi tendant à autoriser le département de la Mayenne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales (I., n° 2345; A., t. 30, an., p. 199; J. O. de 1874, p. 2966); sur la proposition de MM. Princeteau et autres, ayant pour objet la revision du tarif de 1807, qui régit la taxe des Greffiers de justices de paix (I., n° 2846; A., t. 36; J. O. de 1875, p. 1188, 1204, 1227); sur le projet de loi relatif à un échange de terrains boisés entre l'État et les Trappistes de la Grande-Trappe de Soligny, près Mortagne (Orne) (I., n° 2848; A., t. 36, an., p. 71; J. O. de 1875, p. 810); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de la commune de Landéda (Finistère) (I., n° 2850; A., t. 36, an., p. 73; J. O. de 1875, p. 971). — Son rapport supplémentaire sur la proposition de MM. Princeteau et autres, ayant pour objet la revision du tarif de 1807, qui régit la taxe des Greffiers de justices de paix (I., n° 3064; A., t. 38, an., p. 176; J. O. de 1875, p. 4226, 4257). — Ses rapports : sur la proposition de MM. Feray et autres, relative à la revision des évaluations cadastrales (I., n° 3366; A., t. 41, an., p. 207; J. O. de 1875, p. 7156); sur le projet de loi tendant à autoriser la ville d'Orléans (Loiret) à emprunter une somme de 200,000 francs pour compléter le montant du subside qu'elle s'est engagée à verser à l'État pour l'extension du casernement (I., n° 3542; A., t. 43, an., p. 400; J. O. de 1875, p. 10920); sur le projet de loi tendant à ratifier une

convention passée entre l'État et le département du Morbihan pour le casernement de l'artillerie à Vannes (I., n° 3543; A., t. 43, an., p. 400; J. O. de 1876, p. 45); sur le projet de loi tendant : 1° à ratifier la convention passée entre l'État et la ville de Mende (Lozère), pour l'extension du casernement; 2° à autoriser cette ville à emprunter 372,000 francs (I., n° 3609; A., t. 44, an., p. 3; J. O., p. 250); sur le projet de loi tendant à autoriser le département de la Corrèze à contracter un emprunt pour l'achèvement de l'hôtel de la Préfecture (I., n° 3610; A., t. 44, an., p. 4; J. O., p. 234). = Son rapport sur les élections du département des Basses-Alpes (A., t. 1, p. 10). — Son rapport verbal sur la proposition de MM. Barthélemy Saint-Hilaire et autres, tendant à nommer huit Commissions, chacune de 45 membres, chargées d'éclairer l'Assemblée sur l'état des forces et des ressources de la France (A., t. 1, p. 81, 82). — Ses rapports supplémentaires sur les élections : de M. Chaix, par le département des Hautes-Alpes (A., t. 1, p. 156); de M. Marc-Dufraisse, par le département des Alpes-Maritimes (A., t. 1, p. 157). — Prend part à la discussion de cette dernière élection (A., t. 1, p. 237). — Son rapport sur l'élection de M. Magne, par le département de la Dordogne (A., t. 4, p. 109). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion sur la prise en considération de la proposition de M. Rouveure, ayant pour objet de modifier le projet de loi d'impôt sur les textiles et les matières premières (A., t. 4, p. 320). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 4, p. 343 à 347; t. 6, p. 49 à 52; t. 7, p. 499 à 501). — Parle, comme rapporteur, sur la prise en considération de la proposition de M. de Janzé, relative à la création d'une cinquième section du Conseil des Prud'hommes pour les Compagnies des chemins de fer (A., t. 11, p. 35). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Droits sur les sucres*, A., t. 30, p. 348, 349 à 352, 367; rectification, p. 377); du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession définitive de plusieurs chemins de fer antérieurement concédés à titre éventuel et à l'adjudication de plusieurs chemins de fer classés et non concédés (A., t. 30, p. 550).—Prend part, en qualité de rapporteur, à la première délibération sur la proposition de MM. Princeteau et autres, tendant à la revision du tarif de 1807, qui régit la taxe des greffiers de justice de paix (A., t. 36, p. 546). — Demande : le renvoi après les vacances de la deuxième délibération sur cette proposition (A., t. 37, p. 325); l'ajournement de cette délibération (A., t. 38, p. 276); son maintien à l'ordre du jour (A., t. 39, p. 53). — Parle dans la discussion y relative (A., t. 39, p. 91 à 94). — S'excuse de son absence (A., t. 38, p. 1). — Prend part à la discussion du Budget de l'Exercice 1876 (Impôts autorisés : *Réduction du timbre sur les avertissements donnés devant les Justices de paix*, A., t. 41, p. 384). — Ses observations dans la discussion du projet de loi portant déclaration d'utilité publique de divers chemins de fer (A., t. 44, p. 377, 382).

BATARDON (M.), *ancien Maire de Dreux.*

Son mémoire sur le Gouvernement de Tours et la ville de Dreux, communiqué à la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, an., p. 458 à 469).

BATAULT (M.), *Directeur de la Revue Bourguignonne, à Beaune.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, an., p. 238).

BATBIE (M.), *Député élu par le département du Gers.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 15). = Vice-Président du 8e Bureau (F., n° 146; J. O. de 1871, p. 2985). — Président : du 10e Bureau (F., n° 167; J. O. de 1871, p. 4802); du 13e Bureau (F., n° 264; J. O. de 1872, p. 275); du 2e Bureau (F., n° 317; J. O. de 1872, p. 4353); du 9e Bureau (F., n° 379; J. O. de 1872, p. 7817); du 8e Bureau (F., n° 393; J. O. de 1873, p. 280); du 2e Bu-

reau (F., n° 727 ; J. O. de 1874, p. 3307) ; et du 9e Bureau (F., n° 824; J. O. de 1875, p. 5510). = Membre : de la Commission du Traité de paix (F., n° 8; M. B., p. 27 et 31) ; de diverses Commissions (F., nos 23, 58, 74, 76, 81, 84, 89, 142, 161, 301, 339, 357, 438, 448, 541, 544, 824, 828, 851; J. O. de 1871, p. 251, 867, 1116, 1128, 1188, 1230, 1335, 2865, 3435; J. O. de 1872, p. 3872, 5057, 7143; J. O. de 1873, p. 1710, 2032, 7729, 7732; J. O. de 1875, p. 5510, 5746, 9463) ; de la Commission des Grâces (A., t. 3, p. 551, 552); de la Commission de permanence de 1871 (A., t. 5, p. 661); de la Commission des Trente, sur les attributions des Pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (F., n° 371 ; J. O. de 1872, p. 7565); de la 1re Commission des Lois constitutionnelles (F., n° 537 ; A., t. 28, p. 72 ; J. O. de 1873, p. 7479) ; et de la Commission du Budget de 1876 (F., n° 776 ; J. O. de 1875, p. 3636). = Sa proposition relative aux élections des Conseils municipaux et des Conseils généraux (I., n° 16; A., t. 1, p. 136, an., p. 16; J. O. de 1871, p. 287). = Ses rapports : sur les propositions de MM. Bérenger et de Foucaud, relatives à l'envoi à Paris d'une délégation de l'Assemblée nationale (I., n° 78; A., t. 2, p. 78, 88; J. O. de 1871, p. 385); sur le projet de loi relatif aux élections municipales en France (I., n° 99 ; A., t. 2, p. 188, 200 ; J. O. de 1871, p. 523, 562, 580 et 617); sur : 1° la proposition de M. Brunet, concernant l'abrogation des lois, décrets et arrêtés de proscription; 2° la proposition de M. Giraud et autres, portant abrogation des lois des 10 avril 1832 et 26 mai 1848, concernant les princes de la maison de Bourbon (I., n° 311; A., t. 3, p. 284; J. O. de 1871, p. 1586); sur le projet de loi concernant l'exercice du droit de grâce (I., n° 318; A., t. 3, p. 395; J. O. de 1871, p. 1600); sur le projet de loi relatif à l'élection des Juges des Tribunaux de commerce (I., n° 482; A., t. 4, an., p. 249; J. O. de 1871, p. 2986); sur le projet de loi, ayant pour objet d'autoriser la ville de Paris à contracter un emprunt de 350 millions de francs (I., n° 595; A., t. 5, an., p. 177; J. O. de 1871, p. 3620); sur le projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'Etat (I., n° 863; A., t. 7, an., p. 124; J. O. de 1872, p. 1195, 1224); sur l'amendement à ce projet de loi, présenté par MM. Target, Amédée Lefèvre-Pontalis et autres (I., n° 1079; A., t. 11, an., p. 8; J. O. de 1872, p. 2829). — Son rapport supplémentaire sur le même projet de loi (I., n° 1171 ; A., t. 11, an., p. 210; J. O. de 1872, p. 3584, 3604). — Ses rapports : sur la proposition de M. Audren de Kerdrel, relative à la nomination d'une Commission chargée de présenter un projet de réponse au Message du Président de la République (I., n° 1448 ; A., t. 14, p. 254, an., p. 63; J. O. de 1872, p. 7464); au nom de la 1re Commission des Lois constitutionnelles, sur le projet de loi électorale (I., n° 2320 ; A., t. 30, an., p. 202; J. O. de 1874, p. 2483, 2501). — Annexes à ce dernier rapport (I., n° 2320 : 1re annexe (*Tableau des circonscriptions*) A., t. 30, an., p. 217; J. O. de 1874, p. 3274; 2e Annexe (*Rectifications du tableau*) A., t. 30, an., p. 354; J. O. de 1874, p. 4187). — Son rapport supplémentaire sur le projet de loi électorale (I., n° 2591 ; A., t. 33, an., p. 174; J. O. de 1874, p. 5833). — Ses rapports : sur le Budget du Ministère de la Justice pour l'Exercice 1876 (I., n° 3162; A., t. 39, an., p. 245, 248, 252; J. O. de 1875, p. 5843); sur le projet de loi ayant pour objet d'établir, à titre définitif, la Chambre temporaire de la Cour de Nancy et d'augmenter le personnel des Tribunaux de première instance de la Seine et de Lille (I., n° 3184; A., t. 40, an., p. 491 ; J. O. de 1875, p. 6663); sur la proposition de M. Tallon, concernant la vérification des pouvoirs des membres des Conseils généraux (I., n° 3330; A., t. 41, an., p. 167; J. O. de 1875, p. 7094); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Justice, sur l'Exercice 1875, d'un crédit supplémentaire de 28,376 fr., applicable au personnel des deux nouvelles Chambres créées par la loi du 21 juillet 1875, l'une au Tribunal de première instance de la Seine, et l'autre à celui de Lille (I., n° 3417; A., t. 42, an., p. 61 ; J. O. de 1875, p. 9519); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Justice, sur l'Exercice 1876, d'un crédit supplémentaire de 572,600 fr., applicable à l'augmentation du traitement des Greffiers de Justice de Paix (I., n° 3586; A., t. 43, an., p. 547; J. O. de 1875, p. 10729); sur le projet de loi ayant pour objet de faciliter l'admission à la retraite des magistrats français qui seraient

nommés membres des nouvelles juridictions en Egypte (I., n° 3655 ; A., t. 44, an., p. 85; J. O. de 1876, p. 546). = Son rapport sur les élections des Deux-Sèvres (A., t. 1, p. 23). — Demande la nomination d'une Commission pour étudier la question de la validation des pouvoirs des anciens Préfets élus Députés (A., t. 1, p. 53, 83). — Donne lecture de sa proposition relative aux élections des Conseils municipaux et des Conseils généraux (A., t. 1, p. 136). — Son rapport supplémentaire sur l'élection de M. Ricard par le département des Deux-Sèvres (A., t. 1, p. 172). — Donne lecture de son rapport sur les propositions de MM. Bérenger et de Foucaud, relatives à l'envoi à Paris d'une délégation de l'Assemblée nationale (A., t. 2, p. 78). — Parle, comme rapporteur, dans la discussion de ces propositions (A., t. 2, p. 91). — Ses observations dans la discussion de la proposition de M. Gaslonde, relative aux Conseils généraux (A., t. 2, p. 175). — Donne lecture des conclusions de son rapport sur le projet de loi relatif aux élections municipales (A., t. 2, p. 188). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 2, p. 247, 252, 262, 263, 264, 266, 269, 271, 272, 280, 281, 282, 285, 296, 297, 298, 316, 317). — Donne lecture de son rapport sur les propositions de M. Brunet et de M. Giraud et autres, relatives à l'abrogation des lois d'exil (A., t. 3, p. 284). — Parle, comme rapporteur, dans la discussion : de ces propositions (A., t. 3, p. 291, 302) ; du projet de loi, sur l'exercice du droit de grâce (A., t. 3, p. 482, 484, 485). — Ses observations au sujet de la nomination de la Commission des grâces (A., t. 3, p. 509, 510).—Prend part à la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 46, 48, 49, 70, 133, 146. *Troisième délibération*, A., t. 4, p. 357, 513); du projet de loi relatif aux augmentations d'impôts et aux impôts nouveaux, concernant l'enregistrement et le timbre (A., t. 4, p. 630). — Parle, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif à l'emprunt de 350 millions par la ville de Paris (A., t. 5, p. 401, 403, 404). — Ses observations sur la question de renvoi du rapport de la Commission de Comptabilité, relatif à une demande de crédit de 123,365 fr. destiné au chauffage du Palais de Versailles, à la Commission chargée d'étudier les questions relatives à l'installation des Ministères à Versailles (A., t. 5, p. 613). — Est entendu dans la discussion des interpellations de M. Jean Brunet sur la non-présence à l'Assemblée des princes d'Orléans, dont l'élection a été validée (A., t. 6, p. 158). — Prend part, comme rapporteur, à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des Juges des Tribunaux de commerce (A., t. 5, p. 179, 183 ; t. 6, p. 212, 216, 221, 222). — Propose un ordre du jour tendant à refuser la démission du Président de la République donnée par M. Thiers, après le vote sur l'impôt des matières premières (A., t. 7, p. 115, 116, 120). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'Etat (*Première délibération*, A., t. 7, p. 652. *Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 104, 127, 130, 132, 134, 159 à 162, 173, 174, 176, 179, 180, 182, 186, 201, 202, 203, 204, 206, 208. *Troisième délibération*, A., t. 11, p. 501, 510, 522). — Ses observations, en la même qualité, à l'occasion de la nomination des Conseillers d'Etat, sur la question de la majorité nécessaire pour le scrutin de ballottage (A., t. 13, p. 340). — Donne lecture de son rapport sur la proposition de M. Audren de Kerdrel, tendant à la nomination d'une Commission chargée de préparer une réponse au Message du Président de la République (A., t. 14, p. 254, 258). — Est entendu, en qualité de rapporteur : sur la fixation du jour de la discussion de cette proposition (A., t. 14, p. 258, 288, 289, 290); sur un incident soulevé par le vote de Députés absents, dans le scrutin sur l'amendement de M. Dufaure à cette proposition (A., t. 14, p. 317, 318). — Parle, dans la discussion : de la proposition de M. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Troisième délibération*, A., t. 16, p. 526); du projet de loi ayant pour objet de régler la condition des déportés à la Nouvelle-Calédonie (A., t. 16, p. 581, 583, 584; A., t. 17, p. 81, 83). — Est nommé ***Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts*** [Décret du 25 mai 1873] (B. des L.,

n° 1994; J. O., p. 3388). — Prend part, en cette qualité, à la discussion du projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique la construction d'une église à Montmartre (A., t. 19, p. 332 à 336). — Est entendu, en qualité de Président de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles, sur un incident relatif à la situation faite à la Commission des lois électorales, par la nomination de la Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 155). — Demande, au nom de cette Commission, la mise à l'ordre du jour du projet de loi électorale préparé par elle (A., t. 31, p. 20). — Parle : en qualité de Président de la Commission des Lois constitutionnelles, sur la motion de M. Raudot, tendant à la mise à l'ordre du jour du projet de loi concernant l'électorat municipal (A., t. 31, p. 215, 217); en qualité de rapporteur : au sujet de la question préalable demandée sur le projet de loi électorale (A., t. 31, p. 245); dans la discussion de ce projet de loi (*Première délibération*, A., t. 31, p. 284, 297 à 301, 302); en qualité de Président, sur l'incident relatif à la question du remplacement de trois membres de cette Commission, démissionnaires par suite de leur entrée au Ministère (A., t. 31, p. 261); sur la motion de M. Casimir-Périer, tendant à inviter la Commission à présenter le rapport sur sa proposition relative à l'organisation des Pouvoirs publics (A., t. 33, p. 25). — Est entendu dans la discussion du Budget de l'Exercice 1875 (Dette publique : *Pensions civiles*, A., t. 33, p. 254, 255, 258). — Sa motion, au nom de la Commission des Lois Constitutionnelles, tendant à la mise à l'ordre du jour des projets de lois sur l'organisation des Pouvoirs publics et sur le Sénat, avec priorité en faveur de la loi sur le Sénat (A., t. 35, p. 429). — Parle : sur la question du maintien à l'ordre du jour de la première délibération sur le projet de loi et les propositions concernant le Sénat (A., t. 36, p. 263); dans la discussion de ce projet de loi et de ces propositions (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 480). — Obtient un congé (A., t. 37, p. 183). — Annonce la démission collective de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 38, p. 102). — Remet, sur le Bureau, les démissions signées de vingt et un des membres de cette Commission (A., t. 38, p. 117). — Est entendu dans la discussion de la proposition de M. le comte Jaubert, relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 477, 478). — Prend part, en qualité de rapporteur du Budget de la Justice, à la discussion du Budget de l'Exercice 1876 (Justice : *Augmentation du personnel des Tribunaux de première instance de la Seine et de Lille*, A., t. 40, p. 177; A., t. 44, p. 3. Beaux-Arts : *Loyer de l'Ecole de dessin pour les jeunes filles*, p. 258). — Est entendu, en qualité de rapporteur, dans la discussion de la proposition de M. Tallon, ayant pour objet de retirer aux Conseils généraux la vérification des pouvoirs de leurs membres (A., t. 41, p. 287, 296, 298, 299).

BAUCARNE-LEROUX (M.), *Député élu par le département du Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 38). = Membre : de la Commission, ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du commerce et de l'agriculture en France (F., n° 209; M. B., p. 11); et de diverses Commissions (F., nos 21, 40, 49, 68, 99, 181, 203, 454, 476, 575, 611; M. B., de 1871, p. 224; J. O. de 1871, p. 542, 712, 1013, 1545, 5229; J. O. de 1872, p. 520, 2231, 3750; J. O. de 1874, p. 809, 2005). = Ses propositions présentées de concert avec d'autres Députés, tendant : à rendre à leurs propriétaires les chevaux, voitures et harnais mis en réquisition pour le service de la guerre (I., n° 22; A., t. 1, p. 136, an., p. 17; J. O. de 1871, p. 337); à concéder aux habitants de l'Alsace et de la Lorraine des terrains en Algérie (I., n° 25; A., t. 1, p. 155, an., p. 18; J. O. de 1871, p. 345). — Ses propositions relatives : à l'établissement d'un droit à l'exportation des tourteaux (I., n° 315; A., t. 3, p. 373; J. O. de 1871, p. 1598); à la composition du jury d'expropriation (I., n° 1728; A., t. 17, an., p. 92; J. O. de 1873, p. 2885). = Adresse une question au Ministre de l'Intérieur au sujet des travaux des chemins vicinaux (A., t. 2, p. 482). — Obtient des congés (A., t. 4, p. 341; t. 5, p. 58; t. 15, p. 437; t. 31, p. 157; t. 39, p. 602). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur la marine marchande (A., t. 7,

p. 239). — Adresse une question au Ministre de l'Agriculture et du Commerce sur le paiement des indemnités dues aux propriétaires d'animaux abattus comme atteints du typhus contagieux (A., t. 11, p. 141). — Prend part à la discussion : du projet de loi, portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 290, 291); du projet de loi tendant à proroger jusqu'au 1er janvier 1883 le monopole des tabacs attribué à l'État (A., t. 14, p. 734, 740, 741); du Budget de l'exercice 1873 (Agriculture et Commerce : *Station agronomique de Lille*, A., t. 14, p. 373. *Voies et moyens : application de la taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion*, A., t. 14, p. 660); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôts sur les sucres, sur les huiles et sur le gaz*, A., t. 28, p. 654 à 658).

BAUDOUIN DE MORTEMART (M.), *Lieutenant-Colonel d'état-major de la Garde nationale de Paris.*

Ses dépositions devant les Commissions d'Enquête : sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, an., p. 750); sur les actes du Gouvernement de la défense nationale (A., t. 23, p. 900 à 909).

BAZAINE (M. LE MARÉCHAL), *ancien Commandant en chef de l'armée du Rhin.*

Pétition de M. le colonel de Villenoisy demandant une enquête sur les causes de la capitulation de son armée, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. PÉTITIONS, § II, n° 8. — Questions de M. Journault et de M. Pascal Duprat sur le même objet, voy. *ibid.*; art. QUESTIONS, nos 48 et 51. — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, an., p. 861 à 918).

BAZE (M.), *Député élu par le département de Lot-et-Garonne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 17). = Président : du 8e Bureau (F., n° 4; M. B., p. 13); du 6e Bureau (F., n° 23; J. O. de 1871, p. 251); du 13e Bureau (F., n° 51; J. O. de 1871, p. 750); du 8e Bureau (F., n° 74; J. O. de 1871, p. 1116). — Vice-Président du 1er Bureau (F., n° 99; J. O. de 1871, p. 1545). — Président : du 11e Bureau (F., n° 167; J. O. de 1871, p. 4802); du 6e Bureau (F., n° 215; J. O. de 1872, p. 889); du 9e Bureau (F., n° 241; J. O. de 1872, p. 1649); du 14e Bureau (F., n° 353; J. O. de 1872, p. 7007); du 1er Bureau (F., n° 393; J. O. de 1873, p. 280); du 6e Bureau (F., n° 486; J. O. de 1873, p. 4107); du 9e Bureau (F., n° 509; J. O. de 1873, p. 4945); du 12e Bureau (F., n° 517; J. O. de 1873, p. 6751); du 3e Bureau (F., n° 541; J. O. de 1873, p. 7729); du 9e Bureau (F., n° 588; J. O. de 1874, p. 1226); du 6e Bureau (F., n° 607; J. O. de 1874, p. 1881); du 12e Bureau (F., n° 627; J. O. de 1874, p. 3307); du 8e Bureau (F., n° 674; J. O. de 1874, p. 4933); du 11e Bureau (F., n° 717; J. O. de 1875, p. 160); du 5e Bureau (F., n° 756; J. O. de 1875, p. 1817); du 15e Bureau (F., n° 796; J. O. de 1875, p. 4340). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 8, 14, 21, 22, 32, 58, 76, 89, 129, 136, 141, 155, 178, 269, 301, 353, 480, 492, 544, 601, 633, 762, 769, 824; M. B., p. 27, 58, 224, 231; J. O. de 1871, p. 372, 867, 1128, 1335, 2443, 2641, 2819, 3250, 5137; J. O. de 1872, p. 2909, 3872, 7007; J. O. de 1873, p. 3899, 4286, 7752; J. O. de 1874, p. 1699, 3504; J. O. de 1875, p. 2037, 3405, 5510); de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 209; M. B., p. 11); de la Commission des Trente, chargée de présenter à l'Assemblée nationale un projet de loi pour régler les attributions des Pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (F., n° 371; J. O. de 1872, p. 7665); et de la 2e Commission des Lois Constitutionnelles (F., n° 779; J. O. de 1875, p. 3734). = Sa proposition ayant pour objet de décréter que l'Assemblée nationale ne se dissoudra pas avant d'avoir voté les lois d'organisation qui y sont énoncées, et qui fixent dans tous les cas la durée de son mandat à deux années, à partir de la promulgation du décret (I., n° 321; A., t. 3, p. 422, 438; J. O. de 1871, p. 1623). = Son rapport sur les élections du Lot (A., t. 1, p. 17). — Est élu *Questeur de l'Assemblée nationale* (A., t. 1, p. 57). — Dépose une pétition des magistrats de la Cour d'Agen contre le

décret du 28 janvier 1871 (A., t. 1, p. 65). — Parle contre le renvoi d'une pétition émanant du Club positiviste de Paris, à la Commission des pétitions (A., t. 1, p. 152, 154). — Demande le renvoi de la proposition sur les élections municipales de Paris, à la Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux élections municipales de France (A., t. 2, p. 54). — Parle sur les mesures prises par lui, en sa qualité de *Questeur* de l'Assemblée nationale, pour mettre une tribune à la disposition des maires de Paris (A., t. 2, p. 75). — Est entendu sur une pétition du vice-président et du secrétaire de la Ligue internationale de la paix, à Genève, concernant les mesures à prendre au sujet de Paris (A., t. 2, p. 209, 210). — Ses observations au sujet du projet de Résolution présenté par M. le duc d'Audiffret-Pasquier, sur les obsèques des généraux Besson et Péchot (A., t. 2, p. 364, 365). — Est entendu sur la mise à l'ordre du jour des interpellations de M. Jean Brunet, relatives aux intentions du Gouvernement au sujet de Paris (A., t. 2, p. 454, 455).— Dépose une adresse de la Commission municipale du Désert (Calvados), à l'Assemblée nationale (A., t. 2, p. 481). — Parle sur le renvoi de la proposition de MM. Bethmont et Magnin, sur les Conseils généraux, à la Commission de Décentralisation (A., t. 2, p. 513). — Sa question au Ministre de l'Intérieur, au sujet du Congrès des Délégués des Conseils municipaux à Bordeaux (A., t. 2, p. 854 à 859). — Ses observations au sujet de la question préalable demandée sur des pétitions émanant de Conseils municipaux (A., t. 3, p. 16). — Parle sur l'incident soulevé par M. le général Trochu, au sujet des actes du Gouvernement de la Défense nationale, dans la première délibération de la proposition de MM. Amédée Lefèvre-Pontalis et autres, relative à la nomination d'une Commission chargée de reviser les Décrets de ce Gouvernement (A., t. 3, p. 227). — Dépose et lit une proposition relative à la fixation du terme des travaux de l'Assemblée (A., t. 3, p. 422, 423). — En demande la mise à l'ordre du jour (A., t. 4, p. 643). — Parle sur la prise en considération de cette proposition (A., t. 4, p. 654, 655). — Ses observations sur l'application de l'article 59 du Règlement (A., t. 3, p. 562). — Prend part à la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 52, 274. *Troisième délibération*, A., t. 4, p. 353, 408, 444). — Parle sur une proposition des Questeurs, tendant à ouvrir un crédit pour les dépenses des Commissions d'Enquête (A., t. 4, p. 479). — Demande la mise à l'ordre du jour des rapports de pétitions (A., t. 4, p. 230). — Est entendu à propos d'une pétition revêtue de fausses signatures (A., t. 4, p. 340, 344). — Prend part à la discussion : de la proposition de M. le baron Eschassériaux, relative au contingent de 1871 (*Première délibération*, A., t. 4, p. 585) ; du projet de loi relatif aux augmentations d'impôts et aux impôts nouveaux concernant l'enregistrement et le timbre (A., t. 4, p. 630). — Ses observations sur l'incident soulevé par M. Dahirel, à propos des termes de la lettre de démission de M. le général Faidherbe (A., t. 5, p. 186). — Est entendu : dans la discussion de la proposition de M. Target, sur la prorogation de l'Assemblée nationale en 1871 (A., t. 5, p. 596, 597, 598) ; sur le renvoi du rapport de la Commission de comptabilité, relatif à une demande de crédit de 123,365 francs destinée au chauffage du palais de Versailles, à la Commission chargée d'étudier les questions relatives à l'installation des Ministères à Versailles (A., t. 5, p. 613, 614). — Ses explications sur le fait prétendu de la disparition des Archives de l'Assemblée des procès-verbaux de la Commission chargée d'examiner l'élection des princes d'Orléans (A., t. 6, p. 274, 279 à 284). — Réélu *Questeur* (A., t. 7, p. 670). — Parle : sur la question de M. Tirard, au sujet de la vente au public, des volumes de l'Enquête relative au 18 Mars (A., t. 8, p. 162) ; sur la fixation du jour de la discussion des interpellations de M. Naquet, au sujet de la suspension générale des Cours de la Faculté de médecine de Paris (A., t. 8, p. 594, 595, 596, 597). — Présente, comme Président de la Commission chargée de proposer la liste des candidatures au Conseil d'Etat : la liste de candidats dressée par cette Commission (A., t. 13, p. 96); deux

listes complémentaires par suite du désistement de M. le baron de Bussierre et de M. de Parieu (A., t. 13, p. 171 et 185). — Est entendu dans la discussion de la proposition de MM. Destremx et autres, relative à la répartition des places réservées au public dans la salle des séances de l'Assemblée nationale (A., t. 15, p. 309, 310). — Réélu *Questeur* (A., t. 16, p. 159). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif à l'organisation du Jury dans les colonies (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 128) ; en qualité de Président de la Commission, dans la discussion du projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique la construction d'une Eglise à Montmartre (A., t. 19, p. 323, 342, 406, 408, 409, 410). — Réélu *Questeur* (A., t. 30, p. 2). — Adresse une question au Ministre de l'Intérieur, au sujet des faits survenus à Paris, à la gare Saint-Lazare, et ayant entraîné l'arrestation de plusieurs Représentants (A., t. 32, p. 127, 128). — Ses observations comme Président de la Commission de la presse, sur la demande de renvoi à cette Commission de la proposition de M. de Franclieu, relative à la répression des abus en cette matière (A., t. 33, p. 136). — Parle : sur la question de mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à l'organisation du Conseil d'Etat (A., t. 33, p. 179) ; dans la discussion du Budget de l'Assemblée nationale pour l'Exercice 1875 (A., t. 34, p. 208) ; en qualité de Président de la Commission de la presse, sur un incident relatif à la présentation prochaine par le Gouvernement d'un projet de loi sur le régime de la presse (A., t. 35, p. 188). — Réélu *Questeur* (A., t. 37, p. 3). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 237). — Est entendu sur la proposition de M. du Bodan, tendant à faire délivrer aux membres de l'Assemblée nommés dans les élections partielles, les volumes des *Annales de l'Assemblée* et des *Archives parlementaires* distribués avant leur élection (A., t. 44, p. 311).

BEAU (M. AMÉDÉE), *Député élu par le département de l'Orne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 87). = Secrétaire du 11e Bureau (F., n° 650 ; J. O. de 1874, p. 4089). — Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée Nationale sur l'état des finances (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 23, 41, 49, 95, 103, 112, 147, 158, 181, 229, 241, 264, 328, 419, 517, 541, 575, 601, 633, 769, 857 ; J. O. de 1871, p. 251, 561, 712, 1476, 1700, 2865, 3012, 3334, 5229 ; J. O. de 1872, p. 1295, 1649, 2757, 4725 ; J. O. de 1873, p. 1080, 6751, 7729 ; J. O. de 1874, p. 809, 1699, 3504 ; J. O. de 1875, p. 3405, 9767) ; de la Commission de permanence de 1873 (F., n° 511 ; J. O. de 1873, p. 5018) ; de la Commission des comptes de 1869 (F., n° 529 ; J. O. de 1873, p. 7211) ; et de la 2e Commission des Lois Constitutionnelles (F., n° 779 ; J. O. de 1875, p. 3734). = Son rapport sommaire, sur la proposition de M. Mazerat, tendant à modifier la rédaction des articles 331 et 335 du Code civil, sur la légitimation des enfants nés hors mariage (I., n° 1270 ; A., t. 12, an., p. 151 ; J. O. de 1872, p. 4984). = Prend part à la discussion du projet de loi tendant à accorder des pensions aux veuves des officiers généraux, victimes de l'insurrection (A., t. 8, p. 135). — Obtient un congé (A., t. 13, p. 200). — Parle : en qualité de rapporteur, dans la discussion, sur la prise en considération de la proposition de M. Mazerat, tendant à modifier les articles 331 et 335 du Code civil sur la légitimation des enfants nés hors mariage (A., t. 18, p. 155 ; t. 35, p. 198). — Son rapport sommaire verbal sur les trois propositions de MM. Pernolet, Grange et de Tillancourt, relatives aux nominations à faire par l'Assemblée, en séance publique (A., t. 30, p. 270).

BEAUFORT D'HAUTPOUL (M. le général DE).

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, an., p. 322 à 334).

BEAUSSIRE (M.), *Député élu par le département de la Vendée.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 97). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 144, 170, 172, 183, 269, 289, 353, 537, 611, 629,

658, 851, 861 ; J. O. de 1871, p. 2929, 4892, 1960, 5299 ; J. O. de 1872, p. 2909, 3519, 7007, 7479 ; J. O. de 1874, p. 2005, 3395, 4360 ; J. O. de 1875, p. 9463, 9961) ; et de la Commission de permanence de 1875 (A., t. 37, p. 328; F., n° 765 ; J. O. de 1875, p. 2121). = Sa proposition sur l'Instruction primaire (I., n° 850 ; A., t. 7, p. 214, an., p. 91 ; J. O. de 1872, p. 1078). — Ses propositions tendant : à modifier le chapitre VIII du Règlement sur la déclaration d'urgence (I., n° 908 ; A., t. 7, an., p. 192 ; J. O. de 1872, p. 1452) ; à assurer le libre exercice des cultes dans les devoirs rendus aux morts (I., n° 1832 ; A., t. 18, an., p. 218 ; J. O. de 1873, p. 4500). = Prend part à la discussion de la proposition de M. Princeteau, relative à l'interdiction de toutes fonctions publiques salariées aux membres de l'Assemblée nationale (*Première délibération*, A., t. 6, p. 68. *Deuxième délibération*, A., t. 6, p. 411. *Troisième délibération*, t. 11, p. 61). — Demande l'urgence de sa proposition relative à l'Instruction primaire (A., t. 7, p. 214). — Sa réclamation à la Commission d'Enquête sur l'Insurrection du 18 Mars (A., t. 10, an., p. 246). = Prend part à la discussion des propositions de M. Vilfeu et de M. Théophile Roussel, relatives à la répression de l'ivresse (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 33, 34). — Obtient des congés (A., t. 11, p. 293 ; t. 12, p. 494 ; t. 15, p. 261). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif au recrutement de l'armée *Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 305, 396 à 399). — S'excuse de son absence (A., t. 14, p. 58). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 79, 140, 182, 183, 225. *Troisième délibération*, A., t. 16, p. 525, 526, 556) ; de la demande de mise à l'ordre du jour du projet de loi et de sa proposition, sur l'Instruction primaire (A., t. 17, p. 156, 157); du projet de loi tendant à accorder à la Commission de permanence le droit d'autoriser la poursuite des délits d'offense commis contre l'Assemblée nationale, pendant sa prorogation (A., t. 19, p. 371) ; de la demande d'urgence de la proposition de M. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation pour dix ans des pouvoirs de M. le maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 11) ; de la proposition de M. de Corcelle et autres, relative aux Conseils académiques et départementaux (*Deuxième délibération*, A., t. 28, p. 146). — Parle sur un incident relatif à la situation faite à la Commission des lois électorales par la nomination de la Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 155). — Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Instruction publique : *Personnel des Lycées départementaux* (A., t. 28, p. 305) ; du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 186) ; du projet de loi relatif à l'électorat municipal (*Troisième délibération*, A., t. 32, p. 615) ; du Budget de l'Exercice 1875 (Guerre : *Personnel enseignant du Prytanée militaire*, A., t. 34, p. 22. Instruction publique : *Projet de la Commission extra-parlementaire sur les pensions de retraite des fonctionnaires de l'Instruction publique*, p. 151) ; de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'enseignement supérieur (*Première délibération*, A., t. 35, p. 29 à 33. *Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 475, 476, 477, 478, 507, 508, 605 à 607, 622, 628. *Troisième délibération*, A., t. 39, p. 522, 588, 589, 592, 593) ; de la proposition de M. Maurice, portant fixation du traitement et de la pension de retraite des instituteurs et des institutrices primaires (A., t. 40, p. 175) ; du Budget de l'Exercice 1876 (Guerre : *Augmentation du traitement des chargés de cours du Prytanée militaire*, A., t. 40, p. 216) ; du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 335).

BEAUVILLÉ (M. DE), *Député élu par le département de la Somme.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 23). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; de diverses Commissions (F., n°s 23, 40, 51, 58, 75, 123, 140, 178, 225, 250, 273, 317, 353, 379, 393, 478, 588, 627, 636, 796; J. O. de 1871, p. 251, 542, 750, 867, 1124, 2248, 2785, 2787 ; J. O. de 1872, p. 1177, 1952, 3013, 4353, 7007, 7817 ; J. O. de 1873, p. 280, 3817 ; J. O. de 1874, p. 1226, 3307,

3636 ; J. O. de 1875, p. 4340) ; et des Commissions de permanence : de 1873 (A., t. 19, p. 406) ; de 1874 (A., t. 34, p. 132) ; et de 1875 (A., t. 41, p. 201). = Son rapport sur le projet de loi concernant un échange de terrains entre l'État et le sieur Brame (Seine-et-Oise) (I., n° 1515 ; A., t. 14, an., p. 172 ; J. O. de 1873, p. 191). = Réclame contre l'omission, au *Compte-rendu*, de son nom parmi les signataires de la proposition de M. Louis de Saint-Pierre tendant à déclarer les élections municipales de Paris nulles et non avenues (A., t. 2, p. 151). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 3, p. 101, 189). — S'excuse de son absence (A., t. 41, p. 2 ; t. 44, p. 184).

BELCASTEL (M. GABRIEL DE), *Député élu par le département de la Haute-Garonne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 15). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; et de diverses Commissions (F., n°s 22, 49, 99, 107, 123, 167, 174, 201, 211, 219, 289, 393, 440, 492, 509, 607, 658, 686, 744, 762, 824 ; J. O. de 1871, p. 231, 712, 1545, 1819, 2248, 4802, 5009 ; J. O. de 1872, p. 456, 765, 1012, 3519 ; J. O. de 1873, p. 280, 1769, 4286, 4519 ; J. O. de 1874, p. 1881, 4360, 5848 ; J. O. de 1875, p. 1275, 2037, 5510). = Ses propositions : tendant à concéder aux habitants de l'Alsace et de la Lorraine des terrains en Algérie (I., n° 25 ; A., t. 1, p. 155, an., p. 18 ; J. O. de 1871, p. 345) ; relative à la forme définitive du Gouvernement (I., n° 499 ; A., t. 4, p. 643, an., p. 272 ; J. O. de 1871, p. 3081) ; ayant pour objet de donner une Médaille d'honneur aux défenseurs de Belfort (I., n° 506 ; A., t. 4, p. 648, an., p. 278 ; J. O. de 1871, p. 3823) ; concernant : des impôts supplémentaires (I., n° 1302 ; A., t. 13, p. 122, an., p. 66 ; J. O. de 1872, p. 5081) ; la loi électorale (I., n° 2099 ; A., t. 28, an., p. 235 ; J. O. de 1874, p. 69) ; une modification au Règlement de l'Assemblée nationale, sur le vote des Représentants absents par congés (I., n° 2482 ; A., t. 32, an., p. 246 ; J. O. de 1874, p. 4150) ; la formation d'une Commission spéciale chargée d'étudier l'aménagement des eaux en France et les moyens préventifs proposés contre les inondations (I., n° 3295 ; A., t. 41, an., p. 119 ; J. O. de 1875, p. 7031). = Son rapport sommaire sur la proposition de Résolution de M. Clapier relative à l'interprétation de l'art. 59 du Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 2423 ; A., t. 31, an., p. 517 ; J. O. de 1874, p. 4018). — Son rapport sur : 1° sa proposition relative au vote des Représentants absents par congés ; 2° la proposition de M. Clapier relative à l'interprétation de l'art. 59 du Règlement (I., n° 2611 ; A., t. 33, an., p. 215 ; J. O. de 1874, p. 5834). = Son rapport sur les élections du département des Hautes-Alpes (A., t. 1, p. 29). — Donne lecture de sa proposition tendant à concéder cent mille hectares de terrains en Algérie aux Alsaciens-Lorrains (A., t. 1, p. 155). — Prend part à la discussion : de cette proposition (*Première délibération*, A., t. 3, p. 273, 277) ; du projet de Résolution relatif à la translation du siège de l'Assemblée (A., t. 1, p. 276, 277) ; du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 290, 423) ; du projet de loi concernant les poursuites en matière de délits commis par la voie de la presse (A., t. 2, p. 498) ; du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 591). — Adresse une question à M. le Ministre de la Justice sur les intentions du Gouvernement au sujet de l'exécution des lois contre les insurgés de Paris (A., t. 2, p. 911). — Est entendu dans la discussion de la proposition de MM. Haëntjens et autres, relative à la nomination d'une Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 3, p. 463). — Ses explications sur un fait personnel, à propos d'un passage du discours prononcé par lui dans la discussion de cette proposition (A., t. 3, p. 508, 509). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 566 ; t. 11, p. 145 ; t. 38, p. 7 ; t. 39, p. 58). — Parle dans la discussion des pétitions des Archevêques et Evêques relatives à la situation faite au Souverain Pontife par le Gouvernement Italien (A., t. 4, p. 256). — Demande l'urgence sur sa proposition relative à la forme définitive du Gouvernement (A., t. 4, p. 643). — Prend part à la discussion de cette proposition, et des propositions analogues de MM. Rivet et Adnet (A., t. 5, p. 263, 265). — Demande l'urgence sur sa propo-

658, 851, 861 ; J. O. de 1871, p. 2929, 4892, 1960, 5299 ; J. O. de 1872, p. 2909, 3519, 7007, 7479 ; J. O. de 1874, p. 2005, 3395, 4360 ; J. O. de 1875, p. 9463, 9961) ; et de la Commission de permanence de 1875 (A., t. 37, p. 328; F., n° 765 ; J. O. de 1875, p. 2121). = Sa proposition sur l'Instruction primaire (I., n° 850 ; A., t. 7, p. 214, an., p. 91 ; J. O. de 1872, p. 1078). — Ses propositions tendant : à modifier le chapitre VIII du Règlement sur la déclaration d'urgence (I., n° 908 ; A., t. 7, an., p. 192 ; J. O. de 1872, p. 1452) ; à assurer le libre exercice des cultes dans les devoirs rendus aux morts (I., n° 1832 ; A., t. 18, an., p. 218 ; J. O. de 1873, p. 4500). = Prend part à la discussion de la proposition de M. Princeteau, relative à l'interdiction de toutes fonctions publiques salariées aux membres de l'Assemblée nationale (*Première délibération*, A., t. 6, p. 68. *Deuxième délibération*, A., t. 6, p. 411. *Troisième délibération*, t. 11, p. 61). — Demande l'urgence de sa proposition relative à l'Instruction primaire (A., t. 7, p. 214). — Sa réclamation à la Commission d'Enquête sur l'Insurrection du 18 Mars (A., t. 10, an., p. 246). = Prend part à la discussion des propositions de M. Vilfeu et de M. Théophile Roussel, relatives à la répression de l'ivresse (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 33, 34). — Obtient des congés (A., t. 11, p. 293 ; t. 12, p. 494 ; t. 15, p. 261). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif au recrutement de l'armée *Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 305, 396 à 399). — S'excuse de son absence (A., t. 14, p. 58). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 79, 140, 182, 183, 225. *Troisième délibération*, A., t. 16, p. 525, 526, 556) ; de la demande de mise à l'ordre du jour du projet de loi et de sa proposition, sur l'Instruction primaire (A., t. 17, p. 156, 157) ; du projet de loi tendant à accorder à la Commission de permanence le droit d'autoriser la poursuite des délits d'offense commis contre l'Assemblée nationale, pendant sa prorogation (A., t. 19, p. 371) ; de la demande d'urgence de la proposition de M. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation pour dix ans des pouvoirs de M. le maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 11) ; de la proposition de M. de Corcelle et autres, relative aux Conseils académiques et départementaux (*Deuxième délibération*, A., t. 28, p. 146). — Parle sur un incident relatif à la situation faite à la Commission des lois électorales par la nomination de la Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 155). — Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Instruction publique : *Personnel des Lycées départementaux* (A., t. 28, p. 305) ; du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 186) ; du projet de loi relatif à l'électorat municipal (*Troisième délibération*, A., t. 32, p. 615) ; du Budget de l'Exercice 1875 (Guerre : *Personnel enseignant du Prytanée militaire*, A., t. 34, p. 22. Instruction publique : *Projet de la Commission extra-parlementaire sur les pensions de retraite des fonctionnaires de l'Instruction publique*, p. 151) ; de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'enseignement supérieur (*Première délibération*, A., t. 35, p. 29 à 33. *Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 475, 476, 477, 478, 507, 508, 605 à 607, 622, 628. *Troisième délibération*, A., t. 39, p. 522, 588, 589, 592, 593) ; de la proposition de M. Maurice, portant fixation du traitement et de la pension de retraite des instituteurs et des institutrices primaires (A., t. 40, p. 175) ; du Budget de l'Exercice 1876 (Guerre : *Augmentation du traitement des chargés de cours du Prytanée militaire*, A., t. 40, p. 216) ; du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 335).

BEAUVILLÉ (M. DE), *Député élu par le département de la Somme.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 23). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; de diverses Commissions (F., n°s 23, 40, 51, 58, 75, 123, 140, 178, 225, 250, 273, 317, 353, 379, 393, 478, 588, 627, 636, 796; J. O. de 1871, p. 251, 542, 750, 867, 1124, 2248, 2785, 2787 ; J. O. de 1872, p. 1177, 1952, 3013, 4353, 7007, 7817 ; J. O. de 1873, p. 280, 3817 ; J. O. de 1874, p. 1226, 3307,

t. 29, p. 622, 673 à 676, 678, 679 ; t. 30, p. 24, 400). — Adresse une question au Ministre de la Justice sur les intentions du Gouvernement au sujet de la présentation d'un projet de loi sur le régime de la presse (A., t. 30, p. 291). — Demande la mise à l'ordre du jour du projet de loi sur la liberté de l'Enseignement supérieur (A., t. 34, p. 236, 237). — Parle sur la prise en considération de la proposition de M. le baron Chaurand relative à l'observation du repos du dimanche (A., t. 32, p. 35). — Demande l'urgence sur sa proposition règlementaire relative au vote des Représentants en congé (A., t. 32, p. 233). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à l'électorat municipal (*Troisième délibération*, A., t. 32, p. 635); du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes, et de la proposition de M. Wolowski relative à l'équilibre du Budget de 1875 (*Timbre proportionnel sur les factures*, A., t. 33, p. 490). — Parle : en qualité de rapporteur, sur la prise en considération de la proposition de M. Clapier relative à l'interprétation de l'article 59 du Règlement, concernant la majorité nécessaire à la validité des votes (A., t. 33, p. 406); dans la discussion : des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Demande d'ajournement*, A., t. 33, p. 342. *Troisième délibération*, t. 36, p. 652) ; du Budget de l'Exercice 1875 (Dispositions générales : *Faculté de faire usage des bourses scolaires dans un établissement libre*, A., t. 34, p. 282, 283) ; de la proposition de M. le comte Jaubert concernant la liberté de l'Enseignement supérieur (*Demande d'ajournement*, A., t. 35, p. 224. *Deuxième délibération*, t. 38, p. 469, 473, 486, 489, 569). — Est entendu : sur la demande d'urgence des propositions de MM. Waddington, Vautrain, Clapier et Wallon, relatives à l'organisation du Sénat (A., t. 36, p. 563) ; à l'occasion de la proposition déposée par M. Depeyre et portant ouverture d'un crédit de deux millions pour secours aux victimes des inondations du midi (A., t. 39, p. 188) ; dans la discussion : du projet de loi organique relatif aux rapports des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, § *additionnel, relatif aux prières publiques*, A., t. 39, p. 472, 473) ; du Budget de l'Exercice 1876 (Instruction publique : *Secours aux anciens membres du corps enseignant*, A., t. 41, p. 212) ; du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 273 à 276).

BELGRAND (M.), *Directeur des eaux et des égouts à la Préfecture de la Seine.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 Mars (A., t. 10, p. 230).

BELLAIGUE (M.), *Adjoint au Maire du 7e arrondissement de Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 Mars (A., t. 9, p. 696).

BELLANGER (M.), *Commissaire de police à Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 744 à 748).

BELLOMAYRE (M. DE), *Avocat à la Cour d'appel de Paris.*

L'un des candidats proposés pour les fonctions de Conseiller d'État (A., t. 13, p. 96, et an., p. 64). — Est élu par l'Assemblée *Conseiller d'État* (A., t. 13, p. 359).

BENEDETTI (M. le comte), *ancien Ambassadeur de France en Prusse.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 74 à 82).

BENOIST D'AZY (M. le comte), *Député élu par les départements du Gard et de la Nièvre.*

Préside, comme *Doyen d'âge*, les séances des 12, 13, 14, 15 et 16 Février 1871 (A., t. 1, p. 1 à 58).— Propose à l'Assemblée Nationale de se déclarer constituée (A., t. 1, p. 1). — Ses observations relatives à la formation du

sition tendant à accorder une Médaille d'honneur aux défenseurs de Belfort (A., t. 4, p. 648). — Dépose cent pétitions en faveur du Saint-Siège (A., t. 4, p. 648). — Ses observations sur le procès-verbal, à propos du rejet de la prise en considération de la proposition de M. Jean Brunet tendant à ce que la France se voue au Christ (A., t. 8, p. 251). — Sa question à M. le Garde des sceaux sur la publication en France du journal Italien *La Rana* (A., t. 11, p. 223, 224). — Est entendu dans la discussion : des interpellations de M. Rouher sur les mesures que le Ministre de la Guerre a prises à raison des faits dénoncés par la Commission des Marchés (A., t. 11, p. 495); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 320, 325 à 330, 336, 385, 386, 404. *Troisième délibération*, t. 13, p. 423, 424). — Son rapport sommaire verbal sur la proposition de MM. Ducuing, Lamy et autres, relative à l'établissement d'une taxe sur les domestiques (A., t. 12, p. 594). — Demande l'urgence sur sa proposition concernant des impôts supplémentaires (A., t. 13, p. 122). — Est entendu : sur l'urgence de la proposition de M. Martel relative à la prorogation de l'Assemblée (A., t. 13, p. 273). — Présente un article additionnel à cette proposition, concernant des prières publiques, à la rentrée de l'Assemblée (A., t. 13, p. 532). — Demande à interpeller le Gouvernement sur sa politique intérieure (A., t. 13, p. 294). — Est entendu sur la fixation du jour de ses interpellations (A., t. 13, p. 294, 295). — Explique l'ajournement de ses interpellations (A., t. 14, p. 161). — Est entendu : sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la formation du Jury en matière criminelle (A., t. 13, p. 533); dans la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Beaux-Arts : *Subventions aux Théâtres nationaux*, A., t. 14, p. 485). — Demande à interpeller le Ministre des Affaires étrangères sur les faits relatifs à la démission de M. de Bourgoing, Ambassadeur de France à Rome auprès du Saint-Siège (A., t. 15, p. 8). — Est entendu : sur la fixation du jour de ses interpellations (A., t. 15, p. 9, *rectification*, p. 21); dans la discussion de ses interpellations, converties en question (A., t. 15, p. 450). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux allumettes chimiques (A., t. 16, p. 506); du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 319, 331, 332, 380, 384); du projet de Résolution proposé à la suite de la nouvelle du Traité d'évacuation du territoire (A., t. 16, p. 514, 516); de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Troisième délibération*, A., t. 16, p. 533); des propositions de MM. Destremx et Huon de Penanster, ayant pour objet l'abrogation du décret du 28 octobre 1870 sur la Légion d'Honneur et la modification des récompenses nationales (*Deuxième délibération*, A., t. 18, p. 515, 563); de la proposition de M. Paris (Pas-de-Calais) relative à la prorogation de l'Assemblée du 27 juillet au 5 novembre 1873 (A., t. 19, p. 287); du projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique la construction d'une église à Montmartre (A., t. 19, p. 322, 323, 330, 331, 413, 414, 415). — Ses observations sur un incident relatif à la question de la participation des membres de l'Assemblée au vote pour l'élection d'un représentant dans le département de Seine-et-Oise (A., t. 28, p. 267). — Dépose une proposition de loi électorale, et en demande le renvoi à la Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 268, 299). — Est entendu dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Affaires étrangères : *Incident relatif à l'état des négociations poursuivies avec le Gouvernement Égyptien pour l'abrogation des capitulations*, A., t. 28, p. 183. Marine et Colonies : *Service du culte à la Nouvelle-Calédonie*, p. 265); du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 185); du projet de loi tendant à la déclaration d'utilité publique et à la concession d'un canal d'irrigation dérivé de la rivière de la Bourne, dans le département de la Drôme (A., t. 29, p. 299); de la proposition de MM. Fresneau et Carron relative à l'organisation du service religieux dans l'armée de terre (*Deuxième délibération*, A., t. 29, p. 306); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Son amendement tendant à l'établissement d'un impôt sur les pianos*, A.,

t. 29, p. 622, 673 à 676, 678, 679; t. 30, p. 24, 400). — Adresse une question au Ministre de la Justice sur les intentions du Gouvernement au sujet de la présentation d'un projet de loi sur le régime de la presse (A., t. 30, p. 291). — Demande la mise à l'ordre du jour du projet de loi sur la liberté de l'Enseignement supérieur (A., t. 34, p. 236, 237). — Parle sur la prise en considération de la proposition de M. le baron Chaurand relative à l'observation du repos du dimanche (A., t. 32, p. 35). — Demande l'urgence sur sa proposition règlementaire relative au vote des Représentants en congé (A., t. 32, p. 233). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à l'électorat municipal (*Troisième délibération*, A., t. 32, p. 635); du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes, et de la proposition de M. Wolowski relative à l'équilibre du Budget de 1875 (*Timbre proportionnel sur les factures*, A., t. 33, p. 490). — Parle : en qualité de rapporteur, sur la prise en considération de la proposition de M. Clapier relative à l'interprétation de l'article 59 du Règlement, concernant la majorité nécessaire à la validité des votes (A., t. 33, p. 406); dans la discussion : des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Demande d'ajournement*, A., t. 33, p. 342. *Troisième délibération*, t. 36, p. 652); du Budget de l'Exercice 1875 (Dispositions générales : *Faculté de faire usage des bourses scolaires dans un établissement libre*, A., t. 34, p. 282, 283); de la proposition de M. le comte Jaubert concernant la liberté de l'Enseignement supérieur (*Demande d'ajournement*, A., t. 35, p. 224. *Deuxième délibération*, t. 38, p. 469, 473, 486, 489, 569). — Est entendu : sur la demande d'urgence des propositions de MM. Waddington, Vautrain, Clapier et Wallon, relatives à l'organisation du Sénat (A., t. 36, p. 563); à l'occasion de la proposition déposée par M. Depeyre et portant ouverture d'un crédit de deux millions pour secours aux victimes des inondations du midi (A., t. 39, p. 188); dans la discussion : du projet de loi organique relatif aux rapports des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération, § additionnel, relatif aux prières publiques*, A., t. 39, p. 472, 473); du Budget de l'Exercice 1876 (Instruction publique : *Secours aux anciens membres du corps enseignant*, A., t. 41, p. 212); du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 273 à 276).

BELGRAND (M.), *Directeur des eaux et des égouts à la Préfecture de la Seine.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 Mars (A., t. 10, p. 230).

BELLAIGUE (M.), *Adjoint au Maire du 7e arrondissement de Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 Mars (A., t. 9, p. 696).

BELLANGER (M.), *Commissaire de police à Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 744 à 748).

BELLOMAYRE (M. DE), *Avocat à la Cour d'appel de Paris.*

L'un des candidats proposés pour les fonctions de Conseiller d'État (A., t. 13, p. 96, et an., p. 64). — Est élu par l'Assemblée *Conseiller d'État* (A., t. 13, p. 359).

BENEDETTI (M. le comte), *ancien Ambassadeur de France en Prusse.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 74 à 82).

BENOIST D'AZY (M. le comte), *Député élu par les départements du Gard et de la Nièvre.*

Préside, comme *Doyen d'âge*, les séances des 12, 13, 14, 15 et 16 Février 1871 (A., t. 1, p. 1 à 58).— Propose à l'Assemblée Nationale de se déclarer constituée (A., t. 1, p. 1). — Ses observations relatives à la formation du

Bureau provisoire de l'Assemblée (A., t. 1, p. 1). — Son allocution comme *Président d'âge* (A., t. 1, p. 3). — Sa réponse à la communication faite par M. Jules Favre, de la démission des membres du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 1, p. 5). — Donne lecture des lettres de démission des membres du Gouvernement (A., t. 1, p. 5). — Indique l'ordre de répartition entre les Bureaux des procès-verbaux d'élections et le mode de vérification des pouvoirs (A., t. 1, p. 5, 11). — Ses observations : sur l'examen des élections par les Bureaux (A., t. 1, p. 6, 7, 25) ; sur le projet de décret présenté par M. Cochery, relatif à l'application provisoire du Règlement de 1849 (A., t. 1, p. 7) ; sur la nomination d'un Questeur provisoire (A., t. 1, p. 7). — Fait évacuer les tribunes à la séance du 13 février 1871 (A., t. 1, p. 7). — Ses observations, en qualité de *Président d'âge :* sur l'envoi aux Bureaux des dossiers d'élections (A., t. 1, p. 14, 22) ; sur les élections de la Meurthe (A., t. 1, p. 20) ; sur la distribution en séance de listes de candidats pour la composition du Bureau (A., t. 1, p. 37) ; sur la validation des élections des anciens Préfets (A., t. 1, p. 38) ; sur la mise à l'ordre du jour de la constitution du Bureau définitif (A., t. 1, p. 43) ; sur les hommages à rendre aux défenseurs des forteresses de Toul, Phalsbourg et Bitche (A., t. 1, p. 45) ; sur la vérification des élections : de la Seine (A., t. 1, p. 46) ; et de la Haute-Loire (A., t. 1, p. 52, 53) ; sur l'ajournement de la vérification de l'élection de M. Ricard par le département des Deux-Sèvres (A., t. 1, p. 53) ; sur le mode de nomination du Bureau définitif (A., t. 1, p. 56) ; sur la discussion de la proposition de MM. Dufaure, Grévy et autres, tendant à nommer M. Thiers Chef du Pouvoir exécutif (A., t. 1, p. 57) ; sur la nomination du troisième Questeur (A., t. 1, p. 57, 58) ; sur les ordres donnés par lui pour la garde militaire de l'Assemblée (A., t. 1, p. 67, 68). = Son élection est validée : pour le département du Gard (A., t. 1, p. 14) ; pour le département de la Nièvre (A., t. 1, p. 36). — Lettre par laquelle il déclare opter pour le département de la Nièvre (A., t. 1, p. 177). = Président : du 9e Bureau (F., n° 74 ; J. O. de 1871, p. 1116) ; du 1er Bureau (F., n° 99 ; J. O. de 1871, p. 1545) ; du 7e Bureau (F., n° 146 ; J. O. de 1871, p. 2985) ; du 11e Bureau (F., n° 215 ; J. O. de 1872, p. 889) ; du 14e Bureau (F., n° 241 ; J. O. de 1872, p. 1649) ; du 5e Bureau (F., n° 353 ; J. O. de 1872, p. 7007) ; du 13e Bureau (F., n° 393 ; J. O. de 1873, p. 280) ; du même Bureau renouvelé (F., n° 419 ; J. O. de 1873, p. 1080) ; du 11e Bureau (F., n° 463 ; J. O. de 1873, p. 3220) ; du 3e Bureau (F., n° 562 ; J. O. de 1874, p. 351) ; du 14e Bureau (F., n° 588 ; J. O. de 1874, p. 1226) ; du 7e Bureau (F., n° 627 ; J. O. de 1874, p. 3307) ; du 4e Bureau (F., n° 697 ; J. O. de 1874, p. 7984) ; du 10e Bureau (F., n° 717 ; J. O. de 1875, p. 160) ; du 11e Bureau (F., n° 756 ; J. O. de 1875, p. 1817) ; du 13e Bureau (F., n° 769 ; J. O. de 1875, p. 3405) ; du 11e Bureau (F., n° 842 ; J. O. de 1875, p. 9073) ; et du 9e Bureau (F., n° 865 ; J. O. de 1875, p. 10118). = Membre : de la Commission du Traité de paix (F., n° 8 ; M. B. de 1871, p. 27 et 31) ; de diverses Commissions (F., n°s 54, 56, 60, 68, 85, 139, 181, 401, 438, 445, 611, 697, 739, 756, 810, 850, 857 ; J. O. de 1871, p. 808, 845, 894, 1013, 1245, 2754, 5229 ; J. O. de 1873, p. 524, 1710, 1944 ; J. O. de 1874, p. 2005, 7981 ; J. O. de 1875, p. 971, 1817, 4874, 9395, 9767) ; de la Commission du Budget rectifié de 1871 (F., n° 58 ; J. O. de 1871, p. 867) ; de la Commission pour l'examen des lois de finances de l'Exercice 1872 (F., n° 192 ; J. O. de 1872, p. 200) ; de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275 ; J. O. de 1872, p. 3082) ; et de la Commission du Budget de 1874 (F., n° 471 ; J. O. de 1873, p. 3840). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet de demander des prières publiques dans toute la France (I., n° 227 ; A., t. 3, p. 1 ; J. O. de 1871, p. 1101) = Ses rapports : sur la proposition de MM. Lestourgie et autres, ayant pour objet d'organiser l'assistance publique dans les campagnes (I., n° 755 ; A., t. 6, an., p. 275 ; J. O. de 1872, p. 283) ; sur la proposition de M. le Ministre des Finances, tendant à l'établissement d'un impôt sur les valeurs mobilières (I., n° 983 ; A., t. 6, an., p. 298 ; J. O. de 1872, p. 494) ; sur le projet de loi relatif aux impôts nouveaux (Contributions indirectes et douanes) (I., n° 830 ; A., t. 7, an., p. 51 ; J. O. de 1872, p. 837) ; sur le Budget des dépenses

de l'Exercice 1872 (Affaires étrangères) (I., n° 997 ; A., t. 8, an., p. 159 ; J. O. de 1872, p. 2344) ; sur la proposition de MM. Ducuing et autres, portant établissement d'une taxe sur les domestiques (I., n° 1377 ; A., t. 13, an., p. 292 ; J. O. de 1872, p. 5718) ; sur la proposition de M. le baron de Jouvenel tendant à attribuer à l'État le monopole de la vente du sel (I., n° 1379 ; A., t. 13, an., p. 293 ; J. O. de 1872, p. 5732) ; sur la proposition de MM. Dussaussoy et autres, ayant pour objet de remettre en vigueur pendant dix ans le décret du 11 novembre 1813, en ce qui concerne le décime additionnel aux tarifs d'octroi (I., n° 1380 ; A., t. 13, an., p. 294 ; J. O. de 1872, p. 5732) ; sur le projet de loi concernant les nouveaux impôts et les augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (I., n° 2103 ; A., t. 28, an., p. 240 ; J. O. de 1873, p. 8218, 8290 ; J. O. de 1874, p. 24, 39). — Son deuxième rapport sur le projet de loi concernant les nouveaux impôts et les augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (I., n° 2183 ; A., t. 29, an., p. 154 ; J. O. de 1874, p. 834). — Son rapport sur : 1° la proposition de M. Tirard tendant à rectifier la loi du 30 décembre 1873 sur les impôts nouveaux ; 2° des pétitions relatives à la même loi (I., n° 2209 ; A., t. 29, an., p. 296 ; J. O. de 1874, p. 1397). = Est élu *Vice-Président de l'Assemblée* (A., t. 1, p. 56). — Obtient un congé (A., t. 2, p. 151). — Ses observations sur le renvoi de la proposition de M. le général Martin des Pallières relative au recrutement de l'armée, à la Commission chargée d'examiner la proposition de M. le marquis de Mornay sur le même sujet (A., t. 2, p. 808). — Rend compte de la réception faite par lui, au nom de l'Assemblée, à un bataillon revenant du fort d'Issy (A., t. 3, p. 14). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 3, p. 38). — Est entendu : sur la prise en considération de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (A., t. 3, p. 111, 112) ; sur le renvoi à la Commission du Budget du projet de loi relatif aux augmentations d'impôts et aux impôts nouveaux (A., t. 3, p. 339). — Donne communication à l'Assemblée, comme Président de cette Commission, des travaux de la Commission du Budget rectifié de 1871 (A., t. 3, p. 864). — Parle : sur l'urgence demandée par la Commission du Budget pour le projet de loi présenté par M. Ancel, relatif au nouveau régime des douanes en France (A., t. 3, p. 867) ; sur la prise en considération de la proposition de M. Rouveure relative à un impôt sur le sel et sur le revenu (A., t. 4, p. 320) ; dans la discussion du projet de loi relatif aux augmentations d'impôts et aux impôts nouveaux concernant l'enregistrement et le timbre (A., t. 4, p. 611, 667). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 4, p. 649). — Demande, comme Président de la Commission du Budget, la discussion immédiate des lois d'impôts (A., t. 5, p. 45). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à augmenter les taxes postales (A., t. 5, p. 114, 115) ; du projet de loi portant augmentation des impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 138, 165, 313, 317) ; des propositions : 1° de MM. Rivet et autres sur l'organisation du Pouvoir exécutif ; 2° de MM. Adnet et autres sur la confirmation des pouvoirs de M. Thiers ; 3° de M. de Belcastel sur la forme définitive du gouvernement (A., t. 5, p. 250). — Parle : sur le renvoi à la Commission du Budget du projet de loi tendant à établir pour l'année 1872 un décime en sus sur toutes les contributions directes ou indirectes (A., t. 5, p. 518) ; dans la discussion : du Budget rectifié de 1871. (Travaux publics : *Question de M. de Lacretelle au sujet des transports de la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée*, A., t. 5, p. 587. Impôts autorisés : *Taxation des huiles de schiste*, A., t. 5, p. 646) ; du projet de loi relatif à la répartition du fonds de secours aux départements sur l'Exercice 1871 (A., t. 5, p. 677, 678, 681). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 6, p. 4). — Est entendu : dans la discussion des interpellations de M. Le Royer sur les transports par voies ferrées (A., t. 6, p. 102, 115) ; sur l'ajournement de la discussion des parties réservées du Budget de 1871 (A., t. 6, p. 120) ; dans la discussion du projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu (A., t. 6, p. 313, 325, 346, 386, 388, 389, 390, 391, 500). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi relatif à un impôt sur les valeurs mobilières (A., t. 6, p. 444). —

Est entendu en qualité de rapporteur, dans la discussion de la proposition de MM. Lestourgie et autres, relative à l'assistance publique dans les campagnes (*Première délibération*, A., t. 12, p. 3, 4). — Rend compte à l'Assemblée, au nom du Bureau, de la démarche qui a amené le retrait de la démission de Président de la République, transmise par M. Thiers dans la séance du 20 janvier 1872 (A., t. 7, p. 121). — Parle sur l'ordre de la discussion des nouveaux impôts (A., t. 7, p. 121, 122).—Donne lecture de son rapport sur le projet de loi relatif aux impôts nouveaux (Contributions indirectes et douanes) (A., t. 7, p. 128, 129). — Ses observations sur la discussion immédiate de ces impôts (A., t. 7, p. 130). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à augmenter de deux nouveaux dixièmes les droits perçus sur les sucres et les glucoses (A., t. 7, p. 134, 137, 138).—Propose de mettre à l'ordre du jour le projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 139). — Est entendu dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 7, p. 251, 276); du projet de loi tendant à augmenter le maximum de la part contributive de l'État dans la dépense annuelle de la police municipale de Paris (A., t. 7, p. 196); du projet de loi concernant les droits d'enregistrement (A., t. 8, p. 96); du projet de loi sur les tabacs (A., t. 8, p. 125). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 8, p. 182). — Ses observations, en cette qualité, à propos d'une demande d'interpellations non écrite de M. du Temple au Ministre des Affaires étrangères (A., t. 8, p. 183, 184). — Prend part à la discussion du projet de loi sur les peines à établir contre les affiliés à l'Internationale (A., t. 8, p. 227). — Ses observations sur la prochaine discussion des lois de finances et d'impôts (A., t. 8, p. 293, 294). — Prend part, comme rapporteur, à la discussion du Budget du Ministère des Affaires étrangères pour l'Exercice 1872 (*Personnel de l'Administration centrale*, A., t. 8, p. 462, 463. *Traitements des agents politiques et consulaires*, p. 463, 469. *Affectation de deux indemnités payées par le Gouvernement Chinois*, p. 471). — Est entendu dans la discussion : du Budget du Ministère de l'Intérieur pour le même Exercice (*Traitements des Préfets*, A., t. 8, p. 602. *Remboursement des dépenses de la Garde nationale mobilisée*, p. 613) ; du Budget du Ministère des Finances pour le même Exercice (*Traitements de la Cour des Comptes*, A., t. 8, p. 650) ; du projet de loi concernant les valeurs mobilières et les modifications à apporter à la taxe des biens de main-morte et au timbre sur les décharges contenues dans les lettres missives (A., t. 8, p. 671, 672) ; du projet de loi concernant les fonctionnaires et employés réformés pour cause de suppression d'emploi ou de réorganisation (A., t. 8, p. 679). — S'excuse de son absence (A., t. 11, p. 4). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 12, p. 160). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 448) ; en qualité de Président de la Commission du Budget de 1872 : à l'occasion du dépôt par M. le Ministre des Finances, des trois projets de lois sur les contributions directes, les sels et les boissons (A., t. 12, p. 502) ; dans la discussion : du projet de loi relatif à l'établissement d'un impôt sur les créances hypothécaires (A., t. 12, p. 579, 585, 589); du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 13, p. 90) ; sur un incident relatif à l'impôt sur la chicorée (A., t. 13, p. 567). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 14, p. 8).— Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1873 (Cultes : *Question de la suppression des Chapitre de Saint-Denis*, A., t. 14, p. 493. Finances : *Organisation actuelle de ce Ministère*, A., t. 14, p. 545. Frais de régie : *Personnel des Contributions indirectes*, A., t. 14, p. 630) ; de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 281, 282) ; de la proposition de MM. Paul Morin et autres, relative aux associations syndicales agricoles (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 380). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 16, p. 22). — Est entendu dans la discussion de la proposition de MM. Bottieau, Adnet et autres, relative aux annonces judiciaires et légales (*Première délibération*, A., t. 17, p. 17). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 18, p. 6). — Demande l'ajournement de la discussion de la proposition de MM. Labélonye et autres, relative à l'établissement d'un timbre ou signe spécial sur les marques de fabrique (A., t. 18,

p. 12).— Prend part à la discussion : du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de l'Est de nouvelles lignes de chemins de fer (A., t. 18, p. 361) ; du projet de loi tendant à modifier la législation sur les contributions indirectes (A., t. 18, p. 179, 191, 421, 453, 454, 463, 474, 475, 478, 480, 481). — Son allocution, en qualité de Vice-Président, à l'occasion du décès de M. le vicomte de Tréveneuc (A., t. 18, p. 495). — Ses explications sur sa présidence de la séance, lors de l'incident soulevé par M. de Choiseul sur l'allocution de M. le Président Buffet au sujet de la revue du 10 juillet 1873 (A., t. 19, p. 149). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 27, p. 26). — Est entendu : en qualité de Vice-Président, sur un incident relatif à la mise aux voix du renvoi au lendemain, contrairement à l'ordre du jour, de la suite du 1er scrutin pour la nomination de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 41 à 44) ; en qualité de rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Discussion générale*, A., t. 28, p. 623. *Incident relatif à l'ordre de la discussion*, p. 628. *Droits de transmission sur la vente des rentes*, p. 632. *Demi-décime sur l'enregistrement*, p. 649. *Impôts sur les sucres et sur le gaz*, p. 658, 659. *Surtaxe d'entrepôt sur les huiles minérales importées*, p. 661. *Réunion en un projet de loi spécial des dispositions déjà adoptées*, p. 661. *Droits sur les savons*, p. 662, 664. *Exercice des fabriques de stéarine et de bougie*, p. 665. *Droit sur les savons de luxe*, p. 665. *Droit à l'importation sur l'acide stéarique et les bougies*, p. 667. *Mise à exécution immédiate de la loi*, p. 668. *Rectifications à la loi*, p. 701) ; dans la discussion du projet de loi relatif aux droits sur les boissons et les huiles (*Droits sur les boissons*, A., t. 28, p. 674, 675, 689. *Droits sur les huiles*, p. 694, 698, 700) ; sur un incident relatif à la suite de la discussion du projet de loi relatif aux augmentations ou créations d'impôts applicables au Budget de l'Exercice 1874 (A., t. 29, p. 29). — Parle : sur la question de mise à l'ordre du jour des projets de lois relatifs à de nouveaux chemins de fer (A., t. 29, an., p. 268) ; en qualité de rapporteur, dans la discussion générale du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (A., t. 29, p. 417). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 29, p. 513). — Est entendu, en qualité de rapporteur, dans la discussion des articles du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt sur le revenu*, A., t. 29, p. 466. *Impôt sur les tissus*, p. 488. *Impôt proportionnel sur les factures*, p. 496. *Droit de timbre sur les effets négociables ou de commerce*, p. 579. *Droit proportionnel sur les transmissions de propriété*, p. 612. *Droit sur les sucres*, p. 672. *Impôt sur les pianos*, p. 673. *Droits de timbre à la charge de la Banque*, p. 684. *Impôt du timbre sur les journaux*, p. 699, et t. 30, p. 12. *Impôt sur les pianos*, p. 21, 99. *Droits de mutation*, p. 36. *Exercice des raffineries*, p. 47. *Impôt sur la verrerie*, p. 103, 104, 127. *Droits sur les sucres*, p. 150, 392, 393. *Droits de circulation sur les vins*, p. 164. *Droits à la fabrication des vinaigres*, p. 187, 188, 251. *Revision du cadastre*, p. 208, 250. *Péréquation de l'impôt foncier*, p. 251. *Impôt du gaz*, p. 304. *Impôt sur les transports par terre et par eau*, p. 315. *Impôt du sel*, p. 392, 395. *Taxe à l'importation des salaisons étrangères*, p. 427. *Retenues sur les traitements*, p. 435. *Impôt de la petite vitesse*, p. 469, 527). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 31, p. 4). — Parle sur la prise en considération de la proposition de M. le baron Chaurand relative à l'observation du repos du Dimanche (A., t. 32, p. 33). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 35, p. 7). — Est entendu dans la discussion de la proposition de MM. de Lamberterie et autres, relative à la mise en adjudication des débits de tabac (*Deuxième délibération*, A., t. 37, p. 10). — Ses observations sur la motion de M. Mathieu Bodet tendant à la mise à l'ordre du jour de la discussion du Budget de 1876 (A., t. 40, p. 115). — Parle dans la discussion du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (Gard : *Arrondissement d'Alais*, A., t. 44, p. 16. Nièvre : *Arrondissement de Nevers*, p. 89).

BENOIST DU BUIS (M.), *Député élu par le département de la Haute-Vienne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 25).

= Membre de Commissions (F., nos 49, 74, 293, 498, 674, 717 ; J. O. de 1871, p. 712, 1116; J. O. de 1872, p. 3643 ; J. O. de 1873, p. 4481; J. O. de 1874, p. 4933; J. O. de 1875, p. 160). = Obtient un congé (A., t. 2, p. 876; J. O. de 1871, p. 940).

BENOIT (M.), *Député élu par le département de la Meuse.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 37). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11; M. B., p. 209); de diverses Commissions (F., nos 51, 93, 99, 123, 146, 168, 189, 229, 317, 463, 486, 498, 509, 607, 697; J. O. de 1871, p. 750, 1408, 1545, 2248, 2985; J. O. de 1872, p. 1295, 1649, 3519, 4353 ; J. O. de 1873, p. 3220, 4107, 4481, 4945; J. O. de 1874, p. 1881, 7981); et de la Commission du Budget de 1875 (F., n° 583 ; J. O. de 1874, p. 1075). = Ses rapports : sur le projet de loi ayant pour objet de créer dans le département de la Loire-Inférieure une nouvelle commune sous le nom de Notre-Dame-des-Landes (I., n° 631 ; A., t. 5, an., p. 220; J. O. de 1871, p. 4118); sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Valence (Drôme) à emprunter 420,000 fr. (I., n° 664 ; A., t. 5, an., p. 285; J. O. de 1871, p. 4227); sur le projet de loi tendant à autoriser la ville d'Orléans (Loiret) : 1° à emprunter 4,700,000 fr. ; 2° à s'imposer extraordinairement (I., n° 797; A., t. 6, an., p. 336; J. O. de 1872, p. 572); sur le projet de loi tendant à réunir au territoire de Verdun des terrains dépendant actuellement de la commune de Thierville, canton de Charny (Meuse) (I., n° 1296; A., t. 13, an., p. 60; J. O. de 1872, p. 5058); sur le projet de loi tendant à autoriser la ville d'Épernay (Marne) à contracter un emprunt de 1,050,000 fr. et à s'imposer extraordinairement (I., n° 1337; A., t. 13, an., p. 199; J. O. de 1872, p. 5385); sur le Budget des dépenses de l'Exercice 1875 (Ministère de l'Intérieur) (I., n° 2367 ; A., t. 31, an., p. 3 ; J. O. de 1874, p. 3920, 3954); sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1874, un crédit supplémentaire de 237,126 fr. pour les dépenses occasionnées par la réorganisation des services de police des communes du département de la Seine (I., n° 2540; A., t. 33, an., p. 22; J. O. de 1874, p. 5345); sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit supplémentaire au chapitre XIV (Service des prisons) du Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'Exercice 1873 (I., n° 2573; A., t. 33, an., p. 152; J. O. de 1874, p. 5681); sur le projet de loi portant répartition du fonds de 4,000,000 fr., destiné à venir en aide aux départements (Exercice 1875) (I., n° 2662; A., t. 34, an., p. 138; J. O. de 1874, p. 6123); sur le projet de loi tendant à reporter à l'Exercice 1874 une somme de 100,000 fr. restant disponible sur l'Exercice 1873 (Chapitre XXI du Budget du Ministère de l'Intérieur : Secours aux émigrations politiques) (I., n° 2685; A., t. 34, an., p. 334; J. O. de 1874, p. 6244); sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1875, un crédit supplémentaire de 237,126 fr. pour les dépenses occasionnées par la réorganisation des services de police des communes du département de la Seine (I., n° 2889; A., t. 36, an., p. 150 ; J. O. de 1875, p. 1355); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1875, de crédits supplémentaires aux chapitres XIV, XV et XVI (Service des prisons) (I., n° 3483 ; A., t. 42, an., p. 367; J. O. de 1876, p. 229). = Dépose une pétition relative à la création de Banques départementales (A., t. 1, p. 179). — Obtient des congés (A., t. 2, p. 876 ; t. 3, p. 702; t. 8, p. 645; t. 11, p. 10, 293; t. 14, p. 58, 273, 624; t. 15, p. 261). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du Budget de l'Exercice 1875 (Intérieur : *Personnel des bureaux des Préfectures et Sous-Préfectures*, A., t. 33, p. 270. *Cours du traitement de bégaiement à l'Institution des sourds-muets*, p. 275).

BÉQUET (M. Léon), *ancien Chef de cabinet du Gouvernement de la Défense nationale.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (t. 10, p. 246).

BÉRENGER (M.), *Député élu par les départements de la Drôme et du Rhône.*

Son élection est validée : pour le départe-

ment de la Drôme (A., t. 1, p. 14); pour le département du Rhône (A., t. 1, p. 40). — Déclare opter pour la Drôme (A., t. 1, p. 87). = Secrétaire du 3e Bureau (F., n° 23; J. O. de 1871, p. 251). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11; M. B., p. 209); de diverses Commissions (F., n°s 14, 30, 58, 84, 99, 123, 129, 141, 178, 245, 305, 403, 438, 617; M. B. de 1871, p. 58; J. O. de 1871, p. 344, 867, 1230, 1545, 2248, 2443, 2819, 5137; J. O. de 1872, p. 1784, 3998; J. O. de 1873, p. 580, 1710; J. O. de 1874, p. 2210); de la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (F., n° 267; J. O. de 1872, p. 2829); et de la Commission des Quinze (F., n° 20; M. B., p. 201). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à l'envoi à Paris d'une Délégation de l'Assemblée nationale (I., n° 74; A., t. 2, p. 72, 73, 86; J. O. de 1871, p. 385). — Sa proposition sur l'organisation judiciaire (I., n° 346; A., t. 3, p. 598; J. O. de 1871, p. 2001, 2025, 2038). — Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, relatives : 1° à la formation d'un jury spécial en matière de presse et de délits politiques; 2° à la revision des lois de répression sur ces matières (I., n° 387; A., t. 4, an., p. 15; J. O. de 1871, p. 2225, 2287); à l'organisation du Pouvoir exécutif (I., n° 500; A., t. 4, p. 641, an., p. 272; J. O. de 1871, p. 2826). = Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. le marquis de la Rochejaquelein et autres, ayant pour objet une modification à l'article 59 du Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 379; A., t. 3, an., p. 873; J. O. de 1871, p. 2193); sur sa proposition, présentée de concert avec plusieurs de ses collègues, relative : 1° à la formation d'un jury spécial en matière de presse et de délits politiques; 2° à la revision des lois de répression sur ces matières (I., n° 427; A., t. 4, an., p. 132; J. O. de 1871, p. 2885). — Ses rapports : sur le projet de loi ayant pour objet de modifier l'article 7 du Code de Justice militaire (I., n° 467; A., t. 4, p. 486, an., p. 204; J. O. de 1871, p. 2668); sur le fond de sa proposition, relative à la revision des lois de répression en matière de presse et de délits politiques (I., n° 569; A., t. 5, an., p. 97; J. O. de 1871, p. 3924); sur le fond de sa proposition, relative à la création d'un jury spécial pour le jugement des délits de presse et des délits politiques (I., n° 909; A., t. 7, an., p. 192; J. O. de 1872, p. 1594). — Ses rapports intérieurs à la Commission d'Enquête parlementaire sur le régime des Établissements pénitentiaires, concernant : le système pénitentiaire en Angleterre (I., n° 1676, t. 1, p. 283, 289; A., t. 45, p. 83, 84); les pénitenciers agricoles de la Corse (I., n° 1676, t. 2, p. 247, 273; A., t. 45, p. 168, 175); les prisons de la Seine (I., n° 1676, t. 3, p. 273, 381; A., t. 45, p. 314, 345). — Son rapport à l'Assemblée, au nom de cette même Commission, sur le régime des prisons départementales, suivi d'un projet de loi sur la matière (I., n° 1676, t. 7, et n° 2298; A., t. 33, p. 368, 407; t. 45, p. 903, 945; J. O. de 1874, p. 6217, 6223, 6235, 6242). = Son rapport sur les élections des Côtes-du-Nord (A., t. 1, p. 30). — Dépose une pétition tendant à prescrire le vote à la commune et le transfert de l'Assemblée dans une autre ville que Paris (A., t. 1, p. 169). — Est entendu sur la proposition relative à la création de bataillons de volontaires (A., t. 2, p. 70). — Donne lecture de sa proposition tendant à nommer une Commission parlementaire de 15 membres, chargée de se rendre à Paris pour l'apaisement ou la répression de l'insurrection (A., t. 2, p. 72, 73). — Parle dans la discussion : de cette proposition (A., t. 2, p. 78); du projet de loi concernant le rétablissement des magistrats inamovibles révoqués par la Délégation de Bordeaux (A., t. 2, p. 121); de la proposition de M. Gaslonde relative aux Conseils généraux (A., t. 2, p. 179); du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 385, 386, 387); du projet de loi concernant les poursuites en matière de délits commis par la voie de la presse (A., t. 2, p. 500); du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 643, 644, 645, 646); des propositions de MM. Brunet, Giraud et autres, relatives à l'abrogation des lois d'exil (A., t. 3, p. 306). — Présente sa proposition sur l'organisation judiciaire (A., t. 3, p. 576). — Parle sur le renvoi de cette proposition à une Commission spéciale (A., t. 3, p. 576). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi tendant à modifier l'article 7 du Code de Jus-

tice militaire (A., t. 4, p. 485). — Est entendu : sur la mise à l'ordre du jour de ce projet de loi (A., t. 4, p. 487); dans la discussion y relative (A., t. 4, p. 503, 505); sur l'urgence de la proposition de M. d'Aboville relative à la réunion légale des Conseils généraux dans certaines circonstances exceptionnelles (A., t. 4, p. 590); dans la discussion : du projet de loi sur les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux concernant l'enregistrement et le timbre (A., t. 4, p. 665; t. 5, p. 94); des propositions : 1° de MM. Rivet et autres, sur l'organisation du Pouvoir exécutif; 2° de MM. Adnet et autres, sur la confirmation des pouvoirs de M. Thiers; 3° de M. de Belcastel, sur la forme définitive du Gouvernement (A., t. 5, p. 251); du Budget rectifié de 1871 (Guerre : *Instruction par les Conseils de guerre des affaires de l'insurrection de la Commune de Paris*, A., t. 5, p. 635); de sa proposition relative à la revision des lois de répression en matière de presse et de délits politiques (*Première délibération*, A., t. 6, p. 73, 75); des interpellations de M. Raoul Duval au sujet de l'attitude du Ministère vis-à-vis de M. Ranc (A., t. 6, p. 205); de sa proposition et de celles de MM. Emmanuel Arago, de Peyramont, Bottieau et Delsol, relatives au mode de nomination et à la mise à la retraite des magistrats (*Première délibération*, A., t. 7, p. 471, 491. *Deuxième délibération*, t. 7, p. 659, 670; t. 8, p. 11, 139; t. 11, p. 239, 264, 299); du Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1872 (*Traitements de la Cour des Comptes*, A., t. 8, p. 394); du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 200). — Obtient des congés (A., t. 13, p. 63, 497). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à modifier la formation du Jury en matière criminelle (A., t. 14, p. 64, 68, 71, 134, 137); du Budget de l'Exercice 1873 (Justice : *Réduction du personnel des Tribunaux*, A., t. 14, p. 416). — S'excuse de son absence (A., t. 14, p. 497). — Parle dans la discussion du projet de loi et de la proposition de M. le baron Chaurand sur l'organisation municipale de la ville de Lyon (A., t. 17, p. 243, 254). — Dépose une proposition tendant à faire déclarer par l'Assemblée qu'elle se prononcera sur la forme définitive du Gouvernement avant de nommer les Commissions chargées de l'étude des projets de lois sur l'organisation des Pouvoirs publics (A., t. 17, p. 326). — Déclare la retirer provisoirement (A., t. 17, p. 327). = Est nommé *Ministre des Travaux publics* [Décret du 18 mai 1873] (B. des L., n° 1983; J. O., p. 3204). = Est entendu, comme Député, dans la discussion du projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique la construction d'une église à Montmartre (A., t. 19, p. 414, 417). — Ses observations incidentes, dans la discussion du projet de loi de crédit applicable au service des prisons, sur la question de la suppression du pénitencier agricole de Casabianda en Corse (A., t. 19, p. 348). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 55, 62). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la surveillance de la haute police (*Deuxième délibération*, A., t. 28, p. 22, 26, 34. *Troisième délibération*, t. 29, p. 282); du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 172); du projet de loi tendant à la déclaration d'utilité publique et à la concession d'un canal d'irrigation dérivé de la rivière de la Bourne, dans le département de la Drôme (A., t. 29, p. 297, 299, 301, 303). — Est entendu sur : la motion de M. Raudot tendant à la mise à l'ordre du jour du projet de loi concernant l'électorat municipal (A., t. 31, p. 210, 213, 217); les propositions concernant l'organisation municipale (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 305, 312); la demande d'ajournement de la troisième délibération sur ces propositions (A., t. 42, p. 198, 201); la fixation de la mise à l'ordre du jour du projet de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles, relatif à l'organisation des Pouvoirs publics (A., t. 33, p. 150); le Budget de l'Exercice 1875 (Justice : *Question de la réforme judiciaire* (A., t. 33, p. 348). — Parle, en qualité de rapporteur de la Commission des Établissements pénitentiaires, sur le projet de loi relatif au régime des prisons départementales (*Motions d'ajournement de la deuxième délibération*, A., t. 35, p. 187, 443; t. 38, p. 113, 115. *Motion de renvoi du projet à la Commission du Budget*, A., t. 38, p. 134,

136. *Troisième délibération*, A., t. 38, p. 305, 316, 326, 360, 369, 372, 376, 383). — Prend part à la discussion : des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Première délibération*, A., t. 36, p. 245. *Deuxième délibération*, p. 373) ; du projet de loi et des propositions concernant la création et les attributions d'un Sénat (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 486) ; du projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Troisième délibération*, A., t. 37, p. 223). — Est élu, par l'Assemblée *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 316).

BERGONDI (M.), *Député élu par le département des Alpes-Maritimes.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 10). = Membre de Commissions (F., nos 49, 353, 588 ; J. O. de 1871, p. 712 ; J. O. de 1872, p. 7007 ; J. O. de 1874, p. 1226). = Demande à interpeller le Gouvernement sur les mesures prises à Nice, par le Préfet et le Secrétaire général du département des Alpes-Maritimes, contre la liberté de la presse et contre la liberté individuelle (A., t. 1, p. 253). — Prend part à la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives aux Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 896) ; de la proposition de MM. Claude (Meurthe), Lafize et autres, relative au remboursement des contributions de guerre, réquisitions et dommages matériels causés par l'invasion (*Troisième délibération*, A., t. 5, p. 382). — Obtient des congés (A., t. 6, p. 24 ; t. 14, p. 58, 273 ; t. 28, p. 28). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux droits sur les boissons et sur les huiles (*Droits sur les huiles*, A., t. 28, p. 696). = N. B. Son décès, survenu pendant la 1re prorogation de 1874, n'a pas été notifié à l'Assemblée.

BERLET (M.), *Député élu par le département de la Meurthe.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 19). = L'un des signataires de la Déclaration collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 61, et an., p. 3). = Secrétaire : du 9e Bureau (F., n° 486 ; J. O. de 1873, p. 4107) ; du 4e Bureau (F., n° 650 ; J. O. de 1874, p. 4089) ; du 2e Bureau (F., n° 769 ; J. O. de 1875, p. 3405) ; du même Bureau renouvelé (F., n° 796 ; J. O. de 1875, p. 4340) ; du 10e Bureau (F., n° 824 ; J. O. de 1875, p. 5510). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; et de diverses Commissions (F., nos 22, 40, 49, 57, 74, 93, 99, 123, 214, 265, 325, 399, 484, 611, 756 ; M. B. de 1871, p. 231 ; J. O. de 1871, p. 542, 712, 854, 1146, 1408, 1545, 2248 ; J. O. de 1872, p. 765, 2781, 4633 ; J. O. de 1873, p. 460, 4039 ; J. O. de 1874, p. 2005 ; J. O. de 1875, p. 1817). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : la translation des Facultés de Strasbourg à Nancy (I., n° 272 ; t. 3, p. 197 ; J. O. de 1871, p. 1319) ; l'abrogation de l'article 2 de la loi du 21 mars 1874 relatif aux bouilleurs de cru, et son remplacement par l'article 2 de la loi du 2 août 1872 (I., n° 3403 ; A., t. 42, an., p. 8 ; J. O. de 1875, p. 9200). = Son rapport sur la proposition de M. Bouisson ayant pour objet la création d'une souscription publique dont le produit devra être consacré à solder la dette nationale contractée envers l'Allemagne (I., n° 885 ; A., t. 7, an., p. 164 ; J. O de 1872, p. 1330). = Est entendu : sur la proposition de M. Millière relative à la prorogation des échéances des effets de commerce (A., t. 2, p. 95, 105) ; dans la discussion du projet de loi sur l'inaliénabilité des propriétés publiques ou privées, saisies ou soustraites à Paris depuis le 18 mars 1871 (A., t. 2, p. 936). — Ses observations sur la question de M. de Ravinel relative à l'incendie du Palais ducal à Nancy (A., t. 4, p. 227). — Parle dans la discussion : du projet de loi portant augmentation des impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 343, 344) ; de la proposition de MM. Salneuve et Antonin-Lefèvre Pontalis, relative à la nomination d'une Commission chargée d'étudier les moyens de prompte libération du territoire (A., t. 8, p. 107) ; du projet de loi relatif à la composition des Conseils de guerre (A., t. 11, p. 398). — Est entendu : sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la formation de trois nouveaux cantons dans le département de

Meurthe-et-Moselle (A., t. 13, p. 569, 570); sur ce projet de loi (A., t. 17, p. 10); sur le projet de loi relatif à l'organisation du Jury dans les Colonies (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 129). — Ses observations : à propos de la situation attribuée au département de Meurthe-et-Moselle, dans la discussion des interpellations de M. Lamy relatives à la levée de l'état de siège (A., t. 28, p. 112); à propos du discours prononcé par M. de Castellane dans la discussion du projet de loi électorale (A., t. 31, p. 287, 288; t. 32, p. 3). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'amélioration des défenses des frontières de l'Est (A., t. 33, p. 201).

BERMOND (M. DE), *Député élu par le département du Tarn.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 24). — Son élection est validée (A., t. 1, p. 83). = Obtient des congés (A., t. 11, p. 293; t. 29, p. 515; t. 30, p. 155, 249). — S'excuse de son absence (A., t. 36, p. 351). — Lettre annonçant son décès (A., t. 36, p. 417).

BERNARD (M. CHARLES), *Député élu par le département de l'Ain.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 10). = Membre de Commissions (F., nos 181, 393; J. O. de 1871, p. 5229; J. O. de 1873, p. 280). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 475; t. 12, p. 411; t. 18, p. 546; t. 32, p. 503). — S'excuse de son absence (A., t. 6, p. 1).

BERNARD (M. MARTIN), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 47). = Membre d'une Commission (F., n° 650; J. O. de 1874, p. 4089). = Ses observations dans la discussion du projet de loi relatif au régime des prisons départementales (*Troisième délibération*, A., t. 38, p. 361).

BERNARD-DUTREIL (M.), *Député élu par le département de la Sarthe.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 55). = Président : du 13e Bureau (F., n° 486; J. O. de 1873, p. 4107); du 6e Bureau (F., n° 744; J. O. de 1875, p. 1275). = Membre de Commissions (F., nos 95, 144, 158, 183, 289, 309, 395, 498, 524, 607, 611; J. O. de 1871, p. 1476, 2939, 3334, 5299; J. O. de 1872, p. 3519, 4118; J. O. de 1873, p. 336, 4481, 6982; J. O. de 1874, p. 1881, 2005). = Son rapport sur l'élection de M. le général Faidherbe par le département du Pas-de-Calais (A., t. 4, p. 14). — Obtient un congé (A., t. 4, p. 208).

BERT (M. PAUL), *Député élu par le département de l'Yonne.*

Son élection est validée (A., t. 12, p. 442). = Secrétaire du 3e Bureau (F., n° 486; J. O. de 1873, p. 4107). = Membre de Commissions (F., nos 317, 393, 475, 629, 744, 850; J. O. de 1872, p. 4353; J. O. de 1873, p. 280, 3722; J. O. de 1874, p. 3395; J. O. de 1875, p. 1275, 9395). = Sa proposition sur l'organisation de l'Enseignement supérieur de l'État (I., n° 2064; A., t. 28, an., p. 89; J. O. de 1874, p. 179). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : la reconstruction de l'École pratique de la Faculté de médecine de Paris, la construction d'une Faculté des sciences à Paris, et le règlement des difficultés pendantes entre l'État, la Banque de France et la ville de Paris, par suite des réquisitions d'argent opérées par les agents de la Commune en 1871 (I., n° 2495; A., t. 32, an., p. 269; J. O. de 1874, p. 5123, 5153). = Ses rapports : sur : 1° la proposition de MM. Le Royer et autres, relative à la création d'une Faculté de médecine et d'une École supérieure de pharmacie à Lyon; 2° la proposition de MM. Fourcand et autres, relative à la création d'une Faculté de médecine et de pharmacie à Bordeaux; 3° la proposition de M. Gatien-Arnoult et de plusieurs de ses collègues, relative à la création d'une Faculté de médecine à Toulouse; 4° la proposition de MM. Lallié et autres, relative à la création d'une Faculté de médecine à Nantes; 5° la proposition de MM. Vente et autres, relative à la création d'une Faculté de médecine à Lille; 6° la proposition de M. Amat, relative à la création d'une Faculté de médecine à Marseille (I., n° 2293; A., t. 31, an., p. 582; J. O. de 1874,

p. 3333, 3427, 3457) ; sur le projet de loi relatif à la concession d'une pension à M. Pasteur, membre de l'Académie des sciences de l'Institut de France et professeur à la Faculté des sciences de Paris (I., n° 2168 ; A., t. 32, an., p. 171 ; J. O. de 1874, p. 4860, 4874). = Obtient un congé (A., t. 13, p. 200). — Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1873 (Instruction publique : *Question de la suppression du Bureau des longitudes*, A., t. 14, p. 459) ; de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 21, 102 à 113, 204) ; du Budget de l'Exercice 1874 (Instruction publique : *Reconstruction de l'École supérieure de pharmacie de Paris*, A., t. 28, p. 281, 284). — Est entendu, en qualité de rapporteur, dans la discussion des propositions relatives à la création de Facultés de médecine à Lyon, Toulouse, Lille, Nantes, Bordeaux et Marseille (*Première délibération*, A., t. 32, p. 4 à 13. *Deuxième délibération*, t. 32, p. 407 à 411. *Troisième délibération*, t. 35, p. 97 à 100, 109). — Parle : sur la question de mise à l'ordre du jour de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (A., t. 33, p. 107) ; dans la discussion de cette proposition (*Première délibération*, A., t. 35, p. 16 à 26). — Demande, en qualité de rapporteur, l'urgence du projet de loi tendant à accorder à M. Pasteur une pension annuelle et viagère de 12,000 francs à titre de récompense nationale (A., t. 33, p. 210). — Est entendu : dans la discussion du Budget de l'Exercice 1875 (Gouvernement général civil de l'Algérie : *Études relatives à la création d'une mer intérieure en Algérie*, A., t. 33, p. 277. Instruction publique : *Professeurs à la Faculté de médecine de Paris*, p. 285. *Reconstruction de l'École supérieure de pharmacie de Paris*, p. 286, 287. *Cours complémentaires au Collège de France*, p. 289, 290) ; sur le règlement de l'ordre du jour (A., t. 33, p. 5, 6).

BERTAULD (M.), *Député élu par le département du Calvados.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 12). = Vice-Président du 7e Bureau (F., n° 215 ; J. O. de 1872, p. 889). — Président : du 4e Bureau (F., n° 317 ; J. O. de 1872, p. 4353) ; du 2e Bureau (F., n° 607 ; J. O. de 1874, p. 1881). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 14, 21, 22, 23, 32, 48, 58, 76, 81, 125, 127, 139, 178, 219, 257, 339, 353, 395, 403, 427, 468, 475, 478, 488, 531, 573, 601, 617, 722, 762, 842, 851, 857 ; M. B., p. 58, 224, 231 ; J. O. de 1871, p. 251, 372, 696, 867, 1128, 1188, 2333, 2385, 2754, 5137 ; J. O. de 1872, p. 1012, 2168, 5057, 7007 ; J. O. de 1873, p. 336, 580, 1383, 3393, 3722, 3817, 4177, 7256 ; J. O. de 1874, p. 736, 1699, 2210 ; J. O. de 1875, p. 365, 2037, 9073, 9163, 9767) ; de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (F., n° 95 ; J. O. de 1871, p. 1476) ; de la Commission des Trente chargée de présenter à l'Assemblée nationale un projet de loi pour régler les attributions des Pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (F., n° 371 ; J. O. de 1872, p. 7565) : de la Commission de permanence de 1873 (A., t. 17, p. 275) ; et de la Commission du Budget de 1875 (F., n° 583 ; J. O. de 1874, p. 1075). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à la nomination d'une Commission de trente membres chargée de reviser tous les décrets ayant un caractère législatif rendus par le Gouvernement de la Défense nationale sur des objets étrangers à ladite défense (I., n° 50 ; A., t. 1, an., p. 34 ; J. O. de 1871, p. 375). — Ses propositions : à l'effet de soumettre tous les emprunts contractés par les communes et les départements aux mêmes conditions quant au timbre et à l'enregistrement (I., n° 662 ; A., t. 5, p. 643, an., p. 285 ; J. O. de 1871, p. 4242) ; sur la publicité partielle, par voie d'affichage, des débats parlementaires (I., n° 1880 ; A., t. 19, p. 150, an., p. 95 ; J. O. de 1873, p. 5237). = Son rapport sur la proposition de M. Gaslonde relative à la convocation immédiate des Conseils généraux (I., n° 83 ; A., t. 2, p. 143 ; J. O. de 1871, p. 418). — Ses rapports sommaires : sur la proposition signée de lui et de M. Amédée Lefèvre-Pontalis, relative à la nomination d'une Commission de trente

membres chargée de reviser tous les décrets ayant un caractère législatif rendus par le Gouvernement de la Défense nationale sur des objets étrangers à ladite défense (I., n° 88 ; A., t. 2, p. 160 ; J. O. de 1871, p. 472) ; sur la proposition de MM. Tolain et autres, tendant à abroger les articles 291, 292 du Code pénal et la loi du 10 avril 1834 (I., n° 89 ; A., t. 2, p. 160 ; J. O. de 1871, p. 429). — Ses rapports : sur le projet de loi relatif à l'état de siège (I., n° 169; A., t. 2, p. 714 ; J. O. de 1871, p. 820) ; sur le projet de loi tendant à déclarer inaliénables les propriétés publiques ou privées, saisies ou soustraites à Paris depuis le 18 Mars 1871 (I., n° 207; A., t. 2, p. 850; J. O. de 1871, p. 1015, 1025) ; sur la proposition de MM. Tolain et autres, tendant à abroger les articles 291 à 294 du Code pénal et la loi du 10 avril 1834 concernant les réunions et les associations (I., n° 709 ; A., t. 6, an., p. 171 ; J. O. de 1872, p. 353, 383) ; sur la proposition de M. Parent ayant pour objet de modifier l'article 337 ou au moins l'article 360 du Code d'Instruction criminelle (I., n° 2068 ; A., t. 28, an., p. 101 ; J. O. de 1874, p. 741) ; sur le projet de loi relatif au rétablissement du titre de Premier Avocat général dans les Cours d'appel (I., n° 2244 ; A., t. 30, an., p. 14 ; J. O. de 1874, p. 2260) ; sur : 1° le projet de loi sur le Conseil d'État ; 2° la proposition de M. Gaslonde tendant à modifier diverses dispositions de la loi organique du Conseil d'État (I., n° 2517; A., t. 32, an., p. 364 ; J. O. de 1874, p. 5152); sur les conclusions de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la concession d'une pension à M. Pasteur, membre de l'Institut de France et professeur à la Faculté des sciences de Paris (I., n° 2555 ; A., t. 33, an., p. 45; J. O. de 1874, p. 5190) ; sur le projet de loi portant approbation du Traité d'extradition conclu, le 15 août 1874, entre la France et la Belgique (I., n° 2847 ; A., t. 36, an., p. 68 ; J. O. de 1875, p. 808) ; sur l'amendement, relatif aux pensions civiles, présenté par M. Guichard au projet de loi portant régularisation des crédits supplémentaires ouverts par des décrets pendant la prorogation de l'Assemblée nationale (I., n° 2914 ; A., t. 37, p. 6, an., p. 5; J. O. de 1875, p. 2066) ; sur le projet de loi relatif à divers droits d'enregistrement (I., n° 3003 ; A., t. 38, an., p. 78 ; J. O. de 1875, p. 3675) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts, sur l'Exercice 1874 (section 1re, chapitre VII), d'un crédit supplémentaire de 150,320 fr. applicable aux dépenses de Facultés et d'Écoles de pharmacie (I., n° 3144 ; A., t. 39, an., p. 51 ; J. O. de 1875, p. 5295) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts, sur l'Exercice 1874, d'un crédit supplémentaire de 50,700 francs (section 1re, chapitre XVIII), applicable aux dépenses de la construction de l'École française d'Athènes (I., n° 3142 ; A., t. 39, an., p. 51 ; J. O. de 1875, p. 5264) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts, sur l'Exercice 1875, d'un crédit additionnel de 148,000 francs (Instruction publique, section 1re, chapitre VII) (I., n° 3338 ; A., t. 41, an., p. 178 ; J. O. de 1875, p. 7159) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts, d'un crédit supplémentaire de 11,933 fr. 94 cent. applicable aux dépenses des Établissements désignés aux chapitres V, VI, VII, X, XII, XIII, XV, XVIII, XX et XXI du Budget de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts (section 1re, Exercice 1875) (I., n° 3416 ; A., t. 42, an., p. 61 ; J. O. de 1875, p. 9732). = Parle sur l'élection de M. Delorme par le département du Calvados (A., t. 1, p. 248). — Dépose le rapport sur la proposition de M. Gaslonde relative à la convocation immédiate des Conseils généraux, et en communique les conclusions (A., t. 2, p. 137, 138). — Est entendu dans la discussion : de cette proposition (A., t. 2, p. 167, 171, 173, 175, 176) ; du projet de loi sur les Conseils municipaux (A., t. 2, p. 348, 349) ; du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 475) ; du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 594, 597, 611, 612). — Parle : sur l'incident soulevé par M. Mortimer Ternaux, au sujet d'un récit de l'entrevue des délégués du Conseil municipal de Bordeaux avec le Chef du Pouvoir exécutif (A., t. 2, p. 914, 915) ; en qualité de rapporteur, dans la discussion du projet de loi sur l'inaliénabilité des propriétés publiques ou privées, saisies ou soustraites à

Paris depuis le 18 Mars 1871 (A., t. 2, p. 930, 935, 936, 937, 938, 940); dans la discussion : de la proposition signée de lui et de MM. Amédée Lefèvre-Pontalis, relative à la nomination d'une Commission chargée de reviser les décrets du Gouvernement de la Défense nationale (*Première délibération*, A., t. 3, p. 225. *Deuxième délibération*, p. 432, 443, 447); du projet de loi sur l'exercice du droit de grâce (A., t. 3, p. 483, 484) ; des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 848 ; t. 4, p. 70, 80, 81. *Troisième délibération*, t. 4, p. 385). — Son rapport sur les élections de MM. Tardieu, Gambetta, Fraissinet, Clapier, Laurier, Rouvier et Heirieis par le département des Bouches-du-Rhône (A., t. 5, p. 13). — Parle sur le projet de loi relatif à un emprunt de 340,000 fr. par la ville de Caen à l'effet de couvrir le déficit de ses Budgets (A., t. 5, p. 609, 610, 611). — Demande l'urgence sur sa proposition relative aux emprunts contractés par les communes et par les départements (A., t. 5, p. 643). — Prend part à la discussion : de la proposition de M. Princeteau relative à l'interdiction de toutes fonctions publiques salariées aux membres de l'Assemblée nationale (*Deuxième délibération*, A., t. 6, p. 407 ; t. 7, p. 387) ; des propositions de MM. Emmanuel Arago, Bérenger, de Peyramont, Bottieau et Delsol, relatives au mode de nomination et à la mise à la retraite des magistrats (*Deuxième délibération*, A., t. 7, p. 679 à 686 ; t. 11, p. 11, 295); du projet de loi sur les peines à établir contre les affiliés à l'Internationale (A., t. 8, p. 228, 232, 296, 300, 314); du projet de loi tendant à supprimer la Cour de Metz et à faciliter le replacement ou la mise à la retraite des magistrats d'Alsace-Lorraine (A., t. 8, p. 540) ; du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 121, 168). — Parle comme rapporteur sur : la proposition de MM. Tolain et autres, tendant à abroger les articles 291 à 294 du Code pénal et la loi du 10 avril 1834 sur les réunions et les associations (*Demande d'ajournement par M. le Garde des sceaux*, A., t. 11, p. 321. *Première délibération*, p. 403, 415). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 450) ; du projet de loi relatif à l'établissement d'un impôt sur les créances hypothécaires A., t. 12, p. 580) ; du projet de Résolution relatif à la demande de communication aux magistrats militaires chargés de l'instruction de la capitulation de Metz, des dépositions et documents recueillis par la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 13, p. 21, 27) ; du projet de loi tendant à modifier la formation du Jury en matière criminelle (*Discussion générale*, A., t. 14, p. 37, 44 à 50. *Discussion des articles*, p. 74, 112) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Justice : *Traitements des Greffiers en chef des Cours d'appel*, A., t. 14, p. 410, 412); de la demande d'urgence de la proposition de M. Savary relative à la majorité requise pour être élu Député à l'Assemblée nationale (A., t. 15, p. 60) ; de cette proposition (A., t. 16, p. 104 à 112) ; de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 94 à 98, 102) ; du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 266 à 269) ; du projet de loi ayant pour objet de régler les conditions des déportés à la Nouvelle-Calédonie (A., t. 17, p. 71, 77, 83) ; de la proposition de MM. Bompard et autres, tendant à dispenser du droit de timbre proportionnel les emprunts contractés par les communes pendant la guerre ; et de sa proposition tendant à soumettre tous les emprunts contractés par les communes et les départements aux mêmes conditions, quant au timbre et à l'enregistrement (A., t. 18, p. 163). — Parle, à l'occasion du procès-verbal, sur un incident relatif à l'étendue du droit des Représentants sur la publicité à donner à leurs discours (A., t. 19, p. 134). — Donne lecture de sa proposition relative à la publication partielle, par voie d'affichage, des discussions parlementaires, et en demande l'urgence (A., t. 19, p. 150, 151). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique la construction d'une église à Montmartre (A., t. 19, p. 326 à 332, 334, 336, 410, 414); de la proposition de MM. le général Chan-

garnier et autres, relative à la prorogation des pouvoirs de M. le Maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 122 à 126); sur un incident relatif à la fixation de l'ordre du jour, à l'occasion des vacances du premier jour de l'an (A., t. 28, p. 702, 703); sur le projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (*Incident personnel*, A., t. 29, p. 85); sur un incident relatif à une question d'interprétation du Règlement, en ce qui concerne la majorité nécessaire pour la nomination des Commissaires dans les Bureaux au 3e tour de scrutin (A., t. 29, p. 249, 255).— Demande la question préalable sur le projet de loi électorale (A., t. 31, p. 245 à 249). — Prend part à la discussion des propositions concernant l'organisation municipale (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 279 à 285, 291, 292). — Parle, en qualité de rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif au rétablissement du titre de Premier Avocat général dans les Cours d'appel (*Première délibération*, A., t. 32, p. 380 à 383). — Demande à interpeller le Vice-Président du Conseil sur l'interprétation à donner au Message du Président de la République du 9 juillet 1874 (A., t. 33, p. 46). — Parle, en qualité de rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif au Conseil d'État et de la proposition de M. Gaslonde tendant à modifier diverses dispositions de la loi organique de ce Conseil (A., t. 34, p. 129, 131). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de MM. de Pressensé et autres, relative à la liberté des réunions pour la célébration d'un culte religieux (*Première délibération*, A., t. 35, p. 167); de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Deuxième délibération*, A., t. 35, p. 284 à 290, 292; t. 38, p. 499). — Ses observations dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser un emprunt de 100,000 fr. par la ville de Caen pour l'établissement d'un égout (A., t. 35, p. 390). — Est entendu dans la discussion des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 394, 407).— Donne lecture de son rapport, au nom de la Commission du Budget, sur l'amendement de M. Guichard (Revision des pensions civiles concédées depuis le 4 septembre 1870) au projet de loi portant régularisation des crédits supplémentaires ouverts par décrets pendant la prorogation de l'Assemblée (A., t. 37, p. 6). — Est entendu dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 37, p. 261 à 266, 284, 286). — Demande l'ajournement de la deuxième délibération sur le projet de loi de la Commission des Établissements pénitentiaires relatif au régime des prisons départementales (A., t. 38, p. 109 à 113, 117). — Obtient un congé (A., t. 38, p. 367). — Est entendu, en qualité de rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif à divers droits d'enregistrement (A., t. 38, p. 631 à 638, 639; A., t. 39, p. 2, 3, 35, 36, 49, 59, 63, 66, 67). — Parle dans la discussion : du projet de loi relatif aux élections des Sénateurs (*Deuxième délibération*, A., t. 41, p. 150); du rapport sur les pétitions des huissiers d'un grand nombre de départements qui réclament la revision des tarifs judiciaires (A., t. 42, p. 225); du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 401 à 404, 412). — Est élu par l'Assemblée *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 259). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A., t. 44, p. 189, 200, 249 à 252).

BESCHERELLE (M.), 1er *Garçon de salle au Corps législatif.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 753 à 755).

BESNARD (M.), *Député élu par le département de l'Eure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 83). = Membre de Commissions (F., nos 411, 707, 756; J. O. de 1873, p. 844; J. O. de 1874, p. 8333; J. O. de 1875, p. 1817). = Son rapport sur le projet de loi relatif à l'enseignement élémentaire pratique de l'Agriculture (I., n° 3119; A., t. 39, an., p. 83; J. O. de 1875, p. 5211, 5235). = Prend part à la discussion du projet de loi tendant à augmenter les impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 281). — Obtient des congés (A., t. 11, p. 10; t. 12, p. 411, 657; t. 15, p. 148; t. 18, p. 295; t. 28, p. 199, 434; t. 32, p. 41, 271; t. 39, p. 22). — Est entendu

dans la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Agriculture et Commerce : *Enseignement de l'agriculture*, A., t. 14, p. 377).

BESSON (M. Paul), *Député élu par le département du Gard.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 16). = Secrétaire : du 1er Bureau (F., n° 51 ; J. O. de 1871, p. 750) ; du 14e Bureau (F., n° 289; J. O. de 1872, p. 3519) ; du 13e Bureau (F., n° 353; J. O. de 1872, p. 7007) ; du 5e Bureau (F., n° 379; J. O. de 1872, p. 7817) ; du 13e Bureau (F., n° 440; J. O. de 1873, p. 1769) ; du même Bureau renouvelé (F., n° 509; J. O. de 1873, p. 4945) ; du 15e Bureau (F., n° 517; J. O. de 1873, p. 6751) ; du 8e Bureau (F., n° 588; J. O. de 1874, p. 1226) ; du 12e Bureau (F., n° 744; J. O. de 1875, p. 1275) ; et du 9e Bureau (F., n° 824; J. O. de 1875, p. 5510). = Membre de Commissions (F., nos 29, 32, 58, 76, 103, 174, 241, 249, 317, 475, 544, 627, 717, 865 ; J. O. de 1871, p. 337, 372, 867, 1128, 1700, 5009 ; J. O. de 1872, p. 1649, 1906, 4353 ; J. O. de 1873, p. 3722, 7732 ; J. O. de 1874, p. 3307 ; J. O. de 1875, p. 160, 10118). = Prend part à la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives aux Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 9, 16) ; du projet de loi concernant les droits d'enregistrement (A., t. 8, p. 64) ; de la proposition de MM. Tolain et autres, tendant à abroger les articles 291 à 294 du Code pénal et la loi du 10 avril 1834 sur le droit d'association (*Demande d'ajournement par M. le Garde des sceaux*, A., t. 11, p. 322. *Première délibération*, p. 372).

BESSON (M. le général).

Question relative à la non-convocation de l'Assemblée nationale à ses obsèques, voy. à la Table des matières, art. Questions, n° 13.

BETHMONT (M. Paul), *Député élu par le département de la Charente-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 12). = Secrétaire du 9e Bureau (F., n° 23 ; J. O. de 1871, p. 251). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 6, 84, 89, 95, 289, 353, 419, 463, 776, 861 ; J. O. de 1871, p. 1230, 1335, 1476 ; J. O. de 1872, p. 3519, 7007 ; J. O. de 1873, p. 1080, 3220 ; J. O. de 1875, p. 3636, 9961) ; de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du commerce et de l'agriculture en France (F., n° 11 ; M. B., p. 210) ; de la Commission de décentralisation (F., n° 50 ; J. O. de 1871, p. 734) ; de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73; J. O. de 1871, p. 1111) ; de la Commission de la proposition sur la prorogation des pouvoirs de M. le maréchal de Mac-Mahon (F., n° 519; J. O. de 1873, p. 6801) ; et de la 2e Commission des Lois Constitutionnelles (F., n° 779; J. O. de 1875, p. 3734). = Ses propositions relatives : 1° à l'organisation des Conseils généraux des départements ; 2° aux attributions des Conseils généraux (I., n° 82; A., t. 2, p. 138 ; J. O. de 1871, p. 401, 417).— Sa proposition sur la formation des listes électorales municipales (I., n° 128 ; A., t. 2, p. 452 ; J. O. de 1871, p. 757). = Est élu *Secrétaire de l'Assemblée* (A., t. 1, p. 58). — Parle sur la proposition de MM. le comte Daru, Barthélemy Saint-Hilaire et autres, tendant à nommer huit Commissions chargées d'éclairer l'Assemblée sur l'état de la France (A., t. 1, p. 82). — Sa motion relative à la déchéance de l'Empereur Napoléon et de sa dynastie (A., t. 1, p. 103). — Est entendu : dans la discussion de l'élection de M. Mestreau par le département de la Charente-Inférieure (A., t. 1, p. 249) ; sur la proclamation rédigée par la Commission des Quinze (A., t. 2, p. 20, 21) ; sur un ordre du jour tendant à replacer Paris dans le droit commun, quant à son Administration municipale (A., t. 2, p. 44) ; sur la proposition relative à la création de bataillons de volontaires (A., t. 2, p. 72). — Sa question au Gouvernement au sujet de la loi sur les loyers et de la loi sur les Conseils municipaux (A., t. 2, p. 149).— Parle dans la discussion : de la proposition de M. Gaslonde relative aux Conseils généraux (A., t. 2, p. 177) ; du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 259, 260, 272, 290, 293, 435, 437, 438, 439, 472) ; sur l'urgence de la proposition de M. Bompard relative à l'article 69 du Rè-

glement (A., t. 2, p. 454). — Demande l'ajournement de la nomination de la Commission chargée d'examiner les propositions signées de lui et de M. Magnin, relatives aux Conseils généraux (A., t. 2, p. 483). — Est entendu : sur la prise en considération de la proposition de MM. de Talhouët et autres, relative à la nomination d'une Commission de décentralisation (A., t. 2, p. 511); dans la discussion du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 594, 616.) — Ses observations au sujet de la question de M. le comte Duchâtel sur la publication du Compte-rendu des séances dans le *Moniteur des Communes* (A., t. 2, p. 808). — Demande le renvoi de sa proposition sur la formation des listes électorales municipales : à la Commission chargée d'examiner la loi électorale (A., t. 2, p. 888); à une Commission spéciale (A., t. 3, p. 477). — Réélu *Secrétaire de l'Assemblée* (A., t. 3, p. 39). — Est entendu dans la discussion de la proposition de M. Calemard de Lafayette tendant à la création d'une Commission de trente membres, dite de la réorganisation de l'armée (A., t. 3, p. 48).— Ses observations sur la demande de M. le comte Jaubert à fin de renvoi du rapport de M. de Champvallier, sur l'état des routes nationales et départementales, à la Commission de décentralisation et à la Commission du Budget (A., t. 3, p. 135). — Parle sur l'urgence de la proposition de M. de Ravinel relative à l'installation des Ministères à Versailles (A., t. 3, p. 200). — Ses observations sur l'application de l'art. 59 du Règlement (A., t. 3, p. 561). — Est entendu : sur la prise en considération de la proposition de MM. Mortimer Ternaux et autres, relative à la modification des articles 832 et 1079 du Code civil (A., t. 3, p. 571); dans la discussion : du projet de loi sur le cautionnement des journaux et écrits imprimés (A., t. 3, p. 717, 721); de sa proposition, et de celles de MM. Magnin, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 922; t. 4, p. 71, 77, 113, 114, 122, 130, 131, 133, 149, 175, 274, 275, 276, 304. *Troisième délibération*, t. 4, p. 369, 414, 445, 564, 572). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 4, p. 656). — Est entendu dans la discussion du Budget rectifié de 1871 (Impôts autorisés : ***Retenues sur les traitements des employés et fonctionnaires publics***, A., t. 5, p. 620). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 6, p. 7). — Parle sur un incident relatif au titre donné à M. Thiers par la loi du 31 août 1871 (A., t. 6, p. 452). — Ses observations sur l'intitulé de la proposition de M. Aubry relative à un impôt sur le revenu (A., t. 7, p. 141). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 245, 272, 277, 296); sur la prise en considération de la proposition de MM. Duchâtel et Humbert, relative à la translation de l'Assemblée à Paris (A., t. 7, p. 368); des propositions de MM. de Tréveneuc (Côtes-du-Nord), Vétillart, d'Aboville, Vente et Depeyre, relatives au rôle éventuel des Conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles (A., t. 7, p. 432). — Demande l'ajournement des séances au 14 février 1872 (A., t. 7, p. 522). — Parle dans la discussion : du projet de loi règlant, au point de vue de l'indemnité, la situation des fonctionnaires nommés Députés (A., t. 7, p. 555); des propositions de MM. Emmanuel Arago, Bérenger, de Peyramont, Bottieau et Delsol, relatives au mode de nomination et à la mise à la retraite des magistrats (*Deuxième délibération*, A., t. 8, p. 151); du Budget du Ministère de la Justice pour l'Exercice 1872 (Légion d'Honneur: *Limitation du nombre des nominations*, A., t. 8, p. 624); du projet de loi concernant les fonctionnaires et employés réformés pour cause de suppression d'emploi ou de réorganisation (A., t. 8, p. 681). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 Mars (A., t. 9, p. 510). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 97, 99 à 104, 108 à 110, 283 à 285, 288, 292, 294, 304, 336, 386, 393, 404, 405, 406, 418, 421, 424, 425 à 427, 428, 434, 448, 450, 454, 455, 460, 461, 466, 467. *Troisième délibération*, t. 13, p. 384, 385, 386, 387, 418); du projet de loi de crédit applicable au paiement d'une indemnité de 212,000 francs à M. Souberbielle, ancien entrepreneur général des transports de l'armée française au Mexique (A., t. 13, p. 214).— Obtient un congé (A., t. 14, p. 539). — Parle : sur la fixation d'un jour pour la discussion de

la pétition d'habitants d'Ajaccio contre l'expulsion du prince Napoléon du territoire français (A., t. 15, p. 622, 635; t. 16, p. 2); sur l'urgence de la proposition de MM. Hervé de Saisy et Pory-Papy tendant à adresser au peuple Espagnol les félicitations de l'Assemblée nationale pour avoir entrepris l'œuvre de l'abolition de l'esclavage dans ses colonies (A., t. 16, p. 4); dans le débat soulevé à la suite du rejet de la proposition de MM. le vicomte d'Aboville et autres, concernant la publicité des Comptes-rendus des séances de l'Assemblée nationale (A., t. 16, p. 14); dans la discussion de la proposition de MM. Paris (Pas-de-Calais) et autres, relative aux membres des Conseils généraux, d'arrondissements et municipaux, qui se refusent à remplir les obligations de leurs fonctions (A., t. 18, p. 214); en qualité de nouveau rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif aux emplois à réserver aux sous-officiers dans les administrations de l'État (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 31, 33, 34, 35. *Troisième délibération*, p. 384, 387). — Demande le renvoi de la discussion sur la proposition de M. Paris (Pas-de-Calais) relative à la prorogation de l'Assemblée, du 27 juillet au 5 novembre 1873 (A., t. 19, p. 279). — Est entendu dans la discussion : de cette proposition (A., t. 19, p. 284); du projet de loi tendant à accorder à la Commission de permanence le droit d'autoriser la poursuite des délits d'offense commis contre l'Assemblée nationale pendant sa prorogation (A., t. 19, p. 364, 367, 368); de la motion de M. Johnston tendant à la suspension de la séance, à l'effet d'entendre la lecture du rapport de la Commission chargée d'examiner la proposition de MM. le général Changarnier et autres, sur la prorogation pour dix ans des pouvoirs du Maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 108); de la motion de M. Laboulaye, à la suite de la communication du Message du Président de la République, tendant à l'ajournement de la discussion sur la proposition relative à la prorogation de ses pouvoirs (A., t. 27, p. 117). — Prend part à la discussion : des interpellations de MM. Léon Say et autres, relatives à la non-convocation des collèges électoraux dans les départements où il y a des sièges vacants (A., t. 27, p. 214, 216, 217); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt sur les pianos*, A., t. 29, p. 676. *Exercice des raffineries*, t. 30, p. 80. *Droits sur les sucres*, p. 402); de la demande de M. Chaper tendant à ce que le rapport de la Commission de l'armée sur le projet de loi relatif aux nouveaux forts à construire autour de Paris, ne soit ni imprimé ni distribué (A., t. 30, p. 537); du projet de loi portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1867 A., t. 31, p. 101); de la motion de M. Raudot tendant à la mise à l'ordre du jour des propositions concernant l'électorat municipal (A., t. 31, p. 205 à 208); de ces propositions (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 55, 58, 99 à 103, 113. *Troisième délibération*, p. 521, 585, 614); des interpellations de M. Léon de Maleville au sujet des intentions du Gouvernement à l'égard du parti Bonapartiste (A., t. 32, p. 151); des propositions concernant l'organisation municipale (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 279, 285 à 291, 324, 331). — Est entendu : sur la demande d'urgence de la proposition de M. Brisson tendant à faire élire, le 1er dimanche d'avril 1875, une nouvelle Assemblée (A., t. 36, p. 498); dans la discussion des propositions de MM. Waddington, Vautrain, Clapier et Wallon, relatives à l'organisation du Sénat (A., t. 36, p. 602, 603); sur la question du renvoi à la Commission des Lois Constitutionnelles, de la proposition de M. Limperani relative à l'élection des Sénateurs à nommer par les départements (A., t. 37, p. 270). — Ses observations sur la motion de M. Wolowski tendant à la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif au remboursement de l'emprunt Morgan (A., t. 37, p. 289). — Parle sur la motion de M. Dufaure relative au mode de nomination de la nouvelle Commission à nommer en remplacement de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles, démissionnaire (A., t. 38, p. 166, 167). — Prend part à la discussion du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 66, 82, 90, 91 à 94, 95, 151, 152, 153. *Troisième délibération*, p. 335). — Ses motions à la suite de l'annulation, à défaut de majorité, du 10e scrutin pour la nomination des Sénateurs (A., t. 44, p. 34, 35). — Est entendu

dans la discussion du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales : (SEINE, *Ville de Paris*, A., t. 44, p. 121, 125, 127, 128). — Demande, au nom de la Commission de la loi électorale, d'accord avec le Gouvernement, l'addition, comme article final, d'une disposition transitoire omise par la Commission (A., t. 44, p. 151).

BÉTHUNE (M. le comte de), *Député élu par le département des Ardennes.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 48). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 11, 41, 99, 125, 139, 146, 189, 293, 367, 454, 478, 529, 611, 769; M. B. de 1871, p. 209; J. O. de 1871, p. 561, 1545, 2333, 2754, 2985; J. O. de 1872, p. 113, 3643, 7446; J. O. de 1873, p. 2231, 3817, 7211; J. O. de 1874, p. 2005; J. O. de 1875, p. 3405); et de la Commission des Marchés (F., n° 37; J. O. de 1871, p. 471). = Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Charleville (Ardennes) : 1° à emprunter 600,000 fr.; 2° à s'imposer extraordinairement (I., n° 598; A., t. 5, an., p. 183; J. O. de 1871, p. 3984). = Son rapport sur des pétitions (A., t. 2, p. 212). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 88; t. 13, p. 63; t. 16, p. 43, 291). — Prend part à la discussion de la proposition de MM. Claude (Meurthe), Laflize et autres, relative au remboursement des contributions de guerre, réquisitions et dommages matériels causés par l'invasion (*Troisième délibération*, A., t. 5, p. 413).

BEULÉ (M.), *Député élu par le département de Maine-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 18). = Président du 3e Bureau (F., n° 541; J. O. de 1873, p. 7729). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 6, 14, 37, 39, 139, 161; M. B. de 1871, p. 58; J. O. de 1871, p. 471, 500, 523, 2754, 3435); de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11; M. B., p. 209); de la Commission de décentralisation (F., n° 30; J. O., p. 734); de la Commission du Budget rectificatif de 1871 (F., n° 89; J. O., p. 1335); de la Commission pour l'examen des lois de finances de l'Exercice 1872 (F., n° 192; J. O. de 1872, p. 200); et de la Commission du Budget de l'Exercice 1873 (F., n° 297; J. O. de 1872, p. 3767). = Ses rapports sur la proposition de MM. Keller et autres, relative à la Déclaration des Députés des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, de la Moselle, de la Meurthe et des Vosges, à l'égard de l'Alsace et de la Lorraine (I., n° 4; A., t. 1, p. 63, an., p. 4; J. O. de 1871, p. 271); sur le projet de Résolution concernant la translation du siège de l'Assemblée nationale (I., n° 47; A., t. 1, p. 244, an., p. 32; J. O. de 1871, p. 374); sur le Budget des dépenses de 1872 (Instruction publique, Cultes et Beaux-Arts) (I., n° 972; A., t. 8, an., p. 72; J. O. de 1872, p. 2091); sur le projet de loi tendant à élever exceptionnellement de 33 à 42,000 fr. le crédit des dépenses diverses et accidentelles, frais de passage (Chapitre LXI du Budget des Cultes, Exercice 1871) (I., n° 1192; A., t. 11, an., p. 260; J. O. de 1872, p. 3874); sur le projet de loi relatif à l'ouverture, sur l'Exercice 1873, d'un crédit additionnel de 100,000 fr. affecté à la détermination de la parallaxe du soleil (I., n° 1342; A., t. 13, an., p. 80; J. O. de 1872, p. 5198); sur le Budget des dépenses du Ministère de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts pour l'Exercice 1873 (I., n° 1345; A., t. 13, an., p. 210; J. O. de 1872, p. 5794, 5811, 5843); sur les projets de lois ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts, sur l'Exercice 1873 : 1° un crédit additionnel de 200,000 fr. pour l'acquisition de la collection des médailles de M. de Saulcy; 2° un crédit additionnel de 30,000 fr. pour subvenir aux dépenses de l'Académie de Médecine; 3° un crédit additionnel de 24,000 fr. pour subvenir aux dépenses de laboratoire à affecter au service des cliniques de la Faculté de Médecine de Paris; 4° sur divers amendements présentés par des membres de l'Assemblée au Budget de l'Exercice 1873 (I., n° 1475; A., t. 14, an., p. 130; J. O. de 1872, p. 7781). = Son rapport sur les élections de la Corrèze (A., t. 1, p. 13). — Donne lecture de son rapport sur la proposition de MM. Keller et autres, relative à l'Alsace et à la Lorraine (A., t. 1, p. 63). — Demande le rétablissement de son vote sur le projet de loi relatif aux préliminaires de paix (A., t. 1, p. 130). —

Donne lecture de son rapport sur le projet de Résolution relatif à la translation du siège de l'Assemblée nationale (A., t. 1, p. 244). — Parle dans la discussion : de ce projet de Résolution (A., t. 1, p. 289) ; des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives aux Conseils généraux (A., t. 3, p. 824) ; du projet de loi sur les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 664). — S'excuse de son absence (A., t. 7, p. 525). — Prend part : à la discussion du Budget des dépenses du Ministère des Finances pour l'Exercice 1872 (*Pensions civiles*, A., t. 8, p. 379. *Personnel de l'Administration centrale*, p. 382) ; en qualité de rapporteur, à la discussion du Budget du Ministère de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts pour le même Exercice (Instruction publique : *Institut de France*, A., t. 8, p. 419. *Bibliothèques populaires communales*, p. 422. *Création d'un Lycée à Belfort*, p. 423. *Cours primaires d'adultes*, p. 425. *Traitements des instituteurs adjoints*, p. 427. Beaux-Arts : *Subventions aux écoles de dessin de Lyon et de Dijon*, p. 435. *Subvention au théâtre de l'Opéra*, p. 447. Cultes : *Travaux aux édifices diocésains et paroissiaux des départements annexés*, p. 459) ; à la discussion du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (A., t. 11, p. 174) ; à la discussion du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 286, 447, 449). — Ses observations, en qualité de rapporteur, dans la discussion du projet de loi de crédit applicable à la confection d'instruments spéciaux pour la détermination de la parallaxe du soleil (A., t. 13, p. 378). — Est entendu, en qualité de rapporteur, dans la discussion du Budget de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts pour l'Exercice 1873 (Instruction publique : *Suppression des fonctions de Secrétaire général*, A., t. 14, p. 454. *Cliniques des Facultés de médecine de Montpellier et de Nancy*, p. 457. *Création d'une Faculté de médecine à Lyon*, p. 458. *Bibliothèques populaires*, p. 462. *Dépenses des lycées et collèges communaux*, p. 464. *Situation des instituteurs primaires*, p. 471. *Situation des instituteurs adjoints et des institutrices adjointes*, p. 474, *rectification*, p. 477. *Service de l'instruction primaire en Algérie*, p. 478. Beaux-Arts : *Subventions aux théâtres nationaux*, p. 487. *Monuments historiques*, p. 488. Cultes : *Création de nouvelles succursales*, p. 589. *Secours pour les églises et presbytères*, p. 493. *Création de nouvelles places de pasteurs en Algérie*, p. 494). — Parle dans la discussion de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 124). = Est nommé *Ministre de l'Intérieur* (Décret du 25 mai 1873) (B. des L., n° 1989; J. O., p. 3337). — Est entendu, en cette qualité, dans la discussion : des interpellations de M. Lepère relatives à la suppression du journal *Le Corsaire* (A., t. 18, p. 262, 266, 268) ; de la demande d'urgence pour la proposition de M. Crémieux relative au régime légal de l'Algérie (A., t. 18, p. 352) ; des interpellations de M. Le Royer sur l'arrêté du Préfet du Rhône du 18 juin 1873, relatif à la police des cimetières (A., t. 18, p. 530 à 537). — Sa lettre à l'effet de demander la rectification d'une erreur matérielle dans la loi du 5 avril 1873, relative à un emprunt par la ville de Nancy (A., t. 18, p. 631). — Parle : dans la discussion des projets de lois concernant : 1° l'établissement et la conservation de la propriété en Algérie, ainsi que la transmission contractuelle des immeubles et droits immobiliers ; 2° la procédure sur les mêmes matières (*Deuxième délibération*, A., t. 18, p. 657, 671) ; sur la fixation du jour des interpellations de M. Lamy concernant le maintien de l'état de siège dans les divers départements soumis à cette mesure (A., t. 19, p. 100). — Répond à la question de M. Édouard Millaud au sujet de l'affichage du discours prononcé par M. le duc de Broglie, Vice-Président du Conseil, dans la discussion sur la mise à l'ordre du jour des Bureaux des projets de Lois Constitutionnelles (A., t. 19, p. 130). — Est entendu : à l'occasion du procès-verbal, sur un incident relatif à l'étendue du droit des Représentants sur la publicité à donner à leurs discours (A., t. 19, p. 134) ; sur la fixation du jour des interpellations de M. Éd. Millaud relatives aux mesures de rigueur prises contre la presse dans le département du Rhône (A., t. 19, p. 319) ; sur la demande

d'urgence de la proposition de M. Édouard Millaud tendant à ajouter à l'art. 80 du Règlement une disposition interdisant de renvoyer à plus d'un mois les interpellations ayant trait à la politique intérieure (A., t. 19, p. 344) ; dans la discussion du projet de loi de crédit imputable sur le Compte de liquidation, relatif aux dépenses de la Garde nationale mobilisée (A., t. 19, p. 345). — Répond aux observations incidentes de M. Bérenger (de la Drôme), dans la discussion du projet de loi de crédit applicable au service des prisons, sur la question de la suppression du pénitencier agricole de Casabianda, en Corse (A., t. 19, p. 249). — Demande l'urgence du projet de loi tendant à modifier les articles 1, 4, 6 et 7 de la loi du 11 juillet 1868 sur les chemins vicinaux (A., t. 19, p. 431). — Parle dans la discussion : du projet de loi portant des modifications au régime postal et au régime télégraphique (A., t. 27, p. 71); des interpellations de MM. Léon Say et autres, relatives à la non-convocation des collèges électoraux dans les départements où il y a des sièges vacants (A., t. 27, p. 206, 211) ; du projet de loi relatif à la surveillance de la haute police (A., t. 28, p. 12). = N. B. — Son décès, survenu le 3 Avril 1874, n'a pas été notifié à l'Assemblée.

BEURGES (M. le comte DE), *Député élu par le département de la Haute-Marne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 41). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11; M. B., p. 209); et de diverses Commissions (F., n°s 81, 588, 590, 697, 769; J. O. de 1871, p. 1188; J. O. de 1874, p. 1226, 7981 ; J. O. de 1875, p. 3405). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 598; t. 6, p. 345; t. 8, p. 645; t. 12, p. 587; t. 14, p. 273; t. 29, p. 282 ; t. 40, p. 188). — S'excuse de son absence (A., t. 14, p. 1 ; t. 38, p. 473).

BIDARD (M.), *Député élu par le département d'Ille-et-Vilaine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 31). = Président : du 4e Bureau (F., n° 4; M. B., p. 13); du 3e Bureau (F., n° 865; J. O. de 1875, p. 10118). = Membre de Commissions (F., n°s 11, 30, 40, 76, 95, 123, 125, 152, 164, 172, 181, 250, 305, 379, 445, 454, 476, 480, 537, 717; M. B. de 1871, p. 209; J. O. de 1871, p. 344, 542, 1128, 1476, 2248, 2333, 3455, 3435, 3960, 5229; J. O. de 1872, p. 1952, 3998, 7817; J. O. de 1873, p. 1944, 2231, 3750, 3899, 7479; J. O. de 1875, p. 160). = Son rapport sur les propositions : de M. Emmanuel Arago, concernant le mode de nomination et les conditions de capacité des magistrats ; de M. Bérenger, sur le même objet; de M. de Peyramont, concernant l'abrogation de l'art. 1er du décret du 1er mars 1852, sur la mise à la retraite des magistrats; et de MM. Bottieau et Delsol, sur la mise à la retraite des magistrats (I., n° 593 ; A., t. 5, an., p. 172 ; J. O. de 1871, p. 3941, 3952 ; J. O. de 1872, p. 2807, 3210). — Son deuxième rapport sur les mêmes propositions (I., n° 684 ; A., t. 6, an., p. 109 ; J. O. de 1872, p. 176 et 201). — Son rapport sommaire sur la proposition de MM. Dréo et autres, relative aux indemnités à accorder aux victimes du coup d'État du 2 Décembre 1851 (I., n° 1584 ; A., t. 15, an., p. 209 ; J. O. de 1873, p. 968). — Son rapport supplémentaire sur les propositions de MM. Arago, Bérenger, Bottieau, Delsol et de Peyramont, concernant le mode de nomination et les conditions de capacité des magistrats et leur mise à la retraite (I., n° 1726; A., t. 17, an., p. 85 ; J. O. de 1873, p. 2868). — Son deuxième rapport supplémentaire sur les mêmes propositions (I., n° 3065; A., t. 38, an., p. 177; J. O. de 1875, p. 4274). = Obtient des congés (A., t. 2, p. 626 ; t. 12, p. 441 ; t. 15, p. 611 ; t. 19, p. 127). — Est entendu dans la discussion des élections de MM. Tardieu, Gambetta, Fraissinet, Clapier, Laurier, Rouvier et Heirieis par le département des Bouches-du-Rhône (A., t. 5, p. 25). — Prend part, comme rapporteur, à la discussion des propositions de MM. Emmanuel Arago, Bérenger, de Peyramont, Bottieau et Delsol, relatives au mode de nomination et à la mise à la retraite des magistrats (*Première délibération*, A., t. 7, p. 467. *Deuxième délibération*, t. 7, p. 688, 692; t. 8, p. 143; t. 11, p. 11, 236, 240, 241, 243, 306). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi de loi ayant pour objet la reconstruction de la colonne de la place Vendôme (A., t. 18, p. 152); du

projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt du timbre sur les journaux*, A., t. 29, p. 694 à 699; t. 30, p. 6, 12, 13).

BIDAULT (M.).

Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre lui et l'État, dans le département de la Nièvre, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 26.

BIENVENÜE (M.), *Député élu par le département du Finistère.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 31). = Président du 15e Bureau (F., n° 650; J. O. de 1874, p. 1089). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11; M. B., p. 209), et de diverses Commissions (F., nos 23, 29, 54, 58, 95, 99, 125, 141, 147, 189, 215, 226, 241, 278, 379, 448, 486, 509, 517, 562, 588, 611, 617, 644, 744; J. O. de 1871, p. 251, 337, 867, 1476, 1545, 2333, 2819, 3012; J. O. de 1872, p. 113, 889, 1223, 1649, 3174, 7817; J. O. de 1873, p. 2032, 4107, 1945, 6751; J. O. de 1874, p. 351, 1226, 2005, 2210, 3888; J. O. de 1875, p. 1275). = Ses rapports : sur le projet de loi tendant à distraire la commune de Touillon du canton de Baigneux-les-Juifs, arrondissement de Châtillon (Côte-d'Or), pour la réunir au canton de Montbard, arrondissement de Semur (même département) (I., n° 1008; A., t. 8, an., p. 187; J. O. de 1872, p. 2343); sur le projet de loi ayant pour objet l'établissement de surtaxes sur l'absinthe, l'alcool, les eaux-de-vie, esprits et liqueurs, à l'octroi de la commune de Sizun (Finistère) (I., n° 1594; A., t. 15, an., p. 287; J. O. de 1873, p. 1156). = Dépose une pétition relative à l'abrogation des deux décrets des 2 et 4 novembre 1870 (A., t. 2, p. 601). — Prend part à la discussion du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 620). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 702; t. 15, p. 261). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 684, 686); des propositions de MM. Vilfeu, Desjardins, Roussel et autres, relatives à la répression de l'ivresse (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 22, 31. — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 27, p. 43; t. 30, p. 765; t. 31, p. 17; t. 35, p. 411; t. 38, p. 498). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à la surveillance de la haute police (A., t. 28, p. 11, 34).

BIGOT (M.), *Député élu par le département de la Mayenne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 19). = Secrétaire: du 4e Bureau (F., n° 4; M. B., p. 13); du 9e Bureau (F., n° 393; J. O. de 1873, p. 280); du 8e Bureau (F., n° 562; J. O. de 1874, p. 351); du 6e Bureau (F., n° 588; J. O. de 1874, p. 1226); du 9e Bureau (F., n° 697; J. O. de 1874, p. 7981); et du 15e Bureau (F., n° 769; J. O. de 1875, p. 3405). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 21, 29, 40, 51, 76, 102, 125, 128, 181, 305, 325, 367, 468, 488, 505, 535, 617, 674, 850, 857; M. B. de 1871, p. 224; J. O. de 1871, p. 337, 542, 750, 1128, 1596, 2333, 2419, 5229; J. O. de 1872, p. 3998, 4633, 7446; J. O. de 1873, p. 3393, 4177, 4819, 7398; J. O. de 1874, p. 2210, 4933; J. O. de 1875, p. 9395, 9767; de la Commission des grâces (A., t. 3, p. 551, 552); et de la Commission de permanence de 1874 (A., t. 30, p. 647). = Son rapport sur le projet de loi portant modification ou abrogation de divers articles du Code d'Instruction criminelle, en ce qui concerne l'organisation des Tribunaux de police (I., n° 1349; A., t. 13, an., p. 229; J. O. de 1872, p. 5653). = Dépose une pétition de la Cour d'Angers, au sujet de l'atteinte portée au principe de l'inamovibilité de la magistrature (A., t. 1, p. 66). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 574); sur la question de renvoi de la proposition de M. Bérenger, concernant l'organisation judiciaire, à la Commission spéciale (A., t. 3, p. 577). — Son rapport sur l'élection de M. le général Duboys-Fresnay par le département de la Mayenne (A., t. 3, p. 907). — Obtient des congés (A., t. 5, p. 58; t. 6, p. 211; t. 8, p. 363, 645; t. 11, p. 10). — Prend part à la discussion : des propositions de MM. Emmanuel Arago, Bérenger, de Peyramont, Bottieau

et Delsol, relatives au mode de nomination et à la mise à la retraite des magistrats (*Première délibération*, A., t. 7, p. 483. *Deuxième délibération*, t. 8, p. 147; t. 11, p. 263, 264, 287; t. 31, p. 121); du projet de loi tendant à modifier la formation du Jury en matière criminelle (A., t. 14, p. 121, 150); du Budget de l'Exercice 1873 (Justice : *Réduction du personnel des Tribunaux*, A., t. 14, p. 415). — Parle sur l'incident personnel élevé entre lui et M. Gambetta, dans la discussion de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 55, 56). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 609, 626); des propositions de MM. Vilfeu et Th. Roussel, tendant à réprimer l'ivresse publique et à combattre les progrès de l'alcoolisme (*Troisième délibération*, A., t. 15, p. 307). — Prend part, en qualité de rapporteur, à la discussion du projet de loi portant modification ou abrogation de divers articles du Code d'Instruction criminelle, en ce qui concerne l'organisation des Tribunaux de police (*Troisième délibération*, A., t. 15, p. 359, 362). — Est entendu : sur le projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique la construction d'une église à Montmartre (A., t. 19, p. 411); sur le projet de loi tendant à accorder à la Commission de permanence le droit d'autoriser la poursuite des délits d'offense commis contre l'Assemblée nationale pendant sa prorogation (A., t. 19, p. 373); sur la question de mise à l'ordre du jour du projet de loi concernant les Maires et les attributions de police municipale (A., t. 28, p. 376); dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 29, p. 181, 198, 204, 212); du projet de loi tendant à ajourner l'époque de la prochaine session des Conseils généraux (A., t. 34, p. 75 à 81).

BILLET (M. le colonel).

Article additionnel ayant pour objet d'accorder une pension à sa veuve, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. PENSIONS NATIONALES, n° 2.

BILLOT (M. le général), *Député élu par le département de la Corrèze.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 13). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 23, 32, 37, 84, 125, 146, 278, 617, 824; M. B. de 1871, p. 231; J. O. de 1871, p. 372, 471, 1230, 2333, 2985; J. O. de 1872, p. 3174; J. O. de 1874, p. 2210; J. O. de 1875, p. 5510; et de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73; J. O., p. 1111). = Son rapport sur le projet de loi concernant le service d'État-major (I., n° 3565; A., t. 13, an., p. 446; J. O. de 1876, p. 768, 796, 828). = S'excuse de son absence (A., t. 1, p. 87). — Ses explications à ce sujet (*ibid.*). — Sa déclaration à l'Assemblée au sujet de l'insurrection du 18 Mars (A., t. 2, p. 17). — Ses observations sur la proposition de M. d'Osmoy tendant à voter des félicitations au 43e de ligne (A., t. 2, p. 60). — Sa nouvelle déclaration à l'Assemblée sur une lettre du général Garibaldi le concernant, et sur l'insurrection du 18 Mars (A., t. 2, p. 275). — Parle : sur la proposition de M. le baron Eschassériaux relative au contingent de 1871 (A., t. 4, p. 589); sur l'urgence de la proposition de MM. Vandier et autres, relative à la dissolution des Gardes nationales (A., t. 5, p. 3); dans la discussion : de cette proposition (A., t. 5, p. 126); du projet de loi tendant à autoriser la poursuite de divers journaux devant les Tribunaux compétents (A., t. 7, p. 450); du Budget du Ministère de la Justice pour l'Exercice 1872 (Légion d'Honneur : *Limitation du nombre des nominations*, A., t. 8, p. 623); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 51 à 53, 128, 272, 276, 304, 394, 463, 465. *Troisième délibération*, t. 13, p. 388); du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 319); du projet de loi tendant à approuver l'adjudication du chemin de fer de Clermont-Ferrand à Tulle, avec embranchement sur Vendes (A., t. 13, p. 580); des interpellations de M. le général Changarnier au sujet des voyages de M. Gambetta en Savoie et en Dauphiné, pendant les vacances parlementaires (A., t. 14, p. 98); des pétitions relatives à la dissolution de l'Assemblée nationale (A.,

t. 14, p. 599); sur un incident relatif à la question de l'acceptation de la démission de M. Thiers comme Président de la République (A., t. 18, p. 64); dans la discussion : des propositions de MM. Destremx et autres et de M. Huon de Penanster, relatives à l'abrogation du décret du 28 octobre 1870 sur la Légion d'Honneur et à la modification des récompenses nationales (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 48, 74); du projet de loi relatif à l'organisation générale de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 187, 190, 202, 220). — Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 22, p. 919 à 945). — Sa déposition devant cette Commission (A., t. 24, p. 586 à 600). — Est entendu : sur la motion de M. Johnston tendant à la suspension de la séance, à l'effet d'entendre la lecture du rapport de la Commission chargée d'examiner la proposition de M. le général Changarnier et d'autres Députés sur la prorogation des pouvoirs du Maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 108) ; sur la demande de renvoi à la Commission de l'armée, de la proposition de M. Philippoteaux tendant à déclarer inéligibles à l'Assemblée nationale les officiers en activité de service (A., t. 28, p. 37) ; sur un incident relatif à son rappel à l'ordre, dans la discussion sur la fixation du jour des interpellations de M. Fourcand au sujet de la Convention conclue avec l'ancienne Liste civile impériale (A., t. 28, p. 527, 529). — S'excuse de son absence (A., t. 29, p. 29). — Parle sur : le projet de loi relatif aux nouveaux forts à construire autour de Paris (A., t. 30, p. 696) ; le projet de loi tendant à imputer sur les fonds de l'Administration centrale de la Guerre les traitements des officiers de tous grades attachés à l'État-major général du Ministère (A., t. 30, p. 708) ; la demande d'urgence de la proposition de M. Raoul Duval relative à la dissolution de l'Assemblée nationale et aux élections générales pour la nomination d'une nouvelle Assemblée (A., t. 33, p. 27). — Est entendu : dans la discussion du Budget de l'Exercice 1875 (Guerre : *Réunion en 1875 des hommes de la disponibilité et de la réserve de l'armée active*, A., t. 34, p. 136); sur la demande de renvoi, de la Commission de l'armée à la Commission du Code de justice militaire, du projet de loi ayant pour objet de coordonner avec ce Code les lois des 27 juillet 1872 et 24 juillet 1873 (A., t. 35, p. 204) ; dans la discussion des propositions de MM. Léonce de Lavergne et Crémieux, relatives au régime de l'Algérie (*Troisième délibération*, A., t. 35, p. 425) ; sur la motion de M. le général Changarnier tendant au retrait de l'ordre du jour, du projet de loi de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (A., t. 36, p. 3) ; dans la discussion : de ce projet de loi (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 12 à 15, 95, 149, 171 à 175, 176. *Troisième délibération*, t. 37, p. 169) ; du projet de loi tendant à modifier le Code de justice militaire (*Deuxième délibération*, A., t. 37, p. 29). — Demande l'ajournement de la troisième délibération sur ce projet de loi (A., t. 37, p. 325 à 327). — Prend part à la discussion du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 87, 89). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 316).

BILLY (M.), *Député élu par le département de la Meuse.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 37). = L'un des signataires de la Déclaration collective des Représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 61, et an., p. 3). = Membre de Commissions (F., nos 40, 49, 74, 77, 172, 178, 189, 445, 524, 697, 744 ; J. O. de 1871, p. 542, 712, 1116, 1136, 1960, 5137 ; J. O. de 1872, p. 113 ; J. O. de 1873, p. 1944, 6982 ; J. O. de 1874, p. 7981 ; J. O. de 1875, p. 1275). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, tendant : à conserver le nom de département de la Moselle aux territoires de l'arrondissement de Briey et de l'arrondissement de Metz restés Français (I., n° 210 ; A., t. 2, p. 872 ; J. O. de 1871, p. 1028) ; à indemniser, conformément à la loi du 11 juin 1866, les propriétaires de bestiaux morts de la peste bovine dans les départements envahis, bien que les formalités prescrites par cette loi n'aient pas été accomplies (I., n° 1668 ; A., t. 16, an., p. 135 ; J. O. de 1873, p. 2083). — Donne lecture, au nom des Députés des départe-

ments des Ardennes, de la Marne, des Vosges, de la Moselle, de la Meurthe et de la Meuse, d'une proposition d'ajournement des questions relatives à l'abrogation des lois d'exil et à la validation des élections des princes d'Orléans (A., t. 3, p. 289). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 598 ; t. 11, p. 49 ; t. 13, p. 330 ; t. 15, p. 148 ; t. 18, p. 77 ; t. 19, p. 127 ; t. 29, p. 515). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 37, p. 65).

BLANC (M. EDMOND), *ancien Secrétaire général du Ministère de l'Intérieur.*

L'un des candidats proposés pour les fonctions de Conseiller d'État (A., t. 13, p. 96, et an., p. 64).

BLANC (M. LOUIS), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 47). = Membre de Commissions (F., nos 6, 588 ; M. B., p. 18 ; J. O. de 1871, p. 1226). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés : portant que les membres de l'ex-Gouvernement de la Défense nationale rendront compte, au plus prochain jour, de la manière dont ils ont exercé le Pouvoir à Paris durant le siège (I., n° 29 ; J. O. de 1871, p. 338) ; ayant pour objet : l'élection d'un Conseil municipal pour la ville de Paris (I., n° 60 ; A., t. 2, p. 4, 16 ; J. O. de 1871, p. 376) ; et les élections de la Garde nationale de cette ville (I., n° 61 ; A., t. 2, p. 8 et 16 ; J. O. de 1871, p. 371) ; la déclaration que les Maires et adjoints de Paris, en appelant les citoyens de cette ville à prendre part aux élections d'un Conseil municipal, ont agi en bons citoyens (I., n° 80 ; A., t. 2, p. 132 ; J. O. de 1871, p. 132) ; l'élection d'une nouvelle Assemblée (I., n° 572 ; A., t. 5, p. 252, et an., p. 98 ; J. O. de 1871, p. 3653) ; l'abolition de la peine de mort (I., n° 2101 ; A., t. 28, an., p. 237 ; J. O. de 1873, p. 8046). = Parle : sur la proposition de MM. Bethmont et autres, tendant à nommer M. Thiers Chef du Pouvoir exécutif (A., t. 1, p. 64) ; dans la discussion du projet de loi sur les préliminaires de paix (A., t. 1, p. 110, 111, 112, 113). —Donne lecture de sa proposition tendant à faire rendre compte aux membres du Gouvernement de la Défense nationale, de la gestion de leur pouvoir à Paris durant le siège (A., t. 1, p. 166). — Est entendu : sur l'incident relatif à la démission de M. Victor Hugo (A., t. 1, p. 236) ; dans la discussion : du projet de Résolution relatif à la translation du siège de l'Assemblée (A., t. 1, p. 270, 271, 272, 288) ; du projet de loi tendant à mettre le département de Seine-et-Oise en état de siège (A., t. 2, p. 9, 10, 11). — Ses observations sur le procès-verbal, au sujet de paroles le concernant, prononcées par M. de Juigné dans cette dernière discussion (A., t. 2, p. 17, 18). — Parle : sur la proclamation rédigée par la Commission des Quinze (A., t. 2, p. 23) ; sur un ordre du jour tendant à replacer Paris dans le droit commun quant à son Administration municipale (A., t. 2, p. 34). — Dépose et motive une proposition tendant à déclarer que les Maires et Adjoints de Paris ont agi en bons citoyens (A., t. 2, p. 132). — Dépose des pétitions relatives au mandat de l'Assemblée (A., t. 2, p. 365). — Adresse une question au Ministre de la Justice sur sa circulaire aux Procureurs généraux (A., t. 2, p. 712, 714). — Parle dans la discussion : de la proposition de M. Toupet des Vignes relative à une Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale siégeant à Paris (A., t. 3, p. 385, 386) ; du projet de loi sur le rétablissement du cautionnement des journaux (A., t. 3, p. 763) ; des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 353 à 357). — Demande la rectification de son vote sur l'amendement de M. le général Ducrot à la proposition de MM. Vandier et autres, concernant la dissolution des Gardes nationales (A., t. 5, p. 131). — Prend part à la discussion : des propositions : 1° de MM. Rivet et autres, sur l'organisation du Pouvoir exécutif ; 2° de MM. Adnet et autres, sur la confirmation des Pouvoirs de M. Thiers ; 3° de M. de Belcastel, sur la forme définitive du Gouvernement (A., t. 5, p. 243) ; de la proposition de M. de Ravinel relative à l'installation des Ministères à Versailles (A., t. 5, p. 441 à 446) ; de la prise en considération de la pro-

position de MM. Duchâtel et Humbert relative à la translation de l'Assemblée à Paris (A., t. 7, p. 374). — Obtient des congés (A., t. 7, p. 602 ; t. 17, p. 237). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi sur les peines à établir contre les affiliés à l'*Internationale* (A., t. 8, p. 194, 209) ; sur la demande d'urgence de la proposition de M. de Pressensé relative aux individus poursuivis ou condamnés à la suite de l'insurrection du 18 Mars, et de la proposition d'amnistie de M. Henri Brisson (A., t. 13, p. 176, 177) ; dans la discussion : de la proposition de M. Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (A., t. 14, p. 235 à 238) ; des pétitions relatives à la dissolution de l'Assemblée nationale (A., t. 14, p. 579 à 583) ; du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 405 à 408) ; des interpellations de MM. Le Royer, Jules Favre et autres, relatives à la politique intérieure (A., t. 19, p. 311) ; sur la prise en considération de la proposition de MM. Schœlcher et autres, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise (A., t. 28, p. 118) ; dans la discussion : du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 55) ; du projet de loi électorale (A., t. 31, p. 293 à 297) ; de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Première délibération*, A., t. 35, p. 63) ; des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 347) ; du projet de loi organique relatif aux rapports des Pouvoirs publics (*Première délibération*, A., t. 39, p. 69 à 73) ; du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A., t. 44, p. 170 à 174).

BLAVOYER (M.), *Député élu par le département de l'Aube.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 49). = Secrétaire du 6e Bureau (F., n° 51 ; J. O. de 1871, p. 750). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 44 ; M. B., p. 209) ; de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O. de 1871, p. 471) ; et de diverses Commissions (F., n° 41, 74, 170, 203, 241, 245, 255, 293, 359, 379, 450, 505, 636, 762, 850, 865 ; J. O. de 1871, p. 561, 1116, 4892 ; J. O. de 1872, p. 520, 1649, 1784, 2090, 3643 ; J. O. de 1873, p. 7197, 7817 ; J. O. de 1874, p. 3636 ; J. O. de 1875, p. 2037, 9395, 10118). = Ses rapports : sur les dépenses d'équipement des corps francs du département du Rhône (I., n° 1093 ; A., t. 11, an., p. 34 ; J. O. de 1872, p. 3013) ; sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Privas (Ardèche) (I., n° 3638 ; A., t. 44, an., p. 58 ; J. O. de 1876, p. 615). = Obtient un congé (A., t. 3, p. 698). — Prend part à la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 149, 274) ; des Rapports de la Commission des Marchés, sur les marchés passés à Lyon et les dépenses de l'armée des Vosges (A., t. 15, p. 137).

BLIN DE BOURDON (M. le vicomte), *Député élu par le département de la Somme.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 23). = Secrétaire : du 10e Bureau (F., n° 353 ; J. O. de 1872, p. 7007) ; du 6e Bureau (F., n° 393 ; J. O. de 1873, p. 280) ; du 15e Bureau (F., n° 419 ; J. O. de 1873, p. 1080) ; du 8e Bureau (F., n° 509 ; J. O. de 1873, p. 4945) ; du 10e Bureau (F., n° 562 ; J. O. de 1874, p. 351) ; du 5e Bureau (F., n° 607 ; J. O. de 1874, p. 1881) ; du même Bureau renouvelé (F., n° 627 ; J. O. de 1874, p. 3307) ; du 1er Bureau (F., n° 650 ; J. O. de 1874, p. 4089) ; du 7e Bureau (F., n° 744 ; J. O. de 1875, p. 1275). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; de la Commission de revision des grades (F., n° 136 ; J. O. de 1871, p. 9641) ; et de diverses Commissions (F., n°s 161, 393, 440, 492, 517, 611, 772 ; J. O. de 1871, p. 3435 ; J. O. de 1873, p. 336, 1769, 4286, 6751 ; J. O. de 1874, p. 2005 ; J. O. de 1875, p. 3525). = Sa proposition concernant les tabacs (I., n° 1461 ; A., t. 14, an., p. 118 ; J. O. de 1872, p. 7623). = Son rapport sur

sa proposition concernant le rétablissement des zones et l'abaissement des tarifs des tabacs de cantine (I., n° 2663 ; A., t. 37, an., p. 202 ; J. O. de 1875, p. 2153). — Son rapport supplémentaire sur le même projet de loi (I., n° 3470; A., t. 42, an., p. 354 ; J. O. de 1875, p. 9962). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 550 ; t. 8, p. 21, 481 ; t. 13, p. 63). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée* (A., t. 16, p. 22). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 397). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 18, p. 8 ; t. 27, p. 27 ; t. 29, p. 513 ; t. 31, p. 4, 5). — S'excuse de son absence (A., t. 31, p. 157 ; t. 41, p. 136). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 35, p. 7 ; t. 37, p. 5 ; t. 38, p. 296). — Ses motions, en qualité de Rapporteur, tendant à la mise à l'ordre du jour de sa proposition concernant le rétablissement des zones et l'abaissement des tarifs des tabacs de cantine (A., t. 39, p. 271; t. 40, p. 187). — Prend part à la discussion de cette proposition (A., t. 43, p. 16). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 42, p. 8).

BLONCOURT (M. MELVIL), *Député élu par la colonie de la Guadeloupe.*

Son élection est validée (A., t. 3, p. 137). = Membre de Commissions (F., nos 167, 171, 353, 438, 448, 517, 531 ; J. O. de 1871, p. 4802, 4929 ; J. O. de 1872, p. 7007 ; J. O. de 1873, p. 1710, 2032, 6751, 7256). = Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'établir une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la commune de Port-Launay (Finistère) (I., n° 2029 ; A., t. 27, an., p. 191; J. O. de 1873, p. 7285). = Obtient un congé (A., t. 8, p. 132). — Ses observations dans la discussion du projet de loi relatif à l'organisation du Jury dans les colonies (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 120, 121, *rectifications*, p. 135). = Lettre de M. le général Du Barail, Ministre de la Guerre, portant transmission d'une demande en autorisation de poursuites formée contre lui par M. le général de Ladmirault, Gouverneur de Paris, pour participation à l'insurrection de la Commune (A., t. 29, p. 502 et an., p. 216). — L'Assemblée autorise ces poursuites (A., t. 30, p. 116). = Lettre de M. le général de Cissey, Vice-Président du Conseil, Ministre de la Guerre, portant transmission d'un jugement du 3e Conseil de guerre de Paris qui le condamne par contumace (A., t. 32, p. 470 et an., p. 290). — Est déclaré déchu de son mandat de Député à l'Assemblée nationale (A., t. 35, p. 131, 132).

BLONDEAU (M. l'Intendant général), *ancien Directeur de l'Administration de la Guerre.*

Sa déposition devant la Commission des Marchés, relativement à l'Enquête sur le matériel de la Guerre (A., t. 17, an., p. 213 à 264).

BLUTEAU (M. l'abbé), *Aumônier du Pénitencier de Tours.*

Ses réflexions sur la réforme pénitentiaire, adressées à la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (A., t. 45, p. 210 à 213).

BOCHER (M.), *Député élu par le département du Calvados.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 12). = Président : du 5e Bureau (F., n° 23 ; J. O. de 1871, p. 251) ; du 4e Bureau (F., n° 627 ; J. O. de 1874, p. 3307). — Membre : de diverses Commissions (F., nos 14, 39, 173, 183, 401, 411, 772 ; M. B. de 1871, p. 58 ; J. O. de 1871, p. 523, 4986, 5299 ; J. O. de 1873, p. 524, 844 ; J. O. de 1875, p. 3525) ; de la Commission de décentralisation (F., n° 50 ; J. O. de 1871, p. 7345) ; de la Commission du Budget rectifié de 1871 (F., nos 58 et 60 ; J. O., p. 868 et 894) ; de la Commission des lois de finances de l'Exercice 1872 (F., n° 192 ; J. O. de 1872, p. 200) ; de la Commission de la proposition relative à la prorogation des pouvoirs de M. le maréchal de Mac-Mahon (F., n° 519 ; J. O., p. 6801). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative aux haras et remontes (I., n° 1574 ; A., t. 15, p. 342, an., p. 201 ; J. O. de 1873, p. 1143). = Son rapport sommaire sur les diverses propositions présentées par MM. Batbie, Gaslonde et autres, relatives aux élections des Conseils municipaux et départemen-

taux (I., n° 98 ; A., t. 2, an., p. 200 ; J. O. de 1871, p. 504). — Son rapport sur la partie du Budget rectificatif de 1871 relative aux contributions indirectes (I., n° 428 ; A., t. 4, an., p. 133 ; J. O. de 1871, p. 2786). — Ses rapports supplémentaires : sur le projet de loi ayant pour objet d'établir des augmentations d'impôts et des impôts nouveaux (I., n° 533 ; A., t. 5, an., p. 47 ; J. O. de 1871, p. 3574) ; sur la partie du Budget rectificatif de 1871 relative aux contributions indirectes (I., n° 584 ; A., t. 5, an., p. 155 ; J. O. de 1871, p. 3653). — Ses rapports : sur le projet de loi relatif à la Banque de France (I., n° 766 ; A., t. 6, p. 348, an., p. 285 ; J. O. de 1872, p. 284) ; sur le projet de loi concernant les allumettes chimiques (I., n° 1618 ; A., t. 16, an., p. 18 ; J. O. de 1873, p. 1660) ; sur la proposition signée de lui et de plusieurs de ses collègues, concernant les haras et les remontes (I., n° 1910 ; A., t. 19, an., p. 336 ; J. O. de 1873, p. 8047, 8148, 8199). = Demande le renvoi des propositions sur les élections municipales à la Commission chargée d'examiner le projet de loi sur cette matière (A., t. 2, p. 188). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi portant augmentation des impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 136, 145, 147, 153, 169, 172, 174, 176, 177, 183, 190, 195, 198, 206, 213, 221, 280, 284, 292, 293, 296, 299, 300, 304, 305, 309, 314, 315, 321, 327, 343, 345, 347). — Parle : dans la discussion de la proposition de M. de Ravinel relative à l'installation des Ministères à Versailles (A., t. 5, p. 482, 483) ; sur la mise à l'ordre du jour de la discussion des pétitions, spécialement de celles qui concernent la confiscation des biens de la famille d'Orléans (A., t. 6, p. 5). — Ses explications sur le retard apporté au dépôt de son rapport sur le projet de loi relatif à la Banque de France (A., t. 6, p. 314, 315, 330, 332, 334). — Donne lecture de ce rapport (A., t. 6, p. 348). — Est entendu dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 6, p. 365 à 370, 379, 381) ; du projet de loi sur les tabacs (A., t. 8, p. 117) ; de la question de mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à l'impôt sur les valeurs mobilières (A., t. 12, p. 590) ; de ce même projet de loi (A., t. 12, p. 618) ; du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 13, p. 46, 119, 130 à 134) ; de la question de mise à l'ordre du jour du projet de loi concernant l'impôt des boissons (A., t. 13, p. 341) ; du projet de loi relatif aux biens de la famille d'Orléans (*Deuxième délibération*, A., t. 14, p. 198 à 203, 208 à 210). — Prend part, comme rapporteur, à la discussion du projet de loi relatif aux allumettes chimiques (A., t. 16, p. 188, 190, 193, 197, 200, 201, 463, 467, 469 à 474, 480, 503). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Droit de circulation sur les vins*, A., t. 30, p. 159. *Impôt sur l'alcool*, p. 173 à 178. *Droits sur les sucres*, p. 398, 403 à 407). — Est entendu, en qualité de rapporteur, dans la discussion de la proposition signée de lui et de MM. Delacour et autres, sur les haras et remontes (A., t. 31, p. 160, 162, 170 à 174). — Parle dans la discussion : du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes et de la proposition de M. Wolowski relative à l'équilibre du Budget de 1875 (*Discussion générale*, A., t. 33, p. 75 à 83) ; des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Première délibération*, A., t. 36, p. 260 à 262) ; du projet de loi relatif à l'établissement et à la revision des taxes uniques sur les boissons dans les agglomérations de 10,000 âmes et au-dessus (A., t. 38, p. 456) ; de la demande d'urgence de la proposition de M. Haëntjens tendant, par suite de l'annulation de l'élection de M. de Bourgoing, à faire convoquer les électeurs de la Nièvre dans le délai de vingt jours (A., t. 40, p. 51, 101) ; des trois propositions de MM. Ganivet, Claude (Meurthe-et-Moselle) et d'Andelarre, relatives aux bouilleurs de cru (A., t. 43, p. 191, 200, 204, 249 à 257).

BODUIN (M.), *Député élu par le département du Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 38). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 11, 21, 41, 51, 74, 171, 289, 517, 717, 744 ; M. B. de 1871, p. 209, 224 ; J. O. de 1871, p. 561, 750, 1116, 4929 ; J. O. de 1872, p.

3519, 6751 ; J. O. de 1875, p. 160, 1275) ; de la Commission des marchés (F., n° 37 ; J. O., p. 471) ; et de la Commission de permanence de 1876 (A., t. 14, p. 364). — Parle sur l'urgence du projet de loi relatif aux élections municipales de la ville de Paris (A., t. 2, p. 26) ; sur la mise à l'ordre du jour des interpellations de M. Jean Brunet relatives aux intentions du Gouvernement à l'égard de Paris (A., t. 2, p. 454). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 2, p. 693 à 696). — Dépose une pétition relative à la reconstruction de la maison de M. Thiers (A., t. 3, p. 46). — Obtient un congé (A., t. 3, p. 614). — Est entendu dans la discussion de la proposition de MM. Vandier et autres, relative à la dissolution des Gardes nationales (A., t. 5, p. 134, 135). — Propose à l'Assemblée de tenir deux séances, le samedi 30 mars 1872 (A., t. 8, p. 615). — S'excuse de son absence (A., t. 17, p. 41).

BŒLL (M.), *Député élu par le département du Bas-Rhin.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 39) = L'un des signataires : de la Déclaration collective des Représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 61, et an., p. 3) ; et de la démission collective des mêmes Représentants (A., t. 1, p. 124).

BŒRSCH (M.), *Député élu par le département du Bas-Rhin.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 39). = Membre de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11 ; M. B., p. 209). = L'un des signataires : de la Déclaration collective des Représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 61, et an., p. 3) ; et de la démission collective des mêmes Représentants (A., t. 1, p. 124).

BOFFINTON (M.), *Député élu par le département de la Charente-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 18, p. 150). = Membre de Commissions (F., nos 486, 769, 796 ; J. O. de 1873, p. 4107 ; J. O. de 1875, p. 3405, 4340).

BOIS-BOISSEL (M. le comte DE), *Député élu par le département des Côtes-du-Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 31). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 68, 201, 241, 393 ; J. O. de 1871, p. 1013 ; J. O. de 1872, p. 456, 1649 ; J. O. de 1873, p. 280) ; de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (F., n° 95 ; J. O., p. 1476) ; de la Commission de permanence de 1871 (A., t. 5, p. 661) ; et de la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (F., n° 267 ; J. O. de 1872, p. 2829). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : l'abrogation des art. 1 et 2 de la loi du 25 février 1872, sur le prix des tabacs ordinaires et de cantine (I., n° 1108 ; A., t. 11, p. 211, et an., p. 51 ; J. O. de 1872, p. 3360) ; une modification à apporter au Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 3256 ; A., t. 11, p. 59, an., p. 64 ; J. O. de 1875, p. 6231). = Sa motion tendant au tirage au sort d'une Députation de l'Assemblée chargée de visiter les blessés militaires dans les hôpitaux (A., t. 2, p. 228). — Obtient un congé (A., t. 19, p. 178). — Déclare, dans le cours du 2e scrutin pour la nomination des Sénateurs, décliner toute espèce de candidature (A., t. 43, p. 197). — S'excuse de son absence (A., t. 43, p. 296).

BOISSE (M.), *Député élu par le département de l'Aveyron.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 25). = Membre d'une Commission (F., n° 517 ; J. O. de 1873, p. 6751). = Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'établir une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la commune de Scaër (Finistère) (I., n° 2016 ; A., t. 27, an., p. 168 ; J. O. de 1873, p. 7218). = Obtient des congés (A., t. 12, p. 279 ; t. 13, p. 63 ; t. 31, p. 457 ; t. 38, p. 124).

BOISSEL (M. LUCIEN), *ancien Porte-drapeau de la Garde nationale de Nîmes.*

Sa lettre sur les événements qui se sont passés à Nîmes, le 4 septembre 1870, adressée à la Commission d'Enquête sur les actes

du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 22, p. 902 à 905).

BOMPARD (M.), *Député élu par le département de la Meuse.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 37). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 11, 29, 54, 75, 77, 128, 147, 155, 164, 201, 204, 211, 241, 264, 265, 269, 273, 321, 358, 359, 383, 399, 448, 450, 509, 650, 658, 697, 717, 744, 865 ; M. B. de 1871, p. 209 ; J. O. de 1871, p. 337, 808, 1124, 1136, 2449, 3012, 3250, 3513 ; J. O. de 1872, p. 456, 545, 765, 1649, 2757, 2781, 2909, 3013, 4516, 7157, 7197, 7957 ; J. O. de 1873, p. 460, 2032, 2113 ; J. O. de 1874, p. 4089, 4360, 7981 ; J. O. de 1875, p. 160, 1275, 10118) ; de la Commission chargée d'examiner les projets de lois portant règlement définitif des Budgets de l'Exercice 1867 et de l'Exercice 1868 (F., n° 321 ; J. O. de 1872, p. 4516) ; et de la Commission de permanence de 1872 (A., t. 13, p. 567). — Sa proposition sur un article additionnel au Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 131 ; A., t. 2, p. 478 ; J. O. de 1871, p. 757). — Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : de constituer une Université dans la ville de Nancy (I., n° 273 ; A., t. 3, p. 197 ; J. O. de 1871, p. 1320) ; de dispenser du droit de timbre proportionnel les obligations des emprunts contractés par les communes, pour solder les dépenses de l'occupation Allemande (I., n° 637 ; A., t. 5, an., p. 226 ; J. O. de 1871, p. 4196). = Ses rapports : sur la proposition signée de lui et de M. Antonin Lefèvre-Pontalis, relative à un article additionnel au Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 186 ; A., t. 2, p. 806 ; J. O. de 1871, p. 835) ; sur le projet de loi tendant à modifier les limites des départements de la Marne et de la Meuse, entre les communes de Charmontois-le-Roy et de Senard (I., n° 2539 ; A., t. 33, an., p. 50 ; J. O. de 1874, p. 5509) ; sur le projet de loi tendant à autoriser le département de l'Isère à contracter un emprunt de 2,000,000 fr. pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires (I., n° 2568 ; A., t. 33, an., p. 148 ; J. O. de 1874, p. 5647) ; sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Caen (Calvados) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement (I., n° 2771 ; A., t. 35, an., p. 305 ; J. O. de 1875, p. 28) ; sur le projet de loi relatif à un échange de terrains entre l'État et la ville de Commercy (Meuse) (I., n° 2796 ; A., t. 35, an., p. 290 ; J. O. de 1875, p. 273) ; sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins, les alcools et les absinthes à l'octroi de Valenciennes (Nord) (I., n° 2797 ; A., t. 35, an., p. 359 ; J. O. de 1875, p. 210) ; sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur les vins, les alcools et les absinthes à l'octroi de la commune de Rambouillet (Seine-et-Oise) (I., n° 2861 ; A., t. 36, an., p. 77 ; J. O. de 1875, p. 742) ; sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) à contracter un emprunt de 138,000 fr. et à s'imposer extraordinairement (I., n° 3661 ; A., t. 44, an., p. 90 ; J. O. de 1876, p. 427). = Donne lecture et demande l'urgence de sa proposition sur un article additionnel au Règlement (A., t. 2, p. 454). — Son rapport sur les élections de MM. Lambert et Jacques par le département d'Oran (A., t. 4, p. 736). — Parle dans la discussion de ces élections (A., t. 4, p. 640). — Obtient des congés (A., t. 14, p. 449 ; t. 19, p. 318). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de l'Est de nouvelles lignes de chemins de fer (A., t. 18, p. 335). — S'excuse de son absence (A., t. 29, p. 29, 532 ; t. 32, p. 555 ; t. 35, p. 303 ; t. 40, p. 27). — Est entendu dans la discussion du nouveau projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie de l'Est (A., t. 44, p. 352, 353).

BON (M. le Commissaire général DE), *Directeur des Services administratifs de la Marine.*

Sa déposition devant la Commission des Marchés, relativement à l'Enquête sur le matériel de la Guerre (A., t. 17, an., p. 323 à 332).

BONALD (M. le vicomte DE), *Député élu par le département de l'Aveyron.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 25). =

Membre : de diverses Commissions (F., nos 6, 22, 23, 51, 112, 140, 144, 219, 258, 463, 486, 492, 543, 544, 627, 674, 686, 707, 756, 769, 824, 865; J. O. de 1871, p. 231, 251, 750, 1952, 2785, 2929; J. O. de 1872, p. 1012, 2197; J. O. de 1873, p. 3220, 4107, 4286, 7697, 7732; J. O. de 1874, p. 3307, 4933, 5848, 8333; J. O. de 1875, p. 1817, 3405, 5510, 10118); de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11; M. B., p. 209); de la Commission de décentralisation (F., n° 50; J. O. de 1871, p. 734); et de la Commission des Services administratifs (F., n° 78; J. O. de 1871, p. 1148). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés : tendant à la création d'une Commission de trente membres pour examiner les questions relatives à l'organisation de l'Enseignement supérieur, secondaire et primaire (I., n° 282; A., t. 3, p. 211; J. O. de 1871, p. 1194); concernant les obsèques de l'Archevêque de Paris et des autres otages victimes des crimes de la Commune (I., n° 290; A., t. 3, p. 244; J. O. de 1871, p. 1674). — Sa proposition ayant pour objet de compléter les dispositions du Code pénal relatives aux délits d'abandon, de détournement et d'abus des mineurs de moins de 16 ans (I., n° 1538; A., t. 15, an., p. 124; J. O. de 1873, p. 525). = Son rapport sur la proposition de M. le général Trochu relative au général Clément Thomas et à la famille du général Lecomte (I., n° 79; A., t. 2, p. 114; J. O. de 1871, p. 399). — Ses rapports sommaires : sur la proposition de M. Wallon ayant pour objet une addition à l'article 95 du Règlement (Chapitre IX, *Pétitions*) (I., n° 138; A., t. 2, p. 528; J. O. de 1871, p. 767); sur la proposition de MM. Vétillart et autres, relative à la convocation des Conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles (I., n° 189; A., t. 2, p. 813; J. O. de 1871, p. 895). — Ses rapports : sur la proposition de M. Wallon relative à une modification de l'article 95 du Règlement concernant les pétitions (I., n° 190; A., t. 2, p. 814; J. O. de 1871, p. 859); sur le projet de loi de la Commission des Services administratifs relatif à la réunion du Service des Forêts au Ministère de l'Agriculture et du Commerce (I., n° 1446; A., t. 14, an., p. 49; J. O. de 1873, p. 35, 55, 69). — Son rapport sommaire sur la proposition de M. Arfeuillères, tendant à empêcher l'abus des nominations faites à la dernière heure par les Ministres sortant de fonctions (I., n° 2868; A., t. 36, an., p. 89; J. O. de 1875, p. 1003). — Ses rapports : sur le projet de loi tendant à autoriser le département de l'Hérault à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires (I., n° 3176; A., t. 40, an., p. 387; J. O. de 1875, p. 6487); sur le projet de loi tendant à autoriser le département de l'Aveyron à s'imposer extraordinairement pour le service de l'instruction primaire (I., n° 3177): [Ce rapport n'a pas été imprimé]. = Son rapport sur les élections de la Loire (A., t. 1, p. 16; M. B., p. 5). — Obtient des congés (A., t. 1, p. 132; t. 5, p. 278; t. 6, p. 319, 345; t. 11, p. 10). — Sa réclamation au sujet de son vote sur la proposition relative à la formation de bataillons de volontaires (A., t. 2, p. 88). — Prend part, en qualité de rapporteur, à la discussion de la proposition de M. le général Trochu relative aux généraux Clément Thomas et Lecomte (A., t. 2, p. 136, 137). — Demande, en qualité de rapporteur, l'ajournement sur la prise en considération de la proposition de MM. Vétillart et autres, relative à la convocation des Conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles (A., t. 2, p. 832). — Prend part, comme rapporteur, à la discussion de la proposition de M. Wallon relative à la modification de l'article 95 du Règlement, concernant les pétitions (*Première délibération*, A., t. 2, p. 847. *Deuxième délibération*, *ibid.*, p. 910, 911). — Parle dans la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 545, 559). — S'excuse de son absence (A., t. 6, p. 297, 312). — Est entendu : sur la demande de mise à l'ordre du jour de la proposition de M. de Lamberterie relative à la mise en adjudication des bureaux de tabac (A., t. 14, p. 742); dans la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Frais de régie : ***Réunion du Service des Forêts au Ministère de l'Agriculture et du Commerce,*** A., t. 14, p. 628). — Demande, en qualité de rapporteur, l'a-

journement du projet de loi de la Commission des Services administratifs sur cette question (A., t. 15, p. 316). — Parle dans la discussion de la proposition de M. le duc de Broglie et d'autres Députés, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Troisième délibération*, A., t. 16, p. 525). — Son rapport sommaire verbal sur la proposition de M. de Franclieu, relative à la composition et à la nomination des Conseils municipaux, et sur la proposition de M. Vingtain, relative à l'organisation municipale (A., t. 19, p. 245). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à ajourner l'époque de la prochaine session des Conseils généraux (A., t. 34, p. 72) ; de la proposition de MM. Fournier, Tallon et Arthur de Chabaud-La-Tour, relative aux Caisses d'épargne et de prévoyance (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 74 à 76) ; du projet de loi, portant déclaration d'utilité publique de divers chemins de fer (A., t. 44, p. 378).

BONAPARTE (M. le prince JÉRÔME-NAPOLÉON).

Adresse à M. le Président de l'Assemblée nationale un document destiné à l'Assemblée, et concernant son expulsion du territoire français (A., t. 14, p. 2). — Renvoi de ce document à la Commission des pétitions (*ibid.*). — N. B. Pour le rapport et la discussion de cette pétition, voy. TABLE DES MATIÈRES, art. PÉTITIONS, § II, n° 27.

BONDY (M. le comte DE), *Député élu par le département de l'Indre.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 33).= Président : du 14e Bureau (F., n° 541 ; J. O. de 1873, p. 7629) ; du 11e Bureau (F., n° 627; J. O. de 1874, p. 3307); du même Bureau renouvelé (F., n° 650, J. O. de 1874, p. 4089); du 3e Bureau (F., n° 717 ; J. O. de 1875, p. 160). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11; M. B., p. 209) ; et de diverses Commissions (F., nos 68, 403, 419, 463, 658 ; J. O. de 1871, p. 1013 ; J. O. de 1873, p. 580, 1080, 3220 ; J. O. de 1874, p. 4360). = Obtient un congé (A., t. 3, p. 614).

BONNEL (M. LÉON), *Député élu par le département de l'Aude.*

Son élection est validée (A., t. 29, p. 352).

BONNET (M. ADRIEN), *Député élu par le département de la Gironde.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 32).= Membre : de diverses Commissions (F., nos 147, 155, 167, 171, 275, 379, 486, 509, 541, 575, 621, 629, 636, 686, 739, 756, 842, 857 ; J. O. de 1871, p. 3012, 3250, 4802, 4929 ; J. O. de 1872, p. 3082, 7817 ; J. O. de 1873, p. 1945, 4107, 7729 ; J. O. de 1874, p. 809, 2358, 3395, 3636, 5848 ; J. O. de 1875, p. 971, 1817, 9073, 9767); de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 177 ; J. O., p. 6113); et de la Commission chargée d'examiner les projets de lois portant règlement définitif des Budgets de l'Exercice 1869 et de l'Exercice 1868 (F., n° 321 ; J. O. de 1872, p. 4516). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet de nommer deux Commissions : la première, de 36 membres, pour étudier les effets des Traités de commerce ; la deuxième, de 18 membres, pour faire une Enquête sur la Marine marchande et sur les moyens propres à lui venir en aide (I., n° 548 ; A., t. 5, p. 132, an., p. 76 ; J. O. de 1871, p. 3336). = Ses rapports : sur le projet de loi autorisant la Chambre de commerce de Bordeaux à emprunter une somme de 3,500,000 francs, qu'elle doit avancer à l'État pour la construction d'un bassin à flot dans le port de Bordeaux (I., n° 1138 ; A., t. 11, an., p. 126 ; J. O. de 1872, p. 3497) ; sur les trois projets de lois portant approbation : 1° du Traité de commerce et de navigation, signé à Saint-Pétersbourg, le 1er avril 1874, entre la France et la Russie ; 2° de la Convention consulaire signée à Saint-Pétersbourg, le 1er avril 1874, entre la France et la Russie ; 3° de la Convention signée à Saint-Pétersbourg, le 1er avril 1874, entre la France et la Russie, pour le règlement des successions laissées dans l'un des deux États par des nationaux de l'autre pays (I.,

n° 2457 ; A., t. 32, an., p. 154; J. O. de 1874, p. 4773 et 4858) ; sur le projet de loi tendant à autoriser le département de la Gironde à réaliser un emprunt (I., n° 2961 ; A., t. 37, an., p. 170 ; J. O. de 1875, p. 2240) ; sur le projet de loi portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1878 (I., n° 3095; A., t. 38, an., p. 246 à 257 ; J. O. de 1875, p. 4945, 4965). = Son rapport sur les élections des Landes (A., t. 1, p. 16). — Dépose une proposition relative à la nomination de deux Commissions d'Enquête sur le régime économique et sur la Marine marchande et en demande l'urgence (A., t. 5, p. 132). — Demande, en qualité de rapporteur, l'urgence du projet de loi tendant à autoriser la Chambre de commerce de Bordeaux à emprunter une somme de 3,500,000 francs pour la construction d'un bassin à flot dans le port de Bordeaux (A., t. 12, p. 303).— Est entendu : sur la demande d'urgence du projet de loi relatif à la cession par l'État à la ville de Bordeaux des bâtiments de l'Institution nationale des sourdes-muettes, et à la translation de cette Institution dans les bâtiments du lycée de Saint-Sever-sur-l'Adour (A., t. 13, p. 328) ; dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1873 (Voies et moyens : *Droits d'entrée sur les matières premières*, A., t. 14, p. 664, 668) ; du projet de loi de crédit imputable sur le Compte de liquidation et applicable aux dépenses de la Garde nationale mobilisée (A., t. 19, p. 345) ; du Budget de l'Exercice 1874 (Discussion générale : *Compte de liquidation*, A., t. 28, p. 496). — Demande, en qualité de rapporteur, l'urgence des projets de lois relatifs au Traité de commerce et de navigation et aux deux Conventions passées avec la Russie (A., t. 32, p. 233) — Parle dans la discussion du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes, et de la proposition de M. Wolowski relative à l'équilibre du Budget de 1875 (*Réduction du remboursement annuel à la Banque*, A., t. 33, p. 48).

BONNEVILLE DE MARSANGY (M.), *Conseiller honoraire à la Cour de Paris.*

Membre adjoint de la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (F., n° 293; J. O. de 1872, p. 5644).

BORDERIE (M. DE LA), *Député élu par le département d'Ille-et-Vilaine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 34). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale, sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11; M. B., p. 209) ; de diverses Commissions (F., n°s 40, 84, 461, 489, 281, 419, 486, 621, 627, 744, 756, 796 ; J. O. de 1871, p. 542, 1188, 3435; J. O. de 1872, p. 113, 3360 ; J. O. de 1873, p. 1080, 4407 ; J. O. de 1874, p. 2358, 3307; J. O. de 1875, p. 1275, 1817, 4340) ; de la Commission des Services administratifs (F., n° 78; J. O. de 1871, p. 1148) ; et de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (F., n° 95; J. O. de 1871, p. 1476). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative au rétablissement des surtaxes d'entrepôt, à l'abrogation de la loi du 19 mai 1866 sur la Marine marchande, et à une Enquête parlementaire sur la revision des lois et règlements de navigation (I., n° 489; A., t. 4, an., p. 196; J. O. de 1871, p. 2736). = Son rapport au nom de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale [*Le camp de Conlie et l'armée de Bretagne*] (I., n° 1446-I ; A., t. 21, p. 585 à 936 ; J. O. de 1874, p. 417, 448, 486, 510). — Son rapport supplémentaire relatif au camp de Conlie (I., n° 1416-I ; A., t. 22, p. 709; J. O. de 1875, p. 5794). — Son rapport au nom de la même Commission (*Suspension du Tribunal de la Rochelle*) (I., n° 1416; A., t. 22, p. 631 à 708; J. O. de 1875, p. 6036, 6089). = Parle dans la discussion du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 319). — Sa lettre annonçant le décès de M. de Vauguyon (A., t. 2, p. 633). — Est entendu dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1876 (Instruction publique : *Acquisitions faites par la Bibliothèque nationale*, A., t. 41, p. 215) ; du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (*Incident personnel*, A., t. 44, p. 217, 245).

BORDONE (M. le général), *ancien Chef d'État-major du général Garibaldi.*

Pétition relative à sa situation militaire et à ses antécédents, voy., à la TABLE DES MATIÈRES, art. PÉTITIONS, § II, n° 3. — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 702 à 752).

BOREAU-LAJANADIE (M.), *Député élu par le département de la Charente.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 12). = Secrétaire du 9e Bureau (F., n° 449; J. O. de 1873, p. 1080). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 14, 48, 49, 51, 81, 167, 174, 215, 226, 284, 289, 317, 367, 379, 397, 438, 450, 498, 517, 541, 562, 573, 644, 674, 717, 722, 739, 756, 796; M. B. de 1871, p. 58; J. O. de 1871, p. 696, 712, 750, 1188, 1802, 5009; J. O. de 1872, p. 889, 1223, 3360, 3519, 4353, 7446, 7817; J. O. de 1873, p. 404, 1710, 2113, 4481, 6751, 7729; J. O. de 1874, p. 351, 736, 3888, 4933; J. O. de 1875, p. 160, 365, 971, 1817, 4340); de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (F., n° 95; J. O. de 1871, p. 1476); et de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 Mars (F., n° 95; J. O. de 1871, p. 1476). = Sa proposition sur la centralisation du service criminel des Cours d'assises au chef-lieu de chaque Cour d'appel (I., n° 1196; A., t. 11, an., p. 266; J. O. de 1872, p. 3971). = Son rapport spécial, au nom de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 Mars, sur le rôle de la presse pendant cette insurrection (I., n° 740; A., t. 9, p. 156 à 160). — Ses rapports : sur le projet de loi ayant pour objet de demander à l'Assemblée nationale l'autorisation de poursuivre divers journaux devant les Tribunaux compétents (I., n° 769; A., t. 6, an., p. 286; J. O. de 1872, p. 385); sur la proposition de M. Haëntjens tendant à donner pleins pouvoirs au Conseil d'enquête sur les capitulations, pour examiner les conditions de la capitulation de Paris (I., n° 1182; A., t. 11, an., p. 230; J. O. de 1872, p. 3970). — Ses rapports au nom de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale [*Actes de la Délégation de Tours et de Bordeaux*] (I., n° 1816; A., t. 22, p. 711 à 824; J. O. de 1876, p. 292, 322, 335, 382, 415, 445, 474). — [*Emprunt Morgan*] (I., n° 1416; A., t. 21, p. 489 à 509; J. O. de 1874, p. 356, 389, 413). = Ses rapports : sur les élections de la Haute-Garonne (A., t. 1, p. 15); sur l'élection de M. de Janzé par le département des Côtes-du-Nord (A., t. 1, p. 6). — Prend part, comme rapporteur, à la discussion du projet de loi tendant à autoriser la poursuite de divers journaux devant les Tribunaux compétents (A., t. 7, p. 449, 457). — Parle dans la discussion : du projet de loi tendant à établir des peines contre les affiliés à l'Internationale (A., t. 8, p. 324, 333, 334); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 476); du Budget de l'Exercice 1873 (Beaux-Arts): *Subventions aux théâtres nationaux*, A., t. 14, p. 484); de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 627). — Obtient un congé (A., t. 18, p. 297). — Est entendu dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Beaux-Arts : *Subventions aux théâtres nationaux*, A., t. 28, p. 322). — Son rapport sur une pétition (A., t. 44, p. 389).

BOREL (M. le général), *ancien Chef d'État-major de l'armée de la Loire.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 601 à 621).

BOSREDON (M. DE), *ancien Secrétaire général du Ministère de l'Intérieur.*

Membre adjoint de la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (F., n° 293; J. O. de 1872, p. 3644). — Projet de loi présenté par lui à cette Commission, sur les prisons départementales (A., t. 45, p. 228 à 230).

BOTTARD (M.), *Député élu par le département de l'Indre.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 33). = Secrétaire du 4e Bureau (F., n° 347; J. O. de 1872, p. 4353). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 14, 20, 32, 49, 74, 99, 101, 125, 170, 226, 367, 393, 427,

438, 440, 450, 488, 650, 674, 796, 824 ; M. B. de 1871, p. 58, 201 ; J. O. de 1871, p. 372, 712, 1116, 1545, 1623, 2323, 4892; J. O. de 1872, p. 1223, 7446 ; J. O. de 1873, p. 280, 1393, 1710, 2113, 4177 ; J. O. de 1874, p. 4089, 4933 ; J. O. de 1875, p. 4340, 5510) ; et de la Commission de permanence de 1871 (A., t. 5, p. 660). = Sa proposition tendant à nommer une Commission de trente membres pour élaborer un Code rural (I., n° 90; A., t. 2, p. 161 ; J. O. de 1871, p. 473). = Son rapport sur la proposition de MM. Jozon et autres, relative à une formule destinée à caractériser les nouveaux impôts nécessités par la guerre contre la Prusse (I., n° 574 ; A., t. 5, an., p. 99 ; J. O. de 1871, p. 3673). — Son rapport supplémentaire sur cette même proposition (I., n° 699 ; A., t. 6, p. 72, an., p. 168 ; J. O. de 1872, p. 328). — Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. Billy, Grandpierre et autres, ayant pour objet d'indemniser, conformément à la loi du 11 Juin 1866, les propriétaires des bestiaux morts de la peste bovine dans les départements envahis, encore bien que les formalités prescrites par cette loi n'aient pas été accomplies (I., n° 1836 ; A., t. 18, p. 221 ; J. O. de 1873, p. 4501) ; sur la proposition de MM. Peyrat, Barodet et autres, tendant à demander que l'Assemblée nationale se prononce dans un délai de quinze jours sur l'époque de sa dissolution (I., n° 1909 ; A., t. 19, an., p. 141 ; J. O. de 1873, p. 5556). = Son rapport sur l'élection de MM. le colonel Denfert-Rochereau et Mestreau par le département de la Charente-Inférieure (A., t. 4, p. 270). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion de la proposition de MM. Jozon et autres relative à la formule des nouveaux impôts (*Première délibération*, A., t. 6, p. 72. *Deuxième délibération*, t. 7, p. 588). — Obtient des congés (A., t. 6, p. 211 ; t. 15, p. 261 ; t. 31, p. 1). — Parle sur l'incident relatif à la question du remplacement de trois membres de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles, démissionnaires par suite de leur entrée au Ministère (A., t. 31, p. 261).

BOTTIEAU (M.), *Député élu par le département du Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 38). = Secrétaire : du 8e Bureau (F., n° 215 ; J. O. de 1872, p. 889) ; du 13e Bureau (F., n° 449 ; J. O. de 1873, p. 1080).= Membre : de diverses Commissions (F., nos 24, 32, 48, 74, 81, 99, 125, 127, 139, 151, 164, 167, 173, 189, 205, 241, 245, 255, 264, 289, 305, 353, 359, 367, 393, 397, 403, 438, 454, 476, 478, 480, 544, 562, 607, 611, 627, 658, 697, 756, 796, 824, 828, 834, J. O. de 1871, p. 271, 372, 696, 1116, 1188, 1545, 2333, 2385, 2754, 3126, 3513, 4802, 4986 ; J. O. de 1872, p. 572, 1649, 1784, 2090, 2757, 3519, 3998, 7007, 7197, 7446 ; J. O. de 1873, p. 280, 404, 580, 1710, 2231, 3750, 3817, 3899, 7729 ; J. O. de 1874, p. 351, 1881, 2005, 3307, 4360, 7981 ; J. O. de 1875, p. 1817, 4340, 5510, 5746, 6070) ; et de la Commission de permanence de 1872 (A., t. 13, p. 567). = Ses propositions relatives : à la mise à la retraite des magistrats (I., n° 155 ; A., t. 2, p. 651 ; J. O. de 1871, p. 775) ; à l'abrogation du paragraphe 1er de l'art. 17 du décret du 17 février 1852, qui interdit de rendre compte des procès pour délits de presse (I., n° 413 ; A., t. 4, an., p. 92 ; J. O. de 1871, p. 2610). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative aux annonces judiciaires et légales (I., n° 433 ; A., t. 4, an., p. 153 ; J. O. de 1871, p. 2868). — Ses propositions : à l'effet de conférer à la Chambre du Conseil des Tribunaux d'arrondissement le règlement des procédures criminelles (I., n° 841 ; A., t. 7, an., p. 82 ; J. O. de 1872, p. 929) ; sur la centralisation du service criminel des Cours d'assises au chef-lieu de chaque Cour d'appel (I., n° 1196 ; A., t. 11, an., p. 266 ; J. O. de 1872, p. 3971). = Son rapport sommaire sur la proposition de M. de Franclieu relative à la répression en matière de presse (I., n° 431 ; A., t. 4, an., p. 151 ; J. O. de 1871, p. 2867). — Son rapport sur sa proposition tendant à l'abrogation du paragraphe 1er de l'art. 17 du décret du 17 février 1852, qui interdit de rendre compte des procès pour délit de presse (I., n° 765 ; A., t. 6, an., p. 284 ; J. O. de 1872, p. 385). — Ses rapports sommaires : sur sa proposition tendant à conférer à la Chambre du Conseil des Tribunaux d'arrondissement le règlement des procédures criminelles (I., n° 891 ; A., t. 7, an., p. 168 ; J. O. de 1872, p. 1373) ; sur la proposition de MM. Testelin et Descat tendant à autoriser la fabri-

cation et l'émission d'une somme de 40 millions de francs en monnaie de cuivre (I., n° 920 ; A., t. 7, an., p. 211 ; J. O. de 1872, p. 1529). — Son rapport sur cette même proposition, réduite à l'émission d'une somme de dix millions (I., n° 1246 ; A., t. 12, an., p. 87 ; J. O. de 1872, p. 4810). — Ses rapports sommaires : sur la proposition de M. Fresneau tendant à modifier les articles 79 et 80 du Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 2242 ; A., t. 30, an., p. 13 ; J. O. de 1874, p. 1759) ; sur les propositions d'un grand nombre de Députés relatives à la levée de l'état de siège (I., n° 2640 ; A., t. 34, an., p. 105 ; J. O. de 1874, p. 5975). = Parle dans la discussion du projet de loi sur le rétablissement du cautionnement des journaux (A., t. 3, p. 798). — Demande, comme rapporteur, l'urgence pour sa proposition relative à l'abrogation du paragraphe 1er de l'art. 17 du décret de 1852, portant interdiction du compte-rendu des procès pour délits de presse (A., t. 7, p. 526). — Prend part à la discussion du projet de loi sur les peines à établir contre les affiliés à l'Internationale (A., t. 8, p. 231). — Parle, comme rapporteur, sur la prise en considération de la proposition de MM. Testelin et Descat relative à l'émission d'une somme de 40 millions de francs en monnaie de cuivre (A., t. 8, p. 243). — Demande, en la même qualité, l'urgence pour cette même proposition, réduite à l'émission d'une somme de dix millions (A., t. 13, p. 568). — Est entendu sur la prise en considération de sa proposition tendant à conférer à la Chambre du Conseil des Tribunaux d'arrondissement le règlement des procédures criminelles (A., t. 8, p. 244). — Son rapport sommaire verbal sur la proposition de M. le colonel Denfert-Rochereau relative à un impôt destiné à la libération du territoire (A., t. 8, p. 610). — Parle dans la discussion : du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 292, 293) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Justice : *Traitements des Greffiers en chef des Cours d'appel*, A., t. 14, p. 411. Intérieur : *Incident relatif à la nomination de Conseillers d'État comme Commissaires du Gouvernement pour la discussion du Budget*, p. 498) ; des interpellations de M. Dussaussoy au sujet de la nouvelle Compagnie française chargée du service des dépêches entre Calais et Douvres (A., t. 15, p. 575, 580) ; des propositions de MM. Destremx et autres et de M. Huon de Penanster, relatives à l'abrogation du décret du 28 octobre 1870 sur la Légion d'Honneur, et à la modification des récompenses nationales (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 70) ; du projet de loi tendant à la déclaration d'utilité publique et à la concession d'un canal d'irrigation dérivé de la rivière de la Bourne, dans le département de la Drôme (A., t. 29, p. 301, 303). — Son rapport sur l'élection de MM. Bonnel et Marcou par le département de l'Aude (A., t. 29, p. 347). — Est entendu dans la discussion : de cette élection (A., t. 29, p. 349) ; des propositions de MM. Savoye et autres ayant pour objet de rendre les navires susceptibles d'hypothèques (*Troisième délibération*, A., t. 35, p. 127) ; du projet de loi portant régularisation des crédits supplémentaires ouverts par décrets pendant la prorogation de l'Assemblée (*Revision des pensions civiles concédées à titre exceptionnel, depuis le 4 septembre 1870*, A., t. 37, p. 278). — Dépose et développe une proposition ayant pour objet de porter à l'ordre du jour du 12 juillet 1875 la vérification de l'élection de M. de Bourgoing par le département de la Nièvre (A., t. 39, p. 355 à 358). — Parle sur l'incident relatif au fait allégué par lui contre M. Savary, d'avoir intentionnellement omis dans son rapport sur l'Enquête relative à cette élection, une seconde dépêche du Procureur général de Bourges (A., t. 39, p. 387, 392).

BOUCAU (M.), *Député élu par le département des Landes.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 10). = Secrétaire : du 13e Bureau (F., n° 650 ; J. O. de 1871, p. 1089) ; du 5e Bureau (F., n° 717 ; J. O. de 1875, p. 160). = Membre de Commissions F., nos 146, 289, 509, 658, 769 ; J. O. de 1871, p. 2985 ; J. O. de 1872, p. 3519 ; J. O. de 1873, p. 4945 ; J. O. de 1874, p. 4360 ; J. O. de 1875, p. 3405). = Obtient un congé A., t. 18, p. 295).

BOUCHARD (M. LÉON), *Conseiller référendaire à la Cour des Comptes.*

Son rapport au Ministre de la Guerre, au nom de la Commission mixte chargée de préparer un projet de loi sur l'Administration de l'armée, servant d'Exposé des motifs au projet de loi présenté par le Gouvernement sur cette matière (I., n° 2365; A., t. 33, an., p. 87; J. O. de 1874, p. 5718, 5740, 5758).

BOUCHÉ (M.), *Député élu par le département du Morbihan.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 20). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale, sur l'état de la Marine (F., n° 11; M. B., p. 209); et de diverses Commissions (F., n°s 75, 147; J. O. de 1871, p. 1124, 3012). = Obtient un congé (A., t. 8, p. 645). = Lettre par laquelle il annonce sa démission (A., t. 14, p. 1).

BOUCHET (M.), *Député élu par le département des Bouches-du-Rhône.*

Son élection est validée (A., t. 7, p. 50). = Secrétaire du 5e Bureau (F., n° 796; J. O. de 1875, p. 4340). = Membre de Commissions (F., n°s 144, 379, 636, 772, 824, 865; J. O. de 1871, p. 2929; J. O. de 1872, p. 7817; J. O. de 1874, p. 3636; J. O. de 1875, p. 3525, 5510, 10118). = Sa proposition relative à la modification du décret du 29 décembre 1851 sur les cafés, cabarets et débits de boissons à consommer sur place (I., n° 1454; A., t. 14, an., p. 72; J. O. de 1872, p. 8067). = Ses rapports : 1° sur la proposition de M. Guichard ayant pour objet la résiliation, avant le 22 juillet 1875, de traités passés avec la Compagnie des Messageries maritimes; et sur le projet de loi portant approbation d'une nouvelle Convention passée entre l'État et la même Compagnie (I., n° 3246; A., t. 41, an., p. 38 à 44; J. O. de 1875, p. 6518); sur la pétition des habitants notables d'Avignon (Vaucluse), relative à la création d'une chaire de philologie romane dans les Facultés des lettres (I., n° 3465; A., t. 42, an., p. 343; J. O. de 1875, p. 10271). = Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. le général Ducrot relative à la poursuite des journaux l'*Indépendant des Pyrénées-Orientales* et la *Constitution* (A., t. 8, p. 270, 271); du Budget du Ministère de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts pour l'Exercice 1872 (Cultes : *Suppression du Chapitre de Saint-Denis*, A., t. 8, p. 458). — Obtient des congés (A., t. 8, p. 645; t. 11, p. 10; t. 13, p. 63, 498). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet du décret portant annulation des délibérations du Conseil général des Bouches-du-Rhône (A., t. 12, p. 408). — Est entendu dans la discussion de la proposition de MM. Paris (Pas-de-Calais) et autres, relative aux membres des Conseils généraux, d'arrondissement et municipaux, qui se refusent à remplir les obligations de leurs fonctions (A., t. 18, p. 202). — Déclare retirer sa proposition tendant à modifier le décret du 29 décembre 1851, sur les cafés, cabarets et débits de boissons (A., t. 27, p. 41). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif aux droits sur les boissons et les huiles (*Droits sur les huiles*, A., t. 28, p. 693). — Demande à interpeller le Ministre de l'Intérieur sur la fermeture, par le Préfet des Bouches-du-Rhône, de divers cercles à Marseille et à Tarascon (A., t. 30, p. 697, 698). — Est entendu dans la discussion : des propositions concernant l'électorat municipal (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 59, 60, 74, 75, 146); du projet de loi tendant à fixer l'époque des élections pour la reconstitution du Conseil général des Bouches-du Rhône (A., t. 32, p. 478, 483, 485, 486); du Budget de l'Exercice 1875 (Impôts autorisés : *Permis de chasse à 1 franc par jour*, A., t. 34, p. 274); du projet de loi relatif aux dépenses du casernement de l'armée (A., t. 34, p. 213); du projet de loi tendant à autoriser un emprunt de 16 millions par la ville de Marseille (A., t. 35, p. 362, 365 à 368). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les motifs de la suspension du Conseil municipal de Marseille (A., t. 36, p. 290). — Parle dans la discussion de ses interpellations (A., t. 36, p. 294). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les agissements de l'Administration dans les élections municipales de Tarascon (A., t. 36, p. 299). — Est entendu dans la discussion du projet de loi de la Commission des Établissements pénitentiaires, relatif

au régime des prisons départementales (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 119 à 123, 131 à 134. *Troisième délibération*, A., t. 38, p. 302 à 305, 355, 373). — Demande, en qualité de rapporteur, la mise à l'ordre du jour de la proposition de M. Guichard et du projet de loi concernant les Conventions postales entre l'État et la Compagnie des Messageries maritimes (A., t. 41, p. 104). — Prend part à la discussion de cette proposition et de ce projet de loi (A., t. 41, p. 340). — Demande, d'accord avec le Gouvernement, la rectification d'une erreur de date dans le texte de la loi du 2 août 1873, approbation de la nouvelle Convention passée avec cette Compagnie (A., t. 42, p. 8). — Parle dans la discussion du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 272). — Dépose un rapport sur une pétition relative à la création d'une chaire de philologie romane dans les Facultés des lettres, et en demande l'impression (A., t. 42, p. 325). — Demande la mise à l'ordre du jour de la discussion de son rapport, ainsi que d'un rapport analogue de M. Michel (A., t. 44, p. 31). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réforme judiciaire en Egypte (*Première délibération*, A., t. 43, p. 123, 136 à 145). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 44, p. 396).

BOUILLÉ (M. le comte DE), *Député élu par le département de la Nièvre.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 26). = Président : du 2e Bureau (F., n° 167 ; J. O. de 1871, p. 1302) ; du 6e Bureau (F., n° 189 ; J. O. de 1872, p. 113). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 219) ; et de diverses autres Commissions (F., nos 49, 57, 95, 181, 241, 289, 440, 476, 517, 658, 707, 869 ; J. O. de 1871, p. 712, 854, 1476, 5229 ; J. O. de 1872, p. 1649, 3519 ; J. O. de 1873, p. 1709, 3735, 6751 ; J. O. de 1874, p. 4360, 8333 ; J. O. de 1875, p. 10118). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : l'abrogation du décret du 25 mai 1852 sur l'organisation des Chambres consultatives et du Conseil général d'Agriculture, et le retour à la loi du 25 février 1851 (I., n° 1186 ; A., t. 11, p. 136, an., p. 170 ; J. O. de 1872, p. 3553) ; la création d'une École supérieure d'Agriculture (I., n° 1240 ; A., t. 12, an., p. 82 ; J. O. de 1872, p. 4653) ; la modification de l'art. 9 de la loi du 21 juin 1865 sur les associations syndicales (I., n° 1743 ; A., t. 17, an., p. 127 ; J. O. de 1873, p. 3062) ; les moyens de combattre les ravages causés dans les vignobles par le phylloxera et de généraliser les irrigations (I., n° 1899 ; A., t. 19, p. 215, an., p. 132 ; J. O. de 1873, p. 5478). = Son rapport sur les élections de l'Indre (A., t. 1, p. 33). — S'excuse de son absence (A., t. 2, p. 18). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 475 ; t. 5, p. 455 ; t. 12, p. 81 ; t. 15, p. 316, 611 ; t. 29, p. 373 ; t. 36, p. 233). — Prend part à la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Agriculture et Commerce : *Concours régionaux*, A., t. 14, p. 372. *Primes d'honneur et prix culturaux*, A., t. 14, p. 378). — Ses observations dans la discussion sur l'élection de M. Turigny par le département de la Nièvre (A., t. 18, p. 597, 603). — Sa motion tendant à la mise à l'ordre du jour du projet de loi sur l'enseignement élémentaire pratique de l'Agriculture (A., t. 39, p. 578). — Demande l'urgence et la discussion immédiate de ce projet de loi (A., t. 41, p. 237).

BOUILLÉRIE (M. JOSEPH DE LA), *Député élu par le département de Maine-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 18). = Président du 8e Bureau (F., n° 588 ; J. O. de 1871, p. 1226). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; de la Commission des Marchés (F., nos 37 et 41 ; J. O. de 1871, p. 471 et 561) ; de diverses Commissions (F., nos 60, 68, 85, 173, 824, 865 ; J. O. de 1871, p. 894, 1013, 1285, 4986 ; J. O. de 1875, p. 5510, 10118) ; de la Commission du Budget rectifié de 1871 (F., n° 58 ; J. O. de 1871, p. 867) ; de la Commission pour l'examen des lois de finances de l'Exercice 1872 (F., n° 192 ; J. O. de 1872, p. 289) ; de la Commission chargée d'examiner les projets de lois portant règlement définitif des Budgets de 1867 et de 1868 (F., n° 321 ; J. O. de 1872, p. 5516) ; et de la Commission de permanence de

1874 (A., t. 34, p. 132). = Ses rapports : sur le Budget rectificatif du Ministère des Finances pour l'Exercice 1871 (I., n° 541 ; A., t. 5, an., p. 64 ; J. O. de 1871, p. 3872) ; sur l'ensemble de la situation financière de la France (I., n° 581 ; A., t. 5, an., p. 143 ; J. O. de 1871, p. 3435, 3457, 3486). — Son rapport supplémentaire au sujet d'un crédit de 113,000 fr. nécessité par l'application de la loi nouvelle sur le timbre et l'enregistrement (I., n° 647 ; A., t. 5, an., p. 233 ; J. O. de 1871, p. 4164). — Son rapport sur le Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1872 (I., n° 962 ; A., t. 8, an., p. 50 ; J. O. de 1872, p. 1878, 1979). — Son rapport supplémentaire sur le même Budget (I., n° 979 ; A., t. 8, an., p. 127 ; J. O. de 1872, p. 2115). — Ses rapports : concernant les fonctionnaires et employés réformés pour cause de suppression d'emploi ou de réorganisation (I., n° 1009 ; A., t. 8, an., p. 188 ; J. O. de 1872, p. 2344) ; sur la perception des impôts indirects et revenus publics, du 1er Avril au 31 Décembre 1872 (I., n° 1041 ; A., t. 10, an., p. 5 ; J. O. de 1872, p. 2592) ; sur l'ensemble du Budget de l'Exercice 1872, et sur la situation financière de la France (I., n° 1051 ; A., t. 10, an., p. 23 ; J. O. de 1872, p. 2654, 2669) ; sur des suppléments de crédits de l'Exercice 1871, nécessaires au Ministère des Finances (I., n° 1072, et Annexe ; A., t. 10, an., p. 59 ; J. O. de 1872, p. 3013) ; sur le projet de loi portant ouverture, au Ministre des Finances, sur l'Exercice 1871, d'un crédit de 53,658,759 fr. pour remboursement des sommes payées aux Allemands à titre d'impôts (I., n° 1162 ; A., t. 11, an., p. 185 ; J. O. de 1872, p. 3644). = Prend part, comme Rapporteur, à la discussion du Budget rectifié de l'Exercice 1871 (Dette viagère : *Pensions des grands fonctionnaires de l'Empire*, A., t. 5, p. 556, 557. Frais de régie : *Personnel des contributions indirectes*, p. 619 : *Dépense de la Garde nationale mobilisée*, Budget extraordinaire, p. 651). — Expose l'état d'avancement des travaux de la Commission du Budget pour l'Exercice 1872 (A., t. 8, p. 220). — Est entendu, comme Rapporteur, dans la discussion de ce Budget (*Discussion générale*, A., t. 8, p. 351. *Demande de recours à de nouveaux douzièmes provisoires*, p. 367. Dette publique : *Intérêts et amortissement des emprunts faits à la Banque*, p. 375, 646, 649. Finances : *Personnel de l'Administration centrale*, p. 382. *Personnel de la Cour des Comptes*, p. 388, 393, 647. *Traitements et émolument des Trésoriers-payeurs généraux et des Receveurs des Finances*, p. 396, 397, 398. Frais de régie : *Dépenses diverses des Forêts*, p. 402. *Question du remboursement des contributions payées aux Allemands dans les départements envahis*, p. 692). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi relatif à la perception des impôts existants pour le reste de l'année 1872 (A., t. 8, p. 571). — Obtient des congés (A., t. 12, p. 81, 411 ; t. 28, p. 69). — Parle dans la discussion : du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 13, p. 176) ; du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 189 à 192, 200, 223) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Finances : *Frais de trésorerie*, A., t. 14, p. 605 à 610). = Est nommé *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* [Décret du 25 Mai 1873] (B. des L., n° 1996 ; J. O., p. 3338). — Ses déclarations au nom du Gouvernement, au sujet des questions relatives à la législation sur les matières premières et aux nouveaux Traités de commerce (A., t. 18, p. 217, 218 ; t. 19, p. 126). — Est entendu, comme Ministre de l'Agriculture et du Commerce, dans la discussion : de la proposition de M. Tirard tendant à autoriser la fabrication à tous titres des objets d'or et d'argent destinés à l'exportation (*Deuxième délibération*, A., t. 18, p. 627) ; du projet de loi relatif aux emplois à réserver aux anciens sous-officiers dans les administrations de l'État (*Troisième délibération*, A., t. 19, p. 387) ; du projet de loi tendant à abroger la loi du 26 Juillet 1872 portant établissement des droits de douane à l'importation des matières premières (*Question d'abrogation de la surtaxe de pavillon*, A., t. 19, p. 448, 450) ; de la proposition de MM. Rouvier et Wolowski tendant à l'abrogation de la surtaxe de pavillon (A., t. 19, p. 498, 512). = Parle, comme Député, dans la discussion : de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Troisième délibération*, A., t. 31, p. 46) ; du projet de loi relatif

aux récompenses à accorder à l'occasion de l'Exposition de Vienne en 1873 (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 364).

BOUILLERIE (M. le comte HENRI DE LA), *ancien Sous-Préfet.*

L'un des candidats proposés pour les fonctions de Conseiller d'État (A., t. 13, p. 97, et an., p. 65).

BOUISSON (M.), *Député élu par le département de l'Hérault.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 15). = Président du 2e Bureau (F., n° 419 ; J. O. de 1873, p. 1080). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11; M. B., p. 209); de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73 ; J. O., p. 1111); et de diverses autres Commissions (F., nos 75, 84, 258, 289, 301, 405, 463, 475, 524, 588, 629 ; J. O. de 1871, p. 1124, 1230 ; J. O. de 1872, p. 2197, 3559, 3872 ; J. O. de 1873, p. 653, 3220, 3722, 6982 ; J. O. de 1874, p. 1226, 3395). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à l'Instruction publique (I., n° 43; A., t. 1, an., p. 27; J. O. de 1871, p. 361). — Sa proposition ayant pour objet la création d'un impôt facultatif dont le produit devra être consacré à solder la dette nationale contractée envers l'Allemagne (I., n° 854; A., t. 7, p. 238, an., p. 97; J. O. de 1872, p. 1080). = Son rapport à la Commission des forces militaires, sur l'état et le service sanitaires de l'armée (I., n° 58; A., t. 1, an., p. 58 ; J. O. de 1871, p. 1212). — Son rapport sommaire : 1° sur la proposition de MM. Varroy et autres ayant pour objet la translation des Facultés de Strasbourg à Nancy ; 2° sur la proposition de MM. Desjardins et autres relative à la constitution d'une Université dans la ville de Nancy (I., n° 522; A., t. 5, an., p. 21; J. O. de 1871, p. 3299). = Est entendu sur la prise en considération de sa proposition relative à l'Instruction publique (A., t. 2, p. 365). — Obtient des congés (A., t. 2, p. 681 ; t. 11, p. 145; t. 16, p. 42; t. 32, p. 189, 271). — Parle dans la discussion du Budget rectifié de l'Exercice 1871 (Instruction publique : *Transfert des Facultés de Strasbourg à Nancy*, A., t. 5, p. 570). — Dépose une proposition relative à un impôt facultatif pour la libération du territoire, et en demande l'urgence (A., t. 7, p. 238). — Déclare retirer cette proposition (A., t. 7, p. 477). — Est entendu dans la discussion : sur la prise en considération de la proposition de MM. Naquet et autres, relative à la revision de la législation concernant la médecine et la pharmacie (A., t. 8, p. 506) ; du projet de loi et des propositions de MM. Dubois, Claude (Meurthe-et-Moselle) et autres, relatifs à l'organisation des Commissions administratives des hospices et hôpitaux civils, établissements et bureaux de bienfaisance (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 536. *Troisième délibération*, t. 17, p. 134, 150, 152) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Instruction publique : *Cliniques des Facultés de médecine de Montpellier et de Nancy*, A., t. 14, p. 455) ; de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 114, 129). — Parle : sur la prise en considération de la proposition de M. Naquet tendant à réorganiser l'enseignement de la médecine (A., t. 19, p. 22) ; dans la discussion : de la proposition de MM. de Corcelle et autres, relative aux Conseils académiques et départementaux (*Deuxième délibération*, A., t. 28, p. 145) ; du Budget de l'Exercice 1874 (Instruction publique : *Enseignement de la Faculté de médecine de Montpellier*, A., t. 28, p. 277, 284) ; sur un incident relatif à l'ajournement des propositions de MM. Le Royer, Gatien-Arnoult et autres, relatives à la création de nouvelles Facultés de médecine à Lyon, Toulouse, Lille, Nantes, Bordeaux et Marseille (A., t. 31, p. 126). — Prend part à la discussion : de ces propositions (*Première délibération*, A., t. 32, p. 13 à 17. *Deuxième délibération*, p. 398 à 402, 403, 409. *Incidents sur la question d'ajournement*, t. 33, p. 238, 239 ; t. 35, p. 64. *Troisième délibération*, t. 35, p. 80 à 85, 103, 109) ; du Budget de l'Exercice 1875 (Instruction publique : *Enseignement de la Faculté de médecine de Montpellier*, A., t. 33, p. 287, 289) ; de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur

(*Deuxième délibération*, A., t. 39, p. 459 à 462. *Troisième délibération*, A., t. 39, p. 584 à 588); du Budget de l'Exercice 1876 (Instruction publique : *Enseignement de la Faculté de médecine de Montpellier*, A., t. 41, p. 213).

BOULLIER (M.), *Député élu par le département de la Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 17). = Secrétaire : du 8e Bureau (F., n° 393 ; J. O. de 1873, p. 280) ; du 5e Bureau (F., n° 865 ; J. O. de 1875, p. 10118). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 41; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 29, 39, 75, 136, 181, 217, 264, 317, 403, 463, 492, 529, 562, 627, 697, 796, 810 ; J. O. de 1871, p. 337, 500 et 523, 1124, 2641, 5229 ; J. O. de 1872, p. 950, 2757, 4353 ; J. O. de 1873, p. 580, 3220, 4286, 7214 ; J. O. de 1874, p. 351, 3307, 7981 ; J. O. de 1875, p. 4310, 4874); et de la Commission des Services administratifs (F., n° 78 ; J. O. de 1871, p. 1148). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, en faveur de la veuve et des enfants de M. le commandant de Sigoyer (I., n° 276 ; A., t. 3, p. 205 ; J. O. de 1871, p. 1321). = Ses rapports : sur les Services administratifs du Ministère de l'Agriculture et du Commerce (I., n° 1459; A., t. 14, an., p. 98 ; J. O. de 1872, p. 7856, 7890, 7987) ; sur le projet de loi tendant à autoriser un emprunt par le département de la Loire pour les travaux des chemins d'intérêt commun (I., n° 2248; A., t. 30, an., p. 26 ; J. O. de 1874, p. 1947) ; sur le projet de loi tendant à annexer à la commune de Bruges, canton de Nay, arrondissement de Pau (Basses-Pyrénées), une partie du territoire de la commune de Bosdarros, canton-ouest de Pau, même arrondissement (I., n° 3171; A., t. 39, an., p. 259; J. O. de 1875, p. 6702) ; sur le projet de loi tendant à autoriser le département des Pyrénées-Orientales à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux d'intérêt commun (I., n° 3172; A., t. 39, an., p. 260 ; J. O. de 1875, p. 6702) ; sur le projet de loi tendant à réunir à la commune de Coat-Méal, canton de Plabennec, arrondissement de Brest, département du Finistère, plusieurs villages dépendant de la commune de Plouguin, canton de Ploudalmézeau, même arrondissement (I., n° 3193 ; A., t. 40, an., p. 511 ; J. O. de 1875, p. 6707). = Son rapport sur les élections du Gers (A., t. 1, p. 15). — Obtient un congé (A., t. 13, p. 200). — Son rapport sur l'élection de M. Ledru-Rollin par le département de Vaucluse (A., t. 32, p. 599 à 602). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (Loire : arrondissement de *Roanne*, A., t. 44, p. 41).

BOULLIER DE BRANCHE (M.), *Député élu par le département de la Mayenne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 19). = Secrétaire : du 11e Bureau (F., n° 393; J. O. de 1873, p. 280) ; du 6e Bureau (F., n° 486 ; J. O. de 1873, p. 6107) ; du 11e Bureau (F., n° 517 ; J. O. de 1873, p. 6751). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 15, 21, 54, 146, 170, 172, 209, 215, 218, 231, 325, 367, 395, 498, 509, 531, 607, 611, 824, 828 ; M. B. de 1871, p. 66, 224 ; J. O. de 1871, p. 750, 2985, 4892, 4960 ; J. O. de 1872, p. 704, 889, 975, 1398, 4633, 7446 ; J. O. de 1873, p. 336, 4484, 7257 ; J. O. de 1874, p. 1881, 2005 ; J. O. de 1875, p. 5510, 5746) ; et de la Commission de décentralisation (F., n° 481 ; J. O. de 1873, p. 3943). = Obtient un congé (A., t. 44, p. 49). — Son rapport sur une pétition (A., t. 35, p. 453).

BOURBAKI (M. le général).

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 482 à 544).

BOURGEOIS (M.), *Député élu par le département de la Vendée.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 24). = Secrétaire : du 6e Bureau (F., n° 446 ; J. O. de 1871, p. 2985) ; du même Bureau renouvelé (F., n° 467 ; J. O. de 1871, p. 4802) ; du 10e Bureau (F., n° 489 ; J. O. de 1872, p. 113) ; du 1er Bureau (F., n° 264 ; J. O. de 1872, p. 2757). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 14, 22, 23, 51, 80, 96, 125, 143, 161, 170, 219, 241, 256, 289, 372,

698, 697, 744, 756 ; M. B. de 1871, p. 58 ; J. O. de 1871, p. 231, 251, 750, 1183, 1439, 2338, 2901, 3435, 4892 ; J. O. de 1872, p. 1012, 1649, 2197, 3519, 7817 ; J. O. de 1873, p. 289; J. O. de 1874, p. 7981 ; J. O. de 1875, p. 1275, 1817); et de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 Mars (F., n° 95 ; J. O. de 1871, p. 1476). = Obtient des congés (A., t. 13, p. 209 ; t. 15, p. 611). — Déclare, dans le cours du 3e scrutin pour la nomination des Sénateurs, décliner toute candidature (A., t. 43, p. 198).

BOURGOIN (M.), *employé au service des ambulances du 4e et du 5e Secteur.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 206 à 209).

BOURGOING (M. le baron DE), *Député élu par le département de la Nièvre.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur son élection (A., t. 40, an., p. 22 à 32). — Développe une proposition tendant à ce qu'il soit statué sur son élection avant le 24 Juin 1875 (A., t. 38, p. 352). — Déclare retirer sa proposition (A., t. 38, p. 356). — Sa motion tendant à fixer à un très proche délai la discussion du rapport de la Commission d'Enquête sur son élection (A., t. 39, p. 356). — Est entendu dans cette discussion (A., t. 40, p. 4 à 7). — Son élection est annulée (A., t. 40, p. 30).

BOURGOING (M. le comte DE), *Ambassadeur de France près le Saint-Siège.*

Demande d'interpellations, changée en question, au sujet des faits relatifs à sa démission, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. INTERPELLATIONS, n° 36.— QUESTIONS, n° 75.

BOURGOIS (M. le contre-amiral).

Est élu *Conseiller d'État* par l'Assemblée (A., t. 13, p. 381).

BOURNAT (M. VICTOR), *Avocat à la Cour d'appel de Paris.*

Membre adjoint de la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (F., n° 293 ; J. O. de 1872, p. 2644). — Ses rapports intérieurs à cette Commission : sur le Congrès pénitentiaire tenu à Londres en 1872 (A., t. 45, p. 422 à 430) ; sur les colonies de jeunes détenus (p. 260 à 269) ; sur les postes de police et les violons de la ville de Paris, la Permanence et le Dépôt (p. 286 à 311).

BOUTEFOY (M.), *homme de service au Corps législatif.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 758).

BOUTEILLIER (M. DE), *ex-Chef du 72e Bataillon de la Garde nationale de Paris.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 Mars (A., t. 10, an., p. 244).

BOUZET (M. CHARLES DU), *ancien Commissaire extraordinaire en Algérie.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 26, p. 720 à 776). — Sa réclamation adressée au Président de cette Commission, à propos d'une lettre de M. le général Chanzy au Ministre de la Guerre (A., t. 25, p. 452).

BOYER (M. FERDINAND), *Député élu par le département du Gard.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 14). = Secrétaire : du 4er Bureau (F., n° 123 ; J. O. de 1871, p. 2248) ; du 2e Bureau (F., n° 824 ; J. O. de 1875, p. 5510). — Membre : de diverses Commissions (F., nos 32, 40, 49, 75, 96, 101, 125, 144, 147, 152, 167, 189, 241, 269, 284, 289, 367, 397, 448, 454, 476, 511, 588, 756, 824, 850 ; J. O. de 1871, p. 372, 542, 712, 1124, 1439, 1623, 2333, 2849, 3012, 3155, 4802; J. O. de 1872, p. 143, 1649, 2909, 3360, 3519, 7446 ; J. O. de 1873, p. 404, 2032, 2234, 2750, 5918 ; J. O. de 1874, p. 4226 ; J. O. de 1875, p. 1817, 5540, 9395) ; et de la Commission chargée d'étudier la situation des classes

ouvrières en France (F., n° 275 ; J. O. de 1872, p. 3082). = Sa proposition ayant pour objet une addition à l'article 15 du décret du 23 prairial an XII sur les sépultures (I., n° 1415 ; A., t. 14, an., p. 4 ; J. O. de 1872, p. 7085). = Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. Peltereau-Villeneuve et Delsol concernant l'abrogation de la loi sur les coalitions des patrons et des ouvriers (I., n° 419 ; A., t. 4, an., p. 103 ; J. O. de 1871, p. 2835) ; sur la proposition de M. Baze ayant pour objet de décréter que l'Assemblée ne se dissoudra pas avant d'avoir voté les lois d'organisation qui y sont énoncées et qui fixe dans tous les cas la durée de son mandat à deux années, à partir de la promulgation du décret (I., n° 456 ; A., t. 4, an., p. 192 ; J. O. de 1871, p. 2929) ; sur la proposition de M. Dahirel ayant pour objet la nomination au scrutin de liste d'une Commission de 15 membres, à l'effet de préparer et de rédiger un projet de Constitution (I., n° 457 ; A., t. 4, an., p. 195 ; J. O. de 1871, p. 2930) ; sur la proposition de MM. Schœlcher et autres, ayant pour objet l'abolition de la peine de mort (I., n° 907 ; A., t. 7, an., p. 191 ; J. O. de 1872, p. 1375) ; sur la proposition de MM. Hèvre et Bamberger ayant pour objet la création d'un impôt sur le revenu (I., n° 998 ; A., t. 8, an., p. 162 ; J. O. de 1872, p. 2429) ; sur la proposition de MM. le comte de Bouillé et autres, relative à la création d'une École supérieure d'Agriculture (I., n° 1405 ; A., t. 13, an., p. 541 ; J. O. de 1872, p. 7084) ; sur la proposition de M. de Castellane ayant pour objet une loi électorale pour la formation de la Chambre des Députés (I., n° 1481 ; A., t. 14, an., p. 137 ; J. O. de 1872, p. 7880) ; sur la proposition de M. Rouvier ayant pour objet la réorganisation du Conseil supérieur du Commerce (I., n° 1930 ; A., t. 19, an., p. 190 ; J. O. de 1873, p. 5765). = Son rapport sur les élections de la Savoie (A., t. 1, p. 22). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur le rétablissement du cautionnement des journaux (A., t. 3, p. 780) ; du projet de loi relatif aux échéances des effets de commerce à Paris (A., t. 3, p. 736). — Est entendu, comme Rapporteur, sur la prise en considération : de la proposition de M. Dahirel relative à un projet de Constitution (A., t. 4, p. 652) ; de la proposition de M. Baze relative à la dissolution de l'Assemblée dans deux années (A., t. 4, p. 654, 655). — Parle dans la discussion : de la proposition de M. Bérenger (Drôme) relative à la revision des lois de répression en matière de délits politiques (*Première délibération*, A., t. 6, p. 73, 75) ; de la proposition de M. Princeteau relative à l'interdiction des fonctions publiques salariées aux membres de l'Assemblée nationale (*Deuxième délibération*, A., t. 6, p. 413). — Obtient des congés (A., t. 8, p. 364 ; t. 15, p. 437). — Prend part à la discussion : des propositions de MM. Vilfeu, Desjardins, Roussel et autres, relatives à la répression de l'ivresse (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 25) ; du projet de loi tendant à modifier la formation du Jury en matière criminelle (A., t. 14, p. 122 à 127). — Parle, en qualité de Rapporteur, sur la prise en considération de la proposition de M. de Castellane, relative à la formation de la Chambre des Députés (A., t. 15, p. 340, 342). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 214 à 220) ; du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 207) ; des interpellations de M. Ricard sur le régime de la presse dans les départements soumis à l'état de siège (*Incident personnel*, A., t. 29, p. 241) ; du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt du timbre sur les journaux* (A., t. 30, p. 12) ; des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 353 à 356).

BOYER (M. le général).

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 919 à 940).

BOYS (M. ALBERT DU), *publiciste*.

L'un des candidats proposés pour les fonctions de Conseiller d'État (A., t. 13, p. 96, et an., p. 64).

BOYSSET (M.), *Député élu par le département de Saône-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 13). = Membre de Commissions (F., nos 161, 257, 448, 517, 535, 541 ; J. O. de 1871, p. 3435 ; J. O. de 1872, p. 2168 ; J. O. de 1873, p. 2032, 6751, 7398, 7729). = Sa proposition ayant pour objet l'aliénation des forêts de l'État (I., n° 810; A., t. 6, an., p. 352 ; J. O. de 1872, p. 546).—Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département de Saône-et-Loire (I., n° 2399 ; A., t. 31, an., p. 445 ; J. O. de 1874, p. 3794). = Est entendu dans la discussion des propositions de MM. de Tréveneuc (Côtes-du-Nord) et autres, relatives au rôle éventuel des Conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles (A., t. 7, p. 408, 409, 410). — Obtient des congés (A., t. 8, p. 481 ; t. 29, p. 282). — Parle dans la discussion du projet de loi tendant à modifier la formation du Jury en matière criminelle (A., t. 14, p. 23 à 27). — Son rapport sur l'élection de M. Gagneur par le département du Jura (A., t. 18, p. 151). — Est entendu : dans la discussion de la proposition de MM. Paris (Pas-de-Calais) et autres, relative aux membres des Conseils généraux, d'arrondissement et municipaux, qui se refusent à remplir les obligations de leurs fonctions (A., t. 18, p. 199) ; sur la prise en considération de la proposition de M. le baron Chaurand relative à l'observation du repos du dimanche (A., t. 32, p. 31 à 34) ; dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme judiciaire en Égypte (*Première délibération*, A., t. 43, p. 130 à 133).

BOZÉRIAN (M.), *Député élu par le département de Loir-et-Cher.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 35). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 15, 41, 58, 152, 177, 397, 419, 475, 480, 611, 769, 842 ; M. B. de 1871, p. 66; J. O. de 1871, p. 561, 867, 3155, 6113 ; J. O. de 1873, p. 404, 1080, 3722, 3899; J. O. de 1874, p. 2005; J. O. de 1875, p. 3405, 9073) ; de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O. de 1871, p. 471) ; et de la Commission de permanence de 1876 (A., t. 44, p. 364). = Ses propositions relatives : aux poursuites à exercer en matière de délits politiques (I., n° 137 ; A., t. 2, p. 527 ; J. O. de 1871, p. 759) ; à diverses modifications transitoires à apporter à la loi sur les brevets d'invention (I., n° 301 ; A., t. 3, p. 278 ; J. O. de 1871, p. 1584).— Sa proposition tendant à rendre applicables aux rentes 5 0/0 les dispositions de l'article 46 de la loi du 2 juillet 1862 (I., n° 554 ; A., t. 5, p. 162, an., p. 83 ; J. O. de 1871, p. 3297). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, pour l'établissement d'un timbre ou signe spécial destiné à être apposé sur les marques commerciales et de fabrique (I., n° 982 ; A., t. 8, p. 324, an., p. 132 ; J. O. de 1872, p. 1952). = Ses rapports : sur sa proposition relative à l'application aux rentes 5 0/0 des dispositions de l'article 46 de la loi du 2 juillet 1862 (I., n° 596 ; A., t. 5, an., p. 179 ; J. O. de 1871, p. 3953) ; sur le projet de loi ayant pour but de limiter au 31 décembre 1871 les effets de la loi du 21 avril 1870 sur les loyers (I., n° 751 ; A., t. 6, an., p. 439 ; J. O. de 1872, p. 269). = Est entendu : sur la validation des élections du Haut-Rhin (A., t. 1, p. 39) ; sur la proposition de M. Millière relative à la prorogation des échéances des effets de commerce (A., t. 2, p. 103). — Prend part à la discussion du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 247) ; du projet de loi tendant à nommer une Commission chargée d'examiner les Marchés passés depuis le 18 juillet 1870 (A., t. 2, p. 279) ; du projet de loi concernant les poursuites en matière de délits commis par la voie de la presse (A., t. 2, p. 489, 499, 501) ; du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 592, 593, 599, 621, 622, 623, 624) ; de la proposition de M. Ducuing et autres, relative à la prorogation des échéances des effets de Commerce (A., t. 2, p. 718). — Dépose une pétition relative à la suppression des brevets de maître de poste (A., t. 2, p. 886). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 132 ; t. 7, p. 170, 401 ; t. 12, p. 279 ; t. 28, p. 380 ; t. 38, p. 124). — Parle dans la discussion : du projet de loi relatif à la fabrication et au commerce des armes de guerre (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 326, 327, 328) ; de la proposition de M. Gaslonde et autres, relative aux réquisitions exercées contre les particuliers (*Troisième délibéra-*

tion, A., t. 3, p. 428) ; du projet de loi relatif aux échéances des effets de commerce à Paris (A., t. 3, p. 747, 748) ; des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives aux Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 927 ; t. 4, p. 23). — Dépose une proposition relative aux placements en rente 5 0/0 et en demande l'urgence (A., t. 5, p. 462). — Prend part à la discussion de la proposition de MM. Claude (Meurthe), Laflize et autres, relative au remboursement des contributions de guerre, réquisitions et dommages matériels causés par l'invasion (*Troisième délibération*, A., t. 5, p. 405). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 182, 204) ; du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 132). — S'excuse de son absence (A., t. 13, p. 12 ; t. 15, p. 99 ; t. 16, p. 85). — Parle dans la discussion : du projet de loi tendant à modifier la formation du Jury en matière criminelle (A., t. 14, p. 73, 149) ; de la demande en autorisation de poursuites contre M. Carré-Kérisouët, pour complicité de duel (A., t. 15, p. 14) ; de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 628) ; du projet de loi relatif à l'électorat municipal (*Troisième délibération*, A., t. 32, p. 527). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 35 p. 136, 220). — Prend part à la discussion : de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Troisième délibération*, A., t. 39, p. 592) ; du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 285).

BRABANT (M.), *Député élu par le département du Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 38). = Membre de Commissions (F., nos 49, 99, 824 ; J. O. de 1871, p. 712, 1545 ; J. O. de 1875, p. 5510). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 702 ; t. 4, p. 500 ; t. 5, p. 2 ; t. 12, p. 411 ; t. 18, p. 369).

BRAME (M.).

Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre lui et l'État, dans le département de Seine-et-Oise, voy., à la TABLE DES MATIÈRES, art. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 10.

BRAME (M. JULES), *Député élu par le département du Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 38). = Président du 15e Bureau (F., n° 547 ; J. O. de 1873, p. 5751). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 6, 22, 64, 129, 141, 401, 438, 440, 476, 507, 549, 584, 614, 686, 809, 812, 864 ; M. B. de 1871, p. 231 ; J. O. de 1871, p. 1013, 2443, 2819 ; J. O. de 1873, p. 525, 1710, 1769, 3750, 4889, 7921 ; J. O. de 1874, p. 1115, 2005, 5848 ; J. O. de 1875, p. 4464, 9073, 9961) ; et de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 14 ; M. B., p. 209). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : d'ordonner une Enquête parlementaire à l'effet de constater l'état de l'industrie houillère et de rechercher les mesures à prendre pour la mettre à même de pourvoir aux besoins de la consommation (I., n° 1607 ; A., t. 16, an., p. 6 ; J. O. de 1873, p. 1209) ; d'autoriser : 1° la concession à la Compagnie de Picardie et Flandres, des chemins de fer de Cambrai à Douai et d'Aubigny-au-Bac à Somain, avec embranchement sur Abscon (Nord) ; 2° la concession à la même Compagnie et à celle de Lille à Valenciennes, conjointement, d'un chemin de fer de Douai à Orchies (Nord) (I., n° 2033 ; A., t. 29, an., p. 468 ; J. O. de 1874, p. 3667) ; de soumettre à une loi la déclaration d'utilité publique pour les chemins de fer d'embranchement de moins de 20 kilomètres de longueur (I., n° 3093 ; A., t. 38, p. 544, an., p. 241 ; J. O. de 1875, p. 4404). = Est entendu : à propos de la question de M. d'Abbadie de Barrau sur l'époque des élections municipales (A., t. 1, p. 299) ; sur la proposition de M. le comte d'Osmoy tendant à voter des félicitations au 43e de ligne (A., t. 2, p. 59) ; sur la proposition de M. Gaslonde relative aux Conseils généraux (A., t. 2, p. 167, 168). — Demande que l'Assemblée vote des félicitations à l'armée de Versailles (A., t. 2, p. 218). — Obtient des congés (A., t. 5, p. 132 ; t. 15,

p. 437). — Demande l'urgence de sa proposition tendant à ordonner une Enquête parlementaire à l'effet de constater l'état de l'industrie houillère (A., t. 16, p. 24). — Demande la mise à l'ordre du jour de sa proposition (A., t. 17, p. 284, 293). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 464 à 490). — Parle dans la discussion : du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt de la petite vitesse*, A., t. 30, p. 522) ; du projet de loi relatif aux récompenses à accorder à l'occasion de l'Exposition de Vienne en 1873 (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 363) ; du projet de loi relatif au monopole des allumettes chimiques (A., t. 36, p. 329) ; du projet de loi relatif au monopole de la poudre dynamite (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 449 à 453, 469. *Troisième délibération*, A., t. 37, p. 58 à 62, 92). — Ses observations, à l'occasion du procès-verbal, à l'appui de l'urgence de sa proposition tendant à soumettre à une loi la déclaration d'utilité publique pour les chemins de fer d'embranchement de moins de 20 kilomètres (A., t. 38, p. 566, 567). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée (A., t. 39, p. 320, 348, 352, 374) ; du projet de loi ayant pour objet la concession à la Compagnie de Picardie et Flandres des chemins de fer : 1° de Cambrai à Douai ; 2° d'Aubigny-au-Bac à Somain, avec embranchement sur Abscon (*Incident sur le procès-verbal*, A., t. 39, p. 430) ; du Budget de l'Exercice 1876 (Travaux publics : *Achèvement du canal de Roubaix*, A., t. 44, p. 255) ; du projet de loi relatif à l'exécution du chemin de fer de grande ceinture autour de Paris (A., t. 44, p. 436, 456). — Parle : sur la demande de mise à l'ordre du jour, du projet de loi relatif au vinage (A., t. 43, p. 192) ; sur la demande tendant à obtenir de la Commission du Budget le dépôt de son rapport sur ce projet de loi (A., t. 44, p. 46) ; dans la discussion des trois propositions de M. Ganivet, de M. Claude (Meurthe-et-Moselle) et de M. d'Andelarre, relatives aux bouilleurs de cru (A., t. 43, p. 258, 266) ; du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie du Nord (A., t. 44, p. 322, 334).

BRELAY (M.), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 86).= Membre : de Commissions (F., n°s 440, 650 ; J. O. de 1873, p. 4769 ; J. O. de 1874, p. 4089) ; et de la Commission de permanence de 1876 (A., t. 44, p. 364). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés : portant ouverture au Ministre de l'Agriculture et du Commerce d'un crédit de 100,000 francs, destiné à couvrir les frais de voyage et de séjour d'un certain nombre d'ouvriers français à l'Exposition universelle de Vienne en 1873 (I., n° 1555 ; A., t. 15, an., p. 140 ; J. O. de 1873, p. 788) ; relative aux élections (I., n° 2330 ; A., t. 30, an., p. 274 ; J. O. de 1874, p. 3054).

BRESSOLLES (M. le général), *ancien Commandant de la 8e Division militaire, à Lyon.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 5 à 24).

BRETON (M. Paul), *Député élu par le département de l'Isère.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 17).= Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 41 ; M. B., p. 240) ; de diverses Commissions (F., n°s 45, 50, 60, 99, 401, 697, 769 ; M. B. de 1871, p. 58 ; J. O. de 1871, p. 542, 894, 1545 ; J. O. de 1873, p. 534 ; J. O. de 1874, p. 7981 ; J. O. de 1875, p. 3405) ; et de la Commission du Budget rectifié de l'Exercice 1871 (F., n° 59 ; J. O. de 1871, p. 867). = Son rapport sur les élections de Seine-et-Marne (A., t. 4, p. 35). — Son rapport supplémentaire sur l'élection de M. de Ségur par le même département (A., t. 4, p. 448). — Obtient des

congés (A., t. 12, p. 111 ; t. 16, p. 462 ; t. 29, p. 515 ; t. 32, p. 163, 271 ; t. 38, p. 361).

BRETTES-THURIN (M. le comte DE), *Député élu par le département de la Haute-Garonne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 15). = Membre de Commissions (F., nos 289, 393, 562, 769 ; J. O. de 1872, p. 3519 ; J. O. de 1873, p. 280 ; J. O. de 1874, p. 351 ; J. O. de 1875, p. 3405). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, pour donner une Médaille d'honneur aux défenseurs de Belfort (I., n° 506 ; A., t. 4, p. 648, an., p. 278 ; J. O. de 1871, p. 2726, 3823). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 269 ; t. 6, p. 123 ; t. 29, p. 374).

BREUIL DE SAINT-GERMAIN (M. DU), *Député élu par le département de la Haute-Marne.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 41). — Son élection est validée (A., t. 1, p. 75). = Secrétaire : du 4e Bureau (F., n° 99 ; J. O. de 1871, p. 1545) ; du 15e Bureau (F., n° 588 ; J. O. de 1874, p. 1226) ; du 7e Bureau (F., n° 627 ; J. O. de 1874, p. 3307) ; du 2e Bureau (F., n° 650 ; J. O. de 1874, p. 4089) ; du 8e Bureau (F., n° 717 ; J. O. de 1875, p. 160). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 32, 40, 51, 107, 123, 129, 141, 258, 401, 476, 541, 674, 686, 842, 861 ; J. O. de 1871, p. 372, 512, 750, 1819, 2248, 2443, 2819 ; J. O. de 1872, p. 2197 ; J. O. de 1873, p. 524, 3750, 7729 ; J. O. de 1874, p. 4933, 5848 ; J. O. de 1875, p. 9073, 9961) ; et de la Commission des Services administratifs (F., n° 78 ; J. O. de 1871, p. 1148). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative aux Conseils municipaux, aux Conseils généraux et aux Conseils d'arrondissement (I., n° 44 ; A., t. 1, p. 231, an., p. 28 ; J. O. de 1871, p. 362). — Ses rapports : sur la proposition de MM. Jozon et autres, relative à l'éligibilité des Préfets et Sous-Préfets (I., n° 135 ; A., t. 2, p. 504 ; J. O. de 1871, p. 758) ; sur le projet de loi tendant à autoriser la ville d'Amiens (Somme) : 1° à emprunter une somme de 5,500,000 francs ; 2° à s'imposer extraordinairement ; 3° à établir une nouvelle surtaxe d'octroi (I., n° 216 ; A., t. 2, p. 891 ; J. O. de 1871, p. 1069). — Ses rapports sommaires : sur la proposition de M. Hervé de Saisy portant modification à plusieurs articles de la loi du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux (I., n° 524 ; A., t. 5, an., p. 25 ; J. O. de 1871, p. 3559) ; sur la proposition de M. Parent tendant à créer des ressources au profit des communes (I., n° 624 ; A., t. 5, an., p. 216 ; J. O. de 1871, p. 4104) ; sur la proposition de M. le général Loysel tendant à faire examiner le Budget du Ministère de la Guerre pour l'Exercice 1875, par les Commissions de la réorganisation de l'Armée et du Budget réunies (I., n° 2172 ; A., t. 29, an., p. 109 ; J. O. de 1874, p. 829) ; sur la proposition de MM. Destremx et autres, tendant à modifier le décret du 16 décembre 1871, en faveur des médaillés militaires (I., n° 2869 ; A., t. 36, an., p. 91 ; J. O. de 1875, p. 1061). = Donne lecture de sa proposition relative aux Conseils municipaux, généraux et d'arrondissement (A., t. 1, p. 231). — Ses observations sur l'impression des rapports de la Commission chargée d'éclairer l'Assemblée sur l'état des Finances (A., t. 1, p. 302). — Est entendu sur la prise en considération de la proposition de MM. de Talhouët et autres, relative à la nomination d'une Commission de décentralisation (A., t. 2, p. 510). — Prend part, comme Rapporteur, à la discussion de la proposition de MM. Jozon et autres, relative à l'éligibilité des Préfets et Sous-Préfets (*Deuxième délibération*, A., t. 2, p. 745). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 1 ; t. 8, p. 363 ; t. 13, p. 200 ; t. 37, p. 17). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. Calemard de Lafayette tendant à obtenir la création d'une Commission de trente membres, dite de la réorganisation de l'armée (A., t. 3, p. 52) ; des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 392, 395) ; du projet de loi relatif au transport des journaux (A., t. 5, p. 516). — S'excuse de son absence (A., t. 6, p. 277). — Parle dans la discussion : du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibéra-*

tion, A., t. 12, p. 438); du Budget de l'Exercice 1873 (Frais de régie : *Personnel des Contributions indirectes*, A., t. 14, p. 630); du projet de loi de crédit de 4 millions imputable sur le Compte de liquidation et applicable à la reconstruction de divers édifices de Paris (A., t. 17, p. 297). — Son rapport sur l'élection de M. Boffinton par le département de la Charente-Inférieure (A., t. 18, p. 150). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, sur la prise en considération de la proposition de M. le général Loysel tendant à faire examiner le Budget du Ministère de la Guerre pour l'Exercice 1875 par les Commissions de l'armée et du Budget réunies (A., t. 29, p. 372). — Parle dans la discussion : du projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 207); des propositions de MM. Waddington, Vautrain, Clapier et Wallon, relatives à l'organisation du Sénat (A., t. 36, p. 578).

BRICE (M.), *Député élu par le département de la Meurthe.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 19). = L'un des signataires de la Déclaration collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 61 et an., p. 3). — Son adhésion à la démission collective des mêmes représentants (A., t. 1, p. 135). — Lettre par laquelle il déclare retirer sa démission (A., t. 2, p. 3). = Membre d'une Commission (F., n° 144 ; J. O. de 1871, p. 2929). = Obtient des congés (A., t. 2, p. 151 ; t. 4, p. 208 ; t. 11, p. 145).

BRICE (M. RENÉ), *Député élu par le département d'Ille-et-Vilaine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 31). = Secrétaire : du 11e Bureau (F., n° 99 ; J. O. de 1871, p. 1545); du 1er Bureau (F., n° 440 ; J. O. de 1873, p. 1769); du 2e Bureau (F., n° 607 ; J. O. de 1874, p. 1881); du 7e Bureau (F., n° 756 ; J. O. de 1875, p. 1817); du 12e Bureau (F., n° 842 ; J. O. de 1875, p. 9073). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11 ; M. B., p. 209); et de diverses Commissions (F., nos 37, 48, 143, 146, 174, 264, 325, 419, 488; J. O. de 1871, p. 471, 696, 2901, 2985, 5009; J. O. de 1872, p. 2757, 4633; J. O. de 1873, p. 1080, 4177). = Ses propositions : sur le mode de remboursement des sommes payées par les départements et les communes en vertu du décret du 22 octobre 1870 (I., n° 1233 ; A., t. 12, p. 433, an., p. 51 ; J. O. de 1872, p. 4354); sur la modification du deuxième paragraphe de l'art. 55 de la loi sur le recrutement de l'armée (I., n° 1534; A., t. 15, an., p. 120; J. O. de 1873, p. 524); sur la somme à verser par les volontaires d'un an (I., n° 1886; A., t. 19, an., p. 109; J. O. de 1873, p. 4820). = Son rapport : 1° sur le projet de loi relatif à l'affectation que pourront recevoir les taxes spéciales imposées, en vertu du décret du 22 octobre 1870, pour l'organisation des Gardes nationales mobilisées; et à la cessation du recouvrement des sommes encore dues par les départements, les communes et les particuliers, pour le même objet; 2° sur la proposition relative au mode de remboursement des sommes payées par les départements et les communes, en vertu du décret du 22 octobre 1870 (I., n° 1331 ; A., t. 13, an., p. 171 ; J. O. de 1872, p. 5368). = Est entendu : à l'occasion de la lecture du Procès-verbal, au sujet de l'omission de son vote sur le projet de loi relatif aux préliminaires de paix (A., t. 1, p. 129); sur l'ajournement de l'admission de M. George, élu par le département des Vosges (A., t. 1, p. 143); sur le projet de loi tendant à proroger l'échéance des effets de commerce (A., t. 1, p. 266) ; sur l'urgence du projet de loi relatif aux élections municipales de la ville de Paris (A., t. 2, p. 25, 26); sur la proposition de M. d'Osmoy tendant à voter des félicitations au 43e de ligne (A., t. 2, p. 59) ; sur la proposition de M. Millière relative à la prorogation des échéances des effets de commerce (A., t. 2, p. 107, 108) ; dans la discussion du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 640). — Obtient des congés (A., t. 2, p. 773; t. 11, p. 145; t. 12, p. 199, 411 ; t. 39, p. 275). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur le rétablissement du cautionnement des journaux (A., t. 3, p. 773); du projet de loi relatif aux échéances des effets de

commerce à Paris (A., t. 3, p. 731, 732, 743); des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 112. *Troisième délibération*, A., t. 4, p. 436); du projet de loi relatif aux augmentations d'impôts et aux impôts nouveaux concernant l'enregistrement et le timbre (A., t. 4, p. 620); du projet de loi sur les contributions indirectes (A., t. 5, p. 173); du projet de loi relatif au transport des journaux (A., t. 5, p. 530); du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 184); du projet de loi tendant à accorder des pensions nationales aux victimes de l'insurrection du 18 mars (A., t. 7, p. 568); des propositions de MM. de Tréveneuc, Vétillart et autres, relatives à la convocation des Conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles (A., t. 7, p. 577, 578); des propositions de MM. Arago et autres, relatives au mode de nomination et à la mise à la retraite des magistrats (*Deuxième délibération*, A., t. 8, p. 146, 150; t. 11, p. 238, 240, 256); du projet de loi tendant à établir des peines contre les affiliés à l'Internationale (A., t. 8, p. 334, 336); des propositions de MM. Vilfeu, Desjardins, Roussel et autres, relatives à la répression de l'ivresse (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 27). — Demande l'urgence pour sa proposition relative au mode de remboursement des sommes payées par les départements et les communes, en vertu du décret du 22 octobre 1870, pour les dépenses de la Garde nationale mobilisée (A., t. 12, p. 433). — Demande le renvoi à une seule et même Commission de cette proposition et du projet analogue du Gouvernement (A., t. 12, p. 720). — Demande, en qualité de Rapporteur, la mise à l'ordre du jour de ce projet de loi et de cette proposition (A., t. 13, p. 295). — Parle : sur la demande de leur ajournement (A., t. 13, p. 591); dans la discussion y relative (A., t. 14, p. 242, 245, 252, 254). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre [illegible] (A., t. 13, p. 157, 158); du [illegible] de crédit appl[illegible] indemnité de 211 [illegible] bielle, ancien [illegible] transpor[illegible] (A., t. 13, p. 214, 257); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Troisième délibération*, A., t. 13, p. 448); du rapport de la Commission des Marchés sur les marchés passés par la Commission d'études des moyens de défense (A., t. 13, p. 440). — Adresse une question au Ministre de la Guerre au sujet du volontariat d'un an (A., t. 15, p. 75, 76). — Demande à interpeller le Ministre de la Guerre sur sa circulaire du 9 janvier 1873, relative aux bourses à accorder aux volontaires d'un an (A., t. 15, p. 343). — Est entendu dans la discussion : de ces interpellations (A., t. 15, p. 614); de sa proposition tendant à modifier le deuxième paragraphe de l'art. 53 de la loi sur le recrutement de l'armée, relatif aux dispenses de versement pour les engagés volontaires d'un an (A., t. 15, p. 503, 508); du projet de loi et des propositions concernant les Commissions administratives des hospices et hôpitaux civils, établissements et bureaux de bienfaisance (*Troisième délibération*, A., t. 16, p. 594); de la proposition de MM. Tolain, Brelay et autres, tendant à l'ouverture d'un crédit de 100,000 fr. destiné à couvrir les frais de voyage et de séjour d'ouvriers français à l'Exposition universelle de Vienne en 1873 (A., t. 17, p. 56); du projet de loi relatif aux contributions directes à percevoir en 1874 (A., t. 19, p. 390); du Budget de l'Exercice 1874 (Justice : *Traitements des Greffiers de Justices de paix*, A., t. 28, p. 163. Intérieur : *Traitements des employés des Préfectures et Sous-Préfectures*, p. 187. Marine : *Abandon par la Marine de l'emploi des toiles rurales*, p. 253. Beaux-Arts : *Subvention au théâtre de l'Odéon*, p. 323); des propositions concernant l'électorat municipal (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 51. *Troisième délibération*, ibid., p. 623, 626); de la proposition de M. Parent tendant à modifier l'article 360 du Code d'Instruction criminelle en ce qui concerne la reprise des prévenus acquittés (*Première délibération*, A., t. 32, p. 386 à 389). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les attaques [illegible] presse contre les droits et [illegible] de l'Assemblée nationale [illegible]. — Retire sa demande [illegible] de la déclaration (A., t. 32,

p. 63). — Est entendu : dans la discussion de la proposition de M. Malartre relative à la prorogation de l'Assemblée nationale (*Incident relatif à la demande d'interpellations sur les attaques du journal* Le Figaro *contre l'Assemblée*, A., t. 34, p. 116); sur l'urgence de la proposition de M. Haëntjens tendant, par suite de l'annulation de l'élection de M. de Bourgoing, à faire convoquer les électeurs de la Nièvre dans le délai de vingt jours (A., t. 40, p. 37); dans la discussion : de la proposition de M. Malartre tendant à la prorogation de l'Assemblée nationale à partir du vote du Budget de 1876 jusqu'au 30 novembre 1875 (A., t. 44, p. 29 à 34); de la proposition de M. Tallon ayant pour objet de retirer aux Conseils généraux la vérification des pouvoirs de leurs membres (A., t. 44, p. 297).

BRIDIEU (M. le marquis DE), *Député du département d'Indre-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 15). = Obtient des congés (A., t. 6, p. 24; t. 7, p. 404). — Son décès est annoncé à l'Assemblée (A., t. 14, p. 436).

BRIGODE (M. DE), *Député du département du Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 38). = Membre d'une Commission (F., n° 544; J. O. de 1874, p. 7729). = Obtient un congé (A., t. 1, p. 60). — Lettre annonçant son décès (A., t. 31, p. 57).

BRILLIER (M.), *Député élu par le département de l'Isère.*

Son élection est validée (A., t. 7, p. 238). = Président du 9e Bureau (F., n° 547; J. O. de 1873, p. 6754). = Membre de Commissions (F., nos 486, 627, 633, 865; J. O. de 1873, p. 4107; J. O. de 1874, p. 3307; J. O. de 1875, p. 10118). = Obtient des congés (A., t. 13, p. 200; t. 16, p. 357).

BRISSON (M. HENRI), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 47). = Président du 3e Bureau (F., n° 756; J. O. de 1875, p. 4817). = Membre: de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11; M. B., p. 209); et de diverses Commissions (F., nos 425, 461, 478, 489, 205, 225, 289, 427, 505, 765, 824; J. O. de 1871, p. 2333, 3435, 5137; J. O. de 1872, p. 113, 572, 1177, 3519; J. O. de 1873, p. 1383, 4849; J. O. de 1875, p. 2129, 5510). = Sa proposition relative au vote du Budget extraordinaire de la ville de Paris (I., n° 471; A., t. 4, an., p. 207; J. O. de 1871, p. 3032). — Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, relatives : à la levée de l'état de siège dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise (I., n° 576; A., t. 5, an., p. 138; J. O. de 1871, p. 3728); à une amnistie pour crimes et délits politiques (I., n° 651; A., t. 5, an., p. 239; J. O. de 1871, p. 4210); aux élections (I., n° 2330; A., t. 30, an., p. 274; J. O. de 1874, p. 3054); à la levée de l'état de siège dans le département du Cher (I., n° 2403; A., t. 31, p. 450; J. O. de 1874, p. 3742). — Ses propositions tendant: à faire citer à la barre de l'Assemblée nationale M. de Saint-Genest, rédacteur du *Figaro* (I., n° 2537; A., t. 33, an., p. 18; J. O. de 1874, p. 5048); à faire élire une nouvelle Assemblée (I., n° 2893; A., t. 36, p. 494, an., p. 153; J. O. de 1875, p. 1530). = Son rapport sur sa proposition relative au vote du Budget extraordinaire de la ville de Paris (I., n° 805; A., t. 6, an., p. 342; J. O. de 1872, p. 603). = Lettre par laquelle il déclare décliner toute candidature aux fonctions de Secrétaire de l'Assemblée (A., t. 1, p. 58). — Ses nouvelles observations à ce sujet (A., t. 1, p. 60). — Est entendu : sur un incident relatif à la garde militaire de l'Assemblée (A., t. 1, p. 68); sur la validation de l'élection de Mgr Dupanloup, Évêque d'Orléans, par le département du Loiret (A., t. 1, p. 146); sur le rapport de M. Beulé concernant la proposition du Chef du Pouvoir exécutif relative à la translation de l'Assemblée nationale (A., t. 1, p. 244); sur les démissions de M. Denfert-Rochereau et de M. George (A., t. 1, p. 299); sur la question des élections municipales de Paris (A., t. 2, p. 29); sur la demande de M. Floquet tendant à la nomination immédiate de la Commission chargée

d'examiner le projet de loi relatif aux élections municipales (A., t. 2, p. 52, 53); sur le projet de loi concernant le rétablissement des magistrats inamovibles révoqués par la Délégation de Bordeaux (A., t. 2, p. 121, 127, 131); sur une pétition de la Ligue internationale de la paix à Genève, concernant les mesures à prendre au sujet de Paris (A., t. 2, p. 210). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur les Conseils municipaux (A., t. 2, p. 350); du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 460, 461); de la pétition du groupe Havrais de la Ligue de l'enseignement, sur l'obligation de l'instruction primaire (A., t. 2, p. 699); du projet de loi sur l'inaliénabilité des propriétés publiques ou privées, saisies ou soustraites à Paris depuis le 18 mars 1871 (A., t. 2, p. 938); de la pétition du Conseil municipal du Puy relative au rétablissement du vote par circonscription (A., t. 3, p. 9). — Parle : au sujet de la question préalable demandée sur des pétitions émanant de Conseils municipaux (A., t. 3, p. 15, 16); sur la prise en considération de la proposition de M. le duc de Broglie et d'autres Députés, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (A., t. 3, p. 111, 112); sur l'urgence de la proposition de MM. Vaulchier et autres, tendant à abolir les lois de 1832 et de 1848 relatives à l'exil des princes de la maison de Bourbon (A., t. 3, p. 214); sur la proposition de MM. Haëntjens et autres, relative à la nomination d'une Commission d'Enquête au sujet de l'insurrection du 18 mars (A., t. 3, p. 464, 465); sur l'application de l'article 59 du Règlement (A., t. 3, p. 563). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur le cautionnement des journaux et écrits imprimés (A., t. 3, p. 752); des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 921; t. 4, p. 189. *Troisième délibération*, t. 4, p. 358 à 361); de la demande de M. Schœlcher relative à la levée de l'état de siège de Paris (A., t. 4, p. 226); de l'urgence de la proposition de MM. Vandier et autres, relative à la dissolution des Gardes nationales (A., t. 5, p. 8); de la proposition de M. Delpit relative à la nomination des instituteurs communaux et à la surveillance des écoles primaires (A., t. 5, p. 87). — Donne lecture de sa proposition d'amnistie en faveur des condamnés du 18 mars et en demande l'urgence (A., t. 5, p. 581, 582). — Parle : sur une pétition du club républicain de Nîmes relative à cette amnistie (A., t. 6, p. 48); sur l'ajournement des propositions de MM. de Tréveneuc et autres, concernant le rôle éventuel des Conseils généraux (A., t. 6, p. 90); sur un incident relatif au titre donné à M. Thiers par la loi du 31 août 1871 (A., t. 6, p. 454). — Demande, comme Rapporteur, l'urgence de sa proposition relative au vote du Budget extraordinaire de la ville de Paris (A., t. 7, p. 215). — Est entendu : sur la prise en considération de la proposition de MM. Duchâtel et Humbert, ayant pour objet la translation de l'Assemblée à Paris (A., t. 7, p. 368, 372); dans la discussion : des propositions de MM. de Tréveneuc (Côtes-du-Nord), Vétillart et autres, relatives au rôle éventuel des Conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles (A., t. 7, p. 421); de la proposition de MM. Jozon et autres, relative à la formule des nouveaux impôts (*Deuxième délibération*, A., t. 7, p. 589). — Adresse une question à M. le Garde des Sceaux sur la publication, par la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars, des rapports des Premiers Présidents de Cours d'appel (A., t. 8, p. 159). — Parle sur : un incident relatif à la vente au public des volumes de cette Enquête (A., t. 8, p. 162); le projet de loi sur les peines à établir contre les affiliés à l'Internationale (A., t. 8, p. 245); la proposition de M. le général Ducrot relative à la poursuite des journaux l'*Indépendant des Pyrénées-Orientales* et la *Constitution* (A., t. 8, p. 273); un incident soulevé par M. le général Changarnier lors de cette discussion (A., t. 8, p. 280, 281); le projet de loi relatif aux lieux de déportation (A., t. 8, p. 514); la proposition de M. Faye tendant à étendre aux élections pour les Conseils généraux le bénéfice de l'art. 8 de la loi du 6 juin 1868 sur les réunions publiques (*Première délibération*, A., t. 11, p. 80); l'ajournement de la proposition de MM. Tolain et autres, tendant à abroger les art. 291 et 294 du Code pénal et la loi du 10 avril 1834 sur le droit d'association (A., t. 11, p. 321); le

fond de cette proposition (*Première délibération*, A., t. 11, p. 379) ; la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la formation du Jury en matière criminelle (A., t. 13, p. 535). — Prend part à la discussion : de ce projet de loi (A., t. 14, p. 34 à 37, 139, 140) ; du projet de loi relatif aux biens de la famille d'Orléans (*Deuxième délibération*, A., t. 14, p. 214 à 218). — Adresse une question au Ministre de l'Intérieur au sujet de la révocation du Maire de Nantes, à la suite des troubles de cette ville (A., t. 14, p. 696). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. le duc de Broglie et de plusieurs autres Députés, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 13, p. 24 à 28, *rectification*, 41 ; 116) ; du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 242) ; du projet de loi ayant pour objet de régler la condition des déportés à la Nouvelle-Calédonie (A., t. 16, p. 566) ; des interpellations de MM. Rouvier et autres, sur la situation spéciale faite à divers journaux dans les départements du Midi (A., t. 17, p. 126) ; de la demande en autorisation de poursuites formée contre M. Ranc pour participation à l'insurrection de la Commune (A., t. 18, p. 440) ; de la proposition de M. Eugène Tallon relative à l'exercice du droit de pétition ; et des propositions de M. Paris (Pas-de-Calais) et de M. le général Robert relatives à une modification de l'art. 95 du Règlement concernant les pétitions (*Deuxième délibération*, A., t. 18, p. 496). — Parle sur : l'élection de M. Turigny par le département de la Nièvre (A., t. 18, p. 608) ; la fixation du jour des interpellations de M. Lamy sur le maintien de l'état de siège dans les départements soumis à cette mesure (A., t. 19, p. 100, 101) ; la question d'urgence du projet de loi tendant à conférer à la Commission de permanence le droit d'autoriser la poursuite des délits d'offense commis contre l'Assemblée nationale pendant sa prorogation (A., t. 19, p. 160) ; la question de renvoi aux Bureaux de ce projet de loi (A., t. 19, p. 161). — Prend part à la discussion : du même projet de loi (A., t. 19, p. 351 à 359) ; de la proposition de M. le général Changarnier et d'autres Députés, relative à la prorogation des pouvoirs de M. le maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 447). — Demande la mise à l'ordre du jour des propositions ayant pour objet l'amnistie (A., t. 28, p. 269). — Parle : sur la demande d'urgence du projet de loi concernant la nomination des Maires et les attributions de la police municipale (A., t. 28, p. 374, 375) ; dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Dotations : *Affectation du palais de l'Élysée aux réceptions du Président de la République à Paris*, A., t. 28, p. 427) ; sur la motion de M. Delsol tendant à la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 49) ; dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 29, p. 141) ; des interpellations de MM. Lepère et Challemel-Lacour sur la circulaire du Ministre de l'Intérieur, en date du 22 janvier 1874, relative à l'exécution de la loi sur les Maires (A., t. 30, p. 463). — Demande la question préalable sur le projet de loi électorale (*Première délibération*, A., t. 31, p. 244, 245). — Est entendu : dans la discussion de ce projet de loi (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 381) ; sur la prise en considération de la proposition de M. le baron Chaurand relative à l'observation du repos du Dimanche (A., t. 32, p. 29) ; sur les propositions concernant l'électorat municipal (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 66, 74. *Troisième délibération*, A., t. 32, p. 541, 604 à 608, 615, 628, 632, 633, 634). — Dépose une proposition tendant à déférer à l'Assemblée nationale un article de M. de Saint-Genest publié par le *Figaro*, et en développe l'urgence (A., t. 33, p. 86 à 89). — Parle sur la proposition de M. Malartre relative à la prorogation de l'Assemblée nationale (A., t. 34, p. 103). — Ses observations au sujet de l'ajournement du projet de Résolution relative aux demandes de déchéance présentées contre MM. Ranc et Melvil-Bloncourt (A., t. 34, p. 285). — Donne lecture d'une proposition tendant à faire élire, le premier dimanche d'avril 1875, une nouvelle Assemblée, et en demande l'urgence (A., t. 36, p. 494). — Est entendu sur la demande d'urgence de sa proposition (A., t. 36, p. 499, 503). — Ses observations sur la motion de M. le général Guillemaut

tendant à la mise à l'ordre du jour de la discussion sur la prise en considération de la proposition de M. Courcelle relative aux élections partielles (A., t. 37, p. 288). — Prend part à la discussion : sur la proposition de M. Malartre tendant à la prorogation de l'Assemblée du 20 mars au 20 mai 1875 (A., t. 37, p. 304) ; sur la prise en considération de la proposition de M. Courcelle relative aux élections partielles (A., t. 37, p. 305) ; sur le fond de cette proposition (A., t. 38, p. 35) ; sur la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Troisième délibération*, A., t. 39, p. 493 à 496) ; sur la proposition de M. Malartre tendant à la prorogation de l'Assemblée nationale à partir du vote du Budget de 1876 jusqu'au 30 novembre 1875 (A., t. 44, p. 44).

BROËT (M.), *Député élu par le département de l'Ardèche.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 30). = Membre : de la Commission du Budget rectifié de 1871 (F., n° 58 ; J. O., p. 867) ; et de diverses Commissions (F., n°s 60, 142, 155, 173, 215, 245, 379, 399, 401, 449 ; J. O. de 1871, p. 894, 2865, 3334, 4986 ; J. O. de 1872, p. 889, 1784, 7817 ; J. O. de 1873, p. 460, 524, 1080). = Obtient des congés (A., t. 11, p. 10 ; t. 12, p. 411 ; t. 19, p. 478).

BROGLIE (M. le duc DE), *Député élu par le département de l'Eure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 83). = Président : du 11e Bureau (F., n° 189 ; J. O. de 1872, p. 113) ; du 8e Bureau (F., n° 317 ; J. O. de 1872, p. 4353) ; du 7e Bureau (F., n° 379 ; J. O. de 1872, p. 7817) ; du 14e Bureau (F., n° 865 ; J. O. de 1875, p. 10118). = Membre : de la Commission de permanence de 1872 (A., t. 13, p. 567) ; de la Commission des Trente sur les attributions des Pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (F., n° 375 ; J. O. de 1872, p. 7695) ; et de diverses Commissions (F., n°s 23, 31, 76, 89, 301, 321, 339, 857 ; J. O. de 1871, p. 251, 359, 1128, 1335 ; J. O. de 1872, p. 4516, 5057 ; J. O. de 1875, p. 9767). = Sa proposition sur la formation des listes électorales municipales (I., n° 128 ; A., t. 2, p. 452 ; J. O. de 1871, p. 757). — Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : le rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique sur les bases de la loi de 1850, et la remise en vigueur des garanties assurées par cette loi aux membres de l'Enseignement public (I., n°s 157 et 157 rectifié ; A., t. 2, p. 652 ; J. O. de 1871, p. 791) ; la nomination des instituteurs communaux et la surveillance des écoles primaires (I., n° 263 ; A., t. 3, p. 156 ; J. O. de 1871, p. 1294). = Ses rapports : sur le projet de loi concernant les poursuites à exercer en matière de délits commis par la voie de la presse ou par toute autre voie de publication (I., n° 420 ; A., t. 2, p. 289 ; J. O. de 1871, p. 743, 754) ; sur sa proposition et celle de plusieurs de ses collègues, ayant pour objet le rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique sur les bases de la loi de 1850, et la remise en vigueur des garanties assurées par cette loi aux membres de l'Enseignement public (I., n° 354 ; A., t. 3, p. 637 ; J. O. de 1871, p. 1867) ; sur le projet de loi portant ratification d'une Convention avec l'Empire d'Allemagne (I., n° 1271 ; A., t. 12, p. 723, an., p. 454 ; J. O. de 1872, p. 4810) ; sur le projet de loi ayant pour objet de régler les attributions des Pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (I., n° 1626 ; A., t. 16, p. 167, an., p. 68 ; J. O. de 1873, p. 1373). = Est entendu : dans la discussion du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 293) ; en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi concernant les poursuites en matière de délits commis par la voie de la presse (A., t. 2, p. 491, 493, 518). — Obtient des congés (A., t. 2, p. 712 ; t. 3, p. 698 ; t. 7, p. 401 ; t. 11, p. 445). — Parle dans la discussion : de la question de M. Monnet concernant un discours prononcé à la distribution des prix des écoles communales de Lyon (A., t. 5, p. 44) ; des interpellations de M. Jean Brunet sur la non-présence à l'Assemblée des princes d'Orléans, dont l'élection a été validée (A., t. 6, p. 159) ; des interpellations de M. Rouher sur les mesures que le Ministre de

la Guerre a prises à raison des faits dénoncés par la Commission des Marchés (A., t. 11, p. 495) ; du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Troisième délibération*, A., t. 11, p. 524, 525). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi portant ratification de la Convention conclue avec l'Empire d'Allemagne (A., t. 12, p. 723). — Est entendu : dans la discussion des interpellations de M. le général Changarnier au sujet des voyages de M. Gambetta en Savoie et en Dauphiné, pendant les vacances parlementaires (A., t. 14, p. 89, 93) ; en qualité de Rapporteur, dans la discussion de sa proposition et de celle de plusieurs de ses collègues, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 17, 41 à 49, 88, 91, 92, 136, 139, 162, 180, 182, 183, 184, 189 à 193, 202, 203. *Troisième délibération*, A., t. 16, p. 525, 527, 540, 556). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi relatif aux attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 467 à 475). — Prend part à la discussion de ce projet de loi (A., t. 16, p. 203, 233, 303, 307, 319, 320, 322, 331, 332, 384, 420). — Sa demande d'interpellations, signée par lui et 300 autres Députés, au sujet des dernières modifications du Ministère et de la politique intérieure du Gouvernement (A., t. 18, p. 1 et 2). — Prend part à la discussion de ses interpellations (A., t. 18, p. 31 à 37). — Sa proposition, signée par lui et 300 autres Députés, tendant à faire procéder immédiatement par l'Assemblée, au scrutin, à la nomination du successeur de M. Thiers, comme Président de la République (A., t. 18, p. 63). = Est nommé *Ministre des Affaires étrangères* et *Vice-Président du Conseil* [Décret du 25 mai 1873] (B. des L., n° 1987 ; J. O., p. 3337). — Donne lecture, en cette qualité, du Message de M. le Maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta, Président de la République, annonçant la formation du nouveau Ministère (A., t. 18, p. 77). — Est entendu dans la discussion : des interpellations de M. Lepère sur la suppression du journal le *Corsaire* (A., t. 18, p. 269) ; des interpellations de M. Le Royer sur l'arrêté du Préfet du Rhône, du 18 juin 1873, relatif à la police des cimetières (A., t. 18, p. 540) ; de la motion de M. Dufaure tendant à la mise à l'ordre du jour des Bureaux, des projets de Lois Constitutionnelles présentés par lui au nom du précédent Gouvernement (A., t. 19, p. 14). — Question au sujet de l'affichage du discours prononcé par lui à cette occasion, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, article QUESTIONS, n° 82. — Parle sur le projet de loi de crédit pour subvention à l'achèvement de la cathédrale de Canton (A., t. 19, p. 99). — Déclare accepter la demande d'interpellations de MM. Le Royer et Jules Favre sur la politique intérieure (A., t. 19, p. 162). — Est entendu dans la discussion de ces interpellations (A., t. 19, p. 307 à 310). — Répond à la question de M. Pelletan tendant à la reprise de la publication et de la distribution à l'Assemblée des documents diplomatiques contenus dans le *Livre jaune* (A., t. 19, p. 345). — Parle sur l'urgence de la proposition de M. Rouvier tendant à l'abrogation des articles 1 et 2 de la loi du 30 janvier 1872 concernant la surtaxe de pavillon (A., t. 19, p. 451). — Ses observations tendant à l'ajournement de la prorogation de l'Assemblée, pour la discussion des projets de lois concernant les nouveaux Traités de commerce (A., t. 19, p. 479). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, portant approbation du Traité de commerce conclu avec l'Angleterre (A., t. 19, p. 529). — Donne lecture du Message adressé à l'Assemblée, à la veille de la prorogation, par M. le Maréchal de Mac-Mahon (A., t. 19, p. 533). — Sa lettre adressée au Président de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale, en réponse à sa demande de communication des dépêches de M. Gambetta à M. Jules Favre (A., t. 25, p. 472). — Donne lecture du Message de M. le Maréchal de Mac-Mahon, à l'occasion de la reprise des travaux de l'Assemblée (A., t. 27, p. 2). — Est entendu : sur la demande d'urgence de la proposition de M. le général Changarnier et d'autres Députés, relative à la prorogation pour dix ans des pouvoirs de M. le Maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 6) ; sur la question de renvoi de cette proposition à la Commission qui sera chargée de l'exa-

men des Lois Constitutionnelles (A., t. 27, p. 13). — Donne lecture d'un Message de M. le Maréchal de Mac-Mahon, à l'occasion des débats y relatifs (A., t. 27, p. 115). — Est entendu dans la discussion de cette proposition (A., t. 27, p. 175 à 178). — Donne lecture d'un nouveau Message de M. le Maréchal de Mac-Mahon, à l'occasion de l'adoption de cette proposition, qui lui confie, pour sept ans, le Pouvoir exécutif (A., t. 27, p. 202). — Demande l'ajournement des interpellations de MM. Léon Say et autres, relatives à la non-convocation des collèges électoraux, dans les départements où il y a des sièges vacants (A., t. 27, p. 74, 77, 78). — Parle dans la discussion de ces interpellations (A., t. 27, p. 214, 219). = Est nommé *Ministre de l'Intérieur* et *Vice-Président du Conseil* [Décret du 26 novembre 1873] (B. des L., n° 2464; J. O., p. 7225). — Donne lecture des articles du projet de loi sur la nomination des Maires et adjoints et les attributions de la police municipale (A., t. 28, p. 48). — Est entendu : sur la demande d'urgence de ce projet de loi (A., t. 28, p. 375); sur la motion de M. de Franclieu tendant à l'ajournement de sa discussion jusqu'à celle de la loi organique municipale (A., t. 29, p. 11); dans la discussion : de ce même projet de loi (A., t. 29, p. 65, 125, 156, 176); des interpellations de M. Lamy relatives à la levée de l'état de siège (A., t. 28, p. 94 à 98, 107); du Budget de l'Exercice 1874 (Intérieur: *Question de la Commission du colportage*, A., t. 28, p. 193. Dotations: *Affectation du palais de l'Élysée aux réceptions du Président de la République à Paris*, p. 427); des interpellations de M. Audren de Kerdrel au sujet de la démission du Ministère (A., t. 29, p. 32, 38, 42). — Parle : sur un incident relatif à une question que M. Henri Villain se proposait de lui adresser et qu'il a refusé d'accepter (A., t. 29, p. 569); sur la fixation du jour des interpellations de M. Naquet concernant des faits relatifs à l'élection qui se prépare dans le département de Vaucluse (A., t. 30, p. 6); dans la discussion : du projet de loi relatif aux impôts nouveaux et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt du timbre sur les journaux*, A., t. 30, p. 11); des interpellations de M. Christophle sur la conduite du Ministère en présence des attaques et des menaces récemment dirigées contre l'Assemblée nationale (A., t. 30, p. 234 à 237). — Donne lecture et demande l'urgence du projet de loi tendant à proroger la durée des pouvoirs des Conseils municipaux élus en exécution de la loi du 14 avril 1871 (A., t. 30, p. 345). — Parle : dans la discussion des interpellations de M. Lepère et de M. Challemel-Lacour sur sa circulaire, en date du 22 janvier 1874, relative à l'exécution de la loi sur les Maires (A., t. 30, p. 453 à 456, 457); sur la fixation du jour des interpellations de M. Pelletan au sujet des mesures prises à l'égard des enterrements civils (A., t. 30, p. 601, 634); sur la demande d'urgence de la proposition de M. Dahirel portant que l'Assemblée nationale se prononcera, le 1er juin 1874, sur la forme définitive du Gouvernement de la France (A., t. 30, p. 660). — Donne lecture du projet de loi concernant la création et les attributions d'une seconde Chambre, sous le nom de Grand Conseil, et les relations à établir entre les Pouvoirs publics (A., t. 31, p. 8 à 14). — Est entendu sur la question de priorité entre la loi électorale politique et la loi électorale municipale (A., t. 31, p. 21, 22).=Prend part, comme Député, à la discussion : de la proposition de M. Casimir Périer relative aux Pouvoirs publics (A., t. 33, p. 304 à 314); des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Première délibération*, A., t. 36, p. 241); du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A., t. 44, p. 195).

BROUSSES (M.), *Député élu par le département de l'Aude.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 270).= Lettre annonçant son décès (A., t. 18, p. 445). = Incident relatif aux faits qui se sont passés à son enterrement civil à Versailles, et notamment aux ordres donnés aux troupes à cet égard, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, article INTERPELLATIONS, n° 47.

BRUGÈRE (M. le commandant), *Chef d'escadron d'artillerie de l'État-major du général Billot.*

Sa réclamation adressée au Président de

la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 520).

BRUN (M. CHARLES), *Député élu par le département du Var.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 41). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11 ; M. B., p. 209); et de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73 ; J. O. de 1871, p. 1111). = Son rapport sur les élections de l'Allier (A., t. 1, p. 10).

BRUN (M. LUCIEN), *Député élu par le département de l'Ain.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 10). = Secrétaire : du 5e Bureau (F., n° 23 ; J. O. de 1871, p. 251) ; du 4e Bureau (F., n° 74 ; J. O. de 1871, p. 1116). — Président du 15e Bureau (F., n° 379 ; J. O. de 1872, p. 7817). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 14, 24, 58, 74, 84, 112, 130, 167, 174, 215, 241, 251, 289, 317, 353, 357, 480, 505, 765; M. B. de 1871, p. 58 ; J. O. de 1871, p. 271, 867, 1116, 1230, 1952, 2166, 4802, 5009 ; J. O. de 1872, p. 889, 1649, 1972, 3519, 4353, 7007, 7143 ; J. O. de 1873, p. 3899 ; J. O. de 1875, p. 2129) ; de la Commission de décentralisation (F., n° 50 ; J. O. de 1871, p. 734) ; de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275 ; J. O. de 1872, p. 3082) ; de la Commission des Trente chargée de présenter à l'Assemblée nationale un projet de loi pour régler les attributions des Pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (F., n° 371 ; J. O. de 1872, p. 7565) ; et de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 67). = Ses propositions : concernant les fonctionnaires qui ont refusé leurs services à la Prusse (I., n° 19 ; A., t. 1, p. 133, an., p. 16 ; J. O. de 1871, p. 319) ; ayant pour objet d'appliquer l'art. 42 de la loi de 1837 aux Conseils municipaux des communes dont le revenu dépasse cent mille francs (I., n° 136 ; A., t. 2, p. 505 ; J. O. de 1871, p. 767) ; ayant pour but la modification des articles 832 et 1079 du Code civil (I., n° 240 ; A., t. 3, p. 61 ; J. O. de 1871, p. 1191, 1197). = Son rapport sommaire sur la proposition de M. Hervé de Saisy portant aliénation au profit de l'État des parcs et châteaux de Saint-Cloud et de Meudon, ainsi que de leurs dépendances, avec affectation du produit de cette vente à l'amortissement de la Dette publique (I., n° 815 ; A., t. 7, an., p. 41 ; J. O. de 1872, p. 606). = Est entendu : dans la discussion de la proposition du général Trochu relative aux généraux Clément Thomas et Lecomte (A., t. 2, p. 136) ; sur la prise en considération de sa proposition relative aux fonctionnaires qui ont refusé leurs services à la Prusse (A., t. 2, p. 194) ; dans la discussion du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 281, 282, 409, 415, 476, 477, 483). — Dépose diverses pétitions relatives à des mesures financières, et une pétition demandant des prières publiques pour la France (A., t. 2, p. 775). — Parle dans la discussion : des propositions de MM. Botticau, Delsol et de Peyramont, sur la mise à la retraite des magistrats (*Première délibération*, A., t. 3, p. 178) ; du projet de loi sur le cautionnement des journaux et écrits imprimés (A., t. 3, p. 751, 762) ; des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 819 ; t. 4, p. 170, 171, 279) ; de l'élection de M. Testelin par le département du Nord (A., t. 4, p. 94, 95, 96) ; du projet de loi portant augmentation des impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 313) ; de la proposition de M. de Ravinel relative à l'installation des différents Ministères à Versailles (A., t. 5, p. 465 à 469). — Obtient des congés (A., t. 6, p. 345 ; t. 11, p. 10 ; t. 15, p. 261 ; t. 30, p. 520 ; t. 37, p. 17 ; t. 40, p. 132). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à un impôt sur les matières premières (A., t. 7, p. 97, 107) ; du projet de loi tendant à établir des peines contre les affiliés à l'*Internationale* (A., t. 8, p. 297) ; du rapport de la Commission des Marchés concernant les marchés du Ministère de la guerre en Angleterre (A.,

t. 11, p. 222). — Demande l'ajournement de la discussion de la proposition de MM. Tolain et autres, tendant à abroger les art. 291 et 294 du Code pénal et la loi du 10 avril 1834 sur le droit d'association (A., t. 11, p. 323). — Est entendu dans la discussion : de cette proposition (A., t. 11, p. 429) ; du projet de loi et des propositions de MM. Dubois, Claude (Meurthe) et autres, relatifs à l'organisation des Commissions administratives des hospices et hôpitaux civils et des établissements de bienfaisance (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 531, 538, 548, 551. *Troisième délibération*, t. 17, p. 147, 152) ; du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 12, p. 725 à 732) ; de la proposition de M. Audren de Kerdrel tendant à la nomination d'une Commission chargée de présenter un projet de réponse au Message du Président de la République (A., t. 14, p. 309 à 311) ; du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 323, 336 à 340, 352, 357 à 361) ; du projet de loi tendant à accorder à la Commission de permanence le droit d'autoriser la poursuite des délits d'offense commis contre l'Assemblée nationale pendant sa prorogation (A., t. 19, p. 359 à 363). — Adresse une question au Ministre des Finances au sujet de l'observation des franchises du pays de Gex (A., t. 28, p. 640). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux droits sur les boissons et sur les huiles (*Incident relatif à l'impôt sur les matières premières*, A., t. 28, p. 682, 683) ; du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 135, 140) ; du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Droit de timbre sur les effets négociables ou de commerce*, A., t. 29, p. 565). — Parle : sur la question de priorité entre la loi électorale politique et la loi électorale municipale (A., t. 31, p. 22) ; sur la motion de M. Raudot tendant à la mise à l'ordre du jour des propositions concernant l'électorat municipal (A., t. 31, p. 216) ; dans la discussion : de ces propositions (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 116 à 120) ; des propositions concernant l'organisation municipale (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 270). — Adresse une question au Gouvernement sur les motifs de la suspension du journal l'*Union* (A., t. 32, p. 595). — Dépose une demande d'interpellations sur le même sujet (A., t. 32, p. 596). — En accepte la remise (A., t. 32, p. 622, 623). — Développe ces interpellations (A., t. 33, p. 1 à 6, 11). — S'excuse de son absence (A., t. 34, p. 250 ; t. 36, p. 161 ; t. 39, p. 275). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Deuxième délibération*, A., t. 35, p. 322 ; t. 38, p. 463, 471. *Troisième délibération*, t. 39, p. 533, 535, 537, 538, 543) ; des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Première délibération*, A., t. 36, p. 236 à 241) ; du projet de loi relatif à divers droits d'enregistrement (A., t. 39, p. 10) ; du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer, et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée (A., t. 39, p. 189, 200, 203, 204) ; du projet de loi relatif à la réforme judiciaire en Égypte (*Première délibération*, A., t. 43, p. 175) ; du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (SEINE : *Ville de Paris*, A., t. 44, p. 125).

BRUNET (M.).

Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre lui et l'État, dans le département de l'Allier, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 6.

BRUNET (M.), *ancien Commissaire de police central à Alger.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 26, p. 958 à 960).

BRUNET (M. JEAN), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 47). — Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; et de diverses

Commissions (F., nos 189, 209, 264, 269, 284, 289, 353, 686, 776; J. O. de 1872, p. 113, 704, 2757, 2909, 3360, 3519, 7007; J. O. de 1874, p. 5848; J. O. de 1875, p. 3636). = Ses propositions : pour la nomination d'une Commission relative aux opérations des armées allemandes en France (I., n° 94; A., t. 2, p. 164, 185; J. O. de 1871, p. 504); sur le règlement de la question préalable (I., n° 163; A., t. 2, p. 702; J. O. de 1871, p. 776); à l'effet : de consulter immédiatement la France sur la question de Paris (I., n° 177; A., t. 2, p. 782; J. O. de 1871, p. 886); d'abolir les lois de proscription (I., n° 286; A., t. 3, p. 243; J. O. de 1871, p. 1203); d'obliger les Députés validés à siéger à l'Assemblée nationale (I., n° 193; A., t. 4, p. 156, an., p. 68; J. O. de 1871, p. 2289); de vouer la France au Christ (I., n° 795; A., t. 6, p. 520, an., p. 335; J. O. de 1872, p. 496). — Ses propositions ayant pour objet : la constitution organique de Paris (I., n° 848; A., t. 7, an., p. 43; J. O. de 1872, p. 606); l'établissement d'un impôt national (I., n° 824, et 824 rectifié; A., t. 7, p. 71, an., p. 45; J. O. de 1872, p. 794 et 1578); la réorganisation territoriale de la France (I., n° 871; A., t. 7, p. 357, an., p. 141; J. O. de 1872, p. 1267); la constitution régionale et départementale de la France et sa réorganisation territoriale (I., n° 1301; A., t. 12, p. 121, an., p. 65; J. O. de 1872, p. 5232); d'assurer le pouvoir de l'Assemblée nationale (I., n° 1623; A., t. 16, p. 145, an., p. 66; J. O. de 1873, p. 1294); d'assurer les deux positions capitales de la fortification générale de la France (I., n° 3594; A., t. 43, p. 312, an., p. 597; J. O. de 1876, p. 949). = Son rapport sur le projet de loi tendant à ériger en commune, sous le nom de la Talaudière (Loire), la paroisse de ce nom (I., n° 921; A., t. 7, an., p. 211; J. O. de 1872, p. 1598). = Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux préliminaires de paix (A., t. 1, p. 115); du projet de loi tendant à proroger l'échéance des effets de commerce (A., t. 1, p. 266). — Donne lecture de sa proposition relative aux opérations actuelles des armées allemandes en France, et en demande l'urgence (A., t. 2, p. 164, 166). — Dépose et motive une demande d'interpellations relative aux intentions du Gouvernement à l'égard de Paris (A., t. 2, p. 454, 455). — Donne lecture de sa proposition relative à la pacification de Paris, et en demande l'urgence (A., t. 2, p. 627, 628). — Est entendu sur la prise en considération de sa proposition relative au règlement de la question préalable (A., t. 3, p. 89 à 93). — Donne lecture de sa proposition tendant à abolir les lois de proscription, et en demande l'urgence (A., t. 3, p. 213). — Parle sur la demande d'ajournement de cette proposition et de la proposition analogue de M. Alfred Giraud (A., t. 3, p. 301). — Demande la mise à l'ordre du jour de sa proposition à ce sujet (A., t. 3, p. 341 à 343). — Parle dans la discussion de la proposition de M. Toupet des Vignes relative à une Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale siégeant à Paris (A., t. 3, p. 389 à 391). — Donne lecture de sa proposition relative à la présence obligatoire des Députés validés aux séances de l'Assemblée, et en demande l'urgence (A., t. 4, p. 156, 157). — Est entendu : sur la prise en considération de cette proposition (A., t. 11, p. 65); dans la discussion de la proposition de M. de Ravinel relative à l'installation des différents Ministères à Versailles (A., t. 5, p. 456). — Dépose et développe une demande d'interpellations sur la non-présence à l'Assemblée des princes d'Orléans, dont l'élection remonte à plus de dix mois et a été validée depuis six mois (A., t. 6, p. 150). — Donne lecture de sa proposition tendant à vouer la France au Christ, et en demande l'urgence (A., t. 6, p. 520, 521). — Parle sur la prise en considération de cette proposition (A., t. 8, p. 245 à 248). — Donne lecture de sa proposition relative à un impôt national pour la libération du territoire, et en demande l'urgence (A., t. 7, p. 71). — Parle : sur l'urgence de la proposition de M. Salneuve relative à la désignation d'une Commission spéciale pour l'examen de toutes les propositions relatives à l'affranchissement du territoire par un impôt patriotique, et sur son renvoi à l'examen des Bureaux (A., t. 7, p. 307); dans la discussion de sa proposition sur le même sujet (A., t. 19, p. 75, 77); — Déclare la retirer (*ibid.*, p. 77). — Donne lecture de sa proposition relative à la réor-

ganisation territoriale de la France, et en demande l'urgence (A., t. 7, p. 357, 358). — Parle sur la prise en considération de cette proposition (A., t. 19, p. 2 à 5). — Déclare la retirer (A., t. 19, p. 7). — Dépose une demande d'interpellations relative à la souscription nationale pour la libération du territoire, et demande la fixation au lendemain de la discussion (A., t. 7, p. 492, 493). — Parle, comme Rapporteur, dans la discussion du projet de loi tendant à ériger en commune, sous le nom de la Talaudière (Loire), la paroisse de ce nom (A., t. 8, p. 109). — Prend part à la discussion : du Budget du Ministère de la Guerre pour l'Exercice 1872 (*Discussion générale*, A., t. 8, p. 629 à 632) ; du projet de loi concernant les valeurs mobilières et les modifications à apporter à la taxe des biens de main-morte et au timbre sur les décharges contenues dans les lettres missives (A., t. 8, p. 669) ; du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 4 à 10, 117, 124 à 126, 222, 248, 256 à 259, 381, 487. *Troisième délibération*, t. 13, p. 381). — Donne lecture de sa proposition relative à la constitution régionale et départementale de la France, et en demande l'urgence (A., t. 13, p. 121). — Parle sur la prise en considération de cette proposition (A., t. 19, p. 7). — Déclare la retirer (*ibid.*). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à modifier la formation du Jury en matière criminelle (A., t. 14, p. 157, 160). — Ses réclamations, à l'occasion de la lecture du procès-verbal, contre le classement de ses votes dans deux scrutins (A., t. 14, p. 316, 333). — Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1873 (Guerre : *Réduction des dépenses générales des États-majors*, A., t. 14, p. 360, 361) ; de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 117, 118, 157 à 163). — Donne lecture d'une proposition relative aux pouvoirs de l'Assemblée nationale, et en motive l'urgence (A., t. 16, p. 145, 146, 149 à 151). — Proteste, à l'occasion de deux scrutins, contre un prétendu système de falsification de ses votes dans toutes les questions importantes (A., t. 16, p. 259 ; t. 17, p. 182). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 296, 368) ; du projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la Ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 360) ; des projets de lois concernant : 1° l'établissement et la conservation de la propriété en Algérie, ainsi que la transmission contractuelle des immeubles et droits immobiliers ; 2° la procédure sur les mêmes matières (*Deuxième délibération*, A., t. 18, p. 658 à 664) ; du projet de loi relatif à l'organisation générale de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 162, 166 à 175, 205, 254, 257) ; du projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique la construction d'une église à Montmartre (A., t. 19, p. 407). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 304 à 324). — Parle : sur la prise en considération de sa proposition relative à la constitution organique de Paris (A., t. 27, p. 36) ; dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Marine : *Constructions navales*, A., t. 28, p. 252. Guerre : *Discussion générale*, p. 367. *Institution de quatre Inspections permanentes des 18 Corps d'armée territoriaux*, p. 405) ; du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 181) ; du projet de loi relatif aux nouveaux forts à construire autour de Paris (A., t. 30, p. 641 à 647, 695) ; de la proposition de MM. Delacour et autres sur les haras et remontes (A., t. 31, p. 186 à 188) ; du projet de loi relatif à l'électorat municipal (*Troisième délibération*, A., t. 32, p. 620) ; de la proposition de M. le général Chareton relative aux améliorations à apporter à la position des sous-officiers (A., t. 33, p. 38) ; du projet de la Commission de l'armée relatif à l'organisation des Commandements supérieurs de Paris et de Lyon (A., t. 33, p. 108) ; du projet de loi relatif à l'amélioration des défenses des frontières de l'Est (A., t. 33, p. 196 à 201) ; du Budget de l'Exercice 1875 (Affaires étrangères : *Congrès de Bruxelles pour le règlement des relations entre les belligérants*, A., t. 33, p. 263, 265. Travaux publics : *État des travaux publics en France*, A., t. 34,

p. 174 à 177) ; de la proposition de MM. de Pressensé et autres, relative à la liberté des réunions pour la célébration d'un culte religieux (*Première délibération*, A., t. 35, p. 168 à 173) ; des propositions de MM. de Lavergne et Crémieux relatives au régime de l'Algérie (*Deuxième délibération*, A., t. 35, p. 264 à 269, 273) ; de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Deuxième délibération*, A., t. 35, p. 304 à 310. *Troisième délibération*, t. 38, p. 432 à 435 ; t. 39, p. 504 à 508) ; du projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 4 à 12, 34, 71, 75, 121, 126, 153 à 157, 194. *Troisième délibération*, t. 37, p. 101 à 104, 116, 142 à 147, 163, 175, 177, 188, 215) ; du projet de loi relatif au monopole de la fabrication et de la vente de la poudre dynamite (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 438 à 442, 468, 469. *Troisième délibération*, t. 37, p. 74) ; des propositions de MM. Vautrain, Waddington, Clapier et Wallon, relatives à l'organisation du Sénat (A., t. 36, p. 587, 593) ; du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer, et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée (A., t. 39, p. 228 à 231, 235, 243 à 251) ; du Budget de l'Exercice 1876 (Guerre : *Système adopté pour la réorganisation de l'armée*, A., t. 40, p. 214) ; du projet de loi relatif à l'exécution du chemin de fer de Grande ceinture autour de Paris (A., t. 41, p. 437 à 440, 444). — Dépose une proposition tendant à assurer les deux positions capitales de la fortification générale de la France, et en développe l'urgence (A., t. 43, p. 312 à 315).

BRYAS (M. le comte DE), *Député élu par le département du Pas-de-Calais.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 21 et 27). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; et de diverses Commissions (F., n°s 75, 99, 123, 114, 151, 158, 189, 241, 317, 353, 405, 419, 427, 440, 486, 607, 644 ; J. O. de 1871, p. 1124, 1545, 2248, 2929, 3126, 3334 ; J. O. de 1872, p. 1649, 4353, 7007 ; J. O. de 1873, p. 653, 1080, 1383, 1769, 4107 ; J. O. de 1874, p. 2046, 3888). = Ses rapports : sur le projet de loi ayant pour objet de proroger jusqu'au 1er août 1872 la surtaxe établie sur les vins à l'octroi de Grenoble (Isère) (I., n° 421 ; A., t. 4, p. 309, an., p. 107 ; J. O. de 1871, p. 2504) ; sur le projet de loi relatif à un échange de terrains entre l'État et les époux Pol-Louvet, à Fouquenies (Oise) (I., n° 857 ; A., t. 7, an., p. 106 ; J. O. de 1872, p. 1149) ; sur le projet de loi ayant pour objet d'établir des surtaxes à l'octroi de la commune d'Abbeville (Somme) (I., n° 1386 ; A., t. 13, an., p. 232 ; J. O. de 1872, p. 5748) ; sur le projet de loi portant : 1° prorogation de surtaxes sur l'alcool, les cidres, poirés et hydromels ; 2° établissement d'une surtaxe sur le vin, à l'octroi de Béthune (Pas-de-Calais) (I., n° 1643 ; A., t. 16, an., p. 104 ; J. O. de 1873, p. 1882) ; sur le projet de loi tendant à autoriser le département d'Ille-et-Vilaine à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires (I., n° 1722 ; A., t. 17, an., p. 81 ; J. O. de 1873, p. 2853) ; sur le projet de loi tendant à autoriser le département de la Haute-Loire à emprunter une somme de 500,000 fr. à la Caisse des chemins vicinaux pour les travaux des chemins de grande communication et d'intérêt commun (I., n° 1749 ; A., t. 19, an., p. 151 ; J. O. de 1873, p. 2744). = Donne lecture de son rapport sur le projet de loi tendant à proroger une surtaxe établie à l'octroi de la ville de Grenoble (Isère), et en demande la délibération immédiate (A., t. 4, p. 309). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur l'augmentation des impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 206). — Obtient des congés (A., t. 6, p. 211 ; t. 15, p. 527 ; t. 30, p. 39 ; t. 37, p. 17).

BUÉE (M.), *Député élu par le département de la Seine-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 54). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 40, 49, 81, 123, 125, 178, 181, 189, 229, 255, 273, 353, 359, 401, 403, 517, 588, 650, 744, 796, 842 ; J. O. de 1871, p. 542, 712, 1188, 2248, 2333, 5137, 5229 ; J. O. de 1872, p. 113, 1295, 2090, 3043, 7007, 7197 ; J. O. de 1873,

p. 524, 580, 6751 ; J. O. de 1874, p. 1226, 4089 ; J. O. de 1875, p. 1275, 4340, 9073) ; et de la Commission des Comptes de 1869 (F., n° 529 ; J. O. de 1873, p. 7211). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet d'assurer l'application aux ventes de fonds de commerce et aux cessions de clientèles, des droits établis par la loi du 22 frimaire an VII sur l'enregistrement (I., n° 812 ; A., t. 7, p. 5, an., p. 38 ; J. O. de 1872, p. 604). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 475 ; t. 7, p. 306 ; t. 11, p. 145 ; t. 14, p. 539 ; t. 16, p. 43). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 6, p. 457 à 459 ; t. 7, p. 622 à 625).

BUFFET (M.), *Député élu par le département des Vosges.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 67).= Président : du 7e Bureau (F., n° 23 ; J. O. de 1871, p. 251) ; du 11e Bureau (F., n° 51 ; J. O. de 1871, p. 750) ; du 6e Bureau (F., n° 123 ; J. O. de 1871, p. 2248) ; du 4e Bureau (F., n° 146 ; J. O. de 1871, p. 2985) ; du même Bureau renouvelé (F., n° 393 ; J. O. de 1873, p. 280) ; du 3e Bureau (F., n° 440 ; J. O. de 1873, p. 1769). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 14, 23, 32, 56, 60, 64, 130, 164, 173, 255, 321, 358, 359, 379, 399, 450 ; M. B. de 1871, p. 58 ; J. O. de 1871, p. 58, 251, 372, 845, 894, 952, 2466, 3513, 4986 ; J. O. de 1872, p. 2090, 4516, 7167, 7197, 7817 ; J. O. de 1873, p. 460, 2113) ; de la Commission du Budget rectifié de 1871 (F., n° 58 ; J. O. de 1871, p. 867) ; et de la Commission pour l'examen des lois de finances de l'Exercice 1872 (F., n° 192 ; J. O. de 1872, p. 200). = Donne lecture d'une déclaration d'abstention motivée, signée de lui et de plusieurs de ses collègues du département des Vosges, dans le vote du projet de loi relatif aux préliminaires de paix (A., t. 1, p. 113, 114).— Parle dans la discussion du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 397). — Adresse une question au Ministre de l'Intérieur sur l'insertion du *Compte-rendu analytique* officiel dans le *Moniteur des Communes* (A., t. 2, p. 604). — Est élu membre de la Commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations (A., t. 3, p. 621). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de MM. Claude (Meurthe), Laflize et autres, relative au remboursement des réquisitions et dommages matériels causés par l'invasion (*Troisième délibération*, A., t. 5, p. 418) ; du projet de loi relatif à une nouvelle Convention à conclure entre la France et l'Allemagne (A., t. 5, p. 697 à 699) ; du projet de loi relatif à l'impôt sur les revenus (A., t. 6, p. 343, 464, 488) ; de la question de la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la Banque de France (A., t. 6, p. 333) ; du projet de loi concernant l'impôt sur les matières premières (A., t. 7, p. 19, 99, 100, 106) ; du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 295, 297, 298) ; de la question de la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à l'impôt sur les valeurs mobilières (A., t. 7, p. 365) ; du Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1872 (*Personnel de l'Administration centrale*, A., t. 8, p. 385. *Traitements et émoluments des Trésoriers-payeurs généraux et des Receveurs des finances*, p. 397) ; du règlement de l'ordre du jour (A., t. 11, p. 4). — Obtient un congé (A., t. 11, p. 474). — Parle : à l'occasion du dépôt, par le Ministre des Finances, des trois projets de lois sur les contributions directes, les sels et les boissons (A., t. 12, p. 505 à 509, 514) ; dans la discussion : du projet de loi relatif à l'établissement d'un impôt sur les créances hypothécaires (A., t. 12, p. 544 à 547, 550, 551) ; du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 12, p. 677 à 680, 741) ; du projet de loi relatif à un nouvel emprunt de trois milliards (A., t. 13, p. 156, 157) ; du projet de loi tendant à approuver l'adjudication du chemin de fer de Clermont-Ferrand à Tulle, avec embranchement sur Vendes (A., t. 13, p. 582). — Est entendu : à propos des explications du Gouvernement sur le retard dans la présentation du projet de loi portant concession de nouvelles lignes à la Compagnie de l'Est (A., t. 14, p. 722) ; sur la demande de renvoi de ce projet de loi à la Commission d'Enquête sur les chemins de fer (A., t. 15, p. 165) ; dans la discussion du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 347 à 352). = Est élu *Président de l'Assemblée* (A., t. 17, p. 275). — Son allocution en prenant place au fauteuil (A., t. 17, p. 292). — Ses observations, comme Président,

à l'occasion : de la motion de M. Lambert de Sainte-Croix tendant à ajourner la prorogation après le vote du projet de loi sur les indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 326, 327); du dépôt, par M. Bérenger (de la Drôme), d'une proposition tendant à faire décider par l'Assemblée qu'elle se prononcera sur la forme définitive du Gouvernement avant de nommer les Commissions chargées de l'étude des projets de lois sur l'organisation des Pouvoirs publics (A., t. 17, p. 326); d'un incident relatif à un document publié à la suite du rapport de M. de Sugny, au nom de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale, concernant l'administration Préfectorale des Bouches-du-Rhône pendant la guerre (A., t. 17, p. 356, 357, 358). — Réélu *Président de l'Assemblée* (A., t. 18, p. 6). — Son allocution en prenant place au fauteuil (A., t. 18, p. 10). — Ses explications en réponse au projet d'interpellation de M. le comte Jaubert sur l'exécution donnée à la Résolution qui invite le Bureau à faire mettre les *Comptes-rendus sténographique et analytique* à la disposition de la presse (A., t. 18, p. 11). — Donne lecture à l'Assemblée du Message de M. Thiers, Président de la République, annonçant son intention d'intervenir dans la discussion des interpellations de MM. de Broglie et autres, relatives aux dernières modifications du Ministère et à la politique intérieure du Gouvernement (A., t. 18, p. 41). — Ses observations sur la procédure à suivre pour l'audition annoncée du Président de la République dans cette discussion (A., t. 18, p. 41). — Donne lecture du Message de M. Thiers relatif à sa démission des fonctions de Président de la République (A., t. 18, p. 63). — Proteste contre l'opposition apportée par une partie de l'Assemblée à l'expression de ses regrets, à propos de la démission de M. Thiers comme Président de la République (A., t. 18, p. 65).— Ses observations sur un incident relatif à l'application du Règlement, au sujet de la proposition de M. le général Changarnier et d'autres Députés, tendant à la nomination immédiate du successeur de M. Thiers comme Président de la République (A., t. 18, p. 67). — Ses explications sur les conditions légales et constitutionnelles dans lesquelles se trouvera le successeur de M. Thiers (A., t. 18, p. 67). — Propose qu'une députation du Bureau se rende auprès de M. le maréchal de Mac-Mahon, pour lui faire part de la décision de l'Assemblée qui le nomme Président de la République (A., t. 18, p. 68). — Annonce à l'Assemblée l'acceptation de M. le maréchal de Mac-Mahon (A., t. 18, p. 68). — Donne lecture de la lettre d'acceptation des fonctions de Président de la République adressée par M. le maréchal de Mac-Mahon à l'Assemblée (A., t. 18, p. 77). — Ses observations : sur un incident relatif au compte-rendu par le *Journal officiel* de la manifestation d'une partie de l'Assemblée à l'entrée de M. Thiers dans la salle des séances, après sa démission de Président de la République (A., t. 18, p. 102); dans la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation sur les contributions indirectes (A., t. 18, p. 180). — Son allocution à l'occasion de la mort de M. Vitet, Vice-Président (A., t. 18, p. 184). — Ses observations : au sujet de la réclamation présentée sur le procès-verbal par M. Tribert, contre l'omission de son nom parmi les signataires de l'ordre du jour motivé déposé à la suite des interpellations de M. Lepère relatives à la suppression du journal le *Corsaire* (A., t. 18, p. 273); au sujet de la motion de M. de Tillancourt tendant à la nomination de la nouvelle Commission de Comptabilité pour l'Exercice courant (A., t. 18, p. 344); sur le procès-verbal, à l'occasion d'un incident relatif à une interruption de M. Ordinaire dans la discussion sur la mise à l'ordre du jour de la demande en autorisation de poursuites contre M. Ranc (A., t. 18, p. 431). — Son allocution à l'occasion du décès de M. Brousses, Député (A., t. 18, p. 445). — Ses observations, comme Président, dans la discussion : des interpellations de M. Le Royer au Ministre de l'Intérieur, sur l'arrêté du Préfet du Rhône, du 18 juin 1873, relatif à la police des cimetières (A., t. 18, p. 524); des propositions de MM. Destremx et Huon de Penanster relatives à la Légion d'Honneur sur une question réglementaire (A., t. 18, p. 559, 560, 564); de la motion d'ajournement du projet de loi relatif à la suppression des

Conseils de Préfecture (A., t. 18, p. 567). — Son allocution à l'occasion du décès de M. de Jouvencel, Député (A., t. 18, p. 644). — Ses observations : sur l'interprétation, par M. Dufaure, du droit attribué au Président de l'Assemblée de renvoyer aux Bureaux les projets de Lois Constitutionnelles présentés par le Gouvernement de M. Thiers (A., t. 19, p. 18); sur la motion de M. Villain, à propos du projet de loi de crédit destiné à la réception du Shah de Perse, tendant à décider que l'Assemblée nationale assistera en corps et avec ses insignes officiels à la revue des troupes qui aura lieu en l'honneur de ce souverain, le 10 juillet 1873 (A., t. 19, p. 92, 93); sur la fixation du jour des interpellations de M. Lamy au sujet du maintien de l'état de siège dans les divers départements soumis à cette mesure (A., t. 19, p. 99, 100, 101, 102). — Son allocution à l'ouverture de la séance du 11 juillet 1873, au sujet de la revue passée, la veille, en l'honneur du Shah de Perse (A., t. 19, p. 113). — Ses explications à propos de l'incident soulevé, en son absence, par M. de Choiseul sur cette allocution (A., t. 19, p. 147). — Ses observations, comme Président, dans la discussion : de la question d'urgence du projet de loi tendant à conférer à la Commission de permanence le droit d'autoriser la poursuite des délits d'offense commis contre l'Assemblée nationale pendant sa prorogation (A., t. 19, p. 153, 157, 159, 161); du projet de loi relatif à l'organisation générale de l'armée (*Incident soulevé par M. de Castellane*, A., t. 19, p. 199, 244); au sujet : de la fixation du jour des interpellations de M. Millaud relatives aux mesures de rigueur prises contre la presse dans le département du Rhône (A., t. 19, p. 319, 320); du projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique la construction d'une église à Montmartre (A., t. 19, p. 414, 415); de la question de M. de Saisy au Ministre de la Guerre ayant pour objet l'exécution de la loi du 27 novembre 1872 relative au supplément de pension accordé aux anciens militaires mutilés ou infirmes, et sur le retard apporté à la liquidation des pensions militaires (A., t. 19, p. 347); des considérations de M. Lepère sur le vote du projet de loi portant répartition du fonds de subvention de 4 millions aux départements (A., t. 19, p. 474). — Son allocution à l'occasion du décès de M. le baron de Guiraud, Député (A., t. 19, p. 525). — Sa déposition, comme Député, devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 731 à 735). — Ses observations, comme Président : dans la discussion sur la demande d'urgence de la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation pour dix ans des pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 9, 10, 11, 12); sur la question de renvoi de cette proposition à la Commission qui sera chargée de l'examen des Lois Constitutionnelles (A., t. 27, p. 13, 16, 17, 19). — Réélu *Président de l'Assemblée* (A., t. 27, p. 25). — Son allocution en prenant place au fauteuil (A., t. 27, p. 30). — Communique à l'Assemblée la nouvelle du décès de M. l'amiral Tréhouart, et l'annonce de ses funérailles en l'église des Invalides (A., t. 27, p. 82). — Ses observations, comme Président : sur une question de rappel au Règlement, à propos de la déclaration d'urgence de la proposition de M. Philippoteaux tendant à déclarer inéligibles à l'Assemblée nationale tous les militaires et marins en activité de service (A., t. 27, p. 101); sur la motion de M. Johnston tendant à la suspension de la séance, à l'effet d'entendre la lecture du rapport de la Commission chargée d'examiner la proposition de MM. le général Changarnier et autres, sur la prorogation pour dix ans des pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 106, 107); sur la motion de M. Laboulaye tendant au renvoi de la discussion de cette proposition, à la suite de la communication du Message du Président de la République (A., t. 27, p. 117, 118); dans la discussion : de cette proposition (A., t. 27, p. 126, 135, 140, 141, 146, 162, 173, 177, 178, 188); des interpellations de MM. Léon Say et autres, relatives à la non-convocation des collèges électoraux, dans les départements où il y a des sièges vacants (A., t. 27, p. 215, 216, 217, 218, 219; t. 28, p. 2, 3); sur des incidents relatifs à deux des scrutins pour la nomination de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 58, 65, 67); dans la dis-

cussion des interpellations de M. Lamy relatives à la levée de l'état de siège (A., t. 28, p. 91); au sujet : de la question de M. Lockroy au Ministre de l'Intérieur sur la situation du département des Bouches-du-Rhône sous le rapport de l'état de siège (A., t. 28, p. 114, 117); de la discussion d'un amendement pris en considération, dans le cours de la troisième délibération sur le projet de loi relatif à la modification du régime du service postal et du service télégraphique (A., t. 28, p. 137); de l'ordre proposé par la Commission du Budget, pour la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (A., t. 28, p. 151); sur des incidents relatifs : à la fixation du jour des interpellations de M. du Temple sur l'envoi d'un nouveau Ministre plénipotentiaire près du roi Victor-Emmanuel (A., t. 28, p. 195, 198, 480, 503); à la demande de la question préalable sur ces interpellations (A., t. 29, p. 209); à la fixation du jour des interpellations de M. Fourcand au sujet de la Convention conclue avec l'ancienne Liste civile impériale (A., t. 28, p. 527, 528, 529); au scrutin secret par appel nominal sur la motion de M. de Franclieu tendant à l'ajournement de la discussion du projet de loi sur la nomination des Maires (A., t. 29, p. 12 à 17); à un rappel à l'ordre prononcé par lui contre M. Pelletan, dans la discussion des interpellations de M. Audren de Kerdrel au sujet de la démission du Ministère (A., t. 29, p. 41, 43); à la motion de M. Delsol tendant à la mise à l'ordre du jour de ce projet de loi (A., t. 29, p. 46, 47, 48, 49). — Ses explications au sujet de la censure proposée par lui contre M. Georges Périn (A., t. 29, p. 210, 211, 212). — Ses observations : sur divers incidents dans la discussion des interpellations de M. Ricard sur le régime de la presse dans les départements soumis à l'état de siège (A., t. 29, p. 240, 244); sur un incident relatif à une question d'interprétation du Règlement, en ce qui concerne la majorité nécessaire pour la nomination des Commissaires dans les Bureaux au troisième tour de scrutin (A., t. 29, p. 254, 255, 256). — Son allocution à l'occasion du décès de M. Pory-Papy, Député (A., t. 29, p. 351). — Ses observations, comme Président, dans la discussion du projet de loi relatif aux nouveaux impôts proposés pour le Budget de 1874, au sujet : d'un rappel à l'ordre prononcé contre M. Lockroy (A., t. 29, p. 411, 412, 425, 447, 448); du mode de délibération sur divers amendements (t. 2, p. 9, 473, 516; t. 30, p. 83 à 86, 90, 91, 102, 196 à 198, 323, 489); des réclamations de M. Guichard contre l'inexécution des prescriptions de la loi et du Règlement, à propos de diverses demandes de crédits supplémentaires présentées par le Gouvernement (A., t. 29, p. 470, 646). — Réélu *Président de l'Assemblée* (A., t. 29, p. 508). — Son allocution en prenant place au fauteuil (A., t. 29, p. 515). — Ses observations, en cette qualité : sur un incident relatif à une question que M. Villain se proposait d'adresser au Ministre de l'Intérieur et que le Ministre refuse d'accepter (A., t. 29, p. 568 à 570); à l'occasion de la lettre par laquelle M. Princeteau déclare renoncer à toute nouvelle candidature aux fonctions de Questeur (A., t. 29, p. 661); sur la motion de M. Chaper tendant à l'emploi de bulletins sous enveloppes dans le nouveau scrutin de ballottage pour la nomination du troisième Questeur (A., t. 30, p. 37, 38); sur la procédure parlementaire des questions, à propos de la question de M. Guyot au Ministre de l'Intérieur au sujet de la suspension du Conseil municipal de Villefranche (Rhône) (A., t. 30, p. 577); sur des questions réglementaires soulevées dans la discussion : du projet de loi relatif à la prorogation des pouvoirs des Conseils municipaux (A., t. 30, p. 607, 608, 609, 632, 633, 634); du projet de loi tendant à l'admission à titre définitif, dans l'armée et dans la marine, de deux membres de la famille d'Orléans pourvus d'un titre provisoire (A., t. 30, p. 730). — Réélu *Président de l'Assemblée* (A., t. 31, p. 3, 4). — Son allocution en prenant place au fauteuil (A., t. 31, p. 7). — Ses allocutions : à l'occasion du décès de M. Ulric Perrot et de M. le comte de Brigode, Députés (A., t. 31, p. 19, 57). — Ses observations, comme Président : sur un incident relatif au

remplacement de trois membres de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles, démissionnaires par suite de leur entrée au Ministère (A., t. 31, p. 261, 262); à propos d'une demande de rectification au procès-verbal, par M. Loustalot (A., t. 32, p. 2); au sujet : des explications de M. de Castellane concernant son discours dans la discussion du projet de loi électorale (A., t. 32, p. 3); de la fréquence des demandes de rectifications dans les textes de lois (A., t. 32, p. 19); d'un incident sur la prise en considération de la proposition de M. le baron Chaurand relative à l'observation du repos du dimanche (A., t. 32, p. 33); de la citation d'un document émané du Comité central de l'appel au peuple et relatif à l'élection de M. le baron de Bourgoing par le département de la Nièvre (A., t. 32, p. 76, 77, 79); des incidents relatifs à la procédure à suivre, en ce qui concerne l'usage des questions à adresser au Gouvernement (A., t. 32, p. 128, 136); de la mise aux voix du renvoi à la Commission des Lois Constitutionnelles de la proposition de M. Lambert de Sainte-Croix, ayant pour objet de fixer les bases des travaux de cette Commission (A., t. 32, p. 201); des réclamations élevées contre la validité du vote émis sur l'urgence de la proposition de M. Casimir Périer relative au même objet (A., t. 32, p. 206, 207, 208); de la demande de mise à l'ordre du jour de la 2e délibération sur la proposition de MM. Denormandie et autres, relative aux indemnités à accorder à raison des destructions opérées par le Génie militaire pour les besoins de la défense (A., t. 32, p. 227); de la demande de lecture, en séance, du rapport sommaire déposé par M. Duguenet sur la proposition de MM. le duc de la Rochefoucauld-Bisaccia et autres, ayant pour objet la déclaration de la Monarchie comme Gouvernement de la France (A., t. 32, p. 641, 642). — Ses observations réglementaires dans la discussion : de la proposition de M. le général Chareton relative aux améliorations à apporter à la position des sous-officiers (A., t. 33, p. 42); du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes, et de la proposition de M. Wolowski relative à l'équilibre du Budget de 1875 (A., t. 33, p. 96 à 100, 118, 127, 131, 136, 145, 189, 190); de la proposition de M. Casimir Périer relative à l'organisation des Pouvoirs publics (A., t. 33, p. 322). — Ses explications en réponse à M. de Lacretelle, au sujet de l'inscription dans des relevés de scrutins de Députés absents sans congé (A., t. 33, p. 356). — Est nommé membre de la Commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations (A., t. 33, p. 365). — Ses observations, comme Président : sur un incident soulevé à l'occasion de la lecture du procès-verbal, au sujet de paroles injurieuses prononcées par M. Galloni d'Istria contre la République (A., t. 34, p. 124); à propos d'une question de M. Pierre Lefranc au Vice-Président du Conseil, sur la citation dans les débats d'une instruction judiciaire en cours (A., t. 34, p. 157, 158). — Réélu *Président de l'Assemblée* (A., t. 35, p. 4). — Son allocution en prenant place au fauteuil (A., t. 35, p. 9). — Sa communication et son allocution à l'Assemblée à propos du décès de M. le comte Jaubert, Député (A., t. 35, p. 51). — Ses observations comme Président : sur un incident relatif à la mise à l'ordre du jour des propositions de M. Rive et de M. Hervé de Saisy concernant la nomination et l'avancement des fonctionnaires de la Trésorerie (A., t. 35, p. 189, 190); sur la demande de renvoi de la Commission de l'armée à la Commission du Code de justice militaire, du projet de loi ayant pour objet de coordonner avec ce Code les lois des 27 juillet 1872 et 24 juillet 1873 (A., t. 35, p. 202). — Son allocution, à l'occasion du décès de M. Lebas, Député (A., t. 35, p. 229). — Ses observations, comme Président : sur une expression du discours de M. Clapier dans la discussion des propositions de M. de Lavergne et de M. Crémieux relatives au régime de l'Algérie (A., t. 35, p. 263); sur la motion de M. Paris (Pas-de-Calais) tendant à suspendre les séances de l'Assemblée (A., t. 35, p. 375); sur divers incidents soulevés dans la discussion du projet de loi de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effec-

tifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 62, 79, 83, 115, 122). — Son allocution à l'occasion du décès de M. Du Portail, Député (A., t. 36, p. 69). — Ses observations, comme Président : à propos du retard apporté par la Commission d'initiative au dépôt du rapport sur la proposition de M. Destremx relative aux médaillés militaires qui ne reçoivent pas l'allocation réglementaire (A., t. 36, p. 90); sur la procédure en matière de questions, à propos de celle adressée par M. Rouvier au Ministre de l'Intérieur sur la suspension du Conseil municipal de Marseille (A., t. 36, p. 285); dans la discussion de cette question, convertie en une demande d'interpellations (A., t. 36, p. 297, 298, 305, 306); sur la question du vote sur la déclaration d'urgence du projet de loi relatif au monopole des allumettes chimiques (A., t. 36, p. 309); sur la procédure réglementaire dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 36, p. 321, 324); des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 348, 351, 352, 357, 375, 376, 377, 389, 390, 408, 419). — Son allocution à l'occasion du décès de M. de Bermond, Député (A., t. 36, p. 447). — Ses observations, comme Président : au sujet d'une réclamation contre le renvoi à la Commission des Lois Constitutionnelles, des propositions de M. Waddington et de M. Vautrain sur l'organisation du Sénat (A., t. 36, p. 514); sur un incident relatif à l'interprétation de l'article 70 du Règlement, en ce qui concerne le droit pour un Député de présenter, après le rejet d'un projet de loi, une proposition différente relative au même objet (A., t. 36, p. 536, 537, 538, 539); sur la demande d'urgence des propositions de MM. Waddington, Vautrain, Clapier et Wallon, relatives à l'organisation du Sénat (A., t. 36, p. 563); sur la mise à l'ordre du jour de ces propositions (A., t. 36, p. 564); dans la discussion y relative (A., t. 36, p. 573, 577, 578). — Réélu *Président de l'Assemblée* (A., t. 37, p. 2). — Son allocution en prenant place au fauteuil (A., t. 37, p. 113). — Est nommé *Ministre de l'Intérieur* et *Vice-Président du Conseil* [Décret du 10 mars 1875] (B. des L., n° 3955; J. O., p. 1833). — Ses remerciements à l'Assemblée en quittant la Présidence (A., t. 37, p. 190). — Donne lecture à l'Assemblée d'une Déclaration au nom du nouveau Cabinet (A., t. 37, p. 190). — Communique un Décret portant retrait du projet de loi relatif à l'établissement d'une taxe municipale de balayage à Lyon (A., t. 38, p. 74). — Est entendu : sur la motion de Mgr Dupanloup tendant à la mise à l'ordre du jour de la suite de la deuxième délibération sur le projet de loi relatif à la liberté de l'Enseignement supérieur (A., t. 38, p. 247); dans la discussion du projet de loi organique relatif aux rapports des Pouvoirs publics (*Première délibération*, A., t. 39, p. 84 à 86. *Deuxième délibération*, p. 468 à 471).— Répond aux interpellations de M. Chevandier au sujet de la dissolution et de la liquidation de la Société de secours mutuels *La Fraternelle*, de Die (Drôme) (A., t. 39, p. 119, 120). — Donne lecture de l'exposé des motifs et du texte du projet de loi portant ouverture d'un premier crédit extraordinaire de 100,000 fr. pour secours aux victimes des inondations du Midi, et en demande l'urgence (A., t. 39, p. 129). — Parle : à propos de la demande d'interpellations déposée par M. Rouher sur la conduite du parti Bonapartiste en France (A., t. 40, p. 27); à propos de la nouvelle rédaction donnée à cette demande par M. Raoul Duval (A., t. 40, p. 28); sur la question de M. Rouher au sujet des dispositions du Gouvernement pour la convocation des électeurs de la Nièvre, par suite de l'annulation de l'élection de M. de Bourgoing (A., t. 40, p. 30, 31); dans la discussion des interpellations de M. Raoul Duval sur la conduite que le Gouvernement entend tenir à l'égard du Comité de l'appel au peuple (A., t. 40, p. 30, 90 à 92, 95, 96, 97 à 99, 100, 101); sur un incident relatif au retard apporté par la Commission d'initiative au dépôt du rapport sur la proposition de M. Tallon, tendant à retirer aux Conseils généraux la vérification des pouvoirs de leurs membres (A., t. 40, p. 116); sur la demande de M. Tallon tendant à la mise à l'ordre du jour de la discussion sur la prise en considération de sa proposition (A., t. 40,

p. 216) ; dans la discussion y relative (A., t. 41, p. 15 à 17). — Demande l'urgence de cette proposition (A., t. 41, p. 17). — Est entendu : sur la motion de M. Arrazat tendant, en l'absence du rapport non encore distribué, au renvoi de la discussion sur le fond de cette proposition (A., t. 41, p. 261); dans cette discussion (A., t. 41, p. 292 à 294); dans la discussion de la proposition de M. Malartre relative à la prorogation de l'Assemblée nationale (A., t. 41, p. 34); sur la demande de mise à l'ordre du jour de la demande d'interpellations de M. Tardieu au sujet de la nomination du Maire d'Aix (A., t. 41, p. 69); dans la discussion du projet de loi relatif aux élections des Sénateurs (*Deuxième délibération*, A., t. 41, p. 90, 93, 95, 96, 114, 115, 118, 142, 144, 145, 146). — Dépose un projet de loi relatif aux récompenses à décerner à l'occasion des dernières inondations, et en demande l'urgence (A., t. 41, p. 219). — Demande le renvoi de ce projet de loi à la Commission du Budget (A., t. 41, p. 259). — Parle dans la discussion du même projet de loi (A., t. 41, p. 403). — Demande l'urgence du projet de loi portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 1 million pour la réparation des dommages causés aux chemins vicinaux par les dernières inondations (A., t. 41, p. 410). — Demande la mise en tête de l'ordre du jour du projet de loi électorale (A., t. 42, p. 2). — Est entendu : dans la discussion de ce projet de loi (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 41, 136. *Troisième délibération*, p. 293, 294, 376 à 381, 386); sur la demande d'ajournement de la troisième délibération sur les propositions relatives à l'organisation municipale (A., t. 42, p. 201 à 208, 211); sur la question de M. Lepère au sujet de l'interprétation de la disposition de la loi relative aux élections des Sénateurs, qui attribue à tout électeur la faculté de prendre communication et copie de la liste des Conseillers municipaux de chaque commune (A., t. 43, p. 15); sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (A., t. 43, p. 338); dans la discussion du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A., t. 44, p. 155, 159 à 164, 220, 261 à 264, 266). — Sa lettre annonçant le retrait du projet de loi relatif à un emprunt de 200,000 francs par la ville de Tourcoing (Nord) (A., t. 44, p. 346).

BUISSON (M. JULES), *Député élu par le département de l'Aude.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 13). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O. de 1871, p. 471); de diverses Commissions (F., n°s 41, 49, 74, 167, 215, 339, 476, 498, 537, 727 ; J. O. de 1871, p. 561, 712, 1146, 4802 ; J. O. de 1872, p. 889, 5057 ; J. O. de 1873, p. 3750, 4481, 7479 ; J. O. de 1874, p. 3307) ; de la Commission d'Enquête sur les causes de l'insurrection de Paris (F., n° 95 ; J. O. de 1871, p. 1476) ; et de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275; J. O. de 1872, p. 3082). = Sa proposition tendant à concéder aux habitants de l'Alsace et de la Lorraine des terres en Algérie (I., n° 25 ; A., t. 1, p. 155, an., p. 18 ; J. O. de 1871, p. 345). = Son rapport sommaire sur la proposition de M. le comte Duchâtel et sur celle de MM. Humbert et autres, ayant pour objet de fixer à Paris la résidence de l'Assemblée nationale et du Gouvernement (I., n° 792 ; A., t. 6, p. 503, an., p. 331 ; J. O. de 1872, p. 386). — Son rapport sur les marchés passés à l'occasion du ravitaillement de Paris (*Affaires Cuvillier, Provost, Verdier*) (I., n° 1102 ; A., t. 11, an., p. 43 ; J. O. de 1872, p. 3531, 3557). = Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 311) ; des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (A., t. 4, p. 70, 163) ; sur l'élection de MM. Arrazat et Castelnau par le département de l'Hérault (A., t. 4, p. 223). — Adresse une question au Ministre de la Guerre sur la circulaire d'un général au sujet d'une élection au Conseil général de l'Aude (A., t. 4, p. 591). — Obtient des con-

gés (A., t. 5, p. 384 ; t. 7, p. 438 ; t. 36, p. 233). — Donne lecture de son rapport sommaire sur les propositions de MM. le comte Duchâtel et Humbert ayant pour objet la translation de l'Assemblée et du Gouvernement à Paris (A., t. 6, p. 503). — Parle : sur le maintien à l'ordre du jour de ces propositions (A., t. 6, p. 542) ; sur leur prise en considération (A., t. 7, p. 366, 373) ; dans la discussion du Budget du Ministère de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts pour l'Exercice 1872 (Beaux-Arts : *Écoles de dessin de Lyon, de Dijon et de Paris*, A., t. 8, p. 434, 435. *Inspecteurs des Beaux-Arts*, p. 435 à 438) ; du Budget du Ministère de l'Agriculture et du Commerce pour le même Exercice (*Concours régionaux*, A., t. 8, p. 488). — Propose à l'Assemblée de tenir une séance du soir (A., t. 8, p. 614). — Prend part à la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Agriculture et Commerce : *Fermes-Écoles*, A., t. 14, p. 380. Beaux-Arts : *Création du Musée des copies*, p. 479, 483, 484). — Son rapport sur l'élection de M. Lesguillon par le département de Loir-et-Cher (A., t. 18, p. 81). — S'excuse de son absence (A., t. 19, p. 271). — Est entendu dans la discussion du projet de loi de crédit applicable à l'acquisition de la fresque de la Magliana (A., t. 19, p. 466).

BUISSON (M.), *Député élu par le département de la Seine-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 54). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; et de diverses Commissions (F., n°s 14, 64, 107, 112, 183, 229, 241 ; M. B. de 1871, p. 58 ; J. O. de 1871, p. 1013, 1819, 1952, 5299 ; J. O. de 1872, p. 1295, 1649). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 475 ; t. 6, p. 407 ; t. 7, p. 441 ; t. 11, p. 10 ; t. 15, p. 470 ; t. 18, p. 77). — S'excuse de son absence (A., t. 12, p. 343).

BUSSIERRE (M. le baron LÉON DE), *ancien Conseiller d'État.*

L'un des candidats proposés pour le nouveau Conseil d'État (A., t. 13, p. 96). — Lettre par laquelle il demande que son nom soit retranché de la liste des candidatures (A., t. 13, p. 144).

BUSSON-DUVIVIERS (M.), *Député élu par le département de la Sarthe.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 55). = Secrétaire : du 6e Bureau (F., n° 23 ; J. O. de 1871, p. 251) ; du 2e Bureau (F., n° 541 ; J. O. de 1873, p. 7729). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 17 ; M. B., p. 82) ; de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O., p. 471) ; et de diverses Commissions (F., n°s 40, 41, 419, 509 ; J. O. de 1871, p. 542, 561 ; J. O. de 1873, p. 1080, 1945). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à la convocation des Conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles (I., n° 158 ; A., t. 2, p. 676 ; J. O. de 1871, p. 776). — Ses propositions ayant pour objet : d'assujettir aux droits de patente les courtiers d'assurances contre l'incendie (I., n° 349 ; A., t. 3, p. 636 ; J. O. de 1871, p. 1744) ; de faire nommer une Commission chargée d'examiner les conditions de l'emprunt Morgan, conclu en Angleterre (I., n° 1211 ; A., t. 12, an., p. 3 ; J. O. de 1872, p. 4098). = Ses rapports relatifs : aux marchés passés par les Administrations publiques depuis le 18 juillet 1870 (*Mission Ferrand*) (I., n° 1126 ; A., t. 11, an., p. 95 ; J. O. de 1872, p. 3496) ; au ravitaillement de Paris (*Mission donnée au sieur Barthélemy*) (I., n° 1961 ; A., t. 19, an., p. 279 ; J. O. de 1873, p. 6992, 7005, 7104) ; au ravitaillement de Paris (*Mission Ferrand*) (I., n° 2627 ; A., t. 34, an., p. 37 ; J. O. de 1874, p. 5942). = Parle sur la prise en considération de sa proposition tendant à assujettir aux droits de patente les courtiers d'assurances contre l'incendie (A., t. 6, p. 31). — Obtient un congé (A., t. 7, p. 525). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'exécution de la loi du 6 septembre 1871 relative aux dédommagements à accorder aux départements envahis (A., t. 11, p. 6, 7). = Lettre du sieur Lesourd, propriétaire à Chemillé-sur-Dême (Indre-et-Loire), portant demande en autorisation de poursuites con-

tre lui, devant le Tribunal correctionnel de Tours, à raison d'un fait délictueux de chasse (A., t. 15, p. 24, et an., p. 113). — Est entendu à propos de cette demande (*ibid.*). — L'Assemblée refuse d'autoriser les poursuites demandées contre lui (A., t. 18, p. 632).

BYSTROZNOWSKI (M. le général comte), *ex-attaché militaire à l'Ambassade Ottomane.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 294).

C

CABANNE (M.).

Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre lui et l'État, dans le département de l'Allier, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 46.

CADUC (M.), *Député élu par le département de la Gironde.*

Son élection est validée (A., t. 14, p. 444). = Membre de Commissions (F., nos 562, 645, 744, 772, 865 ; J. O. de 1874, p. 351, 3920 ; J. O. de 1875, p. 1275, 3525, 10148). = Ses rapports : sur le projet de loi relatif à la nouvelle délimitation des deux cantons de la ville de Pau (Basses-Pyrénées) (I., n° 2228; A., t. 29, an., p. 319 ; J. O. de 1874, p. 1507); sur le projet de loi tendant à autoriser le département de la Loire à modifier le taux des intérêts d'un emprunt réalisable en vertu d'une loi antérieure (I., n° 2274 ; A., t. 30, an., p. 128 ; J. O. de 1874, p. 2695).

GAILLAUX (M.), *Député élu par le département de la Sarthe.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 55). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 29, 50, 103, 161, 284, 325, 379, 401, 438, 505 ; J. O. de 1871, p. 337, 894, 1700, 3435 ; J. O. de 1872, p. 3360, 4633, 7819 ; J. O. de 1873, p. 521, 1710, 4819) ; de la Commission du Budget rectifié de 1871 (F., n° 58 ; J. O. de 1871, p. 867); de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 177; J. O. p. 6113) ; de la Commission pour l'examen des lois de finances de l'Exercice 1872 (F., n° 192 ; J. O. de 1872, p. 200) ; de la Commission du Budget de 1874 (F., n° 471 ; J. O. de 1873, p. 3480) ; de la Commission chargée d'examiner les projets de loi portant Règlement définitif des Budgets de l'Exercice 1867 et de l'Exercice 1868 (F., n° 321 ; J. O. de 1872, p. 4516) ; et de la Commission de permanence de 1874 (A., t. 30, p. 647). = Ses rapports : sur le projet de loi ayant pour objet d'établir des augmentations d'impôts et des impôts nouveaux (Partie relative aux taxes postales)(I., n° 414; A., t. 4, an., p. 92 et 310 ; J. O. de 1871, p. 2693) ; sur le projet de loi concernant les crédits rectifiés de 1871 (Ministère des Travaux publics) (I., n° 514 ; A., t. 4, p. 310 ; J. O. de 1871, p. 3858). — Son rapport supplémentaire sur le projet de loi ayant pour objet d'établir des augmentations d'impôts et des impôts nouveaux (I., n° 515, A., t. 5, an., p. 96 ; J. O. de 1871, p. 3127). — Ses rapports : sur le projet de loi ayant pour objet d'ouvrir un crédit de 100,000 fr. au Ministre des Travaux publics pour le déblaiement des palais et édifices publics de Paris détruits par l'incendie (I., n° 641 ; A., t. 5, an., p. 229 ; J. O. de 1871, p. 4147) ; sur le projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit de 2,415,000 fr., sur l'Exercice 1871, au Ministre des Travaux publics, pour l'entretien des palais nationaux (I., n° 642 ; A., t. 5, an., p. 229 ; J. O. de 1871, p. 4148) ; sur le projet de loi relatif aux mesures à prendre pour assurer, avec le concours du Gouvernement, l'exécution de l'art. 1er de la loi du 8 septembre 1871, relative au séjour de l'Assemblée nationale du Pouvoir exécutif et des Ministres à Versailles (I., n° 690 ; A., t. 6, an., p. 157 ; J. O. de 1871, p. 5276) ; sur le Budget des dépenses pour l'Exercice 1872 (Travaux publics) (I., n° 1021 ; A., t. 8, an., p. 218 ; J. O. de 1872, p. 2705) ; sur le projet de loi concernant : 1° l'élévation du droit de timbre des récépissés des expéditions faites par

chemins de fer en petite vitesse ; 2° la perception du droit de timbre des récépissés des expéditions faites par tous autres modes de transport ; 3° la perception du droit de timbre des connaissements (I., n° 1026 ; A., t. 8, an., p. 249 ; J. O. de 1872, p. 2573) ; sur le projet de loi tendant à ouvrir au Budget du Ministère des Travaux publics, pour l'Exercice 1872, des crédits montant ensemble à 17,730,000 fr., et à annuler sur le Budget de 1871 des crédits montant ensemble à 17,600,000 fr. (I., n° 1159 ; A., t. 12, an., p. 141 ; J. O. de 1872, p. 3695) ; sur : 1° le projet de loi ayant pour objet d'attribuer exclusivement à l'État l'achat, la fabrication et la vente des allumettes chimiques ; 2° le projet de loi contenant certaines modifications à la loi du 4 septembre 1871, qui a établi un impôt sur les allumettes (I., n° 1363 ; A., t. 13, an., p. 250 ; J. O. de 1872, p. 5496, 5509) ; sur le projet de loi tendant à ouvrir un crédit supplémentaire de 330,000 fr. pour travaux urgents à l'École Polytechnique (I., n° 1966 ; A., t. 19, an., p. 235 ; J. O. de 1873, p. 5895) ; sur le Budget des dépenses de l'Exercice 1874 (Ministère des Travaux publics) (I., n° 2054 ; A., t. 28, an., p. 35 ; J. O. de 1873, p. 7796, 7825) ; sur le projet de loi tendant à la déclaration d'utilité publique et à la concession d'un canal d'irrigation dérivé de la rivière de la Bourne, dans le département de la Drôme (I., n° 2155 ; A., t. 28, an., p. 323 ; J. O. de 1874, p. 533) ; sur le projet de loi ayant pour objet de pourvoir à l'achèvement du nouvel Opéra et au déblaiement de l'ancien Opéra (I., n° 2208 ; A., t. 29, an., p. 292 ; J. O. de 1874, p. 1452). — Son rapport supplémentaire sur le projet de loi tendant à la déclaration d'utilité publique et à la concession d'un canal d'irrigation dérivé de la rivière de la Bourne, dans le département de la Drôme (I., n° 2234 ; A., t. 30, an., p. 4 ; J. O. de 1874, p. 2293). — Son rapport sur le projet de loi relatif à l'achèvement du chemin de fer de Perpignan à Prades (I., n° 2314 ; A., t. 30, an., p. 196 ; J. O. de 1874, p. 2978). = Est entendu : dans la discussion du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 636) ; comme Rapporteur, dans la discussion : du projet de loi tendant à augmenter les taxes postales (A., t. 5, p. 102, 109, 112, 113, 114) ; du Budget rectifié de 1871 (Travaux publics : *Annuités aux Compagnies concessionnaires de chemins de fer*, A., t. 5, p. 617, 618. *Garantie d'intérêts à ces Compagnies*, p. 637) ; du projet de loi de crédit relatif au déblaiement des édifices de Paris détruits par l'incendie (A., t. 5, p. 675) ; du projet de loi de crédit relatif à l'entretien des palais nationaux (A., t. 5, p. 675) ; du Budget du Ministère des Travaux publics pour l'Exercice 1872 (*Garantie d'intérêts aux Compagnies de chemins de fer*, A., t. 8, p. 536, 547). — Parle : dans la discussion du projet de loi relatif à l'élévation de la taxe des dépêches télégraphiques (A., t. 8, p. 653) ; comme Rapporteur, dans la discussion : du projet de loi concernant : 1° l'élévation du droit de timbre des récépissés des expéditions faites par chemins de fer en petite vitesse ; 2° la perception du droit de timbre des récépissés des expéditions faites par tous autres modes de transport ; 3° la perception du droit de timbre des connaissements (A., t. 8, p. 683, 684, 685, 687) ; du projet de loi relatif au monopole de l'État pour l'achat, la fabrication et la vente des allumettes chimiques (A., t. 13, p. 560, 563, 564, 566). — Est entendu : sur la demande d'ajournement du projet de loi ayant pour objet la mise en adjudication du chemin de fer de Tours à Montluçon (A., t. 13, p. 570) ; sur la demande de mise à l'ordre du jour de ce projet de loi (A., t. 19, p. 241) ; dans la discussion : du projet de loi tendant à approuver l'adjudication du chemin de fer de Clermont-Ferrand à Tulle, avec embranchement sur Vendes (A., t. 13, p. 579, 581) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Instruction publique : *Dépenses des lycées et collèges communaux*, A., t. 14, p. 463. Beaux-Arts : *Monuments historiques*, A., t. 14, p. 488. Dispositions diverses : *Création de cartes postales*, A., t. 14, p. 688, 691. *Réduction du droit sur les envois d'argent*, A., t. 14, p. 692) ; du projet de loi ayant pour objet l'allocation d'une subvention à la Compagnie du Médoc, en vue de l'achèvement du chemin de fer de Bordeaux au Verdon (A., t. 16, p. 182, 184) ; du projet de loi relatif aux allumettes chimiques (A., t. 16, p. 495) ; du projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la Ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 342) ; sur l'urgence du projet de loi ayant

pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de Saint-Louis-du-Rhône du chemin de fer d'Arles à la Tour-Saint-Louis (A., t. 19, p. 476, 477, 478) ; en qualité de rapporteur, dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Travaux publics : *Fonds d'entretien des routes nationales*, A., t. 28, p. 353). — Parle dans la discussion du projet de loi fixant les prix de vente de la poudre dynamite (*Deuxième délibération*, A., t. 29, p. 291). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi tendant à la déclaration d'utilité publique et à la concession d'un canal d'irrigation dérivé de la rivière de la Bourne, dans le département de la Drôme (A., t. 29, p. 296, 299, 303 ; t. 31, p. 121). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt sur les transports par terre et par eau*, A., t. 30, p. 285, 292, 469). — Demande, en qualité de Rapporteur, la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à l'achèvement du nouvel Opéra (A., t. 30, p. 538). — Est entendu dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 30, p. 714) ; du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession définitive de plusieurs chemins de fer concédés à titre éventuel et à l'adjudication de chemins de fer classés et non concédés (A., t. 30, p. 563, 568); du projet de loi relatif au rétablissement des voies navigables interceptées par la nouvelle frontière (A., t. 30, p. 589, 594); du projet de loi relatif à l'achèvement du chemin de fer de Perpignan à Prades (A., t. 31, p. 122, 124). — Parle : sur la pétition des actionnaires du chemin de fer de Graissessac à Béziers (A., t. 31, p. 143) ; sur la pétition de M. Billebault, Conseiller municipal de la ville de Sens, relative à la dérivation des eaux de la Vanne au profit de la ville de Paris (A., t. 31, p. 149). — Est nommé *Ministre des Travaux publics* [Décret du 22 mai 1874] (B. des L., n° 3044 ; J. O., p. 3474). — Est entendu : sur la prise en considération de la proposition de M. le baron Chaurand relative à l'observation du repos du dimanche (A., t. 32, p. 34) ; dans la discussion : du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses Contributions indirectes, et de la proposition de M. Wolowski relative à l'équilibre du Budget de 1875 (*Payement de la garantie d'intérêt aux Compagnies de chemins de fer*, A., t. 33, p. 130, 166 à 171, 172. *Réduction du remboursement annuel à la Banque*, p. 221) ; du Budget de l'Exercice 1875 (Travaux publics : *État des travaux publics en France*, A., t. 34, p. 177. *Encouragements à la pisciculture*, p. 180. *Annuités aux Compagnies concessionnaires de chemins de fer*, p. 183. *Réunion des services du Ministère de l'Intérieur*, p. 187. *État des eaux de Paris ; tarif des concessions d'eau à Versailles*, p. 189. *Amélioration de la navigation du Rhône*, p. 193. *Chemin de fer de grande ceinture autour de Paris*, p. 195). — Répond à la question de M. F. Rive sur la présentation d'un projet de loi relatif à la construction de lignes nouvelles par la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée (A., t. 34, p. 252). — Ses observations sur la mise à l'ordre du jour du rapport de la Commission d'Enquête sur l'état de l'industrie houillère en France (A., t. 35, p. 175). — Parle dans la discussion : du projet de Résolution présenté par la Commission d'Enquête des chemins de fer, sur les propositions de MM. Baragnon et Lepère relatives à la percée du Simplon (A., t. 35, p. 211) ; de la proposition de M. Ducuing tendant à prescrire les mesures nécessaires pour arrêter les ravages causés par les insectes nuisibles à l'agriculture (*Première délibération*, A., t. 35, p. 215) ; sur des pétitions et des réclamations de Français établis en Égypte (A., t. 35, p. 219) ; sur le projet de loi tendant à assurer le prompt achèvement du bassin de Penhouët dans le port de Saint-Nazaire (*Troisième délibération*, A., t. 35, p. 390) ; sur les pétitions d'habitants de Lyon, d'Oullins (Rhône), de Paris, de Bordeaux et d'autres villes, qui demandent la réglementation par l'Assemblée de l'observation de la loi du dimanche (A., t. 35, p. 465) ; sur le projet de loi relatif au monopole de la fabrication et de la vente de la poudre dynamite (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 447, 460 à 464, 470). — Demande l'ajournement de la troisième délibération sur ce projet de loi (A., t. 36, p. 552). — Est entendu sur la motion de M. Krantz tendant à la mis-

à l'ordre du jour et à la déclaration d'urgence du projet de loi relatif à la concession à la Compagnie de Picardie et Flandres des chemins de fer de Cambrai à Douai et d'Aubigny-au-Bac à Somain, avec embranchement sur Abscon (A., t. 37, p. 95, 96, 98). = Est nommé de nouveau *Ministre des Travaux publics* [Décret du 10 mars 1875] (B. des L., n° 3962; J. O., p. 1834). — Parle : sur la question de M. Paul Cottin relative à l'urgence de la discussion du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée (A., t. 37, p. 328); dans la première délibération de ce projet de loi (A., t. 38, p. 138 à 141, 186 à 192, 209 à 219); dans la discussion de ce même projet de loi, déclaré d'urgence (A., t. 39, p. 98, 105, 112, 116, 118, 121, 198, 201, 223, 225, 231, 234, 255 à 262, 317, 319, 326, 331, 332, 335, *rectifications*, p. 343, 349 à 352, 366, 376, 381, 384); sur la demande de mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la concession à la Compagnie de Picardie et Flandres des chemins de fer : 1° de Cambrai à Douai; 2° d'Aubigny-au-Bac à Somain, avec embranchement sur Abscon (A., t. 38, p. 141); dans la première délibération sur ce projet de loi (A., t. 38, p. 256); dans la discussion : de ce même projet de loi, déclaré d'urgence (A., t. 39, p. 422, 447 à 452); du projet de loi de crédit applicable à l'installation des deux Chambres dans le palais de Versailles (*Établissement d'un chemin de fer parlementaire*, A., t. 38, p. 205); du projet de loi de crédit relatif à l'achèvement du pavillon Marsan et à l'installation de la Cour des Comptes dans l'aile Nord du palais des Tuileries (A., t. 38, p. 505). — Ses observations sur le procès-verbal, au sujet de la déclaration d'urgence, prononcée en son absence, sur la proposition de MM. le baron de Janzé et Jules Brame, tendant à soumettre à une loi la déclaration d'utilité publique pour les chemins de fer d'embranchement de moins de 20 kilomètres (A., t. 38, p. 566). — Parle sur la demande de mise à l'ordre du jour de cette proposition (A., t. 42, p. 247, 248). — Demande le retrait de la déclaration d'urgence précédemment prononcée sur la même proposition (A., t. 43, p. 19, 22). — Est entendu : dans la première délibération sur cette proposition (A., t. 43, p. 38, 40); sur la demande de mise en tête de l'ordre du jour de la troisième délibération y relative (A., t. 44, p. 209, 210); dans la discussion : du projet de loi portant ouverture d'un crédit additionnel de trois millions pour la liquidation des dépenses de construction du nouvel Opéra (A., t. 41, p. 138, 140); du Budget de l'Exercice 1876 (Travaux publics : *État du projet de chemin de fer d'Amiens à Dijon*, A., t. 41, p. 245. *Exécution du chemin de fer de Saint-Lô à Lamballe, dans la partie entre Saint-Lô et Coutances*, p. 247. *Situation du canal de Nantes à Brest*, p. 250. *Construction du nouvel Opéra*, p. 258); du projet de loi organique relatif aux élections des Sénateurs (*Troisième délibération*, A., t. 41, p. 335). — Demande la mise à l'ordre du jour des projets de lois relatifs au chemin de fer de grande ceinture autour de Paris et au chemin de fer de Douai à la frontière Belge (A., t. 41, p. 349, 350). — Est entendu : sur la demande d'ajournement du projet de loi relatif à l'exécution du chemin de fer de grande ceinture autour de Paris (A., t. 41, p. 412); dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 41, p. 437, 440, 445, 448 à 452, 455, 456). — Ses explications sur la situation actuelle du réseau des chemins de fer en France (A., t. 42, p. 222). — Répond à la question de M. de Bastard sur les mesures prises pour prévenir le retour des inondations dans le bassin de la Garonne (A., t. 42, p. 224). — Parle : dans la discussion de deux pétitions de quatre communes du département de la Seine, relatives au déversement sur le territoire de Gennevilliers des eaux d'égout de Paris (A., t. 42, p. 244); sur la demande de renvoi à la Commission des chemins de fer, des deux projets de lois tendant à la déclaration d'utilité publique et à la concession de différentes lignes à la Compagnie du Nord et à la Compagnie de l'Est (A., t. 42, p. 282); sur la demande d'ajournement de la deuxième délibération sur le projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession d'un chemin de fer de Marmande à Angoulême (A., t. 43, p. 42); dans la discussion : de ce projet de loi, déclaré d'urgence (A., t. 43, p. 46

à 49, 51) ; du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession de diverses lignes de chemins de fer à la Compagnie du Midi (*Deuxième délibération*, A., t. 43, p. 69, 78 à 81, 90, 93, 96. *Troisième délibération*, p. 276, 277, 280, 281). — Donne lecture des dispositions additionnelles au projet de loi relatif à la concession de plusieurs lignes de chemins de fer à la Compagnie de l'Ouest, en ce qui concerne le chemin de fer parlementaire à Versailles ; et en demande le renvoi à la Commission déjà saisie de ce projet de loi (A., t. 43, p. 215). — Est entendu à l'occasion du retrait, par la Commission du phylloxera et des irrigations, du projet de loi de cette Commission ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un canal d'irrigation du Rhône, des roches de Condrieu à Béziers (A., t. 43, p. 297). — Demande l'urgence du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de divers chemins de fer dans la région de l'Ouest (A., t. 43, p. 305). — Ses observations à propos de la demande d'urgence sur la proposition de M. Jean Brunet tendant à assurer les deux positions capitales de la fortification générale de la France (A., t. 43, p. 313, 314). — Parle dans la discussion : du projet de Résolution relatif à la date de la prorogation de l'Assemblée en 1876 et à l'ordre du jour de ses derniers travaux (A., t. 44, p. 272, 286, 287) ; du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie du Nord (A., t. 44, p. 320, 321, 330 à 334, 335, 336, 337). — Répond à la question de M. Schœlcher sur l'état des études pour le chauffage des wagons de chemins de fer (A., t. 44, p. 348). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie de l'Est (A., t. 44, p. 347, 350, 352, 353, 356, 357, 358, 360, 362, 363) ; du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie de l'Ouest (A., t. 44, p. 364, 365, 371, 373) ; du projet de loi portant déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer (A., t. 44, p. 376 à 382, *passim*).

CALEMARD DE LAFAYETTE (M.), *Député élu par le département de la Haute-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 51, 53). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture de France (F., n° 11 ; M. B., p. 210) ; de diverses Commissions (F., n°s 39, 54, 58, 64, 112, 123, 146, 411, 509, 756 ; J. O. de 1851, p. 500, 523, 808, 867, 952, 1952, 2248, 2985 ; J. O. de 1873, p. 844, 4945 ; J. O. de 1875, p. 1817) ; et de la Commission des Services administratifs (F., n° 78 ; J. O. de 1871, p. 1148). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés : portant création d'un Ministère spécial de l'Agriculture (I., n° 41 ; A., t. 1, p. 179, an., p. 27 ; J. O. de 1871, p. 361) ; tendant à obtenir la création d'une Commission de trente membres, dite de la réorganisation de l'armée (I., n° 179 ; A., t. 2, p. 786 ; J. O. de 1871, p. 869). — Sa proposition relative à la formation d'une Commission spéciale chargée d'étudier l'aménagement des eaux en France, et les moyens préventifs proposés contre les inondations (I., n° 3295 ; A., t. 41, an., p. 119 ; J. O. de 1875, p. 7081). = Ses rapports sommaires : sur la proposition de M. Destremx et autres, tendant à abroger le décret du 28 octobre 1870 et à modifier les récompenses nationales (I., n° 520 ; A., t. 5, an., p. 20 ; J. O. de 1871, p. 3298) ; sur la proposition de M. Parent ayant pour objet de faire déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale un Tableau général des biens de l'État, dans le but de rechercher s'il est possible d'aliéner en tout ou en partie ceux de ces biens qui ne sont pas susceptibles d'être affectés à un service public (I., n° 567 ; A., t. 4, an., p. 95 ; J. O. de 1871, p. 3728). = Donne lecture de sa proposition relative à la création d'un Ministère spécial de l'Agriculture (A., t. 1, p. 179). — Demande la rectification d'une erreur du *Moniteur* dans le texte de sa proposition (A., t. 1, p. 201). — Demande l'ajournement sur la prise en considération de cette proposition (A., t. 2, p. 333). — Est entendu dans la discussion de sa proposition tendant à obtenir la création d'une Commission de trente membres, dite de la réorga-

nisation de l'armée (A., t. 3, p. 51). — S'excuse de son absence (A., t. 6, p. 19). — Prend part à la discussion : du Budget du Ministère de l'Agriculture et du Commerce pour l'Exercice 1872 (*Enseignement professionnel de l'Agriculture*, A., t. 8, p. 476, 483 à 486) ; du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 422, 428) ; de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 140). — Obtient un congé (A., t. 18, p. 77). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à l'organisation générale de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 238, 239, 250) ; du Budget de l'Exercice 1874 (Agriculture et Commerce : *Encouragements au drainage*, A., t. 28, p. 336, 338) ; du Budget de l'Exercice 1875 (Agriculture et Commerce : *Institution des fermes-écoles*, A., t. 34, p. 160). — Son rapport sur une pétition (A., t. 39, p. 26). — Parle dans la discussion de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Troisième délibération*, A., t. 39, p. 502 à 504). — Donne lecture de sa proposition relative à la nomination d'une Commission spéciale chargée d'étudier le régime des eaux en France, en vue de prévenir ou d'atténuer les désastres des inondations, et en développe l'urgence (A., t. 41, p. 141).

CALLET (M.), *Député élu par le département de la Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 17). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; de diverses Commissions (F., n°s 30, 48, 72, 75, 139, 141, 144, 178, 284, 317, 419, 438, 686 ; J. O. de 1871, p. 344, 696, 1098, 1124, 2754, 2819, 2929, 5137 ; J. O. de 1872, p. 3360, 4353 ; J. O. de 1873, p. 1080, 1710 ; J. O. de 1874, p. 5848) ; de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (F., n° 95 ; J. O. de 1871, p. 1476) ; et des Commissions de permanence : de 1872 (A., t. 13, p. 567) ; de 1873 (A., t. 17, p. 275 ; t. 19, p. 206) ; et de 1874 (A., t. 34, p. 132). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés : portant que les fonctionnaires publics salariés ne peuvent être élus Conseillers municipaux ou Conseillers généraux (I., n° 40 ; A., t. 1, an., p. 27 ; J. O. de 1871, p. 361) ; tendant à déclarer qu'Henri de l'Espée, Préfet de la Loire, a bien mérité de son pays (I., n° 85 ; A., t. 2, p. 148 ; J. O. de 1871, p. 438) ; ayant pour objet la réunion légale des Conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles (I., n° 484 ; A., t. 4, an., p. 249 ; J. O. de 1871, p. 2755). = Son rapport sommaire sur la proposition de M. Princeteau et autres, ayant pour objet l'interdiction de toutes fonctions publiques salariées aux membres de l'Assemblée nationale (I., n° 366 ; A., t. 3, p. 727 ; J. O. de 1871, p. 2086). = Son rapport sur les élections de la Somme (A., t. 1, p. 23). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif au commerce et à la fabrication des armes de guerre (A., t. 3, p. 502) ; sur la demande de communication aux magistrats militaires chargés de l'instruction de la capitulation de Metz, des dépositions et documents recueillis par la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 12, p. 638).

CALLUAUD (M.), *Député élu par le département de la Somme.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 23). = Son décès est annoncé à l'Assemblée (A., t. 1, p. 88).

CALMON (M. Antoni).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur* [Arrêté du Chef du Pouvoir exécutif du 23 février 1871] (J. O., p. 147). — Lettre par laquelle il annonce à la Chambre le décès de M. Barbaroux, Député du Var (A., t. 2, p. 51). = *Élu Député par le département de Seine-et-Oise.* — Son élection est validée (A., t. 28, p. 495). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 562, 707, 744, 762, 865 ; J. O. de 1874, p. 351, 8333 ; J. O. de 1875, p. 1275, 2037, 10118) ; et de la Commission de permanence de 1874 (A., t. 34, p. 132). = Sa proposition ayant pour objet de régler l'ordre du jour de l'Assemblée nationale (I., n° 3006 ;

A., t. 38, an., p. 91 ; J. O. de 1875, p. 3680. = Lettre par laquelle il déclare retirer cette proposition (A., t. 38, p. 521). — Ses observations sur l'incident relatif au retard apporté par la Commission d'initiative au dépôt du rapport sur la proposition de M. Tallon, tendant à retirer aux Conseils généraux la vérification des pouvoirs de leurs membres (A., t. 40, p. 146). — Est nommé *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 239).

CANROBERT (M. le maréchal), *ancien Commandant du 6e Corps d'armée.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 941 à 955).

CAPELET (M.), *Publiciste, à Moulins.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 258).

CARAYON LA TOUR (M. JOSEPH DE), *Député élu par le département de la Gironde.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 32). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 14, 49, 84, 91, 136, 217, 255, 393, 488, 509, 529 ; M. B. de 1871, p. 58 ; J. O. de 1871, p. 712, 1230, 1439, 2641 ; J. O. de 1872, p. 950, 2090 ; J. O. de 1873, p. 280, 4177, 4945, 7211) ; et de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73 ; J. O. de 1871, p. 1111). = Sa proposition ayant pour objet d'acquitter les engagements de la France envers l'Allemagne et d'obtenir la délivrance du territoire (I., n° 1001 ; A., t. 8, p. 394, an., p. 477 ; J. O. de 1872, p. 2430). = Son rapport sur le projet de loi concernant la conscription des chevaux, et la proposition de M. de Mornay sur l'organisation du service général des remontes militaires (I., n° 2608 ; A., t. 33, an., p. 200 ; J. O. de 1874, p. 5831). = Est entendu sur la proposition relative à la création de bataillons de volontaires (A., t. 2, p. 62, 67). — Sa question au Ministre de l'Intérieur sur les articles non officiels du *Journal officiel* (A., t. 2, p. 605). — Parle sur un incident relatif à la Révolution du 4 septembre 1870, soulevé à l'occasion de la discussion des interpellations de M. le général Ducrot sur les élections municipales de la Nièvre (A., t. 3, p. 188, 189). — Obtient des congés (A., t. 4, p. 500 ; t. 13, p. 200 ; t. 14, p. 449 ; t. 16, p. 533 ; t. 28, p. 69). — Donne lecture de sa proposition relative à la libération du territoire, et en demande l'urgence (A., t. 8, p. 394, 395). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 317) ; sur un incident relatif à la forme du Gouvernement (A., t. 13, p. 117) ; dans la discussion des Rapports de la Commission des marchés, sur les marchés passés à Lyon et sur les dépenses de l'armée des Vosges (*Incident personnel*, A., t. 15, p. 432, 490, 491). — Ses explications sur le fait cité par lui à la charge de M. Challemel-Lacour, dans cette discussion (A., t. 16, p. 89 à 93, 98). — Parle : sur le projet de loi concernant les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 295) ; sur la proposition de MM. Delacour et autres, relative aux haras et aux remontes (A., t. 31, p. 179 à 181) ; en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi sur la conscription des chevaux et de la proposition de M. de Mornay relative aux remontes militaires (A., t. 34, p. 128) ; dans la discussion des projets de lois relatifs à l'organisation des pouvoirs publics (*Première délibération*, A., t. 36, p. 225 à 229).

CARBONNIER DE MARZAC (M. DE), *Député élu par le département de la Dordogne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 32). = Membre de Commissions (F., nos 14, 15, 49, 51, 58, 74, 81, 94, 95, 141, 147, 172, 201, 215, 219, 264, 275, 289, 325, 359, 367, 379, 383, 403, 419, 440, 448, 509, 531, 573, 636, 674 ; M. B. de 1871, p. 58, 66 ; J. O. de 1871, p. 712, 750, 867, 1116, 1188, 1439, 1476, 1960, 2819, 3012 ; J. O. de 1872, p. 456, 889, 1012, 2757, 3082, 3519, 4633, 7197, 7446, 7817, 7957 ; J. O. de 1873, p. 580, 1080, 1769, 2032, 4945, 7256 ; J. O. de 1874, p. 736, 3636, 4933). = Son rapport sur le projet de loi tendant à rattacher au canton de Blamont (Meur-

the) la partie restée française du canton de Réchicourt (commune d'Igney et partie de la commune d'Avricourt) (I., n° 1750; A., t. 17, an., p. 151; J. O. de 1873, p. 3259). = Obtient un congé (A., t. 3, p. 698). — Son rapport sur l'élection de M. Turigny par le département de la Nièvre (A., t. 18, p. 590). — Son rapport sommaire verbal sur la proposition de M. Amat relative à la création d'une Faculté de médecine et de pharmacie à Marseille (A., t. 30, p. 111). — Son rapport sommaire verbal sur la proposition de M. Hervé de Saisy tendant à réorganiser le service de la Trésorerie (A., t. 32, p. 164). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 39, p. 304 à 306). = Son décès est annoncé à l'Assemblée (A., t. 42, p. 7).

CARION (M.), *Député élu par le département de la Côte-d'Or.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 33). = Membre : de la Commission, ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture en France (F., n° 11; M. B., p. 210); et de diverses Commissions (F., n°s 99, 201, 258, 269, 478, 644; J. O. de 1871, p. 1545; J. O. de 1872, p. 486, 2197, 2909; J. O. de 1873, p. 3817; J. O. de 1874, p. 3888). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département de la Côte-d'Or (I., n° 2254; A., t. 30, an., p. 45; J. O. de 1874, p. 2544). = Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à proroger l'échéance des effets de commerce (A., t. 1, p. 264); de la proposition relative à la création de bataillons de volontaires (A., t. 2, p. 71). — Parle, à propos d'une pétition concernant le général Bordone, sur un incident relatif à la conduite du général Garibaldi à l'armée de l'Est (A., t. 2, p. 691). — Dépose une pétition du Conseil municipal de Brioude (A., t. 3, p. 38). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 109; t. 5, p. 2; t. 12, p. 411; t. 16, p. 462; t. 29, p. 42). — Sa demande de rectification au sujet de ses votes sur le projet de loi ayant pour objet l'abrogation des lois d'exil (A., t. 3, p. 320). — Son rapport sur l'élection de MM. Fourcand, Larrieu, Simiot et Sansas, par le département de la Gironde (A., t. 4, p. 39). = Son décès est annoncé à l'Assemblée (A., t. 39, p. 215).

CARNOT père (M.), *Député élu par le département de Seine-et-Oise.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 34). = Président : du 6e Bureau (F., n° 379; J. O. de 1872, p. 7817); du même Bureau renouvelé (F., n° 697; J. O. de 1874, p. 7981). = Membre de Commissions (F., n°s 172, 188, 258, 476, 776; J. O. de 1871, p. 1960; J. O. de 1872, p. 89, 2197; J. O. de 1873, p. 3750; J. O. de 1875, p. 3636). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à la modification du tarif des droits de succession (I., n° 1173; A., t. 11, an., p. 217; J. O. de 1872, p. 3822). — Est nommé *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 306).

CARNOT (M. Sadi), *Député élu par le département de la Côte-d'Or.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 33). = Secrétaire : du 15e Bureau (F., n° 123; J. O. de 1871, p. 2248); du 9e Bureau (F., n° 189; J. O. de 1872, p. 113); du même Bureau renouvelé (F., n° 264; J. O. de 1872, p. 2757); du 14e Bureau (F., n° 486; J. O. de 1873, p. 4107); du 1er Bureau (F., n° 517; J. O. de 1873, p. 6751); du 6e Bureau (F., n° 650; J. O. de 1874, p. 4089); du 11e Bureau (F., n° 674; J. O. de 1874, p. 4933); du 2e Bureau (F., n° 744; J. O. de 1875, p. 1275); du 13e Bureau (F., n° 796; J. O. de 1875, p. 4340). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 269, 401, 476, 800, 842, 857; J. O. de 1872, p. 2909; de 1873, p. 524, 3750; de 1875, p. 4464, 9073, 9767); et de la Commission des Comptes de 1869 (F., n° 529; J. O. de 1873, p. 7211). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à une subvention annuelle de quatre millions, à partir de 1875, à accorder par l'État pour la traversée du Simplon (I., n° 1776; A., t. 17, an., p. 374, 375; J. O. de 1873, p. 3480). — Son rapport sur le projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique et à concéder à la Société des houillères de Champagnac, un chemin de fer de Champagnac à Saint-Denis-lès-Martel par la vallée de la Dordogne (I., n° 3620; A., t. 44, an., p. 16; J. O. de 1876, p. 259). = Obtient des

congés (A., t. 5, p. 2, 384; t. 6, p. 123). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au monopole de la fabrication et de la vente de la poudre dynamite (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 432 à 435).

CARPENTER (Miss), *Publiciste.*

Son exposé du système Irlandais de sir Walter Croffton, traduit et lu par M. le vicomte d'Haussonville devant la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (A., t. 45, p. 244 à 260).

CARQUET (M.), *Député élu par le département de la Savoie.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 23). = Membre de Commissions (F., nos 674, 697, 762, 769, 842; J. O. de 1874, p. 4933, 7981; J. O. de 1875, p. 2037, 3405, 9073). = Son rapport sur le projet de loi portant approbation de la Convention signée à Rome, le 10 décembre 1874, entre la France et l'Italie, pour la délimitation de la frontière des deux pays, à l'intérieur du tunnel des Alpes (I., n° 2964; A., t. 37, p. 344, an., p. 173; J. O. de 1875, p. 2241). — Son rapport sommaire sur la proposition de M. le comte de Douhet ayant pour objet la création d'un nouveau et puissant moyen de trésorerie nationale, d'une valeur de un milliard de francs, pour le service des finances de l'État et les besoins du public (I., n° 3146; A., t. 39, an., p. 191; J. O. de 1875, p. 6477). = Obtient des congés (A., t. 6, p. 211; t. 11, p. 293). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 37, p. 66). — Ses explications au sujet du rapport préparé par lui sur la proposition de M. le comte de Douhet, relative à la création d'un nouveau moyen de trésorerie nationale (A., t. 37, p. 343). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi portant approbation de la Convention signée à Rome, le 10 décembre 1874, entre la France et l'Italie, pour la délimitation de la frontière des deux pays, à l'intérieur du tunnel des Alpes (A., t. 37, p. 344).

CARRÉ-KÉRISOUËT (M.), *Député élu par le département des Côtes-du-Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 31). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 440, 824; J. O. de 1873, p. 1769; J. O. de 1875, p. 5510); et de la Commission de permanence de 1876 (A., t. 44, p. 364). = Obtient des congés (A., t. 4, p. 500; t. 5, p. 2; t. 7, p. 170; t. 12, p. 589; t. 14, p. 539; t. 15, p. 148; t. 17, p. 42; t. 18, p. 546; t. 19, p. 340). = Communication par M. Dufaure, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, d'un réquisitoire de M. le Procureur général près la Cour d'appel d'Angers, portant demande en autorisation de poursuites contre lui, pour complicité de duel (A., t. 14, p. 192). — L'Assemblée autorise ces poursuites (A., t. 15, p. 16). = Est entendu dans la discussion de l'élection de M. l'amiral de Kerjégu par le département des Côtes-du-Nord (A., t. 39, p. 170).

CARREY DE BELLEMARE (M. le général).

Discussion de sa pétition contre la décision, à son égard, de la Commission de revision des grades, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. PÉTITIONS, § II, n° 31.

CARRON (M. ÉMILE), *Député élu par le département d'Ille-et-Vilaine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 31). = Secrétaire : du 7e Bureau (F., n° 99; J. O. de 1871, p. 1545); du 3e Bureau (F., n° 123; J. O. de 1871, p. 2248); du 14e Bureau (F., n° 146; J. O. de 1871, p. 2985); du 12e Bureau (F., n° 215; J. O. de 1872, p. 889); du 9e Bureau (F., n° 241; J. O. de 1872, p. 1649); du 2e Bureau (F., n° 289; J. O. de 1872, p. 3519); du même Bureau renouvelé (F., n° 353; J. O. de 1872, p. 7007); du 9e Bureau (F., n° 379; J. O. de 1872, p. 7817); du 3e Bureau (F., n° 517; J. O. de 1873, p. 675); du 15e Bureau (F., n° 562; J. O. de 1874, p. 351); du 13e Bureau (F., n° 627; J. O. de 1874, p. 3307); du 4e Bureau (F., n° 744; J. O. de 1875, p. 1275); et du 11e Bureau (F., n° 842; J. O., p. 9073). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11; M. B., p. 209); de diverses Commissions (F., nos 22, 56, 68, 80, 84, 103, 129, 143, 161, 167, 219, 269, 317, 359, 419, 454, 511, 650, 717, 744, 796; J. O.

de 1871, p. 231, 845. 1013, 1183, 1230, 1700, 2443, 2901, 3435, 4802; J. O. de 1872, p. 1012, 2909, 4353, 7197; J. O. de 1873, p. 1080, 2231, 5018; J. O. de 1874, p. 4089; J. O. de 1875, p. 160, 1275, 4340); de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73; J. O., p. 1111); et des Commissions de permanence : de 1874 (A., t. 30, p. 647); de 1875, (A., t. 37, p. 328); et de 1876 (A., t. 44, p. 364). = Sa proposition sur l'organisation du service religieux dans l'armée de terre (I., n° 1490; A., t. 14, an., p. 145; J. O. de 1872, p. 7986). = Son rapport sommaire sur la proposition de M. Naquet tendant à réorganiser l'enseignement de la médecine (I., n° 819; A., t. 7, an., p. 43; J. O. de 1872, p. 793). — Son rapport supplémentaire sur la proposition de MM. de Pressensé et autres, relative aux mesures à prendre vis-à-vis diverses catégories d'individus poursuivis ou condamnés à la suite de l'insurrection du 18 mars (I., n° 2392; A., t. 31, an., p. 436; J. O. de 1874, p. 3717, 3795). — Son rapport sur le projet de loi tendant à modifier la loi du 24 juillet 1873 sur les emplois réservés aux anciens sous-officiers des armées de terre et de mer (I., n° 3656; A., t. 44, an., p. 86; J. O. de 1876, p. 546). = Ses rapports : sur les élections de la Vienne (A., t. 1, p. 24); sur l'élection de M. Charreyron par le département de la Haute-Vienne (A., t. 7, p. 69). — Obtient des congés (A., t. 7, p. 308; t. 12, p. 299; t. 13, p. 63; t. 39, p. 462, 517). — Demande, en qualité de Rapporteur, le retrait de l'ordre du jour de la proposition de M. Naquet relative à la réorganisation de l'enseignement de la médecine (A., t. 11, p. 68). — Est entendu : sur la prise en considération de cette proposition (A., t. 19, p. 21); dans la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Intérieur : *Régime du colportage*, A., t. 14, p. 494). — Demande l'ajournement de la première délibération sur sa proposition relative à l'organisation du service religieux dans l'armée de terre (A., t. 19, p. 19). — Est entendu dans cette délibération (A., t. 19, p. 274). — Demande l'ajournement de la deuxième délibération sur sa proposition (A., t. 19, p. 478). — Est entendu : dans cette délibération (A., t. 29, p. 321, 329, 345, 346); dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Frais de régie : *Traitements des agents inférieurs des postes*, A., t. 28, p. 477); du projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 101, 104). — Son rapport sur une pétition (A., t. 38, p. 498). — Prend part à la discussion du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 82). — Demande, en qualité de Rapporteur, la mise à l'ordre du jour du projet de loi tendant à modifier la loi du 24 juillet 1873 sur les emplois réservés aux anciens sous-officiers (A., t. 44, p. 210).

CASANOVA (M.), *Chef du 1er bataillon de la Garde mobile Corse.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, an., p. 472 à 474).

CASIMIR-PÉRIER (M.), *Député élu par les départements de l'Aube, des Bouches-du-Rhône et de l'Isère.*

La validation de son élection par le département de l'Isère est ajournée (A., t. 1, p. 17). — Son élection est validée : pour ce département A., t. 1, p. 35); pour le département de l'Aube (A., t. 1, p. 49). — Déclare opter pour ce dernier département (A., t. 1, p. 97). — Son élection est validée pour le département des Bouches-du-Rhône (A., t. 1, p. 303, 308). = Président : du 9e Bureau (F., n° 23; J. O. de 1871, p. 251); du 7e Bureau (F., n° 215; J. O. de 1872, p. 889); du 10e Bureau (F., n° 264; J. O. de 1872, p. 2757); du 8e Bureau (F., n° 289; J. O. de 1872, p. 3519); du 10e Bureau (F., n° 541; J. O. de 1873, p. 7729); du 4e Bureau (F., n° 650; J. O. de 1874, p. 4089); du 15e Bureau (F., n° 744; J. O. de 1875, p. 1275; du 9e Bureau (F., n° 769; J. O. de 1875, p. 3405); du 5e Bureau (F., n° 824; J. O. de 1875, p. 5510). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 6, 60, 164, 217, 231, 245, 301, 399, 824; J. O. de 1871, p. 894, 3513; J. O. de 1872, p. 950, 1398, 1784, 3872; J. O. de 1873, p. 460; J. O. de 1875, p. 5510); de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11; M. B., p. 209); de la Commis-

sion du Budget rectifié de 1871 (F., n° 58; J. O. de 1871, p. 867); et de la Commission ayant pour objet de confier le Pouvoir exécutif pour dix ans à M. le maréchal de Mac-Mahon (F., n° 519; J. O. de 1873, p. 6801). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : la levée de l'état de siège dans le département de l'Aube (I., n° 2418; A., t. 31, an., p. 513; J. O. de 1874, p. 3794); l'organisation et la transmission des Pouvoirs publics (I., n° 2476; A., t. 32, p. 190, an., p. 244; J. O. de 1874, p. 4189). = Ses rapports : sur le projet de loi relatif à un emprunt de deux milliards cinq cents millions (I., n° 332; A., t. 3, p. 490; J. O. de 1871, p. 1499); sur le Budget rectifié de l'Exercice 1871 (I., n° 575; A., t. 5, an., p. 100; J. O. de 1871, p. 3745, 3759, 3781, 3792, 3808); sur le projet de loi ayant pour objet d'établir, à partir du 1er janvier 1872, un décime en sus sur toutes les contributions directes ou indirectes (I., n° 644; A., t. 5, p. 552, an., p. 230; J. O. de 1871, p. 4197); sur le projet de répartition, pour l'Exercice 1872, du fonds de quatre millions destiné à venir en aide aux départements qui, en raison de leur situation financière, doivent recevoir une allocation sur les fonds généraux du Budget (I., n° 667; A., t. 5, p. 660, an., p. 289; J. O. de 1871, p. 4244). = Parle sur : l'élection de M. Lignier, par le département de l'Aube (A., t. 1, p. 248); la demande d'impression des rapports de la Commission d'Enquête sur l'état des Finances (A., t. 1, p. 301, 302). — Demande la suspension de la séance, le 3 avril 1871 (A., t. 2, p. 219). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur les Conseils municipaux (A., t. 2, p. 350); du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 538, 593, 594, 607, 610). — Lettre par laquelle il s'excuse de son absence pour la suite de cette discussion (A., t. 2, p. 626). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi relatif à l'emprunt de deux milliards (A., t. 3, p. 478). — Prend part à la discussion : de ce projet de loi (A., t. 3, p. 542, 547); du projet de loi relatif aux augmentations d'impôts et aux impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 621, 624, 625, 629, 657; t. 5, p. 91, 94). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi relatif à l'établissement d'un décime sur l'ensemble des contributions de 1872 (A., t. 5, p. 552). — Est entendu, comme Rapporteur général, dans la discussion du Budget rectifié de l'Exercice 1871 (Dotations : *Indemnité des Représentants à l'Assemblée nationale*, A., t. 5, p. 547. *Crédits annulés*, p. 554. Agriculture et Commerce : *Budget des haras*, p. 580. Impôts autorisés : *Taxation des sucres : extraits des mélasses*, p. 619. *Taxation des huiles de schiste*, p. 619. *Nouveaux impôts*, p. 620. *Retenues sur les traitements des employés et des fonctionnaires publics*, p. 621. *Taxe sur les cercles*, p. 625. *Perception des nouvelles taxes*, p. 626. *Résultat général du Budget*, p. 628. *Droit de transmission sur les valeurs mobilières*, p. 648. *Recouvrement des dépenses des Gardes nationales mobilisées*, p. 656. *Incident relatif au produit des biens séquestrés par les décrets du 22 janvier 1852*, p. 657). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi relatif à la répartition du fonds de secours aux départements, pour l'Exercice 1872 (A., t. 5, p. 660). = Est nommé *Ministre de l'Intérieur* [Décret du 11 octobre 1871] (B. des L., n° 580; J. O., p. 3935). — Parle, en cette qualité : sur la demande d'urgence de la proposition de M. le comte Duchâtel relative à la translation de l'Assemblée à Paris (A., t. 6, p. 31); sur la prise en considération de la proposition de MM. Millaud et autres, relative à la levée de l'état de siège dans le département du Rhône (A., t. 6, p. 35); dans la discussion des interpellations de M. Ambroise Joubert sur la non-convocation des électeurs de la Corse (A., t. 6, p. 94, 95). — Demande l'urgence sur le projet de loi relatif à la publication du *Journal officiel* (A., t. 6, p. 149). — Est entendu dans la discussion des interpellations de M. Jean Brunet sur la non-présence à l'Assemblée des princes d'Orléans, dont l'élection remonte à plus de dix mois et a été validée depuis six mois (A., t. 6, p. 152). — Demande l'urgence sur le projet de loi relatif à une Convention additionnelle au Traité de paix du 10 mars 1871, conclue à Francfort, le 11 décembre suivant (A., t. 6, p. 208). — Rend compte à l'Assemblée de la dissolution du Conseil général d'Alger (A., t. 6, p. 208). — Demande l'urgence sur le projet de loi

relatif aux élections partielles (A., t. 6, p. 209). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à un impôt sur les matières premières (A., t. 7, p. 96,105) ; du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 256) ; sur une demande d'interpellations de M. Giraud, à l'occasion de l'évasion d'un détenu au pénitencier de Tours (A., t. 7, p. 260) ; sur l'ajournement des propositions de MM. Johnston et Raoul Duval, relatives à la dénonciation des Traités de commerce (A., t. 7, p. 285) ; sur la prise en considération de la proposition de MM. Duchâtel et Humbert, relative à la translation de l'Assemblée à Paris (A., t. 7, p. 372). = Est entendu, comme Député, dans la discussion : des interpellations de M. de Guiraud sur la démission de M. Pouyer-Quertier, en qualité de Ministre des Finances (A., t. 8, p. 260 à 262) ; du projet de loi relatif à l'impôt sur les revenus mobiliers ou valeurs mobilières (A., t. 12, p. 517 à 520) ; du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 12, p. 718, 721 à 723) ; sur l'incident soulevé par le vote de Députés absents, dans le scrutin sur l'amendement de M. Dufaure à la proposition de M. Audren de Kerdrel relative à la nomination d'une Commission chargée de présenter un projet de réponse au Message du Président de la République (A., t. 14, p. 318). = Est nommé de nouveau *Ministre de l'Intérieur* [Décret du 18 mai 1873] (B. des L., n° 1980 ; J. O., p. 3201). — Est entendu, en cette qualité, dans la discussion des interpellations de MM. le duc de Broglie et autres, relatives aux dernières modifications du Ministère et à la politique intérieure du Gouvernement (A., t. 18, p. 55). = Prend part, comme Député, à la discussion du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de l'Est de nouvelles lignes de chemins de fer (A., t. 18, p. 125, 126, 133). — Obtient des congés (A., t. 18, p. 295 ; t. 29, p. 171). — Est entendu dans la discussion des interpellations de MM. Léon Say et autres, relatives à la non-convocation des collèges électoraux dans les départements où il y a des sièges vacants (A., t. 27, p. 210). — Ses observations sur le procès-verbal, à fin de rectification du vote qui lui a été attribué dans le scrutin sur les interpellations de M. Lamy, relatives à la levée de l'état de siège (A., t. 28, p. 111, 112). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt sur la verrerie*, A., t. 30, p. 104 à 110, 122). — Dépose une proposition sur l'organisation et la transmission des Pouvoirs publics, et en développe l'urgence (A., t. 32, p. 190, 199). — Développe une motion tendant à inviter la Commission des Lois Constitutionnelles à présenter le rapport sur sa proposition (A., t. 33, p. 25, 26). — Est entendu : sur la demande d'urgence de la proposition de M. Raoul Duval relative à la dissolution de l'Assemblée nationale et aux élections générales pour la nomination d'une nouvelle Assemblée (A., t. 33, p. 27) ; sur la demande d'ajournement de sa proposition relative à l'organisation des Pouvoirs publics (A., t. 33, p. 234) ; dans la discussion de sa proposition (A., t. 33, p. 299 à 304). — S'excuse de son absence (A., t. 35, p. 332). — Ses observations à propos de la clôture du scrutin sur l'amendement de M. Wallon aux projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 377). — Est nommé *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 217).

CASSE (M. GERMAIN), *Député élu par la colonie de la Guadeloupe.*

Son élection est validée (A., t. 28, p. 220). = Membre d'une Commission (F., n° 531 ; J. O. de 1873, p. 7256).

CASTELLANE (M. le marquis DE), *Député élu par le département du Cantal.*

Secrétaire provisoire (A., t. 1, p. 2 et 3). = Son élection est validée (A., t. 1, p. 12). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; de diverses Commissions (F., n°s 125, 141, 178, 379, 393, 446, 463, 486, 588, 650, 697 ; J. O. de 1871, p. 2333, 2819, 5137 ; J. O. de 1872, p. 7817 ; J. O. de 1873, p. 280, 1769, 3220, 4107 ; J. O. de 1874,

p. 1226, 1089, 7981) ; et de la Commission du Budget de 1874 (F., n° 171 ; J. O. de 1873, p. 3488). = Sa proposition de loi électorale pour la formation de la Chambre des Députés (I., n° 1007 ; A., t. 8, p. 128 ; J. O. de 1872, p. 5381). — Sa proposition relative à l'ordre des travaux de l'Assemblée nationale (I., n° 2512 ; A., t. 32, an., p. 362 ; J. O. de 1874, p. 1682). = Ses rapports : sur le Budget des dépenses de l'Exercice 1874 (Ministère de la Guerre) (I., n° 2061 ; A., t. 28, an., p. 76 ; J. O. de 1873, p. 7923) ; sur le projet de loi relatif à une indemnité à accorder à M. Souberbielle, ancien entrepreneur général des transports de l'armée française au Mexique (I., n° 2156 ; A., t. 28, an., p. 328 ; J. O. de 1874, p. 673). = Est élu *Secrétaire de l'Assemblée* (A., t. 1, p. 60, 61). — Adresse une question au Ministre de l'Intérieur sur les nominations à faire dans les Préfectures (A., t. 1, p. 155). — Prend part à la discussion du projet de Résolution relatif à la translation du siège de l'Assemblée (A., t. 1, p. 291). — Dépose une pétition relative aux événements de Paris (A., t. 2, p. 208). — Parle dans la discussion du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 373). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 3, p. 39). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. Toupet des Vignes relative à une Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 3, p. 391, 392) ; du projet de loi sur le cautionnement des journaux et écrits périodiques (A., t. 3, p. 703, 765) ; des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Baudot, relatives aux Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 19). — Parle à propos du rejet de l'urgence sur la proposition de M. de Belcastel relative à la forme du Gouvernement (A., t. 4, p. 644). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 4, p. 656). — Ses observations au sujet de son vote sur l'amendement de M. le général Ducrot à la proposition de MM. Vandier et autres, concernant la dissolution des Gardes nationales (A., t. 5, p. 132). — Prend part à la discussion de la proposition de M. Target sur la prorogation de l'Assemblée nationale (A., t. 5, p. 592). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 6, p. 7). — Demande la mise à l'ordre du jour du projet de loi sur le recrutement de l'armée (A., t. 11, p. 3). — Est entendu : dans la discussion de ce projet de loi (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 64, 112, 260 à 267, 271) ; sur la prise en considération de sa proposition de loi électorale pour la formation de la Chambre des Députés (A., t. 15, p. 339, 342) ; dans la discussion du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 209 à 214). — Adresse une question au Ministre de l'Intérieur au sujet de la suppression du journal l'*Assemblée nationale* et de l'interdiction de la vente sur la voie publique de l'*Espérance nationale* et de *Paris-Journal* (A., t. 16, p. 487, 488, 491). — Déclare convertir sa question en une demande d'interpellations (A., t. 16, p. 491). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'organisation générale de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 189, 194, 217, 227) ; des interpellations de MM. Le Royer, Jules Favre et autres, relatives à la politique intérieure (A., t. 19, p. 310) ; de la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation des pouvoirs de M. le maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 132 à 136). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Guerre : *Amélioration de la situation des gendarmes*, A., t. 28, p. 381. *Exécution de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée*, p. 386, 398. *Retranchement d'un crédit affecté au traitement d'un Maréchal de France*, p. 407, 420. *Remonte générale de l'armée*, p. 409, 414). — Parle dans la discussion : du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Incident sur l'ordre de la discussion*, A., t. 29, p. 615. *Émission d'obligations de chemins de fer*, t. 30, p. 408) ; des interpellations de M. Lepère et de M. Challemel-Lacour sur la circulaire du Ministre de l'Intérieur, en date du 22 janvier 1874, relative à l'exécution de la loi sur les Maires (A., t. 30, p. 462) ; du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession définitive de plusieurs chemins de fer concédés à titre éventuel, et à l'adjudication de plusieurs chemins de fer classés et non concédés (A., t. 30, p. 549, 550) ; du projet

de loi électorale (*Première délibération*, A., t. 31, p. 268 à 279. *Incident personnel*, t. 32, p. 2, 3. *Troisième délibération*, t. 42, p. 365 à 369). — Parle sur la question de la lecture en séance du rapport sommaire déposé par M. Daguenet sur la proposition de MM. le duc de la Rochefoucauld-Bisaccia et autres, ayant pour objet la déclaration de la monarchie comme Gouvernement de la France (A., t. 32, p. 641, 642). — Obtient un congé (A., t. 33, p. 95). — Demande : le dépôt du rapport sur sa proposition relative à l'ordre des travaux de l'Assemblée (A., t. 33, p. 157); l'ajournement de la discussion sur les projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (A., t. 33, p. 334). — Est entendu : sur la motion de M. Batbie tendant à la mise à l'ordre du jour des projets de lois concernant l'organisation des Pouvoirs publics et le Sénat, avec priorité en faveur de celui relatif au Sénat (A., t. 35, p. 431); dans la discussion : du projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 75 à 78); des projets de lois ayant pour objet l'organisation des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 348); sur la demande d'urgence de la proposition de M. Brisson tendant à faire élire, le premier dimanche d'avril 1875, une nouvelle Assemblée (A., t. 36, p. 497); dans la discussion : des propositions de MM. Waddington, Vautrain, Clapier et Wallon, relatives à l'organisation du Sénat (A., t. 36, p. 565 à 570); du projet de loi relatif aux élections des Sénateurs (*Deuxième délibération*, A., t. 41, p. 67). — Ses observations dans la discussion sur la demande d'urgence de la proposition de M. Naquet, portant amnistie pleine et entière en faveur des auteurs de tous les crimes et délits politiques commis depuis le 4 septembre 1870 (A., t. 44, p. 30). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A., t. 44, p. 195 à 198).

CASTELNAU (M.), *Député élu par le département de l'Hérault.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 224). = Secrétaire du 1er Bureau (F., n° 824; J. O. de 1875, p. 5510). = Membre de Commissions (F., n°s 123, 161; J. O. de 1871, p. 2248, 3435). = Est entendu : sur une pétition du club républicain de Nîmes, relative à l'amnistie des insurgés du 18 mars (A., t. 6, p. 48); dans la discussion : des propositions de MM. de Tréveneuc (Côtes-du-Nord) et autres, relatives au rôle éventuel des Conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles (A., t. 7, p. 413, 414, 461); du Budget du Ministère de l'Agriculture et du Commerce pour l'Exercice 1872 (*École d'agriculture de Montpellier*, A., t. 8, p. 474); du projet de loi et des propositions concernant les Commissions administratives des hospices et hôpitaux civils, établissements et bureaux de bienfaisance (*Troisième délibération*, A., t. 17, p. 434, *rectification*, p. 441).

CASTILLON (M.), *ex-Juge suppléant et Substitut intérimaire à Autun.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 770 à 784).

CAUSSADE (M. F. DE).

Sa réclamation, au nom de la famille du général de Caussade, adressée au Président de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 474, 475).

CAZEAUX (M.), *Député élu par le département des Hautes-Pyrénées.*

Son élection est validée (A., t. 38, p. 109). = Secrétaire du 3e Bureau (F., n° 824; J. O. de 1875, p. 5510). = Est entendu dans la discussion sur l'élection de M. de Bourgoing par le département de la Nièvre (A., t. 40, p. 20 à 25).

CAZENOVE DE PRADINE (M. DE), *Député élu par le département de Lot-et-Garonne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 17). = Secrétaire : du 15e Bureau (F., n° 289; J. O. de 1872, p. 3519); du même Bureau

renouvelé (F., n° 379 ; J. O. de 1872, p. 7817); du 11e Bureau (F., n° 419 ; J. O. de 1873, p. 1080) ; du 10e Bureau (F., n° 588 ; J. O. de 1874, p. 1226) ; du même Bureau renouvelé (F., n° 769 ; J. O. de 1875, p. 3405). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 51, 68, 74, 146, 174, 189, 269, 397, 488 ; J. O. de 1871, p. 750, 1013, 1116, 2985, 5009 ; J. O. de 1872, p. 113, 2909 ; J. O. de 1873, p. 404, 4177) ; et de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275 ; J. O. de 1872, p. 3082). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet de demander des prières publiques dans toute la France (I., n° 227 ; A., t. 3, p. 1 ; J. O. de 1871, p. 1101). = Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. Lestourgie et autres, ayant pour objet la nomination d'une Commission de quinze membres chargée d'examiner les moyens d'organisation de l'assistance publique dans les campagnes (I., n° 640 ; A., t. 5, an., p. 228 ; J. O. de 1871, p. 4164) ; sur la proposition de M. Jean Brunet, tendant à ce que la France se voue au Christ (I., n° 875 ; A., t. 7, an., p. 147 ; J. O. de 1872, p. 1248). = Est entendu, comme Rapporteur, sur la prise en considération de cette dernière proposition (A., t. 8, p. 248). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée* (A., t. 14, p. 9). — Réélu en cette qualité (A., t. 16, p. 22 ; t. 18, p. 8). — Parle dans la discussion du projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique la construction d'une église à Montmartre (A., t. 19, p. 407, 417, 418). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 27, p. 27 ; t. 29, p. 513). — Prend part à la discussion des interpellations de MM. Lepère et Challemel-Lacour, sur la circulaire du Ministre de l'Intérieur en date du 22 janvier 1874, relative à l'exécution de la loi sur les Maires (A., t. 30, p. 456). — Obtient un congé (A., t. 30, p. 596). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 31, p. 5 ; t. 35, p. 7 ; t. 37, p. 2 ; t. 38, p. 296 ; t. 42, p. 8).

CAZOT (M.), *Député élu par le département du Gard.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 63). = Président du 3e Bureau (F., n° 650 ; J. O. de 1874, p. 4089). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 125, 218, 251, 463, 541, 588, 622, 842, 851 ; J. O. de 1871, p. 2333 ; J. O. de 1872, p. 975, 1978 ; J. O. de 1873, p. 3220, 7729 ; J. O. de 1874, p. 1226, 2398 ; J. O. de 1875, p. 9073, 9463) ; et de la 2e Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 38, p. 206). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés ayant pour objet : d'abroger l'art. 6 de la loi sur la presse, du 27 juillet 1849 (I., n° 1837 ; A., t. 18, an., p. 222 ; J. O. de 1873, p. 4451) ; de régler certains rapports entre les Compagnies de chemins de fer et leurs mécaniciens ou chauffeurs (I., n° 2682 ; A., t. 34, an., p. 331 ; J. O. de 1874, p. 6242). = Ses observations au sujet de son vote sur l'amendement de M. le général Ducrot à la proposition de MM. Vandier et autres, concernant la dissolution des Gardes nationales (A., t. 5, p. 132). — Est entendu dans la discussion de la proposition de M. le général Ducrot relative à la poursuite des journaux l'*Indépendant des Pyrénées-Orientales* et la *Constitution* (A., t. 8, p. 268). — Demande la mise à l'ordre du jour de la pétition de M. le général de Carrey de Bellemare contre la décision à son égard de la Commission de revision des grades (A., t. 16, p. 506). — Parle dans la discussion : de cette pétition (A., t. 17, p. 25 à 30) ; de la demande en autorisation de poursuites formée contre M. Ranc pour participation à l'insurrection de la Commune (A., t. 18, p. 435). — Est nommé *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 316).

CÉZANNE (M.), *Député élu par le département des Hautes-Alpes.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 7). = Président du 5e Bureau (F., n° 650 ; J. O. de 1874, p. 4089). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 117, 130, 161, 218, 245, 379, 509, 521, 762, 769 ; J. O. de 1871, p. 2086, 2466, 3435 ; J. O. de 1872, p. 975, 1784, 7819 ; J. O. de 1873, p. 4945, 6982 ; J. O. de 1875, p. 2037, 3405) ; de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 177 ; J. O. de 1871, p. 6113) ; de la Commission de permanence de 1873 (A., t. 17, p. 275) ; et des deux Commissions chargées d'examiner les Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 94 ; t. 38, p. 199). — Ses propo-

sitions relatives : aux attributions des Pouvoirs publics (I., n° 1527; A., t. 15, an., p. 113; J. O. de 1873, p. 307); à l'organisation militaire dans la région des montagnes qui bordent la frontière (I., n° 1828; A., t. 18, an., p. 177; J. O. de 1873, p. 4757, 4788, 4852). = Ses rapports : sur la proposition de MM. de Ravinel et autres, relative à l'installation des différents Ministères à Versailles (I., n° 527; A., t. 5, an., p. 29; J. O. de 1871, p. 3029); sur le projet de loi relatif à la concession à la Compagnie du Nord des chemins de fer : 1° de Monsoult à Amiens; 2° de Cambrai à la frontière de Belgique vers Dour (I., n° 1143; A., t. 11, an., p. 148; J. O. de 1872, p. 3519); sur diverses pétitions relatives à la concession d'une ligne directe de Calais à Marseille (I., n° 1588; A., t. 15, an., p. 216; J. O. de 1873, p. 1233, 1265, 1295); sur la proposition de MM. Baragnon, Lepère et 121 membres de l'Assemblée nationale, tendant à ce qu'un crédit de 48 millions soit mis à la disposition du Gouvernement pour être appliqué à la percée du Simplon (I., n° 2405; A., t. 31, an., p. 457; J. O. de 1874, p. 4150); sur le projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession des deux sections de chemins de fer, d'Amiens à Dijon, comprises : la première, entre Amiens et le chemin de fer de Paris à Belfort; la deuxième, entre Châtillon-sur-Seine et Dijon (I., n° 2613; A., t. 34, an., p. 3; J. O. de 1874, p. 5859); sur le projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée (I., n° 2905; A., t. 37, an., p. 208; J. O. de 1875, p. 2162, 2182, 2196, 2229). — Son rapport supplémentaire sur ce dernier projet de loi (I., n° 3022; A., t. 38, an., p. 115; J. O. de 1875, p. 3737). = Demande, comme Rapporteur, la mise à l'ordre du jour de la proposition de M. de Ravinel, sur l'installation des différents ministères à Versailles (A., t. 5, p. 222, 223, 224). — Est entendu dans la discussion : de cette proposition (A., t. 5, p. 431 à 441); des interpellations de M. Le Royer, sur les transports par voies ferrées (A., t. 6, p. 112); des propositions de MM. de Tréveneuc (Côtes-du-Nord) et autres, relatives au rôle éventuel des Conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles (A., t. 7, p. 436, 439); un incident soulevé par M. le général Changarnier, lors de la discussion de la proposition de M. le général Ducrot relative à la poursuite des journaux l'*Indépendant des Pyrénées-Orientales* et la *Constitution* (A., t. 8, p. 283); dans la discussion : du Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1872 (*Question du transfert au Ministère de l'Agriculture et du Commerce de l'Administration des Forêts*, A., t. 8, p. 401); du projet de loi concernant : 1° l'élévation du droit de timbre des récépissés des expéditions faites par chemins de fer en petite vitesse; 2° la perception du droit de timbre des récépissés d'expéditions faites par tous autres modes de transport; 3° la perception du droit de timbre des connaissements (A., t. 8, p. 686). — Parle : en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi ayant pour objet la concession à la Compagnie du Nord des chemins de fer : 1° de Monsoult à Amiens; 2° de Cambrai à la frontière Belge, vers Dour (A., t. 12, p. 346, 348, 349, 350, 352, 358, 359); dans la discussion : du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 345, 345); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Troisième délibération*, A., t. 13, p. 413, 415); du Budget de l'Exercice 1873 (Frais de régie : *Question du transfert de l'Administration des Forêts au Ministère de l'Agriculture et du Commerce* (A., t. 14, p. 627); du projet de loi de la Commission des Services administratifs tendant à cette réunion (A., t. 16, p. 129 à 139); de la proposition de MM. Tolain, Brelay et autres, tendant à l'ouverture d'un crédit de 100,000 fr. destiné à couvrir les frais de voyage et de séjour d'ouvriers français à l'Exposition universelle de Vienne en 1873 (A., t. 17, p. 55). — Adresse une question au Ministre des Affaires étrangères, ayant pour objet la communication à l'Assemblée des pièces relatives aux négociations diplomatiques concernant le canal de Suez (A., t. 17, p. 203). — Obtient des congés (A., t. 18, p. 295; t. 39, p. 547). = Demande l'urgence de sa proposition relative à l'organisation militaire dans la région des montagnes qui bordent la frontière (A., t. 18, p. 484). — Prend part à la discussion

du projet de loi relatif à l'organisation générale de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 199, 248). — Demande l'ajournement de la deuxième délibération sur la proposition de MM. Fresneau et Carron relative à l'organisation du service religieux dans l'armée de terre (A., t. 19, p. 478). — Est entendu, en qualité de rapporteur, dans la discussion de diverses pétitions relatives à la concession d'une ligne directe de Calais à Marseille (A., t. 27, p. 71, 74). — Parle dans la discussion du projet de loi tendant à la déclaration d'utilité publique et à la concession d'un Canal d'irrigation dérivé de la rivière de la Bourne, dans le département de la Drôme (A., t. 29, p. 300, 304). — Sa motion tendant à recourir à l'emploi de bulletins sous enveloppes, dans le nouveau scrutin de ballottage pour la nomination du troisième Questeur (A., t. 30, p. 37). — Est entendu : sur le projet de loi relatif aux récompenses à accorder à l'occasion de l'Exposition de Vienne (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 355); sur le projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 97, 100); sur un incident relatif à la situation faite à la Commission des Lois électorales par la nomination de la Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 156); dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Dispositions diverses : *Institution au Ministère des Finances d'un Conseil consultatif des Forêts*, A.; t. 28, p. 595); sur la question de M. F. Rive à M. le Ministre des Travaux publics au sujet des promesses de concession de nouvelles lignes de chemins de fer faites par l'Administration (A., t. 29, p. 365). — S'excuse de son absence (A., t. 31, p. 268; t. 32, p. 111). — Prend part à la discussion du Budget de l'Exercice 1875 (Instruction publique : *Création d'un Observatoire d'astronomie physique près Paris*, A., t. 33, p. 291, 292, 293. Guerre : *Question de la défense de la frontière des Alpes*, t. 34, p. 3 à 6. *Nouveau matériel d'artillerie*, p. 21. Frais de régie : *Création de fruitières ou associations fromagères dans les pays de montagnes*, p. 214). — Demande, en qualité de rapporteur, l'ajournement de la discussion sur le projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession des deux sections de chemins de fer d'Amiens à Dijon (A., t. 35, p. 132). — Est entendu, en la même qualité, dans la discussion du projet de Résolution sur les propositions de MM. Baragnon et Lepère relatives à la percée du Simplon (A., t. 35, p. 210, 211). — Parle dans la discussion des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Troisième délibération*, A., t. 36, p. 651). — Est entendu, en qualité de rapporteur : sur la question de M. Paul Cottin relative à l'urgence de la discussion du projet de loi relatif aux nouvelles lignes de chemins de fer concédées à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée (A., t. 37, p. 328); dans la première délibération de ce projet de loi (A., t. 38, p. 157 à 165, 170 à 180, 185, 225, 227, 234, 255). — Sa motion tendant à la mise à l'ordre du jour des projets de lois concernant les concessions de chemins de fer à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée et à la Compagnie de Picardie et Flandres (A., t. 39, p. 53). — Prend part, en qualité de rapporteur, à la nouvelle discussion du projet de loi relatif à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée, déclaré d'urgence (A., t. 39, p. 99, 104, 107, 111 à 115, 118, 120, 130, 134, 189, 197, 224, 225, 227, 232, 250, 271, 276 à 291, 316, 324, 328 à 331, 344, 345, 348, 352, 363 à 366, 373, 374, 378, 382).

CHABAUD LA TOUR (M. ARTHUR DE), *Député élu par le département du Cher.*

Son élection est validée (A., t. 3, p. 916). = Secrétaire : du 13e Bureau (F., n° 123; J. O. de 1871, p. 2248); du 6e Bureau (F., n° 189; J. O. de 1872, p. 113); du 15e Bureau (F., n° 215; J. O. de 1872, p. 889); du même Bureau renouvelé (F., n° 261; J. O. de 1872, p. 2757); du 3e Bureau (F., n° 289; J. O. p. 3519); du 6e Bureau (F., n° 317; J. O. de 1872, p. 4353); du 5e Bureau (F., n° 353; J. O. de 1872, p. 7007); du 10e Bureau (F., n° 379; J. O. de 1872, p. 7817); du 8e Bureau (F., n° 419; J. O. de 1873, p. 1080); du 9e Bureau (F., n° 440; J. O. de 1873, p. 1769); du 13e Bureau (F., n° 463; J. O. de 1873, p. 3220); du 6e Bureau (F., n° 509; J. O. de 1873, p. 4945); du 2e Bureau (F., n° 562; J. O. de 1874, p. 351); du 14e Bureau (F.,

n° 588 ; J. O. de 1874, p. 1226) ; du 10e Bureau (F., n° 756 ; J. O. de 1875, p. 1817) ; du 4e Bureau (F., n° 769 ; J. O. de 1875, p. 3405) ; du 14e Bureau (F., n° 796 ; J. O. de 1875, p. 4340) ; du 3e Bureau (F., n° 865 ; J. O. de 1875, p. 10118). = Membre de Commissions (F., nos 60, 129, 393, 627 ; J. O. de 1871, p. 894, 2443 ; J. O. de 1873, p. 280 ; J. O. de 1874, p. 3307). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet d'étendre aux avertissements et avis officieux des Percepteurs l'exception édictée dans l'art. 9, § 3 de la loi du 24 août 1871 sur les taxes postales (I., n° 777 ; A., t. 6, an., p. 292 ; J. O. de 1872, p. 416). = Obtient des congés (A., t. 4, p. 500 ; t. 11, p. 413 ; t. 13, p. 498 ; t. 14, p. 649 ; t. 18, p. 81 et 405 ; t. 19, p. 476).

CHABAUD LA TOUR (M. le général baron DE), *Député élu par le département du Gard.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 14).= Président : du 13e Bureau (I., n° 74 ; J. O. de 1871, p. 1116) ; du 8e Bureau (F., n° 146 ; J. O. de 1871, p. 2985) ; du 13e Bureau (F., n° 189 ; J. O. de 1872, p. 113) ; du 1er Bureau (F., n° 264 ; J. O. de 1872, p. 2757) ; du 15e Bureau (F., n° 289 ; J. O. de 1872, p. 3519) ; du 10e Bureau (F., n° 588 ; J. O. de 1874, p. 1226) ; du 5e Bureau (F., n° 607 ; J. O. de 1874, p. 1881) ; du 6e Bureau (F., n° 769 ; J. O. de 1875, p. 3405) ; du 4e Bureau (F., n° 796 ; J. O. de 1875, p. 4340). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 11, 51, 57, 84, 123, 155, 189, 269, 293, 658, 776 ; M. B. de 1871, p. 209 ; J. O. de 1871, p. 750, 854, 1230, 2248, 3334 ; J. O. de 1872, p. 113, 2909, 3643 ; J. O. de 1874, p. 4360 ; J. O. de 1875, p. 3636) ; de la Commission du Budget rectifié de 1871 (F., n° 58 ; J. O. de 1871, p. 867) ; et de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73 ; J. O. de 1871, p. 1111). = Ses rapports : sur le projet de loi relatif aux nouveaux forts à construire autour de Paris (I., n° 2321 ; A., t. 30, an., p. 242 ; J. O. de 1874, p. 2476) ; sur le projet de loi relatif à l'amélioration des défenses des frontières de l'Est (I., n° 2530, avec *annexe ;* A., t. 33, an., p. 10 ; J. O. de 1874, p. 5380). = Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif au Traité de paix définitif avec l'Allemagne (A., t. 3, p. 82) ; de la proposition de MM. Vandier et autres, relative à la dissolution des Gardes nationales (A., t. 5, p. 127) ; sur l'élection de MM. Dupont et Deregnaucourt, par le département du Nord (A., t. 8, p. 34) ; de la proposition de M. René Brice tendant à modifier le deuxième paragraphe de l'article 55 de la loi sur le recrutement de l'armée, relatif aux dispenses de versement pour les engagés volontaires d'un an (A., t. 15, p. 509) ; du projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 318, 395, 397).— Demande la mise à l'ordre du jour de la proposition de MM. Fresneau et Carron relative à l'organisation du service religieux dans l'armée de terre (A., t. 19, p. 263). — Est élu *Vice-Président de l'Assemblée* (A., t. 27, p. 26). — S'excuse de son absence (A., t. 28, p. 421). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 29, p. 513). — Dépose le rapport de la Commission de l'armée sur le projet de loi relatif aux nouveaux forts à construire autour de Paris et en demande la plus prochaine discussion (A., t. 30, p. 536, 538). — Est entendu dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 30, p. 680 à 687. *Erratum à l'article* 1er *de la loi*, t. 31, p. 203) ; de la proposition de M. Ganivet relative à la prorogation des séances de l'Assemblée, du 28 mars au 4 mai 1874 (A., t. 30, p. 581). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 31, p. 4).—Parle : dans la discussion de la proposition de MM. Denormandie et autres, relative aux indemnités à accorder à raison des destructions opérées par le Génie pour les besoins de la défense (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 435) ; en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif à l'amélioration des défenses des frontières de l'Est (A., t. 33, p. 202). = Est nommé *Ministre de l'Intérieur* [Décret du 20 juillet 1874] (B. des L., n° 3267 ; J. O., p. 5076). — Est entendu, en cette qualité, sur la demande d'ajournement de la discussion des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (A., t. 33, p. 342) ; sur la prise en considération des

propositions de M. Léon de Maleville et de M. Raoul Duval relatives à la dissolution de l'Assemblée nationale et aux élections générales pour la nomination d'une nouvelle Assemblée (A., t. 34, p. 55); dans la discussion : du projet de loi tendant à ajourner l'époque de la prochaine session des Conseils généraux (A., t. 34, p. 67, 88, 89, 90); du Budget de l'Exercice 1875 (Frais de régie : *Question de la réunion des postes et des télégraphes*, A., t. 34, p. 218. Voies et moyens : *Réduction du taux du versement exigé pour les engagements conditionnels d'un an*, p. 277).— Dépose un projet de loi tendant à autoriser la ville de Paris à contracter un emprunt de 220 millions, et en demande le renvoi à une Commission spéciale (A., t. 35, p. 154). — Parle dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 35, p. 381).— Demande l'ajournement de la discussion du projet de loi tendant à maintenir la mise en état de siège de la commune d'Alger, prononcée par le Gouverneur général civil de l'Algérie (A., t. 35, p. 180).— Parle : dans la première délibération sur ce projet de loi (A., t. 35, p. 196); dans la nouvelle délibération sur ce projet de loi, déclaré d'urgence (A., t. 35, p. 394, 405, 406, 407). — Demande l'ajournement de la deuxième délibération sur le projet de loi relatif au régime des prisons départementales (A., t. 35, p. 186). — Ses observations au sujet de la présentation prochaine par le Gouvernement d'un projet de loi sur la presse (A., t. 35, p. 188). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. Th. Roussel relative à la protection des enfants du premier âge, et en particulier des nourrissons (*Deuxième délibération*, A., t. 35, p. 203, 204); des propositions de M. de Lavergne et de M. Crémieux relatives au régime de l'Algérie (*Deuxième délibération*, A., t. 35, p. 238. *Troisième délibération*, p. 420); du projet de loi tendant à autoriser un emprunt de 16 millions par la ville de Marseille (A., t. 35, p. 365, 374); de la motion de M. Batbie tendant à la mise à l'ordre du jour des projets de lois sur l'organisation des Pouvoirs publics et sur le Sénat, avec priorité en faveur de celui relatif au Sénat (A., t. 35, p. 435). — Prend part à la discussion : des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Première délibération*, A., t. 36, p. 247. *Deuxième délibération*, p. 386); des interpellations de MM. Maurice Rouvier et autres, sur les motifs de la suspension du Conseil municipal de Marseille (A., t. 36, p. 290, 293, 298). — Ses observations sur la fixation du jour des interpellations de M. Tardieu au sujet du décret portant nomination du maire d'Aix (A., t. 36, p. 299). — Est entendu : sur la demande d'urgence de la proposition de M. Brisson tendant à faire élire, le 1er dimanche d'avril 1875, une nouvelle Assemblée (A., t. 36, p. 502); sur la fixation du jour des interpellations de M. Silva relatives à la suspension et à la révocation du maire de la commune de Saint-Julien, dans la Haute-Savoie (A., t. 36, p. 531); dans la discussion du projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Troisième délibération*, A., t. 37, p. 152, 196). = Est entendu, comme Député : à l'occasion de l'annonce du décès de M. Warnier, Député d'Alger (A., t. 37, p. 236); dans la discussion de l'élection de M. l'amiral de Kerjégu par le département des Côtes-du-Nord (A., t. 39, p. 170 à 172).

CHABROL (M. DE), *Député élu par le département du Puy-de-Dôme.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 21).= Secrétaire : du 12e Bureau (F., n° 353; J. O. de 1872, p. 7007); du 3e Bureau (F., n° 419; J. O. de 1873, p. 1080); du 8e Bureau (F., n° 517; J. O. de 1873, p. 6751); du 9e Bureau (F., n° 650; J. O de 1874, p. 4089); du 11e Bureau (F., n° 865; J. O. de 1875, p. 10118). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11; M. B., p. 209); de diverses Commissions (F., nos 32, 74, 143, 264, 393, 440, 524, 562, 671; J. O. de 1871, p. 372, 1116, 2901, 2757; J. O. de 1873, p. 280, 1769, 6982; J. O. de 1874, p. 351, 4933); de la Commission de décentralisation (F., n° 50; J. O., p. 734); et de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275; J. O. de 1872, p. 3082). = Son rapport sur : 1° la proposition de M. Fresneau relative à la formation des Conseils municipaux et à la nomination des Maires

(Électorat municipal); 2° la proposition de M. Lucien Brun ayant pour objet d'appliquer l'art. 42 de la loi de 1837 aux Conseils municipaux des communes dont le revenu dépasse cent mille francs; 3° la proposition de M. Raudot relative à la décentralisation (Communes); 4° la proposition de MM. Journault, Charles Rolland et Jozon sur les attributions des Conseils municipaux; 5° la proposition de M. le marquis d'Andelarre relative à la nomination et aux attributions des Maires et adjoints (Organisation municipale) (I., n° 1913; A., t. 19, an., p. 143; J. O. de 1873, p. 5570, 5586, 5604, 5637, 5667, 5683). — Son rapport supplémentaire sur le projet de loi d'organisation municipale (I., n° 2268; A., t. 30, an., p. 71; J. O. de 1874, p. 2539, 2726, 2766, 2780, 2796).= S'excuse de son absence (A., t. 1, p. 9; t. 32, p. 317). — Obtient des congés (A., t. 5, p. 2, 278; t. 30, p. 439, 520; t. 39, p. 122, 156). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (*Incident personnel*, A., t. 29, p. 84); sur la motion de M. Raudot tendant à la mise à l'ordre du jour des projets de lois relatifs à l'électorat municipal et à l'organisation municipale (A., t. 31, p. 216); sur la demande de mise à l'ordre du jour de la proposition de M. Tirard relative à la fabrication des objets d'or et d'argent destinés à l'exportation (A., t. 32, p. 37). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion des propositions concernant l'électorat municipal (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 45, 49, 50, 52, 54, 56, 60, 68, 74, 82, 89, 92, 116, 120, 124, 137, 140, 142, 144, 145, 146, 149. *Troisième délibération*, A., t. 32, p. 505, 512, 517 à 521, 523, 526, 527, 535, 536, 555, 556, 561, 564, 565, 568, 571, 584, 586, 587, 588, 593, 594, 608, 613, 616, 622, 627, 633, 634). — Demande la rectification de deux erreurs matérielles dans le texte publié par le *Journal officiel*, de la loi du 7 juillet 1874 sur l'électorat municipal (A., t. 33, p. 94). — Prend part, en qualité de Rapporteur, à la discussion des propositions concernant l'organisation municipale (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 245, 252, 260, 271, 277). — Parle dans la discussion du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 65, 68).

CHABRON (M. le général DE), *Député élu par le département de la Haute-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 51, 53). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11; M. B., p. 209); de diverses Commissions (F., n°s 99, 129, 488, 511, 617, 624; J. O. de 1871, p. 1545, 2443; J. O. de 1873, p. 4177, 5018; J. O. de 1874, p. 2210; J. O. de 1875, p. 5510); et de la Commission de revision des grades (I., n° 136; J. O. de 1871, p. 2641). = S'excuse de son absence (A., t. 2, p. 18; t. 15, p. 291). — Est entendu dans la discussion du projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 60). — Est nommé *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 306). — Parle dans la discussion du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (HAUTE-LOIRE, *arrondissement du Puy*, A., t. 44, p. 66, 67).

CHADOIS (M. le colonel DE), *Député élu par le département de la Dordogne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 32). = Président du 10e Bureau (F., n° 289; J. O. de 1872, p. 3519). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11; M. B., p. 209); de diverses Commissions (F., n°s 56, 68, 84, 379, 463, 674, 707, 865; J. O. de 1871, p. 845, 1013, 1230; J. O. de 1872, p. 7817; J. O. de 1873, p. 3220; J. O. de 1874, p. 4933, 8333; J. O. de 1875, p. 10118); de la Commission de revision des grades (I., n° 136; J. O. de 1871, p. 2641); et de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73; J. O., p. 1111). = Obtient un congé (A., t. 3, p. 512). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 315 à 317, 328, 372); du projet de loi relatif à l'organisation générale de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 245, 247); du projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et

de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 56 à 60, 127) ; du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession d'un chemin de fer de Marmande à Angoulême (A., t. 43, p. 45). — Est nommé *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 237).

CHAIX (M. CYPRIEN), *Député élu par le département des Hautes-Alpes.*

Son admission est réservée (A., t. 1, p. 30). — La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 157). — Parle dans la discussion de son élection (A., t. 1, p. 246). — Elle est invalidée (A., t. 1, p. 247).

CHALLEMEL-LACOUR (M.), *Député élu par le département des Bouches-du-Rhône.*

Son élection est validée (A., t. 7, p. 50). = Membre de Commissions (F., nos 440, 769 ; J. O. de 1873, p. 1769 ; J. O. de 1875, p. 3405). = Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. le général Ducrot relative à la poursuite des journaux l'*Indépendant des Pyrénées-Orientales* et la *Constitution* (A., t. 8, p. 273) ; du rapport de la Commission des Marchés sur les marchés passés par la Commission d'étude des moyens de défense (A., t. 12, p. 454, 455). — Parle : sur la question de mise à l'ordre du jour des rapports de la Commission des marchés sur les marchés passés à Lyon et sur les dépenses de l'armée des Vosges (A., t. 15, p. 262) ; dans la discussion de ces rapports (A., t. 15, p. 416 à 433, 488 à 492). — Ses explications sur un fait cité à sa charge par M. de Carayon La Tour dans cette discussion (A., t. 16, p. 93 à 98). — Prend part à la discussion des interpellations de M. Le Royer sur l'arrêté du Préfet du Rhône du 18 juin 1873, relatif à la police des cimetières (A., t. 18, p. 539). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 81 à 102). — Parle : sur la demande d'ajournement des interpellations de MM. Léon Say et autres, au sujet de la non convocation des collèges électoraux dans les départements où il y a des sièges vacants (A., t. 27, p. 75 à 77) ; dans la discussion : des interpellations faites par lui et M. Lepère sur la circulaire du Ministre de l'Intérieur en date du 22 janvier 1874, relative à l'exécution de la loi sur les Maires (A., t. 30, p. 441 à 453) ; de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Première délibération*, A., t. 35, p. 43 à 49, 61) ; du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A., t. 44, p. 254 à 261, 264).

CHAMAILLARD (M. DE), *Député élu par le département du Finistère.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 31). = Secrétaire du 7e Bureau (F., n° 463 ; J. O. de 1873, p. 3220). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 23, 49, 74, 75, 93, 215, 289, 353, 419, 486, 584, 607, 617, 627, 796, 842 ; J. O. de 1871, p. 251, 712, 1116, 1124, 1408 ; J. O. de 1872, p. 889, 3519, 7007 ; J. O. de 1873, p. 1080, 4107 ; J. O. de 1874, p. 1115, 1881, 2210, 3307 ; J. O. de 1875, p. 4340, 9073) ; et de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (F., n° 95 ; J. O. de 1871, p. 1476). = Son rapport spécial, au nom de cette Commission, sur les mouvements insurrectionnels à Bordeaux et à Bourges (I., n° 740 ; A., t. 9, p. 135 à 138). = Son rapport sur l'élection de M. de Tocqueville par le département de la Manche (A., t. 4, p. 136). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 30, p. 766 ; t. 35, p. 412, 413 ; t. 42, p. 301, 304 ; t. 44, p. 396). — Obtient un congé (A., t. 38, p. 124).

CHAMBRUN (M. le comte DE), *Député élu par le département de la Lozère.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 37). = Président du 1er Bureau (F., n° 4 ; M. B., p. 13). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; et de diverses Commissions (F., nos 21, 379, 440 ; M. B. de 1871, p. 224 ; J. O. de 1872, p. 7817 ; J. O. de 1873, p. 1769). = Sa proposition relative aux Pouvoirs publics (I., n° 1952 ; A.,

t. 19, an., p. 274 ; J. O. de 1873, p. 6827). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 475 ; t. 11, p. 145 ; t. 12, p. 157 ; t. 18, p. 369 ; t. 19, p. 127 ; t. 32, p. 271 ; t. 38, p. 473). — Parle dans la discussion des propositions : 1° de MM. Rivet et autres, sur l'organisation du Pouvoir exécutif ; 2° de MM. Adnet et autres, sur la confirmation des pouvoirs de M. Thiers ; 3° de M. de Belcastel sur la forme définitive du Gouvernement (A., t. 5, p. 234).

CHAMPAGNY (M. le vicomte HENRI DE), *Député élu par le département des Côtes-du-Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 31). = Membre de Commissions (F., nos 23, 75, 99, 123, 241, 419, 440, 476 ; J. O. de 1871, p. 251, 1121, 1545, 2248, 1649 ; J. O. de 1873, p. 1080, 1769, 3750). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, concernant le Compte-rendu des séances de l'Assemblée nationale (I., n° 878 ; A., t. 7, p. 403, an., p. 151 ; J. O. de 1872, p. 1271). = Son rapport sur le projet de loi tendant à rattacher au canton de Raon-l'Étape, arrondissement de Saint-Dié, département des Vosges, la commune de Raon-sur-Plaine, du canton de Schirmeck, restée française (I., n° 1724 ; A., t. 17, an., p. 84 ; J. O. de 1873, p. 2884).

CHAMPVALLIER (M. DE), *Député élu par le département de la Charente.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 12). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 32, 58, 68, 80, 107, 171, 201, 215, 317, 393, 403, 419, 440, 448, 486, 517, 529, 562, 607, 644, 697, 861 ; J. O. de 1871, p. 372, 865, 1013, 1183, 1819, 4929 ; J. O. de 1872, p. 456, 889, 4353 ; J. O. de 1873, p. 280, 580, 1180, 1769, 2032, 4107, 6751, 7211 ; J. O. de 1874, p. 351, 1881, 3888, 7981 ; J. O. de 1875, p. 9961) ; et de la Commission d'Enquête sur les causes de l'insurrection du 18 mars (F., n° 95 ; J. O., p. 1476). = Sa proposition tendant à abroger le décret du Gouvernement de la Défense nationale, en date du 24 octobre 1870, concernant l'organisation du barreau en Algérie (I., n° 497 ; A., t. 4, an., p. 271 ; J. O. de 1871, p. 3369). — Sa proposition, présentée de concert avec un grand nombre de Députés, ayant pour objet de confier le Pouvoir exécutif pour dix ans au Maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta (I., n° 1985 ; A., t. 27, an., p. 14 ; J. O. de 1873, p. 6827). = Son rapport, au nom de la Commission d'Enquête sur l'état des chemins de fer, routes et canaux, sur les routes, chemins et ponts (I., n° 254 ; A., t. 3, p. 128 ; J. O. de 1871, p. 1288). — Son rapport, au nom de la Commission chargée de signaler à l'Assemblée et au Gouvernement ceux des décrets législatifs du Gouvernement de la Défense nationale, ayant un caractère définitif, qu'il serait urgent de rapporter ou de modifier, sur le Décret du 24 octobre 1870 concernant les avocats défenseurs de l'Algérie (I., n° 493 ; A., t. 4, an., p. 268 ; J. O. de 1871, p. 3185). — Son rapport sommaire sur la proposition de M. Paul Cottin relative à la construction et à l'achèvement des chemins forestiers communaux (I., n° 1427 ; A., t. 14, an., p. 15 ; J. O. de 1872, p. 7443). — Ses rapports : sur le projet de loi ayant pour objet la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la commune de Plougastel-Daoulas (Finistère) (I., n° 2027 ; A., t. 27, an., p. 190 ; J. O. de 1873, p. 7285) ; sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Nice (Alpes-Maritimes) à emprunter 800,000 francs (I., n° 2028 ; A., t. 27, an., p. 190 ; J. O. de 1873, p. 7267) ; sur le projet de loi relatif à l'établissement de surtaxes à l'octroi de Daoulas (Finistère) (I., n° 2116 ; A., t. 28, an., p. 268 ; J. O. de 1874, p. 211). = Son rapport sur les élections de l'Aisne (A., t. 1, p. 29). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur les poursuites en matière de délits de presse (A., t. 2, p. 521) ; du projet de loi relatif au nouveau régime des douanes et des contributions indirectes (A., t. 3, p. 868) ; des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives aux Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 124, 128). — Dépose une proposition tendant à abroger le décret du 24 octobre 1870 sur le barreau en Algérie, et en demande l'urgence (A., t. 4, p. 635, 636). — Obtient des congés (A., t. 5,

p. 278 ; t. 17, p. 267). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 172, 219, 277) ; du Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'Exercice 1872 (*Question de la suppression du Sous-Secrétaire d'État*, A., t. 8, p. 599). — Est entendu : sur la demande d'ajournement du projet de loi ayant pour objet la mise en adjudication du chemin de fer de Tours à Montluçon (A., t. 13, p. 571); dans la discussion : du projet de loi tendant à modifier la formation du jury en matière criminelle (A., t. 14, p. 152) ; du Budget de l'Exercice 1873 (*Ordre de la discussion*, A., t. 14, p. 343. Intérieur : *Traitement du Sous-Secrétaire d'État*, A., t. 14, p. 494); sur un incident relatif à un fait cité par M. de Carayon La Tour à la charge de M. Challemel-Lacour dans la discussion relative aux marchés de Lyon (A., t. 16, p. 92, 93); dans la discussion du projet de loi relatif à l'organisation du jury dans les colonies (*Première délibération*, A., t. 18, p. 573, 574 ; *Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 77, 120, 124) ; sur un incident relatif à l'un des scrutins pour la nomination de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 57); dans la discussion du Budget de l'Exercice 1875 (Instruction publique : *Service de l'Instruction primaire*, A., t. 33, p. 295. Marine et Colonies : *Question des Colonies*, p. 383, 384, 385). — Son rapport sur une pétition (A., t. 36, p. 231). — Prend part à la discussion du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 91, 161 à 166, 183).

CHANGARNIER (M. le général), *Député élu par les départements de la Gironde, du Nord, de Saône-et-Loire et de la Somme.*

Son élection est validée : pour le département de Saône-et-Loire (A., t. 1, p. 21, 22) ; pour le département de la Somme (p. 23) ; pour le département de la Gironde (t. 32) ; pour le département du Nord (p. 38). — Déclare opter pour le département de la Somme (A., t. 1, p. 87). = Président : du 1er Bureau (I., n° 74 ; J. O. de 1871, p. 1114) ; du 13e Bureau (F., n° 99 ; J. O. de 1871, p. 1515) ; du 5e Bureau (F., n° 146 ; J. O. de 1871, p. 2985) ; du 3e Bureau (F., n° 264 ; J. O. de 1872, p. 2757) ; du 11e Bureau (F., n° 289 ; J. O. de 1872, p. 3519) ; du 13e Bureau (F., n° 317 ; J. O. de 1872, p. 4353) ; du 1er Bureau (F., n° 379 ; J. O. de 1872, p. 7817) ; du 10e Bureau (F., n° 393 ; J. O. de 1873, p. 280) ; du 11e Bureau (F., n° 419 ; J. O. de 1873, p. 1080) ; du 4e Bureau (F., n° 440 ; J. O. de 1873, p. 1769) ; du 6e Bureau (F., n° 588 ; J. O. de 1874, p. 1226) ; du 9e Bureau (F., n° 607; J. O. de 1874, p. 1881) ; du 1er Bureau (F., n° 697 ; J. O. de 1874, p. 7981) ; du même Bureau renouvelé (F., n° 796 ; J. O. de 1875, p. 4340) ; du 3e Bureau (F., n° 842 ; J. O. de 1875, p. 9073). = Membre : de la Commission de revision des grades (I., n° 136 ; J. O. de 1871, p. 2641 ; de diverses Commissions (F., nos 440, 448 ; J. O. de 1873, p. 1944, 2032) ; et des Commissions de permanence : de 1872 (A., t. 13, p. 567) ; et de 1876 (A., t. 44, p. 364). = Sa proposition, présentée de concert avec un grand nombre de Députés, ayant pour objet de confier le Pouvoir exécutif pour dix ans au maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta (I., n° 1985 ; A., t. 27, an., p. 14 ; J. O. de 1873, p. 6827). = Prend part à la discussion du projet de loi sur les Préliminaires de paix (A., t. 1, p. 113). — Demande, à l'occasion de la pétition de M. le colonel de Villenoisy, à présenter des explications à l'Assemblée, sur la capitulation de Metz (A., t. 3, p. 150). — Développe ses explications à ce sujet (A., t. 3, p. 158). — Sa demande de rectification au sujet de son vote sur l'abrogation des lois d'exil (A., t. 3, p. 320). — Décline sa nomination comme membre de la Commission des grâces (A., t. 3, p. 552). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. le général Ducrot relative à la poursuite des journaux l'*Indépendant des Pyrénées-Orientales* et la *Constitution* (A., t. 8, p. 270) ; du projet de loi sur le recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 28, 42, 228). — Dépose une demande d'interpellations au sujet des voyages de M. Gambetta en Savoie et en Dauphiné, pendant les vacances parlementaires (A., t. 14, p. 7). — Développe ses interpellations à ce sujet (A., t. 14, p. 82). — Est entendu dans la discussion : de ces interpellations (A., t. 14, p. 92) ; de la pétition de M. le général Carrey

de Bellemare contre la décision à son égard de la Commission de revision des grades (A., t. 17, p. 30). — Dépose une proposition, signée de lui et de trente Députés, tendant à faire procéder immédiatement par l'Assemblée, au scrutin, à la nomination du successeur de M. Thiers comme Président de la République (A., t. 18, p. 63, 64). — Dépose une proposition, signée de lui et de 238 autres Députés, tendant à confier le Pouvoir exécutif, pour dix ans, au maréchal de Mac-Mahon, et à nommer en séance publique une Commission de trente membres pour l'examen des Lois Constitutionnelles (A., t. 27, p. 3). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif aux nouveaux forts à construire autour de Paris (A., t. 30, p. 668) ; sur la demande d'urgence de la proposition de M. Casimir Périer ayant pour objet de fixer à la Commission des Lois Constitutionnelles la base de ses travaux sur l'organisation et la transmission des Pouvoirs publics (A., t. 32, p. 192). — Demande le dépôt du rapport de la Commission de l'armée sur la proposition relative à la solde des sous-officiers (A., t. 32, p. 277). — Parle : dans la discussion des interpellations de M. Lucien Brun sur les motifs de la suspension du journal l'*Union* (A., t. 33, p. 15) ; sur la demande d'ajournement de la discussion des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (A., t. 33, p. 338) ; dans la discussion de la proposition de M. Malartre relative à la prorogation de l'Assemblée nationale (*Incident personnel*, A., t. 34, p. 104). — Sa motion tendant au retrait de l'ordre du jour du projet de loi de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (A., t. 36, p. 2). — Prend part à la discussion du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 337). — Est nommé *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 217).

CHANZY (M. le général), *Député élu par le département des Ardennes.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 48). = Communications relatives à son arrestation par le Comité central de Paris, aux démarches faites pour son élargissement et sa délivrance, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. INSURRECTION DU 18 MARS 1871, nos 5, 7 et 18. = Président : du 12e Bureau (F., n° 241 ; J. O. de 1872, p. 1649) ; du 2e Bureau (F., n° 289 ; J. O. de 1872, p. 3519). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73 ; J. O., p. 1111) ; et de diverses Commissions F., nos 84, 265 ; J. O. de 1871, p. 1230 ; J. O. de 1872, p. 2781). = Son rapport sur la proposition de MM. Vandier et autres, relative à la dissolution des Gardes nationales (I., n° 519 ; A., t. 5, p. 3 et 4, an., p. 16 ; J. O. de 1871, p. 3300). = Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif au Traité de paix définitif avec l'Allemagne (A., t. 3, p. 65) ; de la proposition de M. Louis Blanc, reprise par M. Toupet des Vignes, relative à une Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale siégeant à Paris (A., t. 3, p. 386 à 389). — Donne lecture de son rapport sur la proposition de MM. Vandier et autres, relative à la dissolution des Gardes nationales, et en demande l'urgence (A., t. 5, p. 3 à 8). — Prend part à la discussion : de cette proposition (A., t. 5, p. 126, 134, 135) ; du projet de loi relatif à la composition des Conseils de guerre (A., t. 11, p. 401) ; du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 4, 111, 195). — S'excuse de son absence (A., t. 14, p. 1). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 364 à 372). — Sa réclamation, adressée au Ministre de la Guerre, contre la déposition de M. Du Bouzet devant la même Commission (A., t. 25, p. 426). — Est nommé *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 217).

CHAPER (M.), *Député élu par le département de l'Isère.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 17). — Son élection est validée (A., t. 1, p. 35). — Secrétaire du 10e Bureau (F., n° 241 ; J. O., p. 1649). = Membre : de

diverses Commissions (F., nos 37, 48, 68, 84, 218, 251, 269, 284, 401, 476, 509, 511, 762, 776, 850 ; J. O. de 1871, p. 471, 696, 1013, 1230 ; J. O. de 1872, p. 975, 1978, 2909, 3360 ; J. O. de 1873, p. 524, 3750, 4945, 5018 ; J. O. de 1875, p. 2037, 3636, 9395) ; de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73 ; J. O., p. 1111) ; et de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (F., n° 95 ; J. O., p. 1476). = Ses rapports, au nom de cette dernière Commission : sur les délibérations de ce Gouvernement (I., n° 1453 ; A., t. 20, p. 119 à 195 ; J. O. de 1873, p. 3187, 3848, 3900) ; sur l'examen, au point de vue militaire, des actes de ce Gouvernement dans Paris (I., n° 1446 ; A., t. 21, p. 215 à 488 ; J. O. de 1874, p. 80, 102, 132, 165). — Ses rapports : sur le projet de loi relatif au classement de la redoute des Hautes-Bruyères comme dépendance de la place de Paris (I., n° 3449 ; A., t. 42, an., p. 283 ; J. O. de 1875, p. 9797) ; sur le projet de loi relatif au classement de la nouvelle enceinte des faubourgs de Belfort (I., n° 3592 ; A., t. 43, an., p. 573 ; J. O. de 1876, p. 870) ; sur le projet de loi relatif au déclassement de divers fortins, postes et batteries situés sur le littoral du 1er Arrondissement maritime (I., n° 3670 ; A., t. 44, an., p. 104 ; J. O. de 1876, p. 510). = Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'annulation du décret du 13 octobre 1870 sur l'avancement dans l'armée (A., t. 4, p. 533) ; du projet de loi d'impôt sur le revenu (A., t. 6, p. 347) ; du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 95, 337, 462) ; du projet de loi relatif à la nomination du Conseil général d'Alger et à la composition des Conseils généraux de l'Algérie (A., t. 14, p. 188) ; de la demande en autorisation de poursuites contre M. Carré-Kérisouët, pour complicité de duel (A., t. 15, p. 15) ; du projet de loi de crédit de 95 millions imputable sur le Compte de liquidation et applicable à divers services de la Guerre (A., t. 17, p. 301) ; des projets de lois concernant : 1° l'établissement et la conservation de la propriété en Algérie, ainsi que la transmission contractuelle des immeubles et droits immobiliers ; 2° la procédure sur les mêmes matières (*Deuxième délibération*, A., t. 18, p. 672) ; des propositions de MM. Destremx et autres et de M. Huon de Penanster, relatives à l'abrogation du décret du 28 octobre 1870 sur la Légion d'Honneur et à la modification des récompenses nationales (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 69) ; du projet de loi relatif à l'organisation générale de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 211, 257) ; des projets de lois relatifs à la poudre dynamite (*Deuxième délibération*, A., t. 27, p. 90, 95, 96 ; t. 36, p. 445 à 449. *Troisième délibération*, t. 37, p. 56, 75, 93). — Obtient un congé (A., t. 29, p. 55). — Sa motion tendant à recourir à l'emploi de bulletins sous enveloppes dans le nouveau scrutin de ballottage pour la nomination du troisième Questeur (A., t. 30, p. 36, 38). — Dépose une demande tendant à ce que le rapport de la Commission de l'armée sur le projet de loi relatif aux nouveaux forts à construire autour de Paris, ne soit ni imprimé ni distribué (A., t. 30, p. 536, 537). — Parle à propos de la discussion du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes, et de la proposition de M. Wolowski, relative à l'équilibre du Budget de 1875 (*Incident sur le procès-verbal, au sujet de la demande de scrutin secret sur l'amendement relatif à l'impôt du sel*, A., t. 33, p. 135). — S'excuse de son absence (A., t. 34, p. 2). — Est entendu dans la discussion : du projet de la Commission de l'armée, relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 49 à 54, 115, 121, 137, 157, 203. *Troisième délibération*, t. 37, p. 128, 158, 161 à 163, 198, 199, 220, 221, 223) ; de l'élection de M. l'amiral de Kerjégu par le département des Côtes-du-Nord (A., t. 39, p. 141) ; du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 310) ; sur la demande de mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à l'Administration de l'armée (A., t. 42, p. 323, 466). — Sa motion tendant à faciliter l'opération de la nomination des Sénateurs (A., t. 43, p. 176, 177). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à des modifications de détail à apporter à la loi du 13 mars

1875 sur les cadres et les effectifs de l'armée (A., t. 43, p. 302).

CHAPER (M. le colonel), *Chef du 59e bataillon de la Garde nationale de Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 5 à 38).

CHARDON (M.), *Député élu par le département de la Haute-Savoie.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 32). = Secrétaire : du 9e Bureau (F., n° 4 ; M. B., p. 13) ; du 15e Bureau (F., n° 51 ; J. O. de 1871, p. 750) ; du même Bureau renouvelé (F., n° 744 ; J. O. de 1875, p. 1275) ; du 6e Bureau (F., n° 756 ; J. O. de 1875, p. 1817). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 11, 14, 23, 48, 51, 167, 562, 607, 674, 717, 762 ; M. B. de 1871, p. 58, 209 ; J. O. de 1871, p. 251, 696, 750, 4802 ; J. O. de 1874, p. 351, 1881, 4933 ; J. O. de 1875, p. 160, 2037) ; et de la Commission des Services administratifs (F., n° 78 ; J. O. de 1871, p. 1148). = Sa proposition relative à l'organisation municipale (I., n° 2363 ; A., t. 30, an., p. 338 ; J. O. de 1874, p. 3579). = Ses rapports : sur le projet de loi relatif à l'établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de Douarnenez (Finistère) (I., n° 2148 ; A., t. 28, an., p. 310 ; J. O. de 1874, p. 244) ; sur le projet de loi tendant à modifier la circonscription territoriale des cantons de Chamoux, de la Rochette et d'Aiguebelle (Savoie) (I., n° 2267 ; A., t. 30, an., p. 70 ; J. O. de 1874, p. 2539). = Ses rapports sur des pétitions (A., t. 2, p. 790 à 796 ; t. 38, p. 201, 498). — Prend part à la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 407) ; du projet de loi concernant la nomination des Maires et les attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 101) ; du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la cession définitive de plusieurs chemins de fer concédés à titre éventuel et à l'adjudication de plusieurs chemins de fer classés et non concédés (A., t. 30, p. 555, 556). — Parle, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi tendant à modifier la circonscription territoriale des cantons de Chamoux, de la Rochette et d'Aiguebelle (Savoie) (A., t. 35, p. 333).

CHARENTON-RENARD (Les époux).

Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre eux et l'État, dans le département du Loiret, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 27.

CHARETON (M. le général), *Député élu par le département de la Drôme.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 14). = Président : du 8e Bureau (F., n° 189 ; J. O. de 1872, p. 113) ; du 5e Bureau (F., n° 241 ; J. O. de 1872, p. 1649) ; du 14e Bureau (F., n° 264 ; J. O. de 1872, p. 2757). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 22, 56, 74, 84, 99, 139, 278, 505 ; M. B. de 1871, p. 231 ; J. O. de 1871, p. 845, 1146, 1230, 1545, 2754 ; J. O. de 1872, p. 3174 ; J. O. de 1873, p. 4819) ; de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73 ; J. O. de 1871, p. 1111) ; et de la Commission du Budget de 1876 (F., n° 776 ; J. O. de 1875, p. 3636). = Ses propositions relatives : 1° au recrutement des armées actives de soutien et de réserve ; 2° à l'avancement dans l'armée ; 3° à l'état des officiers (I., n° 401 ; A., t. 4, p. 153, an., p. 37 ; J. O. de 1871, p. 2694, 2707, 2731, 2756) ; aux améliorations à apporter à la situation des sous-officiers de l'armée active (I., n° 2384 ; A., t. 31, an., p. 60 ; J. O. de 1874, p. 3611). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à modifier la loi du 10 juillet 1874 relative à l'amélioration de la situation des sous-officiers de l'armée de terre (I., n° 2886 ; A., t. 36, an., p. 149 ; J. O. de 1875, p. 1550). = Ses rapports : sur le projet de loi classant dans la première série des places de guerre la nouvelle enceinte (Nord) de la place de Dunkerque (I., n° 1565 ; A., t. 15, p. 171 ; J. O. de 1873, p. 845) ; sur la proposition de

M. René Brice ayant pour objet de modifier le 2e paragraphe de l'art. 55 de la loi sur le recrutement de l'armée (I., n° 1567 ; A., t. 15, an., p. 173; J. O. de 1873, p. 818) ; sur le projet de loi relatif à l'organisation générale de l'armée (I., n° 1800 ; A., t. 18, an., p. 81 ; J. O. de 1873, p. 4531, 4551, 4584) ; sur sa proposition relative aux améliorations à apporter à la situation des sous-officiers de l'armée active (I., n° 2199 ; A., t. 32, an., p. 275 ; J. O. de 1874, p. 5135, 5217) ; sur le projet de loi relatif à l'organisation des Commandements supérieurs de Paris et de Lyon (I., n° 2519 ; A., t. 32, an., p. 369 ; J. O. de 1874, p. 5312) ; sur le projet de loi relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (I., n° 2677 ; A., t. 34, an., p. 155 ; J. O. de 1874, p. 7517, 7551, 7580, 7614, 7645). — Son rapport supplémentaire sur ce dernier projet de loi (I., n° 2917 ; A., t. 37, an., p. 7 ; J. O. de 1875, p. 1848, 1963). = Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif au Traité de paix définitif avec l'Allemagne (A., t. 3, p. 74) ; de la pétition de M. le colonel de Villenoisy demandant une Enquête sur la capitulation de Metz (A., t. 3, p. 150, 163) ; du projet de loi relatif au commerce et à la fabrication des armes de guerre (A., t. 3, p. 499, 501, 506). — Son rapport sur l'élection de M. le colonel Denfert par le département de l'Isère (A., t. 4, p. 6). — Prend part à la discussion : de la proposition de M. le baron Eschassériaux relative au contingent de la classe de 1871 (A., t. 4, p. 588) ; de la proposition de MM. Vandier et autres, relative à la dissolution des Gardes nationales (A., t. 5, p. 126, 135) ; de la proposition de MM. Destremx et autres, relative au contingent de la classe de 1870 (A., t. 5, p. 364, 374) ; du projet de loi réglant au point de vue de l'indemnité la situation des fonctionnaires nommés Députés (A., t. 7, p. 560, 562 ; du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 86, 120 à 123, 124, 222, 223 à 228, 247). — Obtient des congés (A., t. 13, p. 330 ; t. 41, p. 74). — Parle, en qualité de Rapporteur, dans la discussion : de la proposition de M. René Brice tendant à modifier le 2e paragraphe de l'article 55 de la loi sur le recrutement de l'armée (A., t. 15, p. 505, 508, 509) ; du projet de loi tendant à classer dans la première série des places de guerre la nouvelle enceinte (Nord) de la place de Dunkerque (A., t. 15, p. 512). — Est entendu : dans la discussion des interpellations de M. René Brice sur la circulaire du Ministre de la Guerre du 9 janvier 1873, relative aux bourses à accorder aux volontaires d'un an (A., t. 15, p. 619) ; en qualité de Rapporteur, dans la discussion : du projet de loi relatif à l'organisation générale de l'armée (*Première délibération*, A., t. 19, p. 103. *Deuxième délibération*, p. 183, 187, 193, 202, 204, 205, 208, 209, 210, 213, 214, 218, 219, 224, 232, 233, 239, 240, 245, 249, 251, 258, 260, 262. *Troisième délibération*, p. 388). — Parle dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Guerre : *Exécution de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée*, A., t. 28, p. 394) ; du projet de loi relatif au Compte de liquidation (A., t. 30, p. 480, 514) ; du projet de loi relatif aux nouveaux forts à construire autour de Paris (A., t. 30, p. 654, 662 à 668, 685, 689, 691, 695) ; de la demande d'urgence de la proposition de M. Hervé de Saisy tendant à faire déclarer par l'Assemblée nationale qu'elle ne se prorogera pas avant d'avoir voté la loi de réorganisation des cadres de l'armée (A., t. 33, p. 29). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion : de sa proposition relative aux améliorations à apporter à la position des sous-officiers (A., t. 33, p. 30, 35, 38, 39, 40, 41, 42, 45, 46) ; du projet de la Commission de l'armée relatif à l'organisation des Commandements supérieurs de Paris et de Lyon (*Première délibération*, A., t. 33, p. 109. *Deuxième délibération*, t. 35, p. 200). — Parle dans la discussion : du projet de loi relatif à l'amélioration des défenses des frontières de l'Est (A., t. 33, p. 191) ; de la proposition de M. Malartre relative à la prorogation de l'Assemblée nationale (A., t. 34, p. 114). — Demande le renvoi, de la Commission de l'armée à la Commission du Code de justice militaire, du projet de loi ayant pour objet de coordonner avec ce Code les lois des 27 juillet 1872 et 24 juillet 1873 (A., t. 35, p. 201). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de la Commission de l'armée relatif à la

constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Première délibération*, A., t. 35, p. 12. *Deuxième délibération*, t. 36, p. 2, 32 à 35, 55, 63, 74, 78, 83, 85, 96, 97, 99, 101, 104, 108 à 112, 118, 123, 125, 126, 129, 137, 148, 152, 158, 180, 182, 192, 197, 199, 201, 206. *Troisième délibération*, t. 37, p. 104 à 106, 114, 124, 126, 141, 147, 149, 151, 161 à 163, 171, 177, 185, 187, 194 à 197, 199, 200, 204, 207, 216 à 219, 222, 224, 225, 233). — Demande la rectification d'erreurs matérielles signalées par l'administration de la Guerre dans le texte de quatre articles de cette loi (A., t. 38, p. 231). — Parle dans la discussion : du projet de loi relatif à la poudre dynamite (*Troisième délibération*, A., t. 37, p. 93) ; du projet de loi relatif à des modifications de détail à apporter à la loi du 13 mars 1875 sur les cadres et les effectifs de l'armée (A., t. 43, p. 300, 302, 303). — Est nommé *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 316).

CHARETTE (M. le baron DE), *Député élu par le département des Bouches-du-Rhône.*

Lettre par laquelle il déclare donner sa démission (A., t. 1, p. 165). = Son élection est validée (A., t. 1, p. 308).

CHARREYRON (M. CHARLES), *Député élu par le département de la Haute-Vienne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 25). = Membre d'une Commission (F., n° 73; J. O. de 1871, p. 1111). = Demande un congé (A., t. 6, p. 1). — Son décès est annoncé à l'Assemblée (A., t. 6, p. 3).

CHARREYRON (M. GÉDÉON), *Député élu par le département de la Haute-Vienne.*

Son élection est validée (A., t. 7, p. 69). = Membre de Commissions (F., nos 231, 305, 379, 401, 480, 535, 541, 573, 584, 636, 674, 697, 717, 722, 756, 762, 842, 865 ; J. O. de 1872, p. 1398, 3998, 7817; J. O. de 1873, p. 524, 3899, 7398, 7729 ; J. O. de 1874, p. 736, 1115, 3636, 4933, 7981 ; J. O. de 1875, p. 160, 365, 1817, 2037, 9073, 10118). = Son rapport sur la demande de M. le Gouverneur de Paris, en autorisation de poursuites contre M. Melvil-Bloncourt, membre de l'Assemblée nationale (I., n° 2235; A., t. 30, an., p. 7; J. O. de 1874, p. 1625). — Son rapport sommaire sur la proposition de MM. Ernest Picard et autres, relative aux Commissions de l'Assemblée nationale (I., n° 2880 ; A., t. 36, an., p. 137; J. O. de 1875, p. 1062). = Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à modifier la formation du jury en matière criminelle (A., t. 14, p. 159) ; du projet de loi relatif aux allumettes chimiques (A., t. 16, p. 497, 502) ; de la proposition de MM. Voisin et autres, ayant pour objet d'ajouter à l'article 405 du Code pénal un paragraphe concernant les escroqueries commises dans les cafés et restaurants (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 26) ; du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 130). — Ses observations sur le procès-verbal, à propos du discours prononcé par M. Édouard Lockroy dans la discussion du projet de loi relatif aux créations ou augmentations d'impôts pour le Budget de 1874 (A., t. 29, p. 425). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion de la demande en autorisation de poursuites contre M. Melvil-Bloncourt, inculpé de participation à l'insurrection de la Commune (A., t. 30, p. 113). — Parle : au sujet du vote de la Chambre qui attribue la priorité à la loi électorale municipale sur la loi électorale politique (A., t. 31, p. 23, 24) ; à propos de la demande d'urgence de la proposition de M. Henri Brisson tendant à déférer à l'Assemblée nationale un article de M. de Saint-Genest dans le *Figaro* (*Incident relatif au discours de M. Gambetta à Grenoble*, A., t. 33, p. 89, 93) ; dans la discussion du projet de loi et des propositions concernant la création et les attributions d'un Sénat (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 484). — Sa motion au sujet du 10e scrutin pour la nomination des Sénateurs (A., t. 44, p. 19).

CHARRIÈRES (M. le colonel), *Directeur du Service de la transportation à la Nouvelle-Calédonie.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (A., t. 45, p. 400 à 404).

CHARTON (M. Édouard), *Député élu par le département de l'Yonne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 42). = Président : du 9e Bureau (M. B. de 1871, p. 209) ; du même Bureau renouvelé (F., n° 189 ; J. O. de 1872, p. 113) ; du 2e Bureau (F., n° 744 ; J. O. de 1875, p. 1275). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 6, 26, 32, 241, 379, 476, 486, 488, 524, 541, 549, 573, 765 ; M. B. de 1871, p. 201 ; J. O. de 1871, p. 372 ; J. O. de 1872, p. 1649, 7817 ; J. O. de 1873, p. 3750, 4107, 4177, 6982, 7729, 7921 ; J. O. de 1874, p. 736 ; J. O. de 1875, p. 2129) ; de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; de la Commission des Services administratifs (F., n° 78 ; J. O. de 1871, p. 1148) ; et de la Commission de permanence de 1876 (A., t. 44, p. 363). = Sa proposition ayant pour objet une institution de Conférences publiques (I., n° 528 ; A., t. 5, an., p. 35 ; J. O. de 1871, p. 3032). = Son rapport, au nom de la Commission des Services administratifs, sur la Direction des Beaux-Arts au Ministère de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts (I., n° 3539 ; A., t. 43, an., p. 391 ; J. O. de 1876, p. 731). = Demande le renvoi du projet de loi tendant à établir des peines contre les affiliés à l'Association internationale, à la Commission chargée d'examiner la proposition de M. Peltereau-Villeneuve tendant à abroger les articles 291 et 292 du Code pénal (A., t. 4, p. 507, 508). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi portant augmentation des impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 334, 349, 352) ; sur la prise en considération de sa proposition relative à l'institution de Conférences publiques (A., t. 7, p. 613) ; dans la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Agriculture et Commerce : *Conservatoire des arts et métiers*, A., t. 14, p. 398. Instruction publique : *Muséum d'histoire naturelle*, p. 458) ; sur l'incident relatif à la démission de M. Grévy des fonctions de Président de l'Assemblée (A., t. 17, p. 225, 226, 227 ; sur la question du renvoi à une Commission spéciale, de la proposition de M. Maurice portant fixation du traitement et de la pension de retraite des instituteurs et des institutrices primaires (A., t. 18, p. 232) ; sur la question d'ajournement de la discussion sur cette proposition (A., t. 35, p. 432) ; dans la discussion de la proposition de M. Eug. Tallon relative à l'exercice du droit de pétition, et des propositions de M. Paris (Pas-de-Calais) et de M. le général Robert relatives à une modification de l'article 95 du Règlement concernant les pétitions (*Deuxième délibération*, A., t. 18, p. 501) ; au sujet d'une pétition en faveur de l'enseignement de l'économie politique dans les écoles primaires (A., t. 62, 63) ; dans la discussion du projet de loi relatif à la modification du régime du service postal et du service télégraphique (*Troisième délibération*, A., t. 28, p. 137) ; du Budget de l'Exercice 1874 (Instruction publique : *Création d'une Commission des voyages et missions scientifiques*, A., t. 28, p. 301, 303. *Renvoi à une Commission spéciale des questions relatives à l'amélioration de la situation des instituteurs primaires*, p. 309. Beaux-Arts : *Musée du Louvre*, p. 330) ; du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (A., t. 29, p. 416). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 30, p. 764). — Parle dans la discussion : du projet de loi de crédit tendant à pourvoir au rétablissement de la Commission d'examen des ouvrages dramatiques (A., t. 32, p. 370, 372) ; du Budget de l'Exercice 1875 (Marine et Colonies : *Musées de marine et d'ethnographie au Louvre*, A., t. 33, p. 374, 382) ; de la proposition de MM. de Pressensé et autres, relative à la liberté des réunions pour la célébration d'un culte religieux (*Première délibération*, A., t. 35, p. 159) ; de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 402). — Est entendu : sur la motion de M. Hervé de Saisy tendant à la mise à l'ordre du jour de la discussion sur l'élection de M. l'amiral de Kerjégu par le département des Côtes-du-Nord (A., t. 39, p. 22, 23) ; dans la discussion du projet de loi tendant à modifier l'article 79 de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée, en ce qui concerne l'obligation de savoir lire et écrire

pour les engagés volontaires (A., t. 43, p. 188).

CHARTRES (M. le duc DE).

Question relative à sa promotion au grade de Chef d'escadrons aux Chasseurs d'Afrique, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. QUESTIONS, n° 43.

CHASSELOUP-LAUBAT (M. le marquis DE), *Député élu par le département de la Charente-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 12). = Président : du 2e Bureau (F., n° 146 ; J. O. de 1871, p. 2985) ; du 10e Bureau (F., n° 379; J. O. de 1872, p. 7817) ; du 14e Bureau (F., n° 440 ; J. O. de 1873, p. 1769). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11; M. B., p. 209); de diverses Commissions (F., nos 23, 84, 89 ; J. O. de 1871, p. 251, 1230, 1335) ; et de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73; J. O., p. 1111). = Son rapport sommaire sur les propositions de MM. Magnin et Bethmont relatives : la 1re, à l'organisation des Conseils généraux des départements ; la 2e, aux attributions de ces mêmes Conseils (I., n° 118; A., t. 2, p. 359 ; J. O. de 1871, p. 741). = Ses rapports : sur le Titre Ier du projet de loi sur le recrutement et l'organisation des armées de terre et de mer (I., n° 518 ; A., t. 5, p. 3, an., p. 5 ; J. O. de 1871, p. 2819) ; sur l'ensemble de ce projet de loi (I., n° 975 ; A., t. 8, an., p. 88 ; J. O. de 1872, p. 2380) ; sur le projet de loi relatif aux emplois réservés aux sous-officiers (I., n° 1767; A., t. 17, p. 379; J. O. de 1873, p. 4126, 4177, 4230, 4259). = Sa motion tendant à ce que la Commission chargée d'examiner les propositions de MM. Bethmont et Magnin sur les Conseils généraux soit composée de trente membres (A., t. 2, p. 482, 483). — Est entendu sur la prise en considération de la proposition de MM. de Talhouët et autres, relative à la nomination d'une Commission de décentralisation (A., t. 2, p. 511). — Obtient un congé (A., t. 2, p. 712). — Dépose son rapport sur le Titre Ier du projet de loi relatif au recrutement de l'armée, et donne lecture des articles dont il se compose (A., t. 5, p. 3). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion de ce projet de loi (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 69, 76, 84, 91, 94, 97, 112 à 114, 127, 133, 136, 146, 193, 232 à 236, 297, 306, 332 à 335, 338, 420 à 428, 438, 439, 455, 467, 474, 475, 486. *Troisième délibération*, t. 13, p. 362 à 365, 386, 391, 397, 415, 417, 419, 425, 429). — Son décès est annoncé à l'Assemblée (A., t. 17, p. 183).

CHÂTEAURENARD (M. le marquis DE), *Ministre plénipotentiaire.*

L'un des candidats proposés pour les fonctions de Conseiller d'État (A., t. 13, p. 96, et an., p. 64). — Est élu *Conseiller d'État* par l'Assemblée (A., t. 13, p. 300).

CHATELIN (M.), *Député élu par le département de Maine-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 18). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 15, 21, 29, 51, 75, 94, 99, 102, 125, 146, 161, 167, 178, 205, 215, 273, 379, 440, 478, 486, 541, 562, 575, 607, 658, 697, 744, 769, 776, 824; M. B. de 1871, p. 66, 224; J. O. de 1871, p. 337, 750, 1124, 1439, 1545, 1596, 2333, 2985, 3435, 4802, 5137; J. O. de 1872, p. 572, 889, 3013, 7817; J. O. de 1873, p. 1769, 3817, 4107, 7729 ; J. O. de 1874, p. 809, 1881, 4360, 7981 ; J. O. de 1875, p. 1275, 3405, 3636, 5510) ; et des Commissions de permanence : de 1871 (A., t. 5, p. 660) ; et de 1874 (A., t. 30, p. 647). — Ses rapports sur les projets de lois tendant : à autoriser la ville d'Angers (Maine-et-Loire) à changer l'affectation de partie d'un emprunt (I., n° 397 ; A., t. 4, an., p. 34 ; J. O. de 1871, p. 2610) ; à ouvrir un crédit de 100,000 francs au Budget de l'Assemblée nationale (Exercice 1873) ; à solder les dépenses des Commissions d'Enquête parlementaire (I., n° 2062 ; A., t. 28, an., p. 82 ; J. O. de 1873, p. 7536). = Son rapport sur l'élection de M. Dufay par le département de Loir-et-Cher (A., t. 4, p. 83).

CHAUDEY (M.), *ancien adjoint au Maire de Paris.*

Projet de loi tendant à accorder à sa veuve une pension de 4,000 francs, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. PENSIONS NATIONALES, n° 4.

CHAUDORDY (M. le comte DE), *Député élu par le département de Lot-et-Garonne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 17). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11; M. B., p. 209); et de diverses Commissions (F., nos 40, 48, 68, 112, 142, 173, 183, 204, 225, 251, 258, 264, 353, 393, 476, 686, 857; J. O. de 1871, p. 542, 696, 1013, 1952, 2865, 4986, 5299; J. O. de 1872, p. 545, 1177, 1978, 2197, 2757, 7007; J. O. de 1873, p. 280, 3750; J. O. de 1874, p. 5848; J. O. de 1875, p. 9767). = Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à un impôt sur les matières premières (A., t. 7, p. 93); du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 240); des propositions de MM. Johnston et Raoul Duval relatives à la dénonciation des Traités de commerce (A., t. 7, p. 347). — Ses deux dépositions devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 606 à 615; t. 24, p. 694 à 701). — Obtient des congés (A., t. 32, p. 503; t. 35, p. 51).

CHAUFFOUR (M. LOUIS), *Député élu par le département du Haut-Rhin.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 39, 40). = L'un des signataires : de la Déclaration collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 61, et an., p. 3); de la démission collective des mêmes représentants (A., t. 1, p. 124).

CHAURAND (M. le baron), *Député élu par le département de l'Ardèche.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 30). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11; M. B., p. 209); et de diverses Commissions (F., nos 22, 23, 29, 48, 51, 72, 81, 99, 136, 146, 167, 219, 231, 264, 269, 317, 325, 353, 379 397, 403, 419, 438, 450, 486, 492, 531, 573, 575, 601, 611, 658, 707, 762; M. B. de 1871, p. 231; J. O. de 1871, p. 251, 337, 696, 750, 1098, 1158, 1545, 2641, 2985, 4802; J. O. de 1872, p. 1012, 1398, 2757, 2909, 4353, 4633, 7007, 7817; J. O. de 1873, p. 404, 580, 1080, 1710, 2113, 4107, 4286, 7256; J. O. de 1874, p. 736, 809, 1699, 2005, 4360, 8333; J. O. de 1875, p. 2037). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative aux élections municipales et départementales (I., n° 37; A., t. 1, an., p. 25; J. O. de 1871, p. 361). — Ses propositions : sur deux dispositions additionnelles, l'une à l'article 15, l'autre à l'article 16 du Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 255; A., t. 3, p. 133; J. O. de 1871, p. 1290); à l'effet d'assurer aux militaires de toutes armes la liberté de remplir leurs devoirs religieux (I., n° 396; A., t. 4, an., p. 34; J. O. de 1871, p. 396). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à la publicité à donner : 1° au *Journal officiel*; 2° au *Compte-rendu analytique* des séances de l'Assemblée; 3° au *Moniteur des Communes* (I., n° 402; A., t. 4, p. 153, an., p. 68; J. O. de 1871, p. 2318). — Ses propositions ayant pour objet : de modifier l'art. 2 de la loi du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux, et d'ajouter un paragraphe additionnel à l'art. 8 de la même loi (I., n° 1474; A., t. 14, an., p. 129; J. O. de 1872, p. 7782); de reconstituer la municipalité de Lyon conformément aux dispositions édictées pour la ville de Paris par la loi du 14 avril 1871 (I., n° 1589 et annexe; A., t. 15, an., p. 240; J. O. de 1873, p. 1143, 1541); d'assurer le repos du dimanche (I., n° 1612; A., t. 16, an., p. 11; J. O. de 1873, p. 1541). = Ses rapports sommaires : sur la proposition de M. Margaine tendant à nommer une Commission chargée de déterminer les bases d'un projet de réorganisation de l'armée (I., n° 130; A., t. 2, p. 453; J. O. de 1871, p. 757); sur la proposition de M. le baron de Jouvenel relative au 88e régiment d'infanterie (I., n° 370; A., t. 3, an., p. 761; J. O. de 1871, p. 2140); sur la proposition de M. Hervé de Saisy ayant pour objet la

nomination, par l'Assemblée nationale, d'une Commission permanente composée de trente de ses membres et chargée spécialement de pourvoir à la réforme administrative et financière du pays (I., n° 607; A., t. 5, an., p. 197; J. O. de 1871, p. 3986); sur la proposition de M. Schœlcher et autres, ayant pour objet de décréter la levée de l'état de siège dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise (I., n° 1020; A., t. 8, an., p. 217; J. O. de 1872, p. 2413). — Ses rapports : sur une proposition des Questeurs tendant à ouvrir un crédit extraordinaire de 100,000 francs, en addition au Budget de l'Assemblée nationale, pour acquitter les dépenses de la Commission d'Enquête parlementaire chargée d'étudier la condition des ouvriers en France (I., n° 1307; A., t. 13, an., p. 76; J. O. de 1872, p. 5198); sur une proposition des Questeurs tendant à ouvrir un crédit extraordinaire de 50,000 fr., en addition au Budget de l'Assemblée nationale, pour acquitter les dépenses de la Commission d'Enquête parlementaire chargée de constater la situation des arsenaux et des magasins militaires (I., n° 1308; A., t. 13, an., p. 76; J. O. de 1872, p. 5147). — Son rapport sommaire sur la proposition de MM. Journault, Rameau et Barthélemy Saint-Hilaire, ayant pour objet l'abrogation de l'art. 15 du décret du 23 prairial an XII relatif aux cimetières (I., n° 3264; A., t. 41, an., p. 76; J. O. de 1875, p. 6952). = Ses observations au sujet du rapport présenté sur les élections de MM. Péconnet, Esquiros, Delorme et Mestreau, anciens Préfets, et de M. Ganivet, ancien Président de Conseil de préfecture (A., t. 1, p. 163). — Prend part à la discussion sur les élections : de Vaucluse (A., t. 1, p. 195); des Bouches-du-Rhône (A., t. 1, p. 305, 306, 307, 308). — Dépose une pétition relative à la loi électorale (A., t. 2, p. 208). — Parle dans la discussion du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 256, 257, 258). — Ses observations sur l'importance de la publicité à donner aux travaux de l'Assemblée (A., t. 2, p. 308). — Est entendu, comme Rapporteur, sur la prise en considération de la proposition de M. Margaine tendant à nommer une Commission de réorganisation de l'armée (A., t. 2, p. 537). — Parle sur la prise en considération de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (A., t. 3, p. 112). — Donne lecture de sa proposition tendant à modifier les articles 15 et 16 du Règlement, et en demande l'urgence (A., t. 3, p. 133). — Est entendu dans la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 539); de la question de M. Monnet au Ministre de l'Instruction publique, sur un discours prononcé à la distribution des prix des écoles communales de Lyon (A., t. 5, p. 36 à 38); du projet de loi portant augmentation des impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 352); du projet de loi relatif au transport des journaux (A., t. 5, p. 526); de la prise en considération de la proposition de M. Millaud relative à la levée de l'état de siège dans le département du Rhône (A., t. 6, p. 34, 35); du projet de loi réglant, au point de vue de l'indemnité, la situation des fonctionnaires nommés Députés (A., t. 7, p. 550). — Dépose une demande d'interpellations au sujet d'infractions à la loi de 1850 sur l'enseignement, dans les écoles primaires de Lyon (A., t. 11, p. 227). — Demande sa mise à l'ordre du jour (A., t. 12, p. 221, 488). — Déclare la retirer (A., t. 12, p. 516). — Obtient des congés (A., t. 11, p. 293; t. 38, p. 124). — Parle : dans la discussion du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 477, 479, 479, 481. *Troisième délibération*, t. 13, p. 352, 384, 385, 387); sur un incident relatif à la forme du Gouvernement (A., t. 13, p. 116); dans la discussion du projet de loi relatif aux contributions directes à percevoir en 1873 (*Taxe sur les voitures et les chevaux*, A., t. 13, p. 306, 307). — Propose à l'Assemblée d'ajourner ses séances du lundi 23 décembre 1872 au lundi 6 janvier 1873 (A., t. 14, p. 650). — Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1873 (Guerre : *Aumôniers militaires*, A., t. 14, p. 349. Dispositions diverses : *Taxe des lettres des militaires sous les drapeaux*, p. 721); de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des

enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 581). — Dépose sa proposition tendant à reconstituer la municipalité de Lyon sur les bases de la municipalité de Paris, et en motive l'urgence (A., t. 15, p. 510 à 512, 521, 522). — Demande la mise à l'ordre du jour du projet de loi de crédit applicable aux dépenses de police de l'agglomération Lyonnaise (A., t. 16, p. 181).— Parle : dans la discussion du projet de loi de crédit de 95 millions imputable sur le Compte de liquidation et applicable à divers services de la Guerre (A., t. 17, p. 301); en qualité de Rapporteur, sur la prise en considération de la proposition de MM. Schœlcher et autres, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise (A., t. 28, p. 118). — Est entendu dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Voies et moyens : *Application de la taxe sur les chevaux et sur les voitures dans le département du Rhône*, A., t. 28, p. 569); du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 164); des propositions concernant l'organisation municipale (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 327); des pétitions d'habitants de Lyon, d'Oullins (Rhône), de Paris, de Bordeaux et d'autres villes, qui demandent la réglementation par l'Assemblée de l'observation de la loi du dimanche (A., t. 35, p. 464, 465, 466).

CHAVASSIEU (M.), *Député élu par le département de la Loire.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 6). = Membre de Commissions (F., n° 575, 769; J. O. de 1874, p. 809; J. O. de 1875, p. 3405). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département de la Loire (I., n° 2443; A., t. 32, an., p. 40; J. O. de 1874, p. 4121). = Obtient un congé (A., t. 6, p. 24). — Son rapport sur une pétition (A., t. 39, p. 613).

CHÉGUILLAUME (M.), *Député élu par le département de la Loire-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 41).= Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 11; M. B., p. 210); et de diverses Commissions (F., n°s 20, 147, 155, 173, 203, 411, 463, 548; M. B. de 1871, p. 224; J. O. de 1871, p. 3012, 3250, 4986; J. O. de 1872, p. 520; J. O. de 1873, p. 1039, 3220, 7888). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 473; t. 16, p. 462; t. 37, p. 17).— S'excuse de son absence (A., t. 36, p. 473).

CHENET (M. le lieutenant-colonel), *ancien Commandant de la guérilla d'Orient.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 798 à 803).

CHERPIN (M.), *Député élu par le département de la Loire.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 6). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 226, 229, 241, 255, 264, 284, 440, 517, 531, 575, 611, 633, 717, 722, 756, 800; J. O. de 1872, p. 1223, 1295, 1649, 2090, 2757, 3360; J. O. de 1873, p. 1769, 6751, 7256; J. O. de 1874, p. 809, 2005, 3504; J. O. de 1875, p. 160, 365, 1817, 4464); et de la Commission sur la prorogation pour dix ans des pouvoirs de M. le maréchal de Mac-Mahon (F., n° 519; J. O., p. 6801). = Sa proposition ayant pour objet de modifier la loi du 29 décembre 1851 sur les débits de boissons à consommer sur place (I., n° 630; A., t. 5, an., p. 220; J. O. de 1871, p. 4118). = Son rapport sur sa proposition (I., n° 938; A., t. 8, an., p. 18; J. O. de 1872, p. 1733). = Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 686; t. 5, p. 61, 74, 75); du projet de loi concernant les droits d'enregistrement (A., t. 8, p. 55, 72, 73). — Dépose le rapport sur sa proposition relative aux débits de boissons à consommer sur place, et en demande l'urgence (A., t. 8, p. 110). — Est entendu dans la discussion : de cette proposition (A., t. 8, p. 276, 277); du projet de loi concernant les tabacs (A., t. 8, p. 126); du projet de loi tendant à établir des peines contre

les affiliés à l'Internationale (A., t. 8, p. 329); du projet de loi relatif à l'établissement d'un impôt sur les créances hypothécaires (A., t. 12, p. 582, 585); du projet de loi concernant l'impôt des boissons (A., t. 13, p. 512); du projet de loi concernant les taxes spéciales imposées en vertu du décret du 22 octobre 1870, pour l'organisation des Gardes nationales mobilisées (A., t. 14, p. 252, 253); du projet de loi tendant à modifier la législation sur les contributions indirectes (A., t. 18, p. 460, 462).— Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 418 à 420).— Parle dans la discussion : du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 204); de la proposition de MM. Savoye et autres, ayant pour objet de rendre les navires susceptibles d'hypothèques (*Troisième délibération*, A., t. 35, p. 131); du projet de loi relatif aux droits sur les manquants, chez les marchands en gros, bouilleurs et distillateurs (A., t. 37, p. 53); de la proposition de MM. Fournier et autres, relative aux Caisses d'épargne et de prévoyance (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 76 à 79). — Est entendu : dans la première délibération du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée de plusieurs lignes de chemins de fer (A., t. 38, p. 247); dans la discussion : de ce même projet de loi, déclaré d'urgence (A., t. 39, p. 243); du projet de loi organique relatif aux rapports des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 39, p. 471); du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 272, 463, 464); du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (LOIRE : arrondissement de *Roanne*, A., t. 44, p. 41).

CHESNELONG (M.), *Député élu par le département des Basses-Pyrénées.*

Son élection est validée (A., t. 7, p. 26). = Président : du 12e Bureau (F., n° 486; J. O. de 1873, p. 4107); du 13e Bureau (F., n° 509; J. O. de 1873, p. 4945); du 14e Bureau (F., n° 517; J. O. de 1873, p. 6751); du 15e Bureau (F., n° 588; J. O. de 1874, p. 1226). — Membre : de diverses Commissions (F., nos 219, 264, 289, 367, 379, 393, 419, 440, 454, 463, 531, 762, 824; J. O. de 1872, p. 1012, 2757, 3519, 7446, 7817; J. O. de 1873, p. 280, 1080, 1769, 2231, 3220, 7256; J. O. de 1875, p. 2037, 5510); des Commissions des Budgets : de 1873 (F., n° 297; J. O. de 1872, p. 3767); et de 1874 (F., n° 471, J. O. de 1873, p. 3480); et de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 46). = Son rapport sur la proposition de M. Faye ayant pour objet d'étendre aux élections pour les Conseils généraux le bénéfice des dispositions de l'art. 8 de la loi du 6 juin 1868 sur les réunions publiques (I., n° 940; A., t. 8, an., p. 20; J. O. de 1872, p. 1709). — Son rapport sommaire sur la proposition de M. le baron Chaurand ayant pour objet d'assurer le repos du dimanche (I., n° 1705; A., t. 17, an., p. 11; J. O. de 1873, p. 2612, 2513, 2564). — Ses rapports : sur le projet de loi relatif à la perception des contributions directes en 1873 et 1874, dans les communes de Raon-lès-l'Eau, d'Igney et de Raon-sur-Plaine, rétrocédées à la France (I., n° 1881; A., t. 19, an., p. 96; J. O. de 1873, p. 5429); sur le projet de loi relatif à la réduction du prix des poudres de chasse (I., n° 1882; A., t. 19, an., p. 97; J. O. de 1873, p. 5237); sur le projet de loi relatif aux contributions directes à percevoir en 1874 (I., n° 1883; A., t. 19, an., p. 97; J. O. de 1873, p. 5396); sur le projet de loi portant répartition du fonds de quatre millions destiné à venir en aide aux départements (Exercice 1874) (I., n° 1959; A., t. 19, an., p. 219; J. O. de 1873, p. 5893); sur le Budget des dépenses de l'Exercice 1874) Ministère des Finances) (I., n° 2030; A., t. 27, an., p. 191; J. O. de 1873, p. 7784). — Son rapport général sur les recettes et les dépenses du même Exercice (I., n° 2082; A., t. 28, an., p. 114; J. O. de 1873, p. 8081, 8114). — Son rapport sur le projet de loi portant approbation d'une Convention passée entre le Ministre des Finances et la Compagnie générale transatlantique, pour modifier les stipulations de la Convention du 16 février 1868 relative au service du Pacifique-Sud (I., n° 2154; A., t. 28, an., p. 281; J. O. de 1874, p. 355). — Son rapport spécial sur les amendements au projet de loi concernant les nouveaux impôts et

les augmentations d'impôts, en ce qui touche la perception des droits sur les sucres, suivi d'un projet de Résolution présenté par la Commission du Budget (I., n° 2270 ; A., t. 30, an., p. 110 ; J. O. de 1874, p. 2541). — Ses rapports : sur le projet de loi portant annulation et ouverture de crédits au Ministre des Finances (Exercice 1874) (I., n° 2289 ; A., t. 30, an., p. 141 ; J. O. de 1874, p. 2834) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances d'un crédit de 350,000 fr. sur le Budget de l'Exercice 1874, pour remboursement de droits et paiement d'indemnité et frais relatifs à des importations d'huiles minérales d'origine anglaise (I., n° 2427 ; A., t. 32, an., p. 7 ; J. O. de 1874, p. 4215). = Adresse une question au Ministre des Affaires étrangères, relativement au jour de la discussion des pétitions concernant le Saint-Siège (A., t. 8, p. 189, 190). — Demande le maintien à l'ordre du jour de ces pétitions (A., t. 8, p. 360). — Prend part, en qualité de rapporteur, à la discussion de la proposition de M. Faye ayant pour objet d'étendre aux élections pour les Conseils généraux le bénéfice des dispositions de l'art. 8 de la loi du 6 juin 1868 sur les réunions publiques (*Première délibération*, A., t. 11, p. 76 à 78, 82). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 290, 295, 296) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Frais de régie : *Réduction du nombre des receveurs-percepteurs de Paris*, A., t. 14, p. 623. Voies et moyens : *Contribution des communes et des établissements publics aux frais de régie de leurs bois*, A., t. 14, p. 663) ; des interpellations de M. de Belcastel, converties en question, sur la démission de M. de Bourgoing, ambassadeur de France à Rome auprès du Saint-Siège (A., t. 15, p. 132) ; du projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique la construction d'une église à Montmartre (A., t. 19, p. 415). — Parle, en qualité de rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif aux contributions directes à percevoir en 1874 (A., t. 19, p. 393, 395, 396, 399, 402, 405). — Est entendu : dans la discussion de la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation des pouvoirs de M. le Maréchal de Mac-Mahon (*Incident personnel ; mission auprès de M. le comte de Chambord*, A., t. 27, p. 144) ; sur la demande d'urgence de la proposition de M. le général Loysel tendant à faire examiner le Budget de la Guerre pour 1875 par les Commissions de l'Armée et du Budget réunis (A., t. 28, p. 422). — Ses observations en déposant le Rapport général sur le Budget de l'Exercice 1874 (A., t. 28, p. 451). — Prend part, comme Rapporteur général, à la discussion de ce Budget (Discussion générale : *Situation financière et budgétaire*, A., t. 28, p. 532. Dette publique : *Remboursement de 200 millions à la Banque de France*, p. 552. Finances : *Incident relatif à l'ordre de la discussion*, p. 423. *Personnel de l'Administration centrale des Forêts*, p. 469. *Matériel de l'Administration centrale des Finances*, p. 443, 553, 556. *Traitements des receveurs particuliers des Finances*, p. 549. Guerre : *Exécution de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée*, p. 396. Agriculture et Commerce : *Encouragements à l'agriculture et au drainage*, p. 549. Frais de régie : *Rétablissement des percepteurs de villes supprimés*, p. 457, 469. Remboursements et restitutions : *Drawbacks résultant de l'impôt sur les sels de soude*, p. 477, 496. Voies et moyens : *Taxe sur les chevaux et voitures*, p. 568 à 570. *Produit de la taxe de consommation des sels perçue dans le rayon des douanes*, p. 574, 575. *Exécution de la loi relative à l'impôt des allumettes*, p. 581. *Réduction du prix des cartes postales*, p. 582. *Réduction du port des imprimés*, p. 584, 606. *Réduction du port des échantillons*, p. 607. *Suppression de la franchise des correspondances adressées aux grands fonctionnaires*, p. 587. *Mode de constatation des visites et exercices chez les débitants*, p. 592. Dispositions diverses : *Interprétation de la loi du 27 novembre 1872 sur les pensions aux militaires blessés ou amputés*, p. 595, 610, 611. *Mode de recrutement des percepteurs, receveurs particuliers et trésoriers-payeurs généraux*, p. 601, 613). — Est entendu : sur un incident relatif à la fixation de l'ordre du jour (A., t. 28, p. 701) ; dans la discussion du projet de loi relatif aux droits sur les boissons et sur les huiles (*Question de l'équilibre du Budget*, A., t. 28, p. 687). — Demande, en qualité de rapporteur, l'urgence du projet de loi por-

tant approbation d'une Convention passée avec la Compagnie générale transatlantique, relativement au service du Pacifique-Sud (A., t. 29, p. 259). — Parle dans la discussion du projet de loi de crédit pour paiement d'une indemnité à M. Souberbielle, ancien entrepreneur des transports de l'armée française au Mexique (A., t. 29, p. 334). — Prend part, comme rapporteur spécial, à la discussion du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Régime des sucres*, A., t. 30, p. 333, 336, 341, 344, 347, 402, 403). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession définitive de plusieurs chemins de fer concédés à titre éventuel, et à l'adjudication de plusieurs chemins de fer classés et non concédés (A., t. 30, p. 559) ; de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Demande de mise à l'ordre du jour de la première délibération*, A., t. 31, p. 237. *Ajournement de la deuxième délibération*, A., t. 35, p. 222. *Demande de mise à l'ordre du jour de cette délibération*, A., t. 37, p. 248. *Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 403 à 406, 409, 474, 475, 507, 533, 583 à 586. *Demande de mise à l'ordre du jour de la troisième délibération*, A., t. 39, p. 156. *Troisième délibération*, A., t. 39, p. 511, 524, 565 à 570, 577, 588). — Parle, en qualité de Rapporteur, sur la prise en considération de la proposition de M. le baron Chaurand relative à l'observation du repos du dimanche (A., t. 32, p. 25, 28 à 31). — Prend part à la discussion : de la proposition de MM. de Pressensé et autres, relative à la liberté des réunions pour la célébration d'un culte religieux (*Première délibération*, A., t. 35, p. 173) ; des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 367) ; du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 52).

CHEVANDIER (M.), *Député élu par le département de la Drôme.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 14, 33, 149). — Son élection est validée (A., t. 1, p. 250). = Membre de Commissions (F., nos 48, 74, 215, 541, 629, 644, 756 ; J. O. de 1871, p. 696, 1146 ; J. O. de 1872, p. 889 ; J. O. de 1873, p. 7729 ; J. O. de 1874, p. 3395, 3888 ; J. O. de 1875, p. 1847). = Sa proposition tendant à modifier la loi du 28 juillet 1860 sur le reboisement et celle du 4 juin 1864 sur le gazonnement (I., n° 2783 ; A., t. 35, an., p. 319 ; J. O. de 1875, p. 450, 478). = Obtient des congés (A., t. 1, p. 9 ; t. 3, p. 200). — S'excuse de son absence (A., t. 2, p. 88). — Dépose une pétition concernant le reboisement des forêts (A., t. 2, p. 801). — Prend part à la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils Généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 925 ; t. 4, p. 286) ; du projet de loi et des propositions de MM. Dubois, Claude (Meurthe-et-Moselle) et autres, relatifs à l'organisation des Commissions administratives des hospices et hôpitaux civils, établissements et bureaux de bienfaisance (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 534, 550. *Troisième délibération*, t. 17, p. 143, 144 à 147) ; du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 95, 96, 97, 126, 394) ; de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 555) ; du projet de loi tendant à modifier la législation sur les contributions indirectes (A., t. 18, p. 477) ; du Budget de l'Exercice 1874 (Frais de régie : *Reboisement et gazonnement des montagnes*, A., t. 28, p. 470) ; de la proposition de MM. Eugène Tallon et autres, ayant pour objet la protection des enfants employés dans les professions ambulantes (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 337. *Troisième délibération*, t. 35, p. 69, 72) ; de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Première délibération*, A., t. 35, p. 51 à 56). — Est entendu sur un incident relatif à la mise à l'ordre du jour de la première délibération sur les propositions de MM. Tallon, Roussel et Morvan, relatives à l'Assistance publique dans les campagnes (A., t. 35, p. 445). — Demande à interpeller le Ministre de l'Intérieur au sujet de la dissolution et de la liquidation de la Société de secours mutuels la *Frater-*

nelle, de Die (Drôme) (A., t. 39, p. 119). — Développe ses interpellations (p. 119).

CHEVREAU (M. HENRI), *ancien Ministre de l'Intérieur.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 232 à 241).

CHIRIS (M.), *Député élu par le département des Alpes-Maritimes.*

Son élection est validée (A., t. 35, p. 195). = Secrétaire : du 14e Bureau (F., n° 744 ; J. O. de 1875, p. 1275) ; du 13e Bureau (F., n° 865 ; J. O. de 1875, p. 10118). = Membre d'une Commission (F., n° 756 ; J. O. de 1875, p. 1817).

CHOISEUL (M. HORACE DE), *Député élu par le département de Seine-et-Marne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 36).= Secrétaire du 6e Bureau (F., n° 541 ; J. O. de 1873, p. 7729). — Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; de la Commission de revision des grades (I., n° 136 ; J. O. de 1871, p. 2641) ; et de diverses Commissions (F., nos 167, 353, 383, 468, 517, 562, 634, 707, 722, 824 ; J. O. de 1871, p. 4802 ; J. O. de 1872, p. 7007, 7957 ; J. O. de 1873, p. 3393, 6751 ; J. O. de 1874, p. 351, 3578, 8333 ; J. O. de 1875, p. 365, 5510). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département de Seine-et-Marne (I., n° 2172 ; A., t. 32, an., p. 224 ; J. O. de 1874, p. 4466). = Est entendu sur des incidents soulevés : par M. Lockroy, dans la discussion de l'élection du général Garibaldi par le département d'Alger (A., t. 1, p. 214) ; par M. Audren de Kerdrel, dans la discussion de la proposition relative à la création de bataillons de volontaires (A., t. 2, p. 65). — Communique à l'Assemblée une lettre d'officiers français prisonniers de guerre à Dantzig, qui offrent leur concours pour la répression de l'insurrection de Paris (A., t. 2, p. 235. — Obtient un congé (A., t. 2, p. 277). — Prend part à la discussion : des propositions : 1° de MM. Rivet et autres, sur l'organisation du Pouvoir exécutif ; 2° de MM. Adnet et autres, sur la confirmation des pouvoirs de M. Thiers ; 3° de M. de Belcastel, sur la forme définitive du Gouvernement (A., t. 5, p. 234) ; du projet de loi relatif à une Convention postale avec l'Empire d'Allemagne (A., t. 11, p. 328, 356) ; du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 405, 407, 413 à 415, 454) ; du projet de loi relatif à l'établissement d'un impôt sur les créances hypothécaires (*Question de rappel au Règlement*, A., t. 12, p. 576, 578) ; du projet de loi concernant l'impôt des boissons (A., t. 13, p. 484 à 486, 529, 537, 545, 558) ; du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 392). — Parle : sur le projet de Résolution proposé à la suite de la communication du Traité conclu avec l'Allemagne pour l'évacuation du territoire (A., t. 16, p. 514) ; dans la discussion incidente relative à la mise à l'ordre du jour du projet de loi et de la proposition de M. Beaussire sur l'instruction primaire (A., t. 17, p. 475). — Ses observations sur le procès-verbal, au sujet de l'allocution de M. Buffet, Président de l'Assemblée, à propos de la Revue du 12 juillet 1873 (A., t. 19, p. 138 à 140). — Ses nouvelles observations à ce sujet, en présence de M. Buffet (A., t. 19, p. 148). — Son rapport sur l'élection de M. le baron de Bourgoing par le département de la Nièvre (A., t. 35, p. 538). — Ses observations sur la question de M. de Lorgeril au sujet de la soustraction du Ministère de la Justice de trois dépêches confidentielles relatives à l'élection de M. l'amiral de Kerjégu par le département des Côtes-du-Nord (A., t. 39, p. 15). — Demande la priorité pour la proposition émise par M. le Président d'Audiffret-Pasquier, d'ouvrir à la Caisse de l'Assemblée une liste de souscriptions en faveur des inondés du Midi (A., t. 39, p. 217).

CHOPPIN (M.), *ancien Préfet de police.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars 1871 (A., t. 9, p. 446 à 462). = Sa déposition,

comme *Préfet de l'Oise*, devant la Commission d'Enquête sur l'élection de M. le baron de Bourgoing par le département de la Nièvre (A., t. 40, an., p. 37 à 43).

CHRISTOPHLE (M. ALBERT), *Député élu par le département de l'Orne.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 37). — Son élection est validée (A., t. 1, p. 251). = Président du 11e Bureau (F., n° 353; J. O. de 1872, p. 7007). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 14, 22, 23, 29, 264, 475, 517, 524, 535, 650, 744, 857; M. B. de 1871, p. 58, 231, 251, 337; J. O. de 1872, p. 2757, 3722, 6751, 6982, 7398; J. O. de 1874, p. 4089; J. O. de 1875, p. 1275, 9767); de la Commission de décentralisation (F., n° 50; J. O., p. 734); et de la 2e Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 38, p. 206). = Sa proposition sur le droit de chasse dans les forêts de l'État (I., n° 359; A., t. 3, p. 688; J. O. de 1871, p. 2039). — Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés : sur les fouilles et extractions de matériaux et l'occupation temporaire en matière de travaux publics (I., n° 430; A., t. 4, an., p. 148; J. O. de 1871, p. 3543); sur la réorganisation de la Trésorerie (I., n° 993; A., t. 8, an., p. 152; J. O. de 1872, p. 2426). = Ses rapports : sur le projet de loi organique concernant les élections des Sénateurs (I., n° 3114; A., t. 39, an., p. 63 à 80; J. O. de 1875, p. 4977); sur le projet de loi portant déclaration d'utilité publique de divers chemins de fer dans la région de l'Ouest (I., n° 3552; A., t. 43, an., p. 409; J. O. de 1876, p. 735). = S'excuse de son absence (A., t. 1, p. 87). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 611, 669); des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 22, 100, 102, 105, 106, 107. *Troisième délibération*, A., t. 4, p. 509); du rapport de la Commission des Marchés, sur les marchés passés à Lyon (A., t. 15, p. 495; t. 16, p. 100). — Propose un projet de Résolution à la suite de la communication du Traité conclu avec l'Allemagne, pour l'évacuation du territoire (A., t. 16, p. 514). — Demande la rectification au Compte-rendu de la séance de l'Assemblée publié par le *Journal officiel* de la manifestation produite à l'entrée de M. Thiers dans la salle des séances, après sa démission de Président de la République (A., t. 18, p. 101). — Est entendu : dans la discussion des interpellations de M. Lepère sur la suppression du journal le *Corsaire* (A., t. 18, p. 269); sur la demande d'urgence de la proposition de M. Philippoteaux tendant à déclarer inéligibles à l'Assemblée nationale, tous les militaires et marins en activité de service (A., t. 27, p. 98, 99); sur la demande d'urgence du projet de loi concernant la nomination des maires et les attributions de la police municipale (A., t. 28, p. 375); dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 29, p. 62 à 72. *Incident personnel*, p. 205). — Demande à interpeller le Ministère sur sa conduite en présence des attaques et des menaces récemment dirigées contre l'Assemblée nationale (A., t. 30, p. 207). — Développe ses interpellations (A., t. 30, p. 229 à 234). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi organique sur les élections des Sénateurs (*Demande de mise à l'ordre du jour de la première délibération*, A., t. 39, p. 300. *Demande de mise à l'ordre du jour de la deuxième délibération*, t. 40, p. 121. *Deuxième délibération*, t. 41, p. 62, 68, 88, 89, 91 à 93, 103, 112, 113, 114, 118, 129, 144 à 146, 148, 151, 152, 154 à 156, 157, 158. *Troisième délibération*, t. 41, p. 323, 325, 327, 328, 329, 330, 336). — Prend part à la discussion du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 332). — Ses observations, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de divers chemins de fer dans la région de l'Ouest (A., t. 43, p. 310, 311).

CINTRÉ (M. le comte DE), *Député élu par le département d'Ille-et-Vilaine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 31).= Membre de Commissions (F., nos 125, 128, 141, 146, 215, 284, 379, 411, 509, 549, 650, 658, 717, 756, 865; J. O. de 1871, p. 2333, 2419, 2819, 2985; J. O. de 1872, p. 889, 3360, 7817; J. O. de 1873, p. 844, 4945, 7921; J. O.

de 1874, p. 4089, 4360; J. O. de 1875, p. 160, 1817, 10118). = Sa proposition relative aux causes qui ont déterminé M. le Président de la République à prendre l'engagement dont il a parlé dans la séance du 30 novembre 1872, à la portée de cet engagement et à ses conséquences (I., n° 1615; A., t. 16, an., p. 13; J. O. de 1873, p. 1417). = Ses rapports : sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de la commune de l'Hôpital-Camfront (Finistère) (I., n° 2851; A., t. 36, an., p. 73; J. O. de 1875, p. 1000); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de la commune de Plougastel-Saint-Germain (Finistère) (I., n° 2858; A., t. 36, an., p. 76; J. O. de 1875, p. 747); sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur l'alcool et l'absinthe, sur les cidres, poirés et hydromels, à l'octroi de la commune de Quimperlé (Finistère) (I., n° 2882; A., t. 36, an., p. 147; J. O. de 1875, p. 1063); sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins et sur les cidres à l'octroi de Lamballe (Côtes-du-Nord) (I., n° 3207; A., t. 40, an., p. 557; J. O. de 1875, p. 5988); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Tréglonou (Finistère) (I., n° 3208; A., t. 40, an., p. 558; J. O. de 1875, p. 5746); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Roscanvel (Finistère) (I., n° 3209; A., t. 40, an., p. 558; J. O. de 1875, p. 6231); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Saint-Pierre-Quilbignon (Finistère) (I., n° 3573; A., t. 43, an., p. 522; J. O. de 1876, p. 949); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi du Conquet (Finistère) (I., n° 3574; A., t. 43, an., p. 370; J. O. de 1875, p. 10571); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe à l'octroi de Guengat (Finistère) I., n° 3575; A., t. 43, an., p. 523; J. O. de 1876, p. 865).

CIRCOURT (M. le comte ALBERT DE), *Publiciste, ancien officier de Marine.*

L'un des candidats proposés pour les fonctions de Conseiller d'État (A., t. 43, p. 96, et an., p. 64). — Est élu par l'Assemblée *Conseiller d'État* (A., t. 43, p. 359).

CISSEY (M. le général DE), *Commandant en chef du 2e Corps d'armée de Versailles.*

Est nommé *Ministre de la Guerre* [Arrêté du 5 juin 1871] (J. O., p. 1251). = *Député élu par les départements d'Ille-et-Vilaine et de la Seine.* — Son élection est validée : pour le département d'Ille-et-Vilaine (A., t. 4, p. 14); pour le département de la Seine (A., t. 4, p. 84, 86). — Lettre par laquelle il déclare opter pour le département d'Ille-et-Vilaine (A., t. 4, p. 527). = Dépose un projet de loi tendant à annuler le décret du 13 octobre 1870 sur l'avancement dans l'armée, et en demande l'urgence (A., t. 4, p. 59). — Dépose un projet de loi tendant à modifier l'article 7 du Code de justice militaire, et en demande l'urgence (A., t. 4, p. 349). — Parle dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 4, p. 503). — Répond à la question de M. Ordinaire, sur la nomination de M. le duc de Chartres comme Chef d'escadrons aux Chasseurs d'Afrique (A., t. 4, p. 502). — Prend part à la discussion de la proposition de M. le baron Eschassériaux relative au contingent de la classe de 1871 (*Première délibération*, A., t. 4, p. 589). — Répond : à la question de M. Jules Buisson, sur une circulaire d'un général au sujet d'une élection au Conseil général de l'Aude (A., t. 4, p. 591); à la question de M. Raoul Duval, sur la situation légale de M. Ranc (A., t. 4, p. 649). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à augmenter les taxes postales (A., t. 5, p. 115). — Répond à la question de M. Journault sur l'Enquête relative à la capitulation de Metz (A., t. 5, p. 338). — Prend part à la discussion de la proposition de MM. Destremx et autres, relative au contingent de la classe de 1870 (A., t. 5, p. 361, 375). — Répond à la question de M. Javal sur le nombre des Conseils de guerre chargés de juger les insurgés du 18 Mars (A., t. 5, p. 608). — Est entendu dans la discussion du Budget rectifié de 1871 (Guerre : *Réduction des crédits extraordinaires de ce Ministère*, A., t. 5, p. 634. *Instruction par les Conseils de guerre des affaires concernant l'insurrection de Paris*,

A., t. 5, p. 637). — Dépose deux projets de lois relatifs à la mise à la retraite et à l'avancement dans l'armée, et en demande l'urgence (A., t. 6, p. 66). — Répond à la question de M. Pascal Duprat sur les travaux du Conseil d'Enquête des capitulations (A., t. 6, p. 97). — Est entendu dans la discussion : des interpellations de M. Raoul Duval, relatives à l'attitude du Ministère vis-à-vis de M. Ranc (A., t. 6, p. 205); du projet de loi relatif à la mise à la retraite des officiers ayant 25 ans de services (A., t. 6, p. 425); du Budget du Ministère de la Justice pour l'Exercice 1872 (*Limitation du nombre des nominations dans la Légion d'Honneur*, A., t. 8, p. 622); du Budget du Ministère de la Guerre pour le même Exercice (*Secours aux anciens militaires amputés*, A., t. 8, p. 634); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Première délibération*, A., t. 11, p. 11. *Demande d'ajournement de la deuxième délibération*, A., t. 11, p. 224. *Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 70, 86, 92, 126, 135, 286, 306, 309, 330, 392, 435, 437, 482. *Troisième délibération*, A., t. 13, p. 353, 399, 418, 421, 424, 428). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la composition des Conseils de guerre (A., t. 11, p. 395, 396, 402, 403). — Sa lettre au Président de l'Assemblée, relative à la célébration des funérailles de M. le maréchal Vaillant (A., t. 12, p. 179). — Sa lettre au Président de l'Assemblée demandant communication, pour les magistrats militaires chargés de l'instruction de la capitulation de Metz, des dépositions et documents recueillis par la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 13, p. 637). — Parle dans la discussion : de cette demande (A., t. 12, p. 638, 639); du projet de loi de crédit applicable au paiement d'une indemnité de 212,000 fr. à M. Souberbielle, ancien entrepreneur général des transports de l'armée française au Mexique (A., t. 13, p. 212); des pétitions relatives à la dissolution de l'Assemblée nationale (A., t. 14, p. 571); du projet de loi tendant à réduire momentanément de moitié le temps de service exigé des soldats, pour pouvoir être nommés caporaux ou brigadiers (A., t. 14, p. 732); du projet de loi de crédit ayant pour objet principal d'augmenter de 5 centimes par jour la solde de la troupe (A., t. 14, p. 730); du Budget de l'Exercice 1873 (Guerre : *Personnel de l'Administration centrale*, A., t. 14, p. 348. *Uniformes de l'armée*, *Camps*, p. 352, 354. *Commissions d'examen pour le volontariat d'un an*, p. 356. *Justice militaire*, p. 357. *Remonte générale*, p. 360. Agriculture et Commerce : *Rétablissement d'une École des haras*, p. 384. *Achats d'étalons*, p. 388. Légion d'Honneur : *Traitements de la Légion d'Honneur et de la Médaille militaire*, p. 711); de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 93). — Répond à la question de M. René Brice au sujet du volontariat d'un an (A., t. 15, p. 76). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. René Brice tendant à modifier le deuxième paragraphe de l'art. 55 de la loi sur le recrutement de l'armée, relatif aux dispenses de versement pour les engagés volontaires d'un an (A., t. 15, p. 508); des interpellations de M. René Brice sur la circulaire ministérielle du 9 janvier 1873, relative aux bourses à accorder aux engagés volontaires d'un an (A., t. 15, p. 616, 620). — Répond aux interpellations de M. d'Abbadie de Barrau au sujet des modifications introduites dans le programme d'admission à l'École de Saint-Cyr (A., t. 16, p. 86 à 89). — Parle dans la discussion : de la pétition de M. le général Carrey de Bellemare contre la décision à son égard de la Commission de revision des grades (A., t. 17, p. 32); du projet de loi de crédit de 95 millions imputable sur le compte de liquidation et applicable à divers services de la Guerre (A., t. 17, p. 303, 304). = Est nommé *Ministre de la Guerre par intérim* [Décret du 25 mai 1873] (B. des L., n° 1991; J. O., p. 3337). = Prend part, comme Député, à la discussion du projet de loi relatif à l'organisation générale de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 205, 210, 232). = Est nommé *Ministre de la Guerre et Vice-Président du Conseil* [Décret du 22 mai 1874] (B. des L., n° 3037; J. O., p. 3473). — Parle, en cette qualité, dans la discussion de la proposition de MM. Delacour et autres, sur les haras et les remontes (A., t. 31, p. 164). — Présente un projet de loi relatif à l'abrogation de l'ar-

ticle 1er de la loi du 5 janvier 1872, concernant l'avancement sur toute l'arme dans les grades inférieurs pour l'infanterie et la cavalerie et en demande l'urgence (A., t. 34, p. 203, 204). — Est entendu sur la question de M. Girerd au sujet d'un document émané d'un Comité central de l'appel au peuple et relatif à l'élection de M. le baron de Bourgoing dans le département de la Nièvre (A., t. 32, p. 79). — Sa déclaration, à l'occasion de la lecture du procès-verbal, au sujet de son vote contre l'urgence de la proposition de M. Casimir Perier ayant pour objet de fixer à la Commission des Lois Constitutionnelles la base de ses travaux (A., t. 32, p. 205). — Demande : la mise à l'ordre du jour de la proposition de MM. Denormandie et autres, relative aux indemnités à accorder à raison des destructions opérées par le Génie pour les besoins de la défense (A., t. 32, p. 226) ; le renvoi de cette proposition à la Commission du Budget (A., t. 32, p. 232) ; de nouveau, sa mise à l'ordre du jour (A., t. 32, p. 416). — Est entendu dans la discussion y relative (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 436). — Sa lettre au Président de l'Assemblée, accompagnée d'un extrait du jugement par contumace rendu par le 3e Conseil de guerre de Paris, contre M. Melvil-Bloncourt, Député, pour faits relatifs à l'insurrection de la Commune (A., t. 32, p. 470). — Est entendu dans la discussion des interpellations de M. Lucien Brun sur les motifs de la suspension du journal l'*Union* (A., t. 33, p. 13). — Donne lecture du Message de M. le maréchal de Mac-Mahon, Président de la République, en date du 9 juillet 1874 (A., t. 33, p. 24). — Demande l'ajournement des interpellations de M. Bertauld sur l'interprétation à donner à ce Message (A., t. 33, p. 46). — Est entendu dans la discussion de la proposition de M. le général Chareton relative aux améliorations à apporter à la position des sous-officiers (A., t. 33, p. 34, 38, 39, 41). — Demande, en raison des modifications survenues dans le Cabinet, l'ajournement de la proposition de M. Casimir Périer relative à l'organisation des pouvoirs publics (A., t. 33, p. 234). — Est entendu dans la discussion : de cette proposition (A., t. 33, p. 320) ; de la proposition de M. Malartre relative à la prorogation de l'Assemblée nationale (A., t. 34, p. 106) ; du Budget de l'Exercice 1875 (Guerre : *Question de la défense de la frontière des Alpes*, A., t. 34, p. 6. *Compte-rendu de l'exécution, pendant l'année 1873, de la loi sur le recrutement de l'armée*, p. 20. *Subvention à la Réunion des officiers*, p. 133. *Amélioration de la solde et des retraites de la gendarmerie*, p. 134. *Réunion en 1875 des hommes de la disponibilité et de la réserve de l'armée active*, p. 136. *Nourriture et vêtement de la troupe*, p. 138, 141). — Répond à la question de M. Pierre Lefranc au sujet de l'existence de l'état de siège dans le département des Pyrénées-Orientales (A., t. 34, p. 158). — Parle dans la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du casernement de l'armée (A., t. 34, p. 212) ; du projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Première délibération*, A., t. 35, p. 12. *Deuxième délibération*, t. 36, p. 23, 28, 54, 56, 62, 79, 84, 96, 100, 101, 104, 119, 124, 127, 128, 130, 131, 132, 141, 151, 158, 175, 180, 191, 194, 196, 201. *Troisième délibération*, t. 37, p. 108, 125, 128, 135, 152, 155, 161, 162, 164, 173, 176, 186, 187, 190, 198, 202, 207, 212, 221, 222, 224, 225, 230, 231). — Donne lecture du Message de M. le maréchal de Mac-Mahon, Président de la République, en date du 3 décembre 1874 (A., t. 35, p. 15). — Est entendu dans la discussion : du projet de la Commission de l'armée relatif à l'organisation des Commandements supérieurs de Paris et de Lyon (*Deuxième délibération*, A., t. 35, p. 200) ; des projets de lois relatifs au monopole de la fabrication et de la vente de la poudre dynamite (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 469) ; du projet de loi et des propositions concernant la création et les attributions d'un Sénat (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 484) ; des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Troisième délibération*, A., t. 36, p. 652). — Ses observations, à l'occasion du procès-verbal, sur le vote de rejet de la proposition de MM. de Lamberterie et autres, relative à la mise en adjudication des débits de tabac (A., t. 37, p. 19). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à modifier le Code de justice militaire (*Deuxième délibération*, A., t. 37, p. 21).

= Est nommé de nouveau *Ministre de la Guerre* [Décret du 10 mars 1875] (B. des L., n° 3959 ; J. O., p. 1833). — Parle sur une demande d'ajournement de la troisième délibération sur le projet de loi tendant à modifier le Code de justice militaire (A., t. 37, p. 327). — Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1876 (Algérie : *Elévation de classe des Préfets d'Oran et de Constantine*, A., t. 40, p. 184. *Question du crédit affecté à la colonisation*, p. 200. Guerre : *Complément du décret du 6 août 1874 qui détermine les régions territoriales et les subdivisions de région*, p. 215. *Augmentation du chiffre minimum de la pension de retraite des gendarmes*, p. 216. Travaux publics : *État du projet de chemin de fer d'Amiens à Dijon*, A., t. 41, p. 247. Dépenses sur ressources spéciales : *Reconstitution du service de l'Assistance hospitalière en Algérie*, p. 392) ; du projet de loi relatif aux récompenses honorifiques à décerner en dehors des prescriptions légales, à l'occasion des dernières inondations (A., t. 41, p. 402) ; du projet de loi tendant à accorder au petit-fils du maréchal Bugeaud, à titre de récompense nationale, une pension de 6,000 fr. (A., t. 41, p. 409). — Est entendu : sur la demande d'ajournement du projet de loi relatif à l'exécution du chemin de fer de grande ceinture autour de Paris (A., t. 41, p. 411) ; dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 41, p. 443, 453) ; du projet de loi relatif aux conditions du service militaire pour les Français domiciliés en Algérie (A., t. 42, p. 32, 33, 34) ; du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 80, 89. *Troisième délibération*, p. 337) ; — Parle : sur la demande de mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à l'Administration de l'armée (A., t. 42, p. 324, 466) ; dans la discussion : du projet de loi tendant à modifier l'article 37 de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée (A., t. 43, p. 101) ; du projet de loi tendant à modifier l'article 79 de cette même loi (A., t. 43, p. 185). — Demande : l'urgence du projet de loi relatif au classement de la redoute des Hautes-Bruyères comme dépendance de la place de Paris (A., t. 43, p. 189) ; le retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif à l'Administration de l'armée (A., t. 43, p. 190, 191). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à des modifications de détail à apporter à la loi du 13 mars 1875 sur les cadres et les effectifs de l'armée (A., t. 43, p. 301). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 332) — Ses lettres au Président, ayant pour objet de transmettre à l'Assemblée le témoignage de la reconnaissance de la famille du général Lecomte, pour les honneurs publics rendus à la mémoire du général (A., t. 44, p. 253) ; et de la famille du général Clément Thomas, dans les mêmes circonstances (A., t. 44, p. 375).

CLAPIER (M.), *Député élu par le département des Bouches-du-Rhône.*

Est entendu dans la discussion de son élection (A., t. 5, p. 20). — Son élection est validée (A., t. 5, p. 29). = Président : du 5e Bureau (F., n° 517 ; J. O. de 1873, p. 6751) ; du 7e Bureau (F., n° 562 ; J. O. de 1874, p. 351) ; du 6e Bureau (F., n° 627 ; J. O. de 1874, p. 3307) ; du 5e Bureau (F., n° 697 ; J. O. de 1874, p. 7981) ; du 11e Bureau (F., n° 824 ; J. O. de 1875, p. 5510). = Membre de Commissions (F., nos 123, 152, 181, 204, 231, 249, 359, 411, 535, 575, 633, 658, 686, 697, 762, 765, 800 ; J. O. de 1871, p. 2248, 3155, 5229 ; J. O. de 1872, p. 545, 1398, 1906, 7197 ; J. O. de 1873, p. 1039, 7398 ; J. O. de 1874, p. 809, 3504, 4360, 5848, 7918 ; J. O. de 1875, p. 2037, 2129, 4464). = Sa proposition pour l'établissement d'un impôt intérieur sur les tissus de coton, laine, soie, chanvre, lin et jute, fabriqués en France (I., n° 2163 ; A., t. 29, an., p. 55 ; J. O. de 1874, p. 540). — Sa proposition de Résolution relative à l'interprétation de l'art. 59 du Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 2360 ; A., t. 30, an., p. 322 ; J. O. de 1874, p. 3314). — Ses propositions : sur l'organisation du Sénat (I., n° 2894 ; A., t. 36, an., p. 154 ; J. O. de 1875, p. 1291) ; à l'effet de faire restreindre à 60 millions de francs la fabrication des écus de 5 francs (I., n° 3421 ; A., t. 42, p. 228, an., p. 138 ; J. O. de 1875, p. 9770). = Son rapport sommaire sur la proposition de M. de Champvallier tendant à abroger le décret du Gouvernement de la Défense nationale, en date du 24 octobre 1870, concernant l'organisation du barreau en Algérie (I.,

n° 558 ; A., t. 5, p. 162, an., p. 85; J. O. de 1871, p. 3652). — Ses rapports : sur le projet de loi concernant les Maires et les attributions de la police municipale (I., n° 2114; A., t. 28, p. 370, an., p. 265; J. O. de 1874, p. 71); sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) à emprunter une somme de 20 millions (I., n° 2784; A., t. 35, an., p. 328; J. O. de 1875, p. 117); sur la proposition de MM. Courcelle et autres, relative aux élections partielles à l'Assemblée nationale (I., n° 2991; A., t. 38, p. 17, an., p. 67; J. O. de 1875, p. 3736). = Est entendu dans la discussion du projet de loi sur les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 661). — Dépose son rapport sommaire sur la proposition de M. de Champvallier relative aux avocats-défenseurs d'Algérie, et en demande l'urgence (A., t. 5, p. 162). — Demande l'ajournement de la discussion du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 5, p. 224, 225). — Prend part à la discussion : de ce projet de loi (A., t. 7, p. 154, 249, 267, 300); du projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu (A., t. 6, p. 227). — Parle : sur l'urgence de la nomination d'une Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de modifier et de dénoncer les Traités de commerce (A., t. 6, p. 385); sur le projet de loi relatif aux matières premières (A., t. 6, p. 534 à 540, 544); sur la question de discussion immédiate du projet de loi relatif à des impôts nouveaux, en ce qui concerne les sucres (A., t. 7, p. 130); dans la discussion du projet de loi relatif à la Banque de France (A., t. 8, p. 561); sur la demande d'urgence de la proposition de M. Johnston ayant pour objet le régime des admissions temporaires en franchise de droits (A., t. 12, p. 370); dans la discussion du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 12, p. 700; t. 13, p. 6 à 14, 29, 175). — Obtient un congé (A., t. 13, p. 200). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 262, 263, 267 à 271, 278 à 281, 285, 334, 335); du projet de loi relatif à la nomination du Conseil général d'Alger et à la composition des Conseils généraux d'Algérie (A., t. 14, p. 190); du Budget de l'Exercice 1873 (Justice : *Incident relatif au mode de procéder du Greffier du Tribunal de commerce de Marseille, en matière de retraits amiables*, A., t. 14, p. 412. Affaires étrangères : *Agence du Ministère à Marseille*, p. 444. Algérie : *Exécution de la Convention passée avec la Société générale Algérienne*, p. 533. Frais de régie : *Suppression du train rapide entre Paris et Marseille*, p. 641). — Est entendu : sur la question d'ajournement du projet de loi relatif au régime des sucres (A., t. 15, p. 317, 320); dans la discussion : de ce projet de loi (*Première délibération*, A., t. 16, p. 38, 39, 43 à 53); de la proposition de MM. Paul Morin et autres, relative aux Associations syndicales agricoles (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 381); de la question de mise à l'ordre du jour de la proposition de M. Tirard ayant pour objet de modifier la loi du 26 juillet 1872 sur les tarifs douaniers (A., t. 16, p. 506); du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de l'Est de nouvelles lignes de chemins de fer (A., t. 18, p. 82 à 91, 304 à 312, 313 à 316, 354, 365, 390, 392). — Demande l'ajournement de la discussion du projet de loi relatif à la concession d'un chemin de fer direct de Calais à Marseille (A., t. 18, p. 609). — Prend part aux débats sur les projets de lois concernant : l'établissement et la conservation de la propriété en Algérie, ainsi que la transmission contractuelle des immeubles et droits immobiliers; et la procédure sur les mêmes matières (*Deuxième délibération*, A., t. 18, p. 637 à 644, 650, 665, 667, 668, 669); l'organisation générale de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 261); un crédit pour travaux de colonisation en Algérie (A., t. 19, p. 490, 491); le Traité de commerce conclu avec l'Angleterre (A., t. 19, p. 532). — Sa lettre au Président, à fin de faire admettre, en son absence, son vote pour la nomination des membres de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 63). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi concernant la nomination des Maires et les attributions de la police municipale, et en demande l'urgence (A., t. 28, p. 370). — Est entendu : sur la question

de mise à l'ordre du jour de ce projet de loi (A., t. 28, p. 377 ; sur une motion d'ajournement du même projet de loi (A., t. 29, p. 9) ; dans la discussion y relative (A., t. 29, p. 92, 115, 144, 174, 184, 185). — Parle : dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Affaires étrangères : *Incident relatif à l'état des négociations poursuivies avec le gouvernement Égyptien pour l'abrogation des Capitulations*, A., t. 28, p. 183. Beaux-Arts : *Musée du Louvre*, p. 331, 332. Frais de régie : *Revision projetée de la Convention monétaire de 1865*, p. 489, 495) ; sur des incidents relatifs à la fixation de l'ordre du jour (A., t. 28, p. 701, 703) ; dans la discussion : du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Droits sur les savons*, A., t. 28, p. 662, 664. *Impôt sur les tissus*, t. 29, p. 470, 472, 473 à 482, 484, 485, 487, 489. *Chèques*, p. 648, 651. *Exercice des raffineries*, t. 30, p. 329 à 333. *Taxe sur les fils de coton, de laine et de soie*, p. 430) ; du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession définitive de plusieurs chemins de fer concédés à titre éventuel, et à l'adjudication de plusieurs chemins de fer classés et non concédés (A., t. 30, p. 546, 550 à 555). — Ses observations sur une question d'interprétation du Règlement, à propos du scrutin secret demandé dans la discussion du projet de loi relatif à la prorogation des pouvoirs des Conseils municipaux (A., t. 30, p. 632, 633). — Demande l'ajournement de sa proposition relative à l'interprétation de l'article 59 du Règlement, sur la majorité nécessaire à la validité des votes (A., t. 31, p. 125). — Parle sur la prise en considération de cette proposition (A., t. 33, p. 103, 107). — S'excuse de son absence (A., t. 32, p. 111). — Ses observations contre l'abus du vote pour les absents, à l'occasion du vote émis sur l'urgence de la proposition de M. Casimir Périer relative à la base des travaux de la Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 32, p. 206, 207). — Prend part à la discussion : des propositions concernant l'organisation municipale (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 297 à 300, 328. *Demande d'ajournement de la troisième délibération*, t. 42, p. 196) ; de la proposition de MM. Denormandie et autres, relative aux indemnités à accorder à raison des destructions opérées par le Génie pour les besoins de la défense (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 422 à 428) ; de la proposition de MM. Savoye et autres, ayant pour objet de rendre les navires susceptibles d'hypothèques (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 464, 465. *Troisième délibération*, t. 35, p. 121, 150 à 153) ; du projet de loi relatif à l'électorat municipal (*Troisième délibération*, A., t. 32, p. 553, 558, 628 à 632) ; de la proposition de M. Malartre relative à la prorogation de l'Assemblée nationale (A., t. 34, p. 101). — Est entendu : sur la demande d'ajournement de la deuxième délibération sur la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (A., t. 35, p. 224) ; dans la discussion des propositions de M. de Lavergne et de M. Crémieux relatives au régime de l'Algérie (*Deuxième délibération*, A., t. 35, p. 242 à 245, 260, 263. *Troisième délibération*, p. 426) ; en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser un emprunt de 16 millions par la ville de Marseille (A., t. 35, p. 362, 364, 368 à 370, 373). — Prend part à la discussion : des interpellations de MM. Rouvier et autres, sur les motifs de la suspension du Conseil municipal de Marseille (A., t. 36, p. 295) ; des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 369). — Présente une proposition sur l'organisation du Sénat, et en demande le renvoi à la Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 36, p. 513, 514). — Ses observations, en qualité de Président de la Commission, sur la mise à l'ordre du jour de la proposition de M. Courcelle relative aux élections partielles (A., t. 38, p. 5). — Donne lecture de son rapport sur cette proposition, et en demande l'urgence (A., t. 38, p. 17). — Est entendu dans la discussion : de cette proposition (A., t. 38, p. 32, 33, 38) ; du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée de plusieurs lignes de chemins de fer (*Première délibération*, A., t. 38, p. 141, 148 à 157, 163, 183, 236 à 243. *Nouvelle*

délibération, *après déclaration d'urgence*, t. 39, p. 297, 308 à 315 ; du projet de loi de crédit pour garantie d'intérêts aux chemins de fer de l'Algérie A., t. 38, p. 417 ; du projet de loi relatif à l'établissement et à la revision des taxes uniques sur les boissons, dans les agglomérations de 10,000 âmes et au-dessus (A., t. 38, p. 451, 456, 457, 458 ; du Budget de l'Exercice 1876 Algérie : *Question du crédit affecté à la colonisation*, A., t. 40, p. 200, 202. Services spéciaux : *Réduction à 60 millions de la fabrication des monnaies d'argent en 1876*, t. 41, p. 396 ; du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession de certaines lignes de chemins de fer à la Compagnie du Midi (*Première délibération*, A., t. 42, p. 223. *Demande d'ajournement de la deuxième délibération*, t. 43, p. 51, 52). — Demande la mise à l'ordre du jour d'un amendement proposé par lui au dernier Budget, et ayant pour objet de réduire à 60 millions la fabrication des pièces de 5 francs (A., t. 42, p. 226, 227). — Dépose une proposition reproduisant son amendement, et en demande l'urgence (A., t. 42, p. 228). — Parle dans la discussion : du projet de Résolution relatif à la date de la prorogation de l'Assemblée et à l'ordre du jour de ses derniers travaux (A., t. 44, p. 270, 272 ; du projet de loi portant approbation de la Convention internationale signée à Bruxelles sur le régime des sucres (A., t. 44, p. 290 à 294, 305 à 311).

CLAUDE (M. Camille), *Député élu par le département de la Meurthe.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 19). = Secrétaire : du 12e Bureau (F., n° 99 ; J. O. de 1871, p. 1545), du 13e Bureau (F., n° 812 ; J. O. de 1875, p. 9073). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; et de diverses Commissions (F., nos 15, 21, 40, 49, 51, 64, 74, 93, 94, 147, 189, 264, 265, 273, 309, 367, 383, 405, 486, 498, 524, 529, 601, 650, 744, 756 ; M. B. de 1871, p. 66, 224 ; J. O. de 1871, p. 542, 712, 750, 952, 1116, 1408, 1439, 3012 ; J. O. de 1872, p. 113, 2707, 2781, 3013, 4118, 7346, 7957 ; J. O. de 1873, p. 653, 4107, 4481, 6982, 7211 ; J. O. de 1874, p. 1699, 4089 ; J. O. de 1875, p. 1275, 1817). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, tendant : à faire supporter par toute la nation française les contributions de guerre, réquisitions et dommages matériels de toute nature causés par l'invasion (I., n° 39 ; A., t. 1, an., p. 26 ; J. O. de 1871, p. 361) ; à réorganiser les Commissions administratives des hospices et hôpitaux civils (I., n° 184 ; A., t. 2, p. 804 ; J. O. de 1871, p. 973) ; à faire enregistrer dans le délai de deux mois, sans droits en sus ou amendes, tous les actes sous seings-privés qui ne l'ont pas été (I., n° 294 ; A., t. 3, p. 262 ; J. O. de 1871, p. 1582) ; à rendre électeurs et éligibles, sans condition de temps de résidence dans leur nouveau domicile en France, les citoyens français qui, conformément à l'article 2 du Traité du 10 mai 1871 avec l'Allemagne, opteront pour la nationalité française (I., n° 296 ; A., t. 3, p. 266 ; J. O. de 1871, p. 1442) ; à ouvrir dans toute la France un emprunt patriotique remboursable sans intérêts dans dix ans, à partir du 1er mars 1874, pour la libération du territoire (I., n° 839 ; A., t. 7, an., p. 79 ; J. O. de 1872, p. 929) ; à faire nommer par l'Assemblée nationale une Commission de trente membres, pour fixer la somme que l'état du Trésor public permettra de consacrer au dédommagement définitif de tous ceux qui, pendant l'invasion, ont subi des dommages matériels (I., n° 1112 ; A., t. 11, p. 228, an., p. 276 ; J. O. de 1872, p. 3360). — Sa proposition ayant pour objet d'établir directement un impôt sur tous les vinaigres (I., n° 2281 ; A., t. 30, an., p. 135 ; J. O. de 1874, p. 2831). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet d'abroger l'article 23 de la loi du 21 mars 1874 relatif aux bouilleurs de cru, et de le remplacer par l'article 2 de la loi du 2 août 1872 (I., n° 3403, A., t. 42, an., p. 8 ; J. O. de 1875, p. 9200). = Son rapport sur sa proposition ayant pour objet de rendre électeurs et éligibles, sans condition de résidence dans leur nouveau domicile en France, les citoyens français qui, conformément à l'article 2 du Traité du 10 mai 1871 avec l'Allemagne, opteront pour la nationalité française (I., n° 334 ; A., t. 3, p. 494, an., p. 510 ; J. O. de 1871, p. 1685). —

Son rapport sommaire sur sa proposition ayant pour objet de faire nommer par l'Assemblée nationale une Commission de trente membres, pour fixer la somme que l'état du Trésor public permettra de consacrer au dédommagement définitif de tous ceux qui, pendant l'invasion, ont subi des dommages matériels (I., n° 1219; A., t. 12, an., p. 31; J. O. de 1872, p. 4240). — Ses rapports : sur la demande en autorisation de poursuites formée par le Procureur général près la Cour d'appel d'Angers contre M. Carré-Kérisouët, membre de l'Assemblée nationale, pour complicité de duel (I., n° 1516; A., t. 14, an., p. 173; J. O. de 1873, p. 305); sur le projet de loi tendant à distraire la commune de Châlons-sur-Vesle, arrondissement de Reims (Marne), du canton de Ville-en-Tardenois, et à la rattacher à celui de Fismes (même arrondissement) (I., n° 1917; A., t. 19, an., p. 178; J. O. de 1873, p. 5698); sur la proposition de MM. Billy et autres, ayant pour objet d'indemniser, conformément à la loi du 11 juin 1866, les propriétaires des bestiaux morts de la peste bovine dans les départements envahis (I., n° 2431; A., t. 32, an., p. 11; J. O. de 1874, p. 4216); sur le projet de loi relatif à un échange de terrains entre l'État et M. Bidault, dans le département de la Nièvre (I., n° 2947; A., t. 37, an., p. 126; J. O. de 1875, p. 2235). = Déclare s'associer à la Déclaration collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 66). — Dépose une pétition d'Alsaciens-Lorrains protestant contre toute cession de territoire (A., t. 1, p. 97).— Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à proroger l'échéance des effets de commerce (A., t. 1, p. 265); de la proposition de M. Millière sur le même sujet (A., t. 2, p. 105). — Donne lecture de son rapport sur sa proposition relative à l'électorat et à l'éligibilité des Alsaciens-Lorrains ayant opté pour la nationalité française, et en demande l'urgence (A., t. 3, p. 494). — Son rapport sur l'élection de MM. de Lacretelle, le général Guillemaut et Boysset par le département de Saône-et-Loire (A., t. 4, p. 13). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à rétablir le droit de chasse (*Première délibération*, A., t. 4, p. 329); du projet de loi relatif à des augmentations d'impôts et à des impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 5, p. 69); de sa proposition relative au remboursement des contributions de guerre, réquisitions et dommages matériels causés par l'invasion (*Troisième délibération*, A., t. 5, p. 409); du projet de loi règlant au point de vue de l'indemnité la situation des fonctionnaires nommés Députés (A., t. 7, p. 603, 604); du projet de loi concernant les droits d'enregistrement (A., t. 8, p. 70); du Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1872 (Frais de régie : *Replacement des anciens percepteurs Alsaciens-Lorrains*, A., t. 8, p. 399); du Budget du Ministère de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts pour le même Exercice (Beaux-Arts : *Suppression des entrées de faveur dans les Théâtres subventionnés; Établissement de nouvelles places de parterre au Théâtre Français*, A., t. 8, p. 450). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à supprimer la Cour de Metz, et à faciliter le replacement ou la mise à la retraite des magistrats d'Alsace-Lorraine (A., t. 8, p. 535). — Donne lecture de sa proposition tendant à la nomination d'une Commission de trente membres pour la fixation des indemnités aux habitants des départements envahis, et en demande l'urgence (A., t. 11, p. 227). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi et de sa proposition concernant l'organisation des Commissions administratives des hospices et hôpitaux civils, établissements et bureaux de bienfaisance (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 528, 530, 545); en qualité de Rapporteur, sur la demande en autorisation de poursuites contre M. Carré-Kérisouët, pour complicité de duel (A., t. 15, p. 12); dans la discussion : du projet de loi portant formation de trois nouveaux cantons dans le département de Meurthe-et-Moselle (A., t. 17, p. 2); du projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 392); du projet de loi tendant à modifier la législation sur les contributions indirectes (A., t. 18, p. 478, 480); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Droits à la fabrication des vinaigres*,

A., t. 30, p. 185, 187, 251, 433, 528). — Parle, en qualité de Rapporteur, sur un incident relatif à la mise à l'ordre du jour de la proposition de M. Billy tendant à indemniser les propriétaires des bestiaux morts de la peste bovine dans les départements envahis (A., t. 35, p. 446). — Prend part à la discussion : de cette proposition (*Première délibération*, A., t. 38, p. 257 à 260); du projet de loi ayant pour objet l'établissement d'un impôt sur les vinaigres et les acides acétiques (A., t. 40, p. 122, 139 à 143); du Budget de l'Exercice 1876 (Voies et moyens : *Report à l'ancienne limite de 40 litres d'alcool par année, de la franchise accordée aux bouilleurs de cru*, A., t. 41, p. 389). — Dépose sa proposition sur les bouilleurs de cru, tendant à abroger l'article 23 de la loi du 21 mars 1874 et à le remplacer par l'art. 2 de la loi du 2 août 1872, et en demande l'urgence et le renvoi à la Commission du Budget (A., t. 42, p. 11, 12). — Est entendu dans la discussion de cette proposition et des propositions analogues de M. Ganivet et de M. d'Andelarre (A., t. 43, p. 203, 268).

CLAUDE (M. NICOLAS), *Député élu par le département des Vosges.*

Déclare donner sa démission (A., t. 1, p. 135). — Son élection est validée (A., t. 1, p. 143). — Lettre par laquelle il retire sa démission (A., t. 2, p. 3). = Membre de Commissions (F., nos 49, 74, 128, 204, 264, 321, 359, 397, 405, 417, 438, 450, 476, 478, 524, 541, 717, 739, 842 ; J. O. de 1871, p. 712, 1116, 2419; J. O. de 1872, p. 545, 2757, 4516, 7197; J. O. de 1873, p. 404, 653, 1039, 1710, 2113, 3750, 3817, 6982, 7729; J. O. de 1875, p. 160, 971, 9073). = Sa proposition ayant pour objet l'abrogation des art. 3, 4 et 5 de la loi du 14 juin 1865 sur les chèques et l'assujettissement des délégations sur maisons de banque au timbre proportionnel (I., n° 539; A., t. 5, an., p. 55; J. O. de 1871, p. 3032). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la nomination d'une Commission de trente membres, chargée de procéder à une Enquête sur la situation actuelle des moyens de transport en France et la tarification des marchandises (I., n° 678 ; A., t. 6, p. 24, an., p. 87 ; J. O. de 1871, p. 4986). — Ses propositions tendant : à la prorogation de la franchise accordée par la Convention du 12 octobre 1871 à la rentrée des tissus de coton qui empruntent à l'outillage industriel de l'Alsace-Lorraine une façon supplémentaire (I., n° 1422; A., t. 14, p. 61, an., p. 11; J. O. de 1872, p. 7143); à la prorogation de la loi du 9 décembre 1872 relative à la franchise accordée à la rentrée des tissus qui empruntent à l'outillage industriel de l'Alsace-Lorraine une façon supplémentaire (I., n° 1795; A., t. 18, an., p. 76; J. O. de 1873, p. 3786). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à nommer une Commission chargée d'examiner la question de savoir s'il y a lieu de reviser les évaluations cadastrales (I., n° 1887; A., t. 19, an., p. 110; J. O. de 1873, p. 5045). = Ses rapports : sur sa proposition relative à la prorogation de franchise à accorder aux tissus de coton qui empruntent à l'outillage de l'Alsace-Lorraine une façon supplémentaire (I., n° 1451 ; A., t. 14, an., p. 70 ; J. O. de 1872, p. 7695) ; sur le projet de loi relatif aux frais de reconstitution des registres de l'État civil de l'arrondissement de Remiremont (Vosges) (I., n° 1602 ; A., t. 16, an., p. 3 ; J. O. de 1873, p. 1184) ; sur sa proposition relative à la prorogation de la franchise accordée aux tissus qui empruntent à l'outillage de l'Alsace-Lorraine une façon supplémentaire (I., n° 1834 ; A., t. 18, p. 570, an., p. 219; J. O. de 1873, p. 4500). = Demande la lecture des conditions de cession territoriale énumérées à l'article 1er des Préliminaires de paix (A., t. 1, p. 91). — Obtient des congés (A., t. 2, p. 187, 208 ; t. 5, p. 384 ; t. 8, p. 481 ; t. 17, p. 237). — Prend part à la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 128); du projet de loi relatif à des augmentations d'impôts et à des impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 5, p. 76). — Donne lecture de sa proposition relative à la nomination d'une Commission d'Enquête sur les moyens de transport, et en demande l'ur-

gence (A., t. 6, p. 24). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur les matières premières (A., t. 6, p. 560) ; de sa proposition relative à l'abrogation des art. 3, 4 et 5 de la loi du 14 juin 1865 sur les chèques et à l'assujettissement des délégations sur maisons de banque au timbre proportionnel (A., t. 11, p. 72). — Donne lecture de sa proposition relative à la prorogation de la franchise accordée par la Convention du 12 octobre 1871 à la rentrée des tissus de coton qui empruntent à l'outillage industriel de l'Alsace-Lorraine une façon complémentaire, et en demande l'urgence (A., t. 14, p. 61). — Son rapport sur l'élection de M. Nioche par le département d'Indre-et-Loire (A., t. 14, p. 334). — S'excuse de son absence (A., t. 14, p. 347 ; t. 29, p. 31). — Prend part à la discussion : de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 406, 532, 534) ; du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de l'Est de nouvelles lignes de chemins de fer (A., t. 15, p. 353). — Dépose une proposition tendant à proroger la loi du 9 décembre 1872 relative à l'entrée en franchise des tissus qui empruntent à l'outillage de l'Alsace-Lorraine une façon complémentaire, et en demande l'urgence (A., t. 18, p. 183). — Donne lecture de son rapport sur sa proposition (A., t. 18, p. 570). — Est entendu dans la discussion de cette proposition (A., t. 18, p. 587, 589).

CLAUDE (M.), *Chef du service de sûreté à la Préfecture de police.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 533 à 538).

CLÉMENCEAU (M.), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 47). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à l'élection d'un Conseil municipal pour la ville de Paris (I., n° 60 ; A., t. 2, p. 16 ; J. O. de 1871, p. 376). = Ses observations sur la question des places à réserver au public dans les tribunes de l'Assemblée (A., t. 1, p. 71). — Dépose une pétition émanant du Club positiviste de Paris, et est entendu à ce sujet (A., t. 1, p. 152, 153). — Lettre par laquelle il demande un congé (A., t. 1, p. 202). — Obtient ce congé (A., t. 1, p. 253). — Dépose une proposition relative à l'élection d'un Conseil municipal pour la ville de Paris, et en expose l'urgence (A., t. 2, p. 4). — Parle, dans la discussion du projet de loi sur la mise en état de siège du département de Seine-et-Oise, sur un incident relatif à l'assassinat des généraux Clément Thomas et Lecomte (A., t. 2, p. 11). — Est entendu sur la situation de Paris et sur l'urgence des élections municipales dans cette ville (A., t. 2, p. 28, 31, 37, 38). — Déclare retirer sa proposition à ce sujet (A., t. 2, p. 43). — Lettre par laquelle il adresse sa démission à l'Assemblée (A., t. 2, p. 151).

CLÉMENT (M.), *Commissaire de police de la ville de Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 761 à 763).

CLÉMENT (M. Léon), *Député élu par le département de l'Indre.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 33). = Membre de Commissions (F., n°s 40, 48, 57, 64, 70, 85, 607, 765 ; J. O. de 1871, p. 696, 854, 952, 1046, 1335 ; J. O. de 1874, p. 1881 ; J. O. de 1875, p. 2129). = Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à proroger l'échéance des effets de commerce (A., t. 1, p. 258) ; de la proposition de M. Millière sur le même sujet (A., t. 2, p. 108) ; du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 606) ; du projet de loi sur l'inaliénabilité des propriétés publiques ou privées, saisies ou soustraites à Paris depuis le 18 mars 1871 (A., t. 2, p. 937). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 88 ; t. 14, p. 500 ; t. 31, p. 133). — Est entendu dans la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions

des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 47, 305. *Troisième délibération*, p. 432, 512, 599,; du projet de loi relatif au transport des journaux (A., t. 5, p. 495). — S'excuse de son absence (A., t. 7, p. 69; t. 13, p. 45; t. 18, p. 495). — Son rapport sur l'élection de MM. Dupont et Deregnaucourt par le département du Nord (A., t. 8, p. 21). — Parle sur : cette élection (A., t. 8, p. 33, 34); le projet de loi concernant les droits d'enregistrement (A., t. 8, p. 51); le projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 182, 192); la demande d'ajournement du projet de loi ayant pour objet la mise en adjudication du chemin de fer de Tours à Montluçon (A., t. 13, p. 572).— Prend part à la discussion : de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 294, 297, 298); du projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 385, 387); du projet de loi tendant à modifier la législation sur les contributions indirectes (A., t. 18, p. 464, 468); du projet de loi relatif à divers droits d'enregistrement (A., t. 39, p. 40); du projet de loi relatif aux élections des Sénateurs (*Deuxième délibération*, A., t. 41, p. 89. *Troisième délibération*, p. 322, 324); du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 43, p. 272); de la proposition de M. Feray tendant à déclarer que les dispositions de la loi du 29 juin 1872 qui impose les valeurs mobilières, ne sont pas applicables aux Sociétés de commerce en nom collectif, ni aux associés-gérants des Sociétés en commandite (A., t. 43, p. 8, 10).

CLERC (M.), *Député élu par le département de la Drôme.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 39). = Membre de Commissions (F., nos 75, 249, 289, 309, 463, 547, 607; J. O. de 1871, p. 1134; J. O. de 1872, p. 1906, 3549, 4118; J. O. de 1873, p. 3220, 6751; J. O. de 1874, p. 1881). = Ses rapports : sur le projet de loi ayant pour objet d'établir une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la commune de Plabennec (Finistère) (I., n° 2057; A., t. 28, an., p. 581; J. O. de 1873, p. 7733); sur le projet de loi relatif à l'établissement de surtaxes à l'octroi de Rethel (Ardennes) (I., n° 2109; A., t. 28, an., p. 262; J. O. de 1874, p. 38); sur le projet de loi relatif à l'établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Sisteron (Basses-Alpes) (I., n° 2110; A., t. 28, an., p. 263; J. O. de 1874, p. 71); sur le projet de loi relatif à un échange de terrains entre l'État et la ville de Rennes (Ille-et-Vilaine) (I., n° 2350; A., t. 30, an., p. 295; J. O. de 1874, p. 3202). = S'excuse de son absence (A., t. 47, p. 23).

CLERCQ (M. DE), *Député élu par le département du Pas-de-Calais.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 21 et 27). = Secrétaire : du 10e Bureau (F., n° 51; J. O. de 1871, p. 750); du 3e Bureau (F., n° 146; J. O. de 1871, p. 2985); du 6e Bureau (F., n° 449; J. O. de 1873, p. 1080); du 8e Bureau (F., n° 440; J. O. de 1873, p. 1769); du 9e Bureau (F., n° 463; J. O. de 1873, p. 3220); du 7e Bureau (F., n° 517; J. O. de 1873, p. 6751); du 3e Bureau (F., n° 607; J. O. de 1874, p. 1881); du 16e Bureau (F., n° 697; J. O. de 1874, p. 7981); du 11e Bureau (F., n° 717; J. O. de 1875, p. 460); du 6e Bureau (F., n° 769; J. O. de 1875, p. 3605); du 6e Bureau (F., n° 865; J. O. de 1875, p. 10118). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 29, 32, 60, 69, 77, 94, 102, 123, 170, 205, 231, 309, 321, 379, 393, 403, 531, 617, 739, 809; J. O. de 1871, p. 337, 372, 542, 750, 1136, 1439, 1596, 2248, 4892; J. O. de 1872, p. 572, 1398, 4112, 4516, 7817; J. O. de 1873, p. 280, 580, 7256; J. O. de 1874, p. 2210; J. O. de 1875, p. 971, 4464); et de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 177; J. O. de 1871, p. 6115). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés : au sujet de la nomination du Gouverneur et des Sous-Gouverneurs de la Banque de France (I., n° 284; A., t. 3, p. 212; J. O. de 1871, p. 1362); ayant pour objet : d'empêcher la simultanéité des élections des Conseillers généraux et des Conseillers d'arrondissement (I., n° 1096; A., t. 11, an., p. 37; J. O. de 1872, p. 3143);

de déterminer l'ordre des travaux de l'Assemblée nationale et la date de sa dissolution (I., n° 3488; A., t. 42, p. 465, an., p. 381; J. O. de 1875, p. 10345). = Son rapport sur les propositions : 1° de MM. Wilson et autres; 2° de MM. Claude (Vosges) et autres, tendant à la création d'une Commission d'Enquête concernant les améliorations à apporter au service du transport des marchandises (I., n° 716; A., t. 6, p. 109, an., p. 195; J. O. de 1872, p. 22). — Son rapport, au nom de la Commission chargée : 1° de proposer d'urgence les mesures à prendre pour diminuer les souffrances causées par la crise actuelle; 2° de procéder à une Enquête sur le régime général des chemins de fer (I., n° 780; A., t. 6, an., p. 293; J. O. de 1872, p. 520). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 62; t. 7, p. 170, 525; t. 11, p. 145; t. 15, p. 563; t. 18, p. 546). — Prend part à la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 492). — Son rapport sur des pétitions (A., t. 6, p. 52 à 54). — Parle dans la discussion du Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1872 (*Pensions des grands fonctionnaires*, A., t. 8, p. 377). — S'excuse de son absence (A., t. 11, p. 10; t. 18, p. 274). — Son rapport sur la 2e élection de M. Deregnaucourt par le département du Nord (A., t. 12, p. 493). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 13, p. 144). — Adresse une question au Ministre de l'Agriculture et du Commerce sur la reconstitution des registres de la Caisse des retraites pour la vieillesse, detruits dans l'incendie de la Caisse des dépôts et consignations (A., t. 13, p. 568). — Parle dans la discussion : de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Troisième délibération*, A., t. 31, p. 49); de la proposition de M. Tirard tendant à autoriser la fabrication à tous titres des sujets d'or et d'argent destinés à l'exportation (*Troisième délibération*, A., t. 32, p. 224); des propositions de MM. Waddington, Vautrain, Clapier et Wallon, relatives à l'organisation du Sénat (A., t. 36, p. 575, 592, 601); du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 185). — Donne lecture de sa proposition relative à l'ordre des derniers travaux de l'Assemblée et à sa dissolution (A., t. 42, p. 465). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (*Incident relatif à une demande de scrutin public à la tribune*, A., t. 44, p. 68); du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie du Nord (A., t. 44, p. 335, 337).

CLINCHANT (M. le général), *ancien Commandant en chef de l'armée de l'Est.*

Ses dépositions : devant la Commission des Marchés, relativement à l'Enquête sur le matériel de la Guerre (A., t. 17, an., p. 301 à 304); devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 450 à 481).

COCHERY (M.), *Député élu par le département du Loiret.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 35).= Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11; M. B., p. 209); de diverses Commissions (F., n°s 32, 60, 74, 84, 401, 403, 427, 529, 541, 569, 611, 633, 674, 686, 739, 756, 762, 857; J. O. de 1871, p. 372, 894, 1116, 1230; J. O. de 1873, p. 524, 580, 1383, 7211, 7729; J. O. de 1874, p. 611, 2005, 3504, 4933, 5848; J. O. de 1875, p. 971, 1817, 2037, 9767); de la Commission du Budget rectifié de 1871 (F., n° 58; J. O. de 1871, p. 867); de la Commission d'Enquête sur les causes de l'insurrection de Paris (F., n° 95; J. O. de 1871, p. 1476); de la Commission de permanence de 1871 (A., t. 5, p. 661); de la Commission du Budget de 1873 (F., n° 297; J. O. de 1872, p. 3767); de la Commission des Comptes de 1869 (F., n° 529; J. O. de 1873, p. 7211); de la Commission du Budget de 1876 (F., n° 776; J. O. de 1875, p. 3636); et de la Commission de permanence de 1876 (A., t. 44, p. 364). = Sa proposition, présentée de concert avec d'au-

tres Députés, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département du Loiret (I., n° 2441 ; A., t. 32, an., p. 39 ; J. O. de 1874, p. 4036). = Ses rapports : sur le Budget rectificatif des dépenses de l'Exercice 1871 (Ministère de la Guerre) (I., n° 509 ; A., t. 4, an., p. 291 ; J. O. de 1871, p. 3841) ; sur le Budget rectificatif des dépenses de l'Exercice 1871 (Gouvernement général de l'Algérie) (I., n° 510 ; A., t. 4, an., p. 298 ; J. O. de 1871, p. 3857) ; sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit de 153,125,000 fr., sur l'Exercice 1871, pour l'alimentation et l'entretien des troupes allemandes d'occupation (I., n° 525 ; A., t. 5, an., p. 25 ; J. O. de 1871, p. 3185) ; sur le projet de loi tendant à accorder au Ministre de la Guerre un supplément de crédit de 4,545,000 fr. sur l'Exercice 1871 (I., n° 668 ; A., t. 5, p. 643, an., p. 289 ; J. O. de 1871, p. 4244) ; sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit de 400,000 fr., sur l'Exercice 1871, au Budget extraordinaire du Gouvernement général de l'Algérie (I., n° 670 ; A., t. 5, p. 675, an., p. 292 ; J. O. de 1871, p. 4242) ; sur le Budget des dépenses du Ministère de la Guerre (Exercice 1873) (I., n° 1381 ; A., t. 13, an., p. 295 ; J. O. de 1872, p. 6839) ; sur le projet de loi portant ouverture, au Ministre de la Guerre, d'un supplément de crédit de 1,320,000 fr. sur l'Exercice 1872 (I., n° 1487 ; A., t. 14, an., p. 143 ; J. O. de 1872, p. 8145) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'Exercice 1873, d'un supplément de crédit de 10,197,000 fr. (I., n° 1504 ; t. 14, an., p. 158 ; J. O. de 1873, p. 164) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'Exercice 1873, d'un supplément de crédit de 23,000,000 fr., pour l'entretien et l'alimentation de l'armée allemande en 1871 (I., n° 1709 ; A., t. 17, an., p. 43 ; J. O. de 1873, p. 2491) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'Exercice 1873, d'un crédit de 6,416,286 fr., applicable à l'alimentation des troupes (I., n° 1736 ; A., t. 17, an., p. 104 ; J. O. de 1873, p. 2982) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre d'un crédit de 127,881,500 fr., imputable au Compte de liquidation des diverses charges résultant de la guerre (I., n° 1762 rectifié ; A., t. 17, an., p. 166 ; J. O. de 1873, p. 3156) ; sur la demande en autorisation de poursuites contre M. Godin, Député de l'Aisne (I., n° 1799 ; A., t. 18, an., p. 79 ; J. O. de 1873, p. 3943) ; sur le Budget des dépenses de l'Exercice 1876 (Ministère de l'Intérieur) (I., n° 3103 ; A., t. 39, an., p. 7 à 18 ; J. O. de 1875, p. 5047, 5086) ; sur la proposition de M. Denormandie relative aux consignations judiciaires (I., n° 3129 ; A., t. 39, an., p. 138 ; J. O. de 1875, p. 5802) ; sur le projet de loi portant répartition du fonds de 4 millions destiné à venir en aide aux départements (Exercice 1876) (I., n° 3353 ; A., t. 41, an., p. 195 ; J. O. de 1875, p. 7315) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1875, d'un crédit supplémentaire de 300,000 fr., applicable au Chapitre XXII (Secours aux émigrations politiques) (I., n° 3380 ; A., t. 41, an., p. 349 ; J. O. de 1875, p. 7427) ; sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à décerner des récompenses honorifiques, à l'occasion des dernières inondations, en dehors des conditions prescrites par les articles 1 et 5 de la loi du 25 juillet 1873 (I., n° 3386 ; A., t. 41, an., p. 367 ; J. O. de 1875, p. 7379) ; sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser le département de l'Ardèche à faire l'avance à l'État d'une somme de 1,200,000 fr., nécessaire à l'achèvement des travaux de rectification de la route nationale n° 103, de la Voulte au Puy, par la vallée de l'Érieux ; à contracter un emprunt de pareille somme, et à s'imposer extraordinairement, pendant onze ans, un centime additionnel au principal des quatre contributions (I., n° 3441 ; A., t. 42, an., p. 265 ; J. O. de 1875, p. 10154) ; sur le projet de loi tendant à reporter à l'Exercice 1876 une somme de 5 millions restée disponible sur le crédit de 6 millions ouvert au Chapitre XXXII du Budget de 1875, pour la liquidation des dépenses de guerre incombant au Ministère de l'Intérieur (I., n° 3530 ; A., t. 43, an., p. 367 ; J. O. de 1876, p. 164) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1875, de crédits supplémentaires montant ensemble à 989,471 fr. 50 c. (I., n° 3550 ; A., t. 43, an., p. 601 ; J. O. de 1876, p. 764) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1876, de crédits supplémentaires montant ensemble à

435,000 fr. (I., n° 3551 ; A., t. 43, an., p. 405; J. O. de 1876, p. 766) ; sur le projet de loi portant déclaration d'utilité publique de divers chemins de fer (I., n° 3562 ; A., t. 43, an , p. 433 ; J. O. de 1876, p. 670) ; sur le projet de loi tendant à reporter à l'Exercice 1876 une somme de 252,166 fr. 68 c. restant disponible sur les crédits ouverts, en 1873 et en 1874, au Ministre de l'Intérieur, pour faciliter la construction de ponts sur les chemins vicinaux (I., n° 3602 ; A., t. 43, an., p. 408 ; J. O. de 1876, p. 873) ; sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1876, un crédit de 880,000 fr. pour le paiement de l'indemnité allouée aux délégués des Conseils municipaux, par l'art. 17 de la loi du 2 août 1875, pour les élections Sénatoriales (I., n° 3637 ; A., t. 44, an., p. 57 ; J. O. de 1876, p. 542). = Dépose une proposition tendant à l'application provisoire du Règlement de 1849 et à la nomination immédiate d'un Questeur (A., t. 1, p. 6). — Propose, comme Rapporteur, d'ajourner la vérification des élections des Bouches-du-Rhône (A., t. 1, p. 11). — Ses rapports sur les élections : du Calvados (A., t. 1, p. 12) ; du Cantal (*ibid.*) ; de la Charente (*ibid.*) ; de la Charente-Inférieure (*ibid.*) ; du Cher (p. 13). — Ses observations sur la demande de dépôt du rapport sur les élections des Bouches-du-Rhône (A., t. 1, p. 55). — Sa motion tendant à une réunion du soir dans les Bureaux, pour la discussion du projet de loi relatif aux Préliminaires de paix (A., t. 1, p. 94). — Demande l'ajournement du vote sur l'élection de M. George, ancien Préfet des Vosges (A., t. 1, p. 142, 143). — Est entendu sur l'élection de Mgr Dupanloup, Évêque d'Orléans, par le département du Loiret (A., t. 1, p. 146). — Parle à l'occasion de la demande de lecture du rapport sur une proposition de M. Germain (A., t. 1, p. 157). — Son rapport sur les élections de MM. Péconnet, Esquiros, Delorme et Mestreau, anciens préfets, et de M. Ganivet, ancien président de Conseil de préfecture (A., t. 1, p. 158). — Demande l'ajournement de la discussion de ce rapport (A., t. 1, p. 163). — Ses explications sur le retard apporté au dépôt de son rapport sur les élections des Bouches-du-Rhône (A., t. 1, p. 174). — Prend part, comme Rapporteur, à la discussion générale sur la vérification des pouvoirs des anciens préfets élus Députés (A., t. 1, p. 223, 224, 225). — Son rapport sur les élections des Bouches-du-Rhône (A., t. 1, p. 303). — Est entendu : sur les ordres du jour motivés tendant à reconnaître à la ville de Paris le droit de nommer son Conseil municipal (A., t. 2, p. 46) ; sur la proposition relative à la création de bataillons de volontaires (A., t. 2, p. 71) ; sur la proposition de M. Millière relative à la prorogation des échéances des effets de commerce (A., t. 2, p. 107) ; dans la discussion de la proposition de M. Gaslonde relative aux Conseils généraux, pour un rappel au Règlement (A., t. 2, p. 178) ; dans la discussion : du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 317) ; du projet de loi sur les poursuites en matière de délits de presse (A., t. 2, p. 519). — Demande un ajournement des séances, en raison des travaux à exécuter dans la Salle (A., t. 2, p. 779). — Parle, dans la discussion sur l'urgence de la proposition de M. de Cazenove de Pradine relative aux prières publiques, pour un rappel au Règlement (A., t. 3, p. 33, 34). — Propose un projet de Résolution tendant à déclarer que les armées de terre et de mer et que le Chef du Pouvoir exécutif ont bien mérité de la patrie (A., t. 3, p. 110). — Est entendu dans la discussion : des interpellations de M. le général Ducrot relatives aux élections municipales de la Nièvre (A., t. 3, p. 184, 190) ; de la proposition de MM. Claude (Meurthe), Laflize et autres, relative au remboursement des contributions de guerre, réquisitions et dommages matériels causés par l'invasion (*Troisième délibération*, A., t. 5, p. 406, 407, 408). — Parle, comme Rapporteur, dans la discussion du Budget extraordinaire de 1871 (Guerre : *Établissements et matériel de l'artillerie*, A., t. 5, p. 629). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi tendant à ouvrir un crédit de 4,545,000 fr. au Ministre de la Guerre (A., t. 5, p. 643). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la concession de terrains en Algérie aux Alsaciens-Lorrains (A., t. 5, p. 662, 663). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi tendant à ouvrir, pour les dépenses de cette colonisation, un crédit de 400,000 fr. (A.,

t. 5, p. 675). — Parle dans la discussion : du projet de loi relatif à la répartition du fonds de secours aux départements pour l'Exercice 1872 (A., t. 5, p. 678); des interpellations de M. Jean Brunet sur la non-présence à l'Assemblée des princes d'Orléans, dont l'élection remonte à plus de dix mois et a été validée depuis six mois (A., t. 6, p. 157); sur un incident relatif à la prétendue disparition des Archives de l'Assemblée, des procès-verbaux de la Commission chargée d'examiner l'élection des princes d'Orléans (A., t. 6, p. 281). — Obtient un congé (A., t. 8, p. 481). — Est entendu, en qualité de Rapporteur spécial, dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1873 (Guerre : *Dépenses de l'armée*, A., t. 14, p. 353. *Transports généraux*, p. 355. *Commissions d'examen pour le volontariat d'un an*, p. 356. *Justice militaire*, p. 357. *Remonte générale*, p. 358. *Dépenses secrètes*, p. 360); du projet de loi portant ouverture d'un crédit de 95,072,500 fr. imputable au Compte de liquidation des diverses charges résultant de la guerre (A., t. 17, p. 299 à 301). — Parle dans la discussion du projet de loi tendant à modifier les articles 1, 4, 6 et 7 de la loi du 14 juillet 1868 sur les chemins vicinaux (A., t. 19, p. 439). — S'excuse de son absence (A., t. 19, p. 471). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 314 à 323). — Prend part, en qualité de Rapporteur spécial, à la discussion du Budget de l'Exercice 1876 (Intérieur : *Traitement du bégaiement à l'Institution des sourds-muets de Paris*, A., t. 40, p. 180). — Demande, en qualité de Rapporteur, la mise à l'ordre du jour : 1° du projet de loi de crédit applicable en secours aux réfugiés espagnols; 2° du projet de loi relatif aux récompenses honorifiques à décerner à l'occasion des dernières inondations (A., t. 41, p. 343, 348); 3° du projet de loi portant répartition, pour 1876, du fonds annuel de subvention aux départements (A., t. 41, p. 348, 349). — Est entendu, en cette même qualité, dans la discussion du second de ces projets de lois (A., t. 41, p. 402). — Son rapport verbal sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit de 1 million pour réparation des dommages causés aux chemins vicinaux et ouvrages d'art par les inondations (A., t. 41, p. 410). — Demande, en qualité de Rapporteur, l'urgence du projet de loi relatif à une avance de 1,200,000 francs par le département de l'Ardèche à l'État, pour la rectification de la route nationale de la Voulte au Puy (A., t. 42, p. 396). — Parle, en la même qualité, dans la discussion du projet de loi de crédit pour la liquidation des dépenses de guerre incombant au Ministère de l'Intérieur sur l'Exercice 1876 (A., t. 43, p. 265). — Est entendu dans la discussion des projets de lois collectifs sur les crédits supplémentaires et extraordinaires : de l'Exercice 1875 (Intérieur : *Réparation des dommages causés aux chemins vicinaux par les inondations*, A., t. 44, p. 55); de l'Exercice 1876 (p. 82). — Demande, en qualité de Rapporteur : la mise à l'ordre du jour de la deuxième délibération sur le projet de loi portant déclaration d'utilité publique de divers chemins de fer (A., t. 44, p. 68, 69); l'urgence du projet de loi (p. 375). — Parle dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 44, p. 376, 377). — Son rapport verbal sur le supplément de crédit de 5,000 fr. nécessaire pour étendre aux Colonies le projet de loi destiné à pourvoir à l'indemnité des délégués Sénatoriaux (A., t. 44, p. 474).

COLAS (M.), *Député élu par le département de Constantine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 209).= Membre de Commissions (F., nos 49, 58, 218, 225, 658; J. O. de 1871, p. 712, 867, 1545; J. O. de 1872, p. 975, 1177; J. O. de 1874, p. 4360). = Dépose une pétition des Alsaciens-Lorrains domiciliés à Constantine, qui protestent contre tout démembrement de la France (A., t. 1, p. 168). — Lettre par laquelle il adresse sa démission (A., t. 36, p. 233).

COLLAS (M.), *à Bar-le-Duc.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 258).

COLLIGNON (M.), *Inspecteur général des Ponts et Chaussées, ancien Député.*

L'un des candidats proposés pour les fonctions de Conseiller d'État (A., t. 13, p. 96, et an., p. 64). — Est élu *Conseiller d'Etat* par l'Assemblée (A., t. 13, p. 299).

COLOMBET (M. DE), *Député élu par le département de la Lozère.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 37).= Secrétaire : du 5e Bureau (F., n° 99; J. O. de 1871, p. 1545); du 3e Bureau (F., n° 353; J. O. de 1872, p. 7007); du 2e Bureau (F., n° 393; J. O. de 1873, p. 280); du 4e Bureau (F., n° 440; J. O. de 1873, p. 1769); du 12e Bureau (F., n° 627; J. O. de 1874, p. 3307); du 4e Bureau (F., n° 697; J. O. de 1874, p. 7981); du 8e Bureau (F., n° 796; J. O. de 1875, p. 4340); du 14e Bureau (F., n° 824; J. O. de 1875, p. 5510). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11; M. B., p. 209); de diverses Commissions (F., nos 68, 75, 141, 317, 697, 707, 847; J. O. de 1871, p. 1013, 1124, 2819; J. O. de 1872, p. 4353; J. O. de 1874, p. 7981, 8333; J. O. de 1875, p. 9073); et de la Commission d'Enquête sur les causes de l'insurrection de Paris (F., n° 95; J. O. de 1871, p. 1476). = Ses observations sur une pétition déposée par M. Peyrat et relative aux moyens de faire cesser la guerre civile (A., t. 2, p. 535). — Obtient un congé (A., t. 11, p. 145). — Est entendu : dans la discussion des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Troisième délibération*, A., t. 36, p. 626); sur un incident relatif au dépouillement du scrutin sur l'urgence de la proposition de M. Madier de Montjau tendant à fixer l'époque de la dissolution de l'Assemblée (A., t. 41, p. 73, 74); dans la discussion du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 312).

COLONJON (M. le colonel DE), *ex-Chef de la Légion de gendarmerie d'Afrique.*

Sa lettre au Président de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 429).

COMBARIEU (M. DE), *Député élu par le département de l'Isère.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 17).= Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11; M. B., p. 209); de diverses Commissions (F., nos 14, 41, 84, 146, 393, 517, 562, 575; M. B. de 1871, p. 58; J. O. de 1871, p. 561, 1230, 2985; J. O. de 1873, p. 280, 6751; J. O. de 1874, p. 351, 809); de la Commission des Marchés (F., n° 37; J. O. de 1871, p. 471); de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73, J. O. de 1871, p. 1111); et de la Commission de permanence de 1874 (A., t. 30, p. 647). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à modifier la loi du 10 juillet 1874 relative à l'amélioration de la situation des sous-officiers de l'armée de terre (I., n° 2886; A., t. 36, an., p. 149; J. O. de 1875, p. 1550). = Obtient un congé (A., t. 14, p. 58). — S'excuse de son absence (A., t. 32, p. 535).

COMBEMOREL (M.).

Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre lui et l'État, dans le département de l'Allier, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 7.

COMBIER (M.), *Député élu par le département de l'Ardèche.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 30).= Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11; M. B., p. 209); de diverses Commissions (F., nos 74, 125, 141, 167, 181, 203, 362, 379, 440, 463, 611, 824, 842; J. O. de 1871, p. 1116, 2333, 2819, 4802, 5229; J. O. de 1872, p. 520, 7305, 7817; J. O. de 1873, p. 1769, 3220; J. O. de 1874, p. 2005; J. O. de 1875, p. 5510, 9073); des Commissions de permanence : de 1871 (A., t. 5, p. 660); de 1872 (A., t. 8, p. 657); et de 1873 (A., t. 19, p. 406); de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275; J. O. de 1872, p. 3082); de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 57, 58); et des

Commissions de permanence : de 1874 (A., t. 30, p. 647) ; de 1875 (A., t. 37, p. 328 ; t. 41, p. 201) ; et de 1876 (A., t. 44, p. 364). = Sa proposition ayant pour objet de préciser par une disposition additionnelle le sens de l'article 59 du Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 1230 ; A., t. 12, an., p. 47 ; J. O. de 1872, p. 4328). = Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 371) ; à l'occasion du dépôt des trois projets de lois sur les contributions directes, les sels et les boissons (A., t. 12, p. 505) ; dans la discussion : du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 12, p. 630, 448 à 651) ; du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 263, 265, 266, 287, 292, 339, 346, 372). — Ses observations personnelles tendant à l'annulation du scrutin de ballottage pour l'élection d'un troisième Questeur (A., t. 30, p. 15).

CONTAUT (M.), *Député élu par le département des Vosges.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 143). = Membre de Commissions (F., n°s 51, 94, 215, 273, 403, 488, 524, 717, 756, 769, 850 ; J. O. de 1871, p. 750, 1139 ; J. O. de 1872, p. 889, 3013 ; J. O. de 1873, p. 580, 4177, 6982 ; J. O. de 1875, p. 160, 1817, 3105, 9395). = Ses rapports : sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de Plouénan (Finistère) (I., n° 2859 ; A., t. 36, an., p. 77 ; J. O. de 1875, p. 810) ; sur le projet de loi tendant à autoriser le département de la Haute-Marne à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires (I., n° 3044 ; A., t. 38, an., p. 145 ; J. O. de 1875, p. 4162). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 109 ; t. 4, p. 57 ; t. 13, p. 330 ; t. 16, p. 357). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'électorat municipal (*Troisième délibération*, A., t. 32, p. 589).

CONTI (M.), *Député élu par le département de la Corse.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 145). — Parle, dans la discussion du projet de loi relatif aux Préliminaires de paix, sur un incident relatif à la responsabilité de la guerre (A., t. 1, p. 102, 103, 104, 105). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 702 ; t. 4, p. 313). — Son décès est annoncé à l'Assemblée (A., t. 7, p. 573).

CONVERT (M.).

Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre lui et l'État, dans le département de l'Aube, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 20.

CORBON (M.), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 86). = Président du 6e Bureau (F., n° 756 ; J. O. de 1875, p. 1817). = Membre de Commissions (F., n°s 161, 173, 178, 339, 541, 601, 607, 650, 697, 762 ; J. O. de 1871, p. 3435, 4985, 5137 ; J. O. de 1872, p. 5057 ; J. O. de 1873, p. 7729 ; J. O. de 1874, p. 1699, 1881, 4089, 7981 ; J. O. de 1875, p. 2037). = Parle : sur l'ajournement du projet de loi ayant pour objet d'établir des peines contre les affiliés à l'Internationale (A., t. 8, p. 158) ; dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 8, p. 214). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 890 à 904). — Est entendu dans la discussion : de la proposition signée de lui et de M. Tolain tendant à l'ouverture d'un crédit de 100,000 francs destiné à couvrir les frais de voyage et de séjour d'ouvriers français à l'Exposition universelle de Vienne, en 1873 (A., t. 17, p. 48) ; du projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique la construction d'une église à Montmartre (A., t. 19, p. 336). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 55 à 78). — Propose de déclarer que l'Assemblée s'inscrit pour 100,000 fr. en faveur des inondés du Midi (A., t. 39, p. 216). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 306).

CORCELLE (M. DE), *Député élu par le département du Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 38). =

Président : du 3e Bureau (F., n° 23; J. O. de 1871, p. 251); du 8e Bureau (F., n° 51; J. O. de 1871, p. 750). — Vice-Président du 13e Bureau (F., n° 99; J. O. de 1871, p. 1545). — Président : du 1er Bureau (F., n° 123; J. O. de 1871, p. 2248); du 15e Bureau (F., n° 189; J. O. de 1872, p. 113); du 1er Bureau (F., n° 353; J. O. de 1872, p. 7007). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11; M. B., p. 209); de la Commission des Marchés (F., n° 37; J. O., p. 471); et de diverses Commissions (F., nos 41, 68, 76, 85, 112, 130, 151, 188, 544; J. O. de 1871, p. 561, 1013, 1128, 1245, 1952, 2466, 3126; J. O. de 1872, p. 89; J. O. de 1873, p. 7732). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet de modifier par le principe électif les dispositions de la législation actuelle, et notamment de la loi du 14 juin 1854, sur les Conseils académiques et les Conseils départementaux (I., n° 205; A., t. 2, p. 849; J. O. de 1871, p. 1026). = Demande l'ajournement de la première délibération sur cette proposition et celle de M. de Broglie relative au Conseil supérieur de l'Instruction publique (A., t. 7, p. 391). — Obtient un congé (A., t. 28, p. 199).

CORDIER (M.), *Député élu par le département de la Seine-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 54).= Président : du 3e Bureau (F., n° 215; J. O. de 1872, p. 889); du 13e Bureau (F., n° 865; J. O. de 1875, p. 10118).= Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 11; M. B., p. 210); de diverses Commissions (F., nos 15, 49, 51, 123, 140, 173, 203, 231, 417, 438, 440, 756, 842; M. B. de 1871, p. 66; J. O. de 1871, p. 712, 750, 2248, 2785, 4985; J. O. de 1872, p. 520, 1398; J. O. de 1873, p. 1039, 1710, 1769; J. O. de 1875, p. 1817, 9073); de la Commission des Quinze (F., n° 20; M. B. de 1871, p. 201); de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 177; J. O., p. 6113); et de la Commission du Budget de 1875 (F., n° 583; J. O. de 1874, p. 1075). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : de transférer à Rouen les six chaires de la Faculté des sciences de Strasbourg, complément nécessaire de l'École professionnelle en voie d'organisation (I., n° 516; A., t. 5, an., p. 3; J. O. de 1871, p. 3296); de déclarer que les dispositions de la loi du 29 juin 1872 ne sont pas applicables aux Sociétés de commerce en nom collectif, ni aux associés-gérants des Sociétés en commandite (I., n° 3392; A., t. 42, p. 2, an., p. 3; J. O. de 1875, p. 9076). = Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. de Belcastel et autres, tendant à donner une médaille aux défenseurs de Belfort (I., n° 590; A., t. 5, an., p. 163; J. O. de 1871, p. 3925); sur sa proposition ayant pour objet la translation à Rouen des six chaires de la Faculté des sciences de Strasbourg (I., n° 625; A., t. 5, an., p. 217; J. O. de 1871, p. 4117). — Ses rapports : sur le projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (I., n° 1125 rectifié; A., t. 11, an., p. 311; J. O., p. 4390, 4468, 4490, 4517, 4550, 4578); sur le Budget de l'Exercice 1875 (Ministère de l'Agriculture et du Commerce) (I., n° 2404; A., t. 31, an., p. 450; J. O. de 1874, p. 4189); sur des dispositions additionnelles à ce Budget (I., n° 2525; A., t. 33, an., p. 6; J. O. de 1874, p. 5199); sur de nouvelles dispositions additionnelles à ce même Budget (I., n° 2626; A., t. 34, an., p. 35; J. O. de 1874, p. 5944); sur le projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture et du Commerce, sur l'Exercice 1874, un crédit extraordinaire de 16,305 fr. 90 c. pour les frais de fabrication des étalons métriques internationaux, et d'annuler pareille somme sur l'Exercice 1873 (I., n° 2741; A., t. 35, an., p. 276; J. O. de 1874, p. 8488); sur une demande de crédit ayant pour objet d'indemniser, conformément à la loi du 30 juin 1866, les propriétaires de bestiaux morts de la peste bovine dans les départements envahis (I., n° 2788; A., t. 35, an., p. 337; J. O. de 1875, p. 160); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Agriculture et du Commerce, sur le Budget de l'Exercice 1875, d'un crédit extraordinaire de 150,000 francs pour les dépenses de l'Exposition de Vienne, et annulation de pa-

reille somme au Budget de l'Exercice 1874 (Chapitre XV, *Exposition de Vienne*) (I., n° 2842; A., t. 36, an., p. 45; J. O. de 1875, p. 746); sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture et du Commerce, sur l'Exercice 1874, un crédit supplémentaire de 200,000 francs pour les encouragements aux pêches maritimes (I., n° 2887; A., t. 36, an., p. 149; J. O. de 1875, p. 1530); sur le projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture et du Commerce, sur le Budget de l'Exercice 1874, un crédit extraordinaire de 15,000 francs pour les dépenses de la Commission de la Marine marchande (I., n° 3036; A., t. 38, an., p. 138; J. O. de 1875, p. 4052); sur le projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture et du Commerce un crédit supplémentaire de 70,000 francs, sur le Budget de l'Exercice 1875, pour frais de surveillance du travail des enfants et des filles mineures dans les manufactures (I., n° 3037; A., t. 38, an., p. 138; J. O. de 1875, p. 4069); sur le projet de loi relatif à l'achèvement du pavillon de Marsan et à l'installation de la Cour des Comptes (I., n° 3061; A., t. 38, an., p. 172; J. O. de 1875, p. 4070); sur le projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture et du Commerce, sur le Budget de l'Exercice 1875, un crédit supplémentaire de 137,000 francs pour la nourriture des étalons (I., n° 3062; A., t. 38, an., p. 173; J. O. de 1875, p. 4467); sur le projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture et du Commerce, sur le Chapitre V du Budget de l'Exercice 1874, un crédit supplémentaire de 21,700 francs pour le service des haras et des dépôts d'étalons; et d'annuler pareille somme au Chapitre VI (*Remonte des haras et encouragements*) (I., n° 3214; A., t. 40, an., p. 560; J. O. de 1875, p. 6949); sur le projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture et du Commerce, sur le Chapitre XII du Budget de l'Exercice 1875, un crédit supplémentaire de 50,000 francs pour le lazaret de Trompeloup (Gironde) (I., n° 3280; A., t. 41, an., p. 98; J. O. de 1875, p. 7042); sur le projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture et du Commerce, sur l'Exercice 1875, un crédit extraordinaire de 30,000 francs pour l'Exposition universelle de Philadelphie (I., n° 3281; A., t. 41, an., p. 99; J. O. de 1875, p. 7043). — Dépose : une pétition relative à la conservation du monument élevé au général Rapp dans la ville de Colmar (A., t. 2, p. 157); une protestation du Comité de l'émigration Polonaise contre la présence de Polonais dans les rangs des insurgés (A., t. 2, p. 418). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 475; t. 4, p. 16). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au cabotage des vins par navires étrangers (A., t. 4, p. 237). — Parle sur la prise en considération de sa proposition relative à la translation à Rouen des six chaires de la Faculté des sciences de Strasbourg (A., t. 6, p. 26). — S'excuse de son absence (A., t. 12, p. 343). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 12, p. 627, 709 à 714, 729). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 235 à 239, 267, 288, 291, 293, 297, 299, 308, 309, 313, 315, 331, 336, 342, 347, 348, 379). — Parle dans la discussion : de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 275); de la proposition de M. Claude (Vosges) tendant à proroger la loi du 9 décembre 1872 relative à la franchise accordée à la rentrée des tissus qui empruntent à l'outillage industriel de l'Alsace-Lorraine une façon supplémentaire (A., t. 18, p. 587); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Taxe à l'importation des salaisons étrangères*, A., t. 30, p. 425). — Prend part, en qualité de Rapporteur, à la discussion du Budget de l'Exercice 1875 (Agriculture et Commerce : *Institution des fermes-écoles; question du phylloxera*, A., t. 34, p. 167. *Encouragements aux pêches maritimes*, p. 173. *Centralisation des travaux statistiques*, p. 174). — Est entendu sur un incident relatif à la mise à l'ordre du jour de la proposition de M. Billy tendant à indemniser les propriétaires de bestiaux morts de la peste bovine dans les départements envahis (A., t. 35, p. 446). — Parle,

en qualité de Rapporteur, dans la discussion : du projet de loi de crédit pour frais de surveillance du travail des enfants et des filles mineures dans les manufactures (A., t. 38, p. 320) ; du projet de loi de crédit relatif à l'achèvement du pavillon de Marsan et à l'installation de la Cour des Comptes dans l'aile nord du palais des Tuileries (A., t. 38, p. 503). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 217).

CORNE (M.), *Député élu par le département du Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 38). = Président : du 11e Bureau (F., n° 9 ; M. B. de 1871, p. 233) ; du même Bureau renouvelé (F., n° 146 ; J. O. de 1871, p. 2985) ; du 4e Bureau (F., n° 419 ; J. O. de 1873, p. 1080) ; du 8e Bureau (F., n° 440 ; J. O. de 1873, p. 1769) ; du 1er Bureau (F., n° 463 ; J. O. de 1873, p. 3220) ; du 6e Bureau (F., n° 541 ; J. O. de 1873, p. 7729) ; du 13e Bureau (F., n° 562 ; J. O. de 1874, p. 351) ; du 9e Bureau (F., n° 674 ; J. O. de 1874, p. 4933) ; du 2e Bureau (F., n° 697 ; J. O. de 1874, p. 7981) ; du 14e Bureau (F., n° 717 ; J. O. de 1875, p. 60). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 30, 49, 51, 58, 75, 76, 125, 129, 136, 284, 450, 476, 484, 549, 601, 851 ; J. O. de 1871, p. 344, 712, 750, 867, 1124, 1128, 2333, 2443, 2641 ; J. O. de 1872, p. 3360 ; J. O. de 1873, p. 2113, 3750, 4039, 7921 ; J. O. de 1874, p. 1699 ; J. O. de 1875, p. 9463) ; de la Commission des Services administratifs (F., n° 78 ; J. O. de 1871, p. 1148) ; et de la Commission des grâces (A., t. 3, p. 564). = Son rapport sommaire sur la proposition de M. Emmanuel Arago relative au mode de nomination et aux conditions de capacité des magistrats (I., n° 217 ; A., t. 2, p. 892 ; J. O. de 1871, p. 1070). — Ses rapports : sur : 1° la proposition de MM. Bottieau et Delsol relative à la mise à la retraite des magistrats ; 2° la proposition de M. de Peyramont concernant l'abrogation du décret du 1er mars 1852 sur la mise à la retraite des magistrats (I., n° 251 ; A., t. 3, p. 122 ; J. O. de 1871, p. 1246, 1261) ; sur la proposition de MM. le marquis de la Rochejaquelein et autres, ayant pour objet de modifier l'art. 59 du Règlement de l'Assemblée nationale concernant le nombre des membres présents nécessaire pour la validité des votes (I., n° 445 ; A., t. 4, an., p. 174 ; J. O. de 1871, p. 2868) ; sur deux propositions de lois : 1° de MM. Francisque Rive, Albert Christophle, de Marcère et Flotard ; 2° de M. Hervé de Saisy, relatives à la réorganisation de la Trésorerie (I., n° 2610 ; A., t. 33, an., p. 204 ; J. O. de 1874, p. 5801, 5826). = Son rapport sur les élections du Puy-de-Dôme (A., t. 1, p. 21). — Est entendu : comme Rapporteur, dans la première délibération des propositions de MM. Bottieau et Delsol et de M. de Peyramont sur la mise à la retraite des magistrats (A., t. 3, p. 177, 178, 179) ; sur la question de renvoi de la proposition de M. Bérenger, concernant l'organisation judiciaire, à la Commission spéciale de la Magistrature (A., t. 3, p. 576, 577) ; dans la deuxième délibération de ces propositions et de celle de M. Emmanuel Arago sur le mode de nomination et les conditions de capacité des magistrats (A., t. 7, p. 675 ; t. 8, p. 156) ; dans la discussion de la proposition de M. de la Rochejaquelein tendant à modifier l'article 59 du Règlement (*Deuxième délibération*, A., t. 6, p. 89. *Troisième délibération*, p. 176). — Obtient un congé (A., t. 6, p. 461). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les valeurs mobilières, et les modifications à apporter à la taxe des biens de main-morte et au timbre sur les décharges contenues dans les lettres missives (A., t. 8, p. 668) ; du Budget de l'Exercice 1873. (Discussion générale : *État des travaux de la Commission des Services administratifs*, A., t. 14, p. 279. Frais de régie : *Réduction du nombre des receveurs-percepteurs de Paris*, p. 622) ; de la proposition de MM. d'Aboville et autres, concernant la publicité des Comptes-rendus des séances de l'Assemblée nationale (A., t. 15, p. 644 à 651) ; du projet de loi de la Commission des Services administratifs, tendant à la réunion du Service des Forêts au Ministère de l'Agriculture et du Commerce (A., t. 16, p. 142 à 145). — Demande le renvoi au Conseil d'État du projet de cette Commission sur les Conseils d'administration et sur l'état des employés dans les Administrations centrales (A., t. 19, p.

348). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la modification du régime du service postal et du service télégraphique (*Troisième délibération*, A., t. 28, p. 136, 137) ; du Budget de l'Exercice 1874 (Frais de régie : *Rétablissement des percepteurs de villes supprimés*, A., t. 28, p. 462) ; sur la prise en considération de la proposition de M. Clapier relative à l'interprétation de l'article 59 du Règlement (A., t. 33, p. 101). — Parle, en qualité de Rapporteur, sur un incident relatif à la mise à l'ordre du jour des propositions de M. Francisque Rive et de M. Hervé de Saisy concernant la nomination et l'avancement des fonctionnaires de la Trésorerie (A., t. 35, p. 189). — Est entendu dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1876 (Frais de régie : *Question du rétablissement des percepteurs de villes*, A., t. 41, p. 375) ; du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 148. *Troisième délibération*, p. 307). — Est nommé *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 217). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A., t. 44, p. 217, 247).

CORNULIER-LUCINIÈRE (M. le comte DE), *Député élu par le département de la Loire-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 41). — Membre de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; et de diverses Commissions (F., n°s 68, 103, 144, 147, 278, 284, 401, 403, 463, 492, 509, 722 ; J. O. de 1871, p. 1013, 1700, 2929, 3012 ; J. O. de 1872, p. 3174, 3360 ; J. O. de 1873, p. 524, 580, 3220, 4286, 4945 ; J. O. de 1875, p. 365). = Parle : sur un incident relatif à la distribution de photographies comme annexes au rapport de la Commission d'Enquête sur l'élection de M. de Bourgoing par le département de la Nièvre (A., t. 37, p. 16) ; dans la discussion du Budget de l'Exercice 1876 (Cultes : *Restauration de la cathédrale de Nantes*, A., t. 41, p. 224). — Sa motion, à la suite du premier scrutin pour la nomination des Sénateurs (A., t. 43, p. 193). — Est nommé *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 237).

COSTA DE BEAUREGARD (M. le marquis DE), *Député élu par le département de la Savoie.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 23). = Secrétaire : du 4e Bureau (F., n° 189 ; J. O. de 1872, p. 113) ; du 5e Bureau (F., n° 215 ; J. O. de 1872, p. 889) ; du 2e Bureau (F., n° 463 ; J. O. de 1873, p. 3220) ; du 5e Bureau (F., n° 509 ; J. O. de 1873, p. 4945) ; du 3e Bureau (F., n° 717 ; J. O. de 1875, p. 160). = Membre de Commissions (F., n°s 143, 321, 842, 865 ; J. O. de 1871, p. 2901 ; J. O. de 1872, p. 4516 ; J. O. de 1875, p. 9073, 10118). = Sa proposition concernant les conventions intervenues entre l'État et les Compagnies des chemins de fer Victor-Emmanuel et de Paris-Lyon-Méditerranée (I., n° 1018 ; A., t. 8, p. 505, an., p. 216 ; J. O. de 1872, p. 2462). = Obtient des congés (A., t. 4, p. 16 ; t. 14, p. 58 ; t. 16, p. 165 ; t. 33, p. 205 ; t. 37, p. 16 ; t. 40, p. 27). — Est entendu sur l'élection de M. Grange par le département de la Savoie (A., t. 7, p. 293). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée* (A., t. 8, p. 189). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 12, p. 159). — Sa protestation à propos de la lettre de démission motivée de M. Piccon (A., t. 31, p. 2).

COTTE (M.), *Député élu par le département du Var.*

Son élection est validée (A., t. 7, p. 214). = Membre de Commissions (F., n°s 440, 674, 697, 717 ; J. O. de 1873, p. 1769 ; J. O. de 1874, p. 4933, 7981 ; J. O. de 1875, p. 160). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département du Var (I., n° 2449 ; A., t. 32, an., p. 134 ; J. O. de 1874, p. 4466). = Obtient un congé (A., t. 11, p. 10). — Est entendu sur un incident personnel, dans la discussion du projet de loi tendant à accorder à la Commission de permanence le droit d'autoriser la poursuite des délits d'offense commis contre l'Assemblée nationale pendant sa prorogation (A., t. 19, p. 370). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 369 à 382). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif aux droits sur

les boissons et sur les huiles (*Droit sur les huiles*, A., t. 28, p. 689).

COTTIN (M. PAUL), *Député élu par le département de l'Ain.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 10). = Secrétaire du 2e Bureau (F., n° 4; M. B., p. 13). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 11; M. B., p. 209); et de diverses Commissions (F., nos 76, 112, 359, 393, 403, 544, 562, 650, 850; J. O. de 1871, p. 1128, 1952; J. O. de 1872, p. 7197; J. O. de 1873, p. 280, 580, 7732; J. O. de 1874, p. 351, 4089; J. O. de 1875, p. 9395). = Ses propositions tendant : à adresser, au nom de la France, à la Confédération Helvétique, l'expression de sa reconnaissance (I., n° 14; A., t. 1, p. 131, an., p. 15; J. O. de 1871, p. 318); à tirer au sort les noms de vingt membres de l'Assemblée, qui marcheraient en tête des troupes contre l'insurrection de Paris, pour leur prêter l'appui moral de la Représentation nationale (I., n° 109; A., t. 2, p. 237, 249; J. O. de 1871, p. 625); à ajouter deux articles complémentaires au titre VI du Code forestier (Des bois des Communes et des Établissements publics) (I., n° 1005; A., t. 8, an., p. 186; J. O. de 1872, p. 2343); à pourvoir à l'achèvement des chemins forestiers (I., n° 1269; A., t. 12, an., p. 146; J. O. de 1872, p. 5148); à écarter des délibérations de l'Assemblée toute disposition qui mettrait en discussion la durée des pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon (I., n° 2570; A., t. 33, an., p. 149; J. O. de 1874, p. 5680). — Son rapport sur les élections de l'Aveyron (A., t. 1, p. 25). — Expose les motifs de sa proposition tendant à offrir des remerciements à la Suisse (A., t. 1, p. 131). — Donne lecture de sa proposition tendant à mettre par la voie du sort vingt Députés à la disposition du Pouvoir exécutif pour marcher à la tête des troupes contre l'insurrection de Paris (A., t. 2, p. 237). — Sa motion tendant à obtenir une communication de la Commission des Quinze sur les événements de Paris (A., t. 2, p. 526). — Prend part à la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Première délibération*, A., t. 3, p. 670. *Troisième délibération*, t. 4, p. 446). — Obtient des congés (A., t. 6, p. 123, 123, 461; t. 19, p. 178). — Est entendu : sur la prise en considération de sa proposition tendant à ajouter deux articles complémentaires au titre VI du Code forestier (A., t. 13, p. 256); dans la discussion : du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 264, 266, 346); de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 28 à 31). — S'excuse de son absence (A., t. 16, p. 462). — Parle dans la discussion : du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Chèques*, A., t. 29, p. 574, 580 à 586); du projet de loi ayant pour objet d'exempter des droits sur le papier l'adjudicataire du *Journal officiel* et de lui allouer un supplément à raison du séjour du Gouvernement à Versailles (A., t. 32, p. 501, 502); de la proposition de M. le général Chareton relative aux améliorations à apporter à la position des sous-officiers (A., t. 33, p. 41, 42); du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes, et de la proposition de M. Wolowski relative à l'équilibre du Budget de 1875 (*Réduction de 60 millions sur les dépenses*, A., t. 33, p. 67). — Donne lecture de sa proposition tendant à écarter des délibérations de l'Assemblée toute disposition qui mettrait en discussion la durée des pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon, et en développe l'urgence (A., t. 33, p. 223). — Est entendu dans la discussion : des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 421. *Troisième délibération*, p. 616 à 619, 627, 629, 653); des propositions de MM. Waddington, Vautrain, Clapier et Wallon, relatives à l'organisation du Sénat (A., t. 36, p. 576). — Adresse une question au Ministre des Travaux publics sur l'urgence de la discussion du projet de loi relatif aux nouvelles

lignes de chemins de fer concédées à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée (A., t. 37, p. 327, 328). — Prend part à la discussion du projet de loi organique sur les élections des Sénateurs (*Deuxième délibération*, A., t. 41, p. 116).

COURBET-POULARD (M.), *Député élu par le département de la Somme.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 23). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11 ; M. B., p. 209); de diverses Commissions (F., n°s 22, 23, 29, 40, 54, 58, 64, 70, 74, 75, 77, 99, 112, 144, 146, 152, 167, 189, 201, 205, 215, 229, 241, 264, 275, 284, 289, 309, 353, 359, 379, 393, 417, 419, 440, 448, 463, 486, 488, 509, 517, 541, 543, 544, 562, 569, 588, 607, 617, 629, 674, 686, 697, 744, 756, 762, 769, 772, 810, 824, 842, 865; M. B., p. 231 ; J. O. de 1871, p. 251, 337, 542, 750, 867, 952, 1046, 1146, 1124, 1136, 1546, 1952, 2929, 2985, 3155, 4802; J. O. de 1872, p. 113, 456, 572, 889, 1295, 1649, 2757, 3083, 3360, 3519, 4118, 7007, 7197, 7817; J. O. de 1873, p. 289, 1039, 1080, 1769, 2032, 3220, 4107, 4177, 4945, 6754, 7697, 7729, 7732; J. O. de 1874, p. 351, 611, 1226, 1881, 3307, 3395, 4933, 5848, 7981; J. O. de 1875, p. 1275, 1817, 2037, 3405, 3525, 4874, 5510, 9073, 10118); de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 177; J. O., p. 6113); de la Commission chargée d'examiner les projets de lois portant règlement définitif des Budgets de l'Exercice 1867 et de l'Exercice 1868 (F., n° 321 ; J. O. de 1872, p. 4516); de la Commission de permanence de 1873 (A., t. 19, p. 406); de la Commission du Budget de 1869 (F., n° 529; J. O. de 1873, p. 7211); et de la Commission de permanence de 1875 (A., t. 41, p. 201). = Sa proposition tendant à déterminer la réduction du privilège des propriétaires d'immeubles affectés à une destination industrielle ou commerciale, lorsque l'industriel ou le commerçant qui les occupe tombe en faillite (I., n° 114; A., t. 2, p. 327; J. O. de 1871, p. 660, 738). = Son rapport sommaire sur la proposition de M. Busson-Duviviers ayant pour objet d'assujettir aux droits de patente les courtiers d'assurances contre l'incendie (I., n° 543; A., t. 5, an., p. 72; J. O. de 1871, p. 3368). — Ses rapports : sur la proposition de MM. Scheurer-Kestner et autres, relative à la modification de l'art. 74 du Code civil, en faveur des Alsaciens-Lorrains qui ont opté ou opteront pour la nationalité française (I., n° 649; A., t. 5, an., p. 235; J. O. de 1871, p. 4208); sur les projets de lois tendant à autoriser la ville de Rouen (Seine-Inférieure) : 1° à emprunter 3,500,000 fr. ; 2° à s'imposer extraordinairement; 3° à établir une surtaxe sur les vins et à proroger la perception d'une surtaxe sur l'alcool (I., n° 665; A., t. 5, an., p. 286; J. O. de 1871, p. 4243); sur le projet de loi portant prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la ville de Lille (Nord) (I., n° 746; A., t. 6, an., p. 259; J. O. de 1872, p. 229); sur le projet de loi portant prorogation d'une surtaxe sur le vin et l'alcool, à l'octroi de la commune de Merville (Nord) (I., n° 747; A., t. 6, p. 261; J. O. de 1872, p. 230); sur le projet de loi portant prorogation de surtaxes à l'octroi de la ville de Paris, et établissement d'une surtaxe sur l'alcool (I., n° 748; A., t. 6, an., p. 261 ; J. O. de 1872, p. 230); sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Paris à s'imposer extraordinairement, à partir de 1872 (I., n° 856; A., t. 7, an., p. 100 ; J. O. de 1872, p. 1127, 1178); sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Bar-le-Duc (Meuse) à emprunter une somme de 800,000 fr. (I., n° 968; A., t. 8, an., p. 68; J. O. de 1872, p. 2009); sur le projet de loi tendant à autoriser le département de la Seine à consacrer des ressources extraordinaires au paiement des dépenses mises à sa charge par la loi du 21 avril 1871 sur les loyers (I., n° 1056; A., t. 10, an., p. 44 ; J. O. de 1872, p. 2684); sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Lyon (Rhône): 1° à emprunter une somme de 8,000,000 de francs; 2° à s'imposer extraordinairement (I., n° 1064; A., t. 10, an., p. 50; J. O. de 1872, p. 2685); sur le projet de loi relatif à un échange entre l'État et la Commission administrative de l'hospice civil d'Arras (Pas-de-Calais) (I., n° 1117; A., t. 11, an., p. 79; J. O. de 1872, p. 3790); sur le projet de loi tendant à autoriser la ville d'Angers (Maine-et-Loire) à contracter l'engagement

de servir pendant onze ans, à partir de 1872, sur ses revenus ordinaires, une subvention annuelle de 11,500 fr. à la fabrique de Saint-Laud de cette ville, pour la construction d'un édifice religieux (I., n° 1118; A., t. 11, an., p. 308; J. O. de 1872, p. 4355). — Ses rapports : sur le projet de loi relatif au remboursement par la Caisse de la boulangerie du fonds de dotation constitué au profit de cette Caisse, en vertu de la loi du 17 juillet 1856 (I., n° 1148; A., t. 11, an., p. 154; J. O. de 1872, p. 4095); sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Paris : 1° à emprunter 19 millions; 2° à prélever 2 millions sur la somme allouée par la loi du 6 septembre 1871, pour frais de l'emprunt de 350 millions de francs (I., n° 1166; A., t. 11, an., p. 196; J. O. de 1872, p. 4354, 4387); sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Grenoble (Isère) à contracter l'engagement de payer, dans un délai de vingt ans, le prix d'un immeuble (I., n° 1285; A., t. 13, an., p. 53; J. O. de 1872, p. 4960); sur le projet de loi tendant à autoriser le département des Alpes-Maritimes à modifier le taux de l'intérêt d'un emprunt réalisable en vertu d'une loi antérieure (I., n° 1316; A., t. 13, an., p. 132; J. O. de 1872, p. 5314); sur le projet de loi portant échange de terrains entre l'État et le sieur Delange (Aisne) (I., n° 1317; A., t. 13, an., p. 133; J. O. de 1872, p. 5380); sur le projet de loi relatif à la création d'un canton de justice de paix à Trouville (Seine-Inférieure) (I., n° 1333; A., t. 13, an., p. 179; J. O. de 1872, p. 5494); sur le projet de loi tendant à annexer à la commune de Maumusson (canton de Saint-Marc-la-Jaille, arrondissement d'Ancenis, département de la Loire-Inférieure) une portion du territoire de la commune de la Rouxière (canton de Varades, même arrondissement) (I., n° 1334; A., t. 13, an., p. 182; J. O. de 1872, p. 5528); sur le projet de loi ayant pour objet la formation de trois nouveaux cantons de justice de paix dans le département de Meurthe-et-Moselle (I., n° 1336; A., t. 13, an., p. 194; J. O. de 1872, p. 5509); sur le projet de loi tendant à approuver un Traité passé entre la Ville de Paris et la Compagnie parisienne d'éclairage par le gaz (I., n° 1492; A., t. 14, an., p. 147; J. O. de 1873, p. 109, 163); sur le projet de loi tendant à autoriser le département de Loir-et-Cher à modifier le taux d'un emprunt réalisable en vertu d'une loi antérieure (I., n° 1703; A., t. 17, an., p. 10; J. O. de 1873, p. 2439); sur le projet de loi ayant pour objet l'établissement de surtaxes sur le vin, l'alcool et les eaux-de-vie, à l'octroi de la commune de Clermont (Oise) (I., n° 1704; A., t. 17, an., p. 11; J. O. de 1873, p. 2440). — Ses rapports : sur le projet de loi concernant un échange de terrains entre l'État et le sieur Brunet (Allier) (I., n° 1730; A., t. 17, an., p. 94; J. O. de 1873, p. 2947); sur le projet de loi tendant à autoriser la ville du Havre (Seine-Inférieure) à modifier les conditions d'un emprunt antérieurement approuvé (I., n° 1732; A., t. 17, an., p. 96; J. O. de 1873, p. 2901); sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins en cercles et en bouteilles, à l'octroi de Lyon (I., n° 1758; A., t. 17, an., p. 160; J. O. de 1873, p. 3139); sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins, les cidres et les alcools, à l'octroi de Vouziers (Ardennes) (I., n° 1759; A., t. 17, an., p. 163; J. O. de 1873, p. 3455); sur le projet de loi tendant à créer, avec les communes restées françaises de l'ancien canton de Saales, un autre canton, dont le chef-lieu serait Provenchères (Vosges) (I., n° 1766; A., t. 17, an., p. 170; J. O. de 1873, p. 3171); sur le projet de loi relatif à la cession d'une parcelle de terrain faite par l'État à la Ville de Paris pour le prolongement de la rue de la Glacière (I., n° 1772; A., t. 18, an., p. 227; J. O. de 1873, p. 5127); sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Lille à modifier les conditions d'un emprunt précédemment approuvé (I., n° 1806; A., t. 18, an., p. 149; J. O. de 1873, p. 4012); sur le projet de loi portant prorogation d'une surtaxe sur les vins en cercles et en bouteilles, à l'octroi de la commune de Chambéry (Savoie) (I., n° 1953; A., t. 19, an., p. 215; J. O. de 1873, p. 5861); sur le projet de loi portant prorogation d'une surtaxe sur les cidres, poirés et hydromels, à l'octroi de Quintin (Côtes-du-Nord) (I., n° 1954; A., t. 19, an., p. 216; J. O. de 1873, p. 5877); sur le projet de loi relatif à l'établissement d'une surtaxe, à l'octroi de Rumilly (Haute-Savoie) (I., n° 1972; A., t. 19, an., p. 240; J. O. de 1873, p. 5939); sur le projet de loi

portant établissement d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de la commune de la Fère-en-Tardenois (Aisne) (I., n° 2049; A., t. 27, an., p. 177; J. O. de 1873, p. 7536). — Ses rapports : sur le projet de loi relatif à l'établissement d'une surtaxe sur les vins, les alcools et l'absinthe, à l'octroi du Tréport (Seine-Inférieure) (I., n° 2048; A., t. 28, an., p. 28; J. O. de 1874, p. 46); sur le projet de loi tendant à élever les droits d'octroi sur les alcools, dans la banlieue de Paris (I., n° 2049; A., t. 28, an., p. 30; J. O. de 1874, p. 47); sur le projet de loi relatif à l'établissement de surtaxes, à l'octroi de Tourcoing (Nord) (I., n° 2123; A., t. 28, an., p. 279; J. O. de 1874, p. 244); sur le projet de loi relatif à l'établissement d'une surtaxe, à l'octroi de la ville de Cannes (Alpes-Maritimes) (I., n° 2154; A., t. 28, an., p. 314; J. O. de 1874, p. 644); sur le projet de loi relatif à la liquidation de l'emprunt contracté, en vertu de la loi du 18 août 1869, par la ville de Paris (I., n° 2282; A., t. 30, an., p. 133; J. O. de 1874, p. 2831); sur le projet de loi relatif à l'établissement de surtaxes sur les vins, les cidres et les alcools, à l'octroi de Péronne (Somme) (I., n° 2290; A., t. 30, an., p. 142; J. O. de 1874, p. 2835); sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser l'Administration des Domaines à aliéner au profit de la ville de Cette (Hérault), des terrains domaniaux situés dans cette ville (I., n° 2303; A., t. 30, an., p. 177; J. O. de 1874, p. 2847); sur le projet de loi tendant à autoriser la commune d'Alger à emprunter une somme de 620,000 fr. et à s'imposer extraordinairement (I., n° 2304; A., t. 30, an., p. 178; J. O. de 1874, p. 2860); sur le projet de loi tendant à autoriser le département de l'Eure à s'imposer extraordinairement pour le paiement de diverses dépenses départementales (I., n° 2331; A., t. 30, an., p. 274; J. O. de 1874, p. 3012); sur le projet de loi tendant à autoriser la ville d'Albi (Tarn) à emprunter la somme de 400,000 fr. et à s'imposer extraordinairement (I., n° 2346; A., t. 30, an., p. 292; J. O. de 1874, p. 3172); sur le projet de loi tendant à autoriser le département des Basses-Alpes à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun (I., n° 2347; A., t. 30, an., p. 293; J. O. de 1874, p. 3094); sur le projet de loi tendant à distraire le canton de Moncontour (Côtes-du-Nord) du ressort du tribunal de commerce de Quintin, pour le placer sous la juridiction du tribunal consulaire de Saint-Brieuc (I., n° 2465; A., t. 32, an., p. 168; J. O. de 1874, p. 4486). — Ses rapports : sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser la ville d'Angers (Maine-et-Loire) à contracter un emprunt de 190,000 francs (I., n° 2466; A., t. 32, an., p. 170; J. O. de 1874, p. 4555); sur le projet de loi tendant à autoriser le département des Bouches-du-Rhône à s'imposer extraordinairement pour diverses dépenses départementales (I., n° 2543; A., t. 33, an., p. 26; J. O. de 1874, p. 5500); sur le projet de loi tendant à autoriser le département de l'Hérault à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour le service de l'enseignement primaire (I., n° 2544; A., t. 33, an., p. 27; J. O. de 1874, p. 5501); sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser un échange de biens meubles et immeubles entre l'État et le département du Pas-de-Calais (I., n° 2587; A., t. 33, an., p. 170; J. O. de 1874, p. 5687); sur le projet de loi tendant à créer dans le département de la Mayenne une nouvelle commune sous le nom de Port-Brillet (I., n° 2646; A., t. 34, an., p. 110; J. O. de 1874, p. 5978); sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins et sur les alcools et absinthes, à l'octroi de la commune de Lillebonne (Seine-Inférieure) (I., n° 2691; A., t. 34, an., p. 337; J. O. de 1874, p. 6245); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur les vins, les alcools et absinthes, à l'octroi de la commune de Briançon (Hautes-Alpes) (I., n° 2692; A., t. 34, an., p. 337; J. O. de 1874, p. 6246); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur les alcools et les absinthes, à l'octroi de la commune de Ploudaniel (Finistère) (I., n° 2746; A., t. 35, an., p. 282; J. O. de 1875, p. 5); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur les alcools et les absinthes, à l'octroi de la commune de Plouigneau (Finistère) (I., n° 2747; A., t. 35, an., p. 282; J. O. de 1875, p. 5); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur les alcools et les absinthes, à l'octroi de Milizac (Finistère)

(I., n° 2748; A., t. 35, an., p. 284; J. O. de 1875, p. 59); sur le projet de loi tendant à autoriser le département de la Seine à modifier l'emploi des ressources créées par deux lois antérieures (I., n° 3021; A., t. 38, an., p. 113; J. O. de 1875, p. 3711). — Ses rapports : sur le projet de loi tendant à autoriser le département des Basses-Pyrénées à contracter un emprunt de 350,000 fr. pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires (I., n° 3195; A., t. 40, an., p. 514); sur le projet de loi tendant à distraire de la commune de Damas-au-Bois (arrondissement d'Épinal, département des Vosges), plusieurs parcelles de son territoire et à les réunir à la commune de Portieux (arrondissement de Mirecourt, même département) (I., n° 3205; A., t. 40, an., p. 555; J. O. de 1875, p. 6880); sur le projet de loi tendant à fixer les nouvelles limites des communes de Montrouge, Châtillon, Bagneux, Arcueil et Gentilly (Seine) (I., n° 3241; A., t. 41, an., p. 27 à 34; J. O. de 1875, p. 6781); sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Lyon (Rhône) à s'imposer extraordinairement pour l'acquittement de condamnations prononcées en vertu de la loi du 10 Vendémiaire an IV (I., n° 3267; A., t. 41, an., p. 79; J. O. de 1875, p. 7122); sur le projet de loi ayant pour objet de changer l'affectation d'une partie du produit de l'emprunt de 620,000 fr. contracté par la commune d'Alger, en vertu de la loi du 27 mars 1874 (I., n° 3529; A., t. 43, an., p. 367; J. O. de 1876, p. 735); sur le projet de loi tendant : 1° à ratifier une convention passée entre l'État et la ville de Clermont (Puy-de-Dôme) pour l'extension du casernement; 2° à autoriser cette ville à emprunter 1,000,000 de francs, et à s'imposer extraordinairement (I., n° 3556; A., t. 43, an., p. 417; J. O. de 1876, p. 743); sur le projet de loi tendant à distraire la section de Saint-Pardoux de la commune de Sainte-Eulalie d'Ans (canton de Hautefort, arrondissement de Périgueux, département de la Dordogne) pour la réunir à la commune de Saint-Pantaly-d'Ans (canton de Savignac-les-Églises, même arrondissement) (I., n° 3557; A., t. 43, an., p. 418; J. O. de 1876, p. 767); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe à l'octroi de Bagnères (Hautes-Pyrénées) (I., n° 3583; A., t. 43, an., p. 544; J. O. de 1876, p. 868). — Ses rapports : sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur le vin et l'alcool à l'octroi de Bourgoing (Isère) (I., n° 3584; A., t. 43, an., p. 545; J. O. de 1876, p. 69); sur le projet de loi tendant à diviser en deux municipalités distinctes la commune de Brain (canton et arrondissement de Redon, Ille-et-Vilaine) (I., n° 3585; A., t. 43, an., p. 545; J. O. de 1876, p. 869); sur le projet de loi relatif à une vente d'immeubles par l'État au département des Basses-Pyrénées (I., n° 3633; A., t. 44, an., p. 54; J. O. de 1876, p. 291); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur le vin, à l'octroi de Châtellerault (Vienne) (I., n° 3634; A., t. 44, an., p. 55; J. O. de 1876, p. 455); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur le vin, à l'octroi de Grenoble (Isère) (I., n° 3644; A., t. 44, an., p. 61; J. O. de 1876, p. 543); sur le projet de loi relatif à un échange de terrains, dans le département de Meurthe-et-Moselle, entre l'État et MM. Jacquiné et Thirion (I., n° 3647; A., t. 44, an., p. 65; J. O. de 1876, p. 544). = Ses rapports : sur l'élection de M. Lignier, ancien Préfet, par le département de l'Aube (A., t. 1, p. 180); sur l'élection de M. de Soubeyran par le département de la Vienne (A., t. 4, p. 15). — Est entendu : comme Rapporteur, sur la prise en considération de la proposition de M. Busson-Duviviers, tendant à assujettir au droit de patente les courtiers d'assurances contre l'incendie et sur la vie (A., t. 6, p. 32); dans la discussion : de la proposition de MM. Scheurer-Kestner et autres, relative à la modification de l'art. 74 du Code civil, en faveur des Alsaciens-Lorrains qui ont opté pour la nationalité française (A., t. 6, p. 77); du projet de loi tendant à autoriser la ville de Paris à s'imposer extraordinairement, à partir de 1872 (A., t. 7, p. 401). — Parle : sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la formation de trois nouveaux cantons dans le département de Meurthe-et-Moselle (A., t. 13, p. 569); dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 17, p. 5 à 9); du projet de loi relatif à une imposition extraordinaire par le département de l'Ain, pour travaux des routes départementales et des chemins vicinaux (A. t. 19, p. 428 et 429). — S'excuse de son absence (A., t. 30,

p. 1). — Obtient des congés (A., t. 30, p. 41; t. 36, p. 473). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif à l'établissement de surtaxes sur les boissons à l'octroi de Péronne (Somme) (A., t. 30, p. 635). — Parle dans la discussion : du projet de loi portant création d'une commune du Vésinet, dans le département de Seine-et-Oise (A., t. 38, p. 274) ; du projet de loi ayant pour objet la concession, à la Compagnie de Picardie et Flandres, des chemins de fer : 1° de Cambrai à Douai ; 2° d'Aubigny-au-Bac à Somain, avec embranchement sur Abscon (A., t. 39, p. 422 à 425, 430, 431 à 446). — Ses explications, en qualité de Rapporteur, au sujet de son absence lors de la discussion du projet de loi relatif à une imposition extraordinaire par la ville de Lyon, pour l'acquittement de condamnations prononcées en vertu de la loi du 10 vendémiaire an IV (A., t. 41, p. 435).

COURCELLE (M.), *Député élu par le département de la Haute-Saône.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 150).= Membre de Commissions (F., nos 11, 40, 77, 94, 103, 125, 141, 146, 151, 204, 245, 269, 284, 293, 379, 419, 486, 529, 621, 627, 631, 658, 772, 776, 796, 800, 824, 842; M. B. de 1871 p. 209; J. O. de 1871, p. 542, 1136, 1439, 1700, 2333, 2819, 2985, 3126; J. O. de 1872, p. 545, 1784, 2909, 3360, 3643, 7817; J. O. de 1873, p. 1080, 1107, 7211; J. O. de 1874, p. 2358, 3307, 3456, 4360; J. O. de 1875, p. 3525, 3636, 4340, 4464, 5510, 9073). = Ses propositions ayant pour objet : de régler les émoluments des Trésoriers-Payeurs généraux, ainsi que ceux des Receveurs particuliers devenus percepteurs des chefs-lieux d'arrondissement, et de créer le contrôle de l'Assemblée (I., n° 848 ; A., t. 7, p. 213, an., p. 85; J. O. de 1872, p. 1056) ; de modifier la rédaction de l'art. 5 de la loi du 11 juillet 1868 (Chemins vicinaux) (I., n° 1872; A., t. 19, an., p. 84 ; J. O. de 1873, p. 5077). — Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, relatives : aux élections partielles à l'Assemblée nationale (I., n° 2059; A., t. 27, an., p. 22 ; J. O. de 1873, p. 7503) ; à un impôt sur le revenu (I., n° 2229 ; A., t. 29, an., p. 319; J. O. de 1874, p. 1644). — Ses rapports : sur le projet de loi relatif aux pensions à inscrire au profit des tributaires de la Caisse des retraites du Sénat de l'Empire (I., n° 1177 ; A., t. 11, an., p. 226 ; J. O. de 1872, p. 3973) ; sur la fixation du Budget des dépenses de l'Assemblée nationale pour l'Exercice 1874, et sur l'évaluation des recettes et des dépenses de la Caisse des retraites des employés à l'Assemblée pour le même Exercice (I., n° 2065 ; A., t. 28, an., p. 92 ; J. O. de 1873, p. 7987) ; sur la fixation du Budget des dépenses de l'Assemblée nationale pour l'Exercice 1875, et sur l'évaluation des recettes et des dépenses de la Caisse des retraites des employés de l'Assemblée pour le même Exercice (I., n° 2654 ; A., t. 34, an., p. 125 ; J. O. de 1874, p. 6000) ; sur la fixation du Budget des dépenses de l'Assemblée nationale pour l'Exercice 1876, et sur l'évaluation des recettes et des dépenses de la Caisse des retraites des employés de l'Assemblée pour le même Exercice (I., n° 3161; A., t. 39, an., p. 240 ; J. O. de 1875, p. 6484). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 787, t. 16, p. 357). — Son rapport sur l'élection de M. Gaudy par le département du Doubs (A., t. 7, p. 146). — Présente une proposition relative aux émoluments des Trésoriers-Payeurs généraux et des Receveurs particuliers devenus percepteurs des chefs-lieux d'arrondissement, et en demande l'urgence (A., t. 7, p. 213). — Prend part à la discussion : du Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1872 (*Traitements et émoluments des Trésoriers-Payeurs généraux et des Receveurs des finances*, A., t. 8, p. 396, 397, 398) ; du projet de loi tendant à approuver l'adjudication du chemin de fer de Clermont-Ferrand à Tulle, avec embranchement sur Vendes (A., t. 13, p. 578, 580) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Frais de régie : *Mode de recrutement des receveurs-percepteurs de Paris*, A., t. 14, p. 619); du Budget de l'Exercice 1874 (Légion d'Honneur : *Traitements de vingt Gardiens de la paix médaillés en 1872 pour leur conduite pendant la Commune*, A., t. 28, p. 166, 236) ; du projet de loi portant modification des articles 3 et 9 de la loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse (A., t. 29, p. 238). — Est entendu : sur la question de mise à l'ordre du jour des projets de lois relatifs à

de nouveaux chemins de fer (A., t. 29, p. 268); en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'Assemblée nationale pour l'Exercice 1875 (*Frais d'éclairage du palais du Corps Législatif; dépenses des impressions*, A., t. 34, p. 207). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 35, p. 453, 471; t. 44, p. 390). — Parle dans la discussion de sa proposition relative aux élections partielles (A., t. 38, p. 30). — Adresse une question au Ministre des Finances, au sujet de l'état du projet de loi annoncé sur les pensions civiles (A., t. 38, p. 88). — Est entendu : sur la motion tendant à la mise à l'ordre du jour de la discussion du Budget de 1876 (A., t. 40, p. 115); dans la discussion : de ce Budget (Dette publique : *Pensions civiles*, A., t. 40, p. 176); du projet de loi portant répartition pour 1876 du Fonds de subvention aux départements (A., t. 41, p. 406); du projet de loi tendant à accorder au petit-fils du Maréchal Bugeaud, à titre de récompense nationale, une pension de 6,000 francs (A., t. 41, p. 407). — Parle : sur un rappel au Règlement, tendant à constater que l'Assemblée n'est pas en nombre (A., t. 44, p. 106); sur la proposition de M. du Bodan tendant à faire délivrer aux membres de l'Assemblée, nommés dans les élections partielles, les volumes des *Annales de l'Assemblée* et des *Archives parlementaires* distribués avant leur élection (A., t. 44, p. 311, 312).

COURNET (M. Frédéric), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 47). = Sa proposition tendant à mettre en accusation les membres du Gouvernement de la Défense nationale (I., n° 30; A., t. 1, p. 167, an., p. 21; J. O. de 1871, p. 344). = N. B. — Mentionné comme démissionnaire dans le Décret du 9 juin 1871, portant convocation pour le 2 juillet des électeurs de 46 départements (B. des L., n° 399).

CREMER (M. le général), *ex-Commandant de la 1re Division du 24e Corps.*

Ses dépositions devant les Commissions d'Enquête : sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 620 à 623); sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 656 à 662).

CRÉMIEUX (M.), *Membre du Gouvernement de la Défense nationale et Ministre de la Justice.*

Lettre par laquelle il adresse sa démission de ces fonctions (A., t. 1, p. 10). = *Député élu par le département d'Alger.* — Son élection est validée (A., t. 14, p. 12). = Président : du 10e Bureau (F., n° 824; J. O. de 1875, p. 5510); du 15e Bureau (F., n° 842; J. O. de 1875, p. 9073). = Membre de Commissions (F., nos 633, 644; J. O. de 1874, p. 3504, 3888). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative au régime légal de l'Algérie (I., n° 1814; J. O. de 1873, p. 4040, 4071; A., t. 18, p. 351). = Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'élection du Conseil général d'Alger et à la composition des Conseils généraux de l'Algérie (A., t. 14, p. 176). — S'excuse de son absence (A., t. 15, p. 169; t. 43, p. 273). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour objet de régler la condition des déportés à la Nouvelle-Calédonie (A., t. 16, p. 582; t. 17, p. 78). — Donne lecture et demande l'urgence de sa proposition relative au régime légal de l'Algérie (A., t. 18, p. 351). — Ses dépositions devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 507 à 535; t. 26, p. 918 à 939). — Est entendu : sur la prise en considération de la proposition de MM. de Lavergne et autres, relative à la nomination d'une Commission d'Enquête sur la situation de l'Algérie (A., t. 31, p. 115 à 118); dans la discussion : de cette proposition et de la sienne, relative au régime légal de l'Algérie (*Deuxième délibération*, A., t. 35, p. 245 à 249, 270); du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 429 à 433). — Est nommé *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 306).

CRESPIN (M.), *Député élu par le département du Loiret.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 35). — Son élection est va-

lidée (A., t. 1, p. 55). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; et de diverses Commissions (F., n°s 48, 75, 123, 146, 152, 178, 215, 226, 249, 269, 293, 353, 359, 379, 393, 419, 440, 488, 541, 588, 644, 674, 717 ; J. O. de 1871, p. 696, 1124, 2248, 2985, 3155, 5137 ; J. O. de 1872, p. 889, 1223, 1906, 2909, 3643, 7007, 7197, 7817 ; J. O. de 1873, p. 280, 1080, 1769, 4177, 7729 ; J. O. de 1874, p. 1226, 3888, 4933 ; J. O. de 1875, p. 160). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département du Loiret (I., n° 2441 ; A., t. 32, an., p. 39 ; J. O. de 1874, p. 4036). = Ses rapports : sur le projet de loi relatif au transport des journaux (I., n° 389 ; A., t. 4, an., p. 20 ; J. O. de 1871, p. 2302) ; sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la ville d'Orléans (Loiret) (I., n° 944 ; A., t. 8, an., p. 27 ; J. O. de 1872, p. 1656) ; sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Pont-de-Beauvoisin (Savoie) (I., n° 1696 ; A., t. 17, an., p. 4 ; J. O. de 1873, p. 2456) ; sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de la commune des Échelles (Savoie) (I., n° 1699 ; A., t. 17, an., p. 6 ; J. O. de 1873, p. 2491) ; sur le projet de loi tendant à rattacher à la commune de Cazalis, canton d'Hagetmau, le quartier de Biellé, distrait de la commune de Brassempouy, canton d'Amou, arrondissement de Saint-Sever (Landes) (I., n° 1723 ; A., t. 17, an., p. 82 ; J. O. de 1873, p. 2853) ; sur le projet de loi tendant à ériger en communes distinctes les sections de Lantenay et d'Outriaz, qui composent actuellement la commune de Lantenay, canton de Brénod, arrondissement de Nantua (Ain) (I., n° 1729 ; A., t. 17, an., p. 93 ; J. O. de 1873, p. 2885) ; sur le projet de loi tendant à annexer au canton de Calvi la commune de Lumio, distraite du canton de Calenzana, arrondissement de Calvi (Corse) (I., n° 1731 ; A., t. 17, an., p. 95 ; J. O. de 1873, p. 2948) ; sur le projet de loi tendant à rattacher au canton de Clairvaux, arrondissement de Lons-le-Saulnier (Jura), la commune de la Frasnée, distraite du canton de Saint-Laurent, arrondissement de Saint-Claude (même département) (I., n° 1852 ; A., t. 19, an., p. 34 ; J. O. de 1873, p. 4654). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 512 ; t. 5, p. 2 ; t. 11, p. 293 ; t. 30, p. 310 ; t. 38, p. 124, 473). — Est entendu, comme Rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif au transport des journaux (A., t. 5, p. 505, 516). — S'excuse de son absence (A., t. 12, p. 81 ; t. 28, p. 63). = Son décès est annoncé à l'Assemblée (A., t. 39, p. 215).

CRESSON (M.), *ancien Préfet de police.*

Ses dépositions devant les Commissions d'Enquête : sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 463 à 482) ; sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 634 à 656 ; t. 22, p. 871 à 904).

CRISENOY (M. DE), *ex-chef du 17e bataillon de la Garde nationale.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 810 à 816).

CROFFTON (Sir WALTER), *Président du Comité des directeurs des prisons Irlandaises.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (A., t. 45, p. 241 à 244).

CROUZAT (M. le général), *ancien Commandant du 20e Corps d'armée.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 410 à 427).

CROZES (M. l'abbé), *Aumônier du dépôt des condamnés à la Grande-Roquette.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (A., t. 45, p. 75 à 79).

CRUSSOL D'UZÈS (M. le duc DE), *Député élu par le département du Gard.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 14).

= Secrétaire : du 15e Bureau (F., n° 4 ; M. B., p. 13) ; du même Bureau renouvelé (I., n° 74 ; J. O. de 1871, p. 1116) ; du 6e Bureau (F., n° 289 ; J. O. de 1872, p. 3519) ; du 7e Bureau (F., n° 393 ; J. O. de 1873, p. 280) ; du 4e Bureau (F., n° 541 ; J. O. de 1873, p. 7729) ; du 14e Bureau (F., n° 561 ; J. O. de 1874, p. 351) ; du 6e Bureau (F., n° 627 ; J. O. de 1874, p. 3307) ; du 11e Bureau (F., n° 756 ; J. O. de 1875, p. 1817) ; du 12e Bureau (F., n° 769 ; J. O. de 1875, p. 3105) ; du 3e Bureau (F., n° 796 ; J. O. de 1875, p. 4340). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 84, 94, 117, 123, 440, 511, 529, 850 ; J. O. de 1871, p. 1230, 1439, 2086, 2248 ; J. O. de 1873, p. 1769, 5018, 7211 ; J. O. de 1875, p. 9395) ; et de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73 ; J. O. de 1871, p. 1111). = Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à M. Stephen Marc d'un chemin de fer d'Alais au Rhône (I., n° 3456 ; A., t. 42, an., p. 318 ; J. O. de 1875, p. 10920, 10982 ; J. O. de 1876, p. 43). = Ses rapports sur les élections : de M. Schœlcher par la colonie de la Guyane (A., t. 3, p. 137) ; de MM. Boucau, Pascal Duprat et Loustalot par le département des Landes (A., t. 4, p. 7). — Obtient des congés (A., t. 8, p. 132, 481 ; t. 15, p. 316). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée (A., t. 39, p. 316).

CUMONT (M. le vicomte ARTHUR DE), *Député élu par le département de Maine-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 18). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 6, 14, 21, 25, 30, 39, 84, 95, 123, 146, 188, 339, 353, 440, 505, 584, 617 ; M. B. de 1871, p. 58, 224 ; J. O. de 1871, p. 251, 314, 500, 1230, 1476, 2248, 2915 ; J. O. de 1872, p. 89, 5057, 7007 ; J. O. de 1873, p. 1769, 4819 ; J. O. de 1874, p. 1115, 2210) ; de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; de la Commission de décentralisation (F., n° 50 ; J. O., p. 731) ; de la Commission d'Enquête sur les causes de l'insurrection de Paris (F., n° 95 ; J. O. de 1871, p. 1476) ; de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275 ; J. O. de 1872, p. 3082) ; de la Commission des Trente chargée de présenter à l'Assemblée nationale un projet de loi pour régler les attributions des Pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (F., n° 317 ; J. O. de 1872, p. 7565) ; de la 1re Commission des Trente chargée d'examiner les Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 37). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet d'accorder une pension annuelle et viagère aux veuves des gendarmes et gardiens de la paix tués comme otages pendant l'insurrection de la Commune de Paris (I., n° 700 ; A., t. 6, p. 81, an., p. 169 ; J. O. de 1871, p. 5276). = Son rapport sommaire sur la proposition de M. Faye ayant pour objet d'étendre aux élections pour les Conseils généraux le bénéfice des dispositions de l'art. 8 de la loi du 6 juin 1868 sur les réunions publiques (I., n° 568 ; A., t. 5, an., p. 96 ; J. O. de 1871, p. 3639). — Son rapport spécial, au nom de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars, relatif au rôle de la presse révolutionnaire en province (I., n° 740 ; A., t. 9, p. 161 à 166). = Parle sur un incident relatif à la mise aux voix du renvoi au lendemain, contrairement à l'ordre du jour, de la suite du 1er scrutin pour la nomination de la 1re Commission des Lois constitutionnelles (A., t. 28, p. 42 à 44). = Est nommé *Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts* [Décret du 22 mai 1874] (B. des L., n° 3043 ; J. O., p. 3473). = Sa démission comme membre de la Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 34, p. 260). — Est entendu, comme Ministre : sur la demande de mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la liberté de l'Enseignement supérieur (A., t. 31, p. 237) ; dans la discussion : du projet de loi de crédit tendant à pourvoir au rétablissement de la Commission d'examen des cu-

vrages dramatiques (A., t. 32, p. 371); du Budget de l'Exercice 1875 (Instruction publique : *Création d'un Observatoire d'astronomie physique près Paris*, A., t. 33, p. 292. *Projet de la Commission extra-parlementaire sur les pensions de retraite des fonctionnaires de l'Instruction publique*, A., t. 34, p. 151) ; de la proposition de MM. de Pressensé et autres, relative à la liberté des réunions pour la célébration d'un culte religieux (*Première délibération*, A., t. 35, p. 168) ; de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Deuxième délibération*, A., t. 35, p. 294, 319 à 322). = Parle, comme Député, dans la discussion du Budget de l'Exercice 1876 (Instruction publique : *Création par lui, pendant son Ministère, d'une place d'Administrateur général adjoint à la Bibliothèque nationale*, A., t. 41, p. 216).

CUNIT (M.), *Député élu par le département de la Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 16, 17).

CURNIER DE LA VALETTE (M. l'Intendant), *ancien Intendant de la 6e Division militaire, à Strasbourg.*

Sa déposition devant la Commission des Marchés, relativement à l'Enquête sur le matériel de guerre (A., t. 17, p. 288 à 293).

CZARTORYSKI (M. le prince), *Président de l'émigration Polonaise en France.*

Sa lettre au Président de l'Assemblée nationale, destinée à être communiquée à la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars, protestant contre la participation des émigrés Polonais à cette insurrection (A., t. 10, an., p. 211).

D

DAGOBERTUS (Le frère), *Instituteur des Écoles communales du 11e arrondissement de Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 195 à 197).

DAGUENET (M.), *Député élu par le département des Basses-Pyrénées.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 20).= Président : du 2e Bureau (F., n° 4 ; M. B., p. 13) ; du 11e Bureau (F., n° 23 ; J. O. de 1871, p. 251) ; du 10e Bureau (F., n° 99 ; J. O. de 1871, p. 1545) ; du 3e Bureau (F., n° 123 ; J. O. de 1871, p. 2248) ; du 13e Bureau (F., n° 241 ; J. O. de 1872, p. 1649) ; du 5e Bureau (F., n° 264 ; J. O. de 1872, p. 2757) ; du 12e Bureau (F., n° 440 ; J. O. de 1873, p. 1769) ; du 14e Bureau (F., n° 562 ; J. O. de 1874, p. 351) ; du 12e Bureau (F., n° 607 ; J. O. de 1874, p. 1881 ; du 7e Bureau (F., n° 697 ; J. O. de 1874, p. 7981) ; du 2e Bureau (F., n° 824 ; J. O. de 1875, p. 5510) ; du 1er Bureau (F., n° 865 ; J. O. de 1875, p. 10118). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; et de diverses Commissions (F., nos 14, 29, 40, 58, 75, 95, 140, 144, 147, 215, 229, 258, 275, 305, 379, 403, 463, 505, 611, 621, 627, 658, 762, 765, 769, 796, 842 ; M. B. de 1871, p. 58 ; J. O. de 1871, p. 337, 542, 867, 1124, 1476, 2785, 2929, 3012 ; J. O. de 1872, p. 889, 1295, 2197, 3082, 3998, 7817 ; J. O. de 1873, p. 580, 3220, 4819 ; J. O. de 1874, p. 2005, 2358, 3307, 4360 ; J. O. de 1875, p. 2037, 2129, 3405, 4340, 9073). = Son rapport sommaire sur la proposition de M. le comte Jaubert concernant les délits d'offense commis par des Représentants envers l'Assemblée nationale (I., n° 1057 ; A., t. 10, an., p. 45 ; J. O. de 1872, p. 2704). — Son rapport sur le projet de loi relatif aux frais de reconstitution des registres de l'État civil de l'arrondissement de Montmédy (Meuse) (I., n° 2364 ; A., t. 30, an., p. 341 ; J. O. de 1874, p. 3426). — Son rapport sommaire sur la proposition de MM. de la Rochefoucauld duc de Bisaccia, de Tarteron et autres, relative aux Pouvoirs publics (I., n° 2523 ; A., t. 32, an., p. 373 ; J. O. de 1874, p. 5314). = Est entendu : sur l'élection de M. Lignier par le département de l'Aube (A., t. 1, p. 247, 248) ; sur un incident relatif à l'impression et à la distribution des projets de lois et des propositions (A., t. 2, p. 158) ; dans la discussion : du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 664) ; des propositions de MM. Bottieau et Delsol et de M. de Peyramont sur la mise à la retraite des magistrats (*Première délibération*, A., t. 3, p. 177) ; des projets de lois relatifs à la reconstitution des actes de l'État civil à Paris (A., t. 3, p. 879) ; des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 138, 139). — Obtient des congés (A., t. 5, p. 58 ; t. 6, p. 24 ; t. 11, p. 293 ; t. 14, p. 58). — Parle, en qualité de Rapporteur, sur la prise en considération de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la répression des délits d'offense commis par des Représentants envers l'Assemblée nationale (A., t. 11, p. 553.) — Son rapport sommaire verbal sur la proposition de M. Cézanne relative aux attributions des Pouvoirs publics (A., t. 15, p. 230). — Son rapport sommaire verbal sur les deux propositions de M. Pradié, relatives : l'une, à la composition des Conseils municipaux et à la nomination des Maires ; l'autre, à l'élection des Conseillers municipaux, des Conseillers généraux, des Députés et des Séna-

teurs (A., t. 18, p. 548, 549). — Son nouveau rapport sommaire verbal sur cette dernière proposition (A., t. 29, p. 315). — S'excuse de son absence (A., t. 29, p. 121). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à ajourner l'époque de la prochaine session des Conseils généraux (A., t. 34, p. 65 à 68) ; du projet de loi tendant à modifier le Code de Justice militaire (*Troisième délibération*, A., t. 38, p. 94); de la proposition de M. Tallon ayant pour objet de retirer aux Conseils généraux la vérification des pouvoirs de leurs membres (A., t. 41, p. 283 à 286). — Son rapport sommaire verbal sur la proposition de M. Fresneau relative au volontariat d'un an (A., t. 42, p. 417). — Son rapport sommaire verbal sur la proposition de M. de Valfons tendant à élever à 1,000 fr. le minimum du traitement des desservants (A., t. 42, p. 418).

DAGUILHON-LASELVE (M.), *Député élu par le département du Tarn.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 24). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 99, 486, 509, 517, 562, 588, 607, 627, 636, 650, 658, 697, 744, 756, 769, 776, 796, 824 ; J. O. de 1871, p. 1545 ; J. O. de 1873, p. 440, 4945, 6751 ; J. O. de 1874, p. 351, 1226, 1881, 3307, 3636, 4089, 4360, 7981 ; J. O. de 1875, p. 1275, 1817, 3405, 3636, 4340, 5510) ; des Commissions chargées d'examiner les projets de lois portant règlement définitif : des Budgets des Exercices 1867 et 1868 (F., n° 321 ; J. O. de 1872, p. 4516) ; et du Budget de l'Exercice 1869 (F., n° 529 ; J. O. de 1873, p. 7211) ; des Commissions de permanence : de 1873 (A., t. 17, p. 275) ; de 1874 (A., t. 30, p. 647) ; et de 1875 (A., t. 37, p. 328). = Ses rapports : sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de Saint-Cloud (Seine-et-Oise) (I., n° 3083 ; A., t. 38, an., p. 232 ; J. O. de 1875, p. 4258) ; sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Fresnay-le-Grand (Aisne) (I., n° 3307 ; A., t. 41, an., p. 139 ; J. O. de 1875, p. 7202) ; sur le projet de loi tendant : 1° à ratifier une convention passée entre l'Etat et la ville de Lodève (Hérault) en vue d'assurer le paiement de la dépense résultant de l'extension du casernement ; 2° à autoriser la dite ville à emprunter une somme de 770,000 fr. et à s'imposer extraordinairement (I., n° 3335 ; A., t. 41, an., p. 472 ; J. O. de 1875, p. 7126) ; sur le projet de loi tendant : 1° à ratifier une convention passée entre l'Etat et la ville de Castres (Tarn), en vue d'assurer le paiement de la dépense résultant de l'extension du casernement ; 2° à autoriser la dite ville à emprunter une somme de 3,550,000 fr. et à s'imposer extraordinairement (I., n° 3356 ; A., t. 41, an., p. 200 ; J. O. de 1875, p. 7283). = Sa déclaration à propos d'un incident soulevé dans la discussion du rapport de la Commission des Marchés sur les marchés conclus à Lyon (A., t. 45, p. 433). — Son rapport sur une pétition (A., t. 39, p. 33).

DAHIREL (M.), *Député élu par le département du Morbihan.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 20).= Président du 2e Bureau (F., n° 99 ; J. O. de 1871, p. 1545). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 22, 49, 77, 84, 139, 140, 167, 218, 251, 379, 383, 411, 463, 484, 507, 541, 627 ; J. O. de 1871, p. 231, 712, 1136, 1230, 2754, 2785, 4802 ; J. O. de 1872, p. 975, 1978, 7817, 7957 ; J. O. de 1873, p. 844, 3220, 4039, 4880, 7729 ; J. O. de 1874, p. 3307) ; de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; et de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73 ; J. O. de 1871, p. 1111). = Ses propositions ayant pour objet : la nomination, au scrutin de liste, d'une Commission de quinze membres à l'effet de préparer et de rédiger un projet de Constitution (I., n° 323 ; A., t. 3, p. 423 ; J. O. de 1871, p. 1586) ; la détermination de la forme des relations entre le Président de la République française et l'Assemblée nationale (I., n° 621 ; A., t. 5, an., p. 212 ; J. O. de 1871, p. 4067) ; la nomination d'une Commission du Règlement (I., n° 1229 ; A., t. 12, an., p. 47 ; J. O. de 1872, p. 4328) ; la déclaration de l'urgence (I., n° 1413 ; A., t. 14, an., p. 3 ; J. O. de 1872, p. 6918). — Sa proposition portant que l'Assemblée nationale se prononcera, le 1er juin 1874, sur la forme définitive du Gouvernement de la France (I., n° 2359 ; A., t. 30, p. 658, an., p. 322 ; J. O. de 1874, p. 3204).

= Son rapport au nom de la Commission chargée d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (I., n° 117; A., t. 2, p. 356; J. O. de 1871, p. 739). — Son rapport sommaire sur la proposition de M. Sansas tendant à modifier les articles 16 et 17 du Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 836; A., t. 7, an., p. 71; J. O. de 1872, p. 929). — Son rapport sur le projet de loi relatif aux pensions des membres non replacés de l'ancien Conseil d'État (I., n° 1717; A., t. 17, an., p. 61; J. O. de 1873, p. 2787). = Son rapport sur les élections de l'Ardèche (A., t. 1, p. 30). — Ses observations dans la discussion de la proposition de M. Gaslonde relative aux Conseils généraux (A., t. 2, p. 176, 177). — Demande au Gouvernement des communications sur les événements de Paris (A., t. 2, p. 217, 525; t. 3, p. 116). — Parle : dans la discussion de la proposition de M. Calemard de Lafayette tendant à obtenir la création d'une Commission de trente membres, dite de la réorganisation de l'armée (A., t. 3, p. 48, 51); sur l'urgence de la proposition de MM. de Vaulchier et autres, tendant à abolir les lois de 1832 et de 1848 concernant les princes de la Maison de Bourbon (A., t. 3, p. 214).— Donne lecture de sa proposition relative à la nomination d'une Commission chargée de rédiger un projet de Constitution (A., t. 3, p. 423).— Demande la mise à l'ordre du jour de sa proposition (A., t. 4, p. 643). — Parle sur la prise en considération de cette proposition (A., t. 4, p. 650). — Demande que les Députés soient admis à voter dans le palais même de l'Assemblée, pour les élections complémentaires du 2 juillet 1871 (A., t. 3, p. 699). — Est entendu : à propos de la question de M. Schœlcher en vue de la levée de l'état de siège à Paris (A., t. 4, p. 225); au sujet de la convocation du 2° Bureau, pour l'examen des élections de MM. Tardieu, Gambetta, Fraissinet, Clapier, Laurier, Rouvier et Heirieis par le département des Bouches-du-Rhône (A., t. 4, p. 291); au sujet du partage des voix dans le Bureau chargé de cet examen (A., t. 4, p. 426); dans la discussion de ces élections (A., t. 5, p. 16 à 20); à propos des termes de la lettre de démission de M. le général Faidherbe (A., t. 5, p. 185, 186); au sujet du rapport de la Commission de Comptabilité sur le crédit de 123,365 francs destiné au chauffage de la partie du palais de Versailles consacrée au service de l'Assemblée (A., t. 5, p. 614); dans la discussion du projet de loi relatif à la convention à conclure entre la France et l'Allemagne (A., t. 5, p. 704); sur la prise en considération de la proposition de M. de Saisy relative à l'aliénation des joyaux et du mobilier de la Couronne (A., t. 6, p. 83); sur la question de M. Depeyre relative à la suspension des séances le lundi 12 et le mardi 13 février 1872 (A., t. 7, p. 494); dans la discussion du projet de loi règlant au point de vue de l'indemnité la situation des fonctionnaires nommés Députés (A., t. 7, p. 559, 561). — Parle, comme Rapporteur, sur la prise en considération de la proposition de M. Sansas portant modification des articles 16 et 17 du Règlement (A., t. 7, p. 585).— Est entendu : sur la prise en considération de sa proposition relative à la forme des relations du Président de la République avec l'Assemblée (A., t. 7, p. 607, 610); dans la discussion du Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'Exercice 1872 (*Inspections générales administratives*, A., t. 8, p. 603). — Demande la mise à l'ordre du jour du projet de loi sur le recrutement de l'armée (A., t. 11, p. 3).— Parle : dans la discussion de ce projet de loi (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 93, 337, 465. *Troisième délibération*, t. 13, p. 424); sur le procès-verbal, à propos d'un incident soulevé dans la discussion du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (A., t. 11, p. 189); dans la discussion : des propositions de MM. Arago, Bérenger, de Peyramont et autres, relatives à la réorganisation de la magistrature (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 239, 240); du projet de loi relatif à une convention postale avec l'Empire d'Allemagne (A., t. 11, p. 358); du projet de loi relatif à la composition des Conseils de guerre (A., t. 11, p. 397). — Demande le Comité secret pour la lecture du rapport sur le projet de loi portant ratification de la convention conclue avec l'Empire d'Allemagne (A., t. 12, p. 723). — Est entendu : sur l'urgence de la proposition de M. de Jouvenel tendant à attribuer à l'État le monopole de la vente du sel (An,

t. 13, p. 66); sur la demande de discussion immédiate, après la lecture du rapport, du projet de loi relatif à un nouvel emprunt de trois milliards (A., t. 13, p. 152); dans la discussion : du projet de loi de crédit applicable au paiement d'une indemnité de 212,000 fr. à M. Souberbielle, ancien entrepreneur général des transports de l'armée française au Mexique (A., t. 13, p. 212, 214); du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 319); du projet de loi relatif au monopole par l'État de l'achat, de la fabrication et de la vente des allumettes chimiques (A., t. 13, p. 564). — Parle : sur une question d'interprétation du Règlement, à propos de la demande d'urgence de la proposition de M. Wolowski en faveur des Alsaciens Lorrains qui conservent la qualité de Français (A., t. 14, p. 3 à 5 ; sur l'élection de M. Martin d'Auray par le département du Morbihan (A., t. 14, p. 340); sur la proposition de M. le baron Chaurand tendant à un ajournement des séances, du lundi 23 décembre 1872 au lundi 6 janvier 1873 (A., t. 14, p. 650, 651); dans la discussion : du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 209, 361); du projet de loi portant approbation d'une Convention postale entre la France et la Russie (A., t. 16, p. 533). — Est entendu : à propos de la demande d'ajournement de la proposition de M. Tirard ayant pour objet de modifier la loi du 26 juillet 1872 sur les tarifs douaniers (A., t. 16, p. 550, 553, 554); sur le renvoi de la discussion de la proposition de M. Rouveure relative à la prorogation de l'Assemblée du 29 mars au 12 mai 1873 (A., t. 17, p. 153); sur la demande d'ajournement du projet de loi portant établissement de surtaxes à l'octroi de la commune de Groix (Morbihan) (A., t. 17, p. 360); sur la prise en considération de la proposition de MM. de la Rochette et autres, relative à l'impôt sur le sel (A., t. 18, p. 144); au sujet du retard apporté à l'examen de sa proposition tendant à la nomination d'une Commission du Règlement (A., t. 18, p. 496); dans la discussion des propositions de M. Eugène Tallon, de M. Paris (Pas-de-Calais) et de M. le général Robert, tendant à modifier les articles du Règlement concernant les pétitions (*Deuxième délibération*, A., t. 18, p. 500, 501); sur la demande d'urgence de la proposition de M. Bertauld relative à la publicité partielle, par voie d'affichage, des discussions parlementaires (A., t. 19, p. 151). — Sa motion tendant à procéder au scrutin par appel nominal pour la nomination des cinq derniers membres de la Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 59, 63). — Parle : sur des incidents élevés à l'occasion de ces derniers scrutins (A., t. 28, p. 65, 75, 76); sur la question de l'admission des Députés au vote qui doit avoir lieu le dimanche 14 décembre 1873 pour l'élection d'un Représentant dans le département de Seine-et-Oise (A., t. 28, p. 266, 267); sur la demande d'urgence de la proposition de M. Fresneau tendant à modifier les articles 55, 79 et 80 du Règlement, relatifs au scrutin secret et aux interpellations (A., t. 29, p. 122); dans la discussion du projet de loi tendant à la déclaration d'utilité publique et à la concession d'un Canal d'irrigation dérivé de la rivière de la Bourne, dans le département de la Drôme (A., t. 29, p. 300, 303). — Donne lecture d'une proposition portant que l'Assemblée nationale se prononcera le 1er juin 1874 sur la forme définitive du Gouvernement de la France, et en demande l'urgence (A., t. 30, p. 658, 661). — Obtient des congés (A., t. 32, p. 374; t. 33, p. 205). — Prend part à la discussion des interpellations de M. Lucien Brun sur les motifs de la suspension du journal l'*Union* (A., t. 33, p. 15). = N. B. — Son décès, survenu le 7 février 1875, n'a pas été notifié à l'Assemblée.

DALLOZ (M. PAUL), *Directeur du* Moniteur universel, *Journal officiel de la Délégation à Tours et à Bordeaux.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 79 à 84).

DAMPIERRE (M. le marquis DE), *Député élu par le département des Landes.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 16). = Vice-Président du 13e Bureau (F., n° 215; J. O. de 1872, p. 889). — Président : du 13e Bureau (F., n° 674; J. O. de 1874, p. 6923);

du 9e Bureau (F., n° 697; J. O. de 1874, p. 7981). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); et de diverses Commissions (F., n°s 29, 68, 75, 99, 123, 129, 136, 167, 189, 218, 275, 379, 411, 440, 463, 468, 476, 486, 517, 562, 584, 607, 644, 650, 658, 762, 769, 865; J. O. de 1871, p. 337, 1013, 1124, 1545, 2248, 2443, 2641, 4802; J. O. de 1872, p. 113, 1012, 3082, 7817; J. O. de 1873, p. 844, 1769, 3220, 3393, 3750, 4107, 6751; J. O. de 1874, p. 351, 1115, 1881, 3888, 4089, 4360; J. O. de 1875, p. 2037, 3405, 10118). = Sa proposition, présentée de concert avec un grand nombre de Députés, relative à la création d'une École supérieure d'Agriculture (I., n° 1240; A., t. 12, an., p. 82; J. O. de 1872, p. 4653). — Ses rapports sommaires : sur la proposition de M. Johnston ayant pour objet la nomination d'une Commission de quinze membres chargée d'examiner s'il y a lieu d'apporter des modifications aux Traités de commerce et de les dénoncer (I., n° 828; A., t. 7, p. 126, an., p. 50; J. O. de 1872, p. 837); sur la proposition de M. Léon Say tendant à instituer un prix de 50,000 fr. au profit de la personne qui découvrira un moyen pratique de déterminer directement la présence de l'alcool dans les mélanges (I., n° 2292; A., t. 30, an., p. 144; J. O. de 1874, p. 2836). — Son rapport sur la proposition signée de lui, de MM. le comte de Bouillé et autres, relative à la création d'une École supérieure d'Agriculture (I., n° 2959; A., t. 37, an., p. 135; J. O. de 1875, p. 3343, 3406, 3440, 3468). — Son rapport supplémentaire sur cette proposition (I., n° 3537; A., t. 43, an., p. 371; J. O. de 1876, p. 712). = Son rapport sur les élections de l'Ariège (A., t. 1, p. 11). — Est entendu : sur l'ajournement de l'élection de M. George par le département des Vosges (A., t. 1, p. 144); sur l'élection de M. Mestreau par le département de la Charente-Inférieure (A., t. 1, p. 249); dans la discussion du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 673); à propos d'une pétition faussement signée d'un abbé Chaumès-Duport (A., t. 4, p. 340); dans la discussion : du projet de loi portant augmentation des impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 170, 303); du Budget rectifié de l'Exercice 1871 (Agriculture et Commerce : *Aliénation du troupeau de Mauchamp*, A., t. 5, p. 572); des interpellations de M. Le Royer sur les transports par les voies ferrées (A., t. 6, p. 117). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 6, p. 139; t. 35, p. 459, 460). — Ses observations à propos d'une de ces pétitions, proposant la suppression des Facultés de théologie et faussement attribué à M. l'abbé Aninard (A., t. 6, p. 559). — Dépose son rapport sommaire sur la proposition de M. Johnston relative à la dénonciation ou aux modifications des Traités de commerce, et en demande l'urgence (A., t. 7, p. 126). — Parle : dans la discussion du projet de Résolution concernant la prorogation de l'Assemblée nationale en 1872 (A., t. 8, p. 611); sur la demande d'urgence du projet de loi relatif à la cession par l'État à la ville de Bordeaux des bâtiments de l'Institution nationale des sourdes-muettes et à la translation de cette Institution dans les bâtiments du Lycée de Saint-Sever sur l'Adour (A., t. 13, p. 328, 329); dans la discussion : du projet de loi concernant l'impôt des boissons (A., t. 13, p. 480 à 484, 515, 557); du Budget de l'Exercice 1873 (Agriculture et Commerce : *Concours régionaux*, A., t. 14, p. 373. *Achats d'étalons*, p. 390); de la proposition de MM. d'Aboville et autres, concernant la publicité des Comptes-rendus des séances de l'Assemblée nationale (A., t. 16, p. 14); du projet de loi tendant à modifier la législation sur les contributions indirectes (A., t. 18, p. 453); des propositions de MM. Destremx et autres, et de M. Huon de Penanster, relatives à l'abrogation du décret du 28 octobre 1870 sur la Légion d'Honneur et à la modification des récompenses nationales (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 73); du projet de loi relatif à l'organisation générale de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 238, 239, 240); du Budget de l'Exercice 1874 (Agriculture et Commerce : *Haras et dépôts d'étalons*, A., t. 28, p. 342. Voies et moyens : *Exécution de la loi du 2 août 1872 sur les bouilleurs de cru*, p. 576); sur la demande d'urgence de la proposition de M. Tirard tendant à modifier le dernier paragraphe de l'article 54 du Règlement relatif au scrutin public à la

tribune (A., t. 29, p. 54) ; dans la discussion de la proposition de MM. Delacour et autres, sur les haras et remontes (A., t. 31, p. 158, 163, 168, 177, 178, 183 à 186, 188) ; en qualité de Rapporteur, sur la prise en considération de la proposition de M. Léon Say tendant à instituer un prix de 50,000 fr. pour la découverte d'un moyen pratique de déterminer la présence de l'alcool dans les mélanges (A., t. 32, p. 19). — Est entendu : sur un incident relatif au dépôt demandé du rapport de la Commission d'initiative sur la proposition de M. Raoul Duval ayant pour objet la dissolution de l'Assemblée nationale (A., t. 33, p. 395) ; dans la discussion : de la proposition de M. Malartre relative à la prorogation de l'Assemblée nationale en 1874 (*Incident personnel*, A., t. 34, p. 105) ; du Budget de l'Exercice 1875 (Agriculture et Commerce : *Enseignement agricole*, A., t. 34, p. 168) ; des interpellations de MM. Maurice Rouvier et autres, sur les motifs de la suspension du Conseil municipal de Marseille (*Incident personnel*, A., t. 36, p. 291, 324) ; en qualité de Rapporteur, dans la discussion de la proposition signée de lui et de MM. le comte de Bouillé et autres, relative à la création d'une École supérieure d'Agriculture (*Première délibération*, A., t. 38, p. 276. *Demande de mise à l'ordre du jour de la deuxième délibération*, t. 44, p. 43) ; dans la discussion : du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession de diverses lignes de chemins de fer à la Compagnie du Midi (*Deuxième délibération*, A., t. 43, p. 86, 87, 88) ; du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (LANDES : arrondissement de *Dax*, A., t. 44, p. 39, 40).

DANELLE-BERNARDIN (M.), *Député élu par le département de la Haute-Marne.*

Son élection est validée (A., t. 31, p. 135). = Secrétaire : du 2e Bureau (F., n° 717 ; J. O. de 1875, p. 160) ; du 11e Bureau (F., n° 824 ; J. O. de 1875, p. 5510). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 644, 650, 694, 744, 756 ; J. O. de 1874, p. 3888, 4089, 4933 ; J. O. de 1875, p. 1275, 1817) ; et de la Commission de permanence de 1876 (A., t. 44, p. 364).

DANET (M. le docteur), *médecin à Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 821 à 825).

DARBOY (Mgr), *Archevêque de Paris.*

Communication du Gouvernement, proposition et projet de loi de crédit sur la célébration de ses obsèques aux frais de l'État, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. HONNEURS PUBLICS, nos 7, 8 et 9.

DARCY (M.), *membre du Conseil général de la Côte-d'Or.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 792 à 797).

DARGANCE (M.), *fondateur du journal* la Fédération, *à Bordeaux.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 257).

DARON (M.), *Député élu par le département de Saône-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 22). = Membre de Commissions (F., nos 11, 40, 112 ; M. B. de 1871, p. 209 ; J. O. de 1871, p. 542, 1952). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative aux arrangements amiables entre créanciers et débiteurs (I., n° 51 ; A., t. 1, p. 300, et an., p. 34 ; J. O. de 1871, p. 375). — Sa proposition ayant pour objet une loi définitive sur les concordats amiables (I., n° 220 ; A., t. 2, p. 897 ; J. O. de 1871, p. 1098). = Ses rapports : sur des pétitions (A., t. 2, p. 787 à 790) ; sur l'élection de M. Salneuve par le département du Puy-de-Dôme (A., t. 4, p. 40). — Parle dans la discussion : de cette élection (A., t. 4, p. 41, 45) ; de la proposition de MM. Destremx et autres, relative au con-

tingent de la classe de 1870 (A., t. 5, p. 356, 361, 376).

DARU (M. le comte), *Député élu par le département de la Manche.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 18). = Président : du 15e Bureau (F., n° 51 ; J. O. de 1871, p. 750) ; du 7e Bureau (F., n° 74 ; J. O. de 1871, p. 1116 ; du 9e Bureau (F., n° 215 ; J. O. de 1872, p. 889) ; du 4e Bureau (F., n° 379 ; J. O. de 1872, p. 7817) ; du 15e Bureau (F., n° 486 ; J. O. de 1873, p. 4107) ; du 5e Bureau (F., n° 509 ; J. O. de 1873, p. 4945) ; du 8e Bureau (F., n° 562 ; J. O. de 1874, p. 351) ; du même Bureau renouvelé (F., n° 717 ; J. O. de 1875, p. 160) ; du 13e Bureau (F., n° 744 ; J. O. de 1875, p. 1275). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 6, 8, 14, 20, 23, 48, 64, 77, 80, 85, 321, 647, 762 ; M. B. de 1871, p. 27, 58, 201 ; J. O. de 1871, p. 251, 696, 952, 1136, 1183, 1245 ; J. O. de 1872, p. 4516 ; J. O. de 1874, p. 2210 ; J. O. de 1875, p. 2037) ; de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (F., n° 95 ; J. O. de 1871, p. 1476) ; de la Commission d'Enquête sur les causes de l'insurrection de Paris (F., n° 75 ; J. O. de 1871, p. 1476) ; de la Commission pour l'examen des lois de finances de l'Exercice 1872 (F., n° 192 ; J. O. de 1872, p. 200) ; de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 46) ; et de la Commission du Budget de l'Exercice 1875 (F., n° 583 ; J. O. de 1874, p. 1075). = Ses rapports : sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (Journées des 4 septembre, 31 octobre, 22 janvier. — Capitulation de Paris) (I., n° 1416bis ; A., p. 21, t. 3 à 214 ; J. O. de 1873, p. 7326, 7347, 7367, 7399, 7436, 7504, 7537, 7557) ; sur le projet de loi portant ouverture, au Ministre de la Guerre, d'un crédit de 3,570,000 francs sur les Chapitres VI, VII et VIII du Budget de l'Exercice 1874, et annulation d'une somme égale sur les Chapitres IV, V, XIV et XVI du même Budget (I., n° 3284 ; A., t. 41, an., p. 110 ; J. O. de 1875, p. 7044) ; sur le projet de loi portant ouverture au Budget de la Légion d'Honneur (Exercice 1874), de crédits s'élevant à la somme de 48,114 francs (I., n° 3285 ; A., t. 41, an., p. 112 ; J. O. de 1875, p. 7045) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'Exercice 1875, d'un supplément de crédit de 18,393,819 francs (I., n° 3311 ; A., t. 41, an., p. 141 ; J. O. de 1875, p. 7086). — Son second rapport sur ce même projet de loi (I., n° 3415 ; A., t. 42, an., p. 59 ; J. O. de 1875, p. 9769). = Ses observations, comme Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars, au sujet des travaux de cette Commission (A., t. 11, p. 327). — Obtient des congés (A., t. 15, p. 1 ; t. 29, p. 384).

DAUMAS (M.), *Député élu par le département du Var.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 12). = Membre de Commissions (F., nos 486, 588 ; J. O. de 1873, p. 4107 ; J. O. de 1874, p. 1226). = Est entendu dans la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 569).

DAUPHIN (M.), *Député élu par le département de la Somme.*

Son élection est validée (A., t. 7, p. 442). = Lettre par laquelle il déclare donner sa démission (A., t. 7, p. 466).

DAUPHINOT (M.), *Député élu par le département de la Marne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 19). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 40, 74, 95, 123, 140, 146, 167, 203, 403, 468, 509, 549, 644, 842 ; J. O. de 1871, p. 542, 1116, 1476, 2248, 2785, 2985, 4802 ; J. O. de 1872, p. 250 ; J. O. de 1873, p. 580, 3393, 4945, 7921 ; J. O. de 1874, p. 3888 ; J. O. de 1875, p 9073) ; de la Commission chargée d'éclairer l'Assemblée nationale sur la situation des classes ouvrières en France

(F., n° 275 ; J. O. de 1872, p. 3082) ; et de la Commission du Budget de 1875 (F., n° 583 ; J. O. de 1874, p. 1075). = Ses rapports : sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Tourcoing (Nord) à emprunter une somme de cent mille francs (I., n° 604 ; A., t. 5, an., p. 194 ; J. O. de 1871, p. 1098) ; sur le projet de loi portant prorogation d'une surtaxe sur le vin et l'alcool à l'octroi de Beauvais (Oise) (I., n° 738 ; A., t. 6, an., p. 254 ; J. O. de 1872, p. 227) ; sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Beauvais (Oise) : 1° à emprunter 600,000 fr. ; 2° à s'imposer extraordinairement (I., n° 739 ; A., t. 6, an., p. 254 ; J. O. de 1872, p. 227) ; sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Blois (Loir-et-Cher) à emprunter 680,000 fr. et à s'imposer extraordinairement (I., n° 799 ; A., t. 6, an., p. 338 ; J. O. de 1872, p. 416) ; sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Travaux publics à accepter, au nom de l'État, l'offre faite par le département de la Mayenne d'avancer à l'État la somme de 1,300,000 fr. pour l'achèvement des écluses en construction sur la basse Mayenne (I., n° 3041 ; A., t. 38. an., p. 141 ; J. O. de 1875, p. 4068) ; sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Travaux publics à accepter, au nom de l'État, les offres faites par les départements du Nord et du Pas-de-Calais d'avancer à l'État la somme de 5,900,000 fr., pour assurer l'exécution des travaux d'amélioration de la rivière d'Aa, de la Scarpe supérieure et des canaux de Neuffossé, de Bourbourg et de Calais (I., n° 3151 ; A., t. 39, an., p. 210 ; J. O. de 1875, p. 6478). = Obtient des congés (A., t. 4, p. 57 ; t. 11, p. 50 ; t. 38, p. 367). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 316, 317). — S'excuse de son absence (A., t. 14, p. 131 ; t. 32, p. 163 ; t. 43, p. 112). — Demande, en qualité de Rapporteur, l'urgence du projet de loi tendant à accepter l'offre du département de la Mayenne d'avancer à l'État la somme de 1,300,000 fr. pour l'achèvement des écluses en construction sur la basse Mayenne (A., t. 38, p. 267).

DAUSSEL (M.), *Député élu par le département de la Dordogne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 32). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; de diverses Commissions (F., n°s 23, 32, 41, 70, 201, 211, 275, 328, 480, 800 ; J. O. de 1871, p. 251, 372, 561, 1046 ; J. O. de 1872, p. 456, 765, 3082, 4725, 3899 ; J. O. de 1875, p. 4464) ; de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O. de 1871, p. 471) ; et de la Commission des Services administratifs (F., n° 78 ; J. O. de 1871, p. 1148). = Ses rapports, au nom de la Commission des marchés passés par les Administrations publiques depuis le 18 juillet 1870 : (Affaire Place) (I., n° 1053 ; A., t. 10, an., p. 35 ; J. O. de 1872, p. 3030) ; (Approvisionnement de Paris avant le siège) (I., n° 1371 ; A., t. 13, an., p. 265 ; J. O. de 1872, p. 6949) ; (Approvisionnement de Paris en vue du siège) (I., n° 2252 ; A., t. 30, an., p. 29 ; J. O. de 1874, p. 2506). = Obtient des congés (A., t. 4, p. 500 ; t. 5, p. 205 ; t. 18, p. 546).

DAUVERGNE (M. le colonel), *Chef du 1er bataillon mobile de l'Indre.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 861 à 868).

DAVID (M. le baron JÉRÔME), *ancien Ministre des Travaux publics.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Defense nationale (A., t. 23, p. 131 à 144).

DAVOUST, duc D'AUERSTÆDT (M. le général), *ancien Colonel du 95e à l'armée de Metz.*

Sa déposition devant la Commission des Marchés, relativement à l'Enquête sur le matériel de la Guerre (A., t. 17, an., p. 304 à 310).

DEBUCHY (M.), *ex-employé au chemin de fer du Nord, à Boulogne.*

Sa réclamation adressée au Président de

la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, an., p. 258).

DEBUSCHÈRE (M.), *ex-Commissaire de police à Autun.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 785 à 791).

DECAZES (M. le baron), *Député élu par le département du Tarn.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 24). = Secrétaire du 10e Bureau (F., n° 393; J. O. de 1873, p. 280). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11; M. B., p. 209); de diverses Commissions (F., nos 32, 103, 146, 173, 258, 265, 325, 488, 509, 611, 629, 722, 810, 865; J. O. de 1871, p. 372, 1700, 2985; J. O. de 1872, p. 2197, 2781, 4633; J. O. de 1873, p. 4177, 4945; J. O. de 1874, p 2005, 3395; J. O. de 1875, p. 365, 4874, 10118); de la Commission des Services administratifs (F., n°78; J. O. de 1871, p. 1148); et de la Commission des Comptes de 1869 (F., n° 529; J. O. de 1874, p. 2005). = Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à la concession de pensions aux veuves et aux orphelins des victimes de l'insurrection du 18 mars (A., t. 7, p. 569); du Budget du Ministère de la Marine et des Colonies pour l'Exercice 1872 (*Personnel des ouvriers occupés aux travaux hydrauliques*, A., t. 8, p. 589). — Son rapport sur des pétitions relatives à la dissolution de l'Assemblée nationale (A., t. 14, p. 559). — Ses observations sur la demande de mise à l'ordre du jour de la pétition de M. le général de Carrey de Bellemare contre la décision à son égard de la Commission de revision des grades (A., t. 16, p. 507). — Obtient un congé (A., t. 17, p. 143). — S'excuse de son absence (A., t. 36, p. 455).

DECAZES (M. le duc), *Député élu par le département de la Gironde.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 32). = Président du 10e Bureau (F., n° 23; J. O. de 1871, p. 251). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F, n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de la Commission des Quinze (F., n° 20; M. B. de 1871, p. 201); de diverses Commissions (F., nos 39. 60, 68, 84, 189, 231, 321, 359, 488; J. O. de 1871, p. 500, 523, 894, 1013, 1230; J. O. de 1872, p. 113, 1398, 4516, 7197; J. O. de 1873, p. 4177); de la Commission de décentralisation (F., n° 50; J. O. de 1871, p. 734); de la Commission du Budget rectifié de 1871 (F., n° 58; J. O. de 1871, p. 868); de la Commission du Budget de 1873 (F., n° 297; J. O. de 1872, p. 3767); et de la Commission chargée de présenter à l'Assemblée nationale un projet de loi pour régler les attributions des Pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (F., n° 471; J. O. de 1873, p. 3480). = Ses rapports : sur le projet de loi relatif aux crédits rectifiés de 1871 (Ministère des Affaires étrangères) (I., n° 490; A., t. 4, an., p. 261; J. O. de 1871, p. 3383); sur le Budget du Ministère des Affaires étrangères (Exercice 1873) (I., n° 1373; A., t. 13, an., p. 281; J. O. de 1872, p. 6803, 6821); sur le projet de loi portant ouverture au Budget du Ministère des Affaires étrangères, pour l'Exercice 1872, d'un crédit extraordinaire de 91,000 fr. à inscrire au Chapitre XI (Missions et dépenses extraordinaires et dépenses imprévues) (I., n° 1608; A., t. 16, an., p. 7; J. O. de 1873, p. 1372); sur le projet de loi portant annulation au Budget du Ministère des Affaires Étrangères, pour l'Exercice 1872, d'un crédit de 75,000 fr. destiné à l'achèvement des travaux de restauration de l'église Sainte-Anne, à Jérusalem, et ouverture d'un crédit de pareille somme, pour le même objet, au titre de l'Exercice 1873 (I., n° 1721; A., t. 17, an., p. 81; J. O. de 1873, p. 2805); sur le projet de loi portant ouverture au Budget du Ministère des Affaires étrangères, pour l'Exercice 1873, d'un crédit extraordinaire de 360,000 fr. à inscrire au titre du Chapitre XI (Missions et dépenses extraordinaires et dépenses imprévues) (I., n° 1843; A., t. 19, an., p. 4; J. O. de 1873, p. 4528); sur le projet de loi portant ouverture au Budget du Ministère des Affaires Étrangères, pour l'Exercice 1873, d'un crédit de 75,000 fr. à inscrire au service ordinaire du

dit Budget, sous ce titre : Chapitre XVII, [Subvention pour l'achèvement de la cathédrale de Canton] (I., n° 1844 ; A., t. 19, an., p. 4 ; J. O. de 1873, p. 4501) ; sur la proposition de MM. Rouvier et Wolowski tendant à l'abrogation de la surtaxe de pavillon (I., n° 1970; A., t. 19, p. 480, et an., p. 237 ; J. O. de 1873, p. 6003). = Est entendu dans la discussion : de la proposition relative à la création de bataillons de volontaires (A., t. 2, p. 72) ; des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives aux Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 835) ; du projet de loi concernant l'impôt sur les matières premières (A., t. 6, p. 511 ; t. 7, p. 10 à 15, 22, 23) ; sur l'ajournement de la discussion des propositions de MM. Johnston et Raoul Duval relatives à la dénonciation des Traités de commerce (A., t. 7, p. 262). — S'excuse de son absence (A., t. 7, p. 358). — Parle : dans la discussion du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 12, p. 664 à 669) ; en qualité de Rapporteur, dans la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Affaires étrangères : *Amendements de M. Depasse sur les divers chapitres de ce Ministère*, A., t. 14, p. 435. *Personnel de l'Administration centrale*, p. 437. *Traitements des agents politiques et consulaires*, p. 438, 443, 444. *Agence du Ministère à Marseille*, p. 446. Impôts autorisés : *Réduction du prix des permis de chasse*, p. 654, 655) ; dans la discussion du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 417 à 420) ; en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi de crédit pour subvention à l'achèvement de la cathédrale de Canton (A., t. 19, p. 97, 99). — Donne lecture de son rapport sur la proposition de MM. Rouvier et Wolowski tendant à l'abrogation de la surtaxe de pavillon (A., t. 19, p. 480). — Parle, en qualité de Rapporteur, dans la discussion de cette proposition (A., t. 19, p. 507). = Est nommé *Ministre des Affaires étrangères* [Décret du 26 novembre 1873] (B. des L., n° 2466; J. O., p. 7225). — Sa démission comme membre de la Commission du Budget (A., t. 28, p. 71). — Est entendu, en qualité de Ministre, dans la discussion : des interpellations de M. Lamy relatives à la levée de l'état de siège (A., t. 28, p. 105); du Budget de l'Exercice 1874 (Affaires étrangères : *Question de la publication et de la distribution à l'Assemblée du* Livre jaune, A., t. 28, p. 168, 169, 170. *Incident relatif à l'état des négociations poursuivies avec le Gouvernement égyptien pour l'abrogation des Capitulations*, p. 182. *Traitements des agents politiques*, p. 203. *Suppression de l'Agence Vice-consulaire de Monaco*, p. 206. *Tarifs différentiels à l'entrée des vins en Angleterre*, p. 208. *Recrutement du Corps consulaire*, p. 208, 209. *Traitements des Agents en inactivité*, p. 210. *Création d'un Congrès international sur les moyens d'empêcher les collisions en mer*, p. 212). — Ses explications au sujet de l'objet des interpellations déposées par M. du Temple, sur l'envoi d'un nouveau Ministre plénipotentiaire auprès du roi Victor-Emmanuel (A., t. 29, p. 207). — Donne lecture du projet de loi portant approbation de la Convention supplémentaire au Traité de commerce et de navigation du 23 juillet 1873, signée à Versailles, le 24 janvier 1874, entre la France et la Grande-Bretagne, et en demande l'urgence (A., t. 29, p. 314). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts pour le Budget de 1874 (*Exercice des raffineries*, A., t. 30, p. 73 à 77, 343) ; sur la demande de M. Chaper tendant à ce que le rapport de la Commission de l'armée sur le projet de loi relatif aux nouveaux forts à construire autour de Paris, ne soit ni imprimé ni distribué (A., t. 30, p. 537). — Est nommé de nouveau *Ministre des Affaires étrangères* [Décret du 22 mai 1874] (B. des L., n° 3039 ; J. O., p. 3473). — Répond : à la question de M. d'Aboville au sujet de la remise au Gouvernement espagnol des forçats de Carthagène réfugiés à Oran et des marchandises pillées par eux (A., t. 32, p. 189) ; à la question de M. Pascal Duprat sur la situation faite par les Capitulations aux Français résidant en Égypte (A., t. 33, p. 158). — Est entendu dans la discussion du Budget de l'Exercice 1875 (Affaires étrangères : *État des négociations au sujet de la réforme judiciaire en Égypte*, A., t. 33, p. 262. *Congrès de Bruxelles pour le règlement des relations entre les belligérants*, p. 265). — Ses explications au sujet des pétitions et des réclamations

de Français établis en Égypte (A., t. 35, p. 230 à 232). — Est entendu sur la demande d'ajournement de la proposition de M. Brisson tendant à faire élire, le 1er dimanche d'avril 1875, une nouvelle Assemblée (A., t. 36, p. 499). — Est nommé de nouveau *Ministre des Affaires étrangères* [Décret du 10 mars 1875] (B. des L., n° 3957 ; J. O., p. 1833). — Répond à la question de M. Raoul Duval au sujet des réclamations des Français établis aux États-Unis, dont les propriétés ont eu à souffrir de la guerre de sécession (A., t. 41, p. 211). — Demande le renvoi du projet de loi relatif au Traité d'extradition avec le Grand-Duché de Luxembourg, à la Commission déjà chargée du projet de loi relatif au Traité d'extradition avec le Pérou (A., t. 43, p. 77). — Demande la mise en tête de l'ordre du jour du projet de loi relatif à la réforme judiciaire en Égypte (A., t. 43, p. 77). — Prend part à la discussion de ce projet de loi (*Première délibération*, A., t. 43, p. 157 à 169, 174). — Demande l'urgence de ce projet de loi (A., t. 43, p. 324). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant approbation de la Convention internationale signée à Bruxelles sur le régime des sucres (A., t. 44, p. 303) ; du projet de loi relatif au régime intérieur des sucres (A., t. 44, p. 320).

DEGOULET (M. ALBERT), *détenu politique à Nîmes.*

Ses lettres à M. le Préfet du Gard et à M. le Directeur de la Maison centrale de Nîmes, communiquées à la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 477, 478).

DEGOUVE-DENUNCQUES (M.), *ancien adjoint au Maire du 10e arrondissement de Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 708 à 714).

DELACOUR (M.), *Député élu par le département du Calvados.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 12). = Membre : de la Commission, ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 41 ; M. B., p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 23, 32, 70, 103, 139, 177, 245, 411, 611, 650, 769, 842 ; J. O. de 1871, p. 251, 372, 1046, 1700, 2754, 6113 ; J. O. de 1872, p. 1784 ; J. O. de 1873, p. 844 ; J. O. de 1874, p. 2005, 4089 ; J. O. de 1875, p. 3405, 9073) ; de la Commission des Services administratifs (F., n° 78 ; J. O. de 1871, p. 1148) ; et de la Commission des Trente chargée de présenter à l'Assemblée nationale un projet de loi pour règler les attributions des Pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (F., n° 371 ; J. O. de 1872, p. 7565). = Sa proposition relative à la nomination d'une Commission de trente Membres, chargée de réviser tous les Décrets ayant un caractère législatif, rendus par le Gouvernement de la Défense nationale sur des objets étrangers à ladite Défense (I., n° 50 ; A., t. 1, an., p. 34 ; J. O. de 1871, p. 375). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, sur les haras et les remontes (I., n° 1574 ; A., t. 15, p. 342, an., p. 204 ; J. O. de 1873, p. 1143). = Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. Gaslonde relative aux réquisitions exercées depuis le commencement de la guerre (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 53) ; des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives aux Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 68, 116, 117) ; du projet de loi d'impôt sur les revenus (A., t. 6, p. 390) ; du projet de loi concernant les droits d'enregistrement (A., t. 8, p. 59). — Ses observations sur la prochaine discussion des lois de finances et d'impôts (A., t. 8, p. 285). — Prend part à la discussion : du Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1872 (*Replacement des anciens percepteurs Alsaciens-Lorrains*, A., t. 8, p. 399) ; du Budget du Ministère des Travaux publics pour le même Exercice (*Subventions pour chemins de fer d'intérêt local ; contrôle et surveillance des chemins de fer*, A., t. 8, p. 543) ; du Budget du Ministère de l'Intérieur pour le même Exercice (*Réunion des deux services des Postes et des Télégraphes*, A., t. 8, p. 604) ; du projet de loi relatif à l'élévation de la taxe des dépêches télégraphiques (A.,

t. 8, p. 653) ; du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 181). — Obtient un congé (A., t. 13, p. 200). — Parle dans la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Guerre : *Remonte générale*, A., t. 14, p. 358, 360. Intérieur : *Traitements des Préfets*, p. 512. Frais de régie : *Réduction du nombre des receveurs-percepteurs de Paris*, p. 621, 622). — Donne lecture de sa proposition sur les haras et les remontes, et en demande l'urgence (A., t. 15, p. 342, *rectification*, p. 349). — Demande l'ajournement de la discussion sur cette proposition (A., t. 31, p. 119). — Est entendu dans la discussion : de cette proposition (A., t. 31, p. 169) ; du projet de loi de crédit de 95 millions imputable sur le Compte de liquidation et applicable à divers services de la Guerre (A., t. 17, p. 299) ; du projet de loi relatif aux contributions directes à percevoir en 1874 (A., t. 19, p. 404) ; sur un incident relatif au 8e scrutin pour la nomination de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 76). — Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Guerre : *Remonte générale de l'armée*, A., t. 28, p. 407. Frais de régie : *Rétablissement des percepteurs de villes supprimés*, p. 466) ; du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt sur les huiles*, A., t. 28, p. 693. *Impôt sur le gaz*, t. 30, p. 99, 304, 306) ; du projet de loi relatif au Compte de liquidation (A., t. 30, p. 481). — Parle sur des incidents relatifs : à l'état de l'examen des diverses questions concernant l'équilibre du Budget (A., t. 31, p. 238) ; à la question du remplacement de trois membres de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles, démissionnaires par suite de leur entrée au Ministère (A., t. 31, p. 261). — Prend part à la discussion : de la proposition de M. le général Chareton relative aux améliorations à apporter à la position des sous-officiers (A., t. 33, p. 41) ; de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 469) ; de la mise à l'ordre du jour de l'ancienne demande d'interpellations de M. Tardieu sur la nomination du Maire d'Aix (A., t. 41, p. 46) ; du projet de loi relatif aux élections des Sénateurs (*Deuxième délibération*, A., t. 41, p. 116) ; du Budget de l'Exercice 1876 (Agriculture et Commerce : *Service central de la surveillance du travail des enfants dans les Manufactures*, A., t. 41, p. 241). — Demande l'ajournement de la troisième délibération sur les propositions relatives à l'organisation municipale (A., t. 42, p. 191). — Est entendu dans la discussion des propositions de M. Bardoux et de M. de Clercq relatives à la date de la dissolution de l'Assemblée et à la mise en œuvre de la Constitution (A., t. 44, p. 290).

DELACOURT (M.), *ancien Secrétaire en chef de la Mairie de Guise (Aisne)*.

Sa lettre portant demande en autorisation de poursuites contre M. Godin devant le Tribunal correctionnel de Vervins, pour diffamation et injure à son égard (A., t. 16, p. 103, et an., p. 17).

DELACROIX (M.), *Député élu par le département d'Eure-et-Loir*.

Son élection est validée (A., t. 1, p. 49). = Président du 2e Bureau (F., n° 588 ; J. O. de 1874, p. 1226). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; et de diverses Commissions (F., nos 393, 450, 541, 562 ; J. O. de 1873, p. 280, 2113, 7721 ; J. O. de 1874, p. 351). = Sa proposition ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département d'Eure-et-Loir (I., n° 2448 ; A., t. 32, an., p. 134 ; J. O. de 1874, p. 4155). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 1 ; t. 5, p. 205 ; t. 6, p. 461 ; t. 7, p. 170 ; t. 15, p. 52 ; t. 18, p. 613 ; t. 19, p. 7 ; t. 29, p. 337 ; t. 38, p. 170). — Est entendu dans la discussion du Budget de l'Exercice 1875 (Intérieur : *Cours de traitement du bégaiement à l'Institution des sourds-muets*, A., t. 33, p. 275).

DELANGE (M.).

Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre lui et l'État, dans le département de l'Aisne, voy. à la TABLE DES

MATIÈRES, art. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 5.

DELAVAU (M.), *Député élu par le département de Maine-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 18). = Membre de Commissions (F., nos 58, 99, 215, 229, 284, 549, 611 ; J. O. de 1871, p. 867, 1545; J. O. de 1872, p. 889, 1295, 3360 ; J. O. de 1873, p. 7921 ; J. O. de 1874, p. 2005). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 598; t. 8, p. 363 ; t. 12, p. 279 ; t. 14, p. 539).

DELESCLUZE (M.), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 47). = Donne lecture de sa proposition tendant à mettre en accusation les membres du Gouvernement de la Défense nationale (I., n° 30 ; A., t. 1, p. 167, et an., p. 21 ; J. O. de 1871, p. 344). — Lettre par laquelle il déclare donner sa démission (A., t. 2, p. 187).

DELIGNY (M. le général), *Député élu par le département d'Indre-et Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 15). = Lettre par laquelle il déclare donner sa démission (A., t. 2, p. 18).

DELILLE (M. LOUIS), *Député élu par le département de la Creuse.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 13).= Secrétaire : du 4e Bureau (F., n° 51 ; J. O. de 1871, p. 750) ; du 12e Bureau (F., n° 123 ; J. O. de 1871, p. 2248). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209) ; de la Commission des Quinze (F., n° 20; M. B., p. 201) ; de diverses Commissions (F., nos 32. 40, 76, 167, 189, 209, 215, 245, 251, 275, 325, 379, 393, 403, 440, 475, 517, 529, 857; J. O. de 1871, p. 372, 542, 1128, 4802 ; J. O. de 1872, p. 113, 704, 889, 1784, 1978, 3082, 4633, 7817 ; J. O. de 1873, p. 280, 580, 1769, 3722, 6751, 7211 ; J. O. de 1875, p. 9767) ; de la Commission d'Enquête sur les causes de l'insurrection de Paris (F., n° 95 ; J. O. de 1871, p. 1476) ; de la Commission chargée d'examiner les projets de lois portant règlement définitif du Budget de 1867 et de celui de 1868 (F., n° 321 ; J. O. de 1872, p. 4516) ; et de la Commission de permanence de 1873 (A., t. 17, p. 275). = Son rapport sur la proposition de MM. Destremx et autres, tendant à répartir les charges imposées aux communes et aux départements pour la Garde nationale mobilisée (I., n° 266 ; A., t. 3, p. 169 ; J. O. de 1871, p. 1451). — Son rapport supplémentaire sur cette proposition (I., n° 647 ; A., t. 5, an., p. 205 ; J. O. de 1871, p. 4113 . — Son rapport spécial, au nom de la Commission d'Enquête du 18 mars, sur les mouvements insurrectionnels à Limoges (I., n° 740 ; A., t. 9, p. 139 à 142). — Ses rapports sommaires : sur la proposition de M. Huon de Penanster ayant pour objet l'abrogation du Décret du 28 octobre 1870 sur l'Ordre de la Légion d'Honneur (I., n° 764 ; A., t. 6, an., p. 283 ; J. O. de 1872, p. 283) ; sur la proposition de MM. Roger-Marvaise et autres, ayant pour objet l'établissement de succursales de la Banque de France dans les départements où il n'en existe pas, avec autorisation pour la Banque de France et ses succursales de recevoir des comptes-courants portant intérêt (I., n° 895 ; A., t. 7, an., p. 172 ; J. O. de 1872, p. 1334). = Ses observations à propos de la question de M. Pelletan à M. le Ministre de la Guerre sur le renvoi des Gardes mobiles dans leurs départements (A., t. 3, p. 264). — Son rapport sur l'élection de M. Escarguel par le département des Pyrénées-Orientales (A., t. 4, p. 10). — Prend part à la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 146, 147, 148, 149, 159, 180) ; de la proposition de M. le baron Eschassériaux relative au contingent de 1871 (*Première délibération*, A., t. 4, p. 587) ; du projet de loi relatif à des augmentations d'impôts et à des impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 5, p. 79). — Demande, comme Rapporteur, l'urgence de la proposition de MM. Destremx, Seignobos et Parent, tendant à répartir les char-

ges imposées aux départements et aux communes par la Garde nationale mobilisée (A., t. 5, p. 532.) — Prend part à la discussion : de cette proposition (A., t. 5, p. 536, 541) ; du Budget rectifié de l'Exercice 1871 (Intérieur : *Dépenses des Gardes nationales mobilisées*, A., t. 5, p. 655, 656) ; du projet de loi relatif à la répartition du fonds de secours aux départements pour 1872 (A., t. 5, p. 679, 680) ; du projet de loi concernant les droits d'enregistrement (A., t. 8, p. 95) ; du Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'Exercice 1872 (*Réunion au Ministère de l'Instruction publique des Établissements des sourds-muets et des jeunes aveugles*, A., t. 8, p. 612) ; du Budget du Ministère de la Justice pour le même Exercice (*Traitements des Greffiers des Tribunaux de police et des Justices de paix*, A., t. 8, p. 618 à 621) ; du projet de loi concernant : 1° l'élévation du droit de timbre des récépissés des expéditions faites par chemins de fer en petite vitesse ; 2° la perception du droit de timbre des récépissés des expéditions faites par tous autres modes de transport ; 3° la perception du droit de timbre des connaissements (A., t. 8, p. 682). — Parle : sur la demande d'ajournement du projet de loi ayant pour objet la mise en adjudication du chemin de fer de Tours à Montluçon (A., t. 13, p. 572) ; dans la discussion du projet de loi portant répartition du fonds de secours aux départements pour 1873 (A., t. 13, p. 584). — Son rapport sur l'élection de M. Gérard par le département de l'Oise (A., t. 14, p. 145). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant les taxes spéciales imposées en vertu du décret du 22 octobre 1870 pour l'organisation des Gardes nationales mobilisées (A., t. 14, p. 253) ; de la proposition de MM. Roger-Marvaise et autres, tendant à établir des succursales de la Banque de France dans tous les départements qui en sont privés (*Troisième délibération*, A., t. 15, p. 355). — Obtient un congé (A., t. 19, p. 127). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 188 à 192). — Parle dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Intérieur : *Traitements des employés des Préfectures et Sous-Préfectures*, A., t. 28, p. 192).

DELLISSE-ENGRAND (M.), *Député élu par le département du Pas-de-Calais.*

Son élection est validée (A., t. 36, p. 71). = Membre de Commissions (F., nos 744, 796 ; J. O. de 1875, p. 1275, 4340). = Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser la ville d'Arras (Pas-de-Calais) à emprunter une somme de 600,000 fr. et à s'imposer extraordinairement pour la conversion de ses dettes et l'agrandissement des écoles communales de Saint-Géry et de Sainte-Croix (I., n° 3206 ; A., t. 40, an., p. 556 ; J. O. de 1875, p. 6880). = Rectifie, à propos du procès-verbal, des paroles à lui attribuées dans la troisième délibération du projet de loi électorale (A., t. 43, p. 135). — S'excuse de son absence (A., t. 44, p. 26).

DELORD (M. TAXILE), *Député élu par le département de Vaucluse.*

L'Enquête est prononcée sur son élection et sur celle de ses collègues du même département (A., t. 1, p. 199). — Donne sa démission, de concert avec ses collègues (A., t. 1, p. 199, 200). = *Réélu Député par le même département.* — Son élection est validée (A., t. 4, p. 98). = Membre de Commissions (F., nos 189, 289, 796, 850 ; J. O. de 1872, p. 113, 3519 ; J. O. de 1875, p. 4340, 9395).

DELORME (M. ACHILLE), *Député élu par le département du Calvados.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 12). — Son élection est validée (A., t. 1, p. 248). = Secrétaire : du 14e Bureau (F., n° 74 ; J. O. de 1871, p. 1116) ; du même Bureau renouvelé (F., n° 99 ; J. O. de 1871, p. 1545) ; du 3e Bureau (F., n° 440 ; J. O. de 1873, p. 1769). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 23, 48, 57, 107, 172, 178, 215, 468, 478, 537, 573, 744, 772, 857 ; J. O. de 1871, p. 251, 696, 854, 1819, 1960, 5137 ; J. O. de 1872, p. 889 ; J. O. de 1873, p. 3393, 3817, 7479 ; J. O. de 1874, p. 736 ; J. O. de 1875, p. 1275, 3525, 9767) ; de la Commission des Services administratifs (F., n° 78 ; J. O. de 1871, p. 1148) ; de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275 J. O. de 1872, p. 3082) ; et de la 2e Commis-

sion des Lois Constitutionnelles (A., t. 38, p. 199). = Son rapport sur une pétition du Conseil municipal du Puy, relative au rétablissement du vote par circonscription (A., t. 3, p. 9). — Est entendu sur cette pétition (A., t. 3, p. 12). — Son rapport sur différentes pétitions relatives aux questions électorales (A., t. 3, p. 13, 14). — Parle : sur le projet de loi relatif aux funérailles de l'Archevêque de Paris et des otages (A., t. 3, p. 270) ; dans la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 838 ; t. 4, p. 199). — Obtient des congés (A., t. 6, p. 123 ; t. 13, p. 330 ; t. 19, p. 1 ; t. 38, p. 367). — Est entendu : dans la discussion de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 17, 81 à 88, 89) ; sur la mise à l'ordre du jour de la proposition de M. de Corcelle relative à la réorganisation des Conseils académiques et des Conseils départementaux (A., t. 27, p. 102) ; sur le procès-verbal, au sujet d'une interruption à lui attribuée dans la discussion des interpellations de M. Lamy relatives à la levée de l'état de siège (A., t. 28, p. 111). — Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Instruction publique : *Subventions pour location et construction de Maisons d'école*, A., t. 28, p. 313) ; du projet de loi électorale (*Première délibération*, A., t. 31, p. 252 à 260. *Deuxième délibération*, t. 42, p. 59, 96). — Parle : sur la demande d'ajournement de la deuxième délibération sur la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (A., t. 35, p. 221, 222) ; sur la demande de mise à l'ordre du jour de cette deuxième délibération (A., t. 37, p. 246) ; dans la discussion de cette proposition (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 479, 507, 508. *Troisième délibération*, t. 39, p. 534, 536).

DELPIT (M. MARTIAL), *Député élu par le département de la Dordogne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 32). = Président du 11e Bureau (F., n° 393 ; J. O. de 1873, p. 280). = **Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine** (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; **de diverses Commissions** (F., nos 51, 58, 76, 80, 103, 112, 130, 172, 188, 211, 258, 405, 480, 492, 541, 544, 549, 573, 611, 621, 650, 697, 796, 810, 824, 857, 861 ; J. O. de 1871, p. 750, 867, 1128, 1183, 1700, 1952, 2466, 1960 ; J. O. de 1872, p. 89, 765, 2197 ; J. O. de 1873, p. 653, 3899, 4286, 7729, 7732, 7921 ; J. O. de 1874, p. 736, 2005, 2358, 4089, 7981 ; J. O. de 1875, p. 4340, 4874, 5510, 9767, 9961) ; **de la Commission d'Enquête sur les causes de l'insurrection de Paris** (F., n° 95 ; J. O. de 1871, p. 1496) ; **de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France** (F., n° 275 ; J. O. de 1872, p. 3082) ; **de la Commission de permanence de 1872** (A., t. 13, p. 567) ; **de la Commission du Budget de 1874** (F., n° 471 ; J. O. de 1873, p. 3480) ; **et de la Commission des Comptes de 1869** (F., n° 529 ; J. O. de 1873, p. 7214). = **Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à la nomination des instituteurs communaux et à la surveillance des écoles primaires** (I., n° 263 ; A., t. 3, p. 156 ; J. O. de 1871, p. 1294). = **Son rapport sur la proposition de MM. Haëntjens et autres, ayant pour objet la nomination d'une Commission de trente membres à l'effet de rechercher, par voie d'Enquête, les causes de l'insurrection de Paris** (I., n° 309 ; A., t. 3, p. 313 ; J. O. de 1871, p. 1437). — **Son rapport général, au nom de cette Commission d'Enquête, sur l'insurrection du 18 mars** (I., n° 740 ; A., t. 6, p. 234 ; t. 9, p. 1 à 123 ; J. O. de 1872, p. 1650, 1680, 1711, 1784, 1817). — **Ses rapports : sur le projet de loi ayant pour objet de transporter des Chapitres IV, VII, VIII et XI du Budget de la Marine et des Colonies pour l'Exercice 1873, au Chapitre XIII du même Budget et du même Exercice, un crédit de 65,000 fr. pour la mise à exécution, à compter du 1er juillet prochain, de la nouvelle organisation des prisons maritimes** (I., n° 1846 ; A., t. 19, an., p. 7 ; J. O. de 1873, p. 4499) ; **sur le projet de loi tendant : 1° à ratifier une Convention passée entre l'État et la ville de Bergerac (Dordogne), en vue d'assurer le paiement des dépenses du casernement ;**

2° à autoriser la dite ville à emprunter une somme de 1,100,000 fr. et à s'imposer extraordinairement (I., n° 3298; A., t. 41, an., p. 121; J. O. de 1875, p. 7082); sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins, cidres, poirés et hydromels, l'alcool et l'absinthe, à l'octroi de Bergerac (Dordogne) (I., n° 3314; A., t. 41, an., p. 144; J. O. de 1875, p. 7426). = Parle : sur la proposition de MM. Bérenger (de la Drôme) et autres, tendant à nommer une Commission parlementaire sur les mesures à prendre pour la pacification de Paris (A., t. 2, p. 80); dans la discussion du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 288). — Dépose deux pétitions : sur la création d'une Médaille spéciale pour les volontaires; et sur une égale répartition des charges de la guerre entre les départements (A., t. 2, p. 704). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion de la proposition de MM. Haëntjens et autres, relative à la nomination d'une Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 3, p. 459). — Ses observations sur le mode de publicité des débats législatifs par le *Journal officiel* (A., t. 3, p. 469; t. 4, p. 57). — Prend part à la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 858. *Troisième délibération*, t. 4, p. 443). — Son rapport sur l'élection de MM. Laget et Cazot par le département du Gard (A., t. 4, p. 59). — Parle dans la discussion : sur la prise en considération de sa proposition relative à la nomination des instituteurs communaux et à la surveillance des écoles primaires (A., t. 5, p. 87); du projet de loi tendant à augmenter les taxes postales (A., t. 5, p. 100). — Obtient des congés (A., t. 6, p. 560; t. 12, p. 657; t. 19, p. 127). — Est entendu : en réponse aux observations de M. Emmanuel Arago sur la mention, dans son rapport général sur l'insurrection du 18 mars, de certaines dépositions concernant M. Arago et publiées par la Commission d'Enquête du 4 septembre (A., t. 8, p. 161); dans la discussion du projet de loi ayant pour objet d'établir des peines contre les affiliés à l'Internationale (A., t. 8, p. 166, 167, 198, 220). — Sa lettre au Directeur du *Journal officiel*, au sujet de la réclamation de M. le commandant Barré contre un passage de son rapport général sur l'insurrection du 18 mars, concernant le rôle du 1er bataillon de la Garde nationale de Paris dans ces événements (A., t. 9, p. 123). — Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1873 (Instruction publique : *Incident relatif à la nomination d'un Inspecteur primaire à Paris*, A., t. 14, p. 465, 468, 470); de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 66 à 69. *Troisième délibération*, t. 16, p. 544); des rapports de la Commission des Marchés, sur les marchés passés à Lyon et sur les dépenses de l'armée des Vosges (A., t. 15, p. 471); du Budget de l'Exercice 1874 (Marine : *Constructions navales*, A., t. 28, p. 251. Instruction publique : *Publication des documents inédits de l'histoire de France*, p. 303. *Budget de l'Instruction primaire; enseignement des écoles normales primaires*, p. 314, 316. Voies et moyens : *Réduction du prix de transport des lettres*, p. 581); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Revision du cadastre*, A., t. 30, p. 198, 209); du projet de loi relatif au Compte de liquidation (A., t. 30, p. 482 à 487, 511, 512). — Son rapport sommaire verbal sur la proposition de M. de Franclieu relative à la répression des abus en matière de presse (A., t. 33, p. 136). — Est entendu dans la discussion des propositions de MM. Waddington, Vautrain, Clapier et Wallon, relatives à l'organisation du Sénat (A., t. 36, p. 598). — Demande, en qualité de Rapporteur, la rectification d'une erreur commise dans le texte de la loi relative à l'octroi de la ville de Bergerac (Dordogne) (A., t. 41, p. 324). — S'excuse de son absence (A., t. 42, p. 7).

DELSOL (M.), *Député élu par le département de l'Aveyron.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 13).= Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F.,

n° 11; M. B., p. 209); de diverses Commissions (F., n°s 20, 23, 29, 40, 51, 58, 74, 80, 84, 155, 174, 201, 204, 226, 241, 249, 264, 293, 403, 419, 448, 454, 492, 498, 514, 535, 621, 650, 765, 842; M. B. de 1871, p. 201; J. O. de 1871, p. 251, 337, 542, 750, 867, 1116, 1183, 1230, 3250, 5009; J. O. de 1872, p. 456, 545, 1223, 1649, 1906, 2757; J. O. de 1873, p. 280, 580, 1080, 2032, 2231, 4286, 4481, 5018, 7398; J. O. de 1874, p. 2358, 4089; J. O. de 1875, p. 2129, 9073); de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (F., n° 95; J. O. de 1871, p. 1476); de la Commission ayant pour objet de confier le Pouvoir exécutif pour dix ans au maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta (F., n° 519; J. O. de 1873, p. 6801); de la 1re Commission des Trente chargée de l'examen des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 72); de la Commission de permanence de 1875 (A., t. 37, p. 328); de la Commission du Budget de 1876 (F., n° 776; J. O. de 1875, p. 3636); et de la 2e Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 38, p. 207). = Ses propositions concernant : la mise à la retraite des magistrats (I., n° 155; A., t. 2, p. 651; J. O. de 1871, p. 775); l'abrogation de la loi sur les coalitions des patrons et des ouvriers (I., n° 283; A., t. 3, p. 212; J. O. de 1871, p. 1524); la modification des droits de l'époux survivant sur la succession de son conjoint prédécédé (I., n° 1158; A., t. 11, an., p. 181; J. O. de 1872, p. 3821). = Son rapport sommaire sur la proposition de M. le général Martin des Pallières portant modification de l'art. 21 de la loi du 14 avril 1832 sur l'avancement dans l'armée (I., n° 236; A., t. 3, p. 44; J. O. de 1871, p. 1190). — Ses rapports : sur le projet de loi ayant pour objet l'abrogation du décret du 4 septembre 1870 relatif au commerce et à la fabrication des armes de guerre (I., n° 267; A., t. 3, p. 171; J. O. de 1871, p. 1319); sur la proposition de M. Courbet-Poulard tendant à déterminer la réduction du privilège des propriétaires d'immeubles affectés à une destination industrielle ou commerciale, lorsque l'industriel ou le commerçant qui les occupe tombe en faillite (I., n° 438; A., t. 4, an., p. 159; J. O. de 1871, p. 2872). — Son rapport supplémentaire sur cette proposition (I., n° 770; A., t. 6, an., p. 287; J. O. de 1872, p. 414). — Ses rapports : sur les propositions de MM. Johnston et Raoul Duval relatives aux Traités de commerce (I., n° 858; A., t. 7, p. 256, an., p. 107; J. O. de 1872, p. 675); sur le projet de loi relatif à l'abrogation du décret du 17 septembre 1870 qui soumettait à une taxe les locaux dont les habitants étaient éloignés de Paris (I., n° 859; A., t. 7, p. 256, an., p. 109; J. O. de 1872, p. 1099). — Son rapport sommaire sur sa proposition ayant pour objet de modifier les droits de l'époux survivant sur la succession de son conjoint prédécédé (I., n° 1218; A., t. 12, an., p. 28; J. O. de 1872, p. 4326). — Son rapport, au nom de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (Sous-Commission du sud-ouest : Ligne du sud-ouest) (I., n° 1416; A., t. 20, p. 211 à 223; J. O. de 1873, p. 4622, 4722).— Ses rapports : sur le Budget des dépenses de l'Exercice 1876 (Ministère de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts : 3e Section, Service des Cultes) (I., n° 3134; A., t. 39, an., p. 145; J. O. de 1875, p. 5785); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts, sur l'Exercice 1875, de crédits supplémentaires et extraordinaires aux Chap. III, XI, XII, XIII, XVII de la 3e Section (Service des Cultes) (I., n° 4396; A., t. 43, an., p. 255; J. O. de 1876, p. 583); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts, sur l'Exercice 1876, d'un crédit supplémentaire de 200,000 francs au chapitre XII de la 3e Section (Service des Cultes) (I., n° 3497; A., t. 43, an., p. 257; J. O. de 1876, p. 126); sur la proposition de M. le marquis de Valfons ayant pour but de porter le minimum du traitement des desservants à la somme de mille francs par an, à partir du 1er janvier 1876 (I., n° 3606; A., t. 43, an., p. 607; J. O. de 1876, p. 874). = Ses observations sur l'absence des dossiers électoraux de la Côte-d'Or (A., t. 1, p. 13). — Son rapport sur les élections de ce département (A., t. 1, p. 33). — Son rapport supplémentaire sur l'élection de M. Tridon par ce département (A., t. 1, p. 147). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur les loyers (A., t. 2,

p. 597, 598, 599, 608, 623, 624, 644, 646, 653, 671); du projet de loi sur l'inaliénabilité des propriétés publiques ou privées, saisies ou soustraites à Paris depuis le 18 mars 1871 (A., t. 2, p. 938). — Parle, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif à la fabrication et au commerce des armes de guerre (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 326, 327. *Troisième délibération*, p. 498, 501, 505, 506). — Obtient des congés (A., t. 5, p. 2; t. 27, p. 1; t. 32, p. 317). — Prend part, comme Rapporteur, à la discussion : de la proposition de M. Courbet-Poulard relative à la réduction du privilège du propriétaire d'immeubles à destination industrielle ou commerciale, en cas de faillite du locataire (*Première délibération*, A., t. 6, p. 78. *Deuxième délibération*, t. 6, p. 426, 427, 428. *Troisième délibération*, t. 7, p. 533, 536, 539, 540); des propositions de MM. Johnston et Raoul Duval relatives aux Traités de commerce (A., t. 7, p. 261, 349, 351, 358, 360, 362); du projet de loi relatif à l'abrogation de la taxe sur les locaux abandonnés (A., t. 7, p. 570). — Ses observations au sujet de la demande de M. le Ministre de la Guerre, à fin de communication aux magistrats militaires chargés de l'instruction de la capitulation de Metz, des dépositions et documents recueillis par la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 12, p. 638, 639). — Donne lecture de son rapport sur cette demande (A., t. 13, p. 14). — Parle sur le projet de Résolution formulé à cette occasion (A., t. 13, p. 20 à 22). — Ses observations, dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de régler la condition des déportés à la Nouvelle-Calédonie, au sujet de sa proposition relative aux droits de l'époux survivant sur la succession de son conjoint prédécédé (A., t. 16, p. 584). — Sa motion tendant à la mise à l'ordre du jour du projet de loi sur la nomination des Maires (A., t. 29, p. 43). — Prend part, en qualité de Rapporteur, à la discussion du Budget de l'Exercice 1877 (Cultes : *Restauration de la cathédrale de Nantes*, A., t. 41, p. 224). — Est entendu dans la discussion du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 57, 58. *Troisième délibération*, p. 267 à 270, 305, 341).

DE METZ (M.), *Directeur de la Colonie agricole de Mettray*.

Membre adjoint de la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (F., n° 293 ; J. O. de 1872, p. 3644).

DENECEY DE CEVILLY (M. l'Intendant), *ancien Intendant de la 5e Division à Metz*.

Sa déposition devant la Commission des Marchés, relativement à l'Enquête sur le matériel de la Guerre (A., t. 17, an., p. 281 à 288).

DENFERT-ROCHEREAU (M. le colonel), *Député élu par le département du Haut-Rhin*.

Son élection est validée (A., t. 1, p. 40). = Lettre par laquelle il adresse sa démission à l'Assemblée (A., t. 1, p. 298). = *Réélu Député par les départements de la Charente-Inférieure, du Doubs et de l'Isère.* — Son élection est validée : pour le département de l'Isère (A., t. 4, p. 6) ; pour le département du Doubs (A., t. 4, p. 14); pour le département de la Charente-Inférieure (A., t. 4, p. 273). — Lettre par laquelle il déclare opter pour le département de la Charente-Inférieure (A., t. 4, p. 386). = Président du 15e Bureau (F.; n° 167 ; J. O. de 1871, p. 1802). = Membre de Commissions (F., nos 151, 181, 183, 217, 229, 264, 275, 359, 393, 397, 399, 478, 498, 617, 627, 658, 739, 756, 842 ; J. O. de 1871, p. 3126, 5229 ; J. O. de 1872, p. 950, 1295, 2757, 3082, 7197 ; J. O. de 1873, p. 280, 404, 460, 3817, 4181 ; J. O. de 1874, p. 2210, 3307, 4360 ; J. O. de 1875, p. 971, 1817, 9073). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : le renouvellement de l'Assemblée nationale (I., n° 629 ; A., t. 5, an., p. 218 ; J. O. de 1871, p. 4131) ; la libération du territoire (I., n° 1012 ; A., t. 8, p. 460, an., p. 191 ; J. O. de 1872, p. 2508) ; la levée de l'état de siège dans l'arrondissement de Belfort (Haut-Rhin) (I., n° 2521 ; A., t. 32, an., p. 373 ; J. O. de 1874, p. 4831) ; la levée de l'état de siège dans la ville de Rochefort (Charente-Inférieure) (I., n° 2522; A., t. 32,

an., p. 373; J. O. de 1874, p. 4831). = Est entendu dans la discussion de la proposition de MM. Lestourgie et autres, tendant à la nomination d'une Commission sur les moyens d'organiser l'Assistance publique dans les campagnes (*Première délibération*, A., t. 7, p. 2. *Deuxième délibération*, t. 7, p. 526. *Troisième délibération*, t. 8, p. 275). — Obtient des congés (A., t. 7, p. 96; t. 8, p. 481). — Prend part à la discussion : du Budget du Ministère de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts pour l'Exercice 1872 (Instruction publique : *Création de bourses de voyage pour les élèves des Facultés*, A., t. 8, p. 415. *Bibliothèques populaires communales dans les villes*, p. 421, 422); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 21 à 28. *Incident personnel*, p. 41, 42); du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de l'Est de nouvelles lignes de chemins de fer (A., t. 18, p. 319, 327). — Sa note rectificative adressée au Président de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale, au sujet des travaux publiés par cette Commission concernant la défense de la place de Belfort (A., t. 24, an., p. 975 à 978). — Parle : sur un incident relatif à l'un des scrutins pour la nomination de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 66); dans la discussion : du projet de loi relatif aux nouveaux forts à construire autour de Paris (A., t. 30, p. 648 à 654); du projet de loi relatif à l'amélioration des défenses des frontières de l'Est (A., t. 33, p. 191 à 196); du Budget de l'Exercice 1875 (Guerre : *Compte-rendu de l'exécution pendant l'année 1873 de la loi sur le recrutement de l'armée*, A., t. 34, p. 16 à 20); du projet de loi de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 162 à 167. *Troisième délibération*, t. 37, p. 120 à 126, 169); du Budget de l'Exercice 1876 (Guerre : *Complément du décret du 6 août 1874, qui détermine les régions territoriales et les subdivisions de région*, A., t. 40, p. 215. Travaux publics : *Etudes pour la régularisation du régime des cours d'eau*, t. 41, p. 256); du projet de loi relatif aux conditions du service militaire pour les Français domiciliés en Algérie (A., t. 42, p. 25, 26); du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 89).

DENION DU PIN (M.), *Administrateur de la Compagnie des Messageries maritimes.*

Projet de loi approbatif de la Convention passée entre M. le Ministre des Finances et lui, comme représentant cette Compagnie, pour fixer les nouvelles conditions de l'exploitation des lignes postales qu'elle dessert, voy. TABLE DES MATIÈRES, art. POSTES, § III, n° 4.

DENORMANDIE (M.), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 86). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 123, 448, 475, 486, 492, 575, 588, 633, 707, 762, 824; J. O. de 1871, p. 2248; J. O. de 1873, p. 2032, 3722, 4107, 4286; J. O. de 1874, p. 809, 1226, 3504, 8333; J. O. de 1875, p. 2037, 5510); et de la Commission de permanence de 1875 (A., t. 37, p. 328). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à faire indemniser les habitants du département de la Seine qui ont éprouvé préjudice lors des destructions opérées par le Génie militaire pour les besoins de la défense nationale (I., n° 2021; A., t. 27, an., p. 183; J. O. de 1873, p. 7366, 7600). — Sa proposition relative aux consignations judiciaires (I., n° 3071; A., t. 38, an., p. 203; J. O. de 1875, p. 4401). = Son rapport sur sa proposition tendant à faire indemniser les habitants du département de la Seine qui ont éprouvé préjudice lors des destructions opérées par le Génie militaire pour les besoins de la défense nationale (I., n° 2296; A., t. 30, an., p. 150; J. O. de 1874, p. 2839). — Son rapport supplémentaire sur cette proposition (I., n° 2469; A., t. 32, an., p. 201; J. O. de 1874, p. 5060). — Son rapport complémentaire sur des amendements nouveaux concernant cette proposition (I., n° 2572; A., t. 33, p. 150; J. O. de 1874, p. 5680). — Ses rapports : sur le projet de loi ayant pour objet d'assurer d'une manière plus complète la conservation des registres hypothécaires (I.,

n° 2484 ; A., t. 32, an., p. 248 ; J. O. de 1874, p. 5061) ; sur la proposition de MM. Henri Fournier et autres, relative aux Caisses d'épargne et de prévoyance (I., n° 2879 ; A., t. 36, an., p. 118 ; J. O. de 1875, p. 1499, 1525). — Son rapport supplémentaire sur cette proposition (I., n° 2981 ; A., t. 38, p. 4, an., p. 46 ; J. O. de 1875, p. 3551). — Son rapport sur le projet de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 12 février 1872, relative à la reconstitution des actes de l'État civil de Paris (I., n° 3258 ; A., t. 41, an., p. 64 ; J. O. de 1875, p. 6828). = Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 662) ; de la proposition de MM. Claude (Meurthe), Laflize et autres, relative au remboursement des contributions de guerre, réquisitions et dommages matériels causés par l'invasion (*Troisième délibération*, A., t. 5, p. 418) ; du projet de loi tendant à accorder des pensions aux veuves des victimes de l'insurrection du 18 mars (A., t. 8, p. 136). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur cette insurrection (A., t. 9, p. 676 à 681). — S'excuse de son absence (A., t. 14, p. 649 ; t. 27, p. 24 ; t. 32, p. 599 ; t. 39, p. 583 ; t. 44, p. 246). — Adresse une question au Président de la Commission du Budget, sur l'état d'examen du projet de loi relatif à l'indemnité des 140 millions à allouer à la ville de Paris, par suite de la guerre de 1870 et de l'insurrection de 1871 (A., t. 16, p. 184). — Prend part à la discussion : de ce projet de loi (A., t. 17, p. 312 à 318) ; des interpellations de MM. de Broglie et autres, relatives aux dernières modifications du Ministère et à la politique intérieure du Gouvernement (A., t. 18, p. 58). — Dépose une proposition tendant à faire indemniser les habitants de Paris et du département de la Seine victimes des destructions opérées par le Génie militaire pour les besoins de la défense nationale, et en demande l'urgence (A., t. 27, p. 201). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion de cette proposition (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 428 à 432, 439. *Troisième délibération*, t. 34, p. 25). — Obtient un congé (A., t. 32, p. 627). — Parle, en qualité de Rapporteur, dans la discussion : du projet de loi ayant pour objet d'assurer d'une manière plus complète la conservation des registres hypothécaires (*Troisième délibération*, A., t. 35, p. 393) ; de la proposition de MM. Fournier et autres, relative aux Caisses d'épargne et de prévoyance (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 19 à 23, 64 à 67, 74 à 76, 84). — Demande, en la même qualité, la mise à l'ordre du jour et l'urgence du projet de loi portant modification de la loi du 12 février 1872 sur la reconstitution de l'État civil de Paris (A., t. 41, p. 348). = Est nommé *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 316). = Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (SEINE : ville de *Paris*, A., t. 44, p. 114, 120, 121).

DEPASSE (M.), *Député élu par le département des Côtes-du-Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 31). = Président : du 15e Bureau (F., n° 509 ; J. O. de 1873, p. 4945) ; du 8e Bureau (F., n° 769 ; J. O. de 1875, p 3405). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 51, 75, 99, 139, 167, 178, 241, 317, 419, 440, 486, 517, 633, 650, 772, 842 ; J. O. de 1871, p. 750, 1124, 1545, 2754, 4802, 5137 ; J. O. de 1872, p. 1649, 4353 ; J. O. de 1873, p. 1080, 1769, 4107, 6751 ; J. O. de 1874, p. 3504, 4089 ; J. O. de 1875, p. 3525, 9073) ; et de la Commission de permanence de 1873 (A., t. 19, p. 406). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : le rôle éventuel des Présidents des Commissions départementales et des Conseils généraux (I., n° 420 ; A., t. 4, p. 308, an., p. 106 ; J. O. de 1871, p. 2837) ; la mise en adjudication des Bureaux de tabac à partir du 1er juillet 1872 (I., n° 802 ; A., t. 6, an., p. 340 ; J. O. de 1872, p. 496). = Son rapport sur le projet de loi tendant à imposer d'office la commune d'Égletons (Corrèze) pour le remboursement d'un emprunt (I., n° 253 ; A., t. 3, p. 127 ; J. O. de 1871, p. 1287). = Est entendu dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 3, p. 139. — Obtient des congés (A., t. 3, p. 146 ; t. 11,

p. 10, 145 ; t. 15, p. 148 ; t. 28, p. 199). — Prend part à la discussion : du Budget rectificatif de 1871 (Agriculture et Commerce : *Administration des Haras*, A., t. 5, p. 580); de sa proposition et de celles de plusieurs de ses collègues, relatives au rôle éventuel des Conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles (A., t. 7, p. 422, 439); du projet de loi concernant les droits d'enregistrement (A., t. 8, p. 57) ; du Budget du Ministère des Affaires étrangères pour l'Exercice 1872 (*Montant des crédits de ce Ministère*, A., t. 8, p. 460); du Budget de l'Exercice 1873 (Affaires étrangères : *Ses amendements sur les divers Chapitres de ce Ministère*, A., t. 14, p. 431 à 435. *Personnel de l'Administration centrale*, A., p. 437). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 27, p. 64 ; t. 35, p. 219). — Parle dans la discussion du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 152).

DEPEYRE (M.), *Député élu par le département de la Haute-Garonne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 15). = Secrétaire du 1er Bureau (F., n° 189; J. O. de 1872, p. 113). — Président du 14e Bureau (F., n° 317 ; J. O. de 1872, p. 4353). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11; M. B., p. 209); de diverses Commissions (F., nos 22, 30, 49, 51, 76, 125, 129, 136, 143, 173, 211, 219, 353, 397, 505 ; J. O. de 1871, p. 231, 344, 712, 750, 1128, 2333, 2419, 2641, 2901, 4985; J. O. de 1872, p. 765, 1012, 7007 ; J. O. de 1873, p. 404, 4819) ; de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275; J. O. de 1872, p. 3082) ; de la Commission ayant pour objet de confier le Pouvoir exécutif pour dix ans au Maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta (F., n° 519; J. O. de 1873, p. 6801); et de la Commission relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (F., n° 774 ; J. O. de 1875, p. 3583). = Sa proposition relative à la convocation et aux attributions des Conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles (I., n° 201 ; A., t. 2, p. 835 ; J. O. de 1871, p. 1026). — Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : la reconstruction de l'hôtel de M. Thiers (I., n° 230 ; A., t. 3, p. 30, 31 ; J. O. de 1871, p. 1048, 1188) ; l'ouverture au Ministre de l'Intérieur d'un crédit de deux millions, sur l'Exercice 1875, pour secours aux inondés (I., n° 3121 ; A., t. 39, p. 188, an., p. 99 ; J. O. de 1875, p. 5127). = Son rapport sommaire sur la proposition de MM. Jozon et autres, relative à une formule destinée à caractériser les nouveaux impôts nécessités par la guerre contre la Prusse (I., n° 328 ; A., t. 3, p. 467 ; J. O. de 1871, p. 1884). — Ses rapports : sur : 1° la proposition de MM. de Pressensé et autres, concernant les mesures à prendre vis-à-vis de diverses catégories d'individus poursuivis ou condamnés à la suite de l'insurrection du 18 mars ; 2° la proposition d'amnistie déposée par MM. Henri Brisson et autres, et convertie par ses auteurs en amendement à la proposition de M. de Pressensé (I., n° 1318 ; A., t. 13, an., p. 134 ; J. O. de 1872, p. 5365); sur les pétitions : 1° du prince Napoléon ; 2° d'électeurs d'Ajaccio (I., n° 1710 ; A., t. 17, an., p. 43 ; J. O. de 1873, p. 2202) ; sur le projet de loi tendant à accorder à la Commission de permanence le droit d'autoriser la poursuite des délits d'offense commis contre l'Assemblée nationale pendant sa prorogation (I., n° 1914; A., t. 19, an., p. 172 ; J. O. de 1873, p. 5653). = Prend part à la discussion : des élections du département de Vaucluse (A., t. 1, p. 190 à 196); de la proposition de M. le général Trochu relative aux généraux Clément Thomas et Lecomte (A., t. 2, p. 137) ; du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 258, 259) ; du projet de loi concernant les poursuites en matière de délits commis par la voie de la presse (A., t. 2, p. 500). — Sa question relative à la visite, par une délégation de l'Assemblée, des soldats blessés dans l'insurrection de Paris (A., t. 2, p. 526). — Donne lecture de sa proposition relative à la reconstruction de la maison de M. Thiers aux frais de l'État (A., t. 3, p. 30). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif au Traité de paix définitif avec l'Allemagne (A., t. 3, p. 70) ; des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A.,

t. 4, p. 384). — Parle : sur le procès-verbal, au sujet d'un incident relatif à la Commission des grâces (A., t. 6, p. 44) ; sur le renvoi de la proposition de M. Raoul Duval en faveur des veuves des gendarmes, gardiens de la paix et anciens gardes de Paris, otages et victimes de la Commune, à la Commission chargée d'examiner le projet de loi analogue du Gouvernement (A., t. 6, p. 82) ; dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser la poursuite de divers journaux devant les tribunaux compétents (A., t. 7, p. 451) ; au sujet d'une demande d'interruption des séances les lundi 12 et mardi 13 février 1872 (A., t. 7, p. 493, 494). — Prend part à la discussion : des propositions de MM. Emmanuel Arago, Bérenger, de Peyramont, Bottieau et Delsol, relatives au mode de nomination et à la mise à la retraite des magistrats (*Première délibération*, A., t. 7, p. 492. *Deuxième délibération*, t. 7, p. 698 ; t. 11, p. 258) ; du projet de loi sur les peines à établir contre les affiliés à l'Internationale (A., t. 8, p. 201 à 207, 210 à 214, 330, 335, 336). — Obtient un congé (A., t. 11, p. 49). — Est entendu, en qualité de Rapporteur : sur la demande d'urgence de la proposition de M. de Pressensé relative aux individus poursuivis ou condamnés à la suite de l'insurrection du 18 mars, et de la proposition d'amnistie de M. Henri Brisson (A., t. 13, p. 177) ; sur la fixation d'un jour pour la discussion des pétitions du prince Napoléon et d'habitants d'Ajaccio contre l'expulsion de ce prince du territoire français (A., t. 15, p. 621, 622) ; sur la demande d'ajournement de la discussion de ces pétitions (A., t. 17, p. 19, 20) ; sur un incident relatif à la question de la lecture et de l'impression de son rapport sur les mêmes pétitions (A., t. 17, p. 57) ; dans la discussion y relative (A., t. 17, p. 170, 178). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 253, 344, 347) ; du projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 382, 384) ; de la demande en autorisation de poursuites formée contre M. Rane pour participation à l'insurrection de la Commune (A., t. 18, p. 443). — Parle : sur la demande d'urgence du projet de loi tendant à conférer à la Commission de permanence le droit d'autoriser la poursuite des délits d'offenses commis contre l'Assemblée nationale pendant sa prorogation (A., t. 19, p. 158 à 160 ; en qualité de Rapporteur, dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 19, p. 372). — Est entendu : sur la demande d'urgence de la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation pour dix ans des pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 9) ; dans la discussion de cette proposition (A., t. 27, p. 167 à 173). = Est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [Décret du 26 novembre 1873] (B. des L., n° 2465 ; J. O., p. 7225). — Lettre par laquelle il demande la nomination d'une Commission chargée de proposer une liste de candidats à la place vacante au Conseil d'État par le décès de M. Odilon Barrot (A., t. 28, p. 77). — Répond à la question de M. Lockroy sur la situation du département des Bouches-du-Rhône sous le rapport de l'état de siège (A., t. 28, p. 115). — Est entendu : sur la demande de M. Brisson relative à la mise à l'ordre du jour des propositions ayant pour objet l'amnistie (A., t. 28, p. 269) ; dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Justice : *Effectif des Cours d'appel*, A., t. 28, p. 157, 159. Imprimerie nationale : *Crédit de l'exploitation*, p. 226) ; sur la question de la mise à l'ordre du jour des projets de lois relatifs à de nouveaux chemins de fer (A., t. 29, p. 267, 268) ; sur la mise à l'ordre du jour des Bureaux, de la demande en autorisation de poursuites contre M. Melvil-Bloncourt, sous l'inculpation de participation à l'insurrection de la Commune (A., t. 29, p. 503) — Répond à la question de M. de Belcastel sur les intentions du Gouvernement au sujet de la présentation d'un projet de loi sur le régime de la presse (A., t. 30, p. 292). — Lettre par laquelle il transmet une expédition du jugement rendu par le 3e Conseil de guerre contre M. Rane, Député du Rhône, et entraînant sa déchéance (A., t. 30, p. 543, 544). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la prorogation des pouvoirs des Conseils municipaux (A., t. 30, p. 615 à 622) = Parle, comme Député : sur la motion de M. Raudot tendant à la mise à l'ordre du jour du projet de loi concernant l'électorat muni-

cipal (A., t. 31, p. 213); sur un incident relatif au dépôt demandé du rapport de la Commission d'initiative sur la proposition de M. Raoul Duval relative à la dissolution de l'Assemblée nationale (A., t. 33, p. 394); sur la prise en considération de cette proposition et de la proposition analogue de M. Léon de Maleville (A., t. 34, p. 50 à 55); sur la mise à l'ordre du jour des propositions de MM. Waddington, Vautrain, Clapier et Wallon, relatives à l'organisation du Sénat (A., t. 36, p. 565); dans la discussion : de ces propositions (A., t. 36, p. 574, 603); de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 479, 485. *Troisième délibération*, t. 39, p. 545). — Dépose une proposition portant ouverture d'un crédit de deux millions pour secours aux victimes des inondations du Midi, et en demande l'urgence (A., t. 39, p. 488). — Ses observations sur le règlement du dernier ordre du jour de l'Assemblée (A., t. 44, p. 269, 273).

DEREGNAUCOURT (M.), *Député élu par le département du Nord.*

Son élection est annulée (A., t. 8, p. 35). = *Réélu Député par le même département.* — Son élection est validée (A., t. 12, p. 494). = Membre de Commissions (F., nos 607, 769, 772; J. O. de 1874, p. 1881; J. O. de 1875, p. 3405, 3525). = Obtient un congé (A., t. 15, p. 437). — Son rapport sur une pétition (A., t. 39, p. 613).

DESBASSAYNS DE RICHEMONT (M. le comte), *Député élu par la colonie de l'Inde française.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 552). = Secrétaire : du 1er Bureau (F., n° 99; J. O. de 1871, p. 1545); du 5e Bureau (F., n° 241; J. O. de 1872, p. 1649); du 11e Bureau (F., n° 289; J. O. de 1872, p. 3519); du 10e Bureau (F., n° 317; J. O. de 1872, p. 4353); du 15e Bureau (F., n° 353; J. O. de 1872, p. 7007); et du 13e Bureau (F., n° 393; J. O. de 1873, p. 280). = Membre : de la Commission d'Enquête sur les causes de l'insurrection de Paris (F., n° 95; J. O. de 1871, p. 1476); de diverses Commissions (F., nos 112, 188, 188, 509, 537, 562, 621, 686, 810; J. O. de 1871, p. 1954; J. O. de 1872, p. 89; J. O. de 1873, p. 4177, 4945, 7479; J. O. de 1874, p. 351, 2358, 5848; J. O. de 1875, p. 4874); de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275; J. O. de 1872, p. 3082); et de la Commission de permanence de 1873 (A., t. 17, p. 276). = Son rapport sur le projet de loi portant approbation de la Convention de poste entre la France et le Brésil, conclue le 30 avril 1874 (I., n° 2604; A., t. 33, an., p. 189; J. O. de 1874, p. 5889). = Est entendu : dans la discussion : du projet de loi relatif à l'impôt sur les matières premières (A., t. 7, p. 107, *rectification*, p. 115); du Budget général des dépenses et des recettes de l'Exercice 1872 (*Contingent à verser au Trésor par les Établissements français de l'Inde*, A., t. 8, p. 689); du Budget de l'Exercice 1873 (Affaires étrangères : *Sa question au Ministre au sujet des persécutions exercées contre les chrétiens au Japon*, A., t. 14, p. 447); sur la demande d'ajournement de la deuxième délibération sur la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (A., t. 35, p. 221, 224); dans la troisième délibération sur cette proposition (A., t. 39, p. 496 à 500); dans la discussion : du projet de loi et des propositions concernant la création et les attributions d'un Sénat (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 492); du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 166, 172 à 183. *Troisième délibération*, p. 454).

DESBONS (M.), *Député élu par le département des Hautes-Pyrénées.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 20). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 11; M. B, p. 210); et de diverses Commissions (F., nos 23, 99, 211, 317, 440, 486, 842; J. O. de 1871, p. 251, 1545; J. O. de 1872, p. 765, 4353; J. O. de 1873, p. 1769, 4107; J. O. de 1875, p. 9073). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : un impôt sur le gaz (I., n° 350; A., t. 3, p. 636; J. O. de 1871, p. 1849); la formation

d'un jury spécial en matière de presse et de délits politiques, et la revision des lois de répression sur ces matières (I., n° 387; A., t. 4, an., p. 15; J. O. de 1871, p. 2225, 2287). = Dépose une pétition relative à l'adoption d'un nouveau système financier (A., t. 2, p. 602). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 875; t. 4, p. 208; t. 5, p. 205; t. 7, p. 401, 602; t. 13, p. 200; t. 15, p. 148, 611; t. 18, p. 184; t. 38, p. 473; t. 39, p. 577). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi concernant les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 620); sur l'ajournement de la discussion des propositions de MM. Johnston et Raoul Duval, relatives à la dénonciation des Traités de commerce (A., t. 7, p. 263); dans la discussion : du Budget du Ministère de l'Agriculture et du Commerce pour l'Exercice 1872 (*Remonte des haras et encouragements*, A., t. 8, p. 490, 494); du Budget de l'Exercice 1873 (Guerre : *Remonte générale*, A., t. 14, p. 359); du Budget de l'Exercice 1874 (Agriculture et Commerce : *Haras et dépôts d'étalons*, A., t. 28, p. 343. Guerre : *Remonte générale de l'armée*, p. 415); du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 180, 181); de la proposition de MM. Delacour et autres, sur les haras et remontes (A., t. 31, p. 158, 161 à 169, 178). — S'excuse de son absence (A., t. 38, p. 87).

DESCAT (M.), *Député élu par le département du Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 38). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 11; M. B., p. 210); et de diverses Commissions (F., n°s 51, 81, 85, 99, 123, 151, 189, 231, 241, 245, 397, 476, 478, 507, 509, 541, 644, 674, 857, 865; J. O. de 1871, p. 750, 1188, 1245, 1545, 2248, 3126; J. O. de 1872, p. 113, 1398, 1619, 1784; J. O. de 1873, p. 404, 3750, 3817, 4880, 4945, 7729; J. O. de 1874, p. 3888, 4933; J. O. de 1875, p. 9767, 10118). = Ses propositions ayant pour but : le rétablissement de l'impôt sur les chevaux et voitures de luxe (I., n° 400; A., t. 4, an., p. 37; J. O. de 1871, p. 2305); la fabrication et l'émission d'une somme de 40 millions de monnaie de cuivre (I., n° 813; A., t. 7, p. 6, an., p. 39; J. O. de 1872, p. 605). = Dépose une pétition des fabricants d'amidon (A., t. 4, p. 136). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 6, p. 140 à 144; t. 15, p. 630; t. 39, p. 612). — S'excuse de son absence (A., t. 12, p. 547). — Obtient des congés (A., t. 15, p. 527; t. 30, p. 1, 41). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (NORD : *arrondissement de Lille*, A., t. 44, p. 91).

DESCHANGE (M.), *Député élu par le département de la Moselle.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 48). — L'un des signataires : de la Déclaration collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 61, et an., p. 3); de la démission collective des mêmes représentants (A., t. 1, p. 124). — Lettre par laquelle il déclare reprendre son siège à l'Assemblée (A., t. 2, p. 148). = Secrétaire : du 4e Bureau (F., n° 674; J. O. de 1874, p. 4933); du 7e Bureau (F., n° 865; J. O. de 1875, p. 10118). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11; M. B., p. 209); et de diverses Commissions (F., n°s 74, 524, 588, 611, 769; J. O. de 1871, p. 1116; J. O. de 1873, p. 6982; J. O. de 1874, p. 1226, 2005; J. O. de 1875, p. 3405). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour but la publication des travaux du Conseil d'Enquête chargé de l'examen des Capitulations pendant la dernière guerre (I., n° 1035; A., t. 8, an., p. 277; J. O. de 1872, p. 2318). = Son rapport sommaire sur la proposition de MM. Raoul Duval, Glas et Savoye, relative à l'introduction en France de cartouches chargées pour l'usage spécial des Sociétés de tir (I., n° 2414; A., t. 31, an., p. 476; J. O. de 1874, p. 4035). = Obtient des congés (A., t. 2, p. 181; t. 7, p. 441; t. 8, p. 21; t. 12, p. 279; t. 16, p. 533). — Demande le renvoi à la Commission du Budget du projet de loi relatif au classement d'une nouvelle route nationale entre Longwy et Pont-à-Mousson (A., t. 43, p. 303).

DESEILLIGNY (M.), *Député élu par le département de l'Aveyron.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 25). = Membre : de la Commission du Traité de paix avec l'Allemagne (F., n° 8 ; M. B., p. 27 et 31) ; de diverses Commissions (F., n°s 29, 41, 57, 74, 147, 155, 170 ; J. O. de 1871, p. 337, 561, 854, 1116, 3012, 3250, 4892) ; de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O., p. 471) ; de la Commission des Services administratifs (F., n° 78 ; J. O. de 1871, p. 1148) ; de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 177 ; J. O., p. 6113) ; de la Commission pour l'examen des lois de finances de l'Exercice 1872 (F., n° 192 ; J. O. de 1872, p. 200) ; de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275 ; J. O. de 1872, p. 3082) ; de la Commission du Budget de 1873 (F., n° 297 ; J. O. de 1872, p. 3767) ; de la Commission des Trente chargée de présenter à l'Assemblée nationale un projet de loi pour régler les attributions des Pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (F., n° 371 ; J. O. de 1872, p. 7565). = Ses rapports : sur la proposition de MM. Lamy et autres, tendant à nommer une Commission chargée de la revision des Services publics (I., n° 211 ; A., t. 2, p. 873 ; J. O. de 1871, p. 1029, 1046) ; au nom de cette Commission, sur les Services du Ministère des Travaux publics (I., n° 628 ; A., t. 5, an., p. 309 ; J. O. de 1871, p. 4656) ; sur les impôts restant à voter (I., n° 1157 ; A., t. 11, an., p. 171 ; J. O. de 1872, p. 3785) ; sur l'amendement de MM. Feray et autres, relativement à l'impôt sur le chiffre des affaires (I., n° 1163 ; A., t. 11, an., p. 187 ; J. O. de 1872, p. 3817) ; sur les impôts restant à voter (Valeurs mobilières) (I., n° 1175 ; A., t. 12, an., p. 223 ; J. O. de 1872, p. 3824, 3847) ; sur les impôts restant à voter (Créances hypothécaires) (I., n° 1184 ; A., t. 11, an., p. 233 ; J. O. de 1872, p. 3918). — Son rapport supplémentaire sur le projet de loi relatif aux valeurs mobilières (I., n° 1251 ; A., t. 12, p. 589, an., p. 96 ; J. O. de 1872, p. 4847). = Son rapport sur les élections de la Creuse (A., t. 1, p. 13). — Obtient des congés (A., t. 1, p. 132 ; t. 32, p. 421 ; t. 37, p. 16). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. Millière relative à la prorogation des échéances des effets de commerce (A., t. 2, p. 99) ; du projet de loi relatif à la fabrication et au commerce des armes de guerre (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 320. *Troisième délibération*, p. 500) ; du projet de loi sur l'augmentation des impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 188). — Parle : sur l'ordre de la discussion des projets de lois de finances (A., t. 6, p. 191) ; dans les débats relatifs : au projet de loi concernant l'impôt sur le revenu (A., t. 6, p. 329) ; au projet de loi sur les matières premières (A., t. 6, p. 521). — Propose un ordre du jour motivé tendant à refuser la démission de M. Thiers comme Président de la République (A., t. 7, p. 117, 118, 119). — Déclare se rallier à l'ordre du jour motivé de M. Batbie sur cette question (A., t. 7, p. 120). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élévation de la taxe des dépêches télégraphiques (A., t. 8, p. 655). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion des projets de lois relatifs : à l'impôt sur les revenus mobiliers ou les valeurs mobilières (A., t. 12, p. 530, 535, 537, 541, 542, 589, 611, 614, 621) ; à l'établissement d'un impôt sur les créances hypothécaires (A., t. 12, p. 559 à 563, 570, 589) ; à la création d'un impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 12, p. 697 ; t. 13, p. 2, 43, 44, 45, 66 à 86, 144, 145, 148). — Parle dans la discussion : du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 216 à 219) ; du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 340 à 344). = Est nommé ***Ministre des Travaux publics*** [Décret du 25 mai 1873] (B. des L., n° 1995 ; J. O., p. 3338). — Est entendu, en cette qualité, dans la discussion : du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de l'Est de nouvelles lignes de chemins de fer (A., t. 18, p. 126, 127, 133, 233 à 240, 291, 331, 355, 360, 396, 398, 399, 403, 405) ; de la proposition de M. Tirard ayant pour objet d'autoriser la fabrication à tous titres des ouvrages d'or et d'argent destinés à l'exportation (*Première délibération*, A., t. 18, p. 454) ; sur la prise en considération de la proposition de MM. des Rotours, Brame et autres

ayant pour objet d'ordonner une Enquête parlementaire sur l'état de l'industrie houillère (A., t. 18, p. 156). — Parle : sur l'ajournement de la deuxième délibération du projet de loi relatif au régime des sucres (A., t. 18, p. 157) ; sur la demande d'urgence de la proposition de M. Claude (Vosges) tendant à proroger la loi du 9 décembre 1872, relative a l'entrée en franchise des tissus qui empruntent à l'outillage de l'Alsace-Lorraine une façon complémentaire (A., t. 18, p. 184) ; sur la demande de renvoi à la Commission spéciale des chemins de fer, du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession définitive de plusieurs chemins de fer concédés à titre éventuel, et à l'adjudication de plusieurs lignes classées et non concédées (A., t. 18, p. 232, 233) ; sur la demande d'urgence de la proposition de M. Rouveure ayant pour objet l'augmentation de l'impôt sur le sel et l'établissement d'une taxe unique de 1 pour 100 sur les revenus (A., t. 18, p. 506) ; sur une pétition des usiniers du 15e arrondissement de Paris, relative à l'établissement d'une gare de marchandises à Grenelle et à l'état des transports de marchandises sur le chemin de fer de ceinture (A., t. 18, p. 503, 505) ; sur la demande de renvoi à la Commission du Budget du projet de loi sur les patentes (A., t. 18, p. 561). — Prend part à la discussion : de la proposition de MM. Christophle et autres, relative aux fouilles et extractions de matériaux et à l'occupation temporaire en matière de travaux publics (*Première délibération*, A., t. 18, p. 571) ; de la question d'urgence : du projet de loi de crédit pour travaux à l'École Polytechnique (A., t. 19, p. 350) ; du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession a la Compagnie de Saint-Louis-du-Rhône, du chemin de fer d'Arles à la Tour-Saint-Louis (A., t. 19, p. 478) ; des conclusions du rapport de la Commission d'Enquête des chemins de fer, sur diverses pétitions relatives à la concession d'une ligne directe de Calais à Marseille (A., t. 27, p. 72). = Est nommé *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* [Décret du 26 novembre 1873] (B. des L., n° 2472 ; J. O., p. 7226). — Parle, en cette qualité : sur la demande de M. Guichard relative à la mise à l'ordre du jour du projet de loi sur la question des sucres (A., t. 28, p. 49) ; dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Agriculture et Commerce : *Question de la réunion de ce Ministère et de celui des Travaux publics*, A., t. 28, p. 334. *Encouragements au drainage*, p. 337. *Création d'une École de jardinage au potager de Versailles*, p. 340. *Situation de l'industrie séricicole*, p. 340. *Haras et dépôts d'étalons*, p. 343. *Situation générale du commerce et de l'industrie*, p. 346. Guerre : *Exécution de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée*, p. 400. Voies et moyens : *État du projet de loi sur les sucres*, p. 576). — Est entendu : en réponse à la question de M. Fourcand au sujet de la Convention conclue avec l'ancienne Liste civile impériale (A., t. 28, p. 478) ; sur la fixation du jour des interpellations de ce Député sur le même sujet (A., t. 28, p. 496, 526, 527) ; dans la discussion du projet de loi portant fixation des droits sur les huiles minérales de production française (A., t. 28, p. 614) ; sur la prise en considération de la proposition de M. le général Loysel tendant à faire examiner le Budget de la Guerre pour 1875, par les Commissions de l'Armée et du Budget réunies (A., t. 29, p. 371) ; sur l'ajournement de la troisième délibération relative à la proposition de M. Tirard tendant à autoriser la fabrication à tous titres des ouvrages d'or et d'argent destinés à l'exportation (A., t. 29, p. 373). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt sur les tissus*, A., t. 29, p. 487. *Régime des sucres*, t. 30, p. 61 à 69, 339, 347, 390, 403. *Situation financière et budgétaire*, p. 381 à 387, 476. *Impôt sur la petite vitesse*, p. 524. *Motions d'ordre*, p. 490, 491, 527, 528) ; du projet de loi relatif au Compte de liquidation (A., t. 30, p. 511) ; de la question d'ajournement de la deuxième délibération sur le projet de loi fixant les prix de vente de la poudre dynamite (A., t. 30, p. 535, 536) ; de la proposition de M. Ganivet relative à la prorogation des séances de l'Assemblée du 28 mars au 4 mai 1874 (A., t. 30, p. 580) ; du projet de loi relatif à l'achèvement du nouvel Opéra (A., t. 30, p. 717, 719) ; de l'urgence du projet de loi

ayant pour objet l'aliénation de terrains domaniaux situés à Paris entre le boulevard Morland et le boulevard Bourdon (A., t. 30, p. 721); du projet de Résolution de la Commission de l'ancienne Liste civile, tendant à la levée du séquestre sur les immeubles du Domaine privé (A., t. 30, p. 736); de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Troisième délibération*, A., t. 31, p. 62); du projet de loi concernant les récompenses à décerner à l'occasion de l'Exposition de Vienne (*Première délibération*, A., t. 31, p. 119). = Est entendu, comme Député : sur un incident au sujet de l'état de l'examen des diverses questions relatives à l'équilibre du Budget (A., t. 31, p. 239); dans la discussion du projet de loi relatif à la poudre dynamite (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 442). = N. B. — Son décès, survenu pendant la 1re prorogation de 1875, n'a pas été notifié à l'Assemblée.

DESJARDINS (M. ALBERT), *Député élu par le département de l'Oise.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 34). = Secrétaire : du 14e Bureau (F., n° 51; J. O. de 1871, p. 750); du 5e Bureau (F., n° 74; J. O. de 1871, p. 1116); du 15e Bureau (F., n° 189; J. O. de 1872, p. 113); du 13e Bureau (F., n° 241; J. O. de 1872, p. 1649); du 1er Bureau (F., n° 419; J. O. de 1873, p. 1080); du 6e Bureau (F., n° 463; J. O. de 1873, p. 3220); et du 1er Bureau (F., n° 509; J. O. de 1873, p. 4945). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11; M. B., p. 209); et de diverses Commissions (F., nos 15, 23, 40, 58, 81, 94, 95, 103, 128, 139, 147, 172, 211, 218, 245, 257, 273, 305, 397, 484, 511, 524; M. B. de 1871, p. 66; J. O. de 1871, p. 251, 542, 867, 1188, 1439, 1476, 1700, 2419, 2754, 3012, 1960; J. O. de 1872, p. 765, 975, 1784, 2168, 3013, 3998; J. O. de 1873, p. 404, 1039, 5018, 6982). = Sa proposition ayant pour objet de faire cesser la suspension des prescriptions et péremptions en matière civile dans les pays occupés, établie par les Décrets des 9 septembre et 3 octobre 1870 (I., n° 115; A., t. 2, p. 328; J. O. de 1871, p. 444). — Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : de constituer une Université dans la ville de Nancy (I., n° 273; A., t. 3, p. 197; J. O. de 1871, p. 1320); d'ajouter des dispositions additionnelles aux articles 471 et 473 du Code pénal (I., n° 303; A., t. 3, p. 279; J. O. de 1871, p. 1584); de conférer à la Chambre du conseil des Tribunaux d'arrondissement le règlement des procédures criminelles (I., n° 841; A., t. 7, an., p. 82; J. O. de 1872, p. 929). — Ses propositions tendant : à modifier le Chapitre VIII du Règlement sur la déclaration d'urgence (I., n° 908; A., t. 7, an., p. 192; J. O. de 1872, p. 1452); à reviser la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés (I., n° 1348; A., t. 13, an., p. 224; J. O. de 1872, p. 5637) = Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative à la formation des listes électorales municipales (I., n° 166; A., t. 2, p. 709; J. O. de 1871, p. 808); sur la proposition de M. Bozérian relative aux poursuites à exercer en matière de délits politiques (I., n° 167; A., t. 2, p. 710; J. O. de 1871, p. 808). — Ses rapports : sur la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative à la formation des listes électorales municipales (I., n° 416; A., t. 4, an., p. 96; J. O. de 1871, p. 2675); sur : 1° la proposition signée de lui et de MM. Vilfeu et autres, ayant pour objet d'ajouter aux articles 471 et 473 du Code pénal des dispositions répressives de l'ivresse; 2° la proposition de M. Roussel tendant à réprimer l'ivresse publique et à combattre les progrès de l'alcoolisme (I., n° 786; A., t. 6, an., p. 306; J. O. de 1872, p. 890 et 923); sur le projet de loi ayant pour objet d'introduire des modifications dans la formation du jury en matière criminelle (I., n° 1266; A., t. 12, an., p. 134; J. O. de 1872, p. 4726); sur la proposition de M. des Rotours ayant pour objet de déclarer Français et d'assujettir à l'obligation du recrutement les individus d'origine étrangère nés en France, qui ne satisfont pas, dans leur pays d'origine, aux charges du service militaire (I., n° 2122; A., t. 28, an., p. 274; J. O. de 1874, p. 75). — Son rapport supplémentaire sur cette proposition (I., n° 2500; A., t. 32, an., p. 285; J. O. de 1874, p. 5021). = Sa question tendant à la communication à

l'Assemblée des résolutions prises par la Commission des Quinze (A., t. 2, p. 24, 25). — Est entendu sur la proposition relative à la création de bataillons de volontaires (A., t. 2, p. 69, 70). — S'excuse de son absence (A., t. 2, p. 151 ; t. 18, p. 613).— Prend part à la discussion : du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 467) ; du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 611, 617) ; du projet de loi sur l'inaliénabilité des propriétés publiques ou privées, saisies ou soustraites à Paris depuis le 18 mars 1871 (A., t. 2, p. 940). — Parle : au sujet d'un incident relatif à l'application de l'article 59 du Règlement, sur le nombre de membres nécessaire pour la validité des votes (A., t. 3, p. 563) ; dans la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 74, 75, 277) ; du projet de loi relatif au transport des journaux (A., t. 5, p. 531) ; des interpellations de M. Jean Brunet sur la non-présence à l'Assemblée des princes d'Orléans, dont l'élection a été validée depuis six mois (A., t. 6, p. 152). — Obtient un congé (A., t. 7, p. 1). — Est entendu : dans la discussion des propositions de MM. de Tréveneuc (Côtes-du-Nord), Vétillart et autres, relatives au rôle éventuel des Conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles (A., t. 7, p. 429) ; comme Rapporteur, dans la discussion de sa proposition et de celle de M. Roussel, relatives à la répression de l'ivrognerie (*Première délibération*, A., t. 7, p. 610. *Deuxième délibération*, t. 11, p. 13, 19, 21, 23, 26, 30, 32, 33). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée* (A., t. 8, p. 189). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 12, p. 159). — Parle : dans la discussion du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 415 à 417) ; en qualité de Rapporteur : sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la formation du jury en matière criminelle (A., t. 13, p. 139, 513) ; dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 14, p. 39 à 44, 63, 73, 74, 75, 77, 112, 114, 120, 127, 140, 148, 151, 161). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 14, p. 9) — Ses observations : sur la demande d'urgence de la proposition de M. le baron Chaurand tendant à reconstituer la municipalité de Lyon sur les bases de la municipalité de Paris posées dans la loi du 14 avril 1871 (A., t. 15, p. 512) ; dans la discussion de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 627). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 16, p. 22). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Troisième délibération*, A., t. 16, p. 541) ; du projet de loi ayant pour objet de régler la condition des déportés à la Nouvelle-Calédonie (A., t. 16, p. 582) ; d'un incident relatif à la mise à l'ordre du jour du projet de loi concernant les indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 279) ; de ce même projet de loi (A., t. 17, p. 3, 48, 350). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 18, p. 8). — Parle : au sujet des conclusions de la Commission d'initiative sur les deux propositions de M. Pradié, relatives : l'une, à la composition des Conseils municipaux et à la nomination des Maires ; l'autre, à l'élection des Conseillers municipaux, des Conseillers généraux, des Députés et des Sénateurs (A., t. 18, p. 549) ; dans la discussion du projet de loi relatif à l'organisation générale de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 212) ; sur la question adressée par M. Haëntjens au Ministre de la Guerre au sujet de la situation des volontaires d'un an engagés en 1873 (A., t. 19, p. 442). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 27, p. 27). = Est nommé *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts* [Décret du 27 novembre 1873] (B. des L., n° 2483 ; J. O., p. 7249). — Lettre par laquelle il transmet sa démission de Secrétaire de l'Assemblée (A., t. 28, p. 48). — Est entendu, en qualité de Sous-Secrétaire d'État : dans la discussion : de la proposition de MM. de Corcelle et autres, relative aux Conseils académiques et départementaux (*Deuxième délibération*, A., t. 28, p. 145, 146, 149) ; du Budget de l'Exercice 1874 (Instruction publique : *Confection des catalogues de la Bibliothèque nationale*, A., t. 28, p. 289. *Publi-*

DESEILLIGNY (M.), *Député élu par le département de l'Aveyron.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 25). = Membre : de la Commission du Traité de paix avec l'Allemagne (F., n° 8 ; M. B., p. 27 et 31) ; de diverses Commissions (F., n°s 29, 41, 57, 74, 147, 155, 170 ; J. O. de 1871, p. 337, 561, 854, 1116, 3012, 3250, 4892) ; de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O., p. 471) ; de la Commission des Services administratifs (F., n° 78 ; J. O. de 1871, p. 1148) ; de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 177 ; J. O., p. 6113) ; de la Commission pour l'examen des lois de finances de l'Exercice 1872 (F., n° 192 ; J. O. de 1872, p. 200) ; de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275 ; J. O. de 1872, p. 3082) ; de la Commission du Budget de 1873 (F., n° 297 ; J. O. de 1872, p. 3767) ; de la Commission des Trente chargée de présenter à l'Assemblée nationale un projet de loi pour régler les attributions des Pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (F., n° 371 ; J. O. de 1872, p. 7565). = Ses rapports : sur la proposition de MM. Lamy et autres, tendant à nommer une Commission chargée de la revision des Services publics (I., n° 211 ; A., t. 2, p. 873 ; J. O. de 1871, p. 1029, 1046) ; au nom de cette Commission, sur les Services du Ministère des Travaux publics (I., n° 628 ; A., t. 5, an., p. 309 ; J. O. de 1871, p. 4656) ; sur les impôts restant à voter (I., n° 1157 ; A., t. 11, an., p. 171 ; J. O. de 1872, p. 3785) ; sur l'amendement de MM. Feray et autres, relativement à l'impôt sur le chiffre des affaires (I., n° 1163 ; A., t. 11, an., p. 187 ; J. O. de 1872, p. 3817) ; sur les impôts restant à voter (Valeurs mobilières) (I., n° 1175 ; A., t. 12, an., p. 223 ; J. O. de 1872, p. 3824, 3847) ; sur les impôts restant à voter (Créances hypothécaires) (I., n° 1184 ; A., t. 11, an., p. 233 ; J. O. de 1872, p. 3918). — Son rapport supplémentaire sur le projet de loi relatif aux valeurs mobilières (I., n° 1251 ; A., t. 12, p. 589, an., p. 96 ; J. O. de 1872, p. 4847). = Son rapport sur les élections de la Creuse (A., t. 1, p. 13). — Obtient des congés (A., t. 1, p. 132 ; t. 32, p. 421 ; t. 37, p. 16). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. Millière relative à la prorogation des échéances des effets de commerce (A., t. 2, p. 99) ; du projet de loi relatif à la fabrication et au commerce des armes de guerre (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 320. *Troisième délibération*, p. 500) ; du projet de loi sur l'augmentation des impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 188). — Parle : sur l'ordre de la discussion des projets de lois de finances (A., t. 6, p. 191) ; dans les débats relatifs : au projet de loi concernant l'impôt sur le revenu (A., t. 6, p. 329) ; au projet de loi sur les matières premières (A., t. 6, p. 521). — Propose un ordre du jour motivé tendant à refuser la démission de M. Thiers comme Président de la République (A., t. 7, p. 117, 118, 119). — Déclare se rallier à l'ordre du jour motivé de M. Batbie sur cette question (A., t. 7, p. 120). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élévation de la taxe des dépêches télégraphiques (A., t. 8, p. 655). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion des projets de lois relatifs : à l'impôt sur les revenus mobiliers ou les valeurs mobilières (A., t. 12, p. 530, 535, 537, 541, 542, 589, 611, 614, 621) ; à l'établissement d'un impôt sur les créances hypothécaires (A., t. 12, p. 559 à 563, 570, 589) ; à la création d'un impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 12, p. 697 ; t. 13, p. 2, 43, 44, 45, 66 à 86, 144, 145, 148). — Parle dans la discussion : du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 216 à 219) ; du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 340 à 344). = Est nommé ***Ministre des Travaux publics*** [Décret du 25 mai 1873] (B. des L., n° 1995 ; J. O., p. 3338). — Est entendu, en cette qualité, dans la discussion : du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de l'Est de nouvelles lignes de chemins de fer (A., t. 18, p. 126, 127, 133, 233 à 240, 291, 331, 355, 360, 396, 398, 399, 403, 405) ; de la proposition de M. Tirard ayant pour objet d'autoriser la fabrication à tous titres des ouvrages d'or et d'argent destinés à l'exportation (*Première délibération*, A., t. 18, p. 154) ; sur la prise en considération de la proposition de MM. des Rotours, Brame et autres

ayant pour objet d'ordonner une Enquête parlementaire sur l'état de l'industrie houillère (A., t. 18, p. 156). — Parle : sur l'ajournement de la deuxième délibération du projet de loi relatif au régime des sucres (A., t. 18, p. 157) ; sur la demande d'urgence de la proposition de M. Claude (Vosges) tendant à proroger la loi du 9 décembre 1872, relative à l'entrée en franchise des tissus qui empruntent à l'outillage de l'Alsace-Lorraine une façon complémentaire (A., t. 18, p. 184) ; sur la demande de renvoi à la Commission spéciale des chemins de fer, du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession définitive de plusieurs chemins de fer concédés à titre éventuel, et à l'adjudication de plusieurs lignes classées et non concédées (A., t. 18, p. 232, 233) ; sur la demande d'urgence de la proposition de M. Rouveure ayant pour objet l'augmentation de l'impôt sur le sel et l'établissement d'une taxe unique de 1 pour 100 sur les revenus (A., t. 18, p. 506) ; sur une pétition des usiniers du 15e arrondissement de Paris, relative à l'établissement d'une gare de marchandises à Grenelle et à l'état des transports de marchandises sur le chemin de fer de ceinture (A., t. 18, p. 503, 505) ; sur la demande de renvoi à la Commission du Budget du projet de loi sur les patentes (A., t. 18, p. 564). — Prend part à la discussion : de la proposition de MM. Christophle et autres, relative aux fouilles et extractions de matériaux et à l'occupation temporaire en matière de travaux publics (*Première délibération*, A., t. 18, p. 571) ; de la question d'urgence : du projet de loi de crédit pour travaux à l'École Polytechnique (A., t. 19, p. 350) ; du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de Saint-Louis-du-Rhône, du chemin de fer d'Arles à la Tour-Saint-Louis (A., t. 19, p. 478) ; des conclusions du rapport de la Commission d'Enquête des chemins de fer, sur diverses pétitions relatives à la concession d'une ligne directe de Calais à Marseille (A., t. 27, p. 72). = Est nommé *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* [Décret du 26 novembre 1873] (B. des L., n° 2472 ; J. O., p. 7226). — Parle, en cette qualité : sur la demande de M. Guichard relative à la mise à l'ordre du jour du projet de loi sur la question des sucres (A., t. 28, p. 49) ; dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Agriculture et Commerce : *Question de la réunion de ce Ministère et de celui des Travaux publics*, A., t. 28, p. 334. *Encouragements au drainage*, p. 337. *Création d'une École de jardinage au potager de Versailles*, p. 340. *Situation de l'industrie séricicole*, p. 340. *Haras et dépôts d'étalons*, p. 343. *Situation générale du commerce et de l'industrie*, p. 346. Guerre : *Exécution de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée*, p. 400. Voies et moyens : *État du projet de loi sur les sucres*, p. 576). — Est entendu : en réponse à la question de M. Fourcand au sujet de la Convention conclue avec l'ancienne Liste civile impériale (A., t. 28, p. 478) ; sur la fixation du jour des interpellations de ce Député sur le même sujet (A., t. 28, p. 496, 526, 527) ; dans la discussion du projet de loi portant fixation des droits sur les huiles minérales de production française (A., t. 28, p. 614) ; sur la prise en considération de la proposition de M. le général Loysel tendant à faire examiner le Budget de la Guerre pour 1875, par les Commissions de l'Armée et du Budget réunies (A., t. 29, p. 371) ; sur l'ajournement de la troisième délibération relative à la proposition de M. Tirard tendant à autoriser la fabrication à tous titres des ouvrages d'or et d'argent destinés à l'exportation (A., t. 29, p. 373). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt sur les tissus*, A., t. 29, p. 487. *Régime des sucres*, t. 30, p. 61 à 69, 339, 347, 390, 403. *Situation financière et budgétaire*, p. 381 à 387, 476. *Impôt sur la petite vitesse*, p. 524. *Motions d'ordre*, p. 490, 491, 527, 528) ; du projet de loi relatif au Compte de liquidation (A., t. 30, p. 511) ; de la question d'ajournement de la deuxième délibération sur le projet de loi fixant les prix de vente de la poudre dynamite (A., t. 30, p. 535, 536) ; de la proposition de M. Ganivet relative à la prorogation des séances de l'Assemblée du 28 mars au 4 mai 1874 (A., t. 30, p. 580) ; du projet de loi relatif à l'achèvement du nouvel Opéra (A., t. 30, p. 717, 719) ; de l'urgence du projet de loi

ayant pour objet l'aliénation de terrains domaniaux situés à Paris entre le boulevard Morland et le boulevard Bourdon (A., t. 30, p. 721); du projet de Résolution de la Commission de l'ancienne Liste civile, tendant à la levée du séquestre sur les immeubles du Domaine privé (A., t. 30, p. 736); de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Troisième délibération*, A., t. 31, p. 62); du projet de loi concernant les récompenses à décerner à l'occasion de l'Exposition de Vienne (*Première délibération*, A., t. 31, p. 119). = Est entendu, comme Député : sur un incident au sujet de l'état de l'examen des diverses questions relatives à l'équilibre du Budget (A., t. 31, p. 239); dans la discussion du projet de loi relatif à la poudre dynamite (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 442). = N. B. — Son décès, survenu pendant la 1re prorogation de 1875, n'a pas été notifié à l'Assemblée.

DESJARDINS (M. ALBERT), *Député élu par le département de l'Oise.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 34). = Secrétaire : du 14e Bureau (F., n° 51; J. O. de 1871, p. 750); du 5e Bureau (F., n° 74; J. O. de 1871, p. 1116); du 15e Bureau (F., n° 189; J. O. de 1872, p. 113); du 13e Bureau (F., n° 241; J. O. de 1872, p. 1649); du 1er Bureau (F., n° 419; J. O. de 1873, p. 1080); du 6e Bureau (F., n° 463; J. O. de 1873, p. 3220); et du 1er Bureau (F., n° 509; J. O. de 1873, p. 4945). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11; M. B., p. 209); et de diverses Commissions (F., nos 15, 23, 40, 58, 81, 94, 95, 103, 128, 139, 147, 172, 211, 218, 245, 257, 273, 305, 397, 484, 511, 524; M. B. de 1871, p. 66; J. O. de 1871, p. 251, 542, 867, 1188, 1439, 1476, 1700, 2419, 2754, 3012, 1960; J. O. de 1872, p. 765, 975, 1784, 2168, 3013, 3998; J. O. de 1873, p. 404, 4039, 5018, 6982). = Sa proposition ayant pour objet de faire cesser la suspension des prescriptions et péremptions en matière civile dans les pays occupés, établie par les Décrets des 9 septembre et 3 octobre 1870 (I., n° 115; A., t. 2, p. 328; J. O. de 1871, p. 444). — Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : de constituer une Université dans la ville de Nancy (I., n° 273; A., t. 3, p. 197; J. O. de 1871, p. 1320); d'ajouter des dispositions additionnelles aux articles 471 et 473 du Code pénal (I., n° 303; A., t. 3, p. 279; J. O. de 1871, p. 1584); de conférer à la Chambre du conseil des Tribunaux d'arrondissement le règlement des procédures criminelles (I., n° 841; A., t. 7, an., p. 82; J. O. de 1872, p. 929). — Ses propositions tendant : à modifier le Chapitre VIII du Règlement sur la déclaration d'urgence (I., n° 908; A., t. 7, an., p. 192; J. O. de 1872, p. 1452); à reviser la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés (I., n° 1348; A., t. 13, an., p. 224; J. O. de 1872, p. 5637) = Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative à la formation des listes électorales municipales (I., n° 166; A., t. 2, p. 709; J. O. de 1871, p. 808); sur la proposition de M. Bozérian relative aux poursuites à exercer en matière de délits politiques (I., n° 167; A., t. 2, p. 710; J. O. de 1871, p. 808). — Ses rapports : sur la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative à la formation des listes électorales municipales (I., n° 416; A., t. 4, an., p. 96; J. O. de 1871, p. 2675); sur : 1° la proposition signée de lui et de MM. Vilfeu et autres, ayant pour objet d'ajouter aux articles 471 et 473 du Code pénal des dispositions répressives de l'ivresse; 2° la proposition de M. Roussel tendant à réprimer l'ivresse publique et à combattre les progrès de l'alcoolisme (I., n° 786; A., t. 6, an., p. 306; J. O. de 1872, p. 890 et 923); sur le projet de loi ayant pour objet d'introduire des modifications dans la formation du jury en matière criminelle (I., n° 1266; A., t. 12, an., p. 134; J. O. de 1872, p. 4726); sur la proposition de M. des Rotours ayant pour objet de déclarer Français et d'assujettir à l'obligation du recrutement les individus d'origine étrangère nés en France, qui ne satisfont pas, dans leur pays d'origine, aux charges du service militaire (I., n° 2122; A., t. 28, an., p. 274; J. O. de 1874, p. 75). — Son rapport supplémentaire sur cette proposition (I., n° 2500; A., t. 32, an., p. 285; J. O. de 1874, p. 5021). = Sa question tendant à la communication à

l'Assemblée des résolutions prises par la Commission des Quinze (A., t. 2, p. 24, 25). — Est entendu sur la proposition relative à la création de bataillons de volontaires (A., t. 2, p. 69, 70). — S'excuse de son absence (A., t. 2, p. 151 ; t. 18, p. 613).— Prend part à la discussion : du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 467); du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 611, 617); du projet de loi sur l'inaliénabilité des propriétés publiques ou privées, saisies ou soustraites à Paris depuis le 18 mars 1871 (A., t. 2, p. 940) — Parle : au sujet d'un incident relatif à l'application de l'article 59 du Règlement, sur le nombre de membres nécessaire pour la validité des votes (A., t. 3, p. 563); dans la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 74, 75, 277); du projet de loi relatif au transport des journaux (A., t. 5, p. 531); des interpellations de M. Jean Brunet sur la non-présence à l'Assemblée des princes d'Orléans, dont l'élection a été validée depuis six mois (A., t. 6, p. 152). — Obtient un congé (A., t. 7, p. 1). — Est entendu : dans la discussion des propositions de MM. de Tréveneuc (Côtes-du-Nord), Vétillart et autres, relatives au rôle éventuel des Conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles (A., t. 7, p. 429); comme Rapporteur, dans la discussion de sa proposition et de celle de M. Roussel, relatives à la répression de l'ivrognerie (*Première délibération*, A., t. 7, p. 610. *Deuxième délibération*, t. 11, p. 13, 19, 21, 23, 26, 30, 32, 33). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée* (A., t. 8, p. 189). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 12, p. 159). — Parle : dans la discussion du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 415 à 417); en qualité de Rapporteur : sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la formation du jury en matière criminelle (A., t. 13, p. 139, 533); dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 14, p. 39 à 44, 63, 73, 74, 75, 77, 112, 114, 120, 127, 140, 148, 151, 161). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 14, p. 9) — Ses observations : sur la demande d'urgence de la proposition de M. le baron Chaurand tendant à reconstituer la municipalité de Lyon sur les bases de la municipalité de Paris posées dans la loi du 14 avril 1871 (A., t. 15, p. 512); dans la discussion de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 627). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 16, p. 22). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Troisième délibération*, A., t. 16, p. 541); du projet de loi ayant pour objet de régler la condition des déportés à la Nouvelle-Calédonie (A., t. 16, p. 582); d'un incident relatif à la mise à l'ordre du jour du projet de loi concernant les indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 279); de ce même projet de loi (A., t. 17, p. 3, 48, 350). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 18, p. 8). — Parle : au sujet des conclusions de la Commission d'initiative sur les deux propositions de M. Pradié, relatives : l'une, à la composition des Conseils municipaux et à la nomination des Maires; l'autre, à l'élection des Conseillers municipaux, des Conseillers généraux, des Députés et des Sénateurs (A., t. 18, p. 549); dans la discussion du projet de loi relatif à l'organisation générale de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 212); sur la question adressée par M. Haëntjens au Ministre de la Guerre au sujet de la situation des volontaires d'un an engagés en 1873 (A., t. 19, p. 442). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 27,p. 27). = Est nommé *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts* [Décret du 27 novembre 1873] (B. des L., n° 2183 ; J. O , p. 7249). — Lettre par laquelle il transmet sa démission de Secrétaire de l'Assemblée (A., t. 28, p. 48). — Est entendu, en qualité de Sous-Secrétaire d'État : dans la discussion : de la proposition de MM. de Corcelle et autres, relative aux Conseils académiques et départementaux (*Deuxième délibération*, A., t. 28, p. 145, 146, 149); du Budget de l'Exercice 1874 (Instruction publique : *Confection des catalogues de la Bibliothèque nationale*, A., t. 28, p. 289. *Publi-*

cation des documents inédits de l'histoire de France, p. 304. *Personnel des lycées départementaux*, p. 304, 306. *Enseignement des Écoles normales primaires*, p. 316); d'un incident relatif à l'ajournement des propositions ayant pour objet la création de nouvelles Facultés de médecine à Lyon, Toulouse, Lille, Nantes, Bordeaux et Marseille (A., t. 31, p. 126); de ces mêmes propositions (*Première délibération*, A., t. 32, p. 17. *Deuxième délibération*, t. 32, p. 413. *Incidents sur l'ajournement de la troisième délibération*, t. 33, p. 239; t. 35, p. 65, 66. *Troisième délibération*, t. 35, p. 83, 84, 85 à 88, 102, 103, 104, 106 à 108); du projet de loi de crédit tendant à pourvoir au rétablissement de la Commission d'examen des ouvrages dramatiques (A., t. 32, p. 370). — Parle : sur la mise à l'ordre du jour de la première délibération de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (A., t. 33, p. 236, 237); dans la discussion : de cette proposition (*Deuxième délibération*, A., t. 35, p. 323); du Budget de l'Exercice 1875 (Instruction publique : *Reconstruction de l'École supérieure de pharmacie de Paris*, A, t. 33, p. 287. *Cours complémentaires au Collège de France*, p. 290. *Bibliothèque du Luxembourg*, p. 293. Beaux-Arts : *Nettoyage et restauration de statues dans les palais et parcs nationaux*, p. 396. *Subventions aux Théâtres nationaux; Conservatoire de musique*, p. 397. *Bibliothèque et Musée du Conservatoire*, p. 399. *Commission d'examen des ouvrages dramatiques*, p. 401. *Musée du Louvre*, p. 400, 401. *Bibliothèque du Luxembourg*, p. 401. Instruction publique : *Incident relatif à la proposition de M. Maurice en faveur des instituteurs primaires*, t. 34, p. 149. *Régime intérieur des Écoles normales primaires*, p. 151). — Est entendu : en qualité de Rapporteur, dans la discussion de la proposition de M. des Rotours tendant à déclarer Français et à soumettre au recrutement tout étranger né en France qui ne satisfait pas au service militaire dans son pays d'origine (*Troisième délibération*, A., t. 35, p. 212, 213, 214); comme Sous-Secrétaire d'État : sur l'urgence demandée par M. Hervé de Saisy pour sa proposition tendant à empêcher l'abus des nominations faites à la dernière heure par les Ministres sortants (A., t. 35, p. 450, *rectification*, p. 457); au sujet d'une pétition demandant la réforme de la loi sur les aliénés (A., t. 35, p. 470); dans la discussion des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 364, 374). = Est nommé *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur* [Décret du 15 mars 1875] (B. des L., n° 3984; J. O., p. 1993). — Est entendu, en cette qualité : au sujet de la demande d'ajournement de la deuxième délibération sur le projet de loi de la Commission des Établissements pénitentiaires relatif au régime des prisons départementales (A., t. 38, p. 116); dans la discussion : de ce projet de loi (*Troisième délibération*, A., t. 38, p. 347, 348 à 351, 380, 383); de l'élection de M. l'amiral de Kerjégu par le département des Côtes-du-Nord (A., t. 39, p. 143, 173 à 176); du Budget de l'Exercice 1876 (Algérie : *Établissement de l'impôt foncier en Algérie*, A., t. 40, p. 181. *Élévation de classe des Préfets d'Oran et de Constantine*, p. 185. *Allocation d'une indemnité de frais de tournée à ces deux Préfets*, p. 185. *Question du crédit affecté à la colonisation*, p. 201. Dépenses sur ressources spéciales : *Reconstitution du service de l'Assistance hospitalière en Algérie*, t. 41, p. 392. Dispositions générales : *Application à l'entretien des rues de l'excédent des centimes affectés aux chemins, dans les communes pourvues d'un plan d'alignement*, p. 399). — Parle : sur la demande de mise à l'ordre du jour de la demande d'interpellations de M. Tardieu relative à la nomination du Maire d'Aix (A., t. 41, p. 46, 47); sur la motion de M. Cochery tendant à la mise à l'ordre du jour du projet de loi portant répartition, pour 1876, du fonds annuel de subvention aux départements (A., t. 41, p. 349). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux conditions du service militaire pour les Français domiciliés en Algérie (A., t. 42, p. 23, 31, 36); du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 157. *Troisième délibération*, p. 433); du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (*Question de priorité en faveur du projet de l'ancienne Commission*, A., t. 44, p. 7. RHÔNE : ville de *Lyon*, p. 93 à 96, 110, 112, 130. SEINE : ville de *Paris*, p. 112, 117, 119, 120, 126); des projets de lois collectifs relatifs aux

divers crédits supplémentaires et extraordinaires des Exercices 1875 et 1876 (Intérieur : *Réparation des chemins vicinaux détériorés par les inondations*, A., t. 44, p. 55, 82) ; de la demande d'ajournement du projet de loi de crédit pour paiement de l'indemnité allouée aux délégués des Conseils municipaux par la loi sur les élections Sénatoriales (A., t. 44, p. 144) ; du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A., t. 44, p. 217, 218, 221 à 223).

DESMARETS (M.), *ex-Maire du 9e arrondissement de Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 715 à 721).

DESPORTES (M. FERNAND), *Avocat à la Cour d'appel de Paris.*

Membre adjoint de la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (F., n° 293 ; J. O. de 1872, p. 3644). — Ses rapports à cette Commission : sur certaines prisons départementales ; sur les maisons centrales de Fontevrault et de Riom ; et sur les colonies de Saint-Hilaire et de Mettray (A., t. 45, p. 155 à 162) ; sur le Congrès pénitentiaire tenu à Cincinnati en octobre 1870 (p. 361 à 377). — Présente un projet de loi à cette Commission, sur le Conseil supérieur des Établissements pénitentiaires et sur les Commissions de surveillance (p. 233, 234).

DESTREMX (M.), *Député élu par le département de l'Ardèche.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 30). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; et de diverses Commissions (F., n°s 40, 51, 75, 112, 293, 476, 511 ; J. O. de 1871, p. 542, 750, 1124, 1952 ; J. O. de 1872, p. 3643 ; J. O. de 1873, p. 3750, 5018). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, tendant : à répartir les charges imposées aux communes et aux départements pour la Garde nationale mobilisée (I., n° 49 ; A., t. 1, p. 254, an., p. 33 ; J. O. de 1871, p. 375) ; à fixer le chiffre du contingent de la classe de 1870, afin d'assurer aux jeunes gens de cette classe le bénéfice des bons numéros (I., n° 343 ; A., t. 3, p. 573 ; J. O. de 1871, p. 1721). — Sa proposition ayant pour objet de modifier le décret du 20 mai 1848 et l'art. 129 du Règlement (I., n° 362 ; A., t. 3, an., p. 702 ; J. O. de 1871, p. 1794). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à abroger le décret du 28 octobre 1870 et à modifier les récompenses nationales (I., n° 454 ; A., t. 4, an., p. 191 ; J. O. de 1871, p. 2901). — Ses propositions tendant : à établir une augmentation d'impôt pour faire face aux obligations résultant des charges et des dépenses de la guerre (I., n° 577 ; A., t. 5, an., p. 138 ; J. O. de 1871, p. 3606) ; à donner de la force et de la stabilité au Pouvoir et à mettre le pays à l'abri des crises gouvernementales (I., n° 887 ; A., t. 7, an., p. 165 ; J. O. de 1872, p. 1331). — Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, relatives : à la répartition des places réservées au public dans la salle des séances de l'Assemblée nationale (I., n° 1172 ; A., t. 11, an., p. 216 ; J. O. de 1872, p. 3971) ; aux moyens de combattre les ravages causés dans les vignobles par le phylloxera en généralisant les irrigations (I., n° 1899 ; A., t. 19, p. 245, an., p. 132 ; J. O. de 1873, p. 5478) ; à la modification du décret du 16 décembre 1871 en faveur des médaillés militaires qui ne reçoivent pas l'allocation attachée à la Médaille militaire (I., n° 2127 ; A., t. 28, an., p. 184 ; J. O. de 1874, p. 79). — Ses propositions tendant : à arrêter la propagation de la maladie causée dans les vignobles par le phylloxera (I., n° 2520 ; A., t. 32, an., p. 372 ; J. O. de 1874, p. 5313) ; à créer un prix de 500,000 fr. pour l'inventeur d'un remède curatif, pratique et efficace contre la maladie épidémique des vers à soie (I., n° 2567 ; A., t. 33, p. 274 ; J. O. de 1874, p. 5658) ; à utiliser toutes les eaux improductives pour l'irrigation des prairies et la submersion des vignes (I., n° 2829 ; A., t. 36, an., p. 22 ; J. O. de 1875, p. 576) ; à créer une augmentation de recette au profit du Trésor sur la débite du timbre (I., n° 2942 ; A.,

t. 37, an., p. 3 ; J. O. de 1875, p. 1945) ; à faciliter l'adduction des eaux destinées à l'alimentation des exploitations rurales, des hameaux et des villages (I., n° 3132 ; A., t. 39, an., p. 141 ; J. O. de 1875, p. 5545) ; à demander à l'Assemblée de faire rechercher les causes de la crise agricole qui sévit dans la région méridionale et qui a pour résultat la dépréciation des prix du vin et de la soie (I., n° 3155 ; A., t. 39, an., p. 219 ; J. O. de 1875, p. 5992). = Ses rapports sur ses propositions tendant : à répartir les places réservées au public dans la salle des séances du palais de l'Assemblée nationale (I., n° 1435 ; A., t. 14, an., p. 23 ; J. O. de 1872, p. 7538) ; à arrêter les ravages causés dans les vignobles par le phylloxera et à généraliser les irrigations ; à utiliser toutes les eaux improductives pour l'irrigation des prairies et la submersion des vignes (I., n° 3133 ; A., t. 39, an., p. 142 ; J. O. de 1875, p. 6137) ; à faciliter l'adduction des eaux destinées à l'alimentation des exploitations rurales des hameaux et des villages (I., n° 3604 ; A., t. 43, an., p. 603 ; J. O. de 1876, p. 873). = S'excuse de son absence (A., t. 2, p. 49 ; *rectification*, p. 115, 150). — Dépose des pétitions relatives : au vote par bulletins sous enveloppes (A., t. 2, p. 151) ; à la cessation, par voie de conciliation, des malheurs de la guerre civile (A., t. 2, p. 573). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 269) ; à propos d'une pétition concernant les mobiles du Gard (A., t. 2, p. 800) ; dans la discussion du projet de loi tendant à imposer d'office la commune d'Égletons (Corrèze) pour le remboursement d'un emprunt (A., t. 3, p. 138) ; sur la prise en considération de sa proposition tendant à fixer le chiffre du contingent de la classe de 1870 (A., t. 3, p. 878) ; dans la discussion de cette proposition (A., t. 5, p. 372). — Dépose une proposition tendant à établir une augmentation d'impôt sur le timbre, et en demande l'urgence (A., t. 5, p. 279). — Parle dans la discussion : du projet de loi portant augmentation des impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 314) ; de sa proposition tendant à répartir les charges imposées aux départements et aux communes par la Garde nationale mobilisée (A., t. 5, p. 533). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 6, p. 132 à 137). — Dépose une proposition relative à l'ordre de remboursement des sommes payées par les communes pour les dépenses de la Garde nationale mobilisée, et la convertit en un contre-projet (A., t. 13, p. 27, 28). — Demande l'ajournement du projet de loi et de la proposition de M. René Brice à ce sujet (A., t. 13, p. 591). — Prend part à la discussion y relative (A., t. 14, p. 241, 245, 252). — Adresse une question au Ministre des Travaux publics sur la crise des transports par voies ferrées dans les départements méridionaux (A., t. 14, p. 59). — Ses réclamations contre le classement de ses votes dans les scrutins : sur l'amendement de M. Dufaure (A., t. 14, p. 316) ; et sur l'ordre du jour motivé de M. Raoul Duval (A., t. 14, p. 333). — Parle, en qualité de Rapporteur, dans la discussion de sa proposition et de celle de plusieurs de ses collègues, relative à la répartition des places réservées au public dans la salle des séances de l'Assemblée (A., t. 15, p. 309, 310, 311, 312). — Prend part à la discussion de sa proposition et de celle de M. Huon de Penanster, relatives à l'abrogation du décret du 28 octobre 1870 sur la Légion d'Honneur et à la modification des récompenses nationales (***Deuxième délibération***, A., t. 19, p. 42).—Donne lecture d'une proposition ayant pour but de combattre les ravages causés dans les vignobles du Midi par le phylloxera, et en demande l'urgence (A., t. 19, p. 245). — Est entendu dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Agriculture et Commerce : ***Situation de l'industrie séricicole***, A., t. 28, p. 340) ; du Budget de l'Exercice 1875 (Agriculture et Commerce : ***Question du phylloxera***, A., t. 34, p. 163). — Ses observations sur le retard apporté par la Commission d'initiative au dépôt du rapport sur sa proposition relative aux médaillés militaires qui ne reçoivent pas l'allocation attachée à cette médaille (A., t. 36, p. 90). — Obtient un congé (A., t. 38, p. 124). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée (A., t. 39, p. 106,

107, 117, 118, 120, 121, 347, 378) ; du Budget de l'Exercice 1876 (Agriculture et Commerce : *Concours d'irrigation dans les départements du Midi*, A., t. 41, p. 244). — Dépose les rapports sur ses propositions tendant à faciliter la conduite des eaux pour l'alimentation des agglomérations rurales et à utiliser les eaux improductives pour l'irrigation des prairies et la submersion des vignes, et en demande le renvoi au Conseil d'État (A., t. 43, p. 323). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A., t. 44, p. 200, 224).

DEZANNEAU (M.), *Député élu par le département de la Loire-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 41).= Membre : de diverses Commissions (F., nos 80, 215, 317, 393, 588, 722, 824 ; J. O. de 1871, p. 1183 ; J. O. de 1872, p. 889, 4353 ; J. O. de 1873, p. 280 ; J. O. de 1874, p. 1226 ; J. O. de 1875, p. 365, 5510) ; et de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (F., n° 95 ; J. O. de 1871, p. 1476). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, concernant : la nomination d'une Commission de trente membres chargée d'examiner les actes de la Délégation de Tours et de Bordeaux, au triple point de vue civil, militaire et financier (I., n° 203 ; A., t. 2, p. 848 ; J. O. de 1871, p. 1014) ; la fixation de l'âge au-dessous duquel le Gouvernement n'aura pas le droit de choisir les représentants du Pouvoir central (I., n° 2225 ; A., t. 29, an., p. 316 ; J. O. de 1874, p. 1455, 1625). = Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. Princeteau relative à l'interdiction de toutes fonctions publiques salariées aux membres de l'Assemblée nationale (*Deuxième délibération*, A., t. 7, p. 388) ; des propositions de MM. Vilfeu et Th. Roussel tendant à réprimer l'ivresse publique et à combattre les progrès de l'alcoolisme (*Troisième délibération*, A., t. 15, p. 306). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 35, p. 458, 459). — Obtient un congé (A., t. 39, p. 557). = N. B. — Son décès, survenu pendant la deuxième prorogation de 1875, n'a pas été notifié à l'Assemblée.

DIDIER (M. HENRY), *ancien Procureur de la République au Tribunal de la Seine.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 225 à 230). = Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 869 à 875). — Sa réclamation adressée au Président de cette dernière Commission (A., t. 25, p. 435 à 442).

DIESBACH (M. le comte DE), *Député élu par le département du Pas-de-Calais.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 21 et 27). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 210) ; de diverses Commissions (F., nos 75, 99, 181, 201, 264, 289, 309, 379, 393, 529, 588, 739 ; J. O. de 1871, p. 1124, 1545, 5229 ; J. O. de 1872, p. 456, 2757, 3519, 4118, 7817 ; J. O. de 1873, p. 280, 7211 ; J. O. de 1874, p. 1226 ; J. O. de 1875, p. 971) ; et de la Commission de permanence de 1874 (A., t. 34, p. 132). = Ses rapports sur les projets de lois relatifs à l'établissement de surtaxes aux octrois : de Villefranche (Alpes-Maritimes) (I., n° 2294 ; A., t. 30, an., p. 147 ; J. O. de 1874, p. 2837) ; du Quesnoy (Nord) (I., n° 2319 ; A., t. 30, an., p. 201 ; J. O. de 1874, p. 2962). — Obtient des congés (A., t. 4, p. 208 ; t. 7, p. 525 ; t. 12, p. 3 ; t. 17, p. 42 ; t. 30, p. 61). = Prend part à la discussion du projet de loi tendant à augmenter les impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 300).

DIETZ-MONNIN (M.), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 86).= Membre : de diverses Commissions (F., nos 170, 201, 245, 265, 317, 359, 379, 397, 399, 478, 549, 562, 575, 588, 634, 674, 697, 707, 762, 800, 824 ; J. O. de 1871, p. 4892 ; J. O. de 1872, p. 456, 1906, 2781, 4353, 7197, 7817 ; J. O. de 1873, p. 404, 460, 3817, 7921 ; J. O. de 1874, p. 351, 809, 1226, 3578, 4933, 7981, 8333 ; J. O. de 1875, p. 2037, 4464, 5510) ; de

la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 177; J. O., p. 6113); et de la Commission de permanence de 1874 (A., t. 30, p. 647). = Son rapport au nom de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (Enquête relative aux tarifs de transports) (I., n° 2291 ; A., t. 31, an., p. 519; J. O. de 1874, p. 4365, 4392, 4425, 4443). — Ses rapports : sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Paris à changer l'affectation d'une somme de 2,546,347 fr., provenant de l'emprunt approuvé par la loi du 6 septembre 1871 (I., n° 2774; A., t. 35, an., p. 307; J. O. de 1875, p. 273); sur le projet de loi tendant : 1° à modifier, en ce qui touche les bons de la Caisse municipale et de la Caisse des travaux de Paris, le tableau annexé à la loi du 6 septembre 1871 ; 2° à autoriser la ville à faire emploi de fonds disponibles (I., n° 2830; A., t. 36, an., p. 22; J. O. de 1875, p. 576); sur le projet de loi tendant à proroger la loi du 16 septembre 1871 sur le Conseil général du département de la Seine (I., n° 2968; A., t. 37, p. 320, et an., p. 180; J. O. de 1875, p. 2307). — Son rapport supplémentaire, au nom de la Commission des chemins de fer, sur les tarifs des transports (I., n° 3384; A., t. 41, an., p. 363 à 366; J. O. de 1875, p. 9138). = Obtient un congé (A., t. 7, p. 305). — Son rapport sommaire verbal sur la proposition de MM. Hervé de Saisy et le vicomte de Lorgeril relative à la navigation intérieure (A., t. 14, p. 207). — Son rapport verbal, au nom de la Commission des chemins de fer, sur la pétition des délégués des mécaniciens et chauffeurs des six grandes Compagnies (A., t. 15, p. 124). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 35, p. 410, 412). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi tendant à proroger la loi du 16 septembre 1871, sur l'organisation et les attributions du Conseil général du département de la Seine (A., t. 37, p. 321).

DISNARD (M.), *ancien Président du Tribunal de commerce d'Arles.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 475).

DOMPIERRE D'HORNOY (M. l'amiral DE), *Député élu par le département de la Somme.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 23). = Président : du 15e Bureau (F., n° 1; M. B., p. 13); du 6e Bureau (F., n° 440; J. O. de 1873, p. 1769); du 1er Bureau (F., n° 717; J. O. de 1875, p. 160). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11; M. B., p. 209); de diverses Commissions (F., nos 14, 32, 84, 219, 353, 463; M. B. de 1871, p. 58; J. O. de 1871, p. 372, 1230; J. O. de 1872, p. 7007; J. O. de 1873, p. 3220); et de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73; J. O. de 1871, p. 1111). — Ses rapports : sur la proposition de MM. Fresneau et Émile Carron relative à l'organisation du service religieux dans l'armée de terre (I., n° 1778; A., t. 17, an., p. 375; J. O. de 1873, p. 3360); sur le projet de loi tendant à modifier l'article 37 de la loi du 27 juillet 1872, relatif au recrutement de l'armée (I., n° 3438; A., t. 42, an., p. 249; J. O. de 1875, p. 9795); sur le projet de loi tendant à rendre applicables à l'armée de mer les dispositions des lois des 18 mai et 18 novembre 1875 (I., n° 3614; A., t. 42, an., p. 249; J. O. de 1876, p. 204). = Obtient des congés (A., t. 2, p. 573; t. 3, p. 566; t. 6, p. 345; t. 32, p. 87). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. Calemard de Lafayette tendant à obtenir la création d'une Commission de trente membres dite de la réorganisation de l'armée (A., t. 3, p. 49, 50, 51); des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 552); du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 231); du Budget de l'Exercice 1873 (Marine et Colonies : *Question des cadres des officiers de la Marine*, A., t. 14, p. 424). = Est nommé *Ministre de la Marine et des Colonies* [Décret du 25 mai 1873] (B. des L., n° 1992; J. O., p. 3337). — Parle, en cette qualité, dans la discussion : du

projet de loi relatif à l'organisation du Jury dans les colonies (*Première délibération*, A., t. 18, p. 574. *Deuxième délibération*, t. 19, p. 123) ; des propositions de MM. Destremx et autres et de M. Huon de Penanster, relatives à l'abrogation du décret du 28 octobre 1870 sur la Légion d'Honneur et à la modification des récompenses nationales (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 51, 56). — Est nommé de nouveau *Ministre de la Marine et des Colonies* [Décret du 26 novembre 1873] (B. des L., n° 2469 ; J. O., p. 7225). — Répond, en cette qualité, à la question de M. Limperani, à propos de la perte du navire la *Ville du Havre*, sur les moyens de prévenir les sinistres provenant en mer de la rencontre des bâtiments (A., t. 28, p. 77). — Est entendu dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Marine et Colonies : *Réponse aux observations du rapport*, A., t. 28, p. 238. *Mode de paiement des délégations des marins*, p. 240. *Constructions navales*, p. 249. *Abandon par la marine de l'emploi des toiles rurales*, p. 255. *Situation des déportés à la Nouvelle-Calédonie*, p. 257, 259, 263, 265) ; de la proposition de MM. Fresneau et Carron relative à l'organisation du service religieux dans l'armée de terre (*Deuxième délibération*, A., t. 29, p. 329) ; du projet de loi relatif au Compte de liquidation (A., t. 30, p. 503, 511) ; du projet de loi portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1867 (A., t. 31, p. 98 à 100). = Est entendu, comme Député, dans la discussion : du projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 167) ; du Budget de l'Exercice 1876 (Marine : *Matériel de la flotte*, A., t. 41, p. 206) ; du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 451). — Prend part, comme Rapporteur, à la discussion du projet de loi tendant à modifier l'article 37 de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée (A., t. 43, p. 100). — Demande, en la même qualité, l'urgence du projet de loi tendant à rendre applicables à l'armée de mer, les dispositions des lois des 18 mai et 18 novembre 1875 portant modification du Code de justice militaire (A., t. 44, p. 383).

DONAT (M. l'abbé), *Directeur de la Colonie agricole pénitentiaire de Cîteaux.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (A., t. 45, p. 488 à 490).

DORÉ-GRASLIN (M.), *Député élu par le département de la Loire-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 41). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 41 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., n°s 74, 95, 99, 117, 141, 167, 171, 189, 225, 231, 309, 325, 454, 541, 588, 627, 865 ; J. O. de 1871, p. 1116, 1476, 1545, 2086, 2819, 4802, 4929 ; J. O. de 1872, p. 113, 1177, 1398, 1118, 4633 ; J. O. de 1873, p. 2231, 7729 ; J. O. de 1874, p. 1226, 3307 ; J. O. de 1875, p. 10118). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à la création d'une Faculté de médecine à Nantes (I., n° 1330 ; A., t. 13, an., p. 169 ; J. O. de 1872, p. 5385). = Ses rapports : sur le projet de loi portant prorogation de surtaxes sur les boissons à l'octroi de la commune de Vannes (Morbihan) (I., n° 820 ; A., t. 7, an., p. 44 ; J. O. de 1872, p. 681) ; sur le projet de loi tendant à autoriser le département de la Marne à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires (I., n° 2335 ; A., t. 30, an., p. 285 ; J. O. de 1874, p. 3029) ; sur les projets de lois relatifs à l'établissement de surtaxes aux octrois des communes : de Nantua (Ain) (I., n° 2336 ; A., t. 30, an., p. 285 ; J. O. de 1874, p. 3061) ; de Dirinon (Finistère) (I., n° 2462 ; A., t. 32, an., p. 166 ; J. O. de 1874, p. 4189) ; de Loperhet (Finistère) (I., n° 2463 ; A., t. 32, an., p. 167 ; J. O. de 1874, p. 4442) ; sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Nantes (Loire-Inférieure) à contracter un emprunt de 1,500,000 fr. et à s'imposer extraordinairement (I., n° 3588 ; A., t. 43, an., p. 548 ; J. O. de 1876, p. 869) ; sur le projet de loi tendant à autoriser la ville d'Annonay (Ardèche) à contracter un emprunt de 480,000 fr. et à s'imposer extraordinairement (I., n° 3643 ; A., t. 44, an., p. 5 ; J. O. de 1876, p. 69). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 6,

p. 439, 440, 444 à 449). — Obtient un congé (A., t. 28, p. 69).

DORIAN (M.), *Député élu par les départements de la Loire et de la Seine.*

Son élection est validée : pour le département de la Loire (A., t. 1, p. 17); pour le département de la Seine (A., t. 1, p. 47). — Lettre par laquelle il dépose sa démission de *Ministre des Travaux publics* du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 1, p. 66). — Déclare opter pour le département de la Loire (A., t. 1, p. 87). = Membre de Commissions (F., nos 269, 417, 440 ; J. O. de 1872, p. 2909 ; J. O. de 1873, p. 1039, 1769). — Obtient un congé (A., t. 8, p. 20). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 459 à 467). = N. B. — Son décès, survenu pendant la 1re prorogation de 1873, n'a pas été notifié à l'Assemblée.

DORNÈS (M. Léon), *Député élu par le département de la Moselle.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 48). = L'un des signataires : de la Déclaration collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 61, et an., p. 3) ; de la démission collective des mêmes représentants (A., t. 1, p. 124).

DOSITHÉE (Le R. Père), *trappiste, Directeur de la Colonie agricole pénitentiaire de Fontgombault (Indre).*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (A., t. 45, p. 199, 200).

DOUAY (M.), *Député élu par le département du Pas-de-Calais.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 21 et 27). = Membre de Commissions (F., nos 3796, 842 ; J. O. de 1875, p. 4340, 9073).

DOUHET (M. le comte de), *Député élu par le département du Puy-de-Dôme.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 21). = Membre de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; et de diverses Commissions (F., nos 51, 401, 405, 541, 588, 621, 627, 686, 796 ; J. O. de 1871, p. 750 ; J. O. de 1873, p. 524, 653, 7729 ; J. O. de 1874, p. 1226, 2358, 3307, 5848 ; J. O. de 1875, p. 4340). = Ses propositions ayant pour objet : l'exercice du suffrage universel, direct et indirect, au moyen du vote accumulé des familles (I., n° 443 ; A., t. 4, an., p. 172 ; J. O. de 1871, p. 2904) ; la création d'un impôt sur toutes les factures, au moyen de timbres mobiles proportionnels à leur valeur, selon un taux fixe déterminé annuellement lors de la discussion du Budget (I., n° 455 ; A., t. 4, p. 431, an., p. 192 ; J. O. de 1871, p. 2667) ; la création d'un impôt nouveau, dit de compensation, destiné à ouvrir, à côté du diplôme de bachelier et de l'examen du Ministre de la Guerre, un troisième moyen de libération du service militaire actif en temps de paix, après une première année de service obligatoire (I., n° 1257 ; A., t. 12, p. 598, an., p. 105 ; J. O. de 1872, p. 5184) ; l'institution d'un grand prix à décerner aux inventeurs de la solution de deux problèmes essentiellement importants pour l'agriculture et l'industrie (I., n° 1918 ; A., t. 19, p. 320 ; J. O. de 1873, p. 7366) ; la création d'un nouveau et puissant moyen de Trésorerie nationale d'une valeur d'un milliard de francs, pour le service des finances et les besoins du public (I., n° 2557 ; A., t. 33, p. 156, an., p. 46 ; J. O. de 1874, p. 5656). = Son rapport sur les élections du département de la Corse (A., t. 1, p. 145). — Demande que l'Assemblée se forme en Comité secret pour les communications relatives aux événements de Paris (A., t. 2, p. 228). — Adresse au Gouvernement une question sur l'utilité du rétablissement de la loi sur les passeports (A., t. 2, p. 367). — Ses observations au sujet du rapport sur une pétition relative à la fabrication artificielle du diamant (A., t. 2, p. 800). — Parle : sur l'urgence de la proposition de M. Cazenove de Pradine relative aux prières publiques (A., t. 3, p. 36) ; dans la discussion du projet de loi relatif à l'emprunt de 2 milliards (A., t. 3, p. 512). — Donne lecture de sa

proposition relative à l'extension du suffrage universel, et en demande l'urgence (A., t. 4, p. 378). — Déclare retirer cette proposition (A., t. 6, p. 30). — Dépose une proposition tendant à la création d'un impôt sur toutes les factures, et en demande l'urgence (A., t. 4, p. 431). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif aux contributions indirectes (A., t. 5, p. 163, 166, 170); de la prise en considération de la proposition de M. de Saisy relative à l'aliénation des joyaux de la Couronne (A., t. 6, p. 93); du projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu (A., t. 6, p. 326, 330); de l'urgence de la proposition de M. Wolowski relative à une taxe d'habitation (A., t. 6, p. 543); du projet de loi relatif à un impôt sur les matières premières (A., t. 7, p. 53); du projet de loi ayant pour objet la réorganisation du Conseil d'État (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 168); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 58, 332). — Donne lecture d'une proposition tendant à créer un impôt dit de compensation, pour la libération du service militaire actif en temps de paix, et en demande l'urgence (A., t. 12, p. 598). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 13, p. 2, 35 à 38); du Budget de l'Exercice 1873 (Intérieur : *Traitements des deux Ingénieurs électriciens du service télégraphique*, A., t. 14, p. 523). — Dépose une proposition relative à la définition et à l'organisation Constitutionnelle du Gouvernement (A., t. 15, p. 4). — Déclare la retirer (*ibid.*). — Est entendu dans la discussion : des interpellations de M. René Brice sur la circulaire du Ministre de la Guerre du 9 janvier 1873, relative aux bourses à accorder aux volontaires d'un an (A., t. 15, p. 620); du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 370 à 373); du projet de loi relatif aux allumettes chimiques (A., t. 16, p. 494, 496). — Donne lecture d'une proposition ayant pour objet la fondation de deux grands prix d'encouragement national, l'un pour l'agriculture et l'autre pour l'industrie (A., t. 19, p. 320). — Déclare retirer sa proposition (A., t. 28, p. 54). — Prend part à la discussion : des projets de lois relatifs à la poudre dynamite (*Deuxième délibération*, A., t. 27, p. 93, 96, 97; t. 36, p. 444, 447); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt proportionnel sur les factures*, A., t. 29, p. 498). — S'excuse de son absence (A., t. 31, p. 57; t. 41, p. 275). — Parle dans la discussion des propositions concernant l'électorat municipal (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 146). — Donne lecture de sa proposition tendant à l'émission d'un emprunt d'un milliard en Bons du Trésor spéciaux, et en demande l'urgence (A., t. 33, p. 156). — Demande la présentation du rapport de la Commission d'initiative sur sa proposition (A., t. 37, p. 343). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. Destremx tendant à accorder un prix de 300,000 fr. pour la destruction du phylloxera (A., t. 33, p. 274); du projet de loi et des propositions concernant la création et les attributions d'un Sénat (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 473); des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Troisième délibération*, A., t. 36, p. 654); du projet de loi de la Commission des Établissements pénitentiaires, relatif au régime des prisons départementales (*Troisième délibération*, A., t. 38, p. 374); du projet de loi concernant les élections des Sénateurs (*Deuxième délibération*, A., t. 41, p. 126). — Est nommé *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 306).

DRÉO (M.), *Député élu par le département du Var.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 12).= Secrétaire : du 3e Bureau (F., n° 215; J. O. de 1872, p. 889); du 6e Bureau (F., n° 517; J. O. de 1873, p. 6751); et du même Bureau renouvelé (F., n° 842; J. O. de 1875, p. 9073). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 123, 136, 151, 177, 178, 264, 367, 405, 438, 529, 674; J. O. de 1871, p. 2248, 2641, 3126, 6143, 5137, J. O. de 1872, p. 2757, 7446; J. O. de 1873, p. 653, 1710, 7211; J. O. de 1874, p. 4933); et de la Commission du Budget de 1876 (F., n° 776; J. O. de 1875, p. 3636). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : des indemnités à accorder aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851 (I., n° 1517; A., t. 14, p. 742, an., p. 175; J. O. de 1873,

p. 336); la levée de l'état de siège dans le département du Var (I., n° 2449 ; A., t. 32, an., p. 134 ; J. O. de 1874, p. 4466). = Son rapport sommaire sur la proposition de M. Destremx tendant à la création d'un prix de 500,000 fr. pour l'inventeur d'un remède curatif, pratique, efficace, contre la maladie épidémique des vers à soie (I., n° 3152 ; A., t. 39, an., p. 214 ; J. O. de 1875, p. 5794) — Ses rapports : sur le projet de projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires à divers Ministères sur l'Exercice 1875 (I., n° 3594 ; A., t. 43, an , p. 567 ; J. O. de 1876, p. 700) ; sur le projet de loi portant demande pour divers Ministères de crédits supplémentaires et extraordinaires sur l'Exercice 1876 (I., n° 3615 ; A., t. 44, an., p. 7 ; J. O. de 1876, p. 455) ; sur le projet de loi portant ouverture à divers Ministères de crédits spéciaux d'Exercices clos et périmés (I., n° 3653 ; A., t. 44, an., p. 82 ; J. O. de 1876, p. 547). = Est entendu dans la discussion de la proposition de M. de Ravinel relative à l'installation des différents Ministères à Versailles (A., t. 5, p. 393 à 396). — S'excuse de son absence (A., t. 8, p. 645 ; t. 16, p. 187). — Prend part à la discussion du projet de loi de crédits pour les dépenses résultant de la peste bovine (A., t. 11, p. 274). — Donne lecture de sa proposition relative aux indemnités à accorder aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851, et en demande l'urgence (A., t. 14, p. 742). — Parle dans la discussion : de la proposition de MM. le vicomte d'Aboville et autres, concernant la publicité des *Comptes-rendus* des séances de l'Assemblée nationale (A., t. 15, p. 643) ; du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 244). — Obtient un congé (A., t. 17, p. 163). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de MM. Paris (Pas-de-Calais) et autres, relative aux membres des Conseils généraux, d'arrondissement et municipaux qui se refusent à remplir les obligations de leurs fonctions (A., t. 18, p. 219) ; du projet de loi relatif aux emplois à réserver aux sous-officiers dans les Administrations de l'État (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 34. *Troisième délibération*, p. 386). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 657 à 661). — Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Instruction publique : *Confection des catalogues de la Bibliothèque nationale*, A., t. 28, p. 287, 289) ; du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Demi-décime sur tous les impôts déjà soumis aux décimes*, p. 650, 654. *Droits sur les boissons*, t. 28, p. 674. *Discussion des nouveaux impôts*, t. 29, p. 418 à 423) ; des propositions concernant l'électorat municipal (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 80, 83, 88, 89, 149. *Troisième délibération*, p. 525, 526) ; du Budget de l'Exercice 1875 (Instruction publique : *Bibliothèque nationale*, A., t. 33, p. 293) ; du Budget de l'Exercice 1876 (Instruction publique : *Création à la Bibliothèque nationale d'une place d'Administrateur-général adjoint*, A., t. 41, p. 215, 217). — Parle, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi collectif relatif aux divers crédits supplémentaires et extraordinaires de l'Exercice 1876 (Frais de régie : *Création de nouveaux Bureaux de poste composés*, A., t. 44, p. 83, 84).

DRÉOLLE (M.), *ancien Député au Corps législatif.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 202 à 209).

DROUIN (M.), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 86). — Membre de diverses Commissions (F., n°s 147, 178, 284, 367, 401, 454, 549, 824 ; J. O. de 1871, p. 3012, 5137 ; J. O. de 1872, p. 3360, 7446 ; J. O. de 1873, p. 524, 2231, 7921 ; J. O. de 1875, p. 5510) ; et de la Commission des Comptes du Budget de 1869 (F., n° 529 ; J. O. de 1873, p. 7921). = Sa proposition ayant pour objet la prorogation au 31 mars 1872 des effets de la loi du 22 avril 1871 relative aux suspensions de paiements (I., n° 706 ; A., t. 6, an., p. 171 ; J. O. de 1871, p. 5366). = Obtient des

congés (A., t. 6, p. 45; t. 7, p. 305, 525; t. 33, p. 95, 274). — Demande : l'urgence de sa proposition relative à la prorogation de la loi du 22 avril 1871 sur les cessations de payements (A., t. 6, p. 96); l'ajournement de la discussion du projet de loi relatif à l'élection des juges aux Tribunaux de commerce (A., t. 6, p. 179). — S'excuse de son absence (A., t. 13, p. 277).

DUBAIL (M.), *ancien Maire du 10e arrondissement de Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 662 à 675). — Sa réclamation adressée au Président de cette Commission (A., t. 10, p. 238).

DU BARAIL (M. le général), *Commandant en chef du 3e Corps de l'armée de Versailles.*

Est nommé *Ministre de la Guerre* [Décret du 29 mai 1873] (B. des L., n° 2020; J. O., p. 3441). — Sa lettre transmettant au Président de l'Assemblée une demande en autorisation de poursuites formée par M. le Gouverneur de Paris contre M. Ranc, Député, pour participation à l'insurrection de la Commune (A., t. 18, p. 312). — Est entendu dans la discussion : des interpellations de M. Le Royer sur la police des cimetières, au sujet d'un incident relatif à l'enterrement civil de M. Brousses, Député, à Versailles (A., t. 18, p. 529, 530); du projet de loi relatif à l'organisation de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 198, 207, 209, 211, 227, 231, 233, 247). — Donne lecture d'un projet de loi tendant à compléter l'article 10 du Code de justice militaire, en permettant d'ajouter un ou deux juges supplémentaires aux juges ordinaires des Conseils de guerre, et en demande l'urgence (A., t. 19, p. 321). — Répond : à la question de M. Hervé de Saisy sur l'exécution de la loi du 27 novembre 1872 relative au supplément de pension accordé aux anciens militaires mutilés ou infirmes, et sur le retard apporté à la liquidation des pensions militaires (A., t. 19, p. 347, 348); à la question de M. Haentjens sur la situation des volontaires d'un an engagés en 1873 (A., t. 19, p. 441). — Parle dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de fixer le prix de vente de la poudre dynamite (*Deuxième délibération*, A., t. 27, p. 89). = Est nommé de nouveau *Ministre de la Guerre* [Décret du 26 novembre 1873] (B. des L., n° 2168; J. O., p. 7225). — Est entendu dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Guerre : *Exécution de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée*, A., t. 28, p. 391, 392, 400. *Remonte générale de l'armée*, p. 416. *Mode d'achat des chevaux de guerre*, p. 418); de la proposition de MM. Fresneau et Carron relative à l'organisation du service religieux dans l'armée de terre (*Deuxième délibération*, A., t. 29, p. 347). — Sa lettre transmettant au Président de l'Assemblée une demande en autorisation de poursuites formée par M. le Gouverneur de Paris contre M. Melvil-Bloncourt, Député, inculpé de participation à l'insurrection de la Commune (A., t. 29, p. 502). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif au Compte de liquidation (A., t. 30, p. 479, 481). — Demande la mise à l'ordre du jour du projet de loi tendant à imputer sur les fonds de l'Administration centrale de la Guerre les traitements des officiers de tous grades attachés à l'État-major général du Ministre (A., t. 30, p. 582). — Est entendu dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 30, p. 706, 708); du projet de loi relatif aux nouveaux forts à construire autour de Paris (A., t. 30, p. 637, 669, 676); du projet de loi tendant à l'admission à titre définitif, dans l'armée et dans la marine, de deux membres de la famille d'Orléans pourvus d'un titre provisoire (A., t. 30, p. 722, 730).

DU BODAN (M.), *Député élu par le département du Morbihan.*

Son élection est validée (A., t. 18, p. 125). = Membre de Commissions (F., n°s 478, 562, 617, 650, 658; J. O. de 1873, p. 3817; J. O. de 1874, p. 351, 2210, 4089, 4360). = Parle dans la discussion du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt du timbre sur les journaux*, A., t. 30, p. 42). — Obtient un congé (A., t. 33, p. 380). — Est entendu : sur la

question d'urgence des propositions de MM. Waddington, Vautrain, Clapier et Wallon, relatives à l'organisation du Sénat (A., t. 36, p. 562) ; dans la discussion du projet de loi tendant à modifier le Code de justice militaire (*Deuxième délibération*, A., t. 37, p. 34). — Dépose et développe une proposition tendant à faire délivrer aux membres de l'Assemblée, nommés dans les élections partielles, les volumes des *Annales de l'Assemblée* et des *Archives parlementaires* distribués avant leur élection (A., t. 44, p. 311, 312).

DUBOIS (M.), *Député élu par le département de la Côte-d'Or.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 33). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., n°s 40, 123, 258, 289, 309, 325, 403, 450, 636, 644, 744, 769, 842, 857 ; J. O. de 1871, p. 542, 2248 ; J. O. de 1872, p. 2197, 3519, 4118, 4633 ; J. O. de 1873, p. 580, 2113; J. O. de 1874, p. 3636, 3888 ; J. O. de 1875, p. 1275, 3405, 9073, 9767). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : l'organisation des Commissions administratives des hospices et hôpitaux civils (I., n° 184 ; A., t. 2, p. 804 ; J. O. de 1871, p. 943) ; la nomination des Conseils d'administration des Monts-de-piété ou Maisons de prêts (I., n° 237 ; A., t. 3, p. 60 ; J. O. de 1871, p. 1200) ; l'organisation des Commissions administratives des bureaux de bienfaisance (I., n° 238 ; A., t. 3, p. 60 ; J. O. de 1871, p. 1190) ; l'enregistrement dans le délai de deux mois, sans droits en sus ou amendes, de tous les actes sous seings privés qui ne l'ont pas été (I., n° 294 ; A., t. 3, p. 262 ; J. O. de 1871, p. 1582) ; la nomination par l'Assemblée nationale d'une Commission de trente membres, pour fixer la somme que l'état du Trésor public permettra de consacrer au dédommagement définitif de tous ceux qui, pendant l'invasion, ont subi des dommages matériels (I., n° 1112 ; A., t. 11, p. 228, an., p. 76 ; J. O. de 1872, p. 3360). = Ses rapports : sur le projet de loi relatif à un échange de terrains boisés entre l'État et la commune d'Ax (Ariège) (I., n° 3560 ; A., t. 43, an., p. 432 ; J. O. de 1876, p. 795) ; sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de Castel-Sarrazin (Tarn-et-Garonne) (I., n° 3561 ; A., t. 43, an , p. 432 ; J. O. de 1876, p. 730) ; sur le projet de loi tendant : 1° à ratifier une Convention passée entre l'État et la ville de Gap (Hautes-Alpes), en vue d'assurer le paiement des dépenses du casernement ; 2° à autoriser la dite ville à emprunter une somme de 300,000 fr. (I., n° 3579 ; A., t. 43, an., p. 536 ; J. O. de 1876, p. 867). = Dépose une pétition relative aux loyers et fermages (A., t. 2, p. 801). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 374 ; t. 6, p. 560 ; t. 7, p. 305 ; t. 13, p. 200). — Son rapport sur une pétition (A., t. 44, p. 392).

DUBOIS (M.), *ancien Juge de paix à Cluny (Saône-et-Loire).*

Sa réclamation communiquée à la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 478).

DUBOST (M. ANTONIN), *ancien Secrétaire général de la Préfecture de police.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 476, 477).

DUBOYS-FRESNAY (M. le général), *Député élu par le département de la Mayenne.*

Son élection est validée (A., t. 3, p. 908). = Président du 8e Bureau (F., n° 264 ; J. O. de 1872, p. 2757). = Membre de Commissions (F., n°s 141, 301, 468, 575, 634, 762, 769, 776 ; J. O. de 1871, p. 2819 ; J. O. de 1872, p. 3872 ; J. O. de 1873, p. 3393 ; J. O. de 1874, p. 1506, 3578 ; J. O. de 1875, p. 1037, 3405, 3636). = S'excuse de son absence (A., t. 8, p. 159). — Obtient des congés (A., t. 13, p. 63 ; t. 14, p. 273 ; t. 30, p. 61).

DUBRAY (M.), *ex-Capitaine au 72e bataillon de la Garde nationale de Paris.*

Sa réclamation adressée au Président de

la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 245).

DUCARRE (M.), *Député élu par le département du Rhône.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 40). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 11, 80, 117, 125, 147, 204, 215, 229, 264, 265, 359, 401, 403, 438, 475, 476, 488, 507, 644, 739, 763, 772 ; M. B. de 1871, p. 209 ; J. O. de 1871, p. 1183, 2086, 2333, 3012 ; J. O. de 1872, p. 545, 889, 1295, 2757, 2781, 7197 ; J. O. de 1873, p. 524, 580, 1710, 3722, 3750, 4177, 4880 ; J. O. de 1874, p. 3888 ; J. O. de 1875, p. 971, 2066, 3525) ; de la Commission d'Enquête sur les causes de l'insurrection de Paris (F., n° 95 ; J. O. de 1871, p. 1176) ; et de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275 ; J. O. de 1872, p. 3082). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à la création d'une Faculté de médecine et d'une École supérieure de pharmacie dans la ville de Lyon (I., n° 663 ; A., t. 5, an., p. 285 ; J. O. de 1874, p. 4242). = Son rapport spécial, au nom de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars, sur le rôle de l'Internationale dans cette insurrection (I., n° 740 ; A., t. 9, p. 149 à 155). — Ses rapports : sur la proposition de M. Tirard tendant à autoriser la fabrication à tous titres des ouvrages d'or et d'argent destinés à l'exportation (I., n° 1616 ; A., t. 16, an., p. 15 ; J. O. de 1873, p. 1418) ; sur le projet de loi tendant à convertir en une taxe municipale l'obligation imposée aux riverains des voies publiques de Paris de balayer le sol livré à la circulation (I., n° 1666 ; A., t. 16, an., p. 133 ; J. O. de 1873, p. 2084) ; sur la proposition de MM. des Rotours, Jules Brame et autres, ayant pour objet d'ordonner une Enquête parlementaire à l'effet de constater l'état de l'industrie houillère et de rechercher les mesures à prendre pour la mettre à même de pourvoir aux besoins de la consommation (I., n° 1857 ; A., t. 19, an., p. 54 ; J. O. de 1873, p. 4678) ; au nom de cette Commission d'Enquête, sur l'état de l'industrie houillère en France (I., n° 2180, et Annexe, p. 1 à 96 ; A., t. 34, an., p. 389 à 416, 426 à 469 ; J. O. de 1874, p. 5868, 5893, 5915, 5935) ; au nom de la Commission d'Enquête sur les conditions du travail en France (Salaires et rapports entre ouvriers et patrons) (I., n° 3379 ; A., t. 41, an., p. 251 à 349 ; J. O. de 1875, p. 9336, 9369, 9396, 9425, 9465, 9483, 9519, 9561). = Obtient des congés (A., t. 1, p. 151 ; t. 3, p. 787 ; t. 6, p. 211 ; t. 11, p. 500). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 412, 415, 474, 475, 489) ; des interpellations de M. Le Royer au sujet des mesures prises à l'occasion des élections municipales de Lyon (A., t. 2, p. 845) ; des propositions de MM. Brunet, Giraud et autres, relatives à l'abrogation des lois d'exil (A., t. 3, p. 300) ; des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 277) ; sur la prise en considération de la proposition de M. Rouveure relative aux impôts sur le sel et sur le revenu (A., t. 4, p. 319) ; du projet de loi relatif à des augmentations d'impôts et à des impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 5, p. 75) ; du projet de loi tendant à augmenter les taxes postales (A., t. 5, p. 100) ; du projet de loi sur l'augmentation des impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 194, 196, 316). — S'excuse de son absence (A., t. 5, p. 370). — Parle dans la discussion : du Budget rectifié de l'Exercice 1871 (Impôts autorisés : *Droit de fabrication sur les huiles de schiste*, A., t. 5, p. 646, 648) ; du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 252) ; du projet de loi concernant les droits d'enregistrement (A., t. 8, p. 64, 76, 80, 89, 94). — Demande l'ajournement de la discussion du projet de loi tendant à établir des peines contre les affiliés à l'Internationale (A., t. 8, p. 156). — Prend part à la discussion : de ce projet de loi (A., t. 8, p. 325) ; du projet de loi concernant les fabriques de liqueurs (A., t. 8, p. 519, 568, 570). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 905). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 13, p. 33, 38 à 43, 171, 174) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Instruction publique :

Création d'une Faculté de médecine à Lyon, A., t. 14, p. 457) ; du projet de loi de crédit applicable aux dépenses de police de l'agglomération Lyonnaise (A., t. 16, p. 447, 453) ; du projet de loi relatif aux allumettes chimiques (A., t. 16, p. 198, 202). — Prend part, en qualité de Rapporteur, à la discussion du projet de loi tendant à convertir en une taxe municipale l'obligation imposée aux riverains des voies publiques de Paris de balayer le sol livré à la circulation (A., t. 17, p. 98). — Parle dans la discussion : du projet de loi et de la proposition de M. le baron Chaurand sur l'organisation municipale de la ville de Lyon (A., t. 17, p. 271) ; du projet de loi et des propositions concernant les Commissions administratives des hospices et hôpitaux civils, Établissements et Bureaux de bienfaisance (*Troisième délibération*, A., t. 18, p. 18). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion de la proposition de M. Tirard tendant à autoriser la fabrication à tous titres des ouvrages d'or et d'argent destinés à l'exportation (*Deuxième délibération*, A., t. 18, p. 625. *Demande d'ajournement de la troisième délibération*, t. 29, p. 374. *Troisième délibération*, t. 32, p. 186, 209 à 218). — Demande, en la même qualité, l'urgence sur la proposition de MM. des Rotours et autres, tendant à ordonner une Enquête parlementaire sur l'industrie houillère (A., t. 19, p. 68). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 73 à 80). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour objet de fixer le prix de vente de la poudre dynamite (*Deuxième délibération*, A., t. 27, p. 92 ; t. 29, p. 290. *Troisième délibération*, t. 37, p. 73, 78, 80). — Son rapport sur l'élection de M. le général Saussier par le département de l'Aube (A., t. 28, p. 434). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 152) ; du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Droit de timbre sur les effets négociables ou de commerce*, A., t. 29, p. 568, 579. *Impôt sur les pianos*, p. 678. *Droit à la fabrication des vinaigres*, t. 30, p. 188. *Impôt du gaz*, p. 302, 307) ; de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Troisième délibération*, A., t. 31, p. 15, 37 à 41, 44) ; du projet de loi relatif à l'achèvement du chemin de fer de Perpignan à Prades (A., t. 31, p. 124) ; de la proposition de MM. Tallon et autres, ayant pour objet la protection des enfants employés dans les professions ambulantes (A., t. 32, p. 335, 350) ; des propositions de MM. Le Royer, Gatien-Arnoult et autres, relatives à la création de Facultés de médecine à Lyon, Toulouse, Lille, Nantes, Bordeaux et Marseille (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 402 à 406) ; du projet de loi relatif à l'électorat municipal (*Troisième délibération*, A., t. 32, p. 638) ; du Budget de l'Exercice 1875 (Travaux publics : *Amélioration de la navigation du Rhône*, A., t. 34, p. 191, 194). — Ses observations, en qualité de Rapporteur, sur la mise à l'ordre du jour des conclusions du rapport de la Commission d'Enquête sur l'état de l'industrie houillère en France (A., t. 35, p. 175). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée (A., t. 39, p. 349) ; du projet de loi ayant pour objet la répression de la fraude dans la fabrication et la vente des allumettes chimiques (A., t. 41, p. 168 à 172, 179, 183) ; du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 405).

DU CHAFFAUT (M. le comte), *Député élu par le département des Hautes-Alpes.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 10). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., n°s 10, 49, 58, 68, 123, 125, 146, 152, 215, 231, 241, 309, 325, 379, 419, 463, 498, 529, 627, 824, 850 ; J. O. de 1871, p. 542, 712, 867, 1013, 2248, 2333, 2985, 3155 ; J. O. de 1872, p. 889, 1398, 1649, 4118, 4633, 7817 ; J. O. de 1873, p. 1080, 3220, 4481, 7211 ; J. O. de 1874, p. 3307 ; J. O. de 1875, p. 5510, 9395). = Ses

rapports : sur le projet de loi tendant à autoriser le département de l'Hérault à modifier le taux des intérêts de deux emprunts réalisables en vertu de lois antérieures (I., n° 955 ; A., t. 8, an., p. 37 ; J. O. de 1872, p. 1925) ; sur le projet de loi tendant à approuver pour réglementation : 1° un emprunt de 100,000 fr. ; 2° une imposition extraordinaire par la ville d'Albi (Tarn) (I., n° 970 ; A., t. 8, an., p. 70 ; J. O. de 1872, p. 1980) ; sur le projet de loi tendant à autoriser le département de l'Allier à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun (I., n° 1313 ; A., t. 13, an., p. 82 ; J. O. de 1872, p. 5199) ; sur le projet de loi ayant pour objet l'établissement de surtaxes sur les boissons à l'octroi de la ville de Lille (Nord) (I., n° 1542 ; A., t. 15, an., p. 133 ; J. O. de 1873, p. 461) ; sur le projet de loi tendant à distraire la section de l'Esteil de la commune d'Auzat-sur-Allier, arrondissement d'Issoire (Puy-de-Dôme) (I., n° 1824 ; A., t. 18, an., p. 174 ; J. O. de 1873, p. 4483) ; sur le projet de loi portant prorogation et établissement de surtaxes à l'octroi d'Albertville (Savoie) (I., n° 1876 ; A., t. 19, an., p. 90 ; J. O. de 1873, p. 5222) ; sur le projet de loi relatif à l'établissement d'une surtaxe a l'octroi de la commune de Saint-Pol-de-Léon (Finistère) (I., n° 2460 ; A., t. 32, an., p. 165 ; J. O. de 1874, p. 4392) ; sur le projet de loi relatif à un échange de terrains entre l'État et le sieur Francier (Ardennes) (I., n° 2585 ; A., t. 33, an., p. 168 ; J. O. de 1874, p. 5686) ; sur le projet de loi tendant à l'érection en commune distincte de la section de Fournet-Blancheroche, dépendant de la commune de Charquemont (Doubs) (I., n° 2661 ; A., t. 34, an., p. 137 ; J. O. de 1874, p. 6007) ; sur le projet de loi tendant à autoriser le département des Bouches-du-Rhône à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales (I., n° 3340 ; A., t. 41, an., p. 179 ; J. O. de 1875, p. 7426) ; sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins et sur les alcools à l'octroi de Gap (Hautes-Alpes) (I., n° 3362 ; A., t. 41, an., p. 204 ; J. O. de 1875, p. 7427). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 475, 614 ; t. 6, p. 24 ; t. 16, p. 533 ; t. 29, p. 42). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 7, p. 628 à 634 ; t. 18, p. 484 à 488 ; t. 38, p. 494).

DUCHÂTEL (M. le comte), *Député élu par le département de la Charente-Inférieure.*

Secrétaire provisoire (A., t. 1, p. 2 et 3). = Son élection est validée (A., t. 1, p. 12). = Secrétaire : du 5° Bureau (F., n° 51 ; J. O. de 1871, p. 750) ; du même Bureau renouvelé (F., n° 167 ; J. O. de 1871, p. 1802) : du 9° Bureau (F., n° 541 ; J. O. de 1873, p. 7729) ; du 2° Bureau (F., n° 588 ; J. O. de 1874, p. 1226) ; et du 5° Bureau (F., n° 650 ; J. O. de 1874, p. 4089). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 11, 14, 48, 80, 81, 94, 161, 219, 321, 824 ; M. B. de 1871, p. 58, 209 ; J. O. de 1871, p. 696, 1183, 1188, 1439, 3435 ; J. O. de 1872, p. 1012, 4516 ; J. O. de 1875, p. 5510) ; de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (F., n° 95 ; J. O. de 1871, p. 1176) ; de la Commission des grâces (A., t. 3, p. 551, 552) ; et de la Commission des Trente sur les attributions des Pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (F., n° 371 ; J. O. de 1872, p. 7565). = Sa proposition ayant pour objet de fixer à Paris la résidence de l'Assemblée nationale, du Pouvoir exécutif et des Ministres (I., n° 676 ; A., t. 6, an., p. 30, an., p. 87 ; J. O. de 1871, p. 4986). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, sur les établissements de prêts sur nantissement ou Monts-de-piété (I., n° 1191 ; A., t. 11, an., p. 247 ; J. O. de 1872, p. 4023, 4050). = Son rapport sur les élections du département du Pas-de-Calais (A., t. 1, p. 21 et 27). — Adresse deux questions au Ministre de l'Intérieur, relativement : à la publication et à la distribution du *Journal officiel* (A., t. 2, p. 602) ; à la publication du Compte-rendu des séances de l'Assemblée dans le *Moniteur des Communes* (A., t. 2, p. 806). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 2, p. 696 à 698). — Ses observations à propos : de la pétition du groupe Havrais de la Ligue de l'enseignement, sur l'obligation de l'instruction primaire (A., t. 2, p. 699) ; de la pétition d'un sieur Janet

relative à une correspondance échangée entre lui et des membres du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 3, p. 330). — Obtient un congé (A., t. 4, p. 16). — Prend part à la discussion de la proposition de M. de Ravinel relative à l'installation des différents Ministères à Versailles (A., t. 5, p. 461). — Donne lecture de sa proposition relative à la translation de l'Assemblée à Paris, et en demande l'urgence (A., t. 6, p. 30). — Est entendu dans la discussion des propositions de MM. de Tréveneuc (Côtes-du-Nord), Vétillart et autres, relatives à la convocation des Conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles (A., t. 7, p. 580). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée* (A., t. 35, p. 13). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 37, p. 2; t. 38, p. 296; t. 42, p. 8).

DUCLERC (M.), *Député élu par les départements des Landes et des Basses-Pyrénées.*

Son élection est validée : pour le département des Landes (A., t. 1, p. 16) ; pour le département des Basses-Pyrénées (A., t. 1, p. 20). — Déclare opter pour le département des Basses-Pyrénées (A., t. 1, p. 87). = Président du 1er Bureau (F., n° 756; J. O. de 1875, p. 1817). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 161, 173, 205, 231, 255, 405, 448, 541, 575, 621, 634, 658 ; J. O. de 1871, p. 3435, 4986; J. O. de 1872, p. 572, 1398, 2090; J. O. de 1873, p. 653, 2032, 7729; J. O. de 1874, p. 809, 2358, 3578, 4360) ; de la Commission pour l'examen des lois de finances de l'Exercice 1872 (F., n° 192 ; J. O. de 1872, p. 200) ; de la Commission du Budget de 1873 (F., n° 297 ; J. O. de 1872, p. 3767) ; de la Commission des Trente chargée de présenter à l'Assemblée nationale un projet de loi pour régler les attributions des Pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (F., n° 371 ; J. O. de 1872, p. 7565) ; de la Commission du Budget de 1875 (F., n° 583 ; J. O. de 1874, p. 1075) ; et de la 2e Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 38, p. 199). = Ses rapports : sur le projet de loi relatif à une indemnité de 212,000 fr. à accorder à M. Souberbielle, ancien entrepreneur général des transports de l'armée française au Mexique (I., n° 1274 ; A., t. 13, an., p. 3 ; J. O. de 1872, p. 4826) ; sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser l'ouverture d'un crédit extraordinaire de 100,000 fr., par addition au chapitre XIX du Budget du Ministère de l'Intérieur (Exercice 1875), pour venir en aide aux victimes de l'inondation (I., n° 3116 ; A., t. 39, p. 155, an., p. 81 ; J. O. de 1875, p. 5333) ; sur la proposition de M. Depeyre et d'un grand nombre de ses collègues, ayant pour objet d'autoriser l'ouverture d'un crédit de deux millions au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1875, pour secours aux inondés (I., n° 3128; A., t. 39, p. 224, an., p. 138 ; J. O. de 1875, p. 5511). = Déclare ne pas accepter sa nomination comme membre de la Commission des grâces (A., t. 3, p. 552). — Est élu membre de la Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations (A., t. 3, p. 661). — Est entendu, en qualité de rapporteur, dans la discussion du projet de loi de crédit applicable au paiement d'une indemnité de 212,000 fr. à M. Souberbielle, ancien entrepreneur général des transports de l'armée française au Mexique (A., t. 13, p. 187, 188, 210, 212, 256, 257). — Son rapport sur l'élection de M. Turigny par le département de la Nièvre (A., t. 27, p. 53). — Réélu membre de la Commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations (A., t. 33, p. 365). — Lettre par laquelle il motive sa démission de ces fonctions (A , t. 33, p. 380). — Cette démission n'est pas acceptée par l'Assemblée (A., t. 33, p. 381). — S'excuse de son absence (A., t. 35, p. 1). — Est élu *Vice-Président de l'Assemblée* (A., t. 37, p. 259). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 38, p. 296). — Donne lecture de ses rapports : sur le projet de loi portant ouverture d'un premier crédit extraordinaire de 100,000 fr. pour secours aux inondés du Midi (A., t. 39, p. 155) ; sur la proposition de M. Depeyre portant ouverture d'un crédit de deux millions pour la même destination (A., t. 39, p. 224). — Ses observations, comme *Vice-Président*, sur des incidents relatifs au point de dé-

part de la prorogation en août 1875, et à la composition de l'ordre du jour de la dernière séance (A., t. 11, p. 413, 414). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 12, p. 8). — Ses observations, en cette qualité : au sujet de la demande de mise à l'ordre du jour, par M. Clapier, d'un amendement proposé par lui au Budget de 1876 et ayant pour objet de réduire à 60 millions la fabrication des pièces d'argent de 5 francs (A., t. 12, p. 227) ; au sujet du délai de promulgation de la loi relative aux bouilleurs de cru (A., t. 13, p. 268). = Est proclamé *Sénateur inamovible* (A., t. 13, p. 217). = Fait part à l'Assemblée, comme *Vice-Président*, d'un incident constaté dans le dépouillement du 5e scrutin pour la nomination des Sénateurs (A., t. 13, p. 285).

DUCOUX (M.), *Député élu par le département de Loir-et-Cher.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 35). — Son élection est validée (A., t. 1, p. 60). = Membre d'une Commission (F., n° 269 ; J. O. de 1872, p. 2909). = Dépose trois pétitions relatives : au rachat à l'Allemagne de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 254) ; à un nouveau mode d'avancement dans l'armée (A., t. 2, p. 453) ; à la cessation de la guerre civile (A., t. 2, p. 573). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 512 ; t. 6, p. 211, 560 ; t. 7, p. 305 ; t. 12, p. 411 ; t. 15, p. 437). — S'excuse de son absence (A., t. 13, p. 121). — Son décès est annoncé à l'Assemblée (A., t. 17, p. 59).

DUCROS (M.), *Préfet de la Loire, à Saint-Étienne.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 776 à 781). — Sa rectification adressée au Président de cette Commission (A., t. 10, p. 270).

DUCROT (M. le général), *Député élu par le département de la Nièvre.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 36). = Président : du 5e Bureau (F., n° 123 ; J. O. de 1871, p. 2248) ; du 4e Bureau (F., n° 289 ; J. O. de 1873, p. 3519) ; et du 10e Bureau (F., n° 517 ; J. O. de 1873, p. 6754). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 20, 84, 117, 151, 161, 278 ; M. B. de 1871, p. 201 ; J. O. de 1871, p. 1230, 2086, 3126, 3435 ; J. O. de 1872, p. 3174) ; de la Commission des Quinze (F., n° 20 ; M. B. de 1871, p. 201) ; et de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73 ; J. O. de 1871, p. 1111). = Sa proposition ayant pour objet d'autoriser le Garde des Sceaux à poursuivre les journaux l'*Indépendant des Pyrénées-Orientales* et la *Constitution* (I., n° 883 ; A., t. 7, an., p. 163 ; J. O. de 1872, p. 1271). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la création d'un Comité de défense (I., n° 1107 ; A., t. 11, p. 209, an., p. 53 ; J. O. de 1872, p. 3381). = Est entendu : sur un incident relatif à la vérification de l'élection de M. le général Garibaldi par le département d'Alger (A., t. 1, p. 210, 211) ; sur l'état des travaux de la Commission des Quinze (A., t. 2, p. 15) ; sur la proposition de M. le comte d'Osmoy tendant à voter des félicitations au 43e de ligne (A., t. 2, p. 60). — S'excuse de son absence (A., t. 2, p. 215). — Obtient des congés (A., t. 2, p. 701, 712 ; t. 13, p. 200 ; t. 14, p. 58). — Dépose une demande d'interpellations au sujet des élections municipales du département de la Nièvre (A., t. 2, p. 903). — Demande l'ajournement de ces interpellations (A., t. 3, p. 2). — Sa réclamation contre l'interprétation donnée par M. Langlois à ses paroles à l'appui de cette demande d'ajournement (A., t. 3, p. 46). — Parle dans la discussion : de ces interpellations (A., t. 3, p. 182 à 186, 190) ; de la proposition de M. Calemard de Lafayette tendant à obtenir la création d'une Commission de trente membres, dite de la Réorganisation de l'armée (A., t. 3, p. 47) ; du projet de loi relatif au Traité de paix définitif avec l'Allemagne (A., t. 3, p. 81) ; du projet de loi tendant à imposer d'office la commune d'Égletons (Corrèze) pour le remboursement d'un emprunt (A., t. 3, p. 139, 140) ; du projet de loi relatif à l'annulation du décret du 13 octobre 1870 sur l'avancement dans l'armée (A., t. 4, p. 530) ; de la proposition de MM. Vandier et autres, relative à la dissolution des Gardes nationales (A., t. 5, p. 125) ; des propositions :

1° de MM. Rivet et autres sur l'organisation du Pouvoir exécutif; 2° de MM. Adnet et autres sur la confirmation des pouvoirs de M. Thiers; 3° de M. de Belcastel sur la forme définitive du Gouvernement (A., t. 5, p. 237). — Demande le renvoi du projet de loi de crédit destiné au chauffage du Palais de Versailles, à la Commission chargée d'étudier les questions relatives à l'installation des Ministères à Versailles (A., t. 5, p. 612, 614). — Est entendu dans la discussion : des interpellations de M. Raoul Duval relatives à l'attitude du Ministère vis-à-vis de M. Ranc (A., t. 6, p. 204); du projet de loi tendant à autoriser la poursuite de divers journaux devant les tribunaux compétents (A., t. 7, p. 445, 448, 450); du Budget du Ministère de la Justice pour l'Exercice 1872 (Légion d'Honneur : *Traitements des membres de l'Ordre*, A., t. 8, p. 624). — Donne lecture de sa proposition relative à la création d'un Comité de défense, et en demande l'urgence (A., t. 11, p. 209). — Parle dans la discussion : du projet de loi relatif à la composition des Conseils de guerre (A., t. 11, p. 399, 400); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 70, 179 à 189, 379, 445). — Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 235). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense Nationale (A., t. 24, p. 250 à 274). — Sa déposition devant la Commission des Marchés, relativement à l'Enquête sur le matériel de la Guerre (A., t. 17, an., p. 315 à 323). — Lettre par laquelle il adresse à l'Assemblée sa démission de Représentant (A., t. 28, p. 51). = Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'élection de M. le baron de Bourgoing par le département de la Nièvre (A., t. 40, an., p. 34 à 37).

DUCUING (M.), *Député élu par le département des Hautes-Pyrénées.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 20). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., n°s 11, 40, 99, 102, 142, 146, 164, 211, 218, 231, 241, 245, 264, 284, 301, 321, 359, 403, 448, 450, 454, 511, 517, 575, 621, 633, 644, 650; M. B. de 1871, p. 209; J. O. de 1871, p. 542, 1545, 1596, 2865, 2985, 3513; J. O. de 1872, p. 765, 975, 1398, 1649, 1784, 2757, 3360, 3872, 4516, 7197; J. O. de 1873, p. 580, 2032, 2113, 2231, 5018, 6751; J. O. de 1874, p. 809, 2358, 3504, 3888, 4089); de la Commission chargée d'examiner les projets de lois portant règlement définitif des Budgets de l'Exercice 1867 et de l'Exercice 1868 (F., n° 321; J. O. de 1872, p. 4516); et de la Commission de permanence de 1874 (A., t. 30, p. 647). = Sa proposition tendant à adresser, au nom de la France, aux populations de la Belgique, de la Suisse et de l'Angleterre, l'expression de sa reconnaissance (I., n° 26; A., t. 1, p. 131, an., p. 15; J. O. de 1871, p. 345). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative aux arrangements amiables entre créanciers et débiteurs (I., n° 51; A., t. 1, p. 300, an., p. 34; J. O. de 1871, p. 375). — Sa proposition sur les concordats amiables (I., n° 116; A., t. 2, p. 307; J. O. de 1871, p. 660). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, concernant les prorogations d'échéances des effets de commerce autorisées par la loi du 22 mars 1871 (I., n° 123; A., t. 2, p. 367; J. O. de 1871, p. 752). — Ses propositions : ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Finances à recevoir, par l'intermédiaire de la Banque de France et de ses succursales, des comptes-courants particuliers, remboursables à volonté et productifs d'intérêts à 3 p. 100 (I., n° 695; A., t. 6, an., p. 361; J. O. de 1871, p. 5364); prescrivant les mesures nécessaires pour arrêter les ravages causés par les insectes nuisibles à l'agriculture (I., n° 867; A., t. 7, an., p. 137; J. O. de 1872, p. 1246). — Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : de consacrer exclusivement le jeudi de chaque semaine au travail des Commissions (I., n° 1099; A., t. 11, p. 168, an., p. 39; J. O. de 1872, p. 3364); d'établir une taxe sur les domestiques (I., n° 1247; A., t. 12, an., p. 88; J. O. de 1872, p. 4545). = Son rapport sommaire sur la proposition de M. Amat ayant pour objet l'établisse-

ment d'un impôt de 25 centimes par mille francs sur toute la fortune de la France (I., n° 870 ; A., t. 7, an., p. 141 ; J. O. de 1872, p. 1150). — Ses rapports : sur le projet de loi tendant à élever de 34 à 48 millions la limite maximum de l'émission de la Banque d'Algérie (I., n° 973 ; A., t. 8, an., p. 82 ; J. O. de 1872, p. 2095) ; sur la proposition de MM. Roger-Marvaise et autres, ayant pour objet l'établissement de succursales de la Banque de France dans les départements où il n'en existe pas, avec obligation pour la Banque de France et ses succursales de recevoir des comptes-courants portant intérêt (I., n° 1054 ; A., t. 10, an., p. 39 ; J. O. de 1872, p. 2909). — Son rapport supplémentaire sur cette proposition (I., n° 1559 ; A., t. 15, an., p. 164 ; J. O. de 1873, p. 623). — Son rapport sur la proposition de M. Paul Cottin ayant pour objet d'ajouter deux articles complémentaires au titre VI du Code forestier (Des bois des communes et des établissements publics) (I., n° 1235 ; A., t. 12, an., p. 54 ; J. O. de 1872, p. 4653). — Son rapport préliminaire sur sa proposition prescrivant les mesures nécessaires pour arrêter les ravages causés par les insectes nuisibles à l'agriculture (I , n° 2204 ; A., t. 29, an., p. 278 ; J. O. de 1874, p. 1477, 1567).— Ses rapports : sur cette proposition (I., n° 2554 ; A., t. 33, an., p. 38 ; J. O. de 1874, p. 5506) ; sur le projet de loi portant prorogation du privilège des Banques coloniales et des statuts desdites Banques (I., n° 2245 ; A., t. 30, an., p. 16 ; J. O. de 1874, p. 2439, 2454). = Son rapport sur les élections du département des Pyrénées-Orientales (A., t. 1, p. 21). — Ses observations : au sujet de la proposition de M. Germain tendant à ouvrir un crédit de 100 millions au Ministre des Finances (A., t. 1, p. 73) ; sur l'urgence des options par les Députés élus dans plusieurs départements (A., t. 1, p. 82) ; à propos des démissions : de MM. Varroy et Brice (de la Meurthe) et de M. Claude (des Vosges) (A., t. 1, p. 136) ; de M. le colonel Denfert-Rochereau et de M. George (des Vosges) (A , t. 1, p. 298, 299). — Donne lecture de sa proposition tendant à adresser les remerciements de la France aux populations de la Belgique, de la Suisse et de l'Angleterre (A., t. 1, p. 151). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à proroger l'échéance des effets de commerce (A., t. 1, p. 258, 259, 260, 267, 269). — Donne lecture de sa proposition relative aux arrangements amiables entre créanciers et débiteurs commerciaux, et en demande l'urgence (A., t. 1, p. 300). — Ses observations sur l'urgence de l'examen de cette proposition par la Commission d'initiative (A., t. 2, p. 188). — Sa motion relative aux insignes à porter par les Représentants (A., t. 2, p. 59, 60). — Est entendu dans la discussion de la proposition de M. Millière relative à la prorogation des échéances des effets de commerce (A., t. 2, p. 95, 99, 102). — Donne lecture de sa nouvelle proposition sur les concordats amiables, et en demande l'urgence (A., t. 2, p. 307). — Ses observations en vue de la réunion des Bureaux pour l'examen de sa proposition (A., t. 2, p. 330). — Est entendu dans la discussion : du premier projet de la Commission sur cette proposition (A., t. 2, p. 686) ; du nouveau projet de la Commission sur cette même proposition (A., t. 5, p. 495). — Lettre par laquelle il déclare retirer la partie non adoptée de sa proposition (A., t. 27, p. 52). — Expose les motifs de ce retrait (A., t. 27, p. 81). — Donne lecture de sa proposition relative aux prorogations des échéances, et en demande l'urgence (A., t. 2, p. 367). — Demande la mise en discussion de sa proposition (A., t. 2, p. 705). — Prend part à la discussion : de cette proposition (A., t. 2, p. 716) ; du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 581, 589, 623, 624, 625, 637, 638, 663). — Dépose une pétition relative à la prorogation des échéances commerciales (A., t. 2, p. 876). — Parle : sur la demande d'ajournement du projet de loi relatif aux échéances dans le département de la Seine (A., t. 3, p. 700, 701) ; dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 3, p. 732, 733, 734, 746) ; du projet de loi relatif aux droits de douane sur les marchandises en cours de voyage (A., t. 3, p. 914) ; à propos des questions : de M. Jullien sur l'insuffisance des moyens de transport par les voies ferrées (A., t. 4, p. 36) ; de M. Javal sur l'insuffisance du nombre des Conseils de guerre chargés de juger les insurgés du 18 mars (A., t. 5, p. 609). — Donne lecture de sa proposition relative

aux comptes-courants particuliers, et en demande l'urgence (A., t. 6, p. 66). — Est entendu, comme Rapporteur : sur la prise en considération de la proposition de M. Amat relative à l'établissement d'un impôt de 25 centimes par 1,000 fr. sur toute la fortune de la France (A., t. 7, p. 548, 549) ; sur l'urgence du projet de loi relatif à la limite maximum de l'émission de la Banque de l'Algérie (A., t. 8, p. 549). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 818 à 820). — Présente, dans la discussion du projet de loi sur les créances hypothécaires, une proposition sur la taxe des domestiques (A., t. 12, p. 551). — Demande, en qualité de Rapporteur, la mise à l'ordre du jour de la troisième délibération sur la proposition de MM. Roger-Marvaise et autres, concernant l'établissement de succursales de la Banque de France dans les départements où il n'en existe pas (A., t. 15, p. 100). — Donne lecture de son rapport supplémentaire sur cette proposition (A., t. 15, p. 264). — Est entendu : dans la discussion de cette proposition (*Troisième délibération*, A., t. 15, p. 353, 354, *rectification*, p. 369); sur la prise en considération de sa proposition tendant à prescrire les mesures nécessaires pour arrêter les ravages causés par les insectes nuisibles à l'agriculture (A., t. 17, p. 19) ; dans la discussion du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Chèques*, A., t. 29, p. 647, 648, 652. *Droits sur les sucres*, t. 30, p. 407, 408. *Taxe à l'importation des salaisons étrangères*, t. 30, p. 423, 426). — Parle, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi portant prorogation du privilège des Banques coloniales et de leurs statuts (*Deuxième délibération*, A., t. 31, p. 189, 198, 200. *Troisième délibération*, t. 32, p. 374). — Son rapport sur une pétition (A., t. 35, p. 413). = N. B. — Son décès, survenu pendant la prorogation de 1875, n'a pas été notifié à l'Assemblée.

DUFAUR (M. Xavier), *Député élu par le département des Basses-Pyrénées.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 20). — Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., n°s 49, 58, 81, 95, 125, 152, 178, 201, 478, 717, 796, 842 ; J. O. de 1871, p. 712, 867, 1188, 1476, 2333, 3155, 5137 ; J. O. de 1872, p. 456 ; J. O. de 1873, p. 3817 ; J. O. de 1875, p. 160, 4340, 9073). = Obtient un congé (A., t. 11, p. 10).

DUFAURE (M. Jules), *Député élu par les départements de la Charente-Inférieure, de la Gironde, de l'Hérault, de la Seine-Inférieure et du Var.*

Son élection est validée pour les départements : de la Charente-Inférieure (A., t. 1, p. 12) ; de l'Hérault (A., t. 1, p. 15) ; de la Gironde (A., t. 1, p. 32). — La validation de son élection pour le département du Var est ajournée (A., t. 1, p. 41). — Son élection pour le département de la Seine-Inférieure est validée (A., t. 1, p. 54). — Déclare opter pour le département de la Charente-Inférieure (A., t. 1, p. 87). — Son élection pour le département du Var est validée (A., t. 1, p. 174). = Président : du 11e Bureau (F., n° 4 ; M. B. de 1871, p. 13) ; du 15e Bureau (F., n° 562 ; J. O. de 1874, p. 354) ; et du 7e Bureau (F., n° 588 ; J. O. de 1874, p. 1226). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 6, 40, 686 ; M. B., p. 18 ; J. O. de 1871, p. 542 ; J. O. de 1874, p. 5848) ; et de la 1re Commission des Trente chargée d'examiner les Lois constitutionnelles (A., t. 28, p. 37). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : la nomination de M. Thiers comme Chef du Pouvoir exécutif de la République française (I., n° 1 ; A., t. 1, p. 57, an., p. 3 ; J. O. de 1871, p. 251) ; la levée de l'état de siège dans la ville de Rochefort (Charente-Inférieure) (I., n° 2522 ; A., t. 32, an., p. 373 ; J. O. de 1874, p. 4831). = Est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [Arrêté du 19 février 1871] (B. des L., n° 332 ; M. B., p. 221). — Est entendu, en cette qualité : sur la fixation du jour des interpellations de M. Millière au sujet des poursuites exercées à propos des événements du 31 octobre 1870 et du 22 janvier 1871 (A., t. 1, p. 80) ; dans la discussion du projet de loi relatif aux Pré-

liminaires de paix, sur un incident soulevé au sujet de la responsabilité de la guerre (A., t. 1, p. 103). — Donne lecture d'un projet de loi tendant à annuler les décrets du 28 janvier et du 3 février 1871 qui ont prononcé la révocation de quinze magistrats inamovibles, et en demande l'urgence (A., t. 1, p. 130). — Prend part à la discussion de ce projet de loi (A., t. 2, p. 128). — Donne lecture d'un projet de loi relatif à la prorogation de l'échéance des effets de commerce et en demande l'urgence (A., t. 1, p. 167). — Parle : à propos du dépôt du rapport sur ce projet de loi (A., t. 1, p. 231, 235); dans la discussion du même projet de loi (A., t. 1, p. 259, 260, 262, 263, 265 à 269); sur la question de M. Tolain au sujet de l'application des articles 291 et 292 du Code pénal et de la loi du 10 avril 1834, relatifs aux associations (A., t. 1, p. 203); sur la fixation du jour des interpellations de M. Bergondi, au sujet des mesures prises à Nice, par le Préfet et le Secrétaire général des Alpes-Maritimes, contre la liberté de la presse et contre la liberté individuelle (A., t. 1, p. 253); dans la discussion du projet de Résolution relatif à la translation du siège de l'Assemblée (A., t. 1, p. 288); sur l'urgence de la proposition de M. Millière, relative à la prorogation de l'échéance des effets de commerce (A., t. 2, p. 8); dans la discussion de cette proposition (A., t. 2, p. 100, 102, 109). — Répond à la question de M. Bethmont au sujet de la présentation d'une loi sur les loyers (A., t. 2, p. 149). — Donne lecture de ce projet de loi, relatif à la question des loyers dans le département de la Seine, et en demande l'urgence (A., t. 2, p. 155, 156). — Prend part à la discussion de ce projet de loi (A., t. 2, p. 585, 589, 618, 620, 625, 661). — Donne lecture d'un projet de loi relatif à l'ajournement des élections des juges aux Tribunaux de commerce, et en demande l'urgence (A., t. 2, p. 156).— Parle, à propos de la discussion de ce projet de loi, sur une question incidente de M. Tirard (A., t. 2, p. 248). — Dépose un projet de loi tendant à attribuer au jury la connaissance des délits de presse, et en demande l'urgence (A., t. 2, p. 167). — Demande le dépôt du rapport sur ce projet de loi (A., t. 2, p. 332). — Prend part à la discussion y relative (A., t. 2, p. 496, 523). — Répond à la question de M. Johnston au sujet d'articles publiés dans le *Vengeur* et dans le *Rappel* par MM. Millière et Lockroy, Députés (A., t. 2, p. 238, 251). — Donne lecture d'un projet de loi tendant à abréger les procédures dévant les Conseils de guerre, et en demande l'urgence (A., t. 2, p. 276). — Est entendu sur la question de M. de Peyramont relative aux événements de Limoges (A., t. 2, p. 337). — Dépose un projet de loi tendant à pourvoir au service judiciaire dans les communes et cantons de la Moselle et des Vosges, et en demande l'urgence (A., t. 2, p. 366, 367). — Répond à la question de M. Louis Blanc au sujet de sa Circulaire aux Procureurs généraux à l'occasion de la nouvelle loi sur la presse (A., t. 2, p. 713, 715). — Est entendu : sur la fixation du jour des interpellations de M. Luro au sujet de la réintégration des fonctionnaires ou magistrats révoqués par la Délégation de Tours et de Bordeaux (A., t. 2, p. 778); dans la discussion de ces interpellations (A., t. 2, p. 824 à 826). — Donne lecture d'un projet de loi relatif à l'inaliénabilité des propriétés publiques ou privées, saisies ou soustraites à Paris depuis le 18 mars 1871, et en demande l'urgence (A., t. 2, p. 788). — Prend part à la discussion de ce projet de loi (A., t. 2, p. 938, 941). — Répond à la question de M. de Belcastel sur les intentions du Gouvernement au sujet de l'exécution des lois contre les insurgés de Paris (A., t. 2, p. 912). — Parle sur l'incident soulevé par M. Mortimer Ternaux, au sujet d'un récit de l'entrevue des délégués du Conseil municipal de Bordeaux avec le Chef du Pouvoir exécutif (A., t. 2, p. 915). — Donne lecture d'un projet de loi sur l'exercice du droit de grâce, et en demande l'urgence (A., t. 3, p. 137). — Dépose un projet de loi sur la prorogation des échéances des effets de commerce dans le département de la Seine, et en demande l'urgence (A., t. 3, p. 386). — Est entendu : sur l'ajournement de la discussion de ce projet de loi (A., t. 3, p. 700); dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 3, p. 733, 742) — Parle : en réponse à la question de M. Tirard au sujet de l'exécution de la loi sur les loyers, à Paris (A., t. 3, p. 424); à

propos des observations de M. Delpit sur le mode de publication du *Journal officiel* (A., t. 3, p. 470) ; sur l'urgence de la proposition de M. Wallon ayant pour objet de suppléer provisoirement aux actes de l'État civil incendiés dans Paris (A., t. 3, p. 475, 476). — Dépose deux projets de lois relatifs au même objet, et en demande l'urgence (A., t. 3, p. 661). — Prend part à la discussion : de cette proposition et d'un de ces projets de lois (A., t. 3, p. 880) ; du projet de loi sur le rétablissement du cautionnement des journaux (A., t. 3, p. 770 à 773). — Répond à la question de M. Margaine sur l'affaire des marchés d'armes passés à New-York (A., t. 4, p. 97). — Parle dans la discussion sur les élections de MM. Arrazat et Castelnau par le département de l'Hérault (A., t. 4, p. 212 à 214, 215, 218, 219, 222). — Répond : à la question de M. de Ravinel à propos de l'incendie du Palais ducal de Nancy et d'un article de l'*Impartial de l'Est* à ce sujet (A., t. 4, p. 227, 228) ; à la nouvelle question de M. Varroy sur le même sujet (A., t. 4, p. 403). — Dépose un projet de loi sur les titres au porteur perdus ou volés pendant l'insurrection, et en demande l'urgence (A., t. 4, p. 333). — Répond à la question de M. Wilson relative aux magistrats ayant fait partie des Commissions mixtes (A., t. 4, p. 380). — Dépose un projet de loi sur l'application de la contrainte par corps pour le recouvrement des frais de justice criminelle, et en demande l'urgence et le renvoi à la Commission du Budget (A., t. 4, p. 506). — Donne lecture d'un projet de loi tendant à régler les pensions et indemnités des membres de l'ancien Conseil d'État non replacés, et en demande l'urgence (A., t. 4, p. 507). — Donne lecture d'un projet de loi ayant pour objet d'établir des peines contre les affiliés à l'Association internationale des travailleurs, et en demande l'urgence (A., t. 4, p. 507). — Parle : sur la remise de la discussion de ce projet de loi (A., t. 8, p. 157) ; dans la discussion du même projet de loi (A., t. 8, p. 304, 313). — Répond à la question de M. d'Aboville au sujet d'un article de l'*Avenir libéral* relatif à un prétendu projet de dissolution de l'Assemblée (A., t. 4, p. 555). — Dépose deux projets de lois relatifs à la reconstitution des actes de l'État civil de Paris, et en demande l'urgence (A., t. 5, p. 65, 66). — Est entendu dans la discussion : du second de ces projets de lois (A., t. 7, p. 533) ; de la proposition de MM. Vandier et autres, relative à la dissolution des Gardes nationales (A., t. 5, p. 127). — Présente, au nom du Gouvernement, un considérant additionnel au projet de la Commission chargée d'examiner les propositions : 1° de MM. Rivet et autres, sur l'organisation du Pouvoir exécutif ; 2° de MM. Adnet et autres, sur la confirmation des pouvoirs de M. Thiers ; 3° de M. de Belcastel, sur la forme définitive du Gouvernement (A., t. 5, p. 202). — Prend part à la discussion de ces propositions (A., t. 5, p. 233). = Est nommé *Vice-Président du Conseil des Ministres* [Décret du 2 septembre 1871] (B. des L., n° 488 ; J. O., p. 3162). — Est entendu, en cette qualité, dans la discussion : de la proposition de MM. de Ravinel et autres, relative à l'installation des différents Ministères à Versailles (A., t. 5, p. 483 à 485) ; du Budget rectifié de l'Exercice 1871 (Justice : *Replacement des anciens magistrats de l'Alsace et de la Lorraine*, A., t. 5, p. 561). — Donne lecture d'un projet de loi tendant à autoriser la poursuite de divers journaux, à raison d'articles offensants contre la Commission des Grâces, et en demande l'urgence (A., t. 6, p. 44, 45). — Prend part à la discussion de ce projet de loi (A., t. 7, p. 444, 455, 457). — Dépose un projet de loi tendant à limiter au 31 décembre 1871 les effets de la loi sur les loyers et en demande l'urgence (A., t. 6, p. 67). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif au mode d'élection des juges aux Tribunaux de commerce (A., t. 6, p. 179, p. 185, 221) ; des interpellations de M. Raoul Duval relatives à l'attitude du Ministère vis-à-vis des membres de la Commune, et spécialement vis-à-vis de M. Ranc (A., t. 6, p. 201 à 203, 205). — Demande : le renvoi à la Commission de l'Organisation judiciaire, de la proposition de M. Flotard tendant à suspendre provisoirement l'application du décret sur la limite d'âge des magistrats (A., t. 6, p. 438) ; l'urgence, en première délibération, du projet de loi relatif à la réorganisation des actes de l'État civil dans les départements (A., t. 6, p. 439). — Dépose un projet de loi

ayant pour objet de supprimer la Cour de Metz et de faciliter le replacement ou l'admission à la retraite des magistrats de l'Alsace et de la Lorraine, et en demande l'urgence (A., t. 6, p. 465). — Prend part à la discussion sur le projet de loi (A., t. 8, p. 527, 537, 539, 541). — Demande le renvoi de la discussion sur le projet de loi tendant à augmenter le maximum de la part contributive de l'État dans la dépense annuelle de la police municipale de Paris (A., t. 7, p. 446). — Répond à la question de M. de Gavardie sur la vente autorisée d'une brochure intitulée : *le Catéchisme Populaire républicain* (A., t. 7, p. 405; t. 11, p. 269). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Première délibération*, A., t. 7, p. 655. *Deuxième délibération*, t. 11, p. 109, 154); des propositions de MM. Arago, Bérenger, de Peyramont, Bottieau et Delsol, relatives au mode de nomination et à la mise à la retraite des magistrats (*Deuxième délibération*, A., t. 8, p. 16; t. 11, p. 269, 320). — Répond à la question de M. Henri Brisson au sujet de la publication par la Commission d'Enquête du 18 mars, de quatorze rapports de Premiers Présidents de Cours d'appel (A., t. 8, p. 161). — Est entendu : sur la prise en considération de la proposition de MM. Bottieau et autres, tendant à conférer à la Chambre du Conseil des Tribunaux d'arrondissement le règlement des procédures criminelles (A., t. 8, p. 243); dans la discussion du Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1872 (*Traitements des Membres de la Cour de cassation*, A., t. 8, p. 616. *Création d'un Tribunal de commerce à Bône* (*Algérie*), p. 621. Légion d'Honneur : *Gratifications et suppléments de traitements aux membres de l'Ordre*, p. 626, 627, 628). — Répond à la question de M. de Belcastel sur l'introduction en France du journal italien *La Rana* (A., t. 11, p. 224). — Demande l'ajournement de la discussion de la proposition de MM. Tolain et autres, tendant à abroger les art. 291 et 294 du Code pénal et la loi du 10 avril 1834 sur le droit d'association (A., t. 11, p. 321). — Est entendu dans la discussion de cette proposition (*Première délibération*, A., t. 11, p. 426). — Répond à la question de M. Paris au sujet de paroles attribuées par les journaux à M. Andrieux, Procureur de la République à Lyon (A., t. 12, p. 58). — Est entendu : dans la discussion de la demande de communication aux magistrats militaires chargés de l'instruction de la Capitulation de Metz, des dépositions et documents recueillis par la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 13, p. 19); sur la fixation du jour des interpellations de M. de Belcastel au Gouvernement au sujet de sa politique intérieure (A., t. 13, p. 294, 536); sur la mise à l'ordre du jour et l'urgence du projet de loi tendant à modifier la formation du jury en matière criminelle (A., t. 13, p. 533, 535); dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 14, p. 50 à 53, 72, 138); sur la fixation du jour des interpellations de M. le général Changarnier à l'occasion des voyages de M. Gambetta en Savoie et en Dauphiné pendant les vacances parlementaires de 1872 (A., t. 14, p. 7). — Prend part à la discussion : de ces interpellations (A., t. 14, p. 98, 99); de la proposition de M. Audren de Kerdrel tendant à la nomination d'une Commission chargée de présenter un projet de Réponse au Message du Président de la République (A., t. 14, p. 285 à 288); des pétitions relatives à la dissolution de l'Assemblée (A., t. 14, p. 563, 595 à 599); du Budget de l'Exercice 1873 (Justice : *Réduction du personnel : des Cours d'appel*, A., t. 14, p. 405; *des Tribunaux de première instance*, p. 414. Légion d'Honneur : *Décorations aux membres de l'Ordre sans traitement*, p. 713). — Parle : sur la fixation du jour des interpellations de M. de Belcastel au sujet des faits relatifs à la démission de M. de Bourgoing, Ambassadeur de France à Rome auprès du Saint-Siège (A., t. 15, p. 9); dans la discussion de ces interpellations converties en question (A., t. 15, p. 151); sur la demande de renvoi à la Commission des Établissements pénitentiaires, du projet de loi sur la surveillance de la haute police (A., t. 15, p. 149); dans la discussion : du projet de loi de crédit destiné à augmenter de 10,000 fr. le traitement du Grand Chancelier de la Légion d'Honneur (A., t. 15, p. 336); du projet de loi portant modification ou abrogation de divers articles du Code d'Instruction criminelle, en

ce qui concerne l'organisation des Tribunaux de police (*Troisième délibération*, A., t. 15, p. 362) ; du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 204, 244 à 248, 331, 336, 361 à 364, 383, 425) ; du projet de loi portant formation de trois nouveaux cantons dans le département de Meurthe-et-Moselle (A., t. 17, p. 12, 14) ; des interpellations de MM. Rouvier et autres, sur la situation spéciale faite à divers journaux dans les départements du Midi (A., t. 17, p. 129) ; des pétitions : 1° du prince Napoléon ; 2° d'électeurs d'Ajaccio, au sujet de l'expulsion de ce Prince du territoire français (A., t. 17, p. 166 à 170, 176). — Donne lecture d'un projet de loi tendant à interdire pendant cinq ans, aux membres de la Famille impériale, l'entrée et la résidence sur le territoire français, sans une autorisation du Gouvernement (A., t. 17, p. 177). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 396). — Lettre par laquelle il demande la nomination d'une Commission chargée de proposer une liste de candidats à la place vacante au Conseil d'État par la démission de M. Pascal (A., t. 18, p. 5). — Demande la remise au lendemain de la fixation du jour des interpellations de MM. le duc de Broglie et autres, au sujet des dernières modifications du Ministère et de la politique intérieure du Gouvernement (A., t. 18, p. 2). — Déclare que le Gouvernement accepte la discussion des interpellations pour le jour proposé par les signataires (A., t. 18, p. 6). — Communique à l'Assemblée la Délibération du Conseil des Ministres déclarant que le Président de la République exercera le droit de prendre part à la discussion de ces interpellations (A., t. 18, p. 34). — Est entendu dans la discussion de ces interpellations (A., t. 18, p. 37 à 40, 41, 60, 64). — Annonce à l'Assemblée la démission des Ministres, et communique au Président un Message de M. Thiers relatif à sa démission des fonctions de Président de la République (A., t. 18, p. 63). = Sa motion, comme Député, tendant à la mise à l'ordre du jour des Bureaux, des projets de Lois Constitutionnelles présentés par lui au nom du précédent Gouvernement (A., t. 19, p. 8). — Ses observations sur le procès-verbal, en réponse à M. Buffet, concernant l'interprétation du droit attribué au Président de l'Assemblée de renvoyer aux Bureaux les projets de lois présentés par le Gouvernement (A., t. 19, p. 18). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à compléter l'article 10 du Code de Justice militaire, en permettant d'ajouter un ou deux juges supplémentaires aux juges ordinaires des Conseils de guerre (A., t. 19, p. 461). — Demande le renvoi à la Commission qui sera chargée de l'examen des Lois Constitutionnelles, de la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation pour dix ans des pouvoirs de M. le Maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 6, 8, 18). — Est entendu dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Justice : *Effectif des Cours d'appel*, A., t. 28, p. 159. Imprimerie nationale : *Crédit de l'exploitation*, p. 234) ; du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Chèques*, A., t. 29, p. 632) ; du projet de loi électorale (*Première délibération*, A., t. 31, p. 304). — Ses observations au sujet de la fréquence des demandes de rectifications dans les textes de lois votées par l'Assemblée (A., t. 32, p. 19). — Parle : dans la discussion de la proposition de M. Casimir Périer relative aux Pouvoirs publics (A., t. 33, p. 314 à 320) ; sur la motion de M. Batbie tendant à la mise à l'ordre du jour des projets de lois concernant l'organisation des Pouvoirs publics et le Sénat, avec priorité en faveur de la loi sur le Sénat (A., t. 35, p. 436) ; dans la discussion des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 376, 390, 401 à 407). = Est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [Décret du 10 mars 1875] (B. des L., n° 3956 ; J. O., p. 1833). — Sa lettre au Président de l'Assemblée, portant transmission d'un jugement et d'un arrêt qui déclarent en état de faillite M. Hulin, membre de l'Assemblée nationale (A., t. 38, p. 29). — Donne lecture de deux projets de lois sur les rapports des Pouvoirs publics et sur les élections des Sénateurs, et en demande le renvoi à la Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 38, p. 96 à 99, 104). — Ses observa-

tions sur le mode de nomination de la nouvelle Commission des Trente, en remplacement de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles, dont les membres sont démissionnaires (A., t. 38, p. 165). — Répond à la question de M. de Lorgeril au sujet de la soustraction, au Ministère de la Justice, de trois dépêches confidentielles adressées à M. Tailhand, alors Garde des Sceaux, par le Procureur général près la Cour de Rennes, à l'occasion de l'élection de M. l'amiral de Kerjégu dans le département des Côtes-du-Nord (A., t. 39, p. 15). — Est entendu : à propos de la motion de M. Laboulaye tendant à la mise en tête de l'ordre du jour, de la première délibération sur le projet de loi relatif aux rapports des Pouvoirs publics (A., t. 39, p. 52) ; dans la discussion de ce projet de loi (*Deuxième délibération*, A., t. 39, p. 474, 476. *Troisième délibération*, t. 40, p. 112) ; à l'occasion de la proposition déposée par M. Depeyre, et portant ouverture d'un crédit de deux millions pour secours aux victimes des inondations du Midi (A., t. 39, p. 188, 216) ; sur la proposition de M. Bottieau ayant pour objet de porter à l'ordre du jour du 12 juillet 1875 la vérification de l'élection de M. le baron de Bourgoing par le département de la Nièvre (A., t. 39, p. 357, 358) ; dans la discussion : des interpellations de M. Raoul Duval sur la conduite que le Gouvernement entend tenir à l'égard du Comité de l'Appel au peuple (A., t. 40, p. 30, 92 à 94, 100, 102) ; du Budget de l'Exercice 1876 (Justice : *Suppression du Conseil de droit musulman à Alger*, A., t. 40, p. 178) ; de la proposition de M. Malartre tendant à la prorogation de l'Assemblée nationale, à partir du vote du Budget de 1876 jusqu'au 30 novembre 1875 (A., t. 41, p. 42) ; du projet de loi relatif aux élections des Sénateurs (*Deuxième délibération*, A., t. 41, p. 104, 118, 149, 150, 151, 152, 153, 157. *Troisième délibération*, t. 41, p. 329). — Répond aux questions de M. de Franclieu et de M. Pelletan, au sujet des intentions du Gouvernement à l'égard du projet de loi annoncé sur la presse (A., t. 42, p. 21, 146). — Prend part à la discussion du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 58, 59, 67, 125 à 134. *Troisième délibération*, t. 42, p. 273, 295, 407, 422, 465). — Parle dans la discussion du rapport sur les pétitions des huissiers d'un grand nombre de départements, qui réclament la revision des tarifs judiciaires (A., t. 42, p. 225). — Donne lecture du texte du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A., t. 42, p. 166). — Prend part à la discussion de ce projet de loi (A., t. 44, p. 167 à 169, 188, 193, 201, 228 à 231, 233, 235, 250 à 253). — Son allocution, comme *Vice-Président du Conseil des Ministres*, à la cérémonie de la transmission des Pouvoirs (A., t. 44, p. 401).

DUFAY (M.), *Député élu par le département de Loir-et-Cher.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 83). = Membre de Commissions (F., nos 317, 607, 697, 717, 824 ; J. O. de 1872, p. 4353 ; J. O. de 1874, p. 1881, 7981 ; J. O. de 1875, p. 160, 5510). = Obtient des congés (A., t. 7, p. 525 ; t. 12, p. 157, 411 ; t. 17, p. 42). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 35, p. 413 ; t. 44, p. 396).

DUFOUR (M.), *Député élu par le département de l'Indre.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 33). — Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., nos 40, 64, 77, 101, 607 ; J. O. de 1871, p. 542, 952, 1136, 1623 ; J. O. de 1874, p. 1881). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, concernant les conditions d'éligibilité au Conseil municipal de Paris (I., n° 159 ; A., t. 2, p. 676 ; J. O. de 1871, p. 776). = Son rapport sur les élections du département de l'Aube (A., t. 1, p. 49). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 174 ; t. 13, p. 200). — Son rapport sur l'élection de M. Francisque Reymond par le département de la Loire (A., t. 28, p. 6).

DUFOURNEL (M.), *Député élu par le département de la Haute-Saône.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 150).

= Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., n°s 22, 41, 328, 379 ; M. B. de 1871, p. 231 ; J. O. de 1871, p. 561 ; J. O. de 1872, p. 4725, 7817) ; et de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O. de 1871, p 471). — Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés ayant pour objet l'installation des différents Ministères à Versailles (I., n° 278 ; A., t. 3, p. 200 ; J. O. de 1871, p. 1279) ; l'établissement d'un impôt sur le revenu (I., n° 2229 ; A., t. 29, an., p. 319 ; J. O. de 1874, p. 1644) ; la réformation et la transformation de l'art. 2 de la loi du 2 août 1872 sur les bouilleurs de cru (I , n° 3404 ; A., t. 42, an., p. 9 ; J. O. de 1875, p. 9729). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 614 ; t. 6, p. 345 ; t. 15, p. 3, 148, 470 ; t. 19, p. 178). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (A., t. 29, p. 413 à 417). — S'excuse de son absence (A., t. 38, p. 7).

DUFRAYER (M.), *Conseiller d'État en Service extraordinaire.*

Est nommé Commissaire du Gouvernement pour la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Ministère des Finances) (A., t. 14, p. 475).

DUMARNAY (M.), *Député élu par le département du Finistère.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 31). = Membre de diverses Commissions (F., n°s 201, 440, 674 ; J. O. de 1872, p. 456 ; J. O. de 1873, p. 1769 ; J. O. de 1874, p. 4933). = Sa lettre au sujet du vote qu'il aurait émis, s'il eut été présent, sur le projet de loi relatif aux Préliminaires de paix (A., t. 1, p. 230). — Obtient un congé (A., t. 29, p. 282). —S'excuse de son absence (A., t. 36, p. 351).

DU MARTROY (M. le vicomte), *ancien Conseiller d'État.*

L'un des candidats proposés pour le nouveau Conseil d'État (A., t. 13, p. 96, et an., p. 64). — Est élu par l'Assemblée *Conseiller d'État* (A., t. 13, p 299).

DUMON (M.), *Député élu par le département du Gers.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 15). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., n°s 201, 215, 229, 264, 301, 419, 454, 463, 488, 544 ; J. O. de 1872, p. 456, 889, 1295, 2757, 3872 ; J. O. de 1873, p. 1080, 2231, 3220, 4177, 7729). = Dépose des pétitions relatives au maintien de l'Assemblée hors de Paris et au rétablissement du vote à la commune (A , t. 1, p. 254). — Obtient un congé (A., t. 5, p. 455). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 237).

DUNOYER (M.), *publiciste de la rédaction du* Français.

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 867 à 884).

DUPANLOUP (Mgr), *Évêque d'Orléans, Député élu par le département du Loiret.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 35, 55). — Son élection est validée (A., t. 1, p. 147). = Président : du 10e Bureau (F., n° 189 ; J. O. de 1872, p. 113) ; du 7e Bureau (F., n° 463 ; J. O. de 1873, p. 3220) ; et du 12e Bureau (F., n° 588 ; J. O. de 1874, p. 1226). = Membre de Commissions (F., n°s 172, 181, 188, 549, 769 ; J. O. de 1871, p. 1960, 5229 ; J. O. de 1872, p. 89 ; J. O. de 1873, p. 7921 ; J. O. de 1875, p. 3405). = Obtient un congé (A., t. 2, p. 876). — Prend part à la discussion des pétitions d'un grand nombre d'Archevêques et d'Évêques relatives à la situation actuelle du Souverain-Pontife à Rome (A., t. 4, p. 252 à 255, 260). — Lettre par laquelle il s'excuse de son absence (A., t 6, p. 3). — Est entendu : sur la question de mise à l'ordre du jour de la discussion des pétitions relatives au Saint-Siège (A., t. 8, p. 376, 496, 497) ; dans la discussion : du

projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 44 à 50, 455 à 461, 480) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Instruction publique : *Incident relatif aux antécédents d'un Inspecteur de l'Enseignement primaire récemment nommé à Paris*, A., t. 14, p. 468) ; de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 50 à 56) ; des interpellations de MM. Johnston et autres, au sujet de la circulaire du Ministre de l'Instruction publique, du 27 septembre 1872, sur les réformes à apporter dans l'enseignement secondaire (A., t. 15, p. 243 à 249) ; du projet de loi et des propositions concernant les Commissions administratives des hospices et hôpitaux civils et des Établissements et Bureaux de bienfaisance (*Troisième délibération*, A., t. 17, p. 129 à 134) ; de la proposition de MM. Fresneau et Carron relative à l'organisation du service religieux dans l'armée de terre (*Deuxième délibération*, A., t. 29, p. 315 à 321. *Troisième délibération*, t. 31, p. 86, 93, 94). — Parle : sur la question de mise à l'ordre du jour de la première délibération sur la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (A., t. 33, p. 235) ; dans cette première délibération (A., t. 35, p. 35 à 43, 56 à 60) ; sur la question de mise à l'ordre du jour de la suite de la deuxième délibération sur cette proposition (A., t. 37, p. 246 à 248 ; t. 38, p. 243 à 245) ; dans cette deuxième délibération (A., t. 38, p. 398 à 400, 534 à 542, 545 à 552, 607 à 610). — Est nommé *Sénateur inamovible* (A., t. 44, p. 11).

DUPARC (M.), *Député élu par le département de la Haute-Savoie.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 32). = Membre de Commissions (F., nos 241, 575, 633 ; J. O. de 1872, p. 1649 ; J. O. de 1874, p. 809, 3504). = Prend part à la discussion du projet de loi tendant à proroger l'échéance des effets de commerce (A., t. 1, p. 263). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 698 ; t. 5, p. 2). — S'excuse de son absence (A., t. 14, p. 1). — Son rapport sur l'élection de M. Godissart par la colonie de la Martinique (A., t. 35, p. 157).

DUPIN (M. Félix), *Député élu par le département de l'Hérault.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 15). = Secrétaire du 11e Bureau (F., n° 215 ; J. O. de 1872, p. 889). = Membre de diverses Commissions (F., nos 11, 75, 81, 112, 117, 167, 251, 293, 401, 419, 450, 511, 584, 621, 627, 658, 824, 865 ; M. B. de 1871, p. 209 ; J. O. de 1871, p. 1124, 1188, 1952, 2086, 4802 ; J. O. de 1872, p. 1978, 3643 ; J. O. de 1873, p. 524, 1080, 2113, 5018 ; J. O. de 1874, p. 1115, 2358, 3307, 4360 ; J. O. de 1875, p. 5510, 10118). = Son rapport sommaire sur la proposition de M. le comte Jaubert ayant pour objet de modifier le paragraphe 1er de l'article 9 du Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 1698 ; A., t. 17, an., p. 6 ; J. O. de 1873, p. 2255).— Son rapport sur la proposition de M. Rouveure ayant pour objet la prorogation de l'Assemblée nationale (I., n° 1741 ; A., t. 17, p. 152, an., p. 118 ; J. O. de 1873, p. 3062). — Son rapport, au nom de la Commission d'Enquête sur l'assistance publique dans les campagnes, sur les réponses des Comices agricoles et des Sociétés d'agriculture au questionnaire de la Commission (I., n° 1815 ; A., t. 2, p. 353 à 367).= Adresse une question au Ministre des Travaux publics sur l'insuffisance des moyens de transport par chemins de fer dans les départements du Midi (A., t. 4, p. 32). — Parle : sur les élections de MM. Arrazat et Castelnau par le département de l'Hérault (A., t. 4, p. 210 à 212) ; dans la discussion : du projet de loi tendant à augmenter les impôts, en ce qui concerne les contributions indirectes (A., t. 5, p. 299) ; des propositions de MM. de Tréveneuc (Côtes-du-Nord) et autres, relatives au rôle éventuel des Conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles (A., t. 7, p. 414) ; de la proposition de M. Lestourgie relative à l'assistance publique dans les campagnes (*Troisième délibération*, A., t. 8, p. 274). — Obtient un congé (A., t. 8, p. 645). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'impôt des boissons (A., t. 13, p. 498 à 503, 556) ; des interpellations de MM. Rouvier et autres, sur la situation spéciale faite à divers journaux dans les départements du Midi (A., t. 17, p. 127).— Donne lecture de son rapport sur

la proposition de M. Rouveure relative à la prorogation de l'Assemblée, du 29 mars au 12 mai 1873 (A., t. 17, p. 152). — Est entendu : sur la demande d'urgence du projet de loi concernant la nomination des Maires et les attributions de la police municipale (A., t. 28, p. 374, 376); dans la discussion du Budget de l'Exercice 1875 (Agriculture et Commerce : *Question du phylloxera*, A., t. 34, p. 162). — Son rapport sur l'élection de M. Valentin par le département de Seine-et-Oise (A., t. 37, p. 98).— Parle dans la discussion du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (Hérault : arrondissement de *Montpellier*, A., t. 44, p. 17, 36).

DUPONT (M. Alfred), *Député élu par le département du Nord.*

Son élection est validée (A., t. 8, p. 35). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 241, 265, 278, 309, 317, 325, 353, 393, 403, 405, 417, 463, 476, 478, 486, 488, 498, 505, 517, 524, 569, 575, 601, 629, 644, 658, 674, 707, 744, 769, 796, 834, 851 ; J. O. de 1872, p. 1649, 2781, 3174, 4118, 4353, 4633, 7007; J. O. de 1873, p. 280, 580, 653, 1039, 3220, 3750, 3817, 4107, 4177, 4481, 4819, 6751, 6982; J. O. de 1874, p. 641, 809, 1699, 3395, 3888, 4360, 4933, 8333; J. O. de 1875, p. 1275, 3405, 4340, 6070, 9463); et de la Commission de permanence de 1876 (A., t. 44, p. 364). = Son rapport sur le projet de loi, ayant pour objet l'établissement de surtaxes sur les vins en bouteilles et alcools à l'octroi de la ville de Douai (Nord) (I., n° 1027; A., t. 8, an., p. 254 ; J. O. de 1872, p. 2529). — Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. Vente et autres, relative à la création d'une Faculté de médecine et de pharmacie à Lille (I., n° 1403 ; A., t. 13, an., p. 540 ; J. O. de 1872, p. 6948); sur la proposition de MM. Lallié et autres, relative à la création d'une Faculté de médecine et de pharmacie à Nantes (I., n° 1404; A., t. 13, an., p. 540 ; J. O. de 1872, p. 7007); sur la proposition de M. des Rotours ayant pour objet de déclarer Français et d'assujettir à l'obligation du recrutement les individus d'origine étrangère nés en France et qui ne satisfont pas, dans leur pays d'origine, aux charges du service militaire (I., n° 1434 ; A., t. 14, an., p. 22 ; J. O. de 1872, p. 7537); sur la proposition de MM. Savoye et autres, ayant pour objet de rendre les navires susceptibles d'hypothèques (I., n° 1473 ; A., t. 14, an., p. 128 ; J. O. de 1872, p. 8068). — Son rapport sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins, l'alcool et l'absinthe à l'octroi de la commune d'Hazebrouck (Nord) (I., n° 1639 ; A., t. 16, an., p. 90 ; J. O. de 1873, p. 1836). — Ses rapports sommaires : sur la proposition de M. Émile Bouchet relative à la modification du décret du 29 décembre 1851 concernant les cafés, cabarets et débits de boissons à consommer sur place (I., n° 1658; A., t. 16, an., p. 120; J. O. de 1873, p. 1918) ; sur la proposition de M. Émile Beaussire ayant pour objet d'assurer le libre exercice des cultes dans les devoirs rendus aux morts (I., n° 2094 ; A., t. 28, an., p. 182 ; J. O. de 1873, p. 8023); sur la proposition de MM. Millaud et autres, concernant l'abrogation de l'article 6 de la loi du 27 juillet 1849 sur la presse, relatif au colportage (I., n° 2095; A., t. 28, an., p. 182; J. O. de 1874, p. 52). — Ses rapports : sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Granville (Manche) à contracter un emprunt de 300,000 francs et à s'imposer extraordinairement (I., n° 2638 ; A., t. 34, an., p. 103; J. O. de 1874, p. 5974); sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Boulogne-sur-Mer à contracter un emprunt de 700,000 francs (I., n° 2647; A., t. 34, an., p. 112; J. O. de 1874, p. 5978); sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins, alcools et absinthes à l'octroi de la commune d'Estaires (Nord) (I., n° 2686 ; A., t. 34, an., p. 334 ; J. O. de 1874, p. 6244); sur le projet de loi tendant à créer dans le département du Puy-de-Dôme une nouvelle commune sous le nom de La Forie (I., n° 2687 ; A., t. 34, an., p. 335; J. O. de 1874, p. 6244); sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins et sur les alcools et absinthes à l'octroi de la commune d'Haubourdin (Nord) (I., n° 2735 ; A., t. 35, an., p. 274; J. O. de 1874, p. 8223); sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins, les cidres, les alcools et les absinthes à l'octroi de la commune de Mortain (Manche) (I., n° 2740 ; A., t. 35, an., p. 276; J. O. de 1874, p. 8223). —

Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les droits d'enregistrement (A., t. 8, p. 91, 92) ; du Budget du Ministère de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts pour l'Exercice 1872 (Beaux-Arts : *Subventions aux Théâtres nationaux*, A., t. 8, p. 446); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 85, 476. *Troisième délibération*, t. 13, p. 385, 386). — Est entendu : à l'occasion du dépôt des trois projets de lois sur les contributions directes, les sels et les boissons (A., t. 12, p. 502) ; dans la discussion : du projet de loi relatif à l'établissement d'un impôt sur les créances hypothécaires (A., t. 12, p. 568) ; du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 13, p. 145) ; des propositions de MM. Bérenger, Arago, de Peyramont et autres, relatives à la réorganisation de la magistrature (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 241) ; du Budget de l'exercice 1873 (Algérie : *Exécution de la Convention passée avec la Société générale Algérienne*, A., t. 14, p. 534, 535). — Parle : sur la question d'ajournement de la discussion du projet de loi relatif au régime des sucres (A., t. 15, p. 317) ; dans la discussion de ce projet de loi (*Première délibération*, A., t. 16, p. 27 à 35) ; sur un incident relatif à la question de la lecture et de l'impression du rapport sur les pétitions : 1° du prince Napoléon ; 2° d'électeurs d'Ajaccio (A., t. 17, p. 58) ; sur la motion de M. Villain à propos du projet de loi de crédit destiné à la réception du Schah de Perse (A., t. 19, p. 93) ; sur une question d'interprétation du Règlement, à propos de la nomination par les bureaux de la Commission du projet de loi relatif à la librairie (A., t. 29, p. 248). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Revision du cadastre*, A., t. 30, p. 199, 211 à 215. *Exercice des raffineries*, p. 339) ; du projet de loi portant prorogation du privilège des Banques coloniales et de leurs statuts (A., t. 31, p. 496) ; de la proposition de M. Parent tendant à modifier l'article 360 du Code d'Instruction criminelle, en ce qui concerne la reprise des prévenus acquittés (*Première délibération*, (A., t. 32, p. 384). — Parle, en qualité de Rapporteur, dans la discussion de la proposition de MM. Savoye et autres, ayant pour objet de rendre les navires susceptibles d'hypothèques (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 445 à 450, 460, 461, 464, 465, 466. *Troisième délibération*, t. 35, p. 117, 120, 122, 128, 130, 131, 138, 139, 140, 141, 143, 145, 147, 149, 153). — Est entendu : sur la demande d'ajournement de la deuxième délibération sur la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (A., t. 35, p. 223) ; dans la discussion de cette proposition (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 628. *Troisième délibération*, t. 39, p. 597). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 35, p. 466 à 469). — Parle sur la proposition de MM. Fournier et autres, relative aux Caisses d'épargne et de prévoyance (A., t. 38, p. 23, 49 à 52). — Demande la mise à l'ordre du jour des conclusions du rapport de la Commission d'initiative sur la proposition de M. le baron de Vinols relative au palais des Tuileries (A., t. 42, p. 248). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réforme judiciaire en Égypte (*Première délibération*, A., t. 43, p. 145 à 152) ; du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (SEINE : Ville de *Paris*, A., t. 44, p. 123). — Ses observations dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention internationale signée à Bruxelles sur le régime des sucres (A., t. 44, p. 307).

DUPONT (M. CHARLES), *Député élu par le département de l'Eure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 83). = Obtient un congé (A., t. 3, p. 614). — Son décès est annoncé à l'Assemblée (A., t. 6, p. 520).

DU PORTAIL (M.), *Député élu par le département de l'Orne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 37). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., n°s 107, 125, 201, 419, 498, 509, 562, 674 ; J. O. de 1871, p. 1819, 2333 ; J. O. de 1872, p. 456 ; J. O. de

1873, p. 1080, 1481, 1945 ; J. O. de 1874, p. 351, 1933). = Ses rapports : sur le projet de loi relatif à l'établissement de surtaxes à l'octroi de Bagnères (Hautes-Pyrénées) (I., n° 2050 ; A., t. 28, an., p. 32 ; J. O. de 1873, p. 7733) ; sur le projet de loi relatif à l'établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de Vizille (Isère) (I., n° 2051 ; A., t. 28, an., p. 331 ; J. O. de 1873, p. 7766). = Obtient un congé (A., t. 8, p. 20). — Lettre annonçant son décès (A., t. 36, p. 69).

DUPOUY (M.), *Député élu par le département de la Gironde.*

Son élection est validée (A., t. 18, p. 81). = Secrétaire du 9e Bureau (F., n° 627 ; J. O. de 1874, p. 3306). = Membre de Commissions (F., nos 541, 707, 756, 772, 865 ; J. O. de 1873, p. 7729 ; J. O. de 1874, p. 8333 ; J. O. de 1875, p. 1817, 3525, 10118).

DUPRAT (PASCAL), voy. PASCAL DUPRAT.

DUPUY (M.), *Député élu par le département de la Drôme.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 4, p. 39). — Son élection est validée (A., t. 4, p. 98). = Membre d'une Commission (F., n° 215 ; J. O. de 1872, p. 890). = Parle dans la discussion de la question de M. Monnet au sujet d'un discours prononcé à la distribution des prix des écoles communales de Lyon (A., t. 5, p. 40). — Obtient des congés (A., t. 19, p. 127 ; t. 29, p. 55 ; t. 30, p. 57). — Sa lettre annonçant sa démission (A., t. 31, p. 19).

DUPUY (M.), *chargé d'une mission en province pendant la guerre.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 324 à 326).

DURANGEL (M.), *Conseiller d'État en Service extraordinaire.*

Est nommé Commissaire du Gouvernement pour la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Ministère de l'Intérieur) (A., t. 14, p. 394).

DURÉAULT (M.), *Député élu par le département de Saône-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 22). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., nos 167, 241, 317, 448, 517, 611, 650 ; J. O. de 1871, p. 4802 ; J. O. de 1872, p. 1649, 4353 ; J. O. de 1873, p. 2032, 6751 ; J. O. de 1874, p. 2005, 4089). = Ses rapports : sur le projet de loi relatif à un échange de parcelles entre l'État et les héritiers Masson (Aisne) (I., n° 796 ; A., t. 6, an., p. 335 ; J. O. de 1872, p. 440) ; sur le projet de loi concernant un échange de terrains entre l'État et le sieur Combemorel, à Isle-et-Bardais (Allier) (I., n° 1339 ; A., t. 13, an., p. 201 ; J. O. de 1872, p. 5195) ; sur le projet de loi ayant pour objet d'établir une surtaxe à l'octroi de la commune de Châteaugiron (Ille-et-Vilaine) (I., n° 1383 ; A., t. 13, an., p. 310 ; J. O. de 1872, p. 5748) ; sur le projet de loi tendant à autoriser le département de Tarn-et-Garonne à contracter un emprunt de 70,000 fr. pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires (I., n° 2571 ; A., t. 33, an., p. 150 ; J. O. de 1874, p. 5680). = Son rapport sur l'élection de M. Édouard Lockroy par le département des Bouches-du-Rhône (A., t. 18, p. 208). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée (A., t. 39, p. 218 à 221).

DURFORT DE CIVRAC (M. le comte DE), *Député élu par le département de Maine-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 18). = Président : du 9e Bureau (F., n° 562 ; J. O. de 1874, p. 351 ; et du 8e Bureau (F., n° 650 ; J. O. de 1874, p. 4089). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances

(F., n° 11 ; M.B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., nos 11, 22, 32, 39, 75, 143, 241, 264, 284, 325, 395, 403, 440, 463, 476, 633, 707, 717, 739 ; M. B., p. 209, 231 ; J. O. de 1871, p. 372, 500, 523, 1124, 2901 ; J. O. de 1872, p. 1649, 2757, 3360, 4633 ; J. O. de 1873, p. 336, 580, 1769, 3220, 3750 ; J. O. de 1874, p. 3504, 8333 ; J. O. de 1875, p. 160, 971); et de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (F., n° 95 ; J. O. de 1871, p. 1476). = Ses rapports : sur les élections de la Loire-Inférieure (A., t. 1, p. 41) ; sur les élections de la Haute-Loire (A., t. 1, p. 49 à 52) ; sur diverses pétitions (A., t. 7, p. 503 à 507). — Prend part à la discussion: du projet de loi tendant à convertir en une taxe municipale l'obligation imposée aux riverains des voies publiques de Paris de balayer le sol livré à la circulation (A., t. 17, p. 102) ; du projet de loi tendant à autoriser un emprunt de 220 millions par la ville de Paris (A., t. 35, p. 379 à 381, 383) ; du projet de loi relatif à la réforme judiciaire en Égypte (A., t. 43, p. 324 à 332).

DURIEU (M. PAULIN), *Député élu par le département du Cantal.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 12).= Membre de Commissions (F., nos 588, 650, 800 ; J. O. de 1874, p. 1226, 4089 ; J. O. de 1875, p. 4464). = Dépose une pétition relative à la proclamation de la République (A., t. 2, p. 535). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 37, p. 64).

DUSSAUSSOY (M.), *Député élu par le département du Pas-de-Calais.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 21 et 27). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209); et de diverses Commissions (F., nos 20, 51, 99, 112, 403, 517, 541, 607, 674 ; M. B., p. 201 ; J. O. de 1871, p. 750, 1545, 1952 ; J. O. de 1873, p. 580, 6751, 7729 ; J. O. de 1874, p. 1881, 4933). = Ses propositions : concernant les otages exécutés à Paris (I., n° 268 ; A., t. 3, p. 167, 173 ; J. O. de 1871, p. 1216) ; relative à une surtaxe sur les dépêches télégraphiques (I., n° 470 ; A., t. 4, an., p. 206 ; J. O. de 1871, p. 3080). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet de remettre en vigueur pendant dix ans le décret du 11 novembre 1813, concernant le décime additionnel aux tarifs d'octroi (I., n° 1294 ; A., t. 13, an., p. 59 ; J. O. de 1872, p. 5146). = Présente un projet de Résolution tendant à voter des remercîments aux sapeurs-pompiers de province et de l'étranger accourus à Paris pour concourir à l'extinction des incendies (A., t. 3, p. 166). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 246 ; t. 8, p. 481 ; t. 18, p. 293 ; t. 28, p. 69). — Dépose une proposition tendant à établir une surtaxe sur les dépêches télégraphiques, et en demande l'urgence (A., t. 4, p. 501). — Prend part à la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 535). — Ses observations sur un incident relatif à la prétendue disparition des Archives de l'Assemblée des procès-verbaux de la Commission chargée d'examiner l'élection des princes d'Orléans (A., t. 6, p. 281). — Présente une proposition relative à une interruption des séances, à l'occasion du nouvel an de 1872 (A., t. 6, p. 314). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à un impôt sur les matières premières (A., t. 7, p. 45 à 47, 50 à 53). — Donne lecture de sa proposition tendant à remettre en vigueur pendant dix ans le décret du 11 novembre 1813, en ce qui concerne le décime additionnel aux tarifs d'octroi, et en demande l'urgence (A., t. 13, p. 95). — Prend part à la discussion des rapports de la Commission des Marchés sur les marchés passés à Lyon et sur les dépenses de l'armée des Vosges (A., t. 15, p. 489, 490, 491). — Demande à interpeller le Ministre des Finances au sujet de la nouvelle Compagnie française chargée du service des dépêches entre Calais et Douvres (A., t. 15, p. 546). — Développe ses interpellations (A., t. 15, p. 569 à 573, 575).

DU TEIL (M. le baron), *Avocat à la Cour d'appel de Paris.*

L'un des candidats proposés pour les

fonctions de Conseiller d'État (A., t. 13, p. 96, et an., p. 64).

DUVERGIER (M. Louis), *ancien Secrétaire général de la Préfecture de police.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 479, 480).

DUVERGIER DE HAURANNE (M. Ernest), *Député élu par le département du Cher.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 3, p. 916). — Son élection est validée (A., t. 4, p. 4). = Secrétaire : du 8e Bureau (F., n° 264; J. O. de 1872, p. 2757); et du 1er Bureau (F., n° 627; J. O. de 1874, p. 3307). = Membre de Commissions (F., nos 167, 172, 257, 486; J. O. de 1871, p. 4802, 1960; J. O. de 1872, p. 2168; J. O. de 1873, p. 4107). = Sa proposition ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département du Cher (I., n° 2403; A., t. 34, an., p. 450; J. O. de 1874, p. 3742). = Prend part à la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 196, 197, 198. *Troisième délibération*, p. 372, 373, 382); des interpellations de M. Jean Brunet sur la non-présence à l'Assemblée des princes d'Orléans dont l'élection remonte à plus de dix mois et a été validée depuis six mois (A., t. 6, p. 160); du projet de loi relatif à l'impôt sur les revenus (A., t. 6, p. 258, 400); du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 222); du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 149, 152); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 400 à 404, 445, 446, 449). — Parle : sur l'incident soulevé par le vote de Députés absents dans le scrutin sur l'amendement de M. Dufaure à la proposition de M. Audren de Kerdrel, relative à la nomination d'une Commission chargée de présenter un projet de réponse au Message du Président de la République (A., t. 14, p. 316, 317); dans la discussion : du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 274, 400 à 405); de la demande en autorisation de poursuites formée contre M. Ranc pour participation à l'insurrection de la Commune (A., t. 18, p. 442); sur un incident au sujet de la durée du scrutin sur la motion de M. de Franclieu, tendant à l'ajournement de la discussion du projet de loi relatif au mode de nomination des Maires (A., t. 29, p. 18, 19); dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 29, p. 141, 178); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Incident personnel*, A., t. 30, p. 84, 85, 86, 89, 90); du projet de loi relatif à la prorogation des pouvoirs des Conseils municipaux (A., t. 30, p. 610 à 615).

DUVERNOIS (M. Clément), *ancien Ministre de l'Agriculture et du Commerce.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 191 à 204).

E

ENGELHARD (M. MAURICE), *ancien Préfet de Maine-et-Loire.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 22, p. 946 à 952).

ERNAULT (M. le colonel), *ancien Major de place de la Garde nationale de Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 910 à 925). — Sa lettre de rectification au sujet d'un passage de sa déposition (A., t. 25, p. 482).

ERNOUL (M.), *Député élu par le département de la Vienne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 24). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., n°s 11, 32, 37, 68, 74, 81, 85, 101, 130, 172, 188, 357, 549, 674, 739, 865 ; M. B. de 1871, p. 209 ; J. O. de 1871, p. 372, 471, 1013, 1116, 1230, 1245, 1623, 2466, 1960 ; J. O. de 1872, p. 89, 7143 ; J. O. de 1873, p. 7921 ; J. O. de 1874, p. 4933 ; J. O. de 1875, p. 971, 10118) ; de la Commission de décentralisation (F., n° 50 ; J. O. de 1871, p. 734) ; de la Commission des Trente chargée de présenter à l'Assemblée nationale un projet de loi pour régler les attributions des Pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (F., n° 371 ; J. O. de 1872, p. 7565). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, sur les fouilles et extractions de matériaux et l'occupation temporaire en matière de travaux publics (I., n° 430 ; A., t. 4, an., p. 148 ; J. O. de 1871, p. 3543). = Son rapport sur le projet de loi, ayant pour objet la reconstruction de la colonne de la place Vendôme et la réparation du monument consacré à la mémoire de Louis XVI (I., n° 291 ; A., t. 3, p. 244 ; J. O. de 1871, p. 1585). — Son rapport supplémentaire sur ce projet de loi (I., n° 1697 ; A., t. 17, an., p. 5 ; J. O. de 1873, p. 2456). — Son rapport concernant : 1° le projet de loi sur l'instruction primaire ; 2° le projet de loi sur la retraite de divers fonctionnaires de l'enseignement primaire ; 3° la proposition de MM. Delpit et autres, relative à la nomination des instituteurs communaux et à la surveillance des écoles primaires ; 4° la proposition de M. Charton ayant pour objet une institution de conférences publiques ; 5° la proposition de M. Beaussire sur l'instruction primaire (I., n° 1262 ; A., t. 12, an., p. 115 ; J. O. de 1872, p. 4871, 4930). — Son rapport sur la proposition de M. Maurice portant fixation du traitement et de la pension de retraite des instituteurs et des institutrices primaires (I., n° 2605 ; A., t. 33, an., p. 195 ; J. O. de 1874, p. 5786). = Son rapport sur des pétitions (A., t. 2, p. 214). — Prend part à la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 193) ; du projet de loi relatif à des augmentations d'impôts et à des impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 5, p. 68, 71). — Obtient des congés (A., t. 7, p. 401 ; t. 14, p. 449 ; t. 28, p. 69 ; t. 37, p. 267). — Parle dans la discussion de la proposition de M. Audren de Kerdrel tendant à la nomination d'une Commission chargée de présenter un projet de réponse au Message du Président de la République (A., t. 14, p. 289, 301 à 307). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, sur la question de mise à l'ordre du jour : du projet de loi relatif à la reconstruction de

la colonne de la place Vendôme (A., t. 16, p. 64); du projet de loi et de la proposition de M. Beaussire sur l'instruction primaire (A., t. 17, p. 156, 157). — Présente un ordre du jour motivé à la suite des interpellations de MM. le duc de Broglie et autres, relatives aux dernières modifications ministérielles et à la politique intérieure (A., t. 18, p. 57).= Est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [Décret du 25 mai 1873] (B. des L., n° 1988; J. O., p. 3337) — Demande, en cette qualité, l'ajournement de la deuxième délibération sur les propositions de MM. Destremx et Huon de Penanster, ayant pour objet l'abrogation du décret du 28 octobre 1870 sur la Légion d'Honneur et la modification des récompenses nationales (A., t. 18, p. 150, 151, 181). — Est entendu dans la discussion : de ces propositions (*Deuxième délibération*, A., t. 18, p. 551 à 556, 562; t. 19, p. 44, 48, 49, 52, 54, 59); du projet de loi ayant pour objet la reconstruction de la colonne de la place Vendôme (A., t. 18, p. 152); du projet de loi sur les contributions indirectes (A., t. 18, p. 460, 476); de la demande en autorisation de poursuites formée contre M. Ranc pour participation à l'insurrection de la Commune (A., t. 18, p. 438). — Demande l'ajournement de la deuxième délibération sur la proposition de MM. Bottieau et autres, relative aux annonces judiciaires et légales (A., t. 18, p. 581). — Ses observations à propos des explications données par M. Gambetta sur un passage de son discours de Grenoble, cité par M. Audren de Kerdrel (A., t. 19, p. 144). — Donne lecture d'un projet de loi tendant à conférer à la Commission de permanence le droit d'autoriser la poursuite des délits d'offense commis contre l'Assemblée nationale pendant sa prorogation, et en demande l'urgence et le renvoi à la Commission de la prorogation (A., t. 19, p. 152, 156, 161). — Parle dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 19, p. 366). — Dépose un projet de loi relatif à une acquisition d'immeubles pour le service de l'Imprimerie nationale, et en demande l'urgence (A., t. 19, p. 296). — Sa lettre portant transmission de l'Avis demandé au Conseil d'État sur la proposition de M. Mazerat, concernant la légitimation des enfants nés hors mariage (A., t. 27, p. 1). — Ses observations sur la demande d'ajournement du projet de loi de crédit applicable à la création de deux Tribunaux de première instance et de vingt-cinq Justices de paix en Algérie (A., t. 27, p. 70). — Prend part à la discussion de la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation pour dix ans des pouvoirs de M. le maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 145). = S'excuse de son absence (A., t. 29, p. 347). — Est entendu, comme Député, dans la discussion : des interpellations de M. Lucien Brun sur les motifs de la suspension du journal l'*Union* (A., t. 33, p. 10); du Budget de l'Exercice 1875 (Instruction publique : ***Proposition de M. Maurice portant fixation du traitement et de la pension de retraite des instituteurs et institutrices primaires***, A., t. 33, p. 294; t 34, p. 144, 147, 148). — Parle, en qualité de Rapporteur : sur la demande d'ajournement de la discussion de la proposition de M. Maurice (A., t. 35, p. 186); sur la mise à l'ordre du jour de cette proposition (A., t. 38, p. 587); dans la discussion y relative (A., t. 40, p. 169 à 172, 173, 174).

ESCARGUEL (M.), *Député élu par le département des Pyrénées-Orientales.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 10). = Membre de Commissions (F., n°s 123, 627, 824; J. O. de 1871, p. 2248; J. O. de 1874, p. 3307; J. O. de 1875, p. 5510). = Obtient un congé (A., t. 18, p. 181).

ESCHASSÉRIAUX (M. le baron), *Député élu par le département de la Charente-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 12). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., n°s 29, 41, 81, 107, 170, 177, 275, 697, 769; J. O. de 1871, p. 337, 561, 1188, 1819, 4892, 6113; J. O. de 1872, p. 3082; J. O. de 1874, p. 7981; J. O. de 1875, p. 3405); et de la Commission des Marchés (F., n° 37; J. O. de 1871, p. 471). = Sa proposition relative à l'annulation des opérations préliminaires de la forma-

tion du contingent de la classe de 1871 (I., n° 242 ; A., t. 3, p. 86 ; J. O. de 1871, p. 1191). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à consulter le pays sur la forme définitive du Gouvernement (I., n° 1986 ; A., t. 27, p. 4, an., p. 14 ; J. O. de 1873, p. 6830). — Son rapport, au nom de la Commission d'Enquête chargée d'éclairer l'Assemblée sur l'état des communications postales et télégraphiques (I., n° 384 ; A., t. 4, an., p. 3 ; J. O. de 1871, p. 2316, 2334). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur l'augmentation des impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 197, 198). — Déclare retirer sa proposition relative à l'annulation des opérations préliminaires de la formation du contingent de 1871 (A., t. 6, p. 67). — Obtient des congés (A., t. 6, p. 345 ; t. 19, p. 127 ; t. 29, p. 373). — Prend part à la discussion des propositions de MM. Johnston et Raoul Duval relatives à la dénonciation des Traités de commerce (A., t. 7, p. 317 a 322). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 209 à 211). — Donne lecture d'une proposition signée de lui et de vingt autres Députés, tendant à convoquer le peuple Français dans ses comices, le 4 janvier 1874, à l'effet de se prononcer sur la forme définitive du Gouvernement (A., t. 27, p. 4). — Parle dans la discussion des trois propositions de M. Ganivet, de M. Claude (Meurthe-et-Moselle) et de M. d'Andelarre, relatives aux bouilleurs de cru (A., t. 43, p. 222).

ESPÉE (M. HENRI DE L'), *Préfet de la Loire.*

Projet de Résolution, adopté par l'Assemblée, tendant a déclarer que ce Préfet, assassiné dans l'exercice de ses fonctions, a bien mérité de son pays, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. HONNEURS PUBLICS, n° 4.

ESQUIROS (M. ALPHONSE), *Député élu par le département des Bouches-du-Rhône.*

Sa question sur les votes des Députés non encore validés (A., t. 1, p. 123). — Son élection est validée (A., t. 1, p. 308). = Obtient un congé (A., t. 3, p. 200). — Ses observations au sujet du retard apporté à la distribution du rapport de la Commission des Marchés concernant les traités et marchés passés par la Préfecture des Bouches-du-Rhône (A., t. 17, p. 270). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 121 à 130).

EYMARD-DUVERNAY (M.), *Député élu par le département de l'Isère.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 17). = Membre de Commissions (F., n°s 107, 535, 650, 674 ; J. O. de 1871, p. 1819 ; J. O. de 1873, p. 7398 ; J. O. de 1874, p. 4089, 4933). = Sa proposition ayant pour objet de régler les travaux ultérieurs de l'Assemblée nationale et de mettre fin, dans un délai déterminé, à la situation provisoire créée à Bordeaux (I., n° 1319 ; A., t. 13, an., p. 139 ; J. O. de 1872, p. 5233). — Dispositions additionnelles et rectifiées faisant suite à la proposition précédente (I., annexe au n° 1319 ; J. O. de 1873, p. 1140). — Sa proposition ayant pour objet de combler le déficit du Budget par le remaniement de l'impôt personnel (I., n° 2864 ; A., t. 36, an., p. 81 ; J. O. de 1875, p. 1045, 1060. = Obtient des congés (A., t. 2, p. 832 ; t. 30, p. 310). — Prend part à la discussion : des propositions de MM. de Tréveneuc (Côtes-du-Nord), Vétillart et autres, relatives au rôle éventuel des Conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles (A., t. 7, p. 426) ; du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 120, 123 à 130).

F

FABRE LA MAURELLE (M. l'amiral), *ancien Commandant de la Marine en Algérie.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 26, p. 837 à 844).

FAIDHERBE (M. le général), *Député élu par le département de la Somme.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 23). — Donne sa démission : par télégramme (A., t. 1, p. 46); par lettre (A., t. 1, p. 72). = *Réélu par les départements du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme.* — Son élection est validée : pour le département de la Somme (A., t. 4, p. 10); pour le département du Pas-de-Calais (A., t. 4, p. 14); pour le département du Nord (A., t. 4, p. 96). — Obtient un congé (A., t. 4, p. 135). — Lettre par laquelle il déclare opter pour le département du Nord (A., t. 4, p. 270). — Écrit au Président de l'Assemblée pour donner sa démission motivée (A., t. 5, p. 161). — Incident relatif à cette démission, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. DÉMISSIONS DE DÉPUTÉS, n° 3. = Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 663 à 668). — Sa note supplémentaire adressée au Président de cette Commission (A., t. 25, p. 521 à 525).

FAIVRE (M. l'abbé), *Aumônier de la prison de Belleveaux (Doubs).*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (A., t. 45, p. 86 à 94, et p. 231 à 233).

FARCY (M. EUGÈNE), *Député élu par le département de la Seine.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 47). — Son élection est validée (A., t. 1, p. 60). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11; M. B., p. 209); et d'autres Commissions (F., n°s 575, 866; J. O. de 1874, p. 809; J. O. de 1875, p. 10152). = Ses propositions ayant pour objet : la réorganisation de l'armée nationale, comprenant 4,000,000 d'hommes et ayant pour base : 1° l'instruction obligatoire; 2° le service obligatoire; 3° le concours pour tous les grades (I., n° 478; A., t. 4, an., p. 214; J. O. de 1871, p. 4002, 4022, 4033, 4048, 4065); les moyens de prévenir les accidents et les collisions en mer (I., n° 2167; A., t. 29 p. 100, an., p. 64; J. O. de 1874, p. 737). = Dépose sa proposition relative à la réorganisation de l'armée, et en demande l'urgence et le renvoi à la Commission de l'armée (A., t. 4, p. 552). — Prend part à la discussion : du Budget du Ministère de la Marine et des Colonies pour l'Exercice 1872 (*Personnel de l'Administration centrale*, A., t. 8, p. 581, 585, 586); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 33 à 35, 82, 84, 93, 143 à 147. *Troisième délibération*, t. 13, p. 366, 368, 393). — S'excuse de son absence (A., t. 14, p. 11). — Parle dans la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Marine et Colonies : *Ses amendements sur divers Chapitres de ce Ministère*, A., t. 14, p. 417 à 420). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 288 à 293). — Dépose sa proposition tendant à prévenir les accidents et les collisions en mer, et en demande l'urgence (A., t. 29, p. 100). — Est entendu dans la discussion : de cette proposition (*Première délibération*, A., t. 32, p. 398); du projet de loi relatif au Compte de liquidation (A., t. 30, p. 500 à 504, 543); du Budget de l'Exercice 1876 (Marine et Colonies : *Situation du personnel et du matériel*

de la Marine, A., t. 41, p. 202, 206. Moyens de service : *Inventaire des vieux canons et des vieux navires susceptibles d'être aliénés*, p. 398).

FAULTRIER (M. DE), *ancien Député.*

L'un des candidats proposés pour les fonctions de Conseiller d'État (A., t. 13, p. 96, et an., p. 64).

FAURE (M. l'abbé), *Aumônier de la Maison centrale de Riom.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (A., t. 45, p. 187, 188).

FAUSTIN-HÉLIE (M.), *Président de Chambre à la Cour de Cassation.*

Membre-adjoint de la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (F., n° 293 ; J. O. de 1872, p. 3644).

FAVRE (M. FRANÇOIS), *ancien Maire du 17e arrondissement de Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 692 à 695).

FAVRE (M. JULES), *Député élu par les départements de l'Ain, de l'Aisne, du Bas-Rhin, du Rhône, de la Seine et de Seine-et-Oise.*

Son allocution, comme *Vice-Président du Gouvernement de la Défense nationale*, en déposant les pouvoirs de ce Gouvernement entre les mains de l'Assemblée (A., t. 1, p. 4). — Lettre par laquelle il dépose sa démission de *Ministre des Affaires étrangères* de ce Gouvernement (A., t. 1, p. 5). = Son élection est validée : pour le département de l'Ain (A., t. 1, p. 10) ; pour le département de l'Aisne (A., t. 1, p. 29). — La validation de son élection par le département de Seine-et-Oise est ajournée (A., t. 1, p. 34). — Son élection est validée : pour le département du Bas-Rhin (A., t. 1, p. 39) ; pour le département du Rhône (A., t. 1, p. 40). — La validation de son élection pour le département de la Seine est ajournée (A., t. 1, p. 47). — Son élection est validée : pour ce département (A., t. 1, p. 59) ; pour le département de Seine-et-Oise (A., t. 1, p. 149). — Lettre par laquelle il déclare opter pour le département du Rhône (A., t. 1, p. 177). = Président du 15e Bureau (F., n° 541 ; J. O. de 1873, p. 7629). = Membre de Commissions (F., nos 6, 444, 776, 851 ; J. O. de 1874, p. 3888; J. O. de 1875, p. 3636, 9463). = Ses propositions ayant pour objet : la nomination d'une Commission de quinze membres chargée d'assister les négociateurs du Traité avec la Prusse (J., n° 9; A., t. 1, p. 75, an., p. 7; J. O. de 1871, p. 272) ; la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication (I., n° 3325; A., t. 41, p. 201, an., p. 162; J. O. de 1875, p. 9038). = Est nommé *Ministre des Affaires étrangères* [Arrêté du Chef du Pouvoir exécutif du 19 février 1871] (B. des L., n° 332; M. B. de 1871, p. 221). — Présente, en cette qualité, une proposition tendant à la nomination d'une Commission de quinze membres chargée d'assister les négociateurs du Traité de paix, et en demande l'urgence (A., t. 1, p. 75, 76, 77). — Est entendu sur un incident relatif à la situation de Paris, par suite de l'insurrection du 18 mars (A., t. 2, p. 38 à 43, 46). — Communique une dépêche de M. le général de Fabrice, représentant l'autorité Allemande en France, au sujet de cette insurrection (A., t. 2, p. 51). — Déclare s'associer à la proposition de M. Bérenger (de la Drôme) tendant à la nomination d'une Commission de quinze membres chargée de se rendre à Paris pour l'apaisement ou la répression de cette insurrection (A., t. 2, p. 73). — Répond à la question de M. Turquet au sujet d'une dépêche adressée par l'autorité militaire Allemande au Comité central de la Garde nationale de Paris (A., t. 2, p. 81). — Sa communication à l'Assemblée relativement à la situation de la France vis-à-vis des autorités Allemandes et à un document adressé par la Commune à ces autorités, concernant l'exécution du Traité de paix (A., t. 2, p. 368). — Présente à l'Assemblée le projet de loi portant ratification du Traité de paix

[illegible] électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. [illegible] à [illegible]).

FERAY BUGEAUD D'ISLY M. (*ex-Lieutenant au 1er de Tirailleurs Algériens*).

Projet de loi tendant à lui accorder une pension (voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. PENSIONS NATIONALES, n° 7).

FERNIER M., *Député élu par le département du Doubs.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 14). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département du Doubs (I., n° [illegible]; A., t. 32, an., p. [illegible]; J. O. de 1874, p. 4222). = Obtient des congés (A., t. 5, p. 58; t. 8, p. 132; t. 13, p. 200; t. 19, p. 127).

FERNIQUE M., *chargé d'une mission postale pendant la guerre.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 700 à 709).

FERROUILLAT M., *Député élu par le département du Var.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 12). = Membre de Commissions (F., nos 211, 225, 541, 769; J. O. de 1872, p. 765, 1177; J. O. de 1873, p. 7729; J. O. de 1875, p. 3405). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : l'abrogation du décret du 8 août 1870, qui déclare le département du Rhône en état de siège (I., n° 447; A., t. 4, an., p. 184; J. O. de 1871, p. 2644) : les indemnités à accorder aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851 (I., n° 1517; A., t. 14, p. 742, an., p. 175; J. O. de 1873, p. 336). — Sa nouvelle proposition ayant pour objet d'abroger le décret du 8 août 1870, qui déclare le département du Rhône en état de siège (I., n° 2471; A., t. 32, an., p. 224; J. O. de 1874, p. 4466). = Est entendu : dans la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 344) : au sujet de la question de M. Monnet au Ministre de l'Instruction publique, relativement à un discours prononcé à la distribution des prix des écoles communales de Lyon (A., t. 5, p. 44, 45) : sur la question de mise à l'ordre du jour des rapports de la Commission des Marchés concernant les marchés passés à Lyon et les dépenses de l'armée des Vosges (A., t. 15, p. 263). — Prend part à la discussion des rapports de cette Commission (A., t. 15, p. 444 à 470, 471) : du projet de loi et de la proposition de M. le baron Chaurand sur l'organisation municipale de la ville de Lyon (A., t. 17, p. 183 à 193, 257 à 263) : de la proposition de M. Paris (Pas-de-Calais) et autres, relative aux membres des Conseils généraux, d'arrondissement et municipaux qui se refusent à remplir les obligations de leurs fonctions (A., t. 18, p. 210). — Son rapport sur l'élection de M. Lepetit par le département de la Vienne (A., t. 31, p. 177). — Parle dans la discussion du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 259 à 262).

FERRY M. JULES, *Député élu par le département des Vosges.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 67). = Président du 7e Bureau (F., n° 769; J. O. de 1875, p. 3405). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 172, 173, 211, 537, 650, 674, 722, 739, 851; J. O. de 1871, p. 1960, 4985; J. O. de 1872, p. 765; J. O. de 1873, p. 7479; J. O. de 1874, p. 4089, 4933; J. O. de 1875, p. 365, 971, 9463); et de la 2e Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 38, p. 199). = Son rapport sur le projet de loi tendant à ajourner l'époque de la prochaine Session ordinaire des Conseils généraux (I., n° 2615; A., t. 34, p. 11, an., p. 21; J. O. de 1874, p. 5790). = Obtient des congés (A., t. 1, p. 87; t. 4, p. 500; t. 12, p. 494). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la Convention à conclure entre la France et l'Allemagne sur les bases de l'admission en franchise des produits manufacturés de l'Alsace-Lorraine (A., t. 5, p. 702). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection

178, 181, 205, 215, 231, 241, 250, 257, 309, 393, 401, 438, 448, 475, 529, 541, 621, 633, 644, 650, 658, 739, 762, 800, 842; J. O. de 1871, p. 2785, 2929, 3155, 3435, 4986, 5137, 5229; J. O. de 1872, p. 572, 889, 1398, 1649, 1952, 2168, 4118; J. O. de 1873, p. 280, 524, 1710, 2032, 3722, 7211, 7729; J. O. de 1874, p. 2358, 3504, 3888, 4089, 4360; J. O. de 1875, p. 971, 2037, 4464, 9073); de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 400; J. O. de 1873, p. 488); et de la Commission du Budget de 1876 (F., n° 776; J. O. de 1875, p. 3636). = Ses propositions ayant pour objet : d'étendre aux élections pour les Conseils généraux le bénéfice des dispositions de l'article 8 de la loi du 6 juin 1868 sur les réunions publiques (I., n° 469; A., t. 4, an., p. 206; J. O. de 1871, p. 3743); d'ajouter un paragraphe additionnel à l'art. 2 de la loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse (I, n° 556; A., t. 5, an., p. 83; J. O. de 1871, p. 3652). = Son rapport sommaire sur la proposition de M. Margaine relative à la modification de l'art. 26 du Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 1114; A., t. 11, an., p. 77; J. O. de 1872, p. 3414). — Son rapport sur le projet de loi relatif à l'établissement de surtaxes sur les vins, les alcools et l'absinthe à l'octroi de Biarritz (Basses-Pyrénées) (I., n° 2145; A., t. 28, an., p. 83; J. O. de 1874, p. 264). — Son rapport sommaire sur la proposition de M. le marquis de Castellane relative à l'ordre des travaux de l'Assemblée nationale (I., n° 2577; A., t. 33, an., p. 157; J. O. de 1874, p. 5684). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession d'un chemin de fer de Marmande à Angoulême (I., n° 3127; A., t. 39, an., p. 123; J. O. de 1875, p. 5890, 5940). = Dépose sa proposition relative à l'application aux Conseils généraux des dispositions de la loi de 1868 sur les réunions publiques, et en demande l'urgence (A., t. 4, p. 502). — Parle dans la discussion de cette proposition (*Première délibération*, A., t. 11, p. 74). — Dépose un projet de Résolution dans la discussion du projet de loi d'impôt sur les matières premières (A., t. 7, p. 108). — Est entendu dans la discussion : des propositions de MM. de Tréveneuc (Côtes-du-Nord) et autres, relatives au rôle éventuel des Conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles (A., t. 7, p. 438); du projet de loi concernant les droits d'enregistrement (A., t. 8, p. 53, 54, 70, 79); du Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1872 (*Traitements de la Cour des Comptes*, A., t. 8, p. 394); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 461). — Son rapport sur l'élection de M. Jules Barni par le département de la Somme (A., t. 12, p. 487). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'établissement d'un impôt sur les créances hypothécaires (A., t. 12, p. 583); du Budget de l'Exercice 1873 (Impôts autorisés : *Réduction du prix des permis de chasse*, A., t. 14, p. 657, 658); du projet de loi tendant à modifier la législation sur les contributions indirectes (A., t. 18, p. 461, 466); de la proposition de MM. Voisin et autres, ayant pour objet d'ajouter à l'article 405 du Code pénal un paragraphe concernant les escroqueries commises dans les cafés et restaurants (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 28); du Budget de l'Exercice 1874 (Travaux publics : *Fonds d'entretien des routes nationales*, A., t. 28, p. 350, 355); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Demi-décime sur l'enregistrement*, A., t. 28, p. 645. *Droits fixes d'enregistrement sur les actes extra-judiciaires*, t. 29, p. 547, 551). — Ses observations sur un incident relatif à une question d'interprétation du Règlement, en ce qui concerne la nomination, par les bureaux, de la Commission du projet de loi relatif à la librairie (A., t. 29, p. 256). — Demande, en qualité de Rapporteur, la rectification d'une erreur matérielle dans le texte de la loi relative à l'établissement de surtaxes à l'octroi de la ville de Biarritz (A., t. 31, p. 4). — Son rapport sur la pétition des actionnaires du chemin de fer de Graissessac à Béziers (A., t. 31, p. 139). — Est entendu dans la discussion : de cette pétition (A., t. 31, p. 142); de la proposition de MM. Eugène Tallon et autres, ayant pour objet la protection des enfants employés dans les professions ambulantes (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 345, 346, 351. *Motion d'ajournement de la troisième délibération*, t. 33, p. 238. *Troisième*

délibération, t. 35, p. 73, 76, 77, 78) ; du projet de loi ayant pour objet d'exempter des droits sur le papier l'adjudicataire du *Journal officiel*, et de lui allouer un supplément à raison du séjour à Versailles (A., t. 32, p. 495, 497, 498) ; du projet de loi relatif à l'électorat municipal (*Troisième délibération*, A., t. 32, p. 570) ; du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes, et de la proposition de M. Wolowski relative à l'équilibre du Budget de 1875 (*Ordre de la discussion*, A., t. 33, p. 97). — Parle : sur la demande d'urgence de la proposition de M. Malartre tendant à la prorogation de l'Assemblée nationale depuis le vote du Budget jusqu'au 5 janvier 1875 (A., t. 33, p. 346) ; dans la discussion : de la proposition de MM. Savoye et autres, ayant pour objet de rendre les navires susceptibles d'hypothèques (*Troisième délibération*, A., t. 35, p. 129) ; de la proposition de MM. Fournier, Tallon et Arthur de Chabaud La Tour, relative aux Caisses d'épargne et de prévoyance (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 56 à 60) ; du projet de loi relatif à divers droits d'enregistrement (A., t. 39, p. 11, 47, 54, 59, 68). — Adresse une question au Ministre des Finances sur les mesures prises pour le dégrèvement de l'impôt foncier en faveur des départements inondés (A., t. 39, p. 307, 308). — Obtient un congé (A., t. 39, p. 371). — Demande, en qualité de Rapporteur, la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession d'un chemin de fer de Marmande à Angoulême (A., t. 40, p. 120 ; t. 41, p. 350). — Est entendu : dans la discussion de ce projet de loi (*Demande d'urgence, en deuxième délibération*, A., t. 43, p. 43, 44. *Discussion sur le fond*, p. 46, 48, 50) ; sur la demande de M. de Grasset tendant à la mise à l'ordre du jour, avant la prorogation, de la discussion du projet de loi relatif au vinage à prix réduit (A., t. 41, p. 227) ; sur la demande de M. des Rotours tendant à obtenir de la Commission du Budget le dépôt du rapport sur ce projet de loi (A., t. 44, p. 44) ; sur un incident relatif à la composition de l'ordre du jour de la dernière séance, avant la prorogation du 4 août 1875 (A., t. 41, p. 414). — Prend part à la discussion : du projet de loi ayant pour objet de coordonner les lois des 27 juillet 1872 et 24 juillet 1873 avec le Code de Justice militaire (A., t. 42, p. 236, 239) ; du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession de diverses lignes de chemins de fer à la Compagnie du Midi (*Deuxième délibération*, A., t. 43, p. 93).

FÉLIGONDE (M. DE), *Député élu par le département du Puy-de-Dôme.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 21). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblé nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 210) ; et de diverses Commissions (F., n°s 49, 51, 81, 146, 167, 211, 225, 264, 265, 454, 486, 492, 524, 686, 707 ; J. O. de 1871, p. 712, 750, 1188, 2985, 4802 ; J. O. de 1872, p. 765, 1177, 2757, 2781 ; J. O. de 1873, p. 2231, 4107, 4286, 6982 ; J. O. de 1874, p. 5848, 8333). = Obtient un congé (A., t. 3, p. 566). — Est entendu dans la discussion : de l'élection de M. Salneuve par le département du Puy-de-Dôme (A., t. 4, p. 44, 45) ; du projet de loi relatif à la nomination du Conseil général d'Alger et à la composition des Conseils généraux de l'Algérie (A., t. 14, p. 175) ; des pétitions relatives à la dissolution de l'Assemblée nationale (A., t. 14, p. 599).

FERAY (M.), *Député élu par le département de Seine-et-Oise.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 34). = Président : du 2e Bureau (F., n° 264 ; J. O. de 1872, p. 2757) ; du 10e Bureau (F., n° 347 ; J. O. de 1872, p. 4353) ; du 5e Bureau (F., n° 393 ; J. O. de 1873, p. 280) ; du 13e Bureau (F., n° 588 ; J. O. de 1874, p. 1226) ; du 11e Bureau (F., n° 607 ; J. O. de 1874, p. 1881) ; du 12e Bureau (F., n° 717 ; J. O. de 1875, p. 160) ; du 7e Bureau (F., n° 756 ; J. O. de 1875, p. 1817) ; et du 6e Bureau (F., n° 824 ; J. O. de 1875, p. 5510). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 20, 75, 127, 146, 155, 204, 245, 353, 359, 438, 486, 611, 776, 824 ; M. B. de 1871, p. 204 ; J. O. de 1871, p. 1124, 2385, 2985, 3250 ; J. O. de 1872, p. 545, 1784, 7007, 7197 ; J. O. de 1873, p. 1710, 4107 ; J. O. de 1874, p. 1226 ; J. O. de 1875, p. 3636, 5510) ; de la Com-

mission de permanence de 1871 (A., t. 5, p. 661) ; de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 177 ; J. O. de 1871, p. 6113) ; et de la Commission de permanence de 1874 (A., t. 34, p. 132). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à nommer une Commission chargée d'examiner la question de savoir s'il y a lieu de reviser les évaluations cadastrales (I., n° 1887 ; A., t. 19, an., p. 110 ; J. O. de 1873, p. 5045). — Sa proposition relative à l'ordre des travaux de l'Assemblée nationale (I., n° 3192 ; A., t. 40, p. 117, an., p. 511 ; J. O. de 1875, p. 5600). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à déclarer que les dispositions de la loi du 29 juin 1872 ne sont pas applicables aux Sociétés de commerce en nom collectif, ni aux associés gérants des Sociétés en commandite (I., n° 3392 ; A., t. 42, p. 2, an., p. 3 ; J. O. de 1875, p. 9076). = Son rapport sur : 1° le projet de loi portant approbation du Traité de commerce et de navigation signé à Versailles, le 23 juillet 1873, entre la France et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande ; 2° le projet de loi portant approbation du Traité de commerce et de navigation signé à Versailles, le 23 juillet 1873, entre la France et la Belgique (I., n° 1978 ; A., t. 19, p. 495, an., p. 248 ; J. O. de 1873, p. 5859). = Est entendu dans la discussion du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 428, 429). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 359 ; t. 4, p. 313 ; t. 7, p. 401 ; t. 13, p. 498 ; t. 15, p. 316 ; t. 28, p. 700 ; t. 32, p. 87). — Son rapport sur l'élection de MM. Chavassieu et Cherpin par le département de la Loire (A., t. 4, p. 6). — Parle dans la discussion sur l'élection de MM. Arrazat et Castelnau par le département de l'Hérault (A., t. 4, p. 223). — S'excuse de son absence (A., t. 6, p. 19 ; t. 29, p. 1). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant l'impôt sur les revenus (A., t. 6, p. 303, 389) ; du projet de loi relatif à l'impôt sur les matières premières (A., t. 6, p. 555 ; t. 7, p 104, 108, 109) ; du Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1872 (*Discussion d'ensemble*, A., t. 8, p. 340) ; du projet de loi et des propositions de MM. Dubois, Claude (Meurthe) et autres, relatifs à l'organisation des Commissions administratives des hospices et hôpitaux civils et des bureaux de bienfaisance (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 547) ; du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 12, p. 694 à 700, 701 ; t. 13, p. 159, 164) ; du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 257 à 260, 336, 349, 374) ; de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 283. *Troisième délibération*, t. 31, p. 49). — Donne lecture de son rapport sur les deux projets de lois portant approbation des Traités de commerce conclus avec l'Angleterre et avec la Belgique (A., t. 19, p. 495 à 498). — Parle dans la discussion : du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 164) ; du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Discussion générale*, A., t. 29, p. 432 à 439. *Incident relatif à l'ordre de la discussion*, p. 508. *Revision du cadastre*, t. 30, p. 207. *Impôt de la petite vitesse*, p. 252). — Est entendu : sur la demande d'ajournement de la discussion des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (A., t. 33, p. 341) ; dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1875 (Impôts autorisés : *Péréquation de l'impôt foncier*, A., t. 34, p. 261) ; de la proposition de MM. Fournier, Tallon et Arthur de Chabaud La Tour, relative aux Caisses d'épargne et de prévoyance (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 9). — Dépose sa proposition relative à l'ordre des travaux de l'Assemblée, et en demande l'urgence (A., t. 40, p. 116 à 118). — Prend part à la discussion de la proposition de M. Malartre tendant à la prorogation de l'Assemblée nationale à partir du vote du Budget de 1876 jusqu'au 30 novembre 1875 (A., t. 41, p. 36). — Dépose une proposition tendant à déclarer les dispositions de la loi du 29 juin 1872 inapplicables aux Sociétés de commerce en nom collectif, comme aux associés gérants des Sociétés en commandite, et en demande l'urgence (A., t. 42, p. 2). — Est entendu dans la discussion du projet de

loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 425 à 429).

FERAY BUGEAUD D'ISLY (M.), *ex-Lieutenant au 1er de Tirailleurs Algériens.*

Projet de loi tendant à lui accorder une pension, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. PENSIONS NATIONALES, n° 7.

FERNIER (M.), *Député élu par le département du Doubs.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 14).= Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département du Doubs (I., n° 2444 ; A., t. 32, an., p. 40 ; J. O. de 1874, p. 4222). = Obtient des congés (A., t. 5, p. 58 ; t. 8, p. 132 ; t. 13, p. 200 ; t. 19, p. 127).

FERNIQUE (M.), *chargé d'une mission postale pendant la guerre.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 700 à 709).

FERROUILLAT (M.), *Député élu par le département du Var.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 12). = Membre de Commissions (F., nos 211, 225, 541, 769 ; J. O. de 1872, p. 765, 1177 ; J. O. de 1873, p. 7729 ; J. O. de 1875, p. 3405). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : l'abrogation du décret du 8 août 1870, qui déclare le département du Rhône en état de siège (I., n° 447 ; A., t. 4, an., p. 184 ; J. O. de 1871, p. 2644) ; les indemnités à accorder aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851 (I., n° 1517 ; A., t. 14, p. 742, an., p. 175 ; J. O. de 1873, p. 336). — Sa nouvelle proposition ayant pour objet d'abroger le décret du 8 août 1870, qui déclare le département du Rhône en état de siège (I., n° 2471 ; A., t. 32, an., p. 224 ; J. O. de 1874, p. 4166). = Est entendu : dans la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 364) ; au sujet de la question de M. Monnet au Ministre de l'Instruction publique, relativement à un discours prononcé à la distribution des prix des écoles communales de Lyon (A., t. 5, p. 44, 45) ; sur la question de mise à l'ordre du jour des rapports de la Commission des Marchés concernant les marchés passés à Lyon et les dépenses de l'armée des Vosges (A., t. 15, p. 263). — Prend part à la discussion : des rapports de cette Commission (A., t. 15, p. 444 à 470, 471) ; du projet de loi et de la proposition de M. le baron Chaurand sur l'organisation municipale de la ville de Lyon (A., t. 17, p. 183 à 193, 257 à 263) ; de la proposition de M. Paris (Pas-de-Calais) et autres, relative aux membres des Conseils généraux, d'arrondissement et municipaux qui se refusent à remplir les obligations de leurs fonctions (A., t. 18, p. 210). — Son rapport sur l'élection de M. Lepetit par le département de la Vienne (A., t. 31, p. 177). — Parle dans la discussion du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 259 à 262).

FERRY (M. JULES), *Député élu par le département des Vosges.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 67). = Président du 7e Bureau (F., n° 769 ; J. O. de 1875, p. 3405). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 172, 173, 211, 537, 650, 674, 722, 739, 851 ; J. O. de 1871, p. 1960, 4985 ; J. O. de 1872, p. 765 ; J. O. de 1873, p. 7479 ; J. O. de 1874, p. 4089, 4933 ; J. O. de 1875, p. 365, 971, 9463) ; et de la 2e Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 38, p. 199). = Son rapport sur le projet de loi tendant à ajourner l'époque de la prochaine Session ordinaire des Conseils généraux (I., n° 2615 ; A., t. 34, p. 11, an., p. 21 ; J. O. de 1874, p. 5790). = Obtient des congés (A., t. 1, p. 87 ; t. 4, p. 500 ; t. 12, p. 494). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la Convention à conclure entre la France et l'Allemagne sur les bases de l'admission en franchise des produits manufacturés de l'Alsace-Lorraine (A., t. 5, p. 702). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection

du 18 mars (A., t. 9, p. 405 à 421). — Sa réclamation adressée aux membres de cette même Commission (A., t. 10, p. 259 à 263). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 331 à 384). — Prend part à la discussion : des interpellations de M. Lamy relatives à la levée de l'état de siège (A., t. 28, p. 98 à 103); des propositions concernant l'électorat municipal (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 51, 68, 125, 127, 137, 138, 144, 146. *Troisième délibération*, p. 539, 540, 559, 587, 590, 591, 593, 610 à 613, 635); des propositions concernant l'organisation municipale (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 246 à 252). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi tendant à ajourner l'époque de la prochaine session des Conseils généraux (A., t. 34, p. 10 à 14). — Parle dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 34, p. 68 à 75, 88, 89). — Son rapport sur l'élection de M. Parsy par le département du Nord (A., t. 35, p. 209). — Est entendu : sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi et des propositions concernant la création et les attributions d'un Sénat (A., t. 36, p. 263); dans la discussion de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 470, 508, 509 à 517, 522 à 532, 612).

FIÈRE (M.).

Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre lui et l'État, dans le département de l'Isère, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 9.

FIÉRECK (M. le général), *ancien Commandant supérieur au Mans.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 432 à 435).

FLAGHAC (M. le baron DE), *Député élu par le département de la Haute-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 51, 53). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 40, 151, 419, 454, 463, 486, 509, 541, 588, 607, 611, 674, 824, 850; J. O. de 1871, p. 542, 3126; J. O. de 1873, p. 1080, 2231, 3220, 4107, 4945, 7729; J. O. de 1874, p. 1226, 1881, 2005, 4933; J. O. de 1875, p. 5510, 9395); et de la Commission de permanence de 1873 (A., t. 19, p. 406). = Ses rapports : sur le projet de loi tendant à ériger en commune distincte la section du Petit-Pérignat, distraite de la commune d'Aubière, canton de Clermont (Puy-de-Dôme) (I., n° 1849; A., t. 19, an., p. 9; J. O. de 1873, p. 4531); sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur l'alcool pur et sur l'absinthe à l'octroi du Havre (Seine-Inférieure) (I., n° 1921; A., t. 19, an., p. 181; J. O. de 1873, p. 5699); sur le projet de loi tendant à autoriser le département de l'Indre à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux du chemin de fer de Tournon à la Châtre (I., n° 1931; A., t. 19, an., p. 192; J. O. de 1873, p. 5718); sur le projet de loi portant création, dans l'arrondissement de Châlon-sur-Saône, d'un nouveau canton ayant Montceau-les-Mines pour chef-lieu (I., n° 2345; A., t. 30, an., p. 291; J. O. de 1874, p. 3054). = Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 44, p. 390, 391, 392).

FLAUD (M.), *Député élu par le département des Côtes-du-Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 31).= Membre de Commissions (F., nos 14, 51, 68, 189, 463, 588; M. B., p. 58; J. O. de 1871, p. 750, 1013; J. O. de 1872, p. 113; J. O. de 1873, p. 3220; J. O. de 1874, p. 1226). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, stipulant qu'il ne sera perçu, par les agents du Trésor public, aucune commission, remise ou bonification quelconque d'intérêts, sur le produit des impôts nouveaux dont la création a pour origine les malheurs de la France (I., n° 781; A., t. 6, an., p. 297; J. O. de 1872, p. 417).= Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 3, p. 257 à 260, 580 à 582). — Ses observations au sujet d'une pétition précédemment rapportée par lui et arguée de faux (A., t. 4, p. 341). — Obtient des congés (A., t. 4, p. 500; t. 8, p. 21; t. 13, p. 330; t. 15,

p. 148; t. 18, p. 613; t. 19, p. 310; t. 30, p. 57). = N. B. — Son décès, survenu pendant la 2e prorogation de 1874, n'a pas été notifié à l'Assemblée.

FLAVIGNY (M. le comte DE), *Président de la Société de secours aux blessés militaires.*

Sa lettre adressée au Président de l'Assemblée, au sujet d'un service funèbre qui sera célébré, le 16 janvier 1872, en l'Église métropolitaine de Notre-Dame, pour les militaires, gardes nationaux et volontaires morts pendant la guerre (A., t. 6, p. 461).

FLEURIOT (M. DE), *Député élu par le département de la Loire-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 41).= Membre d'une Commission (F., n° 865; J. O. de 1875, p. 10118).

FLOQUET (M. CHARLES), *Député élu par le département de la Seine.*

Demande la vérification immédiate des élections de ce département (A., t. 1, p. 46). — Son élection est validée (A., t. 1, p. 47). = Membre de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209). = Est entendu : sur un incident relatif aux élections de la Haute-Loire (A., t. 1, p. 50, 51); à l'occasion du vote sur la proposition de MM. Dufaure et autres, tendant à nommer M. Thiers Chef du Pouvoir exécutif (A., t. 1, p. 65, 66); au sujet de la proposition de M. Germain tendant à ouvrir un crédit de 100 millions au Ministre des Finances (A., t. 1, p. 73); au sujet de la proposition de M. Jules Favre tendant à nommer une Commission de quinze membres chargée d'assister les négociateurs du Traité de paix (A., t. 1, p. 76, 77). — Dépose une pétition du Conseil municipal de Cette contre la cession de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 97). — Parle : à propos d'une pétition émanant du Club positiviste de Paris (A., t. 1, p. 153); sur la question de M. Tolain relative à l'application des articles 291 et 292 du Code pénal et de la loi du 10 avril 1834 relative aux associations (A., t. 1, p. 202, 204). — Demande la réunion immédiate de l'Assemblée dans ses bureaux pour la nomination de la Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux élections municipales (A., t. 2, p. 5253). — Est entendu : à l'occasion de la question de M. Fresneau au sujet de l'Internationale (A., t. 2, p. 152, 153, *rectification*, p. 164); à propos de la pétition du Vice-Président et du Secrétaire de la Ligue internationale de la paix à Genève, en faveur de la paix et de la République (A., t. 2, p. 210). — Lettre par laquelle il adresse sa démission à l'Assemblée (A., t. 2, p. 712). = Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 601 à 619).

FLOTARD (M.), *Député élu par le département du Rhône.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 40). = Secrétaire du 10e Bureau (F., n° 440; J. O. de 1873, p. 1769). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 15, 32, 75, 203, 245, 275, 379, 397, 401, 438, 507, 644, 722, 762, 842, 850; M. B. de 1871, p. 66; J. O. de 1871, p. 372, 1124; J. O. de 1872, p. 520, 1784, 3082, 7817; J. O. de 1873, p. 404, 524, 1710, 4880; J. O. de 1874, p. 3888; J. O. de 1875, p. 365, 2037, 9073, 9395); de la Commission d'Enquête sur les causes de l'insurrection de Paris (F., n° 95; J. O. de 1871, p. 1476); de la Commisson chargée d'examiner les projets de lois portant règlement définitif des Budgets de l'Exercice 1867 et de l'Exercice 1868 (F., n° 321; J. O. de 1872, p. 4516); et de la Commission du Budget de 1874 (F., n° 471; J. O. de 1873, p. 3480). = Sa proposition tendant à établir un impôt provisoire sur les revenus de tout genre et sur les bénéfices réalisés par le commerce et l'industrie (I., n° 31; A., t. 1, an., p. 22; J. O. de 1871, p. 345). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à établir un impôt provisoire sur les valeurs mobilières, au moyen d'un timbre mobile (I., n° 340; A., t. 3, p. 559; J. O. de 1871, p. 1722).— Sa proposition relative à un impôt de 1 franc par mille à établir sur le chiffre des affaires industrielles et commerciales, en remplace-

ment de tout impôt sur les matières premières (I., n° 451 ; A., t. 4, p. 402, an., p. 187; J. O. de 1871, p. 2667). — Sa proposition de Résolution, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet de consacrer exclusivement le jeudi de chaque semaine au travail des Commissions (I., n° 1099 ; A., t. 11, p. 168, an., p. 39 ; J. O. de 1872, p. 3361). — Sa proposition tendant à étendre aux tissus de laine et autres produits de même nature, spécifiés dans la Convention additionnelle du 12 octobre 1871, les bénéfices de la loi votée le 9 décembre 1872 par l'Assemblée nationale (I., n° 1535; A., t. 15, an., p. 120; J. O. de 1873, p. 488). = Ses rapports : sur sa proposition ayant pour objet la réglementation des travaux de l'Assemblée nationale (I., n° 1548; A., t. 15, an., p. 137; J. O. de 1873, p. 707); sur sa proposition tendant à étendre aux tissus de laine et autres produits de même nature, spéficiés dans la Convention additionnelle du 12 octobre 1871, les bénéfices de la loi votée le 9 décembre 1872 par l'Assemblée nationale (I., n° 1624; A., t. 16, an., p. 66; J. O. de 1873, p. 1618); sur le Budget des dépenses de l'Exercice 1874 (Ministère de l'Agriculture et du Commerce) (I., n° 2063; A., t. 28, an., p. 83; J. O. de 1873, p. 8020); sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture et du Commerce, sur le Budget de l'Exercice 1874, un crédit supplémentaire de 200,000 francs sur le chapitre XV, pour les dépenses de l'Exposition de Vienne, et à annuler une somme de 400,000 francs sur le Budget de l'Exercice 1873, chapitre XV (Exposition de Vienne) (I., n° 2451; A., t. 32, an., p. 135; J. O. de 1874, p. 5220). — Son rapport sur les élections du Loiret (A., t. 1, p. 35). — Ses rapports supplémentaires sur ces mêmes élections (A., t. 1, p. 54, 145). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à proroger l'échéance des effets de commerce (A., t. 1, p. 267); du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 579); de la proposition de MM. Ducuing et autres, relative à la prorogation des échéances des effets de commerce (A., t. 2, p. 725); de la proposition de M. Limperani relative au taux de l'intérêt de l'argent (A., t. 2, p. 908). — Parle : sur l'application de l'article 59 du Règlement (A., t. 3, p. 563); dans la discussion du projet de loi relatif aux échéances dans la ville de Paris (A., t. 3, p. 745). — Adresse une question au Ministre de l'Intérieur sur les événements du 12 juillet 1871, à Nice (A., t. 4, p. 63). — Dépose une proposition tendant à établir un impôt sur le chiffre des affaires, et en demande l'urgence (A., t. 4, p. 402).— Obtient des congés (A., t. 5, p. 381; t. 28, p. 199; t. 39, p. 156). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à l'impôt sur les revenus (A., t. 6, p. 309, *rectification*, p. 407). — S'excuse de son absence (A., t. 6, p. 407; t. 14, p. 7; t. 31, p. 7). — Dépose une proposition tendant à suspendre provisoirement l'application du décret sur la limite d'âge des magistrats (A., t. 6, p. 438).— Déclare retirer cette proposition (*ibid.*). — Dépose un projet de Résolution dans la discussion du projet de loi relatif à l'impôt sur les matières premières (A., t. 7, p. 108). — Déclare le retirer et se rallier au projet de Résolution de M. Feray (*ibid.*).— Ses observations sur les pouvoirs de la Commission nommée en vertu de cette Résolution (A., t. 7, p. 127). — Dépose un projet de Résolution tendant à consacrer le jeudi au travail des Commissions, et en demande l'urgence (A., t. 11, p. 168). — Prend part, en qualité de Rapporteur, à la discussion de cette proposition (A., t. 15, p. 371, 374, 375). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 12, p. 706 à 709; t. 13, p. 110); du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 244, 245, 260). — Dépose une proposition tendant à étendre aux tissus de laine et autres produits de même nature le bénéfice de la loi du 9 décembre 1872, et en demande l'urgence (A., t. 15, p. 99, 100). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt sur le capital*, A., t. 29, p. 458. *Impôt sur les tissus*, p. 472. *Chèques*, p. 657. *Impôt sur les pianos*, p. 674). — Adresse au Ministre de l'Agriculture et du Commerce une question sur les modifications dont serait susceptible la loi de 1867 relative aux Sociétés anonymes (A., t. 37, p. 322).

FLYE-SAINTE-MARIE (M.), *Député élu par le département de la Marne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 19). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 22, 64, 77, 84 ; M. B. de 1871, p. 231 ; J. O. de 1871, p. 952, 1136, 1230); et de la Commission de réorganisation de l'armée (F., no 73 ; J. O. de 1871, p. 1111). = Sa demande de rectification au procès-verbal, à l'effet de rétablir la mention de son vote sur la proposition ayant pour objet la translation de l'Assemblée à Paris (A., t. 2, p. 1). — Ses observations sur la proposition de M. d'Osmoy tendant à voter des félicitations au 43e de ligne (A., t. 2, p. 60). — Dépose une pétition relative à la création d'un impôt sur le revenu mobilier (A., t. 2, p. 396). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 698; t. 6, p. 461; t. 13, p. 330). — Parle dans la discussion : du projet de loi relatif à la répartition pour 1872 du fonds de secours aux départements (A., t. 5, p. 680) ; du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 280).— Sa lettre annonçant sa démission (A., t. 14, p. 1).

FOLLIET (M. ANDRÉ), *Député élu par le département de la Haute-Savoie.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 12). = Secrétaire : du 11e Bureau (F., no 123 ; J. O. de 1871, p. 2248) ; du 7e Bureau (F., no 189 ; J. O. de 1872, p. 113) ; du 11e Bureau (F., no 317 ; J. O. de 1872, p. 4353) ; du 15e Bureau (F., no 541 ; J. O. de 1873, p. 7729) ; du 7e Bureau (F., no 674 ; J. O. de 1874, p. 4933) ; du 13e Bureau (F., no 717 ; J. O. de 1875, p. 160) ; du 3e Bureau (F., no 769; J. O. de 1875, p. 3405) ; du 12e Bureau (F., no 824; J. O. de 1875, p. 5510); et du 10e Bureau (F., no 842; J. O. de 1875, p. 9073). = Membre de Commissions (F., nos 475, 488, 498, 744, 762, 776, 850 ; J. O. de 1873, p. 3722, 4177, 4481 ; J. O. de 1875, p. 1275, 2037, 3636, 9395). = Ses propositions ayant pour objet : 1° d'établir un impôt sur le revenu des valeurs mobilières; 2° d'admettre la déduction des dettes pour le paiement des droits de succession (I., no 616 ; A., t. 5, an., p. 204; J. O. de 1871, p. 4113) ; de modifier, dans l'intérêt du Trésor, la liquidation des droits proportionnels sur les transmissions de propriété à titre gratuit entre époux, en ligne collatérale et entre personnes non parentes, soit qu'elles aient lieu par actes entre vifs, soient qu'elles procèdent de décès (I., no 823; A., t. 7, an., p. 48 ; J. O. de 1872, p. 794). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet d'établir des retenues proportionnelles sur les traitements des fonctionnaires de l'État, à partir du chiffre de 3,500 francs dans les départements, et de 5,000 francs à Paris (I., no 1252 ; A., t. 12, an., p. 97 ; J. O. de 1872, p. 4825). — Sa proposition relative à l'organisation municipale (I., no 2363; A., t. 30, an., p. 338 ; J. O. de 1874, p. 3579). = Prend part à la discussion du Budget du Ministère des Affaires étrangères pour l'Exercice 1872 (*Suppression du Consulat général de Turin*, A., t. 8, p. 463, 464). — Dépose une proposition ayant pour objet d'établir une retenue proportionnelle sur les traitements des fonctionnaires publics, et en demande l'urgence (A., t. 12, p. 598). — Obtient un congé (A., t. 17, p. 201). — Est entendu dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Voies et moyens : *Renvoi à une Commission spéciale de sa proposition ayant pour objet d'admettre la déduction des dettes dans la liquidation des droits de succession*, A., t. 28, p. 572, 573). — S'excuse de son absence (A., t. 29, p. 1, 31, 363). — Parle dans la discussion : du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession définitive de plusieurs chemins de fer concédés à titre éventuel, et à l'adjudication de plusieurs chemins de fer classés et non concédés (A., t. 30, p. 556) ; des propositions concernant l'organisation municipale (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 318, 320) ; du Budget de l'Exercice 1875 (Justice : *Classement du Tribunal de Thonon (Haute-Savoie)*, A., t. 33, p. 350. Impôts autorisés : *Surtaxe de 10 centimes additionnels au principal des trois premières contributions directes*, t. 34, p. 239) ; du Budget de l'Exercice 1876 (Justice : *Situation spéciale du Tribunal de Thonon (Haute-Savoie)*, A., t. 41, p. 3).

FONTAINE (M.).

Projet de loi relatif à un échange d'im-

meubles entre lui et l'État, dans le département de la Nièvre, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 23.

FONTAINE (M.), *Commissaire de police à Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 764 à 768).

FONTAINE (M. DE), *Député élu par le département de la Vendée.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 24). = Membre de Commissions (F., nos 170, 215, 241, 353, 379, 476, 509, 627, 650, 865 ; J. O. de 1871, p. 4892 ; J. O. de 1872, p. 889, 1649, 7007, 7817 ; J. O. de 1873, p. 3750, 4945 ; J. O. de 1874, p. 3307, 4089 ; J. O. de 1875, p. 10118). = Obtient des congés (A., t. 6, p. 497; t. 11, p. 49).

FONT-RÉAULX (M. DE), *ancien Sous-Préfet.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 258).

FORSANZ (M. le vicomte DE), *Député élu par le département du Finistère.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 31). = Membre de Commissions (F., nos 141, 317, 411, 509, 588, 824 ; J. O. de 1871, p. 2819 ; J. O. de 1872, p. 4353 ; J. O. de 1873, p. 844, 4945 ; J. O. de 1874, p. 1226 ; J. O. de 1875, p. 5510). = Ses rapports : sur des projets de lois portant établissement de surtaxes sur l'alcool et l'absinthe : à l'octroi de Saint-Éloy (Finistère) (I., n° 3471 ; A., t. 42, an., p. 355 ; J. O. de 1875, p. 10273) ; à l'octroi de Lesneven (Finistère) (I., n° 3472 ; A., t. 42, an., p. 355 ; J. O. de 1872, p. 10182) ; à l'octroi de Pont-Croix (Finistère) (I., n° 3478; A., t. 42, an., p. 364 ; J. O. de 1875, p. 10314) ; sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins, les cidres, poirés et hydromels, et sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de Saint-Servan (Ille-et-Vilaine) (I., n° 3479; A., t. 42, an., p. 364 ; J. O. de 1875, p. 10,314). — Son rapport supplémentaire sur ce même projet de loi (I., n° 3654; A., t. 44, an., p. 84 ; J. O. de 1876, p. 548). — Son rapport sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de Concarneau (Finistère) (I., n° 3515; A., t. 43, an., p. 306 ; J. O. de 1876, p. 129). = Prend part à la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Agriculture et Commerce : *Achats d'étalons*, A., t. 14, p. 384). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 38, p. 494, 495).

FOUBERT (M.), *Député élu par le département de la Manche.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 18). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., nos 23, 32, 40, 139, 140, 411, 450, 562, 588, 601, 617, 674, 756, 842 ; J. O. de 1871, p. 271, 372, 542, 2754, 2785 ; J. O. de 1873, p. 844, 2115 ; J. O. de 1874, p. 351, 1226, 1699, 2210, 4933 ; J. O. de 1875, p. 1817, 9073) ; de la Commission de décentralisation (F., n° 50 ; J. O. de 1871, p. 734) ; et de la Commission des Services administratifs (F., n° 78 ; J. O. de 1871, p. 1148). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans la ville de Cherbourg (I., n° 2467 ; A., t. 32, an., p. 171 ; J. O. de 1874, p. 4301). = Prend part à la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 293) ; du Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1872 (*Traitements de la Cour des Comptes*, A., t. 8, p. 388, 649) ; du projet de loi concernant les valeurs mobilières et les modifications à apporter à la taxe des biens de main-morte et au timbre sur les décharges contenues dans les lettres missives (A., t. 8, p. 677) ; du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 127) ; du Budget de l'Exercice 1873 (*Traitements de la Cour des Comptes*, A., t. 14, p. 550, 553) ; de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au

rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 203). — Est entendu : sur un incident relatif à l'acceptation de la démission de M. Thiers comme Président de la République (A., t. 18, p. 63, 64) ; dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Affaires étrangères: *Traitements des Agents en inactivité*, A., t. 28, p. 178, 209) ; des propositions concernant l'électorat municipal (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 138) ; des propositions concernant l'organisation municipale (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 264, 329). — Parle : sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à l'organisation du Conseil d'État (A., t. 33, p. 179) ; dans la discussion de ce projet de loi et de la proposition de M. Gaslonde tendant à modifier diverses dispositions de la loi organique de ce Conseil (A., t. 34, p. 130, 134). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 217).

FOUCAUD (M. DE), *Député élu par le département des Côtes-du-Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 31). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état du Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 210) ; et d'autres Commissions (F., n°s 99, 123 ; J. O. de 1871, p. 1545, 2248). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à l'envoi à Paris d'une délégation de l'Assemblée nationale (I., n° 75 ; A., t. 2, p. 72, 73, 86 ; J. O. de 1871, p. 385). = Donne lecture de cette proposition, et en demande l'urgence (A., t. 2, p. 73). — Obtient un congé (A., t. 3, p. 698). — Son décès est annoncé à l'Assemblée (A., t. 6, p. 461).

FOULER DE RELINGUE (M. le comte), *Député élu par le département du Pas-de-Calais.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 21 et 27). = Membre d'une Commission (F., n° 103 ; J. O. de 1873, p. 580). — Obtient des congés (A., t. 4, p. 313, 500 ; t. 6, p. 211 ; t. 7, p. 170 ; t. 12, p. 81, 111 ; t. 16, p. 291 ; t. 28, p. 69 ; t. 30, p. 520). — S'excuse de son absence (A., t. 16, p. 125). = N. B. — Son décès, survenu pendant la 1re prorogation de 1874, n'a pas été notifié à l'Assemblée.

FOUQUET (M.), *Député élu par le département de l'Aisne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 29). = Secrétaire : du 7e Bureau (F., n° 140 ; J. O. de 1873, p. 1769) ; et du 13e Bureau (F., n° 756 ; J. O. de 1875, p. 1817). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 210) ; et de diverses Commissions (F., n°s 123, 146, 171, 181, 211, 264, 317, 486, 505, 607, 611, 650, 800 ; J. O. de 1871, p. 2248, 2985, 4929, 5229 ; J. O. de 1872, p. 765, 2757, 4353 ; J. O. de 1873, p. 4107, 4819 ; J. O. de 1874, p. 1881, 2005, 4089 ; J. O. de 1875, p. 4464). = Ses rapports : sur le projet de loi ayant pour objet la prorogation d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de Grenoble (Isère) (I., n° 1161 ; A., t. 11, an., p. 185 ; J. O. de 1872, p. 3785) ; sur le projet de loi tendant à autoriser le département des Landes à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins de grande communication et d'intérêt commun (I., n° 1360 ; A., t. 13, an., p. 434 ; J. O. de 1872, p. 5668) ; sur le projet de loi ayant pour objet d'établir une surtaxe à l'octroi de la ville de Soissons (Aisne) (I., n° 1378 ; A., t. 13, an., p. 293 ; J. O. de 1872, p. 5718). = Ses observations sur un incident soulevé dans la discussion de la proposition ayant pour objet la création de bataillons de volontaires (A., t. 2, p. 64, 66). — Son rapport sur l'élection de MM. Arrazat et Castelnau par le département de l'Hérault (A., t. 4, p. 208). — S'excuse de son absence (A., t. 7, p. 49). — Ses observations à propos de la demande d'urgence de la proposition de M. Salneuve relative à l'affranchissement du territoire (A., t. 7, p. 307). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 11, p. 556 ; t. 30, p. 766 ; t. 35, p. 413). — Ses observations dans la discussion du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt sur les sucres*, A.,

t. 28, p. 659 ; t. 30, p. 336). — Adresse une question au Ministre des Finances au sujet de l'exécution de la loi du 21 mars 1874 sur l'exercice des raffineries de sucre à partir du 1er juillet 1875 (A., t. 37, p. 304). — Ses observations dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention internationale signée à Bruxelles sur le régime des sucres (A., t. 44, p. 292, *rectification*, p. 346).

FOURCAND (M. Émile), *Maire de Bordeaux.*

Lettre par laquelle il informe l'Assemblée de la Résolution du Conseil municipal de cette ville, au sujet des funérailles de M. Kûss, Député du Bas-Rhin, décédé à Bordeaux (A., t. 1, p. 166). = *Élu Député par le département de la Gironde.* — Son élection est validée (A., t. 4, p. 40). = Président du 14e Bureau (F., n° 674; J. O. de 1871, p. 1933). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 123, 125, 147, 164, 245, 269, 275, 284, 359, 367, 403, 454, 486, 492, 529, 544, 562, 573, 621, 627, 636, 686, 717, 739, 765, 769, 810, 824, 850, 857, 861 ; J. O. de 1871, p. 2248, 2333, 3012, 3513; J. O. de 1872, p. 1784, 2909, 3082, 3360, 7197, 7446; J. O. de 1873, p. 580, 2231, 4107, 4286, 7214, 7729; J. O. de 1874, p. 351, 736, 2358, 3307, 3636, 5848; J. O. de 1875, p. 160, 971, 2129, 3405, 4874, 5540, 9395, 9767, 9961); de la Commission du Budget de 1874 (F., n° 471, J. O. de 1873, p. 3480) ; et de la Commission du Budget de 1876 (F., n° 776; J. O. de 1875, p. 3636). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à la création d'une Faculté de médecine et de pharmacie à Bordeaux (I., n° 1103; A., t. 11, an., p. 49; J. O. de 1872, p. 3363). = Projet de loi présenté par lui, au nom de la Commission spéciale chargée d'établir les bases de la répartition du fonds annuel de subvention destiné à venir en aide aux départements (I., n° 3331 ; A., t. 41, an., p. 170; J. O. de 1875, p. 7203). = Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie des Charentes de plusieurs chemins de fer (I., n° 3648; A., t. 44, an., p. 66; J. O. de 1876, p. 263). = Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'élection des juges aux Tribunaux de commerce (A., t. 6, p. 184, 187). — Son rapport sur l'élection de MM. Challemel-Lacour et Bouchet par le département des Bouches-du-Rhône (A., t. 7, p. 50). — Ses observations sur la motion de M. Benoist d'Azy relative à la mise à l'ordre du jour du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 139). — Obtient des congés (A., t. 7, p. 305, 602; t. 8, p. 132; t. 13, p. 498 ; t. 19, p. 1, 127 ; t. 38, p. 288). — Parle : sur la question de M. Prax-Paris au sujet de la prorogation des concordats amiables (A., t. 8, p. 284); dans la discussion du Budget du Ministère des Affaires étrangères pour l'Exercice 1872 (*Personnel Consulaire*, (A., t. 8, p. 465); sur la demande d'urgence du projet de loi relatif à la cession par l'État à la ville de Bordeaux des bâtiments de l'Institution nationale des sourdes-muettes, et à la translation de cette Institution dans les bâtiments du Lycée de Saint-Sever, sur l'Adour (A., t. 13, p. 329); dans la discussion des interpellations de MM. Lespinasse et de Limairac relatives au refus de plusieurs Maires, et en particulier du Maire de Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne), de mandater certaines dépenses obligatoires (A., t. 15, p. 220); sur un incident relatif à un fait cité par M. de Carayon La Tour, à la charge de M. Challemel-Lacour, dans les débats ayant pour objet les marchés de Lyon (A., t. 16, p. 99); en réponse à un passage le concernant, dans l'exposé des motifs de la proposition de MM. de Lorgeril et de Cintré sur l'engagement pris par le Président de la République et rappelé dans la séance du 29 novembre 1872 (A., t. 16, p. 176). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à convertir en une taxe municipale l'obligation imposée aux riverains des voies publiques de Paris de balayer le sol livré à la circulation (A., t. 17, p. 101). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 165 à 178). — Adresse une question au Gouvernement au sujet de la Convention conclue avec l'ancienne Liste civile Impériale (A., t. 28, p. 478). — Dépose une demande d'interpellations sur le même sujet (A., t. 28, p. 495). — Est entendu dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874

(Travaux publics : *Subvention arriérée due au département de la Gironde pour un chemin de fer d'intérêt local*, A., t. 28, p. 366); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Droit de timbre sur les billets et mandats non négociables*, A., t. 29, p. 626. *Chèques*, p. 638, 646, 647, 652, 669); de la proposition de MM. Fournier et autres, relative aux Caisses d'épargne et de prévoyance (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 75); de la proposition de M. Courcelle relative aux élections partielles (A., t. 38, p. 42); du projet de loi ayant pour objet l'établissement d'un impôt sur les vinaigres et sur les acides acétiques (A., t. 40, p. 148, 151); de la proposition de M. Malartre tendant à la prorogation de l'Assemblée nationale à partir du vote du Budget de 1876 jusqu'au 30 novembre 1875 (A., t. 41, p. 48). — Dépose, au nom de la Commission spéciale, le projet de loi relatif aux bases de la répartition annuelle du fonds de subvention aux départements, et en demande le renvoi au Conseil d'État (A., t. 41, p. 212). — Parle dans la discussion : du projet de loi portant déclaration d'utilité publique et concession d'un chemin de fer de Marmande à Angoulême (A., t. 43, p. 48); du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession de diverses lignes de chemins de fer à la Compagnie du Midi (*Deuxième délibération*, A., t. 43, p. 86, 87). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 285).

FOURICHON (M. l'amiral), *Député élu par le département de la Dordogne.*

Sa lettre annonçant sa démission de *Ministre de la Marine et des Colonies* du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 1, p. 5). = Son élection est validée (A., t. 1, p. 32). = Président : du 5e Bureau (F., n° 562; J. O. de 1874, p. 351); du 10e Bureau (F., n° 650; J. O. de 1874, p. 4089); du 12e Bureau (F., n° 744; J. O. de 1875, p. 1275); et du 2e Bureau (F., n° 756; J. O. de 1875, p. 1817). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); et de diverses Commissions (F., n°s 23, 511, 658; M. B. de 1871, p. 231; J. O. de 1873, p. 5018; J. O. de 1874, p. 4360). = Est entendu sur la demande de mise à l'ordre du jour des propositions de MM. Louis Blanc et autres, relatives à la mise en accusation du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 2, p. 726, 727). — Dépose une pétition relative à la fabrication des sardines conservées (A., t. 2, p. 806). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au Traité de paix définitif avec l'Allemagne (A., t. 3, p. 64); du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 207). — S'excuse de son absence (A., t. 14, p. 231; t. 29, p. 171). — Obtient un congé (A., t. 14, p. 273). — Ses dépositions : devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 559 à 569); devant la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (A., t. 45, p. 79, 80). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif au Compte de liquidation (A., t. 30, p. 506); de la proposition de MM. Fresneau et Carron relative à l'organisation du service religieux dans l'armée de terre (*Troisième délibération*, A., t. 31, p. 94); du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 452). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 217).

FOURNIER (M.), *Directeur du Service de l'Algérie au Ministère de l'Intérieur, Conseiller d'État en Service extraordinaire.*

Est nommé Commissaire du Gouvernement pour la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Ministère de l'Intérieur) (A., t. 14, p. 394). — Prend part à la discussion de ce Budget (Algérie : *Exécution de la Convention passée avec la Société générale Algérienne*, A., t. 14, p. 533). = Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (A., t. 45, p. 131).

FOURNIER (M.), *Président du Conseil des Inspecteurs généraux des prisons.*

Membre adjoint de la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (F., n° 293; J. O. de 1872, p. 3644). — Présente à cette Commission, de concert avec M. de Bosredon, un projet

de loi sur les prisons départementales (A., t. 45, p. 228 à 230).

FOURNIER (M. Henri), *Député élu par le département du Cher.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 13). = Secrétaire du 9e Bureau (F., n° 289 ; J. O. de 1872, p. 3519). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 22, 51, 123, 130, 139, 144, 158, 169, 172, 178, 225, 269, 357, 486, 492, 535, 537, 617, 650, 717, 842 ; J. O. de 1871, p. 231, 750, 2248, 2466, 2754, 2929, 3334, 4802, 4960, 5137 ; J. O. de 1872, p. 1177, 2909, 7143; J. O. de 1873, p. 1107, 1286, 7398, 7479 ; J. O. de 1874, p. 2210, 4089 ; J. O. de 1875, p. 160, 9073) ; de la Commission chargée d'examiner les projets de lois portant règlement définitif du Budget de 1867 et du Budget de 1868 (F., n° 321 ; J. O. de 1872, p. 1516) ; et de la Commission des Trente chargée de présenter à l'Assemblée nationale un projet de loi pour régler les attributions des Pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (F., n° 371 ; J. O. de 1872, p. 7565). = Ses propositions concernant : la nomination d'une Commission de trente membres chargée d'élaborer un Code rural (I., n° 90 ; A., t. 2, p. 161 ; J. O. de 1871, p. 473) ; les règles applicables à toutes les élections (I., n° 360 ; A., t. 3, p. 689 ; J. O. de 1871, p. 2111, 2137). — Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : de régler l'exercice du droit de pétition (I., n° 602 ; A., t. 5, an., p. 186 ; J. O. de 1871, p. 3968) ; d'étendre aux avertissements et avis officieux des percepteurs l'exception édictée dans l'article 9, paragraphe 3, de la loi du 24 août 1871 sur les taxes postales (I., n° 777 ; A., t. 6, an., p. 292 ; J. O. de 1872, p. 416). — Sa proposition sur l'organisation générale de l'Assistance publique et l'extinction de la mendicité (I., n° 1033 ; A., t. 8, an., p. 260 ; J. O. de 1872, p. 2830). — Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, relatives : aux Caisses d'épargne et de prévoyance (I., n° 1411 ; A., t. 13, an., p. 552 ; J. O. de 1872, p. 7261, 7278) ; aux membres des corps électifs ou des administrations municipales qui se refusent à remplir certaines obligations légales (I., n° 1516 ; A., t. 15, an., p. 136 ; J. O. de 1873, p. 560). = Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. le comte de Tréveneuc et autres, relative au rôle éventuel des Présidents des Commissions départementales et des Conseils généraux (I., n° 485 ; A., t. 4, an., p. 257 ; J. O. de 1871, p. 2865) ; sur la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (I., n° 508 ; A., t. 4, an., p. 290 ; J. O. de 1871, p. 3841). — Son rapport sur les propositions : 1° de MM. le comte de Tréveneuc et autres ; 2° de MM. Vétillart et autres ; 3° de MM. le vicomte d'Aboville et autres ; 4° de MM. Vente et Depeyre, relatives au rôle éventuel des Conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles (I., n° 656 ; A., t. 5, an., p. 274 ; J. O. de 1871, p. 3588).— Son rapport supplémentaire sur ces mêmes propositions (I., n° 782 rectifié ; A., t. 6, an., p. 297 ; J. O. de 1872, p. 417). = Ses observations sur l'examen d'urgence de la proposition du Gouvernement relative à la translation de l'Assemblée nationale dans un lieu plus rapproché de Paris (A., t. 1, p. 170). — Dépose une pétition demandant que l'Assemblée ne soit pas transférée à Paris (A., t. 1, p. 231). — Parle: sur la proposition de M. d'Osmoy tendant à voter des félicitations au 43e de ligne (A., t. 2, p. 59, 60) ; sur la proposition de M. Millière relative à la prorogation des échéances des effets de commerce (A., t. 2, p. 99) ; sur la proposition de M. Gaslonde relative aux Conseils généraux (A., t. 2, p. 175, 184) ; sur la proposition de M. Giraud relative au vote à la commune (A., t. 2, p. 221, 223, *rectification*, p. 231).— Dépose deux pétitions : l'une, tendant à décharger les jeunes gens de la classe 1870 de toute prestation individuelle pour 1871 (A., t. 2, p. 453) ; l'autre, tendant à accorder des subventions aux communes pour l'envoi aux eaux thermales des soldats rentrés dans leurs foyers (A., t. 2, p. 535).— Est entendu : sur la prise en considération de la proposition de M. Gaslonde relative aux réquisitions militaires contre les particuliers (A., t. 2, p. 655) ; dans la discussion du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 670, 671) ; à propos de l'incident soulevé par M. de Valon au sujet de paroles prononcées par M. Jules Favre dans le 8e Bureau, le 17 février 1871, et concernant les conditions du Traité de paix (A., t. 3,

p. 474) ; dans la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 824, 830, 831, 847, 925 ; t. 4, p. 22, 26. *Troisième délibération*, t. 4, p. 537). — Parle, comme Rapporteur : sur l'ajournement des propositions de MM. de Tréveneuc (Côtes-du-Nord), Vétillart et autres, relatives au rôle éventuel des Conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles (A., t. 6, p. 90) ; sur la mise à l'ordre du jour de ces propositions (A., t. 6, p. 542) ; dans la discussion de ces propositions (A., t. 7, p. 424, 426, 434, 435, 439, 576, 580). — Son rapport sur l'élection de M. Vautrain par le département de la Seine (A., t. 7, p. 25). — Parle dans la discussion de la proposition de M. Princeteau relative à l'interdiction de toutes fonctions publiques salariées aux membres de l'Assemblée nationale (*Deuxième délibération*, A., t. 7, p. 388). — Dépose une demande d'interpellations sur l'agitation provoquée dans le Cher, à l'occasion de la publication d'un document parlementaire par le Préfet de ce département (A., t. 11, p. 131). — Demande l'ajournement à un mois de la discussion de ses interpellations (A., t. 11, p. 244). — Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1873 (Guerre : *Gendarmerie*, A., t. 14, p. 350) ; des interpellations de MM. Johnston et autres, au sujet de la Circulaire du Ministre de l'Instruction publique, du 27 septembre 1872, sur les réformes à apporter dans l'enseignement secondaire (A., t. 15, p. 250, 261) ; des propositions de M. Destremx et de M. Huon de Penanster ayant pour objet l'abrogation du décret du 28 octobre 1870 sur la Légion d'Honneur, et la modification des récompenses nationales (*Deuxième délibération*, A., t. 18, p. 559, 560, 562 ; t. 19, p. 42, 49, 55, 56, 61) ; du Budget de l'Exercice 1874 (Intérieur : *Situation des employés des Préfectures et Sous-Préfectures*, A., t. 28, p. 192). — Parle : au sujet de la demande de remise au lendemain du vote au scrutin secret, par appel nominal, sur la motion de M. de Franclieu tendant à l'ajournement du projet de loi sur le mode de nomination des Maires (A., t. 29, p. 14, 15) ; dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 29, p. 177). — Son rapport sur l'élection de M. Sens par le département du Pas-de-Calais (A., t. 30, p. 250). — Son rapport sommaire verbal sur la proposition de M. Marcel Barthe ayant pour objet de réunir les Services de l'assiette et du recouvrement des contributions directes (A., t. 30, p. 496). — Son rapport sommaire verbal sur la proposition de M. Parent relative aux Cours d'appel, à l'effet de supprimer le titre de second Président de la première Chambre et de réduire le nombre des Conseillers (A., t. 30, p. 496). — Est entendu : sur un incident relatif au dépôt demandé du rapport de la Commission d'initiative sur la proposition de M. Raoul Duval relative à la dissolution de l'Assemblée nationale (A., t. 33, p. 391, 392) ; dans la discussion : de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Deuxième délibération*, A., t. 35, p. 311 à 315, 322 ; t. 38, p. 246, 400, 431) ; de sa proposition relative aux Caisses d'épargne et de prévoyance (A., t. 38, p. 52 à 56) ; du Budget de l'Exercice 1876 (Agriculture et Commerce : *Concours des agents des Contributions directes et des Postes aux opérations des Caisses d'épargne*, A., t. 41, p. 240).

FOURTOU (M. BARDY DE), *Député élu par le département de la Dordogne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 32). = Secrétaire : du 2e Bureau (F., n° 123 ; J. O. de 1871, p. 2218) ; du 7e Bureau (F., n° 146 ; J. O. de 1871, p. 2985) ; du 11e Bureau (F., n° 215 ; J. O. de 1872, p. 889) ; et du même Bureau renouvelé (F., n° 241 ; J. O. de 1872, p. 1649). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 14, 22, 29, 58, 81, 123, 125, 130, 158, 167, 174, 189, 218, 231, 251, 264, 484 ; M. B. de 1871, p. 58 ; J. O. de 1871, p. 231, 337, 867, 1188, 2248, 2333, 2466, 3334, 4802, 5099 ; J. O. de 1872, p. 113, 975, 1398, 1978, 2757 ; J. O. de 1873, p. 4039) ; et de la Commission des Trente chargée de présenter à l'Assemblée nationale un projet de loi pour règler les attributions des Pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (F., n° 371 ; J. O. de 1872, p. 7565). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet de réduire à 10 francs le

droit des permis de chasse (I., n° 849 ; A., t. 7, an., p. 91 ; J. O. de 1872, p. 1058). = Son rapport sommaire sur la proposition de MM. Giraud et autres, tendant à modifier la loi électorale (I., n° 54 ; A., t. 4, an., p. 36 ; J. O. de 1871, p. 376). — Ses rapports : sur cette même proposition (I., n° 84 ; A., t. 2, p. 133, an., p. 36 ; J. O. de 1871, p. 400) ; sur le projet de loi portant abrogation du décret du 24 octobre 1870 qui a déclaré citoyens français les israélites indigènes de l'Algérie (I., n° 530 ; A., t. 5, an., p. 39 ; J. O. de 1871, p. 3193) ; sur la proposition de M. le général Ducrot tendant à autoriser M. le Garde des Sceaux à poursuivre devant les tribunaux compétents *l'Indépendant des Pyrénées-Orientales* et *la Constitution* (I., n° 925 ; A., t. 8, an., p. 3 ; J. O. de 1872, p. 1599) ; sur le projet de loi portant approbation d'une Convention de poste avec l'Empire d'Allemagne (I., n° 1110 ; A., t. 11, an., p. 59 ; J. O. de 1872, p. 3227, 3281). = Est entendu, comme Rapporteur, dans la discussion de la proposition de M. Giraud relative au vote à la commune (*Deuxième délibération*, A., t. 2, p. 224). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 359 ; t. 12, p. 411 ; t. 18, p. 449 ; t. 19, p. 7). — Dépose son rapport sur le projet de loi portant abrogation du décret du 24 octobre 1870 concernant les israélites indigènes de l'Algérie, et en demande l'urgence (A., t. 5, p. 45). — Demande, comme Rapporteur, l'ajournement de ce projet de loi (A., t. 6, p. 67). — Dépose son rapport sur la proposition de M. le général Ducrot tendant à autoriser des poursuites contre les journaux *l'Indépendant des Pyrénées-Orientales* et *la Constitution* (A., t. 8, p. 2). — Est entendu, comme Rapporteur, dans la discussion : de cette proposition (A., t. 8, p. 270, 271, 272) ; du projet de loi relatif à une Convention postale avec l'Empire d'Allemagne (A., t. 11, p. 332 à 339. = Est nommé *Ministre des Travaux publics* [Décret du 7 décembre 1872] (B. des L., n° 1538 ; J. O., p. 7609). — Ses explications, en cette qualité, sur les motifs du retard de la présentation à l'Assemblée du projet de loi relatif à la concession de nouvelles lignes à la Compagnie de l'Est (A., t. 14, p. 722). — Est entendu : sur la demande de renvoi de ce projet de loi à la Commission d'Enquête des chemins de fer (A., t. 15, p. 165, 166) ; dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1873 (Frais de régie : *Question du rétablissement du train rapide entre Paris et Marseille*, A., t. 14, p. 642) ; des interpellations de M. Grange sur la suppression du service des marchandises à la gare de Modane (A., t. 15, p. 4, 6, 8) ; de la demande de mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la reconstruction de la colonne Vendôme (A., t. 16, p. 63, 64) ; du projet de loi ayant pour objet l'allocation d'une subvention à la Compagnie du Médoc, en vue de l'achèvement du chemin de fer de Bordeaux au Verdon (A., t. 16, p. 184). — Parle : sur un incident relatif à la mise à l'ordre du jour du projet de loi concernant les indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 278) ; sur le projet de loi de crédit de 4 millions imputable sur le Compte de liquidation et applicable à la reconstruction de divers édifices de Paris (A., t. 17, p. 297). = Est nommé *Ministre des Cultes* [Décret du 18 mai 1873] (B. des L., n° 1982 ; J. O., p. 3201). = Prend part, comme Député, à la discussion du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de l'Est de nouvelles lignes de chemins de fer (A., t. 18, p. 91 à 99, 103, 121, 383 à 387). = Est nommé *Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts* [Décret du 26 novembre 1873] (B. des L., n° 2170 ; J. O., p. 7225). — Est entendu, en cette qualité, dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Instruction publique : *Institution des Sous-Secrétaires d'État*, A., t. 28, p. 274. *Comité consultatif de l'Instruction publique*, p. 275. *Création d'un second Inspecteur des sciences à Paris*, p. 276. *Rétablissement de la chaire de botanique au Muséum*, p. 285. *Situation des instituteurs et des institutrices primaires*, p. 307. *Mode de règlement du traitement des instituteurs*, p. 311. *Incident relatif à des instituteurs libres du département du Rhône cités devant le Conseil supérieur de l'Instruction publique*, p. 317. *Retards dans la liquidation des pensions de retraite des instituteurs*, p. 319, 320. *Modifications à introduire dans les conditions de leur admission à la retraite*, p. 320. Beaux-Arts : *Musée du Louvre*, p. 331.

Musées nationaux, p. 331. Cultes : *Frais de voyage et de séjour à Versailles*, p. 333. *Numérotage des Chapitres X et XI*, p. 333) ; du projet de loi de crédit destiné à subvenir aux dépenses nécessitées par l'incendie de l'Opéra (A., t. 29, p. 4) ; du projet de loi de crédit applicable à la création d'un Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique (A., t. 30, p. 530). = Est nommé *Ministre de l'Intérieur* [Décret du 22 mai 1874] (B. des L., n° 3040 ; J. O., p. 3473). — Donne lecture, en cette qualité, du projet de loi tendant à fixer l'époque des élections pour la reconstitution du Conseil général des Bouches-du-Rhône, dissous par décret du 26 mai 1874, et en demande l'urgence (A., t. 31, p. 175). — Parle : dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 32, p. 474 à 480, 484) ; des propositions concernant l'organisation municipale (*Première délibération*, A., t. 31, p. 236. *Deuxième délibération*, t. 32, p. 278, 303) ; des propositions concernant l'électorat municipal (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 57) ; sur la question de M. Girerd au sujet d'un document émané d'un Comité central de l'Appel au peuple, et relatif à l'élection de M. le baron de Bourgoing dans le département de la Nièvre (A., t. 32, p. 78) ; sur la question de M. Baze au sujet des faits survenus à Paris à la gare Saint-Lazare, et ayant entraîné l'arrestation de plusieurs Représentants (A., t. 32, p. 127) ; sur la fixation du jour des interpellations de M. Léon de Maleville, au sujet des intentions du Gouvernement à l'égard du parti Bonapartiste (A., t. 32, p. 150, 151) ; dans la discussion de ces interpellations (A., t. 32, p. 152). — Adresse au Président de l'Assemblée un décret portant retrait du projet de loi ayant pour objet d'approuver la Convention passée entre l'État et la Société générale Algérienne, pour l'exécution des grands travaux d'utilité publique en Algérie en 1874 (A., t. 32, p. 469). — Répond à la question de M. Lucien Brun sur les motifs de la suspension du journal *l'Union* (A., t. 32, p. 595). — Déclare accepter ses interpellations sur le même sujet (A., t. 32, p. 596). — Est entendu dans la discussion de ces interpellations (A., t. 33, p. 6 à 10). — Donne lecture d'un projet de loi tendant à ajourner l'époque de la prochaine Session ordinaire des Conseils généraux pour 1874, et en demande l'urgence (A., t. 33, p. 47).

FRAISSINET (M.), *Député élu par le département des Bouches-du-Rhône.*

Son élection est validée (A., t. 5, p. 29). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 359, 417, 448, 507, 607, 739, 800 ; J. O. de 1872, p. 7197 ; J. O. de 1873, p. 1039, 2032, 4880 ; J. O. de 1874, p. 1881 ; J. O. de 1875, p. 97, 4464) ; et de la Commission des Comptes du Budget de 1869 (F., n° 529 ; J. O. de 1873, p. 7211). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative aux admissions temporaires en franchise (I., n° 1226 ; A., t. 12, an., p. 45 ; J. O. de 1872, p. 4328). = Prend part à la discussion : du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 180, 270) ; du projet de loi concernant : 1° l'élévation du droit de timbre des récépissés des expéditions faites par chemins de fer en petite vitesse ; 2° la perception du droit de timbre des récépissés des expéditions faites par tous autres modes de transport ; 3° la perception du droit de timbre des connaissements (A., t. 8, p. 688). — Obtient des congés (A., t. 28, p. 700 ; t. 29, p. 384). — Est entendu dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1876 (Marine : *Matériel de la flotte*, A., t. 41, p. 210) ; de la proposition de M. Guichard et du projet de loi concernant les Conventions postales entre l'État et la Compagnie des Messageries maritimes (A., t. 41, p. 343).

FRANCIER (M.).

Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre lui et l'État, dans le département des Ardennes, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 15.

FRANCLIEU (M. le marquis DE), *Député élu par le département des Hautes-Pyrénées.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 20). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11 ; M. B. de 1871,

p. 209); et de diverses Commissions (F., nos 68, 85, 101, 125, 172, 215, 229, 241, 402, 440, 488, 505, 507, 541, 800 ; J. O. de 1871, p. 1013, 1245, 1623, 2333, 4986 ; J. O. de 1872, p. 889, 1295, 1649 ; J. O. de 1873, p. 550, 1769, 1177, 1819, 1880, 7729 ; J. O. de 1875, p. 1464). = Ses propositions relatives : à la répression en matière de presse (I., n° 378 ; A., t. 3, p. 872 ; J. O. de 1871, p. 2288) ; à la composition et à la nomination des Conseils municipaux (I., n° 1863 ; A., t. 19, an., p. 59 ; J. O. de 1873, p. 4695) ; à la répression des abus en matière de presse (I., n° 2510 ; A., t. 32, an., p. 503 ; J. O. de 1874, p. 5274). = Ses observations : en vue de la nomination immédiate des Questeurs (A., t. 1, p. 47) ; à propos de l'incident soulevé par M. Conti dans la discussion du projet de loi sur les Préliminaires de paix (A., t. 1, p. 103). — Est entendu sur la prise en considération de la proposition de MM. Calemard de Lafayette et autres, relative à la création d'une Commission de réorganisation de l'armée (A., t. 2, p. 876 à 879). — Dépose une proposition relative à la répression en matière de presse (A., t. 3, p. 845). — Déclare la retirer (A., t. 6, p. 26). — Obtient un congé (A., t. 5, p. 381). — Parle : sur la proposition de M. Bérenger relative à la nomination d'une Commission pour la revision des lois de répression en matière de presse et de délits politiques (A., t. 6, p. 76) ; sur l'urgence de la proposition de M. Lucien Brun relative à un impôt sur les transactions industrielles et commerciales (A., t. 7, p. 99) ; dans la discussion : du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 12, p. 634) ; du projet de loi concernant l'impôt des boissons (A., t. 13, p. 509) ; des rapports de la Commission des Marchés, sur les marchés passés à Lyon et sur les dépenses de l'armée des Vosges (A., t. 15, p. 472) ; du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 408). — Sa motion tendant à l'ajournement de la discussion de la loi sur le mode de nomination des Maires, jusqu'à celle de la loi organique municipale (A., t. 29, p. 6). — Est entendu : sur une question d'interprétation du Règlement, à propos de la discussion du projet de loi relatif à la prorogation des pouvoirs des Conseils municipaux (A., t. 30, p. 634) ; sur la demande d'urgence de la proposition de M. Dahirel portant que l'Assemblée nationale se prononcera, le 1er juin 1874, sur la forme définitive du Gouvernement de la France (A., t. 30, p. 659) ; dans la discussion du projet de loi concernant l'électorat municipal (*Première délibération*, A., t. 31, p. 227, 228). — Demande l'infirmation du vote émis sur l'urgence de la proposition de M. Casimir Perier relative à la base des travaux de la Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 32, p. 205). — Dépose une proposition à cet effet (A., t. 32, p. 207). — Déclare retirer cette proposition (A., t. 32, p. 208). — Donne lecture d'une proposition relative à la répression des abus en matière de presse, et en demande l'urgence (A., t. 32, p. 503). — Déclare retirer cette proposition (A., t. 32, p. 505). — La présente de nouveau (A., t. 32, p. 532). — Déclare accepter le renvoi de sa proposition à la Commission de la presse (A., t. 33, p. 136). — Demande le dépôt du rapport de cette Commission sur sa proposition (A., t. 35, p. 187). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. Malartre relative à la prorogation de l'Assemblée nationale (A., t. 34, p. 105, 106) ; des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Troisième délibération*, (A., t. 36, p. 651, 652). — Parle à l'occasion de la proposition déposée par M. Depeyre et portant ouverture d'un crédit de deux millions pour secours aux victimes des inondations du Midi (A., t. 39, p. 189). — Prend part à la discussion du projet de loi organique relatif aux élections des Sénateurs (*Troisième délibération*, A., t. 41, p. 320). — Adresse une question au Garde des Sceaux au sujet des intentions du Gouvernement à l'égard du projet de loi annoncé sur la presse (A., t. 42, p. 20). — Est entendu dans la discussion du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 44 à 51). — Est nommé *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 237).

FRANQUEVILLE (M. DE), *Conseiller d'État en Service extraordinaire, Directeur général des Ponts et Chaussées et des Chemins de fer.*

Est chargé, par décret, de soutenir la

discussion du projet de loi relatif à la concession ou à l'adjudication de plusieurs chemins de fer (A., t. 30, p. 520).

FRÉBAULT (M. le général), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 47). = Président : du 15e Bureau (F., n° 123 ; J. O. de 1871, p. 2248) ; du 14e Bureau (F., n° 189; J. O. de 1872, p. 113) ; du 12e Bureau (F., n° 463 ; J. O. de 1873, p. 3220) ; du 4e Bureau (F., n° 486 ; J. O. de 1873, p. 4107) ; du 5e Bureau (F., n° 717 ; J. O. de 1875, p. 160) ; et du 8e Bureau (F., n° 842 ; J. O. de 1875, p. 9073). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 22, 74, 84, 117, 141, 686 ; M. B., de 1871, p. 231 ; J. O. de 1871, p. 1116, 1230, 2086, 2819 ; J. O. de 1874, p. 5848) ; de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73 ; J. O. de 1871, p. 1111) ; et de la Commission de permanence de 1872 (A., t. 13, p. 567). = Son rapport à la Commission d'Enquête sur les forces militaires, au nom de la Sous-Commission de l'armement en artillerie et armes portatives (I., n° 58 ; A., t. 1, p. 64 ; J. O. de 1871, p. 1215). = Est entendu dans la discussion : du projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Troisième délibération*, A., t. 37, p. 178 à 183) ; du projet de loi tendant à modifier l'article 37 de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée (A., t. 43, p. 101 à 104). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 217).

FRÈRE (M.), *négociant à Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 831 à 835).

FRESNEAU (M.), *Député élu par le département du Morbihan.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 20). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 6, 23, 64, 84, 317, 321, 617 ; J. O. de 1871, p. 251, 952, 1230 ; J. O. de 1872, p. 4353, 4516 ; J. O. de 1874, p. 2210) ; de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de la Commission de décentralisation (F., n° 50 ; J. O. de 1871, p. 734) ; et de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73 ; J. O. de 1871, p. 1111). = Ses propositions : sur la formation des Conseils municipaux et la nomination des Maires (I., n° 1066 ; A., t. 10, an., p. 48 ; J. O. de 1872, p. 2344) ; sur l'organisation du service religieux dans l'armée de terre (I., n° 1490 ; A., t. 14, an., p. 145 ; J. O. de 1872, p. 7986) ; sur la modification de divers articles du Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 2170 ; A., t. 29, p. 121, an., p. 71 ; J. O. de 1874, p. 612) ; sur le volontariat d'un an (I., n° 3412 ; A., t. 42, an., p. 54 ; J. O. de 1875, p. 9342). = Son rapport sur la proposition de M. Philippoteaux ayant pour objet de déclarer inéligibles à l'Assemblée nationale les militaires et marins en activité de service (I., n° 2091 ; A., t. 28, an., p. 178 ; J. O. de 1874, p. 58). = Son rapport sur les élections de Lot-et-Garonne (A., t. 1, p. 17). — Ses observations : sur le procès-verbal de la séance du 15 février 1871, à propos d'une manifestation en dehors de l'enceinte de l'Assemblée (A., t. 1, p. 45) ; pour un rappel au Règlement, à propos de la lecture en séance d'une proposition (A., t. 1, p. 152). — Prend part à la discussion du projet de Résolution relatif à la translation du siège de l'Assemblée dans un lieu plus rapproché de Paris (A., t. 1, p. 278 à 280). — Adresse au Ministre de l'Intérieur une question au sujet de la participation de l'Internationale aux événements de Paris (A., t. 2, p. 152, 153, 154). — Est entendu : sur la mise à l'ordre du jour des propositions de MM. Adnet, Rivet et de Belcastel, concernant l'organisation du Gouvernement (A., t. 5, p. 203) ; dans la discussion : des interpellations de M. Brunet sur la non-présence à l'Assemblée des princes d'Orléans, dont l'élection remonte à plus de dix mois et a été validée depuis six mois (A., t. 6, p. 161, 163) ; du projet de loi sur les peines à établir contre les affiliés à l'Internationale

(A., t. 8, p. 238, 294) ; du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'Etat (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 111, 115, 128, 202) ; de la proposition de MM. Tolain et autres, tendant à abroger les art. 291 à 294 du Code pénal et la loi de 1834 sur le droit d'association (*Première délibération*, A., t. 11, p. 122) ; du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 249). — Ses observations, à l'occasion de la lecture du procès-verbal, au sujet de la place réservée dans la salle des séances aux membres des Commissions (A., t. 12, p. 389). — Obtient des congés (A., t. 13, p. 63 ; t. 42, p. 232). — Adresse une question au Ministre de l'Intérieur au sujet du retard apporté à l'examen de la demande d'autorisation et de publication du journal l'*Assemblée nationale* (A., t. 14, p. 81, 82). — Parle dans la discussion : des interpellations de M. le général Changarnier au sujet des voyages de M. Gambetta en Savoie et en Dauphiné pendant les vacances parlementaires (A., t. 14, p. 97) ; des rapports sur les pétitions relatives à la dissolution de l'Assemblée nationale (A., t. 14, p. 582) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Instruction publique : *Bibliothèques populaires*, A., t. 14, p. 461. Beaux-Arts : *Subventions aux théâtres nationaux*, p. 486) ; des interpellations de MM. Lespinasse et de Limairac sur le refus de certains Maires, et en particulier du Maire de Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne), de mandater diverses dépenses obligatoires (A., t. 15, p. 216 à 219, 229). — Est entendu : sur la demande d'ajournement des séances jusqu'au jour de la discussion du projet de loi de la Commission des Trente concernant les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 175) ; dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 16, p. 203, 243, 292 à 295) ; des pétitions : 1° du prince Napoléon ; 2° d'électeurs d'Ajaccio, au sujet de l'expulsion de ce prince du territoire français (A., t. 17, p. 163). — Sa motion relative à l'heure d'ouverture et de clôture des séances (A., t. 28, p. 328, 356). — Donne lecture de sa proposition tendant à modifier les articles 55, 79 et 80 du Règlement relatifs au scrutin secret et aux interpellations, et en demande l'urgence (A., t. 29, p. 121 à 123). — Est entendu dans la discussion des propositions concernant l'électorat municipal (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 71, 103). — Ses observations à propos d'une question qu'il se proposait d'adresser au Ministre de l'Intérieur (A., t. 32, p. 136, 137). — Prend part à la discussion : des propositions concernant l'organisation municipale (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 234 à 238) ; du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 79).

FREYCINET (M. DE), *ancien Délégué au Département de la Guerre près la Délégation de Tours et de Bordeaux.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 479 à 499).

FRIANT (M. l'intendant général), *ancien Intendant en chef de l'armée de l'Est.*

Ses dépositions : devant la Commission des Marchés, relativement à l'Enquête sur le matériel de la Guerre (A., t. 17, an., p. 272 à 281) ; devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 639 à 655).

FRIBOURG (M.), *publiciste.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 857 à 866).

G

GAGNEUR (M.), *Député élu par le département du Jura.*

Son élection est validée (A., t. 18, p. 151). = Membre de Commissions (F., nos 463, 588, 796; J. O. de 1873, p. 3220; J. O. de 1874, p. 1226; J. O. de 1875, p. 4340).

GAILLARD (M. le colonel), *Chef du Service de la Justice militaire à Versailles.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 573 à 575).

GAILLARD (M. LÉOPOLD DE), *publiciste.*

L'un des candidats proposés pour les fonctions de Conseiller d'État (A., t. 13, p. 96, et an., p. 64). — Est élu par l'Assemblée *Conseiller d'État* (A., t. 13, p. 381).

GAILLY (M.), *Député élu par le département des Ardennes.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 48). = Secrétaire du 4e Bureau (F., n° 486; J. O. de 1873, p. 4107). = Membre de Commissions (F., nos 15, 21, 40, 77, 94, 167, 367, 379, 438, 484, 498, 562, 575, 658, 744, 776; M. B. de 1871, p. 66, 224; J. O. de 1871, p. 542, 1136, 1439, 4802; J. O. de 1872, p. 7446, 7817; J. O. de 1873, p. 1710, 4039, 4481; J. O. de 1874, p. 351, 809, 4360; J. O. de 1875, p. 1275, 3636). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à la libération complète du territoire (I., n° 1002; A., t. 8, p. 395, an., p. 179; J. O. de 1872, p. 2342). = Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser la ville du Mans (Sarthe) : 1° à emprunter deux millions; 2° à s'imposer extraordinairement (I., n° 798; A., t. 6, an., p. 337; J. O. de 1872, p. 573). = Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser un emprunt de 600,000 francs et une imposition extraordinaire par la ville de Charleville (Ardennes) (A., t. 5, p. 615, 616). — Obtient un congé (A., t. 15, p. 316).

GALLICHER (M.), *Député élu par le département du Cher.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 13). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., nos 40, 51, 94, 128, 403, 419, 454, 650, 686, 707, 762, 772, 800, 824, 865; J. O. de 1871, p. 542, 750, 1439, 2419; J. O. de 1873, p. 580, 1080, 2234; J. O. de 1874, p. 1089, 5848, 8333; J. O. de 1875, p. 2037, 3525, 4464, 5510, 10118); et de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 177; J. O. de 1871, p. 6113). = Ses rapports, au nom de cette Commission : sur le service hydraulique de la France (I., n° 374; A., t. 3, p. 815; J. O. de 1871, p. 2191); sur la situation des voies navigables dans le bassin de la Loire (Rive gauche) (I., n° 1939; A., t. 19, an., p. 200; J. O. de 1873, p. 6771). — Son rapport sur le projet de loi tendant à ériger en municipalité distincte la section de Lizines, dépendant de la commune de Lizines-Sognolles, canton de Donnemarie, arrondissement de Provins (Seine-et-Marne) (I., n° 2560; A., t. 33, an., p. 50; J. O. de 1874, p. 5509). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 246; t. 15, p. 527; t. 39, p. 1). — Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 264, 265). — S'excuse de son absence (A., t. 18, p. 631). — Parle dans la discussion du projet de loi portant déclaration d'utilité publique de divers

chemins de fer (A., t. 44, p. 378). — Son rapport sur une pétition (A., t. 44, p. 398).

GALLONI D'ISTRIA (M.), *Député élu par le département de la Corse.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 145). — Membre de Commissions (F., nos 317, 562, 650, 842, 865 ; J. O. de 1872, p. 4353 ; J. O. de 1874, p. 351, 4089 ; J. O. de 1875, p. 9073, 10148). — Ses observations à propos d'une pétition tendant à la séparation de la Corse d'avec la France (A., t. 2, p. 792).—Obtient des congés (A., t. 3, p. 475 ; t. 7, p. 170). — Parle : à propos de la proposition de M. Target relative à la suspension momentanée des séances de l'Assemblée (A., t. 5, p. 312) ; dans la discussion : du Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1872 (Frais de régie : *Services postaux de la Corse*, A., t. 8, p. 406) ; de la proposition de MM. Tolain et autres, tendant à abroger les art. 291 à 294 du Code pénal et la loi de 1834 sur le droit d'association (*Première délibération*, A., t. 11, p. 420, *rectification*, p. 435). — Dépose une pétition d'électeurs du canton d'Ajaccio contenant une protestation contre l'expulsion du prince Napoléon, Conseiller général de ce canton (A., t. 14, p. 2). — Est entendu : sur des incidents soulevés dans la discussion des rapports de la Commission des Marchés, sur les marchés passés à Lyon (A., t. 15, p. 472, 502) ; sur le procès-verbal, à l'occasion d'une interruption de M. Ordinaire dans le débat relatif à la mise à l'ordre du jour de la demande en autorisation de poursuites contre M. Ranc (A., t. 18, p. 431) ; sur un incident relatif à l'ancien projet d'impôt sur les matières premières, dans la discussion du projet de loi sur les nouveaux impôts et les augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (A., t. 28, p. 684) ; sur un incident soulevé par lui dans la discussion de la proposition de M. Malartre relative à la prorogation de l'Assemblée nationale (A., t. 34, p. 98) ; sur le procès-verbal, à l'occasion de paroles prononcées par lui dans cette dernière discussion (A., t. 34, p. 125). — Prend part à la discussion du Budget de l'Exercice 1876 (Travaux publics : *Complément des routes forestières de la Corse*, A., t. 41, p. 254, 255).

GAMBETTA (M. Léon), *Député élu par les départements des Bouches-du-Rhône, de la Meurthe, de la Moselle, du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, de la Seine, de Seine-et-Oise, du Var, d'Alger et d'Oran.*

Son élection est validée pour la Meurthe (A., t. 1, p. 19). — La validation de son élection pour Seine-et-Oise est ajournée (A., t. 1, p. 34).— Son élection est validée : pour le Bas-Rhin (A., t. 1, p. 38) ; pour le Haut-Rhin (A., t. 1, p. 39) ; pour le Var (A., t. 1, p. 40) ; pour la Seine (A., t. 1, p. 47) ; pour la Moselle (A., t. 1, p. 48). — Déclare opter pour le Bas-Rhin (A., t. 1, p. 87). — Son élection est validée : pour Seine-et-Oise (A., t. 1, p. 149) ; pour le département d'Alger (A., t. 1, p. 209) ; pour le département d'Oran (ibid.) ; pour les Bouches-du-Rhône (A., t. 1, p. 308). — L'un des signataires de la Déclaration collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 61, et an., p. 3). — Est entendu : sur la question des attributions de la Commission chargée d'assister les négociateurs du Traité de paix (A., t. 1, p. 79, 80) ; sur la fixation de la réunion dans les Bureaux pour l'examen du projet de loi relatif aux Préliminaires de paix (A., t. 1, p. 93, 94). — L'un des signataires de la démission collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 124). = *Réélu*, après sa démission, comme Député du Bas-Rhin, *par les départements des Bouches-du-Rhône, de la Seine et du Var.* — Son élection est validée : pour le Var (A., t. 4, p. 12) ; pour la Seine (A., t. 4, p. 86) ; pour les Bouches-du-Rhône (A., t. 5, p. 29). — Lettre par laquelle il déclare opter pour la Seine (A., t. 5, p. 191). = Président : du 14e Bureau (F., n° 714 ; J. O. de 1875, p. 1275) ; et du 13e Bureau (F., n° 796 ; J. O. de 1875, p. 4340). = Membre de Commissions (F., nos 707, 739, 828, 861 ; J. O. de 1874, p. 8333 ; J. O. de 1875, p. 971, 5716, 9961). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet une subvention annuelle de 4 millions pour la traversée du Simplon (I., n° 1777 ; A., t. 17, an., p. 375 ; J. O. de 1873, p. 3480, 3502). = Prend part à la discussion : des pétitions des Archevêques et Évêques relatives à la situation faite au Souverain Pontife par le Gouvernement

Italien (A., t. 4, p. 257, 258, 260, 261, 262) ; du projet de loi relatif à l'annulation du décret de la Délégation de Tours du 13 octobre 1870, sur l'avancement dans l'armée (A., t. 4, p. 529, 530, 532) ; des propositions : 1° de MM. Rivet et autres, sur l'organisation du Pouvoir exécutif ; 2° de MM. Adnet et autres, sur la confirmation des pouvoirs de M. Thiers ; 3° de M. de Belcastel, sur la forme définitive du Gouvernement (A., t. 5, p. 246 à 250) ; du projet de loi relatif à un impôt sur les matières premières (A., t. 7, p. 99) ; des propositions de M. Johnston et de M. Raoul Duval relatives à la dénonciation des Traités de commerce (A., t. 7, p. 343, 348, 350) ; du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Première délibération*, A., t. 7, p. 651. *Deuxième délibération*, t. 11, p. 112, 134, 161) ; de l'élection de MM. Dupont et Deregnaucourt par le département du Nord (*Incident personnel*, A., t. 8, p. 30, 31, 39) ; des interpellations de M. de Guiraud sur la démission de M. Pouyer-Quertier, en qualité de Ministre des Finances (*Incident personnel*, A., t. 8, p. 262). — Demande la mise à l'ordre du jour du projet de loi sur le recrutement de l'armée (A., t. 11, p. 3). — Est entendu dans la discussion de ce projet de loi (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 104 à 108, 114 à 116, 123, 247, 292). — Parle : sur l'ordre proposé pour la discussion des rapports sur les marchés du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 11, p. 314) ; dans la discussion : des interpellations de M. Rouher sur les mesures que le Ministre de la guerre a prises à raison des faits dénoncés par la Commission des Marchés (A., t. 11, p. 469, 489 à 493, 500) ; des conclusions du rapport de cette Commission sur les marchés passés par la Commission d'Étude des moyens de défense (A., t. 13, p. 453, 456 à 464). — Interpellations de M. le général Changarnier sur ses voyages en Savoie et en Dauphiné pendant la prorogation de 1872, voyez à la *Table des matières*, art. *Interpellations*, n° 31. — Est entendu : sur la mise à l'ordre du jour des pétitions relatives à la dissolution de l'Assemblée nationale (A., t. 14, p. 505) ; dans la discussion de ces pétitions (A., t. 14, p. 561 à 573, 575, 588) ; sur un incident personnel, dans les débats relatifs à la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, ayant pour objet le rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 55, 56) ; dans la discussion du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 224 à 233). — Parle : sur la question de M. de Castellane au Ministre de l'Intérieur, au sujet de la suppression du journal *l'Assemblée nationale* et de l'interdiction de la vente sur la voie publique de l'*Espérance nationale* et de *Paris-Journal* (A., t. 16, p. 491) ; sur le projet de Résolution proposé à la suite du Traité conclu avec l'Allemagne, pour l'évacuation du territoire (A., t. 16, p. 515, 516). — Prend part à la discussion de la pétition de M. le général Carrey de Bellemare contre la décision, à son égard, de la Commission de revision des grades (A., t. 17, p. 32). — Est entendu : sur un incident relatif au retard apporté à la distribution du rapport de la Commission des Marchés, concernant les traités et marchés passés par la Préfecture des Bouches-du-Rhône (A., t. 17, p. 268, 269) ; dans la discussion des interpellations de M. Lepère, au sujet de la suppression du journal *le Corsaire* (A., t. 18, p. 264) ; sur la motion de M. Dufaure, tendant à la mise à l'ordre du jour des Bureaux des projets de Lois Constitutionnelles, présentés par lui au nom du précédent Gouvernement (A., t. 19, p. 12) ; sur une demande de rectification au procès-verbal, élevée par M. Audren de Kerdrel à propos de la discussion du projet de loi relatif à l'organisation du Jury dans les colonies (*Incident personnel*, A., t. 19, p. 137, 138, 141 à 144) ; sur la demande d'urgence du projet de loi tendant à conférer à la Commission de permanence le droit d'autoriser la poursuite des délits d'offense commis contre l'Assemblée nationale pendant la prorogation (A., t. 19, p. 454) ; dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 19, p. 364, 365, 369). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 480 à 506). — Sa lettre au Secrétaire de cette Commission (A., t. 25, p. 519). — Prend part à la discussion : de la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation des pouvoirs de M. le Maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 488) ; du Budget de l'Exercice 1874 (Affaires étran-

gères : *Question de la publication et de la distribution à l'Assemblée du* Livre jaune, A., t. 28, p. 169, 170, 171) ; du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Droit de transmission sur la vente des rentes*, A., t. 28, p. 632) ; du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (*Incident personnel*, A., t. 29, p. 117) ; des interpellations de M. Ricard sur le régime de la presse dans les départements soumis à l'état de siège (A., t. 29, p. 241, 244). — Est entendu : sur la prise en considération de la proposition de M. le général Loysel, tendant à faire examiner le Budget de la Guerre pour 1875 par les Commissions de l'Armée et du Budget réunies (A., t. 29, p. 370) ; dans la discussion du projet de loi électorale (*Première délibération*, A., t. 31, p. 302 à 306. *Deuxième délibération*, t. 42, p. 134 à 142. *Troisième délibération*, t. 42, p. 293, 369 à 376) ; sur la question de M. Girerd au sujet d'un document émané d'un Comité central de l'Appel au peuple et relatif à l'élection de M. le baron de Bourgoing dans le département de la Nièvre (A., t. 32, p. 76, 78, 79) ; dans la discussion du projet de loi relatif aux récompenses à accorder à l'occasion de l'Exposition de Vienne en 1873 (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 360, 364) ; sur la demande d'urgence de la proposition de M. Henri Brisson tendant à déférer à l'Assemblée nationale un article de M. de Saint-Genest publié par le *Figaro* (*Incident personnel*, A., t. 33, p. 89, 94). — Prend part à la discussion : de la proposition de M. Malartre relative à la prorogation de l'Assemblée nationale (A., t. 34, p. 97 à 101) ; des pétitions et réclamations de Français établis en Égypte (A., t. 35, p. 217, 219) ; du projet de loi tendant à autoriser un emprunt de 16 millions par la ville de Marseille (A., t. 35, p. 363) ; des pétitions d'habitants de Lyon, d'Oullins (Rhône), de Paris, de Bordeaux et d'autres villes, qui demandent la réglementation par l'Assemblée de l'observation de la loi sur le travail du Dimanche (A., t. 35, p. 463, 464, 466) ; du projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 42, 104. — Parle : sur le maintien à l'ordre du jour du projet de loi et des propositions concernant la création et les attributions d'un Sénat (A., t. 36, p. 263) ; dans la discussion des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 422) ; sur la demande d'urgence de la proposition de M. Brisson tendant à faire élire, le premier dimanche d'avril 1875, une nouvelle Assemblée (A., t. 36, p. 500) ; sur la prise en considération de la proposition de M. Courcelle relative aux élections partielles (A., t. 37, p. 310). — Prend part à la discussion : de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 432, 470, 471) ; du projet de loi relatif à divers droits d'enregistrement (*Incident personnel*, A., t. 39, p. 37, 38). — Est entendu : sur le maintien à l'ordre du jour de la proposition de MM. Princeteau et autres, ayant pour objet la revision du tarif de 1807, qui régit la taxe des Greffiers de justices de paix (A., t. 39, p. 53) ; dans la discussion : de cette proposition (*Deuxième délibération*, A., t. 39, p. 95) ; de l'élection de M. l'amiral de Kerjégu, par le département des Côtes-du-Nord (A., t. 39, p. 164, 165). — Parle : sur l'urgence de la proposition de M. Haëntjens tendant, par dérogation à la loi du 13 mai 1875 sur les élections partielles, à faire convoquer les électeurs de la Nièvre dans le délai de dix jours (A., t. 40, p. 38) ; dans la discussion des interpellations de M. Raoul Duval sur la conduite que le Gouvernement entend tenir à l'égard du Comité de l'Appel au peuple (A., t. 40, p. 94 à 97, 99, 100) ; sur un incident relatif au retrait, par M. Madier de Montjau, de la demande d'urgence sur sa proposition tendant à fixer l'époque des élections générales et de la réunion du Sénat et de la Chambre des Députés (A., t. 41, p. 72) ; dans la discussion du projet de loi relatif à l'exécution d'un chemin de fer de grande ceinture autour de Paris (*Incident réglementaire*, A., t. 41, p. 444) ; sur la demande de mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à l'Administration de l'armée (A., t. 42, p. 324) ; sur la protestation de M. Paris (Pas-de-Calais) ayant pour objet de demander la nullité du 6e scrutin pour la nomination

des Sénateurs (A., t. 43, p. 292, 295); sur la demande de mise à l'ordre du jour du projet de loi portant déclaration d'utilité publique de divers chemins de fer (A., t. 44, p. 69). — Est entendu : à l'occasion de l'abstention organisée par des membres de l'Assemblée, dans la discussion du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (A., t. 44, p. 96); dans la discussion : de ce projet de loi (SEINE : Ville de *Paris*, A., t. 44, p. 122, 123, 127); du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A., t. 44, p. 248, 270). — Sa motion relative au règlement des dernières séances de l'Assemblée (A., t. 44, p. 268 à 270, 273). — Parle dans la discussion du projet de Résolution relatif à la date de la prorogation de l'Assemblée et à l'ordre du jour de ses derniers travaux (A., t. 44, p. 270, 271, 286, 287).

GAMBON (M.), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 47). = Ses explications sur un fait personnel, à propos d'un incident soulevé par M. de Kerdrel dans la discussion des élections de Vaucluse (A., t. 1, p. 230). = N. B. — Mentionné comme décédé au Décret du 9 juin 1871, portant convocation pour le 2 juillet des électeurs de 46 départements.

GANAULT (M.), *Député élu par le département de l'Aisne.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 12). = Secrétaire du 12e Bureau (F., n° 697; J. O. de 1874, p. 7981). = Membre de Commissions (F., nos 125, 427, 509, 769; J. O. de 1871, p. 2333; J. O. de 1873, p. 1383, 4945; J. O. de 1875, p. 3405). = Son rapport sur le projet de loi relatif à l'établissement de surtaxes à l'octroi de la ville de Mayenne (Mayenne) (I., n° 2052; A., t. 28, an., p. 33; J. O. de 1873, p. 7630). = S'excuse de son absence (A., t. 7, p. 49). — Obtient un congé (A., t. 28, p. 434). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 44, p. 393).

GANIVET (M.), *Député élu par le département de la Charente.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 12, 162). — Ses observations au sujet d'une protestation mentionnée contre son élection (A., t. 1, p. 250). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., nos 15, 32, 41, 58, 72, 85, 136, 225, 328, 367, 379, 401, 419, 440, 450, 509, 541, 584, 607, 617, 621, 636, 658, 674, 756, 796, 824, 861; M. B. de 1871, p. 66; J. O. de 1871, p. 372, 561, 867, 1098, 1245, 2641; J. O. de 1872, p. 1177, 4725, 7446, 7817; J. O. de 1873, p. 524, 1080, 1769, 2113, 4945, 7729; J. O. de 1874, p. 1115, 1881, 2210, 2358, 3636, 4360, 4933; J. O. de 1875, p. 1817, 4340, 5510, 9961); de la Commission des Marchés (F., n° 37; J. O., p. 471); de la Commission d'Enquête sur les causes de l'insurrection de Paris (F., n° 95; J. O. de 1871, p. 1476); et de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 177; J. O. de 1871, p. 6113). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : de faire cesser la suspension des poursuites de saisie immobilière, établie par le décret du 2 novembre 1870 (I., n° 122; A., t. 2, p. 392; J. O. de 1871, p. 507); de réduire à 10 fr. le droit des permis de chasse (I., n° 849; A., t. 7, an., p. 31; J. O. de 1872, p. 1058). — Ses propositions tendant : à la modification de l'article 87 du Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 2090; A., t. 28, p. 198, an., p. 178; J. O. de 1873, p. 7734); à la prorogation de l'Assemblée nationale (I., n° 2305; A., t. 30, p. 500, an., p. 180; J. O. de 1874, p. 2210). — Sa proposition, présentée de concert avec plusieurs de ses collègues, tendant à abroger la loi du 2 août 1872 sur les bouilleurs de cru (I., n° 3118; A., t. 39, an., p. 83; J. O. de 1875, p. 5172). = Ses rapports : sur le projet de loi tendant à retarder l'époque de l'élection des membres des Tribunaux de commerce (I., n° 1163; A., t. 14, an., p. 118; J. O. de 1872, p. 7754); sur sa proposition relative à la prorogation de l'Assemblée nationale (I., n° 2332; A., t. 30, p. 578, an., p. 276; J. O. de 1874, p. 3055); sur la proposition de MM. Labélonye et Journault relative à la répartition de l'impôt mobilier (I., n° 2876; A., t. 34, an., p. 152; J. O. de 1874, p. 6027).

= Parle dans la discussion de la proposition de M. Millière relative à la prorogation des échéances des effets de commerce (A., t. 2, p. 109). — Obtient un congé (A., t. 3, p. 644). — Ses observations au sujet du service du *Journal officiel* (A., t. 4, p. 30). — Est entendu : dans la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 18, 106, 107, 122, 141, 161, 165, 273, 285. *Troisième délibération*, t. 4, p. 390, 394, 451, 548); sur la prise en considération de la proposition de MM. Vilfeu et autres, relative à la répression de l'ivresse (A., t. 4, p. 352); dans la discussion : de cette proposition (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 21, 24, 25, 26); de la proposition de M. le baron Eschassériaux relative au contingent de 1871 (A., t. 4, p. 586); du projet de loi relatif aux augmentations d'impôts et aux impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 619, 668; t. 5, p. 88); du projet de loi portant augmentation des impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 181, 328, 344); du projet de loi relatif à l'élection des juges aux Tribunaux de commerce (A., t. 6, p. 179); de la proposition de M. Courbet-Poulard relative à la réduction du privilège des propriétaires d'immeubles en cas de faillite (*Deuxième délibération*, A., t. 6, p. 430). — Son rapport sur l'élection de M. Levert par le département du Pas-de-Calais (A., t. 7, p. 69). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 244, 274, 275); des propositions de M. Johnston et de M. Raoul Duval relatives aux Traités de commerce (A., t. 7, p. 359). — Demande l'urgence du projet de loi accordant des pensions aux veuves des militaires victimes de l'insurrection du 18 mars (A., t. 7, p. 565). — Est entendu dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 7, p. 569); du projet de loi concernant les droits d'enregistrement (A., t. 8, p. 57, 81, 82); du Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'Exercice 1872 (*Inspecteurs généraux de l'Enseignement primaire*, A., t. 8, p. 443); du Budget du Ministère de l'Intérieur pour le même Exercice (*Portée des réductions adoptées sur les divers services*, A., t. 8, p. 600); du projet de loi concernant les fonctionnaires et employés réformés pour cause de suppression d'emploi ou de réorganisation (A., t. 8, p. 679, 680); du projet de loi concernant : 1° l'élévation du droit de timbre des récépissés des expéditions faites par chemins de fer en petite vitesse; 2° la perception du droit de timbre des récépissés des expéditions faites par tous autres modes de transport; 3° la perception du droit de timbre des connaissements (A., t. 8, p. 684); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 92, 130, 475, 477); du projet de loi relatif à l'établissement d'un impôt sur les créances hypothécaires (A., t. 12, p. 587); du projet de loi concernant l'impôt des boissons (A., t. 13, p. 505, 508); de la proposition de M. le baron Chaurand tendant à ajourner les séances du lundi 23 décembre 1872 au lundi 6 janvier 1873 (A., t. 14, p. 650). — Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1873 (Instruction publique : *Bibliothèque du palais de Fontainebleau*, A., t. 14, p. 460. Intérieur : *Traitements des Préfets*, p. 511. Finances : *Question de la suppression des Percepteurs dans les chefs-lieux d'arrondissement et de département*, p. 647. Impôts autorisés : *Réduction du prix des permis de chasse*, p. 652); de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 603, 610); de la proposition de MM. Destremx et autres, relative à la répartition des places réservées au public dans la salle des séances de l'Assemblée (A., t. 15, p. 309); du projet de loi relatif aux allumettes chimiques (A., t. 16, p. 497, 578); du projet de loi ayant pour objet de régler la condition des déportés à la Nouvelle-Calédonie (A., t. 16, p. 584); de la proposition de MM. Naquet et autres, tendant à la nomination d'une Commission parlementaire chargée d'étudier la question de l'enseignement et de l'exercice de la médecine et de la pharmacie (A., t. 17, p. 15); du projet de loi tendant à convertir en une taxe municipale l'obligation imposée aux riverains des voies publiques de Paris de balayer le sol livré à la circulation (A., t. 17, p. 99); du projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départe-

ments envahis (A., t. 17, p. 388). — Son rapport sur l'élection de M. Barodet par le département de la Seine (A., t. 18, p. 82). — Parle : dans la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation sur les contributions indirectes (A., t. 18, p. 451, 454, 460, 474) ; sur la demande d'urgence de la proposition de M. Cézanne relative à l'organisation militaire dans la région des montagnes qui bordent la frontière (A., t. 18, p. 484) ; dans la discussion des propositions de MM. Destremx et autres et de M. Huon de Penanster, relatives à l'abrogation du décret du 28 octobre 1870 sur la Légion d'Honneur et à la modification des récompenses nationales (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 51, 74). — Sa motion tendant à l'ajournement de la prorogation après le vote sur les Traités de commerce et sur la question de l'abrogation des surtaxes de pavillon (A., t. 19, p. 452). — Sa proposition à ce sujet (A., t. 19, p. 480, 483). — Ses observations sur des incidents relatifs à deux des scrutins pour la nomination de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 57, 66). — Donne lecture de sa proposition tendant à modifier l'article 87 du Règlement, et en demande l'urgence (A., t. 28, p. 198). — Ses observations sur la question de participation des membres de l'Assemblée au vote fixé au dimanche 14 décembre 1873, pour l'élection d'un Représentant dans le département de Seine-et-Oise (A., t. 28, p. 267). — Est entendu : dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Intérieur : *Réorganisation uniforme des bureaux des Préfectures*, A., t. 28, p. 188. Frais de régie : *Rétablissement des Percepteurs de villes supprimés*, p. 458. Voies et moyens : *Exécution de la loi du 2 août 1872 sur les bouilleurs de cru*, p. 578 : *Réduction du port des imprimés*, p. 583, 585. *Réduction du port des échantillons*, p. 607) ; sur la demande d'urgence de la proposition de M. Fresneau tendant à modifier les articles 55, 79 et 80 du Règlement (A., t. 29, p. 123) ; sur un incident relatif à la nomination dans les bureaux de la Commission du projet de loi relatif à la librairie (A., t. 29, p. 252) ; dans la discussion : du projet de loi tendant à la déclaration d'utilité publique et à la concession d'un Canal d'irrigation dérivé de la rivière de la Bourne, dans le département de la Drôme (A., t. 29, p. 302) ; du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt sur les tissus*, A., t. 29, p. 471. *Incidents relatifs à l'ordre de la discussion*, p. 509, 616. *Tolérance accordée aux bouilleurs de cru*, t. 30, p. 194). — S'excuse de son absence (A., t. 29, p. 663). — Ses observations à propos de la motion de M. Chaper tendant à recourir à l'emploi de bulletins sous enveloppes dans le nouveau scrutin pour la nomination d'un troisième Questeur (A., t. 30, p. 38). — Donne lecture de sa proposition relative à la prorogation des séances de l'Assemblée, du 28 mars au 4 mai 1874, et en demande l'urgence (A., t. 30, p. 500). — Donne lecture de son rapport sur cette proposition (A., t. 30, p. 578). — Est entendu dans la discussion : de sa proposition (A., t. 30, p. 582) ; du projet de loi relatif à la prorogation des pouvoirs des Conseils municipaux (A., t. 30, p. 609). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 30, p. 764 ; t. 43, p. 59). — Parle : sur la prise en considération de la proposition de M. Léon Say tendant à instituer un prix de 50,000 francs pour la découverte d'un moyen pratique de déterminer la présence de l'alcool dans les mélanges (A., t. 32, p. 20) ; dans la discussion : des propositions concernant l'électorat municipal (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 54. *Troisième délibération*, p. 569, 616) ; des propositions concernant l'organisation municipale (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 240). — Parle : sur la prise en considération de la proposition de M. Clapier relative à l'interprétation de l'article 59 du Règlement (A., t. 33, p. 105) ; dans la discussion du Budget de l'Exercice 1875 (Dette publique : *Pensions civiles*, A., t. 33, p. 251. Intérieur : *Personnel des bureaux des Préfectures et Sous-Préfectures*, p. 267 à 270. Guerre : *Suppression des congés de semestre dans l'armée*, A., t. 34, p. 139. Agriculture et Commerce : *Institution des Fermes-écoles ; question du phylloxera*, p. 171) ; sur la pétition d'un ancien Sous-Commissaire de la Marine réclamant contre sa mise d'office à la retraite (A., t. 35, p. 160) ; sur une pétition demandant la réforme du cadastre (A., t. 35, p. 469) ; au sujet des conclusions de la Commission d'i-

nitiative sur la proposition de M. Hervé de Saisy tendant à empêcher l'abus des nominations faites à la dernière heure par les Ministres sortants (A., t. 36, p. 456) ; sur un incident relatif au droit pour un Député de présenter, après le rejet d'un projet de loi, une proposition différente relative au même objet (A., t. 36, p. 538).— Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion de la proposition de MM. Labélonye et Journault relative à la répartition de l'impôt mobilier (*Première délibération*, A., t. 36, p. 544) ; sur la demande d'urgence des propositions de MM. Waddington, Vautrain, Clapier et Wallon, relatives à l'organisation du Sénat (A., t. 36, p. 563) ; dans la discussion du projet de loi relatif aux droits sur les manquants, chez les marchands en gros, bouilleurs et distillateurs (A., t. 37, p. 41 à 46) ; sur la demande de mise à l'ordre du jour et de déclaration d'urgence du projet de loi relatif à la concession à la Compagnie de Picardie et Flandres des chemins de fer de Cambrai à Douai et d'Aubigny-au-Bac à Somain, avec embranchement sur Abscon (A., t. 37, p. 96). — Prend part à la discussion de ce projet de loi (*Incident sur le procès-verbal*, A., t. 39, p. 429) ; de la proposition de M. Courcelle relative aux élections partielles (A., t. 38, p. 39) ; de la proposition de MM. Princeteau et autres, ayant pour objet la revision du tarif de 1807, qui régit la taxe des Greffiers de justices de paix (*Deuxième délibération*, A., t. 39, p. 94) ; du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée (A., t. 39, p. 323, 326) ; du projet de loi ayant pour objet l'établissement d'un impôt sur les vinaigres et sur les acides acétiques (A., t. 40, p. 134 à 139) ; du Budget de l'Exercice 1876 (Algérie : *Allocation d'une indemnité de frais de tournée aux Préfets d'Oran et de Constantine*, A., t. 40, p. 185, 186. Instruction publique : *Augmentation des traitements des maîtres élémentaires dans les lycées*, t. 41, p. 218. Frais de régie : *Question du rétablissement des Percepteurs de villes*, p. 368. Dépenses sur ressources spéciales : *Question du droit des pauvres sur les recettes des théâtres*, p. 395) ; de la proposition de M. Tallon ayant pour objet de retirer aux Conseils généraux la vérification des pouvoirs de leurs membres (A., t. 41, p. 287). — Parle sur un incident relatif à l'interprétation de la décision de l'Assemblée consistant à ne faire partir la prorogation que du mercredi soir 4 août 1875 (A., t. 41, p. 414). — Demande le renvoi à la Commission d'initiative, chargée de l'examen de sa proposition tendant à abroger la loi du 2 août 1872 sur les bouilleurs de cru, des deux propositions analogues de M. Claude (Meurthe-et-Moselle) et de M. d'Andelarre (A., t. 42, p. 12). — Prend part à la discussion de ces propositions (A., t. 43, p. 202, 204, 224 à 231).

GARCIN (M.), *Capitaine d'État-major.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 561 à 568).

GARDE (M. le colonel), *ancien Lieutenant-Colonel du 43e régiment de marche.*

Sa réclamation adressée à la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 427).

GARIBALDI (M. le général), *Député élu par les départements des Alpes-Maritimes, de la Côte-d'Or, de la Seine et d'Alger.*

Lettre par laquelle il déclare renoncer au mandat de Député (A., t. 1, p. 4). — Demande la parole, après la lecture de sa démission et la levée de la séance (A., t. 1, p. 7). — Par suite de sa démission, il n'est pas statué sur ses élections : par les Alpes-Maritimes (A., t. 1, p. 11) ; par la Côte-d'Or (p. 33) ; par la Seine (p. 47) ; et par le département d'Alger (p. 209, 212, 237). = Incident sur sa conduite à Dijon, à propos d'une pétition relative aux antécédents du général Bordone, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. PÉTITIONS, § II, n° 3.

GARNIER-PAGÈS (M.), *membre du Gouvernement de la Défense nationale.*

L'un des signataires de la démission collective des membres de ce Gouvernement (A., t. 1, p. 5). = Sa déposition devant la

Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 385 à 397).

GASLONDE (M.), *Député élu par le département de la Manche.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 18). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., n°s 22, 41, 51, 94, 99, 144, 146, 188, 211, 241, 405, 448, 463, 468, 505, 524, 541, 601, 621, 686; J. O. de 1871, p. 231, 561, 750, 1439, 1545, 2929, 2985 ; J. O. de 1872, p. 89, 765, 1649 ; J. O. de 1873, p. 653, 2032, 3220, 3393, 4819, 6982, 7729 ; J. O. de 1874, p. 1699, 2358, 5848); de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O. de 1871, p. 471) ; et de la Commission chargée d'examiner les projets de lois portant règlement définitif du Budget de 1867 et de celui de 1868 (F., n° 321 ; J. O. de 1872, p. 4516). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative aux élections des Conseils municipaux et des Conseils généraux (I., n° 16; A., t. 1, an., p. 16; J. O. de 1871, p. 287). — Ses propositions relatives : aux marchés passés depuis le commencement de la guerre, dans l'intérêt de la défense nationale, par les Administrations civiles et militaires (I., n° 33; A., t. 1, p. 168, an., p. 24 ; J. O. de 1871, p. 359) ; aux réquisitions exercées contre les particuliers, depuis le commencement de la guerre, par les autorités civiles et militaires (I., n° 34 ; A., t. 1, p. 168, an., p. 24 ; J. O. de 1871, p. 359) ; à la convocation immédiate des Conseils généraux (I., n° 65 ; A., t. 2, p. 18, 47 ; J. O. de 1871, p. 384) ; à l'organisation de l'enseignement, à tous les degrés (I., n° 698; A., t. 6, an., p. 168; J. O. de 1872, p. 49); à la détermination de l'époque avant laquelle l'Assemblée nationale ne pourra pas se séparer (I., n° 1486 ; A., t. 14, an., p. 142 ; J. O. de 1872, p. 7757); à la modification de diverses dispositions de la loi organique du Conseil d'État (I., n° 2060 ; A., t. 28, an., p. 75 ; J. O. de 1873, p. 7763). = Son rapport sur sa proposition relative aux réquisitions exercées contre les particuliers, depuis le commencement de la guerre, par les autorités civiles et militaires (I., n° 187 ; A., t. 2, p. 811; J. O. de 1871, p. 1005). — Son rapport supplémentaire sur cette proposition (I., n° 307 ; A., t. 3, p. 282; J. O. de 1871, p. 1585). — Son rapport sur la proposition de M. Princeteau relative à l'interdiction de toutes fonctions publiques salariées aux membres de l'Assemblée nationale (I., n° 564 ; A., t. 5, an., p. 92; J. O. de 1871, p. 3637). = Son rapport sur les élections de Vaucluse (A., t. 1, p. 182). — Parle sur l'ajournement de l'impression des rapports de la Commission d'Enquête sur l'état des Finances (A., t. 1, p. 302). — Donne lecture de sa proposition relative à la convocation immédiate des Conseils généraux, et en demande l'urgence (A., t. 2, p. 18). — Est entendu dans la discussion : de sa proposition (A., t. 2, p. 170, 171, 172, 173, 174) ; du projet de loi tendant à nommer une Commission chargée d'examiner les marchés passés à l'occasion de la guerre, depuis le 18 juillet 1870 (A., t. 2, p. 278) ; du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 312, 313). — Demande le renvoi à la Commission de décentralisation, de la proposition de MM. Théry et autres, relative à la suppression des fonctions de Sous-Préfet (A., t. 2, p. 536). — Parle : dans la discussion du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 551, 556, 557, 558, 559, 560, 645, 660); sur la prise en considération de sa proposition relative aux réquisitions exercées contre les particuliers (A., t. 2, p. 654); comme Rapporteur, dans la discussion de sa proposition (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 54, 56. *Troisième délibération*, p. 424, 427, 429). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 762 ; t. 8, p. 21). — Est entendu : sur la demande de renvoi du projet de loi ayant pour but d'établir des peines contre les affiliés à l'Association internationale, à la Commission chargée d'examiner la proposition de MM. Tolain et autres, tendant à abroger les articles 291 et 292 du Code pénal (A., t. 4, p. 508) ; dans la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 567) ; du Budget rectifié de 1871 (Services votés du Ministère des Affaires étrangères : *Missions extraordinaires et*

imprévues, A., t. 5, p. 659, 660); du projet de loi relatif à l'impôt sur les revenus (A., t. 6, p. 321, 462).— Parle, comme Rapporteur, dans la discussion de la proposition de M. Princeteau relative à l'interdiction de toutes fonctions publiques salariées aux membres de l'Assemblée nationale (*Deuxième délibération*, A., t. 6, p. 409, 411, 414, 415, 425; t. 7, p. 382, 386, 387, 389, 390. *Troisième délibération*, t. 11, p. 60, 61, 62). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 174, 183, 184, 186, 198, 200, 204, 205) ; du projet de loi relatif à l'établissement d'un impôt sur les créances hypothécaires (A., t. 12, p. 571, 580) ; du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 12, p. 623, 687 à 694, 695, 730 ; t. 13, p. 3, 4, 6, 45, 136); du projet de loi de crédit applicable au paiement d'une indemnité de 212,000 francs à M. Souberbielle, ancien entrepreneur général des transports de l'armée française au Mexique (A., t. 13, p. 186, 187) ; du projet de loi relatif au monopole par l'État de l'achat, de la fabrication et de la vente des allumettes chimiques (A., t. 13, p. 565) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Justice : *Personnel des bureaux du Conseil d'État*, A., t. 14, p. 400, 409. Frais de régie : *Personnel des contributions indirectes*, p. 630. Voies et moyens : *Suppression de l'impôt sur les créances hypothécaires*, p. 661, 662); du projet de loi ayant pour objet de régler la condition des déportés à la Nouvelle-Calédonie (A., t. 16, p. 571). — Sa motion tendant à un ajournement de quelques jours, à la suite de la constitution du nouveau Ministère du 25 mai 1873 (A., t. 18, p. 153). — Ses observations sur l'usage de l'Assemblée de ne recevoir le dépôt d'aucune proposition après la fixation de l'ordre du jour du lendemain (A., t. 27, p. 26). — Est entendu : sur la motion de M. Johnston tendant à la suspension de la séance, à l'effet d'entendre la lecture du rapport de la Commission chargée d'examiner la proposition de MM. le général Changarnier et autres, sur la prorogation pour dix ans des pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 106) ; sur un incident relatif à la fixation de l'ordre du jour (A., t. 28, p. 700) ; dans la discussion : du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Exercice des raffineries*, A., t. 30, p. 96. *Taxe à l'importation des salaisons étrangères*, p. 421, 428); des propositions concernant l'organisation municipale (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 291). — Sa motion tendant à ajourner de deux jours les séances de l'Assemblée, à la suite du vote contre la priorité demandée par le Gouvernement en faveur du projet de loi sur le Sénat (A., t. 35, p. 441). — Parle dans la discussion : des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Troisième délibération*, A., t. 36, p. 628, 629) ; du projet de loi relatif à divers droits d'enregistrement (A., t. 39, p. 13) ; du Budget de l'Exercice 1870 (Travaux publics : *Exécution du chemin de fer de Saint-Lô à Lamballe, dans la partie entre Saint-Lô et Coutances*, A., t. 41, p. 247) ; du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie de l'Ouest (A., t. 44, p. 375).

GASSELIN DE FRESNAY (M.), *Député élu par le département de la Sarthe.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 55). = Membre de Commissions (F., nos 177, 241, 245, 269, 395, 575, 842 ; J. O. de 1871, p. 6113 ; J. O. de 1872, p. 1649, 1784, 2909 ; J. O. de 1873, p. 336 ; J. O. de 1874, p. 809 ; J. O. de 1875, p. 9073). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 109, 200 ; t. 38, p. 124). — S'excuse de son absence (A., t. 11, p. 10).

GATIEN-ARNOULT (M.), *Député élu par le département de la Haute-Garonne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 45). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 8, 14, 23, 37, 102, 419, 450, 535, 537, 627, 629, 636 ; M. B. de 1871, p. 27, 58 ; J. O. de 1871, p. 251, 471, 1596 ; J. O. de 1873, p. 1080, 2113, 7398, 7479 ; J. O. de 1874, p. 3307, 3395, 3636) ; et de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209). = Sa proposition, présentée de concert avec

d'autres Députés, relative à la création d'une Faculté de médecine à Toulouse (I., n° 1208 ; A., t. 11, an., p. 305 ; J. O. de 1872, p. 4120, 4151). = Obtient des congés (A., t. 2, p. 573 ; t. 4, p. 500 ; t. 6, p. 211 ; t. 11, p. 49 ; t. 15, p. 3 ; t. 18, p. 502). — S'excuse de son absence (A., t. 2, p. 816 ; t. 6, p. 19 ; t. 14, p. 1 ; t. 35, p. 69). — Est entendu dans la discussion de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 125 à 128, 155). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 160 à 164). — Parle dans la discussion : de sa proposition et de celles de plusieurs de ses collègues, relatives à la création de Facultés de médecine à Lyon, Toulouse, Lille, Nantes, Bordeaux et Marseille (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 411, 414. *Troisième délibération*, t. 35, p. 93 à 97) ; de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 411).

GAUDY (M.), *Député élu par le département du Doubs.*

Son élection est validée (A., t. 7, p. 147). = Secrétaire : du 10e Bureau (F., n° 463 ; J. O. de 1873, p. 3220) ; du même Bureau renouvelé (F., n° 607 ; J. O. de 1874, p. 1881) ; du 6e Bureau (F., n° 697 ; J. O. de 1874, p. 7981) ; et du 14e Bureau (F., n° 769 ; J. O. de 1875, p. 3405). = Membre de Commissions (F., nos 289, 440, 454, 486, 634 ; J. O. de 1872, p. 3519 ; J. O. de 1873, p. 1769, 2231, 4107 ; J. O. de 1874, p. 3578). = Obtient un congé (A., t. 19, p. 127).

GAULTHIER DE RUMILLY (M.), *Député élu par le département de la Somme.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 23). = Président : du 11e Bureau (F., n° 74 ; J. O. de 1871, p. 1116) ; et du 1er Bureau (F., n° 167 ; J. O. de 1871, p. 1802). — Vice-Président du 9e Bureau (F., n° 189 ; J. O. de 1872, p. 113). — Président : du 3e Bureau (F., n° 241 ; J. O. de 1872, p. 1649) ; du 9e Bureau (F., n° 264 ; J. O. de 1872, p. 2757) ; du 3e Bureau (F., n° 393 ; J. O. de 1873, p. 280) ; du 8e Bureau (F., n° 463 ; J. O. de 1873, p. 3220) ; du 4e Bureau (F., n° 547 ; J. O. de 1873, p. 6751) ; du même Bureau renouvelé (F., n° 562 ; J. O. de 1874, p. 351) ; du 7e Bureau (F., n° 674 ; J. O. de 1874, p. 4933) ; et du 12e Bureau (F., n° 842 ; J. O. de 1875, p. 9073). = Membre : de la Commission des Quinze (F., n° 20 ; M. B. de 1871, p. 204) ; et de diverses Commissions (F., nos 74, 80, 123, 357, 405, 686 ; J. O. de 1871, p. 1116, 1183, 2248 ; J. O. de 1872, p. 7143 ; J. O. de 1873, p. 653 ; J. O. de 1874, p. 5848). = Son rapport sommaire sur la proposition de M. Dussaussoy relative à une surtaxe sur les dépêches télégraphiques (I., n° 512 ; A., t. 4, an., p. 303 ; J. O. de 1871, p. 3559). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 475 ; t. 7, p. 170 ; t. 12, p. 411 ; t. 16, p. 533 ; t. 29, p. 282). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 259). = Son allocution, comme *Président d'âge du Sénat*, à la cérémonie de la transmission des pouvoirs (A., t. 44, p. 401).

GAULTHIER DE VAUCENAY (M.), *Député élu par le département de la Mayenne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 19). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et d'une autre Commission (F., n° 769 ; J. O. de 1875, p. 3405). = S'excuse de son absence (A., t. 14, p. 625). — Obtient un congé (A., t. 17, p. 42).

GAVARDIE (M. DE), *Député élu par le département des Landes.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 16). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 23, 58, 125, 146, 167, 178, 427, 438, 488, 544, 588, 650, 717 ; J. O. de 1871, p. 251, 867, 2333, 2985, 4802, 5137 ; J. O. de 1873, p. 1383, 1710, 4177, 5018 ; J. O. de 1874, p. 1226, 4089 ; J. O. de 1875, p. 160) ; et de la Commission des Services administratifs (F., n° 78 ; J. O. de 1871, p. 1148). = Ses propositions ayant pour objet : d'ajouter une disposition additionnelle à l'art. 95 du Code pénal (I., n° 185 ; A., t. 2, p. 801 ; J. O. de 1871, p. 808) ;

de réglementer la presse et les diverses manifestations publiques de la pensée (I., n° 2169 ; A., t. 29, an., p. 68 ; J. O. de 1874, p. 739). = Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. Gaslonde relative aux Conseils généraux (A., t. 2, p. 182) ; du projet de loi concernant les poursuites en matière de délits commis par la voie de la presse (A., t. 2, p. 495). — Dépose une pétition réclamant l'intervention de l'Assemblée en faveur du Souverain Pontife (A., t. 2, p. 729). — Donne lecture de sa proposition tendant à modifier l'art. 95 du Code pénal, et en demande l'urgence (A., t. 2, p. 801). — Parle dans la discussion : du projet de loi sur le cautionnement des journaux et écrits imprimés (A., t. 3, p. 707) ; des élections de MM. Boucau, Pascal Duprat et Loustalot par le département des Landes (A., t. 4, p. 7). — Obtient un congé (A., t. 5, p. 381). — Prend part à la discussion de la proposition de M. Courbet-Poulard relative à la réduction du privilège du propriétaire d'immeubles, en cas de faillite (*Deuxième délibération*, A., t. 6, p. 427, 428, 429). — Adresse une question à M. le Garde des Sceaux sur la vente autorisée d'une brochure intitulée, *Le Catéchisme populaire républicain* (A., t. 7, p. 404). — Demande la mise à l'ordre du jour des propositions de MM. Arago, Bérenger et autres, relatives au mode de nomination et à la mise à la retraite des magistrats (A., t. 7, p. 392). — Est entendu dans la discussion : de ces propositions (*Première délibération*, A., t. 7, p. 471, 472, 478, 492. *Deuxième délibération*, t. 8, p. 155, 156 ; t. 11, p. 229, 265 à 269) ; de la proposition de MM. Salneuve et Antonin Lefèvre-Pontalis relative à la nomination d'une Commission chargée d'étudier les voies et moyens de prompte libération du territoire (A., t. 8, p. 106) ; du projet de loi concernant les fonctionnaires et employés réformés pour cause de suppression d'emploi ou de réorganisation (A., t. 8, p. 680, 681) ; des conclusions du rapport de la Commission des Marchés concernant les marchés du Ministère de la Guerre en Angleterre (A., t. 11, p. 222) ; des interpellations de M. Rouher sur les mesures que le Ministre de la Guerre a prises à raison des faits dénoncés par la Commission des Marchés (A., t. 11, p. 493) ; du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 135). — Parle : à propos de la demande de communication aux magistrats militaires chargés de l'instruction de la capitulation de Metz, des dépositions et documents recueillis par la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 12, p. 638, 639) ; dans la discussion : du projet de Résolution proposé à la suite de cette demande (A., t. 13, p. 15 à 17) ; du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 12, p. 637, 673, 674) ; du projet de loi de crédit applicable au paiement d'une indemnité de 212,000 fr. à M. Souberbielle, ancien entrepreneur général des transports de l'armée française au Mexique (A., t. 13, p. 188) ; du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 288) ; du projet de loi tendant à modifier la formation du jury en matière criminelle (A., t. 14, p. 72) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Affaires étrangères : *Sa question au Ministre au sujet de propos offensants contre la religion, dans une réunion officielle, imputés au Ministre de France à Rome* (A., t. 14, p. 441) ; de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 116, 141) ; de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 636) ; du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 319). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, sur la demande de mise à l'ordre du jour de la pétition de M. le général Carrey de Bellemare contre la décision à son égard de la Commission de revision des grades (A., t. 16, p. 507). — Son rapport sur cette pétition (A., t. 17, p. 25). — Parle : sur la demande d'urgence de la proposition de M. Crémieux relative au régime légal de l'Algérie (A., t. 18, p. 352) ; dans la discussion : de la proposition de M. Tirard tendant à autoriser la fabrication à tous titres des ouvrages d'or et d'argent destinés à l'exportation (*Deuxième délibération*, A., t. 18, p. 629) ; du projet de loi relatif à l'organisation du jury dans les Colonies *Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 128) ; du

projet de loi relatif à l'organisation générale de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 212). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 27, p. 57 à 63). — Ses observations au sujet de l'une de ces pétitions, tendant à l'enseignement de l'économie politique dans les écoles primaires (A., t. 27, p. 63). — Est entendu dans la discussion : des interpellations de M. Lamy relatives à la levée de l'état de siège (A., t. 28, p. 100, 107, 108) ; du Budget de l'Exercice 1874 (Intérieur : *Question de la Commission du colportage*, A., t. 28, p. 193. Beaux-Arts : *Situation générale des Beaux-Arts en France*, p. 320) ; du projet de loi relatif à la surveillance de la haute police (*Troisième délibération*, A., t. 29, p. 264, 266) ; de l'élection de M. Marcou par le département de l'Aude (A., t. 29, p. 348, 351, 352). — Parle : sur la mise à l'ordre du jour de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (A., t. 33, p. 236, 237) ; sur un incident soulevé à l'occasion de la lecture du procès-verbal, à propos de paroles prononcées par M. Galloni d'Istria dans la discussion de la proposition de M. Malartre relative à la prorogation de l'Assemblée nationale (A., t. 34, p. 124, 125) ; dans la discussion de la proposition de MM. Savoye et autres, ayant pour objet de rendre les navires susceptibles d'hypothèques (*Troisième délibération*, A., t. 35, p. 125) ; sur la motion de M. Gaslonde tendant à ajourner de deux jours les séances de l'Assemblée, à la suite du vote contre la priorité demandée par le Gouvernement en faveur de la loi sur le Sénat (A., t. 35, p. 442). — Prend part à la discussion : des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 418) ; du projet de loi portant régularisation des crédits supplémentaires ouverts par décrets pendant la prorogation de l'Assemblée (*Revision des pensions civiles concédées à titre exceptionnel depuis le 4 septembre 1870*, A., t. 37, p. 283) ; de la motion de M. Laboulaye tendant à la mise en tête de l'ordre du jour du projet de loi relatif aux rapports des Pouvoirs publics (A., t. 39, p. 51, 52) ; du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée (A., t. 39, p. 385) ; de l'élection de M. l'amiral de Kerjégu par le département des Côtes-du-Nord (A., t. 39, p. 466) ; du projet de loi relatif aux élections des Sénateurs (*Deuxième délibération*, A., t. 41, p. 67, 68). — Est entendu : à l'occasion de la demande d'urgence du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession de diverses lignes de chemins de fer à la Compagnie du Midi (A., t. 43, p. 51, 52) ; dans la discussion de ce projet de loi (*Deuxième délibération*, A., t. 43, p. 93, 95, 96) ; sur la question du temps à employer par l'Assemblée en dehors du scrutin pour la nomination des Sénateurs (A., t. 43, p. 91).

GAVINI (M.), *Député élu par le département de la Corse.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 145). = Membre de Commissions (F., nos 201, 517, 865 ; J. O. de 1872, p. 456 ; J. O. de 1873, p. 6751 ; J. O. de 1875, p. 10118). = Sa proposition relative au Conseil général de la Corse (I., n° 3329 ; A., t. 41, an., p. 167 ; J. O. de 1875, p. 7314). = Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser la ville d'Armentières (Nord) à proroger jusqu'au 31 décembre 1872 la perception d'une surtaxe sur les vins, les alcools et les eaux-de-vie (I., n° 758 ; A., t. 6, an., p. 279 ; J. O. de 1872, p. 302). = Est entendu sur un incident soulevé dans la discussion du projet de loi sur les préliminaires de paix (A., t. 1, p. 102, 103, 104). — Prend part à la discussion : de l'élection de M. Marc-Dufraisse par les Alpes-Maritimes (A., t. 1, p. 244) ; des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 145) ; du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 276) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Frais de régie : *Service postal entre Nice et la Corse*, A., t. 14, p. 646, 647). — Obtient un congé (A., t. 15, p. 148). — Demande la fixation d'un jour pour la discussion d'une pétition d'habitants d'Ajaccio contre l'expulsion du prince Napoléon du territoire français (A., t. 15, p. 621 à 623 ; t. 16, p. 1). — Parle : sur l'ajournement de la discussion de cette pétition (A., t. 17, p. 20) ; sur la prise en considéra-

tion de la proposition de M. Tallon ayant pour objet de retirer aux Conseils généraux la vérification des pouvoirs de leurs membres (A., t. 41, p. 43). — Donne lecture de sa proposition relative au Conseil général de la Corse, et en demande le renvoi à la Commission chargée d'examiner la proposition de M. Tallon (A., t. 41, p. 212). — Prend part à la discussion du Budget de l'Exercice 1876 (Travaux publics : *Complément des routes forestières de la Corse*, A., t. 41, p. 252). — Ses observations dans la discussion du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (*Incident sur l'ordre de la discussion*, A., t. 44, p. 111).

GAYOT (M. Amédée), *Député élu par le département de l'Aube.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 49). = Président du 2e Bureau (F., n° 717; J. O. de 1875, p. 160). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); et de diverses Commissions (F., nos 81, 146, 183, 265, 397, 478, 650, 796; J. O. de 1871, p. 1188, 2985, 5299; J. O. de 1872, p. 2781; J. O. de 1873, p. 404, 3817; J. O. de 1874, p. 4089; J. O. de 1875, p. 4340). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département de l'Aube (I., n° 2418; A., t. 31, an., p. 513; J. O. de 1874, p. 3794). = Ses rapports : sur le projet de loi tendant à autoriser le département du Loiret à s'imposer extraordinairement pour la construction d'une école normale et l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local (I., n° 3233; A., t. 41, an., p. 7; J. O. de 1875, p. 6827); sur le projet de loi tendant à autoriser le département d'Eure-et-Loir à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires (I., n° 3257; A., t. 41, an., p. 64; J. O. de 1875, p. 6964); sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins, les cidres, poirés et hydromels, l'alcool et l'absinthe à l'octroi de la commune de Châteaugiron (Ille-et-Vilaine) (I., n° 3315; A., t. 41, an., p. 145; J. O. de 1875, p. 7087); sur le projet de loi tendant : 1° à ratifier une Convention passée entre l'État et la ville d'Issoudun (Indre) en vue d'assurer le paiement de la dépense résultant de l'extension du casernement; 2° à autoriser ladite ville à emprunter une somme de 600,000 fr. et à s'imposer extraordinairement (I., n° 3361; A., t. 41, an., p. 143; J. O. de 1875, p. 7378). = Parle dans la discussion du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 349). — Obtient des congés (A., t. 4, p. 57; t. 12, p. 494; t. 32, p. 271). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur l'élection des juges aux Tribunaux de commerce (A., t. 6, p. 221, 222); des propositions de MM. Bérenger, Arago, de Peyramont et autres, relatives à la réorganisation de la magistrature (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 250). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 18, p. 482 à 484).

GENT (M. Alphonse), *Député élu par le département de Vaucluse.*

Ses explications personnelles à propos des protestations contre les élections des Bouches-du-Rhône (A., t. 1, p. 56). — Est entendu dans la discussion de ces élections (A., t. 1, p. 197). — L'enquête est prononcée sur son élection et sur celle de ses collègues du même département (A., t. 1, p. 199). — Ses observations sur la décision de l'Assemblée (ibid.). — Donne, de concert avec eux, sa démission de Député (A., t. 1, p. 199, 200). = *Réélu par le même département.* — Son élection est validée (A., t. 4, p. 98). = Membre de Commissions (F., nos 146, 152, 178, 229, 562, 607, 697, 796, 850; J. O. de 1871, p. 2985, 3155, 5137; J. O. de 1872, p. 1295; J. O. de 1874, p. 351, 1881, 7981; J. O. de 1875, p. 4340, 9395). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative au rachat des chemins de fer et à la libération du territoire (I., n° 876; A., t. 7, p. 378, an., p. 147; J. O. de 1872, p. 1269). = S'excuse de son absence (A., t. 7, p. 525; t. 8, p. 610, 645; t. 19, p. 68). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux nouveaux lieux de déportation (A., t. 8, p. 507, 509, 511); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 337, 371). — Obtient un congé (A., t. 13, p. 200). — Parle : sur un incident relatif au retard apporté à la distribution du rapport de la

Commission des Marchés concernant les traités et marchés passés par la Préfecture des Bouches-du-Rhône (A., t. 17, p. 268, 270); sur un incident relatif à un document publié à la suite du rapport de M. de Sugny au nom de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 17, p. 357); sur un incident relatif au compte-rendu par le *Journal officiel* de la manifestation d'une partie de l'Assemblée, à l'entrée de M. Thiers dans la salle des séances, après sa démission de Président de la République (A., t. 18, p. 102). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 131 à 138). — Dépose une demande d'interpellations sur les agissements de l'Administration préfectorale du département de Vaucluse, dans les diverses élections qui se sont succédé depuis le 1er mars 1874 (A., t. 41, p. 336).

GEORGE (M.), *Député élu par le département des Vosges.*

Explique son refus d'adhésion à la Déclaration d'abstention motivée, lue par M. Buffet au nom de plusieurs de ses collègues des Vosges, à l'occasion du vote du projet de loi sur les préliminaires de paix (A., t. 1, p. 114). — La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 144). — Son élection est validée (A., t. 1, p. 252). — Adresse par lettre sa démission à l'Assemblée (A., t. 1, p. 298). — Déclare la retirer (ibid.). = Secrétaire : du 14e Bureau (F., n° 717 ; J. O. de 1875, p. 160); du 11e Bureau (F., n° 744 ; J. O. de 1875, p. 1275); et du 9e Bureau (F., n° 769 ; J. O. de 1875, p. 3405). = Membre de Commissions (F., nos 22, 40, 58, 74, 93, 309, 358, 399, 405, 445, 450, 607, 611, 650 ; M. B. de 1871, p. 223 ; J. O. de 1871, p. 542, 867, 1116, 1408 ; J. O. de 1872, p. 4118, 7167; J. O. de 1873, p. 460, 653, 1769, 2113 ; J. O. de 1874, p. 1881, 2005, 4089). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet l'instruction primaire obligatoire (I., n° 560 ; A., t. 5, an., p. 88 ; J. O. de 1871, p. 3366). = Parle dans la discussion du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 261). — Son rapport sur l'élection de MM. Millaud et Ordinaire par le département du Rhône (A., t. 4, p. 5). — Obtient des congés (A., t. 6, p. 24, 211 ; t. 7, p. 305). — Est entendu : dans la discussion du rapport de la Commission des Marchés sur les marchés passés à Lyon et sur les dépenses de l'armée des Vosges (A., t. 15, p. 494, 502); sur un incident relatif à la question de l'acceptation de la démission de M. Thiers, comme Président de la République (A., t. 18, p. 64). — Sa proposition, signée de lui et d'un grand nombre de Députés, ayant pour objet de ne pas accepter cette démission (A., t. 18, p. 65). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de l'Est de nouvelles lignes de chemins de fer (A., t. 18, p. 249, 254, 274, 279). — Son rapport sur l'élection de M. Girot-Pouzol par le département du Puy-de-Dôme (A., t. 27, p. 69). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation des pouvoirs de M. le maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 187); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt de la petite vitesse*, A., t. 30, p. 263); du projet de loi de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Troisième délibération*, A., t. 37, p. 203 à 207).

GÉRARD (M.), *Député élu par le département de l'Oise.*

Son élection est validée (A., t. 14, p. 145). = Membre de Commissions (F., nos 419, 650, 697, 744 ; J. O. de 1873, p. 1080; J. O. de 1874, p. 4089, 7981 ; J. O. de 1875, p. 1275). = Sa proposition ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département de l'Oise (I., n° 2434 ; A., t. 32, an., p. 22; J. O. de 1874, p. 4022). = Obtient des congés (A., t. 28, p. 69, 199 ; t. 29, p. 42, 55; t. 41, p. 130; t. 42, p. 108).

GERMAIN (M.), *Député élu par le département de l'Ain.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 10.) =

Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., n°s 32, 58, 60, 81, 94, 172, 217, 231, 762, 796 ; J. O. de 1871, p. 372, 867, 894, 1188, 1439, 4986 ; J. O. de 1872, p. 950, 1398 ; J. O. de 1875, p. 2037, 4340) ; de la Commission du Budget de 1873 (F., n° 297 ; J. O. de 1872, p. 3767) ; et de la Commission du Budget de 1874 (F., n° 471 ; J. O. de 1873, p. 3480). = Sa proposition tendant à ouvrir au Ministre des Finances un crédit de cent millions de francs pour couvrir les frais de la guerre et les déficits des Exercices de 1870 et 1871 (I., n° 7 ; A., t. 1, an., p. 6 ; J. O. de 1871, p. 271). = Donne lecture de cette proposition et en demande l'urgence (A., t. 1, p. 72). — Adresse une question au Gouvernement sur les emprunts du Trésor à la Banque de France et sur la vente de rentes 3 p. 100 sans autorisation (A., t. 1, p. 178, 206). — Prend part à la discussion du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 583, 584, 588, 589, 642). — Obtient des congés (A., t. 2, p. 773 ; t. 5, p. 381 ; t. 15, p. 148). — Demande des explications sur l'étendue des pouvoirs de la Commission du Budget (A., t. 2, p. 804). — Est entendu : sur la prise en considération de la proposition de M. Limperani relative au taux de l'intérêt de l'argent (A., t. 2, p. 906) ; dans la discussion : de la proposition de MM. Amédée Lefèvre-Pontalis et autres, relative à la nomination d'une Commission chargée de reviser les décrets du Gouvernement de la Défense nationale (*Première délibération*, A., t. 3, p. 221) ; du projet de loi relatif à l'emprunt de 2 milliards (A., t. 3, p. 532 à 537) ; sur l'ordre de la discussion des divers projets d'impôts (A., t. 6, p. 120) ; dans la discussion du projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu (A., t. 6, p. 227) ; sur l'urgence de la discussion du projet de loi relatif à la Banque de France (A., t. 6, p. 315) ; dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 6, p. 352) ; du projet de loi relatif à un impôt sur les matières premières (A., t. 7, p. 90). — Adresse une question au Ministre des Finances sur la création de nouvelles succursales de la Banque de France (A., t. 7, p. 122). — Parle : sur un incident relatif au chiffre exact du déficit du Budget (A., t. 7, p. 141) ; dans la discussion : des propositions de MM. Johnston et Raoul Duval relatives aux Traités de commerce (A., t. 7, p. 363) ; de la proposition de MM. Salneuve et Antonin Lefèvre-Pontalis relative à la nomination d'une Commission chargée d'étudier les moyens de prompte libération du territoire (A., t. 8, p. 104) ; du Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1872 (*Discussion générale*, A., t. 8, p. 341, 353. *Intérêts et amortissement des emprunts faits à la Banque*, p. 373, 375) ; du Budget du Ministère des Travaux publics pour le même Exercice (*Garanties d'intérêts aux Compagnies de chemins de fer*, A., t. 8, p. 545). — Est entendu : à l'occasion du dépôt des trois projets de lois sur les contributions directes, les sels et les boissons (A., t. 12, p. 515) ; dans la discussion : du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 13, p. 104, 114) ; du projet de loi relatif à un nouvel emprunt de trois milliards (A., t. 13, p. 152 à 155, 156) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Voies et moyens : *Droits d'entrée sur les matières premières*, A., t. 14, p. 684) ; de la proposition de MM. Tolain et autres, tendant à l'ouverture d'un crédit de 100,000 fr. destiné à couvrir les frais de voyage et de séjour d'ouvriers Français à l'Exposition universelle de Vienne en 1873 (A., t. 17, p. 54) ; sur l'incident relatif à la démission donnée par M. Jules Grévy de la Présidence de l'Assemblée (A., t. 17, p. 225). — Prend part à la discussion : du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de l'Est de nouvelles lignes de chemins de fer (A., t. 18, p. 127, 303, 364, 387) ; des interpellations de M. Lepère au Gouvernement sur la suppression du journal *le Corsaire* (A., t. 18, p. 268). — S'excuse de son absence (A., t. 19, p. 296). — Est entendu : sur la demande d'urgence de la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation pour dix ans des pouvoirs de M. le maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 11) ; dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Discussion générale : *Situation financière et budgétaire*, A., t. 28, p. 540, 548. Guerre : *Exécution de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée*, p. 403) ; du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Bud-

get de 1874 (*Discussion générale*, A., t. 29, p. 423, 426 à 431. *Création de 50 millions de Bons de liquidation*, p. 528. *Droits sur les sucres*, p. 617. *Incident relatif à l'ordre de la discussion*, p. 673. *Impôt sur l'alcool*, t. 30, p. 168 à 173, 176, 178. *Droits sur les sucres*, p. 348. *Durée des nouveaux impôts*, p. 439); du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes, et de la proposition de M. Wolowski relative à l'équilibre du Budget de 1875 (*Ordre de la discussion*, A., t. 33, p. 69, 99, 132. *Réduction du remboursement annuel à la Banque*, p. 218 à 221); du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée de plusieurs lignes de chemins de fer (*Première délibération*, A., t. 38, p. 227 à 229, 232).

GERMONIÈRE (M. DE LA), *Député élu par le département de la Manche.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 18). = Président du 12e Bureau (F., n° 123 ; J. O. de 1871, p. 2248). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 210) ; de diverses Commissions (F., nos 15, 29, 41, 51, 74, 130, 144, 158, 164, 203, 353, 359, 419, 438, 468, 486, 505, 509, 529, 541, 629 ; M. B. de 1871, p. 66 ; J. O. de 1871, p. 337, 561, 750, 1116, 2466, 2929, 3334, 3513 ; J. O. de 1872, p. 520, 7007, 7197 ; J. O. de 1873, p. 1080, 1710, 3393, 4107, 4819, 4945, 7211, 7729 ; J. O. de 1874, p. 3395) ; de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O. de 1871, p. 471) ; de la Commission des Trente chargée de présenter à l'Assemblée nationale un projet de loi pour règler les attributions des Pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (F., n° 371 ; J. O. de 1872, p. 7565). = Son rapport sur le projet de loi concernant la cession par l'État à la ville de Cherbourg d'un magasin à poudre situé dans cette ville (I., n° 1452 ; A., t. 14, an., p. 71 ; J. O. de 1872, p. 7751). — Son rapport, au nom de la Commission des Marchés, sur divers marchés d'habillement et d'équipement à Tours, au camp de Conlie, à Lyon, s'élevant à 16,147,034 francs (Affaire Van den Brouck) (I., n° 1946 ; A., t. 27, an., p. 667 ; J. O. de 1873, p. 7259). = Son rapport sur les élections du Tarn (A., t. 1, p. 23). — Son rapport supplémentaire sur l'élection de M. de Bermond par ce département (A., t. 1, p. 82). — Obtient un congé (A., t. 3, p. 787). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 277, 278, 279, 299) ; du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 371). — Est entendu sur la motion de M. Johnston tendant à la suspension de la séance, à l'effet d'entendre la lecture du rapport de la Commission chargée d'examiner la proposition de MM. le général Changarnier et autres, sur la prorogation pour dix ans des pouvoirs du Maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 106).

GERSPACH (M.), *Chef de Bureau au Ministère de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, an., p. 580 à 583).

GERVAIS (M.), *Chef du Service intérieur au Corps Législatif.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 752).

GÉVELOT (M.), *Député élu par le département de l'Orne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 37). = Membre de Commissions (F., nos 74, 189, 401, 857; J. O. de 1871, p. 1116; J. O. de 1872, p. 113; J. O. de 1873, p. 526; J. O. de 1875, p. 9767). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à une taxe sur la dynamite (I., n° 826; A., t. 7, p. 127, an., p. 49 ; J. O. de 1872, p. 575). = Son rapport sur le projet de loi fixant le prix de vente de la poudre dynamite (I., n° 1865; A., t. 19, an., p. 64 ; J. O. de 1873, p. 5346). — Annexe au rapport précédent (I., n° 1865 *bis;* A., t. 19, an., p. 336; J. O.

de 1873, p. 8055). — Son deuxième rapport sur : 1° le projet de loi fixant les prix de vente de la poudre dynamite; 2° le projet de loi relatif à la concession de l'exploitation du monopole de la fabrication et de la vente de la dynamite (I., n° 2828; A., t. 36, an., p. 15; J. O. de 1875, p. 677). = Obtient des congés (A., t. 12, p. 657; t. 18, p. 587). — S'excuse de son absence (A., t. 17, p. 67). — Prend part, en qualité de Rapporteur, à la discussion des projets de lois relatifs à la poudre dynamite (*Deuxième délibération*, A., t. 27, p. 90, 96, 97; t. 29, p. 283, 293, 353; t. 30, p. 535, 536; t. 36, p. 456 à 460. *Troisième délibération*, t. 37, p. 67 à 72, 77, 84, 89, 90, 94).

GILLON (M. PAULIN), *Député élu par le département de la Meuse.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 37).= Président : du 14e Bureau (F., n° 509; J. O. de 1873, p. 4945); du 15e Bureau (F., n° 607; J. O. de 1874, p. 1881); et du même Bureau renouvelé (F., n° 824; J. O. de 1875, p. 5510). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); et de diverses Commissions (F., n°s 40, 49, 75, 99, 125, 205, 231, 284, 547, 524, 611, 834, 865; J. O. de 1871, p. 542, 712, 1124, 1545, 2333; J. O. de 1872, p. 572, 1398, 3360; J. O. de 1873, p. 6751, 6982; J. O. de 1874, p. 2005; J. O. de 1875, p. 6070, 10118). = Est entendu : sur la communication de M. Haëntjens, au sujet de l'offre faite par des officiers de la Garde mobile de se mettre à la disposition de l'Assemblée pour sa défense (A., t. 2, p. 138); sur la prise en considération de la proposition de M. Lucien Brun relative aux fonctionnaires qui ont refusé leurs services à la Prusse (A., t. 2, p. 195). — Demande le renvoi à la Commission de décentralisation des propositions de MM. Bethmont et Magnin sur l'organisation et les attributions des Conseils généraux (A., t. 2, p. 513). — Est entendu dans la discussion : de ces propositions et des propositions analogues de MM. Savary et Raudot (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 850; t. 4, p. 122, 131. *Troisième délibération*, t. 4, p. 416, 594); des interpellations de M. Anisson-Duperron relatives aux nominations de Sous-Préfets (A., t. 2, p. 902); de la pétition de M. le colonel de Villenoisy sur une Enquête à faire concernant la capitulation de Metz (A., t. 3, p. 163, 164); des propositions de MM. Bottieau et Delsol et de M. de Peyramont sur la mise à la retraite des magistrats (*Première délibération*, A., t. 3, p. 179); de ces propositions et des propositions de MM. Arago et Bérenger, relatives au mode de nomination des magistrats (*Deuxième délibération*, A., t. 8, p. 149; t. 11, p. 240).— Ses observations sur l'ajournement du projet de loi relatif à la reconstruction de la colonne Vendôme et à la réparation du monument de Louis XVI (A., t. 3, p. 272). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 550; t. 12, p. 589). — Parle sur : les élections de MM. Laurier, Dréo, Gambetta, Ferrouillat et Daumas par le département du Var (A., t. 4, p. 11); le projet de loi sur les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 667, 668; t. 5, p. 93); le projet de loi relatif au transport des journaux (A., t. 5, p. 531); la mise à l'ordre du jour des pétitions concernant la restitution des biens de la famille d'Orléans (A., t. 6, p. 5). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'impôt sur les revenus (A., t. 6, p. 399, 403, 463); du Budget du Ministère de la Justice pour l'Exercice 1872 (*Traitements des Juges de paix*, A., t. 8, p. 620); du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 115); du projet de loi de crédits pour dépenses résultant de la peste bovine (A., t. 11, p. 273); du projet de loi relatif à la composition des Conseils de guerre (A., t. 11, p. 397); du projet de loi relatif à l'établissement d'un impôt sur les créances hypothécaires (A., t. 12, p. 584, 587); du projet de loi de crédit applicable au paiement d'une indemnité de 212,000 francs à M. Souberbielle, ancien entrepreneur général des transports de l'armée française au Mexique (A., t. 13, p. 215); du Budget de l'Exercice 1873 (Dépenses sur ressources spéciales : *Indemnités aux propriétaires de bestiaux frappés de la peste bovine, dans les départements envahis*, A., t. 14, p. 706, 707):

de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 286, 287, 299, 300, 550, 584, 587, 598, 610, 641); du projet de loi relatif aux allumettes chimiques (A., t. 16, p. 495, 498, 504); du projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 390); du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de l'Est de nouvelles lignes de chemins de fer (A., t. 18, p. 387). — Son rapport sommaire verbal sur la proposition de M. Gaslonde tendant à modifier diverses dispositions de la Loi organique du Conseil d'État (A., t. 30, p. 355). — Est entendu : dans la discussion : du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Surtaxe de la contribution mobilière*, A., t. 30, p. 432); de la proposition de MM. Tallon et autres, ayant pour objet la protection des enfants employés dans les professions ambulantes (A., t. 32, p. 345, 346); sur un incident relatif à l'interprétation de l'article 70 du Règlement, en ce qui concerne le droit pour un Député de présenter, après le rejet d'un projet de loi, une proposition différente relative au même objet (A., t. 36, p. 537); sur la question de la réunion de la Commission d'initiative pour l'examen de la proposition de MM. Plichon et autres, relative à la concession de diverses lignes de chemins de fer à la Compagnie de Picardie et Flandres (A., t. 38, p. 275); dans la discussion du projet de loi ayant pour objet l'application de diverses mesures de surveillance et de répression en matière de douanes, et l'extension des décimes additionnels à divers impôts et revenus indirects (A., t. 38, p. 288); sur un incident relatif à l'interprétation de la décision de l'Assemblée consistant à ne faire partir la prorogation que du mercredi soir 4 août 1875 (A., t. 41, p. 413). — Déclare, dans le cours du deuxième scrutin pour la nomination des Sénateurs, avoir décliné toute inscription de son nom sur la liste adverse (A., t. 43, p. 199). — Son rapport sommaire verbal sur la proposition de M. Jean Brunet relative à la fortification générale de la France (A., t. 44, p. 81).

GINOUX DE FERMON (M. le comte), *Député élu par le département de la Loire-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 41).= Membre de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à consulter le pays sur la forme définitive du Gouvernement (I., n° 1986 ; A., t. 27, p. 4, an., p. 14 ; J. O. de 1873, p. 6830). = Obtient un congé (A., t. 13, p. 329).

GIRAUD (M. ALFRED), *Député élu par le département de la Vendée.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 24). = Secrétaire : du 9e Bureau (F., n° 99 ; J. O. de 1871, p. 1545) ; du 13e Bureau (F., n° 189 ; J. O. de 1872, p. 113) ; du 2e Bureau (F., n° 440 ; J. O. de 1873, p. 1769) ; et du 7e Bureau (F., n° 824 ; J. O. de 1875, p. 5510). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 14, 22, 40, 57, 58, 80, 89, 123, 125, 167, 170, 183, 215, 241, 250, 269, 325, 353, 383, 403, 448, 468, 475, 509, 517, 534, 589, 601, 607, 621, 636, 650, 658, 686, 769, 796, 824, 865 ; M. B. de 1871, p. 58 ; J. O. de 1871, p. 234, 542, 854, 867, 1183, 1335, 2248, 2333, 4804, 4892, 5299 ; J. O. de 1872, p. 889, 1649, 1952, 2909, 4633, 7007, 7957 ; J. O. de 1873, p. 580, 2032, 3393, 3722, 4945, 6751, 7256 ; J. O. de 1874, p. 1257, 1699, 1881, 2358, 3636, 4089, 4360, 5848 ; J. O. de 1875, p. 3405, 4340, 5510, 10118) ; et de la Commission des Services administratifs (F., n° 48 ; J. O. de 1871, p. 1148). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés tendant : à modifier la loi électorale (I., n° 24 ; A., t. 1, an., p. 18; J. O. de 1871, p. 337) ; à abroger les lois du 10 avril 1832 et du 26 mai 1848, concernant les princes de la Maison de Bourbon (I., n° 289 ; A., t. 3, p. 214, 244 ; J. O. de 1871, p. 1202). = Ses rapports sommaires : sur la proposition de M. Belcastel relative à la forme définitive du Gouvernement (I., n° 545 ; A., t. 5, an., p. 74 ; J. O. de 1874, p. 3652) ; sur la proposition de M. Hervé de Saisy ayant pour objet l'affirmation par le

peuple Français, convoqué dans ses Comices communaux, de la forme du Gouvernement sous laquelle il veut vivre : République ou Monarchie (I., n° 801 ; A., t. 6, an., p. 339; J. O. de 1872, p. 546); sur la proposition de M. Dahirel relative à l'urgence (Règlement de l'Assemblée) (I., n° 1450 ; A., t. 14, an., p. 69 ; J. O. de 1872, p. 7536). — Ses rapports : sur le projet de loi portant approbation d'une Convention de poste entre la France et la Russie (I., n° 1620; A., t. 16, an., p. 21 ; J. O. de 1873, p. 1542, 1743, 1879) ; au nom de la Commission des services administratifs, sur l'Administration centrale des Cultes (I., n° 2072 ; A., t. 28, an., p. 107 ; J. O. de 1874, p. 50). — Son rapport sommaire sur la proposition de MM. Courcelle et autres, relative aux élections partielles de l'Assemblée nationale (I., n° 2140; A., t. 28, an., p. 299 ; J. O. de 1874, p. 213). = Ses observations sur le mode d'examen des élections des Préfets et Sous-Préfets nommés Députés (A., t. 1, p. 149). — Est entendu dans la discussion : de ces élections (A., t. 1, p. 216) ; du projet de Résolution relatif à la translation du siège de l'Assemblée (A., t. 1, p. 273); de l'urgence du projet de loi relatif aux échéances des effets de commerce (A., t. 2, p. 24) ; du projet de loi concernant les poursuites en matière de délits commis par la voie de la presse (A., t. 2, p. 491) ; des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives aux Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 924). — Donne lecture de son rapport sommaire sur la proposition de M. de Belcastel relative à la forme du Gouvernement (A., t. 6, p. 86). — Ses observations sur un incident relatif au titre donné au Chef du Pouvoir exécutif par la loi du 31 août 1871 (A., t. 3, p. 452, 453). — Dépose une demande d'interpellations relative au régime intérieur et à la surveillance des prisons, à l'occasion d'une évasion survenue au pénitencier de Tours (A., t. 7, p. 260). — Est entendu dans la discussion : des propositions de MM. Emmanuel Arago, Bérenger, de Peyramont, Bottieau et Delsol, relatives au mode de nomination et à la mise à la retraite des Magistrats (*Première délibération*, A., t. 7, p. 487. *Deuxième délibération*, t. 8, p. 446) ; du projet de loi tendant à supprimer la Cour de Metz et à faciliter le replacement ou la mise à la retraite des magistrats d'Alsace-Lorraine (A., t. 8, p. 533) ; des propositions de MM. Vilfeu, Desjardins, Roussel et autres, relatives à la répression de l'ivresse (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 19, 252, 275); du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 145). — Parle : sur la demande de renvoi à la Commission d'Enquête sur les Établissements pénitentiaires du projet de loi sur la surveillance de la haute police (A., t. 15, p. 149) ; dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 28, p. 33) ; de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 628. *Troisième délibération*, t. 34, p. 65, 71) ; de la proposition de MM. Voisin et autres, ayant pour objet d'ajouter à l'article 405 du Code pénal un paragraphe concernant les escroqueries commises dans les cafés et restaurants (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 28, 29). — Demande le dépôt du rapport de la Commission d'initiative sur la proposition de M. Raoul Duval relative à la dissolution de l'Assemblée nationale (A., t. 33, p. 389, 393). = Prend part à la discussion de la proposition de MM. de Pressensé et autres, relative à la liberté des réunions pour la célébration d'un culte religieux (*Première délibération*, A., t. 35, p. 158 à 162), — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 35, p. 412).— Est entendu dans la discussion des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 423). — Sa motion, comme Rapporteur de la Commission d'initiative, tendant à la mise à l'ordre du jour de la proposition de MM. Courcelle et autres, relative aux élections partielles (A., t. 37, p. 246). — Est entendu en cette qualité, sur la prise en considération de cette proposition (A., t. 37, p. 306, 309). — Demande la mise à l'ordre du jour des Bureaux, de cette proposition (A., t. 37, p. 313). — Parle dans la discussion : de la proposition de M. Melartre tendant à la prorogation de l'Assemblée, du 20 mars au 20 mai 1875 (A., t. 37, p. 300); de la proposition de M. le comte Jaubert, relative

à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 623, 625, 629. *Troisième délibération*, t. 39, p. 593, 595 à 597, 601) ; de la proposition de M. Malartre tendant à la prorogation de l'Assemblée, à partir du vote du Budget de 1876 jusqu'au 30 novembre 1875 (A., t. 41, p. 31) ; du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 322, 323).

GIRERD (M. Cyprien), *Député élu par le département de la Nièvre.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 36, 172). — Son élection est validée (A., t. 1, p. 251). = Secrétaire : du 15e Bureau (F., n° 241 ; J. O. de 1872, p. 1649) ; et du 10e Bureau (F., n° 541 ; J. O. de 1873, p. 7729). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 40, 51, 57, 125, 127, 152, 178, 219, 353, 379, 419, 463, 475, 517, 575, 627, 650, 722, 762, 772 ; J. O. de 1871, p. 542, 750, 845, 2333, 2381, 3155, 5137 ; J. O. de 1872, p. 1012, 7007, 7817 ; J. O. de 1873, p. 1080, 3220, 3722, 6751 ; J. O. de 1874, p. 809, 3307, 4089 ; J. O. de 1875, p. 365, 2037, 3525) ; et de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275 ; J. O. de 1872, p. 3082). = Sa proposition ayant pour objet l'aliénation des forêts de l'État (I., n° 810 ; A., t. 6, an., p. 352 ; J. O. de 1872, p. 546). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, sur la fabrication et le commerce des armes de guerre (I., n° 2046 ; A., t. 28, an., p. 26 ; J. O. de 1873, p. 7697). — Sa proposition relative à l'ordre des travaux et à la séparation de l'Assemblée nationale (I., n° 2983 ; A., t. 38, an., p. 49 ; J. O. de 1875, p. 3615). = Son rapport sur la proposition de MM. Bottieau, Adnet et autres, relative aux annonces judiciaires et légales (I., n° 1255 ; A., t. 12, an., p. 98 ; J. O. de 1872, p. 5030, 5057). = Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. Millière relative à la prorogation des échéances des effets de commerce (A., t. 2, p. 107) ; de la proposition de M. Gaslonde relative aux Conseils généraux (A., t. 2, p. 174) ; du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 315, 317, 486) ; de la proposition de M. Ducuing sur les concordats amiables (A., t. 2, p. 681, 686, 687) ; de la seconde proposition du même Député sur le même sujet (A., t. 5, p. 495) ; de la proposition de M. Gaslonde relative aux réquisitions exercées depuis le commencement de la guerre (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 55). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 132 ; t. 16, p. 462). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif au commerce et à la fabrication des armes de guerre (*Troisième délibération*, A., t. 3, p. 503). — S'excuse de son absence (A., t. 11, p. 50). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 173) ; du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 251) ; du projet de loi tendant à modifier la formation du Jury en matière criminelle (A., t. 14, p. 146). — Parle : sur la question d'ajournement du projet de loi relatif à la suppression des Conseils de Préfecture (A., t. 18, p. 565) ; dans la discussion : de l'élection de M. Turigny par le département de la Nièvre (A., t. 18, p. 595 à 604) ; du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 186) ; sur une question d'interprétation du Règlement, à propos du scrutin secret demandé dans les débats relatifs au projet de loi ayant pour objet la prorogation des pouvoirs des Conseils municipaux (A., t. 30, p. 633, 634). — Adresse une question aux Ministres de la Justice et de l'Intérieur, au sujet d'un document émané d'un Comité central de l'Appel au peuple et relatif à l'élection de M. le baron de Bourgoing dans le département de la Nièvre (A., t. 32, p. 75).

GIROT-POUZOL (M.), *Député élu par le département du Puy-de-Dôme.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 21). = Membre de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209). — Lettre par laquelle il donne sa démission motivée (A., t. 1, p. 97). = *Réélu par le même département.* — Son élection est validée (A., t. 27, p. 69). — Membre : de la Commission des Comptes du Budget de 1869 (F., n° 529 ; J. O. de 1873, p. 7211) ; et de diverses Commissions (F., nos 541, 627, 756 ;

J. O. de 1873, p. 7729; J. O. de 1874, p. 3307; J. O. de 1875, p. 1847). = Obtient des congés (A., t. 29, p. 121; t. 44, p. 80).

GLAIS-BIZOIN (M.), *membre du Gouvernement de la Défense nationale.*

L'un des signataires de la démission collective des membres de ce Gouvernement (A., t. 1, p. 5). = Sa lettre au sujet de l'annonce, par M. de Lorgeril, d'une proposition tendant à la mise en accusation de la Délégation de Bordeaux (A., t. 1, p. 177). = Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 536 à 545).

GLAS (M.), *Député élu par le département du Rhône.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 40). = Membre de Commissions (F., nos 51, 58, 93, 167, 245, 269, 301, 686, 796; J. O. de 1871, p. 750, 867, 1408, 1802; J. O. de 1872, p. 1784, 2909, 3872; J. O. de 1874, p. 5848; J. O. de 1875, p. 4340). = Sa proposition relative à l'introduction en France de cartouches chargées pour l'usage spécial des Sociétés de tir (I., n° 2273; A., t. 30, an., p. 127; J. O. de 1874, p. 2545). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 88; t. 7, p. 470; t. 8, p. 481; t. 13, p. 200; t. 14, p. 449; t. 15, p. 622; t. 28, p. 199).

GOBLET (M. RENÉ), *Député élu par le département de la Somme.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 10). = Secrétaire du 12e Bureau (F., n° 241; J. O. de 1872, p. 1649). = Membre de Commissions (F., nos 127, 147, 189, 211, 231, 257, 309, 393, 403, 419, 484, 517, 531, 541, 601, 697, 722, 769, 824; J. O. de 1871, p. 2381, 3012; J. O. de 1872, p. 113, 765, 1398, 2168, 4118; J. O. de 1873, p. 280, 580, 1080, 4039, 6751, 7256, 7729; J. O. de 1874, p. 1699, 7981; J. O. de 1875, p. 365, 3405, 5510). = Ses propositions : tendant à restituer au jury le droit de statuer sur les dommages-intérêts en matière de délits de la presse (I., n° 722; A., t. 6, an., p. 238; J. O. de 1872, p. 48); ayant pour objet : la levée de l'état de siège dans le département de la Somme (I., n° 2400; A., t. 31, an., p. 475; J. O. de 1874, p. 3890); les Sociétés anonymes formées pour l'achat et la vente d'immeubles (I., n° 3240; A., t. 40, an., p. 559; J. O. de 1875, p. 5843). = Son rapport sur la proposition de MM. le duc d'Audiffret-Pasquier et autres, tendant à la nomination d'une grande Commission d'Enquête sur la situation des classes ouvrières en France (I., n° 933; A., t. 8, an., p. 10; J. O. de 1872, p. 1683). = Obtient des congés (A., t. 5, p. 278; t. 13, p. 497). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur l'élection des juges aux Tribunaux de commerce (A., t. 6, p. 212, 218); des propositions de MM. Emmanuel Arago, Bérenger, de Peyramont, Bottieau et Delsol, relatives au mode de nomination et à la mise à la retraite des magistrats (*Deuxième délibération*, A., t. 7, p. 903; t. 11, p. 261, 263, 287, 295, 305); de l'élection de MM. Dupont et Deregnaucourt par le département du Nord (A., t. 8, p. 26 à 33, 34); du projet de loi tendant à établir des peines contre les affiliés à l'Internationale (A., t. 8, p. 334). — Demande, en qualité de Rapporteur, la mise à l'ordre du jour de la proposition de M. le duc d'Audiffret-Pasquier sur l'Enquête relative à la situation des classes ouvrières (A., t. 11, p. 5). — Son rapport sur l'élection de M. Crémieux par le département d'Alger (A., t. 14, p. 112). — Prend part à la discussion : de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 640. *Troisième délibération*, t. 31, p. 75, 78, 79); de la proposition de MM. Paris (Pas-de-Calais) et autres, relative aux membres des Conseils généraux, d'arrondissement et municipaux qui se refusent à remplir les obligations de leurs fonctions (A., t. 18, p. 191 à 197); du projet de loi tendant à accorder à la Commission de permanence le droit d'autoriser la poursuite des délits d'offense commis contre l'Assemblée nationale pendant sa prorogation (A., t. 19, p. 372); de la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation des pouvoirs de M. le maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 150); du Budget de l'Exercice 1874 (Instruction publique : *Incident relatif à la dissolution*

du Cercle départemental de la Ligue de l'enseignement à Amiens, A., t. 28, p. 289, 295). — Parle : sur la motion de M. Delsol tendant à la mise à l'ordre du jour du projet de loi sur la nomination des Maires (A., t. 29, p. 46, 47) ; dans la discussion : du projet de loi relatif à l'établissement de surtaxes sur les boissons à l'octroi de Péronne (Somme) (A., t. 30, p. 635) ; des propositions concernant l'électorat municipal (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 90, 92. *Troisième délibération*, t. 32, p. 521) ; du projet de loi relatif au rétablissement du titre de premier Avocat général dans les Cours d'appel (*Première délibération*, A., t. 32, p. 377 à 380. *Deuxième délibération*, t. 35, p. 428) ; du Budget de l'Exercice 1875 (Impôts autorisés : *Exemption de la taxe en faveur des Sociétés anonymes pour l'achat et la vente d'immeubles*, A., t. 34, p. 271). — Demande à interpeller le Cabinet sur la suite donnée aux engagements pris par lui dans la séance du 9 juin 1874, relativement au Comité central de l'Appel au Peuple (A., t. 35, p. 324). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant régularisation des crédits supplémentaires ouverts par décrets pendant la prorogation de l'Assemblée (*Revision des pensions civiles concédées à titre exceptionnel depuis le 4 septembre 1870*, A., t. 37, p. 266, 271 à 278) ; de l'élection de M. le baron de Bourgoing par le département de la Nièvre (A., t. 40, p. 7 à 20).

GODET DE LA RIBOULLERIE (M.), *Député élu par le département de la Vendée.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 24). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 210) ; et de diverses Commissions (F., n°s 170, 269, 440, 486, 529, 658, 686, 776, 861 ; J. O. de 1871, p. 4892 ; J. O. de 1872, p. 2909 ; J. O. de 1873, p. 1769, 4107, 7211 ; J. O. de 1874, p. 4360, 5848 ; J. O. de 1875, p. 3636, 9961).

GODIN (M.), *Député élu par le département de l'Aisne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 29). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 41 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., n° 172, 611, 850 ; J. O. de 1871, p. 4985 ; J. O. de 1874, p. 2005 ; J. O. de 1875, p. 9395) ; et de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 276 ; J. O. de 1872, p. 3113). = Sa proposition ayant pour objet de fixer le mode d'emprunt devant servir à payer l'indemnité de guerre (I., n° 269 ; A., t. 3, p. 194 ; J. O. de 1871, p. 1292). = Est entendu dans la discussion du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 266, 339). — Dépose sa proposition sur le mode d'emprunt pour l'indemnité de guerre, et en demande l'urgence (A., t. 3, p. 174). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'emprunt de deux milliards (A., t. 3, p. 539 à 547). — Obtient un congé (A., t. 3, p. 566). — Parle dans la discussion : du projet de loi ayant pour objet d'établir des augmentations d'impôts et des impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 621, 622) ; du projet de loi relatif à l'élévation à trois milliards des émissions des billets de la Banque de France (A., t. 6, p. 349). — S'excuse de son absence (A., t. 7, p. 49). — Prend part à la discussion de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 394 à 400, 403). = Lettre du sieur Delacourt, ancien Secrétaire en chef de la Mairie de Guise (Aisne), portant demande en autorisation de poursuites contre lui, devant le Tribunal correctionnel de Vervins, pour diffamation et injure à son égard (A., t. 16, p. 103). — Est entendu à propos de cette demande (*ibid.*). — L'Assemblée refuse d'autoriser les poursuites demandées contre lui (A., t. 18, p. 632). = Parle : dans la discussion du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt sur le capital*, A., t. 29, p. 454 à 458) ; sur la demande d'urgence du projet de loi relatif au monopole des allumettes chimiques (A., t. 36, p. 301) ; dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 36, p. 306 à 310, 320, 321).

GODISSART (M.), *Député élu par la colonie de la Martinique.*

Son élection est validée (A., t. 35, p. 158). = Membre de Commissions (F., nos 744, 865; J. O. de 1875, p. 1275, 10118).

GONTAUT-BIRON (M. le vicomte DE), *Député élu par le département des Basses-Pyrénées.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 20). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 23, 41, 74, 80 ; J. O. de 1871, p. 251, 561, 1116, 1183) ; de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O. de 1871, p. 471) ; et de la Commission d'Enquête sur les causes de l'insurrection de Paris (F., n° 95 ; J. O. de 1871, p. 1476). = Son rapport sur les élections du Nord (A., t. 1, p. 38). — Obtient des congés (A., t. 4, p. 208; t. 5, p. 205 ; t. 6, p. 461 ; t. 28, p. 499).

GOUIN (M. EUGÈNE), *Député élu par le département d'Indre-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 15). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 15, 21, 29, 32, 60, 74, 155, 231, 395, 450, 529, 842 ; M. B. de 1871, p. 66, 224 ; J. O. de 1871, p. 337, 372, 894, 1116, 3250 ; J. O. de 1872, p. 1398 ; J. O. de 1873, p. 336, 2113, 7211 ; J. O. de 1875, p. 9073) ; et des Commissions : du Budget rectifié de 1871 (F., n° 58 ; J. O. de 1871, p. 867) ; des lois de finances de l'Exercice 1872 (F., n° 192 ; J. O. de 1872, p. 200) ; du Budget de 1873 (F., n° 297 ; J. O. de 1872, p. 3767) ; du Budget de 1874 (F., n° 471 ; J. O. de 1873, p. 3480) ; du Budget de 1875 (F., n° 583 ; J. O. de 1874, p. 1075) ; et du Budget de 1876 (F., n° 776 ; J. O. de 1875, p. 3636). = Ses rapports : sur le projet de loi relatif à la prorogation des échéances des effets de commerce (I., n° 46; A., t. 1, p. 231, an., p. 29 ; J. O. de 1871, p. 362 et 374) ; sur la proposition de M. Millière tendant à proroger de trois mois les délais accordés par la loi du 10 mars 1871, relative aux effets de commerce (I., n° 70 ; A., t. 2, p. 57, an., p. 84 ; J. O. de 1871, p. 384) ; sur deux projets de lois tendant à ouvrir au Ministre des Finances, sur l'Exercice 1872, des crédits supplémentaires pour les services des Douanes et des Contributions directes (I., n° 1283 ; A., t. 13, an., p. 39 ; J. O. de 1872, p. 4849) ; sur le projet de loi concernant les centimes additionnels généraux à percevoir en 1873 sur les quatre contributions directes (I., n° 1284 ; A., t. 13, an., p. 41 ; J. O. de 1872, p. 5196). — Son rapport général sur le Budget des recettes et des dépenses de l'Exercice 1873 (I., n° 1397 ; A., t. 13, an., p. 332 ; J. O. de 1872, p. 7364, 7389, 7418). — Son rapport sur le Budget des dépenses du Ministère des Finances pour le même Exercice (I., n° 1398 ; A., t. 14, an., p. 124 ; J. O. de 1872, p. 7280, 7306, 7329, 7360). — Son rapport supplémentaire sur les dépenses de ce Ministère (I., n° 1471 ; A., t. 14, an., p. 124 ; J. O. de 1872, p. 7756). — Ses rapports : sur l'amendement présenté par MM. Pouyer-Quertier et autres, ayant pour objet l'abrogation de la loi du 28 juin 1872 concernant l'impôt des créances hypothécaires (I., n° 1491 ; A., t. 14, an., p. 146 ; J. O. de 1872, p. 8164) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'Exercice 1872, d'un crédit supplémentaire de 2,600,000 francs applicable aux pensions militaires (I., n° 1495; A., t. 14, an., p. 153 ; J. O. de 1873, p. 5) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'Exercice 1872, de crédits supplémentaires montant à 2,550,655 francs (I., n° 1663 ; A., t. 16, an., p. 130 ; J. O. de 1873, p. 2007) ; sur le projet de loi destiné à autoriser le Ministre des Finances à inscrire une somme de rente de 350,000 francs de 3 0/0, pour restitution au Trésor des rentes disparues pendant l'insurrection de 1871 (I., n° 1664 ; A., t. 16, an., p. 132 ; J. O. de 1873, p. 2032, 2052) ; sur le projet de loi relatif aux frais et arrérages des emprunts de deux milliards et de trois milliards (I., n° 1737 ; A., t. 17, an., p. 105 ; J. O. de 1873, p. 3045) ; sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit de 170,000 francs au Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1873 (Service général), à un Chapitre nouveau XL *bis*, intitulé : Frais de

fabrication des monnaies de bronze (I., n° 1738 ; A., t. 17, p. 107 ; J. O. de 1873, p. 2949) ; sur le projet de loi portant régularisation des crédits supplémentaires et extraordinaires ouverts par des décrets pendant la prorogation de l'Assemblée nationale, et ouverture de crédits spéciaux d'Exercices clos et périmés (I., n° 1739; A., t. 17, an., p. 107 ; J. O. de 1873, p. 3029, 3043) ; sur le projet de loi modificatif du projet de loi du 15 mars 1872, portant création d'un Compte de liquidation des diverses charges résultant de la guerre (I., n° 1753 ; A., t. 17, an., p. 153 ; J. O. de 1873, p. 3012). — Ses rapports : sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur d'un crédit de 29,359,000 francs, imputable au Compte de liquidation des charges résultant de la guerre, et destiné à rembourser aux départements, aux communes et aux particuliers la 2e annuité des dépenses de la Garde nationale mobilisée, de l'Artillerie départementale et des Camps d'instruction (I., n° 1898 ; A., t. 19, an., p. 131 ; J. O. de 1873, p. 5491) ; sur le projet de loi concernant les suppléments de crédits à ouvrir au Ministre des Finances [Exercices 1871 et 1872] (I., n° 2173 ; A., t. 29, an., p. 110 ; J. O. de 1874, p. 741) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances de crédits supplémentaires sur l'Exercice 1873 (I., n° 2174 ; A., t. 29, an., p. 112; J. O. de 1874, p. 837); sur le projet de loi portant : 1° régularisation des crédits supplémentaires ouverts par décrets pendant la prorogation de l'Assemblée nationale ; 2° ouverture de crédits spéciaux d'Exercices clos et périmés (I., n° 2175 ; A., t. 29, an., p. 118 ; J. O. de 1874, p. 754) ; sur les projets de lois concernant les dépenses du Compte de liquidation pour 1874 (I., n° 2198 ; A., t. 29, an., p. 204 ; J. O. de 1874, p. 1315, 1332) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'Exercice 1874, d'un crédit complémentaire à affecter au remboursement des sommes payées aux Allemands à titre d'impôts (I., n° 2266 ; A., t. 30, an., p. 67 ; J. O. de 1874, p. 2537) ; sur le projet de loi tendant à autoriser l'aliénation de l'hôtel domanial de la Reynière (I., n° 2299 ; A., t. 30, an., p. 157 ; J. O. de 1874, p. 2842). — Son rapport supplémentaire sur ce projet de loi (I., n° 2354 ; A., t. 30, an., p. 298 ; J. O. de 1874, p. 3203). — Ses rapports : sur le projet de loi relatif à l'aliénation de terrains situés à Paris entre le boulevard Morland et le boulevard Bourdon (I., n° 2355 ; A., t. 30, an., p. 298 ; J. O. de 1874, p. 3190) ; sur le projet de loi concernant les dépenses du Compte de liquidation pour 1875 (I., n° 2652 ; A., t. 34, an., p. 115 ; J. O. de 1874, p. 5995) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre, au titre du Compte de liquidation, d'un crédit de 25 millions pour les dépenses de l'année 1875 (I., n° 2950; A., t. 37, an., p. 128 ; J. O. de 1875, p. 2236) ; sur le projet de loi relatif à l'établissement et à la revision des taxes uniques dans les agglomérations de 10,000 âmes et au-dessus (I., n° 3046 ; A., t. 38, an., p. 146 ; J. O. de 1875, p. 4128) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre, au titre du Compte de liquidation, d'un crédit de cent millions pour les dépenses de 1875 (I., n° 3137 ; A., t. 39, an., p. 157 ; J. O. de 1875, p. 6090) ; sur la proposition de M. René Goblet relative aux Sociétés anonymes ayant pour but l'achat et la vente d'immeubles (I., n° 3327 ; A., t. 41, an., p. 164 ; J. O. de 1875, p. 7095) ; sur la proposition de MM. Feray et autres, tendant à déclarer que les dispositions de la loi du 29 juin 1872 ne sont pas applicables aux Sociétés de commerce en nom collectif, ni aux associés gérants des Sociétés en commandite (I., n° 3434 ; A., t. 42, an., p. 232 ; J. O. de 1875, p. 9730) ; sur : 1° le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur, au titre du Compte de liquidation, (Exercice 1876), d'un crédit de 29,359,867 fr. destiné au paiement de la 5e et dernière annuité des dépenses afférentes à la Garde nationale mobilisée ; 2° le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre d'un crédit de 2,100,000 francs, au titre du Compte de liquidation (Chapitre VIII. Entretien des troupes allemandes) (I., n° 3476; A., t. 42, an., p. 360 ; J. O. de 1875, p. 10720) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre d'un crédit de 150 millions, pour les dépenses à effectuer en 1876 sur le Compte de liquidation (I., n° 3485 ; A., t. 42, an., p. 370 ; J. O. de 1876, p. 230). = Obtient des congés (A., t. 1, p. 132 ; t. 6, p. 65 ; t. 12, p. 81 ; t. 32, p.

255). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi relatif à la prorogation des échéances des effets de commerce (A., t. 1, p. 231 à 235). — Prend part à la discussion de ce projet de loi (A., t. 1, p. 258, 261, 263, 264, 265, 266, 267, 269). — Demande la promulgation d'urgence de cette loi (A., t. 1, p. 269). — Donne lecture de son rapport sur la proposition de M. Millière tendant à proroger de trois mois les délais accordés par la loi précédente (A., t. 2, p. 57). — Est entendu dans la discussion : de cette proposition (A., t. 2, p. 91, 103, 107, 109) ; du projet de loi relatif aux augmentations d'impôts et aux impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 626, 627) ; du projet relatif à l'impôt sur les valeurs mobilières (A., t. 12, p. 617) ; du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 12, p. 701 à 706). — S'excuse de son absence (A., t. 13, p. 225). — Demande la mise à l'ordre du jour du projet de loi sur les centimes additionnels aux contributions directes à percevoir en 1873 (A., t. 13, p. 278). — Prend part, en qualité de Rapporteur, à la discussion : de ce projet de loi (*Taxe sur les voitures et les chevaux*, A., t. 13, p. 306, 307) ; du Budget de l'Exercice 1873 (*Discussion générale*, A., t. 14, p. 282. Dette publique : *Rentes souscrites par l'Alsace et la Lorraine dans l'emprunt de 2 milliards*, p. 718. *Projet de loi annoncé sur les pensions civiles*, p. 342. Services généraux des Ministères : *Réorganisation des Administrations centrales*, p. 345. Algérie : *Exécution de la Convention passée avec la Société générale Algérienne*, p. 537. Finances : *Personnel de l'Administration centrale*, p. 548, 549. *Cour des Comptes*, p. 554, 556. *Frais de Trésorerie*, p. 610. *Traitements des Trésoriers-payeurs généraux et des Receveurs particuliers des Finances*, p. 614, 616. *Suppression des Perceptions dans les chefs-lieux d'arrondissement et de département*, p. 617. *Remaniement des circonscriptions et des remises des Perceptions*, p. 618. Frais de régie : *Construction de routes forestières : reboisement et gazonnement des montagnes*, p. 629. *Personnel des Contributions indirectes*, p. 631. *Personnel de l'Administration des Tabacs*, p. 632. *Question de la réunion de l'Administration des Tabacs à celle des Contributions indirectes, et de la fabrication des poudres de commerce à celle des poudres de guerre*, p. 637. *Agents du Service des dépêches à bord des paquebots*, p. 643. Impôts autorisés : *Droit de timbre sur les traites tirées de l'étranger sur la France et payables à l'étranger*, p. 651. *Réduction du prix des permis de chasse*, p. 654. Voies et moyens : *Application de la taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunions*, p. 660. *Suppression de l'impôt des créances hypothécaires*, p. 661, 662. *Droits d'entrée sur les matières premières*, p. 683, 685. *Droits sur la chicorée*, p. 686. *Création de cartes postales*, p. 691. Art. 15 ancien) : *Compte de liquidation*, p. 719. Art. 15 (nouveau) : *Bons de la Caisse municipale de la ville de Paris*, p. 719. Art. 16 : *Addition du Service télégraphique à la nomenclature des Services votés*, p. 7,19, 720. Art. 17 : *Taux de l'intérêt servi par la Caisse des retraites pour la vieillesse*, p. 720. Dispositions diverses : *Nomination d'une Commission parlementaire chargée d'étudier la question des pensions civiles et militaires*, p. 720). — Demande, en qualité de Rapporteur, l'ajournement du projet de loi portant création d'un Compte de liquidation des diverses charges résultant de la guerre (A., t. 17, p. 296). — Prend part, en la même qualité, à la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances de crédits supplémentaires sur l'Exercice 1873 (A., t. 29, p. 380). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif aux impôts nouveaux et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Droit de timbre sur les effets négociables ou de commerce*, A., t. 29, p. 563). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du Compte de liquidation pour 1871 (A., t. 30, p. 480, 487, 511, 545). — Demande la rectification d'une erreur matérielle dans l'impression du texte de cette loi (A., t. 31, p. 85). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes, et de la proposition de M. Wolowski relative à l'équilibre du Budget de 1875 (*Paiement de la garantie d'intérêt aux Compagnies de chemins de fer*, A., t. 33, p. 97, 159 à 166, 178. *Emploi des 45 millions restant à verser par la Banque*, p. 205). — Est entendu, en qualité

fabrication des monnaies de bronze (I., n° 1738 ; A., t. 17, p. 107 ; J. O. de 1873, p. 2949) ; sur le projet de loi portant régularisation des crédits supplémentaires et extraordinaires ouverts par des décrets pendant la prorogation de l'Assemblée nationale, et ouverture de crédits spéciaux d'Exercices clos et périmés (I., n° 1739; A., t. 17, an., p. 107 ; J. O. de 1873, p. 3029, 3043) ; sur le projet de loi modificatif du projet de loi du 15 mars 1872, portant création d'un Compte de liquidation des diverses charges résultant de la guerre (I., n° 1753 ; A., t. 17, an., p. 153 ; J. O. de 1873, p. 3012). — Ses rapports : sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur d'un crédit de 29,359,000 francs, imputable au Compte de liquidation des charges résultant de la guerre, et destiné à rembourser aux départements, aux communes et aux particuliers la 2e annuité des dépenses de la Garde nationale mobilisée, de l'Artillerie départementale et des Camps d'instruction (I., n° 1898 ; A., t. 19, an., p. 131 ; J. O. de 1873, p. 5491) ; sur le projet de loi concernant les suppléments de crédits à ouvrir au Ministre des Finances [Exercices 1871 et 1872] (I., n° 2173 ; A., t. 29, an., p. 110 ; J. O. de 1874, p. 741) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances de crédits supplémentaires sur l'Exercice 1873 (I., n° 2174 ; A., t. 29, an., p. 112 ; J. O. de 1874, p. 837) ; sur le projet de loi portant : 1° régularisation des crédits supplémentaires ouverts par décrets pendant la prorogation de l'Assemblée nationale ; 2° ouverture de crédits spéciaux d'Exercices clos et périmés (I., n° 2175 ; A., t. 29, an., p. 118 ; J. O. de 1874, p. 754) ; sur les projets de lois concernant les dépenses du Compte de liquidation pour 1874 (I., n° 2198 ; A., t. 29, an., p. 204 ; J. O. de 1874, p. 1315, 1332) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'Exercice 1874, d'un crédit complémentaire à affecter au remboursement des sommes payées aux Allemands à titre d'impôts (I., n° 2266 ; A., t. 30, an., p. 67 ; J. O. de 1874, p. 2537) ; sur le projet de loi tendant à autoriser l'aliénation de l'hôtel domanial de la Reynière (I., n° 2299 ; A., t. 30, an., p. 157 ; J. O. de 1874, p. 2842). — Son rapport supplémentaire sur ce projet de loi (I., n° 2354 ; A., t. 30, an., p. 298 ; J. O. de 1874, p. 3203). — Ses rapports : sur le projet de loi relatif à l'aliénation de terrains situés à Paris entre le boulevard Morland et le boulevard Bourdon (I., n° 2355 ; A., t. 30, an., p. 298 ; J. O. de 1874, p. 3190) ; sur le projet de loi concernant les dépenses du Compte de liquidation pour 1875 (I., n° 2652 ; A., t. 34, an., p. 115 ; J. O. de 1874, p. 5995) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre, au titre du Compte de liquidation, d'un crédit de 25 millions pour les dépenses de l'année 1875 (I., n° 2950 ; A., t. 37, an., p. 128 ; J. O. de 1875, p. 2236) ; sur le projet de loi relatif à l'établissement et à la revision des taxes uniques dans les agglomérations de 10,000 âmes et au-dessus (I., n° 3046 ; A., t. 38, an., p. 146 ; J. O. de 1875, p. 4128) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre, au titre du Compte de liquidation, d'un crédit de cent millions pour les dépenses de 1875 (I., n° 3137 ; A., t. 39, an., p. 157 ; J. O. de 1875, p. 6090) ; sur la proposition de M. René Goblet relative aux Sociétés anonymes ayant pour but l'achat et la vente d'immeubles (I., n° 3327 ; A., t. 41, an., p. 164 ; J. O. de 1875, p. 7095) ; sur la proposition de MM. Feray et autres, tendant à déclarer que les dispositions de la loi du 29 juin 1872 ne sont pas applicables aux Sociétés de commerce en nom collectif, ni aux associés gérants des Sociétés en commandite (I., n° 3434 ; A., t. 42, an., p. 232 ; J. O. de 1875, p. 9730) ; sur : 1° le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur, au titre du Compte de liquidation, (Exercice 1876), d'un crédit de 29,359,867 fr. destiné au paiement de la 5e et dernière annuité des dépenses afférentes à la Garde nationale mobilisée ; 2° le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre d'un crédit de 2,100,000 francs, au titre du Compte de liquidation (Chapitre VIII. Entretien des troupes allemandes) (I., n° 3476 ; A., t. 42, an., p. 360 ; J. O. de 1875, p. 10720) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre d'un crédit de 150 millions, pour les dépenses à effectuer en 1876 sur le Compte de liquidation (I., n° 3485 ; A., t. 42, an., p. 370 ; J. O. de 1876, p. 230). = Obtient des congés (A., t. 1, p. 132 ; t. 6, p. 65 ; t. 12, p. 81 ; t. 32, p.

255). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi relatif à la prorogation des échéances des effets de commerce (A., t. 1, p. 231 à 235). — Prend part à la discussion de ce projet de loi (A., t. 1, p. 258, 261, 263, 264, 265, 266, 267, 269). — Demande la promulgation d'urgence de cette loi (A., t. 1, p. 269). — Donne lecture de son rapport sur la proposition de M. Millière tendant à proroger de trois mois les délais accordés par la loi précédente (A., t. 2, p. 57). — Est entendu dans la discussion : de cette proposition (A., t. 2, p. 91, 103, 107, 109) ; du projet de loi relatif aux augmentations d'impôts et aux impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 626, 627) ; du projet relatif à l'impôt sur les valeurs mobilières (A., t. 12, p. 617) ; du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 12, p. 701 à 706). — S'excuse de son absence (A., t. 13, p. 225). — Demande la mise à l'ordre du jour du projet de loi sur les centimes additionnels aux contributions directes à percevoir en 1873 (A., t. 13, p. 278). — Prend part, en qualité de Rapporteur, à la discussion : de ce projet de loi (*Taxe sur les voitures et les chevaux*, A., t. 13, p. 306, 307) ; du Budget de l'Exercice 1873 (*Discussion générale*, A., t. 14, p. 282. Dette publique : *Rentes souscrites par l'Alsace et la Lorraine dans l'emprunt de 2 milliards*, p. 718. *Projet de loi annoncé sur les pensions civiles*, p. 342. Services généraux des Ministères : *Réorganisation des Administrations centrales*, p. 345. Algérie : *Exécution de la Convention passée avec la Société générale Algérienne*, p. 537. Finances : *Personnel de l'Administration centrale*, p. 548, 549. *Cour des Comptes*, p. 551, 556. *Frais de Trésorerie*, p. 610. *Traitements des Trésoriers-payeurs généraux et des Receveurs particuliers des Finances*, p. 614, 616. *Suppression des Perceptions dans les chefs-lieux d'arrondissement et de département*, p. 617. *Remaniement des circonscriptions et des remises des Perceptions*, p. 618. Frais de régie : *Construction de routes forestières : reboisement et gazonnement des montagnes*, p. 629. *Personnel des Contributions indirectes*, p. 631. *Personnel de l'Administration des Tabacs*, p. 632. *Question de la réunion de l'Administration des Tabacs à celle des Contributions indirectes, et de la fabrication des poudres de commerce à celle des poudres de guerre*, p. 637. *Agents du Service des dépêches à bord des paquebots*, p. 643. Impôts autorisés : *Droit de timbre sur les traites tirées de l'étranger sur la France et payables à l'étranger*, p. 651. *Réduction du prix des permis de chasse*, p. 654. Voies et moyens : *Application de la taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunions*, p. 660. *Suppression de l'impôt des créances hypothécaires*, p. 661, 662. *Droits d'entrée sur les matières premières*, p. 683, 685. *Droits sur la chicorée*, p. 686. *Création de cartes postales*, p. 691. Art. 15 (ancien) : *Compte de liquidation*, p. 719. Art. 15 (nouveau) : *Bons de la Caisse municipale de la ville de Paris*, p. 719. Art. 16 : *Addition du Service télégraphique à la nomenclature des Services votés*, p. 719, 720. Art. 17 : *Taux de l'intérêt servi par la Caisse des retraites pour la vieillesse*, p. 720. Dispositions diverses : *Nomination d'une Commission parlementaire chargée d'étudier la question des pensions civiles et militaires*, p. 720). — Demande, en qualité de Rapporteur, l'ajournement du projet de loi portant création d'un Compte de liquidation des diverses charges résultant de la guerre (A., t. 17, p. 296). — Prend part, en la même qualité, à la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances de crédits supplémentaires sur l'Exercice 1873 (A., t. 29, p. 380). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif aux impôts nouveaux et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Droit de timbre sur les effets négociables ou de commerce*, A., t. 29, p. 563). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du Compte de liquidation pour 1871 (A., t. 30, p. 480, 487, 511, 515). — Demande la rectification d'une erreur matérielle dans l'impression du texte de cette loi (A., t. 31, p. 85). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes, et de la proposition de M. Wolowski relative à l'équilibre du Budget de 1875 (*Paiement de la garantie d'intérêt aux Compagnies de chemins de fer*, A., t. 33, p. 97, 159 à 166, 178. *Emploi des 45 millions restant à verser par la Banque*, p. 205). — Est entendu, en qualité

du Cercle départemental de la Ligue de l'enseignement à Amiens, A., t. 28, p. 289, 295). — Parle : sur la motion de M. Delsol tendant à la mise à l'ordre du jour du projet de loi sur la nomination des Maires (A., t. 29, p. 46, 47) ; dans la discussion : du projet de loi relatif à l'établissement de surtaxes sur les boissons à l'octroi de Péronne (Somme) (A., t. 30, p. 635) ; des propositions concernant l'électorat municipal (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 90, 92. *Troisième délibération*, t. 32, p. 521) ; du projet de loi relatif au rétablissement du titre de premier Avocat général dans les Cours d'appel (*Première délibération*, A., t. 32, p. 377 à 380. *Deuxième délibération*, t. 35, p. 428) ; du Budget de l'Exercice 1875 (Impôts autorisés : *Exemption de la taxe en faveur des Sociétés anonymes pour l'achat et la vente d'immeubles*, A., t. 34, p. 271). — Demande à interpeller le Cabinet sur la suite donnée aux engagements pris par lui dans la séance du 9 juin 1874, relativement au Comité central de l'Appel au Peuple (A., t. 35, p. 324). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant régularisation des crédits supplémentaires ouverts par décrets pendant la prorogation de l'Assemblée (*Revision des pensions civiles concédées à titre exceptionnel depuis le 4 septembre 1870*, A., t. 37, p. 266, 271 à 278) ; de l'élection de M. le baron de Bourgoing par le département de la Nièvre (A., t. 40, p. 7 à 20).

GODET DE LA RIBOULLERIE (M.), *Député élu par le département de la Vendée.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 24).= Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 210) ; et de diverses Commissions (F., n°s 170, 269, 440, 486, 529, 658, 686, 776, 861 ; J. O. de 1871, p. 4892 ; J. O. de 1872, p. 2909 ; J. O. de 1873, p. 1769, 4107, 7211 ; J. O. de 1874, p. 4360, 5848 ; J. O. de 1875, p. 3636, 9961).

GODIN (M.), *Député élu par le département de l'Aisne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 29).= Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 41 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., n° 172, 611, 850 ; J. O. de 1871, p. 4985 ; J. O. de 1874, p. 2005 ; J. O. de 1875, p. 9395) ; et de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 276 ; J. O. de 1872, p. 3113). = Sa proposition ayant pour objet de fixer le mode d'emprunt devant servir à payer l'indemnité de guerre (I., n° 269 ; A., t. 3, p. 191 ; J. O. de 1871, p. 1292). = Est entendu dans la discussion du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 266, 339). — Dépose sa proposition sur le mode d'emprunt pour l'indemnité de guerre, et en demande l'urgence (A., t. 3, p. 174). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'emprunt de deux milliards (A., t. 3, p. 539 à 547). — Obtient un congé (A., t. 3, p. 566). — Parle dans la discussion : du projet de loi ayant pour objet d'établir des augmentations d'impôts et des impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 621, 622) ; du projet de loi relatif à l'élévation à trois milliards des émissions des billets de la Banque de France (A., t. 6, p. 349). — S'excuse de son absence (A., t. 7, p. 49). — Prend part à la discussion de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 394 à 400, 403). = Lettre du sieur Delacourt, ancien Secrétaire en chef de la Mairie de Guise (Aisne), portant demande en autorisation de poursuites contre lui, devant le Tribunal correctionnel de Vervins, pour diffamation et injure à son égard (A., t. 16, p. 103). — Est entendu à propos de cette demande (*ibid.*). — L'Assemblée refuse d'autoriser les poursuites demandées contre lui (A., t. 18, p. 632). = Parle : dans la discussion du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt sur le capital*, A., t. 29, p. 454 à 458) ; sur la demande d'urgence du projet de loi relatif au monopole des allumettes chimiques (A., t. 36, p. 301) ; dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 36, p. 306 à 310, 320, 321).

GODISSART (M.), *Député élu par la colonie de la Martinique.*

Son élection est validée (A., t. 35, p. 158). = Membre de Commissions (F., nos 744, 865; J. O. de 1875, p. 1275, 10118).

GONTAUT-BIRON (M. le vicomte DE), *Député élu par le département des Basses-Pyrénées.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 20). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 23, 41, 74, 80 ; J. O. de 1871, p. 251, 561, 1116, 1183); de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O. de 1871, p. 471) ; et de la Commission d'Enquête sur les causes de l'insurrection de Paris (F., n° 95 ; J. O. de 1871, p. 1476). = Son rapport sur les élections du Nord (A., t. 1, p. 38). — Obtient des congés (A., t. 4, p. 208; t. 5, p. 205 ; t. 6, p. 461 ; t. 28, p. 199).

GOUIN (M. EUGÈNE), *Député élu par le département d'Indre-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 15). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 15, 21, 29, 32, 60, 74, 155, 231, 395, 450, 529, 842 ; M. B. de 1871, p. 66, 224 ; J. O. de 1871, p. 337, 372, 894, 1116, 3250 ; J. O. de 1872, p. 1398 ; J. O. de 1873, p. 336, 2113, 7211 ; J. O. de 1875, p. 9073) ; et des Commissions : du Budget rectifié de 1871 (F., n° 58 ; J. O. de 1871, p. 867); des lois de finances de l'Exercice 1872 (F., n° 192 ; J. O. de 1872, p. 200) ; du Budget de 1873 (F., n° 297 ; J. O. de 1872, p. 3767) ; du Budget de 1874 (F., n° 471 ; J. O. de 1873, p. 3480) ; du Budget de 1875 (F., n° 583 ; J. O. de 1874, p. 1075); et du Budget de 1876 (F., n° 776 ; J. O. de 1875, p. 3636). = Ses rapports : sur le projet de loi relatif à la prorogation des échéances des effets de commerce (I., n° 46; A., t. 1, p. 231, an., p. 29 ; J. O. de 1871, p. 362 et 374) ; sur la proposition de M. Millière tendant à proroger de trois mois les délais accordés par la loi du 10 mars 1871, relative aux effets de commerce (I., n° 70 ; A., t. 2, p. 57, an., p. 84 ; J. O. de 1871, p. 384) ; sur deux projets de lois tendant à ouvrir au Ministre des Finances, sur l'Exercice 1872, des crédits supplémentaires pour les services des Douanes et des Contributions directes (I., n° 1283 ; A., t. 13, an., p. 39 ; J. O. de 1872, p. 4849) ; sur le projet de loi concernant les centimes additionnels généraux à percevoir en 1873 sur les quatre contributions directes (I., n° 1284 ; A., t. 13, an., p. 41 ; J. O. de 1872, p. 5196). — Son rapport général sur le Budget des recettes et des dépenses de l'Exercice 1873 (I., n° 1397 ; A., t. 13, an., p. 332 ; J. O. de 1872, p. 7364, 7389, 7418). — Son rapport sur le Budget des dépenses du Ministère des Finances pour le même Exercice (I., n° 1398 ; A., t. 14, an., p. 124 ; J. O. de 1872, p. 7280, 7306, 7329, 7360). — Son rapport supplémentaire sur les dépenses de ce Ministère (I., n° 1471 ; A., t. 14, an., p. 124 ; J. O. de 1872, p. 7756). — Ses rapports : sur l'amendement présenté par MM. Pouyer-Quertier et autres, ayant pour objet l'abrogation de la loi du 28 juin 1872 concernant l'impôt des créances hypothécaires (I., n° 1491 ; A., t. 14, an., p. 146 ; J. O. de 1872, p. 8164); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'Exercice 1872, d'un crédit supplémentaire de 2,600,000 francs applicable aux pensions militaires (I., n° 1495; A., t. 14, an., p. 153 ; J. O. de 1873, p. 5) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'Exercice 1872, de crédits supplémentaires montant à 2,550,655 francs (I., n° 1663 ; A., t. 16, an., p. 130 ; J. O. de 1873, p. 2007) ; sur le projet de loi destiné à autoriser le Ministre des Finances à inscrire une somme de rente de 350,000 francs de 3 0/0, pour restitution au Trésor des rentes disparues pendant l'insurrection de 1871 (I., n° 1664 ; A., t. 16, an., p. 132 ; J. O. de 1873, p. 2032, 2052) ; sur le projet de loi relatif aux frais et arrérages des emprunts de deux milliards et de trois milliards (I., n° 1737 ; A., t. 17, an., p. 105 ; J. O. de 1873, p. 3045) ; sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit de 170,000 francs au Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1873 (Service général), à un Chapitre nouveau XL *bis*, intitulé : Frais de

fabrication des monnaies de bronze (I., n° 1738 ; A., t. 17, p. 107 ; J. O. de 1873, p. 2949) ; sur le projet de loi portant régularisation des crédits supplémentaires et extraordinaires ouverts par des décrets pendant la prorogation de l'Assemblée nationale, et ouverture de crédits spéciaux d'Exercices clos et périmés (I., n° 1739; A., t. 17, an., p. 107 ; J. O. de 1873, p. 3029, 3043) ; sur le projet de loi modificatif du projet de loi du 15 mars 1872, portant création d'un Compte de liquidation des diverses charges résultant de la guerre (I., n° 1753 ; A., t. 17, an., p. 153 ; J. O. de 1873, p. 3012). — Ses rapports : sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur d'un crédit de 29,359,000 francs, imputable au Compte de liquidation des charges résultant de la guerre, et destiné à rembourser aux départements, aux communes et aux particuliers la 2e annuité des dépenses de la Garde nationale mobilisée, de l'Artillerie départementale et des Camps d'instruction (I., n° 1898 ; A., t. 19, an., p. 131 ; J. O. de 1873, p. 5491) ; sur le projet de loi concernant les suppléments de crédits à ouvrir au Ministre des Finances [Exercices 1871 et 1872] (I., n° 2173 ; A., t. 29, an., p. 110 ; J. O. de 1874, p. 741) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances de crédits supplémentaires sur l'Exercice 1873 (I., n° 2174 ; A., t. 29, an., p. 112 ; J. O. de 1874, p. 837) ; sur le projet de loi portant : 1° régularisation des crédits supplémentaires ouverts par décrets pendant la prorogation de l'Assemblée nationale ; 2° ouverture de crédits spéciaux d'Exercices clos et périmés (I., n° 2175 ; A., t. 29, an., p. 118 ; J. O. de 1874, p. 754) ; sur les projets de lois concernant les dépenses du Compte de liquidation pour 1874 (I., n° 2198 ; A., t. 29, an., p. 204 ; J. O. de 1874, p. 1315, 1332) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'Exercice 1874, d'un crédit complémentaire à affecter au remboursement des sommes payées aux Allemands à titre d'impôts (I., n° 2266 ; A., t. 30, an., p. 67 ; J. O. de 1874, p. 2537) ; sur le projet de loi tendant à autoriser l'aliénation de l'hôtel domanial de la Reynière (I., n° 2299 ; A., t. 30, an., p. 157 ; J. O. de 1874, p. 2842). — Son rapport supplémentaire sur ce projet de loi (I., n° 2354 ; A., t. 30, an., p. 298 ; J. O. de 1874, p. 3203). — Ses rapports : sur le projet de loi relatif à l'aliénation de terrains situés à Paris entre le boulevard Morland et le boulevard Bourdon (I., n° 2355 ; A., t. 30, an., p. 298 ; J. O. de 1874, p. 3190) ; sur le projet de loi concernant les dépenses du Compte de liquidation pour 1875 (I., n° 2652 ; A., t. 34, an., p. 115 ; J. O. de 1874, p. 5995) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre, au titre du Compte de liquidation, d'un crédit de 25 millions pour les dépenses de l'année 1875 (I., n° 2950 ; A., t. 37, an., p. 128 ; J. O. de 1875, p. 2236) ; sur le projet de loi relatif à l'établissement et à la revision des taxes uniques dans les agglomérations de 10,000 âmes et au-dessus (I., n° 3046 ; A., t. 38, an., p. 146 ; J. O. de 1875, p. 4128) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre, au titre du Compte de liquidation, d'un crédit de cent millions pour les dépenses de 1875 (I., n° 3137 ; A., t. 39, an., p. 157 ; J. O. de 1875, p. 6090) ; sur la proposition de M. René Goblet relative aux Sociétés anonymes ayant pour but l'achat et la vente d'immeubles (I., n° 3327 ; A., t. 41, an., p. 164 ; J. O. de 1875, p. 7095) ; sur la proposition de MM. Feray et autres, tendant à déclarer que les dispositions de la loi du 29 juin 1872 ne sont pas applicables aux Sociétés de commerce en nom collectif, ni aux associés gérants des Sociétés en commandite (I., n° 3434 ; A., t. 42, an., p. 232 ; J. O. de 1875, p. 9730) ; sur : 1° le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur, au titre du Compte de liquidation, (Exercice 1876), d'un crédit de 29,359,867 fr. destiné au paiement de la 5e et dernière annuité des dépenses afférentes à la Garde nationale mobilisée ; 2° le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre d'un crédit de 2,100,000 francs, au titre du Compte de liquidation (Chapitre VIII. Entretien des troupes allemandes) (I., n° 3476 ; A., t. 42, an., p. 360 ; J. O. de 1875, p. 10720) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre d'un crédit de 150 millions, pour les dépenses à effectuer en 1876 sur le Compte de liquidation (I., n° 3485 ; A., t. 42, an., p. 370 ; J. O. de 1876, p. 230). = Obtient des congés (A., t. 1, p. 132 ; t. 6, p. 65 ; t. 12, p. 81 ; t. 32, p.

255). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi relatif à la prorogation des échéances des effets de commerce (A., t. 1, p. 231 à 235). — Prend part à la discussion de ce projet de loi (A., t. 1, p. 258, 261, 263, 264, 265, 266, 267, 269). — Demande la promulgation d'urgence de cette loi (A., t. 1, p. 269). — Donne lecture de son rapport sur la proposition de M. Millière tendant à proroger de trois mois les délais accordés par la loi précédente (A., t. 2, p. 57). — Est entendu dans la discussion : de cette proposition (A., t. 2, p. 91, 103, 107, 109) ; du projet de loi relatif aux augmentations d'impôts et aux impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 626, 627) ; du projet relatif à l'impôt sur les valeurs mobilières (A., t. 12, p. 617) ; du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 12, p. 701 à 706). — S'excuse de son absence (A., t. 13, p. 225). — Demande la mise à l'ordre du jour du projet de loi sur les centimes additionnels aux contributions directes à percevoir en 1873 (A., t. 13, p. 278). — Prend part, en qualité de Rapporteur, à la discussion : de ce projet de loi (*Taxe sur les voitures et les chevaux*, A., t. 13, p. 306, 307) ; du Budget de l'Exercice 1873 (*Discussion générale*, A., t. 14, p. 282. Dette publique : *Rentes souscrites par l'Alsace et la Lorraine dans l'emprunt de 2 milliards*, p. 718. *Projet de loi annoncé sur les pensions civiles*, p. 342. Services généraux des Ministères : *Réorganisation des Administrations centrales*, p. 345. Algérie : *Exécution de la Convention passée avec la Société générale Algérienne*, p. 537. Finances : *Personnel de l'Administration centrale*, p. 548, 549. *Cour des Comptes*, p. 554, 556. *Frais de Trésorerie*, p. 610. *Traitements des Trésoriers-payeurs généraux et des Receveurs particuliers des Finances*, p. 614, 616. *Suppression des Perceptions dans les chefs-lieux d'arrondissement et de département*, p. 617. *Remaniement des circonscriptions et des remises des Perceptions*, p. 618. Frais de régie : *Construction de routes forestières ; reboisement et gazonnement des montagnes*, p. 629. *Personnel des Contributions indirectes*, p. 631. *Personnel de l'Administration des Tabacs*, p. 632. *Question de la réunion de l'Administration des Tabacs à celle des Contributions indirectes, et de la fabrication des poudres de commerce à celle des poudres de guerre*, p. 637. *Agents du Service des dépêches à bord des paquebots*, p. 643. Impôts autorisés : *Droit de timbre sur les traites tirées de l'étranger sur la France et payables à l'étranger*, p. 651. *Réduction du prix des permis de chasse*, p. 654. Voies et moyens : *Application de la taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunions*, p. 660. *Suppression de l'impôt des créances hypothécaires*, p. 661, 662. *Droits d'entrée sur les matières premières*, p. 683, 685. *Droits sur la chicorée*, p. 686. *Création de cartes postales*, p. 691. Art. 15 (ancien) : *Compte de liquidation*, p. 719. Art. 15 (nouveau) : *Bons de la Caisse municipale de la ville de Paris*, p. 719. Art. 16 : *Addition du Service télégraphique à la nomenclature des Services votés*, p. 719, 720. Art. 17 : *Taux de l'intérêt servi par la Caisse des retraites pour la vieillesse*, p. 720. Dispositions diverses : *Nomination d'une Commission parlementaire chargée d'étudier la question des pensions civiles et militaires*, p. 720). — Demande, en qualité de Rapporteur, l'ajournement du projet de loi portant création d'un Compte de liquidation des diverses charges résultant de la guerre (A., t. 17, p. 296). — Prend part, en la même qualité, à la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances de crédits supplémentaires sur l'Exercice 1873 (A., t. 29, p. 380). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif aux impôts nouveaux et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Droit de timbre sur les effets négociables ou de commerce*, A., t. 29, p. 563). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du Compte de liquidation pour 1871 (A., t. 30, p. 480, 487, 514, 515). — Demande la rectification d'une erreur matérielle dans l'impression du texte de cette loi (A., t. 31, p. 85). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes, et de la proposition de M. Wolowski relative à l'équilibre du Budget de 1875 (*Paiement de la garantie d'intérêt aux Compagnies de chemins de fer*, A., t. 33, p. 97, 159 à 166, 178. *Emploi des 45 millions restant à verser par la Banque*, p. 205). — Est entendu, en qualité

de Rapporteur, dans la discussion : du projet de loi relatif à l'établissement et à la revision des taxes uniques dans les agglomérations de 10,000 âmes et au-dessus (A., t. 38, p. 447, 452, 453, 457) ; du projet de loi portant ouverture au Compte de liquidation d'un crédit de 100 millions pour les services de la guerre en 1875 (A., t. 39, p. 403) ; de la proposition de M. Feray tendant à déclarer que les dispositions de la loi du 29 juin 1872 ne sont pas applicables aux Sociétés de commerce en nom collectif, ni aux associés gérants des Sociétés en commandite (A., t. 43, p. 6, 8, 9, 11) ; de la proposition de M. René Goblet relative aux Sociétés anonymes ayant pour objet l'achat et la vente d'immeubles (A , t. 43, p. 268). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 306).

GOULARD (M. DE), *Député élu par le département des Hautes-Pyrénées.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 20). = Président : du 15e Bureau (F., n° 463 ; J. O. de 1873, p. 3220) ; du 3e Bureau (F., n° 517 ; J. O. de 1873, p. 6751) ; du 2e Bureau (F., n° 562 ; J. O. de 1874, p. 351) ; et du 14e Bureau (F., n° 607 ; J. O. de 1874, p. 1881). — Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 11, 21, 68, 139, 183, 535 ; M. B. de 1871, p. 209, 224 ; J. O. de 1871, p. 1013, 2754, 5299 ; J. O. de 1873, p. 7398) ; et de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 32, p. 28). — Son rapport sur la proposition de M. Germain tendant à ouvrir au Ministre des Finances un crédit de cent millions de francs pour couvrir les frais de la guerre et les déficits des Exercices de 1870 et 1871 (I., n° 27 ; A., t. 1, p. 157, an., p. 19 ; J. O. de 1871, p. 338). = Est nommé *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* [Décret du 6 février 1872] (B. des L., n° 912 ; J. O., p. 873). — Répond, en cette qualité, à la question de M. des Rotours au sujet de l'exécution de la loi sur le typhus contagieux des bêtes à cornes (A., t. 8, p. 20). = Est chargé, *par intérim*, *du Ministère des Finances* [Décret du 5 mars 1872] (B. des L., n° 993 ; J. O., p. 1585). — Prend part, à ce titre, à la discussion du Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1872 (*Intérêts et amortissement des emprunts faits à la Banque*, A., t. 8, p. 370. *Traitements du personnel des Administrations centrales*, p. 384. *Traitements de la Cour des Comptes*, p. 389. *Traitements et émoluments des Trésoriers-payeurs généraux et des Receveurs particuliers*, p. 397. *Replacement des anciens percepteurs de l'Alsace et de Lorraine*, p. 399. *Question de M. Millaud au sujet d'une saisie de lettres adressées au directeur et au rédacteur du journal* le Progrès de Lyon, p. 405). — Parle dans la discussion du Budget du Ministère de l'Agriculture et du Commerce pour le même Exercice (*Traitement du Secrétaire général de ce Ministère*, A., t. 8, p. 472. *Translation à Montpellier de l'École d'Agriculture de la Saulsaie*, p. 474. *Dépenses des concours régionaux et des fermes-écoles*, p. 488. *Prix pour les courses de chevaux*, p. 494). — Est entendu, en qualité de Ministre des Finances *par intérim* : en réponse à la question de M. de Ravinel au sujet de la publicité à donner, par l'insertion au *Journal officiel*, aux nominations de percepteurs et de receveurs des Finances (A., t. 8, p. 482) ; dans la discussion du Budget du Ministère des Travaux publics pour l'Exercice 1872 (*Service des garanties d'intérêts aux Compagnies de chemins de fer*, A., t. 8, p. 544) ; en réponse à la question de M. de Ravinel ayant pour objet le rétablissement des zones pour les tabacs sur la nouvelle frontière de l'Est (A., t. 8, p. 666) ; en réponse à la question de M. André (Charente) relativement à l'époque de la présentation du Budget de 1873 (A., t. 8, p. 667) ; dans la discussion : du projet de loi concernant les fonctionnaires et employés réformés pour cause de suppression d'emploi ou de réorganisation (A., t. 8, p. 680, 681) ; du Budget général des dépenses et des recettes de l'Exercice 1872 (*Remboursement aux communes et aux particuliers des contributions prélevées par les Allemands dans les départements envahis*, A., t. 8, p. 693). = Est nommé *Ministre des Finances* [Décret du 23 avril 1872] (B. des L., n° 1104 ; J. O., p. 2721). — Parle, en cette qualité : à l'occasion du procès-verbal, sur un incident relatif à l'interprétation de l'art. 3 de la loi du 25 mai 1872 sur le timbre des titres de rentes et ef-

fets publics des Gouvernements étrangers (A., t. 12, p. 2); sur le projet de loi de crédit pour remboursement aux communes et aux contribuables des impositions payées aux Allemands (A., t. 12, p. 3); sur la demande d'urgence de la proposition de M. Johnston relative au régime des admissions temporaires en franchise de droits (A., t. 12, p. 370). — Présente à l'Assemblée l'Exposé de la situation financière, à l'occasion du dépôt des trois projets de lois sur les contributions directes, les sels et les boissons (A., t. 12, p. 494 à 502). — Est entendu dans la discussion : du projet relatif à l'impôt sur les valeurs mobilières (A., t. 12, p. 615); du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 13, p. 86 à 90, 157, 158); du projet de loi relatif à un nouvel emprunt de trois milliards (A., t. 13, p. 155). — Présente à l'Assemblée le compte-rendu des résultats de la souscription à cet emprunt (A., t. 13, p. 478). — Parle : dans la discussion du projet de loi de crédit applicable au paiement d'une indemnité de 212,000 fr. à M. Souberbielle, ancien entrepreneur général des transports de l'armée française au Mexique (A., t. 13, p. 186); sur la prise en considération de la proposition de M. Cottin tendant à ajouter deux articles complémentaires au titre VI du Code forestier, concernant les bois des communes et des établissements publics (A., t. 13, p. 256); sur la demande de mise à l'ordre du jour du projet de loi concernant l'impôt des boissons (A., t. 13, p. 341); dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 13, p. 508); du projet de loi relatif au monopole par l'État de l'achat, de la fabrication et de la vente des allumettes chimiques (A., t. 13, p. 564); du projet de loi tendant à approuver l'adjudication du chemin de fer de Clermont-Ferrand à Tulle, avec embranchement sur Vendes (A., t. 13, p. 582); en réponse à la question de M. Louis de Saint-Pierre au sujet des récompenses à accorder aux employés de la Banque de France qui l'ont défendue pendant la Commune de Paris (A., t. 13, p. 591); sur la demande de mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif aux biens de la Famille d'Orléans (A., t. 14, p. 152); dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 14, p. 220, 221). — Est nommé ***Ministre de l'Intérieur*** (Décret du 7 décembre 1872] (B. des L., n° 1536 ; J. O., p. 7609). — Est entendu, en cette qualité : dans la discussion des pétitions relatives à la dissolution de l'Assemblée nationale (A., t. 14, p. 584, 599); en réponse à la question de M. Henri Brisson au sujet de la révocation du Maire de Nantes, à la suite des troubles de cette ville (A., t. 14, p. 696); dans la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Intérieur : *Régime du colportage*, A , t. 14, p. 496. *Incident relatif à la nomination de Conseillers d'État comme Commissaires du Gouvernement pour la discussion du Budget*, p. 499. *Traitements des Préfets*, p. 502, 511. *Fonds d'abonnement des Préfectures et Sous-Préfectures*, p. 514. *Inspections générales administratives*, p. 522. *Institution des sourds-muets de Nancy*, p. 526. Algérie : *Colonisation Alsacienne-Lorraine en Algérie*, p. 530. Finances : *Personnel de l'Administration centrale*, p. 549. *Question de la suppression des perceptions dans les chefs-lieux d'arrondissement et de département*, p. 617. Frais de régie : *Mode de recrutement des percepteurs de Paris*, p. 619). — Prend part aux débats sur les interpellations : de MM. Lespinasse et de Limairac, au sujet du refus de certains Maires, et en particulier du Maire de Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne), de mandater diverses dépenses obligatoires (A., t. 15, p. 214, 221); de MM. Johnston et autres, au sujet de la Circulaire du Ministre de l'Instruction publique, du 27 septembre 1872, sur les réformes à apporter dans l'Enseignement secondaire (A., t. 15, p. 249). — Parle : sur l'urgence de la proposition de M. le baron Chaurand tendant à reconstituer la municipalité de Lyon sur les bases de la municipalité de Paris, posées dans la loi du 14 avril 1871 (A., t. 15, p. 521); dans la discussion des interpellations de M. Dussaussoy au sujet de la nouvelle Compagnie française chargée du service des dépêches entre Calais et Douvres (A., t. 15, p. 578, 581) ; en réponse à la question de M. Raoul Duval sur les conséquences, en ce qui concerne le *Journal officiel*, du rejet de la proposition relative à la publicité des Comptes rendus des séances de l'Assemblée nationale (A., t. 16, p. 64) ; sur la demande d'ajournement du projet de loi de crédit applicable aux dépenses de police de l'agglomé-

ration Lyonnaise (A., t. 16, p. 182); dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 16, p. 449); sur la question de M. de Castellane au sujet de la suppression du journal *l'Assemblée nationale* et de l'interdiction de vente sur la voie publique de l'*Espérance nationale* et de *Paris-Journal* (A., t. 16, p. 489); sur la fixation du jour des interpellations de MM. Rouvier et autres, au sujet de la situation spéciale faite à divers journaux dans les départements du Midi (A., t. 16, p. 555); dans la discussion de ces interpellations (A., t. 17, p. 121 à 124, 126). — Demande l'ajournement de la discussion sur la proposition de MM. le duc de Broglie, Bethmont et Léon Say, relative à la formation des listes électorales municipales (A., t. 17, p. 18). — Demande l'ajournement de la discussion sur les pétitions : 1° du prince Napoléon ; 2° d'électeurs d'Ajaccio, au sujet de l'expulsion de ce prince du territoire français (A., t. 17, p. 19). — Est entendu : dans les débats relatifs à ces pétitions (A., t. 17, p. 178); sur la fixation du jour de la discussion du projet de loi relatif à l'organisation municipale de la ville de Lyon (A., t. 17, p. 94); dans la discussion : de ce projet de loi et de la proposition analogue de M. le baron Chaurand (A., t. 17, p. 255); du projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 391, 398).= Est élu *Vice-Président de l'Assemblée* (A., t. 18, p. 6). — Parle, comme Député : dans la discussion des interpellations de M. Hervé de Saisy sur des nominations irrégulières dans le personnel des Finances et sur l'inexécution de la législation relative aux perceptions, notamment de la ville de Paris (A., t. 18, p. 190); sur la demande d'urgence de la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation pour dix ans des pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 4); sur la question de renvoi de cette proposition à la Commission qui sera chargée de l'examen des Lois Constitutionnelles (A., t. 27, p. 16). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 27, p. 26). — Est entendu, à ce titre, au sujet du délai laissé par lui avant la clôture du scrutin sur la motion de M. de Franclieu tendant à l'ajournement de la discussion de la loi sur le mode de nomination des Maires (A., t. 29, p. 18, 19). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 29, p. 513; t. 31, p. 4). — Ses observations, en cette qualité, à propos de la question de M. Houssard sur l'époque de l'appel de la 2e partie du contingent de 1872 (A., t. 32, p. 164). — Obtient des congés (A., t. 32, p. 231, 271). — Lettre adressée au Président annonçant son décès (A., t. 32, p. 584). — Allocution de M. Martel, *Vice-Président*, à cette occasion (*Ibid.*).

GOUSSARD (M.), *ancien Conseiller d'État.*

L'un des candidats proposés pour le nouveau Conseil d'État (A., t. 13, p. 96, et an., p. 64). — Est élu par l'Assemblée *Conseiller d'État* (A., t. 13,p. 299).

GOUVELLO (M. le marquis DE), *Député élu par le département du Morbihan.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 36). = Membre de Commissions (F., nos 467, 450, 484, 524; J. O. de 1871, p. 4802; J. O. de 1873, p. 2113, 4039, 6982). = Obtient des congés (A., t. 12, p. 157; t. 18, p. 545; t. 33, p. 209). — S'excuse de son absence (A., t. 39, p. 275).

GOUVION-SAINT-CYR (M. le marquis DE), *Député élu par le département d'Eure-et-Loir.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 49). = Membre de Commissions (F., nos 94, 215, 219, 289, 309, 393, 529, 824; J. O. de 1871, p. 1439; J. O. de 1872, p. 889, 1012, 3519, 4118; J. O. de 1873, p. 280, 7214; J. O. de 1875, p. 5510). = Son rapport sur l'élection de M. Beaussire par le département de la Vendée (A., t. 4, p. 97). — Obtient des congés (A., t. 15, p. 278; t. 8, p. 132).

GRAMMONT (M. le marquis DE), *Député élu par le département de la Haute-Saône.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 150). = Président du 4e Bureau (F., no 607; J. O. de 1874, p. 1881). = Membre de Commissions (F., nos 11, 141, 399, 796; M. B. de 1871, p. 2819; J. O. de 1873, p. 469; J. O. de

1875, p. 4340). = Obtient un congé (A., t. 11, p. 49). — Est entendu sur un incident personnel, dans la discussion du projet de loi et de la proposition de M. le baron Chaurand sur l'organisation municipale de la ville de Lyon (A., t. 17, p. 218 à 220). — S'excuse de son absence (A., t. 28, p. 639). — Demande l'ajournement du vote sur l'élection de M. Hérisson par le département de la Haute-Saône (A., t. 32, p. 113).

GRAMONT (M. le duc DE), *ancien Ministre des Affaires étrangères.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 83 à 106).

GRANCEY (M. DE), *Officier de marine.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 817 à 821).

GRANDPIERRE (M.), *Député élu par le département de la Meuse.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 37). = L'un des signataires de la Déclaration collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 61, et an., p. 3). = Membre de Commissions (F., nos 49, 77, 94, 144, 158, 226, 264, 403, 405, 445, 475, 478, 487, 498, 524, 611, 674; J. O. de 1871, p. 712, 1136, 1439, 2929, 3334; J. O. de 1872, p. 1223, 2757; J. O. de 1873, p. 580, 653, 1769, 3722, 3817, 4153, 4481, 6982; J. O. de 1874, p. 2005, 4933). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, concernant : la nomination des Conseils d'administration des Monts-de-piété ou Maisons de prêts (I., n° 237; A., t. 3, p. 60; J. O. de 1871, p. 1200); l'organisation des Commissions administratives des bureaux de bienfaisance (I., n° 238; A., t. 3, p. 60; J. O. de 1871, p. 1190). — Ses propositions ayant pour objet : de rendre électeurs et éligibles, sans condition de temps de résidence dans leur nouveau domicile en France, les citoyens français qui, conformément à l'article 2 du Traité du 10 mai 1871 avec l'Allemagne, opteront pour la nationalité Française (I., n° 296; A., t. 3, p. 266; J. O. de 1871, p. 1442); d'indemniser conformément à la loi du 11 juin 1866, les propriétaires de bestiaux morts de la peste bovine dans les départements envahis, encore bien que les formalités prescrites par cette loi n'aient pas été accomplies (I., n° 1668; A., t. 16, an., p. 135; J. O. de 1873, p. 2083). = Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 30, p. 767; t. 39, p. 26, 612).

GRANGE (M.), *Député élu par le département de la Savoie.*

Son élection est validée (A., t. 7, p. 294). = Secrétaire : du 5e Bureau (F., n° 289; J. O. de 1872, p. 3519); du 3e Bureau (F., n° 463; J. O. de 1873, p. 3220); du 11e Bureau (F., n° 627; J. O. de 1874, p. 3307); et du 4e Bureau (F., n° 796; J. O. de 1875, p. 4340). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 244, 317, 383, 393, 401, 405, 562, 744, 762; J. O. de 1872, p. 1649, 4353, 7957; J. O. de 1873, p. 280, 524, 653; J. O. de 1874, p. 354; J. O. de 1875, p. 1275, 2037); et de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275; J. O. de 1872, p. 3082). = Ses propositions concernant : les Conventions intervenues entre l'État et les Compagnies de chemins de fer Victor-Emmanuel et de Paris-Lyon-Méditerranée (I., n° 1018; A., t. 8, p. 505, an., p. 216; J. O. de 1872, p. 2462); la nomination des Commissions par scrutin de liste (I., n° 2067; A., t. 28, an., p. 101; J. O. de 1873, p. 7599). = Son rapport sur le projet de loi relatif à un échange de terrains entre l'État et le sieur Fière, à Voiron (Isère) (I., n° 1389; A., t. 13, an., p. 323; J. O. de 1872, p. 5399). = Obtient des congés (A., t. 7, p. 525; t. 16, p. 165). — Demande à interpeller le Ministre des Travaux publics sur la suppression du service des marchandises à la gare de Modane (A., t. 15, p. 4). — Développe ses interpellations (A., t. 15, p. 4, 8). — Son rapport sur l'élection de M. Georges Perin par le département de la Haute-Vienne (A., t. 18, p. 102). — Parle dans la discussion : du projet de loi tendant à modifier la circonscription territoriale des cantons de Chamoux, de la Rochette et d'Aiguebelle (Savoie) (A., t. 35, p. 332); du projet de loi relatif à la décla-

ration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer, et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée (A., t. 39, p. 344); du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A , t. 44, p. 248).

GRASSET (M. DE), *Député élu par le département de l'Hérault.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 15). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); et de diverses Commissions (F., n°s 75, 117, 167, 264, 440, 454, 511, 541, 796; J. O. de 1871, p. 1124, 2086, 4802; J. O. de 1872, p. 2757; J. O. de 1873, p. 1769, 2231, 5018, 7729; J. O. de 1875, p. 4340). = Ses rapports : sur le projet de loi concédant temporairement aux navires étrangers la faculté de charger des vins dans un port Français à destination d'un port Français (I., n° 409; A., t. 4, p. 228, an., p. 86; J. O. de 1871, p. 2665); sur la proposition de MM. Destremx et autres, tendant à combattre les ravages causés dans les vignobles par le phylloxera et à généraliser les irrigations (I., n° 2518; A., t. 32, an., p. 366; J. O. de 1874, p. 5283). = Donne lecture de son rapport sur le projet de loi relatif au cabotage des vins par navires étrangers (A., t. 4, p. 228). — Est entendu dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 4, p. 240); du projet de loi concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 143). — Obtient des congés (A., t. 5, p. 381; t. 13, p. 330). — Parle : dans la discussion du Budget du Ministère de l'Agriculture et du Commerce pour l'Exercice 1872 (*Installation de l'École d'Agriculture de Montpellier*, A., t. 8, p. 473); à propos de la question de M. Destremx au sujet de la crise des transports par voies ferrées, dans les départements méridionaux (A., t. 14, p. 60); dans la discussion : du projet de loi tendant à modifier la législation sur les contributions indirectes (A., t. 18, p. 462, 463); du Budget de l'Exercice 1874 (Travaux publics : *Études du canal du Rhône à Béziers*, A., t. 28, p. 355); du projet de loi relatif aux droits sur les boissons (A., t. 28, p. 684, 685, 687); sur la mise à l'ordre du jour de la proposition de M. Destremx tendant à accorder un prix de 300,000 fr. pour la destruction du phylloxera (A., t. 33, p. 271, 272). — S'excuse de son absence (A., t. 35, p. 389). — Demande : la mise à l'ordre du jour, avant la prorogation, de la discussion du projet de loi relatif au vinage à prix réduit (A., t. 41, p. 224 à 227); l'urgence de ce projet de loi, son renvoi à une Commission spéciale et sa mise à l'ordre du jour (A., t. 44, p. 152).

GRÉARD (M.), *Directeur du Service de l'Enseignement primaire à la Préfecture de la Seine.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 226 à 236).

GREPPO (M.), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 47). = Dépose une pétition relative à la mise en accusation du Gouvernement de l'Empire (A., t. 1, p. 254).

GRÉVY (M. ALBERT), *Député élu par le département du Doubs.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 49). = Président : du 7e Bureau (F., n° 509; J. O. de 1873, p. 4945); et du 3e Bureau (F., n° 769; J. O. de 1875, p. 3405). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., n°s 28, 32, 37, 40, 48, 74, 151, 183, 189, 265, 273, 357, 573, 621, 722, 772, 800, 851; J. O. de 1871, p. 251, 372, 471, 542, 696, 1116, 3126, 5299; J. O. de 1872, p. 113, 2781, 3013, 7143; J. O. de 1874, p. 736, 2358; J. O. de 1875, p. 365, 3525, 4464, 9463); de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (F., n° 95; J. O. de 1871, p. 1476); de la Commission des Trente sur les attributions des Pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (F., n° 371; J. O. de 1872, p. 7565); et de la 2e Commission

des Lois Constitutionnelles (A., t. 38, p. 206). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département du Doubs (I., n° 2444; A., t. 32, an., p. 40; J. O. de 1874, p. 4222). = Ses rapports : sur la proposition de MM. Claude (Meurthe) et autres, tendant à faire supporter par toute la nation Française les contributions de guerre, réquisitions et dommages matériels de toute nature causés par l'invasion (I., n° 259; A., t. 5, an., p. 295; J. O. de 1871, p. 1257); sur : 1° le projet de loi ayant pour but de rattacher au département de la Meurthe les territoires du département de la Moselle qui sont restés Français; 2° la proposition de MM. Billy et autres, tendant à conserver le nom de Moselle aux territoires de l'arrondissement de Briey et de l'arrondissement de Metz restés Français (I., n° 381; A., t. 3, an., p. 905; J. O. de 1871, p. 2304); sur la proposition de MM. Amédée Lefèvre-Pontalis et autres, tendant à faire accorder un secours provisoire de un million de francs à la ville de Châteaudun et aux villages de Varize et de Civry (I., n° 599; A., t. 5, p. 365, an., p. 183; J. O. de 1871, p. 3954); sur le projet de loi ayant pour objet la répression des délits qui peuvent être commis par la voie de la presse ou par tous autres moyens de publication, et la levée de l'état de siège (I., n° 3558; A., t. 43, an., p. 420; J. O. de 1876, p. 511). = Parle, comme Rapporteur : sur la demande d'ajournement de la proposition de MM. Claude (Meurthe) et autres, relative aux contributions de guerre, réquisitions et dommages causés par l'invasion (A., t. 4, p. 332); dans la discussion de cette proposition (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 460, 498, 499, 528. *Troisième délibération*, t. 5, p. 381, 385, 386, 405, 407, 408, 409, 419, 421, 422). — Obtient des congés (A., t. 7, p. 170; t. 16, p. 462). — Ses observations dans la discussion du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession définitive de plusieurs chemins de fer concédés à titre éventuel et à l'adjudication de plusieurs chemins de fer classés et non concédés (A., t. 30, p. 562).— Est entendu, en qualité de Président de la Commission d'Enquête sur l'élection de M. le baron de Bourgoing par le département de la Nièvre : sur un incident relatif à la distribution de photographies comme annexes au Rapport de cette Commission, au sujet d'une communication de pièces demandée par elle (A., t. 37, p. 20); sur la proposition de M. de Bourgoing tendant à ce qu'il soit statué sur son élection avant le 24 juin 1875 (A., t. 38, p. 353, 354); sur sa nouvelle motion tendant à fixer à un très proche délai la discussion du rapport sur son élection (A., t. 39, p. 355); sur la proposition de M. Bottieau ayant pour objet de porter la vérification de cette élection à l'ordre du jour du 12 juillet 1875 (A., t. 39, p. 356, 357); sur l'incident relatif au fait allégué par M. Bottieau contre M. Savary, Rapporteur de la Commission d'Enquête, d'avoir intentionnellement omis dans son rapport une seconde dépêche du Procureur général de Bourges (A., t. 39, p. 392). — Demande, en la même qualité, la discussion immédiate sur l'Enquête relative au Comité de l'Appel au peuple (A., t. 40, p. 27). — Est entendu, au même titre, dans la discussion des interpellations de M. Raoul Duval sur la conduite que le Gouvernement entend tenir à l'égard de ce Comité (A., t. 40, p. 91, 100). — Demande, en qualité de Rapporteur, la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A., t. 43, p. 337). — Prend part, à ce titre, à la discussion de ce projet de loi (A., t. 44, p. 153 à 159, 188, 209, 216 à 221, 224, 233, 247, 254).

GRÉVY (M. JULES), *Député élu par les départements des Bouches-du-Rhône et du Jura.*

Son élection est validée : pour le Jura (A., t. 1, p. 16); pour les Bouches-du-Rhône (A., t. 1, p. 308). — Déclare opter pour le Jura (A., t. 1, p. 308). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : la nomination de M. THIERS comme Chef du Pouvoir exécutif de la République française (I., n° 1; A., t. 1, p. 57, an., p. 3; J. O. de 1871, p. 251); la levée de l'état de siège dans le département du Jura (I., n° 2458; A., t. 32, an., p. 161; J. O. de 1874, p. 5216). = Est élu *Président de l'Assemblée nationale*

(A., t. 1, p. 56). — Son allocution en prenant place au fauteuil (A., t. 1, p. 59). — Ses observations, comme Président : sur la réclamation de M. Floquet au sujet du Compte-rendu du vote sur la constitution du Pouvoir exécutif (A., t. 1, p. 66); sur les réclamations de M. Clémenceau et de M. Millière au sujet des places à accorder au public et à la presse, dans les tribunes de l'Assemblée (A., t. 1, p. 71, 72); sur la réclamation de M. Floquet au sujet du mode d'examen de la proposition de M. Jules Favre, Ministre des Affaires étrangères, pour la nomination d'une Commission de 15 membres chargée d'assister les négociateurs du Traité de paix (A., t. 1, p. 76, 77, 78); sur la motion de M. Batbie pour la nomination d'une Commission chargée de faire un rapport sur l'éligibilité des anciens Préfets élus Députés (A., t. 1, p. 83, 84); sur la question de M. Turquet au sujet de la fixation d'un jour pour la vérification des élections des princes d'Orléans (A., t. 1, p. 84); sur la question de M. Esquiros au sujet du droit de vote pour les Députés non encore validés (A., t. 1, p. 123, 124); à propos : de la lettre de M. Kablé annonçant la mort de M. Küss, Maire de Strasbourg, Député du Bas-Rhin (A., t. 1, p. 131); de la motion de M. Pelletan tendant à mettre à la charge de la nation les funérailles de M. Küss (A., t. 1, p. 132); de la lettre de démission de M. Félix Pyat (A., t. 1, p. 132, 133); des démissions déposées à la tribune par MM. Varroy, Brice et Claude, Députés de la Meurthe (A., t. 1, p. 136); sur la motion de M. Baze tendant au refus de la pétition adressée à l'Assemblée au nom du Club positiviste de Paris (A., t. 1, p. 153, 154); sur la motion de M. Peltereau-Villeneuve tendant à l'impression et à la distribution du rapport de la Commission d'Enquête sur l'état de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie (A., t. 1, p. 169); à propos : de la question formulée par M. Germain sur les emprunts du Trésor à la Banque de France (A., t. 1, p. 178); de la démission donnée par M. Victor Hugo (A., t. 1, p. 210, 230); des démissions adressées par M. Denfert-Rochereau et par M. George, Députés du Haut-Rhin et des Vosges (A., t. 1, p. 298, 299). — Ses remerciements, au nom de l'Assemblée, à la ville de Bordeaux, pour son accueil et son hospitalité (A., t. 1, p. 308). — Son allocution, en ouvrant la première séance de l'Assemblée à Versailles, au sujet de l'insurrection de Paris du 18 mars 1871 (A., t. 2, p. 1). — Ses observations au sujet de l'incident soulevé par la présence des Maires de Paris, dans une des tribunes à l'Assemblée, à la séance du 23 mars (A., t. 2, p. 75). — Donne lecture à l'Assemblée de deux lettres de Mgr l'Évêque de Versailles annonçant la célébration de deux services funèbres : l'un, à l'intention des soldats morts pendant la guerre (A., t. 2, p. 129); l'autre, pour les généraux Lecomte et Clément Thomas (A., t. 2, p. 252). — Ses observations : sur les lettres de démission publiées par M. Lockroy et par M. Floquet et non reçues par lui (A., t. 2, p. 251); sur l'incident relatif à l'absence de convocation des membres de l'Assemblée à la cérémonie des obsèques des généraux Besson et Péchot (A., t. 2, p. 364, 394, 395). — Réélu *Président de l'Assemblée* (A., t. 3, p. 38). — Son allocution en prenant possession du fauteuil (A., t. 3, p. 46). — Donne lecture d'une lettre de Mgr l'Évêque de Versailles, l'informant que les prières publiques demandées par l'Assemblée seront dites le dimanche 28 mai 1871 (A., t. 3, p. 134). — Ses observations : sur un incident soulevé par M. Delpit au sujet du mode de publication des documents parlementaires par le *Journal officiel* (A., t. 3, p. 169); sur l'application de l'article 59 du Règlement relatif au nombre de membres présents nécessaire pour la validité des votes de l'Assemblée (A., t. 3, p. 560 à 564). — Son allocution à l'Assemblée au sujet de la revue du 29 juin 1871 (A., t. 3, p. 699). — Ses observations : sur un projet de Résolution de M. le comte Jaubert relatif à un fait du service intérieur de l'Assemblée concernant l'un des Questeurs (A., t. 4, p. 37); sur la motion de M. Le Royer à l'effet de tenir pendant les chaleurs les séances de l'Assemblée le matin (A., t. 4, p. 154); sur la communication de M. Dahirel au sujet du partage d'opinions dans le 2e Bureau chargé d'examiner les élections des Bouches-du-Rhône du 2 juillet 1871 (A., t. 4, p. 427). — Réélu *Président de l'Assemblée* (A., t. 4, p. 648). — Ses observations sur l'incident soulevé par M. Dahirel au

sujet des termes de la lettre de démission de M. le général Faidherbe (A., t. 5, p. 185, 186). — Réélu *Président de l'Assemblée* (A., t. 6, p. 4). — Son allocution en prenant place au fauteuil (A., t. 6, p. 7). — Donne lecture d'une lettre de M. le comte de Flavigny, Président de la Société de secours aux blessés militaires, relative à un service funèbre à célébrer à Notre-Dame de Paris, le 16 janvier 1872, pour les militaires, gardes nationaux et volontaires morts pendant la guerre (A., t. 6, p. 461). — Ses observations, comme Président, au sujet : des conclusions du rapport sur la proposition de MM. Lestourgie et autres, relative à la nomination d'une Commission chargée d'examiner l'organisation de l'Assistance publique dans les campagnes (A., t. 7, p. 4 et 5); de la fin de non-recevoir opposée à la proposition de M. Aubry relative à l'impôt sur le revenu (A., t. 7, p. 140, 141); de la demande de retrait de l'urgence : des propositions relatives au rôle éventuel des Conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles (A., t. 7, p. 439, 440); de la proposition de M. Théophile Roussel relative à la répression de l'ivresse (A., t. 7, p. 611, 612). — Ses observations, dans la discussion du projet de loi sur les peines à établir contre les affiliés à l'Internationale, sur un incident soulevé par M. Tolain, relatif à l'accusation portée par lui contre le clergé d'avoir encouragé la grève de Mulhouse (A., t. 8, p. 167, 168). — Réélu *Président de l'Assemblée* (A., t. 8, p. 182). — Ses observations, en cette qualité, sur un incident relatif à la fixation d'un terme éloigné pour la discussion des interpellations de M. Naquet sur la suspension de tous les cours et examens de la Faculté de médecine de Paris (A., t. 8, p. 596 à 598). — Réélu *Président de l'Assemblée* (A., t. 12, p. 158). — Ses observations, en cette qualité : sur l'obligation réglementaire, pour les Députés qui font une demande de scrutin, de signer leurs noms (A., t. 12, p. 249, 250, 251); sur le droit de tout Député de reprendre un amendement retiré par son auteur (A., t. 12, p. 338); sur la question du nombre de membres nécessaire pour la validité d'un vote (p. 339, 340, 371, 372). sur l'ordre de la discussion : du projet de loi relatif à l'impôt sur les revenus mobiliers et des amendements y relatifs (A., t. 12, p. 536, 538, 539, 542 à 544); des contre-projets et amendements au projet de loi concernant l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 13, p. 4, 90, 91); à propos de la demande de discussion immédiate, après lecture du rapport, du projet de loi relatif à un nouvel emprunt de trois milliards (A., t. 13, p. 152); au sujet des demandes de congés et des propositions de la Commission (A., t. 13, p. 330); sur des incidents relatifs : à une différence constatée par le dépouillement du 2e scrutin pour la nomination des Conseillers d'État, entre le nombre des boules de contrôle et celui des bulletins (A., t. 13, p. 339); et à la majorité nécessaire pour le scrutin de ballottage (A., t. 13, p. 340). — Répond à l'observation de M. Dahirel au sujet de la non-application des articles 84 et 85 du Règlement, concernant les demandes d'urgence (A., t. 14, p. 3 à 5). — Réélu *Président de l'Assemblée* (A., t. 14, p. 8). — Son allocution en prenant place au fauteuil (A., t. 14, p. 11). — Ses observations, en cette qualité : à l'occasion de la nouvelle rédaction d'une proposition de M. Audren de Kerdrel tendant à faire nommer une Commission chargée de présenter un projet de réponse au Message du Président de la République (A., t. 14, p. 20, 21); sur l'usage irrégulier de voter pour les absents (A., t. 14, p. 318). — Son allocution à l'occasion du décès de M. Rivet, Député (A., t. 14, p. 481). — Ses observations : dans la discussion du Budget de l'Exercice 1873, sur le caractère et l'ordre de discussion des amendements au Budget (A., t. 14, p. 361, 618, 619); dans la discussion des pétitions relatives à la dissolution de l'Assemblée nationale, sur le caractère Constituant de l'Assemblée (A., t. 14, p. 563). — Son allocution à l'occasion du décès de M. Heirieis, Député (A., t. 14, p. 584). — Ses observations, comme Président : sur des paroles adressées par M. Gambetta à M. Bigot, dans la discussion de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (A., t. 15, p. 55, 57); sur des questions réglementaires relatives à la signification de la priorité donnée à un ordre du jour, et à la nécessité

de recommencer un scrutin annulé par défaut du nombre des votants, dans la discussion des interpellations de MM. Johnston et autres, concernant une Circulaire du Ministre de l'Instruction publique (A., t. 15, p. 256, 258, 259, 260) ; sur la partie de la proposition de MM. Destremx et autres, relative à la répartition des places réservées au public dans la salle des séances de l'Assemblée, concernant la distribution des places du 3e rang, dites « *Tribunes grillées* » (A., t. 15, p. 311, 312). — Ses observations réglementaires : sur un ordre du jour motivé proposé par M. Wolowski, dans la troisième délibération sur la proposition de MM. Roger-Marvaise et autres, tendant à établir des succursales de la Banque de France dans tous les départements qui en sont privés (A., t. 15, p. 353). — Réélu *Président de l'Assemblée* (A., t. 16, p. 22). — Ses observations, en cette qualité, sur un incident soulevé par M. Hervé de Saisy à propos d'une demande d'ajournement des séances jusqu'au jour de la discussion du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 175). — Parle sur un incident personnel, en réponse à M. Buffet, dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 16, p. 352). — Ses observations réglementaires : sur un incident soulevé par M. Pouyer-Quertier au sujet de la convocation de deux Bureaux, par leurs Présidents respectifs, pour achever leur délibération sur un projet de loi, contrairement à l'ordre du jour général fixé par l'Assemblée (A., t. 16, p. 325) ; à propos de la question de M. de Castellane au sujet de la suppression du journal *l'Assemblée nationale*, sur le caractère des questions et des interpellations (A., t. 16, p. 490, 491) ; sur le droit de tout Député de faire insérer au *Journal officiel* le discours qu'il a prononcé en séance publique (A., t. 16, p. 524). — Propose à l'Assemblée, à la suite de l'adoption de la Résolution portant que M. Thiers a bien mérité de la Patrie par la conclusion du Traité conclu avec l'Allemagne pour l'évacuation du territoire, d'ordonner que cette Résolution soit portée à M. le Président de la République par une Députation du Bureau (A., t. 16, p. 516). — Ses observations sur un incident relatif à la demande de lecture et d'impression du rapport sur les pétitions du prince Napoléon et d'électeurs d'Ajaccio contre l'expulsion de ce prince du territoire français (A., t. 17, p. 58, 59). — Ses allocutions : à l'occasion de l'annonce du décès de M. Ducoux, Député (A., t. 17, p. 59) ; en annonçant le décès de M. le marquis de Chasseloup-Laubat, Député et rapporteur de la Commission de l'armée (A., t. 17, p. 183). — Ses observations : sur un incident soulevé par M. de Grammont au sujet d'une expression de M. Le Royer dans son discours sur le projet de loi relatif à l'organisation municipale de la ville de Lyon (A., t. 17, p. 219, 220) ; sur une question personnelle, au sujet de ce même incident (p. 220). — Sa lettre annonçant sa démission des fonctions de la Présidence (A., t. 17, p. 225). — Réélu *Président de l'Assemblée*, dans la même séance (A., t. 17, p. 229). — Sa nouvelle lettre, par laquelle il déclare persister dans sa démission (A., t. 17, p. 254). = Est entendu, comme Député : sur la demande de renvoi de la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation des pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon, à la Commission qui sera chargée de l'examen des Lois Constitutionnelles (A., t. 27, p. 13 à 16) ; dans la discussion de cette proposition (A., t. 27, p. 178 à 184) ; sur un incident relatif à la demande de remise au lendemain, du vote sur la motion de M. de Franclieu tendant à l'ajournement de la discussion du projet de loi sur le mode de nomination des Maires (A., t. 29, p. 14, 16, 17) ; sur un incident relatif à l'ordre de la discussion, à propos du projet de loi sur les nouveaux impôts et les augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (A., t. 29, p. 511, 512) ; dans la discussion du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée (*Amendement relatif à la ligne de Dijon à Lons-le-Saulnier*, A., t. 39, p. 197) ; sur un incident relatif à la substitution proposée du Tableau annexé au précédent rapport, au nouveau Tableau de la Commission, dans la discussion du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (A., t. 44, p. 9, 10).

GRIMPREL (M.), *Conseiller d'État en Service extraordinaire.*

Est nommé Commissaire du Gouvernement pour la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (*Ministère des Finances*) (A., t. 14, p. 475).

GRIVART (M.), *Député élu par le département d'Ille-et-Vilaine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 31). = Secrétaire : du 5e Bureau (F., n° 146; J. O. de 1871, p. 2985); et du 2e Bureau (F., n° 167; J. O. de 1871, p. 4802). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., nos 15, 32, 37, 40, 49, 57, 85, 95, 127, 144, 181, 225, 231, 289, 301, 357, 405, 454, 480, 617, 800, 824, 850, 861; M. B. de 1871, p. 66; J. O. de 1871, p. 372, 471, 542, 712, 854, 1335, 1476, 2381, 2929, 5229; J. O. de 1872, p. 1177, 1398, 3519, 3872, 7143; J. O. de 1873, p. 653, 2231, 3899; J. O. de 1874, p. 2210; J. O. de 1875, p. 4464, 5510, 9395, 9961); de la Commission des Trente chargée de présenter à l'Assemblée nationale un projet de loi pour régler les attributions des Pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (F., n° 371; J. O. de 1872, p. 7565); et de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 37). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet de rendre les navires susceptibles d'hypothèques (Hypothèque maritime) (I., n° 1370; A., t. 13, an., p. 259; J. O. de 1872, p. 5699). = Ses rapports : sur le projet de loi tendant à proroger jusqu'au 30 septembre le délai établi par la loi du 19 juillet 1871 concernant les actes de l'État civil de Paris (I., n° 547; A., t. 5, p. 106, an., p. 75; J. O. de 1871, p. 3081); sur le projet de loi relatif à la répression des attaques contre les droits et l'autorité de l'Assemblée nationale et ceux du Gouvernement qu'elle a institué (I., n° 974; A., t. 8, an., p. 83; J. O. de 1872, p. 1907); sur le projet de loi relatif aux titres au porteur (I., n° 1124; A., t. 11, an., p. 85; J. O. de 1872, p. 3365, 3408). — Son rapport sommaire sur la proposition de MM. Raoul Duval et autres, relative aux Établissements de prêts sur nantissement ou Monts-de-piété (I., n° 1536; A., t. 15, an., p. 121; J. O. de 1873, p. 1010). — Ses rapports : sur la proposition de MM. Christophle et autres, relative aux fouilles et extractions de matériaux et à l'occupation temporaire en matière de travaux publics (I., n° 1742; A., t. 17, an., p. 119; J. O. de 1873, p. 2982, 2996); sur sa proposition, présentée de concert avec MM. Savoye et autres, ayant pour objet de rendre les navires susceptibles d'hypothèques (I., n° 2312; A., t. 30, an., p. 184; J. O. de 1874, p. 2913, 2963). = Donne lecture de son rapport sur le projet de loi tendant à proroger le délai établi par la loi du 19 juillet 1871 concernant les actes de l'État civil (A., t. 5, p. 106). — Parle, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif aux titres au porteur (A., t. 12, p. 361, 363, 364). — Obtient un congé (A., t. 12, p. 494). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée* (A., t. 16, p. 22). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 316); du projet de loi ayant pour objet de régler la condition des déportés à la Nouvelle-Calédonie (A., t. 16, p. 576; t. 17, p. 82). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 18, p. 8). — Parle, en qualité de Rapporteur, dans la discussion de la proposition de MM. Christophle et autres, relative aux fouilles et extractions de matériaux et à l'occupation temporaire en matière de travaux publics (*Première délibération*, A., t. 18, p. 572). — Réélu *Secrétaire* A., t. 27, p. 27; t. 29, p. 513; t. 31, p. 5). = Est nommé *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* [Décret du 22 mai 1874] (B. des L., n° 3045; J. O., p. 3474). — Lettres par lesquelles il adresse sa démission des fonctions de Secrétaire de l'Assemblée et de membre de la Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 31, p. 150, 260, 261). — Est entendu, comme Ministre : dans la discussion de la proposition de MM. Delacour et autres, sur les haras et les remontes (A., t. 31, p. 162); sur la demande de mise à l'ordre du jour de la proposition de M. Tirard relative à la fabrication à tous titres des ouvrages d'or et d'argent destinés à l'exportation (A., t. 32, p. 37); dans la discussion de cette proposition (*Troisième délibération*, A.,

t. 32, p. 181 à 186); en réponse à la question de M. Houssard sur l'époque de l'appel de la 2e portion du contingent de 1872 (A., t. 32, p. 164); dans la discussion : du projet de loi relatif aux récompenses à accorder à l'occasion de l'Exposition de Vienne en 1873 (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 360 à 363) ; de la proposition signée de lui et de MM. Savoye et autres, ayant pour objet de rendre les navires susceptibles d'hypothèques (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 457, 463. *Troisième délibération*, t. 35, p. 122 à 125). — Sa lettre portant envoi de dispositions additionnelles au Budget de son Ministère pour l'Exercice 1875 (A., t. 32, p. 369). — Parle dans la discussion : de ce Budget (Agriculture et Commerce : *Exercice des raffineries ; Convention sur le régime des sucres*, A., t. 34, p. 164. *Institution des fermes-écoles; question du phylloxera*, p. 165. *Publication des* Annales du Commerce extérieur, p. 172. *Centralisation des travaux statistiques*, p. 174. Impôts autorisés : *Droits de vérification des poids et mesures*, p. 273) ; de la proposition de M. Ducuing tendant à prescrire les mesures nécessaires pour arrêter les ravages causés par les insectes nuisibles à l'agriculture (*Deuxième délibération*, A., t. 35, p. 392). — Donne lecture du Message de M. le maréchal de Mac-Mahon, Président de la République, du 6 janvier 1875, à la veille de la discussion des Lois Constitutionnelles (A., t. 35, p. 428). — Est entendu dans la discussion des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Troisième délibération*, A., t. 36, p. 645). = Parle, en qualité de Député : dans la discussion de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Troisième délibération*, A., t. 39, p. 540) ; sur la question de priorité entre les deux projets de lois relatifs : l'un, à la Convention internationale sur les sucres ; l'autre, au régime intérieur des sucres (A., t. 43, p. 337) ; dans la discussion du projet de loi relatif à cette Convention internationale sur les sucres (A., t. 44, p. 299 à 303).

GROLLIER (M.), *Député élu par le département de l'Orne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 37). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état du Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 210) ; et de diverses Commissions (F., nos 15, 21, 23, 29, 146 ; M. B. de 1871, p. 66, 224 ; J. O. de 1871, p. 251, 337, 2985). = Ses rapports sur diverses pétitions, lus par M. Delorme (A., t. 11, p. 97 à 99).

GROSJEAN (M.), *Député élu par le département du Haut-Rhin.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 40). — L'un des signataires de la Déclaration collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 61, et an., p. 3). — Donne lecture de la démission collective des mêmes représentants (A., t. 1, p. 124).

GROUALLE (M.), *ancien Président des Avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation.*

L'un des candidats proposés pour les fonctions de Conseiller d'État (A., t. 13, p. 96, et an., p. 65). — Est élu *Conseiller d'État* par l'Assemblée (A., t. 13, p. 299).

GUEIDAN (M.), *Député élu par le département de l'Isère.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 17). = Secrétaire : du 14e Bureau (F., n° 317 ; J. O. de 1872, p. 4353) ; du 7e Bureau (F., n° 486 ; J. O. de 1873, p. 4107) ; du 11e Bureau (F., n° 509 ; J. O. de 1873, p. 4945) ; du 13e Bureau (F., n° 697 ; J. O. de 1874, p. 7981) ; et du 9e Bureau (F., n° 865 ; J. O. de 1875, p. 10118). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 23, 48, 181, 189, 284, 289, 393, 403, 475, 717 ; J. O. de 1871, p. 251, 696, 5229 ; J. O. de 1872, p. 113, 3360, 3549 ; J. O. de 1873, p. 280, 580, 3722 ; J. O. de 1875, p. 160) ; et de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275 ; J. O. de 1872, p. 3082). = Obtient des congés (A., t. 4, p. 135 ; t. 8, p. 363 ; t. 13, p. 200 ; t. 28, p. 199 ; t. 29, p. 55). — Ses rapports sur deux pétitions (A., t. 38, p. 201 ; t. 44, p. 392).

GUEYDON (M. l'amiral comte DE), *ancien Gouverneur général civil de l'Algérie.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 26, p. 887 à 899).

GUIBAL (M.), *Député élu par le département du Tarn.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 24). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 210) ; de diverses Commissions (F., n°s 75, 102, 172, 215, 397, 498, 509, 562, 674 ; J. O. de 1871, p. 1124, 1596, 1960 ; J. O. de 1872, p. 889 ; J. O. de 1873, p. 404, 1481, 4945; J. O. de 1874, p. 351, 4933) ; de la Commission pour l'examen des lois de finances de l'Exercice 1872 (F., n° 192 ; J. O. de 1872, p. 200) ; et de la Commission de permanence de 1874 (A., t. 30, p. 647). = Sa proposition relative au renouvellement de l'Assemblée nationale (I., n° 633 ; A., t. 5, an., p. 223 ; J. O. de 1871, p. 4118). = Son rapport sur l'élection de M. Ganault pour le département de l'Aisne (A., t. 4, p. 12). — Parle dans la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (A., t. 4, p. 51). — Est entendu : sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu (A., t. 6, p. 121) ; dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 6, p. 283). — Obtient des congés (A., t. 11, p. 19 ; t. 12, p. 157). — Parle dans la discussion : de la proposition de MM. Paul Morin et autres, relative aux associations syndicales agricoles (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 383) ; de l'élection de M. Turigny par le département de la Nièvre (A., t. 18, p. 608) ; du Budget de l'Exercice 1874 (Voies et moyens : *Réduction du port des échantillons*, A., t. 28, p. 590, 608) ; du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Chèques*, A., t. 29, p. 570, 636, 653, 654). — Son rapport sommaire verbal sur la proposition de M. Paul Cottin relative aux pouvoirs du Président de la République, et sur celle de M. Margaine relative à la composition de la deuxième Chambre (A., t. 33, p. 380). — Son décès est annoncé à l'Assemblée (A., t. 42, p. 63).

GUIBERT (M.), *ancien Procureur de la République à Marseille.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 237 à 260).

GUICHARD (M.), *Député élu par le département de l'Yonne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 42). = Président du 8e Bureau (F., n° 353 ; J. O. de 1872, p. 7007). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., n°s 21, 60, 358, 403, 476, 569, 644, 772 ; M. B. de 1871, p. 224 ; J. O. de 1871, p. 894 ; J. O. de 1872, p. 7167 ; J. O. de 1873, p. 580, 3750 ; J. O. de 1874, p. 611, 3888 ; J. O. de 1875, p. 3525) ; de la Commission du Budget rectifié de 1871 (F., n° 58 ; J. O. de 1871, p. 867) ; de la Commission pour l'examen des lois de Finances de l'Exercice 1872 (F., n° 192 ; J. O. de 1872, p. 200) ; de la Commission du Budget de 1873 (F., n° 297 ; J. O. de 1872, p. 3767) ; et de la Commission des Comptes de 1869 (F., n° 529 ; J. O. de 1873, p. 7211). = Ses propositions ayant pour objet : 1° la nomination de la Commission des Finances prescrite par l'art. 23 du Règlement ; 2° la revision d'urgence du Budget de 1871 (I., n° 21 ; A., t. 1, p. 137, an., p. 16 ; J. O. de 1871, p. 319) ; la résiliation, avant le 22 juillet 1875, de Traités passés avec la Compagnie des Messageries maritimes (I., n° 2985 ; A., t. 38, p. 2, an., p. 50 ; J. O. de 1875, p. 3492) ; le rétablissement de l'article 4 de la loi du 16 mai 1851, qui prescrivait de réunir en un seul projet de loi les demandes de crédits supplémentaires ou extraordinaires pendant l'intervalle d'un mois au moins (I., n° 3346 ; A., t. 44, p. 237, an., p. 491 ; J. O. de 1875, p. 7428). = Ses rapports : sur le projet de loi ayant pour ob-

jet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture et du Commerce un crédit de 400,000 fr. pour le paiement des dépenses résultant de la peste bovine (I., n° 390; A., t. 4, an., p. 25; J. O. de 1871, p. 2049); sur le projet de loi relatif aux crédits rectifiés de 1871 (Ministère de l'Agriculture et du Commerce) (I., n° 489; A., t. 4, an., p. 259; J. O. de 1871, p. 3368); sur le projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture et du Commerce un crédit de 24,458,343 francs pour la liquidation des dépenses de l'approvisionnement et du ravitaillement de Paris afférentes à l'Exercice 1870 (I., n° 646; A., t. 5, an., p. 232; J. O. de 1871, p. 4197); sur les deux projets de lois ayant pour objet : le premier, d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture et du Commerce un crédit de 1,100,000 fr. sur l'Exercice 1870, pour le paiement des dépenses résultant de la peste bovine; et le second, d'ouvrir un crédit de 3,900,000 fr. sur l'Exercice 1871, pour la même cause (I., n° 658; A., t. 5, an., p. 282; J. O. de 1871, p. 4226); sur le Budget des dépenses de l'Exercice 1872 (Ministère de l'Agriculture et du Commerce) (I., n° 988; A., t. 13, an., p. 317; J. O. de 1872, p. 2230, 2345); sur le projet de loi relatif à l'ouverture au Ministre de l'Agriculture et du Commerce d'un crédit de 200,000 fr. sur l'Exercice 1872, pour l'Exposition universelle et internationale de la ville de Lyon (I., n° 1061; A., t. 10, an., p. 48; J. O. de 1872, p. 2379); sur les deux projets de lois ayant pour objet : le premier, d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture et du Commerce un crédit supplémentaire de 4,250,000 fr. sur le Budget de l'Exercice 1871, pour les dépenses résultant de la peste bovine; et le second, d'ouvrir au même Ministre un crédit extraordinaire de 1,500,000 fr. sur le Budget de l'Exercice 1872, pour les mêmes dépenses (I., n° 1109; A., t. 11, an., p. 54; J. O. de 1872, p. 3365); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Agriculture et du Commerce, sur l'Exercice 1871, d'un crédit supplémentaire de 96,550 fr., pour solder les dépenses d'entretien des haras et dépôts d'étalons (I., n° 1149; A., t. 11, an., p. 159; J. O. de 1872, p. 3644); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Agriculture et du Commerce, sur l'Exercice 1872, d'un crédit supplémentaire de 70,000 fr. pour les dépenses de la bergerie de Rambouillet (I., n° 1150; A., t. 11, an., p. 159; J. O. de 1872, p. 3498); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Agriculture et du Commerce, sur l'Exercice 1872, d'un crédit extraordinaire de 32,000 fr., pour l'acquisition du mobilier nécessaire au lazaret de Mindin, près Saint-Nazaire (I., n° 1151; A., t. 11, an., p. 159; J. O. de 1872, p. 3603); sur le projet de loi relatif au régime des amomes et cardamomes (I., n° 1254; A., t. 12, an., p. 98; J. O. de 1872, p. 4611); sur le Budget des dépenses du Ministère de l'Agriculture et du Commerce (Exercice 1873) (I., n° 1388; A., t. 13, an., p. 317; J. O. de 1872, p. 6957); sur le projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture et du Commerce un crédit supplémentaire de 300,000 fr. (Exercice 1873) pour les dépenses de l'Exposition de Vienne (I., n° 1482; A., t. 14, an., p. 139; J. O. de 1872, p. 7783); sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture et du Commerce un crédit supplémentaire de 55,587 fr. en augmentation des restes à payer des Exercices clos (I., n° 1735; A., t. 17, an., p. 102; J. O. de 1873, p. 2948). = Ses observations à propos d'un second tour de scrutin pour l'élection du troisième Questeur (A., t. 1, p. 58). — Sa question sur la revision du Budget de 1871 et sur la nomination d'une Commission des Finances (A., t. 1, p. 124, 125). — Donne lecture d'une proposition sur le même sujet, et en expose les motifs (A., t. 1, p. 137, 142). — Parle : sur une demande d'impression et de distribution des rapports de la Commission d'Enquête sur l'état des Finances (A., t. 1, p. 302); dans la discussion du projet de loi concernant le rétablissement des magistrats inamovibles révoqués par la Délégation de Bordeaux (A., t. 2, p. 129). — Sa question sur les bases adoptées pour l'établissement des Budgets de 1871 et de 1872 (A., t. 2, p. 507, 508). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 320, 550). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif aux droits de douanes sur les marchandises en cours de voyage (A., t. 3, p. 912); du projet de loi sur les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 660; t. 5, p. 63); du Budget

rectifié de l'Exercice 1871 (*Discussion générale*, A., t. 5, p. 543. Dette viagère : *Revision des pensions accordées en exécution de la loi du 17 juillet 1856*, p. 555, 557. *Annulation des pensions de l'ancienne Pairie et de l'ancien Sénat*, p. 558. Agriculture et Commerce : *Vente du troupeau de Mauchamp*, p. 571. *Achat d'étalons*, p. 573, 574); du projet de loi portant répartition pour 1872 du fonds de secours aux départements (A., t. 5, p. 680). — Demande la mise à l'ordre du jour des parties réservées du Budget rectificatif de 1871 (A., t. 6, p. 84). — Parle dans la discussion : du projet de loi concernant l'impôt sur les revenus (A., t. 6, p. 389, 392, 464, 467, 502); du projet de loi relatif à l'impôt sur les matières premières (A., t. 7, p. 65). — Ses observations sur l'ordre de la discussion des nouveaux impôts (A., t. 7, p. 122, 364). — Prend part : à la discussion du Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1872 (Dette viagère : *Pensions des grands fonctionnaires de l'Empire*, A., t. 8, p. 377. Service général : *Traitements de la Cour des Comptes*, p. 392. Frais de régie : *Subventions postales*, p. 406); comme Rapporteur, à la discussion du Budget du Ministère de l'Agriculture et du Commerce pour le même Exercice (*Translation de l'École d'Agriculture de la Saulsaie à Montpellier*, A., t. 8, p. 473, 475. *Prix pour les courses de chevaux*, p. 493); à la discussion : du Budget du Ministère de la Justice pour le même Exercice (*Traitements de la Cour de Cassation*, A., t. 8, p. 615, 617); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 288); du projet de loi relatif à l'impôt sur les revenus mobiliers ou valeurs mobilières (A., t. 12, p. 525 à 530, 621); du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 13, p. 4); du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 215, 318); du Budget de l'Exercice 1873 (Agriculture et Commerce : *Concours régionaux*, A., t. 14, p. 373. *Station agronomique de Lille*, p. 373. *Primes d'honneur et prix culturaux*, p. 378. *Fermes-écoles*, p. 380. *Régie de l'École de Grignon*, p. 381, 382. *Achats d'étalons*, p. 385. Finances : *Traitements de la Cour des Comptes*, p. 554. Dépenses sur ressources spéciales : *Indemnités aux propriétaires de bestiaux frappés de la peste bovine dans les départements envahis*, p. 707, 708). — Demande la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif au régime des sucres (A., t. 18, p. 157; t. 28, p. 49). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi de crédit pour subvention à l'achèvement de la Cathédrale de Canton (A., t. 19, p. 95, 98, 99); du projet de loi relatif à une imposition extraordinaire par le département de l'Ain, pour travaux des routes départementales et des chemins vicinaux (A., t. 19, p. 429); des interpellations de MM. Léon Say et autres, relatives à la non-convocation des collèges électoraux dans les départements où il y a des sièges vacants (A., t. 27, p. 219); du Budget de l'Exercice 1874 (Agriculture et Commerce : *Création d'une École de jardinage au potager de Versailles*, A., t. 28, p. 338. Guerre : *Retranchement d'un traitement de Maréchal de France*, p. 380, 419); du projet de loi relatif aux droits sur les boissons (A., t. 28, p. 675, 676); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Discussion générale*, A., t. 29, p. 441 à 444. *Revision du cadastre*, t. 30, p. 240, 241. *Retenues sur les traitements*, p. 433). — Ses réclamations contre l'inobservation des prescriptions de la loi et du Règlement, à propos de diverses demandes de crédits supplémentaires présentées par le Gouvernement (A., t. 29, p. 469, 645). — Parle dans la discussion : du projet de loi portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1867 (A., t. 31, p. 97, 100); de la pétition de M. Billebault, Conseiller municipal de la ville de Sens, relative à la dérivation des eaux de la Vanne au profit de la ville de Paris (A., t. 31, p. 147, 149); de la proposition de MM. Delacour et autres, sur les haras et remontes (A., t. 31, p. 168); du Budget de l'Exercice 1875 (Guerre : *Incident relatif à la mauvaise qualité de la viande fournie à la troupe*, A., t. 34, p. 141. Travaux publics : *Amélioration du service hydraulique*, p. 178. Frais de régie : *Revision du Traité passé avec la Compagnie des Messageries maritimes*, p. 219. Impôts autorisés : *Impôt de transmission sur la rente française*, p. 238); du projet de loi de crédit applicable à la conservation des Monuments

historiques (A., t. 35, p. 439, 440); du projet de loi portant régularisation des crédits supplémentaires ouverts par décrets pendant la prorogation de l'Assemblée (*Pensions à d'anciens fonctionnaires de l'Empire*, A., t. 36, p. 514 à 517). — Ses observations : sur la motion de M. Giraud tendant à la mise à l'ordre du jour de la discussion sur la prise en considération de la proposition de MM. Courcelle et autres, relative aux élections partielles (A., t. 37, p. 247); sur l'utilité de réunir en un seul projet de loi les ouvertures de crédits demandées, à divers titres, en une même séance (A., t. 37, p. 324). — Dépose une proposition tendant à la résiliation, avant le 22 juillet 1875, des Conventions passées avec la Compagnie des Messageries maritimes, et développe la demande de l'urgence (A., t. 38, p. 2 et 3). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à la reconstitution des actes de l'État civil de Paris (*Troisième délibération*, A., t. 38, p. 384); de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 480, 482 à 485); du projet de loi relatif à l'établissement et à la revision des taxes uniques sur les boissons, dans les agglomérations de 10,000 âmes et au-dessus (A., t. 38, p. 446, 449, 455); du projet de loi relatif à divers droits d'enregistrement (A., t. 39, p. 8, 16); du projet de loi de crédit applicable aux dépenses de l'Exposition internationale universelle de Philadelphie (A., t. 39, p. 59); du projet de loi de crédit pour l'indemnité spéciale accordée à la Compagnie des Messageries maritimes par décision arbitrale du 8 juillet 1874 (A., t. 41, p. 236). — Dépose une proposition tendant à rétablir l'obligation de réunir en un seul projet de loi les demandes de crédits supplémentaires ou extraordinaires pendant l'intervalle d'un mois, et en demande l'urgence (A., t. 41, p. 237). — Ses observations sur la demande de mise à l'ordre du jour de sa proposition et du projet de loi concernant les Conventions postales entre l'État et la Compagnie des Messageries maritimes (A., t. 41, p. 104). — Demande le retrait de la déclaration d'urgence sur sa proposition (A., t. 41, p. 258). — Est entendu dans la discussion : de sa proposition et de ce projet de loi (A., t. 41, p. 336 à 340); **du projet de loi portant règlement définitif du Budget de 1868** (A., t. 42, p. 217); **du projet de loi tendant à modifier l'art. 79 de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée** (A., t. 43, p. 186, 189).

GUICHE (M. le marquis DE LA), *Député élu par le département de Saône-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 22). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 41; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., n°s 58, 75, 99, 151, 353, 445, 448, 509, 546, 584, 756; J. O. de 1871, p. 867, 1124, 1545, 3126; J. O. de 1872, p. 7007; de 1873, p. 1944, 2032, 4945, 7824; J. O. de 1874, p. 1115; J. O. de 1875, p. 1877); et de la Commission de revision des grades (F., n° 136; J. O. de 1871, p. 2644). = Ses rapports sur des pétitions (A., t. 6, p. 54 à 56). — S'excuse de son absence (A., t. 29, p. 645). — Ses observations dans la discussion du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (SAÔNE-ET-LOIRE : arrondissement de *Châlon-sur-Saône*, A., t. 44, p. 111).

GUILLEMAUT (M. le général), *Député élu par le département de Saône-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 13). = Membre de Commissions (F., n°s 111, 211, 279, 367, 397, 448, 509, 549, 658, 707, 717, 762, 769; J. O. de 1871, p. 2819; J. O. de 1872, p. 765, 3226, 7446; J. O. de 1873, p. 404, 2032, 4945, 7921; J. O. de 1874, p. 4360, 8333; J. O. de 1875, p. 160, 2037, 3405). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à la création d'une École nationale de jardinage au potager de Versailles (I., n° 1260; A., t. 12, an., p. 110; J. O. de 1872, p. 4705). = Ses rapports : sur le projet de loi relatif à l'augmentation du nombre de Conseils de guerre (I., n° 1146; A., t. 11, an., p. 152; J. O. de 1872, p. 3521); sur le projet de loi concernant la cession par l'État à la municipalité de Toulon d'emplacements prélevés sur le Domaine militaire (I., n° 1547; A., t. 15, an., p. 137; J. O. de 1873, p. 550). =

Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à accorder des pensions aux veuves des militaires tués comme otages pendant l'insurrection (A., t. 8, p. 435) ; du Budget du Ministère de la Guerre pour l'Exercice 1872 (*Discussion générale*, A., t. 8, p. 632) ; du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 35 à 39, 42 à 44, 98, 110, 222, 229 à 232, 434, 438, 466. *Troisième délibération*, t. 13, p. 422) ; du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de l'Est de nouvelles lignes de chemins de fer (A., t. 18, p. 329, 332, 334, 335) ; des propositions de M. Destremx et de M. Huon de Penanster ayant pour objet l'abrogation du décret du 28 octobre 1870 sur la Légion d'Honneur et la modification des récompenses nationales (*Deuxième délibération*, A., t. 18, p. 556) ; du projet de loi relatif à l'organisation générale de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 179, 189, 232) ; de la proposition de MM. Fresneau et Carron relative à l'organisation du service religieux dans l'armée de terre (*Première délibération*, A., t. 19, p. 272. *Deuxième délibération*, t. 29, p. 305, 328, 329, 330. *Troisième délibération*, t. 31, p. 89 à 94). — Son rapport sur l'élection de M. Germain Casse par la colonie de la Guadeloupe (A., t. 28, p. 219). — Est entendu dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Guerre : *Exécution de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée*, A., t. 28, p. 392, 400) ; du projet de loi relatif au Compte de liquidation (A., t. 30, p. 544). — Parle sur la demande de mise à l'ordre du jour du projet de loi tendant à imputer sur les fonds de l'Administration centrale de la Guerre les traitements des officiers de tout grade attachés à l'État-major général du Ministre (A., t. 30, p. 582). — Prend part à la discussion : de ce projet de loi (A., t. 30, p. 705, 707, 708) ; du projet de loi relatif à l'électorat municipal (*Troisième délibération*, A., t. 32, p. 534) ; de la proposition de M. Malartre relative à la prorogation de l'Assemblée nationale (A., t. 34, p. 413, 415) ; du projet de la Commission de l'armée relatif à l'organisation des Commandements supérieurs de Paris et de Lyon (*Deuxième délibération*, A., t. 35, p. 199, 200) du projet de la même Commission, relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 21 à 28, 105, 119, 138, 140, 204. *Troisième délibération*, t. 37, p. 134, 191) ; du projet de loi portant régularisation des crédits supplémentaires ouverts par décrets pendant la prorogation de l'Assemblée (*Pensions d'anciens fonctionnaires de l'Empire*, A., t. 36, p. 523). — Sa motion tendant à la mise à l'ordre du jour de la discussion sur la prise en considération de la proposition de M. Courcelle relative aux élections partielles (A., t. 37, p. 288). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée (A., t. 39, p. 193, 195). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 39, p. 613). — Est entendu : sur la demande d'ajournement du projet de loi relatif à l'exécution du chemin de fer de grande ceinture autour de Paris (A., t. 41, p. 411) ; sur la demande de mise à l'ordre du jour : du projet de loi relatif à l'Administration de l'armée (A., t. 42, p. 466) ; du projet de loi tendant à modifier la loi du 24 juillet 1873 sur les emplois réservés aux anciens sous-officiers (A., t. 44, p. 210).

GUINARD (M.), *Député élu par le département de la Savoie.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 23). = Membre de Commissions (F., nos 14, 23, 318 ; M. B. de 1871, p. 58 ; J. O. de 1871, p. 251 ; J. O. de 1872, p. 4386). = Obtient des congés (A., t. 14, p. 58 ; t. 18, p. 613).

GUINOT (M.), *Député élu par le département d'Indre-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 3, p. 908). = Membre : de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 177 ; J. O. de 1871, p. 6113) ; et de diverses Commissions (F., nos 264, 486, 824 ; J. O. de 1872, p. 2757 ; J. O. de 1873, p. 4107 ; J. O. de 1875, p. 5510). = Son rapport sur le projet de loi tendant à approuver pour régularisation le changement partiel d'affec-

tation d'un emprunt contracté par la ville de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) (I., n° 1168 ; A., t. 11, an., p. 203 ; J. O. de 1872, p. 3703). = S'excuse de son absence (A., t. 8, p. 210 ; t. 15, p. 349 ; t. 28, p. 272 ; t. 29, p. 220 ; t. 35, p. 419). — Obtient un congé (A., t. 29, p. 683).

GUIRAUD (M. le baron LÉONCE DE), *Député élu par le département de l'Aude.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 13). = Secrétaire du 11e Bureau (F., n° 4 ; M. B. de 1871, p. 13). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 210) ; de diverses Commissions (F., nos 23, 32, 41, 51, 72, 76, 112, 139, 167, 172, 211, 353, 397, 505 ; J. O. de 1871, p. 251, 372, 561, 750, 1098, 1128, 1952, 2754, 4802, 1960 ; J. O. de 1872, p. 765, 7007 ; J. O. de 1873, p. 404, 1819) ; de la Commission des Marchés (F., n° 35 ; J. O. de 1871, p. 471) ; et de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275 ; J. O. de 1872, p. 3082). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, relatives : aux fonctionnaires qui ont refusé leurs services à la Prusse (I., n° 19 ; A., t. 1, p. 133, an., p. 16 ; J. O. de 1871, p. 319) ; à l'envoi à Paris d'une délégation de l'Assemblée nationale (I., n° 74 ; A., t. 2, p. 86 ; J. O. de 1871, p. 395). = Son rapport au nom de la Commission d'Enquête sur le Commerce général de la France (Industrie et Commerce) (I., n° 55 ; A., t. 1, an., p. 36 ; J. O. de 1871, p. 1111, 1117). — Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, ayant pour objet le rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique sur les bases de la loi de 1850, et la remise en vigueur des garanties assurées par cette loi aux membres de l'enseignement secondaire et de l'enseignement primaire (I., n° 235 ; A., t. 3, p. 43 ; J. O. de 1871, p. 1190) ; sur la proposition de M. de Corcelle et autres, ayant pour objet de modifier, par le rétablissement du principe électif, les dispositions de la législation actuelle, et notamment de la loi du 14 juin 1854 sur les Conseils académiques et les Conseils départementaux (I., n° 262 ; A., t. 3, p. 147, 156 ; J. O. de 1871, p. 1318). = Son rapport sur les élections des Basses-Pyrénées (A., t. 1, p. 20). — Ses observations, à propos de l'élection de M. Girot-Pouzol par le Puy-de-Dôme (A., t. 1, p. 36, 37). — Son rapport sur les élections de l'Orne (A., t. 1, p. 37). — Ses observations à propos de l'élection de M. George par le département des Vosges (A., t. 1, p. 143). — Son rapport supplémentaire sur l'élection de M. Christophle par le département de l'Orne (A., t. 1, p. 174, 175, 251). — Prend part à la discussion générale sur la validation des pouvoirs des Préfets élus Députés (A., t. 1, p. 226). — Ses observations à propos de l'élection de M. Mestreau par la Charente-Inférieure (A., t. 1, p. 250). — Demande le rétablissement de son nom parmi les signataires de l'amendement tendant à la translation de l'Assemblée nationale à Versailles (A., t. 1, p. 297). — Est entendu : sur la demande de M. Floquet tendant à la réunion immédiate de l'Assemblée dans ses Bureaux, pour l'examen du projet de loi déposé en séance sur les élections municipales (A., t. 2, p. 54) ; dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 2, p. 253, 254, 283, 396, 399) ; de la proposition de M. Gaslonde relative aux Conseils généraux (A., t. 2, p. 172, 173) ; du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 590, 591). — Dépose une pétition relative à un système de Banques agricoles (A., t. 2, p. 807). — Parle dans la discussion des interpellations de M. Anisson-Duperron relatives aux nominations de Sous-Préfets (A., t. 2, p. 903). — Adresse une question au Ministre de la Guerre sur le renvoi dans leurs foyers des engagés volontaires pour la durée de la guerre (A., t. 3, p. 264). — Prend part à la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, sur l'organisation et les attributions des Conseils généraux (*Première délibération*, A., t. 3, p. 661). — Son rapport sur les élections de MM. Laurier, Dréo, Gambetta, Ferrouillat et Daumas par le département du Var (A., t. 4, p. 10). — Parle dans la discussion : de ces élections (A., t. 14, p. 11) ; du projet de loi portant augmentation des impôts concernant les contributions indi-

rectes (A., t. 5, p. 229, 295) ; de la proposition de MM. Destremx et autres, tendant à fixer le contingent de la classe de 1870 (A., t. 5, p. 372) ; du projet de loi relatif à la Convention à conclure entre la France et l'Allemagne au sujet de l'admission en franchise des produits manufacturés de l'Alsace-Lorraine (A., t. 5, p. 686, 700) ; du projet de loi relatif à l'impôt sur les matières premières (A., t. 7, p. 72). — Son rapport sur l'élection de M. Brillier par le département de l'Isère (A., t. 7, p. 238). — Est entendu dans la discussion des propositions de MM. de Tréveneuc (Côtes-du-Nord) et autres, relatives au rôle éventuel des Conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles (A., t. 7, p. 437). — Sa question, transformée en une demande d'interpellations, au sujet de la démission de M. Pouyer-Quertier comme Ministre des Finances (A., t. 8, p. 200, 201). — Développe ses interpellations (A., t. 8, p. 252). — S'excuse de son absence (A., t. 8, p. 433 ; t. 14, p. 182). — Prend part à la discussion : du projet relatif à la Convention postale avec l'Empire d'Allemagne (A., t. 11, p. 339) ; du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 316, 317) ; de la proposition de MM. de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 100, 141, 157, 183, 199) ; du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 393, 398) ; du projet de loi et des propositions concernant les Commissions administratives des hospices et hôpitaux civils, Établissements et bureaux de bienfaisance (*Troisième délibération*, A., t. 17, p. 107) ; du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de l'Est de nouvelles lignes de chemins de fer (A., t. 18, p. 381). — Lettre annonçant son décès, et allocution de M. Buffet, *Président*, en donnant à l'Assemblée cette communication (A., t. 19, p. 525).

GUITER (M.), *Député élu par le département des Pyrénées-Orientales.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 21). = Membre de Commissions (F., nos 58, 123; J. O. de 1871, p. 867, 2248). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, sur les eaux minérales (I., n° 1100 ; A., t. 11, an., p. 39 ; J. O. de 1872, p. 3362). = Obtient des congés (A., t. 7, p. 305, 525 ; t. 17, p. 143 ; t. 29, p. 55). — N. B. Son décès, survenu pendant la 1re prorogation de 1875, n'a pas été notifié à l'Assemblée.

GUYOT (M.), *Député élu par le département du Rhône.*

Son élection est validée (A., t. 18, p. 351). = Membre de Commissions (F., nos 488, 575, 644, 697, 769, 842, 865 ; J. O. de 1873, p. 4177 ; J. O. de 1874, p. 809, 3888, 7981 J. O. de 1875, p. 3405, 9073, 10118). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative au régime légal des cafés, cabarets et débits de boissons (I., n° 2253 ; A., t. 30, an., p. 45 ; J. O. de 1874, p. 2399). = Ses rapports : sur le projet de loi tendant à distraire la section de Charantonnay des communes de Beauvoir-de-Marc (canton de Saint-Jean-de-Bournay, arrondissement de Vienne, département de l'Isère) et de Saint-Georges-d'Espéranche (canton d'Heyrieu, même arrondissement), pour l'ériger en commune distincte (I., n° 3540 ; A., t. 43, an., p. 398 ; J. O. de 1876, p. 464) ; sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Lyon (Rhône) à emprunter une somme de 5,865,500 fr. (I., n° 3571 ; A., t. 43, an., p. 521 ; J. O. de 1876, p. 864) ; sur le projet de loi tendant : 1° à ratifier la Convention passée entre l'État et la ville du Puy (Haute-Loire) pour l'extension du casernement ; 2° à autoriser cette ville à emprunter 785,000 fr. (I., n° 3632 ; A., t. 44, an., p. 53 ; J. O. de 1876, p. 474) ; sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins et sur l'alcool à l'octroi de Lyon (Rhône) (I., n° 3659 ; A., t. 44, an., p. 88 ; J. O. de 1876, p. 549). = Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif aux contributions directes à percevoir en 1874 (A., t. 19, p. 391) ; du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt sur la rente*, A., t. 29, p. 468). — Dépose une proposition relative au régime légal des cafés, cabarets et débits de boissons, et en demande l'urgence (A., t. 30,

p. 183). — Demande la mise à l'ordre du jour de sa proposition (A., t. 42, p. 228). — Adresse une question au Ministre de l'Intérieur au sujet de la suspension du Conseil municipal de Villefranche (Rhône) (A., t. 30, p. 574). — Parle dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1875 (Impôts autorisés : *Suppression des exceptions en faveur des petits patentables*, A., t. 34, p. 269) ; du projet de loi portant suppression de la remise de 3 p. 0/0 accordée aux débitants sur le montant des droits de détail (A., t. 37, p. 237 à 240) ; du projet de loi ayant pour objet l'application de diverses mesures de surveillance et de répression en matière de douanes, et l'extension des décimes additionnels à divers impôts et revenus indirects (A., t. 38, p. 277 à 281) ; du projet de loi relatif à une imposition extraordinaire par la ville de Lyon, pour l'acquittement de condamnations prononcées en vertu de la loi du 10 vendémiaire an IV (A., t. 41, p. 317) ; du Budget de l'Exercice 1876 (Voies et moyens : *Réduction de la taxe d'importation des viandes salées*, A., t. 41, p. 389) ; du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 304).

GUYOT-MONTPAYROUX (M.), *ancien Député au Corps législatif.*

Incident relatif à sa protestation, comme candidat aux élections de la Haute-Loire, contre son arrestation dans la période électorale de 1871, voy. à la *Table des matières*, article ÉLECTIONS LÉGISLATIVES, § *Loire* (*Haute-*). = Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 776 à 786).

H

HAËNTJENS (M.), *Député élu par le département de la Sarthe.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 55). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209) ; et de la Commission du Budget de 1875 (F., n° 583 ; J. O. de 1874, p. 1075). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la nomination d'une Commission de trente membres, à l'effet de rechercher, par voie d'Enquête, les causes de l'insurrection de Paris (I., n° 258 ; A., t. 3, p. 137 ; J. O. de 1871, p. 1291). — Ses propositions ayant pour objet : d'établir une surtaxe sur l'alcool (I., n° 824 ; A., t. 7, p. 95, an., p. 49 ; J. O. de 1872, p. 795) ; d'autoriser le Ministre des Finances à émettre, avant le 1er novembre 1873, des Bons du Trésor jusqu'à concurrence de la somme de deux milliards (I., n° 890 ; A., t. 7, an., p. 168 ; J. O. de 1872, p. 1332) ; de donner pleins pouvoirs au Conseil d'Enquête des capitulations pour examiner les conditions de la capitulation de Paris (I., n° 1137; A., t. 11, p. 349, an., p. 126 ; J. O. de 1872, p. 3338) ; de faire convoquer les électeurs du département de la Nièvre (I., n° 3179 ; A., t. 40, an., p. 404 ; J. O. de 1875, p. 5600). — Sa nouvelle proposition à ce sujet, présentée de concert avec d'autres Députés (I., n° 3182 ; A., t. 40, p. 37, an., p. 409 ; J. O. de 1875, p. 5600). = Ses observations : sur la demande d'urgence de la proposition de M. Germain tendant à ouvrir un crédit de cent millions au Ministre des Finances (A., t. 1, p. 72) ; sur l'incident soulevé par M. Bamberger dans la discussion du projet de loi relatif aux Préliminaires de paix (A., t. 1, p. 102). — Obtient des congés (A., t. 1, p. 132 ; t. 6, p. 24 ; t. 15, p. 148). — Ses observations : à propos de la proposition de M. Clémenceau relative à l'élection d'un Conseil municipal pour la ville de Paris (A., t. 2, p. 7) ; à propos du récit fait par M. Turquet de l'arrestation de M. le général Chanzy à Paris (A., t. 2, p. 14). — Parle : dans la discussion de la proposition relative à la création de bataillons de volontaires (A., t. 2, p. 61, 70, 72) ; à propos de la proposition de M. Millière sur la question des loyers (A., t. 2, p. 138). — Communique l'offre de 400 officiers de la Garde mobile ou mobilisée, de se mettre à la disposition de l'Assemblée pour sa défense (A., t. 2, p. 157). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant les élections municipales (A., t. 2, p. 238) ; du projet de loi sur les poursuites en matière de délits de presse (A., t. 2, p. 517) ; du projet de loi relatif au Traité de paix définitif (A., t. 3, p. 70). — Donne lecture de sa proposition relative à la nomination d'une Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars, et en demande l'urgence (A., t. 3, p. 137). — Prend part à la discussion de cette proposition (A., t. 3, p. 456). — Demande une communication du Gouvernement sur la situation de Paris (A., t. 3, p. 147). — Ses observations dans la discussion de la pétition de M. le colonel de Villenoisy demandant une Enquête sur les causes de la capitulation de Metz (A., t. 3, p. 161). — Annonce son intention d'interpeller le Gouvernement sur l'élévation de l'escompte de la Banque de France (A., t. 3, p. 330). — Parle : sur la demande de renvoi à la Commission du Budget du projet de loi ayant pour objet d'établir des augmentations d'impôts et des impôts nouveaux (A., t. 3, p. 339) ; dans la discussion du projet de loi relatif à l'emprunt de 2 milliards (A., t. 3, p. 543) ; à propos des élections : de MM. Chavassieu et Cherpin par le département de la Loire (A., t. 4, p. 6) ; de MM. Laurier, Dréo, Gam-

betta, Ferrouillat et Daumas par le département du Var (A., t. 4, p. 11); sur la prise en considération : de la proposition de M. Rouveure tendant à modifier le projet de loi d'impôt sur les textiles et les matières premières (A., 4, p. 327, 328) ; de la proposition de MM. Vilfeu et autres, relative à la répression de l'ivresse (A., t. 4, p. 351, 352); à propos des manifestations attribuées à une partie de l'Assemblée par le Compte-rendu du *Journal officiel*, dans la discussion de la proposition de M. Vardier relative à la dissolution des Gardes nationales (A., t. 5, p. 131, 132); dans la discussion du projet de loi concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 147 à 153). — Dépose sa proposition relative à une surtaxe sur l'alcool, et en demande l'urgence (A., t. 7, p. 95, 96). — Est entendu : dans la discussion des propositions de MM. Johnston et Raoul Duval relatives aux Traités de commerce (A., t. 7, p. 360) ; sur l'urgence de la proposition de M. Clément Laurier tendant à la libération du territoire par l'exercice du droit de rachat sur les chemins de fer (A., t. 7, p. 380). — Donne lecture de sa proposition relative à l'émission de Bons du Trésor jusqu'à concurrence de deux milliards, et en demande l'urgence (A., t. 7, p. 544, 575, 576). — Parle dans la discussion : du projet de loi concernant les tabacs (A., t. 8, p. 111, 114) ; du Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1872 (*Discussion générale*, A., t. 8, p. 354. *Incident relatif à l'indemnité des Députés sous l'Empire*, p. 380). — Dépose sa proposition relative à l'examen des conditions de la capitulation de Paris, et en demande l'urgence (A., t. 11, p. 349). — Ses observations à propos d'un incident relatif à la discussion des interpellations de M. Rouher sur les mesures que le Ministre de la Guerre a prises à raison des faits dénoncés par la Commission des Marchés (A., t. 11, p. 500). — Est entendu dans la discussion : des interpellations de M. Dussaussoy au sujet de la nouvelle Compagnie française chargée du service des dépêches entre Calais et Douvres (A., t. 15, p. 573, 591); du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 220); du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession, à la Compagnie de l'Est de nouvelles lignes de chemins de fer (A., t. 18, p. 380). — Adresse une question au Ministre de la Guerre sur la situation des volontaires d'un an engagés en 1873 (A., t. 19, p. 441). — Demande à interpeller le Ministère sur les périls de la situation intérieure du pays, révélés par les élections législatives (A., t. 28, p. 320). — Déclare retirer sa demande d'interpellations (A., t. 29, p. 188). — Parle : dans la discussion des interpellations de M. Ricard sur le régime de la presse dans les départements soumis à l'état de siège (A., t. 29, p. 244) ; sur la demande d'Enquête parlementaire introduite par le Bureau chargé de vérifier l'élection de M. de Bourgoing par le département de la Nièvre (A., t. 35, p. 350) ; sur la proposition de M. de Bourgoing tendant à ce qu'il soit statué sur son élection avant le 24 juin 1875 (A., t. 38, p. 353, 354). — Déclare retirer sa proposition tendant, par suite de l'annulation de l'élection de M. de Bourgoing, à faire convoquer les électeurs de la Nièvre (A., t. 40, p. 37). — Dépose, de concert avec plusieurs de ses collègues, une nouvelle proposition à ce sujet, et en demande l'urgence (A., t. 40, p. 37). — Est entendu dans la discussion : des interpellations de M. Raoul Duval sur la conduite que le Gouvernement entend tenir à l'égard du Comité de l'Appel au peuple (A., t. 40, p. 81 à 90); du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A., t. 44, p. 203, 204, 206, 207).

HAMILLE (M. VICTOR), *Député élu par le département du Pas-de-Calais.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 21 et 27). = Président du 15e Bureau (F., n° 674 ; J. O. de 1874, p. 4933). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 48, 58, 64, 89, 113, 144, 152, 158, 161, 174, 218, 229, 231, 258, 293, 359, 367, 395, 403, 427, 476, 486, 492, 505, 511, 601, 611, 644, 658, 707, 776, 834 ; J. O. de 1871, p. 696, 867, 952, 1335, 2901, 2929, 3155, 3334, 3435, 5009; J. O. de 1872, p. 975, 1295, 1398, 2197, 3643, 7197, 7446 ; J. O. de

1873, p. 336, 580, 1383, 3750, 4107, 4286, 4819, 5018 ; J. O. de 1874, p. 1699, 2005, 3888, 4360, 8333 ; J. O. de 1875, p. 3636, 6070) ; de la Commission des Services administratifs (F., n° 78 ; J. O. de 1871, p. 1148) ; de la Commission de permanence de 1871 (A., t. 5, p. 660) ; de la Commission chargée d'examiner les projets de lois portant règlement définitif des Budgets de l'Exercice 1867 et de l'Exercice 1868 (F., n° 321 ; J. O. de 1872, p. 4516) ; et de la Commission de permanence de 1876 (A., t. 44, p. 364). = Son rapport, au nom de la Commission d'Enquête des tabacs et des poudres, sur la fabrication des tabacs et l'organisation administrative de la Régie (I., n° 3369 ; A., t. 44, an., p. 434 à 430 ; J. O. de 1875, p. 9797, 10054). = Dépose des pétitions demandant que le siège de l'Assemblée ne soit pas établi à Paris (A., t. 1, p. 231). — S'excuse de son absence (A., t. 1, p. 297 ; t. 7, p. 1 ; t. 16, p. 487 ; t. 17, p. 23). — Prend part à la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 174. *Troisième délibération*, p. 569) ; du projet de loi tendant à autoriser la poursuite de divers journaux devant les Tribunaux compétents (A., t. 1, p. 450). — Obtient un congé (A., t. 28, p. 28).

HARCOURT (M. le duc D'), *Député élu par le département du Calvados.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 12). = Secrétaire : du 13e Bureau (F., n° 51 ; J. O. de 1871, p. 750) ; du 11e Bureau (F., n° 241 ; J. O. de 1872, p. 1649) ; du 14e Bureau (F., n° 353 ; J. O. de 1872, p. 7007) ; et du 11e Bureau renouvelé (F., n° 697 ; J. O. de 1874, p. 7981). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 84, 117, 367, 617, 633 ; J. O. de 1871, p. 1230, 2086 ; J. O. de 1872, p. 7446 ; J. O. de 1874, p. 2210, 3504) ; de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73 ; J. O. de 1871, p. 1111) ; et de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275 ; J. O. de 1872, p. 3082). = Sa proposition de Résolution, présentée de concert avec d'autres Députés, en vue de l'organisation d'une souscription publique pour les familles des soldats qui ont eu à souffrir de la guerre depuis le 18 mars (I., n° 281 ; A., t. 3, p. 211 ; J. O. de 1871, p. 1453). — Sa proposition de réorganisation du Corps d'État-Major (I., n° 838 ; A., t. 7, p. 169, an., p. 73 ; J. O. de 1872, p. 1031, 1054). = Ses rapports : sur le projet de loi prononçant l'admission à titre définitif, dans l'armée et dans la marine, des membres de la Famille d'Orléans pourvus d'un titre provisoire (I., n° 2182 ; A., t. 29, an., p. 152 ; J. O. de 1874, p. 831) ; sur le projet de loi relatif à l'Administration de l'armée (I., n° 3422 ; A., t. 42, an., p. 139 ; J. O. de 1875, p. 9851, 9928, 10045). — Son rapport supplémentaire sur le même projet de loi (I., n° 3525 ; A., t. 43, an., p. 361 ; J. O. de 1876, p. 165). = S'excuse de son absence (A., t. 1, p. 165 ; t. 15, p. 502). — Obtient des congés (A., t. 2, p. 816 ; t. 7, p. 305 ; t. 14, p. 449). — Dépose sa proposition sur la réorganisation du Corps d'État-Major, et en demande l'urgence (A., t. 7, p. 169). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 267 à 271) ; en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi tendant à l'admission à titre définitif, dans l'armée et dans la marine, de deux membres de la Famille d'Orléans pourvus d'un titre provisoire (A., t. 30, p. 728). — Prend part à la discussion du projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 44 à 47).

HARCOURT (M. le comte D'), *Député élu par le département du Loiret.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 12). = Secrétaire : du 7e Bureau (F., n° 353 ; J. O. de 1872, p. 7007) ; du 15e Bureau (F., n° 393 ; J. O. de 1873, p. 280) ; du 1er Bureau (F., n° 562 ; J. O. de 1874, p. 351) ; du 7e Bureau (F., n° 697 ; J. O. de 1874, p. 7981) ; du 6e Bureau (F., n° 744 ; J. O. de 1875, p. 1275) ; et du 4e Bureau (F., n° 842 ; J. O.

de 1875, p. 9073). — Membre : de diverses Commissions (F., nos 183, 218, 264, 347, 359, 463, 484, 569, 633, 857; J. O. de 1871, p. 5299; J. O. de 1872, p. 975, 2757, 4353, 7197; J. O. de 1873, p. 3220, 4039; J. O. de 1874, p. 611, 3504; J. O. de 1875, p. 9767); et de la Commission du Budget de 1874 (F., n° 536; J. O. de 1873, p. 7432). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à la nomination d'une Commission chargée de faire une Enquête sur la situation de l'Algérie (I., n° 1858; A., t. 19, p. 77, an., p. 56; J. O. de 1873, p. 4720). — Son rapport sur le projet de loi portant ratification d'une Convention additionnelle avec l'Empire d'Allemagne (I., n° 784; A., t. 6, an., p. 300; J. O. de 1872, p. 440). — Ses rapports sommaires : sur la proposition de M. le comte de Doubet ayant pour objet la création d'un impôt nouveau dit de compensation, destiné à ouvrir, à côté du diplôme de bachelier et de l'examen du Ministre de la Guerre, un troisième moyen de libération du service militaire actif, en temps de paix, après une première année de service obligatoire (I., n° 1428; A., t. 14, an., p. 16; J. O. de 1872, p. 7484); sur la proposition de MM. Crémieux et autres, relative au régime légal de l'Algérie (I., n° 1968; A., t. 19, an., p. 334; J. O. de 1874, p. 5938). — Ses rapports : sur le projet de loi portant qu'à l'avenir le traitement des officiers de tous grades attachés à l'État-major du Ministre de la Guerre, occupant des emplois permanents, sera payé sur les fonds de l'Administration centrale (I., n° 2326; A., t. 30, an., p. 267; J. O. de 1874, p. 2980); sur : 1° la proposition signée de lui et de MM. de Lavergne et autres, relative à la nomination d'une Commission chargée de faire une Enquête sur la situation de l'Algérie et de préparer un projet de loi sur le régime de cette colonie; 2° la proposition de MM. Crémieux et autres, relative au régime légal de l'Algérie (I., n° 2616; A., t. 34, an., p. 24; J. O. de 1874, p. 5938). = Obtient un congé (A., t. 5, p. 278). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 76); sur la demande de mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la nomination du Conseil général d'Alger et à la composition des Conseils généraux de l'Algérie (A., t. 13, p. 517, 518, *rectification*, p. 527); dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 14, p. 167, 184) — Son rapport sur l'élection de M. Alphonse Picart par le département de la Marne (A., t. 18, p. 207). — Parle dans la discussion des projets de lois concernant : 1° l'établissement et la conservation de la propriété en Algérie, ainsi que la transmission contractuelle des immeubles et droits immobiliers; 2° la procédure sur les mêmes matières (*Deuxième délibération*, A., t. 18, p. 653, 671). — Ses observations, en qualité de Rapporteur, sur la demande de mise à l'ordre du jour du projet de loi tendant à imputer sur les fonds de l'Administration centrale de la Guerre les traitements des officiers de tous grades attachés à l'État-major général du Ministre (A., t. 30, p. 582). — S'excuse de son absence (A., t. 31, p. 30). — Est entendu : dans la discussion du Budget de l'Exercice 1875 (Gouvernement général civil de l'Algérie : *Création d'un centre d'Arabes chrétiens*, A., t. 33, p. 282); en qualité de Rapporteur, dans la discussion de la proposition signée de lui et de M. de Lavergne, et de la proposition de M. Crémieux, relatives au régime de l'Algérie (*Deuxième délibération*, A., t. 35, p. 249 à 252, 255 à 257, 269, 270, 271, 272, 273. *Troisième délibération*, p. 422). — Ses observations dans la discussion du projet de loi portant déclaration d'utilité publique de divers chemins de fer (A., t. 44, p. 382).

HARTMANN (M. Frédéric), *Député élu par le département du Haut-Rhin.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 40). = Membre de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209). = L'un des signataires : de la Déclaration collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 61, et an., p. 3); de la démission collective des mêmes représentants (A., t. 1, p. 124).

HAUSSONVILLE (M. le vicomte Othenin d'), *Député élu par le département de Seine-et-Marne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 36). =

Secrétaire : du 14e Bureau (F., n° 23; J. O. de 1871, p. 251); du 11e Bureau (F., n° 264; J. O. de 1872, p. 2757); du 5e Bureau (F., n° 317; J. O. de 1872, p. 4353); du 8e Bureau (F., n° 486; J. O. de 1873, p. 4107); du 10e Bureau (F., n° 509; J. O. de 1873, p. 4945); du 5e Bureau (F., n° 517; J. O. de 1873, p. 6751); et du 2e Bureau (F., n° 674; J. O. de 1874, p. 4933). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 11, 23, 48, 84, 245, 301, 403, 531, 573; M. B. de 1871, p. 209; J. O. de 1871, p. 251, 696, 1230; J. O. de 1872, p. 1781, 3872; J. O. de 1873, p. 580, 7256; J. O. de 1874, p. 736); de la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (F., n° 267; J. O. de 1872, p. 2829); de la Commission de permanence de 1872 (A., t. 13, p. 567); de la Commission des Trente chargée de présenter à l'Assemblée nationale un projet de loi pour régler les attributions des Pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (F., n° 371; J. O. de 1872, p. 7565); et de la Commission de permanence de 1873 (A., t. 19, p. 406). = Sa proposition ayant pour objet l'ouverture d'une Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (I., n° 696; A., t. 6, an., p. 162; J. O. de 1872, p. 68). = Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. Paul Jozon et Charles Rolland relative aux règles générales applicables à toutes les élections (I., n° 193; A., t. 2, p. 828; J. O. de 1871, p. 999); sur la proposition de M. Aubry relative à la constatation du domicile en matière électorale (I., n° 194; A., t. 2, p. 829; J. O. de 1871, p. 1007). — Ses rapports : sur sa proposition ayant pour objet l'ouverture d'une Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (I., n° 1003; A., t. 8, an., p. 180; J. O. de 1872, p. 2312); sur le projet de loi ayant pour objet la condition des déportés à la Nouvelle-Calédonie (I., n° 1363; A., t. 13, an., p. 241; J. O. de 1872, p. 5573, 5592, 5603). — Son rapport supplémentaire sur ce projet de loi (I., n° 1654; A., t. 16, an., p. 115; J. O. de 1873, p. 1855). — Projet de loi présenté par lui, de concert avec M. Voisin, à la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires, au sujet des prisons départementales (A., t. 15, p. 230). — Son rapport, au nom de cette même Commission, sur le régime des jeunes détenus (I., n° 1676; A., t. 33, an., p. 222 à 368; et t. 45, p. 753 à 901; J. O. de 1873, p. 6029, 6059, 6093, 6124, 6150, 6173, 6207, 6235). = Son rapport sur les élections de la Seine (A., t. 1, p. 46). — Son rapport supplémentaire sur ces élections (A., t. 1, p. 59). — Est entendu dans la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Première délibération*, A., t. 3, p. 631. *Deuxième délibération*, t. 4, p. 171). — Son rapport sur les élections de MM. de Pourtalès, de Jouvencel, Labélonye, Hèvre et Schérer par le département de Seine-et-Oise (A., t. 4, p. 39). — Demande l'urgence sur sa proposition ayant pour objet l'ouverture d'une Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (A., t. 8, p. 532). — Prend part à la discussion : du Budget du Ministère de la Marine et des Colonies pour l'Exercice 1872 (*Publication de documents statistiques sur les colonies pénales de la Guyane et de la Nouvelle-Calédonie et sur le bagne de Toulon*, A., t. 8, p. 589); des propositions de MM. Vilfeu et autres, relatives à la répression de l'ivresse (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 32); de la proposition de M. Faye tendant à étendre aux élections pour les Conseils généraux, le bénéfice de l'article 8 de la loi du 6 juin 1868 sur les réunions publiques (*Première délibération*, A., t. 11, p. 81); de la proposition de MM. Tolain et autres, tendant à abroger les articles 291 à 294 du Code pénal et la loi de 1834 sur le droit d'association (*Première délibération*, A., t. 11, p. 362); du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 443). — Demande, en qualité de Rapporteur, la mise à l'ordre du jour du projet de loi ayant pour objet de régler la condition des déportés à la Nouvelle-Calédonie (A., t. 16, p. 505). — Est entendu dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 16, p. 566, 567, 571, 581, 583; t. 17, p. 80, 83). — Déclare retirer la demande d'interpellations déposée par MM. de Castellane et autres, au sujet de la suppression du journal *l'Assemblée nationale* et de l'interdiction de la vente sur la voie publique de l'*Espérance nationale* et de *Paris-Journal* (A., t. 16, p. 572). — Prend part à la discus-

sion du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de l'Est de nouvelles lignes de chemins de fer (A., t. 18, p. 353). — S'excuse de son absence (A., t. 28, p. 177). — Parle dans la discussion du projet de loi concernant l'électorat municipal (*Première délibération*, A., t. 31, p. 225 à 228). — Demande la mise à l'ordre du jour du rapport de la Commission d'initiative sur la proposition de M. Léon de Malleville et de trois cents de ses collègues, tendant à fixer au 6 septembre 1874 les élections pour la prochaine Assemblée nationale (A., t. 33, p. 393, 394). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi de la Commission des Établissements pénitentiaires relatif au régime des prisons départementales (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 126 à 131. *Troisième délibération*, p. 339, 374); de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 431); du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie de l'Est (A., t. 44, p. 355).

HÉBERT (M.), *ancien Questeur du Corps législatif.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 736 à 740).

HEIRIEIS (M.), *Député élu par le département des Bouches-du-Rhône.*

Son élection est validée (A., t. 5, p. 29). = Membre de Commissions (F., nos 140. 174, 215, 229, 226, 284; J. O. de 1871, p. 2785, 5009; J. O. de 1872, p. 889, 1223, 1295, 3360). = Obtient des congés (A., t. 5, p. 307; t. 6, p. 345; t. 11, p. 10; t. 14, p. 58). — Lettre annonçant son décès (A., t. 14, p. 584, 585).

HÉLIGON (M.), *ancien Adjoint au Maire du 14e arrondissement de Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 831 à 842).

HÉLOT (M.), *ancien Préfet intérimaire d'Alger.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 26, p. 939 à 958).

HÉMAR (M.), *Avocat général à Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 825 à 830).

HÉRISSON (M.), *Député élu par le département de la Haute-Saône.*

Son élection est validée (A., t. 32, p. 136). = Secrétaire du 5e Bureau (F., n° 824; J. O. de 1875, p. 5510). = Membre de Commissions (F., nos 621, 697, 756, 772, 834; J. O. de 1874, p. 2358, 7981; J. O. de 1875, p. 1847, 3525, 6070).

HÉROLD (M.), *membre du Conseil d'État provisoire.*

L'un des candidats proposés pour le nouveau Conseil d'État (A., t. 13, p. 96, et an., p. 65).

HERVÉ (M. ÉDOUARD), *publiciste.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 502 à 509). = L'un des candidats proposés pour les fonctions de Conseiller d'État (A., t. 13, p. 96, et an., p. 65).

HESPEL (M. le comte D'), *Député élu par le département du Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 38). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 210); de la Commission des Marchés (F., n° 37; J. O. de 1871, p. 471); et de diverses Commissions (F., nos 11, 309, 393, 541; J. O. de 1871, p. 561; J. O. de 1872, p. 1148; J. O. de 1873, p. 280, 7729). = Obtient des congés (A., t. 6, p. 24; t. 11, p. 10; t. 13, p. 200; t. 16, p. 165).

HÈVRE (M.), *Député élu par le département de Seine-et-Oise.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 39). = Secrétaire : du 8e Bureau (F., n° 463; J. O. de 1873, p. 3220); et du 7e Bureau (F., n° 769; J. O. de 1875, p. 3405). = Membre de Commissions (F., nos 167, 177, 189, 264, 627; J. O. de 1871, p. 4802, 6113; J. O. de 1872, p. 113, 2758; J. O. de 1874, p. 3307). = Sa proposition ayant pour objet la création d'un impôt sur le revenu (I., n° 803; A., t. 6, an., p. 340; J. O. de 1872, p. 573). = S'excuse de son absence (A., t. 6, p. 19). — Prend part à la discussion : de la proposition de M. Courbet-Poulard relative à la réduction du privilège du propriétaire d'immeubles affectés à une destination industrielle et commerciale, quand le locataire tombe en état de faillite (*Troisième délibération*, A., t. 7, p. 535, 538, 540); du projet de loi relatif aux titres au porteur volés ou détruits (A., t. 12, p. 363, 364). — Obtient un congé (A., t. 12, p. 404). — Parle dans la discussion de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 585). — Déclare retirer la proposition signée de lui et de M. Bamberger, ayant pour objet la création d'un impôt sur le revenu (A., t. 27, p. 35). — Est entendu dans la discussion de la proposition de M. Courcelle relative aux élections partielles (A., t. 38, p. 40).

HINCOURT (M. le capitaine D'), *ancien Officier d'ordonnance du général Commandant en chef en Algérie.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 26, p. 906 à 910).

HOUSSARD (M.), *Député élu par le département d'Indre-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 15). = Membre : de la Commission, ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., nos 21, 23, 117, 123, 170, 211, 241, 317, 397, 419, 463, 486, 524, 617, 857, 861; M. B. de 1871, p. 224; J. O. de 1871, p. 251, 2086, 2248, 4892; J. O. de 1872, p. 765, 1649, 4353; J. O. de 1873, p. 404, 1080, 3220, 4107, 6982; J. O. de 1874, p. 2210; J. O. de 1875, p. 9767, 9961); et de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 177; J. O. de 1871, p. 6113). = Sa proposition concernant les impôts directs et de transmission (I., n° 339; A., t. 3, p. 553; J. O. de 1871, p. 1743, 1770, 1793, 1819, 1843). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la nomination d'une Commission d'Enquête concernant les améliorations à apporter au service du transport des marchandises sur les chemins de fer (I., n° 675; A., t. 6, p. 21, an., p. 87; J. O. de 1871, p. 4838, 4986). = Son rapport sur le projet de loi tendant à ériger en municipalité distincte la section de la Membrolle, distraite de la commune de Mettray (Indre-et-Loire) (I., n° 1748; A., t. 17, an., p. 150; J. O. de 1873, p. 3076). = Son rapport sur des pétitions (A., t. 3, p. 247, 248). — Son rapport sur les élections partielles du 2 juillet 1871 dans le département de la Seine (A., t. 4, p. 83). — Ses observations au sujet de l'élection de M. Ferdinand Moreau par ce département (A., t. 4, p. 86). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif aux augmentations d'impôts et aux impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 611, 618, 622); du projet de loi tendant à augmenter les taxes postales (A., t. 5, p. 105, 113); du projet de loi portant augmentation des impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 189, 294). — Obtient des congés (A., t. 5, p. 278; t. 28, p. 434, 700; t. 32, p. 293; t. 33, p. 117). — Adresse une question au Ministre de la Guerre sur l'époque de l'appel de la 2e partie du contingent de 1872 (A., t. 32, p. 163, 164). — Parle dans la discussion du projet de loi portant déclaration d'utilité publique de divers chemins de fer (A., t. 44, p. 378, 380).

HUGO (VICTOR), voy. VICTOR HUGO.

HULIN (M.), *Député élu par le département d'Indre-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 15). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., n°s 51, 215, 393, 562, 627 ; J. O. de 1871, p. 750 ; J. O. de 1872, p. 889 ; J. O. de 1873, p. 280 ; J. O. de 1874, p. 351, 3307). = Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Tours (Indre-et-Loire) à emprunter une somme de 1,200,000 francs (I., n° 245 ; A., t. 3, p. 107 ; J. O. de 1871, p. 2232). = Obtient un congé (A., t. 33, p. 155). = Lettre de M. Dufaure, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, portant transmission d'un jugement du Tribunal de commerce de Chinon et d'un arrêt de la Cour d'appel d'Orléans qui le déclarent en état de faillite (A., t. 38, p. 29). — Est déclaré déchu de sa qualité de membre de l'Assemblée nationale (A., t. 38, p. 502).

HULST (M. l'abbé D'), *ancien Vicaire à Saint-Ambroise, à Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 202 à 205).

HUMBERT (M. GUSTAVE), *Député élu par le département de la Haute-Garonne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 15).= Président : du 1er Bureau (F., n° 440 ; J. O. de 1873, p. 1769); du 15e Bureau (F., n° 697; J. O. de 1874, p. 7981); du 8e Bureau (F., n° 756; J. O. de 1875, p. 1817); et du 10e Bureau (F., n° 842; J. O. de 1875, p. 9073). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 11, 30, 40, 49, 51, 57, 74, 80, 81, 93, 99, 101, 144, 183, 215, 218, 231, 250, 265, 301, 383, 419, 448, 478, 541, 573, 607, 611, 674, 739, 769; M. B. de 1871, p. 209; J. O. de 1871, p. 344, 512, 712, 750, 854, 1116, 1183, 1188, 1408, 1545, 1819, 2929, 5299; J. O. de 1872, p. 889, 975, 1398, 1952, 2781, 3872, 7957; J. O. de 1873, p. 1080, 2032, 3817, 7729; J. O. de 1874, p. 736, 1881, 2005, 4933; J. O. de 1875, p. 971, 3405); de la Commission de permanence de 1875 (A., t. 37, p. 328); et de la 2e Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 38, p. 199). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : l'addition d'un paragraphe à l'article 405 du Code pénal (I., n° 609; A., t. 5, an., p. 199; J. O. de 1871, p. 4099); le renouvellement de l'Assemblée nationale (I., n° 629; A., t. 5, an., p. 218; J. O. de 1871, p. 4134); le transport à Paris du siège de l'Assemblée nationale et du Gouvernement (I., n° 677; A., t. 6, an., p. 87; J. O. de 1871, p. 4986); la création d'une Faculté de médecine à Toulouse (I., n° 1208; A., t. 11, an., p. 305; J. O. de 1872, p. 4120, 4151); la levée de l'état de siège dans le département de la Haute-Garonne (I., n° 2454; A., t. 32, an., p. 137; J. O. de 1874, p. 5272). = Son rapport sommaire sur la proposition de MM. Léon de Maleville, Louis La Caze et d'un très grand nombre de leurs collègues, relative aux élections pour la prochaine Assemblée nationale (I., n° 2609; A., t. 33, p. 390, an., p. 203; J. O. de 1874, p. 569). — Son rapport intérieur à la 2e Commission des Lois Constitutionnelles, sur les amendements de M. Gent au projet de loi électorale (I., n° 3240, p. 33 à 40 du rapport de MM. Ricard et de Marcère; A., t. 44, an., p. 25 à 27; J. O. de 1875, p. 6780). — Son premier rapport préliminaire sur la proposition de M. Delsol ayant pour objet de modifier les droits de l'époux survivant sur la succession de son conjoint prédécédé (I., n° 3665; A., t. 44, an., p. 92 à 101; J. O. de 1876, p. 2329). = Ses observations sur l'exercice du droit de pétition par des étrangers, à propos d'une pétition de la Ligue internationale de la paix à Genève (A., t. 2, p. 210). — S'excuse de son absence (A., t. 2, p. 703). — Son rapport sur l'élection de M. Keller par le territoire de Belfort (A., t. 3, p. 908). — Dépose sa proposition relative à la translation de l'Assemblée et du Gouvernement à Paris, et en demande l'urgence (A., t. 6, p. 31).— Son rapport sur des pétitions (A., t. 6, p. 57, 58).— Est entendu : dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de régler la condition des déportés à la Nouvelle-Calédonie (A., t. 17, p. 68, 76); sur la prise en considération de la proposition de M. Mazerat tendant à modifier les articles 331 et 335 du Code civil sur la

légitimation des enfants nés hors mariage (A., t. 18, p. 155); dans la discussion des projets de lois concernant : 1° l'établissement et la conservation de la propriété en Algérie, ainsi que la transmission contractuelle des immeubles et droits immobiliers; 2° la procédure sur les mêmes matières (*Deuxième délibération*, A., t. 18, p. 632 à 637, 669). — Demande le renvoi au Conseil d'État de la proposition de M. des Rotours ayant pour objet de déclarer Français et d'assujettir à l'obligation du recrutement les individus d'origine étrangère nés en France, qui ne satisfont pas dans leur pays d'origine aux charges du service militaire (A., t. 31, p. 120). — Donne lecture de son rapport sommaire sur la proposition de MM. Léon de Maleville et de trois cents de ses collègues, tendant à fixer au 6 septembre 1874 les élections pour la prochaine Assemblée nationale (A., t. 33, p. 390). — Ses observations sur le procès-verbal, au sujet d'une prétendue publication anticipée de son rapport par les journaux (A., t. 34, p. 2). — Prend part à la discussion de sa proposition et des propositions de MM. Le Royer et autres, relatives à la création de Facultés de médecine à Lyon, Toulouse, Lille, Nantes, Bordeaux et Marseille (*Troisième délibération*, A., t. 35, p. 91). — Demande la rectification au *Journal officiel* du texte de son amendement, adopté par l'Assemblée, sur l'art. 18 du projet de loi relatif à l'hypothèque des navires (A., t. 35, p. 157). — Parle dans la discussion : de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Troisième délibération*, A., t. 39, p. 600); du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 148. *Troisième délibération*, p. 291, 292, *rectification*, p. 303, 428, 464, 465). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 237).

HUMBERT (M. Louis-Amédée), *Député élu par le département de la Moselle.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 48). = L'un des signataires : de la Déclaration collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 61, et an., p. 3); de la démission collective des mêmes représentants (A., t. 1, p. 124).

HUON DE PENANSTER (M.), *Député élu par le département des Côtes-du-Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 31). = Secrétaire : du 13e Bureau (F., n° 744; J. O. de 1875, p. 1275); et du 6e Bureau (F., n° 796; J. O. de 1875, p. 4340). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); et de diverses Commissions (F., n°s 189, 211, 215, 383, 419, 440, 463, 488, 509, 756, 824, 865; J. O. de 1872, p. 113, 165, 889, 7957; J. O. de 1873, p. 1080, 1769, 3220, 4177, 4945; J. O. de 1875, p. 1817, 5510, 10118). = Ses propositions ayant pour objet : l'abrogation du décret du 28 octobre 1870 sur l'Ordre de la Légion d'Honneur (I., n° 731; A., t. 6, an., p. 243; J. O. de 1872, p. 125); 1° l'augmentation de l'indemnité journalière actuellement payée aux sous-officiers, soldats ou autres assimilés qui se trouvent en expectative d'une pension de retraite pour blessures et infirmités équivalentes contractées au service de l'État; 2° la fixation d'un délai de trois mois pour la liquidation et la notification aux intéressés des pensions militaires, quelle qu'en soit l'origine; 3° la revision obligatoire, pour les Commissions départementales de réforme, des droits et de la situation des anciens militaires, que l'appréciation erronée ou l'aggravation de leurs blessures rendent susceptibles d'être proposés, soit pour une gratification renouvelable, soit pour une pension de retraite (I., n° 1421; A., t. 14, an., p. 11; J. O. de 1872, p. 7143); l'abrogation de l'article 6 de la loi du 2 juin 1875, en ce qui concerne l'application des décimes à l'impôt du sel (I., n° 3136; A., t. 42, p. 256, an., p. 236; J. O. de 1875, p. 10058). = Son rapport sommaire sur la proposition de MM. de Ventavon et autres, ayant pour objet de modifier l'article 8 de la loi du 21 juin 1865 relative aux Associations syndicales (I., n° 1840; A., t. 18, an., p. 224; J. O. de 1873, p. 4501). = Obtient des congés (A., t. 11, p. 500; t. 13, p. 148). — Prend part à la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Intérieur : *Traitement du Sous-Secrétaire d'État*, A., t. 14, p. 494). — Donne lecture d'une proposition tendant à ce qu'à l'avenir toute pétition adressée

à l'Assemblée soit écrite sur papier timbré (A., t. 15, p. 123). — Déclare retirer sa proposition (A., t. 15, p. 124). — Parle dans la discussion : du projet de loi relatif à un emprunt par le département de la Manche, pour travaux des chemins vicinaux (A., t. 17, p. 358); de sa proposition et de celle de M. Destremx, ayant pour objet l'abrogation du décret du 28 octobre 1870 sur la Légion d'Honneur et la modification des récompenses nationales (A., t. 18, p. 549); de l'élection de M. l'amiral de Kerjégu par le département des Côtes-du-Nord (A., t. 39, p. 142, 143).

HUSSON (M. ARMAND), *ancien Secrétaire général de la Préfecture de la Seine.*

L'un des candidats proposés pour la place de Conseiller d'État vacante par le décès de M. Odilon Barrot (A., t. 28, p. 357, et an., p. 264).

I

IBOS (M. le colonel), *ancien Chef du 106e Bataillon de la Garde nationale de Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 730 à 737). — Sa réclamation adressée au Président de cette Commission (A., t. 10, p. 235). = Sa même déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 817 à 824).

J

JACOB M.', *Commissaire de police de la ville de Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale A., t. 23, p. 769, 770'.

JACQUES M.', *Député élu par le département d'Oran.*

Parle dans la discussion de son élection A., t. 1, p. 639, 640. — Son élection est annulée A., t. 1, p. 641. = *Réélu par le même département.* — Son élection est validée A., t. 7, p. 170. = Membre de Commissions F., nos 125, 218, 225, 475, 644, 658; J. O. de 1871, p. 2333; J. O. de 1872, p. 975, 1177; J. O. de 1873, p. 3722; J. O. de 1874, p. 3888, 4360. = Demande la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la nomination du Conseil général d'Alger et à la composition des Conseils généraux de l'Algérie A., t. 14, p. 38'. — Est entendu dans la discussion : de ce projet de loi A., t. 14, p. 169 à 173; du Budget de l'Exercice 1875 Justice : *Suppression du Conseil de droit musulman à Alger*, A., t. 33, p. 350; des propositions de M. de Lavergne et de M. Cremieux relatives au régime de l'Algérie *Deuxième délibération*, A., t. 35, p. 239 à 242, 261, 270; du Budget de l'Exercice 1876 Justice : *Suppression du Conseil de droit musulman à Alger*, A., t. 40, p. 177, 179; du projet de loi relatif aux conditions du service militaire pour les Français domiciliés en Algérie A., t. 42, p. 12 à 20, 27, 30, 31, 33, 34, 35; du projet de loi électoral *Troisième délibération*, A., t. 42, p. 468.

JACQUINÉ M.'.

Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre lui et l'Etat, dans le département de Meurthe-et-Moselle, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 32.

JAFFRÉ (M. l'abbé'), *Député élu par le département du Morbihan.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 20). = Membre de Commissions F., nos 76, 85, 188, 544; J. O. de 1871, p. 1128, 1245; J. O. de 1872, p. 89; J. O. de 1873, p. 7732'.

JAILLANT M.', *Directeur général des Prisons au Ministère de l'Intérieur.*

Membre adjoint de la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires F., n° 293; J. O. de 1872, p. 3644'. — Sa déposition devant cette Commission A., t. 45, p. 10 à 23. — Ses observations en réponse : au rapport de M. Desportes sur les Maisons centrales p. 176 à 180; aux rapports de M. Bérenger : sur les Pénitenciers corses p. 181 à 186; sur l'organisation des prisons de la Seine p. 355 à 361'.

JAMME M.', *Député élu par le département du Tarn.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 24). = Membre de Commissions F., nos 75, 167, 169, 178, 215, 325, 393, 450, 509, 581, 627, 674, 762, 796, 824, 865; J. O. de 1871, p. 1124, 1519, 2783, 3137; J. O. de 1872, p. 889, 1633; J. O. de 1873, p. 280, 2113, 4945, 7729; J. O. de 1874, p. 3307, 4933; J. O. de 1875, p. 2037, 4340, 5510, 10118'. = S'excuse de son absence A., t. 2, p. 49. — Ses rapports sur diverses pétitions A., t. 15, p. 629; t. 33, p. 378; t. 41, p. 431; t. 44, p. 395. — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession définitive de plusieurs chemins de fer concédés à titre éventuel, et à l'adjudication de plusieurs che-

concession à la Compagnie de l'Est de nouvelles lignes de chemins de fer (A., t. 18, p. 93, *rectification*, p. 101; 115, 127, 240, 297 à 302, 397). — Donne lecture d'une proposition portant interdiction aux officiers de terre et de mer, Députés, de conserver ou d'accepter des commandements militaires, et en demande l'urgence (A., t. 27, p. 203). — Déclare retirer sa proposition (A., t. 27, p. 204). — Est entendu : au sujet de l'ordre proposé par la Commission du Budget pour la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (A., t. 28, p. 153, 154); dans la discussion : de ce Budget (Instruction publique : *Institution des Sous-Secrétaires d'État*, A., t. 28, p. 272 à 275. Finances : *Emploi de Directeur à l'Administration centrale*, p. 441); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le même Budget (*Incident relatif à l'ordre de la discussion*, A., t. 29, p. 515, 516. *Émission des Bons du Trésor*, t. 30, p. 367). — S'excuse de son absence (A., t. 29, p. 601). — Parle : sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi de crédit applicable au traitement du nouveau Sous-Secrétaire d'État du Ministère de l'Instruction publique (A., t. 30, p. 420); dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 30, p. 529, 532). — Donne lecture de sa proposition tendant à soumettre à une loi la déclaration d'utilité publique pour les chemins de fer d'embranchement de moins de 20 kilomètres, et en développe l'urgence (A., t. 38, p. 544, 566). — Est entendu dans la discussion : de cette proposition (*Première délibération*, A., t. 43, p. 31 à 34. *Deuxième délibération*, p. 273); de l'élection de M. l'amiral de Kerjégu par le département des Côtes-du-Nord (A., t. 39, p. 141 à 147; du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A., t. 44, p. 207).

JAUBERT (M. le comte), *Député élu par le département du Cher.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 13). = Président : du 14e Bureau (F., n° 4; M. B. de 1871, p. 13); du 7e Bureau (F., n° 99; J. O. de 1871, p. 1545); du 14e Bureau renouvelé (F., n° 215; J. O. de 1872, p. 889); du 6e Bureau (F., n° 241; J. O. de 1872, p. 1649); du 4e Bureau (F., n° 264; J. O. de 1872, p. 2757); du 2e Bureau (F., n° 353; J. O. de 1872, p. 7007); du 6e Bureau (F., n° 463; J. O. de 1873, p. 3220); du 11e Bureau (F., n° 486; J. O. de 1873, p. 4107); du 2e Bureau (F., n° 509; J. O. de 1873, p. 4945); et du même Bureau renouvelé (F., n° 541; J. O. de 1873, p. 7729). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., n°s 23, 58, 68, 73, 76, 81, 129, 136, 151, 269, 438, 547, 541, 544; J. O. de 1871, p. 251, 867, 1013, 1111, 1128, 1188, 2443, 2641, 3126; J. O. de 1872, p. 2909; J. O. de 1873, p. 1710, 6751, 7729, 7732); de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275; J. O. de 1872, p. 3082); et de la Commission de décentralisation (F., n° 481; J. O. de 1873, p. 3943). = Ses propositions ayant pour objet : la reconstruction de la maison de M. Thiers (I., n° 229; A., t. 3, p. 30, 31; J. O. de 1871, p. 1184); les étrangers non naturalisés (I., n° 322; A., t. 3, p. 439; J. O. de 1871, p. 1598); la liberté de l'Enseignement supérieur (I., n° 434; A., t. 4, p. 349, an., p. 153; J. O. de 1871, p. 2838); les délits d'offense commis par des Représentants envers l'Assemblée nationale (I., n° 953; A., t. 8, p. 182, an., p. 36; J. O. de 1872, p. 1734); les permis de séjour accordés aux étrangers non naturalisés en France (I., n° 1062; A., t. 10, an., p. 49; J. O. de 1872, p. 2379); la modification du paragraphe 1er de l'art. 9 du Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 1655; A., t. 16, an., p. 118; J. O. de 1873, p. 1882); la répression des délits d'offense commis par des Députés envers l'Assemblée nationale (I., n° 1785; A., t. 18, p. 10, an., p. 70; J. O. de 1873, p. 3393). = Est entendu : dans la discussion des élections de Vaucluse (A., t. 1, p. 188, 189); sur les ordres du jour proposés à la suite des communications relatives à la situation de Paris (A., t. 2, p. 46); sur la demande de réunion immédiate dans les Bureaux pour la nomination de la Commission chargée d'examiner le projet de loi concernant les élections municipales (A., t. 2, p. 54); dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 2,

p. 380, 414, 439, 456, 457, 458) ; au sujet du service funèbre annoncé pour les soldats morts pendant la guerre (A., t. 2, p. 135) ; sur la prise en considération de la proposition de MM. de Talhouët et autres, tendant à la nomination d'une Commission de décentralisation (A., t. 2, p. 330) ; dans la discussion : du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 672) ; du projet de loi sur l'inaliénabilité des propriétés publiques ou privées, saisies ou soustraites à Paris depuis le 18 mars 1871 (A., t. 2, p. 924). — Donne lecture de sa proposition relative à la reconstruction de la maison de M. Thiers aux frais de l'État (A., t. 3, p. 30). — Demande le renvoi du rapport de M. de Champvallier sur l'état des routes, à la Commission de décentralisation et à la Commission du Budget (A., t. 3, p. 134, 204). — Donne lecture de sa proposition relative aux passeports et aux permis de séjour pour les étrangers non naturalisés (A., t. 3, p. 420). — Parle : a propos du dépôt du rapport de la Commission d'initiative sur cette proposition (A., t. 3, p. 621) ; sur la prise en considération de la même proposition (A., t. 3, p. 803 à 806, 808, 809, 810). — Déclare la retirer (A., t. 3, p. 810). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de MM. Haëntjens et autres, relative à la nomination d'une Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 3, p. 463) ; du projet de loi sur le cautionnement des journaux et écrits périodiques (A., t. 3, p. 722, 762, 784, 791). — Dépose un projet de Résolution au sujet d'un fait du Service intérieur de l'Assemblée, concernant l'un des Questeurs (A., t. 4, p. 36 à 38). — Obtient des congés (A., t. 4, p. 57 ; t. 6, p. 24 ; t. 15, p. 3, 527 ; t. 30, p. 61). — Ses observations a propos de la demande d'ajournement de la proposition de MM. Claude (Meurthe) et autres, relative aux contributions de guerre, réquisitions et dommages causés par l'invasion (A., t. 4, p. 333). — Dépose sa proposition sur la liberté de l'Enseignement supérieur, et en demande l'urgence (A., t. 4, p. 349). — Ses observations : sur deux demandes d'ajournement de la première délibération sur cette proposition (A., t. 27, p. 52 ; t. 28, p. 45) ; sur la mise à l'ordre du jour de sa proposition (A., t. 27, p. 220, 221). — Prend part à la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 418 à 422, 423, 424, 520) ; du projet de loi concernant des augmentations d'impôts et des impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 610 ; t. 5, p. 80, 82). — Parle : au sujet de la question de M. Monnet concernant un discours prononcé à la distribution des prix des Écoles communales de Lyon (A., t. 5, p. 41, 43, 44) ; dans la discussion des propositions de MM. Emmanuel Arago, Bérenger et autres, relatives au mode de nomination et à la mise à la retraite des magistrats (*Deuxième délibération*, A., t. 8, p. 151) ; sur la demande d'ajournement du projet de loi tendant à établir des peines contre les affiliés à l'Internationale (A., t. 8, p. 158) ; dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 8, p. 239, 245, 304). — Donne lecture de sa proposition relative à la répression des délits d'offense commis par des Représentants envers l'Assemblée nationale (A., t. 8, p. 182). — Est entendu : sur la prise en considération de cette proposition (A., t. 11, p. 551) ; à propos d'un incident soulevé dans la discussion de la proposition de M. le général Ducrot relative à la poursuite des journaux *l'Indépendant des Pyrénées-Orientales* et *la Constitution* (A., t. 8, p. 273, 281, 283) ; dans la discussion : du Budget du Ministère de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts pour l'Exercice 1872 (Instruction publique : *Régime intérieur de l'Institut*, A., t. 8, p. 418. *Continuation de la publication des œuvres de Borghesi*, p. 419. *Création d'un Lycée à Belfort*, p. 423. Beaux-Arts : *Subventions aux Théâtres nationaux*, p. 441, 449 ; du Budget du Ministère des Affaires étrangères pour le même Exercice (*Passeports pour les étrangers*, A., t. 8, p. 469, 470 ; du Budget du Ministère de l'Intérieur pour le même Exercice (*Permis de séjour pour les étrangers*, A., t. 8, p. 598). — Donne lecture de sa proposition relative aux permis de séjour pour les étrangers (A., t. 8, p. 628). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les exemptions en matière de passeports accordées

aux étrangers de certaines nationalités (A., t. 11, p. 1, 2). — Développe ses interpellations (A., t. 11, p. 90, 94, 95, 96). — Parle : sur le procès-verbal, à propos de la reproduction des interruptions par le *Compte-rendu* (A., t. 11, p. 9) ; à propos de la demande d'interpellations déposée par M. Fournier sur l'agitation provoquée dans le Cher à l'occasion de la publication d'un document parlementaire par le Préfet de ce département (A., t. 11, p. 131). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Deuxième délibération*) (A., t. 11, p. 171) ; du projet de loi relatif à la Convention postale avec l'Empire d'Allemagne (A., t. 11, p. 348). — Ses observations sur les heures d'ouverture et de clôture et sur la durée des séances (A., t. 12, p. 323, 324, 339). — Demande l'urgence sur les propositions de M. Mortimer-Ternaux et de M. d'Aboville concernant la publicité des travaux de l'Assemblée et la rédaction d'un *Compte-rendu* obligatoire pour les journaux (A., t. 12, p. 411). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*) (A., t. 12, p. 484, 485) (*Troisième délibération*) (A., t. 13, p. 362, 388) ; sur un rappel au Règlement, à propos de la discussion du projet de loi relatif à l'établissement d'un impôt sur les créances hypothécaires (A., t. 12, p. 576 à 578) ; dans la discussion : du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 13, p. 97, 103) ; du projet de Résolution relatif à la prorogation de l'Assemblée nationale, du 4 août au 11 novembre 1872 (A., t. 13, p. 532) ; du projet de loi tendant à approuver l'adjudication du chemin de fer de Clermont-Ferrand à Tulle, avec embranchement sur Vendes (A., t. 13, p. 580) ; les interpellations de M. le général Changarnier au sujet des voyages de M. Gambetta en Savoie et en Dauphiné, pendant les vacances parlementaires (A., t. 14, p. [illegible]) ; du projet de loi tendant à modifier l'organisation du Jury en matière criminelle (A., t. 14, p. [illegible]) ; du projet de loi relatif aux [illegible] (*Deuxième délibération*) (A., t. 14, p. 136, 218). — [illegible] présent dans la discussion des pétitions relatives à la dissolution de l'Assemblée nationale (A., t. 14, p. 605). — Parle dans la discussion du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 334). — Donne lecture de sa proposition tendant à modifier l'art. 9 du Règlement relatif au tirage au sort des Bureaux (A., t. 16, p. 397). — Est entendu : dans la discussion : du projet de loi de crédit applicable aux dépenses de police de l'agglomération Lyonnaise (A., t. 16, p. 450) ; du projet de loi ayant pour objet de régler la condition des déportés à la Nouvelle-Calédonie (A., t. 16, p. 584) ; sur l'urgence de la proposition de M. Rouveure tendant à proroger les séances de l'Assemblée nationale du 29 mars au 12 mai 1873 (A., t. 17, p. 24) ; sur des incidents relatifs : à la question de la lecture et de l'impression du rapport sur les pétitions : 1° du prince Napoléon ; 2° d'électeurs d'Ajaccio (A., t. 17, p. 58) ; à la mise à l'ordre du jour du projet de loi sur l'organisation municipale de la ville de Lyon (A., t. 17, p. 94) ; à la continuation de la discussion de ce projet de loi (A., t. 17, p. 228, 229). — Ses observations au sujet de l'inexécution de la Résolution de l'Assemblée qui invite le Bureau à faire mettre les *Comptes-rendus sténographique et analytique* à la disposition de la presse (A., t. 18, p. 10). — Reprend son ancienne proposition relative à la répression des offenses commises par des Députés envers l'Assemblée nationale (A., t. 18, p. 10). — Déclare retirer sa proposition (A., t. 18, p. 163, 164). — Est entendu : sur l'élection de M. Turigny par le département de la Nièvre (A., t. 18, p. 596, 597) ; sur l'urgence du projet de loi tendant à conférer à la Commission de permanence le droit d'autoriser la poursuite des délits d'offense commis contre l'Assemblée nationale pendant sa prorogation (A., t. 19, p. 154) ; sur la question de renvoi de la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation pour dix ans des pouvoirs du Maréchal de Mac-Mahon, à la Commission qui sera chargée de l'examen des Lois Constitutionnelles (A., t. 27, p. 16) ; sur un incident relatif aux inconvénients de l'encombrement des abords de la tribune pendant les discours des orateurs (A., t. 27, p. 24) ; dans la discussion : du projet de loi ayant pour objet de fixer le prix de vente

tions sur la communication de M. Dahirel au sujet du partage des voix dans le 2e Bureau, pour l'examen des élections du 2 juillet 1871 dans les Bouches-du-Rhône (A., t. 4, p. 426). — Prend part à la discussion : de la proposition de M. Princeteau relative à l'interdiction de toutes fonctions publiques salariées aux membres de l'Assemblée nationale (*Deuxième délibération*, A., t. 6, p. 410, 418) ; du Budget du Ministère de la Marine et des Colonies pour l'Exercice 1872 (*Réduction des cadres de la Marine*, A., t. 8, p. 586) ; des interpellations de M. le général Changarnier au sujet des voyages de M. Gambetta en Savoie et en Dauphiné, pendant les vacances parlementaires (A., t. 14, p. 97, 99) ; de la proposition de MM. de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 216). — Ses explications, en qualité de Président du 7e Bureau, au sujet d'un incident relatif à la réunion de ce Bureau sur sa convocation, nonobstant l'ordre du jour fixé par l'Assemblée (A., t. 16, p. 324). — Ses observations : sur un incident personnel, en réponse à M. Dahirel au sujet de la demande d'ajournement de la proposition de M. Tirard sur les tarifs douaniers (A., t. 16, p. 550, 554) ; en qualité de Rapporteur, dans la discussion de la proposition de MM. Hervé de Saisy et autres, relative à l'envoi aux eaux, aux frais de l'État, des anciens militaires et marins blessés au service (A., t. 19, p. 144, 145). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif à l'organisation de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 200, 257) ; sur la question de M. Limperani au sujet des moyens de prévenir les sinistres provenant en mer de la rencontre des bâtiments (A., t. 28, p. 78) ; dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Affaires étrangères : *Création d'un Congrès international sur les moyens d'empêcher les collisions en mer*, A., t. 28, p. 211, 213. Marine : *Réponse aux critiques du Rapport*, p. 236) ; du projet de loi relatif au Compte de liquidation (A., t. 30, p. 489, 504) ; en qualité de Rapporteur, dans la discussion de la proposition de M. Farcy tendant à prévenir les accidents et les collisions en mer (*Première délibération*, A., t. 32, p. 398). — **Prend part à la discussion** : de la proposition de **M. le général Chareton** relative aux **améliorations à apporter à la** position des sous-officiers (A., t. 33, p. 38, 42, 46) ; du Budget de l'Exercice 1875 (Marine : *Rétablissement de la Division navale du Levant*, A., t. 33, p. 374). — **Demande**, en qualité de Rapporteur : **la mise à l'ordre** du jour du projet de **loi portant approbation** du Traité conclu à Saïgon, le 15 mars 1874, entre la France et le royaume d'Annam (A., t. 34, p. 197) ; **la déclaration d'urgence** de ce projet de loi (A., t. 34, p. 222). — Parle dans la discussion : **du même projet** de loi (A., t. 34, p. 229) ; **du projet de la Commission** de l'armée **relatif à la constitution** des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 92, 97). — **Dépose le rapport** sur le projet de loi **portant approbation** du Traité de commerce **conclu à Saïgon, le** 31 août 1874, entre la **France et le royaume** d'Annam, et en demande **l'urgence** (A., t. 39, p. 372). — Demande **la mise à l'ordre du** jour de ce projet de loi (A., t. 39, p. 425). — Est entendu dans la discussion : **de la** proposition de **M. Guichard et du projet de** loi concernant **les Conventions postales** entre l'État et **la Compagnie des Messageries** maritimes (A., t. 41, p. 259, 347) ; **du** projet de loi **ayant pour objet la déclaration** d'utilité publique et **la concession de diverses lignes de chemins de fer à la Compagnie** du Midi (*Deuxième délibération*, A., t. 43, p. 96). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 259).

JAVAL (M. Léopold), *Député élu par le département de l'Yonne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 42). = Membre de Commissions (F., nos 146, 218, 225 ; J. O. de 1871, p. 2985 ; J. O. de 1872, p. 975, 1177). = Ses observations au sujet de la proposition de MM. Guichard et Raudot relative à la nomination immédiate d'une Commission de Finances (A., t. 1, p. 140, 141). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur les Conseils municipaux (A., t. 2, p. 338) ; du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 590) ; du projet de loi sur le rétablissement du cautionnement des journaux (A., t. 3, p. 779, 782). — Adresse

656; t. 6, p. 6). — Parle sur la prise en considération de la proposition de MM. Bonnet et autres, relative à la nomination de deux Commissions d'Enquête sur les Traités de Commerce et sur la Marine marchande (A., t. 6, p. 38). — Dépose sa proposition relative à la dénonciation des Traités de commerce, et en demande l'urgence (A., t. 6, p. 384, 385). — Prend part à la discussion : de cette proposition et de la proposition analogue de M. Raoul Duval (A., t. 7, p. 348, 360); du projet de loi concernant l'impôt sur les matières premières (A., t. 7, p. 6, 9); du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 147, 188). — Obtient des congés (A., t. 7, p. 525; t. 15, p. 527; t. 28, p. 51; t. 32, p. 208). — Adresse une question au Ministre des Affaires étrangères au sujet de la dénonciation du Traité de commerce avec l'Angleterre (A., t. 8, p. 402). — Dépose sa proposition relative au régime des admissions temporaires en franchise de droits, et en demande l'urgence (A., t. 12, p. 369). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 12, p. 685, 687, 734); du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 339, 378, 379); du Budget de l'Exercice 1873 (Instruction publique : *Incident relatif à la nomination d'un Inspecteur primaire à Paris*, A., t. 14, p. 647, 648. Impôts autorisés : *Suppression des surtaxes de pavillon*, p. 659); de la proposition de MM. de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 184). — Dépose une demande d'interpellations au sujet de la Circulaire du Ministre de l'Instruction publique du 27 septembre 1872, sur les réformes à apporter dans l'Enseignement secondaire (A., t. 15, p. 184). — Parle dans la discussion : de ses interpellations (A., t. 15, p. 231, 249); du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 443, 444). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 854 à 860). — Sa motion tendant à la suspension de la séance, à l'effet d'attendre la lecture du rapport de la Commission chargée d'examiner la proposition de MM. le général Changarnier et autres, sur la prorogation pour dix ans des pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 104, 109). — Est entendu dans la discussion des interpellations de M. Lucien Brun sur les motifs de la suspension du journal *l'Union* (A., t. 33, p. 12, 13).

JOIGNEAUX (M.), *Député élu par les départements de la Côte-d'Or et de la Seine.*

Ses observations sur l'absence du dossier électoral de la Côte-d'Or (A., t. 1, p. 13, 14). — Son élection est validée : pour ce département (A., t. 1, p. 33); pour celui de la Seine (A., t. 1, p. 47). — Lettre par laquelle il déclare opter pour la Côte-d'Or (A., t. 1, p. 60). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture en France (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 210); et de diverses Commissions (F., nos 140, 251, 309, 440, 454, 607, 707, 734, 756, 769, 842; J. O. de 1871, p. 2785; J. O. de 1872, p. 1978, 4118; J. O. de 1873, p. 1769, 2231; J. O. de 1874, p. 1881, 8333; J. O. de 1875, p. 1275, 1817, 3405, 9073). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à la création d'une École nationale de jardinage au potager de Versailles (I., n° 1260; A., t. 12, an., p. 110; J. O. de 1872, p. 4705). = Son rapport sur les pétitions d'un grand nombre d'horticulteurs pépiniéristes, appelant l'attention de l'Assemblée nationale sur le décret du 14 août 1873 qui prohibe l'importation des arbres fruitiers et autres en Algérie (I., n° 3420; A., t. 42, p. 221, an., p. 137; J. O. de 1875, p. 7986). = Obtient des congés (A., t. 6, p. 123, 345, 461; t. 7, p. 401; t. 8, p. 21, 645; t. 13, p. 200; t. 19, p. 7; t. 28, p. 199; t. 29, p. 42). — Prend part à la discussion du Budget de l'Exercice 1876 (Agriculture et Commerce : *Augmentation du prix et du nombre des bourses à l'École d'horticulture de Versailles*, A., t. 41, p. 241).

JOINVILLE (M. le prince DE), *Député élu par les départements de la Manche et de la Haute-Marne.*

La validation de son élection est ajournée : pour la Manche (A., t. 1, p. 49;

656; t. 6, p. 6). — Parle sur la prise en considération de la proposition de MM. Bonnet et autres, relative à la nomination de deux Commissions d'Enquête sur les Traités de Commerce et sur la Marine marchande (A., t. 6, p. 38). — Dépose sa proposition relative à la dénonciation des Traités de commerce, et en demande l'urgence (A., t. 6, p. 384, 385). — Prend part à la discussion : de cette proposition et de la proposition analogue de M. Raoul Duval (A., t. 7, p. 348, 360); du projet de loi concernant l'impôt sur les matières premières (A., t. 7, p. 6, 9); du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 147, 188). — Obtient des congés (A., t. 7, p. 525; t. 15, p. 527; t. 28, p. 51; t. 32, p. 208). — Adresse une question au Ministre des Affaires étrangères au sujet de la dénonciation du Traité de commerce avec l'Angleterre (A., t. 8, p. 402). — Dépose sa proposition relative au régime des admissions temporaires en franchise de droits, et en demande l'urgence (A., t. 12, p. 369). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 12, p. 685, 687, 734); du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 339, 378, 379); du Budget de l'Exercice 1873 (Instruction publique : *Incident relatif à la nomination d'un Inspecteur primaire à Paris*, A., t. 14, p. 647, 648. Impôts autorisés : *Suppression des surtaxes de pavillon*, p. 659); de la proposition de MM. de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 184). — Dépose une demande d'interpellations au sujet de la Circulaire du Ministre de l'Instruction publique du 27 septembre 1872, sur les réformes à apporter dans l'Enseignement secondaire (A., t. 15, p. 184). — Parle dans la discussion : de ses interpellations (A., t. 15, p. 231, 249); du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 443, 444). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 854 à 860). — Sa motion tendant à la suspension de la séance, à l'effet d'attendre la lecture du rapport de la Commission chargée d'examiner la proposition de MM. le général Changarnier et autres, sur la prorogation pour dix ans des pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 104, 109). — Est entendu dans la discussion des interpellations de M. Lucien Brun sur les motifs de la suspension du journal *l'Union* (A., t. 33, p. 12, 13).

JOIGNEAUX (M.), *Député élu par les départements de la Côte-d'Or et de la Seine.*

Ses observations sur l'absence du dossier électoral de la Côte-d'Or (A., t. 1, p. 13, 14). — Son élection est validée : pour ce département (A., t. 1, p. 33); pour celui de la Seine (A., t. 1, p. 47). — Lettre par laquelle il déclare opter pour la Côte-d'Or (A., t. 1, p. 60). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture en France (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 210); et de diverses Commissions (F., nos 140, 251, 309, 440, 454, 607, 707, 744, 756, 769, 842; J. O. de 1871, p. 2785; J. O. de 1872, p. 1978, 4118; J. O. de 1873, p. 1769, 2231; J. O. de 1874, p. 1881, 8333; J. O. de 1875, p. 1275, 1817, 3405, 9073). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à la création d'une École nationale de jardinage au potager de Versailles (I., n° 1260; A., t. 12, an., p. 110; J. O. de 1872, p. 4705). = Son rapport sur les pétitions d'un grand nombre d'horticulteurs pépiniéristes, appelant l'attention de l'Assemblée nationale sur le décret du 14 août 1875 qui prohibe l'importation des arbres fruitiers et autres en Algérie (I., n° 3420; A., t. 12, p. 221, an., p. 137; J. O. de 1875, p. 7986). = Obtient des congés (A., t. 6, p. 123, 345, 461; t. 7, p. 401; t. 8, p. 21, 645; t. 13, p. 200; t. 19, p. 7; t. 28, p. 199; t. 29, p. 42). — Prend part à la discussion du Budget de l'Exercice 1876 (Agriculture et Commerce : *Augmentation du prix et du nombre des bourses à l'École d'horticulture de Versailles*, A., t. 41, p. 241).

JOINVILLE (M. le prince DE), *Député élu par les départements de la Manche et de la Haute-Marne.*

La validation de son élection est ajournée : pour la Manche (A., t. 1, p. 19);

pour la Haute-Marne (A., t. 1, p. 41). — Sa double élection est validée, au scrutin public (A., t. 3, p. 308). — Lettre par laquelle il déclare opter pour la Haute-Marne (A., t. 3, p. 336). = Demande d'interpellations sur sa non-présence à l'Assemblée, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. INTERPELLATIONS, n° 14.

JOLY (M. MAURICE), *Avocat à Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 399 à 408).

JOLY DE BRÉSILLON, *ex-Lieutenant-Colonel de la milice de Constantine.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 22, p. 906 à 913).

JORDAN (M.), *Député élu par le département de Saône-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 22).= Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); et de diverses Commissions (F., n°s 189, 215, 524, 541, 658, 800, 850; J. O. de 1872, p. 113, 889; J. O. de 1873, p. 6982, 7729; J. O. de 1874, p. 4360; J. O. de 1875, p. 4464, 9395). = Obtient un congé (A., t. 16, p. 165). — Son rapport sur l'élection de M. Hérisson par le département de la Haute-Saône (A., t. 32, p. 112). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée (A., t. 39, p. 196).

JOSSEAU (M.), *ancien Député au Corps législatif.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 25 à 36).

JOUBERT (M. AMBROISE), *Député élu par le département de Maine-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 18).= Secrétaire : du 13e Bureau (F., n° 769; J. O. de 1875, p. 3404); et du 1er Bureau (F., n° 796; J. O. de 1875, p. 4340). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 8, 15, 21, 41, 75, 99, 140, 203, 289, 379, 395, 438, 575, 697, 722, 842, 861; M. B. de 1871, p. 27, 66, 224; J. O. de 1871, p. 561, 1124, 1545, 2785; J. O. de 1872, p. 520, 3519, 7817; J. O. de 1873, p. 336, 1710; J. O. de 1874, p. 809, 7981; J. O. de 1875, p. 365, 9073, 9961); de la Commission des Marchés (F., n° 37; J. O. de 1871, p. 471); de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 177; J. O., p. 6113); et de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275; J. O. de 1872, p. 3082). = Sa proposition sur le travail des enfants dans les manufactures (I., n° 333; A., t. 3, p. 510; J. O. de 1871, p. 1598). = Son rapport sommaire sur la proposition de MM. Vandier et autres, relative à la dissolution des Gardes nationales (I., n° 426; A., t. 4, an., p. 431; J. O. de 1871, p. 2743). = Son rapport sur l'élection de M. André par le département de la Charente (A., t. 4, p. 87). — Obtient des congés (A., t. 5, p. 455; t. 12, p. 657). — Dépose une demande d'interpellations sur la non-convocation des électeurs de la Corse (A., t. 6, p. 94). — Développe ses interpellations (A., t. 6, p. 94, 95). — Est entendu : dans la discussion : du projet de loi relatif à l'impôt sur les matières premières (A., t. 7, p. 31 à 40); du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 12, p. 672); du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 316, 339, 345, 348, 349, 368, 372, 373, 374); de sa proposition relative au travail des enfants dans les manufactures (*Première délibération*, A., t. 14, p. 232 à 235. *Deuxième délibération*, t. 15, p. 277 à 280, 536. *Troisième délibération*, t. 31, p. 41, 44, 48, 51, 59, 64, 67, 82); du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-centime additionnel à diverses contributions indirectes et de la proposition de M. Wolowski relative à l'équilibre du Budget de 1875 *Décime additionnel à l'impôt*

du sel, A., t. 33, p. 86, 95).—Parle : sur un incident relatif au dépôt demandé du rapport de la Commission d'initiative sur la proposition de M. Raoul Duval relative à la dissolution de l'Assemblée nationale (A., t. 33, p. 394) ; sur l'élection de M. de Bourgoing par le département de la Nièvre (A., t. 40, p. 2 à 4) ; dans la discussion : du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 146) ; du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (*Motion d'ordre*, A., t. 44, p. 96). — Sa motion tendant à la convocation des Bureaux pour la nomination de la Commission de permanence (A., t. 44, p. 288).

JOUIN (M.), *Député élu par le département d'Ille-et-Vilaine.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 14). = Secrétaire du 12e Bureau (F., n° 146 ; J. O. de 1871, p. 2985). = Membre de Commissions (F., nos 143, 152, 167, 170, 401, 405, 509, 588, 607, 627, 674, 697, 772, 796 ; J. O. de 1871, p. 2901, 3155, 4802, 4892 ; J. O. de 1873, p. 524, 653, 4945 ; J. O. de 1874, p. 1226, 1881, 3307, 4933, 7981 ; J. O. de 1875, p. 3525, 4340).= Son rapport sommaire sur la proposition de MM. Cazot et autres, ayant pour objet de régler certains rapports entre les Compagnies des chemins de fer et leurs mécaniciens ou chauffeurs (I., n° 3474 ; A., t. 42, an., p. 357 ; J. O. de 1875, p. 10286). = Est entendu dans la discussion du projet de loi sur les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 682). — Obtient des congés (A., t. 11, p. 10 ; t. 17, p. 143). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Troisième délibération*, A., t. 13, p. 354 à 358) ; de la proposition de MM. Fresneau et Carron relative à l'organisation du service religieux dans l'armée de terre (*Deuxième délibération*, A., t. 29, p. 308 à 311, 322 à 326) ; des propositions concernant l'électorat municipal (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 46 à 50. *Troisième délibération*, p. 506 à 512) ; des propositions concernant l'organisation municipale (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 262) ; du projet de loi de la Commission des Établissements pénitentiaires relatif au régime des prisons départementales (*Troisième délibération*, A., t. 38, p. 378, 384).

JOURDAN (M.), *Député élu par le département de l'Isère.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 17. = Secrétaire du 5e Bureau (F., n° 440 ; J. O. de 1873, p. 1769). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; et de diverses Commissions (F., nos 75, 102, 136, 144, 241, 269, 275, 475, 588, 627, 824 ; J. O. de 1871, p. 1124, 1596, 2641, 2929 ; J. O. de 1872, p. 1649, 2909, 3082 ; J. O. de 1873, p. 3722 ; J. O. de 1874, p. 1226, 3307 ; J. O. de 1875, p. 5540). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour but la modification de l'art. 51 du Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 1006 ; A., t. 8, p. 442, an., p. 487 ; J. O. de 1872, p. 2303). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 320 ; t. 12, p. 494). — Son rapport sur des pétitions (A., t. 33, p. 378).

JOURNAULT (M.), *Député élu par le département de Seine-et-Oise.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 34). = Secrétaire : du 9e Bureau (F., n° 756 ; J. O. de 1875, p. 1817) ; du 15e Bureau (F., n° 842 ; J. O. de 1875, p. 9073) ; et du même Bureau renouvelé (F., n° 865 ; J. O. de 1875, p. 10, 118). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 84, 125, 218, 241, 269, 317, 450, 476, 573, 629, 644, 717, 776, 850 ; J. O. de 1871, p. 1188, 2333 ; J. O. de 1872, p. 975, 1649, 2909, 4353 ; J. O. de 1873, p. 2143, 3750 ; J. O. de 1874, p. 736, 3395, 3888 ; J. O. de 1875, p. 160, 3636, 9395) ; des Commissions de permanence : de 1872 (A., t. 13, p. 567) ; et de 1873 (A., t. 19, p. 406). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, concernant : la décentralisation administrative et le maintien de l'intégrité de l'unité politique de la nation française (I., n° 93 ; A., t. 2, p. 164, 185 ; J. O. de 1871, p. 493) ;

l'abrogation de l'art. 15 du décret du 23 prairial an XII relatif aux cimetières (I., n° 181 ; A., t. 2, p. 787, 798 ; J. O. de 1871, p. 869) ; les élections municipales (I., n° 213 ; A., t. 2, p. 880 ; J. O. de 1871, p. 1046) ; les attributions des Conseils municipaux (I., n° 226 ; A., t. 3, p. 1, 18 ; J. O. de 1871, p. 1415, 4325, 4335) ; la répartition de l'impôt mobilier (I., n° 638 ; A., t. 5, an., p. 227 ; J. O. de 1871, p. 4162) ; l'application aux ventes de fonds de commerce et aux cessions de clientèles, des droits établis par la loi du 22 frimaire an VII sur l'enregistrement (I., n° 812 ; A., t. 7, p. 5, an., p. 38 ; J. O. de 1872, p. 604) ; la modification du tarif des droits de succession (I., n° 1173 ; A., t. 11, an., p. 217 ; J. O. de 1872, p. 3822). — Sa proposition ayant pour objet la levée de l'état de siège dans la ville de Lorient (Morbihan) (I., n° 2548 ; A., t. 33, an., p. 32 ; J. O. de 1874, p. 5063). = Ses rapports : sur le projet de loi tendant à autoriser le département de Seine-et-Oise à s'imposer extraordinairement pendant neuf ans pour les travaux des routes départementales et des chemins vicinaux (I., n° 1323 ; A., t. 13, an., p. 150 ; J. O. de 1872, p. 5315) ; sur le projet de loi relatif à un échange de terrains entre l'État et les Chartreux de Montrieux-le-Neuf (Var) (I., n° 1390 ; A., t. 13, an., p. 323 ; J. O. de 1872, p. 5764). = Ses observations : à propos du titre de Chef du Pouvoir exécutif de la République française conféré à M. THIERS (A., t. 1, p. 66) ; au sujet d'un amendement proposé par lui au projet de loi relatif aux Préliminaires de paix (A., t. 1, p. 123). — Sa communication à l'Assemblée sur une action engagée avec les insurgés de Paris (A., t. 2, p. 218). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 339, 372, 430, 439, 459) ; de la pétition de M. le colonel de Villenoisy sur une Enquête à faire concernant la capitulation de Metz (A., t. 3, p. 164) ; des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, sur les Conseils généraux (*Première délibération*, A., t. 3, p. 675) ; du projet de loi relatif aux échéances dans la ville de Paris (A., t. 3, p. 731) ; de l'élection de M. Ferdinand Moreau par le département de la Seine (A., t. 4, p. 86). — Adresse une question à M. le Ministre de la Guerre au sujet de l'Enquête militaire sur la capitulation de Metz (A., t. 5, p. 337, 338). — Dépose sa proposition relative à l'application des droits d'enregistrement aux ventes de fonds de commerce et aux cessions de clientèles, et en demande l'urgence (A., t. 7, p. 5 et 6). — Parle dans la discussion du projet de loi concernant les droits d'enregistrement (A., t. 8, p. 76, 84). — Obtient des congés (A., t. 8, p. 363 ; t. 30, p. 155 ; t. 38, p. 613). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi et des propositions sur l'organisation des Commissions administratives des hospices et hôpitaux civils, Établissements et Bureaux de bienfaisance (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 505, 549. *Troisième délibération*, t. 16, p. 584 à 589) ; de l'élection de M. Martin d'Auray par le département du Morbihan (A., t. 14, p. 336 à 340) ; de la proposition de MM. de Broglie et autres, relative au retablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 142, 153) ; des propositions de M. Vilfeu et de M. Th. Roussel tendant à réprimer l'ivresse publique et à combattre les progrès de l'alcoolisme (*Troisième délibération*, A., t. 15, p. 300) ; du projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 391) ; des propositions de MM. Destremx et autres et de M. Huon de Penanster, relatives à l'abrogation du décret du 28 octobre 1870 sur la Légion d'Honneur et à la modification des récompenses nationales (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 43, 61) ; du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 131) ; des propositions concernant l'électorat municipal (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 55) ; des propositions concernant l'organisation municipale (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 240 à 245, 253). — Parle à l'occasion des observations présentées par le Ministre de la Guerre sur le procès-verbal, a propos du vote de rejet de la proposition de MM. de Lamberterie et autres, relative à la mise en adjudication des débits de tabac (A., t. 37, p. 19). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'exécution du chemin de fer de grande ceinture

autour de Paris (A., t. 41, p. 445) ; du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (SEINE-ET-OISE : arrondissement de *Versailles*, A., t. 44, p. 146).

JOURNU (M.), *Député élu par le département de la Gironde.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 32). = Membre de Commissions (F., nos 14, 85, 107, 231, 275 ; M. B. de 1871, p. 58 ; J. O. de 1871, p. 1245, 1819 ; J. O. de 1872, p. 1398, 3082). = Obtient des congés (A., t. 2, p. 453 ; t. 3, p. 512 ; t. 5, p. 381 ; t. 7, p. 401 ; t. 12, p. 411). — Sa lettre annonçant sa démission (A., t. 14, p. 1).

JOUVENCEL (M. FERDINAND DE), *Député élu par le département de Seine-et-Oise.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 39). = Membre de Commissions (F., nos 41, 89 ; J. O. de 1871, p. 561, 1335). = Obtient des congés (A., t. 5, p. 2 ; t. 14, p. 59 ; t. 15, p. 437 ; t. 16, p. 357 ; t. 18, p. 77). — Lettre annonçant son décès (A., t. 18, p. 644).

JOUVENEL (M. le baron DE), *Député élu par le département de la Corrèze.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 13). = Président du 7e Bureau (F., n° 4 ; M. B. de 1871, p. 13). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 14, 72, 131, 161, 328, 360, 401, 549, 569, 601, 636, 824 ; M. B. de 1871, p. 58 ; J. O. de 1871, p. 1098, 3126, 3435 ; J. O. de 1872, p. 4725, 7229 ; J. O. de 1873, p. 524, 7921 ; J. O. de 1874, p. 611, 1699, 3636 ; J. O. de 1875, p. 5510) ; de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O. de 1871, p. 471) ; de la Commission de décentralisation (F., n° 50 ; J. O. de 1871, p. 734) ; de la Commission de permanence de 1871 (A., t. 5, p. 660) ; de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 177 ; J. O. de 1871, p. 6113) ; et de la Commission sur la prorogation pour dix ans des pouvoirs de M. le maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta (F., n° 519 ; J. O. de 1873, p. 6801). — Ses propositions tendant : à faire porter au drapeau du 88e régiment de ligne un voile noir jusqu'à ce qu'il en soit autrement décidé par l'autorité militaire (I., n° 73 ; A., t. 2, p. 60 et 86 ; J. O. de 1871, p. 385) ; à modifier la législation électorale (I., n° 435 ; A., t. 4, an., p. 455 ; J. O. de 1871, p. 2871) ; à attribuer à l'État le monopole de la vente du sel (I., n° 1286 ; A., t. 13, an., p. 54 ; J. O. de 1872, p. 4961). = Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet l'approbation de l'adjudication du chemin de fer de Clermont-Ferrand à Tulle, avec embranchement sur Vendes (I., n° 1382 ; A., t. 13, an., p. 299 ; J. O. de 1872, p. 5861, 5892, 5908). = Ses observations sur un incident soulevé dans la discussion de l'élection du général Garibaldi par le département d'Alger (A., t. 1, p. 209). — Prend part à la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 851). — Obtient des congés (A., t. 4, p. 16, 500 ; t. 14, p. 59). — Parle dans la discussion des interpellations de M. Le Royer relatives aux transports par voies ferrées (A., t. 6, p. 113). — Dépose sa proposition tendant à attribuer à l'État le monopole de la vente du sel, et en demande l'urgence (A., t. 13, p. 65, 66). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi tendant à approuver l'adjudication du chemin de fer de Clermont-Ferrand à Tulle, avec embranchement sur Vendes (A., t. 13, p. 579). — Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1873 (Travaux publics : *Réduction du personnel des Ponts-et-chaussées et des Mines*, A., t. 14, p. 361, 363, 364. *Entretien des chaussées de Paris*, p. 365. Justice : *Réduction du nombre : des Cours d'appel*, p. 401 ; *des Tribunaux de première instance*, p. 414. Affaires étrangères : *Traitements des Agents politiques et consulaires*, p. 438. Légion d'Honneur : *Traitements de la Légion d'Honneur et de la Médaille militaire*, p. 709, 711) ; du projet de loi tendant à déclarer l'utilité publique la construction d'une église à Montmartre (A., t. 19, p. 417, 418) ; du projet de loi fixant les prix de vente de

la poudre dynamite (*Deuxième délibération*, A., t. 29, p. 288.) ; du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes, et de la proposition de M. Wolowski relative à l'équilibre du Budget de 1875 (*Remboursement de l'emprunt Morgan*, A., t. 33, p. 185). — S'excuse de son absence (A., t. 44, p. 181). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie de l'Est (A., t. 44, p. 318).

JOZON (M., *Député élu par le département de Seine-et-Marne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 36). = Secrétaire : du 6e Bureau (I., n° 74 ; J. O. de 1871, p. 1116) ; du 2e Bureau (F., n° 99 ; J. O. de 1871, p. 1515 ; du 1er Bureau (F., n° 463; J. O. de 1873, p. 3220) ; et du 12e Bureau (F., n° 796 ; J. O. de 1875, p. 4340). = Membre : de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O. de 1871, p. 471) ; de diverses Commissions (F., n°s 40, 41, 51, 146, 152, 229, 301, 454, 765, 772, 796, 824, 828 ; J. O. de 1871, p. 542, 561, 750, 2985, 3155 ; J. O. de 1872, p. 1295, 3872 ; J. O. de 1873, p. 2231 ; J. O. de 1875, p. 2129, 3525, 4340, 5340, 5746) ; de la Commission des Services administratifs (F., n° 78 ; J. O. de 1871, p. 1148 ; et de la Commission de permanence de 1873 (A., t. 19, p. 406). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, relatives : à l'éligibilité des Préfets et Sous-Préfets (I., n° 18 ; A., t. 1, p. 254, et an., p. 33 ; J. O. de 1871, p. 375) ; aux règles générales applicables à toutes les élections (I., n° 113 ; A., t. 2, p. 562 ; J. O. de 1871, p. 768) ; à une formule destinée à caractériser les nouveaux impôts nécessités par la guerre contre la Prusse (I., n° 202 ; A., t. 2, p. 835 ; J. O. de 1871, p. 1014 ; aux élections municipales (I., n° 213 ; A., t. 2, p. 880 ; J. O. de 1871, p. 1046) ; aux attributions des Conseils municipaux (I., n° 226 ; A., t. 3, p. 18 ; J. O. de 1871, p. 1415, 4325, 4335 ; aux élections des Députés à l'Assemblée nationale (I., n° 588 ; A., t. 5, an., p. 158 ; J. O. de 1871, p. 3888 ; à la revision de la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés (I., n° 1348 ; A., t. 13, an., p. 224 ; J. O. de 1872, p. 5637) ; à l'impôt sur le revenu (I., n° 2229 ; A., t. 29, an., p. 319 ; J. O. de 1874, p. 1644). = Son rapport, au nom de la Commission des Services administratifs, sur le Service central du Ministère de la Justice (I., n° 627 ; A., t. 5, an., p. 299 ; J. O. de 1871, p. 4148, 4165). — Son rapport, au nom de la Commission des Marchés (affaire Giacometti) (I., n° 657 ; A., t. 5, p. 606, et an., p. 279 ; J. O. de 1871, p. 4225). — Son rapport supplémentaire sur cette même affaire (I., n° 945 ; A., t. 8, an., p. 27 ; J. O. de 1872, p. 1953). — Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser la ville d'Elbeuf (Seine-Inférieure) : 1° à emprunter 700,000 francs ; 2° à s'imposer extraordinairement ; 3° à proroger une surtaxe sur l'alcool (I., n° 666 ; A., t. 5, an., p. 288 ; J. O. de 1871, p. 4214). — Son rapport, au nom de la Commission des Services administratifs, sur les Conseils d'administration et sur l'état des employés dans les Administrations centrales (I., n° 1925 ; A., t. 19, p. 182 ; J. O. de 1873, p. 6794, 6802). = Dépose une pétition tendant à la prompte réélection des Conseils municipaux, d'arrondissement et généraux, et à la nomination des Maires par les électeurs (A., t. 2, p. 136). — Est entendu : dans la discussion de la proposition de MM. Giraud et autres, relative au vote à la commune (*Deuxième délibération*, A., t. 2, p. 219 à 224, 226) ; sur la prise en considération de la proposition de MM. Lamy et autres, relative à la revision des Services publics (A., t. 2, p. 740). — Sa motion tendant à ajourner la nomination de la Commission chargée d'examiner la proposition de MM. de Broglie et autres, relative à la formation des listes électorales municipales (A., t. 2, p. 803). — Ses observations sur la demande de renvoi de cette proposition à la Commission chargée d'examiner la loi électorale (A., t. 2, p. 888). — Sa motion tendant à ajourner la discussion de l'abrogation des lois d'exil et de la validation de l'élection des princes d'Orléans (A., t. 3, p. 289). — Parle : sur la prise en considération de sa proposition relative aux élections municipales (A., t. 3, p. 476) ; dans la discussion : du projet de loi sur le rétablissement du cautionnement des journaux (A., t. 3, p. 774) ; des propositions de

J

JACOB (M.), *Commissaire de police de la ville de Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 769, 770).

JACQUES (M.), *Député élu par le département d'Oran.*

Parle dans la discussion de son élection (A., t. 4, p. 639, 640). — Son élection est annulée (A., t. 4, p. 641). = *Réélu par le même département.* — Son élection est validée (A., t. 7, p. 170). = Membre de Commissions (F., nos 125, 218, 225, 475, 644, 658; J. O. de 1871, p. 2333; J. O. de 1872, p. 975, 1177; J. O. de 1873, p. 3722; J. O. de 1874, p. 3888, 4360). = Demande la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la nomination du Conseil général d'Alger et à la composition des Conseils généraux de l'Algérie (A., t. 14, p. 38). — Est entendu dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 14, p. 169 à 173); du Budget de l'Exercice 1875 (Justice : *Suppression du Conseil de droit musulman à Alger*, A., t. 33, p. 350); des propositions de M. de Lavergne et de M. Crémieux relatives au régime de l'Algérie (*Deuxième délibération*, A., t. 35, p. 239 à 242, 261, 270); du Budget de l'Exercice 1876 (Justice : *Suppression du Conseil de droit musulman à Alger*, A., t. 40, p. 177, 179); du projet de loi relatif aux conditions du service militaire pour les Français domiciliés en Algérie (A., t. 42, p. 12 à 20, 27, 30, 31, 33, 34, 35); du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 448).

JACQUINÉ (M.).

Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre lui et l'État, dans le département de Meurthe-et-Moselle, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 32.

JAFFRÉ (M. l'abbé), *Député élu par le département du Morbihan.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 20). = Membre de Commissions (F., nos 76, 85, 188, 544; J. O. de 1871, p. 1128, 1245; J. O. de 1872, p. 89; J. O. de 1873, p. 7732).

JAILLANT (M.), *Directeur général des Prisons au Ministère de l'Intérieur.*

Membre adjoint de la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (F., n° 293; J. O. de 1872, p. 3644). — Sa déposition devant cette Commission (A., t. 45, p. 10 à 23). — Ses observations en réponse : au rapport de M. Desportes sur les Maisons centrales (p. 176 à 180); aux rapports de M. Bérenger : sur les Pénitenciers corses (p. 181 à 186); sur l'organisation des prisons de la Seine (p. 355 à 361).

JAMME (M.), *Député élu par le département du Tarn.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 24). = Membre de Commissions (F., nos 75, 107, 140, 178, 215, 325, 393, 450, 509, 541, 627, 674, 762, 796, 824, 865; J. O. de 1871, p. 1124, 1819, 2785, 5137; J. O. de 1872, p. 889, 4633; J. O. de 1873, p. 280, 2113, 4945, 7729; J. O. de 1874, p. 3307, 4933; J. O. de 1875, p. 2037, 4340, 5510, 10118). = S'excuse de son absence (A., t. 2, p. 49). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 15, p. 629; t. 33, p. 378; t. 41, p. 431; t. 44, p. 395). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession définitive de plusieurs chemins de fer concédés à titre éventuel, et à l'adjudication de plusieurs che-

mins de fer classés et non concédés (A., t. 30, p. 560).

JANZÉ (M. le baron DE), *Député élu par le département des Côtes-du-Nord.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 7). = Membre de Commissions (F., nos 476, 562, 674; J. O. de 1873, p. 3750; J. O. de 1874, p. 351, 4933). = Ses propositions relatives : au rôle éventuel des Présidents des Commissions départementales et des Conseils généraux (I., n° 420 ; A., t. 4, p. 308; J. O. de 1871, p. 2837); à la suppression des retenues obligatoires (I., n° 697; A., t. 6, an., p. 167; J. O. de 1871, p. 5365). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet d'autoriser le département des Côtes-du-Nord à maintenir à seize le nombre de ses centimes extraordinaires (I., n° 708; A., t. 6, an., p. 171; J. O. de 1871, p. 5366). — Sa proposition relative à des États à dresser pour le personnel des divers Ministères (I., n° 840; A., t. 7, an., p. 79; J. O. de 1872, p. 865). — Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, relatives : à l'établissement, à Paris, d'une cinquième Section du Conseil des Prud'hommes, ayant pour mission de statuer sur les différends qui pourront s'élever entre les ouvriers employés par les Compagnies des chemins de fer et les Comités de direction de ces Compagnies (I., n° 886 (rectifié); A., t. 7, p. 477, an., p. 164; J. O. de 1872, p. 1330, 1373); au dépôt sur le bureau de l'Assemblée, à l'impression et à la distribution des rapports sur les élections partielles (I., n° 946; A., t. 8, p. 132, an., p. 29; J. O. de 1872, p. 1686); au rachat par l'État de l'ensemble des concessions de la Compagnie de l'Est (I., n° 1585; A., t. 15, an., p. 211; J. O. de 1873, p. 1182). — Ses propositions ayant pour objet : les fonctionnaires Députés (nouvelle rédaction) (I., n° 2044 (rectifié); A., t. 28, an., p. 25; J. O. de 1873, p. 7257, 7321); les moyens de faciliter l'exercice du contrôle législatif (I., n° 2536; A., t. 33, an., p. 47; J. O. de 1874, p. 4990). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à la déclaration d'utilité publique pour les chemins de fer d'embranchement de moins de 20 kilomètres de longueur (I., n° 3093; A., t. 38, p. 544, an., p. 241; J. O. de 1875, p. 1401). = Prend part à la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 545, 557); du projet de loi portant augmentation des impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 137, 138, 143, 308). — Dépose sa proposition tendant à autoriser le département des Côtes-du-Nord à maintenir à seize le nombre de ses centimes extraordinaires, et en demande l'urgence (A., t. 6, p. 97). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant l'impôt sur les revenus (A., t. 6, p. 387). — Dépose sa proposition relative à la création d'une 5e Section du Conseil des Prud'hommes pour les ouvriers de chemins de fer, et en demande l'urgence (A., t. 7, p. 477). — Sa question à M. le Ministre des Finances au sujet de sa proposition tendant à la publication des États du personnel des différents Ministères (A., t. 8, p. 1, 2). — Prend part à la discussion du Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1872 (*Discussion générale*, A., t. 8, p. 364, 368). — Parle : sur la prise en considération de sa proposition relative à l'impression des rapports sur les élections partielles (A., t. 11, p. 69, 72); dans la discussion : du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 94, 344); du Budget de l'Exercice 1873 (Services généraux des Ministères : *Administrations centrales*, A., t. 14, p. 343, 345. Finances : *Réunion du service des Tabacs à celui des Contributions indirectes, et retour au Ministère de la Guerre de la fabrication des poudres de mine, de chasse et de commerce*, A., t. 14, p. 633 à 637). — Obtient des congés (A., t. 15, p. 148; t. 19, p. 178). — Demande le renvoi de sa proposition relative au rachat par l'État de l'ensemble des concessions de la Compagnie de l'Est, à la Commission chargée d'un projet de loi analogue (A., t. 16, p. 3). — Parle : sur l'incident soulevé à la suite de la démission par M. Jules Grévy des fonctions de la Présidence (A., t. 17, p. 227); dans la discussion du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la

concession à la Compagnie de l'Est de nouvelles lignes de chemins de fer (A., t. 18, p. 93, *rectification*, p. 101; 115, 127, 240, 297 à 302, 397). — Donne lecture d'une proposition portant interdiction aux officiers de terre et de mer, Députés, de conserver ou d'accepter des commandements militaires, et en demande l'urgence (A., t. 27, p. 203). — Déclare retirer sa proposition (A., t. 27, p. 204). — Est entendu : au sujet de l'ordre proposé par la Commission du Budget pour la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (A., t. 28, p. 153, 154); dans la discussion : de ce Budget (Instruction publique : *Institution des Sous-Secrétaires d'État*, A., t. 28, p. 272 à 275. Finances : *Emploi de Directeur à l'Administration centrale*, p. 441); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le même Budget (*Incident relatif à l'ordre de la discussion*, A., t. 29, p. 515, 516. *Émission des Bons du Trésor*, t. 30, p. 367). — S'excuse de son absence (A., t. 29, p. 601). — Parle : sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi de crédit applicable au traitement du nouveau Sous-Secrétaire d'État du Ministère de l'Instruction publique (A., t. 30, p. 420); dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 30, p. 529, 532). — Donne lecture de sa proposition tendant à soumettre à une loi la déclaration d'utilité publique pour les chemins de fer d'embranchement de moins de 20 kilomètres, et en développe l'urgence (A., t. 38, p. 544, 566). — Est entendu dans la discussion : de cette proposition (*Première délibération*, A., t. 43, p. 31 à 34. *Deuxième délibération*, p. 273); de l'élection de M. l'amiral de Kerjégu par le département des Côtes-du-Nord (A., t. 39, p. 141 à 147); du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A., t. 44, p. 207).

JAUBERT (M. le comte), *Député élu par le département du Cher.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 13). = Président : du 14e Bureau (F., n° 4 ; M. B. de 1871, p. 13) ; du 7e Bureau (F., n° 99 ; J. O. de 1871, p. 1545) ; du 14e Bureau renouvelé (F., n° 215 ; J. O. de 1872, p. 889) ; du 6e Bureau (F., n° 241 ; J. O. de 1872, p. 1649) ; du 4e Bureau (F., n° 264 ; J. O. de 1872, p. 2757) ; du 2e Bureau (F., n° 353 ; J. O. de 1872, p. 7007) ; du 6e Bureau (F., n° 463 ; J. O. de 1873, p. 3220) ; du 11e Bureau (F., n° 486 ; J. O. de 1873, p 4107) ; du 2e Bureau (F., n° 509 ; J. O. de 1873, p. 4945) ; et du même Bureau renouvelé (F., n° 541 ; J. O. de 1873, p. 7729). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 23, 58, 68, 73, 76, 81, 129, 136, 151, 269, 438, 547, 544, 544 ; J. O. de 1871, p. 251, 867, 1013, 1111, 1128, 1188, 2443, 2641, 3126 ; J. O. de 1872, p. 2909 ; J. O. de 1873, p. 1710, 6751, 7729, 7732) ; de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275 ; J. O. de 1872, p. 3082) ; et de la Commission de décentralisation (F., n° 481 ; J. O. de 1873, p. 3943). = Ses propositions ayant pour objet : la reconstruction de la maison de M. Thiers (I., n° 229 ; A., t. 3, p. 30, 31 ; J. O. de 1871, p. 1184) ; les étrangers non naturalisés (I., n° 322 ; A., t. 3, p. 439 ; J. O. de 1871, p. 1598) ; la liberté de l'Enseignement supérieur (I., n° 434 ; A., t. 4, p. 349, an., p. 153 ; J. O. de 1871, p. 2838) ; les délits d'offense commis par des Représentants envers l'Assemblée nationale (I., n° 953 ; A., t. 8, p. 182, an., p. 36 ; J. O. de 1872, p. 1734) ; les permis de séjour accordés aux étrangers non naturalisés en France (I., n° 1062 ; A., t. 10, an., p. 49 ; J. O. de 1872, p. 2379) ; la modification du paragraphe 1er de l'art. 9 du Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 1655 ; A., t. 16, an., p. 118 ; J. O. de 1873, p. 1882) ; la répression des délits d'offense commis par des Députés envers l'Assemblée nationale (I., n° 1785 ; A., t. 18, p. 10, an., p. 70 ; J. O. de 1873, p. 3393). = Est entendu : dans la discussion des élections de Vaucluse (A., t. 1, p. 188, 189) ; sur les ordres du jour proposés à la suite des communications relatives à la situation de Paris (A., t. 2, p. 46) ; sur la demande de réunion immédiate dans les Bureaux pour la nomination de la Commission chargée d'examiner le projet de loi concernant les élections municipales (A., t. 2, p. 54) ; dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 2,

p. 380, 414, 439, 456, 457, 458) ; au sujet du service funèbre annoncé pour les soldats morts pendant la guerre (A., t. 2, p. 135) ; sur la prise en considération de la proposition de MM. de Talhoüet et autres, tendant à la nomination d'une Commission de décentralisation (A., t. 2, p. 330) ; dans la discussion : du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 672) ; du projet de loi sur l'inaliénabilité des propriétés publiques ou privées, saisies ou soustraites à Paris depuis le 18 mars 1871 (A., t. 2, p. 924). — Donne lecture de sa proposition relative à la reconstruction de la maison de M. Thiers aux frais de l'État (A., t. 3, p. 30). — Demande le renvoi du rapport de M. de Champvallier sur l'état des routes, à la Commission de décentralisation et à la Commission du Budget (A., t. 3, p. 134, 204). — Donne lecture de sa proposition relative aux passeports et aux permis de séjour pour les étrangers non naturalisés (A., t. 3, p. 420). — Parle : à propos du dépôt du rapport de la Commission d'initiative sur cette proposition (A., t. 3, p. 621) ; sur la prise en considération de la même proposition (A., t. 3, p. 803 à 806, 808, 809, 810). — Déclare la retirer (A., t. 3, p. 810). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de MM. Haëntjens et autres, relative à la nomination d'une Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 3, p. 463) ; du projet de loi sur le cautionnement des journaux et écrits périodiques (A., t. 3, p. 722, 762, 784, 791). — Dépose un projet de Résolution au sujet d'un fait du Service intérieur de l'Assemblée, concernant l'un des Questeurs (A., t. 4, p. 36 à 38). — Obtient des congés (A., t. 4, p. 57 ; t. 6, p. 24 ; t. 15, p. 3, 527 ; t. 30, p. 61). — Ses observations à propos de la demande d'ajournement de la proposition de MM. Claude (Meurthe) et autres, relative aux contributions de guerre, réquisitions et dommages causés par l'invasion (A., t. 4, p. 333). — Dépose sa proposition sur la liberté de l'Enseignement supérieur, et en demande l'urgence (A., t. 4, p. 349). — Ses observations : sur deux demandes d'ajournement de la première délibération sur cette proposition (A., t. 27, p. 52 ; t. 28, p. 45) ; sur la mise à l'ordre du jour de sa proposition (A., t. 27, p. 220, 221). — Prend part à la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 418 à 422, 423, 424, 520) ; du projet de loi concernant des augmentations d'impôts et des impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 610 ; t. 5, p. 80, 82). — Parle : au sujet de la question de M. Monnet concernant un discours prononcé à la distribution des prix des Écoles communales de Lyon (A., t. 5, p. 41, 43, 44) ; dans la discussion des propositions de MM. Emmanuel Arago, Bérenger et autres, relatives au mode de nomination et à la mise à la retraite des magistrats (*Deuxième délibération*, A., t. 8, p. 151) ; sur la demande d'ajournement du projet de loi tendant à établir des peines contre les affiliés à l'Internationale (A., t. 8, p. 158) ; dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 8, p. 239, 245, 304). — Donne lecture de sa proposition relative à la répression des délits d'offense commis par des Représentants envers l'Assemblée nationale (A., t. 8, p. 182). — Est entendu : sur la prise en considération de cette proposition (A., t. 11, p. 551) ; à propos d'un incident soulevé dans la discussion de la proposition de M. le général Ducrot relative à la poursuite des journaux *l'Indépendant des Pyrénées-Orientales* et *la Constitution* (A., t. 8, p. 273, 281, 283) ; dans la discussion : du Budget du Ministère de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts pour l'Exercice 1872 (Instruction publique : *Régime intérieur de l'Institut*, A., t. 8, p. 418. *Continuation de la publication des œuvres de Borghesi*, p. 419. *Création d'un Lycée à Belfort*, p. 423. Beaux-Arts : *Subventions aux Théâtres nationaux*, p. 441, 449) ; du Budget du Ministère des Affaires étrangères pour le même Exercice (*Passeports pour les étrangers*, A., t. 8, p. 469, 470) ; du Budget du Ministère de l'Intérieur pour le même Exercice (*Permis de séjour pour les étrangers*, A., t. 8, p. 598). — Donne lecture de sa proposition relative aux permis de séjour pour les étrangers (A., t. 8, p. 628). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les exemptions en matière de passeports accordées

aux étrangers de certaines nationalités (A., t. 11, p. 1, 2). — Développe ses interpellations (A., t. 11, p. 90, 94, 95, 96). — Parle : sur le procès-verbal, à propos de la reproduction des interruptions par le *Compte-rendu* (A., t. 11, p. 9) ; à propos de la demande d'interpellations déposée par M. Fournier sur l'agitation provoquée dans le Cher à l'occasion de la publication d'un document parlementaire par le Préfet de ce département (A., t. 11, p. 131). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 171) ; du projet de loi relatif à la Convention postale avec l'Empire d'Allemagne (A., t. 11, p. 348). — Ses observations sur les heures d'ouverture et de clôture et sur la durée des séances (A., t. 12, p. 323, 324, 339). — Demande l'urgence sur les propositions de M. Mortimer-Ternaux et de M. d'Aboville concernant la publicité des travaux de l'Assemblée et la rédaction d'un *Compte-rendu* obligatoire pour les journaux (A., t. 12, p. 411). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 484, 486. *Troisième délibération*, t. 13, p. 362, 388) ; sur un rappel au Règlement, à propos de la discussion du projet de loi relatif à l'établissement d'un impôt sur les créances hypothécaires (A., t. 12, p. 576 à 578) ; dans la discussion : du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 13, p. 97, 103) ; du projet de Résolution relatif à la prorogation de l'Assemblée nationale, du 4 août au 11 novembre 1872 (A., t. 13, p. 532) ; du projet de loi tendant à approuver l'adjudication du chemin de fer de Clermond-Ferrand à Tulle, avec embranchement sur Vendes (A., t. 13, p. 580) ; des interpellations de M. le général Changarnier au sujet des voyages de M. Gambetta en Savoie et en Dauphiné, pendant les vacances parlementaires (A., t. 14, p. 96, 98) ; du projet de loi tendant à modifier la formation du Jury en matière criminelle (A., t. 14, p. 140) ; du projet de loi relatif aux biens de la Famille d'Orléans (*Deuxième délibération*, A., t. 14, p. 194, 218). — Sa lettre au sujet du vote qu'il aurait émis, s'il eut été présent, dans la discussion des pétitions relatives à la dissolution de l'Assemblée nationale (A., t. 14, p. 605). — Parle dans la discussion du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 334). — Donne lecture de sa proposition tendant à modifier l'art. 9 du Règlement relatif au tirage au sort des Bureaux (A., t. 16, p. 397). — Est entendu : dans la discussion : du projet de loi de crédit applicable aux dépenses de police de l'agglomération Lyonnaise (A., t. 16, p. 450) ; du projet de loi ayant pour objet de régler la condition des déportés à la Nouvelle-Calédonie (A., t. 16, p. 584) ; sur l'urgence de la proposition de M. Rouveure tendant à proroger les séances de l'Assemblée nationale du 29 mars au 12 mai 1873 (A., t. 17, p. 24) ; sur des incidents relatifs : à la question de la lecture et de l'impression du rapport sur les pétitions : 1° du prince Napoléon ; 2° d'électeurs d'Ajaccio (A., t. 17, p. 58) ; à la mise à l'ordre du jour du projet de loi sur l'organisation municipale de la ville de Lyon (A., t. 17, p. 94) ; à la continuation de la discussion de ce projet de loi (A., t. 17, p. 228, 229). — Ses observations au sujet de l'inexécution de la Résolution de l'Assemblée qui invite le Bureau à faire mettre les *Comptes-rendus sténographique et analytique* à la disposition de la presse (A., t. 18, p. 10). — Reprend son ancienne proposition relative à la répression des offenses commises par des Députés envers l'Assemblée nationale (A., t. 18, p. 10). — Déclare retirer sa proposition (A., t. 18, p. 163, 164). — Est entendu : sur l'élection de M. Turigny par le département de la Nièvre (A., t. 18, p. 596, 597) ; sur l'urgence du projet de loi tendant à conférer à la Commission de permanence le droit d'autoriser la poursuite des délits d'offense commis contre l'Assemblée nationale pendant sa prorogation (A., t. 19, p. 154) ; sur la question de renvoi de la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation pour dix ans des pouvoirs du Maréchal de Mac-Mahon, à la Commission qui sera chargée de l'examen des Lois Constitutionnelles (A., t. 27, p. 18) ; sur un incident relatif aux inconvénients de l'encombrement des abords de la tribune pendant les discours des orateurs (A., t. 27, p. 24) ; dans la discussion : du projet de loi ayant pour objet de fixer le prix de vente

de la poudre dynamite (*Deuxième délibération*, A., t. 27, p. 97) ; sur l'urgence de la proposition de M. Philippoteaux tendant à déclarer inéligibles à l'Assemblée nationale tous les militaires et marins en activité de service (A., t. 27, p. 98, 100). — Demande le renvoi à la Commission de l'armée de cette proposition (A., t. 28, p. 36). — Présente, comme *Président de la Commission* chargée de proposer les candidatures, la liste des candidats à la place de Conseiller d'État vacante par le décès de M. Odilon Barrot (A., t. 28, p. 357, et an., p. 261). — Prend part à la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Instruction publique : *Rétablissement de la Chaire de botanique au Muséum*, A., t. 28, p. 284, 285). — Son décès est annoncé à l'Assemblée (A., t. 35, p. 51).

JAURÉGUIBERRY (M. l'amiral), *Député élu par les départements des Basses-Pyrénées et du Var.*

Son élection pour les Basses-Pyrénées est validée (A., t. 1, p. 20). — Est déclaré élu pour le Var, au lieu et place de M. Clément Laurier (A., t. 1, p. 174). — Lettre par laquelle il déclare opter pour le département des Basses-Pyrénées (A., t. 1, p. 223). = Président du 9e Bureau (F., n° 51 ; J. O. de 1871, p. 750). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 6, 23, 56, 64, 68 ; M. B., p. 18 ; J. O. de 1871, p. 251, 845, 952, 1013) ; des deux Commissions ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale : 1° sur l'état des forces militaires de la France ; 2° sur l'état de la Marine (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et de la Commission des Quinze (F., n° 20 ; M. B. de 1871, p. 201). = Son rapport sur l'état des forces militaires de la France (I., n° 58 ; A., t. 1, p. 300, et an., p. 50 ; J. O. de 1871, p. 862). = Son rapport sur les élections d'Indre-et-Loire (A., t. 1, p. 15). — Annonce à l'Assemblée la délivrance de M. le général Chanzy, retenu prisonnier par les insurgés de Paris (A., t. 2, p. 138). — Demande la mise à l'ordre du jour de l'armée, de la Résolution adoptée, sur l'initiative de M. d'Audiffret-Pasquier, au sujet des obsèques de MM. les généraux Besson et Péchot (A., t. 2, p. 364). — Dépose, au nom de M. de Bastard, le rapport sur la proposition de M. de Mornay relative au recrutement et à la réorganisation de l'armée (A., t. 2, p. 836). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 200, 614). — Lettre par laquelle il adresse sa démission au Président de l'Assemblée (A., t. 6, p. 3). = Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 436 à 449).

JAURÈS (M. l'amiral), *Député élu par le département du Tarn.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 59). = Président du 11e Bureau (F., n° 486 ; J. O. de 1873, p. 4107). = Membre de Commissions (F., n°s 117, 125, 129, 144, 178, 211, 231, 269, 339, 419, 488, 517, 531, 575, 686, 707, 739, 772, 810 ; J. O. de 1871, p. 2086, 2333, 2443, 2929, 3137 ; J. O. de 1872, p. 765, 1398, 2909, 5057 ; J. O. de 1873, p. 1080, 4177, 6751, 7256 ; J. O. de 1874, p. 809, 5848, 8333 ; J. O. de 1875, p. 971, 3525, 4874). = Ses rapports : sur la proposition de MM. Hervé de Saisy et autres, ayant pour objet l'envoi et le traitement aux frais de l'État, dans les Établissements d'eaux minérales désignés à cet effet, des anciens militaires et marins, ainsi que de leurs assimilés, dont les blessures et les infirmités contractées au service nécessitent l'application de cette mesure (I., n° 1851 ; A., t. 19, an., p. 32 ; J. O. de 1873, p. 4721) ; sur la proposition de M. Eugène Farcy ayant pour objet de prévenir les accidents et les collisions en mer (I., n° 2445 ; A., t. 32, an., p. 41 ; J. O. de 1874, p. 4685) ; sur le projet de loi portant approbation d'un Traité conclu à Saïgon, le 15 mars 1874, entre la France et le royaume d'Annam (I., n° 2664 ; A., t. 34, an., p. 140 ; J. O. de 1874, p. 6003) ; sur le projet de loi ayant pour but de faire porter aux deux tiers des extinctions survenues parmi les personnes décorées de la Médaille militaire, au lieu de la moitié, la proportion des nominations nouvelles fixée par la loi du 25 juillet 1873 (I., n° 2801 ; A., t. 35, p. 376 ; J. O. de 1875, p. 403) ; sur le projet de loi portant approbation du Traité de commerce conclu à Saïgon, le 31 août 1874, entre la France et le royaume d'Annam (I., n° 3142 ; A., t. 39, an., p. 172 ; J. O. de 1875, p. 6474). = Ses observa-

tions sur la communication de M. Dahirel au sujet du partage des voix dans le 2e Bureau, pour l'examen des élections du 2 juillet 1871 dans les Bouches-du-Rhône (A., t. 4, p. 426). — Prend part à la discussion : de la proposition de M. Princeteau relative à l'interdiction de toutes fonctions publiques salariées aux membres de l'Assemblée nationale (*Deuxième délibération*, A., t. 6, p. 410, 418) ; du Budget du Ministère de la Marine et des Colonies pour l'Exercice 1872 (*Réduction des cadres de la Marine*, A., t. 8, p. 586) ; des interpellations de M. le général Changarnier au sujet des voyages de M. Gambetta en Savoie et en Dauphiné, pendant les vacances parlementaires (A., t. 14, p. 97, 99) ; de la proposition de MM. de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 216). — Ses explications, en qualité de Président du 7e Bureau, au sujet d'un incident relatif à la réunion de ce Bureau sur sa convocation, nonobstant l'ordre du jour fixé par l'Assemblée (A., t. 16, p. 324). — Ses observations : sur un incident personnel, en réponse à M. Dahirel au sujet de la demande d'ajournement de la proposition de M. Tirard sur les tarifs douaniers (A., t. 16, p. 550, 554) ; en qualité de Rapporteur, dans la discussion de la proposition de MM. Hervé de Saisy et autres, relative à l'envoi aux eaux, aux frais de l'État, des anciens militaires et marins blessés au service (A., t. 19, p. 144, 145). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif à l'organisation de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 200, 257) ; sur la question de M. Limperani au sujet des moyens de prévenir les sinistres provenant en mer de la rencontre des bâtiments (A., t. 28, p. 78) ; dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Affaires étrangères : *Création d'un Congrès international sur les moyens d'empêcher les collisions en mer*, A., t. 28, p. 211, 213. Marine : *Réponse aux critiques du Rapport*, p. 236) ; du projet de loi relatif au Compte de liquidation (A., t. 30, p. 489, 504) ; en qualité de Rapporteur, dans la discussion de la proposition de M. Farcy tendant à prévenir les accidents et les collisions en mer (*Première délibération*, A., t. 32, p. 398). — Prend part à la discussion : de la proposition de M. le général Chareton relative aux améliorations à apporter à la position des sous-officiers (A., t. 33, p. 38, 42, 46) ; du Budget de l'Exercice 1875 (Marine : *Rétablissement de la Division navale du Levant*, A., t. 33, p. 374). — Demande, en qualité de Rapporteur : la mise à l'ordre du jour du projet de loi portant approbation du Traité conclu à Saïgon, le 15 mars 1874, entre la France et le royaume d'Annam (A., t. 34, p. 197) ; la déclaration d'urgence de ce projet de loi (A., t. 34, p. 222). — Parle dans la discussion : du même projet de loi (A., t. 34, p. 229) ; du projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 92, 97). — Dépose le rapport sur le projet de loi portant approbation du Traité de commerce conclu à Saïgon, le 31 août 1874, entre la France et le royaume d'Annam, et en demande l'urgence (A., t. 39, p. 372). — Demande la mise à l'ordre du jour de ce projet de loi (A., t. 39, p. 425). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. Guichard et du projet de loi concernant les Conventions postales entre l'État et la Compagnie des Messageries maritimes (A., t. 41, p. 259, 347) ; du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession de diverses lignes de chemins de fer à la Compagnie du Midi (*Deuxième délibération*, A., t. 43, p. 96). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 259).

JAVAL (M. Léopold), *Député élu par le département de l'Yonne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 42). = Membre de Commissions (F., nos 146, 218, 225 ; J. O. de 1871, p. 2985 ; J. O. de 1872, p. 975, 1177). = Ses observations au sujet de la proposition de MM. Guichard et Raudot relative à la nomination immédiate d'une Commission de Finances (A., t. 1, p. 140, 141). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur les Conseils municipaux (A., t. 2, p. 338) ; du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 590) ; du projet de loi sur le rétablissement du cautionnement des journaux (A., t. 3, p. 779, 782). — Adressé

une question au Ministre de la Guerre sur les dispositions prises pour hâter le jugement des insurgés du 18 mars 1871 (A., t. 5, p. 608, 609). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à un impôt sur les revenus (*Impôt sur les valeurs mobilières*, A., t. 6, p. 467). — Demande l'ajournement de la discussion sur les propositions de MM. Raoul Duval et Johnston relatives à la dénonciation des Traités de commerce (A., t. 7, p. 261). — Parle dans la discussion : du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 299, 300); des interpellations de M. de Guiraud sur la démission de M. Pouyer-Quertier en qualité de Ministre des Finances (A., t. 8, p. 255). — Son décès est annoncé à l'Assemblée (A., t. 8, p. 611).

JOCTEUR-MONROZIER (M.), *Député élu par le département de l'Isère.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 17). = Membre de Commissions (F., nos 99, 218, 229, 405, 744; J. O. de 1871, p. 1545; J. O. de 1872, p. 975, 1295; J. O. de 1873, p. 653; J. O. de 1875, p. 1275). = Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Valence (Drôme) à emprunter une somme de 450,000 fr. (I., n° 2945; A., t. 37, an., p. 124; J. O. de 1875, p. 2235). = Obtient des congés (A., t. 12, p. 411; t. 13, p. 330). — Déclare, à l'occasion de la lecture du procès-verbal, avoir voté contre l'urgence de la proposition de M. Casimir Périer ayant pour objet de fixer à la Commission des Lois Constitutionnelles la base de ses travaux (A., t. 32, p. 205).

JOHNSTON (M.), *Député élu par le département de la Gironde.*

Ses observations sur l'absence du dossier électoral de son département (A., t. 1, p. 22). — Son élection est validée (A., t. 1, p. 32). = Secrétaire : du 7e Bureau (F., n° 4; M. B. de 1871, p. 13); et du 1er Bureau (F., n° 353; J. O. de 1872, p. 7007). — Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 203); de la Commission de décentralisation (F., n° 50; J. O. de 1871, p. 734); de diverses Commissions (F., nos 68, 130, 204, 359, 505, 607, 636; J. O. de 1871, p. 1013, 2466; J. O. de 1872, p. 545, 7197; J. O. de 1873, p. 4819; J. O. de 1874, p. 1881, 3636); et de la Commission du Budget de 1873 (F., n° 297; J. O. de 1872, p. 3767). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à fixer le chiffre du contingent de la classe de 1870, afin d'assurer aux jeunes gens de cette classe le bénéfice de bons numéros (I., n° 343; A., t. 3, p. 573; J. O. de 1871, p. 1721). — Sa proposition ayant pour objet la nomination d'une Commission de quinze membres chargée d'examiner s'il y a lieu d'apporter des modifications aux Traités de commerce et de les dénoncer (I., n° 768; A., t. 6, p. 384, an., p. 286; J. O. de 1872, p. 385). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative aux admissions temporaires en franchise (I., n° 1226; A., t. 12, an., p. 45; J. O. de 1872, p. 4328). = Son rapport sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture et du Commerce un crédit de 50,000 fr., sur l'Exercice 1873, pour dépenses concernant la fabrication des étalons métriques internationaux (I., n° 1708; A., t. 17, an., p. 12; J. O. de 1873, p. 2451). = Est élu *Secrétaire de l'Assemblée* (A., t. 1, p. 58). — Répond, en qualité de Député de la Gironde, aux remerciements adressés par le Président de l'Assemblée à la ville de Bordeaux pour son accueil et son hospitalité (A., t. 1, p. 308). — Adresse une question au Ministre de la Justice au sujet d'articles publiés dans *le Vengeur* et dans *le Rappel* par MM. Millière et Lockroy, Députés (A., t. 2, p. 237). — Prend part à la discussion du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 632, 633, 658). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 3, p. 39). — Est entendu : sur un incident relatif à la Révolution du 4 septembre 1870, soulevé dans la discussion des interpellations de M. le général Ducrot sur les élections municipales de la Nièvre (A., t. 3, p. 189); au sujet de l'urgence demandée par la Commission du Budget sur le projet de loi relatif au nouveau régime des Douanes en France (A., t. 3, p. 866); dans la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 571, 572). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 4, p.

656; t. 6, p. 6). — Parle sur la prise en considération de la proposition de MM. Bonnet et autres, relative à la nomination de deux Commissions d'Enquête sur les Traités de Commerce et sur la Marine marchande (A., t. 6, p. 38). — Dépose sa proposition relative à la dénonciation des Traités de commerce, et en demande l'urgence (A., t. 6, p. 384, 385). — Prend part à la discussion : de cette proposition et de la proposition analogue de M. Raoul Duval (A., t. 7, p. 348, 360); du projet de loi concernant l'impôt sur les matières premières (A., t. 7, p. 6, 9); du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 117, 188). — Obtient des congés (A., t. 7, p. 525; t. 15, p. 527; t. 28, p. 51; t. 32, p. 208). — Adresse une question au Ministre des Affaires étrangères au sujet de la dénonciation du Traité de commerce avec l'Angleterre (A., t. 8, p. 402). — Dépose sa proposition relative au régime des admissions temporaires en franchise de droits, et en demande l'urgence (A., t. 12, p. 369). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 12, p. 685, 687, 734); du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 339, 378, 379); du Budget de l'Exercice 1873 (Instruction publique : *Incident relatif à la nomination d'un Inspecteur primaire à Paris*, A., t. 14, p. 647, 648. Impôts autorisés : *Suppression des surtaxes de pavillon*, p. 659); de la proposition de MM. de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 184). — Dépose une demande d'interpellations au sujet de la Circulaire du Ministre de l'Instruction publique du 27 septembre 1872, sur les réformes à apporter dans l'Enseignement secondaire (A., t. 15, p. 184). — Parle dans la discussion : de ses interpellations (A., t. 15, p. 231, 249); du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 443, 444). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 854 à 860). — Sa motion tendant à la suspension de la séance, à l'effet d'attendre la lecture du rapport de la Commission chargée d'examiner la proposition de MM. le général Changarnier et autres, sur la prorogation pour dix ans des pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 104, 109). — Est entendu dans la discussion des interpellations de M. Lucien Brun sur les motifs de la suspension du journal *l'Union* (A., t. 33, p. 12, 13).

JOIGNEAUX (M.), *Député élu par les départements de la Côte-d'Or et de la Seine.*

Ses observations sur l'absence du dossier électoral de la Côte-d'Or (A., t. 1, p. 13, 14). — Son élection est validée : pour ce département (A., t. 1, p. 33); pour celui de la Seine (A., t. 1, p. 47). — Lettre par laquelle il déclare opter pour la Côte-d'Or (A., t. 1, p. 60). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture en France (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 210); et de diverses Commissions (F., n°s 140, 251, 309, 440, 454, 607, 707, 744, 756, 769, 842; J. O. de 1871, p. 2785; J. O. de 1872, p. 1978, 4118; J. O. de 1873, p. 1769, 2231; J. O. de 1874, p. 1881, 8333; J. O. de 1875, p. 1275, 1817, 3405, 9073). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à la création d'une École nationale de jardinage au potager de Versailles (I., n° 1260; A., t. 12, an., p. 110; J. O. de 1872, p. 4705). = Son rapport sur les pétitions d'un grand nombre d'horticulteurs pépiniéristes, appelant l'attention de l'Assemblée nationale sur le décret du 14 août 1875 qui prohibe l'importation des arbres fruitiers et autres en Algérie (I., n° 3420; A., t. 42, p. 221, an., p. 137; J. O. de 1875, p. 7986). = Obtient des congés (A., t. 6, p. 123, 345, 461; t. 7, p. 401; t. 8, p. 21, 645; t. 13, p. 200; t. 19, p. 7; t. 28, p. 199; t. 29, p. 42). — Prend part à la discussion du Budget de l'Exercice 1876 (Agriculture et Commerce : *Augmentation du prix et du nombre des bourses à l'École d'horticulture de Versailles*, A., t. 41, p. 244).

JOINVILLE (M. le prince DE), *Député élu par les départements de la Manche et de la Haute-Marne.*

La validation de son élection est ajournée : pour la Manche (A., t. 1, p. 48);

pour la Haute-Marne (A., t. 1, p. 41). — Sa double élection est validée, au scrutin public (A., t. 3, p. 308). — Lettre par laquelle il déclare opter pour la Haute-Marne (A., t. 3, p. 336). = Demande d'interpellations sur sa non-présence à l'Assemblée, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. INTERPELLATIONS, n° 14.

JOLY (M. MAURICE), *Avocat à Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 399 à 408).

JOLY DE BRÉSILLON, *ex-Lieutenant-Colonel de la milice de Constantine.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 22, p. 906 à 913).

JORDAN (M.), *Député élu par le département de Saône-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 22).= Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); et de diverses Commissions (F., n°s 189, 215, 524, 541, 658, 800, 850; J. O. de 1872, p. 113, 889; J. O. de 1873, p. 6982, 7729; J. O. de 1874, p. 4360; J. O. de 1875, p. 4464, 9395). = Obtient un congé (A., t. 16, p. 165). — Son rapport sur l'élection de M. Hérisson par le département de la Haute-Saône (A., t. 32, p. 112). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée (A., t. 39, p. 196).

JOSSEAU (M.), *ancien Député au Corps législatif.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 25 à 36).

JOUBERT (M. AMBROISE), *Député élu par le département de Maine-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 18).= Secrétaire : du 13e Bureau (F., n° 769; J. O. de 1875, p. 3404); et du 1er Bureau (F., n° 796; J. O. de 1875, p. 4340). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 8, 15, 21, 41, 75, 99, 140, 203, 289, 379, 395, 438, 575, 697, 722, 842, 861; M. B. de 1871, p. 27, 66, 224; J. O. de 1871, p. 561, 1124, 1545, 2785; J. O. de 1872, p. 520, 3519, 7817; J. O. de 1873, p. 336, 1710; J. O. de 1874, p. 809, 7981; J. O. de 1875, p. 365, 9073, 9961); de la Commission des Marchés (F., n° 37; J. O. de 1871, p. 471); de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 177; J. O., p. 6113); et de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275; J. O. de 1872, p. 3082). = Sa proposition sur le travail des enfants dans les manufactures (I., n° 333; A., t. 3, p. 510; J. O. de 1871, p. 1598). = Son rapport sommaire sur la proposition de MM. Vandier et autres, relative à la dissolution des Gardes nationales (I., n° 426; A., t. 4, an., p. 131; J. O. de 1871, p. 2713). = Son rapport sur l'élection de M. André par le département de la Charente (A., t. 4, p. 87). — Obtient des congés (A., t. 5, p. 455; t. 12, p. 657). — Dépose une demande d'interpellations sur la non-convocation des électeurs de la Corse (A., t. 6, p. 94). — Développe ses interpellations (A., t. 6, p. 94, 95). — Est entendu : dans la discussion : du projet de loi relatif à l'impôt sur les matières premières (A., t. 7, p. 31 à 40); du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 12, p. 672); du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 316, 339, 345, 348, 349, 368, 372, 373, 374); de sa proposition relative au travail des enfants dans les manufactures (*Première délibération*, A., t. 14, p. 232 à 235. *Deuxième délibération*, t. 15, p. 277 à 280, 536. *Troisième délibération*, t. 31, p. 41, 44, 48, 51, 59, 64, 67, 82); du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-centime additionnel à diverses contributions indirectes et de la proposition de M. Wolowski relative à l'équilibre du Budget de 1875 *Décime additionnel à l'impôt*

du sel, A., t. 33, p. 86, 95).—Parle : sur un incident relatif au dépôt demandé du rapport de la Commission d'initiative sur la proposition de M. Raoul Duval relative à la dissolution de l'Assemblée nationale (A., t. 33, p. 394) ; sur l'élection de M. de Bourgoing par le département de la Nièvre (A., t. 40, p. 2 à 4) ; dans la discussion : du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 146) ; du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (*Motion d'ordre*, A., t. 44, p. 96). — Sa motion tendant à la convocation des Bureaux pour la nomination de la Commission de permanence (A., t. 44, p. 288).

JOUIN (M.), *Député élu par le département d'Ille-et-Vilaine.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 14). = Secrétaire du 12e Bureau (F., n° 146 ; J. O. de 1871, p. 2985). = Membre de Commissions (F., nos 143, 152, 167, 170, 401, 405, 509, 588, 607, 627, 674, 697, 772, 796 ; J. O. de 1871, p. 2901, 3155, 4802, 4892 ; J. O. de 1873, p. 524, 653, 4945 ; J. O. de 1874, p. 1226, 1881, 3307, 4933, 7981 ; J. O. de 1875, p. 3525, 4340).= Son rapport sommaire sur la proposition de MM. Cazot et autres, ayant pour objet de régler certains rapports entre les Compagnies des chemins de fer et leurs mécaniciens ou chauffeurs (I., n° 3474 ; A., t. 42, an., p. 357 ; J. O. de 1875, p. 10286). = Est entendu dans la discussion du projet de loi sur les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 682). — Obtient des congés (A., t. 11, p. 10 ; t. 17, p. 143). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Troisième délibération*, A., t. 13, p. 354 à 358) ; de la proposition de MM. Fresneau et Carron relative à l'organisation du service religieux dans l'armée de terre (*Deuxième délibération*, A., t. 29, p. 308 à 311, 322 à 326) ; des propositions concernant l'électorat municipal (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 46 à 50. *Troisième délibération*, p. 506 à 512) ; des propositions concernant l'organisation municipale (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 262) ; du projet de loi de la Commission des Établissements pénitentiaires relatif au régime des prisons départementales (*Troisième délibération*, A., t. 38, p. 378, 384).

JOURDAN (M.), *Député élu par le département de l'Isère.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 17). = Secrétaire du 5e Bureau (F., n° 440 ; J. O. de 1873, p. 1769). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; et de diverses Commissions (F., nos 75, 102, 136, 144, 241, 269, 275, 475, 588, 627, 824 ; J. O. de 1871, p. 1124, 1596, 2641, 2929 ; J. O. de 1872, p. 1649, 2909, 3082 ; J. O. de 1873, p. 3722 ; J. O. de 1874, p. 1226, 3307 ; J. O. de 1875, p. 5510). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour but la modification de l'art. 51 du Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 1006 ; A., t. 8, p. 442, an., p. 187 ; J. O. de 1872, p. 2303). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 320 ; t. 12, p. 494). — Son rapport sur des pétitions (A., t. 33, p. 378).

JOURNAULT (M.), *Député élu par le département de Seine-et-Oise.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 34). = Secrétaire : du 9e Bureau (F., n° 756 ; J. O. de 1875, p. 1817) ; du 15e Bureau (F., n° 842 ; J. O. de 1875, p. 9073) ; et du même Bureau renouvelé (F., n° 865 ; J. O. de 1875, p. 10, 118). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 84, 125, 218, 241, 269, 317, 450, 476, 573, 629, 644, 717, 776, 850 ; J. O. de 1871, p. 1188, 2333 ; J. O. de 1872, p. 975, 1649, 2909, 4353 ; J. O. de 1873, p. 2113, 3750 ; J. O. de 1874, p. 736, 3395, 3888 ; J. O. de 1875, p. 160, 3636, 9395) ; des Commissions de permanence : de 1872 (A., t. 13, p. 567) ; et de 1873 (A., t. 19, p. 406). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, concernant : la décentralisation administrative et le maintien de l'intégrité de l'unité politique de la nation française (I., n° 93 ; A., t. 2, p. 164, 185 ; J. O. de 1871, p. 493) ;

l'abrogation de l'art. 15 du décret du 23 prairial an XII relatif aux cimetières (I., n° 181 ; A., t. 2, p. 787, 798 ; J. O. de 1871, p. 869) ; les élections municipales (I., n° 213 ; A., t. 2, p. 880 ; J. O. de 1871, p. 1046) ; les attributions des Conseils municipaux (I., n° 226 ; A., t. 3, p. 1, 18 ; J. O. de 1871, p. 1415, 4325, 4335) ; la répartition de l'impôt mobilier (I., n° 638 ; A., t. 5, an., p. 227 ; J. O. de 1871, p. 4162) ; l'application aux ventes de fonds de commerce et aux cessions de clientèles, des droits établis par la loi du 22 frimaire an VII sur l'enregistrement (I., n° 812 ; A., t. 7, p. 5, an., p. 38 ; J. O. de 1872, p. 604) ; la modification du tarif des droits de succession (I., n° 1173 ; A., t. 11, an., p. 217 ; J. O. de 1872, p. 3822). — Sa proposition ayant pour objet la levée de l'état de siège dans la ville de Lorient (Morbihan) (I., n° 2548 ; A., t. 33, an., p. 32 ; J. O. de 1874, p. 5063). = Ses rapports : sur le projet de loi tendant à autoriser le département de Seine-et-Oise à s'imposer extraordinairement pendant neuf ans pour les travaux des routes départementales et des chemins vicinaux (I., n° 1323 ; A., t. 13, an., p. 150 ; J. O. de 1872, p. 5315) ; sur le projet de loi relatif à un échange de terrains entre l'État et les Chartreux de Montrieux-le-Neuf (Var) (I., n° 1390 ; A., t. 13, an., p. 323 ; J. O. de 1872, p. 5764). = Ses observations : à propos du titre de Chef du Pouvoir exécutif de la République française conféré à M. THIERS (A., t. 1, p. 66) ; au sujet d'un amendement proposé par lui au projet de loi relatif aux Préliminaires de paix (A., t. 1, p. 123). — Sa communication à l'Assemblée sur une action engagée avec les insurgés de Paris (A., t. 2, p. 218). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 339, 372, 430, 439, 459) ; de la pétition de M. le colonel de Villenoisy sur une Enquête à faire concernant la capitulation de Metz (A., t. 3, p. 164) ; des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, sur les Conseils généraux (*Première délibération*, A., t. 3, p. 675) ; du projet de loi relatif aux échéances dans la ville de Paris (A., t. 3, p. 731) ; de l'élection de M. Ferdinand Moreau par le département de la Seine (A., t. 4, p. 86). — Adresse une question à M. le Ministre de la Guerre au sujet de l'Enquête militaire sur la capitulation de Metz (A., t. 5, p. 337, 338). — Dépose sa proposition relative à l'application des droits d'enregistrement aux ventes de fonds de commerce et aux cessions de clientèles, et en demande l'urgence (A., t. 7, p. 5 et 6). — Parle dans la discussion du projet de loi concernant les droits d'enregistrement (A., t. 8, p. 76, 84). — Obtient des congés (A., t. 8, p. 363 ; t. 30, p. 155 ; t. 38, p. 613). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi et des propositions sur l'organisation des Commissions administratives des hospices et hôpitaux civils, Établissements et Bureaux de bienfaisance (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 505, 549. *Troisième délibération*, t. 16, p. 584 à 589) ; de l'élection de M. Martin d'Auray par le département du Morbihan (A., t. 14, p. 336 à 340) ; de la proposition de MM. de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 142, 153) ; des propositions de M. Vilfeu et de M. Th. Roussel tendant à réprimer l'ivresse publique et à combattre les progrès de l'alcoolisme (*Troisième délibération*, A., t. 15, p. 300) ; du projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 391) ; des propositions de MM. Destremx et autres et de M. Huon de Penanster, relatives à l'abrogation du décret du 28 octobre 1870 sur la Légion d'Honneur et à la modification des récompenses nationales (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 43, 61) ; du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 131) ; des propositions concernant l'électorat municipal (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 55) ; des propositions concernant l'organisation municipale (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 240 à 245, 253). — Parle à l'occasion des observations présentées par le Ministre de la Guerre sur le procès-verbal, à propos du vote de rejet de la proposition de MM. de Lamberterie et autres, relative à la mise en adjudication des débits de tabac (A., t. 37, p. 19). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'exécution du chemin de fer de grande ceinture

autour de Paris (A., t. 41, p. 445) ; du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (SEINE-ET-OISE : arrondissement de *Versailles*, A., t. 44, p. 146).

JOURNU (M.), *Député élu par le département de la Gironde.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 32). = Membre de Commissions (F., nos 14, 85, 107, 231, 275 ; M. B. de 1871, p. 58 ; J. O. de 1871, p. 1245, 1819 ; J. O. de 1872, p. 1398, 3082). = Obtient des congés (A., t. 2, p. 453 ; t. 3, p. 512 ; t. 5, p. 381 ; t. 7, p. 401 ; t. 12, p. 411). — Sa lettre annonçant sa démission (A., t. 14, p. 1).

JOUVENCEL (M. FERDINAND DE), *Député élu par le département de Seine-et-Oise.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 39). = Membre de Commissions (F., nos 41, 89 ; J. O. de 1871, p. 561, 1335). = Obtient des congés (A., t. 5, p. 2 ; t. 14, p. 59 ; t. 15, p. 437 ; t. 16, p. 357 ; t. 18, p. 77). — Lettre annonçant son décès (A., t. 18, p. 644).

JOUVENEL (M. le baron DE), *Député élu par le département de la Corrèze.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 13). = Président du 7e Bureau (F., n° 4 ; M. B. de 1871, p. 13). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 14, 72, 151, 161, 328, 360, 401, 549, 569, 601, 636, 824 ; M. B. de 1871, p. 58 ; J. O. de 1871, p. 1098, 3126, 3435 ; J. O. de 1872, p. 4725, 7229 ; J. O. de 1873, p. 524, 7921 ; J. O. de 1874, p. 611, 1699, 3636 ; J. O. de 1875, p. 5510) ; de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O. de 1871, p. 471) ; de la Commission de décentralisation (F., n° 50 ; J. O. de 1871, p. 734) ; de la Commission de permanence de 1871 (A., t. 5, p. 660) ; de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 177 ; J. O. de 1871, p. 6113) ; et de la Commission sur la prorogation pour dix ans des pouvoirs de M. le maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta (F., n° 519 ; J. O. de 1873, p. 6801). — Ses propositions tendant : à faire porter au drapeau du 88e régiment de ligne un voile noir jusqu'à ce qu'il en soit autrement décidé par l'autorité militaire (I., n° 73 ; A., t. 2, p. 60 et 86 ; J. O. de 1871, p. 385) ; à modifier la législation électorale (I., n° 435 ; A., t. 4, an., p. 155 ; J. O. de 1871, p. 2871) ; à attribuer à l'État le monopole de la vente du sel (I., n° 1286 ; A., t. 13, an., p. 54 ; J. O. de 1872, p. 4961). = Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet l'approbation de l'adjudication du chemin de fer de Clermont-Ferrand à Tulle, avec embranchement sur Vendes (I., n° 1382 ; A., t. 13, an., p. 299 ; J. O. de 1872, p. 5861, 5892, 5908). = Ses observations sur un incident soulevé dans la discussion de l'élection du général Garibaldi par le département d'Alger (A., t. 1, p. 209). — Prend part à la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 851). — Obtient des congés (A., t. 4, p. 16, 500 ; t. 14, p. 59). — Parle dans la discussion des interpellations de M. Le Royer relatives aux transports par voies ferrées (A., t. 6, p. 113). — Dépose sa proposition tendant à attribuer à l'État le monopole de la vente du sel, et en demande l'urgence (A., t. 13, p. 65, 66). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi tendant à approuver l'adjudication du chemin de fer de Clermont-Ferrand à Tulle, avec embranchement sur Vendes (A., t. 13, p. 579). — Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1873 (Travaux publics : *Réduction du personnel des Ponts-et-chaussées et des Mines*, A., t. 14, p. 361, 363, 364. *Entretien des chaussées de Paris*, p. 365. Justice : *Réduction du nombre : des Cours d'appel*, p. 401 ; *des Tribunaux de première instance*, p. 414. Affaires étrangères : *Traitements des Agents politiques et consulaires*, p. 438. Légion d'Honneur : *Traitements de la Légion d'Honneur et de la Médaille militaire*, p. 709, 711) ; du projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique la construction d'une église à Montmartre (A., t. 19, p. 417, 418) ; du projet de loi fixant les prix de vente de

la poudre dynamite (*Deuxième délibération*, A., t. 29, p. 288) ; du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes, et de la proposition de M. Wolowski relative à l'équilibre du Budget de 1875 (*Remboursement de l'emprunt Morgan*, A., t. 33, p. 185). — S'excuse de son absence (A., t. 44, p. 184). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie de l'Est (A., t. 44, p. 348).

JOZON (M.), *Député élu par le département de Seine-et-Marne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 36). = Secrétaire : du 6e Bureau (I., n° 74 ; J. O. de 1871, p. 1116) ; du 2e Bureau (F., n° 99 ; J. O. de 1871, p. 1545) ; du 1er Bureau (F., n° 463 ; J. O. de 1873, p. 3220) ; et du 12e Bureau (F., n° 796 ; J. O. de 1875, p. 4340). = Membre : de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O. de 1871, p. 471) ; de diverses Commissions (F., nos 40, 41, 51, 146, 152, 229, 301, 454, 765, 772, 796, 824, 828 ; J. O. de 1871, p. 542, 561, 750, 2985, 3155 ; J. O. de 1872, p. 1295, 3872 ; J. O. de 1873, p. 2231 ; J. O. de 1875, p. 2129, 3525, 4340, 5540, 5746) ; de la Commission des Services administratifs (F., n° 78 ; J. O. de 1871, p. 1148) ; et de la Commission de permanence de 1873 (A., t. 19, p. 406). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, relatives : à l'éligibilité des Préfets et Sous-Préfets (I., n° 48 ; A., t. 1, p. 254, et an., p. 33 ; J. O. de 1871, p. 375) ; aux règles générales applicables à toutes les élections (I., n° 143 ; A., t. 2, p. 562 ; J. O. de 1871, p. 768) ; à une formule destinée à caractériser les nouveaux impôts nécessités par la guerre contre la Prusse (I., n° 202 ; A., t. 2, p. 835 ; J. O. de 1871, p. 1014) ; aux élections municipales (I., n° 213 ; A., t. 2, p. 880 ; J. O. de 1871, p. 1046) ; aux attributions des Conseils municipaux (I., n° 236 ; A., t. 3, p. 18 ; J. O. de 1871, p. 1415, 4323, 4335) ; aux élections des Députés à l'Assemblée nationale (I., n° 588 ; A., t. 5, an., p. 158 ; J. O. de 1871, p. 3888) ; à la revision de la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés (I., n° 1348 ; A., t. 13, an., p. 224 ; J. O. de 1872, p. 5637) ; à l'impôt sur le revenu (I., n° 2229 ; A., t. 29, an., p. 319 ; J. O. de 1874, p. 1644). = Son rapport, au nom de la Commission des Services administratifs, sur le Service central du Ministère de la Justice (I., n° 627 ; A., t. 5, an., p. 299 ; J. O. de 1871, p. 4448, 4465). — Son rapport, au nom de la Commission des Marchés (affaire Giacometti) (I., n° 657 ; A., t. 5, p. 606, et an., p. 279 ; J. O. de 1871, p. 4225). — Son rapport supplémentaire sur cette même affaire (I., n° 945 ; A., t. 8, an., p. 27 ; J. O. de 1872, p. 1953). — Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser la ville d'Elbeuf (Seine-Inférieure) : 1° à emprunter 700,000 francs ; 2° à s'imposer extraordinairement ; 3° à proroger une surtaxe sur l'alcool (I., n° 666 ; A., t. 5, an., p. 288 ; J. O. de 1871, p. 4244). — Son rapport, au nom de la Commission des Services administratifs, sur les Conseils d'administration et sur l'état des employés dans les Administrations centrales (I., n° 1925 ; A., t. 19, p. 182 ; J. O. de 1873, p. 6794, 6802). = Dépose une pétition tendant à la prompte réélection des Conseils municipaux, d'arrondissement et généraux, et à la nomination des Maires par les électeurs (A., t. 2, p. 436). — Est entendu : dans la discussion de la proposition de MM. Giraud et autres, relative au vote à la commune (*Deuxième délibération*, A., t. 2, p. 219 à 224, 226) ; sur la prise en considération de la proposition de MM. Lamy et autres, relative à la revision des Services publics (A., t. 2, p. 740). — Sa motion tendant à ajourner la nomination de la Commission chargée d'examiner la proposition de MM. de Broglie et autres, relative à la formation des listes électorales municipales (A., t. 2, p. 803). — Ses observations sur la demande de renvoi de cette proposition à la Commission chargée d'examiner la loi électorale (A., t. 2, p. 888). — Sa motion tendant à ajourner la discussion de l'abrogation des lois d'exil et de la validation de l'élection des princes d'Orléans (A., t. 3, p. 289). — Parle : sur la prise en considération de sa proposition relative aux élections municipales (A., t. 3, p. 476) ; dans la discussion : du projet de loi sur le rétablissement du cautionnement des journaux (A., t. 3, p. 774) ; des propositions de

MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives aux Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 104) ; du projet de loi relatif à des augmentations d'impôts et à des impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 5, p. 52) ; du projet de loi tendant à autoriser un emprunt de 100,000 francs par la ville de Tourcoing (Nord) (A., t. 5, p. 615) ; de sa proposition relative à la formule des nouveaux impôts nécessités par la guerre contre la Prusse (*Deuxième délibération*, A., t. 7, p. 586) ; du Budget du Ministère des Affaires étrangères pour l'Exercice 1872 (*Traitements des Agents diplomatiques*, A., t. 8, p. 468) ; du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 177) ; des propositions de MM. Bérenger, Arago, de Peyramont et autres, relatives à la réorganisation de la magistrature (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 241, 284). — Est entendu sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la formation du Jury en matière criminelle (A., t. 13, p. 533, 534). — Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1873 (Discussion générale, A., t. 14, p. 279 à 282. Dispositions diverses : *Nomination d'une Commission parlementaire chargée d'étudier la question des pensions civiles et militaires*, p. 721) ; du projet de loi de la Commission des Services administratifs tendant à la réunion du Service des forêts au Ministère de l'Agriculture et du Commerce (A., t. 16, p. 154 à 159) ; de la demande en autorisation de poursuites formée contre M. Ranc, pour participation à l'insurrection de la Commune (A., t. 18, p. 432, *rectification*, p. 449) ; du projet de loi relatif aux emplois à réserver aux sous-officiers dans les Administrations de l'État (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 33). — Parle : sur un incident relatif à l'un des scrutins pour la nomination de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 57) ; dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Justice : *Effectif des Tribunaux de première instance*, A., t. 28, p. 160) ; du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession définitive de plusieurs chemins de fer concédés à titre éventuel, et à l'adjudication de plusieurs chemins de fer classés et non concédés (A., t. 30, p. 564) ; du projet de loi concernant l'électorat municipal (*Première délibération*, A., t. 31, p. 219 à 225. *Deuxième délibération*, t. 32, p. 57. *Troisième délibération*, t. 32, p. 594, 595, 613). — Est entendu sur la prise en considération : de la proposition de M. Clapier relative à l'interprétation de l'article 59 du Règlement (A., t. 33, p. 105) ; de la proposition de M. Mazerat tendant à modifier la rédaction des articles 334 et 335 du Code civil sur la légitimation des enfants nés hors mariage (A., t. 35, p. 196). — Parle dans la discussion : de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Deuxième délibération* (A., t. 38, p. 488, 507) ; de la proposition de M. Tallon ayant pour objet de retirer aux Conseils généraux la vérification des pouvoirs de leurs membres (A., t. 41, p. 289 à 292, 294) ; du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 369, 382 à 385).

JUIGNÉ (M. le comte DE), *Député élu par le département de la Loire-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 44). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 40, 58, 70, 80, 84, 214, 215, 674 ; J. O. de 1871, p. 542, 867, 1046, 1183, 1188 ; J. O. de 1872, p. 765, 889 ; J. O. de 1874, p. 4933) ; et de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (F., n° 95 ; J. O. de 1871, p. 1476). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à la dissolution des Gardes nationales (I., n° 375 ; A., t. 3, p. 848 ; J. O. de 1871, p. 2087). — Parle au sujet de divers incidents soulevés dans la discussion : du projet de loi tendant à la mise en état de siège du département de Seine-et-Oise (A., t. 2, p. 10, 48) ; des interpellations de M. le général Ducrot relatives aux élections municipales de la Nièvre (A., t. 3, p. 188, 189). — Est entendu sur la prise en considération des propositions de M. Duchâtel et de M. Humbert relatives à la translation de l'Assemblée à Paris (A., t. 7, p. 370).

JUIGNÉ (M. le marquis DE), *Député élu par le département de la Sarthe.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 55).= Membre : de diverses Commissions (F., nos 84, 178, 215, 219, 317, 463, 486, 509, 697; J. O. de 1871, p. 1188, 5229 ; J. O. de 1872, p. 889, 1012, 4353 ; J. O. de 1873, p. 3220, 4107, 4945 ; J. O. de 1874, p. 7981) ; et de la Commission de permanence de 1873 (A., t. 19, p. 406). = Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser le département de Maine-et-Loire à s'imposer extraordinairement pour la création d'établissements militaires (I., n° 1979; A., t. 19, an., p. 252; J. O. de 1873, p. 5956). = Parle au sujet d'un incident soulevé dans la discussion du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 69).

JULLIEN (M.), *Député élu par le département de la Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 17). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture en France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 210) ; en Commission des Marchés (F., n° 37; J. O. de 1871, p. 471) ; de diverses Commissions (F., nos 41, 51, 170, 328, 359, 383, 401, 476, 507, 511, 575, 588, 644, 674, 850; J. O. de 1871, p. 561, 750, 1892 ; J. O. de 1872, p. 4725, 7197, 7957; J. O. de 1873, p. 524, 3750, 4880, 5018 ; J. O. de 1874, p. 809, 1226, 3888, 4933 ; J. O. de 1875, p. 9395); et de la Commission chargée d'examiner les projets de loi portant règlement définitif des Budgets de l'Exercice 1867 et de l'Exercice 1868 (F., n° 321 ; J. O. de 1872, p. 4516). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 88 ; t. 5, p. 205 ; t. 11, p. 413 ; t. 39, p. 58). — Adresse une question au Ministre des Travaux publics sur les transports de marchandises par les chemins de fer (A., t. 4, p. 31).

JUNCKER (M.), *Administrateur de la filature de soie* « la Roubaisienne ».

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 269).

K

KABLÉ (M.), *Député élu par le département du Bas-Rhin.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 39). = Membre de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209). = L'un des signataires : de la Déclaration collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, an., p. 3) ; de la démission collective des mêmes représentants (A., t. 1, p. 124).

KELLER (M.), *Député élu par le département du Haut-Rhin.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 40). = Membre de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209). — Donne lecture de la Déclaration collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine, et demande l'urgence de la proposition y relative (I., n° 3; A., t. 1, p. 61, et an., p. 3; J. O. de 1871, p. 251). — Dépose une protestation des citoyens de l'Alsace et de la Lorraine résidant à Chambéry, contre toute cession de territoire (A., t. 1, p. 97). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux Préliminaires de paix (A., t. 1, p. 119). — L'un des signataires de la démission collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 124). = *Réélu par la partie restée française de l'ancien arrondissement de Belfort* (*Haut-Rhin*). — Son élection est validée (A., t. 3, p. 908). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 117, 143, 144, 151, 183, 188, 241, 265, 358, 359, 379, 399, 438, 440, 492, 575, 739 ; J. O. de 1871, p. 2086, 2901, 2929, 3126, 5299; J. O. de 1872, p. 89, 1649, 2781, 7167, 7197, 7817 ; J. O. de 1873, p. 460, 1710, 1769, 4286 ; J. O. de 1874, p. 809 ; J. O. de 1875, p. 971) ; de la Commission du Budget de 1874 (F., n° 471 ; J. O. de 1873, p. 3480); et de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 49). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : de donner Belfort comme chef-lieu de département à la portion restée française du département du Haut-Rhin (I., n° 444 ; A., t. 4, an., p. 173 ; J. O. de 1871, p. 2867) ; d'autoriser le Gouvernement à dénoncer, avant le 4 février 1872, le Traité de commerce Franco-Anglais (I., n° 825 ; A., t. 7, p. 126, an., p. 49 ; J. O. de 1872, p. 794) ; de replacer les titulaires des débits de tabac de l'Alsace et de la Lorraine dépossédés par l'annexion (I., n° 2133 ; A., t. 28, an., p. 290 ; J. O. de 1873, p. 8122). = Ses rapports : sur le projet de loi relatif à la composition des Conseils de guerre (I., n° 1135 ; A., t. 11, an., p. 124 ; J. O. de 1872, p. 3521) ; sur la proposition de MM. Bamberger et autres, ayant pour but la publication des travaux du Conseil d'Enquête chargé de l'examen des capitulations pendant la dernière guerre (I., n° 1204 ; A., t. 11, an., p. 287 ; J. O. de 1872, p. 4056) ; sur le projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique la construction d'une église à Paris (18e arrondissement) (I., n° 1864 ; A., t. 19, an., p. 62 ; J. O. de 1873, p. 4756). = Est entendu dans la discussion des pétitions des Archevêques et Evêques relatives à la situation faite au Souverain Pontife par le Gouvernement Italien (A., t. 4, p. 258, 259, 260). — Demande l'urgence sur sa proposition tendant à faire de Belfort le chef-lieu de la partie restée française du Haut-Rhin (A., t. 5, p. 188). — Prend part à la discussion : de la proposition de MM. Destremx et autres, relative au contingent de la classe de 1870 (A., t. 5, p. 362, 363, 370, 379) ; de la proposition de MM. Claude (Meurthe) et autres, relative au

remboursement des contributions de guerre, réquisitions et dommages matériels causés par l'invasion (*Troisième délibération*, A., t. 5, p. 408, 423) ; du projet de loi sur les peines à établir contre les affiliés à l'Internationale (A., t. 8, p. 177, 178) ; du Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1872 (*Replacement des anciens percepteurs Alsaciens et Lorrains*, A., t. 8, p. 400) ; du Budget du Ministère de l'Instruction publique pour le même Exercice (*Création à Belfort d'un Lycée pour la jeunesse Alsacienne*, A., t. 8, p. 422, 423). — Parle, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif à la composition des Conseils de guerre (A., t. 11, p. 396, 397, 399, 400). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 147 à 154, 236 à 239). — Obtient un congé (A., t. 13, p. 329). — Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1873 (Instruction publique : *Création en Algérie : de nouvelles écoles*, A., t. 14, p. 477, 479 ; *de nouvelles succursales*, p. 489) ; de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 585, 587, 609, 623, 626) ; des rapports de la Commission des Marchés sur les marchés passés à Lyon et sur les dépenses de l'armée des Vosges (A., t. 15, p. 492) ; du projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 394, 396, 397) ; du projet de loi relatif à un emprunt par le département de la Manche, pour travaux des chemins vicinaux (A., t. 17, p. 359). — S'excuse de son absence (A., t. 18, p. 163 ; t. 31, p. 3 ; t. 32, p. 469 ; t. 44, p. 2). — Dépose son rapport sur le projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique la construction d'une église à Montmartre, et en demande l'urgence (A., t. 19, p. 114). — Demande la mise à l'ordre du jour de ce projet de loi (A., t. 19, p. 269). — Ses observations sur le procès-verbal, à propos d'un passage du discours de M. de Castellane dans la deuxième délibération du projet de loi relatif à l'organisation de l'armée (A., t. 19, p. 217). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 583 à 585). — Est entendu dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Dette publique : *Remboursement de 200 millions à la Banque de France*, A., t. 28, p. 550. Guerre : *Exécution de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée*, p. 382, 390, 393) ; de la proposition de MM. Denormandie et autres, relative aux indemnités à accorder à raison des destructions opérées par le Génie militaire pour les besoins de la défense (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 438, 440. *Troisième délibération*, t. 34, p. 27) ; de la proposition de M. le général Chareton relative aux améliorations à apporter à la position des sous-officiers (A., t. 33, p. 30 à 34) ; du Budget de l'Exercice 1875 (Guerre : *Réunion en 1875 des hommes de la disponibilité et de la réserve de l'armée active*, A., t. 34, p. 15) ; du projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 36 à 42, 54, 90, 97.

KÉRATRY (M. le comte DE), *ancien Député au Corps législatif, ancien Préfet de police.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 570 à 605).

KERDREL (M. **AUDREN DE**), voy. AUDREN DE KERDREL.

KERGALL (M.), *ancien Capitaine au 247e Bataillon de la Garde nationale de Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 841 à 843).

KERGARIOU (M. le comte DE), *Député élu par le département d'Ille-et-Vilaine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 31).= Membre : de diverses Commissions (F., nos 45, 61, 75, 241, 264, 379, 486, 562, 769,

824; M. B. de 1871, p. 66; J. O. de 1871, p. 561, 1124; J. O. de 1872, p. 1649, 2757, 7817; J. O. de 1873, p. 4107; J. O. de 1874, p. 351; J. O. de 1875, p. 3405, 5510); et de la Commission des Marchés (F., n° 37; J. O. de 1871, p. 471). = Réclame l'addition de son nom comme signataire de la proposition de M. Louis de Saint-Pierre tendant à déclarer nulles et non avenues les élections municipales de Paris du 26 mars 1871 (A., t. 2, p. 150). — Son rapport sur des pétitions (A., t. 41, p. 434). — S'excuse de son absence (A., t. 43, p. 179). — Obtient un congé (A., t. 43, p. 199).

KERGORLAY (M. le comte LOUIS DE), *Député élu par le département de l'Oise.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 34). = Président du 10e Bureau (F., n° 509; J. O. de 1873, p. 4945). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 8, 51, 75, 99, 117, 129, 136, 146, 301, 353, 379, 463, 517, 562, 588, 607, 686; M. B. de 1871, p. 27; J. O. de 1871, p. 750, 1124, 1545, 2086, 2443, 2641, 2985; J. O. de 1872, p. 3872, 7007, 7817; J. O. de 1873, p. 3220, 6751; J. O. de 1874, p. 351, 1226, 1881, 5848); de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de la Commission des Services administratifs (F., n° 78; J. O. de 1871, p. 1148); de la Commission de permanence de 1871 (A., t. 5, p. 660); de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275; J. O. de 1872, p. 3082); et des Commissions de permanence: de 1872 (A., t. 13, p. 567); de 1873 (A., t. 19, p. 406); de 1874 (A., t. 30, p. 647; t. 34, p. 132); et de 1875 (A., t. 41, p. 201). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à la publicité à donner : 1° au *Journal officiel;* 2° au *Compte-rendu analytique* des séances de l'Assemblée; 3° au *Moniteur des Communes* (I., n° 402; A., t. 4, p. 153, an., p. 68; J. O. de 1871, p. 2318). = Demande la question préalable sur une pétition adressée en même temps à l'Assemblée et à la Commune, pour l'accord à établir entre Paris et Versailles (A., t. 3, p. 593). — Prend part à la discussion de la proposition de MM. Vandier et autres, relative à la dissolution des Gardes nationales (A., t. 5, p. 133). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 6, p. 58 à 64; t. 7, p. 625 à 628; t. 39, p. 31 à 33). — Obtient des congés (A., t. 6, p. 461; t. 7, p. 96). — Demande l'ajournement de la discussion sur la proposition de MM. d'Aboville et autres, concernant le *Compte-rendu* des séances de l'Assemblée nationale (A., t. 15, p. 2). — Ses observations au sujet du projet de Résolution présenté par M. Baragnon, à la suite du rejet de la proposition de M. d'Aboville (A., t. 16, p. 17).

KERIDEC (M. DE), *Député élu par le département du Morbihan.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 20). = Président du 5e Bureau (F., n° 440; J. O. de 1873, p. 1769). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture en France (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 210); et de diverses Commissions (F., nos 77, 84, 94, 99, 125, 141, 146, 173, 177, 205, 245, 289, 305, 397, 438, 484, 486, 498, 509, 607, 697, 756, 834; J. O. de 1871, p. 1136, 1188, 1439, 1545, 2333, 2819, 2985, 4986, 6113; J. O. de 1872, p. 572, 1784, 3519, 3998; J. O. de 1873, p. 404, 1710, 4039, 4107, 4481, 4945; J. O. de 1874, p. 1881, 7981; J. O. de 1875, p. 1817, 6070). = Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser le département de Maine-et-Loire à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires (I., n° 1282; A., t. 13, an., p. 38; J. O. de 1872, p. 4905). = Obtient un congé (A., t. 6, p. 560). — Demande l'ajournement de la proposition de MM. Roger-Marvaise et autres, tendant à établir des succursales de la Banque de France dans tous les départements qui en sont privés (A., t. 15, p. 266). — Est entendu dans la discussion de cette proposition (*Troisième délibération*, A., t. 15, p. 351). — Son rapport sur une pétition (A., t. 37, p. 65).

KERJÉGU (M. l'amiral DE), *Député élu par le département des Côtes-du-Nord.*

Question relative à la soustraction, au Ministère de la Justice, de trois dépêches

confidentielles adressées au Garde des Sceaux par le Procureur général de Rennes, lors de son élection, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. QUESTIONS, n° 109. = Son élection est validée (A., t. 39, p. 184). = Membre de Commissions (F., n°s 756, 810; J. O. de 1875, p. 1817, 1874).

KERJÉGU (M. **MONJARET DE**), voy. MONJARET DE KERJÉGU.

KERMENGUY (M. le vicomte DE), *Député élu par le département du Finistère.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 34).= Membre de Commissions (F., n°s 103, 146, 215, 264, 393, 492, 865; J. O. de 1871, p. 1700, 2985; J. O. de 1872, p. 889, 2757; J. O. de 1873, p. 280, 1286; J. O. de 1875, p. 10118). = Ses rapports : sur le projet de loi tendant à autoriser le département du Calvados à contracter un emprunt destiné à diverses dépenses d'intérêt départemental (I., n° 1169; A., t. 11, an., p. 204; J. O. de 1872, p. 3945); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Gouesnou (Finistère) (I., n° 3611; A., t. 44, an., p. 4; J. O. de 1876, p. 235); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Lambezellec (Finistère) (I., n° 3612; A., t. 44, an., p. 5; J. O. de 1876, p. 235); sur le projet de loi portant prorogation de la surtaxe établie sur l'alcool à l'octroi de Bourg-Blanc (Finistère) (I., n° 3645; A., t. 44, an., p. 64; J. O. de 1876, p. 544); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Crozon (Finistère) (I., n° 3646; A., t. 44, an., p. 64; J. O. de 1876, p. 493). = Obtient un congé (A., t. 29, p. 379). — S'excuse de son absence (A., t. 35, p. 193).

KERSAUSON DE PENNENDREFF (M. le vicomte DE), *Député élu par le département du Finistère.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 34). = Membre de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209). = Obtient un congé (A., t. 2, p. 418) — Son décès est annoncé à l'Assemblée (A., t. 2, p. 703).

KŒCHLIN (M. ALFRED), *Député élu par le département du Haut-Rhin.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 40).= Membre de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture en France (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 210). = L'un des signataires : de la Déclaration collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 61, et an., p. 3); de la démission collective des mêmes représentants (A., t. 1, p. 124).

KOLB-BERNARD (M.), *Député élu par le département du Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 38). = Président : du 3e Bureau (F., n° 8); du 14e Bureau (F., n° 23; J. O. de 1871, p. 251); du 11e Bureau (F., n° 99; J. O. de 1871, p. 1545); du 8e Bureau (F., n° 123; J. O. de 1871, p. 2248); du 3e Bureau (F., n° 167; J. O. de 1871, p. 4802); du 4e Bureau (F., n° 189; J. O. de 1872, p. 113); et du 2e Bureau (F., n° 215; J. O. de 1872, p. 889). — Vice-Président du 11e Bureau (F., n° 241; J. O. de 1872, p. 1649). — Président : du 9e Bureau (F., n° 353; J. O. de 1872, p. 7007); du 10e Bureau (F., n° 419; J. O. de 1873, p. 1080); du 13e Bureau (F., n° 463; J. O. de 1873, p. 3220); du 6e Bureau (F., n° 509; J. O. de 1873, p. 4945); du 14e Bureau (F., n° 697; J. O. de 1874, p. 7981); et du 15e Bureau (F., n° 769; J. O. de 1875, p. 3405). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., n°s 23, 75, 84, 89, 164, 170, 214, 347, 379, 397, 475, 476, 567, 800, 850; M. B. de 1871, p. 209; J. O. de 1871, p. 251, 1124, 1188, 1335, 3513, 4929; J. O. de 1872, p. 765, 4353, 7817; J. O. de 1873, p. 404, 3722, 3750, 4880; J. O. de 1875, p. 4464, 9395); et de la Commission de revision des grades (I., n° 136; J. O. de 1871, p. 2641). = Ses rapports sommaires : sur la proposition de M. Dussaussoy concernant les otages exécutés à Paris par la Com-

mune (I., n° 300; A., t. 3, p. 263, 268; J. O. de 1871, p. 1583); sur la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (I., n° 453; A., t. 4, an., p. 189; J. O. de 1871, p. 2904). = Obtient des congés (A., t. 2, p. 876; t. 11, p. 10; t. 13, p. 200; t. 16, p. 533; t. 18, p. 613; t. 32, p. 271; t. 38, p. 192). — Ses rapports sommaires verbaux sur les propositions de M. Ulric Perrot, concernant l'organisation des Conseils cantonaux et des Conseils d'arrondissement (A., t. 3, p. 263); de M. le général Martin des Pallières, relative à l'avancement dans l'armée; de M. du Temple, relative à l'avancement des officiers de vaisseau; de M. Claude (Meurthe), au sujet des actes sous-seings privés non enregistrés; de M. Baucarne-Leroux, concernant le droit à l'exportation des tourteaux (A., t. 3, p. 566). — S'excuse de son absence (A., t. 7, p. 69; t. 16, p. 79; t. 43, p. 321). — Son rapport sommaire verbal sur les propositions de M. Marcel Barthe et de M. Eymard-Duvernay relatives à la fin des pouvoirs de l'Assemblée (A., t. 14, p. 702). — Demande, en qualité de Président de la Commission : la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif au régime des sucres (A., t. 14, p. 702); l'ajournement de la première délibération sur ce projet de loi (A., t. 15, p. 316, 318, 325). — Son rapport sommaire verbal sur la proposition de M. Joigneaux relative à la création d'une École nationale de jardinage au potager de Versailles (A., t. 18, p. 344). — Fait parvenir au Président, étant dans l'enceinte du Palais, ses bulletins de vote signés : pour la nomination du Président, des Vice-Présidents et des Secrétaires (A., t. 27, p. 25); pour la nomination de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 28); pour la nomination d'un Conseiller d'État en remplacement de M. Odilon Barrot (A., t. 28, p. 462). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 237).

KRANTZ (M.), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 86). = Président : du 14e Bureau (F., n° 627; J. O. de 1874, p. 3307); du 7e Bureau (F., n° 650; J. O. de 1874, p. 4089); et du 8e Bureau (F., n° 865; J. O. de 1875, p. 10118). = **Membre** : de diverses Commissions (F., nos 144, 399, 636, 650, 717, 739, 769, 800, 850; J. O. de 1871, p. 2929; J. O. de 1873, p. 460; J. O. de 1874, p. 3636, 4089; J. O. de 1875, p. 160, 971, 3405, 4464, 9395); de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 177; J. O. de 1871, p. 6113); et de la 2e Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 38, p. 199). = **Ses rapports** : sur la navigation intérieure (Commission d'Enquête sur les chemins de fer et autres voies de transport) (I., n° 1206; A., t. 11, an., p. 292; J. O. de 1872, p. 4252, 4281, 4324); sur le projet de loi relatif à la canalisation de la Moselle, entre Toul et Pont-Saint-Vincent (I., n° 1376; A., t. 13, an., p. 290; J. O. de 1872, p. 5734); sur la situation des voies navigables dans le bassin de la Seine (Commission d'Enquête) (I., n° 1402; A., t. 13, an., p. 515; J. O. de 1872, p. 7013, 7037, 7258); sur la situation des voies navigables dans le bassin du Rhône (Commission d'Enquête) (I., n° 1568; A., t. 15, an., p. 173; J. O. de 1873, p. 1299, 1355, 1371); sur le bassin du golfe de Gascogne (Commission d'Enquête) (I., n° 1573; A., t. 15, an., p. 191; J. O. de 1873, p. 1491, 1517); sur le projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique de nouvelles lignes concédées à la Compagnie de l'Est et l'approbation d'une Convention passée avec cette Compagnie (I., n° 1706; A., t. 17, an., p. 16; J. O. de 1873, p. 2660); sur le bassin de la Loire (Commission d'Enquête) (I., n° 1965; A., t. 19, an., p. 300; J. O. de 1873, p. 6898, 6953, 6987); sur le bassin de la Garonne et du littoral de la Méditerranée (Commission d'Enquête) (I., n° 2177; A., t. 29, an., p. 123; J. O. de 1874, p. 1295, 1308); sur les bassins de la Charente et de la Sèvre-Niortaise (Commission d'Enquête) (I., n° 2178; A., t. 29, an., p. 144; J. O. de 1874, p. 1977); sur le projet de loi relatif au rétablissement, sur le territoire français, des voies navigables interceptées par la nouvelle frontière (I., n° 2271, et Annexe; A., t. 30, an., p. 116; J. O. de 1874, p. 2579, 2678, 2693); sur les bassins de la Manche et de la mer du Nord (Commission d'Enquête) (I., n° 2417; A., t. 31, an., p. 495; J. O. de 1874, p. 4237, 4268, 4297); sur l'ensemble du système des voies navigables de

la France [Résumé et conclusions] (Commission d'Enquête) (I., n° 2474; A., t. 32, an., p. 226; J. O. de 1874, p. 4875, 4902); sur le projet de loi relatif à la cession par l'État à la ville de Bordeaux de l'immeuble domanial dit la Caserne-des-Fossés (I., n° 2599; A., t. 33, an., p. 181; J. O. de 1874, p. 5689); sur le projet de loi ayant pour objet la concession à la Compagnie de Picardie et Flandres des chemins de fer : 1° de Cambrai à Douai; 2° d'Aubigny-au-Bac à Somain, avec embranchement sur Abscon; 3° de Douai à Orchies (I., n° 2800; A., t. 35, an., p. 360; J. O. de 1875, p. 628, 675). — Son rapport supplémentaire sur ce projet de loi (I., n° 2916; A., t. 37, an., p. 7; J. O. de 1875, p. 1757). — Son deuxième rapport supplémentaire sur ce même projet de loi (I., n° 3047; A., t. 38, p. 232, an., p. 151; J. O. de 1875, p. 3984). — Ses rapports : sur le projet de loi relatif à l'ouverture de crédits montant ensemble à 1,750,000 fr. pour l'installation des deux Chambres dans le Palais de Versailles (I., n° 3034; A., t. 38, p. 194, an., p. 133; J. O. de 1875, p. 3866); sur le projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession d'un chemin de fer sous-marin entre la France et l'Angleterre (I., n° 3156; A., t. 39, an., p. 219 à 234; J. O. de 1875, p. 6226, 6439, 6472). — Son deuxième rapport sur ce même projet de loi (I., n° 3227; A., t. 40, an., p. 572; J. O. de 1875, p. 6826). — Ses rapports : sur le projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie du Nord des chemins de fer : 1° de Douai à Orchies; 2° d'Orchies à la frontière Belge, vers Tournai (I., n° 3282; A., t. 41, an., p. 99; J. O. de 1875, p. 7043); sur la proposition de MM. de Janzé et autres, relative à la déclaration d'utilité publique pour les chemins de fer d'embranchement de moins de 20 kilomètres de longueur (I., n° 3316; A., t. 41, an., p. 145; J. O. de 1875, p. 7091). = Prend part, en qualité de Rapporteur, à la discussion du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de l'Est de nouvelles lignes de chemins de fer (A., t. 18, p. 127, 129, 130, 242 à 246, 302, 328, 330, 332, 334, 335, 340, 344, 388, 402, 404, 405). — Dépose son rapport sur le projet de loi relatif au rétablissement, sur le territoire français, des voies navigables interceptées par la nouvelle frontière, et en demande l'urgence (A., t. 30, p. 270). — Est entendu dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 30, p. 591). — Dépose son rapport sur le projet de loi relatif à la cession par l'État à la ville de Bordeaux de l'immeuble domanial dit la Caserne-des-Fossés, et en demande l'urgence (A., t. 33, p. 356). — Demande, en qualité de Rapporteur, la mise à l'ordre du jour et la déclaration d'urgence du projet de loi relatif à la concession à la Compagnie de Picardie et Flandres des chemins de fer de Cambrai à Douai, et d'Aubigny-au-Bac à Somain, avec embranchement sur Abscon (A., t. 37, p. 94, 95, 98). — Parle dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 39, p. 393 à 399, 403 à 408, 452 à 455). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi de crédits applicables à l'installation des deux Chambres dans le Palais de Versailles (A., t. 38, p. 194 à 199). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée (A., t. 39, p. 358 à 363, 366). — Demande, en déposant son rapport supplémentaire sur le projet de loi relatif au chemin de fer sous-marin entre la France et l'Angleterre, l'urgence et la mise à l'ordre du jour de ce projet de loi (A., t. 40, p. 213). — Demande, en qualité de Rapporteur, la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la concession à la Compagnie du Nord des chemins de fer de Douai à la frontière Belge (A., t. 41, p. 301). — Demande la discussion immédiate de ce projet de loi (A., t. 41, p. 413) — Est entendu dans la discussion de deux pétitions de quatre communes de la Seine, relatives au déversement sur le territoire de Gennevilliers des eaux d'égout de Paris (A., t. 42, p. 245 à 247). — Demande, en qualité de Rapporteur, la mise à l'ordre du jour de la proposition de M. de Janzé tendant à soumettre à une loi la déclaration d'utilité publique pour les chemins de fer d'embranchement de moins de 20 kilomètres (A., t. 42, p. 247, 248). — Parle : sur la demande de retrait de la déclaration d'urgence précédemment votée sur cette proposition (A., t. 43, p. 20, 24); dans la discussion de cette

proposition (*Première délibération*, A., t. 43, p. 34, 38, 40. *Deuxième délibération*, p. 274); sur la mise à l'ordre du jour de la troisième délibération sur cette proposition (A., t. 44, p. 209, 210). = Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 217). = Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie du Nord (A., t. 44, p. 325 à 330).

KÜSS (M.), *Député élu par le département du Bas-Rhin.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 39). = L'un des signataires : de la Déclaration collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 61, et an., p. 3); de la démission collective des mêmes représentants (A., t. 1, p. 124). = Son décès est annoncé à l'Assemblée (A., t. 1, p. 134). — Proposition de M. Pelletan tendant à décider que les frais de ses funérailles seront supportés par la nation, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. HONNEURS PUBLICS, n° 1. — Lettre de M. Fourcand, Maire de Bordeaux, au sujet de l'offre de la ville de Bordeaux de participer aux frais de ces funérailles (A., t. 1, p. 166). — Observations de M. le Président Grévy au sujet de cette offre (*ibid.*).

L

LABÉLONYE (M.), *Député élu par le département de Seine-et-Oise.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 39). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 125, 144, 147, 161, 181, 189, 205, 241, 264, 269, 289, 353, 367, 395, 403, 405, 427, 440, 450, 454, 524, 575, 607, 621 ; J. O. de 1871, p. 2333, 2929, 3012, 3435, 4802, 5229 ; J. O. de 1872, p. 113, 572, 1649, 2757, 2909, 3519, 7007, 7446 ; J. O. de 1873, p. 336, 580, 653, 1383, 1769, 2113, 2231, 6982 ; J. O. de 1874, p. 809, 1881, 2358) ; et de la Commission de permanence de 1873 (A., t. 17, p. 276). = Sa proposition sur la répartition de l'impôt mobilier (I., n° 638 ; A., t. 5, an., p. 227 ; J. O. de 1871, p. 4162). — Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : l'établissement de succursales de la Banque de France dans les départements où il n'en existe pas, avec autorisation pour la Banque de France et ses succursales de recevoir des comptes-courants portant intérêts (I., n° 811 ; A., t. 6, an., p. 352 ; J. O. de 1872, p. 631) ; l'établissement d'un timbre ou signe spécial destiné à être apposé sur les marques commerciales et de fabrique (I., n° 982 ; A., t. 8, p. 324, an., p. 132 ; J. O. de 1872, p. 1952). = Ses rapports : sur le projet de loi portant prorogation d'une surtaxe sur le vin et l'alcool à l'octroi de la commune de Rumilly (Haute-Savoie) (I., n° 744 ; A., t. 6, an., p. 257 ; J. O. de 1872, p. 72) ; sur le projet de loi ayant pour objet une prorogation de surtaxe sur les boissons à l'octroi de la commune de Bonneville (Haute-Savoie) (I., n° 800 ; A., t. 6, an., p. 339 ; J. O. de 1872, p. 573) ; sur le projet de loi tendant à ouvrir au Préfet de la Seine des crédits provisoires pour le paiement des dépenses extraordinaires de la ville de Paris pendant le premier trimestre de 1872 (I., n° 829 ; A., t. 7, an., p. 50 ; J. O. de 1872, p. 929) ; sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Niort (Deux-Sèvres) : 1° à emprunter 900,000 francs ; 2° à s'imposer extraordinairement (I., n° 923 ; A., t. 7, an., p. 215 ; J. O. de 1872, p. 1598) ; sur le projet de loi ayant pour objet l'établissement de surtaxes à l'octroi de la commune de Meudon (Seine-et-Oise) (I., n° 1028 ; A., t. 8, an., p. 251 ; J. O. de 1872, p. 2483) ; sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Saint-Étienne (Loire) à changer l'affectation d'une somme de 500,000 francs, formant le reliquat d'un emprunt (I., n° 1071 ; A., t. 10, an., p. 58 ; J. O. de 1872, p. 2809) ; sur le projet de loi ayant pour objet une augmentation de surtaxes, jusqu'au 31 décembre 1881, sur les vins et eaux-de-vie à l'octroi de la commune de Pontoise (Seine-et-Oise) (I., n° 1113 ; A., t. 11, an., p. 76 ; J. O. de 1872, p. 3360) ; sur le projet de loi tendant à autoriser le département de l'Hérault à contracter un emprunt pour la création d'une École d'agriculture à Montpellier (I., n° 1167 ; A., t. 11, an., p. 203 ; J. O. de 1872, p. 3769) ; sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Mâcon (Saône-et-Loire) à emprunter une somme de 100,000 francs pour l'achèvement de ses chemins vicinaux (I., n° 1250 ; A., t. 12, an., p. 95 ; J. O. de 1872, p. 4826) ; sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Nantes (Loire-Inférieure) à contracter un emprunt de 300,000 francs (I., n° 1570 ; A., t. 15, an., p. 190 ; J. O. de 1873, p. 981) ; sur le projet de loi portant établissement pour cinq ans de surtaxes sur le vin et l'alcool à l'octroi de la commune d'Armentières (Nord) (I., n° 1763 ; A., t. 17, an., p. 168 ; J. O. de 1873, p. 2821). = Donne lecture de sa proposition relative à l'établissement d'un timbre spécial sur les marques commerciales et de fabrique, et en demande l'urgence (A., t. 8, p. 323, 324). — Demande la mise à l'ordre du jour de sa

proposition (A., t. 14, p. 208). — S'excuse de son absence (A., t. 12, p. 681). = N. B. — Son décès, survenu pendant la 1re prorogation de 1874, n'a pas été notifié à l'Assemblée.

LABICHE (M.), *ancien Secrétaire général du Ministère de l'Intérieur.*

L'un des candidats proposés pour les fonctions de Conseiller d'État (A., t. 13, p. 96, et an., p. 65)

LABITTE (M.), *Député élu par le département de l'Oise.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 34). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., nos 509, 744, 756, 824, 842 ; J. O. de 1873, p. 4945 ; J. O. de 1875, p. 1275, 1817, 5510, 9073). = Déclare retirer son amendement dans la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 123). — Obtient un congé (A., t. 4, p. 313).

LABORIE (M. DE), *Ingénieur en chef des Ponts-et-chaussées, à Dijon.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 756 à 760).

LABOULAYE (M.), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 86). = Président : du 2e Bureau (F., n° 650; J. O. de 1874, p. 4089) ; du 9e Bureau (F., n° 717 ; J. O. de 1875, p. 160) ; et du 15e Bureau (F., n° 756 ; J. O. de 1873, p. 1857). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 128, 144, 147, 155, 172, 211, 219, 289, 427, 445, 454, 463, 505, 537, 573, 634, 686, 707, 762, 810, 824, 851 ; J. O. de 1871, p. 2419, 2929, 3012, 3250, 4960 ; J. O. de 1872, p. 765, 1012, 3519 ; J. O. de 1873, p. 1383, 1769, 2234, 3220, 4819, 3479 ; J. O. de 1874, p. 736, 3578, 5848, 8333; J. O. de 1875, p. 2037, 4874, 5510, 9463) ; des Commissions de permanence : de 1872 (A., t. 13, p. 567) ; et de 1873 (A., t. 17, p. 276; t. 19, p. 406); de la Commission relative à la prorogation des pouvoirs de M. le Maréchal de Mac-Mahon (F., n° 519 ; J. O. de 1873, p. 6804) ; des deux Commissions des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 37 ; t. 38, p. 199) ; et de la Commission de permanence de 1875 (A., t. 41, p. 201). = Ses rapports : sur la proposition de M. Target relative à la prorogation de l'Assemblée nationale (I., n° 650 ; A., t. 5, an., p. 237 ; J. O. de 1871, p. 4209) ; sur la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (I., n° 1960 ; A., t. 19, an., p. 221 ; J. O. de 1873, p. 6803, 6925). — Son rapport supplémentaire sur cette dernière proposition (I., n° 3072 *bis* ; A., t. 38, an., p. 216 ; J. O. de 1875, p. 4464). — Son rapport sur la proposition de M. le général Changarnier et d'un grand nombre de ses collègues, ayant pour objet de confier le Pouvoir exécutif, pour dix ans, au Maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta (I., n° 2011 ; A., t. 27, an., p. 162 ; J. O. de 1873, p. 7148). — Son rapport supplémentaire sur cette proposition (I., n° 2020 ; A., t. 27, an., p. 178 ; J. O. de 1873, p. 7236). — Son rapport sur le projet de loi organique concernant les rapports des Pouvoirs publics (I., n° 3073 ; A., t. 38, an., p. 221 ; J. O. de 1875, p. 4160). = Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 678) ; du projet de loi sur les contributions indirectes (A., t. 5, p. 155, 179). — Donne lecture de son rapport sur la proposition de M. Target relative à la prorogation de l'Assemblée nationale (A., t. 5, p. 587). — Parle, comme Rapporteur, dans la discussion de cette proposition (A., t. 5, p. 594, 600). — Propose un ordre du jour motivé tendant à refuser la première démission de M. Thiers (A., t. 7, p. 120). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à établir des peines contre les affiliés à l'Internationale (A., t. 8, p. 334) ; des propositions de M. Vilfeu et de M. Rousel relatives à la répression de l'ivresse

(*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 18, 19, 25, 26, 27. *Troisième délibération*, t. 15, p. 303); du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 169 à 171) ; du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 240) ; de la demande en autorisation de poursuites contre M. Ranc, pour participation à l'insurrection de la Commune (A., t. 18, p. 435) ; des interpellations de M. Le Royer sur l'arrêté du Préfet du Rhône, du 18 juin 1873, relatif à la police des cimetières (A., t. 12, p. 540). — Parle sur la prise en considération de la proposition de M. Naquet tendant à réorganiser l'enseignement de la médecine (A., t. 19, p. 21). — Donne lecture de son rapport sur la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation des pouvoirs de M. le maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 109 à 114). — Sa motion, en qualité de Rapporteur, à la suite de la communication du Message du Président de la République, tendant au renvoi au lendemain de la discussion sur cette proposition (A., t. 27, p. 116, 117, 118). — Son rapport verbal, à la reprise de la séance, concluant au renvoi au lendemain pour l'audition des Ministres par la Commission (A., t. 27, p. 119). — Donne lecture de son rapport supplémentaire sur cette proposition (A., t. 27, p. 121). — Prend part à la discussion de cette proposition (A., t. 27, p. 162, 174). — Est entendu, en qualité de Rapporteur : sur la question de mise à l'ordre du jour de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (A., t. 28, p. 45 ; t. 31, p. 237 ; t. 33, p. 107, 235, 236, 237) ; dans la discussion y relative (*Première délibération*, A., t. 35, p. 26 à 29, 49. *Deuxième délibération*, p. 290, 294, 299, 300, 315 à 319, 322, 324) ; sur la motion de Mgr Dupanloup tendant à la mise à l'ordre du jour de la suite de la discussion sur cette proposition (A., t. 38, p. 245, 246). — Donne lecture de son rapport supplémentaire sur la même proposition (A., t. 38, p. 385 à 392). — Prend part à la suite de la discussion y relative (*Reprise de la deuxième délibération*, A., t. 38, p. 401, 413, 424, 426, 432, 462, 472, 473, 475, 478, 482, 561, 570 à 574, 598 à 600, 602 à 604, 622, 627. *Troisième délibération*, t. 39, p. 492, 512, 524, 545, 577, 593, 597, 601). — Parle : sur la demande d'urgence de la proposition de M. Casimir Périer ayant pour objet de fixer à la Commission des Lois Constitutionnelles la base de ses travaux sur l'organisation et la transmission des Pouvoirs publics (A., t. 32, p. 193) ; sur les propositions de MM. Le Royer, Gatien-Arnoult et autres, relatives à la création de Facultés de médecine à Lyon, Toulouse, Lille, Nantes, Bordeaux et Marseille (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 415) ; sur la motion de M. Batbie tendant à la mise à l'ordre du jour des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics et au Sénat, avec priorité en faveur de la loi sur le Sénat (A., t. 35, p. 430). — Prend part à la discussion : des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 338 à 343, 419) ; du projet de loi et des propositions concernant la création et les attributions d'un Sénat (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 485). — Parle sur des incidents relatifs à la démission de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles, portée à la tribune par M. Batbie, son Président (A., t. 38, p. 403, 418). — Sa motion, en qualité de Rapporteur, tendant à la mise en tête de l'ordre du jour de la première délibération sur le projet de loi organique relatif aux rapports des Pouvoirs publics (A., t. 39, p. 51, 52). — Est entendu dans la discussion de ce projet de loi (*Première délibération*, A., t. 39, p. 86 à 88). — Sa motion tendant à la mise à l'ordre du jour de la deuxième délibération sur le même projet de loi (A., t. 39, p. 121). — Prend part à la discussion y relative (*Deuxième délibération*, A., t. 39, p. 473, 475, 476, 479). — Sa motion tendant à la mise à l'ordre du jour de la troisième délibération sur ce projet de loi (A., t. 39, p. 578). — Parle dans la discussion y relative (*Troisième délibération*, A., t. 40, p. 111, 112, 113). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux élections des Sénateurs (*Deuxième délibération*, A., t. 41, p. 116). — Est élu *Sénateur inamovible* A., t. 43, p. 217). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A., t. 44, p. 164 à 167).

LACASCADE (M.), *Député élu par la colonie de la Guadeloupe.*

Son élection est validée (A., t. 42, p. 216). = Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à modifier l'article 79 de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée, en ce qui concerne l'obligation de savoir lire et écrire pour les engagés volontaires (A., t. 43, p. 183) ; du projet de loi relatif au régime intérieur des sucres (A., t. 44, p. 313 à 317).

LACAVE-LAPLAGNE (M.), *Député élu par le département du Gers.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 15).= Secrétaire : du 3e Bureau (F., n° 4 ; M. B. de 1871, p. 13) ; du 7e Bureau (F., n° 215 ; J. O. de 1872, p. 889) ; du 4e Bureau (F., n° 289 ; J. O. de 1872, p. 3519) ; du 13e Bureau (F., n° 674 ; J. O. de 1874, p. 4933) ; et du 7e Bureau (F., n° 717 ; J. O. de 1875, p. 160). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 210) ; de diverses Commissions (F., nos 11, 23, 32, 41, 51, 68, 77, 99, 125, 317, 419, 463, 541, 769 ; M. B. de 1871, p. 209 ; J. O. de 1871, p. 251, 372, 561, 750, 1013, 1136, 1545, 2333 ; J. O. de 1872, p. 4353 ; J. O. de 1873, p. 1080, 3220, 7729 ; J. O. de 1875, p. 3405) ; de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O., p. 471) ; de la Commission chargée d'examiner les projets de lois portant règlement définitif du Budget de 1867 et de celui de 1868 (F., n° 321 ; J. O. de 1872, p. 4516) ; et de la Commission chargée d'examiner les Comptes du Budget de 1869 (F., n° 529 ; J. O. de 1873, p. 7729).=Son rapport sommaire sur la proposition de MM. Charles Rolland et autres, relative aux élections municipales (I., n° 313 ; A., t. 3, p. 343 ; J. O. de 1871, p. 1598). = Dépose des pétitions relatives au transfert du siège de l'Assemblée hors de Paris (A., t. 1, p. 165; t. 2, p. 332).— Est entendu, comme Rapporteur, dans la discussion sur la prise en considération de la proposition de MM. Rolland et autres, relative aux élections municipales (A., t. 3, p. 476). — Obtient des congés (A., t. 4, p. 16 ; t. 6, p. 123 ; t. 11, p. 10 ; t. 14, p. 1, 58 ; t. 40, p. 157 ; t. 41, p. 168, 275). — Son rapport sommaire verbal sur la proposition de M. de Rambures relative aux emplois et aux pensions à accorder aux militaires blessés (A., t. 13, p. 287). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 44, p. 393, 394).

LA CAZE (M. Louis), *Député élu par le département des Basses-Pyrénées.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 20).= Président du 9e Bureau (F., n° 756 ; J. O. de 1875, p. 1817). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture en France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 210) ; de diverses Commissions (F., nos 15, 20, 128, 167, 181, 211, 215, 403, 454, 549, 865 ; M. B. de 1871, p. 66, 201 ; J. O. de 1871, p. 2419, 4802, 5229 ; J. O. de 1872, p. 765, 889 ; J. O. de 1873, p. 580, 2231, 7921 ; J. O. de 1875, p. 10118) ; et de la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (F., n° 267; J. O. de 1872, p. 2829).=Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative aux élections pour la prochaine Assemblée nationale (I., n° 2583 ; A., t. 33, p. 324, an., p. 167 ; J. O. de 1874, p. 5786). = Son rapport sommaire sur la proposition de MM. de Pressensé et autres, concernant les individus poursuivis ou condamnés à la suite de l'insurrection du 18 mars, qui n'ont pas dépassé le grade de sous-officier, et qui ne sont accusés d'aucun crime de droit commun ou d'aucun fait déterminé dans ladite insurrection (I., n° 868 ; A., t. 7, an., p. 138 ; J. O. de 1872, p. 1217). — Son rapport supplémentaire sur : 1° la proposition de MM. Destremx et autres, tendant à abroger le décret du 28 octobre 1870 et à modifier les récompenses nationales ; 2° la proposition de M. Huon de Penanster ayant pour objet l'abrogation du décret du 28 octobre 1870 sur l'Ordre de la Légion d'Honneur (I., n° 1845 ; A., t. 19, an., p. 5 ; J. O. de 1873, p. 4530). — Son rapport intérieur à la Commission d'Enquête relatif au régime des Établissements pénitentiaires, sur les institutions de patronage à Paris (A., t. 45, p. 380 à 398). = Prend part à la discussion : des propositions de MM. Magnin et Beth-

de l'Exercice 1871 (Travaux publics: *Incident relatif au retard des transports de marchandises sur le chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée*, A., t. 5, p. 585); des interpellations de M. Le Royer sur les transports par voies ferrées (A., t. 6, p. 117); du projet de loi tendant à accorder des pensions à Mme veuve Clément Thomas et à Mme veuve Chaudey (*Première délibération*, A., t. 7, p. 564, 565); du Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'Exercice 1872 (*Traitements des Instituteurs-adjoints*, A., t. 8, p. 426, 427); du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Troisième délibération*, A., t. 11, p. 523); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Troisième délibération*, A., t. 13, p. 417); de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (A., t. 15, p. 135). — Ses observations au sujet : de la question préalable demandée sur le projet de loi électorale (A., t. 31, p. 251); d'erreurs commises dans des relevés de scrutins, par suite de l'abus du vote pour des absents (A., t. 33, p. 354). — Son rapport sur une pétition (A., t. 35, p. 413). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée (A., t. 39, p. 319); de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Troisième délibération*, A., t. 39, p. 590).

LADMIRAULT (M. le général DE), *Gouverneur de Paris, Commandant supérieur de la 1re Division militaire.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 956 à 965). = Ses lettres au Président de l'Assemblée, portant demandes en autorisation de poursuites : contre M. Ranc, membre de l'Assemblée nationale, pour participation à l'insurrection de la Commune (A., t. 18, p. 312, an., p. 151); contre M. Melvil-Bloncourt, également Député, sous la même inculpation (A., t. 29, p. 502, an., p. 216).

LAFAYETTE (M. OSCAR DE), *Député élu par le département de Seine-et-Marne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 36). = Président : du 11e Bureau (F., n° 562; J. O. de 1874, p. 351); du 13e Bureau (F., n° 674; J. O. de 1874, p. 4933); du 7e Bureau (F., n° 796; J. O. de 1875, p. 4340); et du 2e Bureau (F., n° 842; J. O. de 1875, p. 9073). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., nos 23, 39, 51, 72, 75, 81, 95, 152, 170, 251, 317, 401, 569, 611, 634, 650, 762, 772, 800; J. O. de 1871, p. 251, 500, 523, 750, 1098, 1124, 1188, 1476, 3155, 4892; J. O. de 1872, p. 1978, 4353; J. O. de 1873, p. 524; J. O. de 1874, p. 611, 2005, 3578, 4089; J. O. de 1875, p. 2037, 3525, 4464); de la Commission de permanence de 1871 (A., t. 5, p. 660); et de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 177; J. O. de 1871, p. 6113). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, relatives : à l'éligibilité des Préfets et Sous-Préfets (I., n° 48; A., t. 1, an., p. 33; J. O. de 1871, p. 375); à la levée de l'état de siège dans le département de Seine-et-Marne (I., n° 2472; A., t. 32, an., p. 224; J. O. de 1874, p. 4466). = Ses rapports : sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Fontainebleau (Seine-et-Marne : 1° à emprunter 500,000 francs; 2° à s'imposer extraordinairement (I., n° 1372; A., t. 13, an., p. 280; J. O. de 1872, p. 5731); sur le projet de loi tendant à établir des surtaxes à l'octroi de la commune de Thonon (Haute-Savoie) (I., n° 1472; A., t. 14, an., p. 128; J. O. de 1872, p. 8142); sur le projet de loi portant approbation de la Convention télégraphique signée à Saint-Pétersbourg, le 22 juillet 1875, entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Grèce, l'Italie, les Pays-Bas, la Perse, le Portugal, la Russie, la Suède et Norwège, la Suisse et la Turquie (I., n° 3519; A., t. 43, an., p. 312; J. O. de 1875, p. 10409). = Est entendu : sur la prise en considération de sa proposition relative à l'éligibilité des Préfets et Sous-Préfets (A., t. 2, p. 198); dans la discussion de cette

indemnités attribuées aux victimes de la guerre (I., n° 2651 ; A., t. 34, an., p. 114 ; J. O. de 1874, p. 6242) ; sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Kerlouan (Finistère) (I., n° 2658 ; A., t. 34, an., p. 134 ; J. O. de 1874, p. 6006). = Obtient un congé (A., t. 8, p. 132). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation sur les contributions indirectes (A., t. 18, p. 464).

LAGRANGE (M.), *ancien Commissaire de police, Directeur de la police politique.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 539 à 545).

LAGRANGE (M. le baron DE), *Député élu par le département du Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 38). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., n°s 215, 225, 264, 588, 611, 627, 650 ; J. O. de 1872, p. 889, 1177, 2757 ; J. O. de 1874, p. 1226, 2005, 3307, 4089). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet l'abrogation des lois du 10 avril 1832 et du 26 mai 1848, concernant les princes de la Maison de Bourbon (I., n° 289 ; A., t. 3, p. 244 ; J. O. de 1871, p. 1202). = Obtient un congé (A., t. 3, p. 787). — Son rapport sur l'élection de M. Latrade par le département de la Corrèze (A., t. 18, p. 148).

LALLEMAND (M. le général), *ancien Commandant des forces militaires en Algérie.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 26, p. 784 à 790).

LALLIÉ (M.), *Député élu par le département de la Loire-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 41).= Secrétaire du 5e Bureau (F., n° 123 ; J. O. de 1871, p. 2248).= Membre : de diverses Commissions (F., n°s 49, 75, 80, 136, 146, 189, 215, 264, 367, 379, 393, 401, 440, 463, 475, 484, 509, 573, 627, 744, 769, 796, 842 ; J. O. de 1871, p. 712, 1124, 1183, 2641, 2985 ; J. O. de 1872, p. 113, 889, 2757, 7446, 7817 ; J. O. de 1873, p. 280, 524, 1769, 3220, 3722, 4039, 4945 ; J. O. de 1874, p. 736, 3307 ; J. O. de 1875, p. 1275, 3405, 4340, 9073) ; et de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (F., n° 95 ; J. O. de 1871, p. 1476). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à la création d'une Faculté de médecine à Nantes (I., n° 1330 ; A., t. 13, an., p. 169 ; J. O. de 1872, p. 5385).= Ses rapports : sur le projet de loi tendant à distraire le village de la Pérouse de la commune d'Aurec, canton de Saint-Didier-la-Séauve (Haute-Loire), et à le rattacher à la commune de la Chapelle d'Aurec (canton de Monistrol-sur-Loire, même département) (I., n° 961 ; A., t. 8, an., p. 49 ; J. O. de 1872, p. 2062) ; sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Nantes (Loire-Inférieure) à emprunter une somme de 700,000 fr. (I., n° 969 ; A., t. 8, an., p. 69 ; J. O. de 1872, p. 2198). — Son rapport, au nom de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (Communications postales et télégraphiques) (I., n° 1416 ; A., t. 20, p. 197 à 209 ; J. O. de 1873, p. 4722). — Ses rapports : sur le projet de loi tendant à ériger en commune distincte la section de la Forêt, distraite de la commune de Fouesnant, arrondissement de Quimper (Finistère) (I., n° 1853 ; A., t. 19, an., p. 35 ; J. O. de 1873, p. 4654) ; sur le projet de loi tendant à ériger en municipalité distincte la paroisse de Sainte-Anne, distraite à cet effet de la commune de Campbon, canton de Savenay, arrondissement de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure) (I., n° 3490 ; A., t. 43, an., p. 243 ; J. O. de 1875, p. 10985). = Obtient un congé (A., t. 12, p. 279). — Parle dans la discussion de sa proposition relative à la création d'une Faculté de médecine à Nantes (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 411. *Troisième délibération*, t. 35, p. 103).

LALOU (M.), *Inspecteur général des Prisons.*

Sa déposition devant la Commission d'En-

sur l'urgence de la proposition de M. Laurier relative au rachat des chemins de fer et à la libération du territoire A., t. 7, p. 382) ; dans la discussion : du Budget du Ministère des Travaux publics pour l'Exercice 1872 (*Personnel des Commissaires de surveillance des chemins de fer*, A., t. 8, p. 343. *Travaux au Muséum d'histoire naturelle*, p. 347 ; du projet de loi ayant pour objet la concession à la Compagnie du Nord des chemins de fer : 1° de Montsoult à Amiens ; 2° de Cambrai à la frontière Belge, vers Dour A., t. 12, p. 348, 349, 358). = Prend part, comme Député, à la discussion : du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics A., t. 16, p. 255) ; du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de l'Est de nouvelles lignes de chemins de fer A., t. 18, p. 400). = Est nommé de nouveau *Ministre des Travaux publics* (Décret du 26 novembre 1873) (B. des L., n° 2671 ; J. O., p. 7226). — Sa lettre de démission, comme membre de la Commission des Lois Constitutionnelles A., t. 28, p. 45). — Est entendu; en qualité de Ministre : dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 Travaux publics : *Fonds d'entretien des routes nationales*, A., t. 28, p. 355. *Études du Canal du Rhône à Béziers*, p. 355. *Amélioration de la navigation de la basse Seine*, p. 360. *Exécution du chemin de fer de grande ceinture autour de Paris*, p. 360. *Subventions pour chemins de fer d'intérêt local*, p. 365. *Subventions arriérées dues, à ce titre : au département de l'Ain*, p. 366 ; *au département de la Gironde*, p. 366). — Parle : sur la question de renvoi aux Bureaux du projet de loi concernant la Convention conclue avec l'ancienne Liste civile (A., t. 28, p. 559) ; sur la question de mise à l'ordre du jour des projets de lois relatifs à de nouveaux chemins de fer A., t. 29, p. 267, 268 ; dans la discussion du projet de loi tendant à la déclaration d'utilité publique et à la concession d'un Canal d'irrigation dérivé de la rivière de la Bourne, dans le département de la Drôme A., t. 29, p. 299, 300). — Répond à la question de M. Francisque Rive au sujet des promesses de concession de nouvelles lignes de chemins de fer faites par l'Administration A., t. 29, p. 367). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession définitive de plusieurs chemins de fer concédés à titre éventuel, ainsi qu'à l'adjudication de plusieurs chemins de fer classés et non concédés (A., t. 30, p. 548, 549, 550, 556, 568, 569) ; du projet de loi relatif à l'achèvement du nouvel Opéra (A., t. 30, p. 716, 718, 719) ; du projet de Résolution de la Commission de l'ancienne Liste civile, tendant à la levée du séquestre sur les immeubles du Domaine privé (A., t. 30, p. 742). = Est entendu, comme Député, dans la discussion : des propositions concernant l'électorat municipal (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 140, 143) ; du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée (A., t. 39, p. 316) ; du projet de loi ayant pour objet la concession à la Compagnie de Picardie et Flandres des chemins de fer : 1° de Cambrai à Douai ; 2° d'Aubigny-au-Bac à Somain, avec embranchement sur Abscon (A., t. 39, p. 446). — Demande, en qualité de Président de la Commission, l'urgence du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à M. Stephen-Marc d'un chemin de fer d'Alais au Rhône (A., t. 43, p. 98). — Son rapport verbal, au nom de la Commission du phylloxera et des irrigations, sur les motifs du retrait, sous réserves, du projet de loi de cette Commission ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un Canal d'irrigation du Rhône, des Roches de Condrieu à Béziers (A., t. 43, p. 297, 298). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (*Question de priorité en faveur du projet de l'ancienne Commission*, A., t. 44, p. 6. *Département du* GARD : *arrondissement d'Alais*, p. 13, 15, 16. HÉRAULT : *arrondissement de Montpellier*, p. 38).

LAREINTY (M. le baron DE), *ex-Commandant du Bataillon des mobiles de la Loire-Inférieure.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 876 à 880).

sur l'Exercice 1872, destiné à indemniser les militaires de la Gendarmerie des pertes qu'ils ont subies pendant la guerre et dans la répression de l'insurrection de Paris (I., n° 771 ; A., t. 6, an , p. 289 ; J. O. de 1872, p. 415) ; sur le projet de loi ayant pour objet l'ouverture au Ministre de la Guerre d'un crédit de six millions de francs, applicable à la fabrication des armes de guerre en 1872 (I., n° 772 ; A., t. 6, an., p. 290 ; J. O. de 1872, p. 303) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre d'un crédit de 25,012,500 fr., pour frais d'entretien des troupes Allemandes d'occupation jusqu'au 30 juin 1872 (I., n° 1039 ; A., t. 10, an , p. 4 ; J. O. de 1872, p. 2636) ; sur le projet de loi ayant pour objet l'ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'Exercice 1872, d'un crédit de 8 millions de francs, pour la réparation et la fabrication d'armes de guerre et de munitions (I., n° 1040 ; A., t. 10, an., p. 5 ; J. O. de 1872, p. 2636) ; sur le projet de loi tendant à ouvrir un crédit spécial de 31,837,845 fr. au Ministre de l'Intérieur, pour le paiement de la première annuité du remboursement des dépenses de la Garde nationale mobilisée, de l'artillerie départementale et des camps d'instruction, prescrit par la loi du 11 septembre 1871 (I., n° 1052 ; A., t. 8, p. 618 ; t. 10, an., p. 34 ; J. O. de 1872, p. 2432) ; sur le projet de loi ayant pour objet l'ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'Exercice 1873, d'un crédit de 253,650 fr., pour l'application de la loi du 25 mars 1873 au sujet de l'envoi à la Nouvelle-Calédonie des familles de déportés (I., n° 1842 ; A., t. 19, an., p. 3 ; J. O. de 1873, p. 4499) ; sur le Budget des dépenses de l'Exercice 1874 (Ministère de la Marine et des Colonies) (I., n° 2017 ; A., t. 27, an., p. 169 ; J. O. de 1873, p. 7286) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'Exercice 1874, de crédits supplémentaires montant à la somme de 1,195,106 fr. (Service de la déportation à la Nouvelle-Calédonie, et reconstruction de la corderie de Toulon) (I., n° 2313 ; A., t. 30, an., p. 195 ; J. O. de 1874, p. 2965) ; sur le projet de loi ayant pour objet de modifier tant en recettes qu'en dépenses, sans excédant ni déficit, les chiffres des Budgets de la Caisse des Invalides e la Marine pour 1873 et 1874 (I., n° 2424 ; A., t. 32, an., p. 3 ; J. O. de 1874, p. 4125). = Est entendu : sur un incident relatif à l'impression des rapports de la Commission chargée d'éclairer l'Assemblée sur l'état des Finances (A., t. 1, p. 302) ; dans la discussion : de la proposition de M. Gaslonde relative aux Conseils généraux (A., t. 2, p. 169, 177, 180) ; du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 375) ; sur la prise en considération de la proposition de MM. Quinet et autres, tendant à modifier la loi électorale (A., t. 2, p. 865) ; dans la discussion : du Budget rectifié de l'Exercice 1871 (Budget extraordinaire : *Crédits extraordinaires du Ministère de la Guerre*, A., t. 5, p. 633) ; des interpellations de M. Le Royer sur les transports par voies ferrées (A., t. 6, p. 111). — Ses observations au sujet du dépôt de son rapport sur le projet de loi relatif aux douzièmes provisoires pour l'Exercice 1872 (A., t. 6, p. 122). — Donne lecture de son rapport sur ce projet de loi (A., t. 6, p. 127). — Parle dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 6, p. 149, 150) ; du projet de loi et des propositions tendant à accorder des pensions nationales aux veuves et aux orphelins des victimes de l'insurrection de la Commune (*Son amendement en faveur de la veuve de M. Pasquier, Chirurgien militaire, tué par les insurgés*, A., t. 7, p. 568) ; du projet de loi relatif à l'impôt sur les revenus mobiliers ou valeurs mobilières (A., t. 12, p. 520 à 525) ; du projet de loi concernant l'impôt des boissons (A., t. 13, p. 506). — Demande la mise à l'ordre du jour de la discussion sur les pétitions relatives à la dissolution de l'Assemblée nationale (A., t. 14, p. 505). — Prend part à la discussion : des conclusions des rapports sur ces pétitions (A., t. 14, p. 571, 599) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Voies et moyens : *Droits d'entrée sur les matières premières*, A., t. 14, p. 668) ; des interpellations de MM. Lespinasse et de Limairac sur le refus de certains Maires, et en particulier du Maire de Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne), de mandater diverses dépenses obligatoires (A., t. 15, p. 223, 224) ; de la proposition de M. Parent tendant à faire dresser par le Gouvernement et distribuer à l'Assemblée un Tableau des biens appartenant à l'État et susceptibles ou non d'être aliénés (A., t. 15, p. 327) ; des rap-

= Membre de Commissions (F., nos 75, 99, 146, 403, 509, 521, 588, 717; J. O. de 1871, p. 1121, 1515, 2985; J. O de 1873, p. 580, 4915, 6982; J. O. de 1874, p. 1226; J. O. de 1875, p. 160). = Son rapport sur le projet de loi relatif à un échange de terrains entre l'État et la commune d'Oslon (Saône-et-Loire) (I., n° 2884; A., t. 36, an., p. 147; J. O. de 1875, p. 1001). = Obtient un congé (A., t. 2, p. 118).

LASTEYRIE (M. Ferdinand de), *ancien Député.*

L'un des candidats proposés pour les fonctions de Conseiller d'État (A., t. 13, p. 97, et an., p. 65).

LASTEYRIE (M. Jules de), *Député élu par le département de Seine-et-Marne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 36). = Vice-Président du 6e Bureau (M. B. de 1871, p. 213). — Président : du 3e Bureau (F., n° 289; J. O. de 1872, p. 3519); et du même Bureau renouvelé (F., n° 353; J. O. de 1872, p. 7007). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 6, 8, 11, 51, 60, 81, 173, 357, 772; M. B de 1871, p. 18, 27, 58; J. O. de 1871, p. 808, 895, 1230, 1986; J. O. de 1872, p. 7143; J. O de 1875, p. 3525); de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11; M. B de 1871, p. 209); de la Commission des Quinze (F., n° 20; M. B. de 1871, p. 201; de la Commission du Budget rectifié de 1871 (F., n° 58; J. O. de 1871, p. 867); de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73; J. O. de 1871, p. 1111); de la Commission de revision des grades (I., n° 136; J. O., p. 2641; de la Commission de permanence de 1871 (A., t. 5, p. 660; et de la Commission pour l'examen des lois de Finances de l'Exercice 1872 (F., n° 192; J. O. de 1872, p. 200). = Son rapport, au nom de la Commission nommée sur sa proposition, à l'effet de se concerter avec le Pouvoir exécutif sur les mesures à proposer à l'Assemblée en raison des événements Insurrection de Paris (I., n° 66; A., t. 2, p. 47; J. O. de 1871, p. 376). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit de 196,918 fr. pour frais d'impressions dus à l'Imprimerie nationale, à l'occasion du Plébiscite de 1870 (I., n° 503; A., t. 4, an., p. 271; J. O. de 1871, p. 3823). = Ses observations dans la discussion du projet de Résolution relatif à la translation du siège de l'Assemblée (A., t. 1, p. 289). — Présente et développe une proposition tendant à la nomination d'une Commission de quinze membres, chargée de se concerter avec le Pouvoir exécutif au sujet des événements de Paris (A., t. 2, p. 2). — Donne lecture du premier rapport de cette Commission (A., t. 2, p. 19, 20). — Expose, comme Président, l'état des travaux de cette Commission, dite des *Quinze* (A., t. 2, p. 25). — Demande le renvoi aux Bureaux des propositions de M. Bérenger et de M. de Fourcaud tendant à la nomination d'une délégation de l'Assemblée chargée de se rendre à Paris pour l'apaisement ou la répression de l'insurrection (A., t. 2, p. 73) — Est entendu : sur la prise en considération de la proposition de M. Louis Blanc et autres, tendant à déclarer que les Maires et Adjoints de Paris ont agi en bons citoyens (A., t. 2, p. 146); sur un incident relatif aux communications de la Commission des *Quinze* avec le Gouvernement au sujet des événements de Paris (A., t. 2, p. 527); sur le projet de Résolution de M. Cochery tendant à déclarer que les armées de terre et de mer et que le Chef du Pouvoir exécutif ont bien mérité de la patrie (A., t. 3, p. 110). — Dépose, au nom de la Commission des *Quinze*, le mandat conféré par l'Assemblée à cette Commission (A., t. 3, p. 202). — Dépose son rapport sur le projet de loi de crédit relatif aux dépenses de l'impression des proclamations et des bulletins pour le Plébiscite du 8 mai 1870 (A., t. 4, p. 645). — Ses observations : dans la discussion du projet de loi sur les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 667); à propos de l'urgence demandée sur le Titre Ier du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (A., t. 5, p. 9). — Obtient des congés (A., t. 5, p. 205; t. 13, p. 3). — Parle : dans la discussion de la proposition de M. de Ravinel relative à l'installation des différents Ministères à Versailles (A., t. 5, p. 481); sur la proposition de M. Target relative à la pro-

1871, p. 735) ; sur sa proposition ayant pour objet de mettre en adjudication les bureaux de tabac, à partir du 1er juillet 1872 (I., n° 939 ; A., t. 8, an., p. 18 ; J. O. de 1872, p. 1733). — Ses rapports : sur le projet de loi ayant pour objet de proroger jusqu'au 1er janvier 1883 l'effet de la loi du 22 juin 1862, qui attribue à l'État le monopole des tabacs (I., n° 1456 ; A., t. 14, an., p. 92 ; J. O. de 1872, p. 7751) ; sur sa proposition ayant pour objet la mise en adjudication des débits de tabac (I., n° 1975 ; A., t. 19, an., p. 248 ; J. O. de 1873, p. 6809). — Son rapport, au nom de la Commission d'Enquête sur les tabacs (Achats faits par la Régie) (I., n° 3664 ; A., t. 44, an., p. 430 à 499 ; J. O. de 1876, p. 2329). = Donne lecture de son rapport sommaire sur la proposition de M. Pelletan relative aux funérailles de M. Küss (A., t. 1, p. 300). — Ses observations dans la discussion de la proposition relative à la création de bataillons de volontaires (A., t. 2, p. 70). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 593, 594, 598, 669, 671). — Son rapport sommaire verbal au sujet de la proposition de MM. Guichard et Raudot relative à la nomination d'une Commission de Finances pour la revision du Budget de 1871 (A., t. 3, p. 213). — Son rapport sur les élections de MM. le général de Cissey, Jouin et Roger-Marvaise par le département d'Ille-et-Vilaine (A., t. 4, p. 13). — Prend part à la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 444). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi tendant à proroger, jusqu'au 1er janvier 1883, le monopole des tabacs attribué à l'État (A., t. 14, p. 733, 736, 738, 741). — Obtient un congé (A., t. 29, p. 100). — Parle : dans la discussion du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Retenue sur le produit net des octrois*, A., t. 29, p. 613) ; en qualité de Rapporteur, dans la discussion de sa proposition relative à la mise en adjudication des bureaux de tabac (*Première délibération*, A., t. 31, p. 52. *Deuxième délibération*, t. 37, p. 9, 10 à 13). — Déclare retirer sa proposition, après le rejet de son article 1er (A., t. 37, p. 15). — Répond aux observations présentées par le Ministre de la Guerre sur le procès-verbal, au sujet du vote de rejet émis par la Chambre sur cette proposition (A., t. 37, p. 20). — S'excuse de son absence (A., t. 35, p. 3). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à la poudre dynamite (*Troisième délibération*, A., t. 37, p. 55, 72, 93) ; du Budget de l'Exercice 1876 (Impôts autorisés : *Évaluation, dans chaque département, des travaux publics exécutés à la charge de l'État*, A., t. 41, p. 381) ; du projet de loi portant déclaration d'utilité publique de divers chemins de fer (A., t. 44, p. 380).

LAMBRECHT (M.), *Député élu par le département du Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 38). = Est nommé *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* [Arrêté du 19 février 1871] (B. des L., n° 332 ; M. B., p. 221). — Sa déclaration, en cette qualité, sur l'urgence de la proposition de M. Millière relative à la prorogation de l'échéance des effets de commerce (A., t. 2, p. 8). — Est entendu dans la discussion de la proposition de M. Gaslonde relative aux Conseils généraux (A., t. 2, p. 183, 184). — Répond : à la communication par M. de Rainneville d'une offre de terrains faite par la ville d'Amiens aux industriels de l'Alsace (A., t. 2, p. 187) ; à la question de M. des Rotours sur les mesures à prendre contre la peste bovine (A., t. 2, p. 395). — Parle dans la discussion du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 471, 477). = Est nommé *Ministre de l'Intérieur* [Arrêté du 5 juin 1871] (J. O., p. 1241). — Prend part, en cette qualité, à la discussion du projet de loi relatif au commerce et à la fabrication des armes de guerre (*Troisième délibération*, A., t. 3, p. 502, 503, 507). — Ses observations sur la nomination de la Commission des grâces (A., t. 3, p. 510). — Répond : à la question de M. Schœlcher tendant à la levée de l'état de siège à Paris, en vue des élections (A., t. 3, p. 572) ; à la question de M. de Tillancourt sur le nombre de voix nécessaire dans les prochaines élections complémen-

taires pour l'Assemblée nationale (A., t. 3, p. 621). — Est entendu dans la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, sur l'organisation et les attributions des Conseils généraux (*Première délibération*, A., t. 3, p. 679. *Deuxième délibération*, t. 3, p. 861, 892 ; t. 4, p. 53, 66, 68, 76, 110, 111, 113, 114, 121, 140, 141, 142, 166, 167, 168, 172, 173. *Troisième délibération*, t. 4, p. 385, 415, 452, 453, 459, 508, 514, 540, 545, 596, 602) ; de la proposition de MM. Claude (Meurthe) et autres, relative aux contributions de guerre, réquisitions et dommages résultant de l'invasion (*Première délibération*, A., t. 3, p. 703) ; du projet de loi sur le rétablissement du cautionnement des journaux et écrits imprimés (A., t. 3, p. 756, 765, 783, 792). — Répond à la question de M. Flotard sur de prétendus troubles à Nice (A., t. 4, p. 64). — Parle sur l'élection de M. Testelin par le département du Nord (A., t. 4, p. 95). — Dépose un projet de loi relatif aux Commissions administratives des Établissements de bienfaisance, et en demande le renvoi à la Commission déjà saisie (A., t. 4, p. 98). — Répond à la nouvelle question de M. Schœlcher en vue de la levée de l'état de siège à Paris (A., t. 4, p. 225, 226). — Est entendu : dans la discussion : des élections partielles du département des Bouches-du-Rhône [2 juillet 1871] (A., t. 5, p. 27) ; de la question de M. Monnet au Ministre de l'Instruction publique, au sujet d'un discours prononcé à la distribution des prix des Écoles communales de Lyon (A., t. 5, p. 44) ; de la proposition de MM. Vandier et autres, relative à la dissolution des Gardes nationales (A., t. 5, p. 136). — Parle sur l'urgence de la proposition de M. Schœlcher tendant à la levée de l'état de siège dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise (A., t. 5, p. 279). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au transport des journaux (A., t. 5, p. 530) ; du Budget rectifié de l'Exercice 1871 (Intérieur : *Discussion générale sur la politique intérieure*, A., t. 5, p. 567. Algérie : *Constitution des Conseils généraux de l'Algérie*, p. 650) ; de la proposition de M. Target sur la prorogation de l'Assemblée nationale (A., t. 5, p. 594) ; des projets de lois d'emprunts : par la ville de Caen (Calvados) (A., t. 5, p. 611, 612) ; et par la ville de Charleville (Ardennes) (A., t. 5, p. 615, 616) ; du projet de loi relatif à la répartition du fonds de secours aux départements pour l'Exercice 1872 (A., t. 5, p. 678, 679). = N. B. — Son décès, survenu pendant la prorogation de 1871, n'a pas été notifié a l'Assemblée. — Projet de loi de crédit relatif à ses funérailles, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. CRÉDITS, § V, n° 4.

LAMORTE (M.), *Député élu par le département de la Drôme.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 14, 33). — Ses observations y relatives (A., t. 1, p. 33). — Nouvel ajournement de son élection (A., t. 1, p. 149). — Est entendu dans la discussion y relative (A., t. 1, p. 250). — Son élection est invalidée (A., t. 1, p. 251).

LAMY (M.), *Député élu par le département du Jura.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 16). — Elle est validée (A., t. 1, p. 48). = Secrétaire : du 1er Bureau (F., n° 167 ; J. O. de 1871, p. 1802) ; du 4e Bureau (F., n° 241 ; J. O. de 1872, p. 1649) ; du 15e Bureau (F., n° 317 ; J. O. de 1872, p. 4353) ; du 7e Bureau (F., n° 588 ; J. O. de 1874, p. 1226) ; du 11e Bureau (F., n° 607 ; J. O. de 1874, p. 1881) ; et du 9e Bureau (F., n° 674 ; J. O. de 1874, p. 4933). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., n°s 57, 379, 476, 865 ; J. O. de 1871, p. 854 ; J. O. de 1872, p. 7817 ; J. O. de 1873, p. 3750 ; J. O. de 1875, p. 10118) ; de la Commission des Services administratifs (F., n° 78 ; J. O. de 1871, p. 1148) ; et de la Commission de permanence de 1874 (A., t. 30, p. 648). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, relatives : à l'éligibilité des Préfets et Sous-Préfets (I., n° 48 ; A., t. 1, an., p. 33 ; J. O. de 1871, p. 375) ; à une revision des Services publics (I., n° 110 ; A., t. 2, p. 276, 300 ; J. O. de 1871, p. 624, 734) ; à l'établissement d'une taxe sur les domestiques (I., n° 1247 ; A., t. 12, an., p. 88 ; J. O. de 1872, p. 4545) ;

à la fabrication et au commerce des armes de guerre (I., n° 2046; A., t. 28, an., p. 26; J. O. de 1873, p. 7697). = Donne lecture de sa proposition relative à une revision des Services publics (A., t. 2, p. 276). — Est entendu sur la prise en considération de cette proposition (A., t. 2, p. 730). — Son rapport sur les élections de MM. Nétien, Lebourgeois, le général Robert et Raoul Duval par la Seine-Inférieure (A., t. 4, p. 155). — Prend part à la discussion des propositions : 1° de MM. Rivet et autres, sur l'organisation du Pouvoir exécutif; 2° de MM. Adnet et autres, sur la confirmation des pouvoirs de M. Thiers; 3° de M. de Belcastel, sur la forme définitive du Gouvernement (A., t. 5, p. 239, 240). — Son rapport sur l'élection de M. du Bodan par le département du Morbihan (A., t. 18, p. 125). —Demande à interpeller le Gouvernement sur le maintien de l'état de siège dans les départements soumis à cette mesure (A., t. 19, p. 99). — Est entendu : sur la fixation du jour de ces interpellations (A., t. 19, p. 99, 100); dans la discussion y relative (A., t. 28, p. 85 à 94). — Parle sur la proposition de M. Malartre relative à la prorogation de l'Assemblée nationale (A., t. 34, p. 108). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée* (A., t. 37, p. 2). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 38, p. 296; t. 42, p. 8). — Obtient un congé (A., t. 41, p. 58).

LANCEL (M.), *ex-Secrétaire du Comité de la Défense, à Amiens.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 269).

LANDE (M. le général DE LA), *ex-Commandant des mobilisés Bretons.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 413 à 417).

LANEL (M.), *Député élu par le département de la Seine-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 54). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); et de diverses Commissions (F., n°s 77, 189, 405, 621, 674, 842; J. O. de 1871, p. 1136; J. O. de 1872, p. 113; J. O. de 1873, p. 653; J. O. de 1874, p. 2358, 4933; J. O. de 1875, p. 9073). = Sa proposition pour la rectification de la contribution foncière d'une certaine classe d'immeubles (I., n° 1900; A., t. 19, p. 133; J. O. de 1873, p. 5508). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 475; t. 7, p. 602; t. 8, p. 363; t. 19, p. 1, 127).

LANFREY (M.), *Député élu par le département des Bouches-du-Rhône.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 308). = Fait connaître à l'Assemblée qu'il ne peut accepter le mandat de membre de la Commission des grâces (A., t. 3, p. 563). = Membre de diverses Commissions (F., n°s 541, 562, 588, 607, 744; J. O. de 1873, p. 7729; J. O. de 1874, p. 351, 1226, 1881; J. O. de 1875, p. 1275). = Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 306).

LANGLOIS (M.), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 47).= Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., n°s 14, 23, 51, 58, 103, 146, 161, 181, 258, 403, 427, 488, 498, 531, 762, 772, 824; M. B. de 1871, p. 58; J. O. de 1871, p. 251, 750, 867, 1700, 2985, 3435, 5229; J. O. de 1872, p. 2197; J. O. de 1873, p. 580, 1383, 4177, 4481, 7256; J. O. de 1875, p. 2037, 3525, 5510); de la Commission pour l'examen des lois de finances de l'Exercice 1872 (F., n° 492; J. O. de 1872, p. 200); et des Commissions des Budgets : de 1874 (F., n° 471; J. O. de 1873, p. 3480); et de 1876 (F., n° 776; J. O. de 1875, p. 3636), = Ses propositions relatives : aux attributions des Maires (I., n° 100; A., t. 2, p. 205; J. O. de 1871, p. 501); à un impôt sur les revenus pendant une période de trois années (I., n° 600; A., t. 5, an., p. 183; J. O. de 1871, p. 3985). = Son rapport sommaire sur la proposition de M. le marquis d'Andelarre relative à la composition de la Commission de surveillance des Caisses d'é-

mortissement et des dépôts et consignations (I., n° 244; A., t. 3, p. 107; J. O. de 1871, p. 1232). — Ses rapports : sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre d'un crédit de 300,000 francs applicable aux dépenses spéciales que vont nécessiter les travaux du recensement du matériel de la Guerre prescrit par l'Assemblée nationale (I., n° 1279; A., t. 13, an., p. 13; J. O. de 1872, p. 1786); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'Exercice 1874, d'un crédit supplémentaire de 736,226 fr. applicable au Chapitre LI (Remises aux percepteurs. — Indemnités aux porteurs de contraintes judiciaires) (I., n° 3424; A., t. 42, an., p. 163; J. O. de 1875, p. 9771); sur les propositions : 1° de M. Ganivet; 2° de MM. Claude (Meurthe-et-Moselle) et autres; 3° de MM. le marquis d'Andelarre et autres, relatives aux bouilleurs de cru (I., n° 3487; A., t. 42, an., p. 376; J. O. de 1876, p. 232). = Est entendu : sur un incident relatif à la garde militaire de l'Assemblée (A., t. 1, p. 68); sur le mode d'examen de la proposition de M. Jules Favre tendant à nommer une Commission de quinze membres chargée d'assister les négociateurs du Traité de paix (A., t. 1, p. 77); sur la demande d'urgence du projet de loi relatif aux Préliminaires de paix (A., t. 1, p. 92, 93); sur l'incident soulevé par M. Conti lors de la discussion de ce projet de loi (A., t. 1, p. 104); sur le fond du même projet de loi (A., t. 1, p. 122); à propos du rapport de M. Cochery sur les élections des anciens Préfets élus Députés (A., t. 1, p. 162); sur l'élection du général Garibaldi par le département d'Alger (A., t. 1, p. 212); sur l'élection de M. Mestreau par le département de la Charente-Inférieure (A., t. 1, p. 249). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à proroger l'échéance des effets de commerce (A., t. 1, p. 263); du projet de loi tendant à mettre en état de siège le département de Seine-et-Oise (A., t. 2, p. 11). — Est entendu : sur des incidents relatifs aux événements de Paris (A., t. 2, p. 11, 14, 28, 42, 43, 74, 674); à propos du projet de loi déposé par le Gouvernement sur les élections municipales en France (A., t. 2, p. 50); dans la discussion de la proposition de M. Gaslonde relative aux Conseils généraux (A., t. 2, p. 178, 179). — Donne lecture de sa proposition relative aux attributions des Maires (A., t. 2, p. 190). — Parle : sur une pétition du Vice-Président et du Secrétaire de la Ligue internationale de la paix et de la liberté à Genève (A., t. 2, p. 10); sur le projet de loi concernant les élections municipales (A., t. 2, p. 263, 272, 292, 299, 338, 346, 400, 405, 427, 436, 438); sur la proposition de MM. de Talhouët et autres, relative à la nomination d'une Commission de décentralisation (A., t. 2, p. 510); sur le renvoi à cette Commission des deux propositions de MM. Bethmont et Magnin, concernant les Conseils généraux (A., t. 2, p. 515); sur le projet de loi relatif aux loyers (A., t. 2, p. 631, 640, 642, 665). — Dépose une pétition sur les concordats amiables (A., t. 2, p. 712). — Est entendu : à propos d'une communication de M. Thiers à l'Assemblée au sujet des événements de Paris (A., t. 2, p. 740); dans la discussion de la proposition de MM. Jozon et Oscar de Lafayette relative à l'éligibilité des Préfets et Sous-Préfets (*Troisième délibération*, A., t. 2, p. 810); sur la prise en considération de la proposition de MM. Quinet et autres, relative à la représentation des villes (A., t. 2, p. 864); dans la discussion : du projet de loi sur l'inaliénabilité des propriétés publiques ou privées, saisies ou soustraites à Paris depuis le 18 mars 1871 (A., t. 2, p. 934); de la proposition de M. de Cazenove de Pradine relative aux prières publiques (A., t. 3, p. 33, 34 à 36); au sujet de la question préalable demandée sur une pétition tendant à l'élection d'une Constituante (A., t. 3, p. 97). — Prend part à la discussion : des interpellations de M. le général Ducrot relatives aux élections municipales de la Nièvre (A., t. 3, p. 185); du projet de loi relatif à la fabrication et au commerce des armes de guerre (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 328. *Troisième délibération*, p. 507. — Parle : sur la demande de renvoi à la Commission du Budget du projet de loi relatif aux augmentations d'impôts et aux impôts nouveaux (A., t. 3, p. 338); sur le projet de loi relatif à l'exercice du droit de grâce (A., t. 3, p. 487). — Sa question au Ministre des Affaires étrangères au sujet du sort des

prisonniers français en Allemagne (A., t. 3, p. 508). — Rectifie les termes de son interruption, pendant le discours de M. de Belcastel, au sujet de la proposition de M. Haëntjens relative à la nomination d'une Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 3, p. 512). — Prend part à la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 821; t. 4, p. 19, 21, 52, 69, 303, 307. *Troisième délibération*, t. 4, p. 397, 453); des pétitions des Archevêques et Évêques relatives à la situation faite au Souverain Pontife par le Gouvernement Italien (A., t. 4, p. 262); du projet de loi sur les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 630); des propositions : 1° de MM. Rivet et autres, sur l'organisation du Pouvoir exécutif; 2° de MM. Adnet et autres, sur la confirmation des pouvoirs de M. Thiers; 3° de M. de Belcastel, sur la forme définitive du Gouvernement (A., t. 5, p. 242). — Dépose sa proposition d'impôt sur les revenus, et en demande l'urgence (A., t. 5, p. 381). — Parle : dans la discussion de la proposition de M. Target sur la prorogation de l'Assemblée nationale (A., t. 5, p. 599); sur la question de M. Javal au sujet du nombre des Conseils de guerre chargés de juger les insurgés du 18 mars 1871 (A., t. 5, p. 609); dans la discussion du projet de loi d'impôt sur le revenu (A., t. 6, p. 309, 335, 347); du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 273, 282); des propositions de MM. de Tréveneuc (Côtes-du-Nord), Vétillart et autres, relatives au rôle éventuel des Conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles (A., t. 7, p. 430); du projet de loi réglant, au point de vue de l'indemnité, la situation des fonctionnaires nommés Députés (A., t. 7, p. 556); de la proposition de MM. Jozon et autres, relative à la formule des nouveaux impôts (*Deuxième délibération*, A., t. 7, p. 589); du projet de loi concernant les droits d'enregistrement (A., t. 8, p. 73, 90); du projet de loi sur les peines à établir contre les affiliés à l'Internationale (A., t. 8, p. 223, 231); du Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1872 (*Pensions militaires*, A., t. 8, p. 377, 378). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 811 à 817). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 182. *Troisième délibération*, p. 525); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 285, 449, 450); du projet de loi relatif aux titres au porteur volés ou détruits (A., t. 12, p. 361, 364). — Parle : sur la question de mise à l'ordre du jour du nouveau projet de loi d'impôt relatif aux valeurs mobilières (A., t. 12, p. 590); sur la demande de communication aux magistrats militaires chargés de l'instruction de la capitulation de Metz, des dépositions et documents recueillis par la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 12, p. 639). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 291, 292, 319, 346, 372); du projet de loi concernant l'impôt des boissons (A., t. 13, p. 558); du projet de loi tendant à proroger jusqu'au 1er janvier 1883 le monopole des tabacs attribué à l'Etat (A., t. 14, p. 738); du Budget de l'Exercice 1873 (Dette publique : *Projet annoncé sur les pensions civiles*, A., t. 14, p. 342. Voies et moyens : *Contribution des communes et établissements publics pour frais de régie de leurs bois*, p. 664. Dispositions diverses : *Nomination d'une Commission parlementaire chargée d'étudier la question des pensions civiles et militaires*, p. 720, 721); de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 64, 140). — Est entendu : sur l'urgence de la proposition de M. Savary relative à la majorité requise pour être élu Député à l'Assemblée nationale (A., t. 15, p. 60); sur la demande de renvoi à la Commission d'Enquête sur les chemins de fer, du projet de loi portant concession de nouvelles lignes à la Compagnie de l'Est (A., t. 15, p. 165); dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 18, p. 340); des interpellations de MM. Lespinasse et de Limairac sur le refus de certains Maires, et

en particulier du Maire de Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne), de mandater diverses dépenses obligatoires (A., t. 15, p. 224); de la proposition de M. Paris (Pas-de-Calais) relative à la prorogation de l'Assemblée du 27 juillet au 5 novembre 1873 (A., t. 19, p. 285); du projet de loi relatif aux contributions directes à percevoir en 1874 (A., t. 19, p. 396). — Parle : sur la question de mise à l'ordre du jour du projet de loi concernant la nomination des Maires et les attributions de la police municipale (A., t. 28, p. 376); dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Instruction publique, Cultes et Beaux-Arts : *Frais de voyage et de séjour à Versailles*, A., t. 28, p. 333); du projet de loi relatif à la surveillance de la haute police (*Troisième délibération*, A., t. 29, p. 266); du projet de loi de crédit pour droits de bulles, d'informations et d'établissement alloués aux Archevêques et Évêques (A., t. 29, p. 382); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Timbre des lettres de voiture*, A., t. 29, p. 604. *Impôt du timbre sur les journaux*, t. 30, p. 12. *Impôt sur la verrerie*, p. 102. *Tolérance aux bouilleurs de cru*, p. 194. *Réforme du cadastre*, p. 199 à 202. *Droits sur les sucres*, p. 346, 347); de la demande en autorisation de poursuites contre M. Melvil-Bloncourt, inculpé de participation à l'insurrection de la Commune (A., t. 30, p. 112); du projet de loi relatif au Compte de liquidation (A., t. 30, p. 510, 511, 529). — Est entendu : sur la motion de M. de Belcastel pour la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la liberté de l'Enseignement supérieur (A., t. 31, p. 237); au sujet de citations attribuées à Proudhon par M. de Castellane dans son discours sur le projet de loi électorale (A., t. 31, p. 284; t. 32, p. 3); dans la discussion : des propositions concernant l'électorat municipal (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 54. *Troisième délibération*, p. 542); des propositions concernant l'organisation municipale (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 319); du projet de loi relatif aux récompenses à accorder à l'occasion de l'Exposition de Vienne en 1873 (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 364); du projet de loi de crédit en vue du rétablissement de la Commission d'examen des ouvrages dramatiques (A., t. 32, p. 370); du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes, et de la proposition de M. Wolowski relative à l'équilibre du Budget de 1875 (*Ordre de la discussion*, A., t. 33, p. 84, 85); du Budget de l'Exercice 1875 (Beaux-Arts : *Théâtre de l'Odéon*, A., t. 33, p. 398. Impôts autorisés : *Impôt de transmission sur la rente française*, t. 34, p. 237). — Parle : sur la demande de renvoi, de la Commission de l'armée à la Commission du Code de justice militaire, du projet de loi ayant pour objet de coordonner avec ce Code les lois des 27 juillet 1872 et 24 juillet 1873 (A., t. 35, p. 201); sur la proposition de M. des Rotours tendant à déclarer Français et à soumettre au recrutement tout étranger né en France qui ne satisfait pas au service militaire dans son pays d'origine (*Troisième délibération*, A., t. 35, t. 215); sur le projet de loi de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 167 à 171, 175, 176); sur la proposition de MM. de Lamberterie et autres, relative à la mise en adjudication des débits de tabac (*Deuxième délibération*, A., t. 37, p. 14); sur le projet de loi relatif aux droits sur les manquants chez les marchands de vins en gros, bouilleurs et distillateurs (A., t. 37, p. 53); sur la prise en considération de la proposition de M. Courcelle relative aux élections partielles (A., t. 37, p. 312); sur la proposition de MM. Fournier, Tallon et Arthur de Chabaud-la-Tour, relative aux Caisses d'épargne et de prévoyance (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 67); sur la motion de M. Dufaure relative au mode de nomination de la nouvelle Commission à nommer en remplacement de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles, démissionnaire (A., t. 38, p. 167); dans la discussion du projet de loi de la Commission des Établissements pénitentiaires ayant pour objet le régime des prisons départementales (*Troisième délibération*, A., t. 38, p. 351); sur un incident relatif à l'heure de l'ouverture des dernières séances avant la prorogation (A., t. 41, p. 260); sur la demande de mise à l'ordre du jour du projet de loi ayant pour objet de coordonner les lois des 27 juillet

1872 et 24 juillet 1873 avec le Code de justice militaire (A., t. 41, p. 301). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux récompenses honorifiques à décerner en dehors des prescriptions légales à l'occasion des dernières inondations (A., t. 41, p. 405); du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 275); de la demande de mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif au vinage (A., t. 43, p. 192). — Parle, en qualité de Rapporteur, dans la discussion des trois propositions de M. Ganivet, de M. Claude (Meurthe-et-Moselle) et de M. d'Andelarre, relatives aux bouilleurs de cru (A., t. 43, p. 224, 231 à 235, 257). — Demande la question préalable sur la proposition de M. Naquet tendant à l'amnistie pleine et entière en faveur des auteurs de tous les crimes et délits politiques commis depuis le 4 septembre 1870 (A., t. 44, p. 33). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A., t. 44, p. 197); du projet de loi concernant le régime intérieur des sucres (A., t. 44, p. 312, 317); du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie de l'Ouest (A., t. 44, p. 368).

LAPRADE (M. VICTOR DE), *Député élu par le département du Rhône.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 40).= Membre de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F. n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209). = Obtient un congé (A., t. 4, p. 500). — Lettre par laquelle il transmet sa démission (A., t. 16, p. 397).

LARCY (M. le baron DE), *Député élu par le département du Gard.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 14).= Président : du 3e Bureau (F., n° 4 ; M. B. de 1871, p. 13) ; du même Bureau renouvelé (F., n° 419 ; J. O. de 1873, p. 1080) ; du 5e Bureau (F., n° 463 ; J. O. de 1873, p. 3220) ; du 4e Bureau (F., n° 509 ; J. O. de 1873, p. 4945) ; du 13e Bureau (F., n° 517 ; J. O. de 1873, p. 6751) ; du 10e Bureau (F., n° 697 ; J. O. de 1874, p. 7981) ; du 7e Bureau (F., n° 824 ; J. O. de 1875, p. 5510) ; et du 9e Bureau (F., n° 842 ; J. O. de 1875, p. 9073). = Membre : de la Commission des Trente sur les attributions des Pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (F., n° 371 ; J. O. de 1872, p. 7565) ; de diverses Commissions (F., nos 393, 511, 850 ; J. O. de 1873, p. 280, 5018 ; J. O. de 1875, p. 9395) ; et de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 37). = Son rapport sur la proposition de MM. Destremx et autres, tendant à arrêter les ravages causés dans les vignobles par le phylloxera et à généraliser les irrigations, suivi d'un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique du Canal d'irrigation du Rhône, des Roches de Condrieu à Béziers (I., n° 3299 ; A., t. 41, an., p. 123 ; J. O. de 1875, p. 7083). = Est nommé *Ministre des Travaux publics* [Arrêté du 19 février 1871] (B. des L., n° 332 ; M. B., p. 221). — Parle, en cette qualité, dans la discussion du projet de loi concernant les élections municipales (A., t. 2, p. 258). — Répond : à la question de M. Varroy sur le projet de Canal entre le bassin de la Moselle et le bassin du Rhône (A., t. 2, p. 506) ; aux questions de MM. Jullien et Félix Dupin sur l'insuffisance des moyens de transport des marchandises par les chemins de fer (A., t. 4, p. 33, 35, 36, 38). — Est entendu dans la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 126, 128, 132. *Troisième délibération*, p. 422, 522) ; du Budget rectificatif de 1871 (Travaux publics : *Annuités aux Compagnies concessionnaires de chemins de fer*, A., t. 5, p. 585, 618. *Incident relatif au retard dans les transports de marchandises sur le chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée*, p. 586. *Travaux d'amélioration agricole*, p. 651) ; du projet de loi de crédit relatif au déblaiement des palais et édifices de Paris détruits par l'incendie (A., t. 5, p. 674) ; de la question d'urgence de la proposition de M. Wilson relative au service du transport des marchandises par les chemins de fer (A., t. 6, p. 21) ; des interpellations de M. Le Royer sur les transports par les voies ferrées (A., t. 6, p. 104 à 107) ;

sur l'urgence de la proposition de M. Laurier relative au rachat des chemins de fer et à la libération du territoire (A., t. 7, p. 382) ; dans la discussion : du Budget du Ministère des Travaux publics pour l'Exercice 1872 (*Personnel des Commissaires de surveillance des chemins de fer*, A., t. 8, p. 543. *Travaux au Muséum d'histoire naturelle*, p. 547) ; du projet de loi ayant pour objet la concession à la Compagnie du Nord des chemins de fer : 1° de Montsoult à Amiens ; 2° de Cambrai à la frontière Belge, vers Dour (A., t. 12, p. 348, 349, 358). = Prend part, comme Député, à la discussion : du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 255) ; du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de l'Est de nouvelles lignes de chemins de fer (A., t. 18, p. 400). = Est nommé de nouveau *Ministre des Travaux publics* [Décret du 26 novembre 1873] (B. des L., n° 2471 ; J. O., p. 7226). — Sa lettre de démission, comme membre de la Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 45). — Est entendu, en qualité de Ministre : dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Travaux publics : *Fonds d'entretien des routes nationales*, A., t. 28, p. 355. *Études du Canal du Rhône à Béziers*, p. 355. *Amélioration de la navigation de la basse Seine*, p. 360. *Exécution du chemin de fer de grande ceinture autour de Paris*, p. 360. *Subventions pour chemins de fer d'intérêt local*, p. 365. *Subventions arriérées dues, à ce titre : au département de l'Ain*, p. 366 ; *au département de la Gironde*, p. 366). — Parle : sur la question de renvoi aux Bureaux du projet de loi concernant la Convention conclue avec l'ancienne Liste civile (A., t. 28, p. 359) ; sur la question de mise à l'ordre du jour des projets de lois relatifs à de nouveaux chemins de fer (A., t. 29, p. 267, 268) ; dans la discussion du projet de loi tendant à la déclaration d'utilité publique et à la concession d'un Canal d'irrigation dérivé de la rivière de la Bourne, dans le département de la Drôme (A., t. 29, p. 299, 300). — Répond à la question de M. Francisque Rive au sujet des promesses de concession de nouvelles lignes de chemins de fer faites par l'Administration (A., t. 29, p. 367). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession définitive de plusieurs chemins de fer concédés à titre éventuel, ainsi qu'à l'adjudication de plusieurs chemins de fer classés et non concédés (A., t. 30, p. 548, 549, 550, 556, 568, 569) ; du projet de loi relatif à l'achèvement du nouvel Opéra (A., t. 30, p. 716, 718, 719) ; du projet de Résolution de la Commission de l'ancienne Liste civile, tendant à la levée du séquestre sur les immeubles du Domaine privé (A., t. 30, p. 742). = Est entendu, comme Député, dans la discussion : des propositions concernant l'électorat municipal (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 440, 443) ; du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée (A., t. 39, p. 316) ; du projet de loi ayant pour objet la concession à la Compagnie de Picardie et Flandres des chemins de fer : 1° de Cambrai à Douai ; 2° d'Aubigny-au-Bac à Somain, avec embranchement sur Abscon (A., t. 39, p. 446). — Demande, en qualité de Président de la Commission, l'urgence du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à M. Stephen-Marc d'un chemin de fer d'Alais au Rhône (A., t. 43, p 98). — Son rapport verbal, au nom de la Commission du phylloxera et des irrigations, sur les motifs du retrait, sous réserves, du projet de loi de cette Commission ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un Canal d'irrigation du Rhône, des Roches de Condrieu à Béziers (A., t. 43, p. 297, 298 .—Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (*Question de priorité en faveur du projet de l'ancienne Commission*, A., t. 44, p. 6. *Département du* GARD : *arrondissement d'Alais*, p. 13, 15, 16. HÉRAULT : *arrondissement de Montpellier*, p. 38).

LAREINTY (M. le baron DE), *ex-Commandant du Bataillon des mobiles de la Loire-Inférieure.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 876 à 880).

LARGENTAYE (M. DE), *Député élu par le département des Côtes-du-Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 31).= Membre de Commissions (F., nos 123, 167, 440 ; J. O. de 1871, p. 2218, 4802 ; J. O. de 1873, p. 1769). = Ses rapports : sur le projet de loi portant prorogation d'une surtaxe sur les cidres, poirés et hydromels à l'octroi de la commune de Quintin (Côtes-du-Nord) (I., n° 737 ; A., t. 6, an., p. 253 ; J. O. de 1872, p. 25) ; sur le projet de loi tendant à autoriser le département des Côtes-du-Nord à s'imposer 4 centimes extraordinaires pour les travaux des routes départementales et des chemins vicinaux (I., n° 1248 ; (A., t. 12, an., p. 88 ; J. O. de 1872, p. 4825). = Obtient des congés (A., t. 1, p. 177 ; t. 15, p. 148).

LARRIEU (M.), *Député élu par le département de la Gironde.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 40). = Président du 3e Bureau (F., n° 189 ; J. O. de 1872, p. 113). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 123, 205, 339, 395 ; J. O. de 1871, p. 2248 ; J. O. de 1872, p. 572, 5057 ; J. O. de 1873, p. 336) ; et de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 177 ; J. O. de 1871, p. 6113). = Obtient des congés (A., t. 11, p. 10 ; t. 12, p. 494). — S'excuse de son absence (A., t. 18, p. 631). = N. B. Son décès, survenu pendant la 2e prorogation de 1873, n'a pas été notifié à l'Assemblée.

LASERVE (M. DE), *Député élu par la colonie de l'île de la Réunion.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 42). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., nos 22, 102, 144, 146, 171, 178, 189, 201, 229, 265, 448, 478, 531, 588, 607, 611, 627, 756, 769, 800 ; M. B. de 1871, p. 231 ; J. O. de 1871, p. 1596, 2929, 2985, 4929, 5137 ; J. O. de 1872, p. 113, 456, 1295, 2781 ; J. O. de 1873, p. 2032, 3817, 7256 ; J. O. de 1874, p. 1226, 1881, 2065, 3307 ; J. O. de 1875, p. 1817, 3405, 4464). = Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser le département du Var à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales (I., n° 2344 ; A., t. 30, an., p. 290 ; J. O. de 1874, p. 3125). — Demande, à l'occasion du procès-verbal, le rétablissement de son vote sur l'amendement relatif à la translation de l'Assemblée à Paris (A., t. 2, p. 1). — Prend part à la discussion : de la proposition de M. le général Trochu au sujet du service à célébrer en l'honneur des généraux Clément Thomas et Lecomte (A., t. 2, p. 136) ; du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 371) ; du projet de loi sur les poursuites en matière de délits de presse (A., t. 2, p. 520, 521, 524). — Obtient un congé (A., t. 3, p. 1). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif au nouveau régime des douanes (A., t. 3, p. 868, 869) ; du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 215, 222). — Parle : à l'occasion du procès-verbal, à propos de son interruption dans la discussion du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (A., t. 11, p. 189) ; dans la discussion des rapports de la Commission des Marchés sur les marchés passés à Lyon et sur les dépenses de l'armée des Vosges (A., t. 15, p. 486, 502) ; à l'occasion du procès-verbal, sur un incident soulevé par une demande de rectification de M. Audren de Kerdrel, à propos de la discussion du projet de loi relatif à l'organisation du jury dans les colonies (A., t. 19, p. 135, 136, 137). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant prorogation du privilège des Banques coloniales et de leurs statuts (A., t. 31, p. 197) ; du Budget de l'Exercice 1875 (Marine et Colonies : *Dépenses coloniales*, A., t. 33, p. 384).

LASOLONGE (M. le chef d'escadron DE), *ancien Commandant de la Garde nationale de Bordeaux.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 483, 484).

LASSUS (M. le baron DE), *Député élu par le département de la Haute-Garonne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 15).

= Membre de Commissions (F., nos 75, 99, 146, 403, 509, 524, 588, 717; J. O. de 1871, p. 1124, 1545, 2985; J. O. de 1873, p. 580, 4945, 6982; J. O. de 1874, p. 1226; J. O. de 1875, p. 160). = Son rapport sur le projet de loi relatif à un échange de terrains entre l'État et la commune d'Oslon (Saône-et-Loire) (I., n° 2884; A., t. 36, an., p. 147; J. O. de 1875, p. 1004). = Obtient un congé (A., t. 2, p. 418).

LASTEYRIE (M. Ferdinand de), *ancien Député.*

L'un des candidats proposés pour les fonctions de Conseiller d'État (A., t. 13, p. 97, et an., p. 65).

LASTEYRIE (M. Jules de), *Député élu par le département de Seine-et-Marne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 36). = Vice-Président du 6e Bureau (M. B. de 1871, p. 213). — Président : du 3e Bureau (F., n° 289; J. O. de 1872, p. 3519); et du même Bureau renouvelé (F., n° 353; J. O. de 1872, p. 7007). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 6, 8, 14, 54, 60, 84, 173, 357, 772; M. B. de 1871, p. 18, 27, 58; J. O. de 1871, p. 808, 894, 1230, 4986; J. O. de 1872, p. 7143; J. O. de 1875, p. 3525); de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de la Commission des Quinze (F., n° 20; M. B. de 1871, p. 201); de la Commission du Budget rectifié de 1871 (F., n° 58; J. O. de 1871, p. 867); de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73; J. O. de 1871, p. 1111); de la Commission de revision des grades (I., n° 136; J. O., p. 2641); de la Commission de permanence de 1871 (A., t. 5, p. 660); et de la Commission pour l'examen des lois de Finances de l'Exercice 1872 (F., n° 192; J. O. de 1872, p. 200). = Son rapport, au nom de la Commission nommée sur sa proposition, à l'effet de se concerter avec le Pouvoir exécutif sur les mesures à proposer à l'Assemblée en raison des événements (Insurrection de Paris) (I., n° 66; A., t. 2, p. 47; J. O. de 1871, p. 376). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit de 196,918 fr. pour frais d'impressions dus à l'Imprimerie nationale, à l'occasion du Plébiscite de 1870 (I., n° 503; A., t. 4, an., p. 271; J. O. de 1871, p. 3823). = Ses observations dans la discussion du projet de Résolution relatif à la translation du siège de l'Assemblée (A., t. 1, p. 289). — Présente et développe une proposition tendant à la nomination d'une Commission de quinze membres, chargée de se concerter avec le Pouvoir exécutif au sujet des événements de Paris (A., t. 2, p. 2). — Donne lecture du premier rapport de cette Commission (A., t. 2, p. 19, 20). — Expose, comme Président, l'état des travaux de cette Commission, dite des *Quinze* (A., t. 2, p. 25). — Demande le renvoi aux Bureaux des propositions de M. Bérenger et de M. de Fourcand tendant à la nomination d'une délégation de l'Assemblée chargée de se rendre à Paris pour l'apaisement ou la répression de l'insurrection (A., t. 2, p. 73) — Est entendu : sur la prise en considération de la proposition de M. Louis Blanc et autres, tendant à déclarer que les Maires et Adjoints de Paris ont agi en bons citoyens (A., t. 2, p. 146); sur un incident relatif aux communications de la Commission des *Quinze* avec le Gouvernement au sujet des événements de Paris (A., t. 2, p. 527); sur le projet de Résolution de M. Cochery tendant à déclarer que les armées de terre et de mer et que le Chef du Pouvoir exécutif ont bien mérité de la patrie (A., t. 3, p. 110). — Dépose, au nom de la Commission des *Quinze*, le mandat conféré par l'Assemblée à cette Commission (A., t. 3, p. 202). — Dépose son rapport sur le projet de loi de crédit relatif aux dépenses de l'impression des proclamations et des bulletins pour le Plébiscite du 8 mai 1870 (A., t. 4, p. 645). — Ses observations : dans la discussion du projet de loi sur les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 667); à propos de l'urgence demandée sur le Titre Ier du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (A., t. 5, p. 9). — Obtient des congés (A., t. 5, p. 205; t. 15, p. 3). — Parle : dans la discussion de la proposition de M. de Ravinel relative à l'installation des différents Ministères à Versailles (A., t. 5, p. 481); sur la proposition de M. Target relative à la pro-

rogation de l'Assemblée nationale (A., t. 5, p. 591) ; sur un incident relatif à la mise à l'ordre du jour du projet de loi concernant la Banque de France (A., t. 6, p. 331). — Est entendu, comme Rapporteur de la Commission du Budget : sur la demande d'ajournement, par M. Prax-Paris, du projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu (A., t. 6, p. 227); dans la discussion du projet de loi concernant l'impôt sur les matières premières (A., t. 6, p. 550 à 555; t. 7, p. 66). — Parle : sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (A., t. 11, p. 5) ; dans la discussion : de ce projet de loi (*Première délibération*, A., t. 11, p. 11. *Deuxième délibération*, t. 12, p. 74, 117, 337, 385, 386, 442, 482. *Troisième délibération*, t. 13, p. 388, 411) ; de la proposition de M. Princeteau relative à l'interdiction de toutes fonctions publiques salariées aux membres de l'Assemblée nationale (*Troisième délibération*, A., t. 11, p. 61). — Est entendu : sur la la motion de M. Chaper tendant à ce que le rapport de la Commission de l'armée sur le projet de loi relatif aux nouveaux forts à construire autour de Paris, ne soit ni imprimé, ni distribué (A., t. 30, p. 537); dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 30, p. 636 à 641). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 217).

LATOUR (M. le capitaine DE), *ancien Officier d'ordonnance de M. le général de Caussade.*

Sa lettre, communiquée par la famille du général à la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 421).

LATRADE (M.), *Député élu par le département de la Corrèze.*

Son élection est validée (A., t. 18, p. 148). = Membre : de Commissions (F., nos 498, 541, 627, 636, 644, 650, 674, 722, 800, 824, 842, 857 ; J. O. de 1873, p. 4481, 7729 ; J. O. de 1874, p. 3307, 3636, 3888, 4089, 4933 ; J. O. de 1875, p. 365, 4464, 5510, 9073, 9767). = Ses rapports : sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Limoges (Haute-Vienne) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement (I., n° 2688; A., t. 34, an., p. 335 ; J. O. de 1874, p. 6245) ; sur le projet de loi tendant à autoriser le département de l'Aude à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales et des chemins vicinaux (I., n° 3300 ; A., t. 41, an., p. 125 ; J. O. de 1875, p. 7081) ; sur le projet de loi tendant : 1° à ratifier une Convention passée entre l'État et la ville d'Autun (Saône-et-Loire), en vue d'assurer le paiement des dépenses du casernement ; 2° à autoriser ladite ville à emprunter une somme de 970,000 francs et à s'imposer extraordinairement (I., n° 3301 ; A., t. 41, an., p. 126 ; J. O. de 1875, p. 7085) ; sur le projet de loi tendant à autoriser le département du Puy-de-Dôme à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour diverses dépenses d'intérêt départemental (I., n° 3302 ; A., t. 41, an., p. 127 ; J. O. de 1875, p. 7074) ; sur le projet de loi tendant : 1° à ratifier une Convention passée entre l'État et la ville de Bourgoin (Isère), en vue d'assurer le paiement de la dépense résultant de l'extension du casernement ; 2° à autoriser ladite ville à emprunter une somme de 600,000 francs et à s'imposer extraordinairement (I., n° 3341 ; A., t. 41, an., p. 180 ; J. O. de 1875, p. 7128) ; sur le projet de loi tendant : 1° à ratifier une Convention passée entre l'État et la ville de Montluçon (Allier), en vue d'assurer le paiement de la dépense de l'entretien du casernement ; 2° à autoriser ladite ville à s'imposer extraordinairement (I., n° 3342 ; A., t. 41, an., p. 181 ; J. O. de 1875, p. 7128) ; sur le projet de loi tendant à annexer au canton de Fontaine-Française (arrondissement de Dijon, département de la Côte-d'Or), la commune de Chaume, distraite, à cet effet, du canton de Selongey, (même arrondissement) (I., n° 3347 ; A., t. 41, an., p. 191 ; J. O. de 1875, p. 7202) ; sur le projet de loi tendant : 1° à ratifier une Convention passée entre l'État et la ville de Carcassonne (Aude), en vue d'assurer le paiement de la dépense résultant de l'extension du casernement ; 2° à autoriser ladite ville à emprunter une somme de 700,000 francs, et à s'imposer extraordinairement (I., n° 3351 ; A., t. 41, an., p. 194 ; J. O. de 1875, p. 7402) ; sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur les

vins à l'octroi de Chollet (Maine-et-Loire) (I., n° 3358 ; A., t. 41, an., p. 201 ; J. O. de 1875, p. 7427) ; sur le projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre l'État et la ville de Lyon (I., n° 3457 ; A., t. 42, an., p. 331 ; J. O. de 1875, p. 9962). = Obtient un congé (A., t. 18, p. 351). — Est entendu dans la discussion : des interpellations de MM. Le Royer, Jules Favre et autres, relatives à la politique intérieure (A., t. 19, p. 307, 308, 310, 311) ; du Budget de l'Exercice 1874 (Légion d'Honneur : *Subvention de l'État pour les traitements des membres de l'Ordre*, A., t. 28, p. 165) ; du projet de loi relatif à l'électorat municipal (*Troisième délibération*, A., t. 32, p. 566, 571, 584, 587). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 33, p. 378). — Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1875 (Impôts autorisés : *Surtaxe de 10 centimes additionnels au principal des trois premières contributions directes*, A., t. 34, p. 239, 259) ; du projet de loi relatif aux dépenses du casernement de l'armée (A., t. 34, p. 211) ; du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 338).

LAUBESPIN (M. DE), *ancien Sous-Préfet à Dieppe.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 193).

LAUMONIER (M.), *propriétaire du Café de Londres, à Paris.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 482).

LAURENCEAU (M. le baron), *Député élu par le département de la Vienne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 25). = Vice-Président du 6e Bureau (F., n° 4 ; M. B. de 1871, p. 13). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 6, 75, 81, 103, 167, 215, 261, 289, 317, 353, 463 ; M. B. de 1871, p. 18 ; J. O. de 1871, p. 1124, 1188, 1700, 1802 ; J. O. de 1872, p. 889, 2757, 3519, 4353, 7007 ; J. O. de 1873, p. 3220 ; et de la Commission du Traité de paix (F., n° 8 ; M. B. de 1871, p. 27 et 31). = Son rapport sur des pétitions (A., t. 6, p. 56). — Ses observations dans la discussion du projet de loi relatif à la nomination du Conseil général d'Alger et à la composition des Conseils généraux de l'Algérie (A., t. 14, p. 171). — S'excuse de son absence (A., t. 15, p. 526). — N. B. Son décès, survenu pendant la 2e prorogation de 1873, n'a pas été notifié à l'Assemblée.

LAURENT (M. JULES), *ancien Lieutenant au 3e Bataillon des mobiles du Finistère.*

Sa lettre communiquée à la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 453).

LAURENT-PICHAT (M.), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 86). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 23, 60, 129, 136, 205, 607, 697, 707, 756, 762 ; J. O. de 1871, p. 251, 894, 2443, 2641 ; J. O. de 1872, p. 572 ; J. O. de 1874, p. 1881, 7981, 8333 ; J. O. de 1875, p. 1817, 2037) ; et des deux Commissions de permanence de 1875 (A., t. 37, p. 328 ; t. 41, p. 201). = Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Grenoble (Isère) à contracter un emprunt de 600,000 francs (I., n° 2772 ; A., t. 35, an., p. 306 ; J. O. de 1875, p. 28). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 316).

LAURIER (M. CLÉMENT), *Député proclamé dans le département du Var.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 40). — Lettre par laquelle il adresse sa démission (A., t. 1, p. 152). — Retranché de la liste des élus du Var, pour insuffisance du nombre des suffrages constatés par le Bureau de l'Assemblée (A., t. 1, p. 173). = *Élu Député par les départements des Bouches-du-Rhône et du Var.* — Son élection est validée : pour le Var (A., t. 4, p. 12) ; pour les Bouches-du-Rhône (A., t. 5, p. 29). — Lettre par laquelle il déclare opter pour le département du Var (A., t. 5, p. 190). = Membre de Commissions (F., n°s 395, 419, 562, 796 ; J. O. de 1873, p. 336, 1080 ; J. O.

de 1874, p. 351 ; J. O. de 1875, p. 4340). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative au rachat des chemins de fer et à la libération du territoire (I., n° 876 ; A., t. 7, p. 378, an., p. 147 ; J. O. de 1872, p. 1269). = Son rapport sur la demande en autorisation de poursuites contre M. Busson-Duviviers, Député du département de la Sarthe (I., n° 1604 ; A., t. 16, an., p. 4 ; J. O. de 1873, p. 1416). = Parle sur la prise en considération de la proposition de M. Rouveure tendant à modifier le projet de loi d'impôt sur les textiles et les matières premières (A., t. 4, p. 327). — Donne lecture de sa proposition relative au rachat des chemins de fer et à la libération du territoire, et en demande l'urgence (A., t. 7, p. 378 à 382). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux biens de la Famille d'Orléans (*Deuxième délibération*, A., t. 14, p. 213). — Obtient un congé (A., t. 16, p. 357). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 616 à 633).

LAVERGNE (M. LÉONCE DE), *Député élu par le département de la Creuse.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 13). = Président : du 15e Bureau (F., n° 146 ; J. O. de 1871, p. 2985) ; du 3e Bureau (F., n° 317 ; J. O. de 1872, p. 4353) ; du 8e Bureau (F., n° 379 ; J. O. de 1872, p. 7817) ; et du 5e Bureau (F., n° 769 ; J. O. de 1875, p. 3405). = Membre : de la Commission du Budget rectificatif de 1871 (F., n° 58 ; J. O. de 1871, p. 867) ; de diverses Commissions (F., nos 60, 70, 84, 130, 139, 505 ; J. O. de 1871, p. 894, 1046, 1230, 2166, 2754 ; J. O. de 1873, p. 4819) ; de la Commission pour l'examen des lois de finances de l'Exercice 1872 (F., n° 192 ; J. O. de 1872, p. 200) ; des Commissions des Budgets : de 1873 (F., n° 297 ; J. O. de 1872, p. 3767) ; et de 1874 (F., n° 471 ; J. O. de 1873, p. 3480) ; et de la 2e Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 38, p. 199). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à la nomination d'une Commission chargée de faire une Enquête sur la situation de l'Algérie (I., n° 1858 ; A., t. 19, p. 77, an., p. 56 ; J. O. de 1873, p. 4720). = Son rapport sur la proposition de M. Langlois relative à un impôt sur le revenu (I., n° 718 ; A., t. 6, an., p. 197 ; J. O. de 1872, p. 9). = Prend part à la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 842 ; t. 4, p. 200) ; des propositions : 1° de MM. Rivet et autres, sur l'organisation du Pouvoir exécutif ; 2° de MM. Adnet et autres, sur la confirmation des pouvoirs de M. Thiers ; 3° de M. de Belcastel, sur la forme définitive du Gouvernement (A., t. 5, p. 231, 265) ; de la proposition de M. Target sur la prorogation de l'Assemblée nationale (A., t. 5, p. 597). — Parle, comme Rapporteur : sur la mise à l'ordre du jour des parties réservées du Budget rectificatif de 1871 (A., t. 6, p. 86, 119) ; sur la proposition de M. Langlois relative à un impôt sur le revenu (A., t. 6, p. 177) ; dans la discussion du projet de loi relatif à ce même impôt (A., t. 6, p. 233, 234, 245). — Prend part à la discussion : du Budget du Ministère de l'Agriculture et du Commerce pour l'Exercice 1872 (*Encouragements à l'agriculture*, A., t. 8, p. 487) ; du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 239) ; du projet de loi relatif à l'impôt sur les revenus mobiliers ou valeurs mobilières (A., t. 12, p. 536, 539) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Agriculture et Commerce : *Concours régionaux*, A., t. 14, p. 372. *Fermes-écoles*, p. 379. *Achats d'étalons*, p. 389) ; du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de l'Est de nouvelles lignes de chemins de fer (A., t. 18, p. 380). — Est entendu : sur la question de renvoi à la Commission du Budget du projet de loi sur les patentes (A., t. 18, p. 564) ; sur l'urgence de la proposition de M. Rouvier tendant à l'abrogation des articles 1 et 2 de la loi du 30 janvier 1872 concernant la surtaxe de pavillon (A., t. 19, p. 454). — S'excuse de son absence (A., t. 27, p. 1 ; t. 44, p. 79). — Fait parvenir au Président son bulletin signé pour la nomination de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 28). — Sa lettre, comme Président de la Commission du Budget de 1874, au sujet de l'ordre proposé par cette Com-

mission pour la discussion du Budget (A., t. 28, p. 151). — Est entendu, en cette qualité, sur des incidents relatifs : à l'heure d'ouverture des séances pour cette discussion (A., t. 28, p. 356) ; à la fixation de cette discussion (A., t. 28, p. 376) ; à l'ordre adopté pour la même discussion (A., t. 28, p. 422). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1871 (*Discussion générale*, A., t. 29, p. 439. *Création de 50 millions de Bons de liquidation*, p. 533. *Incident relatif à l'ordre de la discussion*, p. 601. *Insertion d'un article préliminaire*, p. 673. *Impôt du timbre sur les journaux*, t. 30, p. 12. *Impôt sur les pianos*, p. 99. *Revision du cadastre*, p. 193, 196, 198, 215 à 218. *Motions d'ordre*, p. 412, 413, 476, 489, 490) ; du projet de loi relatif au Compte de liquidation (A., t. 30, p. 529). — Parle : sur l'ajournement de la discussion du projet de loi relatif aux patentes (A., t. 30, p. 533) ; sur l'état de l'examen des diverses questions relatives à l'équilibre du Budget (A., t. 31, p. 239). — Obtient un congé (A., t. 37, p. 41). — Prend part, en qualité de Président des Commissions : à la discussion : du projet de loi relatif aux élections des Sénateurs (*Deuxième délibération*, A., t. 41, p. 149) ; du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 58). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 259).

LAVIGNE (M. le colonel), *ancien Colonel de la Garde nationale du 16e arrondissement de Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 764 à 768). — Ses réclamations adressées au Président de cette Commission (A., t. 10, p. 241, 242).

LEBAS (M.), *Député élu par le département de la Nièvre.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 36). = Membre de Commissions (F., nos 23, 57, 75, 141, 144, 167, 250 ; J. O. de 1871, p. 251, 854, 1121, 2819, 2929, 4802 ; J. O. de 1872, p. 1952). = Demande le renvoi de deux pétitions relatives à la question des loyers, à la Commission chargée d'examiner le projet de loi sur cette matière (A., t. 2, p. 208). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 359 ; t. 12, p. 3 ; t. 16, p. 43 ; t. 19, p. 7 ; t. 29, p. 55 ; t. 30, p. 310). — Son rapport sur des pétitions (A., t. 11, p. 445). — S'excuse de son absence (A., t. 18, p. 163). — Son décès est annoncé à l'Assemblée (A., t. 35, p. 229).

LEBLOND (M.), *Député élu par le département de la Marne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 19). = Président : du 11e Bureau (F., n° 379 ; J. O. de 1872, p. 7817) ; et du 3e Bureau (F., n° 607 ; J. O. de 1874, p. 1881). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 29, 60, 76, 77, 80, 94, 301, 762, 772, 824, 861 ; J. O. de 1871, p. 337, 894, 1128, 1136, 1183, 1439 ; J. O. de 1872, p. 3872 ; J. O. de 1875, p. 2037, 3525, 5540, 9961) ; et de la Commission du Budget rectificatif de 1871 (F., n° 58 ; J. O. de 1871, p. 867). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : les prorogations des échéances des effets de commerce, autorisées par la loi du 22 mars 1871 (I., n° 123 ; A., t. 2, p. 392 ; J. O. de 1871, p. 752) ; la question du logement des troupes Allemandes dans les départements occupés (I., n° 247 ; A., t. 3, p. 93, 108 ; J. O. de 1871, p. 1238) ; la levée de l'état de siège dans le département de la Marne (I., n° 2433 ; A., t. 32, an., p. 22 ; J. O. de 1874, p. 4150). = Ses rapports : sur le projet de loi concernant un crédit extraordinaire de 467,000 fr. pour la restauration du Lycée de Vanves (I., n° 502 ; A., t. 4, an., p. 273 ; J. O. de 1871, p. 2955) ; sur le projet de loi ayant pour objet l'ouverture d'un crédit applicable aux Musées nationaux, aux Bibliothèques des Palais, au Palais du Luxembourg et aux Manufactures de Sèvres, des Gobelins et de Beauvais (I., n° 606 ; A., t. 5, an., p. 196 ; J. O. de 1871, p. 3812). = Obtient un congé (A., t. 1, p. 177). — Prend part à la discussion du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 561, 613). — Dépose une pétition relative à l'élection des Maires et

des Conseillers municipaux dans les chefs-lieux d'arrondissement et de département (A., t. 2, p. 712). — Est entendu dans la discussion : de sa proposition relative à la prorogation des échéances des effets de commerce (A., t. 2, p. 720) ; des propositions de M. Brunet et de M. Alfred Giraud relatives à l'abrogation des lois d'exil (A., t. 3, p. 290). — Dépose son rapport sur le projet de loi relatif à la reconstruction du Lycée de Vanves, et en demande l'urgence (A., t. 4, p. 615). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 5, p. 88) ; des interpellations de M. Brunet sur la non-présence à l'Assemblée des princes d'Orléans, dont l'élection remonte à plus de dix mois et a été validée depuis six mois (A., t. 6, p. 159) ; des propositions de MM. Em. Arago, Bérenger, de Peyramont, Bottieau et Delsol, relatives au mode de nomination et à la mise à la retraite des magistrats (*Deuxième délibération*, A., t. 7, p. 696) ; du projet de loi tendant à supprimer la Cour de Metz et à faciliter le replacement ou la mise à la retraite des magistrats d'Alsace-Lorraine (A., t. 8, p. 526). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 483 à 489). — Sa réclamation adressée au Président de cette Commission (A., t. 10, p. 224). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 296) ; du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de l'Est de nouvelles lignes de chemins de fer (A., t. 18, p. 352). — Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 442 à 451). — Parle dans la discussion : du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (MARNE : *arrondissement de Reims*, A., t. 44, p. 86) ; du projet de loi ayant pour objet la répression des délits de presse et la levée de l'état de siège (A., t. 44, p. 231) ; du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie de l'Est (A., t. 44, p. 356).

LE BŒUF (M. le maréchal), ***ex-Ministre de la Guerre.***

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 42 à 73).

LEBOURGEOIS (M.), ***Député élu par le département de la Seine-Inférieure.***

Son élection est validée (A., t. 4, p. 155). = Membre de Commissions (F., nos 125, 139, 146, 151, 170, 189, 215, 226, 229, 273, 309, 317, 353, 395, 405, 419, 427, 448, 475, 486, 517, 575, 617, 633, 650, 674, 697, 756, 762, 796, 800, 842 ; J. O. de 1871, p. 2333, 2754, 2985, 3126, 4892 ; J. O. de 1872, p. 113, 889, 1213, 1295, 3013, 4148, 4353, 7007 ; J. O. de 1873, p. 336, 653, 1080, 1383, 2032, 3722, 4107, 6751 ; J. O. de 1874, p. 809, 2210, 3504, 4089, 4933, 7981 ; J. O. de 1875, p. 1817, 2037, 4340, 4464, 9073). = Ses rapports : sur le projet de loi ayant pour objet la prorogation pendant dix ans d'une surtaxe de un franc par hectolitre de vin établie à l'octroi de Menton (Alpes-Maritimes) (I., n° 834 ; A., t. 7, p. 63 ; J. O. de 1872, p. 929) ; sur le projet de loi ayant pour objet l'établissement de surtaxes à l'octroi de la ville de Dieppe (Seine-Inférieure) (I., n° 873 ; A., t. 7, an., p. 145 ; J. O. de 1872, p. 1183) ; sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Fécamp (Seine-Inférieure) à percevoir une surtaxe sur les vins en cercles et en bouteilles (I., n° 1014 ; A., t. 8, an., p. 193 ; J. O. de 1872, p. 2483) ; sur le projet de loi ayant pour objet l'établissement de surtaxes sur les vins, alcools, absinthes, jusqu'au 31 décembre 1877, à l'octroi de la commune de Caudebec-en-Caux (Seine-Inférieure) (I., n° 1188 ; A., t. 14, an., p. 144 ; J. O. de 1872, p. 7958) ; sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool et sur l'absinthe à l'octroi de Darnetal (Seine-Inférieure) (I., n° 1665 ; A., t. 16, an., p. 133 ; J. O. de 1873, p. 2028) ; sur les projets de lois relatifs : 1° à la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Dieppe (Seine-Inférieure) ; 2° à l'autorisation demandée par la ville de Dieppe d'emprunter une somme de 660,000 francs (I., n° 1695 ; A., t. 17, an., p. 3 ; J. O. de

1873, p. 2392) ; sur le projet de loi portant approbation pour régularisation de deux emprunts contractés pendant la guerre par la ville de Nancy (Meurthe-et-Moselle) (I., n° 1747 ; A., t. 17, p. 149 ; J. O. de 1873, p. 3063) ; sur le projet de loi ayant pour objet l'établissement de surtaxes sur les vins et les alcools à l'octroi de la commune de Honfleur (Calvados) (I., n° 2025 ; A., t. 27, an., p. 188 ; J. O. de 1873, p. 7536) ; sur le projet de loi tendant à ériger en municipalité distincte la section de Brandonnet, distraite de la commune de Maleville, canton de Montbazens, arrondissement de Villefranche (Aveyron) (I., n° 2128 ; A., t. 28, an., p. 285 ; J. O. de 1874, p. 79). — Ses rapports sommaires : sur la proposition de M. Vingtain destinée à compléter l'article 2102 du Code civil, et à créer un privilège en faveur du vendeur d'engrais (I., n° 3049 ; A., t. 38, an., p. 154 ; J. O. de 1875, p. 4019) ; sur la proposition de MM. Ordinaire et Naquet relative à un emprunt au profit des inondés du Midi (I., n° 3344 ; A., t. 41, an , p. 187 ; J. O. de 1875, p. 9073). — Son rapport au nom de la Commission d'Enquête sur l'exploitation du monopole des tabacs et des poudres (Vente des tabacs) (I., n° 3455 ; A., t. 42, an., p. 304 à 318 ; J. O. de 1875, p. 10809, 10879). = Obtient des congés (A., t. 11, p. 145 ; t. 12, p. 404 ; t. 19, p. 7). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 31, p. 151 ; t. 39, p. 306). — Demande la rectification de son vote sur l'urgence de la proposition de M. Casimir Périer ayant pour objet de fixer à la Commission des Lois Constitutionnelles la base de ses travaux (A., t. 32, p. 205).

L'ÉBRALY (M.), *Député élu par le département de la Corrèze.*

Secrétaire provisoire (A., t. 1, p. 2 et 3). = Son élection est validée (A., t. 1, p. 13). = Secrétaire : du 2e Bureau (F., n° 51 ; J. O. de 1871, p. 750) ; du 6e Bureau (F., n° 99 ; J. O. de 1871, p. 1515) ; du 3e Bureau (F., n° 167 ; J. O. de 1871, p. 4802) ; du 6e Bureau (F., n° 215 ; J. O. de 1872, p. 889) ; du 4e Bureau (F., n° 264 ; J. O. de 1872, p. 2757) ; du 9e Bureau (F., n° 317 ; J. O. de 1872, p. 4353) ; du 11e Bureau (F., n° 353 ; J. O. de 1872, p. 7007) ; du 7e Bureau (F., n° 379 ; J. O. de 1872, p. 7817) ; du 11e Bureau (F., n° 440 ; J. O. de 1873, p. 1769) ; du même Bureau renouvelé (F., n° 463 ; J. O. de 1873, p. 3220) ; du même Bureau renouvelé (F., n° 511 ; J. O. de 1873, p. 7729) ; du 5e Bureau (F., n° 562 ; J. O. de 1874, p. 351) ; du 6e Bureau (F., n° 607 ; J. O. de 1874, p. 1881) ; du 2e Bureau (F., n° 756 ; J. O. de 1875, p. 1817) ; du 15e Bureau (F., n° 796 ; J. O. de 1875, p. 4340) ; et du 13e Bureau (F., n° 824 ; J. O. de 1875, p. 5510). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 51, 58, 74, 102, 117, 173, 217, 269, 273, 284, 325, 367, 397, 419, 450, 498, 509, 517, 549, 584, 611, 627, 636, 762 ; J. O. de 1871, p. 750, 867, 1116, 1596, 2086, 4986 ; J. O. de 1872, p. 950, 2909, 3013, 3360, 4633, 7446 ; J. O. de 1873, p. 404, 1080, 2113, 4481, 4945, 6751, 7921 ; J. O. de 1874, p. 1115, 2005, 3307, 3637 ; J. O. de 1875, p. 2037) ; de la Commission chargée d'examiner les projets de lois portant règlement définitif du Budget de 1867 et de celui de 1868 (F., n° 321 ; J. O. de 1872, p. 4516) ; de la Commission des Trente, chargée de présenter à l'Assemblée nationale un projet de loi pour régler les attributions des Pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (F., n° 371 ; J. O. de 1872, p. 7565) ; de la Commission des Comptes de l'Exercice 1869 (F., n° 529 ; J. O. de 1873, p. 7211) ; et de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 638 ; J. O. de 1874, p. 3714). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet d'établir un droit d'un décime par franc sur les billets de spectacle (I., n° 843 ; A., t. 7, p. 198, an., p. 83 ; J. O. de 1872, p. 930). = Son rapport sur la proposition de MM. Louis Passy et autres, tendant à la modification de l'art. 13 du Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 373 ; A., t. 3, p. 814 ; J. O. de 1871, p. 2114). — Ses rapports sommaires : sur la proposition de M. Jean Brunet pour assurer le pouvoir de l'Assemblée nationale (I., n° 1691 ; A., t. 16, an., p. 228 ; J. O. de 1873, p. 2454) ; sur la proposition de M. Vente ayant pour objet de modifier l'art. 2 de la loi du 28 février

voie et en Dauphiné pendant les vacances parlementaires (A., t. 14, p. 84 à 89); sur la fixation du jour des interpellations de M. Prax-Paris sur les adresses et les vœux politiques formulés par les municipalités (A., t. 14, p. 221, 222); dans la discussion de ces interpellations (A., t. 14, p. 323 à 325, 330). = Parle, comme Député, dans la discussion des interpellations de MM. Lespinasse et de Limairac sur le refus de certains Maires, et en particulier du Maire de Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne), de mandater diverses dépenses obligatoires (*Incident personnel*, A., t. 15, p. 218). — Obtient un congé (A., t. 15, p. 527). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi portant ratification du Traité conclu avec l'Allemagne pour l'évacuation du territoire (A., t. 16, p. 568). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 383); sur la demande de renvoi à la Commission spéciale des chemins de fer, du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession définitive de plusieurs chemins de fer concédés à titre éventuel et à l'adjudication de plusieurs lignes classées et non concédées (A., t. 18, p. 233); sur la question d'ajournement du projet de loi relatif à la suppression des Conseils de Préfecture (A., t. 18, p. 566). — Prend part à la discussion : de la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation des pouvoirs de M. le maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 186); des interpellations de M. Lamy relatives à la levée de l'état de siège (A., t. 28, p. 105); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt sur les pianos*, A., t. 29, p. 675); des interpellations de M. Christophle sur la conduite du Ministère en présence des attaques et des menaces dirigées récemment contre l'Assemblée nationale (A., t. 30, p. 237 à 240); de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Troisième délibération*, A., t. 31, p. 44); du projet de loi relatif à l'électorat municipal (*Troisième délibération*, A., t. 32, p. 571, 586). — S'excuse de son absence (A., t. 33, p. 117, 135; t. 42, p. 417). — Parle : sur la prise en considération de la proposition de M. Mazerat tendant à modifier la rédaction des articles 334 et 335 du Code civil sur la légitimation des enfants nés hors mariage (A., t. 35, p. 498); sur l'urgence de la proposition de M. Brisson tendant à faire élire, le premier dimanche d'avril 1875, une nouvelle Assemblée (A., t. 36, p. 497; dans la discussion : du projet de loi relatif à la poudre dynamite (*Troisième délibération*, A., t. 37, p. 82, 83, 90); de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 474); du projet de loi relatif à divers droits d'enregistrement (A., t. 38, p. 630, 638); du projet de loi relatif aux élections des Sénateurs (*Deuxième délibération*, A., t. 41, p. 64; du projet de loi ayant pour objet la répression de la fraude dans la fabrication et la vente des allumettes chimiques (A., t. 41, p. 483). — Est entendu : sur l'ajournement du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession de diverses lignes de chemins de fer à la Compagnie du Midi (A., t. 43, p. 64); dans la discussion de ce projet de loi (*Deuxième délibération*, A., t. 43, p. 90).

LE GAL LA SALLE (M.), *Député élu par le département des Côtes-du-Nord.*

Son élection est validée (A., t. 7, p. 692). = Membre de Commissions (F., nos 367, 541, 674; J. O. de 1872, p. 7446; J. O. de 1873, p. 7729; J. O. de 1874, p. 4933). = Obtient des congés (A., t. 12, p. 589; t. 15, p. 148). — S'excuse de son absence (A., t. 29, p. 345).

LEGGE (M. le comte DE), *Député élu par le département du Finistère.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 31). = Secrétaire : du 9e Bureau (F., n° 569; J. O. de 1873, p. 4945); du 5e Bureau (F., n° 541; J. O. de 1873, p. 7729); et du 14e Bureau (F., n° 865; J. O. de 1875, p. 10118). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 14; M. B. de 1871, p. 209); et de diverses Commissions (F., nos 215, 241, 317.

393, 411, 419, 486, 562, 607, 842; J. O. de 1872, p. 889, 1659, 5453; J. O. de 1873, p. 280, 845, 1080, 5107; J. O. de 1875, p. 351, 1881; J. O. de 1875, p. 9073. — Ses rapports : sur le projet de loi tendant à ériger en commune distincte les territoires composant la succursale d'Aboën, arrondissement de Montbrison (Loire), et à rattacher la nouvelle commune au canton de Saint-Bonnet-le-Château, même arrondissement (I., n° 978; A., t. 8, an., p. 125; J. O. de 1872, p. 2110); sur le projet de loi tendant à autoriser la ville du Havre (Seine-Inférieure) : 1° à emprunter 1,800,000 fr. pour la conversion d'une dette; 2° à s'imposer extraordinairement (I., n° 1919; A., t. 19, an., p. 179; J. O. de 1873, p. 5699); sur le projet de loi tendant à autoriser le département des Landes à contracter un emprunt pour le service des chemins de grande communication et d'intérêt commun (I., n° 1944; A., t. 19, an., p. 207; J. O. de 1873, p. 5811). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 698; t. 6, p. 345, 461). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 796 à 801). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 39, p. 28 à 30).

LEGRAND M. ARTHUR, *Député élu par le département de la Manche.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 18). = Secrétaire : du 13e Bureau (F., n° 99; J. O. de 1871, p. 1545); du 15e Bureau (F., n° 486, J. O. de 1873, p. 1107); du 2e Bureau (F., n° 509; J. O. de 1873, p. 4945); du 11e Bureau (F., n° 796; J. O. de 1875, p. 4340); et du 14e Bureau (F., n° 862; J. O. de 1875, p. 9073). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., n°s 21, 41, 75, 125, 170, 189, 205, 215, 241, 328, 359, 397, 450, 492, 517, 717, J. O. de 1871, p. 251, 561, 1124, 2333, 4892; J. O. de 1872, p. 572, 889, 1649, 4725, 7197; J. O. de 1873, p. 504, 1769, 4286, 6751; J. O. de 1875, p. 160; de la Commission des Marchés (F., n° 37; J. O., p. 571; de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 177, J. O. de 1871, p. 6113; et de la Commission pour l'examen du projet de loi portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1869 (F., n° 529; J. O. de 1873, p. 7211). = Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. Achille Adam et autres, relative à la nomination du Gouverneur et des Sous-Gouverneurs de la Banque de France (I., n° 325; A., t. 3, p. 440, J. O. de 1871, p. 1647; sur la proposition de M. Raudot relative aux concessions de chemins de fer (I., n° 425; A., t. 3, an., p. 129; J. O. de 1871, p. 2866). — Son rapport supplémentaire sur cette dernière proposition (I., n° 723; A., t. 6, p. 147, an., p. 239; J. O. de 1872, p. 42). — Ses rapports : sur le projet de loi portant établissement de surtaxes à l'octroi de la ville de Mortain (Manche) (I., n° 967; A., t. 8, an., p. 67; J. O. de 1872, p. 2063; sur le projet de loi ayant pour objet l'établissement de surtaxes sur les boissons à l'octroi de la commune d'Yvetot (Seine-Inférieure) (I., n° 1068; A., t. 10, an., p. 54; J. O. de 1872, p. 2935). — Son rapport, au nom de la Commission d'Enquête sur les chemins de fer et autres voies de transports (Canaux des États-Unis (I., n° 1361; A., t. 13, an., p. 586; J. O. de 1872, p. 7511). — Ses rapports : sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins et sur les cidres à l'octroi de Groix (Morbihan) (I., n° 1774; A., t. 17, an., p. 371; J. O. de 1873, p. 3172); sur le projet de loi tendant à autoriser le département de la Manche à faire un emprunt à la Caisse des chemins vicinaux (I., n° 1775; A., t. 17, an., p. 371; J. O. de 1873, p. 3092). = Ses observations : sur l'urgence pour la Commission des Quinze de hâter ses travaux (A., t. 2, p. 15; à propos du rapport sommaire verbal fait sur la proposition de M. Baucarne-Leroux relative à l'établissement d'un droit sur les tourteaux (A., t. 3, p. 422). — Donne lecture de son rapport supplémentaire sur la proposition de M. Raudot relative aux concessions de chemins de fer (A., t. 6, p. 147. — Obtient un congé (A., t. 13, p. 63). — Parle, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif à un emprunt par le département de la Manche pour travaux des chemins vicinaux (A., t. 17, p. 358, 359). — Est entendu dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Imprimerie nationale : *Crédit de l'exploitation*, A., t. 28, p. 223, 229);

du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Tolérance aux bouilleurs de cru*, A., t. 30, p. 189, 192). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 35, p. 134). — Parle dans la discussion : du projet de loi relatif aux droits sur les manquants chez les marchands en gros, bouilleurs et distillateurs (A., t. 37, p. 45) ; des trois propositions de M. Ganivet, de M. Claude (Meurthe-et-Moselle) et de M. d'Andelarre, relatives aux bouilleurs de cru (A., t. 43, p. 266).

LE LASSEUX (M.), *Député élu par le département de la Mayenne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 19). = Membre de Commissions (F., nos 23, 72, 74, 367, 393, 865 ; J. O. de 1871, p. 251, 1098, 1116; J. O. de 1872, p. 7446; J. O. de 1873, p. 280 ; J. O. de 1875, p. 10118). = Obtient des congés (A., t. 11, p. 10, 500). — S'excuse de son absence (A., t. 14, p. 7).

LE MAINS (M. le colonel), *ex-Commandant du 9e Secteur, à Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 826 à 828).

LEMAIRE (M.), *ex-Chef du 19e Bataillon de la Garde nationale de Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 771).

LEMOINE (M. le capitaine), *Chef du Bureau arabe de Mostaganem.*

Sa réclamation communiquée à la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 124).

LENOËL (M. Emile), *Député élu par le département de la Manche.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 18, 19). — Ses observations au sujet de cet ajournement (*ibid.*). — La validation de son élection est de nouveau ajournée (A., t. 1, p. 180). — Ses observations sur son élection (A., t. 1, p. 251). — Elle est validée (A., t. 1, p. 251). = Secrétaire du 4e Bureau (F., n° 123; J. O. de 1871, p. 2248). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 24, 81, 125, 181, 201, 241, 251, 264, 317, 321, 438, 478, 486, 492, 517, 524, 535, 549, 601, 722, 739, 810, 834; J. O. de 1871, p. 271, 1188, 2333, 5229; J. O. de 1872, p. 456, 1649, 1978, 2757, 4353, 4516; J. O. de 1873, p. 1710, 3817, 4107, 4286, 6751, 6982, 7398, 7921; J. O. de 1874, p. 1699; J. O. de 1875, p. 365, 971, 4874, 6070) ; et de la Commission de décentralisation (F., n° 50; J. O. de 1871, p. 734). = Ses propositions ayant pour objet : d'accorder des indemnités et secours à ceux qui ont éprouvé des pertes par suite de l'invasion (I., n° 156; A., t. 2, p. 652; J. O. de 1871, p. 775) ; de compléter les dispositions du Code pénal relatives aux délits d'abandon, de détournement, de corruption et d'abus des mineurs de moins de seize ans (I., n° 1538 ; A., t. 15, an., p. 124; J. O. de 1873, p. 525) ; de déclarer inéligibles à l'Assemblée nationale tous les fonctionnaires de l'ordre administratif, diplomatique, judiciaire ou ecclésiastique (I., n° 2009; A., t. 27, an., p. 158; J. O. de 1873, p. 7237). = Ses rapports sommaires : sur la proposition de M. Margaine concernant le vote de l'armée (I., n° 1082; A., t. 11, an., p. 16 ; J. O. de 1872, p. 2936) ; sur la proposition de M. Parent ayant pour objet de modifier l'article 337 du Code d'Instruction criminelle, afin d'étendre la compétence des Cours d'assises aux qualifications diverses dont l'infraction qui leur est soumise peut être susceptible, de telle façon que le prévenu acquitté ne puisse plus être repris ni accusé devant une autre juridiction (I., n° 1190; A., t. 11, an., p. 244 ; J. O. de 1872, p. 4238). — Son rapport sur le projet de loi relatif à l'organisation du Jury dans les colonies (I., n° 1773; A., t. 17, an., p. 364; J. O. de 1873, p. 3292, 3325). — Son rapport supplémentaire sur ce même projet de loi (I., n° 1822; A., t. 18, an., p. 170; J. O. de 1873, p. 4894).

an., p. 4; J. O. de 1871, p. 286); sur le projet de loi relatif aux Préliminaires de paix signés à Versailles le 26 février 1871 (I., n° 11; A., t. 1, p. 97, an., p. 10; J. O. de 1871, p. 316); sur le projet de loi portant ratification du Traité d'évacuation du territoire français passé entre la France et l'Allemagne le 15 mars 1873 (I., n° 1686; A., t. 16, p. 568, an., p. 215; J. O. de 1873, p. 2206). = Ses rapports sur les élections : de la Drôme (A., t. 1, p. 14, 32, 33); et du Gard (p. 14). — Donne lecture de ses rapports : sur la proposition de MM. Dufaure, Grévy et autres, tendant à nommer M. Thiers Chef du Pouvoir exécutif (A., t. 1, p. 63); sur le projet de loi relatif aux Préliminaires de paix (A., t. 1, p. 98). — Est entendu : dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 1, p. 123, 124); sur un incident relatif au rapport de M. Cochery sur les élections des anciens Préfets élus Députés (A., t. 1, p. 163); dans la discussion : de ces élections (A., t. 1, p. 218, 225, 226); du projet de loi tendant à proroger l'échéance des effets de commerce (A., t. 1, p. 263, 266); du projet de Résolution relatif à la translation du siège de l'Assemblée (A., t. 1, p. 288); du projet de loi concernant le rétablissement des magistrats inamovibles révoqués par la Délégation de Bordeaux (A., t. 2, p. 123, 126, 130, 131); du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 315, 338, 388, 397, 401, 402, 403, 431, 432). — Parle : sur un incident relatif au renvoi des pétitions au Bureau des renseignements (A., t. 2, p. 699); sur la prise en considération de la proposition de MM. Quinet et autres, tendant à modifier la loi électorale (A., t. 2, p. 867); dans la discussion : du projet de loi sur l'inaliénabilité des propriétés publiques ou privées, saisies ou soustraites à Paris depuis le 18 mars 1871 (A., t. 2, p. 941); du projet de loi relatif au Traité de paix définitif (A., t. 3, p. 71). = Est nommé *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* [Arrêté du 5 juin 1871] (J. O., p. 1241). — Prend part, en cette qualité, à la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 107, 108, 169, 170, 173, 176, 298, 307. *Troisième délibération*, p. 572). — Donne lecture d'un projet de loi relatif au cabotage par navires étrangers, et en demande l'urgence (A., t. 4, p. 111). — Parle dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 4, p. 242). — Répond à la question de M. Villain relative à la perception du droit sur les sucres dans les départements envahis (A., t. 4, p. 311). — Ses observations sur un incident relatif à un partage d'opinions dans le 2e Bureau, au sujet des élections des Bouches-du-Rhône (A., t. 4, p. 426). — Est entendu : sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi tendant à modifier l'article 7 du Code de Justice militaire (A., t. 4, p. 487); dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 4, p. 504); de la proposition de MM. Claude (Meurthe) et autres, relative au remboursement des contributions de guerre, réquisitions et dommages causés par l'invasion (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 499. *Troisième délibération*, t. 5, p. 384, 385, 386, 406, 411, 412, 414, 415, 416, 417, 419, 422, 424); du projet de loi sur les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 680; t. 5, p. 62); du projet de loi sur les augmentations d'impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 290, 292); du Budget rectifié de l'Exercice 1871 (Agriculture et Commerce : *Projet de vente du troupeau de Mauchamp*, A., t. 5, p. 572. *Achats d'étalons*, p. 573, 574, 580. *Encouragements aux pêches maritimes*, p. 575. *Achats de chevaux de guerre*, p. 581. Budget extraordinaire : *Dépenses de la Garde nationale mobilisée*, p. 655. — Parle : sur l'urgence de la proposition de M. Drouin relative à la prorogation de la loi du 22 avril 1871 sur les cessations de paiements (A., t. 6, p. 96); sur l'ajournement de la discussion des parties réservées du Budget de 1871 (A., t. 6, p. 121); dans la discussion du projet de loi relatif à l'élection des juges des Tribunaux de commerce (A., t. 6, p. 187, 189); sur la mise à l'ordre du jour des projets de lois relatifs à l'impôt sur les matières premières et à l'impôt sur le revenu (A., t. 6, p. 193, 233); sur l'urgence de la proposition de M. Johnston tendant à la nomination d'une Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de modifier et de dénoncer les Traités de commerce (A., t. 6, p. 385). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu

1872 sur les droits d'enregistrement (I., n° 1764 ; A., t. 17, an., p. 168; J. O. de 1873, p. 3291) ; sur la proposition de M. Lenoël ayant pour objet de déclarer inéligibles à l'Assemblée nationale tous les fonctionnaires de l'ordre administratif, diplomatique, judiciaire ou ecclésiastique (I., n° 2142 ; A., t. 28, an., p. 301 ; J. O. de 1874, p. 263) ; sur la proposition de M. le baron de Janzé relative aux fonctionnaires Députés (I., n° 2144 ; A., t. 28, an., p. 303 ; J. O. de 1874, p. 244). = Son rapport sur les élections de la Lozère (A., t. 1, p. 37). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 109, 200 ; t. 5, p. 455 ; t. 6, p. 345 ; t. 8, p. 132 ; t. 19, p. 127 ; t. 40, p. 188). — Est entendu, comme Rapporteur, dans la discussion de la proposition de MM. Passy et autres, relative à la modification de l'article 13 du Règlement (A., t. 6, p. 175). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à approuver l'adjudication du chemin de fer de Clermont-Ferrand à Tulle, avec embranchement sur Vendes (A., t. 13, p. 581). — S'excuse de son absence (A., t. 18, p. 255 ; t. 35, p. 229). — Parle dans la discussion de la proposition de MM. Voisin et autres, ayant pour objet d'ajouter à l'article 405 du Code pénal un paragraphe concernant les escroqueries commises dans les cafés et restaurants (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 30). — Sa motion à l'occasion du 9e scrutin pour la nomination des Sénateurs (A., t. 43, p. 338). — Ses observations dans la discussion du projet de loi portant déclaration d'utilité publique de divers chemins de fer (A., t. 44, p. 378).

LEBRETON (M.), *Député élu par le département du Finistère.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 87). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans la ville de Brest (Finistère) (I., n° 2435 ; A., t. 32, an., p. 22 ; J. O. de 1874, p. 3888). = Obtient un congé (A., t. 16, p. 462).

LE BRETON (M. le général), *ancien Questeur du Corps Législatif.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 736 à 740).

LEBRUN (M. SIMON), *Député élu par le département du Cher.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 13). = Lettre par laquelle il adresse sa démission à l'Assemblée (A., t. 2, p. 18).

LECAMUS (M.), *Député élu par le département du Tarn.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 24). = Président du 4e Bureau (F., n° 588 ; J. O. de 1874, p. 1226). = Membre de Commissions (F., nos 140, 265, 450, 524, 617, 621, 674, 769 ; J. O. de 1871, p. 2785 ; J. O. de 1872, p. 2781 ; J. O. de 1873, p. 2113, 6982 ; J. O. de 1874, p. 2210, 2358, 4933 ; J. O. de 1875, p. 3405). = Obtient des congés (A., t. 15, p. 448 ; t. 38, p. 361).

LE CHÂTELAIN (M.), *Député élu par le département de la Mayenne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 19).= Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général de l'Agriculture et du Commerce en France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 210) ; et d'autres Commissions (F., nos 492, 498 ; J. O. de 1873, p. 4286, 4481).

LECOMTE (M. le général).

Proposition tendant à déclarer que la famille du général Lecomte est adoptée par la nation, voy. à la *Table des matières*, art. HONNEURS PUBLICS, n° 2. = Lettre de Mgr l'Évêque de Versailles annonçant que le service funèbre demandé par l'Assemblée pour ce général sera célébré à la Cathédrale, le 13 avril 1871 (A., t. 2, p. 252). = Projet de loi tendant à accorder à sa veuve une pension de 4,000 francs, voy. à la *Table des matières*, art. PENSIONS NATIONALES, n° 2. = Lettre de M. le général de Cissey, Ministre de la Guerre, transmettant à l'Assemblée les remercîments de la famille du général Lecomte pour les honneurs publics rendus à sa mémoire (A., t. 44, p. 253).

LECOUR (M.), *Chef de division à la Préfecture de police.*

Membre adjoint de la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (F., n° 293; J. O. de 1872, p. 3644). — Ses dépositions devant la Commission : sur les prisons de la Seine (A., t. 45, p. 34 à 40); sur la surveillance de la haute police (p. 195 à 198). — Ses observations en réponse au rapport de M. Bérenger sur les prisons de la Seine (p. 345 à 355).

LEDRU-ROLLIN (M.), *Député élu par les départements des Bouches-du-Rhône, de la Seine et du Var.*

La validation de son élection est ajournée : pour le Var (A., t. 1, p. 41); pour la Seine (A., t. 1, p. 47). — Son élection est validée pour la Seine (A., t. 1, p. 59). — Adresse sa démission pour les trois départements (A., t. 1, p. 88). — Son élection est validée : pour le Var (A., t. 1, p. 174); pour les Bouches-du-Rhône (A., t. 1, p. 308). = *Réélu Député par le département de Vaucluse.* — Prend part à la discussion du projet de loi électorale (*Première délibération* (A., t. 31, p. 280 à 284). — Son élection est validée (A., t. 32, p. 603). = N. B. Son décès, survenu le 31 décembre 1874, n'a pas été notifié à l'Assemblée.

LEFÉBURE (M.), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 86). = Secrétaire : du 2e Bureau (F., n° 264; J. O. de 1872, p. 2757); du 10e Bureau (F., n° 289; J. O. de 1872, p. 3519); du 12e Bureau (F., n° 393; J. O. de 1873, p. 280); et du 13e Bureau (F., n° 547; J. O. de 1873, p. 6751). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 140, 144, 146, 147, 151, 183, 214, 217, 251, 358, 359, 707, 824, 842; J. O. de 1871, p. 2785, 2929, 2985, 3012, 3126, 5299; J. O. de 1872, p. 765, 950, 1978, 7167, 7197; J. O. de 1874, p. 8333; J. O. de 1875, p. 5510, 9073); de la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (F., n° 267; J. O. de 1872, p. 2829); de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275; J. O. de 1872, p. 3082); de la Commission de permanence de 1874 (A., t. 34, p. 321); et de la Commission du Budget de l'Exercice 1876 (F., n° 776; J. O. de 1875, p. 3636). = Ses rapports : sur le projet de loi concernant les lettres et objets recommandés, valeurs cotées (I., n° 1176; A., t. 12, an., p. 157; J. O. de 1872, p. 5114); sur le Budget de l'Exercice 1876 (Ministère des Affaires étrangères) (I., n° 3160; A., t. 39, an., p. 237 à 240; J. O. de 1875, p. 5989); sur le projet de loi portant approbation du Traité de création d'une Union générale des postes, et modification de la taxe des lettres circulant à l'intérieur (I., n° 3201, et Annexe; A., t. 40, an., p. 519 à 550; J. O. de 1875, p. 6211, 6231); sur le projet de loi portant approbation de la Convention conclue, le 3 mai 1875, entre la France et l'Allemagne, relativement à l'échange des mandats d'articles d'argent (I., n° 3215; A., t. 40, an., p. 561; J. O. de 1875, p. 6881); sur la proposition de MM. Johnston et autres, relative aux admissions temporaires en franchise (I., n° 3336; A., t. 41, an., p. 173 à 177; J. O. de 1875, p. 7280). — Son rapport intérieur à la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (Système pénitentiaire de la Suisse) (A., t. 45, p. 202 à 206). = Prend part à la discussion : de la proposition de MM. Claude (Meurthe), La Flize et autres, relative au remboursement des contributions de guerre, réquisitions et dommages matériels causés par l'invasion (*Troisième délibération*, A., t. 5, p. 424); de la proposition de MM. Lestourgie et autres, relative à l'assistance publique dans les campagnes (*Première délibération*, A., t. 7, p. 3). — S'excuse de son absence (A., t. 7, p. 358; t. 13, p. 143; t. 14, p. 702; t. 17, p. 41; t. 18, p. 369; t. 29, p. 31; t. 32, p. 136; t. 37, p. 89). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de MM. Salneuve et Antonin Lefèvre-Pontalis relative à la nomination d'une Commission chargée d'étudier les moyens de prompte libération du territoire (A., t. 8, p. 98); du Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'Exercice 1872 (*Création à Belfort d'un Lycée pour la jeunesse Alsacienne*, A., t. 8, p. 423. *Enseignement des écoles normales primaires*, p. 424); du projet de loi tendant à supprimer la Cour de Metz et à faciliter le replacement ou la mise à la retraite des magistrats d'Alsace-

Lorraine (A., t. 8, p. 541) ; au sujet de la question adressée par M. Scheurer-Kestner à M. le Ministre des Affaires étrangères sur l'option des Alsaciens-Lorrains (A., t. 11, p. 141). — Obtient un congé (A., t. 13, p. 498). — Parle : dans la discussion de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 589, 591 à 597, 600, 607, 608) ; en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif aux lettres et objets recommandés, valeurs cotées (A., t. 15, p. 326, 337, 338). = *Est nommé Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances* [Décret du 27 novembre 1873] (B. des L., n° 2484 ; J. O., p. 7249). — Est entendu, en cette qualité : sur la demande d'urgence de la proposition de M. le général Loysel tendant à faire examiner le Budget de la Guerre pour 1875 par les Commissions de l'Armée et du Budget réunies (A., t. 28, p. 422) ; dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Finances : *Incident relatif à l'ordre de la discussion*, A., t. 28, p. 423. *Personnel de l'Administration centrale des Forêts*, p. 440. *Matériel de l'Administration centrale des Finances*, p. 445, 555. *Revision projetée de la Convention monétaire de 1865*, p. 447. *Traitements des Receveurs particuliers des Finances*, p. 450. *Décret du 15 novembre 1873 établissant des limites d'âge pour la mise à la retraite des fonctionnaires des Finances*, p. 451. Travaux publics : *Subventions aux Compagnies concessionnaires de chemins de fer*, p. 565. Frais de régie : *Améliorations dans le service des Postes ; subventions postales ; état des négociations avec les États-Unis pour la conclusion d'une Convention postale*, p. 474, 477. Voies et moyens : *Exemption de la taxe sur les cercles en faveur des Sociétés de tir établies dans le Nord*, p. 571. *Exécution de la loi du 2 août 1872 sur les bouilleurs de cru*, p. 577. *Exécution de la loi relative à l'impôt des allumettes*, p. 579. *Suppression de la franchise des correspondances adressées aux grands fonctionnaires*, p. 589. *Réduction du port des échantillons*, p. 607. Dispositions diverses : *Interprétation de la loi du 27 Novembre 1872 sur les pensions aux militaires blessés et amputés*, p. 594. *Institution au Ministère des Finances d'un Conseil consultatif des Forêts*, p. 596. *Avances aux fonctionnaires admis à la retraite pendant le cours de la liquidation*, p. 597. *Transfert, des Préfets au Directeur général des Postes, de la nomination des agents inférieurs de cette Administration*, p. 599). — Parle : sur la mise à l'ordre du jour de la séance du projet de loi relatif à l'élévation des droits sur les huiles minérales de production française (A., t. 28, p. 614) ; en réponse à la question de M. Lucien Brun au sujet de l'observation des franchises du pays de Gex (A., t. 28, p. 640) ; dans la discussion : du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt sur les transports par terre et par eau*, A., t. 30, p. 313. *Droits de mutation*, p. 438. *Situation financière et budgétaire*, p. 439. *Impôt de la petite vitesse*, p. 472) ; du projet de loi relatif au Compte de liquidation (A., t. 30, p. 509). — Est entendu : sur la demande d'ajournement de la discussion du projet de loi sur les patentes (A., t. 30, p. 533, 534) ; en réponse à la question de M. Charles Rolland sur l'exécution de la loi relative à la fusion du Service postal et du Service télégraphique (A., t. 30, p. 710) ; dans la discussion de la proposition de MM. de Lamberterie et autres, relative à la mise en adjudication des bureaux de tabac (*Première délibération*, A., t. 31, p. 55). = Demande, en qualité de Député et de Rapporteur, la mise à l'ordre du jour et l'urgence du projet de loi relatif à la Convention conclue entre la France et l'Allemagne, pour l'échange des mandats de poste (A., t. 42, p. 228).

LEFÈVRE (M.), *à Bar-le-Duc.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 258).

LEFÈVRE (M. Henri), *Député élu par le département des Alpes-Maritimes.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 39). = Secrétaire : du 14e Bureau (F., n° 607 ; J. O. de 1874, p. 1881) ; et du 9e Bureau (F., n° 717 ; J. O. de 1875, p. 160). = Membre de Commissions (F., n°s 353, 588, 674, 739, 744, 769 ; J. O. de 1872, p. 7007 ; J. O. de 1874, p. 1226,

4933; J. O. de 1875, p. 971, 1275, 3405). = Prend part à la discussion : des propositions : 1° de MM. Rivet et autres, sur l'organisation du Pouvoir exécutif; 2° de MM. Adnet et autres, sur la confirmation des pouvoirs de M. Thiers; 3° de M. de Belcastel, sur la forme définitive du Gouvernement (A., t. 5, p. 277); du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 347). = Question relative à son arrestation momentanée à la gare de Saint-Lazare, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. QUESTIONS, n° 95.

LEFÈVRE-PONTALIS (M. AMÉDÉE), *Député élu par le département d'Eure-et Loir.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 49). = Secrétaire : du 12e Bureau (F., n° 23; J. O. de 1871, p. 251); du 2e Bureau (F., n° 74; J. O. de 1871, p. 1116); du 13e Bureau (F., n° 146; J. O. de 1871, p. 2985); du 5e Bureau (F., n° 189; J. O. de 1872, p. 113); du 1er Bureau (F., n° 317; J. O. de 1872, p. 4353); du 2e Bureau (F., n° 486; J. O. de 1873, p. 4107); du 4e Bureau (F., n° 509; J. O. de 1873, p. 4945); du 15e Bureau (F., n° 627; J. O de 1874, p. 3307); du 12e Bureau (F., n° 650; J. O. de 1874, p. 4089); et du 15e Bureau (F., n° 824; J. O. de 1875, p. 5510). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., nos 21, 32, 58, 81, 107, 141, 151, 183, 211, 217, 231, 353, 511, 633, 636, 644, 717, 824, 739, 824, 857; M. B. de 1871, p. 224; J. O. de 1871, p. 372, 867, 1188, 1819, 2819, 3126, 5299; J. O. de 1872, p. 765, 950, 1398, 7007; J. O. de 1873, p. 7729; J. O. de 1874, p. 3504, 3636, 3888; J. O. de 1875, p. 160, 971, 5510, 9767); de la Commission de décentralisation (F., n° 50; J. O. de 1871, p. 734); de la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (F., n° 267; J. O. de 1872, p. 2829); de la Commission des Trente chargée de présenter à l'Assemblée nationale un projet de loi pour régler les attributions des Pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (F., n° 371; J. O. de 1872, p. 7563); et de la Commission de permanence de 1873 (A., t. 17, p. 276). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : de faire nommer une Commission de trente membres chargée de reviser tous les décrets ayant un caractère législatif rendus par le Gouvernement de la Défense nationale sur des objets étrangers à ladite défense (I., n° 50; A., t. 1, an., p. 34; J. O. de 1871, p. 375); de faire cesser la suspension des prescriptions et péremptions en matière civile dans les pays occupés, établie par les décrets des 9 septembre et 3 octobre 1870 (I., n° 115; A., t. 2, p. 328; J. O. de 1871, p. 444); de faire allouer un secours provisoire à la ville de Châteaudun et aux communes de Varize et de Civry (I., n° 232; A., t. 3, p. 41; J. O. de 1871, p. 1188). — Sa proposition concernant le commerce de l'huile de pétrole et des autres huiles minérales (I., n° 261; A., t. 3, an., p. 156; J. O. de 1871, p. 1291). — Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, relatives : aux perceptions des contributions directes dans les villes chefs-lieux de département et d'arrondissement (I., n° 1888; A., t. 19, an., p. 110; J. O. de 1873, p. 5382); aux élections partielles à l'Assemblée nationale (I., n° 2059; A., t. 28, an., p. 74; J. O. de 1873, p. 7503). = Ses rapports : sur la proposition de M. Raudot relative à la décentralisation, en ce qui concerne la suppression des Conseils de Préfecture (I., n° 1217; A., t. 12, an., p. 9; J. O. de 1872, p. 4207, 4231); sur la proposition de M. Lucet ayant pour objet de porter au premier lundi du mois d'octobre la session des Conseils généraux de l'Algérie (I., n° 1907; A., t. 19, an., p. 139; J. O. de 1873, p. 5555); sur le projet de loi tendant à fixer l'époque des élections pour la reconstitution du Conseil général des Bouches-du-Rhône, dissous par décret du 26 mai 1871 (I., n° 2194; A., t. 32, an., p. 265; J. O. de 1874, p. 5091, 5122); sur la proposition de M Malartre relative à la prorogation de l'Assemblée nationale (I., n° 3234; A., t. 41, p. 18, an., p. 7; J. O. de 1875, p. 6887). — Son rapport sommaire sur la proposition de M. Hervé de Saisy tendant à perpétuer la mémoire des militaires et marins qui meurent victimes de leur dévouement à l'humanité et à la patrie (I., n° 3480; A.,

t. 42, an., p. 365; J. O. de 1875, p. 10409). = Parle sur la prise en considération de la proposition de MM. de Talhouët et autres, relative à la nomination d'une Commission de décentralisation (A., t. 2, p. 512). — Donne lecture de sa proposition relative à la réglementation du commerce de l'huile de pétrole, et en demande l'urgence (A., t. 3, p. 116). — Est entendu : dans la discussion : de sa proposition relative à la nomination d'une Commission chargée de réviser les décrets du Gouvernement de la Défense nationale (*Première délibération*, A., t. 3, p. 216. *Deuxième délibération*, p. 433, 450); des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 853; t. 4, p. 26, 53, 103, 306. *Troisième délibération*, t. 4, p. 414); au sujet de la question de M. Schœlcher sur la levée de l'état de siège à Paris (A., t. 4, p. 226). — Prend part à la discussion : des propositions : 1° de MM. Rivet et autres, sur l'organisation du Pouvoir exécutif; 2° de MM. Adnet et autres, sur la confirmation des pouvoirs de M. Thiers; 3° de M. de Belcastel, sur la forme définitive du Gouvernement (A., t. 5, p. 257); du projet de loi concernant : 1° l'élévation du droit de timbre des récépissés des expéditions faites par chemins de fer en petite vitesse; 2° la perception du droit de timbre des récépissés des expéditions faites par tous autres modes de transport; 3° la perception du droit de timbre des connaissements (A., t. 8, p. 682, 686, 687); du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 105, 201). — Parle : au sujet de la discussion immédiate, après la lecture du rapport, du projet de loi relatif à un nouvel emprunt de trois milliards (A., t. 13, p. 152); dans la discussion du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 386 à 391); sur la mise à l'ordre du jour de la nomination de la Commission de permanence pendant la 1re prorogation de 873 (A., t. 17, p. 155); dans la discussion du projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 390); sur la question d'ajournement du projet de loi relatif à la suppression des Conseils de Préfecture (A., t. 18, p. 565, 567); dans la discussion du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 404). — S'excuse de son absence (A., t. 29, p. 601; t. 30, p. 61). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'électorat municipal (*Première délibération*, A., t. 31, p. 228 à 231. *Troisième délibération*, t. 32, p. 522, 530, 547, 589, 592; des propositions concernant l'organisation municipale (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 265). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi tendant à fixer l'époque des élections pour la reconstitution du Conseil général des Bouches-du-Rhône (A., t. 32, p. 484). — Parle dans la discussion des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Première délibération*, A., t. 36, p. 245; *rectification*, p. 267). — Rectifie la mention de son interruption dans la discussion des propositions relatives à l'organisation du Sénat (A., t. 36, p. 613). — Obtient un congé (A., t. 37, p. 288). — Donne lecture de son rapport sur la proposition de M. Malartre tendant à la prorogation de l'Assemblée nationale, à partir du vote du Budget de 1876 jusqu'au 30 novembre 1875 (A., t. 41, p. 18 à 20). — Est entendu dans la discussion : de cette proposition (A., t. 41, p. 28); du projet de loi relatif aux élections des Sénateurs (*Deuxième délibération*, A., t. 41, p. 89, 100 à 102. *Troisième délibération*, p. 325 à 327).

LEFÈVRE-PONTALIS (M. ANTONIN), *Député élu par le département de Seine-et-Oise.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 34). = Secrétaire du 5e Bureau (F., n° 697; J. O. de 1871, p. 7981). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., nos 20, 23, 24, 54, 76, 80, 81, 167, 172, 209, 217, 245, 289, 325, 397, 438, 450, 476, 505, 573, 601, 607, 762, 776, 828, 842, 861; M. B. de 1871, p. 201; J. O. de 1871, p. 231, 271, 808, 1128, 1183, 1186, 1802, 1960; J. O. de 1872, p. 704, 950, 1784, 3519, 4633; J. O. de 1873, p. 404, 1710, 2113, 3750, 4819; J. O. de 1874, p. 736, 1699, 1881;

J. O. de 1875, p. 2037, 3636, 5746, 9073, 9964) ; de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (F., n° 95 ; J. O. de 1874, p. 1476) ; et de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275 ; J. O. de 1872, p. 3082).— Membre adjoint de la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (F., n° 293 ; J. O. de 1872, p. 3644). — Membre : des Commissions de permanence de 1872 et de 1873 (A., t. 13, p. 567 ; t. 19, p. 406) ; de la Commission relative à la prorogation pour dix ans des pouvoirs de M. le maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta (F., n° 519; J. O. de 1873, p. 6801); de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 49) ; et des Commissions de permanence de 1874 et de 1876 (A., t. 34, p. 132 ; t. 44, p. 364). = Sa proposition d'article additionnel au Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 134 ; A., t. 2, p. 478 ; J. O. de 1871, p. 757).— Sa proposition, tendant à instituer une Commission spéciale, qui serait chargée exclusivement de rechercher les voies et moyens de prompte délivrance du territoire, et même de libération immédiate de la dette totale de la France envers la Prusse (I , n° 864 ; A., t. 7, p. 307, an., p. 435 ; J. O. de 1872, p. 1182). = Son rapport sur le projet de loi tendant à mettre le département de Seine-et-Oise en état de siège (I., n° 63 ; A., t. 2, p. 9, 16 ; J. O. de 1871, p. 376). — Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. de Saint-Pierre et autres, tendant à déclarer nulles et non avenues les élections municipales auxquelles il a été procédé à Paris le 26 mars 1871 (I., n° 129 ; A., t. 2, p. 452 ; J. O. de 1871, p. 757) ; sur sa proposition d'article additionnel au Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 153 ; A., t. 2, p. 626 ; J. O. de 1871, p. 790) ; sur la proposition de MM. Edgar Quinet et autres, tendant à modifier la loi électorale (I., n° 192 ; A., t. 2, p. 828 ; J. O. de 1871, p. 952). — Ses rapports : sur la proposition de MM. de Lorgeril et autres, concernant la nomination d'une Commission de trente membres relative à l'examen des actes de la Délégation de Tours et de Bordeaux, au triple point de vue civil, militaire et financier (I., n° 298 ; A., t. 3, p. 267 ; J. O. de 1871, p. 1563) ; sur la proposition de MM. Louis Blanc et autres, portant que les membres de l'ex-Gouvernement de la Défense nationale rendront compte, au plus prochain jour, de la manière dont ils ont exercé le Pouvoir, à Paris, durant le siège (I., n° 299 ; A., t. 3, p. 268 ; J. O. de 1871, p. 1583); sur la proposition de MM. Savary et autres, relative à la majorité requise pour être élu Député à l'Assemblée nationale (I., n° 1581 ; A., t. 15, an., p. 205 ; J. O. de 1873, p. 1141). — Son rapport sommaire sur la proposition de M. Hervé de Saisy fixant un maximum de 4 kilomètres au déplacement exigible des prestataires, en vertu de la loi du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux (I., n° 1586 ; A , t. 15, an., p. 215 ; J. O. de 1873, p. 1181). — Son rapport sur les projets de lois et les propositions concernant la création et les attributions d'un Sénat (I., n° 2680 [avec deux Annexes]; A., t. 34, an., p. 469; J. O. de 1874, p. 8489, 8553, 8585; J. O. de 1875, p. 1001, 1003). — Son rapport sur les propositions de MM. Waddington, Vautrain et Clapier, relatives à l'organisation du Sénat (I., n° 2899 ; A., t. 36, p. 557, an., p. 168 ; J. O. de 1875, p. 1547). = Ses rapports sur les élections : du Jura (A., t. 1, p. 16, 48); et de Loir-et-Cher (A., t. 1, p. 34, 60). — Ses observations dans la discussion de l'élection de M. Chaix par les Hautes-Alpes (A., t. 1, p. 246). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi tendant à mettre en état de siège le département de Seine-et-Oise (A., t. 2, p. 9). — Prend part à la discussion du projet de loi sur les Conseils municipaux (A., t. 2, p. 340). — Donne lecture de son rapport sommaire sur la proposition de MM. Louis de Saint-Pierre et autres, tendant à déclarer nulles et non avenues les élections municipales du 26 mars 1871 à Paris (A., t. 2, p. 418). — Est entendu, comme Rapporteur, sur la prise en considération de la proposition de MM. Edgar Quinet et autres, tendant à modifier la loi électorale (A., t. 2, p. 862). — Parle dans la discussion de sa proposition d'article additionnel au Règlement de l'Assemblée nationale (A., t. 3, p. 57). — Demande, comme Rapporteur, l'urgence : sur la proposition de MM. de Lorgeril et autres, relative à la nomination d'une Commission d'Enquête sur les actes de la Délégation

de Tours et de Bordeaux (A., t. 3, p. 359) ; sur la proposition de M. Louis Blanc, reprise par M. Toupet des Vignes, relative au Compte à rendre par les membres du gouvernement de la Défense nationale sur l'exercice de leur Pouvoir (A., t. 3, p. 362). — Prend part à la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 409, 592). — Obtient des congés (A., t. 5, p. 381 ; t. 8, p. 481). — Adresse une question au Ministre des Finances sur l'indemnité accordée aux département envahis (A., t. 6, p. 320). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Première délibération*, A., t. 7, p. 641. *Deuxième délibération*, t. 11, p. 173, 205) ; de sa proposition relative à la nomination d'une Commission chargée d'étudier les moyens de prompte libération du territoire (A., t. 8, p. 102) ; des propositions de MM. Bérenger, Arago, Bottieau, de Peyramont et autres, relatives à l'organisation de la magistrature (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 277. *Sa motion pour la mise à l'ordre du jour de la troisième délibération*, t. 39, p. 205) ; du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Troisième délibération*, A., t. 13, p. 358) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Instruction publique : *Bibliothèques populaires*, A., t. 14, p. 460, 463) ; de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 205). — Parle, en qualité de Rapporteur, dans la discussion de la proposition de MM. Savary et autres, relative à la majorité requise pour être élu Député à l'Assemblée nationale (A., t. 16, p. 119, 125). — Prend part à la discussion du projet de loi et de la proposition de M. le baron Chaurand sur l'organisation municipale de la ville de Lyon (A., t. 17, p. 193 à 197). — S'excuse de son absence (A., t. 19, p. 278 ; t. 34, p. 250 ; t. 43, p. 310). — Parle dans la discussion : de la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation des pouvoirs de M. le maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 186) ; des propositions concernant l'électorat municipal (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 96 à 99). — Est entendu, en qualité de Rapporteur de la loi sur le Sénat : sur la motion de M. Batbie tendant à la mise à l'ordre du jour des projets de lois sur l'organisation des Pouvoirs publics et sur le Sénat, avec priorité en faveur de la loi sur le Sénat (A., t. 35, p. 432) ; sur le maintien à l'ordre du jour du projet de loi et des propositions concernant la création et les attributions d'un Sénat (A., t. 36, p. 263) ; dans la discussion de ce projet de loi et de ces propositions (*Première délibération*, A., t. 36, p. 269, 271 à 275. *Deuxième délibération*, p. 480, 483). — Prend part à la discussion des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 352 ; t. 39, p. 477. *Troisième délibération*, t. 40, p. 411). — Donne lecture de son rapport sur les propositions de MM. Waddington, Vautrain, Clapier et Wallon, relatives à l'organisation du Sénat (A., t. 36, p. 557 à 562). — Est entendu dans la discussion : de ces propositions (A., t. 36, p. 590, 599, 601, 614) ; du projet de loi relatif aux élections des Sénateurs (*Deuxième délibération*, A., t. 41, p. 64 à 66, 67) ; du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 98 à 105, 115).

LEFFEMBERG (M. IMGARDE DE), *Procureur général près la Cour d'appel de Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'élection de M. le baron de Bourgoing par le département de la Nièvre (A., t. 37, an., p. 349 à 375). = Ses rapports à M. le Garde des Sceaux sur les Comités de l'Appel au peuple, annexés au 2e rapport de cette Commission (A., t. 40, p. 43 à 55).

LE FLÔ (M. le général), *Député élu par le département du Finistère.*

Sa lettre transmettant sa démission comme *Ministre de la Guerre* du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 1, p. 5). = Son élection est validée (A., t. 1, p. 31). = Est nommé *Ministre de la Guerre* [Arrêté du Chef du Pouvoir exécutif du 19 février 1871] (B. des L., n° 332 ; M. B., p. 221). — Est entendu, en cette qualité : sur

l'incident soulevé dans la discussion de l'élection du général Garibaldi par le département d'Alger (A., t. 1, p. 211, 212, 229); dans la discussion de la proposition relative à la création de bataillons de volontaires (A., t. 2, p. 67, 68, 72) ; sur l'incident soulevé à propos de la non-convocation des membres de l'Assemblée aux obsèques des généraux Besson et Péchot (A., t. 2, p. 394, 395). — Répond aux questions : de M. du Temple, au sujet des engagements pris par les officiers prisonniers de guerre (A., t. 2, p. 797) ; de M. le général Martin des Pallières, sur le même sujet (A., t. 2, p. 810) ; de M. Tolain, au sujet du prétendu massacre, près de Villejuif, de gardes nationaux désarmés (A., t. 2, p. 846, 847). — Parle dans la discussion de la proposition de M. Calemard de Lafayette, tendant à obtenir la création d'une Commission de trente membres, dite de la réorganisation de l'armée (A., t. 3, p. 47). — Communique à l'Assemblée des nouvelles sur la situation de Paris (A., t. 3, p. 142, 143). — Est entendu au sujet de la pétition de M. le colonel Cosseron de Villenoisy, demandant une Enquête sur les causes de la capitulation de Metz (A., t. 3, p. 162, 163). = Ses dépositions : devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 422 à 430) ; devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 546 à 558). = Obtient un congé, comme Député (A., t. 19, p. 8). — Président du 6e Bureau (F., n° 865; J. O. de 1875, p. 10118). — Proteste, dans le cours du 8e scrutin pour la nomination des Sénateurs, contre l'inscription de son nom, à son insu, sur la liste adverse (A., t. 43, p. 321, 322).

LEFORT (M. le général), *ex-Secrétaire général du Ministère de la Guerre près la Délégation de Tours.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 242 à 249).

LEFRANC (M. PIERRE), *Député élu par le département des Pyrénées-Orientales.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 21). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 8, 717 ; M. B. de 1871, p. 27 ; J. O. de 1875, p. 160) ; et de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209). = Ses propositions ayant pour objet : la modification de quelques articles du Code civil relatifs au gage et au privilège (I., n° 336 ; A., t. 3, p. 549 ; J. O. de 1871, p. 1674) ; une addition à l'article 400 du Code pénal (I., n° 337 ; A., t. 3, p. 549 ; J. O. de 1871, p. 1624) ; la création de nouveaux impôts (I., n° 432 ; A., t. 4, an., p. 151 ; J. O. de 1871, p. 2868). = Ses observations sur l'application provisoire du Règlement de 1849 (A., t. 1, p. 7). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur le rétablissement du cautionnement des journaux (A., t. 3, p. 801) ; du projet de loi sur les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 628, 663) ; du projet de loi sur les augmentations d'impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 293) ; de la proposition de M. le général Ducrot relative à la poursuite des journaux *l'Indépendant des Pyrénées-Orientales* et *la Constitution* (*Incident personnel*, A., t. 8, p. 271, 283). — Adresse une question au Vice-Président du Conseil, Ministre de la Guerre, au sujet de l'existence de l'état de siège dans le département des Pyrénées-Orientales (A., t. 34, p. 156 à 158).

LEFRANC (M. VICTOR), *Député élu par le département des Landes.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 16). = Président : du 3e Bureau (F., n° 588; J. O de 1871, p. 1226) ; du 12e Bureau (F., n° 796 ; J. O. de 1875, p. 4340) ; et du 1er Bureau (F., n° 824 ; J. O. de 1875, p. 5510). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 6, 23, 40, 58, 68, 81, 427, 445, 484, 658, 762; M. B. de 1871, p. 18; J. O. de 1871, p. 251, 542, 867, 1013, 1188; J. O. de 1873, p. 1383, 1769, 4039; J. O. de 1874, p. 1360; J. O. de 1875, p. 2037) ; et de la Commission du Traité de paix (F., n° 8 ; M. B. de 1871, p. 27). = Ses rapports : sur la proposition de MM. Dufaure, Grévy et autres, relative à la constitution du Pouvoir exécutif (I., n° 5; A., t. 1, p. 63,

de Tours et de Bordeaux (A., t. 3, p. 359) ; sur la proposition de M. Louis Blanc, reprise par M. Toupet des Vignes, relative au Compte à rendre par les membres du gouvernement de la Défense nationale sur l'exercice de leur Pouvoir (A., t. 3, p. 362). — Prend part à la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 409, 592). — Obtient des congés (A., t. 5, p. 381 ; t. 8, p. 481). — Adresse une question au Ministre des Finances sur l'indemnité accordée aux département envahis (A., t. 6, p. 320). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Première délibération*, A., t. 7, p. 641. *Deuxième délibération*, t. 11, p. 173, 205) ; de sa proposition relative à la nomination d'une Commission chargée d'étudier les moyens de prompte libération du territoire (A., t. 8, p. 102) ; des propositions de MM. Bérenger, Arago, Bottieau, de Peyramont et autres, relatives à l'organisation de la magistrature (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 277. *Sa motion pour la mise à l'ordre du jour de la troisième délibération*, t. 39, p. 205) ; du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Troisième délibération*, A., t. 13, p. 358) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Instruction publique : *Bibliothèques populaires*, A., t. 14, p. 460, 463) ; de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 205). — Parle, en qualité de Rapporteur, dans la discussion de la proposition de MM. Savary et autres, relative à la majorité requise pour être élu Député à l'Assemblée nationale (A., t. 16, p. 119, 125). — Prend part à la discussion du projet de loi et de la proposition de M. le baron Chaurand sur l'organisation municipale de la ville de Lyon (A., t. 17, p. 193 à 197). — S'excuse de son absence (A., t. 19, p. 278 ; t. 34, p. 250 ; t. 43, p. 310). — Parle dans la discussion : de la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation des pouvoirs de M. le maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 186) ; des propositions concernant l'électorat municipal (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 96 à 99). — Est entendu, en qualité de Rapporteur de la loi sur le Sénat : sur la motion de M. Batbie tendant à la mise à l'ordre du jour des projets de lois sur l'organisation des Pouvoirs publics et sur le Sénat, avec priorité en faveur de la loi sur le Sénat (A., t. 35, p. 432) ; sur le maintien à l'ordre du jour du projet de loi et des propositions concernant la création et les attributions d'un Sénat (A., t. 36, p. 263) ; dans la discussion de ce projet de loi et de ces propositions (*Première délibération*, A., t. 36, p. 269, 271 à 275. *Deuxième délibération*, p. 480, 483). — Prend part à la discussion des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 352 ; t. 39, p. 477. *Troisième délibération*, t. 40, p. 111). — Donne lecture de son rapport sur les propositions de MM. Waddington, Vautrain, Clapier et Wallon, relatives à l'organisation du Sénat (A., t. 36, p. 557 à 562). — Est entendu dans la discussion : de ces propositions (A., t. 36, p. 590, 599, 601, 614) ; du projet de loi relatif aux élections des Sénateurs (*Deuxième délibération*, A., t. 41, p. 64 à 66, 67) ; du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 98 à 105, 115).

LEFFEMBERG (M. IMGARDE DE), *Procureur général près la Cour d'appel de Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'élection de M. le baron de Bourgoing par le département de la Nièvre (A., t. 37, an., p. 349 à 375). = Ses rapports à M. le Garde des Sceaux sur les Comités de l'Appel au peuple, annexés au 2e rapport de cette Commission (A., t. 40, p. 43 à 55).

LE FLÔ (M. le général), *Député élu par le département du Finistère.*

Sa lettre transmettant sa démission comme *Ministre de la Guerre* du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 1, p. 5). = Son élection est validée (A., t. 1, p. 31).= Est nommé *Ministre de la Guerre* [Arrêté du Chef du Pouvoir exécutif du 19 février 1871] (B. des L., n° 332 ; M. B., p. 221). — Est entendu, en cette qualité : sur

l'incident soulevé dans la discussion de l'élection du général Garibaldi par le département d'Alger (A., t. 1, p. 211, 212, 229); dans la discussion de la proposition relative à la création de bataillons de volontaires (A., t. 2, p. 67, 68, 72) ; sur l'incident soulevé à propos de la non-convocation des membres de l'Assemblée aux obsèques des généraux Besson et Péchot (A., t. 2, p. 394, 395). — Répond aux questions : de M. du Temple, au sujet des engagements pris par les officiers prisonniers de guerre (A., t. 2, p. 797) ; de M. le général Martin des Pallières, sur le même sujet (A., t. 2, p. 810) ; de M. Tolain, au sujet du prétendu massacre, près de Villejuif, de gardes nationaux désarmés (A., t. 2, p. 846, 847). — Parle dans la discussion de la proposition de M. Calemard de Lafayette, tendant à obtenir la création d'une Commission de trente membres, dite de la réorganisation de l'armée (A., t. 3, p. 47). — Communique à l'Assemblée des nouvelles sur la situation de Paris (A., t. 3, p. 142, 143). — Est entendu au sujet de la pétition de M. le colonel Cosseron de Villenoisy, demandant une Enquête sur les causes de la capitulation de Metz (A., t. 3, p. 162, 163). = Ses dépositions : devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 422 à 430) ; devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 546 à 558). = Obtient un congé, comme Député (A., t. 19, p. 8). — Président du 6e Bureau (F., n° 865; J. O. de 1875, p. 10118). — Proteste, dans le cours du 8e scrutin pour la nomination des Sénateurs, contre l'inscription de son nom, à son insu, sur la liste adverse (A., t. 43, p. 321, 322).

LEFORT (M. le général), *ex-Secrétaire général du Ministère de la Guerre près la Délégation de Tours.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 242 à 249).

LEFRANC (M. PIERRE), *Député élu par le département des Pyrénées-Orientales.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 21). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 8, 717 ; M. B. de 1871, p. 27 ; J. O. de 1875, p. 160) ; et de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209). = Ses propositions ayant pour objet : la modification de quelques articles du Code civil relatifs au gage et au privilège (I., n° 336 ; A., t. 3, p. 549 ; J. O. de 1871, p. 1674) ; une addition à l'article 400 du Code pénal (I., n° 337 ; A., t. 3, p. 549 ; J. O. de 1871, p. 1624) ; la création de nouveaux impôts (I., n° 432 ; A., t. 4, an., p. 151 ; J. O. de 1871, p. 2868). = Ses observations sur l'application provisoire du Règlement de 1849 (A., t. 1, p. 7). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur le rétablissement du cautionnement des journaux (A., t. 3, p. 801) ; du projet de loi sur les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 628, 663) ; du projet de loi sur les augmentations d'impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 293) ; de la proposition de M. le général Ducrot relative à la poursuite des journaux *l'Indépendant des Pyrénées-Orientales* et *la Constitution* (*Incident personnel*, A., t. 8, p. 271, 283). — Adresse une question au Vice-Président du Conseil, Ministre de la Guerre, au sujet de l'existence de l'état de siège dans le département des Pyrénées-Orientales (A., t. 34, p. 156 à 158).

LEFRANC (M. VICTOR), *Député élu par le département des Landes.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 16). = Président : du 3e Bureau (F., n° 588; J. O de 1871, p. 1226) ; du 12e Bureau (F., n° 796 ; J. O. de 1875, p. 4340) ; et du 1er Bureau (F., n° 824 ; J. O. de 1875, p. 5510). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 6, 23, 40, 58, 68, 81, 427, 445, 484, 658, 762; M. B. de 1871, p. 18; J. O. de 1871, p. 251, 542, 867, 1013, 1188; J. O. de 1873, p. 1383, 1769, 4039; J. O. de 1874, p. 1360; J. O. de 1875, p. 2037; et de la Commission du Traité de paix (F., n° 8; M. B. de 1871, p. 27). = Ses rapports : sur la proposition de MM. Dufaure, Grévy et autres, relative à la constitution du Pouvoir exécutif (I., n° 5; A., t. 1, p. 63,

an., p. 4; J. O. de 1871, p. 286); sur le projet de loi relatif aux Préliminaires de paix signés à Versailles le 26 février 1871 (I., n° 11; A., t. 1, p. 97, an., p. 10; J. O. de 1871, p. 316); sur le projet de loi portant ratification du Traité d'évacuation du territoire français passé entre la France et l'Allemagne le 15 mars 1873 (I., n° 1686; A., t. 16, p. 568, an., p. 215; J. O. de 1873, p. 2206). = Ses rapports sur les élections : de la Drôme (A., t. 1, p. 14, 32, 33); et du Gard (p. 14). — Donne lecture de ses rapports : sur la proposition de MM. Dufaure, Grévy et autres, tendant à nommer M. Thiers Chef du Pouvoir exécutif (A., t. 1, p. 63); sur le projet de loi relatif aux Préliminaires de paix (A., t. 1, p. 98). — Est entendu : dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 1, p. 123, 124); sur un incident relatif au rapport de M. Cochery sur les élections des anciens Préfets élus Députés (A., t. 1, p. 163); dans la discussion : de ces élections (A., t. 1, p. 218, 225, 226); du projet de loi tendant à proroger l'échéance des effets de commerce (A., t. 1, p. 263, 266); du projet de Résolution relatif à la translation du siège de l'Assemblée (A., t. 1, p. 288); du projet de loi concernant le rétablissement des magistrats inamovibles révoqués par la Délégation de Bordeaux (A., t. 2, p. 123, 126, 130, 131); du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 315, 338, 388, 397, 401, 402, 403, 431, 432). — Parle : sur un incident relatif au renvoi des pétitions au Bureau des renseignements (A., t. 2, p. 699); sur la prise en considération de la proposition de MM. Quinet et autres, tendant à modifier la loi électorale (A., t. 2, p. 867); dans la discussion : du projet de loi sur l'inaliénabilité des propriétés publiques ou privées, saisies ou soustraites à Paris depuis le 18 mars 1871 (A., t. 2, p. 941); du projet de loi relatif au Traité de paix définitif (A., t. 3, p. 71). = Est nommé *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* [Arrêté du 5 juin 1871] (J. O., p. 1241). — Prend part, en cette qualité, à la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 107, 108, 169, 170, 173, 176, 298, 307. *Troisième délibération*, p. 572). — Donne lecture d'un projet de loi relatif au cabotage par navires étrangers, et en demande l'urgence (A., t. 4, p. 114). — Parle dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 4, p. 242). — Répond à la question de M. Villain relative à la perception du droit sur les sucres dans les départements envahis (A., t. 4, p. 311). — Ses observations sur un incident relatif à un partage d'opinions dans le 2e Bureau, au sujet des élections des Bouches-du-Rhône (A., t. 4, p. 426). — Est entendu : sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi tendant à modifier l'article 7 du Code de Justice militaire (A., t. 4, p. 487); dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 4, p. 504); de la proposition de MM. Claude (Meurthe) et autres, relative au remboursement des contributions de guerre, réquisitions et dommages causés par l'invasion (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 499. *Troisième délibération*, t. 5, p. 384, 385, 386, 406, 411, 412, 414, 415, 416, 417, 419, 422, 424); du projet de loi sur les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 680; t. 5, p. 62); du projet de loi sur les augmentations d'impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 290, 292); du Budget rectifié de l'Exercice 1871 (Agriculture et Commerce : *Projet de vente du troupeau de Mauchamp*, A., t. 5, p. 572. *Achats d'étalons*, p. 573, 574, 580. *Encouragements aux pêches maritimes*, p. 575. *Achats de chevaux de guerre*, p. 581. Budget extraordinaire : *Dépenses de la Garde nationale mobilisée*, p. 655). — Parle : sur l'urgence de la proposition de M. Drouin relative à la prorogation de la loi du 22 avril 1871 sur les cessations de paiements (A., t. 6, p. 96); sur l'ajournement de la discussion des parties réservées du Budget de 1871 (A., t. 6, p. 121); dans la discussion du projet de loi relatif à l'élection des juges des Tribunaux de commerce (A., t. 6, p. 187, 189); sur la mise à l'ordre du jour des projets de lois relatifs à l'impôt sur les matières premières et à l'impôt sur le revenu (A., t. 6, p. 193, 233); sur l'urgence de la proposition de M. Johnston tendant à la nomination d'une Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de modifier et de dénoncer les Traités de commerce (A., t. 6, p. 385). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu

(A., t. 6, p. 389, 390); de la proposition de M. Princeteau relative à l'interdiction de toutes fonctions publiques salariées aux membres de l'Assemblée nationale (*Deuxième délibération*, A., t. 6, p. 414); du projet de loi concernant l'impôt sur les matières premières (A., t. 7, p. 20); du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 242, 282, 296). = Est nommé *Ministre de l'Intérieur* [Décret du 6 février 1872] (B. des L., n° 912; J. O., p. 873). — Parle, en cette qualité : sur la fixation du jour des interpellations de M. Jean Brunet relatives à la souscription nationale pour la libération du territoire (A., t. 7, p. 492, 493); sur l'urgence de la proposition de M. Haëntjens relative à l'émission de deux milliards de bons du Trésor pour la libération du territoire (A., t. 7, p. 575, 576). — Répond à la question de M. Mestreau au sujet de la publication d'une brochure Bonapartiste, *l'Abeille* (A., t. 7, p. 605). — Est entendu sur la prise en considération de la proposition de M. Dahirel relative à la forme des relations du Président de la République et de l'Assemblée (A., t. 7, p. 610). — Donne lecture du projet de loi relatif à la répression des attaques contre l'Assemblée et contre le Gouvernement, et en demande l'urgence (A., t. 7, p. 686, 687, 688). — Prend part à la discussion de la proposition de MM. Salneuve et Antonin Lefèvre-Pontalis relative à la nomination d'une Commission chargée d'étudier les moyens de prompte libération du territoire (A., t. 8, p. 103). — Parle sur la fixation du jour des interpellations de M. de Guiraud au sujet de la démission de M. Pouyer-Quertier, comme Ministre des Finances (A., t. 8, p. 200, 201). — Donne lecture du projet de loi reportant au 8 avril 1872 l'ouverture des Conseils généraux, et en demande l'urgence (A., t. 8, p. 548). — Est entendu : dans la discussion : du Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'Exercice 1872 (*Suppression du Sous-Secrétaire d'État*, t. 8, p. 600. *Inspections générales administratives*, p. 603); du projet de Résolution concernant la prorogation de l'Assemblée nationale (A., t. 8, p. 612); du projet de loi relatif à l'élévation de la taxe des dépêches télégraphiques (A., t. 8, p. 652, 656). — Parle sur la fixation du jour des interpellations : de M. Ordinaire, sur l'interdiction de divers journaux et sur le maintien de l'état de siège dans plusieurs départements (A., t. 8, p. 689); de M. Raoul Duval, sur la participation de magistrats municipaux aux manifestations d'Angers et du Havre (A., t. 11, p. 2). — Est entendu : dans la discussion de ces dernières interpellations (A., t. 11, p. 53); sur la mise à l'ordre du jour des lois d'impôts et de la loi sur le Conseil d'État (A., t. 11, p. 2, 3); sur la fixation du jour des interpellations de M. Busson-Duviviers ayant pour objet l'exécution de la loi du 6 septembre 1871, relative aux dédommagements à accorder aux départements envahis (A., t. 11, p. 6); dans la discussion : de la proposition de M. Faye tendant à étendre aux élections pour les Conseils généraux, le bénéfice de l'art. 8 de la loi du 6 juin 1868 sur les réunions publiques (*Première délibération*, A., t. 11, p. 81); des interpellations de M. le comte Jaubert relatives aux exemptions concernant les passeports (A., t. 11, p. 92, 96). — Répond à la question de M. Millaud sur les perquisitions et les arrestations faites à Lyon (A., t. 11, p. 97). — Parle : dans la discussion du projet de loi et des propositions sur l'organisation des Commissions administratives des hospices et hôpitaux civils, Établissements et Bureaux de bienfaisance (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 509, 510); sur la fixation du jour des interpellations de M. Bouchet au sujet du décret portant annulation des délibérations du Conseil général des Bouches-du-Rhône (A., t. 12, p. 408); dans la discussion : du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 266); du projet de loi portant répartition du fonds de 4 millions destiné à venir en aide aux départements (A., t. 13, p. 586); sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la nomination du Conseil général d'Alger (A., t. 14, p. 38 ; dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 14, p. 173, 176). — Répond à la question de M. Fresneau au sujet du retard apporté à l'examen de la demande d'autorisation et de publication du journal *l'Assemblée Nationale* (A., t. 14, p. 82). — Est entendu : dans la discussion des interpellations de M. le général Changarnier au sujet des voyages de M. Gambetta en Se-

voie et en Dauphiné pendant les vacances parlementaires (A., t. 14, p. 84 à 89); sur la fixation du jour des interpellations de M. Prax-Paris sur les adresses et les vœux politiques formulés par les municipalités (A., t. 14, p. 221, 222); dans la discussion de ces interpellations (A., t. 14, p. 323 à 325, 330). = Parle, comme Député, dans la discussion des interpellations de MM. Lespinasse et de Limairac sur le refus de certains Maires, et en particulier du Maire de Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne), de mandater diverses dépenses obligatoires (*Incident personnel*, A., t. 15, p. 218). — Obtient un congé (A., t. 15, p. 527). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi portant ratification du Traité conclu avec l'Allemagne pour l'évacuation du territoire (A., t. 16, p. 568). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 383); sur la demande de renvoi à la Commission spéciale des chemins de fer, du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession définitive de plusieurs chemins de fer concédés à titre éventuel et à l'adjudication de plusieurs lignes classées et non concédées (A., t. 18, p. 233); sur la question d'ajournement du projet de loi relatif à la suppression des Conseils de Préfecture (A., t. 18, p. 566). — Prend part à la discussion : de la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation des pouvoirs de M. le maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 186); des interpellations de M. Lamy relatives à la levée de l'état de siège (A., t. 28, p. 105); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt sur les pianos*, A., t. 29, p. 675); des interpellations de M. Christophle sur la conduite du Ministère en présence des attaques et des menaces dirigées récemment contre l'Assemblée nationale (A., t. 30, p. 237 à 240); de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Troisième délibération*, A., t. 31, p. 44); du projet de loi relatif à l'électorat municipal (*Troisième délibération*, A., t. 32, p. 571, 586). — S'excuse de son absence (A., t. 33, p. 117, 135; t. 42, p. 417). — Parle : sur la prise en considération de la proposition de M. Mazerat tendant à modifier la rédaction des articles 331 et 335 du Code civil sur la légitimation des enfants nés hors mariage (A., t. 35, p. 198); sur l'urgence de la proposition de M. Brisson tendant à faire élire, le premier dimanche d'avril 1875, une nouvelle Assemblée (A., t. 36, p. 497); dans la discussion : du projet de loi relatif à la poudre dynamite (*Troisième délibération*, A., t. 37, p. 82, 83, 90); de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 474); du projet de loi relatif à divers droits d'enregistrement (A., t. 38, p. 630, 638); du projet de loi relatif aux élections des Sénateurs (*Deuxième délibération*, A., t. 41, p. 64); du projet de loi ayant pour objet la répression de la fraude dans la fabrication et la vente des allumettes chimiques (A., t. 41, p. 183). — Est entendu : sur l'ajournement du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession de diverses lignes de chemins de fer à la Compagnie du Midi (A., t. 43, p. 64); dans la discussion de ce projet de loi (*Deuxième délibération*, A., t. 43, p. 90).

LE GAL LA SALLE (M.), *Député élu par le département des Côtes-du-Nord.*

Son élection est validée (A., t. 7, p. 692). = Membre de Commissions (F., nos 367, 541, 674; J. O. de 1872, p. 7446; J. O. de 1873, p. 7729; J. O. de 1874, p. 4933). = Obtient des congés (A., t. 12, p. 589; t. 15, p. 148). — S'excuse de son absence (A., t. 29, p. 315).

LEGGE (M. le comte DE), *Député élu par le département du Finistère.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 31). = Secrétaire : du 9e Bureau (F., n° 509; J. O. de 1873, p. 4945); du 5e Bureau (F., n° 541; J. O. de 1873, p. 7729); et du 14e Bureau (F., n° 865; J. O. de 1875, p. 10118). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); et de diverses Commissions (F., nos 215, 241, 317,

393, 411, 419, 486, 562, 607, 842; J. O. de 1872, p. 889, 1649, 4353; J. O. de 1873, p. 280, 845, 1080, 4107; J. O. de 1874, p. 351, 1881; J. O. de 1875, p. 9073). = Ses rapports : sur le projet de loi tendant à ériger en commune distincte les territoires composant la succursale d'Aboïn, arrondissement de Montbrison (Loire), et à rattacher la nouvelle commune au canton de Saint-Bonnet-le-Château, même arrondissement (I., n° 978; A., t. 8, an., p. 125; J. O. de 1872, p. 2110); sur le projet de loi tendant à autoriser la ville du Havre (Seine-Inférieure) : 1° à emprunter 1,800,000 fr. pour la conversion d'une dette; 2° à s'imposer extraordinairement (I., n° 1919; A., t. 19, an., p. 179; J. O. de 1873, p. 5699); sur le projet de loi tendant a autoriser le département des Landes à contracter un emprunt pour le service des chemins de grande communication et d'intérêt commun (I., n° 1944; A., t. 19, an., p. 207; J. O. de 1873, p. 5814). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 698; t. 6, p. 345, 461). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 796 à 801). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 39, p. 28 à 30).

LEGRAND (M. ARTHUR), *Député élu par le département de la Manche.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 18). = Secrétaire : du 13e Bureau (F., n° 99; J. O. de 1871, p. 1545); du 15e Bureau (F., n° 486; J. O. de 1873, p. 4107); du 2e Bureau (F., n° 509; J. O. de 1873, p. 4945); du 11e Bureau (F., n° 796; J. O. de 1875, p. 4340); et du 14e Bureau (F., n° 842; J. O. de 1875, p. 9073). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., nos 23, 41, 75, 125, 170, 189, 205, 215, 241, 328, 359, 397, 440, 492, 517, 717; J. O. de 1871, p. 251, 561, 1124, 2333, 4892; J. O. de 1872, p. 572, 889, 1649, 4725, 7197; J. O. de 1873, p. 404, 1769, 4286, 6751; J. O. de 1875, p. 160); de la Commission des Marchés (F., n° 37; J. O., p. 471); de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 177; J. O. de 1871, p. 6113); et de la Commission pour l'examen du projet de loi portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1869 (F., n° 529; J. O. de 1873, p. 7211). = Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. Achille Adam et autres, relative à la nomination du Gouverneur et des Sous-Gouverneurs de la Banque de France (I., n° 324; A., t. 3, p. 440, J. O. de 1871, p. 1647); sur la proposition de M. Raudot relative aux concessions de chemins de fer (I., n° 425; A., t. 3, an., p. 129; J. O. de 1871, p. 2866). — Son rapport supplémentaire sur cette dernière proposition (I., n° 723; A., t. 6, p. 147, an., p. 239; J. O. de 1872, p. 42). — Ses rapports : sur le projet de loi portant établissement de surtaxes à l'octroi de la ville de Mortain (Manche) (I., n° 967; A., t. 8, an., p. 67; J. O. de 1872, p. 2063); sur le projet de loi ayant pour objet l'établissement de surtaxes sur les boissons à l'octroi de la commune d'Yvetot (Seine-Inférieure) (I., n° 1068; A., t. 10, an., p. 54; J. O. de 1872, p. 2935). — Son rapport, au nom de la Commission d'Enquête sur les chemins de fer et autres voies de transports (Canaux des États-Unis) (I., n° 1361; A., t. 13, an., p. 586; J. O. de 1872, p. 7511). — Ses rapports : sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins et sur les cidres à l'octroi de Groix (Morbihan) (I., n° 1774; A., t. 17, an., p. 371; J. O. de 1873, p. 3172); sur le projet de loi tendant à autoriser le département de la Manche à faire un emprunt à la Caisse des chemins vicinaux (I., n° 1775; A., t. 17, an., p. 371; J. O. de 1873, p. 3092). = Ses observations : sur l'urgence pour la Commission des Quinze de hâter ses travaux (A., t. 2, p. 15); à propos du rapport sommaire verbal fait sur la proposition de M. Baucarne-Leroux relative à l'établissement d'un droit sur les tourteaux (A., t. 3, p. 422). — Donne lecture de son rapport supplémentaire sur la proposition de M. Raudot relative aux concessions de chemins de fer (A., t. 6, p. 147). — Obtient un congé (A., t. 13, p. 63). — Parle, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif à un emprunt par le département de la Manche pour travaux des chemins vicinaux (A., t. 17, p. 358, 359). — Est entendu dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Imprimerie nationale : *Crédit de l'exploitation*, A., t. 28, p. 223, 229);

du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Tolérance aux bouilleurs de cru*, A., t. 30, p. 189, 192). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 35, p. 134). — Parle dans la discussion : du projet de loi relatif aux droits sur les manquants chez les marchands en gros, bouilleurs et distillateurs (A., t. 37, p. 45) ; des trois propositions de M. Ganivet, de M. Claude (Meurthe-et-Moselle) et de M. d'Andelarre, relatives aux bouilleurs de cru (A., t. 43, p. 266).

LE LASSEUX (M.), *Député élu par le département de la Mayenne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 19). = Membre de Commissions (F., nos 23, 72, 74, 367, 393, 865 ; J. O. de 1871, p. 251, 1098, 1116; J. O. de 1872, p. 7446; J. O. de 1873, p. 280 ; J. O. de 1875, p. 10118). = Obtient des congés (A., t. 11, p. 10, 500). — S'excuse de son absence (A., t. 14, p. 7).

LE MAINS (M. le colonel), *ex-Commandant du 9e Secteur, à Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 826 à 828).

LEMAIRE (M.), *ex-Chef du 19e Bataillon de la Garde nationale de Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 771).

LEMOINE (M. le capitaine), *Chef du Bureau arabe de Mostaganem.*

Sa réclamation communiquée à la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 424).

LENOËL (M. Émile), *Député élu par le département de la Manche.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 18, 19). — Ses observations au sujet de cet ajournement (*ibid.*). — La validation de son élection est de nouveau ajournée (A., t. 1, p. 180). — Ses observations sur son élection (A., t. 1, p. 251). — Elle est validée (A., t. 1, p. 251). = Secrétaire du 4e Bureau (F., n° 123; J. O. de 1871, p. 2248). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., nos 24, 81, 125, 181, 201, 241, 251, 264, 317, 321, 438, 478, 486, 492, 517, 524, 535, 549, 601, 722, 739, 810, 834; J. O. de 1871, p. 271, 1188, 2333, 5229; J. O. de 1872, p. 456, 1649, 1978, 2757, 4353, 4516; J. O. de 1873, p. 1710, 3817, 4107, 4286, 6751, 6982, 7398, 7921; J. O. de 1874, p. 1699; J. O. de 1875, p. 365, 971, 4874, 6070); et de la Commission de décentralisation (F., n° 50; J. O. de 1871, p. 734). = Ses propositions ayant pour objet : d'accorder des indemnités et secours à ceux qui ont éprouvé des pertes par suite de l'invasion (I., n° 156; A., t. 2, p. 652; J. O. de 1871, p. 775); de compléter les dispositions du Code pénal relatives aux délits d'abandon, de détournement, de corruption et d'abus des mineurs de moins de seize ans (I., n° 1538; A., t. 15, an., p. 124; J. O. de 1873, p. 525); de déclarer inéligibles à l'Assemblée nationale tous les fonctionnaires de l'ordre administratif, diplomatique, judiciaire ou ecclésiastique (I., n° 2009; A., t. 27, an., p. 158; J. O. de 1873, p. 7237). = Ses rapports sommaires : sur la proposition de M. Margaine concernant le vote de l'armée (I., n° 1082; A., t. 11, an., p. 16 ; J. O. de 1872, p. 2936); sur la proposition de M. Parent ayant pour objet de modifier l'article 337 du Code d'Instruction criminelle, afin d'étendre la compétence des Cours d'assises aux qualifications diverses dont l'infraction qui leur est soumise peut être susceptible, de telle façon que le prévenu acquitté ne puisse plus être repris ni accusé devant une autre juridiction (I., n° 1190; A., t. 11, an., p. 244; J. O. de 1872, p. 4238). — Son rapport sur le projet de loi relatif à l'organisation du Jury dans les colonies (I., n° 1773; A., t. 17, an., p. 364; J. O. de 1873, p. 3292, 3325). — Son rapport supplémentaire sur ce même projet de loi (I., n° 1822; A., t. 18, an., p. 170; J. O. de 1873, p. 4484).

— Son rapport sommaire sur la proposition de MM. Denormandie, Vautrain et autres, tendant à faire indemniser les habitants du département de la Seine qui ont éprouvé préjudice lors des destructions opérées par le Génie militaire pour les besoins de la défense nationale (I., n° 2143 ; A., t. 28, an., p. 302 ; J. O. de 1874, p. 264). = Ses observations au sujet de la validation de l'élection de M. Delorme, par le département du Calvados (A., t. 1, p. 12). — Est entendu : sur une question concernat l'état des travaux de la Commission pour l'examen de la proposition de MM. Arnaud (de l'Ariège) et autres, relative à des mesures à prendre au sujet des événements de Paris (A., t. 2, p. 110) ; dans la discussion : du projet de loi concernant le rétablissement des magistrats inamovibles révoqués par la Délégation de Bordeaux (A., t. 2, p. 126) ; du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 263, 281) ; du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 542). — Dépose sa proposition relative aux indemnités et secours pour pertes éprouvées par suite de l'invasion, et en demande l'urgence (A., t. 2, p. 649). — Parle dans la discussion : de la proposition de M. Toupet des Vignes relative à une Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale siégeant à Bordeaux (A., t. 3, p. 392) ; de la proposition de MM. Gaslonde et autres, relative aux réquisitions exercées contre les particuliers (*Troisième délibération*, A., t. 3, p. 426, 428) ; des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 858, 922 ; t. 4, p. 75, 118, 119, 120, 168, 169, 297) ; du projet de loi sur les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 5, p. 628) ; du projet de loi tendant à augmenter les taxes postales (A., t. 5, p. 103) ; du projet de loi relatif à la Convention à conclure entre la France et l'Allemagne, au sujet de l'admission en franchise des produits manufacturés de l'Alsace-Lorraine (A., t. 5, p. 684) ; des propositions de MM. de Tréveneuc (Côtes-du-Nord), Vétillart et autres, relatives au rôle éventuel des Conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles (A., t. 7, p. 439) ; du projet de loi concernant les droits d'enregistrement (A., t. 8, p. 53, 75). — Obtient des congés (A., t. 8, p. 364 ; t. 11, p. 293 ; t. 13, p. 200). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 135) ; du projet de loi relatif à la composition des Conseils de guerre (A., t. 11, p. 400) ; du projet de loi et des propositions de MM. Dubois, Claude (Meurthe) et autres, relatifs à l'organisation des Commissions administratives des hospices et hôpitaux civils, Établissements et Bureaux de bienfaisance (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 548) ; du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 298) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Intérieur : *Fonds d'abonnement des Préfectures et Sous-Préfectures*, A., t. 14, p. 513, 515. Légion d'Honneur : *Traitements des membres de l'Ordre*, p. 712. *Décoration aux membres de l'Ordre sans traitement* (p. 713, 714) ; des interpellations de MM. Lespinasse et de Limairac sur le refus de certains Maires, et en particulier du Maire de Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne), de mandater diverses dépenses obligatoires (A., t. 15, p. 222, 224) ; de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 627, 628, 638) ; de la proposition de MM. Paul Morin et autres, relative aux Associations syndicales agricoles (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 363 à 368) ; du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 335) ; de la pétition de M. le général Carrey de Bellemare contre la décision à son égard de la Commission de revision des grades (A., t. 17, p. 37). — Parle : sur un incident relatif à l'application du Règlement, au sujet de la proposition de MM. le général Changarnier et autres, tendant à la nomination immédiate du successeur de M. Thiers, comme Président de la République (A., t. 18, p. 65, 66) ; dans la discussion de la proposition de MM. Paris (Pas-de-Calais) et autres, relative aux membres des Conseils généraux, d'arrondissement et municipaux, qui se refusent à remplir les obligations de leurs fonctions (A., t. 18, p. 215) ; en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi

relatif à l'organisation du Jury dans les colonies (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 80 à 86, 103, 104, 114 à 120, 128); sur la proposition de MM. Rouvier et Wolowski tendant à l'abrogation de la surtaxe de pavillon (A., t. 19, p. 514). — Donne lecture d'une proposition tendant à déclarer inéligibles aux fonctions de Député tous les fonctionnaires de l'ordre administratif, diplomatique, judiciaire ou ecclésiastique et en demande l'urgence (A., t. 27, p. 101). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 158 à 163); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Timbre des lettres de change à vue*, A., t. 29, p. 658); de la proposition de MM. Delacour et autres, sur les haras et remontes (A., t. 31, p. 178); des propositions concernant l'organisation municipale (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 300 à 303); de la proposition de MM. Eugène Tallon et autres, ayant pour objet la protection des enfants employés dans les professions ambulantes (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 347 à 350. *Troisième délibération*, t. 35, p. 75, 79); du projet de loi relatif aux récompenses à accorder à l'occasion de l'Exposition de Vienne en 1873 (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 356); de la proposition de MM. Denormandie et autres, relative aux indemnités à accorder à raison des destructions opérées par le Génie militaire pour les besoins de la défense (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 440); de la proposition de MM. Savoye et autres, ayant pour objet de rendre les navires susceptibles d'hypothèques (*Troisième délibération*, A., t. 35, p. 130); du projet de loi tendant au maintien de la mise en état de siège d'Alger (A., t. 35, p. 405); des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Première délibération*, A., t. 36, p. 214 à 220); de la proposition de M. Tallon ayant pour objet de retirer aux Conseils généraux la vérification des pouvoirs de leurs membres (A., t. 41, p. 298). — Parle sur la demande d'ajournement de la troisième délibération sur les propositions relatives à l'organisation municipale (A., t. 42, p. 213, 214).

LE NORDEZ (M.), *Rédacteur en chef de l'*Union de la Sarthe.

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 221 à 225).

LÉON (M. ADRIEN), *Député élu par le département de la Gironde.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 32). = Secrétaire du 4e Bureau (F., n° 379; J. O. de 1872, p. 7817). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 56, 64, 80, 93, 99, 215, 275, 284, 289, 353, 440, 486, 588, 607, 617, 629, 769; J. O. de 1871, p. 845, 952, 1183, 1408, 1545; J. O. de 1872, p. 889, 3082, 3360, 3519, 7007; J. O. de 1873, p. 1769, 4107; J. O. de 1874, p. 1226, 1881, 2210, 3395; J. O. de 1875, p. 3405); de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275; J. O. de 1872, p. 3082); et de la 2e Commission des Lois constitutionnelles (A., t. 38, p. 207). = Sa proposition ayant pour objet la création d'un Emprunt national et patriotique de 3 0/0 sur toutes les fortunes particulières de dix mille francs de capital et au-dessus (I., n° 866; A., t. 7, p. 306, an., p. 136; J. O. de 1872, p. 1183). — Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, relatives : à la création d'une Faculté de médecine et de pharmacie à Bordeaux (I., n° 1103; A., t. 11, an., p. 49; J. O. de 1872, p. 3363); à la revision du tarif de 1807 qui régit les taxes des Greffiers de justice de paix (I., n° 1429; A., t. 14, an., p. 17; J. O. de 1872, p. 7485). = Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. le comte d'Abbadie de Barrau et autres, tendant à établir un impôt sur le gaz (I., n° 367; A., t. 3, p. 729; J. O. de 1871, p. 2112); sur la proposition de M. le baron Chaurand ayant pour objet d'assurer aux militaires de toutes armes la liberté de remplir leurs devoirs religieux (I., n° 465; A., t. 4, an., p. 203; J. O. de 1871, p. 3012). = Développe une proposition relative à la formation d'une Garde constitutionnelle recrutée dans les Gardes nationales (A., t. 2, p. 62, 63). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 875; t. 15, p. 148; t. 29, p. 55, 283; t. 44, p. 246). — Donne lecture de sa proposition relative à

la création d'un impôt de 3 0/0 sur les fortunes particulières excédant dix mille francs de capital et en demande l'urgence (A., t. 7, p. 306). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'impôt des boissons (A., t. 13, p. 554); du projet de loi et des propositions concernant les Commissions administratives des hospices et hôpitaux civils, Établissements et Bureaux de bienfaisance (*Troisième délibération*, A., t. 17, p. 135).

LÉOUZON LE DUC (M.), *publiciste.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (A., t. 45, p. 94 à 103).

LEPERCHE (M. le colonel), *ancien Aide-de-camp de M. le général Bourbaki.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 512 à 558).

LEPÈRE (M.), *Député élu par le département de l'Yonne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 42). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., n°s 51, 75, 201, 211, 215, 264, 275, 289, 305, 317, 438, 674, 857, 861 ; J. O. de 1871, p. 750, 1124; J. O. de 1872, p. 456, 765, 889, 2757, 3082, 3519, 3998, 4353; J. O. de 1873, p. 1710 ; J. O. de 1874, p. 4933; J. O. de 1875, p. 9767, 9961); des Commissions des Budgets : de 1874 (F., n° 471 ; J. O. de 1873, p. 3480); de 1876 (F., n° 776 ; J. O. de 1875, p. 3636); des Commissions de permanence : de 1875 (A., t. 11, p. 201); de 1876 (A., t. 11, p. 364). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour but : l'affirmation de la République par l'Assemblée nationale (I., n° 231 ; A., t. 3, p. 41; J. O. de 1871, p. 1188); l'allocation d'une subvention annuelle de 4,000,000 de francs, à partir de 1875, pour la traversée du Simplon (I., n° 1717 ; A., t. 17, an., p. 374 ; J. O. de 1873, p. 3480, 3502). = Ses rapports : sur le Budget des dépenses de l'Exercice 1876 (Instruction publique) (I., n° 3147 ; A., t. 39, an., p. 194 ; J. O. de 1875, p. 5848, 5884) ; sur le projet de loi relatif à la reconstruction de l'École pratique et des cliniques d'accouchement de la Faculté de médecine de Paris (I., n° 3177 ; A., t. 42, an., p. 361 ; J. O. de 1875, p. 10681) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique, sur l'Exercice 1875, d'un crédit supplémentaire (Section 1re, Chapitre VII, *Facultés*) (I., n° 3589 ; A., t. 43, an., p. 549 ; J. O. de 1876, p. 763) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique, sur l'Exercice 1876, d'un crédit supplémentaire (Section 1re, Chapitre VII, *Facultés* et Chapitre XVII, *École archéologique de Rome*) (I., n° 3628; A., t. 44, an., p. 28 ; J. O. de 1876, p. 290). = Est entendu : à propos de l'élection de Mgr Dupanloup, *Évêque d'Orléans*, par le département du Loiret (A., t. 1, p. 144, 145); à propos de l'élection de M. le général Garibaldi par le département d'Alger (A., t. 1, p. 212) ; dans la discussion : du projet de loi concernant le rétablissement des magistrats inamovibles révoqués par la Délégation de Bordeaux (A., t. 2, p. 130, 135) ; du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 281, 429). — Dépose : un mémoire des membres du Tribunal de commerce d'Auxerre sur le mode d'élection des Tribunaux consulaires (A., t. 2, p. 506) ; une pétition demandant la vente des diamants de la Couronne (*ibid.*). — Parle : à propos du rapport sur cette pétition (A., t. 3, p. 248) ; dans la discussion du projet de loi sur les poursuites en matière de délits de presse (A., t. 2, p. 520). — Demande des renseignements au Gouvernement sur les événements de Paris (A., t. 2, p. 525). — Ses observations au sujet d'une pétition portant appel à la conciliation avec Paris (A., t. 2, p. 796). — Dépose une pétition du Conseil municipal d'Auxerre A., t. 2, p. 886). — Son rapport sur l'élection de M. Lafon de Fongaufier par la colonie du Sénégal (A., t. 2, p. 887). — Prend part à la discussion : des propositions de MM. Jean Brunet, Giraud et autres, relatives à l'abrogation des lois d'exil (A., t. 3, p. 307); de la proposition de MM. de Lorgeril et

autres, relative à la nomination d'une Commission d'Enquête sur les actes de la Délégation de Tours et de Bordeaux (A., t. 3, p. 360, 361, 362) ; du projet de loi concernant le rétablissement du cautionnement des journaux et écrits périodiques (A., t. 3, p. 757, 794) ; des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 386, 544).— Est entendu : sur la mise à l'ordre du jour de la proposition de M. Destremx relative au contingent de 1870 (A., t. 4, p. 554) ; sur la question de M. Javal au sujet du nombre des Conseils de guerre chargés de juger les insurgés du 18 mars (A., t. 5, p. 609) ; sur le procès-verbal, à propos d'un incident relatif à la Commission des grâces (A., t. 6, p. 44). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 6, p. 130 à 132). — Parle : sur un incident relatif à la prétendue disparition des Archives de l'Assemblée nationale, des procès-verbaux de la Commission chargée d'examiner l'élection des princes d'Orléans (A., t. 6, p. 281) ; sur une pétition relative à l'instruction primaire obligatoire (A., t. 6, p. 441) ; sur un incident au sujet du titre conféré à M. Thiers par la loi du 31 août 1871 (A., t. 6, p. 453) ; sur l'élection de M. Grange par le département de la Savoie (A., t. 7, p. 294) ; sur les propositions de MM. Johnston et Raoul Duval relatives à la dénonciation des Traités de commerce (A., t. 7, p. 350, 351) ; sur la proposition de M. Princeteau relative à l'interdiction de toutes fonctions publiques salariées aux membres de l'Assemblée nationale (*Deuxième délibération*, A., t. 7, p. 389) ; sur la prise en considération de la proposition de M. Dahirel relative à la forme des relations du Président de la République avec l'Assemblée (A., t. 7, p. 608) ; sur un incident relatif à la vente au public des volumes de l'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 8, p. 162). — Prend part à la discussion : du Budget du Ministère de la Justice pour l'Exercice 1872 (Légion d'Honneur : *Décorations aux membres de l'Ordre sans traitement*, A., t. 8, p. 625. *Gratifications aux membres de l'Ordre*, p. 627) ; du projet de loi relatif à l'élévation de la taxe des dépêches télégraphiques (A., t. 8, p. 657) ; du projet de loi concernant les valeurs mobilières et les modifications à apporter à la taxe des biens de main-morte et au timbre sur les décharges contenues dans les lettres missives (A., t. 8, p. 667) ; du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 143, 248. *Troisième délibération*, t. 13, p. 387, 388) ; du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 13, p. 90, 91). — Est entendu : sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la formation du Jury en matière criminelle (A., t. 13, p. 140) ; dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 14, p. 116 à 120, 141 à 144) ; du projet de loi concernant l'impôt des boissons (A., t. 13, p. 513) ; du projet de Résolution relatif à la prorogation de l'Assemblée nationale, du 4 août au 11 novembre 1872 (A., t. 13, p. 532) ; du projet de loi relatif aux biens de la Famille d'Orléans (*Deuxième délibération*, A., t. 14, p. 192) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Légion d'Honneur : *Décorations aux membres de l'Ordre sans traitement*, A., t. 14, p. 714) ; des interpellations de MM. Lespinasse et de Limairac sur le refus de certains Maires, et en particulier du Maire de Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne), de mandater diverses dépenses obligatoires (A., t. 15, p. 220) ; du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 271, 321). — Parle : sur la mise à l'ordre du jour de l'Assemblée, du projet de loi relatif à l'organisation municipale de la ville de Lyon (A., t. 17, p. 93, 96) ; sur la mise à l'ordre du jour des Bureaux, de la nomination de la Commission de permanence pendant la prorogation de l'Assemblée, du 6 avril au 19 mai 1873 (A., t. 17, p. 204, 205) ; sur le projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 378) ; sur la prise en considération de la proposition de MM. de la Rochette et autres, relative à l'impôt du sel (A., t. 18, p. 144) ; sur la mise à l'ordre du jour des propositions de M. Destremx et de M. Huon de Penanster, ayant pour objet l'abrogation du décret du 29 octobre 1870 sur la Légion d'Honneur et la modification des récompenses nationales (A., t. 18, p. 181, 182) ; dans la discussion de ces propositions (*Deuxième délibération*, A., t. 18, p. 506 à 515, 560, 563 ; t. 19, p. 53, 55, 73). — Dépose une demande d'interpellations au Gouver-

nement sur la suppression du journal *le Corsaire* (A., t. 18, p. 249). — Développe ses interpellations (A., t. 18, p. 255 à 262). — Est entendu : sur la mise à l'ordre du jour de la demande en autorisation de poursuites formée contre M. Ranc pour participation à l'insurrection de la Commune (A., t. 18, p. 427); sur la proposition de M. Paris (Pas-de-Calais) relative à la prorogation de l'Assemblée du 27 juillet au 5 novembre 1873 (A., t. 19, p. 279 à 284); au sujet du vote du projet de loi portant répartition du fonds de subvention de 4 millions aux départements (A., t. 19, p. 474); sur une question de rappel au Règlement, à propos de la déclaration d'urgence de la proposition de M. Philippoteaux tendant à déclarer inéligibles à l'Assemblée nationale tous les militaires et marins en activité de service (A., t. 27, p. 100, 101). — Son rapport sur l'élection de M. Calmon par le département de Seine-et-Oise (A., t. 28, p. 495). — Parle : sur la fixation du jour des interpellations de M. Fourcand au sujet de la Convention conclue avec l'ancienne Liste civile Impériale (A., t. 28, p. 527, 528); sur la mise à l'ordre du jour des Bureaux du projet de loi relatif à cette Convention (A., t. 28, p. 558, 559); sur la motion de M. Delsol tendant à la mise à l'ordre du jour du projet de loi sur la nomination des Maires (A., t. 29, p. 48). — Demande à interpeller M. le Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, sur sa Circulaire en date du 22 janvier 1874, relative à l'exécution de la loi sur les Maires (A., t. 29, p. 326). — Ses observations au sujet de la fixation du jour de ses interpellations (A., t. 29, p. 700). — Demande leur mise à l'ordre du jour (A., t. 30, p. 413). — Est entendu : dans la discussion de ses interpellations (A., t. 30, p. 457 à 464); sur la mise à l'ordre du jour des Bureaux de la nomination de la Commission du Budget de 1875 (A., t. 29, p. 395, 396); dans la discussion : du projet de loi relatif à la prorogation des pouvoirs des Conseils municipaux (A., t. 30, p. 607); du projet de Résolution de la Commission de l'ancienne Liste civile, tendant à la levée du séquestre sur les immeubles du Domaine privé (A., t. 30, p. 732 à 735, 739); sur un incident relatif à la procédure à suivre en ce qui concerne l'usage des questions à adresser au Gouvernement (A., t. 32, p. 128); sur la demande d'urgence de la proposition de M. Raoul Duval relative à la dissolution de l'Assemblée nationale et aux élections générales pour la nomination d'une nouvelle Assemblée (A., t. 33, p. 28). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet des articles publiés par certains journaux (A., t. 33, p. 84). — Parle : sur la mise à l'ordre du jour du rapport de la Commission d'initiative sur la proposition de M. Léon de Maleville et de 300 de ses collègues, tendant à fixer au 6 septembre 1874 les élections pour la prochaine Assemblée nationale (A., t. 33, p. 394); dans la discussion : du projet de loi tendant à ajourner l'époque de la prochaine session des Conseils généraux (A., t. 34, p. 81, 83 à 87); de la proposition de M. Malartre relative à la prorogation de l'Assemblée nationale (*Incident relatif à la demande d'interpellations sur les attaques du journal* le Figaro *contre l'Assemblée*, A., t. 34, p. 116, 117); de sa proposition et de celle de M. Baragnon, relatives à la percée du Simplon (A., t. 35, p. 210). — Est entendu sur la demande d'ajournement de la deuxième délibération sur la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (A., t. 35, p. 223); à propos du vote contre la priorité demandée par le Gouvernement en faveur de la loi sur le Sénat (A., t. 35, p. 445); dans la discussion : des propositions de MM. Waddington, Vautrain, Clapier et Wallon, relatives à l'organisation du Sénat (A., t. 36, p. 572); des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Troisième délibération*, A., t. 36, p. 619); à l'occasion des observations présentées par M. le Ministre de la Guerre sur le vote de rejet de la proposition de MM. de Lamberterie et autres, relative à la mise en adjudication des débits de tabac (A., t. 37, p. 19); à l'occasion du dépôt par M. Malartre d'une proposition tendant à la prorogation de l'Assemblée du 20 mars au 20 mai 1875 (A., t. 37, p. 274). — Prend part à la discussion : de la proposition de M. Courcelle relative aux élections partielles (A., t. 38, p. 39); du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à

autres, relative à la nomination d'une Commission d'Enquête sur les actes de la Délégation de Tours et de Bordeaux (A., t. 3, p. 360, 361, 362) ; du projet de loi concernant le rétablissement du cautionnement des journaux et écrits périodiques (A., t. 3, p. 757, 794) ; des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 386, 544).— Est entendu : sur la mise à l'ordre du jour de la proposition de M. Destremx relative au contingent de 1870 (A., t. 4, p. 554) ; sur la question de M. Javal au sujet du nombre des Conseils de guerre chargés de juger les insurgés du 18 mars (A., t. 5, p. 609) ; sur le procès-verbal, à propos d'un incident relatif à la Commission des grâces (A., t. 6, p. 44). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 6, p. 130 à 132). — Parle : sur un incident relatif à la prétendue disparition des Archives de l'Assemblée nationale, des procès-verbaux de la Commission chargée d'examiner l'élection des princes d'Orléans (A., t. 6, p. 281) ; sur une pétition relative à l'instruction primaire obligatoire (A., t. 6, p. 441) ; sur un incident au sujet du titre conféré à M. Thiers par la loi du 31 août 1871 (A., t. 6, p. 453) ; sur l'élection de M. Grange par le département de la Savoie (A., t. 7, p. 294) ; sur les propositions de MM. Johnston et Raoul Duval relatives à la dénonciation des Traités de commerce (A., t. 7, p. 350, 351) ; sur la proposition de M. Princeteau relative à l'interdiction de toutes fonctions publiques salariées aux membres de l'Assemblée nationale (*Deuxième délibération*, A., t. 7, p. 389) ; sur la prise en considération de la proposition de M. Dahirel relative à la forme des relations du Président de la République avec l'Assemblée (A., t. 7, p. 608) ; sur un incident relatif à la vente au public des volumes de l'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 8, p. 162). — Prend part à la discussion : du Budget du Ministère de la Justice pour l'Exercice 1872 (Légion d'Honneur : *Décorations aux membres de l'Ordre sans traitement*, A., t. 8, p. 625. *Gratifications aux membres de l'Ordre*, p. 627) ; du projet de loi relatif à l'élévation de la taxe des dépêches télégraphiques (A., t. 8, p. 657) ; du projet de loi concernant les valeurs mobilières et les modifications à apporter à la taxe des biens de main-morte et au timbre sur les décharges contenues dans les lettres missives (A., t. 8, p. 667) ; du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 143, 248. *Troisième délibération*, t. 13, p. 387, 388) ; du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 13, p. 90, 91). — Est entendu : sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la formation du Jury en matière criminelle (A., t. 13, p. 140) ; dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 14, p. 116 à 120, 141 à 144) ; du projet de loi concernant l'impôt des boissons (A., t. 13, p. 513) ; du projet de Résolution relatif à la prorogation de l'Assemblée nationale, du 4 août au 11 novembre 1872 (A., t. 13, p. 532) ; du projet de loi relatif aux biens de la Famille d'Orléans (*Deuxième délibération*, A., t. 14, p. 192) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Légion d'Honneur : *Décorations aux membres de l'Ordre sans traitement*, A., t. 14, p. 714) ; des interpellations de MM. Lespinasse et de Limairac sur le refus de certains Maires, et en particulier du Maire de Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne), de mandater diverses dépenses obligatoires (A., t. 15, p. 220) ; du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 271, 321). — Parle : sur la mise à l'ordre du jour de l'Assemblée, du projet de loi relatif à l'organisation municipale de la ville de Lyon (A., t. 17, p. 93, 96) ; sur la mise à l'ordre du jour des Bureaux, de la nomination de la Commission de permanence pendant la prorogation de l'Assemblée, du 6 avril au 19 mai 1873 (A., t. 17, p. 204, 205) ; sur le projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 378) ; sur la prise en considération de la proposition de MM. de la Rochette et autres, relative à l'impôt du sel (A., t. 18, p. 144) ; sur la mise à l'ordre du jour des propositions de M. Destremx et de M. Huon de Penanster, ayant pour objet l'abrogation du décret du 29 octobre 1870 sur la Légion d'Honneur et la modification des récompenses nationales (A., t. 18, p. 181, 182) ; dans la discussion de ces propositions (*Deuxième délibération*, A., t. 18, p. 506 à 515, 560, 563 ; t. 19, p. 53, 55, 73). — Dépose une demande d'interpellations au Gouver-

nement sur la suppression du journal *le Corsaire* (A., t. 18, p. 249). — Développe ses interpellations (A., t. 18, p. 255 à 262). — Est entendu : sur la mise à l'ordre du jour de la demande en autorisation de poursuites formée contre M. Ranc pour participation à l'insurrection de la Commune (A., t. 18, p. 427); sur la proposition de M. Paris (Pas-de-Calais) relative à la prorogation de l'Assemblée du 27 juillet au 5 novembre 1873 (A., t. 19, p. 279 à 284); au sujet du vote du projet de loi portant répartition du fonds de subvention de 4 millions aux départements (A., t. 19, p. 474); sur une question de rappel au Règlement, à propos de la déclaration d'urgence de la proposition de M. Philippoteaux tendant à déclarer inéligibles à l'Assemblée nationale tous les militaires et marins en activité de service (A., t. 27, p. 100, 101). — Son rapport sur l'élection de M. Calmon par le département de Seine-et-Oise (A., t. 28, p. 495). — Parle : sur la fixation du jour des interpellations de M. Fourcand au sujet de la Convention conclue avec l'ancienne Liste civile Impériale (A., t. 28, p. 527, 528); sur la mise à l'ordre du jour des Bureaux du projet de loi relatif à cette Convention (A., t. 28, p. 558, 559); sur la motion de M. Delsol tendant à la mise à l'ordre du jour du projet de loi sur la nomination des Maires (A., t. 29, p. 48). — Demande à interpeller M. le Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, sur sa Circulaire en date du 22 janvier 1874, relative à l'exécution de la loi sur les Maires (A., t. 29, p. 326). — Ses observations au sujet de la fixation du jour de ses interpellations (A., t. 29, p. 700). — Demande leur mise à l'ordre du jour (A., t. 30, p. 413). — Est entendu : dans la discussion de ses interpellations (A., t. 30, p. 457 à 464); sur la mise à l'ordre du jour des Bureaux de la nomination de la Commission du Budget de 1875 (A., t. 29, p. 395, 396); dans la discussion : du projet de loi relatif à la prorogation des pouvoirs des Conseils municipaux (A., t. 30, p. 607); du projet de Résolution de la Commission de l'ancienne Liste civile, tendant à la levée du séquestre sur les immeubles du Domaine privé (A., t. 30, p. 732 à 735, 739); sur un incident relatif à la procédure à suivre en ce qui concerne l'usage des questions à adresser au Gouvernement (A., t. 32, p. 128); sur la demande d'urgence de la proposition de M. Raoul Duval relative à la dissolution de l'Assemblée nationale et aux élections générales pour la nomination d'une nouvelle Assemblée (A., t. 33, p. 28). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet des articles publiés par certains journaux (A., t. 33, p. 84). — Parle : sur la mise à l'ordre du jour du rapport de la Commission d'initiative sur la proposition de M. Léon de Maleville et de 300 de ses collègues, tendant à fixer au 6 septembre 1874 les élections pour la prochaine Assemblée nationale (A., t. 33, p. 394); dans la discussion : du projet de loi tendant à ajourner l'époque de la prochaine session des Conseils généraux (A., t. 34, p. 81, 83 à 87); de la proposition de M. Malartre relative à la prorogation de l'Assemblée nationale (*Incident relatif à la demande d'interpellations sur les attaques du journal* le Figaro *contre l'Assemblée*, A., t. 34, p. 116, 117); de sa proposition et de celle de M. Baragnon, relatives à la percée du Simplon (A., t. 35, p. 210). — Est entendu sur la demande d'ajournement de la deuxième délibération sur la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (A., t. 35, p. 223); à propos du vote contre la priorité demandée par le Gouvernement en faveur de la loi sur le Sénat (A., t. 35, p. 445); dans la discussion : des propositions de MM. Waddington, Vautrain, Clapier et Wallon, relatives à l'organisation du Sénat A., t. 36, p. 572); des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Troisième délibération*, A., t. 36, p. 619); à l'occasion des observations présentées par M. le Ministre de la Guerre sur le vote de rejet de la proposition de MM. de Lamberterie et autres, relative à la mise en adjudication des débits de tabac A., t. 37, p. 19); à l'occasion du dépôt par M. Malartre d'une proposition tendant à la prorogation de l'Assemblée du 20 mars au 20 mai 1875 A., t. 37, p. 274). — Prend part à la discussion : de la proposition de M. Courcelle relative aux élections partielles (A., t. 38, p. 39); du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à

la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée (A., t. 39, p. 225). — Parle sur la mise à l'ordre du jour de la troisième délibération sur les propositions de MM. Arago, Bérenger et autres, relatives à l'organisation de la magistrature (A., t. 39, p. 205). — Sa motion tendant à fixer l'heure d'ouverture et la durée des séances (A., t. 39, p. 367, 368). — Est entendu dans la discussion : des interpellations de M. Raoul Duval sur la conduite que le Gouvernement entend tenir à l'égard du Comité de l'Appel au peuple (A., t. 40, p. 61) ; de la proposition de M. Malartre tendant à la prorogation de l'Assemblée nationale à partir du vote du Budget de 1876 jusqu'au 30 novembre 1875 (A., t. 41, p. 33). — Prend part, en qualité de Rapporteur, à la discussion du Budget de l'Exercice 1876 (Instruction publique : *Dédoublement de la Chaire de Procédure civile et de Législation criminelle dans les Facultés de droit*, A., t. 41, p. 234. *Création : d'une Chaire de zoologie à la Faculté des sciences de Marseille*, p. 214 ; *d'un Observatoire d'astronomie physique à Paris*, p. 214. *Observatoire météorologique de Clermont-Ferrand*, p. 215. *Enseignement supérieur de la langue Arabe en Algérie*, p. 215. *Crédit affecté à l'École des Chartes*, p. 235. *École archéologique de Rome*, p. 215. *Augmentation des traitements : des maîtres élémentaires dans les Lycées*, p. 218 ; *des instituteurs et des institutrices primaires*, p. 219. *Création d'un 6e emploi d'Inspecteur primaire en Algérie*, p. 219). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. Tallon ayant pour objet de retirer aux Conseils généraux la vérification des pouvoirs de leurs membres (A., t. 41, p. 299) ; du projet de loi relatif aux récompenses honorifiques à décerner, en dehors des prescriptions légales, à l'occasion des dernières inondations (A., t. 41, p. 403). — Demande le renvoi à la Commission du Budget des trois propositions de M. Ganivet, de M. Claude (Meurthe-et-Moselle) et de M. d'Andelarre, relatives aux bouilleurs de cru (A., t. 42, p. 12). — Parle dans la discussion de ces trois propositions (A., t. 43, p. 203, 223, 267). — Demande le scrutin public sur la question d'ajournement de la troisième délibération sur les propositions relatives à l'organisation municipale (A., t. 42, p. 212). — Est entendu : à l'occasion de cette demande de scrutin public (A., t. 42, p. 213) ; dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de coordonner les lois des 27 juillet 1872 et 24 juillet 1873 avec le Code de justice militaire (A., t. 42, p. 234). — Adresse une question au Ministre de l'Intérieur sur l'interprétation de la disposition de la loi relative aux élections des Sénateurs, qui attribue à tout électeur la faculté de prendre communication et copie, soit à la Préfecture, soit à la Sous-Préfecture, de la liste des Conseillers municipaux par commune (A., t. 43, p. 12 à 15). — Est entendu sur la motion de M. le général Robert tendant à remettre du samedi au lundi le 3e scrutin pour la nomination des Sénateurs (A., t. 43, p. 214). — Parle, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif à la reconstruction de l'École pratique de la Faculté de médecine de Paris (A., t. 43, p. 269). — Signale une erreur du *Journal officiel* dans l'indication de l'heure de la fermeture du 6e scrutin pour la nomination des Sénateurs (A., t. 43, p. 309). — Est entendu : sur la demande d'urgence de la proposition de M. Naquet portant amnistie pleine et entière en faveur des auteurs de tous les crimes et délits politiques commis depuis le 4 septembre 1870 (A., t. 44, p. 32) ; dans la discussion : du projet de loi collectif relatif aux divers crédits supplémentaires et extraordinaires de l'Exercice 1876 (Instruction publique : *École archéologique de Rome*, A., t. 44, p. 82) ; du projet de Résolution relatif à la date de la prorogation de l'Assemblée et à l'ordre du jour de ses derniers travaux (A., t. 44, p. 287) ; du projet de loi, portant déclaration d'utilité publique de divers chemins de fer (A., t. 44, p. 381).

LEPETIT (M.), *Député élu par le département de la Vienne.*

Son élection est validée (A., t. 34, p. 177). = Président du 11e Bureau (F., n° 744 ; J. O. de 1875, p. 1275). = Membre de Commissions (F., nos 627, 739, 762, 772, 796, 824, 828, 842 ; J. O. de 1874, p. 3307 ; J. O. de 1875, p. 971, 2037, 3525, 4340, 5540, 5746, 9073). = Son rapport sommaire sur la proposition de M. Sansas ayant pour objet de

modifier l'article 414 du Code pénal (I., n° 2635; A., t. 34, an., p. 100; J. O. de 1874, p. 5973). — Son rapport au nom de la Commission chargée d'examiner les pièces concernant la déclaration de faillite prononcée contre M. Hulin, Député d'Indre-et-Loire (I., n° 3048; A., t. 38, p. 29, an., p. 73; J. O. de 1875, p. 4069). = Demande la mise en délibération des conclusions de ce rapport, tendant à la déchéance de M. Hulin (A., t. 38, p. 502). — Est entendu dans la discussion de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Troisième délibération*, A., t. 39, p. 558 à 565). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 306).

LEPOUZÉ (M.), *Député élu par le département de l'Eure.*

Son élection est validée (A., t. 7, p. 658). = Membre de Commissions (F., n°s 229, 486, 842; J. O. de 1872, p. 1253; J. O. de 1873, p. 4107; J. O. de 1875, p. 9073). = Ses rapports : sur le projet de loi tendant à autoriser la ville d'Orléans (Loiret) à contracter un emprunt de 62,000 francs (I., n° 3563; A., t. 43, an., p. 445; J. O. de 1875, p. 10878); sur le projet de loi tendant : 1° à ratifier une Convention passée entre l'État et la ville de Domfront (Orne), en vue d'assurer le paiement des dépenses du casernement; 2° à autoriser ladite ville à emprunter une somme de 366,750 francs (I., n° 3572; A., t. 43, an., p. 522; J. O. de 1876, p. 827). = Obtient des congés (A., t. 15, p. 437; t. 18, p. 184; t. 35, p. 407).

LE PROVOST DE LAUNAY (M.), *Député élu par le département du Calvados.*

Son élection est validée (A., t. 35, p. 196). = Secrétaire du 5e Bureau (F., n° 756; J. O. de 1875, p. 1817).

LEROUX (M. Aimé), *Député élu par le département de l'Aisne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 29). = Membre de Commissions (F., n°s 189, 588, 744, 824, 842; J. O. de 1872, p. 113; J. O. de 1874, p. 1226; J. O. de 1875, p. 1275, 5510, 9073). = S'excuse de son absence (A., t. 7, p. 49).

LEROUX (M. Émile), *Député élu par le département de l'Oise.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 34). = Président du 6e Bureau (I., n° 74; J. O. de 1871, p. 1116). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); et de diverses Commissions (F., n°s 14, 40, 49, 51, 64, 70, 112, 161, 189, 201; M. B. de 1871, p. 58; J. O. de 1871, p. 542, 712, 750, 952, 1046, 1952, 3435; J. O. de 1872, p. 113, 456). = Son rapport sommaire sur la proposition de M. Gaslonde relative aux réquisitions exercées contre les particuliers, depuis le commencement de la guerre, par les autorités civiles et militaires (I., n° 146; A., t. 2, p. 572; J. O. de 1871, p. 773). — Son rapport sur la proposition de MM. Albert Desjardins et Amédée Lefèvre-Pontalis ayant pour objet de faire cesser la suspension des prescriptions et péremptions en matière civile dans les pays occupés, établie par les décrets des 9 septembre et 3 octobre 1870 (I., n° 250; A., t. 3, p. 119; J. O. de 1871, p. 1239). — Son rapport sommaire sur la proposition de MM. Amédée Lefèvre-Pontalis et autres, tendant à l'allocation d'un secours provisoire à la ville de Châteaudun et aux communes de Varize et de Civry (I., n° 342; A., t. 3, p. 565; J. O. de 1871, p. 1771). — Son rapport sur la proposition de MM. Destremx et autres, tendant à fixer le chiffre du contingent de la classe 1870, afin d'assurer aux jeunes gens de cette classe le bénéfice des bons numéros (I., n° 505; A., t. 4, an., p. 275; J. O. de 1871, p. 3105). — Son rapport supplémentaire sur cette même proposition (I., n° 570; A., t. 5, an., p. 97; J. O. de 1871, p. 3728). — Son rapport sur la proposition de M. Parent relative au dépôt sur le Bureau de l'Assemblée, de l'État des biens composant le Domaine public et à l'appréciation de ceux de ces biens qui sont susceptibles d'aliénation (I., n° 1212; A., t. 12, an., p. 3; J. O. de 1872, p. 4609). = Dépose une pétition relative aux loyers (A., t. 2, p. 88). — Parle, comme Rapporteur : sur la prise en considération de la proposition de M. Gaslonde relative aux réquisitions exercées contre les particuliers (A., t. 2, p. 654,

655); sur l'urgence de la proposition de MM. Albert Desjardins et Amédée Lefèvre-Pontalis tendant à faire cesser la suspension des prescriptions et péremptions en matière civile dans les départements envahis (A., t. 3, p. 141).—Obtient des congés (A., t. 3, p. 174; t. 8, p. 132; t. 12, p. 589; t. 13, p. 330). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur le rétablissement du cautionnement des journaux (A., t. 3, p. 781, 783, 784, 789, 793); de la proposition de MM. Claude (Meurthe) et autres, relative aux contributions de guerre et réquisitions (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 488). — Est entendu, comme Rapporteur, dans la discussion de la proposition de MM. Destremx et autres, relative au contingent de la classe de 1870 (A., t. 5, p. 358 à 364, 371, 375, 379, 380). = N. B. — Son décès, survenu pendant la deuxième prorogation de 1872, n'a pas été notifié à l'Assemblée.

LEROY DE DAIS (M. le général).

Proposition tendant à faire célébrer, à Versailles, un service solennel pour ce général et pour tous les militaires morts en combattant pour la délivrance de Paris, voy. à la. TABLE DES MATIÈRES, art. HONNEURS PUBLICS, n° 10.

LE ROYER (M.), *Député élu par le département du Rhône.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 40). = Président : du 4e Bureau (F., n° 241 ; J. O. de 1872, p. 1649) ; du 7e Bureau (F., n° 541 ; J. O. de 1873, p. 7729) ; du 10e Bureau (F., n° 607 ; J. O. de 1874, p. 1881) ; et du 1er Bureau (F., n° 674 ; J. O. de 1874, p. 4933). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 23, 30, 40, 57, 58, 103, 129, 140, 167, 170, 215, 217, 229, 265, 269, 317, 353, 405, 448, 478, 529, 573, 629, 644, 772, 865 ; J. O. de 1871, p. 251, 344, 542, 854, 867, 1700, 2143, 2785, 4802, 4892 ; J. O. de 1872, p. 889, 950, 1295, 2781, 2909, 4353, 7007 ; J. O. de 1873, p. 653, 2032, 3817, 7211 ; J. O. de 1874, p. 736, 3395, 3888 ; J. O. de 1875, p. 3525, 10118) ; de la Commission de permanence de 1871 (A., t. 5, p. 660) ; de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 177 ; J. O. de 1871, p. 6113) ; de la Commission relative à la prorogation pour dix ans des pouvoirs de M. le maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta (F., n° 519 ; J. O. de 1873, p. 6801) ; et de la 2e Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 38, p. 206). = Sa proposition ayant pour objet la nomination d'une Commission de trente membres, à l'effet de procéder à une Enquête sur les causes de la guerre de 1870, sur la situation politique et financière de la France au moment où elle fut déclarée par l'Empire, et sur la manière dont elle a été conduite (I., n° 341 ; A., t. 3, p. 564 ; J. O. de 1871, p. 1931). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à la création d'une Faculté de médecine et d'une École supérieure de pharmacie dans la ville de Lyon (I., n° 663 ; A., t. 5, an., p. 285 ; J. O. de 1871, p. 4242). = Son rapport sommaire sur la proposition de MM. Lamy et autres, relative à une revision des Services publics (I., n° 160 ; A., t. 2, p. 676 ; J. O. de 1871, p. 776). — Son rapport sur la proposition de M. Ducuing relative aux concordats amiables (I., n° 479 ; A., t. 4, an., p. 247 ; J. O. de 1871, p. 3081). — Ses rapports : sur la proposition de M. Drouin ayant pour objet la prorogation au 31 mars 1872 des effets de la loi du 22 avril 1871, relative aux suspensions de paiements (I., n° 732 ; A., t. 6, p. 176, an., p. 243 ; J. O. de 1872, p. 114) ; sur la proposition de MM. Salneuve et Antonin Lefèvre-Pontalis tendant à instituer une Commission spéciale pour rechercher les moyens de prompte délivrance du territoire, et même de libération de la dette envers la Prusse (I., n° 894 ; A., t. 7, an., p. 171 ; J. O. de 1872, p. 1373) ; sur le projet de loi relatif à l'établissement d'une surtaxe sur les alcools à l'octroi de la commune de Givors (Rhône) (I., n° 943 ; A., t. 8, an., p. 26 ; J. O. de 1872, p. 1622). — Son rapport sur la nouvelle proposition de M. Ducuing relative à la législation des concordats amiables (I., n° 1142 ; A., t. 11, an., p. 145 ; J. O. de 1872, p. 3768). — Son rapport sommaire sur la proposition de M. Hervé de Saisy ayant pour objet la nomination par l'Assemblée nationale d'une

Commission de trente de ses membres, qui sera chargée de lui soumettre un ensemble de dispositions législatives indiquant les réformes à introduire dans la gestion du Domaine public et déterminant les parties de ce domaine qu'il serait avantageux d'aliéner (I., n° 1514 ; A., t. 14, an., p. 171 ; J. O. de 1873, p. 231). — Son rapport sur le projet de loi portant modification des art. 3 et 9 de la loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse (I., n° 2121 ; A., t. 28, an., p. 272 ; J. O. de 1874, p. 74). = Son rapport sur les élections de la Seine-Inférieure (A., t. 1, p. 53). — Est entendu : dans la discussion de la proposition de M. Ducuing sur les concordats amiables (A., t. 2, p. 687) ; comme Rapporteur, sur la prise en considération de la proposition de MM. Lamy et autres, relative à une revision des Services publics (A., t. 2, p. 732). — Adresse des interpellations au Ministre de l'Intérieur au sujet des mesures prises à l'occasion des élections municipales de Lyon, du 30 avril 1871 (A., t. 2, p. 837 à 843). — Donne lecture de sa proposition tendant à nommer une Commission d'Enquête sur les causes de la guerre de 1870-71 (A., t. 3, p. 560). — Prend part à la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 53, 187). — Sa motion tendant à ce que l'Assemblée tienne ses séances publiques le matin (A., t. 4, p. 154). — Est entendu, comme Rapporteur, dans la discussion de la deuxième proposition de M. Ducuing sur les concordats amiables (A., t. 5, p. 494, 495). — Parle dans la discussion du Budget rectifié de 1871 (Art. 5 : *Retenues sur les traitements des employés et fonctionnaires de l'État*, A., t. 5, p. 621). — Dépose une demande d'interpellations sur le service des transports par les voies ferrées (A., t. 6, p. 21). — Développe ses interpellations (A., t. 6, p. 98 à 104). — Donne lecture de son rapport sur la proposition de M. Drouin relative à la prorogation des suspensions de paiements (A., t. 6, p. 176). — Obtient un congé (A., t. 6, p. 345). — Est entendu dans la discussion des propositions de MM. de Tréveneuc (Côtes-du-Nord), Vétillart et autres, relatives au rôle éventuel des Conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles (A., t. 7, p. 425). — Prend part, comme Rapporteur, à la discussion de la proposition de MM. Salneuve et Antonin Lefèvre-Pontalis relative à la nomination d'une Commission chargée d'étudier les moyens de prompte libération du territoire (A., t. 8, p. 106). — Répond, comme Rapporteur, aux observations de M. Prax-Paris sur la nécessité d'une prompte discussion de la dernière proposition de M. Ducuing relative aux concordats amiables (A., t. 8, p. 284, 285). — Prend part à la discussion : du Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'Exercice 1872 (*Création d'une Faculté de médecine à Lyon*, A., t. 8, p. 416) ; du projet de loi relatif à la composition des Conseils de guerre (A., t. 11, p. 402) ; des pétitions relatives à la dissolution de l'Assemblée nationale (A., t. 14, p. 592 à 595) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Frais de régie : *Rétablissement du train rapide entre Paris et Marseille*, A., t. 14, p. 640) ; de la proposition de M. Parent tendant à faire dresser par le Gouvernement et distribuer à l'Assemblée un Tableau des biens appartenant à l'État et susceptibles ou non d'être aliénés (A., t. 15, p. 327) ; des rapports de la Commission des Marchés sur les marchés passés à Lyon et sur les dépenses de l'armée des Vosges (A., t. 15, p. 428). — Est entendu : sur l'urgence de la proposition de M. le baron Chaurand tendant à reconstituer la municipalité de Lyon sur les bases de la municipalité de Paris, posées dans la loi du 14 avril 1871 (A., t. 15, p. 521) ; dans la discussion : du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 260 à 266) ; du projet de loi et des propositions concernant les Commissions administratives des hospices et hôpitaux civils, Établissements et Bureaux de bienfaisance (*Troisième délibération*, A., t. 16, p. 593) ; sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à l'organisation municipale de la ville de Lyon (A., t. 17, p. 97) ; dans la discussion de ce projet de loi et de la proposition analogue de M. le baron Chaurand (A., t. 17, p. 193, 217, *rectification*, 223 ; 229, 237 à 243). — Sa lettre portant demande d'interpellations au Ministre de l'Intérieur sur l'arrêté du Préfet du Rhône, du 18 juin 1873, relatif à la police des cimetières (A.,

t. 18, p. 464). — Développe ses interpellations (A., t. 18, p. 519 à 529, 533). — Est entendu : sur la fixation du jour des interpellations de M. Lamy, au sujet du maintien de l'état de siège dans les divers départements soumis à cette mesure (A., t. 19, p. 102); sur l'urgence du projet de loi tendant à conférer à la Commission de permanence le droit d'autoriser la poursuite des délits d'offense commis contre l'Assemblée nationale pendant sa prorogation (A., t. 19, p. 159). — L'un des signataires d'une demande d'interpellations sur la politique intérieure (A., t. 19, p. 161). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 63 à 72). — Parle, en qualité de Rapporteur, sur la prise en considération de la proposition de M. Hervé de Saisy ayant pour objet la nomination d'une Commission de 30 membres chargée de préparer les réformes à introduire dans la gestion du Domaine public (A., t. 27, p. 34). — Ses observations sur un incident relatif au 2e scrutin pour la nomination de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 44). — Dépose le rapport sur le projet de loi concernant les modifications à apporter à la loi de 1844 sur la police de la chasse, et en demande l'urgence (A., t. 28, p. 380). — Est entendu : dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 29, p. 257); sur une question de Règlement, à propos de la nomination de la Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la librairie (A., t. 29, p. 255); dans la discussion du projet de Résolution de la Commission de l'ancienne Liste civile, tendant à la levée du séquestre sur les immeubles du Domaine privé (A., t. 30, p. 741, 744); sur la pétition des actionnaires du chemin de fer de Graissessac à Béziers (A., t. 31, p. 141); dans la discussion : des propositions concernant l'organisation municipale (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 325 à 328); du projet de loi tendant à fixer l'époque des élections pour la reconstitution du Conseil général des Bouches-du-Rhône (A., t. 32, p. 480 à 483). — Parle : au sujet de l'ajournement du projet de Résolution relatif aux demandes de déchéance présentées contre MM. Ranc et Melvil-Bloncourt (A., t. 34, p. 285); dans la discussion de la proposition de MM. Savoye et autres, ayant pour objet de rendre les navires susceptibles d'hypothèques (*Troisième délibération*, A., t. 35, p. 126); du projet de loi portant régularisation des crédits supplémentaires ouverts par décrets pendant la prorogation de l'Assemblée (*Revision des pensions civiles concédées à titre exceptionnel depuis le 4 septembre 1870*, A., t. 37, p. 281, 283); de la proposition de MM. Fournier, Tallon et Arthur de Chabaud-la-Tour, relative aux Caisses d'épargne et de prévoyance (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 83); du projet de loi ayant pour objet la répression de la fraude dans la fabrication et la vente des allumettes chimiques (A., t. 41, p. 180). — Ses observations sur la fixation du point de départ de la 2e prorogation de 1875 (A., t. 41, p. 414). = Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 259). = Parle dans la discussion : du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (*Incident réglementaire*, A., t. 44, p. 68. *Département du* RHÔNE : *ville de Lyon*, p. 93 à 96, 110, 128); du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A., t. 44, p. 267).

LESGUILLON (M.), *Député élu par le département de Loir-et-Cher.*

Son élection est validée (A., t. 18, p. 84).

LESOURD (M.), *propriétaire à Chemillé-sur-Dême* (*Indre-et-Loire*).

Sa lettre portant demande en autorisation de poursuites contre M. Busson-Duviviers, Député de la Sarthe, devant le Tribunal correctionnel de Tours, à raison d'un fait délictueux de chasse commis sur sa propriété (A., t. 15, p. 24, an., p. 113).

LESPÉRUT (M. le baron), *Député élu par le département de la Haute-Marne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 44).= Membre : de la Commission du Traité de paix (F., n° 8; M. B. de 1871, p. 27 et 34); et de diverses Commissions (F., nos 73, 74, 77, 103, 183, 217, 273, 289; J. O. de 1871, p. 1111, 1116 1136, 1700, 5299; J. O. de

1872, p. 950, 3013, 3519). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet de dispenser du droit de timbre proportionnel les obligations des emprunts contractés par les communes pour solder les dépenses de l'occupation Allemande (I., n° 637; A., t. 5, an., p. 226; J. O. de 1871, p. 1196). — Obtient un congé (A., t. 2, p. 712). — Prend part à la discussion de la proposition de MM. Claude (Meurthe), Laflize et autres, relative au remboursement des contributions de guerre, réquisitions et dommages matériels causés par l'invasion (*Troisième délibération*, A., t. 5, p. 420, 422, 423). = N. B. — Son décès, survenu pendant la deuxième prorogation de 1873, n'a pas été notifié à l'Assemblée.

LESPINASSE (M.), *Député élu par le département de Tarn-et-Garonne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 23).= Membre de Commissions (F., nos 37, 57, 76, 84, 125, 140, 189, 211, 393, 475, 498, 531, 636, 865; J. O. de 1871, p. 471, 854, 1128, 1230, 2333, 2785; J. O. de 1872, p. 113, 765; J. O. de 1873, p. 280, 3722, 4481, 7256; J. O. de 1874, p. 3636; J. O. de 1875, p. 10118). = Sa proposition destinée à modifier la loi du 20 mars 1851 et le décret du 25 mars 1852 sur les Chambres consultatives d'Agriculture (I., n° 1123; A., t. 11, an., p. 84; J. O. de 1872, p. 3558).= Son rapport sur le projet de loi tendant à diviser en deux municipalités distinctes la commune de Larroque-des-Arcs (canton et arrondissement de Cahors, département du Lot) (I., n° 3643; A., t. 44, an., p. 62; J. O. de 1876, p. 571).= Est entendu : sur l'incident soulevé par M. Audren de Kerdrel au sujet des Préfets nommés par la Délégation de Tours et de Bordeaux (A., t. 2, p. 66); dans la discussion : du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 290); du projet de loi relatif à l'emprunt de 2 milliards (A., t. 3, p. 516); du projet de loi sur le rétablissement du cautionnement des journaux (A., t. 3, p. 791, 792); du projet de loi ayant pour objet les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 5, p. 618). — Obtient des congés (A., t. 6, p. 24; t. 16, p. 533). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les droits d'enregistrement (A., t. 8, p. 74); des propositions de MM. Arago, Bérenger et autres, relatives au mode de nomination et à la mise à la retraite des magistrats (*Deuxième délibération*, A., t. 8, p. 145; t. 11, p. 254); du Budget du Ministère de l'Agriculture et du Commerce pour l'Exercice 1872 (*Enseignement agricole*, A., t. 8, p. 475); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 442); du projet de Résolution relatif à la demande du Ministre de la Guerre, à fin de communication aux magistrats militaires chargés de l'instruction de la capitulation de Metz, des dépositions et documents recueillis par la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 13, p. 22). — Demande, en son nom et au nom de M. de Limairac, à interpeller le Ministre de l'Intérieur sur le refus de certains Maires, et en particulier du Maire de Castel-Sarrazin (Tarn-et-Garonne), de mandater diverses dépenses obligatoires (A., t. 15, p. 147). — Développe ses interpellations (A., t. 15, p. 211 à 214, 216, 223). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 28, p. 52 à 54; t. 32, p. 624). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Droits de timbre à la charge de la Banque*, A., t. 29, p. 679 à 682, 693). — Son rapport sur l'élection de M. Swiney par le département du Finistère (A., t. 30, p. 133). — Parle dans la discussion : de cette élection (A., t. 30, p. 142, 147 à 150); de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 490).

LESTAPIS (M. DE), *Député élu par le département des Basses-Pyrénées.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 20).= Président du 7e Bureau (F., n° 189; J. O. de 1872, p. 113). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); et de diverses Commissions (F., nos 56, 64, 99, 205, 218, 257, 824; J. O. de 1871, p. 845, 952, 1545; J. O. de 1872, p. 572, 975, 2168; J. O.

de 1875, p. 5510). = Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser le département des Landes à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun (I., n° 3313 ; A., t. 11, an., p. 143 ; J. O. de 1875, p. 7124). = Est entendu dans la discussion du projet de loi portant augmentation des impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 314). — Obtient des congés (A., t. 5, p. 455 ; t. 12, p. 157). — Prend part à la discussion du Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1872 (*Réduction à opérer sur l'indemnité des Députés,* A., t. 8, p. 381). — S'excuse de son absence (A., t. 14, p. 1 ; t. 31, p. 219 ; t. 42, p. 1).

LESTOURGIE (M.), *Député élu par le département de la Corrèze.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 13).= Secrétaire : du 4e Bureau (F., n° 146 ; J. O. de 1871, p. 2985) ; du 11e Bureau (F., n° 189 ; J. O. de 1872, p. 113) ; du 1er Bureau (F., n° 241 ; J. O. de 1872, p. 1649) ; du 7e Bureau (F., n° 264 ; J. O. de 1872, p. 2757) ; du 14e Bureau (F., n° 440 ; J. O. de 1873, p. 1769) ; du 10e Bureau (F., n° 547 ; J. O. de 1873, p. 6754) ; du 11e Bureau (F., n° 588 ; J. O. de 1874, p. 1226) ; du 8e Bureau (F., n° 627 ; J. O. de 1874, p. 3307) ; du 10e Bureau (F., n° 697 ; J. O. de 1874, p. 7984) ; du 8e Bureau (F., n° 744 ; J. O. de 1875, p. 1275) ; du 4e Bureau (F., n° 824 ; J. O. de 1875, p. 5510) ; et du 2e Bureau (F., n° 865 ; J. O. de 1875, p. 10418). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 99, 141, 174, 181, 251, 278, 289, 309, 379, 393, 405, 463, 478, 541, 562, 607, 650, 658, 769, 796 ; J. O. de 1871, p. 1545, 2819, 5009, 5229 ; J. O. de 1872, p. 1978, 3174, 3519, 4118, 7817 ; J. O. de 1873, p. 280, 653, 3220, 3817, 7729 ; J. O. de 1874, p. 351, 1881, 4089, 4360 ; J. O. de 1875, p. 3405, 4340) ; et de la Commission portant règlement définitif des Budgets de l'Exercice 1867 et de l'Exercice 1868 (F., n° 494 ; J. O. de 1873, p. 4370). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : une modification à l'article 59 du Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 347 ; A., t. 3, p. 613 ; J. O. de 1871, p. 1743) ; la nomination d'une Commission de quinze membres chargée d'examiner les moyens d'organiser l'Assistance publique dans les campagnes (I., n° 573 ; A., t. 5, an., p. 99 ; J. O. de 1871, p. 3456) ; l'enseignement et la propagation de la pisciculture ou aquiculture (I., n° 2785 ; A., t. 35, an., p. 329 ; J. O. de 1875, p. 121, 366). = Ses rapports sur les projets de lois tendant à autoriser : le département de la Dordogne à contracter un emprunt pour diverses dépenses d'intérêt départemental (I., n° 1245 ; A., t. 12, an., p. 86 ; J. O. de 1872, p. 4705) ; le département de l'Eure à modifier le taux de l'intérêt d'un emprunt réalisable en vertu d'une loi antérieure (I., n° 1287 ; A., t. 13, an., p. 55 ; J. O. de 1872, p. 5000) ; le département des Alpes-Maritimes à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun (I., n° 2342 ; A., t. 30, an., p. 287 ; J. O. de 1874, p. 3054).= Ses observations : dans la discussion sur les élections générales du département de Vaucluse (A., t. 1, p. 186) ; à propos d'une pétition relative aux moyens de faire cesser la guerre civile (A., t. 2, p. 535). — Dépose une pétition en faveur du Souverain Pontife (A., t. 2, p. 773). — Son rapport sur l'élection de M. André Folliet par la Haute-Savoie (A., t. 1, p. 12).—Parle sur l'élection de M. Salneuve par le Puy-de-Dôme (A., t. 1, p. 11, 12). — Est entendu dans la discussion de sa proposition relative à l'organisation de l'Assistance publique dans les campagnes (*Deuxième délibération*, A., t. 7, p. 526. *Troisième délibération*, t. 8, p. 275). — Obtient des congés (A., t. 8, p. 363 ; t. 16, p. 357). — Ses observations au sujet du discours lu par M. Simiot dans la discussion de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (A., t. 16, p. 524). — S'excuse de son absence (A., t. 18, p. 184). — Parle : dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Instruction publique : *Bibliothèques populaires*, A., t. 28, p. 298. Cultes : *Secours aux églises pour acquisitions mobi-*

Libres, p. 332); sur la question d'ajournement du scrutin de ballottage pour la nomination d'un troisième Questeur (A., t. 30, p. 3). — Sa motion tendant à la mise à l'ordre du jour des rapports de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 36, p. 263). — Ses observations : dans la discussion sur la demande d'urgence de la proposition de M. Naquet portant amnistie pleine et entière en faveur des auteurs de tous les crimes et délits politiques commis depuis le 4 septembre 1870 (A., t. 44, p. 29); sur la motion de M. André (Seine) relative à l'heure de la fermeture du 11e scrutin pour la nomination des Sénateurs (A., t. 44, p. 35); dans la discussion du projet de loi portant déclaration d'utilité publique de divers chemins de fer (A., t. 44, p. 382).

LE TRÉSOR DE LA ROCQUE (M.), *Inspecteur des Finances.*

L'un des candidats proposés pour les fonctions de Conseiller d'État (A., t. 13, p. 97, et an., p. 65). — Est élu *Conseiller d'État* par l'Assemblée (A., t. 13, p. 300).

LEURENT (M.), *Député élu par le département du Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 38). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 210) ; de diverses Commissions (F., nos 39, 57, 68, 81, 151, 164, 173, 203, 359, 397, 401, 438, 476, 488, 549, 575, 611, 629, 644, 686 ; J. O. de 1871, p. 500 et 523, 854, 1013, 1188, 3126, 3513, 4985 ; J. O. de 1872, p. 520, 7197 ; J. O. de 1873, p. 401, 524, 1710, 3750, 4177, 7921 ; J. O. de 1874, p. 809, 2005, 3395, 3388, 5848) ; de la Commission du Budget rectifié de 1871 (F., n° 58 ; J. O. de 1871, p. 867) ; de la Commission du Budget de 1873 (F., n° 297 ; J. O. de 1872, p. 3767) ; et de la Commission du Budget de 1874 (F., n° 471 ; J. O. de 1873, p. 3480). = Sa proposition ayant pour but le rétablissement de l'impôt sur les chevaux et les voitures de luxe (I., n° 400 ; A., t. 4, an., p. 37 ; J. O. de 1871, p. 2305). = Ses rapports : sur le projet de loi relatif à la répression de la fraude sur les spiritueux (I., n° 927 ; A., t. 8, an., p. 5 ; J. O. de 1872, p. 1514) ; sur le projet de loi concernant les fabriques de liqueurs (I., n° 980 ; A., t. 8, an., p. 127; J. O. de 1872, p. 2144) ; sur le projet de loi ayant pour objet l'abrogation de la loi du 28 juillet 1872, portant établissement de droits de douane à l'importation des matières premières (I., n° 1946 ; A., t. 19, an., p. 177 ; J. O. de 1873, p. 5798) ; sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture et du Commerce, sur le Budget de l'Exercice 1873, un crédit supplémentaire de 20,000 francs au Chapitre VIII (Encouragements aux Manufactures et au Commerce), et à annuler pareille somme au Chapitre IX (Pêches maritimes) (I., n° 2098 ; A., t. 28, an., p. 234 ; J. O. de 1873, p. 8113). = Son rapport sur les élections de la Haute-Vienne (A., t. 1, p. 25). — Dépose une demande d'interpellations relatives à la vente faite par les Prussiens, pendant la guerre, à une Société belge, de 10,000 chênes à prendre dans les forêts de l'État, entre Bouillon et Sedan (A., t. 1, p. 300). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de MM. Vandier et autres, relative à la dissolution des Gardes nationales (A., t. 6, p. 134, 135) ; du projet de loi sur l'augmentation des impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 206, 291) ; du projet de loi ayant pour objet l'impôt sur les matières premières (A., t. 7, p. 23, 55 à 63) ; du projet de loi tendant à augmenter de deux dixièmes les droits perçus sur les sucres et glucoses (A., t. 7, p. 136) ; du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 298, 301). — Prend part, comme Rapporteur, à la discussion : du projet de loi relatif à la répression de la fraude sur les spiritueux (A., t. 8, p. 99) ; du projet de loi concernant les fabriques de liqueurs (A., t. 8, p. 516, 518, 520, 521, 564, 569, 570). — Parle dans la discussion : du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 12, p. 657 à 664) ; du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 223, 239 à 242, 243, 248, 261, 264, 271, 281, 286, 289, 297, 318, 335, 337, 339, 344, 347, 369, 371, 372, 379) ; du projet de loi concernant l'impôt sur les boissons

(A., t. 13, p. 490, 491, 515, 542). — Son rapport sur l'élection de M. Méline par le département des Vosges (A., t. 14, p. 115). — Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1873 (Impôts autorisés : *Suppression des surtaxes de pavillon*, A., t. 14, p. 659. Voies et moyens : *Droits d'entrée sur les matières premières*, p. 668. *Impôt sur les sucres*, p. 692) ; de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 269 à 273, 286, 290, 292, 298, 403, 404, 516, 522, 532, 557, 584. *Troisième délibération*, t. 31, p. 44, 50). — Est entendu : sur la question d'ajournement de la première délibération sur le projet de loi relatif au régime des sucres (A., t. 15, p. 324) ; dans la discussion de ce projet de loi (*Première délibération*, A., t. 16, p. 83) ; sur la question d'ajournement de la deuxième délibération y relative (A., t. 18, p. 57). — Obtient un congé (A., t. 15, p. 591). — Parle : dans la discussion du projet de loi relatif aux allumettes chimiques (A., t. 16, p. 190, 191, 471, 479, 484) ; sur la mise à l'ordre du jour de la proposition de M. Tirard ayant pour objet de modifier la loi du 26 juillet 1872 sur les tarifs douaniers (A., t. 16, p. 506) ; sur la demande d'ajournement de cette proposition (A., t. 16, p. 550) ; sur le projet de loi tendant à modifier la législation relative aux contributions indirectes (A., t. 18, p. 459) ; sur la proposition de M. Tirard tendant à autoriser la fabrication à tous titres des ouvrages d'or et d'argent, destinés à l'exportation (*Deuxième délibération*, A., t. 18, p. 627) ; sur la motion de M. Dufaure tendant à la mise à l'ordre du jour des Bureaux des projets de Lois Constitutionnelles présentés par lui au nom du précédent Gouvernement (A., t. 19, p. 10). — Est entendu : sur le projet de loi relatif aux contributions directes à percevoir en 1874 (A., t. 19, p. 397) ; en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi tendant à abroger la loi du 26 juillet 1872, portant établissement de droits de douane à l'importation des matières premières (*Question d'abrogation de la surtaxe de pavillon*, A., t. 19, p. 448) ; sur le projet de loi portant approbation du Traité de commerce conclu avec l'Angleterre (A., t. 19, p. 529). — Prend part, en qualité de Rapporteur suppléant, à la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Agriculture et Commerce : *Encouragements au drainage*, A., t. 28, p. 336, 338. *Création d'une École de jardinage au potager de Versailles*, p. 339. *Haras et dépôts d'étalons*, p. 345. *Mesures à prendre contre la peste bovine*, p. 349). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt sur les sucres*, A., t. 28, p. 659. *Droit sur les savons*, p. 661. *Impôt sur le gaz*, t. 30, p. 308. *Régime des sucres*, p. 346, 347. *Impôt sur les vinaigres*, p. 433, 528). — Demande : la lecture du rapport sur le projet de loi portant approbation de la Convention supplémentaire au Traité de commerce et de navigation du 23 juillet 1873, signée à Versailles, le 24 janvier 1874, entre la France et la Grande-Bretagne (A., t. 29, p. 363) ; l'impression des réponses des Chambres de Commerce au questionnaire du Gouvernement à propos du projet de loi sur les patentes (A., t. 30, p. 534). — Est entendu : dans la discussion de la proposition de MM. Delacour et autres, sur les haras et remontes (A., t. 31, p. 162, 164) ; sur la prise en considération de la proposition de M. Léon Say tendant à instituer un prix de 50,000 francs pour la découverte d'un moyen pratique de déterminer la présence de l'alcool dans les mélanges (A., t. 32, p. 20) ; dans la discussion du projet de loi relatif aux récompenses à accorder à l'occasion de l'Exposition de Vienne en 1873 (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 363) ; sur la prise en considération des propositions de M. Léon de Maleville et de M. Raoul Duval relatives à la dissolution de l'Assemblée nationale, et aux élections générales pour la nomination d'une nouvelle Assemblée (A., t. 34, p. 36 à 40, 49). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au monopole des allumettes chimiques (A., t. 36, p. 323, 324, 329) ; des projets de lois ayant pour objet l'organisation des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 409) ; du projet de loi relatif aux crédits et escomptes en matière de contributions indirectes (A., t. 36, p. 533) ; des propositions de MM. Wad-

dington, Vautrain, Clapier et Wallon, relatives à l'organisation du Sénat (A., t. 36, p. 600). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'élection de M. le baron de Bourgoing par le département de la Nièvre (A., t. 40, an., p. 34). — Parle : dans la discussion des trois propositions de M. Ganivet, de M. Claude (Meurthe-et-Moselle) et de M. d'Andelarre, relatives aux bouilleurs de cru (A., t. 43, p. 203, 211, 268) ; sur la motion de M. le général Robert tendant à la remise du 3e scrutin pour la nomination des Sénateurs (A., t. 43, p. 215) ; dans la discussion du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (NORD : arrondissement de *Dunkerque*, A., t. 44, p. 90).

LÉVÊQUE (M.), *Député élu par le département de la Côte-d'Or.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 5). = Secrétaire : du 4e Bureau (F., n° 562; J. O. de 1874, p. 354); et du 10e Bureau (F., n° 744; J. O. de 1875, p. 1275). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 127, 152, 181, 289, 475, 486, 498, 588, 707, 824; J. O. de 1874, p. 2385, 3155, 5229; J. O. de 1872, p. 3519, 3722, 4107, 4481; J. O. de 1874, p. 1226, 8333; J. O. de 1875, p. 9073) ; et de la Commission chargée d'examiner les projets de lois portant règlement définitif du Budget de 1867 et de celui de 1868 (F., n° 321 ; J. O. de 1872, p. 4516). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département de la Côte-d'Or (I., n° 2254 ; A., t. 30, an., p. 45 ; J. O. de 1874, p. 2544). = Son rapport sommaire sur la proposition de MM. Gatien-Arnoult et autres, relative à la création d'une Faculté de médecine à Toulouse (I., n° 1299 ; A., t. 43, an., p. 63 ; J. O. de 1872, p. 5117). = Obtient des congés (A., t. 7, p. 602 ; t. 11, p. 40 ; t. 13, p. 200, 329; t. 28, p. 177 ; t. 38, p. 361). — S'excuse de son absence (A., t. 8, p. 109 ; t. 35, p. 1). — Est entendu dans la discussion du projet de loi et des propositions de MM. Dubois, Claude (Meurthe) et autres, relatifs à l'organisation des Commissions administratives des hospices et hôpitaux civils, Établissements et Bureaux de bienfaisance (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 531 ; t. 17, p. 135). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 31, p. 17; t. 44, p. 399). — Son rapport sur l'élection de M. Senard par le département de Seine-et-Oise (A., t. 35, p. 181).

LEVERT (M.), *Député élu par le département du Pas-de-Calais.*

Son élection est validée (A., t. 7, p. 70). = Obtient des congés (A., t. 7, p. 170, 602). — Ses observations sur le procès-verbal, au sujet de son interruption pendant le discours de M. Brisson dans la discussion sur le projet de loi électorale (A., t. 31, p. 267, 268).

LHERMINIER (M.), *Député élu par le département de l'Orne.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 136).= Membre de Commissions (F., nos 144, 293, 824, 865 ; J. O. de 1871, p. 2929 ; J. O. de 1872, p. 3643 ; J. O. de 1875, p. 5510, 10118). = Obtient un congé (A., t. 18, p. 490).

L'HERMITE (M. DE), *Sous-Préfet à Autun.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 822).

LIGNIER (M.), *Député élu par le département de l'Aube.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 49). — Nouvel ajournement (A., t. 1, p. 182). — Son élection est validée (A., t. 1, p. 248). = Membre d'une Commission (F., n° 48 ; J. O. de 1871, p. 696). = Obtient des congés (A., t. 6, p. 24, 161 ; t. 8, p. 363 ; t. 11, p. 500 ; t. 14, p. 273; t. 15, p. 3). — Lettre par laquelle il adresse sa démission au Président de l'Assemblée (A., t. 18, p. 1).

LIMAIRAC (M. JULES DE), *Député élu par le département du Tarn-et-Garonne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 23).= Membre : de diverses Commissions (F., nos 189, 317, 353, 403, 463, 511, 531, 627;

J. O. de 1872, p. 113, 4353, 7007; J. O. de 1873, p. 580, 3220, 5018, 7256; J. O. de 1874, p. 3307); et des Commissions de permanence: de 1873 (A., t. 17, p. 275); et de 1874 (A., t. 30, p. 647). = Son rapport sur le projet de loi tendant à diviser en deux municipalités la commune de Saint-Georges-le-Thoureil, canton de Gennes, arrondissement de Saumur (Maine-et-Loire) (I., n° 1823; A., t. 18, an., p. 174; J. O. de 1873, p. 4210). = S'excuse de son absence (A., t. 1, p. 29; t. 43, p. 155). — Obtient un congé (A., t. 5, p. 2). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 42, p. 300).

LIMAYRAC (M. LÉOPOLD), *Député élu par le département du Lot.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 17). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); et de diverses Commissions (F., n°s 181, 627, 800; J. O. de 1871, p. 5229; J. O. de 1874, p. 3307; J. O. de 1875, p. 4464). = Ses observations: dans la discussion : du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 264); du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 583); sur le procès-verbal, à propos du vote sur la proposition de M. Cazenove de Pradine concernant les prières publiques (A., t. 3, p. 45). — Prend part à la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, sur l'organisation et les attributions des Conseils généraux (*Première délibération*, A., t. 3, p. 626). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 702; t. 5, p. 384; t. 13, p. 63). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de MM. Lestourgie et autres, relative à l'organisation de l'Assistance publique dans les campagnes (*Première délibération*, A., t. 7, p. 2. *Deuxième délibération*, p. 527); du projet de loi concernant les droits d'enregistrement (A., t. 8, p. 96); du projet de loi relatif à l'établissement d'un impôt sur les créances hypothécaires (A., t. 12, p. 554, 570); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (A., t. 29, p. 431); du projet de loi concernant l'électorat municipal (*Première délibération*, A., t. 34, p. 232); du Budget de l'Exercice 1875 (Impôts autorisés : *Droits de transmission sur la rente française*, A., t. 34, p. 235); des propositions de MM. Waddington, Vautrain, Clapier et Wallon, relatives à l'organisation du Sénat (A., t. 36, p. 597); du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 186).

LIMPERANI (M.), *Député élu par le département de la Corse.*

Ses observations, à propos du rapport de ces élections, sur la motion de M. Lockroy tendant à l'exclusion de l'Assemblée de tous les complices de l'Empire (A., t. 1, p. 145). — Son élection est validée (*ibid.*). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 22, 89, 94, 140, 395, 419, 511, 575, 601, 756, 842; M. B. de 1871, p. 231; J. O. de 1871, p. 1335, 1439, 2785; J. O. de 1872, p. 336, 1080; J. O. de 1873, p. 5018; J. O. de 1874, p. 809, 1699; J. O. de 1875, p. 1817, 9073); et de la Commission chargée d'examiner les projets de lois portant règlement définitif des Budgets de l'Exercice 1867 et de l'Exercice 1868 (F., n° 321; J. O. de 1872, p. 4516). = Ses propositions relatives : au taux de l'intérêt de l'argent (I., n° 151; A., t. 2, p. 604; J. O. de 1871, p. 774); à l'élection des Sénateurs de départements (I., n° 2958; A., t. 37, an., p. 134; J. O. de 1875, p. 2239). = Est entendu : dans la discussion du projet de loi concernant le rétablissement des magistrats inamovibles révoqués par la Délégation de Bordeaux (A., t. 2, p. 115); au sujet de la communication de M. Picard, Ministre de l'Intérieur, relative à la pacification de Lyon (A., t. 2, p. 125); dans la discussion du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 343); sur une pétition du groupe Havrais de la Ligue de l'Enseignement, relative à l'obligation de l'instruction primaire (A., t. 2, p. 698); sur une pétition tendant à décréter la séparation de la Corse d'avec la France (A., t. 2, p. 793); sur la prise en considération de sa proposition relative au taux de l'intérêt de l'argent (A., t. 2, p. 905, 908); dans la discussion: du projet de loi sur le rétablissement du cautionnement des journaux (A., t. 3, p. 796, 797); des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à

l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 17. *Troisième délibération*, p. 538) ; sur un incident relatif à une pétition revêtue de fausses signatures (A., t. 4, p. 341). — Prend part à la discussion : des propositions de MM. Arago, Bérenger, de Peyramont et autres, relatives au mode de nomination et à la mise à la retraite des magistrats (*Deuxième délibération*, A., t. 8, p. 152; t. 11, p. 244, 258) ; du Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1872 (*Traitements de la Cour des Comptes*, A., t. 8, p. 394) ; du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 176, 179) ; du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 130) ; du projet de loi relatif à l'établissement d'un impôt sur les créances hypothécaires (A., t. 12, p. 579) ; du projet de loi tendant à modifier la formation du jury en matière criminelle (A., t. 14, p. 150) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Frais de régie : *Service postal entre Nice et la Corse*, A., t. 14, p. 646). — Parle : sur un incident relatif à une interruption de M. Ordinaire dans la discussion sur la mise à l'ordre du jour de la demande en autorisation de poursuites contre M. Ranc (A., t. 18, p. 431) ; dans la discussion du projet de loi tendant à compléter l'article 10 du Code de Justice militaire (A., t. 19, p. 459, 461). — Adresse une question à M. le Ministre de la Marine, à propos de la perte du navire *la Ville du Havre*, sur les moyens de prévenir les sinistres provenant en mer de la rencontre des bâtiments (A., t. 28, p. 77). — Est entendu dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Affaires étrangères : *Études sur les moyens d'empêcher les abordages en mer*, A., t. 28, p. 212) ; du projet de loi relatif à la surveillance de la haute police (*Troisième délibération*, A., t. 29, p. 276) ; de sa proposition relative au taux de l'intérêt de l'argent (*Première délibération*, A., t. 31, p. 200) ; du projet de loi relatif à l'électorat municipal (*Troisième délibération*, A., t. 32, p. 521, 523) ; du Budget de l'Exercice 1875 (Travaux publics : *Entretien des routes forestières de la Corse*, A., t. 34, p. 180). — Dépose sa proposition relative à l'élection des Sénateurs à nommer par les départements, et en demande le renvoi : 1° à la Commission d'initiative (A., t. 37, p. 270) ; 2° à la nouvelle Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 38, p. 262). — Parle : sur la demande de renvoi à cette dernière Commission des deux projets de lois déposés par M. Dufaure sur les rapports des Pouvoirs publics et sur les élections des Sénateurs (A., t. 38, p. 100) ; dans la discussion de la proposition de M. Maurice portant fixation du traitement et de la pension de retraite des instituteurs et des institutrices primaires (A., t. 40, p. 173, 174) ; sur la prise en considération de la proposition de M. Eugène Tallon ayant pour objet de retirer aux Conseils généraux la vérification des pouvoirs de leurs membres (A., t. 41, p. 12).

LITTRÉ (M.), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 47). = Président du 4e Bureau (F., n° 123 ; J. O. de 1871, p. 2248). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et d'une autre Commission (F., n° 103 ; J. O. de 1873, p. 580). = S'excuse de son absence (A., t. 4, p. 671 ; t. 6, p. 1). = Obtient un congé (A., t. 17, p. 42). = Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 306).

LOCKROY (M. ÉDOUARD), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 47). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : l'abrogation des articles 291, 292 du Code pénal et de la loi du 10 avril 1834 (I., n° 42 ; A., t. 1, an., p. 27 ; J. O. de 1871, p. 361) ; les élections de la Garde nationale de Paris (I., n° 61 ; A., t. 2, p. 16 ; J. O. de 1871, p. 371). = Demande, à l'occasion de la vérification des élections de la Corse, l'exclusion de l'Assemblée de tous les complices de l'Empire (A., t. 1, p. 115). — Prend part au débat incident soulevé à propos de l'élection de M. le général Garibaldi par le département d'Alger (A., t. 1, p. 229). — Donne lecture de sa proposition relative aux élections de

la Garde nationale de Paris (A., t. 2, p. 7). — Est entendu au sujet : d'une communication de M. Schœlcher sur la situation de Paris (A., t. 2, p. 27, 28) ; de la motion de M. Floquet pour la nomination immédiate par les Bureaux de la Commission du projet de loi relatif aux élections municipales (A., t. 2, p. 54). — Dépose une pétition relative à la question des loyers (A., t. 2, p. 155). = Question tendant à une demande de poursuites contre lui, à raison d'une lettre publiée par lui dans le journal *le Rappel*, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. QUESTIONS, n° 10. = Lettre par laquelle il déclare donner sa démission (A., t. 2, p. 653). = *Réélu Député par le département des Bouches-du-Rhône.* — Son élection est validée (A., t. 18, p. 208). = Membre de Commissions (F., nos 541, 717 ; J. O. de 1873, p. 7729 ; J. O. de 1875, p. 160). = Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique la construction d'une église à Montmartre (A., t. 19, p. 416) ; des interpellations de M. Lamy relatives à la levée de l'état de siège (A., t. 28, p. 104, 105, 106). — Adresse une question à M. le Garde des sceaux, sur la situation du département des Bouches-du-Rhône sous le rapport de l'état de siège (A., t. 28, p. 113). — Parle dans la discussion : du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (*Incident personnel*, A., t. 29, p. 200) ; du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (A., t. 29, p. 104 à 111. *Incident personnel*, p. 111, 112, 125, 147, 148) ; du projet de loi et des propositions concernant la création et les attributions d'un Sénat (*Première délibération*, A., t. 36, p. 272). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les motifs de la suspension du Conseil municipal de Marseille (A., t. 36, p. 290). — Est entendu dans la discussion de ces interpellations (A., t. 36, p. 297, 298). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les agissements de l'Administration dans les élections municipales de Tarascon (A., t. 36, p. 299). — Parle : sur un incident personnel, à l'occasion de paroles prononcées par M. Buffet, *Vice-Président du Conseil*, dans la discussion des interpellations de M. Raoul Duval sur les intentions du Gouvernement à l'égard du Comité de l'Appel au peuple (A., t. 40, p. 116) ; dans la discussion du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 312, 386).

LORGERIL (M. le vicomte DE), *Député élu par le département des Côtes-du-Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 31). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 210) ; et de diverses Commissions (F., nos 40, 58, 75, 99, 123, 139, 146, 167, 201, 211, 215, 258, 275, 317, 419, 440, 463, 517, 529, 541, 562, 588, 611, 717, 796, 824 ; J. O. de 1871, p. 542, 867, 1124, 1545, 2248, 2754, 2985, 4802 ; J. O. de 1872, p. 456, 765, 889, 2197, 3082, 4353 ; J. O. de 1873, p. 1080, 1769, 3220, 6751, 7211, 7729 ; J. O. de 1874, p. 351, 1226, 2005 ; J. O. de 1875, p. 160, 4340, 5510). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : la nomination d'une Commission de trente membres chargée d'examiner les actes de la Délégation de Tours et de Bordeaux, au triple point de vue civil, militaire et financier (I., n° 203 ; A., t. 2, p. 848 ; J. O. de 1871, p. 1014) ; l'abrogation des art. 1 et 2 de la loi du 25 février 1872 sur le prix des tabacs ordinaires et de cantine (I., n° 1108 ; A., t. 11, p. 211, an., p. 54 ; J. O. de 1872, p. 3360). — Ses propositions personnelles ayant pour objet : 1° l'interdiction de percevoir sur la navigation intérieure d'autres taxes que celles qui sont édictées par les lois, décrets et ordonnances en vigueur ; 2° le transport en franchise sur les canaux de l'État et les rivières assimilées, des engrais, amendements calcaires et autres matières fertilisantes destinées à l'Agriculture (I., n° 1367 ; A., t. 13, an., p. 255 ; J. O. de 1872, p. 5702) ; les lettres politiques écrites au nom de M. le Président de la République et ne portant pas sa signature (I., n° 1420 ; A., t. 14, an., p. 11 ; J. O. de 1872, p. 7116) ; les causes qui ont déterminé M. le Président de la République à prendre l'engagement dont il a parlé dans la séance du 29 novembre 1872, la portée de cet engagement et ses conséquences (I., n° 1615 ; A., t. 16, an., p. 13 ;

J. O. de 1873, p. 1417). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à ce qu'il soit perçu, pour le compte du Trésor, lors du paiement des coupons opéré par les Agents de change, la retenue de l'impôt égale à celle que fait la Compagnie payante et qui est fixée par la loi (I., n° 2337; A., t. 30, an., p. 286; J. O. de 1874, p. 3172). — Ses propositions ayant pour but : de frapper d'un impôt les remèdes nouveaux et spéciaux connus dans le commerce sous le nom de *Spécialités* (I., n° 2409 (rectifié); A., t. 31, an., p. 469; J. O. de 1874, p. 3797, 3888); de frapper d'une taxe les opérations de Bourse autres que les marchés au comptant (I., n° 2483; A., t. 32, an., p. 246; J. O. de 1874, p. 4989); de frapper d'un impôt les remèdes spéciaux et nouveaux connus sous le nom de spécialités pharmaceutiques, les spécialités hygiéniques ou de toilette, les eaux minérales naturelles ou artificielles (I., n° 2944; A., t. 37, p. 237, et an., p. 447; J. O. de 1875, p. 2160). = Ses rapports : sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Saint-Étienne (Loire) à emprunter une somme de 1,600,000 francs pour le paiement d'une dette et l'exécution de divers projets d'utilité publique (I., n° 1746; A., t. 17, an., p. 148; J. O. de 1873, p. 3076); sur le projet de loi tendant à distraire plusieurs hameaux de la commune de Terre-Noire, pour être réunis à la commune de Rochetaillée (Loire) (I., n° 1847; A., t. 19, an., p. 7; J. O. de 1873, p. 4727); sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Brest (Finistère) à modifier les conditions d'un emprunt antérieurement approuvé (I., n° 2026; A., t. 27, an., p. 189; J. O. de 1873, p. 7557); sur le projet de loi relatif à l'établissement d'une surtaxe à l'octroi de Plougonven (Finistère) (I., n° 2129; A., t. 28, an., p. 286; J. O. de 1874, p. 241); sur le projet de loi tendant à autoriser le département des Côtes-du-Nord à contracter un emprunt pour l'achèvement des chemins vicinaux ordinaires (I., n° 2230; A., t. 29, an., p. 320; J. O. de 1874, p. 1594); sur le projet de loi tendant à distraire la commune de Quintenic du canton de Plancoët, arrondissement de Dinan (Côtes-du-Nord), et à la rattacher au canton de Lamballe, arrondissement de Saint-Brieuc, même département (I., n° 2247; A., t. 30, an., p. 25; J. O. de 1874, p. 2398); sur le projet de loi relatif à l'établissement d'une surtaxe à l'octroi de la Roche-Maurice (Finistère) (I., n° 3104; A., t. 39, an., p. 19; J. O. de 1875, p. 1909); sur le projet de loi tendant à autoriser un échange de terrains, dans le département de la Seine-Inférieure, entre les communes de Dieppe (canton et arrondissement de ce nom), et de Rouxmesnil-Bouteilles (canton d'Offranville, arrondissement de Dieppe) (I., n° 3312; A., t. 41, an., p. 142; J. O. de 1875, p. 7159); sur le projet de loi tendant à autoriser la ville du Mans (Sarthe) à emprunter, pour l'extension du casernement, une somme de 2,152,000 fr. (I., n° 3328; A., t. 41, an., p. 166; J. O. de 1875, p. 7090). = Parle au sujet : de son intention de demander la mise en accusation de la Délégation de Bordeaux (A., t. 1, p. 163); d'une lettre de M. Glais-Bizoin provoquant au dépôt de cette proposition (A., t. 1, p. 178); de l'incident élevé sur l'élection du général Garibaldi par le département d'Alger (A., t. 1, p. 209); de l'élection de M. Marc Dufraisse par le département des Alpes-Maritimes (A., t. 1, p. 238, 239); de l'examen, par la Commission d'initiative, de la proposition de MM. Seignobos et autres, relative aux charges imposées aux communes et aux départements par la Garde mobile (A., t. 2, p. 187); de l'urgence de la proposition de M. de Barante relative aux Conseils cantonaux (A., t. 2, p. 774). — Prend part à la discussion de sa proposition relative à la nomination d'une Commission d'Enquête sur les actes de la Délégation de Tours et de Bordeaux (A., t. 3, p. 360). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 4, p. 333 à 339; t. 6, p. 140, 449 à 457; t. 11, p. 439 à 443). — Est entendu : sur l'urgence de la proposition de M. le comte Duchâtel relative à la translation de l'Assemblée à Paris (A., t. 6, p. 31); sur un incident soulevé à propos du titre donné par lui à M. Thiers dans un rapport de pétition (A., t. 6, p. 451 à 454); au sujet du vote sur l'urgence de la proposition de M. Salneuve relative à la nomination d'une Commission spéciale pour rechercher les voies et moyens de prompte délivrance du territoire (A., t. 7, p. 308); sur un incident soulevé par des paroles de M. de Juigné, au

sujet de la conduite des Maires de Paris pendant l'insurrection du 18 mars (A., t. 7, p. 391). — Prend part à la discussion : du Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1872 (*Dépenses diverses des Forêts*, A., t. 8, p. 402); du Budget du Ministère de l'instruction publique pour le même Exercice (*Suppression de l'École des Hautes études*, A., t. 8, p. 416. *Suppression de l'École d'Athènes*, p. 420); du Budget du Ministère des Affaires étrangères pour le même Exercice (*Traitements des Ambassadeurs*, p. 462, 463, 464, 467); du Budget du Ministère de l'Intérieur pour le même Exercice (*Traitements des Préfets*, A., t. 8, p. 601, 610); sur la prise en considération de la proposition de M. de Janzé relative à l'impression des rapports sur les élections partielles (A., t. 11, p. 70). — Donne lecture de sa proposition relative au prix des tabacs ordinaires et de cantine, et en demande l'urgence (A., t. 11, p. 212). — Demande l'envoi à toutes les communes du rapport de la Commission des Marchés sur les marchés du Ministère de la Guerre en Angleterre (A., t. 11, p. 223). — Parle dans la discussion : du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 310 à 312, 336); du projet de loi concernant les taxes spéciales imposées en vertu du décret du 22 octobre 1870 pour l'organisation des Gardes nationales mobilisées (A., t. 14, p. 251, 252, 254); du Budget de l'Exercice 1873 (Guerre : *Personnel de l'Administration centrale*, A., t. 14, p. 348. *Justice militaire*, p. 357. Affaires étrangères : *Traitements des Ministres plénipotentiaires*, p. 442. Intérieur : *Traitements des Préfets*, p. 503). — Obtient des congés (A., t. 15, p. 148; t. 42, p. 111). — Est entendu : à propos de la réclamation de M. Fourcand contre un passage de l'Exposé des motifs de sa proposition sur l'engagement pris par le Président de la République et rappelé dans la séance du 29 novembre 1872 (A., t. 16, p. 176); dans la discussion : du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 444); du projet de loi tendant à modifier la législation sur les contributions indirectes (A., t. 18, p. 454, 455). — Ses observations à propos de son interruption pendant le discours de M. Jules Simon sur la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation des pouvoirs de M. le maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 149). — Prend part à la discussion : du projet de loi de crédit destiné à subvenir aux dépenses nécessitées par l'incendie de l'Opéra (A., t. 29, p. 2); du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (*Incident personnel*, A., t. 29, p. 73, 85); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Taxe sur les chevaux de luxe et les casquettes de livrée*, A., t. 29, p. 604. *Taxes sur les photographies, les livrées et le gaz*, t. 30, p. 97); du projet de loi relatif à l'achèvement du nouvel Opéra (A., t. 30, p. 710). — Donne lecture de sa proposition tendant à frapper d'une taxe les opérations de Bourse autres que les marchés au comptant, et en demande le renvoi à la Commission du Budget (A., t. 32, p. 256). — Parle : dans la discussion de la proposition de MM. Denormandie et autres, relative aux indemnités à accorder à raison des destructions opérées par le Génie militaire pour les besoins de la défense (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 438, 439); sur la prise en considération des propositions de M. Léon de Maleville et de M. Raoul Duval relatives à la dissolution de l'Assemblée nationale et aux élections générales pour la nomination d'une nouvelle Assemblée (A., t. 34, p. 41); dans la discussion du Budget de l'Assemblée nationale pour l'Exercice 1875 (*Entrée à la Bibliothèque du Palais-Bourbon*, A., t. 34, p. 208); sur la demande d'ajournement de la deuxième délibération sur la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (A., t. 35, p. 224); dans cette délibération (A., t. 38, p. 472); dans la discussion des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 389. *Troisième délibération*, p. 623); sur un incident relatif à l'interprétation de l'article 70 du Règlement (A., t. 36, p. 537, 538); sur la mise à l'ordre du jour des propositions de MM. Waddington, Vautrain, Clapier et Wallon, relatives à l'organisation du Sénat (A., t. 36, p. 564); dans la discussion du projet de loi relatif à l'établissement et à la revision des taxes uni-

ques sur les boissons dans les agglomérations de 10,000 âmes et au-dessus (A., t. 38, p. 453). — Adresse une question à M. le Garde des sceaux au sujet de la soustraction, au Ministère de la Justice, de trois dépêches confidentielles adressées à M. Tailhand, alors Garde des sceaux, par le Procureur général près la Cour de Rennes, à l'occasion de l'élection de M. l'amiral de Kerjégu par le département des Côtes-du-Nord (A., t. 39, p. 13, *rectification*, p. 22). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture d'un crédit additionnel de trois millions pour la liquidation des dépenses de construction du nouvel Opéra (A., t. 41, p. 136 à 138). — Demande la mise à l'ordre du jour de ses deux propositions d'impôts relatives : l'une, aux Spécialités pharmaceutiques ; l'autre, aux opérations de Bourse à terme (A., t. 41, p. 365). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 306).

LORTAL (M.), *Député élu par le département de l'Aveyron.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 25). = Ses observations au sujet de son vote sur l'amendement de M. le général Ducrot à la proposition de MM. Vandier et autres, relative à la dissolution de la Garde nationale (A., t. 5, p. 132). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 45, p. 37) ; de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Troisième délibération*, A., t. 39, p. 508 à 510).

LOUSTALOT (M.), *Député élu par le département des Landes.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 10). = Membre de Commissions (F., nos 123, 269, 405, 486, 627, 635, 658, 694, 842, 865 ; J. O. de 1871, p. 2248 ; J. O. de 1872, p. 2909 ; J. O. de 1873, p. 653, 4107 ; J. O. de 1874, p. 3307, 3606, 4360, 4933 ; J. O. de 1875, p. 9073, 10118). = Sa proposition ayant pour objet d'augmenter le nombre des Tribunaux de commerce (I., n° 2539 ; A., t. 33, an., p. 20 ; J. O. de 1874, p. 5413). = Ses rapports, au nom de la Commission de Comptabilité : sur l'emploi du restant en caisse, à la fin de l'Exercice 1872, des fonds destinés au service de la buvette de l'Assemblée (I., n° 1725 ; A., t. 17, an., p. 81 ; J. O. de 1873, p. 2883) ; sur l'emploi du restant en caisse, à la fin de l'Exercice 1873, des fonds destinés au même service (I., n° 2514 ; A., t. 32, an., p. 362 ; J. O. de 1874, p. 4831). = Prend part à la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 413). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 6, p. 145 ; t. 35, p. 469 ; t. 44, p. 391). — Obtient un congé (A., t. 7, p. 602). — Ses observations, à propos d'un fait personnel, sur la fréquence des erreurs commises dans les relevés de scrutins (A., t. 32, p. 2). — Est entendu dans la discussion : des propositions concernant l'électorat municipal (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 138) ; du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession de diverses lignes de chemins de fer à la Compagnie du Midi (*Deuxième délibération*, A., t. 43, p. 88).

LOUVET (M.), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 86). = Membre de Commissions (F., nos 142, 178, 205, 231, 249 ; J. O. de 1871, p. 2865, 5137 ; J. O. de 1872, p. 572, 1398, 1906). = Son rapport sur le projet de loi relatif à la reconstitution des états et des registres de significations d'oppositions et de transports à la Caisse municipale de Paris et aux Caisses des travaux de Paris et de la boulangerie (I., n° 1080 ; A., t. 11, an., p. 9 ; J. O. de 1872, p. 2856). — Obtient des congés (A., t. 6, p. 65 ; t. 14, p. 449 ; t. 28, p. 434 ; t. 33, p. 95, 274). — Est entendu dans la discussion de la proposition de M. Courbet-Poulard relative à la réduction du privilège du propriétaire d'immeubles en cas de faillite (*Première délibération*, A., t. 6, p. 119. *Deuxième délibération*, p. 426, 429). — Demande, en qualité de Rapporteur, l'urgence sur le projet de loi relatif à la Caisse

municipale de Paris et aux Caisses des travaux de Paris et de la boulangerie (A., t. 11, p. 274). — S'excuse de son absence (A., t. 13, p. 433; t. 14, p. 409 ; t. 28, p. 332). = N. B. — Décédé dans l'intervalle entre la séparation de l'Assemblée nationale et l'expiration de ses pouvoirs.

LOWASY DE LOINVILLE (M.), *ancien Préfet.*

L'un des candidats proposés pour les fonctions de Conseiller d'État (A., t. 13, p. 97, et an., p. 65).

LOYSEL (M. le général), *Député élu par le département d'Ille-et-Vilaine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 31). = Président du 10e Bureau (F., n° 562 ; J. O. de 1871, p. 351). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 20, 22, 81, 84, 107, 125, 161, 265, 397, 484, 546, 627, 633, 658, 674, 769, 800, 842, 857; M. B. de 1871, p. 201 ; J. O. de 1871, p. 231, 1188, 1230, 1819, 2333, 3435 ; J. O. de 1872, p. 2781 ; J. O. de 1873, p. 404, 4039, 7824 ; J. O. de 1874, p. 3307, 3504, 4360, 4933 ; J. O. de 1875, p. 3405, 4464, 9073, 9767) ; et de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73 ; J. O. de 1871, p. 1111). = Ses propositions : tendant à faire examiner le Budget du Ministère de la Guerre pour l'Exercice 1875 par les Commissions de la réorganisation de l'Armée et du Budget réunies (I., n° 2126; A., t. 28, an., p. 283 ; J. O. de 1874, p. 78) ; sur l'organisation du Service d'État-major (I., n° 3528 ; A., t. 43, an., p. 364 ; J. O. de 1876, p. 742). = Ses rapports : sur le projet de loi relatif à la mise à la retraite, par ancienneté, d'officiers comptant vingt-cinq ans de services (I., n° 761 ; A., t. 6, an., p. 281 ; J. O. de 1872, p. 303) ; sur le projet de loi tendant à ajouter un paragraphe additionnel à l'article 22 de la loi du 24 juillet 1873 sur l'organisation générale de l'armée (I., n° 2932 ; A., t. 37, an., p. 111 ; J. O. de 1875, p. 2181) ; sur la proposition de M. le général Chareton et autres, tendant à modifier la loi du 10 juillet 1874 relative à l'amélioration de la situation des sous-officiers de l'armée de terre (I., n° 2933 ; A., t. 37, an., p. 111 ; J. O. de 1875, p. 2230) ; sur le projet de loi tendant à rapporter la loi du 5 janvier 1872 relative aux pensions des officiers et assimilés qui comptent vingt-cinq ans de services (I., n° 3032 ; A., t. 38, an., p. 131 ; J. O. de 1875, p. 3790) ; sur le projet de loi relatif à des modifications de détail à apporter à la loi du 13 mars 1875 sur les cadres et effectifs de l'armée (I., n° 3521 ; A., t. 43, an., p. 350 ; J. O. de 1876, p. 860). = S'excuse de son absence (A., t. 2, p. 215 ; t. 14, p. 334 ; t. 15, p. 264). — Est entendu, comme Rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif à la mise à la retraite, par ancienneté, d'officiers ayant vingt-cinq ans de services (A., t. 6, p. 424). — Ses observations à propos des incidents relatifs à la discussion des interpellations de M. Rouher sur les mesures que le Ministre de la Guerre a prises à raison des faits dénoncés par la Commission des Marchés (A., t. 11, p. 499). — Obtient des congés (A., t. 13, p. 330 ; t. 15, p. 346 ; t. 29, p. 379 ; t. 38, p. 361, 473). — Sa déposition devant la Commission des Marchés, relativement à l'Enquête sur le matériel de la Guerre (A., t. 17, an., p. 310 à 315). — Parle : dans la discussion du projet de loi relatif à l'organisation générale de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 226, 229) ; sur la demande d'urgence de la proposition de M. Philippoteaux tendant à déclarer inéligibles à l'Assemblée nationale tous les militaires et marins en activité de service (A., t. 27, p. 99). — Donne lecture de sa proposition tendant à faire examiner le Budget de la Guerre pour 1875 par les Commissions de l'Armée et du Budget réunies, et en demande l'urgence (A., t. 28, p. 421, 422). — Est entendu : sur la prise en considération de cette proposition (A., t. 29, p. 368, 369) ; sur un incident relatif à une question d'interprétation du Règlement, à propos de la nomination de la Commission du projet de loi relatif à la librairie (A., t. 29, p. 248) ; dans la discussion : du projet de loi tendant à imputer sur les fonds de l'Administration centrale de la guerre les traitements des officiers de tous grades attachés à l'État-

major du Ministre (A., t. 30, p. 708) ; du projet de loi relatif à l'électorat municipal (*Troisième délibération*, A., t. 32, p. 528, 531); du Budget de l'Exercice 1875 (Guerre : *Subvention à la Réunion des officiers*, A., t. 34, p. 7, 133). — Parle : sur la demande d'ajournement de la deuxième délibération de la proposition de M. le comte Jaubert relative à l'Enseignement supérieur (A., t. 35, p. 224) ; dans la discussion : du projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 188, 201. *Troisième délibération*, t. 37, p. 132, 197, 199, 225, 231) ; du projet de loi tendant à modifier le Code de Justice militaire (*Deuxième délibération*, A., t. 37, p. 21 à 26, 29, 30, 33, 34, 35). — Demande, en qualité de Rapporteur, l'urgence sur la proposition de MM. le général Chareton et autres, tendant à modifier la loi du 10 juillet 1874 relative à l'amélioration de la situation des sous-officiers de l'armée de terre (A., t. 37, p. 247, 249). — Demande le maintien à l'ordre du jour de cette proposition (A., t. 37, p. 288). — Est entendu dans la discussion de cette proposition (A., t. 37, p. 329). — Demande la rectification d'une erreur d'impression dans l'intitulé et le texte de la loi adoptée sur cette proposition (A., t. 38, p. 169). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi tendant à rapporter la loi du 5 janvier 1872 relative à l'admission à la retraite des officiers après vingt-cinq ans de services (A., t. 38, p. 262). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux élections des Sénateurs (*Deuxième délibération*, A., t. 41, p. 146) ; du projet de loi tendant à modifier l'article 37 de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée (A., t. 43, p. 99, 102, 104, *rectification*, p. 111). — Parle, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif à des modifications de détail à apporter à la loi du 13 mars 1875 sur les cadres et les effectifs de l'armée (A., t. 43, p. 301). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (ILLE-ET-VILAINE : *arrondissement de Saint-Malo*, A., t. 44, p. 18); sur un incident relatif à la durée du scrutin dans les Bureaux, pour la nomination de la Commission de permanence de 1876 (A., t. 44, p. 288) ; dans la discussion du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie de l'Ouest (A., t. 44, p. 372).

LOYSON (M.), *Président de Chambre honoraire à la Cour de Lyon.*

Membre adjoint de la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (F., n° 293 ; J. O. de 1872, p. 3644).

LUCAS (M.), *ancien Inspecteur général des Prisons.*

Membre adjoint de la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (F., n° 293; J. O. de 1872, p. 3544).

LUCE-VILLIARD (M.), *ex-Préfet de la Côte-d'Or.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 761 à 769).

LUCET (M.), *Député élu par le département de Constantine.*

Ses explications à l'appui de son élection (A., t. 1, p. 252). — Elle est validée (*ibid.*). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., n°s 49, 58, 99, 107, 125, 218, 225, 231, 255, 358, 511, 569, 581, 717, 765 ; J. O. de 1871, p. 712, 867, 1545, 1819, 2333 ; J. O. de 1872, p. 975, 1177, 1398, 2090, 7167 ; J. O. de 1873, p. 7729 ; J. O. de 1874, p. 611, 1115 ; J. O. de 1875, p. 160, 2129) ; de la Commission de décentralisation (F., n° 50 ; J. O. de 1871, p. 734) ; des Commissions de permanence : de 1872 (A., t. 13, p. 567 ; de 1874 (A., t. 30, p. 648) ; et de 1875 (A., t. 37, p. 328) ; et de la Commission du Budget de 1876 (F., n° 776; J. O. de 1875, p. 3636). = Ses propositions ayant pour objet : de combler une lacune qui s'est glissée dans l'art. 20 de la loi du

14 avril 1871 sur les élections municipales (I., n° 176 ; A., t. 2, p. 782 ; J. O. de 1871, p. 864) ; de porter au premier lundi du mois d'octobre la session des Conseils généraux de l'Algérie, fixée au premier lundi qui suit le 15 août par l'art. 23 de la loi du 10 août 1871 (I., n° 1885 ; A., t. 19, p. 165, an., p. 109 ; J. O. de 1873, p. 4896). = Ses rapports : sur la proposition de MM. de Belcastel et autres, tendant à concéder aux habitants de l'Alsace et de la Lorraine des terrains en Algérie (I., n° 292 ; A., t. 3, p. 245 ; J. O. de 1871, p. 1581) ; sur le projet de loi de la Commission concernant les mesures destinées à réglementer la concession de 100,000 hectares de terre en Algérie aux émigrants de l'Alsace et de la Lorraine, et la manière dont l'État devra intervenir pour faciliter l'installation des nouveaux colons (I., n° 580 ; A., t. 5, an., p. 140 ; J. O. de 1871, p. 3621) ; sur le projet de loi tendant à élever de 34 à 48 millions la limite maximum de l'émission de la Banque d'Algérie (I., n° 973 ; A., t. 8, an., p. 82 ; J. O. de 1872, p. 2095) ; sur le Budget des dépenses de l'Exercice 1876 (Ministère de l'Intérieur : Gouvernement général civil de l'Algérie) (I., n° 3145 ; A., t. 39, an., p. 178 à 191 ; J. O. de 1875, p. 5795) ; sur le projet de loi portant ouverture sur l'Exercice 1875, au Ministre de l'Intérieur, pour le Gouvernement général civil de l'Algérie, de deux crédits montant ensemble à 125,844 fr. (I., n° 3502 ; A., t. 43, an., p. 269 ; J. O. de 1876, p. 69) ; sur le projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Intérieur, pour le Gouvernement civil de l'Algérie, les crédits nécessaires à la construction d'un Palais de justice et d'une église à Alger (I., n° 3577 ; A., t. 43, an., p. 307 ; J. O. de 1876, p. 865) ; sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouverneur général civil de l'Algérie à accepter, au nom de l'État, l'offre faite par la Chambre de commerce de Philippeville d'avancer à l'État la somme de 2 millions de francs pour être affectée aux travaux d'achèvement du port de cette ville (I., n° 3578 ; A., t. 43, an., p. 533 ; J. O. de 1876, p. 866) ; sur le projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1876, un crédit supplémentaire de 150,000 fr. applicable aux Chapitres VI et XV du Budget du Gouvernement civil de l'Algérie (I., n° 3625 ; A., t. 44, an., p. 25 ; J. O. de 1876, p. 510). = Demande la nomination de deux Commissaires par Bureau pour l'examen de la proposition du Gouvernement relative à la translation de l'Assemblée nationale (A., t. 1, p. 170). — Dépose une demande d'interpellations sur l'Administration de l'Algérie (A., t. 2, p. 235, 236). — Développe ses interpellations (A., t. 2, p. 704). — Prend part à la discussion du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 487 à 489). — Donne lecture de sa proposition relative aux élections municipales de l'Algérie, et en demande l'urgence (A., t. 2, p. 775). — Est entendu, comme Rapporteur, dans la discussion de la proposition de MM. de Belcastel et autres, tendant à concéder aux Alsaciens-Lorrains des terrains en Algérie (*Première délibération*, A., t. 3, p. 273, 276). — Prend part à la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 111. *Troisième délibération*, p. 602). — Demande, comme Rapporteur, l'urgence du projet de loi sur les mesures destinées à régler la concession aux Alsaciens-Lorrains de terrains en Algérie (A., t. 5, p. 278). — Parle dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 5, p. 662, 663) ; du Budget rectifié de l'Exercice 1871 (Algérie : *Crédit affecté à la colonisation*, A., t. 5, p. 568. *Constitution des Conseils généraux de l'Algérie*, p. 649). — Obtient des congés (A., t. 6, p. 123 ; t. 8, p. 363 ; t. 16, p. 294). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 253, *rectification*, p. 259). — S'excuse de son absence (A., t. 8, p. 181). — Demande, comme Rapporteur, l'urgence du projet de loi relatif à la Banque de l'Algérie (A., t. 8, p. 549). — Est entendu : dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 8, p. 561) ; du Budget du Ministère de la Justice pour l'Exercice 1872 (*Création d'un Tribunal de commerce à Bône*, A., t. 8, p. 621) ; sur un incident relatif à la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la nomination du Conseil général d'Alger et à la composition des Conseils généraux de l'Algérie (A., t. 13, p. 518) ; dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 14, p. 175, 182,

188, 189). — Dépose sa proposition tendant à reporter au premier lundi d'octobre la session des Conseils généraux de l'Algérie, et en demande l'urgence (A., t. 19, p. 165).— Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 26, p. 790 à 812). — Parle dans la discussion : des propositions concernant l'électorat municipal (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 74); des propositions concernant l'organisation municipale (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 278, 313); du Budget de l'Exercice 1875 (Justice : *Création d'une seconde Chambre dans chacun des Tribunaux d'Oran et de Constantine*, A., t. 33, p. 360) ; des propositions de M. de Lavergne et de M. Crémieux relatives au régime de l'Algérie (*Première délibération*, A., t. 35, p. 182. *Deuxième délibération*, p. 271, 272) ; du projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 141, 143). — Est entendu : en qualité de Rapporteur, dans la discussion du Budget de l'Exercice 1876 (Algérie : *Elévation de classe des Préfets d'Oran et de Constantine*, A., t. 40, p. 183. *Crédit affecté à la colonisation*, p. 187, 190 à 192, 195) ; dans la discussion du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 158). — Demande, en qualité de Rapporteur, l'urgence du projet de loi relatif à une avance de 2 millions de la Chambre de commerce de Philippeville pour les travaux d'achèvement du port de cette ville (A., t. 43, p. 324).

LURO (M.), *Député élu par le département du Cher.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 15). = Secrétaire : du 1er Bureau (F., n° 744 ; J. O. de 1875, p. 1275) ; et du 6e Bureau (F., n° 824 ; J. O. de 1875, p. 5510). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 14, 49, 51, 54, 76, 127, 181, 225, 284, 367, 517, 584, 633, 636, 717, 739, 756, 769, 842, 865 ; M. B. de 1871, p. 58 ; J. O. de 1871, p. 712, 750, 808, 1128, 2385, 5229 ; J. O. de 1872, p. 1177, 3360, 7446 ; J. O. de 1873, p. 6751 ; J. O. de 1874, p. 1115, 3504, 3636 ; J. O. de 1875, p. 160, 971, 1817, 3405, 9073, 10118) ; et de la 2e Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 38, p. 206). = Son rapport sommaire sur la proposition de MM. Bouisson et autres, relative à l'Instruction publique (I., n° 103 ; A., t. 2, p. 216 ; J. O. de 1871, p. 619). — Ses rapports : sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de la commune de Mespaul (Finistère) (I., n° 2854 ; A., t. 36, an., p. 74 ; J. O. de 1875, p. 747) ; sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de la commune de Ploudiry (Finistère) (I., n° 2860 ; A., t. 36, an., p. 77 ; J. O. de 1875, p. 883). — Son rapport sommaire sur la proposition de M. Limperani relative à l'élection des Sénateurs de départements (I., n° 3019 ; A., t. 38, an., p. 111 ; J. O. de 1875, p. 3759). = Dépose une demande d'interpellations au sujet de la réintégration des magistrats et fonctionnaires arbitrairement révoqués par la Délégation de Tours et de Bordeaux (A., t. 2, p. 776, 777). — Développe ses interpellations (A., t. 2, p. 817 à 824). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 246 ; t. 5, p. 455 ; t. 6, p. 24 ; t. 17, p. 201 ; t. 19, p. 127). — Prend part à la discussion des propositions de MM. Bérenger, Arago, de Peyramont et autres, relatives à la réorganisation de la magistrature (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 251). — S'excuse de son absence (A., t. 14, p. 11). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de MM. Denormandie et autres, relative aux indemnités à accorder à raison des destructions opérées par le Génie militaire pour les besoins de la défense (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 432 à 435, 436, 438. *Troisième délibération*, t. 34, p. 22 à 25) ; des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 396). — Parle : sur la demande de renvoi à la Commission des Lois Constitutionnelles des deux projets de lois déposés par M. Dufaure sur les rapports des Pouvoirs publics et sur les élections des Sénateurs (A., t. 38, p. 99 à 101) ; sur un incident personnel, à propos du discours prononcé par lui à cette occasion (A., t. 38, p. 103) ; dans la discussion du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 105 à 108). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 259).

LUR-SALUCES (M. le marquis DE), *Député élu par le département de la Gironde.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 32).= Secrétaire : du 1er Bureau (F., n° 215 ; J. O. de 1872, p. 889); du 3e Bureau (F., n° 317 ; J. O. de 1872, p. 4353); du 14e Bureau (F., n° 463 ; J. O. de 1873, p. 3220) ; du 12e Bureau (F., n° 588 ; J. O. de 1874, p. 1226) ; et du 8e Bureau (F., n° 607 ; J. O. de 1874, p. 1881).= Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209); et de diverses Commissions (F., nos 146, 225, 269, 289, 627, 674, 697; J. O. de 1871, p. 2985 ; J. O. de 1872, p. 1177, 2909, 3519 ; J. O. de 1874, p. 3307, 4933, p. 7981).

M

MABILE (Mgr PIERRE), *Évêque de Versailles.*

Ses lettres annonçant à l'Assemblée la célébration de deux services funèbres : l'un, le mardi 28 mars 1871, à l'intention des soldats morts pendant la guerre (A., t. 2, p. 129); l'autre, le jeudi 13 avril 1871, pour les généraux Lecomte et Clément Thomas (A., t. 2, p. 252). — Ses lettres annonçant la célébration des prières demandées par l'Assemblée : le dimanche 28 mai 1871 (A., t. 3, p. 134); le dimanche 17 novembre 1872 (A., t. 14, p. 7); le dimanche 9 novembre 1873 (A., t. 27, p. 1) ; le dimanche 6 décembre 1874 (A., t. 35, p. 9); le dimanche 7 novembre 1875 (A., t. 42, p. 2).

MACÉ (M.), *Commissaire de police à Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 546 à 551). = Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, an., p. 519).

MAC-MAHON, DUC DE MAGENTA (M. le maréchal DE).

Ses dépositions devant les Commissions d'Enquête : sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 372 à 377); sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 30 à 41). = Est élu par l'Assemblée nationale PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, en remplacement de M. Thiers, démissionnaire [Résolution du 24 mai 1873] (A., t. 18, p. 68). — Sa lettre d'acceptation, adressée à l'Assemblée (A., t. 18, p. 77). — Son Message, à l'occasion de sa nomination, lu par M. le duc de Broglie, *Vice-Président du Conseil* (I., n° 1789 ; A., t. 18, p. 77, et an., p. 71 ; J. O., p. 3359). — Son Message, à la veille de la 2e prorogation de 1873, lu par M. le duc de Broglie, *Vice-Président du Conseil* (I., n° 1981 ; A., t. 19, p. 533, et an., p. 259 ; J. O., p. 5148 et 6084). — Son Message, à l'occasion de la rentrée de l'Assemblée, lu par M. le duc de Broglie, *Vice-Président du Conseil* (I., n° 1984 ; A., t. 27, p. 2, et an., p. 13 ; J. O., p. 6718). — Son Message, à l'occasion de la discussion sur la prorogation de ses Pouvoirs, lu par M. le duc de Broglie, *Vice-Président du Conseil* (I., n° 2018; A., t. 27, p. 115, et an., p. 177; J. O., p. 7020 et 7237). = Est prorogé pour sept ans, par l'Assemblée nationale, dans ses fonctions de PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE [Loi du 20 novembre 1873] (A., t. 27, p. 190). — Son Message de remerciments, lu par M. le duc de Broglie, *Vice-Président du Conseil* (I., n° 2023 ; A., t. 27, p. 202, et an., p. 183 ; J. O., p. 7163 et 7267). — Son Message, au sujet de l'examen des Lois Constitutionnelles, lu par M. le général de Cissey, *Vice-Président du Conseil* (I., n° 2526 ; A., t. 33, p. 24, et an., p. 8 ; J. O., p. 4789). — Son Message, à la rentrée de la 2e prorogation de 1874, lu par M. le général de Cissey, *Vice-Président du Conseil* (I., n° 2727 ; A., t. 35, p. 15, et an., p. 268 ; J. O., p. 7970 et 8095). — Son Message, à l'occasion de la discussion des Lois Constitutionnelles, lu par M. Grivart, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* (I., n° 2798 ; A., t. 35, p. 428, et an., p. 360 ; J. O., p. 111 et 211 .

MADIER DE MONTJAU (M.), *Député élu par le département de la Drôme.*

Son élection est validée (A., t. 35, p. 196). = Sa proposition tendant à déterminer l'époque des élections et de la réunion du Sénat et de la Chambre des Députés, et de la dissolution de l'Assemblée nationale (I., n° 3259; A., t. 41, an., p. 69 ; J. O. de 1875, p. 6088). = Est entendu : sur la prise en

considération de la proposition de M. Courcelle relative aux élections partielles (A., t. 37, p. 310) ; dans la discussion : du projet de loi organique relatif aux rapports des Pouvoirs publics (*Première délibération*, A., t. 39, p. 73 à 78) ; de l'élection de M. l'amiral de Kerjégu par le département des Côtes-du-Nord (A., t. 39, p. 151 à 155, 159 à 163, 166 à 170) ; du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A., t. 44, p. 225 à 228). — Dépose sa proposition tendant à fixer l'époque des élections générales des Sénateurs et des Députés et de la dissolution de l'Assemblée, et en développe l'urgence (A., t. 41, p. 69 à 72). — Déclare retirer sa demande d'urgence (A., t. 41, p. 72). — Parle : dans la discussion du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 339 à 346, 387, 388) ; sur la demande d'urgence de la proposition de M. Naquet portant amnistie pleine et entière en faveur des auteurs de tous les crimes et délits politiques commis depuis le 4 septembre (A., t. 44, p. 32, 33).

MAGNE (M.), *Député élu par le département de la Dordogne.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 109). = Président du 12e Bureau (F., n° 419 ; J. O. de 1873, p. 1080). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 142, 173 ; J. O. de 1871, p. 2865, 4986) ; et de la Commission pour l'examen des lois de finances de l'Exercice 1872 (F., n° 192 ; J. O. de 1872, p. 200). = Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'impôt sur les valeurs mobilières (A., t. 12, p. 605 à 610) ; du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 13, p. 122 à 127) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Finances : *Organisation actuelle de ce Ministère*, A., t. 14, p. 543). = Est nommé *Ministre des Finances* [Décret du 25 mai 1873] (B. des L., n° 1990 ; J. O., p. 3337). — Est entendu, en cette qualité : dans la discussion des propositions : 1° de MM. Bompard et autres, tendant à dispenser du droit de timbre proportionnel les emprunts contractés par les communes pendant la guerre ; 2° de M. Bertauld, tendant à soumettre tous les emprunts contractés par les communes et les départements aux mêmes conditions quant au timbre et à l'enregistrement (A., t. 18, p. 173, 175) ; sur la prise en considération de la proposition de M. Vente ayant pour objet de modifier l'article 2 de la loi du 28 février 1872 relative aux droits d'enregistrement (A., t. 18, p. 178) ; dans la discussion des interpellations de M. Hervé de Saisy sur des nominations irrégulières dans le personnel des Finances, et sur l'inexécution de la nouvelle législation relative aux perceptions, notamment dans la ville de Paris (A., t. 18, p. 187) ; sur la question de renvoi à une Commission spéciale de la proposition de M. Maurice, portant fixation du traitement et de la pension de retraite des instituteurs et des institutrices primaires (A., t. 18, p. 232) ; dans la discussion : du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de l'Est de nouvelles lignes de chemins de fer (A., t. 18, p. 279 à 283, 376, 377, 381) ; du projet de loi relatif aux contributions directes à percevoir en 1874 (A., t. 19, p. 390, 395, 397) ; du projet de loi tendant à modifier les articles 1, 4, 6 et 7 de la loi du 11 juillet 1868 sur les chemins vicinaux (A., t. 19, p. 437). = Est nommé de nouveau *Ministre des Finances* [Décret du 26 novembre 1873] (B. des L., n° 2467 ; J. O., p. 7225). — Parle, en cette qualité : dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Discussion générale : *Compte de liquidation*, A., t. 28, p. 500. *Situation financière et budgétaire*, p. 516 à 522, 544, 548. Finances : *Matériel de l'Administration centrale des Finances*, p. 555, 557. Frais de régie : *Rétablissement des Percepteurs de villes supprimés*, p. 464. *Revision projetée de la Convention monétaire de 1865*, p. 486. *Incident sur l'urgence du vote du Budget*, p. 612) ; du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Droit de transmission sur la vente des rentes*, A., t. 28, p. 630. *Demi-décime sur tous les impôts déjà soumis aux décimes*, p. 652) ; sur des incidents relatifs à la fixation de l'ordre du jour (A., t. 28, p. 669, 703) ; dans la discussion : du projet de loi relatif au droit sur les boissons (A., t. 28, p. 676, 680, 684) ; sur un incident relatif à la suite de la discussion du projet de loi relatif aux nouveaux im-

pôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (A., t. 29, p. 30). — Prend part à la discussion de ce projet de loi (*Discussion générale*, A., t. 29, p. 384 à 394. *Impôt proportionnel sur les factures*, p. 497. *Incident relatif à l'ordre de la discussion*, p. 510, 511. *Création de 50 millions de Bons de liquidation*, p. 531. *Droits fixes d'enregistrement sur les actes extra-judiciaires*, p. 546. *Droits de timbre sur les effets négociables ou de commerce*, p. 560. *Chèques*, p. 649, 651, 656. *Impôt sur les pianos*, p. 677. *Droits de timbre à la charge de la Banque*, p. 692. *Exercice des raffineries*, t. 30, p. 78 à 81, 83, 84. *Revision du cadastre*, p. 220 à 223. *Impôt de la petite vitesse*, p. 255 à 263, 280 à 283). — S'excuse de son absence (A., t. 30, p. 336). = Est nommé de nouveau *Ministre des Finances* [Décret du 22 mai 1874] (B. des L., n° 3041 ; J. O., p. 3473). — Est entendu, en cette qualité, dans la discussion : de la proposition de M. Tirard tendant à autoriser la fabrication à tous titres des ouvrages d'or et d'argent destinés à l'exportation (*Troisième délibération*, A., t. 32, p. 218) ; du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes et de la proposition de M. Wolowski relative à l'équilibre du Budget de 1875 (*Réduction du remboursement annuel à la Banque*, A., t. 33, p. 50 à 58, 69 à 75. *Incident relatif à l'ordre de la discussion*, p. 84. *Décime additionnel à l'impôt du sel*, p. 98, 121 à 125, 126. *Incident personnel*, p. 137. *Demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes*, p. 139 à 144). = Parle, comme Député, dans la discussion du Budget de l'Exercice 1875 (Dette publique : *Pensions civiles*, A., t. 33, p. 252). — Obtient un congé (A., t. 39, p. 23).

MAGNIEZ (M.), *Député élu par le département de la Somme.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 23). = Secrétaire du 11e Bureau (F., n° 23 ; J. O. de 1871, p. 251). = Membre de Commissions (F., nos 23, 75, 99, 215, 241, 589, 671, 796, 800 ; J. O. de 1871, p. 251, 1121, 1545 ; J. O. de 1872, p. 889, 1649 ; J. O. de 1874, p. 1257, 4933; J. O. de 1875, p. 4340, 4464). = Ses rapports : sur le projet de loi tendant à autoriser la ville du Mans (Sarthe) à modifier les conditions d'un emprunt approuvé par une loi antérieure (I., n° 948 ; A., t. 8, an., p. 32 ; J. Off. de la Cp. 1734) ; sur le projet de loi tendant à l'entériser le département de l'Aisne à se détruire un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour des travaux des chemins (I., n° 523 ; A., t. 8, an., p. 492 ; J. O. de 1872, p. 2442) ; sur le projet de loi ayant pour objet l'établissement de surtaxes sur les boissons à l'octroi de la commune de Melun (Seine-et-Marne) (I., n° 1066 ; A., t. 10, an., p. 52 ; J. O. de 1872, p. 2672). = Réclame l'addition de la mention de sa signature à la proposition de M. Louis de Saint-Pierre tendant à déclarer les élections municipales de Paris nulles et non avenues (A., t. 2, p. 151). — Ses observations dans la discussion de la proposition de M. Gaslonde relative aux Conseils généraux (A., t. 2, p. 174). — Dépose deux pétitions relatives : aux réquisitions des armées Allemandes (A., t. 2, p. 187) ; à un projet d'emprunt (A., t. 2, p. 832). — Obtient des congés (A., t. 5, p. 381 ; t. 12, p. 491 ; t. 28, p. 28). — S'excuse de son absence (A., t. 44, p. 142).

MAGNIN (M.), *Député élu par le département de la Côte-d'Or.*

Adresse sa démission de *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 1, p. 30). = Son élection est validée (A., t. 1, p. 33). = Président du 11e Bureau (F., n° 317 ; J. O. de 1872, p. 4353). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 29, 32, 40, 60, 181, 183, 209, 211, 219, 231, 251, 257, 367, 403, 448, 450, 569, 611, 627, 674, 717, 762, 769, 772, 796, 842, 850, 861 ; J. O. de 1871, p. 337, 372, 542, 894, 5229, 5299; J. O. de 1872, p. 704, 765, 1012, 1398, 1978, 2168, 7446; J. O. de 1873, p. 580, 2032, 2113; J. O. de 1874, p. 611, 2005, 3307, 4933; J. O. de 1875, p. 160, 2037, 3405, 3525, 4340, 9073, 9395, 9961) ; de la Commission de décentralisation F., n° 50 ; J. O. de 1871, p. 734) ; de la Commission du Budget rectifié de 1871 (F., n° 58 ; J. O. de 1871, p. 867) ; et des Commissions des Budgets : de 1873 (F., n° 297 ; J. O. de 1872, p. 3767, 4353 ; de 1874 (F., n° 471; J. O. de 1873, p. 3480); et de

1876 (F., n° 776; J. O. de 1875, p. 3636). = Ses propositions relatives : la première, à l'organisation des Conseils généraux des départements; la deuxième, relative aux attributions de ces Conseils (*Première délib.*, A., t. 2, p. 138; J. O. de 1871, l'élection, 417). = Son rapport sur le projet de loi départemental abrogeant le décret du 17 septembre p. 151); qui a suspendu le fonctionnement des Caisses d'épargne (I., n° 386; A., t. 4, p. 15, an., p. 15; J. O. de 1871, p. 2037). = Est entendu : dans la discussion du projet de loi tendant à proroger l'échéance des effets de commerce (A., t. 1, p. 261, 262); sur le projet de Résolution relatif à la translation du siège de l'Assemblée (A., t. 1, p. 288, 289); sur le renvoi de la discussion de la proposition de M. Millière relative à la prorogation des échéances des effets de commerce (A., t. 2, p. 58); dans la discussion de cette proposition (A., t. 2, p. 102); sur le renvoi de ses deux propositions concernant les Conseils généraux à la Commission de décentralisation (A., t. 2, p. 515). — Dépose une pétition relative à l'occupation Prussienne (A., t. 2, p. 535). — Parle sur l'urgence de la proposition de M. de Barante relative aux Conseils cantonaux (A., t. 2, p. 774). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi abrogeant le décret du 17 septembre 1870 relatif aux Caisses d'épargne (A., t. 4, p. 15). — Obtient des congés (A., t. 5, p. 2; t. 15, p. 1, 148; t. 18, p. 613; t. 19, p. 127). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des juges aux Tribunaux de commerce (A., t. 6, p. 188). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 448 à 458). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 316).

MAHY (M. DE), *Député élu par l'île de la Réunion.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 42).= Secrétaire : du 12e Bureau (I., n° 74; J. O. de 1871, p. 1116); et du 7e Bureau (F., n° 419; J. O. de 1873, p. 1080). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., nos 14, 54, 107, 123, 189, 201, 215, 241, 249, 438, 463, 475, 517, 607, 772, 800; M. B. de 1871, p. 58; J. O. de 1871, p. 808, 1819, 2248; J. O. de 1872, p. 113, 456, 889, 1649, 1906; J. O. de 1873, p. 1710, 3220, 3722, 6751; J. O. de 1874, p. 1881; J. O. de 1875, p. 3525, 4464); et des Commissions de permanence : de 1871 (A., t. 5, p. 661); de 1872 (A., t. 13, p. 567); de 1873 (A., t. 19, p. 406); de 1874 (A., t. 30, p. 648; t. 34, p. 132); et de 1875 (A., t. 37, p. 328). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet l'abolition de la peine de mort (I., n° 767; A., t. 6, an., p. 286; J. O. de 1872, p. 385). = Son rapport sur le projet de loi relatif au régime forestier de l'île de la Réunion (I., n° 880; A., t. 7, an., p. 157; J. O. de 1872, p. 1328). — Son rapport sommaire, sur la proposition de M. le baron de Janzé relative à des États à dresser du personnel des divers Ministères (I., n° 994; A., t. 8, an., p. 156; J. O. de 1872, p. 2118). — Son rapport sur le projet de loi tendant à ériger en commune distincte la section de Besayes, dépendant de la commune de Charpey, canton de Bourg-du-Péage, arrondissement de Valence (Drôme) (I., n° 1848; A., t. 19, an., p. 8; J. O. de 1873, p. 4531). = Est entendu : dans la discussion : du projet de loi concernant le rétablissement des magistrats inamovibles révoqués par la Délégation de Bordeaux (A., t. 2, p. 126); du projet de loi sur les poursuites en matière de délits de presse (A., t. 2, p. 521, 524); sur un incident soulevé à propos de la proposition de M. Jean Brunet relative à la pacification de Paris (A., t. 2, p. 628). — Ses rapports sur les élections : de MM. Maure et Henri Lefèvre par le département des Alpes-Maritimes (A., t. 4, p. 39); de M. Brousses par le département de l'Aude (A., t. 4, p. 270). — Parle : dans la discussion du projet de loi relatif à l'organisation du jury dans les colonies (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 122, *rectification*, p. 135); sur un incident soulevé par une demande de rectification de M. Audren de Kerdrel au procès-verbal de cette séance, au sujet des événements du 2 Décembre 1868 à l'île de la Réunion (A., t. 19, p. 135, 136, 137); dans la discussion : du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'im-

pôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt sur le gaz*, A., t. 30, p. 298, *rectification*, p. 313. *Droits sur les sucres*, p. 363 à 366); du Budget de l'Exercice 1875 (Instruction publique : *Nomination d'un Inspecteur général des Facultés de médecine*, A., t. 33, p. 285. Marine et Colonies : *Budgets coloniaux*, p. 384); du projet de loi et des propositions concernant la création et les attributions d'un Sénat (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 492). — Est entendu : sur la question de priorité entre les deux projets de lois relatifs, l'un, à la Convention internationale sur les sucres ; l'autre, au régime intérieur des sucres (A., t. 43, p. 337) ; dans la discussion du projet de loi de crédit pour paiement de l'indemnité allouée aux délégués des Conseils municipaux par la loi sur les élections Sénatoriales (A., t. 44, p. 144, 174).

MAILLÉ (M.), *Député élu par le département de Maine-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 35, p. 195). = Membre de Commissions (F., nos 697, 744 ; J. O. de 1874, p. 7981 ; J. O. de 1875, p. 1275).

MAILLÉ (M. le comte DE), *Député élu par le département de Maine-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 18). = Président : du 5e Bureau (F., n° 99; J. O. de 1871, p. 1545) ; et du 4e Bureau (F., n° 167 ; J. O. de 1871, p. 4802). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 14, 49, 85, 94, 123, 161, 450, 492, 549, 697; M. B. de 1871, p. 58; J. O. de 1871, p. 712, 1245, 1439, 2248, 3135; J. O. de 1873, p. 2143, 7921 ; J. O. de 1874, p. 7981) ; de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (F., n° 95 ; J. O. de 1871, p. 1476) ; de la Commission des grâces (A., t. 3, p. 551, 552) ; de la Commission pour l'examen des lois de finances de l'Exercice 1872 (F., n° 192 ; J. O. de 1872, p. 200) ; et de la Commission du Budget de 1873 (F., n° 297; J. O. de 1872, p. 3767). = Son rapport sommaire sur la proposition de M. Hervé de Saisy ayant pour objet l'aliénation par l'État des joyaux et du mobilier de la Couronne, et l'application de ce produit à l'entière reconstruction des villes françaises détruites par les armées Allemandes (I., n° 523; A., t. 5, an., p. 25; J. O. de 1871, p. 3651). = Ses observations sur l'incident soulevé par M. Mortimer-Ternaux au sujet d'un récit de l'entrevue des délégués du Conseil municipal de Bordeaux avec le Chef du Pouvoir exécutif (A., t. 2, p. 913). — Est entendu, comme Rapporteur, sur la prise en considération de la proposition de M. de Saisy relative à l'aliénation des joyaux et du mobilier de la Couronne (A., t. 6, p. 83). — Obtient un congé (A., t. 7, p. 96). — Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1873 (Guerre : *Aumôniers militaires*, A., t. 14, p. 350) ; du projet de loi de crédit de 95 millions imputable sur le Compte de liquidation et applicable à divers services de la guerre (A., t. 17, p. 303) ; du projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 384) ; du projet de loi relatif à l'organisation générale de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 211) ; du projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 151, 152). — Parle sur un incident relatif au dépouillement du scrutin sur l'urgence de la proposition de M. Madier de Montjau tendant à fixer l'époque de la dissolution de l'Assemblée (A., t. 41, p. 73).

MALARTRE (M.), *Député élu par le département de la Haute-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 53). = Secrétaire : du 14e Bureau (F., n° 4 ; M. B. de 1871, p. 13) ; du 15e Bureau (F., n° 99 ; J. O. de 1871, p. 1545) ; du 8e Bureau (F., n° 379 ; J. O. de 1872, p. 7817) ; et du 12e Bureau (F., n° 865 ; J. O. de 1875, p. 10118). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., nos 75, 541, 588, 607, 686, 697, 744, 756, 762,

796, 824, 842; J. O. de 1871, p. 1124; J. O. de 1873, p. 7729; J. O. de 1874, p. 1226, 1881, 5848, 7981; J. O. de 1875, p. 1275, 1817, 2037, 4340, 5510, 9073). = Ses trois propositions relatives à la prorogation de l'Assemblée nationale (I., n° 2592; A., t. 33, an., p. 176; J. O. de 1874, p. 5286. — I., n° 2942; A., t. 37, an., p. 121; J. O. de 1875, p. 2181. — I., n° 3189; A., t. 40, an., p. 498; J. O. de 1875, p. 5600). = Ses rapports : sur le projet de loi tendant à autoriser le département de la Loire à contracter un emprunt pour les travaux de chemins vicinaux ordinaires (I., n° 2351; A., t. 30, an., p. 296; J. O. de 1874, p. 3076); sur le projet de loi tendant à autoriser le département de la Haute-Savoie à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun (I., n° 2353; A., t. 30, an., p. 297; J. O. de 1874, p. 3173). = Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. Limperani relative au taux de l'intérêt de l'argent (A., t. 2, p. 909); du projet de loi sur le rétablissement du cautionnement des journaux (A., t. 3, p. 767); des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 149. *Troisième délibération*, p. 410); du projet de loi relatif à un impôt sur les matières premières (A., t. 7, p. 105); du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 310 à 313, 315). — S'excuse de son absence (A., t. 16, p. 203; t. 29, p. 663). — Prend part à la discussion : de la proposition de MM. Tolain, Brelay et autres, tendant à l'ouverture d'un crédit de 100,000 fr. destiné à couvrir les frais de voyage et de séjour d'ouvriers français à l'Exposition universelle de Vienne en 1873 (A., t. 17, p. 51); des interpellations de M. Lamy relatives à la levée de l'état de siège (A., t. 28, p. 103); du Budget de l'Exercice 1874 (Voies et moyens : *Suppression de la franchise des correspondances adressées aux grands fonctionnaires*, A., t. 28, p. 588); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt de la petite vitesse*, A., t. 30, p. 284); de la proposition de M. Ganivet relative à la prorogation des séances de l'Assemblée, du 28 mars au 4 mai 1874 (A., t. 30, p. 578). — Son rapport sur une pétition (A., t. 31, p. 18). — Parle : dans la discussion de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Troisième délibération*, A., t. 31, p. 42, 43, 46, 79); sur l'ajournement de la discussion des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (A., t. 33, p. 339). — Donne lecture de sa proposition tendant à la prorogation de l'Assemblée nationale depuis le vote du Budget jusqu'au 5 janvier 1875 (A., t. 33, p. 341). — Demande l'urgence de sa proposition (A., t. 33, p. 346, 347). — Est entendu dans la discussion du projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 81. *Troisième délibération*, t. 37, p. 137, 219 à 222). — Donne lecture de sa proposition tendant à la prorogation de l'Assemblée du 20 mars au 20 mai 1875, et en développe l'urgence (A., t. 37, p. 243). — Parle dans la discussion : de cette proposition (A., t. 37, p. 304); du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée (A., t. 39, p. 130 à 135, 349); de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Troisième délibération*, A., t. 39, p. 515). — Dépose sa proposition tendant à la prorogation de l'Assemblée à partir du vote du Budget de 1876 jusqu'au 30 novembre 1875, et en demande l'urgence (A., t. 40, p. 116, 117). — Est entendu : sur l'urgence de la proposition de M. Feray tendant à la continuité des séances de l'Assemblée jusqu'à l'achèvement définitif de ses travaux (A., t. 40, p. 119); sur un incident personnel, à l'occasion de la discussion de sa proposition tendant à la prorogation de l'Assemblée (A., t. 41, p. 45, 46). — Sa motion relative au règlement des dernières séances de l'Assemblée (A., t. 44, p. 268, 269). — Parle dans la discussion du projet de Résolution relatif à la date de la prorogation de l'Assemblée et à la fixation de son ordre du jour (A., t. 44, p. 287).

MALENS (M.), *Député élu par le département de la Drôme.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 14). = Secrétaire du 1er Bureau (F., n° 4 ; M. B. de 1871, p. 13). = Membre de Commissions (F., nos 40, 48, 51, 75, 123, 125, 136, 141, 172, 178, 218, 231, 241, 265, 383, 417, 450, 454, 475, 484, 531, 541, 607, 611, 636, 697, 776, 796, 828, 861 ; J. O. de 1871, p. 542, 696, 750, 1124, 2248, 2333, 2641, 2819, 1960, 5137 ; J. O. de 1872, p. 975, 1398, 1649, 2781, 7957 ; J. O. de 1873, p. 1039, 2113, 2231, 3722, 4039, 7256, 7729 ; J. O. de 1874, p. 1881, 2005, 3636, 7981 ; J. O. de 1875, p. 3636, 4340, 5746, 9961). = Ses rapports sommaires : sur la proposition de M. Bozérian relative à diverses modifications transitoires à apporter à la loi sur les brevets d'invention (I., n° 365 ; A., t. 3, p. 727 ; J. O. de 1871, p. 2087) ; sur la proposition de MM. de Montgolfier et autres, en faveur de la veuve et des enfants de M. de Sigoyer (I., n° 439 ; A., t. 4, an., p. 169 ; J. O. de 1871, p. 2869) ; sur la proposition de M. Le Royer ayant pour objet la nomination d'une Commission de trente membres, à l'effet de procéder à une Enquête sur les causes de la guerre de 1870, sur la situation politique et financière de la France au moment où elle fut déclarée par l'Empire et sur la manière dont elle a été conduite (I., n° 458 ; A., t. 4, an., p. 195 ; J. O. de 1871, p. 2904). — Ses rapports : sur la proposition de MM. de Montgolfier et autres, en faveur de la veuve et des enfants de M. le commandant de Sigoyer (I., n° 563 ; A., t. 4, an., p. 91 ; J. O. de 1871, p. 3590) ; sur le projet de loi ayant pour objet d'accorder des pensions exceptionnelles à Mme veuve Clément Thomas et à Mme veuve Chaudey (I., n° 844 ; A., t. 7, an., p. 83 ; J. O. de 1872, p. 930) ; sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Blois (Loir-et-Cher) à contracter un emprunt de 500,000 francs et à s'imposer extraordinairement (I., n° 2112 ; A., t. 28, an., p. 264 ; J. O. de 1874, p. 71). = Parle : sur un incident soulevé dans la discussion des interpellations de M. Luro au sujet des fonctionnaires ou magistrats nommés ou destitués par la Délégation de Tours et de Bordeaux (A., t. 2, p. 832) ; à propos d'une demande de question préalable sur une pétition des gardes nationaux de Libourne (Gironde) (A., t. 3, p. 101). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 3, p. 585 à 591). — Est entendu : sur l'une de ces pétitions, relative à l'exemption des droits de poste en faveur de toute reproduction *in extenso* des débats législatifs (A., t. 3, p. 587, 588) ; dans la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 918. *Troisième délibération*, t. 4, p. 389) ; du projet de loi sur les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 686) ; du Budget rectifié de l'Exercice 1871 (Travaux publics : *Incident relatif au retard des transports des marchandises sur le chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée*, A., t. 5, p. 586). — Parle, comme Rapporteur, dans la discussion : de la proposition de MM. de Montgolfier et autres, en faveur de la veuve et des enfants du commandant de Sigoyer (A., t. 5, p. 661) ; du projet de loi tendant à accorder des pensions aux veuves Clément Thomas et Chaudey (*Première délibération*, A., t. 7, p. 564). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les droits d'enregistrement (A., t. 8, p. 68) ; de la proposition de M. le général Ducrot relative à la poursuite des journaux *l'Indépendant des Pyrénées-Orientales* et *la Constitution* (A., t. 8, p. 272) ; du projet de loi relatif aux allumettes chimiques (A., t. 16, p. 502) ; du projet de loi ayant pour objet de régler les conditions des déportés à la Nouvelle-Calédonie (A., t. 17, p. 84) ; de la proposition de MM. Voisin et autres, ayant pour objet d'ajouter à l'article 405 du Code pénal un paragraphe concernant les escroqueries commises dans les cafés et les restaurants (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 30). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 27, p. 55 à 57). — Ses observations au sujet d'un rapport de pétition, concluant à la question préalable (A., t. 35, p. 467). — Ses rapports sur deux pétitions (A., t. 36, p. 231 ; t. 37, p. 65). — Ses observations au sujet des conclusions de la Commission d'initiative sur la proposition de M. Hervé de Saisy tendant à empêcher l'abus des nominations faites à la

dernière heure par les Ministres sortants (A., t. 36, p. 456).

MALEVILLE (M. le marquis DE), *Député élu par le département de la Dordogne*).

Son élection est validée (A., t. 1, p. 32). = Président : du 10e Bureau (F., n° 146 ; J. O. de 1871, p. 2985); et du 8e Bureau (F., n° 241 ; J. O. de 1872, p. 1649). = Membre de Commissions (F., nos 58, 75, 81, 94, 95, 99, 112, 139, 173, 183, 189, 231, 541, 573, 588, 717, 796 ; J. O. de 1871, p. 867, 1124, 1188, 1439, 1476, 1545, 1952, 2754, 4986, 5299 ; J. O. de 1872, p. 113, 1398 ; J. O. de 1873, p. 7729 ; J. O. de 1874, p. 736, 1226 ; J. O. de 1875, p. 160, 4340). = Son rapport sur les élections de MM. Clerc et Dupuy par la Drôme (A., t. 4, p. 39). — Son rapport supplémentaire sur l'élection de M. Dupuy (A., t. 4, p. 98). — Obtient des congés (A., t. 14, p. 58, 273 ; t. 15, p. 3, 316 ; t. 19, p. 310 ; t. 28, p. 700). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession d'un chemin de fer de Marmande à Angoulême (*Première délibération*, A., t. 42, p. 221). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 44, p. 56).

MALEVILLE (M. LÉON DE), *Député élu par les départements des Landes et de Tarn-et-Garonne.*

Son élection est validée : pour les Landes (A., t. 1, p. 16) ; pour Tarn-et-Garonne (A., t. 1, p. 23). — Déclare opter pour le département de Tarn-et-Garonne (A., t. 1, p. 87). = Président : du 5e Bureau (F., n° 4 ; M. B. de 1871, p. 18) ; du 10e Bureau (I., n° 74 ; J. O. de 1871, p. 1116) ; du 3e Bureau (F., n° 99 ; J. O. de 1871, p. 1545) ; du 14e Bureau (F., n° 123 ; J. O. de 1871, p. 2248) ; du 12e Bureau (F., n° 146 ; J. O. de 1871, p. 2985) ; du 13e Bureau (F., n° 289 ; J. O. de 1872, p. 3519) ; du 6e Bureau (F., n° 517 ; J. O. de 1873, p. 6751) ; du 3e Bureau (F., n° 674; J. O. de 1874, p. 4933) ; du 8e Bureau (F., n° 697 ; J. O. de 1874, p. 7981) ; et du 6e Bureau (F., n° 842; J. O. de 1875, p. 9073). = Membre de Commissions (F., nos 107, 158, 161 ; J. O. de 1871, p. 1819, 3334, 3435). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, relatives : à la nomination de M. Thiers comme Chef du Pouvoir exécutif de la République française (I., n° 1; A., t. 1, p. 57, et an., p. 3; J. O. de 1871, p. 251) ; aux Pouvoirs publics (I., n° 2476 ; A., t. 32, p. 190, an., p. 244 ; J. O. de 1874, p. 4189) ; aux élections pour la prochaine Assemblée nationale (I., n° 2583 ; A., t. 33, p. 324, an., p. 167 ; J. O. de 1874, p. 5786). = Ses observations : sur la constitution du Bureau provisoire de l'Assemblée (A., t. 1, p. 1) ; sur la constitution du Bureau définitif (A., t. 1, p. 37, 43). — Est élu *Vice-Président de l'Assemblée* (A., t. 1, p. 56). — Ses observations : sur le droit de vote des Députés non validés (A., t. 1, p. 124) ; sur le renvoi au Gouvernement de la proposition de M. Lucien Brun tendant à indemniser les fonctionnaires qui ont refusé leurs services à la Prusse (A., t. 1, p. 134) ; à propos de la proposition de M. Prax-Paris relative à la réduction du traitement des fonctionnaires (A., t. 1, p. 137) ; dans la discussion des élections de Vaucluse (A., t. 1, p. 195, 196) ; sur l'impression des rapports de la Commission d'Enquête relatifs à l'état des Finances (A., t. 1, p. 301). — Dépose une pétition demandant le rétablissement du vote à la commune (A., t. 2, p. 49). — Ses observations : à propos d'une pétition du Vice-Président et du Secrétaire de la Ligue internationale de la paix et de la liberté à Genève (A., t. 2, p. 209) ; dans la discussion du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 345). — Rend compte de la réception faite par le Bureau de l'Assemblée aux troupes revenant du fort d'Issy (A., t. 2, p. 890). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 3, p. 38). — Ses observations, en cette qualité, sur le droit de vote des Députés nouvellement élus et non encore validés (A., t. 3, p. 900). — Ses observations dans la discussion des propositions de MM. Emmanuel Arago et autres, relatives au mode de nomination et à la mise à la retraite des magistrats (*Deuxième délibération*, A., t. 8, p. 150). — S'excuse de son absence (A., t. 11, p. 1). — Obtient des congés (A., t. 11, p. 10, 145, 293 ; t. 14, p. 7 ; t. 15, p. 3, 261, 470 ; t. 18,

p. 184, 417, 502). — Ses explications à propos de la citation, dans la discussion de la proposition de MM. d'Aboville et autres, concernant la publicité des *Comptes-rendus* des séances, d'un rapport fait par lui en 1847, à la Chambre des Députés, sur la même question (A., t. 16, p. 23). — Ses observations à propos d'une question que M. Fresneau se proposait d'adresser au Ministre de l'Intérieur (A., t. 32, p. 137). — Dépose une demande d'interpellations sur les intentions du Gouvernement à l'égard du parti Bonapartiste (A., t. 32, p. 150). — Donne lecture d'une proposition, signée de lui et de trois cents de ses collègues, tendant à fixer au 6 septembre 1874 les élections pour la prochaine Assemblée, et en demande l'urgence (A., t. 33, p. 324, 325). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 217).

MALÉZIEUX (M.), *Député élu par le département de l'Aisne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 29). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 210) ; et de diverses Commissions (F., nos 107, 123, 146, 225, 317, 353, 401, 440, 607, 707 ; J. O. de 1871, p. 1819, 2248, 2985 ; J. O. de 1872, p. 1177, 4353, 7007 ; J. O. de 1873, p. 524, 1769 ; J. O. de 1874, p. 1881, 8333). = Prend part à la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 393). — S'excuse de son absence (A., t. 7, p. 49). — Son rapport sommaire verbal sur les trois propositions de M. Dahirel, de M. le colonel Denfert-Rochereau et de M. Guibal, sur le règlement des rapports du Président de la République avec l'Assemblée, et sur le renouvellement partiel de l'Assemblée (A., t. 29, p. 151). — Son rapport sommaire verbal sur la proposition de MM. George et autres, relative à l'instruction primaire obligatoire (A., t. 30, p. 355). — Est entendu dans la discussion du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 312).

MALLEVERGNE (M.), *Député élu par le département de la Haute-Vienne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 25). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 11, 94, 144, 183, 250, 393, 419, 717 ; M. B. de 1871, p. 209 ; J. O. de 1871, p. 1439, 2929, 5299 ; J. O. de 1872, p. 1952 ; J. O. de 1873, p. 280, 1080 ; J. O. de 1875, p. 160) ; et de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (F., n° 95 ; J. O. de 1871, p. 1476). = Ses rapports : sur le projet de loi tendant à autoriser le département de Loir-et-Cher à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux (I., n° 1596 ; A., t. 15, an., p. 289 ; J. O. de 1873, p. 1142) ; sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins, sur l'alcool et sur les absinthes à l'octroi de la commune de Pont-l'Évêque (Calvados) (I., n° 1632 ; A., t. 16, an., p. 84 ; J. O. de 1873, p. 1685). = Ses rapports sur des pétitions (A., t. 2, p. 213, 699 à 701 ; t. 6, p. 45). — S'excuse de son absence (A., t. 2, p. 653 ; t. 15, p. 41). — Son rapport sur l'élection de M. Guinot par le département d'Indre-et-Loire (A., t. 3, p. 908). — Demande la mise à l'ordre du jour des rapports de pétitions, spécialement de celles qui concernent la confiscation des biens de la Famille d'Orléans (A., t. 6, p. 4, 6). — Obtient des congés (A., t. 13, p. 498 ; t. 14, p. 58). — S'excuse de son absence (A., t. 15, p. 41).

MALON (M.), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 47). = Adresse, par une lettre collective, sa démission à l'Assemblée (A., t. 1, p. 132).

MANGINI (M.), *Député élu par le département du Rhône.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 40). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et d'une autre Commission (F., n° 996 ; J. O. de 1875, p. 4340). — Sa proposition, présentée de concert avec d'au-

tres Députés, relative à une taxe sur la dynamite (I., n° 826; A., t. 7, p. 127, an., p. 49; J. O. de 1872, p. 575). = Obtient des congés (A., t. 2, p. 876; t. 8, p. 363; t. 13, p. 498; t. 19, p. 178; t. 32, p. 374; t. 41, p. 28; t. 43, p. 31). — Donne lecture de sa proposition relative à une taxe sur la dynamite, et en demande l'urgence (A., t. 7, p. 127). — S'excuse de son absence (A., t. 15, p. 415).

MARAIS (M.), *ex-Sous-Préfet d'Autun.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 256).

MARBEAU (M.), *Maître des requêtes au Conseil d'État provisoire.*

L'un des candidats proposés pour les fonctions de Conseiller d'État (A., t. 13, p. 67, et an., p. 65). — Est élu *Conseiller d'État* par l'Assemblée (A., t. 13, p. 300).

MARC-DUFRAISSE (M.), *Député élu par les départements des Alpes-Maritimes et de la Seine.*

La validation de son élection pour les Alpes-Maritimes est ajournée (A., t. 1, p. 11, 157). — Son élection pour la Seine est validée (A., t. 1, p. 47). — Est entendu : dans la discussion générale sur les élections des Préfets nommés Députés (A., t. 1, p. 217); sur son élection par les Alpes-Maritimes (A., t. 1, p. 239). — Cette élection est invalidée (A., t. 1, p. 244). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 23, 29, 72, 89, 129, 143, 161, 177, 241, 541, 601, 611, 621, 634, 739; J. O. de 1871, p. 251, 337, 1098, 1335, 2443, 2901, 3435, 6113; J. O. de 1872, p. 1649; J. O. de 1873, p. 7729; J. O. de 1874, p. 1699, 2005, 2358, 3578; J. O. de 1875, p. 971); et de la Commission de permanence de 1871 (A., t. 5, p. 660). = Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier l'article 7 du Code de Justice militaire (A., t. 4, p. 505). — Ses deux dépositions devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 99 à 160; et p. 388 à 396). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'électorat municipal (*Troisième délibération*, A., t. 32, p. 549 à 553). — S'excuse de son absence (A., t. 42, p. 1). = N. B. — Décédé dans l'intervalle entre la séparation de l'Assemblée nationale et l'expiration de ses pouvoirs.

MARCÈRE (M. DE), *Député élu par le département du Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 38). = Secrétaire du 8e Bureau (F., n° 289; J. O. de 1872, p. 3519). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., n°s 24, 32, 40, 57, 72, 146, 151, 173, 219, 401, 419, 448, 486, 507, 517, 541, 575, 611, 627, 717, 739, 769; J. O. de 1871, p. 271, 372, 542, 854, 1098, 2985, 3126, 4986; J. O. de 1872, p. 1012; J. O. de 1873, p. 524, 1080, 2032, 4107, 4880, 6751, 7729; J. O. de 1874, p. 809, 2005, 3306; J. O. de 1875, p. 160, 971, 3405); de la Commission des Services administratifs (F., n° 78; J. O., p. 1148); et de la 2e Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 38, p. 206). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département du Nord (I., n° 2442; A., t. 32, an., p. 39; J. O. de 1874, p. 4150). = Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. Rolland et Jozon relative aux élections des Députés à l'Assemblée nationale (I., n° 847; A., t. 7, an., p. 85; J. O. de 1872, p. 1078); sur la proposition de M. Folliet ayant pour objet : 1° d'établir un impôt sur le revenu des valeurs mobilières; 2° d'admettre la déduction des dettes pour le paiement des droits de succession (I., n° 1081; A., t. 11, an., p. 10; J. O. de 1872, p. 3179). — Son rapport au nom de la Commission des Services administratifs, sur le Ministère de l'Intérieur et les Services qui en dépendent (I., n° 1455; A., t. 14, an., p. 74; J. O. de 1872, p. 7987, 8020, 8052). — Son rapport sommaire sur la proposition de MM. des Rotours et autres, ayant pour objet d'ordonner une Enquête parlementaire à l'effet de constater l'état de l'industrie houillère et de rechercher les mesures à prendre pour la mettre à même de pourvoir aux besoins

de la consommation (I., n° 1692; A., t. 16, an., p. 228; J. O. de 1873, p. 2332). — Son rapport au nom de la Commission chargée de procéder à cette Enquête (Législation sur les mines et réformes proposées) compris dans le rapport de M. Ducarre (I., n° 2180; p. 97 à 130; A., t. 34, an., p. 416 à 425; J. O. de 1874, p. 5919, 5935). — Son rapport sur le projet de loi tendant à proroger les pouvoirs des Conseils municipaux (I., n° 2333; A., t. 30, p. 583, an., p. 277; J. O. de 1874, p. 3055). — Ses rapports, présentés au nom de la 2e Commission des Lois Constitutionnelles, de concert avec M. Ricard : 1° sur le projet de loi électorale (I., n° 3240; A., t. 41, an., p. 17 à 25; J. O. de 1875, p. 6775); 2° sur le projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (I., n° 3593; A., t. 43, an., p. 574; J. O. de 1875, p. 10796). = Est entendu dans la discussion : des élections de Vaucluse (A., t. 1, p. 192); du projet de loi tendant à proroger l'échéance des effets de commerce (A., t. 1, p. 269); du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 297); de la proposition de MM. de Talhouët et autres, relative à la nomination d'une Commission de décentralisation (A., t. 2, p. 509). — Parle sur le renvoi à cette Commission de la proposition de MM. Bethmont et Magnin sur les Conseils généraux (A., t. 2, p. 514, 515). — Dépose une pétition demandant la suppression des octrois (A., t. 2, p. 787). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur l'inaliénabilité des propriétés publiques ou privées, saisies ou soustraites à Paris depuis le 18 mars 1871 (A., t. 2, p. 937); des propositions de MM. Bottieau et Delsol et de M. de Peyramont sur la mise à la retraite des magistrats (A., t. 3, p. 177). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 3, p. 248 à 252; t. 7, p. 497 à 499). — Prend part à la discussion du projet de loi sur l'exercice du droit de grâce (A., t. 3, p. 479). — Son rapport sur les élections de MM. le général Faidherbe et Goblet par le département de la Somme (A., t. 4, p. 10). — Est entendu : dans la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 17, 64. *Troisième délibération*, p. 372); au sujet de la question de M. Monnet sur un discours prononcé à la distribution des prix des écoles communales de Lyon (A., t. 5, p. 42); dans la discussion : des interpellations de M. Jean Brunet sur la non-présence à l'Assemblée des princes d'Orléans, dont l'élection remonte à plus de dix mois et a été validée depuis six mois (A., t. 6, p. 155); de la proposition de M. Princeteau relative à l'interdiction de toutes fonctions publiques salariées aux membres de l'Assemblée nationale (*Deuxième délibération*, A., t. 7, p. 382); des propositions de MM. Emmanuel Arago, Bérenger et autres, relatives au mode de nomination et à la mise à la retraite des magistrats (*Deuxième délibération*, A., t. 8, p. 151; t. 11, p. 251); des propositions de MM. Vilfeu, Desjardins, Roussel et autres, relatives à la répression de l'ivresse (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 24); de la proposition de M. Faye tendant à étendre aux élections pour les Conseils généraux le bénéfice de l'art. 8 de la loi du 6 juin 1868 sur les réunions publiques (*Première délibération*, A., t. 11, p. 78); du projet de loi relatif aux titres au porteur volés ou détruits (A., t. 12, p. 363); du projet de loi tendant à modifier la formation du Jury en matière criminelle (A., t. 14, p. 74); du Budget de l'Exercice 1873 (Instruction publique : *Question du transfert à ce Département des Établissements des sourds-muets et des jeunes aveugles*, A., t. 14, p. 465); du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 204 à 209); du projet de loi tendant à modifier la législation sur les contributions indirectes (A., t. 18, p. 475); du projet de loi relatif aux emplois à réserver aux sous-officiers dans les Administrations de l'État (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 35); des propositions de MM. Destremx et autres et de M. Huon de Penanster relatives à l'abrogation du décret du 28 octobre 1870 sur la Légion d'Honneur et à la modification des récompenses nationales (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 44, 48); du projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique la construction d'une église à Montmartre (A., t. 19, p. 409, 418, 419; du projet de loi relatif aux contributions directes à percevoir en 1874 (A., t. 19, p. 402); du Budget de l'Exercice 1874 (Justice : *Effectif des Cours d'appel*, A., t. 28, p. 156, 158. Intérieur : *Situation des em-*

ployés des Préfectures et Sous-Préfectures, p. 191. *Compte de l'emploi du fonds d'abonnement*, p. 191. Voies et moyens : *Exemption de la taxe sur les cercles en faveur des Sociétés de tir établies dans le Nord*, p. 566, 571, 572). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi relatif à la prorogation des pouvoirs des Conseils municipaux (A., t. 30, p. 583 à 587). — Parle dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 30, p. 622 à 624); du Budget de l'Exercice 1875 (Justice : *Vacances de sièges dans les Cours d'appel*, A., t. 33, p. 349). — Prend part, comme l'un des Rapporteurs, à la discussion : du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 37 à 44, 90) ; du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (LOIRE (HAUTE-) : arrondissement du *Puy*, A., t. 44, p. 66. SAÔNE-ET-LOIRE : arrondissement de *Châlon-sur-Saône*, p. 111).

MARCHAND (M.), *Député élu par le département de la Charente.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 12). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); et de diverses Commissions (F., n°s 75, 127, 588, 769 ; J. O. de 1871, p. 1124 ; J. O. de 1873, p. 1383 ; J. O. de 1874, p. 1226 ; J. O. de 1875, p. 3405). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 359 ; t. 37, p. 17, 288). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 41, p. 431).

MARCK (M.), *Député élu par la colonie de la Guyane française.*

Son élection est validée (A., t. 6, p. 148). = Membre de Commissions (F., n°s 225, 448, 531, 674 ; J. O. de 1872, p. 1177 ; J. O. de 1873, p. 2032, 7256 ; J. O. de 1874, p. 4933). = Obtient des congés (A., t. 12, p. 411 ; t. 14, p. 273). — Prend part à la discussion du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 458).

MARCOU (M.), *Député élu par le département de l'Aude.*

Parle sur son élection (A., t. 29, p. 350). — Son élection est validée (A., t. 29, p. 352). = Membre d'une Commission (F., n° 650 ; J. O. de 1874, p. 4089). = Est entendu dans la discussion : des propositions concernant l'électorat municipal (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 144, 145. *Troisième délibération*, p. 640) ; du projet de loi de la Commission des Établissements pénitentiaires relatif au régime des prisons départementales (*Troisième délibération*, A., t. 38, p. 321 à 329) ; du projet de loi organique relatif aux rapports des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 39, p. 462 à 468) ; du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 461) ; du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession de diverses lignes de chemins de fer à la Compagnie du Midi (*Deuxième délibération*, A., t. 43, p. 74 à 77. *Troisième délibération*, p. 274, 277).

MARGAINE (M.), *Député élu par le département de la Marne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 19). = Secrétaire : du 8e Bureau (F., n° 241 ; J. O. de 1872, p. 1649) ; et du 13e Bureau (F., n° 379 ; J. O. de 1872, p. 7817). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., n°s 40, 74, 75, 77, 94, 107, 117, 158, 189, 201, 209, 229, 393, 403, 405, 440, 562, 650, 674, 707, 717, 744 ; J. O. de 1871, p. 542, 1116, 1124, 1136, 1139, 1819, 2086, 3334 ; J. O. de 1872, p. 113, 456, 704, 1295 ; J. O. de 1873, p. 280, 580, 653, 1769 ; J. O. de 1874, p. 351, 4089, 4933, 8333 ; J. O. de 1875, p. 160, 1275) ; de la Commission d'Enquête sur les causes de l'insurrection de Paris (F., n° 95 ; J. O. de 1871, p. 1476) ; et de la Commission du Budget de 1873 (F., n° 297 ; J. O. de 1872, p. 3767). = Ses propositions tendant : à nommer une Commission chargée de déterminer les bases d'un projet de réorganisation de l'armée (I., n° 96 ; A., t. 2, p. 199 ; J. O. de 1871, p. 501) ; à faire rembourser par l'État, soit aux communes, soit aux contribuables, les contributions en argent perçues par les autorités Allemandes (I., n° 395 ; A., t. 4, an., p. 33 ; J. O. de 1871, p. 2669) ; à modifier le Rè-

glement de l'Assemblée nationale (I., n° 964 ; A., t. 8, an., p. 60 ; J. O. de 1872, p. 1980). — Ses propositions concernant : le vote de l'armée (I., n° 965 ; A., t. 8, an., p. 60 ; J. O. de 1872, p. 1980) ; la nomination des membres de la seconde Chambre (I., n° 2547 ; A., t. 33, an., p. 31 ; J. O. de 1874, p. 5656). = Son rapport à la Commission d'Enquête sur les forces militaires de la France au nom de la Sous-Commission de l'habillement et du campement (Matériel) (I., n° 58 ; A., t. 1, an., p. 62 ; J. O. de 1871, p. 1214). — Son rapport sommaire sur la proposition de M. Théophile Roussel ayant pour objet la conservation des ruines des Tuileries et de l'Hôtel-de-Ville, ainsi que des châteaux de Meudon et de Saint-Cloud (I., n° 371 ; A., t. 3, p. 761 ; J. O. de 1871, p. 2112). — Son rapport sur la proposition de M. le baron Eschassériaux relative à l'annulation des opérations préliminaires de la formation du contingent de la classe de 1871 (I., n° 417 ; A., t. 4, an., p. 101 ; J. O. de 1871, p. 2755). — Son rapport sommaire sur la proposition de MM. Hervé de Saisy et autres, stipulant qu'il ne sera perçu par les agents du Trésor public aucune commission, remise ou bonification quelconque d'intérêts sur le produit des impôts nouveaux dont la création a pour origine les malheurs de la France (I., n° 837 ; A., t. 7, an., p. 72 ; J. O. de 1872, p. 1178). — Ses rapports : sur la proposition de M. Jean Brunet relative à un impôt national (I., n° 1101 ; A., t. 11, an., p. 42 ; J. O. de 1872, p. 3256) ; sur le projet de loi tendant à autoriser le département du Calvados à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins de fer d'intérêt local (I., n° 2569 ; A., t. 33, an., p. 148 ; J. O. de 1874, p. 5648) ; sur le projet de loi tendant à autoriser le département de l'Hérault à contracter un emprunt de 850,000 fr. et à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales (I., n° 2589 ; A., t. 33, an., p. 172 ; J. O. de 1874, p. 5715). = Ses observations sur la proposition de M. Paul Cottin tendant à voter des remerciements à la Suisse (A., t. 1, p. 134). — Donne lecture de sa proposition tendant à nommer une Commission de réorganisation de l'armée, et en demande l'urgence (A., t. 2, p. 187). — Est entendu : sur la prise en considération de sa proposition (A., t. 2, p. 536) ; dans la discussion de la proposition de M. Giraud relative au vote à la commune (*Deuxième délibération*, A., t. 2, p. 226) ; à propos du vote sur la proposition de M. l'amiral de la Roncière Le Noury tendant à voter des remerciements aux troupes (A., t. 2, p. 237). — Dépose une pétition relative à la Constitution future du pays (A., t. 2, p. 712). — Obtient des congés (A., t. 2, p. 787 ; t. 6, p. 211, 345 ; t. 7, p. 305 ; t. 11, p. 294 ; t. 14, p. 59 ; t. 18, p. 181 ; t. 30, p. 520 ; t. 38, p. 473). — Son rapport sur l'élection de M. Cézanne par le département des Hautes-Alpes (A., t. 4, p. 7). — Adresse une question au Ministre de la Justice sur l'affaire des marchés de New-York (A., t. 4, p. 97). — Ses observations dans la discussion du projet de loi relatif à l'annulation du décret du 13 octobre 1870 sur l'avancement dans l'armée (A., t. 4, p. 533). — Prend part, comme Rapporteur, à la discussion de la proposition de M. le baron Eschassériaux relative au contingent de 1871 (A., t. 4, p. 553, 554, 585, 589). — Parle dans la discussion : du projet de loi portant augmentation des impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 327) ; de la proposition de MM. Claude (Meurthe), La Flize et autres, relative au remboursement des contributions de guerre, réquisitions et dommages matériels causés par l'invasion (*Troisième délibération*, A., t. 5, p. 381) ; du projet de loi relatif à la distribution du fonds de secours aux départements (A., t. 5, p. 676, 679) ; des interpellations de M. Raoul Duval relatives à l'attitude du Ministère vis-à-vis de M. Ranc (A., t. 6, p. 204) ; du projet de loi concernant les droits d'enregistrement (A., t. 8, p. 79) ; du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 84, 89, 90, 131, 306, 309, 407). — S'excuse de son absence (A., t. 12, p. 623 ; t. 14, p. 1). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant répartition du fonds de 4 millions destiné à venir en aide aux départements (A., t. 13, p. 583) ; du projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 380, 386, 387) ; du projet de loi relatif à un emprunt par le département de la Manche pour travaux des chemins vici-

naux (A., t. 17, p. 359); du projet de loi et des propositions concernant les Commissions administratives des hospices et hôpitaux civils, Établissements et Bureaux de bienfaisance (*Troisième délibération*, A., t. 18, p. 17). — Ses observations, en qualité de Rapporteur, dans la discussion de la proposition de M. Jean Brunet relative à l'établissement d'un impôt national pour la libération du territoire (A., t. 19, p. 76). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'organisation générale de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 210, 219, 220, 238). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 35, p. 408 à 410 ; t. 38, p. 397). — Parle dans la discussion : du projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 82, 92 à 95, 144 à 148, 149. *Troisième délibération*, t. 37, p. 126 à 132, 136); du projet de loi tendant à abroger la loi relative à l'admission à la retraite des officiers après vingt-cinq ans de services (A., t. 38, p. 262, 263) ; du Budget de l'Exercice 1876 (Algérie : *Allocation d'une indemnité de frais de tournée aux Préfets d'Oran et de Constantine*, A., t. 40, p. 185). — Est entendu : sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à l'Administration de l'armée (A., t. 42, p. 325) ; dans la discussion du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie de l'Est (A., t. 44, p. 349, 356, 357).

MARHALLACH (M. l'abbé DU), *Député élu par le département du Finistère.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 34).= Membre de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209). = Obtient un congé (A., t. 2, p. 535). — Adresse par lettre sa démission à l'Assemblée (A., t. 3, p. 320).

MARMIER (M. le duc DE), *Député élu par le département de la Haute-Saône.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 150). = Membre de Commissions (F., n°s 51, 74, 347, 358, 383, 393; J. O. de 1871, p. 750, 1116; J. O. de 1872, p. 4353, 7167, 7957; J.O. de 1873, p. 280).= Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à la répartition des places réservées au public dans la salle des séances de l'Assemblée nationale (I., n° 1172; A., t. 11, an., p. 216; J. O. de 1872, p. 3971). = Est entendu sur la proposition de M. l'amiral de la Roncière Le Noury tendant à voter des remerciements aux troupes (A., t. 2, p. 237). — S'excuse de son absence (A., t. 6, p. 19; t. 11, p. 50; t. 19, p. 218). — Obtient un congé (A., t. 19, p. 310). = N. B. — Son décès, survenu pendant la deuxième prorogation de 1873, n'a pas été notifié à l'Assemblée.

MARMOTTAN (M.), *ex-adjoint au Maire du 16e arrondissement de Paris.*

Sa réclamation collective adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 243, 244).

MARSEILLE (M.), *Commissaire de police à Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 523 à 532).

MARTEL (M.), *Député élu par le département du Pas-de-Calais.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 21 et 27). = Président : du 12e Bureau (F., n° 23; J. O. de 1871, p. 251); du 4e Bureau (F., n° 51 ; J. O. de 1871, p. 750); du 6e Bureau (F., n° 99 ; J. O. de 1871, p. 1545); du même Bureau renouvelé (F., n° 146; J. O. de 1871, p. 2985); du 8e Bureau (F., n° 167; J. O. de 1871, p. 4802); du 5e Bureau (F., n° 189; J. O. de 1872, p. 413); du 8e Bureau (F., n° 215; J. O. de 1872, p. 889); du 15e Bureau (F., n° 241 ; J. O. de 1872, p. 1649); du 1er Bureau (F., n° 247; J. O. de 1872, p. 4353); du 13e Bureau (F., n° 379 ; J. O. de 1872, p. 7847); du 8e Bureau (F., n° 419; J. O. de 1873, p. 1030); du 1er Bureau (F., n° 544; J. O. de 1873, p. 7729); et du 12e Bureau (F., n° 624; J. O.

de 1875, p. 5540). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 6, 14, 20, 41, 68, 74, 77, 140, 304, 339, 357, 739 ; M. B. de 1871, p. 18, 58, 201 ; J. O. de 1871, p. 561, 1013, 1116, 1136, 2785 ; J. O. de 1872, p. 3872, 5057, 7143 ; J. O. de 1875, p. 971) ; de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O. de 1871, p. 471) ; de la Commission des grâces (A., t. 3, p. 551, 552) ; et de la Commission des trente chargée de régler les attributions des Pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (F., n° 371 ; J. O. de 1872, p. 7565). = Sa proposition relative à la prorogation de l'Assemblée nationale (I., n° 1328 ; A., t. 13, p. 272, an., p. 468 ; J. O. de 1872, p. 5195). = Son rapport général, présenté de concert avec M. Félix Voisin, sur les travaux de la Commission des grâces (I., n° 3629 ; A., t. 44, an., p. 30 à 52 ; J. O. de 1876, p. 480). — Son rapport supplémentaire sur les travaux de cette Commission (I., n° 3629 Annexe ; A., t. 44, an., p. 500 ; J. O. de 1876, p. 2587). = Est élu *Vice-Président de l'Assemblée* (A., t. 1, p. 56). — Parle dans la discussion : du projet de loi concernant le rétablissement des magistrats inamovibles révoqués par la Délégation de Bordeaux (A., t. 2, p. 128) ; du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 433). — Rend compte de la visite faite par la Délégation de l'Assemblée aux blessés militaires de Paris (A., t. 2, p. 525, 684). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 637, 638, 640, 641) ; du projet de loi sur l'inaliénabilité des propriétés publiques ou privées, saisies ou soustraites à Paris depuis le 18 mars 1871 (A., t. 2, p. 935). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 3, p. 38). — Prend part à la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 101). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 4, p. 649). — Sa communication, comme Président de la Commission des grâces, au sujet de la continuation de ses travaux pendant la prorogation de l'Assemblée (A., t. 5, p. 682). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 6, p. 4). — Parle dans la discussion : du projet de loi sur l'élection des Juges des Tribunaux de commerce (A., t. 6, p. 221) ; du projet de loi tendant à autoriser la poursuite de divers journaux devant les tribunaux compétents (A., t. 7, p. 445) ; du projet de loi concernant les tabacs (A., t. 8, p. 124, 125). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 8, p. 182 ; t. 12, p. 160). — Donne lecture de sa proposition relative à la prorogation de l'Assemblée nationale du 4 août au 15 novembre 1872, et en demande l'urgence (A., t. 13, p. 272). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 14, p. 8). — Ses observations sur le jour de la discussion de la proposition de M. Audren de Kerdrel tendant à la nomination d'une Commission chargée de préparer une réponse au Message du Président de la République (A., t. 14, p. 254 à 258). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 16, p. 22). — Communique, en sa qualité de Vice-Président, la réponse de M. Thiers, Président de la République, à la Députation du Bureau chargée de lui porter la Résolution de l'Assemblée, à la suite de la communication du Traité d'évacuation du territoire (A., t. 16, p. 525). — Son allocution, en la même qualité, en donnant lecture à l'Assemblée de la démission transmise par M. Jules Grévy des fonctions de la Présidence de l'Assemblée (A., t. 17, p. 254, 255). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 18, p. 11). — Signale, en cette qualité, des erreurs et des omissions du *Journal officiel*, dans les listes des votants sur la question de renvoi à une seule Commission, et des Lois Constitutionnelles et de la proposition de M. le général Changarnier sur la prorogation des pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon, et des signataires de cette proposition (A., t. 27, p. 23). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 27, p. 26 ; t. 29, p. 513). — Ses paroles de condoléance, en cette qualité, à l'occasion du décès de M. Paris (du Calvados) (A., t. 30, p. 1). — Ses observations, en la même qualité, sur la question d'ajournement du scrutin de ballottage pour la nomination d'un troisième Questeur (A., t. 30, p. 3). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 31, p. 4). — Ses allocutions, en cette qualité, à l'occasion du décès : de M. Viox (A., t. 32, p. 445) ; de M. de Goulard (A., t. 32, p. 581). — Ses observations, comme Vice-Président, dans la discussion du projet de loi ayant pour objet d'établir

un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes et de la proposition de M. Wolowski relative à l'équilibre du Budget de 1875 (*Ordre de la discussion*, A., t. 33, p. 84, 85, 86). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 35, p. 7; t. 37, p. 2; t. 38, p. 296). — Obtient un congé (A., t. 39, p. 482). — Est entendu, comme Vice-Président, sur un incident soulevé dans la discussion du projet de loi relatif à l'exécution du chemin de fer de Grande-Ceinture autour de Paris (A., t. 41, p. 444). — Son allocution, en la même qualité, à l'occasion du décès de M. de Carbonnier de Marzac (A., t. 42, p. 7). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 42, p. 8). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 195). — Exprime, comme Vice-Président, des regrets à l'occasion de la démission de M. le marquis de Plœuc (A., t. 43, p. 219). = Dépose : sur le Bureau de l'Assemblée, le rapport général de la Commission des grâces (A., t. 44, p. 34) ; et en séance de la dernière Commission de permanence, le rapport supplémentaire de cette Commission (A., t. 44, p. 404).

MARTELL (M. ÉDOUARD), *Député élu par le département de la Charente.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 12). = Secrétaire du 5e Bureau (F., n° 419 ; J. O. de 1873, p. 1080). = Membre : de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O. de 1871, p. 471) ; et de diverses Commissions (F., nos 74, 328, 517 ; J. O. de 1871, p. 1116 ; J. O. de 1872, p. 4725 ; J. O. de 1873, p. 6754). = Ses rapports au nom de la Commission chargée d'examiner tous les marchés passés par les Administrations publiques depuis le 18 juillet 1870 : *Marché Boyer et Valière* (I., n° 956 ; A., t. 8, an., p. 39 ; J. O. de 1872, p. 2059) ; *Marché Noirot* (I., n° 957 ; A., t. 8, an., p. 42 ; J. O. de 1872, p. 2061). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 475 ; t. 5, p. 278 ; t. 8, p. 532 ; t. 11, p. 10 ; t. 18, p. 181 ; t. 29, p. 163 ; t. 30, p. 291 ; t. 38, p. 124). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant l'impôt des boissons (A., t. 43, p. 514, 515) ; des trois propositions de M. Ganivet, de M. Claude (Meurthe-et-Moselle) et de M. d'Andelarre, relatives aux bouilleurs de cru (A., t. 43, p. 213, 221).

MARTENOT (M.), *Député élu par le département de l'Allier.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 10). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 57, 448, 674 ; J. O. de 1871, p. 854 ; J. O. de 1873, p. 2032 ; J. O. de 1874, p. 4933) ; et de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 477 ; J. O. de 1871, p. 6113). = Son rapport au nom de la Commission d'Enquête sur les chemins de fer et les voies de transport (Voies navigables de l'Angleterre) (I., n° 2358 ; A., t. 30, an., p. 301 ; J. O. de 1874, p. 3578). = Obtient des congés (A., t. 2, p. 832 ; t. 5, p. 205 ; t. 8, p. 363 ; t. 12, p. 589 ; t. 18, p. 613 ; t. 30, p. 41). — Son rapport sur l'élection de M. Laget par le département du Gard (A., t. 7, p. 147). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée (A., t. 39, p. 222, 224).

MARTIN (M. CHARLES), *Député élu par le département de la Nièvre.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 36). = Membre de Commissions (F., nos 229, 231, 250, 359, 475, 478, 573, 575, 621, 697, 722 ; J. O. de 1872, p. 1295, 1398, 1952, 7197 ; J. O. de 1873, p. 3722, 3817 ; J. O. de 1874, p. 736, 809, 2358, 7981 ; J. O. de 1875, p. 365). = Obtient un congé (A., t. 11, p. 293). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 36, p. 231 ; t. 37, p. 65).

MARTIN (M. HENRI), *Député élu par les départements de l'Aisne et de la Seine.*

Son élection est validée : pour l'Aisne (A., t. 1, p. 29) ; pour la Seine (A., t. 1, p. 47). — Déclare opter pour le département de l'Aisne (A., t. 1, p. 82). = Président : du 13e Bureau (F., n° 607 ; J. O. de 1874, p. 1881) ; et du 11e Bureau (F., n° 769 ; J. O. de 1875, p. 3405). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 103, 129, 161, 358,

573, 824 ; J. O. de 1871, p. 1700, 2443, 3435 ; J. O. de 1872, p. 7197 ; J. O. de 1874, p. 736 ; J. O. de 1875, p. 5510). = Sa proposition relative aux loyers dans la ville de Paris (I., n° 348 ; A., t. 3, p. 622 ; J. O. de 1871, p. 1771). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département de l'Aisne (I., n° 2447 ; A., t. 32, an., p. 134 ; J. O. de 1874, p. 4301). = Son rapport sur le projet de loi fixant la composition du Conseil général du département de la Seine (I., n° 660 ; A., t. 5, an., p. 283 ; J. O. de 1871, p. 1226). = Dépose une pétition de Lorrains protestant de leur attachement à la nationalité française (A., t. 1, p. 88). — Ses observations au sujet de la mort de M. Küss, Député du Bas-Rhin, Maire de Strasbourg, et de la démission des Députés de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 129, 130). — Prend part à la discussion du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 458). — Donne lecture de sa proposition relative aux loyers dans la ville de Paris, et en demande l'urgence (A., t. 3, p. 622). — Expose les motifs qui lui font retirer sa proposition (A., t. 4, p. 3). — Est entendu, comme Rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif au Conseil général de la Seine (A., t. 5, p. 682). — S'excuse de son absence (A., t. 7, p. 49). — Parle dans la discussion : sur la prise en considération des propositions de MM. Duchâtel et Humbert relatives à la translation de l'Assemblée à Paris (*Incident relatif à la conduite des Maires de Paris pendant l'insurrection de la Commune*, A., t. 7, p. 370) ; des propositions de MM. de Tréveneuc (Côtes-du-Nord), Vétillart et autres, relatives au rôle éventuel des Conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles (A., t. 7, p. 420) ; du projet de loi sur les peines à établir contre les affiliés à l'Internationale (A., t. 8, p. 240). — Ses réclamations adressées au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 219 à 223, 243). — Ses observations dans la discussion des pétitions du prince Napoléon et des électeurs d'Ajaccio au sujet de l'expulsion de ce prince du territoire français (A., t. 17, p. 166). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 85 à 90). — Sa réclamation adressée au Président de cette Commission (A., t. 25, p. 480). — Parle dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Instruction publique : *Incident relatif à l'Association de la* Ligue de l'Enseignement, A., t. 28, p. 297). — Demande l'ajournement de la deuxième délibération sur la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (A., t. 35, p. 221). — Est entendu dans cette deuxième délibération (A., t. 38, p. 400, 402).

MARTIN D'AURAY (M.), *Député élu par le département du Morbihan.*

Son élection est validée (A., t. 14, p. 341). = Membre de Commissions (F., nos 379, 397, 588, 627, 674, 697, 865 ; J. O. de 1872, p. 7817 ; J. O. de 1873, p. 404 ; J. O. de 1874, p. 1226, 3307, 4933, 7981 ; J. O. de 1875, p. 10118). = Ses rapports sur des pétitions (A., t. 31, p. 18 ; t. 39, p. 306). — S'excuse de son absence (A., t. 36, p. 351).

MARTIN DES PALLIÈRES (M. le général), *Député élu par le département de la Gironde.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 32). = Président : du 7e Bureau (F., n° 51 ; J. O. de 1871, p. 750 ; et du 12e Bureau (F., n° 379 ; J. O. de 1872, p. 7817). = Membre : de la Commission des Quinze (F., n° 20 ; M. B. de 1871, p. 201) ; de diverses Commissions (F., nos 64, 84, 265, 575, 658, 686 ; J. O. de 1871, p. 952, 1230 ; J. O. de 1872, p. 2781 ; J. O. de 1874, p. 809, 4360, 5848 ; de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73 ; J. O. de 1871, p. 1111) ; et de la Commission du Budget de 1875 (F., n° 583 ; J. O. de 1874, p. 4075). = Ses propositions : sur le recrutement de l'armée (I., n° 161 ; A., t. 2, p. 676 ; J. O. de 1871, p. 823, 830 ; sur la réorganisation de l'armée (faisant suite à la proposition précédente) (I., n° 327 ; A., t. 3, p. 929 ; J. O. de 1871, p. 2486, 2501, 2587, 2612 ; sur une modification de l'article 21 de la loi du 14 avril 1832 concernant l'avancement dans l'armée (I., n° 175 ; A., t. 2, p. 781 ; J. O. de 1871, p. 886) ; sur l'avancement dans l'armée (I., n° 287 ; A., t. 3, p. 239 ;

J. O. de 1871, p. 1521). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la création d'un Comité de défense (I., n° 1107 ; A., t. 11, p. 209, an., p. 53 ; J. O. de 1872, p. 3381). = Est élu *Questeur de l'Assemblée* (A., t. 1, p. 57). — Ses observations : sur l'état du travail de la Commission des Quinze (A., t. 2, p. 15) ; sur la question des élections municipales de Paris (A., t. 2, p. 29). — S'excuse de son absence (A., t. 2, p. 674 ; t. 11, p. 142). — Ses observations au sujet de la réponse de M. le général Le Flô, Ministre de la Guerre, à la question de M. du Temple sur la violation prétendue d'engagements pris par des officiers prisonniers de guerre (A., t. 2, p. 810). — Expose les motifs qui lui font retirer sa proposition tendant à modifier l'art. 21 de la loi de 1832 sur l'avancement dans l'armée (A., t. 3, p. 113). — Réélu *Questeur* (A., t. 7, p. 670). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 247, 376 à 379). — Réélu *Questeur* (A., t. 16, p. 159). — Dépose sur le Bureau, au nom de la Commission de l'armée, deux discours de M. le duc d'Audiffret-Pasquier devant les Commissions de l'Armée et des Marchés réunies, et en demande l'impression et la distribution (A., t. 18, p. 543). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 373 à 402). — Obtient un congé (A., t. 29, p. 55). — Réélu *Questeur* (A., t. 30, p. 2 ; t. 37, p. 3).

MARTIN D'OISY (M.), *ancien Inspecteur général des Établissements de bienfaisance.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (A., t. 45, p. 191, 192).

MASSÉ (M.), *ex-Sous-Préfet de Cosne.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 249).

MASSON (Les héritiers).

Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre eux et l'État, dans le département de l'Ain, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 2.

MATHIEU (M. FERDINAND), *Député élu par le département de Saône-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 22). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11 ; M. B., de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., n°s 74, 81, 117, 448, 627 ; J. O. de 1871, p. 1116, 1118, 2086 ; J. O. de 1873, p. 2032 ; J. O. de 1874, p. 3307) ; de la Commission ayant pour objet d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275 ; J. O. de 1872, p. 3082) ; et de la Commission chargée d'examiner les projets de lois portant règlement définitif des Budgets de l'Exercice 1867 et de l'Exercice 1868 (F., n° 321 ; J. O. de 1872, p. 4516). = Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet l'élévation des droits sur les huiles minérales de production française (I., n° 2119 ; A., t. 28, an., p. 270 ; J. O. de 1874, p. 73). = Parle, dans la discussion des Comptes de l'ancien Corps Législatif pour l'Exercice 1870, à propos du projet de Résolution de M. Pascal Duprat tendant à exprimer un blâme contre M. Schneider, le dernier Président de ce Corps (A., t. 11, p. 191). — S'excuse de son absence (A., t. 16, p. 397 ; t. 31, p. 83). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 753 à 755). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi portant fixation des droits sur les huiles minérales de production française (A., t. 28, p. 615).

MATHIEU-BODET (M.), *Député élu par le département de la Charente.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 12). = Président : du 7e Bureau (F., n° 440 ; J. O. de 1873, p. 1769) ; et du 8e Bureau (F., n° 517 ; J. O. de 1873, p. 6751). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., n°s 11, 29, 40,

60, 183, 427, 450, 575, 762 ; M. B. de 1871, p. 209 ; J. O. de 1871, p. 337, 542, 894, 5299 ; J. O. de 1873, p. 1383, 2113 ; J. O. de 1874, p. 809 ; J. O. de 1875, p. 2037) ; de la Commission du Budget rectificatif de 1871 (F., n° 58 ; J. O. de 1871, p. 867) ; de la Commission des Services administratifs (F., n° 78 ; J. O. de 1871, p. 1148) ; de la Commission de permanence de 1871 (A., t. 5, p. 660) ; de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 177 ; J. O. de 1871, p. 6113) ; de la Commission pour l'examen des lois de finances de l'Exercice 1872 (F., n° 192 ; J. O. de 1872, p. 200) ; et des Commissions des Budgets : de 1873 (F., n° 297 ; J. O. de 1872, p. 3767) ; de 1875 (F., n° 583 ; J. O. de 1874, p. 4075) ; et de 1876 (F., n° 776 ; J. O. de 1875, p. 3636). = Ses rapports : sur la proposition de M. Ducuing concernant les concordats amiables (I., n° 145 ; A., t. 2, p. 569 ; J. O. de 1871, p. 771) ; sur le projet de loi ayant pour objet d'établir des augmentations d'impôts et des impôts nouveaux (Enregistrement et timbre) (I., n° 497 ; A., t. 4, an., p. 71 ; J. O. de 1871, p. 2641). — Son rapport supplémentaire sur ce projet de loi (I., n° 476 ; A., t. 4, an., p. 212 ; J. O. de 1871, p. 3298). — Ses rapports : sur le projet de loi concernant les droits d'enregistrement (I., n° 919 ; A., t. 7, an., p. 204 ; J. O. de 1872, p. 1399) ; sur le Budget des dépenses de l'Exercice 1872 (Ministère de la Justice) (I., n° 1022, et Annexe ; A., t. 8, an., p. 230, 235 ; J. O. de 1872, p. 2445) ; sur un projet de loi relatif : 1° aux valeurs mobilières au porteur, françaises et étrangères ; 2° à diverses modifications concernant la taxe des biens de main-morte et le timbre sur les décharges contenues dans les lettres missives (I., n° 1050 ; A., t. 10, an., p. 20 ; J. O. de 1872, p. 2683) ; sur le projet de loi modifiant les droits de timbre auxquels sont assujettis les titres de rentes et effets publics des Gouvernements étrangers (I., n° 1170 ; A., t. 11, p. 205 ; J. O. de 1872, p. 3559, 3583) ; sur le projet de loi ayant pour objet l'allocation d'une subvention à la Compagnie du Médoc, en vue de l'achèvement du chemin de fer de Bordeaux au Verdon (Gironde) (I., n° 1598 ; A., t. 15, an., p. 214 ; J. O. de 1873, p. 1156) ; sur le projet de loi tendant à proroger l'application de la loi du 16 septembre 1871 relative à l'organisation du Conseil général de la Seine (I., n° 1701 ; A., t. 17, an., p. 6 ; J. O. de 1873, p. 2512) ; sur le projet de loi concernant les patentes (I., n° 2006 ; A., t. 27, an., p. 27 ; J. O. de 1873, p. 7175, 7212 ; J. O. de 1874, p. 18, 196) ; sur les conclusions du rapport de la Commission chargée d'examiner la proposition de MM. Denormandie, Vautrain et autres, tendant à faire indemniser les personnes qui ont éprouvé préjudice lors des destructions opérées par le Génie militaire pour les besoins de la défense nationale (I., n° 2496 ; A., t. 32, an., p. 273 ; J. O. de 1874, p. 4908) ; sur le projet de loi relatif au remboursement de l'emprunt Morgan (I., n° 3042 ; A., t. 38, an., p. 142 ; J. O. de 1875, p. 4258) ; sur la proposition de M. Eymard-Duvernay ayant pour objet de combler le déficit du Budget par le remaniement de l'impôt personnel (I., n° 3057 ; A., t. 38, an., p. 163 ; J. O. de 1875, p. 4221) ; sur le projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1874, de crédits supplémentaires au Budget du département des Finances (I., n° 3117, rectifié ; A., t. 39, an., p. 81 ; J. O. de 1875, p. 5240, 5538) ; sur le projet de loi portant approbation de crédits supplémentaires au Budget du département des Finances (I., n° 3190 ; A., t. 40, an., p. 498 ; J. O. de 1875, p. 6706) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'Exercice 1874, d'un crédit supplémentaire de 2,106,811 francs applicable à l'indemnité spéciale accordée à la Compagnie des Messageries maritimes par décision arbitrale du 8 juillet 1874 (I., n° 3304 ; A., t. 41, an., p. 128 ; J. O. de 1875, p. 7047). = Est entendu dans la discussion du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 611, 619, 620, 631). — Prend part, comme Rapporteur, à la discussion : de la proposition de M. Ducuing sur les concordats amiables (A., t. 2, p. 684) ; du projet de loi relatif aux augmentations d'impôts et aux impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 614, 669, 675, 685 ; t. 5, p. 46, 66, 70, 77, 82, 88) ; du projet de loi concernant les droits d'enregistrement (A., t. 8, p. 43, 48, 49, 52, 53, 54, 55, 56, 58, 67, 69, 72, 73, 78, 82, 86, 90, 92, 93, 94) ; du Budget du Ministère de la Justice pour l'Exercice 1872 (Justice : *Traitements des Greffiers des Tribunaux de*

police et des Justices de paix, A., t. 8, p. 619, 621. Légion d'Honneur : *Limitation du nombre des nominations et promotions*, p. 623. *Gratifications aux membres de l'Ordre*, p. 625. *Rectifications de chiffres dans le Budget voté de la Légion d'Honneur*, p. 689); du projet de loi relatif à des augmentations d'impôts sur les valeurs mobilières, sur le timbre et sur les biens de main-morte (A., t. 8, p. 674, 676, 677, 678) ; du projet de loi modifiant les droits de timbre, des titres de rentes et effets publics des Gouvernements étrangers (A., t. 11, p. 544 ; t. 12, p. 1). — Obtient un congé (A., t. 11, p. 273). — Parle, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi ayant pour objet l'allocation d'une subvention à la Compagnie du Médoc, en vue de l'achèvement du chemin de fer de Bordeaux au Verdon (A., t. 16, p. 182, 183). — Est entendu : sur la prise en considération de la proposition de M. Vente ayant pour objet de modifier l'article 2 de la loi du 28 février 1872 sur les droits d'enregistrement (A., t. 18, p. 175) ; sur la question de participation des membres de l'Assemblée au vote qui doit avoir lieu à Versailles, le dimanche 14 décembre 1873, pour l'élection d'un Représentant de Seine-et-Oise (A., t. 28, p. 265) ; dans la discussion du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Demi-décime sur l'enregistrement*, A., t. 28, p. 648. *Droits fixes d'enregistrement sur les actes extra-judiciaires*, t. 29, p. 542, 550. *Chèques*, p. 573, 631, 639, 663, 666, 670, 671, 672. *Incident relatif à l'ordre de la discussion*, p. 586. *Droit de timbre sur les billets et mandats non négociables*, p. 587, 590, 623, 627. *Timbre des lettres de voiture*, p. 602. *Revision du cadastre*, t. 30, p. 196, 197, 223). — Parle : en qualité de Rapporteur, sur la demande d'impression des réponses des Chambres de Commerce au questionnaire du Gouvernement à propos du projet de loi sur les patentes (A., t. 30, p. 534) ; en qualité de Président de la Commission du Budget de 1875, sur l'état des travaux de cette Commission (A., t. 31, p. 328 ; t. 32, p. 328) ; dans la discussion de la proposition de MM. Denormandie et autres, relative aux indemnités à accorder à raison des destructions opérées par le Génie militaire pour les besoins de la défense (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 433, 437, 439) ; en qualité de Président de la Commission du Budget de 1875, dans la discussion du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes et de la proposition de M. Wolowski relative à l'équilibre du Budget de 1875 (*Ordre de la discussion*, A., t. 33, p. 98. *Paiement de la garantie d'intérêt aux Compagnies de chemins de fer*, p. 176). = Est nommé *Ministre des Finances* [Décret du 20 juillet 1874] (B. des L., n° 3268 ; J. O., p. 5076). — Est entendu, en cette qualité, dans la discussion du Budget de l'Exercice 1875 (Dette publique : *Pensions civiles*, A., t. 33, p. 251, 257. Instruction publique : *Incident relatif à la proposition de M. Maurice en faveur des instituteurs primaires*, t. 34, p. 143, 146. Frais de régie : *Personnel des Contributions indirectes*, p. 215. *Fabrication des timbres-poste*, p. 218. *Revision du Traité passé avec la Compagnie des Messageries maritimes*, p. 219. Dette publique : *Remboursement à la Banque*, p. 219 à 221. Impôts autorisés : *Impôt de transmission sur la rente française*, p. 238. *Péréquation de l'impôt foncier*, p. 262). — Donne lecture du projet de loi portant approbation du nouveau Traité passé entre l'État et la Banque de France, et en demande l'urgence (A., t. 34, p. 219 à 224). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à l'établissement de surtaxes à l'octroi de Paris et à une imposition extraordinaire par cette ville (A., t. 34, p. 251). — Demande l'ajournement de la discussion sur la proposition de M. Maurice portant fixation du traitement et de la pension de retraite des instituteurs et des institutrices primaires (A., t. 35, p. 185). — Est entendu : sur un incident relatif à la mise à l'ordre du jour des propositions de M. Francisque Rive et de M. Hervé de Saisy sur la nomination et l'avancement des fonctionnaires de la Trésorerie (A., t. 35, p. 189, 190) ; sur la demande d'urgence du projet de loi relatif au monopole des allumettes chimiques (A., t. 36, p. 300) ; dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 36, p. 315 à 318, 319, 323, 328, 329) ; du projet de loi relatif au monopole de la fabrication et de la vente de la poudre dynamite (*Deuxième délibération*, A., t. 36, 435 à 438

438, 466, 467. *Troisième délibération*, t. 36, p. 546 ; t. 37, p. 76, 79, 80, 84, 90); du projet de loi portant régularisation des crédits supplémentaires ouverts par décrets pendant la prorogation de l'Assemblée (A., t. 36, p. 520) ; du projet de loi relatif aux crédits et escomptes en matière de contributions indirectes (A., t. 36, p. 531) ; du projet de loi relatif aux entrepôts de Paris (A., t. 36, p. 539, 540) ; de la proposition de MM. de Lamberterie et autres, relative à la mise en adjudication des débits de tabac (*Deuxième délibération*, A., t. 37, p. 9) ; du projet de loi relatif aux droits sur les manquants chez les marchands en gros, bouilleurs et distillateurs (A., t. 37, p. 44, 45, 50, 53). — Donne lecture d'un décret portant retrait du projet de loi relatif au cumul des pensions militaires (A., t. 37, p. 52). — Dépose un rapport des Ministres de l'Intérieur, de la Guerre et des Finances au Président de la République, concernant le casernement de l'armée (A., t. 37, p. 53). = Parle, comme Député : à l'occasion du dépôt par M. Malartre d'une proposition tendant à la prorogation de l'Assemblée du 20 mars au 20 mai 1875 (A., t. 37, p. 244) ; dans la discussion : du projet de loi portant régularisation des crédits supplémentaires ouverts par décrets pendant la prorogation de l'Assemblée (*Revision des pensions civiles concédées à titre exceptionnel depuis le 4 septembre 1870*, A., t. 37, p. 282, 287) ; de la proposition de MM. Billy et autres, tendant à faire indemniser les propriétaires de bestiaux morts de la peste bovine dans les départements envahis (*Première délibération*, A., t. 38, p. 260) ; du projet de loi ayant pour objet l'application de diverses mesures de surveillance et de répression en matière de douanes, et l'extension des décimes additionnels à divers impôts et revenus indirects (A., t. 38, p. 285 à 287) ; du projet de loi relatif à divers droits d'enregistrement (A., t. 39, p. 2, 4, 9, 20, 21, 39, 41, 45, 60). — Sa motion, comme Président de la Commission du Budget de 1876, tendant à la mise à l'ordre du jour de la discussion de ce Budget (A., t. 40, p. 115, 116). — Est entendu, en la même qualité, sur la demande de M. de Grasset tendant à la mise à l'ordre du jour, avant la prorogation, de la discussion du projet de loi relatif au vinage à prix réduit (A., t. 41, p. 224 à 227). — Ses observations sur la demande d'insertion immédiate au *Journal officiel* du rapport sur la proposition de M. Tallon ayant pour objet de retirer aux Conseils généraux la vérification des pouvoirs de leurs membres (A., t. 41, p. 261). — Sa motion tendant à ne faire partir la prorogation que du mercredi soir 4 août 1875 (A., t. 41, p. 350). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux récompenses honorifiques à décerner en dehors des prescriptions légales, à l'occasion des dernières inondations (A., t. 41, p. 404). — Sa réponse, en qualité de Président de la Commission du Budget de 1876, à la réclamation de M. de Valfons au sujet de sa proposition tendant à porter à 1000 fr. le minimum du traitement annuel des desservants (A., t. 43, p. 220).

MATHIEU DE LA REDORTE (M. le comte), *Député élu par le département de l'Aude.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 43). = Président du 11e Bureau (F., n° 796 ; J. O. de 1875, p. 4340). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et d'autres Commissions (F., nos 117, 842 ; J. O. de 1871, p. 2086 ; J. O. de 1875, p. 9073). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à la nomination de M. Thiers comme Chef du Pouvoir exécutif de la République française (I., n° 1 ; A., t. 1, p. 57, et an., p. 3 ; J. O. de 1871, p. 251). — Son rapport à la Commission d'Enquête sur les forces militaires, au nom de la Sous-Commission des places fortes (I., n° 58 ; A., t. 1, an., p. 63 ; J. O. de 1871, p. 1214). = Ses observations dans la discussion de la proposition de M. Calemard de Lafayette tendant à la création d'une Commission de trente membres, dite de la réorganisation de l'armée (A., t. 3, p. 46).

MAUDUIT (M. Henry de), *ex-Capitaine de mobiles au 3e Bataillon du Finistère.*

Sa note et son rapport sur la journée et

la nuit du 31 octobre 1870, communiqués à la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 453 à 457; et 547 à 552).

MAUGRAS (M.).

Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre lui et l'État, dans le département de l'Aube, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 20.

MAURE (M. le docteur), *Député élu par le département des Alpes-Maritimes.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 39). = Obtient des congés (A., t. 6, p. 24; t. 7, p. 525; t. 13, p. 63; t. 14, p. 1, 58; t. 15, p. 4, 527; t. 18, p. 77, 613; t. 28, p. 28; t. 30, p. 310; t. 33, p. 155; t. 35, p. 4 et 51; t. 37, p. 17). = Lettre par laquelle il adresse sa démission au Président de l'Assemblée (A., t. 42, p. 191).

MAURICE (M.), *Député élu par le département du Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 38). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 11, 15, 23, 41, 75, 80, 81, 164, 171, 476, 507, 611, 717, 769, 800; M. B. de 1871, p. 66, 209; J. O. de 1871, p. 251, 561, 1121, 1183, 1188, 3513, 4929; J. O. de 1873, p. 3750, 4880; J. O. de 1874, p. 2005; J. O. de 1875, p. 160, 3405, 4464); de la Commission des Marchés (F., n° 37; J. O. de 1871, p. 471); de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (F., n° 95; J. O. de 1871, p. 1476); de la Commission des Comptes de l'Exercice 1869 (F., n° 529; J. O. de 1873, p. 7211); et des Commissions de permanence : de 1874 (A., t. 30, p. 647; t. 34, p. 132); de 1875 (A., t. 37, p. 328); et de 1876 (A., t. 44, p. 364). = Sa proposition portant fixation du traitement et de la pension de retraite des instituteurs et des institutrices primaires (I., n° 1798, et n° 1798 *bis* (texte modifié); A., t. 18, an., p. 77; J. O. de 1873, p. 3848 et 4720). = Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser le département de Maine-et-Loire à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins de fer d'intérêt local (I., n° 3079; A., t. 38, an., p. 229; J. O. de 1875, p. 4276). = Prend part à la discussion : du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 387); des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 823, 849; t. 4, p. 52, 282, 284, 285, 286, 296); du projet de loi tendant à augmenter de deux dixièmes les droits perçus sur les sucres et glucoses (A., t. 7, p. 131); du Budget de l'Exercice 1873 (Instruction publique ; *Situation des instituteurs adjoints et des institutrices adjointes*, A., t. 14, p. 473). — Donne lecture de sa proposition portant fixation du traitement et de la pension de retraite des instituteurs et des institutrices primaires, et en développe l'urgence (A., t. 18, p. 229). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif aux contributions directes à percevoir en 1874 (A., t. 19, p. 404, 405); de la proposition de MM. de Corcelle et autres, relative aux Conseils académiques et départementaux (*Deuxième délibération*, A., t. 28, p. 143, 144, 148, 149); du Budget de l'Exercice 1874 (Instruction publique : *Incident relatif à sa proposition portant fixation des traitements et des pensions de retraite des instituteurs et des institutrices primaires*, A., t. 28, p. 307, 312. *Propositions de la Commission du Budget sur le chiffre de ces pensions*, p. 317); du Budget de l'Exercice 1875 (Instruction publique : *Incidents relatifs à sa proposition en faveur des instituteurs primaires*, A., t. 33, p. 294; t. 34, p. 143). — Parle dans la discussion de sa proposition (A., t. 40, p. 172).

MAX-RICHARD (M.), *Député élu par le département de Maine-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 18). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 8, 21, 33, 40, 64, 94, 99, 123, 140, 146, 170, 178, 204, 215, 226, 244, 275, 289, 367, 498, 517, 601, 650; M. B. de 1871, p. 27, 224; J. O. de 1871, p. 399, 542, 952, 1439, 1545, 2248, 2785, 2985, 4892, 5137; J. O. de 1872, p. 456, 889, 1223, 1649, 3082, 3519, 7446; J. O. de 1873, p. 4484, 6754; J. O. de 1874, p. 1699, 4089); de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état

des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); et de la Commission des trente sur les attributions des Pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (F., n° 371; J. O. de 1872, p. 7565). = Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. Descat et Leurent ayant pour but le rétablissement de l'impôt sur les chevaux et voitures de luxe (I., n° 468; A., t. 4, an., p. 205; J. O. de 1871, p. 3128); sur la proposition de M. Henri Brisson relative au vote du Budget extraordinaire de la ville de Paris (I., n° 546; A., t. 5, an., p. 75; J. O. de 1871, p. 3336). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet : 1° d'approuver pour régularisation un emprunt déjà réalisé par la ville de Laval (Mayenne); 2° d'autoriser cette ville à emprunter 100,000 fr. et à s'imposer extraordinairement (I., n° 594; A., t. 5, an., p. 176; J. O. de 1871, p. 3952). — Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. Audren de Kerdrel et autres, ayant pour but la modification de l'art. 51 du Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 1194; A., t. 11, an., p. 262; J. O. de 1872, p. 3976); sur la proposition de M. Raoul Duval relative à la dissolution de l'Assemblée nationale (I., n° 2614; A., t. 34, p. 9, an., p. 20; J. O. de 1874, p. 5789). = Son rapport sur les élections du Rhône (A., t. 1, p. 40). — Parle dans la discussion du Budget rectifié de 1871 (Article 6 : *Remise en vigueur de l'impôt sur les chevaux et les voitures attelées*, A., t. 5, p. 623). — Obtient des congés (A., t. 7, p. 305; t. 11, p. 294; t. 16, p. 533). — Prend part à la discussion de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 522. *Troisième délibération*, t. 31, p. 81). — Ses explications au sujet du dépôt demandé de son rapport sommaire sur la proposition de M. Raoul Duval relative à la dissolution de l'Assemblée nationale (A., t. 33, p. 389, 392). — Donne lecture de ce rapport (A., t. 34, p. 8 à 10). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, sur la prise en considération de cette proposition (A., t. 34, p. 40).

MAYAUD (M.), *Député élu par le département de Maine-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 18). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 11, 32, 41, 74, 94, 99, 125, 142, 205, 383, 393, 463, 607, 674; M. B. de 1871, p. 209; J. O. de 1871, p. 372, 561, 1116, 1439, 1545, 2333, 2865; J. O. de 1872, p. 572, 7957; J. O. de 1873, p. 280, 3220; J. O. de 1874, p. 1881, 4933); et de la Commission des Marchés (F., n° 37; J. O. de 1871, p. 471). = Ses rapports au nom de cette Commission : (*Affaire Cornilleau*) (I., n° 1470; A., t. 14, an., p. 122; J. O. de 1872, p. 7754); (*Affaire de payements par double emploi*) (I., n° 1712; A., t. 17, an., p. 56; J. O. de 1873, p. 2707). = Obtient un congé (A., t. 38, p. 124).

MAZEAU (M.), *Député élu par le département de la Côte-d'Or.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 5). = Membre de Commissions (F., n°s 125, 140, 152, 177, 183, 201, 225, 245, 250, 257, 264, 293, 397, 427, 448, 475, 476, 498, 541, 611, 717, 722, 756, 824, 834, 851; J. O. de 1871, p. 2333, 2785, 3155, 6113, 5299; J. O. de 1872, p. 456, 1177, 1784, 1952, 2168, 2757, 3643; J. O. de 1873, p. 404, 1383, 2032, 3722, 3750, 4481, 7729; J. O. de 1874, p. 2005; J. O. de 1875, p. 160, 365, 1817, 5510, 6070, 9463). = Sa proposition tendant à restituer au jury le droit de statuer sur les dommages-intérêts en matière de délits de presse (I., n° 722; A., t. 6, an., p. 238; J. O. de 1872, p. 48). = Ses rapports : sur la proposition de M. de Champvallier relative à l'abrogation du décret du Gouvernement de la Défense nationale, en date du 24 octobre 1870, concernant l'organisation du Barreau en Algérie (I., n° 619; A., t. 5, an., p. 207; J. O. de 1871, p. 4144); sur le projet de loi ayant pour objet de convoquer les électeurs du département d'Alger à l'effet de procéder à l'élection des membres du Conseil général, et de régler la composition des Conseils généraux de l'Algérie (I., n° 1152; A., t. 11, an., p. 160; J. O. de 1872, p. 3700, 3717). — Son rapport sommaire sur la proposition de M. Salneuve ayant pour objet de rendre au Code des lois civiles la dénomination de *Code civil* (I., n° 1267; A., t. 12, an., p. 141; J. O. de 1872, p. 4808). — Ses rapports : sur le projet de loi relatif à la conservation des tombes des soldats morts pendant la dernière guerre (I., n° 1690; A., t. 16, an., p. 223;

J. O. de 1873, p. 2253); sur le projet de loi tendant à modifier l'art. 105 du Code forestier relatif au partage des bois d'affouage (I., n° 2334 ; A., t. 30, an., p. 281 ; J. O. de 1874, p. 3092, 3125). = Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 181. *Troisième délibération*, p. 522) ; du projet de loi de crédit applicable au paiement d'une indemnité de 212,000 fr. à M. Souberbielle, ancien entrepreneur général des transports de l'armée française au Mexique (A., t. 13, p. 212). — Demande, en qualité de Rapporteur, la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la nomination du Conseil général d'Alger et à la composition des Conseils généraux de l'Algérie (A., t. 13, p. 517, 518). — Prend part à la discussion : de ce projet de loi (A., t. 14, p. 161 à 166, 183) ; du projet de loi tendant à modifier la formation du Jury en matière criminelle (A., t. 14, p. 121) ; de la proposition de MM. Paris (Pas-de-Calais) et autres, relative aux membres des Conseils généraux, d'arrondissement et municipaux, qui se refusent à remplir les obligations de leurs fonctions (A., t. 18, p. 209) ; du projet de loi relatif aux récompenses à accorder à l'occasion de l'Exposition de Vienne en 1873 (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 363) ; de la proposition de M. Malartre relative à la prorogation de l'Assemblée nationale (A., t. 34, p. 115). — Son rapport sur une pétition (A., t. 39, p. 306). — Parle dans la discussion du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 284).

MAZERAT (M.), *Député élu par le département de la Dordogne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 32). = Membre de Commissions (F., n°s 58, 64, 102, 205, 229, 309, 325, 367, 401, 419, 440, 450, 509, 573, 607, 658, 674, 739, 744, 861 ; J. O. de 1871, p. 867, 952, 1596 ; J. O. de 1872, p. 572, 1295, 4118, 4633, 7446 ; J. O. de 1873, p. 524, 1080, 1769, 2113, 4945 ; J. O. de 1874, p. 736, 1881, 4360, 4933 ; J. O. de 1875, p. 971, 1275, 9961). = Sa proposition tendant à modifier la rédaction des articles 331 et 335 du Code civil sur la légitimation des enfants nés hors mariage (I., n° 1111 ; A., t. 11, an., p. 75 ; J. O. de 1872, p. 3407). = Dépose une pétition relative aux terres à concéder en Algérie aux émigrés de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 165). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à proroger l'échéance des effets de commerce (A., t. 1, p. 260). — Obtient des congés (A., t. 5, p. 58 ; t. 18, p. 369). — Est entendu : sur la prise en considération de sa proposition relative à la légitimation des enfants nés hors mariage (A., t. 35, p. 197) ; dans la discussion du projet de loi portant déclaration d'utilité publique de divers chemins de fer (A., t. 44, p. 380)

MAZURE (M. le général), *Député élu par le département des Deux-Sèvres.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 23). = Président : du 11e Bureau (F., n° 264 ; J. O. de 1872, p. 2757) ; du 1er Bureau (F., n° 419 ; J. O. de 1873, p. 1080) ; du 6e Bureau (F., n° 562 ; J. O. de 1874, p. 351) ; du 15e Bureau (F., n° 717 ; J. O. de 1875, p. 160) ; du 4e Bureau (F., n° 744 ; J. O. de 1875, p. 1275) ; et du 11e Bureau (F., n° 865 ; J. O. de 1875, p. 10118). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., n°s 23, 48, 85, 123, 211, 278, 511, 549, 617, 686 ; J. O. de 1871, p. 251, 695, 1245, 2248 ; J. O. de 1872, p. 765, 3174 ; J. O. de 1873, p. 5018, 7921 ; J. O. de 1874, p. 2210, 5848) ; et de la Commission de permanence de 1876 (A., t. 44, p. 364). = Son rapport : 1° sur la proposition de MM. Destremx et autres, tendant à abroger le décret du 28 octobre 1870 et à modifier les récompenses nationales ; 2° sur la proposition de M. Huon de Penanster ayant pour objet l'abrogation du décret du 28 octobre 1870 concernant l'Ordre de la Légion d'Honneur (I., n° 1200 ; A., t. 11, an., p. 272 ; J. O. de 1872, p. 4546). — Son rapport supplémentaire sur ces propositions (I., n° 1642 (avec Annexe) ; A., t. 16, an., p. 93 ; J. O. de 1873, p. 1945, 2034, 2201). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 598, 702 ; t. 8, p. 363 ; t. 30, p. 155, 269). — Son rapport sur l'élection de MM. Arthur de Chabaud-La-Tour et Duvergier de Hauranne par le département du Cher (A., t. 3, p. 915). — Est entendu dans la discussion :

du projet de loi réglant, au point de vue de l'indemnité, la situation des fonctionnaires nommés Députés (A., t. 7, p. 561, 603). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 7, p. 615 à 621 ; t. 11, p. 436). — Prend part à la discussion : du Budget du Ministère de la Justice pour l'Exercice 1872 (Légion d'Honneur : *Limitation du nombre des nominations et promotions*, A., t. 8, p. 622, 624) ; de la proposition de M. Princeteau relative à l'interdiction de toutes fonctions publiques salariées aux membres de l'Assemblée nationale (*Troisième délibération*, A., t. 11, p. 62). — S'excuse de son absence (A., t. 14, p. 453). — Ses observations sur le procès-verbal, au sujet d'une dépêche signée d'un de ses homonymes, citée dans la discussion des pétitions relatives à la dissolution de l'Assemblée nationale (A., t. 14, p. 603). — Parle : dans la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Légion d'Honneur : *Traitements de la Légion d'Honneur et de la Médaille militaire*, A., t. 14, p. 710) ; en qualité de Rapporteur, dans la discussion des propositions de MM. Destremx et autres, et de M. Huon de Penanster, ayant pour objet l'abrogation du décret du 28 octobre 1870 sur la Légion d'Honneur et la modification des récompenses nationales (*Deuxième délibération*, A., t. 18, p. 561, 563, 564, 571 ; t. 19, p. 51, 55, 60). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'organisation générale de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 204). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 39 à 54). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif aux nouveaux forts à construire autour de Paris (A., t. 30, p. 695) ; sur la demande de renvoi, de la Commission de l'armée à la Commission du Code de Justice militaire, du projet de loi ayant pour objet de coordonner avec ce Code les lois des 27 juillet 1872 et 24 juillet 1873 (A., t. 35, p. 202) ; sur la mise à l'ordre du jour de ce projet de loi (A., t. 41, p. 301) ; sur le renvoi de la discussion du même projet de loi (A., t. 42, p. 226) ; sur la motion de M. le général Changarnier tendant au retrait de l'ordre du jour, du projet de loi de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (A., t. 36, p. 3). — Prend part à la discussion : de ce projet de loi (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 83, 106, 115, 123, 126, 181. *Troisième délibération*, t. 37, p. 107, 135, 157, 159, 160, 163, 176, 186, 187, 197, 210, 211, 219, 232) ; du projet de loi tendant à modifier le Code de Justice militaire (*Deuxième délibération*, A., t. 37, p. 21, 29, 35) ; du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 90, 153. *Troisième délibération*, p. 334, 423, 424) ; du projet de loi tendant à modifier l'article 37 de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée (A., t. 43, p. 105) ; du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (*Question de priorité en faveur du projet de loi de l'ancienne Commission*, A., t. 44, p. 8). — Parle sur un incident relatif à l'interprétation de l'article 59 du Règlement (A., t. 44, p. 107, 108).

MEAUX (M. le vicomte DE), *Député élu par le département de la Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 17). = Secrétaire : du 15e Bureau (F., n° 23 ; J. O. de 1871, p. 251) ; du même Bureau renouvelé (F., n° 146 ; J. O. de 1871, p. 2985) ; et du 13e Bureau (F., n° 317 ; J. O. de 1872, p. 4353). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 14, 23, 32, 39, 68, 76, 183, 188, 438, 505, 517, 544 ; M. B. de 1871, p. 58 ; J. O. de 1871, p. 251, 372, 500, 1013, 1128, 5299 ; J. O. de 1872, p. 89 ; J. O. de 1873, p. 1710, 4819, 6751, 7732) ; de la Commission d'Enquête sur les causes de l'insurrection de Paris (F., n° 95 ; J. O. de 1871, p. 1176) ; de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275 ; J. O. de 1872, p. 3082) ; de la Commission du Budget de 1873 (F., n° 297 ; J. O. de 1872, p. 3767) ; et de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 37). = Ses rapports : sur la proposition de MM. le marquis de Talhouët et autres, tendant à la nomination d'une Commission de décentralisation (I., n° 132 ; A., t. 2, p. 478 ; J. O. de

1871, p. 757); sur le projet de loi portant ratification du Traité avec l'Empire d'Allemagne (I., n° 243 ; A., t. 3, p. 86; J. O. de 1871, p. 1231). — Son rapport sur les propositions : 1° de MM. le duc de Broglie et autres ; 2° de MM. de Corcelle et autres, relatives aux Conseils de l'Enseignement (Conseils académiques et départementaux) (I., n° 462; A., t. 4, an., p. 198 ; J. O. de 1871, p. 3032). — Son rapport spécial, au nom de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars, sur les mouvements insurrectionnels en province (I., n° 740 ; A., t. 9, p. 127 à 130). — Son rapport sur : 1° le projet de loi relatif à l'organisation municipale de Lyon; 2° la proposition de M. le baron Chaurand ayant pour objet de reconstituer la municipalité de Lyon conformément aux dispositions édictées pour la ville de Paris par la loi du 14 avril 1871 (I., n° 1719 ; A., t. 17, an., p. 77 ; J. O. de 1873, p. 2172). — Son rapport sommaire sur la proposition de M. Marcel Barthe ayant pour objet de remettre en vigueur l'article 92 de la loi électorale du 15 mars 1849, relatif aux vacances qui se produisent dans la Représentation nationale (I., n° 2043 ; A., t. 28, an., p. 24 ; J. O. de 1873, p. 7503). = Est élu *Secrétaire de l'Assemblée* (A., t. 1, p. 60). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 245, 283, 284) ; comme Rapporteur, dans la discussion de la proposition de MM. de Talhoüet et autres, relative à la nomination d'une Commission de décentralisation (A., t. 2, p. 509, 510). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 3, p. 39). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi relatif au Traité de paix définitif avec l'Allemagne (A., t. 3, p. 62). — Prend part à la discussion : de ce projet de loi (A., t. 3, p. 81); de la proposition de MM. Haëntjens et autres, relative à la nomination d'une Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 3, p. 454); du projet de loi relatif au commerce et à la fabrication des armes de guerre (A., t. 3, p. 506) ; de la proposition de M. le baron Eschassériaux relative au contingent de la classe de 1871 (A., t. 4, p. 587). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 4, p. 656). — Parle : au sujet de la question de M. Monnet sur un discours prononcé à la distribution des prix des écoles communales de Lyon (A., t. 5, p. 40) ; dans la discussion : de la proposition de MM. Vandier et autres, relative à la dissolution des Gardes nationales (A., t. 5, p. 119) ; de la proposition de M. de Ravinel relaive à l'installation des différents Ministères à Versailles (A., t. 5, p. 446). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 6, p. 7). — Est entendu : sur la demande d'ajournement du projet de loi ayant pour objet les peines à établir contre les affiliés à l'Internationale (A., t. 8, p. 157) ; dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 8, p. 184). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 8, p. 189). — Parle : sur la demande d'ajournement de la proposition de MM. Tolain et autres, tendant à abroger les articles 291 à 294 du Code pénal et la loi du 10 avril 1834 sur le droit d'association (A., t. 11, p. 322); dans la discussion ; de cette proposition (*Première délibération*, A., t. 11, p. 427); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 127, 424 à 428). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 12, p. 159). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 202 à 205, 207, 370). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 14, p. 9). — Demande, en qualité de l'un des Rapporteurs, la discussion distincte des deux propositions : 1° de MM. le duc de Broglie et autres; 2° de MM. de Corcelle et autres, relatives aux Conseils de l'Enseignement (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 16). — Est entendu : dans la discussion : de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 72, 116, 125, 128, 132, 134, 155, 201, 205. *Troisième délibération*, t. 16, p. 527, 534) ; du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 409, 413). — Parle, en qualité de Rapporteur, sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi et de la proposition de M. le baron Chaurand concernant l'organisation municipale de la ville de Lyon (A., t. 17, p. 96); dans la discussion : de ce projet de loi et de cette proposition (A., t. 17, p. 211 à 217, *rectification*, p. 223) ; du projet de loi relatif aux contributions directes à percevoir en 1874 (A., t. 19, p. 402) ; sur un incident relatif au deuxième scrutin pour la nomina-

tion de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 42). — Est entendu, en qualité de Rapporteur : dans la discussion de la proposition de MM. de Corcelle et autres, relative aux Conseils académiques et départementaux (*Deuxième délibération*, A., t. 28, p. 143, 144, 146, 147, 148, 149, 156) ; sur l'ajournement de la suite de cette délibération (A., t. 31, p. 95). — Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Instruction publique : *Reprise par la Commission de l'Enseignement primaire des questions relatives à l'amélioration de la situation des Instituteurs*, A., t. 28, p. 309) ; du projet de loi électorale (A., t. 31, p. 284, 289 à 293) ; des propositions concernant l'électorat municipal (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 122. *Troisième délibération*, p. 610) ; des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Première délibération*, A., t. 36, p. 233 à 236. *Deuxième délibération*, p. 398 à 401). = Est nommé *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* [Décret du 10 mars 1875] (B. des L., n° 3963 ; J. O., p. 1831). — Est entendu, en cette qualité : en réponse à la question de M. Flotard sur les modifications dont serait susceptible la loi de 1867 relative aux Sociétés anonymes (A., t. 37, p. 323) ; dans la discussion de la proposition de MM. Fournier, Tallon et Arthur de Chabaud-la-Tour, relative aux Caisses d'épargne et de prévoyance (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 60) ; sur l'urgence du projet de loi tendant à proroger jusqu'au 1er mars 1876 le régime actuel des sucres (A., t. 41, p. 141) ; sur la motion de M. de Bouillé tendant à la discussion immédiate du projet de loi relatif à l'Enseignement élémentaire pratique de l'Agriculture (A., t. 41, p. 238) ; dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1876 (Agriculture et Commerce : *Service central de la surveillance du travail des enfants dans les manufactures*, A., t. 41, p. 239, 240. *Concours des agents des Contributions directes et des Postes aux opérations des Caisses d'épargne*, p. 240. *Concours d'irrigation pour les départements du Midi*, p. 243) ; du projet de loi relatif aux Comptes du Budget de 1868 (A., t. 42, p. 218). — Parle : sur la mise à l'ordre du jour des projets de lois relatifs aux sucres (A., t. 44, p. 210, 272) ; dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention internationale signée à Bruxelles sur le régime des sucres (A., t. 44, p. 294 à 298).

MÉDECIN (M.), *Député élu par le département des Alpes-Maritimes.*

Son élection est validée (A., t. 35, p. 195). = Membre d'une Commission (F., n° 865 ; J. O. de 1875, p. 10118).

MÉLINE (M.), *Député élu par le département des Vosges.*

Son élection est validée (A., t. 44, p. 415). = Secrétaire : du 3e Bureau (F., n° 651 ; J. O. de 1874, p. 4121) ; du 8e Bureau (F., n° 697 ; J. O. de 1874, p. 981) ; et du 2e Bureau (F., n° 842 ; J. O. de 1875, p. 9073). = Membre de Commissions (F., nos 353, 393, 399, 450, 486, 575, 588, 658, 674, 756, 796, 857 ; J. O. de 1872, p. 7007 ; J. O. de 1873, p. 280, 460, 2113, 4107 ; J. O. de 1874, p. 809, 1226, 4360, 4933 ; J. O. de 1875, p. 1817, 4340, 9767). = Sa proposition sur le régime de l'état de siège (I., n° 2542 ; A., t. 33, an., p. 25 ; J. O. de 1874, p. 5316). = Ses rapports : sur le projet de loi tendant à autoriser le département des Vosges à contracter un emprunt de 784,000 francs pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires (I., n° 2639 ; A., t. 34, an., p. 104 ; J. O. de 1874, p. 5974) ; sur les projets de lois tendant à autoriser la ville de Paris : 1° à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans ; 2° à établir différentes surtaxes à son octroi (I., n° 2678 ; A., t. 34, an., p. 325 ; J. O. de 1874, p. 6215) ; sur le projet de loi portant prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la commune de Saint-Marc (Finistère) (I., n° 2745 ; A., t. 35, an., p. 281 ; J. O. de 1874, p. 8522) ; sur le projet de loi relatif à un échange d'une terrains entre l'État et M. Paget (Loiret) (I., n° 3131 ; A., t. 39, an., p. 141 ; J. O. de 1875, p. 5538). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de l'Est de nouvelles lignes de chemins de fer (A., t. 18, p. 110 à 115, 379). — Ses observations au sujet des votes émis pour des absents dans le scrutin sur le renvoi à une seule Commission, des Lois

Constitutionnelles et de la proposition de MM. le général Changarnier et autres sur la prorogation des pouvoirs (A., t. 27, p. 23, 24). — Est entendu dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Intérieur : *Suppression des Sous-Préfets dans les villes de moins de 12,000 habitants*, A., t. 28, p. 185) ; du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Demi-décime sur l'enregistrement*, A., t. 28, p. 647. *Impôt sur les pianos*, t. 29, p. 674 ; t. 30, p. 21. *Droits de mutation*, p. 21 à 28, 34, 35, 36) ; du Budget de l'Exercice 1875 (Frais de régie : *Création de nouveaux Bureaux de poste composés*, A., t. 34, p. 216). — Parle, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif à l'établissement de surtaxes à l'octroi de Paris et à une imposition extraordinaire par cette ville (A., t. 34, p. 251). — Prend part à la discussion de la proposition de M. des Rotours tendant à déclarer Français et à soumettre au recrutement tout étranger né en France qui ne satisfait pas au service militaire dans son pays d'origine (*Troisième délibération*, A., t. 35, p. 211, 213). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 35, p. 411). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à divers droits d'enregistrement (A., t. 39, p. 6).

MELSHEIM (M.), *Député élu par le département du Bas-Rhin.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 39). = Membre de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209). = L'un des signataires : de la Déclaration collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 61, et an., p. 3) ; de la démission collective des mêmes représentants (A., t. 1, p. 124).

MELUN (M. le comte DE), *Député élu par le département du Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 38). = Président : du 14e Bureau (F., n° 51 ; J. O. de 1871, p. 750) ; du 5e Bureau (I., n° 74 ; J. O., p. 1116) ; du 13e Bureau (F., n° 167 ; J. O., p. 4802) ; et du 4e Bureau (F., n° 215 ; J. O. de 1872, p. 889). — Vice-Président du 11e Bureau (F., n° 289 ; J. O., p. 3519). — Président : du 14e Bureau (F., n° 393 ; J. O. de 1873, p. 280) ; et du même Bureau renouvelé (F., n° 650 ; J. O. de 1874, p. 4089). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (A., t. 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 14, 23, 32, 51, 64, 68, 74, 75, 85, 99, 140, 151, 167, 181, 189, 209, 211, 215, 251, 419, 440, 454, 463, 478, 505, 507, 509, 524, 549, 562, 611, 658, 865 ; M. B. de 1871, p. 58 ; J. O. de 1871, p. 251, 372, 750, 952, 1013, 1116, 1124, 1245, 1545, 2785, 3126, 4802, 5229 ; J. O. de 1872, p. 113, 704, 765, 1784, 1978 ; J. O. de 1873, p. 1080, 1769, 2231, 3220, 3817, 4819, 4880, 4945, 6982, 7921 ; J. O. de 1874, p. 351, 2005, 4360 ; J. O. de 1875, p. 10118) ; de la Commission d'Enquête sur les causes de l'insurrection de Paris (F., n° 95 ; J. O. de 1871, p. 1476) ; de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275 ; J. O. de 1872, p. 3082) ; et de la Commission de permanence de 1874 (A., t. 30, p. 647). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative aux élections partielles des membres de l'Assemblée nationale (I., n° 831 ; A., t. 7, p. 147, an., p. 52 ; J. O. de 1872, p. 837). = Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. Seignobos et autres, tendant à répartir les charges imposées aux communes et aux départements pour la Garde nationale mobilisée (I., n° 104 ; A., t. 2, p. 216 ; J. O. de 1871, p. 581) ; sur la proposition de MM. Claude (Meurthe) et autres, tendant à faire supporter par toute la nation française les contributions de guerre, réquisitions et dommages matériels de toute nature causés par l'invasion (I., n° 105 ; A., t. 2, p. 216 ; J. O. de 1871, p. 619) ; sur la proposition de M. le marquis de Mornay concernant le recrutement et la composition de l'armée française (I., n° 165 ; A., t. 2, p. 709 ; J. O. de 1871, p. 820) ; sur la proposition de M. Lucien Brun ayant pour objet d'appliquer l'art. 42 de la loi de 1837 aux Conseils municipaux des communes dont le revenu dépasse cent mille francs (I., n° 171 ; A., t. 2, p. 729 ; J. O. de 1871, p. 846) ; sur la proposition de M. le général Martin des Pallières relative au recrutement

de l'armée (I., n° 188; A., t. 2, p. 813; J. O. de 1871, p. 886); sur la proposition de MM. Calemard de Lafayette et autres, tendant à obtenir la création d'une Commission de trente membres, dite de la réorganisation de l'armée (I., n° 195; A., t. 2, p. 829; J. O. de 1871, p. 944). — Son rapport sur la proposition de MM. Cazenove de Pradine et autres, ayant pour objet de demander des prières publiques dans toute la France (I., n° 234; A., t. 3, p. 32; J. O. de 1871, p. 1189). — Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. Dubois et autres, sur l'organisation des Commissions administratives des hospices et hôpitaux civils (I., n° 239; A., t. 3, p. 60; J. O. de 1871, p. 1191); sur : 1° la proposition de M. Savary relative à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux; 2° la proposition de M. Daron relative aux concordats amiables (I., n° 246; A., t. 3, p. 89, 108; J. O. de 1871, p. 1232); sur la proposition de MM. Dubois et autres, relative à l'organisation des Commissions administratives des Bureaux de bienfaisance (I., n° 265; A., t. 3, p. 157; J. O. de 1871, p. 1318). — Son rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Cultes d'un crédit extraordinaire de 30,000 fr. pour les funérailles de Mgr Darboy, Archevêque de Paris, et des otages assassinés avec lui à Paris (I., n° 308; A., t. 3, p. 270; J. O. de 1871, p. 1596). — Ses raports sommaires : sur la proposition de MM. Dubois et autres, concernant la nomination des Conseils d'administration des Monts-de-piété ou Maisons de prêts sur nantissement (I., n° 345; A., t. 3, p. 574; J. O. de 1871, p. 1744); sur la proposition de M. Target relative à l'adoption par la nation des veuves et des orphelins des citoyens victimes de l'insurrection dans la journée du 22 mars 1871 (I., n° 371; A., t. 5, an., p. 98; J. O. de 1871, p. 3544). — Son rapport sur : 1° le projet de loi sur les Commissions administratives des Établissements de bienfaisance; 2° la proposition de MM. Dubois et autres, sur l'organisation des Commissions administratives des hospices et hôpitaux civils; 3° la proposition de MM. Dubois et autres, sur l'organisation des Commissions administratives des Bureaux de bienfaisance (I., n° 906 et Annexe; A., t. 7, an., p. 184; J. O. de 1872, p. 1550, 1576, 3312). — Son rapport sommaire sur la proposition de M. Théophile Roussel ayant pour objet la protection des enfants du premier âge et en particulier des nourrissons (I., n° 1856; A., t. 19, an., p. 53; J. O. de 1873, p. 5207). — Son rapport sur le projet de loi relatif aux récompenses à décerner à l'occasion de l'Exposition de Vienne en 1873 (I., n° 2194; A., t. 29, an., p. 198; J. O. de 1874, p. 1122). — Son rapport supplémentaire sur ce projet de loi (I., n° 2464; A., t. 32, an., p. 167; J. O. de 1874, p. 4122). — Son rapport au nom de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France sur la situation matérielle et économique des ouvriers (I., n° 3283; A., t. 41, an., p. 101 à 110; J. O. de 1875, p. 6788). = Son rapport sur les élections de l'Yonne (A., t. 1, p. 42). — Ses explications sur l'état d'examen de la proposition de M. Ducuing relative aux concordats amiables (A., t. 2, p. 188). — Est entendu, comme Rapporteur, sur la prise en considération : de la proposition de MM. Claude (Meurthe) et autres, relative aux contributions de guerre, réquisitions et dommages matériels causés par l'invasion (A., t. 2, p. 332); de la proposition de MM. Calemard de Lafayette et autres, relative à la création d'une Commission de réorganisation de l'armée (A., t. 2, p. 879). — Donne lecture de son rapport sur la proposition de M. Cazenove de Pradine relative aux prières publiques (A., t. 3, p. 32). — Parle dans la discussion de cette proposition (A., t. 3, p. 36, 37). — Donne lecture de son rapport sommaire sur la proposition de M. Savary relative aux Conseils généraux et la proposition de M. Daron relative aux concordats amiables (A., t. 3, p. 89). — Ses rapports sommaires verbaux : sur la proposition de M. Parent relative aux logements des fonctionnaires (A., t. 3, p. 114; sur la proposition de MM. Billy et autres, tendant à conserver le nom de département de la Moselle aux territoires des arrondissements de Briey et de Metz restés Français A., t. 3, p. 138; sur la proposition de M. Raudot relative à la décentralisation A., t. 3, p. 147). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi relatif aux funérailles de l'Archevêque de Paris et des otages assassinés avec lui (A.,

t. 3, p. 270). — Ses observations dans la discussion de ce projet de loi (*ibid.*). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 787; t. 12, p. 157; t. 14, p. 273, 624). — Parle : dans la discussion de la proposition de MM. Claude (Meurthe) et autres, relative au remboursement des contributions de guerre, réquisitions et dommages matériels causés par l'invasion (*Troisième délibération*, A., t. 5, p. 444); comme Rapporteur, sur la prise en considération de la proposition de M. Target relative à l'adoption des victimes du 22 mars 1871 (A., t. 6, p. 36). — Donne lecture de sa proposition relative aux élections partielles (A., t. 7, p. 147). — Est entendu dans la discussion du Budget du Ministère de l'Intérieur pour 1872 (*Inspections générales administratives*, A., t. 8, p. 602). — Prend part, en qualité de Rapporteur, à la discussion du projet de loi et des propositions de MM. Dubois et autres, concernant les Commissions administratives des hospices et hôpitaux civils, Établissements et Bureaux de bienfaisance (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 503, 533, 546, 547. *Troisième délibération*, t. 16, p. 589 à 592, 593, 596; t. 17, p. 105, 106, 107, 134, 135, 144; t. 18, p. 12, 16, 18). — Est entendu dans la discussion de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (A., t. 15, p. 269, 280, 292, 315, 410, 513, 561, 604). — Son rapport verbal sur la proposition de MM. Dubois et autres, relative à la nomination des Conseils d'administration des Monts-de-piété (A., t. 18, p. 184). — Parle : sur la prise en considération de la proposition de MM. l'amiral de Montaignac et autres, relative à la création d'une Caisse nationale de prévoyance des fonctionnaires civils (A., t. 27, p. 42); dans la discussion de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Troisième délibération*, A., t. 31, p. 49, 52, 62, 71, 74); en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif aux récompenses à décerner à l'occasion de l'Exposition de Vienne (*Première délibération*, A., t. 31, p. 119. *Deuxième délibération*, t. 32, p. 355, 359); dans la discussion : de la proposition de MM. Tallon et autres, ayant pour objet la protection des enfants employés dans les professions ambulantes (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 334. *Troisième délibération*, t. 35, p. 73); des propositions de M. Tallon et de MM. Roussel et Morvan, relatives à l'Assistance publique dans les campagnes (*Première délibération*, A., t. 35, p. 444).

MELVIL-BLONCOURT (M.), voy. BLONCOURT (MELVIL).

MÉPLAIN (M.), *Député élu par le département de l'Allier.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 10).= Secrétaire : du 13e Bureau (F., n° 264; J. O. de 1872, p. 2757); du 2e Bureau (F., n° 317; J. O. de 1872, p. 4353); du 12e Bureau (F., n° 440; J. O. de 1873, p. 1769); et du 1er Bureau (F., n° 697; J. O. de 1874, p. 7981). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., nos 15, 49, 64, 125, 127, 143, 174, 181, 201, 231, 269, 301, 353, 383, 393, 397, 405, 484, 486, 498, 509, 524, 529, 562, 573, 629, 707, 717, 765, 769, 828, 850, 865; M. B. de 1871, p. 66; J. O. de 1871, p. 712, 952, 2333, 2381, 2901, 5009, 5229; J. O. de 1872, p. 456, 1398, 2909, 3872, 7007, 7957; J. O. de 1873, p. 404, 653, 4039, 4107, 4481, 4945, 6982, 7211; J. O. de 1874, p. 358, 736, 3395, 8333; J. O. de 1875, p. 160, 2129, 3405, 5746, 9395, 10418); et de la Commission d'Enquête sur les causes de l'insurrection de Paris (F., n° 95; J. O. de 1871, p. 1476). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet d'établir un droit d'un décime par franc sur les billets de spectacle (I., n° 843; A., t. 7, p. 198, an., p. 83; J. O. de 1872, p. 930). = Son rapport spécial, au nom de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars, relatif aux mouvements insurrectionnels à Toulouse (I., n° 740; A., t. 9, p. 133 à 134). — Ses rapports : sur le projet de loi portant que les territoires formant actuellement les sections de Saint-Pardoux et de Longueville, canton et arrondissement de Marmande (Lot-et-Garonne), sont érigés en communes distinctes, qui auront pour chefs-lieux Saint-

Pardoux et Longueville (I., n° 1485; A., t. 14, an., p. 141; J. O. de 1872, p. 7957); sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins en cercles et les vins en bouteilles à l'octroi de Charleville (Ardennes) (I., n° 1922; A., t. 19, an., p. 184; J. O. de 1873, p. 5383); sur le projet de loi tendant à autoriser le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales et les chemins vicinaux (I., n° 1923; A., t. 19, an., p. 182; J. O. de 1873, p. 5366). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 269; t. 15, p. 611). — Parle dans la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 105). — Donne lecture de sa proposition relative à un impôt d'un décime par franc sur les billets de spectacle, et en demande l'urgence (A., t. 7, p. 198). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 383); de la proposition de MM. Voisin et autres, ayant pour objet d'ajouter à l'article 405 du Code pénal un paragraphe concernant les escroqueries commises dans les cafés et restaurants (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 29). — Parle sur un incident relatif au 6e scrutin pour la nomination des Sénateurs (A., t. 43, p. 295).

MERCIER (M.), *Député élu par le département de l'Ain.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 5). = Membre de Commissions (F., nos 273, 486, 627, 644; J. O. de 1872, p. 3013; J. O. de 1873, p. 4107; J. O. de 1874, p. 3307, 3888). = Sa proposition ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département de l'Ain (I., n° 2440; A., t. 32, an., p. 39; J. O. de 1874, p. 4035). = Parle dans la discussion : du projet de loi relatif à une imposition extraordinaire par le département de l'Ain pour travaux des routes départementales et des chemins vicinaux (A., t. 19, p. 427, 428); du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée (A., t. 39, p. 234).

MÉRODE (M. le comte DE), *Député élu par les départements du Doubs et du Nord.*

Son élection est validée : pour le Nord (A., t. 1, p. 38); pour le Doubs (A., t. 1, p. 49). — Déclare opter pour le département du Nord (A., t. 1, p. 87). = Membre : de la Commission du Traité de paix (F., n° 8; M. B. de 1871, p. 27 et 31); de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73; J. O. de 1871, p. 1111); et de diverses Commissions (F., nos 75, 81, 95, 123, 178, 219, 264, 289, 353, 395, 509, 562, 756; J. O. de 1871, p. 1124, 1188, 1476, 2248, 5137; J. O. de 1872, p. 1012, 2757, 3519, 7007; J. O. de 1873, p. 336, 4945; J. O. de 1874, p. 351; J. O. de 1875, p. 1817). = Parle dans la discussion du Budget rectifié de l'Exercice 1871 (Budget extraordinaire : *Incident relatif aux biens séquestrés par les décrets du 22 janvier 1852*, A., t. 5, p. 657).

MERVEILLEUX DU VIGNAUX (M.), *Député élu par le département de la Vienne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 24). = Secrétaire : du 6e Bureau (F., n° 123; J. O. de 1871, p. 2248); et du 13e Bureau (F., n° 167; J. O. de 1871, p. 4802). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 14, 23, 30, 49, 51, 58, 76, 99, 141, 161, 215, 250, 379, 393, 403, 454, 505, 658; M. B. de 1871, p. 58; J. O. de 1871, p. 251, 344, 712, 750, 867, 1128, 1545, 2819, 3435; J. O. de 1872, p. 889, 1952, 7817; J. O. de 1873, p. 280, 580, 2231, 4819; J. O. de 1874, p. 4360); de la Commission des Grâces (A., t. 3, p. 551, 552); des Commissions de permanence : de 1871 (A., t. 5, p. 661); de 1873 (A., t. 19, p. 406); de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 49); et de la Commission de permanence de 1875 (A., t. 37, p. 328). = Son rapport sur le projet de loi réglant, au point de vue de l'indemnité, la situation des fonctionnaires nommés Députés (I., n° 757; A., t. 6, an., p. 277; J. O. de 1872, p. 301). — Son rapport sommaire sur la proposition de M. Destremx tendant à donner de la force et de la stabilité au pouvoir et à mettre le pays à l'abri des

crises gouvernementales (I., n° 1069; A., t. 10, an., p. 54; J. O. de 1872, p. 2855). — Ses rapports : sur les propositions relatives à la réorganisation de la magistrature, en ce qui concerne la suppression d'un titre de Président de Chambre dans diverses Cours d'appel (I., n° 1394; A., t. 13, an., p. 329; J. O. de 1872, p. 6960); sur le projet de loi tendant à maintenir la mise en état de siège prononcée par le Gouverneur général de l'Algérie à l'égard de la commune d'Alger (I., n° 2695; A., t. 34, an., p. 339; J. O. de 1874, p. 6247). — Demande, comme Rapporteur, la déclaration d'urgence du projet de loi réglant, quant à l'indemnité, la situation des fonctionnaires nommés Députés (A., t. 7, p. 549). — Est entendu dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 7, p. 551, 553, 556, 557, 558, 559, 562, 564, 602); des propositions de MM. Emmanuel Arago, Bérenger et autres, relatives au mode de nomination et à la mise à la retraite des magistrats (*Deuxième délibération*, A., t. 8, p. 153, 155; t. 11, p. 233, 283). — Obtient un congé (A., t. 11, p. 58). — S'excuse de son absence (A., t. 14, p. 1). — Prend part à la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Justice : *Réduction du personnel des Cours d'appel*, A., t. 14, p. 402, 406). — Son rapport sur l'élection de M. Dupouy par le département de la Gironde (A., t. 18, p. 81).— Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion : du projet de loi tendant à supprimer un titre de Président de Chambre dans diverses Cours d'appel (*Deuxième délibération*, A., t. 18, p. 577); du projet de loi tendant au maintien de la mise en état de siège d'Alger (A., t. 35, p. 395, 400 à 404). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 38, p. 493, 494; t. 39, p. 26).

MESTREAU (M.), *Député élu par le département de la Charente-Inférieure.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 12). — Son élection est invalidée (A., t. 1, p. 250). = *Réélu par le même département.* — Parle dans la discussion de son élection (A., t. 4, p. 271). — Son élection est validée (A., t. 4, p. 273). = Membre de Commissions (F., n°s 123, 125, 146, 178, 289, 541, 636; J. O. de 1871, p. 2248, 2333, 2985, 5137; J. O. de 1872, p. 3519; J. O. de 1873, p. 7729; J. O. de 1874, p. 3636). = Est entendu dans la discussion du projet de loi sur l'augmentation des impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 209). — Adresse une question au Ministre de l'Intérieur au sujet de la publication d'une brochure Bonapartiste, *l'Abeille* (A., t. 7, p. 604). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'impôt des boissons (A., t. 13, p. 486 à 490). — Sa réclamation contre la modification par le *Journal officiel* d'une phrase du discours de M. Ernoul, dans la discussion de la proposition de M. Audren de Kerdrel relative au Message du Président de la République (A., t. 14, p. 315). — Parle dans la discussion des pétitions relatives à la dissolution de l'Assemblée nationale (A., t. 14, p. 590, 594). — Obtient un congé (A., t. 16, p. 357). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts, proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt sur l'alcool*, A., t. 30, p. 164 à 168); des trois propositions de M. Ganivet, de M. Claude (Meurthe-et-Moselle) et de M. d'Andelarre, relatives aux bouilleurs de cru (A., t. 43, p. 204, 205 à 214).

METTETAL (M.), *Député élu par le département du Doubs.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 49). = Président du 13e Bureau (F., n° 824; J. O. de 1875, p. 5510). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 58, 70, 75, 99, 103, 144, 147, 151, 161, 245, 403, 454, 588, 824; J. O. de 1871, p. 867, 1046, 1124, 1545, 1700, 2819, 3012, 3126, 3435; J. O. de 1872, p. 1784; J. O. de 1873, p. 580, 2231; J. O. de 1874, p. 1226; J. O. de 1875, p. 5510); de la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (F., n° 267; J. O. de 1872, p. 2829); et des Commissions de permanence : de 1874 (A., t. 30, p. 647; t. 34, p. 132); de 1875 (A., t. 41, p. 201). = Son rapport sommaire sur la proposition de M. le comte Jaubert concernant les étrangers non naturalisés (I., n° 354; A., t. 3, p. 647; J. O. de 1871, p. 1930). — Son rapport intérieur à la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires, sur les prisons du département du

Doubs (A., t. 45, p. 192, 193). = Prend part à la discussion : du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 464) ; du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 660). — Parle, comme Rapporteur, sur la prise en considération de la proposition de M. le comte Jaubert concernant les étrangers non naturalisés (A., t. 3, p. 809). — Obtient un congé (A., t. 8, p. 481). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 495 à 504). — Ses observations dans la discussion des interpellations de M. le général Changarnier au sujet des voyages de M. Gambetta en Savoie et en Dauphiné pendant les vacances parlementaires (A., t. 14, p. 97). — Demande le renvoi à la Commission d'Enquête sur les Établissements pénitentiaires du projet de loi sur la surveillance de la haute police (A., t. 15, p. 148). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant modification ou abrogation de divers articles du Code d'Instruction criminelle, en ce qui concerne l'organisation des Tribunaux de police (*Troisième délibération*, A., t. 15, p. 361) ; de la proposition de M. Théophile Roussel relative à la protection des enfants du premier âge et en particulier des nourrissons (*Première délibération*, A., t. 35, p. 132).

MEYER (M.), *Surveillant au Corps Législatif.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 759, 760).

MICHAL-LADICHÈRE (M.), *Député élu par le département de l'Isère.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 17). = Membre de Commissions (F., nos 40, 57, 103, 144, 178, 367, 475, 756, 762, 824 ; J. O. de 1871, p. 542, 854, 1700, 2929, 5137 ; J. O. de 1872, p. 7446 ; J. O. de 1873, p. 3722 ; J. O. de 1875, p. 1817, 2037, 5510). = Son rapport sur la proposition de MM. Achille Adam et autres, relative à la substitution facultative d'un acte sommaire au protêt des actes de commerce (I., n° 1276 ; A., t. 13, an., p. 4 ; J. O. de 1872, p. 1821). = Son rapport sur les élections de l'Ain (A., t. 1, p. 9). — Obtient un congé (A., t. 13, p. 63). — S'excuse de son absence (A., t. 14, p. 453 ; t. 35, p. 69). — Est entendu dans la discussion de la proposition de MM. Bottieau et autres, relative aux annonces judiciaires et légales (*Première délibération*, A., t. 17, p. 17, 18). — Demande l'ajournement de la deuxième délibération sur cette proposition (A., t. 27, p. 51).

MICHAUX (M.), *Sous-Directeur des Colonies au Ministère de la Marine.*

Membre adjoint de la Commission d'Enquête sur la régime des Établissements pénitentiaires (F., n° 293 ; J. O. de 1872, p. 3644). — Sa déposition devant cette Commission (A., t. 45, p. 41 à 48).

MICHEL (M.), *Député élu par le département des Basses-Alpes.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 10). — Membre de Commissions (F., nos 49, 58, 107, 183, 225, 403, 440, 498, 575, 588, 769, 796, 850 ; J. O. de 1871, p. 712, 867, 1819, 5299 ; J. O. de 1872, p. 1177 ; J. O. de 1873, p. 580, 1769, 4481 ; J. O. de 1874, p. 809, 1226 ; J. O. de 1875, p. 3405, 4340, 9395). = Ses rapports : sur le projet de loi tendant à ériger en municipalité distincte la section de Génissieux, distraite de la commune de Peyrins, canton de Romans, arrondissement de Valence (Drôme) (I., n° 1819 ; A., t. 18, an., p. 167 ; J. O. de 1873, p. 4419) ; sur le projet de loi tendant à ériger en commune distincte, sous le nom de Pont-de-Claix, divers hameaux distraits des communes de Champagnier (canton de Vizille) et de Claix (canton de Vif, arrondissement de Grenoble (Isère) (I., n° 1820 ; A., t. 18, an., p. 168 ; J. O. de 1873, p. 4451) ; sur le projet de loi tendant à autoriser le département de l'Indre à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires (I., n° 2297 ; A., t. 30, an., p. 155 ; J. O. de 1874, p. 2842 ; sur le projet de loi tendant à autoriser le département de l'Indre à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux d'intérêt commun (I., n° 2317 ; A., t. 30, an., p. 200 ; J. O. de 1874, p. 2966) ; sur le projet de loi relatif à l'établissement d'une surtaxe à l'octroi de Poul-

tion d'ajournement du projet de Résolution relatif aux demandes de déchéance présentées contre MM. Ranc et Melvil-Bloncourt (A., t. 34, p. 285); dans la discussion : de la proposition de M. Courcelle relative aux élections partielles (A., t. 38, p. 41); du Budget de l'Exercice 1876 (Beaux-Arts : *Emploi du fonds d'acquisitions et commandes d'œuvres d'art*, A., t. 41, p. 219); sur la mise à l'ordre du jour de la proposition de M. Tallon ayant pour objet de retirer aux Conseils généraux la vérification des pouvoirs de leurs membres (A., t. 41, p. 260); dans la discussion : du projet de loi relatif à un emprunt de 5,865,500 fr. par la ville de Lyon (A., t. 44, p. 2); du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A., t. 44, p. 224, 266).

MILLIÈRE (M.), *Député élu par le département de la Seine.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 47). — Son élection est validée (A., t. 1, p. 60). = Ses propositions ayant pour objet : la mise en accusation des membres du Gouvernement de la Défense nationale (I., n° 32; A., t. 1, p. 168, et an., p. 22; J. O. de 1871, p. 360); les loyers et les fermages courus pendant l'interruption des travaux causée par la guerre (I., n° 45; A., t. 1, p. 235, et an., p. 29; J. O. de 1871, p. 362); la prorogation des délais accordés par la loi du 10 mars 1871 relative aux effets de commerce (I., n° 62; A., t. 2, p. 8 et 16; J. O. de 1871, p. 376). = Ses observations au sujet des places à accorder à la presse dans les tribunes de l'Assemblée (A., t. 1, p. 71). — Dépose une demande d'interpellations au sujet des arrestations et des poursuites faites à Paris à propos des événements des 31 octobre 1870 et 22 janvier 1871 (A., t. 1, p. 73). — Est entendu : sur l'urgence du projet de loi relatif aux Préliminaires de paix (A., t. 1, p. 92); dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 1, p. 117); à propos du dépôt d'une pétition émanant du Club positiviste de Paris (A., t. 1, p. 153). — Donne lecture de ses propositions relatives : au Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 1, p. 168); aux loyers et fermages courus pendant la guerre (A., t. 1, p. 235). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à proroger l'échéance des effets de commerce (A., t. 1, p. 261, 268); du projet de Résolution relatif à la translation du siège de l'Assemblée (A., t. 1, p. 277). — Donne lecture de sa proposition relative à la prorogation de l'échéance des effets de commerce, et en demande l'urgence (A., t. 2, p. 8). — Parle : sur la mise à l'ordre du jour de sa proposition (A., t. 2, p. 58); dans la discussion de cette proposition (A., t. 2, p. 88 à 91); sur l'incident élevé à propos de la Proclamation au peuple et à l'armée rédigée par la Commission des Quinze (A., t. 2, p. 20, 21, 22). — Sa question relativement à la présentation du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 138). — Demande la nomination immédiate de la Commission chargée d'examiner ce projet de loi (A., t. 2, p. 157). — Question tendant à une demande de poursuites contre lui, à raison d'un article publié dans le journal *le Vengeur*, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. QUESTIONS, n° 10. — Compte-rendu par lui, de la journée du 31 octobre 1870, publié par la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 537 à 547). = N. B. — Mentionné comme décédé, dans le Décret du 9 juin 1871 portant convocation pour le 2 juillet des électeurs de 46 départements.

MINOT (M. le général), *ex-Commandant d'une Brigade à l'armée de l'Est.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 397, 398).

MONIER (M. HENRI), *Député élu par le département de Vaucluse.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 98). = Membre de Commissions (F., n°s 123, 146, 152, 269, 275, 289, 367, 478, 484; J. O. de 1871, p. 2248, 2985, 3155; J. O. de 1872, p. 2909, 3082, 3519, 7446; J. O. de 1873, p. 3817, 4039). = Son rapport sur les élections de MM. Vuillermoz et Warnier par le département d'Alger (A., t. 5, p. 9).

— Obtient des congés (A., t. 7, p. 96, 305 ; t. 12, p. 657 ; t. 15, p. 3 ; t. 18, p. 546). = N. B. — Son décès, survenu pendant la 2e prorogation de 1873, n'a pas été notifié à l'Assemblée.

MONJARET DE KERJÉGU (M.), *Député élu par le département du Finistère.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 31). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 51, 75, 123, 245, 251, 411, 529, 717, 744, 769, 842, 850, 857 ; J. O. de 1871, p. 750, 1124, 2248 ; J. O. de 1872, p. 1781, 1978 ; J. O. de 1873, p. 844, 7211 ; J. O. de 1875, p. 160, 1275, 3405, 9073, 9395, 9767) ; de la Commission de décentralisation (F., n° 50 ; J. O. de 1871, p. 734) ; de la Commission du Budget de 1873 (F., n° 297 ; J. O. de 1872, p. 3767) ; et de la Commission du Budget de 1876 (F., n° 776 ; J. O. de 1875, p. 3636). = Son rapport : 1° sur le projet de loi portant fixation pour l'Exercice 1873 du fonds de subvention applicable aux dépenses départementales ; 2° sur le projet de loi portant répartition du fonds de quatre millions destiné à venir en aide aux départements (Exercice 1873) (I., n° 1368 ; A., t. 43, an., p. 256 ; J. O. de 1872, p. 5685). — Son rapport sur le Budget des dépenses du Ministère de l'Intérieur pour l'Exercice 1873 (I., n° 1412 ; A., t. 13, an., p. 559 ; J. O. de 1872, p. 6963, 6985, 7008). — Son rapport supplémentaire sur le même Budget (I., n° 1479 ; A., t. 14, an., p. 137 ; J. O. de 1872, p. 7727). — Ses rapports : sur le Budget des dépenses de l'Exercice 1876 (Ministère de l'Agriculture et du Commerce) (I., n° 3120 ; A., t. 39, an., p. 88 à 99 ; J. O. de 1875, p. 5539) ; sur la proposition de MM. le comte de Bouillé et autres, relative à la création d'une École supérieure d'Agriculture (I., n° 3159 ; A., t. 39, an., p. 236 ; J. O. de 1875, p. 6483) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Agriculture et du Commerce, sur l'Exercice 1875, d'un supplément de 43,392 francs imputable sur le Chapitre VIII (Encouragements aux Manufactures et au Commerce) (I., n° 3511 ; A., t. 43, an., p. 276 ; J. O. de 1876, p. 571) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Agriculture et du Commerce, sur l'Exercice 1876, d'un supplément de crédit de 12,900 francs imputable sur le Chapitre VIII (Encouragements aux Manufactures et au Commerce) (I., n° 3512 ; A., t. 43, an., p. 276 ; J. O. de 1876, p. 106) ; sur le projet de loi relatif aux modifications des tarifs de la Compagnie fermière de l'Établissement thermal de Plombières (I., n° 3640 A., t. 44, an., p. 60 ; J. O. de 1876, p. 492). = Est entendu dans la discussion du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 279, 295). — Prend part, en qualité de Rapporteur, à la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Intérieur : *Traitements des Préfets*, A., t. 14, p. 502, 505, 513. *Question de la suppression des Sous-Préfectures de Sceaux et de Saint-Denis et des Secrétaires généraux de 3e classe*, p. 508. *Inspections générales administratives*, p. 521, 522. *Traitements de deux Ingénieurs électriciens du Service télégraphique*, p. 524, 525. *Institution des sourds-muets de Nancy*, p. 526). — S'excuse de son absence (A., t. 15, p. 99). — Obtient un congé (A., t. 19, p. 127). — Parle dans la discussion de la proposition de MM. Delacour et autres, sur les haras et remontes (A., t. 31, p. 159). — Prend part, en qualité de Rapporteur, à la discussion du Budget de l'Exercice 1876 (Agriculture et Commerce : *Service central de la surveillance du travail des enfants dans les manufactures*, A., t. 41, p. 240. *Augmentation du nombre et du prix des bourses à l'École d'Horticulture de Versailles*, p. 242).

MONNERAYE (M. le comte DE LA), *Député élu par le département du Morbihan.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 20). = Président du 5e Bureau (F., n° 215 ; J. O. de 1872, p. 889). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209 ; de diverses Commissions (F., nos 51, 317, 486, 509 ; J. O. de 1871, p. 750 ; J. O de 1872, p. 4353 ; J. O. de 1873, p. 4107, 4945) ; de la Commission des Services administratifs (F., n° 78 ; J. O. de 1871, p. 1148, ; et de la Commission char-

gée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275 ; J. O. de 1872, p. 3082). = Son rapport, au nom de la Commission des Services administratifs, sur le service central du Ministère des Finances (I., n° 924 ; A., t. 8, an., p. 282 ; J. O. de 1872, p. 3083, 3114, 3149, 3175). = Prend part à la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Finances : *Personnel de l'Administration centrale*, A., t. 14, p. 546 à 549. *Suppression des perceptions dans les chefs-lieux d'arrondissement et de département*, p. 616, 617. *Remaniement des circonscriptions et des remises des perceptions*, p. 618. Frais de régie : *Réduction du nombre et des remises des Receveurs-Percepteurs de Paris*, p. 620, 622, 623).

MONNET (M.), *Député élu par le département des Deux-Sèvres.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 23). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 23, 41, 51, 74, 95, 139, 146, 167, 289, 328, 379, 440, 517, 541, 562, 588, 658, 717, 769, 861 ; J. O. de 1871, p. 251, 561, 750, 1116, 1476, 2754, 2985, 4802 ; J. O. de 1872, p. 3519, 4725, 7817 ; J. O. de 1873, p. 1769, 6751, 7729 ; J. O. de 1874, p. 351, 1226, 4360 ; J. O. de 1875, p. 160, 3405, 9961) ; de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O. de 1871, p. 471) ; et de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 177 ; J. O. de 1871, p. 6113). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, tendant : à organiser une souscription publique pour les familles des soldats qui ont eu à souffrir de la guerre depuis le 18 mars (I., n° 281 ; A., t. 3, p. 211 ; J. O. de 1871, p. 1453) ; à confirmer à M. Thiers les pouvoirs qui lui ont été conférés à Bordeaux (I., n° 501 ; A., t. 4, p. 641, an., p. 273 ; J. O. de 1871, p. 2785). = Ses rapports, au nom de la Commission des Marchés : sur les marchés passés dans la Haute-Garonne pour l'habillement et l'équipement des mobiles et des mobilisés (I., n° 1127 ; A., t. 11, an., p. 96 ; J. O. de 1872, p. 3645) ; sur l'habillement et l'équipement des mobiles et des mobilisés (I., n° 1399 ; A., t. 13, an., p. 409 ; J. O. de 1872, p. 7598). — Son rapport, au nom de la Commission des chemins de fer, sur une pétition des usiniers du 15e arrondissement de Paris, qui demande à l'Assemblée nationale de constater la nécessité de construire une gare de marchandises à Grenelle, et appelle son attention sur la situation présente du transport des marchandises sur le chemin de fer de Ceinture (I., n° 1687 ; A., t. 16, an., p. 215 ; J. O. de 1873, p. 2452). — Son rapport sommaire sur la proposition de M. le baron de Vinols tendant à la nomination d'une Commission appelée à étudier la question des Tuileries (I., n° 3239 ; A., t. 41, an., p. 14 ; J. O. de 1875, p. 7125). = Ses rapports sur des pétitions (A., t. 2, p. 396, 792 à 796 ; t. 3, p. 578 à 580 ; t. 27, p. 63 ; t. 31, p. 17 ; t. 35, p. 411). — Donne lecture de sa proposition en vue d'une souscription pour les familles des soldats victimes de la guerre depuis le 18 mars (A., t. 3, p. 202). — Adresse une question au Ministre de l'Instruction publique au sujet d'un discours prononcé à la distribution des prix des écoles communales de Lyon (A., t. 5, p. 33). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 130, 131) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Impôts autorisés : *Réduction du prix des permis de chasse*, A., t. 14, p. 654, 658) ; de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 601, 604) ; des conclusions de son rapport sur la pétition des usiniers du 15e arrondissement à Paris relative à l'établissement d'une gare de marchandises à Grenelle (A., t. 18, p. 503). — S'excuse de son absence (A., t. 19, p. 189). — Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Instruction publique : *Retards dans la liquidation des pensions de retraite des instituteurs*, A., t. 28, p. 319, 320) ; du projet de loi tendant à ajourner l'époque de la prochaine session des Conseils généraux (A., t. 34, p. 74, *rectification*, p. 96) ; du Budget de l'Exercice 1875 (Frais de régie : *Fabrication des timbres-poste*, A., t. 34, p. 218). — Ses observations sur l'insuffisance de l'intitulé des scrutins portés au *Journal officiel* (A., t. 36, p. 613). — Parle : dans la discussion de la proposition de M. Maurice portant fixation du traitement et de la pension de retraite des instituteurs

et des institutrices primaires (A., t. 40, p. 173, 174) ; sur un incident relatif au règlement de l'ordre du jour (A., t. 44, p. 69).

MONNET (M.).

Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre lui et l'État, dans le département de la Charente-Inférieure, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 21.

MONNOT-ARBILLEUR (M.), *Député élu par le département du Doubs.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 49). = Membre de Commissions (F., nos 57, 151, 181, 201, 265, 658 ; J. O. de 1871, p. 854, 3126, 5229 ; J. O. de 1872, p. 456, 2781 ; J. O. de 1874, p. 4360). = Sa proposition tendant à modifier l'article 6 de la loi du 23 juin 1857 relative au droit de transmission des valeurs mobilières (I., n° 461 ; A., t. 4, an., p. 197 ; J. O. de 1871, p. 2667). = Demande la déclaration d'urgence de sa proposition (A., t. 4, p. 459). — Obtient des congés (A., t. 6, p. 345 ; t. 13, p. 63 ; t. 19, p. 310, 489 ; t. 38, p. 492 ; t. 39, p. 156). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à l'impôt sur les valeurs mobilières (A., t. 12, p. 611) ; du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt du sel*, A., t. 30, p. 408 à 411).

MONTAGUT (M.), *ex-Chef d'État-major de la Garde nationale de Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 722 à 729). = Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 184).

MONTAIGNAC (M. l'amiral marquis DE), *Député élu par les départements de l'Allier et de la Seine-Inférieure.*

Son élection est validée : pour l'Allier (A., t. 1, p. 10) ; pour la Seine-Inférieure (A., t. 1, p. 54). — Déclare opter pour le département de l'Allier (A., t. 1, p. 87). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 32, 41, 84, 229, 445, 505 ; J. O. de 1871, p. 372, 561, 1230 ; J. O. de 1872, p. 1295 ; J. O. de 1873, p. 1944, 4819) ; de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O. de 1871, p. 471) ; de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73 ; J. O. de 1871, p. 1111) ; de la Commission de permanence de 1873 (A., t. 17, p. 275) ; et de la Commission du Budget de 1875 (F., n° 583 ; J. O. de 1874, p. 4075). = Sa proposition ayant pour objet l'organisation du corps des officiers de la Marine (I., n° 900 ; A., t. 7, an., p. 176 ; J. O. de 1872, p. 1548). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, portant création d'une Caisse nationale de prévoyance des fonctionnaires civils (I., n° 1702 ; A., t. 17, an., p. 8 ; J. O. de 1873, p. 2438). = Obtient des congés (A., t. 2, p. 773 ; t. 5, p. 58 ; t. 11, p. 10). — Dépose sa proposition relative à l'organisation du corps des officiers de la Marine, et en demande l'urgence (A., t. 7, p. 621, 622). — Est entendu : sur la demande de renvoi à la Commission de l'armée de la proposition de M. Philippoteaux tendant à déclarer inéligibles à l'Assemblée nationale les officiers en activité de service (A., t. 28, p. 37) ; dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Guerre : *Exécution de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée*, A., t. 28, p. 399). — S'excuse de son absence (A., t. 28, p. 161). = Est nommé *Ministre de la Marine et des Colonies* [Décret du 22 mai 1874] (B. des L., n° 3012 ; J. O., p. 3473). — Parle, en cette qualité : dans la discussion du projet de loi portant prorogation du privilège des Banques coloniales et de leurs statuts (*Deuxième délibération*, A., t. 31, p. 189, 198) ; de la proposition de M. Farcy tendant à prévenir les accidents et les collisions en mer (*Première délibération*, A., t. 32, p. 398) ; du Budget de l'Exercice 1875 (Marine et Colonies : *Discussion générale*, A., t. 33, p. 365, 371. *Création d'un Commandant supérieur des troupes au Sénégal*, p. 387. *Ferme des jeux en Cochinchine*, p. 388) ; sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi portant approbation du Traité conclu entre la France et le royaume d'Annam (A., t. 34, p. 197). = Est nommé de nouveau *Ministre de la Marine et des Colonies* [Décret du 10 mars 1875] (B. des L.,

n° 3960 ; J. O., p. 1833). — Répond, en cette qualité, à la question de M. Lafon de Fongaufier au sujet d'actes arbitraires imputés au Commandant du poste de Bakel au Sénégal (A., t. 38, p. 73, 500). — Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1876 (Marine et Colonies : *Situation du personnel et du matériel de la Marine,* A., t. 41, p. 188 à 190, 204 à 206. *Faits de traite des noirs sur la côte orientale d'Afrique,* p. 207) ; du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 90. *Troisième délibération*, p. 453) ; du projet de loi tendant à modifier l'article 37 de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée (A., t. 43, p. 99, 105). — Proteste contre des assertions de M. Naquet à l'appui de la demande d'urgence de sa proposition d'amnistie pleine et entière en faveur des auteurs de tous les crimes et délits politiques commis depuis le 4 septembre 1870 (A., t. 44, p. 52). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 44, p. 56). — Est entendu à l'occasion du dépôt par M. Naquet d'une demande d'interpellations sur la conduite de l'Administration vis-à-vis des déportés de la Nouvelle-Calédonie (A., t. 44, p. 87).

MONTAIGU-HICKS (M. le colonel), *ancien Directeur de la Maison correctionnelle d'Holloway.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (A., t. 45, p. 81 à 83).

MONTEIL (M.), *Député élu par le département de la Dordogne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 32). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 75, 93, 99, 101, 123, 189, 229, 264, 326, 419, 427, 438, 440, 484, 488, 517, 529, 607, 644, 674 ; J. O. de 1871, p. 1124, 1408, 1545, 1623, 2248 ; J. O. de 1872, p. 1295, 2757, 4682 ; J. O. de 1873, p. 1080, 1383, 1710, 1769, 4039, 4177, 6751, 7211 ; J. O. de 1874, p. 1881, 3888, 4933) ; et de la Commission de décentralisation (F., n° 481 ; J. O. de 1873, p. 3943). = Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser le département de la Gironde à modifier le taux de l'intérêt de deux emprunts réalisables en vertu de lois antérieures (I., n° 1239 ; A., t. 11, an., p. 81 ; J. O. de 1872, p. 4386).

MONTESQUIOU (M. le vicomte FERNAND DE), *Préfet de Meurthe-et-Moselle.*

L'un des candidats proposés pour les fonctions de Conseiller d'État (A., t. 13, p. 97, et an., p. 65). — Est élu *Conseiller d'État* par l'Assemblée (A., t. 13, p. 340).

MONTGOLFIER (M. DE), *Député élu par le département de la Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 17). = Secrétaire : du 8e Bureau (F., n° 123 ; J. O. de 1871, p. 2248) ; du 3e Bureau (F., n° 627 ; J. O. de 1874, p. 3307) ; et du 1er Bureau (F., n° 865 ; J. O. de 1875, p. 10118). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 51, 64, 74, 99, 136, 161, 167, 181, 203, 245, 353, 367, 379, 397, 438, 448, 463, 636, 644, 762, 857 ; J. O. de 1871, p. 750, 952, 1116, 1545, 2641, 3435, 5229 ; J. O. de 1872, p. 520, 1784, 7007, 7446, 7817 ; J. O. de 1873, p. 404, 1710, 2032, 3220 ; J. O. de 1874, p. 3636, 3888 ; J. O. de 1875, p. 2037, 9767, ; et de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 177 ; J. O. de 1871, p. 6113). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, en faveur de la veuve et des enfants du Commandant de Sigoyer (I., n° 276 ; A., t. 3, p. 205 ; J. O. de 1871, p. 1321). = Ses rapports : sur le projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de Saint-Louis-du-Rhône du chemin de fer d'Arles à la Tour Saint-Louis (I., n° 1896 ; A., t. 19, an., p. 128 ; J. O. de 1873, p. 5492) ; sur le projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession définitive de plusieurs chemins de fer concédés à titre éventuel, et à l'adjudication de plusieurs chemins classés et non concédés (I., n° 2097 ; A., t. 28, an., p. 185 ; J. O. de 1874, p. 545, 576, 612, 674). — Son rapport supplémentaire sur ce dernier projet de loi (I., n° 2300 ; A., t. 30, an., p. 160 ; J. O. de 1874, p. 2844). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie du Nord (I., n° 3580 ; A., t. 43, an., p. 537 ; J. O. de 1876,

p. 221). — Prend part à la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 18, 136) ; du projet de loi portant augmentation des impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 324, 330, 353) ; du projet de loi relatif à un impôt sur les matières premières (A., t. 7, p. 26 à 31). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 7, p. 501 à 503). — Parle dans la discussion de la proposition de MM. Tolain et autres, tendant à abroger les art. 291 à 294 du Code pénal et la loi de 1834 sur le droit d'association (*Première délibération*, A., t. 11, p. 430). — Obtient un congé (A., t. 12, p. 81). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 13, p. 102, 113) ; du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 224 à 227, 233, 293, 309, 314, 315, 346, 347, 369, 370, 379) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Frais de régie : *Régime de la dynamite*, A., t. 14, p. 638) ; de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 556, 557) ; du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de l'Est de nouvelles lignes de chemins de fer (A., t. 18, p. 399, 402). — Demande, en qualité de Rapporteur, l'urgence du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de Saint-Louis-du-Rhône du chemin de fer d'Arles à la Tour Saint-Louis (A., t. 19, p. 476). — Parle dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 19, p. 477) ; du projet de loi ayant pour objet de fixer le prix de vente de la poudre dynamite (*Deuxième délibération*, A., t. 27, p. 89, 90, 91, 96 ; t. 29, p. 283 à 288, 289. *Troisième délibération*, t. 37, p. 84, 85). — Est entendu, comme Rapporteur : sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à plusieurs chemins de fer concédés à titre éventuel ou classés et non concédés (A., t. 29, p. 268 ; sur l'ajournement de ce projet de loi (A., t. 29, p. 373 ; dans la discussion y relative (A., t. 30, p. 545, 555, 560, 561, 563, 569). — Demande, en la même qualité, plusieurs rectifications dans le texte de cette loi au *Journal officiel* (A., t. 32, p. 19). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt du timbre sur les journaux*, A., t. 29, p. 699. *Impôt de la petite vitesse*, t. 30, p. 526) ; des projets de lois ayant pour objet : la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée (A., t. 39, p. 351) ; la déclaration d'utilité publique et la concession d'un chemin de fer de Marmande à Angoulême (A., t. 43, p. 50) ; la déclaration d'utilité publique et la concession de diverses lignes de chemins de fer à la Compagnie du Midi (*Deuxième délibération*, A., t. 43, p. 98. *Troisième délibération*, p. 279, 280). — Demande, en qualité de Rapporteur, la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la Convention avec la Compagnie du Nord (A., t. 44, p. 19, 42). — Est entendu dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 44, p. 324, 336) ; du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (LOIRE : arrondissement de *Saint-Étienne*, A., t. 44, p. 57, 61, 62, 63).

MONTLAUR (M. le marquis DE), *Député élu par le département de l'Allier.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 10). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 210) ; et de diverses Commissions (F., n°s 51, 68, 99, 146, 189, 201, 264, 265, 317, 393, 455, 486, 627, 717, 744, 824 ; J. O. de 1871, p. 750, 1013, 1345, 2985 ; J. O. de 1872, p. 113, 456, 2757, 2781, 4353 ; J. O. de 1873, p. 280, 2280, 4107 ; J. O. de 1874, p. 3307 ; J. O. de 1875, p. 160, 1275, 5510). = Son rapport au nom de la Commission d'Enquête sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture de la France (Agriculture et alimentation publique) (I., n° 56 ; A., t. 1, an., p. 40 ; J. O. de 1871, p. 1164, 1183). — Ses rapports : sur le projet de loi relatif à un échange de terrains entre l'État et le sieur Toussaint-Morinot (Nièvre) (I., n° 872 ; A., t. 7, an.,

p. 144; J. O. de 1872, p. 1327); sur le projet de loi relatif à un échange de terrains entre l'État et le sieur Cabanne (Allier) (I., n° 2597; A., t. 33, an., p. 179; J. O. de 1874, p. 5717); sur le projet de loi tendant à créer, sous le nom de Saint-Jean-Delnous, une nouvelle commune formée de territoires distraits des communes de Réquista et de Lédergues (canton de Réquista, arrondissement de Rodez) (Aveyron) (I., n° 2660; A., t. 34, an., p. 136; J. O. de 1874, p. 6006). = Ses rapports sur les élections : du Doubs (A., t. 1 p. 48); d'Eure-et-Loir (A., t. 1, p. 49); et de l'Eure (A., t. 1, p. 83). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 3, p. 591 à 598; t. 6, p. 137 à 139; t. 11, p. 447; t. 14, p. 560; t. 15, p. 632; t. 30, p. 766; t. 35, p. 460 à 463; t. 38, p. 201, 497; t. 43, p. 58). — Ses observations à propos des pétitions tendant à la réglementation par l'Assemblée de l'observation de la loi sur le repos du dimanche (A., t. 35, p. 464). — S'excuse de son absence (A., t. 30, p. 43; t. 35, p. 229).

MONTRIEUX (M.), *Député élu par le département de Maine-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 18). = Membre de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 11; M. B. de 1871, p 210). = S'excuse de son absence (A., t. 2, p. 3). — Obtient des congés (A., t. 6, p. 123; t. 13, p. 63).

MOREAU (M. Ferdinand), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 86). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 127, 139, 152, 215, 249, 417, 824; J. O. de 1871, p. 2381, 2754, 3155; J. O. de 1872, p. 889, 1906; J. O. de 1873, p. 1039; J. O. de 1875, p. 5510); de la Commission des Comptes de l'Exercice 1869 (F., n° 529; J. O. de 1873, p. 7211); et des Commissions de permanence : de 1872 (A., t. 13, p. 567); de 1873 (A., t. 19, p. 406); de 1874 (A., t. 34, p. 132); et de 1875 (A., t. 41, p. 201). = Son rapport sommaire sur la proposition de M. Haëntjens ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Finances à émettre avant le 1er novembre 1873 des Bons du Trésor jusqu'à concurrence de deux milliards (I., n° 1059; A., t. 10, an., p. 18; J. O. de 1872, p. 2809). = Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les valeurs mobilières et les modifications à apporter à la taxe des biens de main-morte et au timbre sur les décharges contenues dans les lettres missives (A., t. 8, p. 672, 677).

MOREAU (M. Henri), *Député élu par le département de la Côte-d'Or.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 33). = Membre de Commissions (F., n°s 80, 379, 627, 717, 757; J. O. de 1871, p. 1183; J. O. de 1872, p. 7817; J. O. de 1874, p 3307; J. O. de 1875, p. 160, 1846). = Sa proposition ayant pour objet de modifier l'article 54 du Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 418; A., t. 4, an., p. 103; J. O. de 1871, p. 2318). = Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser le département du Finistère à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires (I., n° 2586; A., t. 34, an., p. 2; J. O. de 1874, p. 5687). = Obtient un congé (A., t. 2, p. 876). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée (A., t. 39, p. 316).

MOREL (M. Jules), *Député élu par le département du Rhône.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 40). = Membre d'une Commission (F., n° 125; J. O. de 1871, p. 2333). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 88; t. 14, p. 58; t. 15, p. 3; t. 16, p. 357). = N. B. — Son décès, survenu pendant la 1re prorogation de 1873, n'a pas été notifié à l'Assemblée.

MORET (M.), *Commis du Bureau du recrutement au Ministère de la Guerre.*

Sa lettre sur l'effectif des troupes au début de la guerre, communiquée à la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 527).

MORIN (M. FRÉDÉRIC), *ancien Préfet de Saône-et-Loire.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 840 à 855).

MORIN (M. PAUL), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 4, p 86).= Membre : de diverses Commissions (F., nos 140, 161, 177, 181, 205, 245, 258, 264, 265, 284, 383, 395, 401, 427, 448, 477, 485, 541, 644, 674, 744, 762, 865; J. O. de 1871, p. 2785, 3435, 6143, 5229; J. O. de 1872, p. 572, 1784, 2197, 2757, 2781, 3360, 7957; J. O. de 1873, p. 336, 524, 1383, 2032, 3784, 4039, 7729; J. O. de 1874, p. 3888, 4933; J. O. de 1875, p. 1275, 2037, 10118); et de la Commission de permanence de 1872 (A., t. 13, p. 567). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet d'étendre les Associations syndicales et d'autoriser les départements à garantir ces associations en vue des besoins de l'agriculture (I., n° 592; A., t. 5, an., p. 172; J. O. de 1871, p. 3890). = Ses rapports : sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser la ville de Paris à appliquer aux dépenses sur fonds généraux le reliquat de l'emprunt contracté par elle en 1869 (I., n° 971; A., t. 8, an., p. 71; J. O. de 1872, p. 1980); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de Loc-Mélard (Finistère) (I., n° 2737; A., t. 35, an., p. 274; J. O. de 1874, p. 8353); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur les alcools et absinthes à l'octroi de Plounéour-Trez (Finistère) (I., n° 2738; A., t. 35, an , p. 275; J. O. de 1874, p. 8500). = Donne lecture de sa proposition relative aux Associations syndicales, et en demande l'urgence (A., t. 5, p. 340).— Prend part à la discussion : de la proposition de MM. Claude (Meurthe) et autres, relative au remboursement des contributions de guerre, réquisitions et dommages matériels causés par l'invasion (*Troisième délibération*, A., t. 5, p. 385); du Budget rectifié de l'Exercice 1871 (Impôts autorisés : *Taxation des huiles de schiste*, A., t. 5, p. 647); du projet de loi relatif au Conseil général de la Seine (A., t. 5, p. 682); du projet de loi relatif à la reconstitution de l'État civil de Paris (A., t. 7, p. 533); du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 263, 287, 374); du projet de loi tendant à attribuer à l'État le monopole de l'achat, de la fabrication et de la vente des allumettes chimiques (A., t. 13, p. 562, 563, 566); du Budget de l'Exercice 1873 (Frais de régie : *Personnel de l'Administration des tabacs*, A., t. 14, p. 631); de sa proposition relative aux Associations syndicales (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 343); du projet de loi relatif à l'exercice du monopole et à la vente des allumettes chimiques (A., t. 16, p. 189, 491); d'une pétition des usiniers du 15e arrondissement de Paris, relative à l'établissement d'une gare de marchandises à Grenelle et à l'état des transports des marchandises sur le chemin de fer de Ceinture (A., t. 18, p. 505); du projet de loi portant approbation du Traité de commerce conclu avec l'Angleterre (A., t. 19, p. 526). — Parle : sur l'ajournement de la proposition de MM. Labélonye et autres, relative à la création d'un timbre ou signe spécial destiné à être apposé sur les marques commerciales ou de fabrique (A., t. 27, p. 104); dans la discussion : du projet de loi relatif à la modification du régime du Service postal et du Service télégraphique (*Troisième délibération*, A., t. 28, p 129, 134); du Budget de l'Exercice 1874 (Beaux-Arts : *Musées nationaux*, A., t. 28, p. 331); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Incident relatif à l'ordre de la discussion*, A., t. 28, p. 660); du projet de loi relatif au droit sur les huiles (A., t. 28, p. 698). — Est entendu : sur un incident relatif à la fixation de l'ordre du jour (A., t. 28, p. 700); dans la discussion : du projet de loi relatif aux récompenses à accorder à l'occasion de l'Exposition de Vienne en 1873 (*Deuxième délibération*, A., t 32. p. 359); du projet de loi ayant pour objet d'exempter des droits sur le papier l'adjudicataire du *Journal officiel* et de lui allouer un supplément à raison du séjour à Versailles (A., t. 32, p. 486, 487); du projet de loi tendant à ajourner l'époque de la prochaine session des Conseils généraux

A., t. 34, p. 67. — Obtient un congé (A., t. 34, p. 122). — Ses observations sur la mise à l'ordre du jour de la pétition des habitants de la commune de Gennevilliers (Seine) contre le déversement sur leur territoire des eaux d'égout de Paris (A., t. 42, p. 227). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 306).

MORNAY (M. le marquis DE), *Député élu par le département de l'Oise.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 34). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O. de 1871, p. 471 ; de diverses Commissions (F., n°s 40, 41, 56, 64, 84, 275, 411, 484, 529 ; J. O. de 1871, p. 542, 561, 845, 952, 1230 ; J. O. de 1872, p. 3082 ; J. O. de 1873, p. 844, 4039, 7211 ; de la Commission de la réorganisation de l'armée (F., n° 73 ; J. O. de 1871, p. 1111 ; de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 Mars (F., n° 95 ; J. O. de 1871, p. 1476 ; et de la Commission de permanence de 1872 (A., t. 13, p. 567). = Sa proposition sur le recrutement et la composition de l'armée française (I., n° 126 ; A., t. 2, p. 443 ; J. O. de 1871, p. 752). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la reconstruction de l'hôtel de M. Thiers (I., n° 230 ; A., t. 3, p. 41 ; J. O. de 1871, p. 1048, 1188). — Sa proposition sur l'organisation du Service général des remontes militaires (I., n° 2196 ; A., t. 29, an., p. 201 ; J. O. de 1874, p. 1170, 1195). = Son rapport à la Commission des forces militaires, sur la situation de l'effectif de l'armée française présent sous les drapeaux le 5 février 1871 (I., n° 58 ; A., t. 1, an., p. 54 ; J. O. de 1871, p. 1211). — Son rapport sur la proposition de MM. Calemard de Lafayette et autres, tendant à obtenir la création d'une Commission de trente membres, dite de la réorganisation de l'armée (I., n° 224 ; A., t. 2, p. 955 : J. O. de 1871, p. 1100). — Son rapport, au nom de la Commission des Marchés, sur les dépenses engagées et payées à Marseille à l'occasion de la guerre, par la Préfecture des Bouches-du-Rhône (I., n° 1575, avec Annexe : A., t. 16, an., p. 233 ; J. O. de 1873, p. 3133). = S'excuse de son absence (A., t. 1, p. 57 ; t. 11, p. 150 ; t. 12, p. 99 ; t. 16, p. 203 ; t. 31, p. 1). — Est entendu : sur son amendement au projet de Résolution relatif à la translation du siège de l'Assemblée (A., t. 1, p. 292) ; sur un incident relatif à la situation de Paris (A., t. 2, p. 43 ; dans la discussion : de la proposition de M. de la Rochethulon relative à la création de bataillons de volontaires (A., t. 2, p. 71) ; du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 297, 337, 339 ; à propos de la question de M. d'Audiffret-Pasquier relative aux obsèques des généraux Besson et Péchot (A., t. 2, p. 364 ; sur un incident relatif à l'absence de communications à l'Assemblée sur les événements de Paris (A., t. 2, p. 526) ; comme Rapporteur, dans la discussion de la proposition de M. Calemard de Lafayette tendant à la création d'une Commission de la réorganisation de l'armée (A., t. 3, p. 47, 49). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur le rétablissement du cautionnement des journaux (A., t. 3, p. 799) ; des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 373) ; de la proposition de M. le baron Eschassériaux relative au contingent de la classe de 1871 (A., t. 4, p. 586) ; de la proposition de MM. Vandier et autres, relative à la dissolution des Gardes nationales (A., t. 5, p. 127) ; de la proposition de MM. Destremx et autres, relative au contingent de la classe de 1870 (A., t. 5, p. 359, 363, 376, 378, 380, *rectification*, p. 430) ; du Budget rectifié de l'Exercice 1871 (Agriculture et Commerce : *Remonte et achats d'étalons*, A., t. 5, p. 572, 573. *Achats de chevaux de guerre*, p. 580. Guerre : *Établissements et matériel de l'artillerie*, p. 629. Budget extraordinaire : *Dépenses de la Garde nationale mobilisée*, p. 655). — Développe un projet de Résolution tendant à consacrer un jour par semaine au travail intérieur des Bureaux et des Commissions (A., t. 6, p. 72, 129). — Parle : sur l'urgence du projet de loi relatif à la répression des attaques contre l'Assemblée et le Gouvernement (A., t. 7, p. 686) ; à propos de la demande d'interpellations déposée par M. de

Guiraud sur la démission de M. Pouyer-Quertier comme Ministre des Finances (A., t. 8, p. 200). — Est entendu dans la discussion : du Budget du Ministère de l'Agriculture et du Commerce pour l'Exercice 1872 (*Encouragements à l'industrie chevaline*, A., t. 8, p. 495); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 96, 131, 304, 373 à 375, 390 à 394, 438, 447); d'un incident relatif à l'un des scrutins pour la nomination des Conseillers d'État (A., t. 13, p. 340); des pétitions ayant pour objet la dissolution de l'Assemblée nationale (A., t. 14, p. 600); du Budget de l'Exercice 1873 (Agriculture et Commerce : *Remonte des haras*, A., t. 14, p. 395 à 398) ; du projet de loi relatif à l'organisation générale de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 235). — Parle : sur un incident relatif à l'un des scrutins pour la nomination de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 58); dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Guerre : *Remonte générale de l'armée*, A., t. 28, p. 409 à 414); du projet de loi relatif aux nouveaux forts à construire autour de Paris (A., t. 30, p. 694). — Obtient des congés (A., t. 31, p. 157 ; t. 32, p. 271). — Est entendu dans la discussion : du projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 202) ; du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (SEINE : *ville de Paris*, A., t. 44, p. 121).

MORTEMART (M. le marquis DE), *Député élu par le département du Rhône.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 40). = Président : du 15e Bureau (F., n° 215; J. O. de 1872, p. 889) ; du 7e Bureau (F., n° 393 ; J. O. de 1873, p. 280) ; du 5e Bureau (F., n° 419 ; J. O. de 1873, p. 1080) ; du 9e Bureau (F., n° 463 ; J. O. de 1873, p. 3220 ; du 12e Bureau (F., n° 509; J. O. de 1873, p. 4945) ; du 8e Bureau (F., n° 541 ; J. O. de 1873, p. 7729) ; du 13e Bureau (F., n° 627 ; J. O. de 1874, p. 3307) ; du 6e Bureau (F., n° 674 ; J. O. de 1874, p. 4933) ; du 4e Bureau (F., n° 824 ; J. O. de 1875, p. 5510) ; et du 12e Bureau (F., n° 865; J. O. de 1875, p. 10118). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 49, 56, 64, 74, 123, 189, 264, 427, 573, 588, 707; J. O. de 1871, p. 712, 845, 952, 1116, 2248 ; J. O. de 1872, p. 113, 2757 ; J. O. de 1873, p. 1328 ; J. O. de 1874, p. 736, 1226, 8313) ; et de la Commission de revision des grades (F., n° 136 ; J. O. de 1871, p. 2641). = Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. du Temple et autres, relative au rétablissement des surtaxes d'entrepôt, à l'abrogation de la loi du 19 mai 1866 sur la Marine marchande, et à une Enquête parlementaire sur la revision des lois et règlements de navigation (I., n° 486 ; A., t. 4, an., p. 257 ; J. O. de 1871, p. 3185) ; sur la proposition de M. Hervé de Saisy fixant un maximum de traitement aux fonctions de l'État, portant interdiction de cumul, etc. (I., n° 487 ; A., t. 4, an., p. 258; J. O. de 1871, p. 3606) ; sur la proposition de MM. Millaud et autres, ayant pour objet d'abroger le décret du 8 août 1870 qui déclare le département du Rhône en état de siège (I., n° 566 ; A., t. 5, an., p. 95 ; J. O. de 1871, p. 3639). — Son rapport spécial, au nom de la Commission du projet de loi concernant la Convention avec l'ancienne Liste civile, sur la levée du séquestre sur certains immeubles du Domaine privé (I., n° 2321; A., t. 30, an., p. 254 ; J. O. de 1874, p. 2966). = Demande, comme Président de la Commission, l'ajournement du projet de loi relatif à la reconstruction de la colonne Vendôme et à la réparation du monument de Louis XVI (A., t. 3, p. 272). — Son rapport sommaire verbal sur la proposition de MM. le vicomte de Lorgeril et autres, concernant le prix des tabacs ordinaires et de cantine (A., t. 12, p. 41). — Obtient un congé (A., t. 12, p. 194). — Est entendu sur un incident personnel, dans la discussion de la proposition de MM. Savary et autres, relative à la majorité requise pour être élu Député à l'Assemblée nationale (A., t. 16, p. 111). — Ses rapports sommaires verbaux : sur la proposition de M. Aubry relative à l'établissement d'un impôt sur le revenu (A., t. 30, p. 43) ; sur la proposition de M. Dezanneau relative à l'âge requis pour certaines catégories de fonctionnaires de l'ordre administratif (A., t. 30, p.

95). — Son rapport verbal, au nom de la Commission de l'ancienne Liste civile, tendant à la levée du séquestre sur les immeubles non litigieux du Domaine privé (A., t. 30, p. 423). — Dépose un rapport écrit sur la question (A., t. 30, p. 536). — Prend part, en qualité de Rapporteur, à la discussion du projet de Résolution présenté par la Commission (A., t. 30, p. 732, 744).

MORVAN (M.), *Député élu par le département du Finistère.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 87). = Membre de Commissions (F., nos 158, 181, 251, 258, 524, 588, 629, 717, 744; J. O. de 1871, p. 3334, 5229; J. O. de 1872, p. 1978, 2197; J. O de 1873, p. 6982; J. O. de 1874, p. 1226, 3395; J. O. de 1875, p. 160, 1275). = Sa proposition ayant pour objet l'organisation de l'Assistance médicale dans les campagnes et dans les localités dépourvues d'un service public de secours médicaux pour les indigents (I., n° 1281; A., t. 13, an., p. 16; J. O. de 1872, p. 5417, 5429, 5448, 5463, 5480). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans la ville de Brest (Finistère) (I., n° 2435; A., t. 32, an., p. 22; J. O. de 1874, p. 3888). = Obtient des congés (A., t. 12, p. 444; t. 13, p. 497).

MOTTE-ROUGE (M. le général DE LA).

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 428 à 431).

MOTTET (M. le docteur), *Médecin de la prison de la Petite-Roquette, à Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (A., t. 45, p. 57 à 59).

MOUCHY (M. le duc DE), *Député élu par le département de l'Oise.*

Son élection est validée (A., t. 35, p. 175).

MOULIN (M.), *Député élu par le département du Puy-de-Dôme.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 21). = Président : du 14e Bureau (F., n° 74; J. O. de 1871, p. 1116), du 4e Bureau (F., n° 99; J. O. de 1871, p. 1545); du 7e Bureau (F., n° 123; J. O. de 1871, p. 2248); du 5e Bureau (F., n° 167; J. O. de 1871, p. 4802); du 2e Bureau (F., n° 189; J. O. de 1872, p. 113); du 10e Bureau (F., n° 215; J. O. de 1872, p. 889); du 7e Bureau (F., n° 241; J. O. de 1872, p. 1649); du 15e Bureau (F., n° 393; J. O. de 1873, p. 280); du 14e Bureau (F., n° 419; J. O. de 1873, p. 1080); et du 9e Bureau (F., n° 440; J. O. de 1873, p. 1769). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 11, 14, 23, 84, 172, 231, 269; M. B. de 1871, p. 58, 209; J. O. de 1871, p. 251, 1230, 1960; J. O. de 1872, p. 1398, 2909); et de la Commission de décentralisation (F., n° 50; J. O. de 1871, p. 734). = Demande l'ajournement de la discussion sur la prise en considération de la proposition de MM. Bouisson et autres, relative à l'instruction publique (A., t. 2, p. 331). — Parle : sur la demande de renvoi des propositions de MM. Bethmont et Magnin sur les Conseils généraux à la Commission de décentralisation (A., t. 2, p. 513); sur la demande de renvoi de la proposition de M. de Barante sur les Conseils cantonaux à cette même Commission (A., t. 2, p. 774). — Prend part à la discussion de ces propositions et de celles de M. Raudot (*Première délibération*, A., t. 3, p. 681. *Deuxième délibération*, t. 3, p. 850, 894, 897, 917; t. 4, p. 80, 166, 167, 168, 281. *Troisième délibération*, t. 4, p. 415, 555). — Obtient des congés (A., t. 4, p. 500; t. 13, p. 200; t. 14, p. 273). — Est entendu dans la discussion des interpellations de M. Jean Brunet sur la non-présence à l'Assemblée des princes d'Orléans, dont l'élection remonte à plus de dix mois et a été validée depuis six mois (A., t. 6, p. 156). — S'excuse de son absence (A., t. 11, p. 10; t. 12, p. 15; t. 17, p. 143). — Parle sur l'urgence de la proposition de M. le baron Chaurand tendant à reconstituer la municipalité de Lyon sur les bases de la municipalité de Paris posées dans la loi du 14 avril 1871 (A., t. 15, p. 511). — Demande le renvoi de cette proposition à la Commission d'examen du projet de loi relatif au

même objet (A., t. 16, p. 243). = N. B. — Son décès, survenu pendant la 1re prorogation de 1873, n'a pas été notifié à l'Assemblée.

MOURGUES (M. DE), *Président de la Chambre des imprimeurs de Paris.*

Sa pétition tendant à obtenir pour les imprimeurs une indemnité à raison de l'abolition de leurs brevets par décret du Gouvernement de la Défense nationale, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. PÉTITIONS, § II, n° 48.

MOUTON (M.), *ex-Chef du Cabinet à la Préfecture de police.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 555 à 560).

MULLER (M.), *Surveillant au Corps législatif.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 757).

MUNG (M. le comte DE), *chargé d'un Service politique pendant la Commune.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 598 à 600).

MURAT (M. le comte JOACHIM), *Député élu par le département du Lot.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 17). = S'excuse de son absence (A., t. 2, p. 3). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 1, 875; t. 13, p. 63; t. 19, p. 178; t. 33, p. 117). — Demande la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la reconstruction de la colonne Vendôme (A., t. 16, p. 63, 64). — Est entendu dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 18, p. 151); du projet de Résolution relatif à la prorogation de l'Assemblée et à l'ordre du jour de ses derniers travaux (A., t. 44, p. 284); du projet de loi portant déclaration d'utilité publique de divers chemins de fer (A., t. 44, p. 376).

MURAT-SISTRIÈRES (M.), *Député élu par le département du Cantal.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 12). = S'excuse de son absence (A., t. 2, p. 115). — Obtient des congés (A., t. 2, p. 151; t. 5, p. 2).

N

NAPOLÉON III.

Motion relative à sa déchéance et à celle de sa dynastie, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. TRAITÉS, § I, n° 3. = Proposition relative à la saisie et à la vente de ses biens, voy. *ibid.*, art. BONAPARTE (FAMILLE), n° 2. = Projet de loi relatif à son ancienne Liste civile et à la levée du séquestre sur ses biens privés, voy. *ibid.*, art. CRÉDITS, § XI, n° 7.

NAPOLÉON (Prince JÉRÔME).

Protestation de ce prince et pétition d'électeurs d'Ajaccio contre son expulsion du territoire français, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. PÉTITIONS, § II, n° 27.

NAQUET (M. ALFRED), *Député élu par le département de Vaucluse.*

Membre de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209). = Est entendu dans la discussion des élections de son département (A., t. 1, p. 186). — L'Enquête est prononcée sur ces élections (A., t. 1, p. 199). — Donne, de concert avec ses collègues, sa démission (A., t. 1, p. 199, 200). = *Réélu Député par le même département.* — Son élection est validée (A., t. 4, p. 98). = Membre de Commissions (F., n°s 125, 167, 178, 189, 241, 245, 258, 475, 541, 627; J. O. de 1871, p. 2333, 4802, 5137; J. O. de 1872, p. 1649, 1784, 2197; J. O. de 1873, p. 3722, 7729; J. O. de 1874, p. 3307). = Ses propositions : tendant à réorganiser l'enseignement de la médecine (I., n° 672; A., t. 6, an., p. 68; J. O. de 1871, p. 5041, 5113); ayant pour objet la saisie et la vente des biens de Louis-Napoléon Bonaparte (I., n° 842; A., t. 7, p. 171, an., p. 82; J. O. de 1872, p. 930). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à ce qu'il soit nommé par l'Assemblée nationale une Commission de quinze membres pour étudier la revision générale de la législation de l'an XI, en ce qui concerne l'enseignement et l'exercice de la médecine et de la pharmacie (I., n° 884; A., t. 7, an., p. 163; J. O. de 1872, p. 127). — Sa proposition de modification au Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 2513; A., t 32, an., p. 362; J. O. de 1874, p. 4663). — Ses propositions relatives : aux amurcas et aux pulpes d'olives (I., n° 3081; A., t. 38, an., p. 231; J. O. de 1875, p. 4260); à un emprunt au profit des inondés du Midi (I., n° 3144; A., t. 39, p. 393, an, p. 177; J. O. de 1875, p. 5939); à la fixation de l'époque des élections et de la réunion du Sénat et de la Chambre des Députés et de la dissolution de l'Assemblée nationale (I., n° 3259; A., t. 41, an., p. 69; J. O. de 1875, p. 6088). = Prend part à la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 387); des propositions : 1° de MM. Rivet et autres, sur l'organisation du Pouvoir exécutif; 2° de MM. Adnet et autres, sur la confirmation des pouvoirs de M. Thiers; 3° de M. de Belcastel, sur la forme définitive du Gouvernement (A., t. 5, p. 245); de la proposit on de M. de Ravinel relative à l'installation des différents Ministères à Versailles (A., t. 5, p. 386 à 394); d'une pétition du Club républicain de Nîmes relative à l'amnistie des insurgés du 18 mars (A., t. 6, p. 47); du projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu (A., t. 6, p. 269 à 272). — Donne lecture de sa proposition relative à la saisie et à la vente des biens de Louis-Napoléon Bonaparte, et en demande l'urgence (A., t. 7, p. 170, 171). — Parle dans la discussion du Budget du Ministère de l'Instruction pu-

blique pour l'Exercice 1872 (*Traitements des instituteurs adjoints*, A., t. 8, p. 427). — Dépose une demande d'interpellations sur la suspension générale des cours et examens de la Faculté de médecine de Paris (A., t. 8, p. 594). — Est entendu sur la fixation du jour de ces interpellations (A., t. 8, p. 595, 596, 597). — Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 237). — Parle : dans la discussion des propositions de MM. Vilfeu et Théophile Roussel relatives à la répression de l'ivresse (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 19. *Troisième délibération*, t. 15, p. 302); sur la proposition de MM. Tolain et autres, tendant à abroger les art. 291 à 294 du Code pénal et la loi de 1834 concernant le droit d'association (*Première délibération*, A., t. 11, p. 388 à 393, 430); sur la mise à l'ordre du jour du rapport de la Commission des Marchés sur les marchés passés par la Commission d'étude des moyens de défense (A., t. 13, p. 147, 341); dans la discussion des conclusions de ce rapport (A., t. 13, p. 435 à 446, 466); sur un incident personnel, à propos de la discussion des pétitions relatives à la dissolution de l'Assemblée nationale (A., t. 14, p. 604). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 427, 440); de sa proposition tendant à la nomination d'une Commission parlementaire chargée d'étudier la question de l'enseignement et de l'exercice de la médecine et de la pharmacie (*Première délibération*, A., t. 17, p. 46); de la prise en considération de sa proposition tendant à réorganiser l'enseignement de la médecine (A., t. 19, p. 19); du projet de loi tendant à accorder à la Commission de permanence le droit d'autoriser la poursuite des délits d'offense commis contre l'Assemblée nationale pendant sa prorogation (A., t. 19, p. 371, 372). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 139 à 144). — Est entendu dans la discussion de la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation des pouvoirs de M. le maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 159 à 162). — Dépose une demande d'interpellations sur des faits relatifs à l'élection qui se prépare dans le département de Vaucluse (A., t. 30, p. 6). — Parle dans la discussion des propositions de MM. Le Royer, Gatien-Arnoult et autres, relatives à la création de Facultés de médecine à Lyon, Toulouse, Lille, Nantes, Bordeaux et Marseille (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 406). — S'excuse de son absence (A., t. 33, p. 117). — Prend part à la discussion : des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 333 à 338); du projet de loi relatif à divers droits d'enregistrement (A., t. 39, p. 62). — Dépose une demande d'interpellations sur les agissements de l'Administration préfectorale du département de Vaucluse, dans les diverses élections qui ont eu lieu depuis le 1er mars 1874 (A., t. 41, p. 336). — Est entendu dans la discussion du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 95. *Troisième délibération*, p. 362 à 365). — Donne lecture d'une proposition d'amnistie pleine et entière en faveur des auteurs de tous les crimes et délits politiques commis depuis le 4 septembre 1870, et en développe l'urgence (A., t. 44, p. 26 à 29, 32, 34). — Dépose une demande d'interpellations sur la conduite de l'Administration vis-à-vis des déportés de la Nouvelle-Calédonie (A., t. 44, p. 80, 87).

NÉTIEN (M.), *Député élu par le département de la Seine-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 155). = Président du 3e Bureau (F., n° 486; J. O. de 1873, p. 4107). = Membre de Commissions (F., nos 123, 129, 136, 264, 353, 359, 393, 401, 419, 478, 509; J. O. de 1871, p. 2248, 2443, 2641; J. O. de 1872, p. 2757, 7007, 7197; J. O. de 1873, p. 280, 524, 1080, 3817, 4945). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la translation à Rouen des six chaires de la Faculté des sciences de Strasbourg, complément nécessaire de l'École professionnelle en voie d'organisation (I., n° 516; A., t. 5, an., p. 3; J. O. de 1875, p. 3296). = Son rapport sur le projet de loi relatif à la nouvelle délimitation des deux cantons de justice de paix de la ville de Laval (Mayenne) (I., n° 1160; A., t. 11, an., p. 184; J. O. de 1872, p. 3745). = Obtient des congés (A., t. 6, p. 123, 461;

t. 11, p. 145; A., t. 18, p. 502; t. 28, p. 69; t. 29, p. 55; t. 35, p. 51). — S'excuse de son absence (A., t. 12, p. 343). — Prend part à la discussion : du projet de loi et des propositions concernant les Commissions administratives des hospices et hôpitaux civils, Établissements et Bureaux de bienfaisance (*Troisième délibération*, A., t. 16, p. 595); du projet de loi tendant à modifier la législation sur les contributions indirectes (A., t. 18, p. 455, 469).

NILLIS (M.), *Chef de section à la Compagnie de l'Est, à Châtillon-sur-Seine.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 248).

NIOCHE (M.), *Député élu par le département d'Indre-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 14, p. 334). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 353, 454, 463, 475, 588, 607, 756; J. O. de 1872, p. 7007; J. O. de 1873, p. 2231, 3220, 3722; J. O. de 1874, p. 1226, 1881; J. O. de 1875, p. 1817); et de la Commission de permanence de 1873 (A., t. 17, p. 276). = Son rapport sur une pétition (A., t. 38, p. 200).

NOAILLES (M. le marquis DE), *Ministre plénipotentiaire près du Roi d'Italie.*

Demande d'interpellations au sujet de sa nomination à ces fonctions, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. INTERPELLATIONS, nos 52 et 57.

NOBLE (M.), *ancien Bâtonnier des avocats au barreau de Toulon.*

Sa déposition écrite adressée à la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 383 à 387).

NOBLOT (M.), *Député élu par le département de la Moselle.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 48). = Membre de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209). = L'un des signataires de la Déclaration collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 61, et an., p. 3). — Ses observations au sujet de la Résolution substituée par l'Assemblée à cette Déclaration (A., t. 1, p. 66). = L'un des signataires de la démission collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 124).

NOËL-PARFAIT (M.), *Député élu par le département d'Eure-et-Loir.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 49). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 11, 14, 129, 136, 146, 167, 189, 201, 215, 241, 264, 293, 317, 353, 393, 395, 427, 478, 486, 498, 517, 524, 607, 611, 644, 658, 756, 776; M. B. de 1871, p. 209; J. O. de 1871, p. 58, 2443, 2641, 2985, 4802; J. O. de 1872, p. 113, 456, 889, 1649, 2757, 3643, 4353, 7007; J. O. de 1873, p. 280, 336, 1383, 3817, 4107, 4481, 6751, 6982; J. O. de 1874, p. 1881, 2005, 3888, 4360; J. O. de 1875, p. 1817, 3636); et des Commissions de permanence : de 1871 (A., t. 5, p. 660); de 1872 (A., t. 13, p. 567); de 1873 (A., t. 17, p. 276; t. 19, p. 406); de 1874 (A., t. 34, p. 132); de 1875 (A., t. 37, p. 328; t. 41, p. 201); et de 1876 (A., t. 44, p. 364). = Ses propositions ayant pour objet : l'allocation d'un secours provisoire à la ville de Châteaudun et aux communes de Varize et de Civry (I., n° 232; A., t. 3, p. 41; J. O. de 1871, p. 1188); une modification dans le Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 1019; A., t. 8, an., p. 216; J. O. de 1872, p. 2344); la levée de l'état de siège dans le département d'Eure-et-Loir (I., n° 2448; A., t. 32, an., p. 134; J. O. de 1874, p. 4155). — Ses rapports : sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Chartres (Eure-et-Loir) : 1° à emprunter 1,500,000 fr.; 2° à s'imposer extraordinairement (I., n° 743; A., t. 6, an., p. 256; J. O. de 1872, p. 228); sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise) : 1° à emprunter une somme de 1,600,000 fr.; 2° à s'imposer extraordinairement (I., n° 954; A., t. 8, an., p. 37; J. O. de 1872, p. 1734); sur le projet de loi tendant à autoriser le département de la Vienne à contracter un

emprunt pour l'établissement de chemins vicinaux ordinaires (I., n° 1055; A., t. 10, an., p. 43; J. O. de 1872, p. 2638); sur : 1° le règlement définitif du Compte des recettes et des dépenses de l'ancien Corps législatif pour l'Exercice 1870; 2° le règlement définitif du Compte des recettes et des dépenses du même Corps pour l'Exercice 1871, du 1er janvier au 12 février; 3° le règlement du Compte des recettes et des dépenses de l'Assemblée nationale, du 12 février au 30 juin 1871 (I., n° 1083; A., t. 11, an., p. 17; J. O. de 1872, p. 3468); sur le projet de loi tendant à autoriser le département du Cher à contracter un emprunt pour travaux à exécuter sur les chemins de grande communication et d'intérêt commun (I., n° 1144; A., t. 11, an., p. 151; J. O. de 1872, p. 3533); sur le projet de loi tendant : 1° à approuver, pour régularisation, le Tableau de la dette immobilière de la ville de Paris; 2° à autoriser le paiement, par annuités, d'une somme de 18 millions de francs destinée à la fondation de Maisons d'école; 3° à approuver l'engagement pris par la Ville de consacrer une somme de 2,835,000 fr. à la construction de bâtiments affectés au service des pompes funèbres (I., n° 1322; A., t. 13, an., p. 147; J. O. de 1872, p. 5316); sur le projet de loi ayant pour objet d'établir des surtaxes à l'octroi de la commune de Châteaudun (Eure-et-Loir) (I., n° 1384; A., t. 13, an., p. 311; J. O. de 1872, p. 5748); sur le règlement des Comptes de l'Assemblée nationale : pour l'Exercice 1873 (I., n° 2653; A., t. 34, an., p. 119; J. O. de 1874, p. 5097); pour l'Exercice 1874 (I., n° 3191; A., t. 43, an., p. 243; J. O. de 1876, p. 609). = Son rapport sur l'élection de MM. Morvan, Rousseau, Lebreton et de Pompéry par le département du Finistère (A., t. 4, p. 86). — Ses observations : à propos du vote sur la proposition de MM. Passy et autres, concernant le nombre de Commissions dont un Député peut être membre (*Troisième délibération*, A., t. 6, p. 174); comme Rapporteur, dans la discussion des Comptes de l'ancien Corps législatif pour l'Exercice 1870, à propos du projet de Résolution de M. Pascal Duprat tendant à exprimer un blâme contre M. Schneider, le dernier Président de ce Corps (A., t. 11, p. 191). — Son rapport sur l'élection de M. Charles Abbatucci par le département de la Corse (A., t. 12, p. 487). — Est entendu dans la discussion de la proposition de MM. le vicomte d'Aboville et autres, concernant la publicité des *Comptes-rendus* des séances de l'Assemblée nationale (A., t. 16, p. 5). — Sa réclamation contre deux interruptions qui lui ont été indûment attribuées dans le *Compte-rendu* de la discussion sur la demande d'ajournement des propositions relatives à l'organisation municipale (A., t. 42, p. 215).

NOUAILLAN (M. le comte DE), *Député élu par le département de l'Ariège.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 11).= Président : du 2e Bureau (F., n° 393; J. O. de 1873, p. 280); et du 4e Bureau (F., n° 541; J. O. de 1873, p. 7729). = Membre d'une Commission (F., n° 405; J. O. de 1873, p. 653). = S'excuse de son absence (A., t. 11, p. 436). — Obtient des congés (A., t. 14, p. 58; t. 37, p. 41).

NUSSE (M.), *ex-Chef de la Police municipale.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 552 à 557).

O

OLLIVIER (M.), *Lieutenant de vaisseau, ex-Commandant de l'Artillerie mobile à Autun.*

Sa réclamation communiquée à la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 519).

ORDINAIRE fils (M.), *Député élu par le département du Rhône.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 6). = Sa proposition ayant pour objet d'abroger le décret du 8 août 1870, qui déclare le département du Rhône en état de siège (I., n° 447; A., t. 4, an., p. 184; J. O. de 1871, p. 2644). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative au régime légal des cafés, cabarets et débits de boissons (I., n° 2253; A., t. 30, an., p. 45; J. O. de 1874, p. 2399). — Sa proposition relative à un emprunt au profit des inondés du Midi (I., n° 3144; A., t. 39, p. 393, an., p. 177; J. O. de 1875, p. 5939). = Est entendu sur l'élection de M. Arrazat et Castelnau par le département de l'Hérault (A., t. 4, p. 222). — Adresse une question au Ministre de la Guerre sur la nomination de M. le duc de Chartres comme Chef d'escadron aux Chasseurs d'Afrique (A., t. 4, p. 502, 503). — Ses observations sur le procès-verbal, à propos d'un incident soulevé par lui sur les décisions de la Commission des grâces (A., t. 6, p. 43, 44). — La peine de la censure est prononcée contre lui, à cette occasion (*ibid.*). — Obtient des congés (A., t. 6, p. 345; t. 7, p. 401; t. 11, p. 145; t. 13, p. 497). — Dépose une demande d'interpellations sur l'interdiction de divers journaux et sur le maintien de l'état de siège dans plusieurs départements (A., t. 8, p. 689). — Prend part à la discussion du rapport de la Commission des Marchés sur les marchés passés à Lyon et sur les dépenses de l'armée des Vosges (A., t. 15, p. 472 à 477). — Ses observations sur le procès-verbal, à propos de son interruption dans la discussion sur la mise à l'ordre du jour de la demande en autorisation de poursuites contre M. Ranc (A., t. 18, p. 431). — Est entendu : sur la fixation du jour des interpellations de M. Lamy au sujet du maintien de l'état de siège dans les divers départements soumis à cette mesure (A., t. 19, p. 102); sur un incident personnel, dans la discussion du projet de loi relatif à la nomination des Maires (A., t. 29, p. 200, 210). — Donne lecture de sa proposition relative à un emprunt de 200 millions au profit des inondés du Midi, et en demande l'urgence (A., t. 39, p. 393).

OSMOY (M. le comte D'), *Député élu par le département de l'Eure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 83).= Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., n°s 81, 401, 769; J. O. de 1871, p. 1188; J. O. de 1873, p. 524; J. O. de 1875, p. 3405); et des Commissions des Budgets : de 1875 (F., n° 583; J. O. de 1874, p. 1075); et de 1876 (F., n° 776; J. O. de 1875, p. 3636).= Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à voter des félicitations aux officiers, sous-officiers et soldats du 69e régiment de marche et à ceux de la 18e batterie du 10e régiment d'artillerie (I., n° 72; A., t. 2, p. 59, 86; J. O. de 1871, p. 385). = Ses rapports : sur le Budget des dépenses de l'Exercice 1875 (Ministère de l'Instruction publique, des Cultes et des

Beaux-Arts : Section des Beaux-Arts) (I., n° 2475 ; A., t. 32, an., p. 240 ; J. O. de 1874, p. 4906) ; sur le Budget des dépenses de l'Exercice 1876 (Instruction publique, Cultes et Beaux-Arts : Section des Beaux-Arts) (I., n° 3175 ; A., t. 39, an., p. 262 à 265 ; J. O. de 1875, p. 5990) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Travaux publics, sur l'Exercice 1874, d'un crédit de 3,000,000 de fr. pour la liquidation des dépenses du nouvel Opéra (I., n° 3230 ; A., t. 41, an., p. 4 ; J. O. de 1875, p. 6886) ; sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts, sur le Budget de l'Exercice 1875 (Chapitre XLIII, Théâtres nationaux), un crédit supplémentaire de 6,500 francs applicable au paiement des frais d'une action judiciaire soutenue par l'Administration au sujet du loyer de l'Opéra-Comique (I., n° 3334 ; A., t. 41, an., p. 171 ; J. O. de 1875, p. 7126) ; sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts, sur l'Exercice 1876 (Chapitre XLIII, Théâtres nationaux), un crédit supplémentaire de 97,000 francs applicable aux frais d'installation du Théâtre Lyrique (I., n° 3549 ; A., t. 43, an., p. 403 ; J. O. de 1876, p. 764) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts, sur l'Exercice 1876, d'un crédit supplémentaire (Section 2e, Chapitre XLVI, Monuments historiques) (I., n° 3631 ; A., t. 44, an., p. 52, 53 ; J. O. de 1876, p. 427). = S'excuse de son absence (A., t. 6, p. 81). — Obtient des congés (A., t. 6, p. 123 ; t. 7, p. 96 ; t. 11, p. 145 ; t. 13, p. 497 ; t. 17, p. 143 ; t. 18, p. 613). — Prend part à la discussion : du Budget du Ministère de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts pour l'Exercice 1872 (*Subventions aux Théâtres nationaux*, A., t. 8, p. 440) ; du projet de loi relatif aux allumettes chimiques (A., t. 16, p. 192) ; du projet de loi de crédit destiné à subvenir aux dépenses nécessitées par l'incendie de l'Opéra (A., t. 29, p. 2). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1875 (Beaux-Arts : *Subventions aux Théâtres nationaux*, A., t. 33, p. 396) ; du Budget de l'Exercice 1876 (Beaux-Arts : *Loyer de l'École de dessin pour les jeunes filles à Paris*, A., t. 41, p. 220).

OSSUDE (M.), *ex-Prévôt du 7e arrondissement à l'État-major de la Garde nationale de Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 769 à 775).

OSTERMANN (M.), *Député élu par le département du Bas-Rhin.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 39). = L'un des signataires : de la Déclaration collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 61, et an., p. 3) ; de la démission collective des mêmes représentants (A., t. 1, p. 124).

P

PAGÈS-DUPORT (M.), *Député élu par le département du Lot.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 17). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., n°s 15, 40, 48, 74, 117, 211, 231, 245, 255, 379, 383, 562, 607, 627, 686; M. B. de 1871, p. 66; J. O. de 1871, p. 542, 696, 1116, 2086; J. O. de 1872. p. 765, 1398, 1784, 2090, 7817; J. O. de 1873, p. 280; J. O. de 1874, p. 351, 1881, 3307, 5848); et des Commissions de permanence : de 1872 (A., t. 13, p. 567); de 1873 (A., t. 19, p. 406); et de 1875 (A., t. 41, p. 201). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la nomination d'une Commission de trente membres à l'effet de rechercher, par voie d'Enquête, les causes de l'insurrection de Paris (I., n° 258; A., t. 3, p. 144; J. O. de 1871, p. 1291). — Sa proposition relative aux secours donnés par l'État aux agriculteurs victimes de la grêle, de l'inondation, de l'incendie et de tous autres sinistres (I., n° 2509; A., t. 32, an., p. 344; J. O. de 1874, p. 4715). = Son rapport sur les élections de l'Hérault (A., t. 1, p. 15). — Parle : sur un incident relatif à l'omission d'une protestation contre les élections des Pyrénées-Orientales (A., t. 1, p. 27, 28); sur l'ajournement de l'élection de M. George, ancien Préfet des Vosges (A., t. 1, p. 144); dans la discussion du projet de loi tendant à proroger l'échéance des effets de commerce (A., t. 1, p. 266). — S'excuse de son absence (A., t. 2, p. 49). — Est entendu : à propos de la demande d'interpellations déposée par M. Jean Brunet sur la conduite à tenir par le Gouvernement à l'égard de Paris (A., t. 2, p. 454, 455); sur la demande de renvoi des propositions de MM. Bethmont et Magnin relative aux Conseils généraux à la Commission de décentralisation (A., t. 2, p. 513, 515); sur une pétition déposée par M. Peyrat et relative aux moyens de faire cesser la guerre civile (A., t. 2, p. 535); au sujet de la proposition de M. Jean Brunet relative à la pacification de Paris (A., t. 2, p. 628); à propos d'une pétition concernant la nomination de M. le général Bordone (A., t. 2, p. 691); dans la discussion : de la proposition de MM. Ducuing et autres, relative à la prorogation des échéances des effets de commerce (A., t. 2, p. 717, 718, 722, 724); du projet de loi relatif à des augmentations d'impôts et à des impôts nouveaux concernant l'enregistrement et le timbre (A., t. 5, p. 79); du projet de loi relatif aux contributions indirectes (A., t. 5, p. 172); des propositions : 1° de MM. Rivet et autres, sur l'organisation du Pouvoir exécutif; 2° de MM. Adnet et autres, sur la confirmation des pouvoirs de M. Thiers; 3° de M. de Belcastel, sur la forme du Gouvernement définitif (A., t. 5, p. 241); du projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu (A., t. 6, p. 272, 490); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (***Deuxième délibération***, A., t. 12, p. 337); du projet de loi ayant pour objet l'établissement d'un impôt sur les créances hypothécaires (A., t. 12, p. 557, 569); du projet de loi concernant l'impôt des boissons (A., t. 13, p. 538, 540); du projet de loi tendant à modifier la législation sur les contributions indirectes (A., t. 18, p. 180, 181, 421, 450); du Budget de l'Exercice 1874 (Affaires étrangères : ***Tarifs différentiels à l'entrée des vins en Angleterre***, A., t. 28, p. 207. Travaux publics : ***Améliorations dans le régime des chemins de fer***, p. 361. Dotations : ***Affectation du palais de l'Élysée aux réceptions du Président de la République à Paris***, A., t. 28, p. 427). — Parle : sur un incident relatif à la fixation de l'ordre du jour (A., t. 28, p. 669); dans la discussion du projet de loi concernant

les droits sur les boissons (A., t. 28, p. 683): sur le projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Droits de mutation*, A., t. 30, p. 40, 41); sur la motion de M. Paris (Pas-de-Calais) tendant à suspendre les séances de l'Assemblée du 25 décembre 1874 au 5 janvier 1875 (A., t. 35, p. 376, 377); dans la discussion des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 346); sur la demande de mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif au vinage (A., t. 43, p. 192, 193); sur la demande tendant à obtenir de la Commission du Budget le dépôt de son rapport (A., t. 44, p. 45).

PAGET (M.).

Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre lui et l'État, dans le département du Loiret, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 28.

PAILLARD (M.), *ancien Directeur de l'hôpital Saint-Antoine à Paris.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 257).

PAJOT (M.), *Député élu par le département du Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 38). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); et de diverses Commissions (F., n°s 22, 23, 40, 49, 64, 70, 75, 94, 99, 103, 146, 151, 171, 226, 231, 289, 309, 379, 393, 395, 403, 478, 484, 486, 509, 562, 744, 756; M. B. de 1871, p. 231; J. O. de 1871, p. 251, 542, 712, 952, 1046, 1124, 1439, 1545, 1700, 2985, 3126, 4929; J. O. de 1872, p. 1223, 1398, 3519, 4118, 7817; J. O. de 1873, p. 280, 336, 580, 3817, 4039, 4107, 4945; J. O. de 1874, p. 351; J. O. de 1875, p. 1275, 1817). = Son rapport sur le projet de loi concernant les officiers ministériels, et en particulier les notaires, appelés sous les drapeaux et autorisés à se faire suppléer pendant la guerre (I., n° 152; A., t. 2, p. 625; J. O. de 1871, p. 774). — Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. Eugène Tallon et autres, relative à l'exercice du droit de pétition (I., n° 846; A., t. 7, an., p. 85; J. O. de 1872, p. 1078); sur la proposition de modification de M. le marquis de la Rochejaquelein à l'art. 23 du Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 1583; A., t. 15, an., p. 208; J. O. de 1873, p. 1082). — Son rapport sur le projet de loi portant prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Landivisiau (Finistère) (I., n° 1619; A., t. 16, an., p. 21; J. O. de 1873, p. 1661). = Ses observations dans la discussion du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 624). — Son rapport sur des pétitions (A., t. 3, p. 94 à 99). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 614; t. 8, p. 363; t. 15, p. 611; t. 16, p. 291; t. 29, p. 282; t. 38, p. 170). — Son rapport sur les pétitions de plusieurs Archevêques et Évêques relatives à la situation faite au Souverain Pontife par le Gouvernement Italien (A., t. 4, p. 243). — Son rapport sur l'élection de M. Grange par le département de la Savoie (A., t. 7, p. 285). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 7, p. 634 à 639; t. 35, p. 452). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 237).

PALIKAO (M. le général DE MONTAUBAN, comte DE), *ex-Ministre de la Guerre.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 145 à 163).

PALLIÈRES (M. le général DES), voy. MARTIN DES PALLIÈRES (M. le général).

PALLU DE LA BARRIÈRE (M. le général), *Capitaine de frégate.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 559, 576).

PALOTTE (M. JACQUES), *Député élu par le département de la Creuse.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 13). =

Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 22, 203, 397 ; M. B. de 1871, p. 231 ; J. O. de 1872, p. 520 ; J. O. de 1873, p. 404) ; et de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 177 ; J. O. de 1871, p. 6113). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative au rachat par l'État de l'ensemble des concessions de la Compagnie de l'Est (I., n° 1585 ; A., t. 15, an., p. 211 ; J. O. de 1873, p. 1182). = Obtient des congés (A., t. 4, p. 313 ; t. 11, p. 10 ; t. 17, p. 42 ; t. 18, p. 369 ; t. 30, p. 596).

PARENT (M.), *Député élu par le département de la Savoie.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 23). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 226, 264, 405, 475, 486, 488, 517, 541, 607, 744, 756, 762, 842, 851, 865 ; J. O. de 1872, p. 1233, 2757 ; J. O. de 1873, p. 653, 3722, 4107, 4177, 6751, 7729 ; J. O. de 1874, p. 1881 ; J. O. de 1875, p. 1275, 1817, 2037, 9073, 9463, 10118) ; et de la Commission chargée d'examiner les projets de lois portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1867 et de celui de 1868 (F., n° 321 ; J. O. de 1872, p. 4516). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à répartir les charges imposées aux communes et aux départements pour la Garde mobile (I., n° 49 ; A., t. 1, an., p. 33 ; J. O. de 1871, p. 375). — Ses propositions : tendant à réunir dans un seul bâtiment tous les Services administratifs et judiciaires de chaque département (I., n° 212 ; A., t. 2, p. 875 ; J. O. de 1871, p. 1029) ; sur les logements des fonctionnaires (I., n° 218 ; A., t. 2, p. 893 ; J. O. de 1871, p. 1070). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, sur l'Inspectorat des eaux minérales de France (I., n° 270 ; A., t. 3, p. 194 ; J. O. de 1871, p. 1452). — Ses propositions ayant pour objet : de créer des ressources au profit des communes (I., n° 491 ; A., t. 4, an., p. 266 ; J. O. de 1871, p. 3743) ; de faire déposer sur le Bureau de l'Assemblée nationale un Tableau général des biens de l'État, dans le but de permettre de rechercher s'il est possible d'aliéner, en tout ou en partie, ceux de ces biens qui ne sont pas susceptibles d'être affectés à un Service public (I., n° 492 ; A., t. 4, an., p. 267 ; J. O. de 1871, p. 3744) ; de modifier les dispositions de l'art. 65 du Code de Commerce et de simplifier la procédure de séparation de biens en matière de faillite, dans l'intérêt de la femme du failli et de la masse des créanciers (I., n° 578 ; A., t. 5, an., p. 138 ; J. O. de 1871, p. 3907) ; de faire attribuer aux Juges de paix la connaissance des actions commerciales, dans les limites de valeur et de ressort établies pour les actions civiles par l'art. 1er de la loi du 25 mai 1838 (I., n° 615 ; A., t. 5, an., p. 203 ; J. O. de 1871, p. 4112) ; de modifier, dans l'intérêt du Trésor, la liquidation des droits proportionnels sur les transmissions de propriété à titre gratuit, entre époux, en ligne collatérale et entre personnes non parentes, soit qu'elles aient lieu par actes entre vifs, soient qu'elles procèdent de décès (I., n° 823 ; A., t. 7, an., p. 48 ; J. O. de 1872, p. 794) ; de modifier l'art. 337 du Code d'Instruction criminelle, afin d'étendre la compétence des Cours d'assises aux qualifications diverses dont l'infraction qui leur est soumise peut être susceptible, de telle façon que le prévenu acquitté ne puisse plus être repris, ni accusé devant une autre juridiction (I., n° 981 ; A., t. 8, an., p. 131 ; J. O. de 1872, p. 2113). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, sur les eaux minérales (I., n° 1100 ; A., t. 11, an., p. 39 ; J. O. de 1872, p. 3362). — Ses propositions ayant pour objet : de supprimer dans chaque Cour d'appel, à l'exception de celle de Paris, le titre de second Président de la 1re Chambre, et de réduire dans toutes indistinctivement le nombre des juge à sept pour chaque Chambre, y compris le Président, avec pouvoir de rendre arrêt au nombre de cinq juges (I., n° 1879 ; A., t. 19, an., p. 92 ; J. O. de 1873, p. 5412) ; de charger le Gouvernement de présenter, au cours d'une des Sessions législatives de 1876, un projet de loi réunissant en une seule loi organique toutes les lois relatives à l'enregistrement et au timbre

(I., n° 2943 ; A., t. 37, an., p. 421 ; J. O. de 1875, p. 2233). = Ses rapports : sur le projet de loi tendant à autoriser le département de la Creuse à contracter un emprunt pour l'achèvement des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun (I., n° 1133 ; A., t. 11, an., p. 423 ; J. O. de 1872, p. 3442) ; sur le projet de loi autorisant l'établissement de surtaxes sur le vin, l'alcool et l'absinthe à l'octroi de la commune de Voiron (Isère) (I., n° 1145 ; A., t. 11, an., p. 451 ; J. O. de 1872, p. 3534) ; sur le projet de loi ayant pour objet d'établir une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la commune de Plouvien (Finistère) (I., n° 2015 ; A., t. 27, an., p. 468 ; J. O. de 1873, p. 7257) ; sur le projet de loi portant prorogation d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de la commune de Moutiers-en-Tarentaise (Savoie) (I., n° 2040 ; A., t. 28, an., p. 22 ; J. O. de 1873, p. 7346) ; sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins en cercles, les vins en bouteilles, les cidres, poirés et hydromels, les alcools et les absinthes, à l'octroi d'Aix-les-Bains (Savoie) (I., n° 2041 ; A., t. 28, an., p. 22 ; J. O. de 1873, p. 7321) ; sur le projet de loi ayant pour objet l'établissement de surtaxes sur les vins, les alcools et les absinthes à l'octroi de la commune de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie) (I., n° 2042 ; A., t. 28, an., p. 23 ; J. O. de 1873, p. 7366). — Son rapport supplémentaire sur ce dernier projet de loi (I., n° 2141 ; A., t. 28, an., p. 301 ; J. O. de 1874, p. 263). — Ses rapports : sur le projet de loi relatif à l'établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de Taninges (Haute-Savoie) (I., n° 2106 ; A., t. 28, an., p. 261 ; J. O. de 1873, p. 8081) ; sur le projet de loi relatif à l'établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de la commune de Saint-Julien (Haute-Savoie) (I., n° 2107 ; A., t. 28, an., p. 261 ; J. O. de 1873, p. 8257) ; sur le projet de loi relatif à l'établissement de surtaxes sur les vins et sur les cidres à l'octroi de Cluses (Haute-Savoie) (I., n° 2108 ; A., t. 28, an., p. 262 ; J. O. de 1874, p. 70). = Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à proroger l'échéance des effets de commerce (A., t. 1, p. 251, 264, 267) ; des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 22, 190, 191). — Obtient un congé (A., t. 4, p. 313). — Parle dans la discussion de l'élection de M. Grange par le département de la Savoie (A., t. 7, p. 289 à 293). — Ses observations dans la discussion du Budget du Ministère de la Justice pour l'Exercice 1872 (*Retrait de ses amendements*, A., t. 8, p. 618). — Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 251). — Est entendu dans la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Justice : *Réduction du personnel des Cours d'appel*, A., t. 14, p. 410. Cultes : *Question de la suppression du Chapitre de Saint-Denis et des chapelains de Sainte-Geneviève*, p. 490, 492. Légion d'Honneur : *Question de la suppression de la Maison de Saint-Denis et de ses succursales*, p. 715, 718). — S'excuse de son absence (A., t. 15, p. 148 ; t. 29, p. 121). — Prend part à la discussion : de sa proposition tendant à faire dresser par le Gouvernement et distribuer à l'Assemblée un Tableau des biens appartenant à l'État et susceptibles ou non d'être aliénés (A., t. 15, p. 326) ; du projet de loi portant modification ou abrogation de divers articles du Code d'Instruction criminelle, en ce qui concerne l'organisation des Tribunaux de police (*Troisième délibération*, A., t. 15, p. 356 à 359, 362) ; du projet de loi et des propositions concernant les Commissions administratives des hospices et hôpitaux civils, Établissements et Bureaux de bienfaisance (*Troisième délibération*, A., t. 18, p. 13, 17). — Sa proposition, présentée de concert avec un grand nombre de Députés, ayant pour objet de ne pas accepter la démission de M. Thiers comme Président de la République (A., t. 18, p. 65). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation sur les contributions indirectes (A., t. 18, p. 417, 475, 476, 477) ; sur la prise en considération de sa proposition tendant à attribuer aux Juges de paix la connaissance des actions commerciales dans les mêmes limites que celles établies pour les actions civiles (A., t. 27, p. 86 à 89). — Déclare retirer sa proposition tendant à modifier, dans l'intérêt du Trésor, la liquidation des droits

proportionnels sur les transmissions de propriété à titre gratuit (A., t. 27, p. 104). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la surveillance de la haute police (A., t. 28, p. 32) ; du Budget de l'Exercice 1874 (Travaux publics : *Établissement thermal d'Aix-les-Bains*, A., t. 28, p. 358. *Subventions pour chemins de fer d'intérêt local*, p. 363, 365) ; du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Droit proportionnel sur les transmissions de propriété*, A., t. 29, p. 607 à 612. *Droits de mutation*, t. 30, p. 44). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 30, p. 765). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant régularisation des crédits supplémentaires ouverts par décrets pendant la prorogation de l'Assemblée (*Revision des pensions civiles concédées à titre exceptionnel depuis le 4 septembre 1870*, A., t. 37, p. 254 à 259) ; du projet de loi relatif à divers droits d'enregistrement (A., t. 39, p. 20, 21) ; du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée (A., t. 39, p. 317, 344, 374, 377) ; du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 271).

PARIEU (M. DE), *ancien Ministre, ancien Président du Conseil d'État.*

L'un des candidats proposés pour le nouveau Conseil d'État (A., t. 13, p. 97). — Lettre par laquelle il déclare se désister de sa candidature (A., t. 13, p. 171).

PARIGOT (M.), *Député élu par le département de l'Aube.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 19). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11 ; M. B., p. 209) ; et de diverses Commissions (F., nos 40, 51, 99, 189, 264, 284, 317, 463, 547, 611, 650 ; J. O. de 1871, p. 542, 750, 1545 ; J. O. de 1872, p. 113, 2757, 3360, 4353 ; J. O. de 1873, p. 3220, 6751 ; J. O. de 1874, p. 2005, 4089). = Son rapport sur le projet de loi tendant à ériger en municipalité distincte la section de la Chapelle-Neuve, distraite de la commune de Plougouver, canton de Belle-Isle-en-Terre, arrondissement de Guingamp (Côtes-du-Nord) (I., n° 1825 ; A., t. 18, an., p. 175 ; J. O. de 1873, p. 4210). = Donne communication, comme Président de la 3e Commission des congés, d'un vœu exprimé par cette Commission (A., t. 2, p. 712). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 88 ; A., t. 38, p. 124, 173). — Son rapport sur des pétitions (A., t. 18, p. 489). = N. B. — Son décès, survenu pendant la 2e prorogation de 1875, n'a pas été notifié à l'Assemblée.

PARIS (M.), *Député élu par le département du Calvados.*

Son élection est validée (A., t. 14, p. 115). = Membre de Commissions (F., nos 379, 401, 405, 478 ; J. O. de 1872, p. 7877 ; J. O. de 1873, p. 424, 653, 3817). = Sa proposition ayant pour objet le règlement des indemnités motivées par l'article 2 de la loi du 1er août 1872 portant création d'un canton à Trouville (Calvados) (I., n° 1715 ; A., t. 17, an., p. 58 ; J. O. de 1873, p. 2752). = Lettre annonçant son décès à l'Assemblée (A., t. 30, p. 1).

PARIS (M.), *Député élu par le département du Pas-de-Calais.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 21 et 27). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 14, 21, 23, 39, 51, 60, 74, 76, 151, 173, 178, 255, 339, 397, 403, 427, 438, 475, 488, 505, 507, 524, 621, 686, 717, 739, 800, 828, 842, 861 ; M. B. de 1871, p. 58, 224 ; J. O. de 1871, p. 251, 500, 750, 891, 1116, 1128, 3126, 4986, 5137 ; J. O. de 1872, p. 2090, 5057 ; J. O. de 1873, p. 404, 580, 1383, 1710, 3722, 4177, 4819, 4880, 6982 ; J. O. de 1874, p. 2358, 5848 ; J. O. de 1875, p. 160, 971, 4464, 5746, 9073, 9961) ; de la Commission du Budget rectifié de 1871 (F., n° 58 ; J. O. de 1871, p. 867) ; de la Commission des grâces (A., t. 3, p. 551, 552) ; et de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles.

(A., t. 28, p. 46). = Sa proposition relative à l'article 95 du Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 785; A., t. 6, an., p. 305; J. O. de 1872, p. 410). — Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés concernant : les tabacs, dits de cantine, vendus dans les zones frontières (I., n° 1075; A., t. 11, p. 10, an., p. 4; J. O. de 1872, p. 2856); l'assujétissement des raffineries de sucre à l'exercice (I., n° 1509; A., t. 14, p. 702; an., p. 169; J. O. de 1872, p. 8068); la majorité requise pour être élu Député à l'Assemblée nationale (I., n° 1528; A., t. 15, p. 59, an., p. 117; J. O. de 1873, p. 337); les membres des Corps électifs ou des administrations municipales qui se refusent à remplir certaines obligations légales (I., n° 1546; A., t. 15, an., p. 136; J. O. de 1873, p. 560). — Sa proposition relative à la prorogation de l'Assemblée nationale (I., n° 1878; A., t. 19, p. 151, an., p. 92; J. O. de 1873, p. 4922). = Ses rapports : sur le projet de loi relatif aux crédits rectifiés de 1871 (Ministère de l'Intérieur) (I., n° 529; A., t. 5, an., p. 35; J. O. de 1871, p. 3557); sur le Budget rectificatif des dépenses de l'Exercice 1871 (Ministère de la Justice) (I., n° 542; A., t. 5, an., p. 70; J. O. de 1871, p. 3572); sur le Budget rectificatif de 1871 (Instruction publique, Beaux-Arts et Cultes) (I., n° 603; A., t. 5, p. 560, an., p. 192; J. O. de 1871, p. 4065); sur le projet de loi relatif à la contrainte par corps en matière de frais de justice criminelle (I., n° 711; A., t. 6, an., p. 184; J. O. de 1871, p. 5366); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur d'un crédit supplémentaire de 484,000 fr. pour dépenses du Personnel des lignes télégraphiques (I., n° 778; A., t. 6, an., p. 292; J. O. de 1872, p. 439); sur le projet de loi tendant : 1° à augmenter le maximum de la part contributive de l'État dans la dépense annuelle de la police municipale de Paris; 2° à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit supplémentaire sur l'Exercice 1871 (I., n° 779; A., t. 6, an., p. 293; J. O. de 1872, p. 439); sur le projet de loi ayant pour objet de supprimer la Cour de Metz et de faciliter le replacement ou la mise à la retraite des magistrats d'Alsace et de Lorraine (I., n° 987; A., t. 8, an., p. 136; J. O. de 1872, p. 2340); sur sa proposition relative aux membres des Conseils généraux, des Conseils d'arrondissement et des Conseils municipaux qui se refusent à remplir certaines de leurs fonctions (I., n° 1640; A., t. 16, an., p. 91; J. O. de 1873, p. 1804); sur sa proposition relative à la prorogation de l'Assemblée nationale (I., n° 1906; A., t. 19, p. 278, an., p. 138; J. O. de 1873, p. 5555); sur les demandes de déchéance présentées par le Gouvernement contre MM. Ranc et Melvil-Bloncourt, membres de l'Assemblée nationale (I., n° 2541; A., t. 33, an., p. 23; J. O. de 1874, p. 5478); sur la proposition de M. Malartre relative à la prorogation de l'Assemblée nationale (I., n° 2641; A., t. 34, p. 82, an., p. 106; J. O. de 1874, p. 5975); sur la proposition de M. Parent ayant pour objet de supprimer un Président de Chambre dans les Cours d'appel et de réduire à sept pour chaque Chambre le nombre des juges (I., n° 3277; A., t. 41, an., p. 93; J. O. de 1875, p. 7041); sur la proposition de MM. Botticau et Boreau-Lajanadie ayant pour objet de centraliser le service criminel des Cours d'assises au chef-lieu de chaque Cour d'appel (I., n° 3278; A., t. 41, an., p. 95; J. O. de 1875, p. 7317); sur : 1° la proposition de MM. Bardoux et autres; 2° la proposition de MM. de Clercq et autres, relatives à l'ordre des travaux de l'Assemblée nationale et à la date de sa dissolution (I., n° 3520; A., t. 43, p. 112, an., p. 349; J. O. de 1876, p. 612). — Son rapport supplémentaire sur ces dernières propositions (I., n° 3650; A., t. 44, an., p. 80; J. O. de 1876, p. 545). = Est entendu : sur un incident relatif à la proclamation rédigée par la Commission des Quinze (A., t. 2, p. 21); sur un incident relatif aux élections municipales de Paris (A., t. 2, p. 29); dans la discussion : de la proposition de M. Gaslonde relative aux Conseils généraux (A., t. 2, p. 175; du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 286, 338, 339, 344, 345, 350, 351, 432, 457, 459, 460, 461, 466, 467, 481, 485, 486, 489). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 200; t. 12, p. 494; t. 14, p. 59; t. 17, p. 42; t. 28, p. 323). — Parle : sur un incident relatif au rejet de l'urgence de la proposition de M. de Belcastel relative à la forme du Gouvernement (A., t. 4, p. 644); dans la discussion : du projet de loi

sur les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 5, p. 909); du projet de loi tendant à augmenter les impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 302, 308, 321); du projet de loi relatif au transport des journaux (A., t. 5, p. 501, 529, 531). — Prend part, en qualité de Rapporteur, à la discussion : du Budget rectifié de l'Exercice 1871 (Justice : *Personnel de l'Administration centrale*, A., t. 5, p. 560. *Personnel et matériel du Conseil d'État*, p. 560. Instruction publique : *Transfert des Facultés de Strasbourg à Nancy*, p. 570. Cultes : *Construction de la cathédrale de Gap*, p. 650); du projet de loi sur le rétablissement de la contrainte par corps pour le recouvrement des frais de justice criminelle (A., t. 6, p. 178). — Est entendu dans la discussion des interpellations de M. Raoul Duval relatives à l'attitude du Ministère vis-à-vis de M. Ranc (A., t. 6, p. 207). — Donne lecture de sa proposition relative à la modification de l'art. 93 du Règlement, et en demande l'urgence (A., t. 6, p. 456). — S'excuse de son absence (A., t. 7, p. 170). — Prend part, comme Rapporteur, à la discussion du projet de loi tendant à augmenter le maximum de la part contributive de l'État dans la dépense annuelle de la police municipale de Paris (A., t. 7, p. 193, 197). — Parle : dans la discussion des propositions de MM. Emmanuel Arago, Bérenger et autres, relatives au mode de nomination et à la mise à la retraite des magistrats (*Première délibération*, A., t. 7, p. 490. *Deuxième délibération*, t. 7, p. 709; t. 8, p. 2, 152; t. 11, p. 259, 260, 261, 263, 286, 314); comme Rapporteur, dans la discussion du projet de loi tendant à supprimer la Cour de Metz et à faciliter le replacement ou la mise à la retraite des magistrats d'Alsace-Lorraine (A., t. 8, p. 525, 533, 536, 539, 541, 542). — Demande l'envoi dans toutes les communes de France du discours de M. le duc d'Audiffret-Pasquier sur les marchés du Ministère de la Guerre en Angleterre (A., t. 11, p. 223). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de MM. Tolain et autres, tendant à abroger les art. 291 à 294 du Code pénal et la loi de 1834 sur le droit d'association (*Première délibération*, A., t. 11, p. 425); du projet de loi et des propositions de MM. Dubois et autres, relatifs à l'organisation des Commissions administratives des hospices et hôpitaux, Établissements et Bureaux de bienfaisance (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 508). — Adresse à M. le Garde des sceaux une question relative à des paroles attribuées par des journaux à M. Andrieux, Procureur de la République à Lyon (A., t. 12, p. 57, 58). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 466); de la demande de communication aux magistrats militaires chargés de l'instruction de la capitulation de Metz, des dépositions et documents recueillis par la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 13, p. 22); du projet de loi de crédit applicable au paiement d'une indemnité de 212,000 fr. à M. Souberbielle, ancien entrepreneur général des transports de l'armée française au Mexique (A., t. 13, p. 188); du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 281 à 284); du Budget de l'Exercice 1873 (Voies et moyens : *Abrogation de l'impôt des créances hypothécaires*, A., t. 14, p. 661, 662). — Donne lecture de sa proposition tendant à soumettre les raffineries de sucre à l'exercice, et en demande l'urgence (A., t. 14, p. 702). — Parle sur l'urgence de sa proposition relative à la majorité requise pour être élu Député à l'Assemblée nationale (A., t. 15, p. 59). — Donne lecture de sa proposition relative aux membres des Corps électifs ou des administrations municipales qui se refusent à remplir certains devoirs de leurs fonctions, et en demande l'urgence (A., t. 15, p. 169, 170). — Est entendu : en qualité de Rapporteur, dans la discussion de cette proposition (A., t. 18, p. 201, 208, 210, 212, 213, 216); dans la discussion des interpellations de MM. Johnston et autres, au sujet de la circulaire du Ministre de l'Instruction publique du 27 septembre 1872 sur les réformes à apporter dans l'enseignement secondaire (A., t. 15, p. 250, 264); sur l'ajournement du projet de loi relatif au régime des sucres (A., t. 15, p. 319, 324, 325); dans la discussion : de ce projet de loi (*Première délibération*, A., t. 16, p. 38, 51, 54 à 60, 83, 84); de la proposition de

M. Flotard relative à la réglementation des travaux de l'Assemblée (A., t. 15, p. 370) ; du rapport de la Commission des Marchés sur les marchés passés à Lyon et sur les dépenses de l'armée des Vosges (A., t. 15, p. 420, 495) ; du projet de loi de crédit applicable aux dépenses de police de l'agglomération Lyonnaise (A., t. 16, p. 451, 452) ; du projet de loi de crédit de 4 millions imputable sur le Compte de liquidation et applicable à la reconstruction de divers édifices de Paris (A., t. 17, p. 298). — Parle : sur l'ajournement de la proposition de M. Raudot relative à la suppression des Conseils de Préfecture (A., t. 18, p. 155, 565, 567) ; sur les déclarations d'urgence demandées à l'ouverture des séances (A., t. 18, p. 344) ; dans la discussion du projet de loi de crédit destiné à la réception du Shah de Perse, sur la motion de M. Villain tendant à ce que l'Assemblée assiste en corps à la revue ordonnée en l'honneur de ce souverain (A., t. 19, p. 92). — Donne lecture de sa proposition relative à la prorogation de l'Assemblée nationale, et en demande l'urgence (A., t. 19, p. 151). — Donne lecture de son rapport sur sa proposition (A., t. 19, p. 278). — Est entendu : dans la discussion de cette proposition (A., t. 19, p. 286) ; sur l'ajournement de la proposition de MM. Fresneau et Carron relative à l'organisation du service religieux dans l'armée de terre (A., t. 19, p. 478) ; sur la fixation du jour de la prorogation de l'Assemblée (A., t. 19, p. 479, 483, 484) ; sur la motion de M. Johnston tendant à la suspension de la séance jusqu'au dépôt du rapport sur la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation pour dix ans des pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 405) ; sur un incident relatif au dernier scrutin pour la nomination de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 74, 76, 77) ; dans la discussion du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 *Impôt sur les sucres*, A., t. 28, p. 659. *Surtaxe d'entrepôt sur les huiles minérales importées*, p. 661. *Exercice des raffineries*, t. 30, p. 81, 82, 85, 94, 96. *Impôt du sel*, p. 99. *Droits sur les sucres*, p. 344, 345, 348, 356 à 359 ; sur un incident relatif à la fixation de l'ordre du jour (A., t. 28, p. 668). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au droit sur les huiles (A., t. 28, p. 690) ; des propositions concernant l'organisation municipale (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 314, 333) ; du projet de loi relatif à l'électorat municipal (*Troisième délibération*, A., t. 32, p. 524, 535, 537, 539) ; des interpellations de M. Lucien Brun sur les motifs de la suspension du journal *l'Union* (A., t. 33, p. 13). — Donne lecture de son rapport sur la proposition de M. Malartre relative à la prorogation de l'Assemblée nationale (A., t. 34, p. 82). — Parle : dans la discussion de cette proposition (A., t. 34, p. 110, 116) ; du Budget de l'Exercice 1875 (Agriculture et Commerce : *Exercice des raffineries ; Convention sur le régime des sucres*, A., t. 34, p. 164, 165) ; sur la prise en considération de la proposition de M. Mazerat tendant à modifier la rédaction des articles 331 et 335 du Code civil ayant pour objet la légitimation des enfants nés hors mariage (A., t. 35, p. 197). — Propose à l'Assemblée de suspendre ses séances du 25 décembre 1874 au 5 janvier 1875 (A., t. 35, p. 374). — Est entendu : dans la discussion des projets de loi relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 389, 418, 420, 421, 422, 423. *Troisième délibération*, p. 626, 629, 631, 643, 645, 647, 651) ; sur la mise à l'ordre du jour et l'urgence du projet de loi relatif à la concession à la Compagnie de Picardie et Flandres des chemins de fer de Cambrai à Douai et d'Aubigny-au-Bac à Somain, avec embranchement sur Abscon (A., t. 37, p. 95) ; dans la discussion de ce projet de loi *Première délibération*, A., t. 38, p. 256. *Nouvelle délibération, après déclaration d'urgence*, t. 39, p. 408 à 417) ; sur la mise à l'ordre du jour de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (A., t. 37, p. 258) ; dans la discussion : de cette proposition (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 475, 476, 600 à 602, 610) ; de l'élection de M. l'amiral de Kerjégu par le département des Côtes-du-Nord (A., t. 39, p. 163, 164, 182 ; du projet de loi ayant pour objet la répression de la fraude dans la fabrication et la vente des allumettes chimiques (A., t. 41, p. 181). — Parle : sur l'ajournement du projet de loi électorale (A., t. 42, p. 249) ; sur l'urgence

de la proposition de M. Bardoux relative à l'ordre des derniers travaux de l'Assemblée nationale et à la date de sa dissolution (A., t. 42, p. 405). — Donne lecture de son rapport sur cette proposition et sur la proposition analogue de M. de Clercq (A., t. 43, p. 112). — Dépose et développe une proposition ayant pour objet de demander la nullité du 6e scrutin pour la nomination des Sénateurs (A., t. 43, p. 290, 294). — Parle : sur la question de priorité entre les deux projets de loi relatifs : l'un, à la Convention internationale sur les sucres ; l'autre, au régime intérieur des sucres (A., t. 43, p. 337) ; sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la Convention avec la Compagnie du Nord (A., t. 44, p. 43) ; sur la mise à l'ordre du jour de la proposition de M. de Janzé relative aux chemins de fer d'embranchement de moins de 20 kilomètres (A., t. 44, p. 210). — Est entendu, en qualité de Rapporteur : sur la mise à l'ordre du jour des deux propositions de M. Bardoux et de M. de Clercq (A., t. 44, p. 175, 269) ; dans la discussion du projet de Résolution et du projet de loi présentés à la suite de ces propositions (A., t. 44, p. 270 à 272, 284, 286, 288, 289, 290).

PARSY (M.), *Député élu par le département du Nord.*

Son élection est validée (A., t. 35, p. 210). = Membre de Commissions (F., nos 769, 800 ; J. O. de 1875, p. 3405, 4464).

PARTZ (M. le marquis DE), *Député élu par le département du Pas-de-Calais.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 21 et 27). = Membre de Commissions (F., nos 51, 75, 95, 151, 258, 309, 353, 395, 463, 674, 739 ; J. O. de 1871, p. 750, 1124, 1476, 3126 ; J. O. de 1872, p. 2197, 4118, 7007 ; J. O. de 1873, p. 336, 3220 ; J. O. de 1874, p. 4933 ; J. O. de 1875, p. 971). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet d'empêcher la simultanéité des élections des Conseillers généraux et des Conseillers d'arrondissement (I., no 1096 ; A., t. 11, an., p. 37 ; J. O. de 1872, p. 3113). = Obtient des congés (A., t. 6, p. 211 ; t. 12, p. 3 ; t. 18, p. 653 ; t. 19, p. 7). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 35, p. 451 ; t. 38, p. 496).

PASCAL (M. ERNEST), *Préfet du Rhône.*

L'un des candidats proposés pour les fonctions de Conseiller d'État (A., t. 13, p. 97, et an., p. 65). — Est élu *Conseiller d'État* par l'Assemblée (A., t. 13, p. 381). — Lettre de M. Dufaure, Garde des sceaux, annonçant sa démission (A., t. 18, p. 5). = Est nommé *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur* [Décret du 9 avril 1873] (J. O., p. 2545). — *Nommé de nouveau aux mêmes fonctions* [Décret du 25 mai 1873] (J. O., p. 3338).

PASCAL-DUPRAT (M.), *Député élu par le département des Landes.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 10). = Membre de Commissions (F., nos 172, 204, 265, 454, 486, 493, 517, 531, 535, 537, 607, 650, 658, 772, 776, 796, 800, 842, 861 ; J. O. de 1871, p. 1960 ; J. O. de 1872, p. 545, 2781 ; J. O. de 1873, p. 2231, 4107, 4343, 6751, 7256, 7398, 7479 ; J. O. de 1874, p. 1881, 4089, 4360 ; J. O. de 1875, p. 3525, 3636, 4340, 4464, 9073, 9961). = Son rapport sommaire sur les propositions : 1° de MM. Denfert-Rochereau et Scheurer-Kestner, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans l'arrondissement de Belfort ; 2° de MM. Denfert-Rochereau, Mestreau et autres, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans la ville de Rochefort (Charente-Inférieure) ; 3° de M. Perin, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département de la Haute-Vienne ; 4° de MM. Amat et autres, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département des Bouches-du-Rhône ; 5° de M. Méline, sur le régime de l'état de siège (I., no 3387 ; A., t. 41, an., p. 368 ; J. O. de 1875, p. 9336). = Prend part à la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 308. *Troisième délibération*, p. 406, 450, 573) ; des propositions : 1° de MM. Rivet et autres sur l'organisation du Pouvoir exécutif ; 2° de MM. Adnet et autres sur la confirmation des pouvoirs de M. Thiers ; 3° de M. de Belcastel sur la

forme définitive du Gouvernement (A., t. 5, p. 235 à 237). — S'excuse de son absence (A., t. 5, p. 399). — Adresse une question à M. le Ministre de la Guerre sur les travaux du Conseil d'Enquête concernant les capitulations (A., t. 6, p. 96). — Est entendu : dans la discussion des interpellations de M. Brunet sur la non-présence à l'Assemblée des princes d'Orléans, dont l'élection remonte à plus de dix mois et a été validée depuis six mois (A., t. 6, p. 153, 154, 155); sur un fait personnel, à l'occasion des explications données par M. Baze, *Questeur*, relativement à la prétendue disparition des Archives de l'Assemblée des procès-verbaux d'une Commission (A., t. 6, p. 278); dans la discussion : des propositions de MM. Johnston et Raoul Duval relatives aux Traités de commerce (A., t. 7, p. 360); du projet de loi tendant à autoriser la poursuite de divers journaux devant les tribunaux compétents (A., t. 7, p. 457); du Budget du Ministère de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts pour l'Exercice 1872 (Instruction publique : *Encouragements aux instituteurs des cours d'adultes*, A., t. 8, p. 425, 426). — Présente, lors de la discussion des Comptes de l'ancien Corps législatif pour l'Exercice 1870, un projet de Résolution tendant à exprimer un blâme contre M. Schneider, le dernier Président de ce Corps (A., t. 11, p. 190, 191). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux biens de la Famille d'Orléans (*Deuxième délibération*, A., t. 14, p. 195, 198, 200, 210, 213, 221, 223); de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 69 à 72); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1871 (*Impôt sur le capital*, A., t. 28, p. 627; t. 29, p. 448 à 452. *Durée des nouveaux impôts*, t. 30, p. 438); du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 86); du projet de loi relatif à la prorogation des pouvoirs des Conseils municipaux (A., t. 30, p. 607). — Parle : sur la demande de mise à l'ordre du jour de la proposition de M. le comte Jaubert sur la liberté de l'Enseignement supérieur (A., t. 31, p. 237); dans la discussion : de cette proposition (*Deuxième délibération*, A., t. 35, p. 295, 299, 300; t. 38, p. 413, 420 à 424); du projet de loi relatif à l'électorat municipal (*Troisième délibération*, A., t. 32, p. 543 à 547). — Adresse une question au Ministre des Affaires étrangères sur la situation faite par les Capitulations aux Français résidant en Égypte (A., t. 33, p. 157). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi et des propositions concernant la création et les attributions d'un Sénat (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 475 à 480); du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée de plusieurs lignes de chemins de fer (*Première délibération*, A., t. 38, p. 219, 225, 226. *Nouvelle délibération, après déclaration d'urgence*, t. 39, p. 251 à 254); du projet de loi relatif à l'exécution du chemin de fer de Grande-Ceinture autour de Paris (A., t. 41, p. 410 à 413, 446 à 448, 452). — Parle : sur la demande de mise à l'ordre du jour de la seconde délibération sur le projet de loi électorale (A., t. 42, p. 2); sur la demande d'ajournement de la troisième délibération sur les propositions relatives à l'organisation municipale (A., t. 42, p. 193 à 196). — Ses observations, en qualité de Rapporteur, sur la demande d'ajournement de la prise en considération des propositions relatives à la levée de l'état de siège (A., t. 42, p. 216). — Est entendu : sur la demande de mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la réforme judiciaire en Égypte (A., t. 43, p. 77); dans la discussion de ce projet de loi (*Première délibération*, A., t. 43, p. 169 à 174). — Demande la mise à l'ordre du jour de la troisième délibération sur la proposition de M. de Janzé relative à la déclaration d'utilité publique des chemins de fer d'embranchement de moins de 20 kilomètres (A., t. 44, p. 19). — Ses observations dans la discussion du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie du Nord (A., t. 44, p. 334).

PASCALIS (M.), *ancien Conseiller d'État*. Est élu par l'Assemblée *membre du*

nouveau Conseil d'État (A., t. 13, p. 340).

PASQUIER (M. le duc D'AUDIFFRET-), voy. AUDIFFRET-PASQUIER (M. le duc D').

PASQUIER (M.), *Chirurgien-major de la Garde Républicaine.*

Amendement tendant à accorder une pension à sa veuve, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. PENSIONS NATIONALES, n° 2.

PASSERON (M.), *ex-Capitaine au 9e Bataillon de mobiles de la Seine.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 246).

PASSY (M. LOUIS), *Député élu par le département de l'Eure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 83). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 23, 29, 77, 84, 103, 173, 575, 824 ; J. O. de 1871, p. 251, 337, 1136, 1230, 1700, 4986 ; J. O. de 1874, p. 809 ; J. O. de 1875, p. 5510) ; de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73 ; J. O. de 1871, p. 1111) ; et de la Commission pour l'examen des lois de finances de l'Exercice 1872 (F., n° 192 ; J. O. de 1872, p. 200). = Sa proposition relative à l'organisation départementale et municipale de la ville de Paris (I., n° 225 ; A., t. 3, p. 17 ; J. O. de 1871, p. 1100). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, sur une modification au Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 275 ; A., t. 3, p. 176, 199 ; J. O. de 1871, p. 1321). — Sa proposition concernant les impôts directs et de transmission (I., n° 339 ; A., t. 3, p. 553 ; J. O. de 1871, p. 1743, 1770, 1793, 1819, 1843). = Ses rapports : sur sa proposition relative à l'organisation départementale et municipale de la ville de Paris (I., n° 398 ; A., t. 4, an., p. 35 ; J. O. de 1871, p. 2670) ; sur le projet de loi tendant à reporter à l'Exercice 1872 une somme de trois millions restant disponible sur le crédit de 5,559,350 fr. ouvert par décrets des 28 novembre 1870 et 6 janvier 1871 pour travaux d'utilité communale (I., n° 922 ; A., t. 7, an., p. 213 ; J. O. de 1872, p. 1577) ; sur le Budget des dépenses de l'Exercice 1872 (Ministère de la Guerre) (I., n° 1023 ; A., t. 8, an., p. 237 ; J. O. de 1872, p. 2479) ; sur le projet de loi ayant pour objet : 1° l'ouverture au Ministre de la Guerre d'un nouveau supplément de crédit sur l'Exercice 1871 ; 2° l'annulation de quelques excédants sur divers chapitres du Budget du même Exercice (I., n° 1024 ; A., t. 8, an., p. 244 ; J. O. de 1872, p. 2528) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre d'un crédit de 91 millions applicable à des dépenses urgentes imputables au Compte de liquidation des charges de la guerre (I., n° 1341 ; A., t. 13, an., p. 203 ; J. O. de 1872, p. 5540) ; sur le projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture et du Commerce un crédit de 6 millions sur l'Exercice 1871, pour les dépenses de l'approvisionnement et du ravitaillement de Paris, et d'annuler pareille somme sur l'Exercice 1870 (I., n° 1364 ; A., t. 13, an., p. 250 ; J. O. de 1872, p. 5684). — Son rapport, au nom de la Commission d'Enquête sur l'état des départements envahis (Dommages subis par les départements envahis avant le 3 mars 1871) (I., n° 1669 et Annexe ; A., t. 16, an., p. 137 ; J. O. de 1873, p. 2306, 2332, 2333, 2393, 3306). = Dépose une pétition de la commune d'Étrepagny (Eure) sur les pertes éprouvées par elle pendant la guerre (A., t. 1, p. 299). — Ses explications sur les travaux de la Commission d'Enquête sur l'état des départements envahis (A., t. 1, p. 303). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 403) ; sur la prise en considération de sa proposition tendant à modifier l'article 13 du Règlement (A., t. 3, p. 496) ; dans la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 441, 443) ; de la proposition de MM. Claude (Meurthe) et autres, relative aux contributions de guerre, réquisitions et dommages causés par l'invasion

(*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 473 à 477); du Budget rectifié de l'Exercice 1871 (Budget extraordinaire : *Contingent des départements et des communes dans les dépenses de la Garde nationale mobilisée*, A., t. 5, p. 652, 655). — Prend part, en qualité de Rapporteur, à la discussion: du Budget du Ministère de la Guerre pour l'Exercice 1872 (*Solde de la gendarmerie*, A., t. 8, p. 633); du projet de loi de crédit concernant des dépenses urgentes imputables au Compte de liquidation des charges de la guerre (A., t. 13, p. 434). — S'excuse de son absence (A., t. 15, p. 211; t. 32, p. 535).— Parle dans la discussion : du projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 344, 351, 377, 379, 383, 394); du projet de loi relatif au Compte de liquidation (A., t. 30, p. 477, 479). = Est nommé *Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances* [Décret du 2 août 1874] (J. O., p. 5523). = *Nommé de nouveau aux mêmes fonctions* [Décret du 15 mars 1875] (B. des L., n° 3986; J. O., p. 1993). — Est entendu, en cette qualité, sur l'urgence de la proposition de M. Guichard tendant à la résiliation, avant le 22 juillet 1875, des Conventions passées avec la Compagnie des Messageries maritimes (A., t. 38, p. 3). — Obtient un congé (A., t. 39, p. 271).

PASTEUR (M.), *membre de l'Institut.*

Projet de loi tendant à lui accorder une pension, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. PENSIONS NATIONALES, n° 6.

PATISSIER (M. SOSTHÈNE), *Député élu par le département de l'Allier.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 10). = Secrétaire : du 4e Bureau (F., n° 588; J. O. de 1874, p. 1226); du 2e Bureau (F., n° 697; J. O. de 1874, p. 7981); du 5e Bureau (F., n° 744; J. O. de 1875, p. 1275); et du 14e Bureau (F., n° 756; J. O. de 1875, p. 1817). = Membre de Commissions (F., nos 40, 49, 51, 99, 103, 128, 201, 218, 225, 245, 264, 401, 486, 488, 498, 517, 717; J. O. de 1871, p. 512, 712, 750, 1545, 1700, 2119; J. O. de 1872, p. 456, 975, 1177, 1784, 2757; J. O. de 1873, p. 525, 4107, 4177, 4481; J. O. de 1875, p. 160). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : la nomination d'une Commission de quinze membres chargée d'examiner les moyens d'organiser l'Assistance publique dans les campagnes (I., n° 573; A., t. 5, an., p. 99; J. O. de 1871, p. 3456); la remise en vigueur pendant dix ans du décret du 11 novembre 1813, en ce qui concerne le décime additionnel aux tarifs d'octroi (I., n° 1294; A., t. 13, an., p. 59; J. O. de 1872, p. 5146). = Ses rapports : sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de la commune de Guiclan (Finistère) (I., n° 2849; A., t. 36, an., p. 72; J. O. de 1875, p. 971); sur le projet de loi relatif à un échange de terrains entre l'État et le sieur Fontaine, dans le département de la Nièvre (I., n° 2883; A., t. 36, an., p. 147; J. O. de 1875, p. 1063). = Son rapport sur les élections de la Haute-Savoie (A., t. 1, p. 32). — Obtient des congés (A., t. 2, p. 712; t. 12, p. 589; t. 14, p. 449; t. 18, p. 125). — Son rapport sur des pétitions (A., t. 3, p. 488). — Son rapport sur l'élection de M. Cotte par le département du Var (A., t. 7, p. 214).

PAULTRE (M.), *Député élu par le département de la Nièvre.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 36). = Membre de Commissions (F., nos 51, 58, 72, 75, 101; J. O. de 1871, p. 750, 867, 1098, 1124, 1623). = S'excuse de son absence (A., t. 1, p. 29). — Obtient un congé (A., t. 4, p. 135). — Lettre annonçant son décès (A., t. 14, p. 2).

PAULZE D'IVOY (M. le général), *ancien Divisionnaire à l'armée du Nord.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 669 à 671).

PÉCHOT M. le général).

Question relative à la non-convocation de l'Assemblée nationale a ses obsèques, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. QUESTIONS, n° 13.

PÉCONNET (M.), *Député élu par le département de la Charente.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 12). — Signale sa situation comme ancien Préfet du département (A., t. 1, p. 37). — Ses observations sur son élection, remise en délibération (A., t. 1, p. 248). — Elle est de nouveau validée (A., t. 1, p. 249). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 8, 14, 15, 21, 23, 37, 49 ; M. B. de 1871, p. 27, 58, 66 ; J. O. de 1871, p. 224, 251, 471, 712) ; et de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet de faire cesser la suspension des poursuites de saisie immobilière établie par le décret du 2 novembre 1870 (I., n° 122 ; A., t. 2, p. 392 ; J. O. de 1871, p. 507). = Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. de Talhouët et autres, tendant à la nomination d'une Commission de décentralisation (I., n° 102 ; A., t. 2, p. 215 ; J. O. de 1871, p. 619) ; sur la proposition de MM. Théry et autres, tendant à supprimer les fonctions de Sous-Préfet (I., n° 134 ; A., t. 2, p. 480 ; J. O. de 1871, p. 758). = Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à proroger l'échéance des effets de commerce (A., t. 1, p. 264) ; de la proposition de M. Millière relative à une nouvelle prorogation des échéances (A., t. 2, p. 93, 101) ; du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 299). — S'excuse de son absence (A., t. 2, p. 924). — Obtient un congé (A., t. 3, p. 1). — Son décès est annoncé à l'Assemblée (A., t. 3, p. 132).

PELLETAN (M. EUGÈNE), *Député élu par le département des Bouches-du-Rhône.*

Dépose sa démission de *membre du Gouvernement de la Défense nationale* (A., t. 1, p. 5). = Ses observations : sur l'envoi des résultats officiels des élections au Ministre de l'Intérieur et leur transmission aux Bureaux (A., t. 1, p. 13) ; sur le rapport des élections de son département (A., t. 1, p. 55). — Son élection est validée (A., t. 1, p. 308). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 8, 24, 218, 275, 367, 480, 531, 544, 573, 584, 744, 762, 776, 842, 851 ; M. B. de 1871, p. 27 ; J. O. de 1871, p. 274 ; J. O. de 1872, p. 1012, 3082, 7446 ; J. O. de 1873, p. 3899, 7256, 7729 ; J. O. de 1874, p. 736, 1115 ; J. O. de 1875, p. 1275, 2037, 3636, 9073, 9463) ; et de la Commission des Services administratifs (F., n° 78 ; J. O. de 1871, p. 1148). = Sa proposition relative aux funérailles de M. Küss, ancien Maire de Strasbourg et Représentant du département du Bas-Rhin (I., n° 18 ; A., t. 1, an., p. 16 ; J. O. de 1871, p. 318). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département des Bouches-du-Rhône (I., n° 2493 ; A., t. 32, an., p. 264 ; J. O. de 1874, p. 1466). = Son rapport sommaire sur la proposition de M. Eugène Tallon relative à la vérification des pouvoirs des membres des Conseils généraux (Revision de l'article 16 de la loi du 10 août 1871) (I., n° 3204 ; A., t. 40, an., p. 553 ; J. O. de 1875, p. 6830). = Propose de faire supporter par la nation les frais des funérailles de M. Küss (A., t. 1, p. 132). — Demande l'urgence de la proposition déposée par lui à cet effet (A., t. 5, p. 339). — Parle : sur la question de la réunion des Bureaux pour l'examen du projet de loi relatif à la translation de l'Assemblée dans un lieu plus rapproché de Paris (A., t. 1, p. 170) ; sur la validation de l'élection de M. Christophle, ancien Préfet de l'Orne (A., t. 1, p. 174) ; dans la discussion de l'élection de M. Chaix, ancien Préfet des Hautes-Alpes (A., t. 1, p. 246, 247). — Dépose une pétition sur la question des loyers (A., t. 2, p. 155). — Adresse une question à M. le Ministre de la Guerre sur le renvoi dans leurs foyers des gardes mobiles des Bouches-du-Rhône (A., t. 3, p. 264). — Est entendu : sur un incident relatif au Traité de paix soulevé par M. de Valon dans la discussion de la proposition concernant la revision des décrets du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 3, p. 449) ; dans la discussion : du projet de loi sur le cautionnement des journaux et écrits périodiques (A., t. 3, p. 757) ; de la demande en autorisation de poursuites contre M. Carré-Kérisouët, pour complicité de duel (A., t. 15, p. 10) ; sur un incident personnel, à propos

du projet de Résolution voté à la suite de la communication du Traité conclu avec l'Allemagne pour l'évacuation du territoire (A., t. 16, p. 531) ; dans la discussion du projet de loi sur les contributions indirectes (A., t. 18, p. 180). — Adresse une question au Ministre des Affaires étrangères, tendant à la reprise de la publication et de la distribution à l'Assemblée des documents diplomatiques contenus dans le *Livre jaune* (A., t. 19, p. 344). — Ses nouvelles observations à ce sujet (A., t. 28, p. 80). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 406 à 416). — Parle : sur un incident relatif à la continuation du 1er scrutin pour la nomination de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 42) ; sur la fixation du jour des interpellations de M. du Temple relatives à l'envoi d'un nouveau Ministre plénipotentiaire près du Roi Victor-Emmanuel (A., t. 28, p. 195) ; dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Affaires étrangères : *Question de la publication et de la distribution à l'Assemblée du* Livre jaune, A., t. 28, p. 168, 169) ; sur un incident personnel, dans la discussion des interpellations de M. Audren de Kerdrel au sujet de la démission du Ministère (A., t. 29, p. 41, 42). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les mesures prises à l'égard des enterrements civils (A., t. 30, p. 600). — Est entendu : sur un incident relatif à la procédure à suivre en ce qui concerne l'usage des questions à adresser au Gouvernement (A., t. 32, p. 129) ; dans la discussion du Budget de l'Assemblée nationale pour l'Exercice 1875 (*Entrée de la Bibliothèque du Palais-Bourbon*, A., t. 34, p. 208) ; en qualité de Rapporteur, sur la mise à l'ordre du jour de l'élection de M. l'amiral de Kerjégu par le département des Côtes-du-Nord (A., t. 39, p. 23). — Donne lecture de son rapport sur cette élection (A., t. 39, p. 135 à 140). — Parle : dans la discussion y relative (A., t. 39, p. 141, 172, 174, 182) ; sur la proposition de M. Corbon tendant à ce que l'Assemblée s'inscrive pour 100,000 fr. en faveur des inondés du Midi (A., t. 39, p. 217) ; en réponse à M. Hervé de Saisy au sujet du retard de la Commission d'initiative dans l'examen de sa proposition et de celle de M. Eugène Tallon sur la vérification des pouvoirs des membres des Conseils généraux (A., t. 39, p. 402) ; en qualité de Rapporteur, sur la demande de M. Tallon tendant à la mise à l'ordre du jour de sa proposition (A., t. 40, p. 217) ; sur la prise en considération de cette proposition (A., t. 41, p. 17). — Adresse une question au Garde des sceaux au sujet des intentions du Gouvernement à l'égard du projet de loi annoncé sur la presse (A., t. 42, p. 145). — Est entendu dans la discussion des trois propositions de M. Ganivet, de M. Claude (Meurthe-et-Moselle) et de M. d'Andelarre, relatives aux bouilleurs de cru (A., t. 43, p. 204).

PELLISSIER (M. le général VICTOR), *Député élu par le département de Saône-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 22). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., n°s 49, 56, 84, 99, 112, 123, 146, 158, 183, 209, 211, 215, 241, 251, 367, 398, 488, 511, 549, 611, 633, 707, 776, 824 ; J. O. de 1871, p. 712, 845, 1230, 1545, 1952, 2248, 2985, 3334, 5299 ; J. O. de 1872, p. 701, 765, 889, 1649, 1978, 7446 ; J. O. de 1873, p. 432, 4177, 5018, 7921 ; J. O. de 1874, p. 2005, 3504, 8333 ; J. O. de 1875, p. 3636, 5510). = Ses rapports : sur le projet de loi tendant à réduire momentanément de moitié le temps de service exigé des soldats pour être nommés caporaux ou brigadiers (I., n° 1480 ; A., t. 14, an., p. 135 ; J. O. de 1872, p. 8144) ; sur le projet de loi relatif : 1° au classement du fort de Bellevue, à Constantine (Algérie) ; 2° à l'aliénation de deux immeubles du Domaine militaire pour le produit de leur vente être affecté à la construction dudit fort (I., n° 2703 ; A., t. 34, an., p. 351 ; J. O. de 1874, p. 7898) ; sur le projet de loi destiné à déterminer les conditions suivant lesquelles les Français domiciliés en Algérie seront soumis au service militaire (I., n° 2966 ; A., t. 37, an., p. 173 ; J. O. de 1875, p. 3670). — Son rapport supplémentaire sur ce dernier projet de loi (I., n° 3059 ;

A., t. 38, an., p. 169 ; J. O. de 1875, p. 1224). — Son deuxième rapport supplémentaire sur ce même projet de loi (I., n° 3135 ; A., t. 39, an., p. 149 ; J. O. de 1875, p. 5231). — Ses rapports : sur les pétitions des tanneurs et corroyeurs de différentes villes, demandant la conservation des ateliers régimentaires (I., n° 3651 ; A., t. 44, an., p. 81 ; J. O. de 1876, p. 545) ; sur la proposition de M. le marquis de la Rochejaquelein tendant à ajouter deux paragraphes aux articles 39 et 54 de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée (I., n° 3660 ; A., t. 44, an., p. 89 ; J. O. de 1876, p. 427). = Est entendu : à propos d'une pétitition relative à la nomination et au maintien du général Bordone, sur les services du général Garibaldi à l'armée de l'Est (A., t. 2, p. 690, 691) ; dans la discussion du projet de loi relatif au commerce et à la fabrication des armes de guerre (A., t. 3, p. 505). — Son rapport sur l'élection de M. de Gouvello par le département du Morbihan (A., t. 4, p. 36). — Parle dans la discussion : de la proposition de MM. Vandier et autres, relative à la dissolution des Gardes nationales (A., t. 5, p. 117) ; de la proposition de MM. Jozon et autres, relative à la formule des nouveaux impôts (*Deuxième délibération*, A., t. 7, p. 590). — Son rapport sur l'élection de M. Rouher par le département de la Corse (A., t. 8, p. 193). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 90, 111, 307, 446. *Troisième délibération*, t. 13, p. 367) ; des propositions de M. Destremx et de M. Huon de Penanster ayant pour objet l'abrogation du décret du 28 octobre 1870 sur la Légion d'Honneur et la modification des récompenses nationales (*Deuxième délibération*, A., t. 18, p. 545, 546) ; de la proposition de MM. Fresneau et Carron relative à l'organisation du service religieux dans l'armée de terre (*Première délibération*, A., t. 19, p. 277. *Deuxième délibération*, t. 29, p. 342). — Parle : sur l'urgence du projet de loi de crédit pour travaux à l'École Polytechnique (A., t. 19, p. 350) ; dans la discussion du projet de loi relatif à l'organisation générale de l'armée (*Troisième délibération*, A., t. 19, p. 388). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 622 à 638). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 27, p. 45). — Ses observations, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif à la construction et au classement du fort de Bellevue, à Constantine (Algérie) (A., t. 35, p. 181). — Prend part à la discussion du projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 15 à 19, 112, 116, 157, 158, 159. *Troisième délibération*, t. 37, p. 178, 210). — Ses explications sur le procès-verbal, à propos d'un incident soulevé entre le Ministre des Travaux publics et la Commission du projet de loi relatif à l'exécution du chemin de fer de Grande-Ceinture autour de Paris (A., t. 38, p. 566). — Demande la mise à l'ordre du jour de ce projet de loi (A., t. 41, p. 104, 158). — Prend part à la discussion y relative (A., t. 41, p. 441, 443). — Demande, en qualité de Rapporteur : la remise de la discussion du projet de loi relatif aux conditions du service militaire pour les Français domiciliés en Algérie (A., t. 40, p. 121) ; la mise à l'ordre du jour de ce projet de loi (A., t. 41, p. 104, 158, 464). — Est entendu dans la discussion y relative (A., t. 42, p. 21, 23, 25, 28, 29, 30, 31, 34, 35). — Demande la rectification d'une erreur dans le texte de l'article 13 de cette loi (A., t. 42, p. 284). — Parle, en qualité de Rapporteur, dans la discussion : de diverses pétitions de tanneurs et corroyeurs demandant la conservation des ateliers régimentaires (A., t. 44, p. 384) ; de la proposition de M. de la Rochejaquelein tendant à compléter les articles 39 et 54 de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée (*ibid.*).

PELTEREAU-VILLENEUVE (M.), *Député élu par le département de la Haute-Marne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 44). = Président : du 3e Bureau (F., n° 54 ; J. O. de 1871, p. 750) ; et du 6e Bureau (F., n° 289 ; J. O. de 1872, p. 3519). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du

Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 210); de diverses Commissions (F., n°s 11, 21, 23, 32, 51, 68, 74, 84, 107, 173, 217, 241, 251, 269, 403, 450, 486, 569, 776, 800 ; M. B. de 1871, p. 209, 224, 251 ; J. O. de 1871, p. 372, 750, 1013, 1116, 1230, 1819, 4985 ; J. O. de 1872, p. 950, 1649, 1978, 2909 ; J. O. de 1873, p. 580, 2113, 4107 ; J. O. de 1874, p. 611 ; J. O. de 1875, p. 3636, 4464) ; de la Commission des grâces (A., t. 3, p. 551, 552); et des Commissions des Budgets : de 1873 (F., n° 297 ; J. O. de 1872, p. 3767) ; de 1874 (F., n° 471 ; J. O. de 1873, p. 3480) ; et de 1875 (F., n° 583; J. O. de 1874, p. 4075). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, concernant la condition d'éligibilité au Conseil municipal de Paris (I., n° 459 ; A., t. 2, p. 676 ; J. O. de 1871, p. 775). — Sa proposition concernant l'abrogation de la loi sur les coalitions des patrons et des ouvriers (I., n° 283 ; A., t. 3, p. 212 ; J. O. de 1871, p. 4524). = Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. Louis Blanc et autres, tendant à faire déclarer que les Maires et les Adjoints de Paris, en appelant les citoyens de cette ville à prendre part aux élections d'un Conseil municipal, ont agi en bons citoyens (I., n° 84; A., t. 2, p. 149; J. O. de 1871, p. 660) ; sur la proposition de MM. le vicomte de Lorgeril et autres, concernant la nomination d'une Commission de trente membres chargée d'examiner les actes de la Délégation de Tours et de Bordeaux, au triple point de vue civil, militaire et financier (I., n° 252; A., t. 3, p. 127; J. O. de 1871, p. 1287); sur la proposition de MM. Léon Journault et autres, concernant les attributions des Conseils municipaux (I., n° 310; A., t. 3, p. 317 ; J. O. de 1871, p. 1597). — Ses rapports : sur une proposition des Questeurs tendant à ouvrir un crédit extraordinaire de 30,000 fr., en addition à la Dotation de l'Assemblée nationale, pour subvenir aux dépenses des Commissions d'Enquête et autres (I., n° 405; A., t. 4, p. 176, an., p. 69; J. O. de 1871, p. 2338) ; sur la fixation : 1° du Budget des dépenses de l'Assemblée nationale pour l'Exercice 1871 ; 2° des recettes et des dépenses de la Caisse des retraites des employés de l'Assemblée pour le même Exercice (I., n° 550; A., t. 5, an., p. 77; J. O. de 1871, p. 3487); sur une proposition des Questeurs tendant à ouvrir un crédit de 123,365 fr. destiné à l'établissement et à l'amélioration des moyens de chauffage de la salle des séances et de toutes les pièces du Palais consacrées au service de l'Assemblée, et à différents travaux nécessaires aux besoins de ce service (I., n° 654 ; A., t. 5, an., p. 272; J. O. de 1871, p. 4224); sur la fixation : 1° du Budget des dépenses de l'Assemblée nationale pour l'Exercice 1872; 2° des recettes et des dépenses de la Caisse des retraites des employés de l'Assemblée pour le même Exercice (I., n° 791 ; A., t. 6, an., p. 329 ; J. O. de 1872, p. 521) ; sur le Budget des dépenses du Gouvernement général de l'Algérie (Exercice 1873) (I., n° 1436 ; A., t. 14, an., p. 25; J. O. de 1872, p. 7539, 7565, 7757); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur, pour les dépenses du Gouvernement général de l'Algérie (Exercice 1872), d'un crédit de 19,150,000 fr. (I., n° 1447 ; A., t. 14, an., p. 62; J. O. de 1872, p. 7359, 7572), sur le projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1873, un crédit de 50,801 fr. applicable à la réparation des dommages causés dans le département d'Oran par les opérations militaires entreprises en 1871 (I., n° 1484; A., t. 14, an., p. 141 ; J. O. de 1872, p. 8085) ; sur le projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Intérieur, pour les dépenses du Gouvernement général de l'Algérie (Exercice 1872), un crédit supplémentaire de 594,156 fr. (I., n° 1489; A., t. 14, an., p. 145 ; J. O. de 1872, p. 8146) ; sur le projet de Résolution portant : 1° règlement des Comptes de la Dotation de l'Assemblée nationale pour l'Exercice 1871 ; 2° de la Caisse des retraites des employés de l'Assemblée pour le même Exercice ; 3° fixation du Budget des dépenses de l'Assemblée nationale pour l'Exercice 1873; 4° évaluation des recettes et des dépenses de la Caisse des retraites des employés de l'Assemblée pour le même Exercice (I., n° 1503; A., t. 14, an., p. 159 ; sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1872, un crédit supplémentaire de 146,000 fr. pour les dépenses ordinaires du Gouvernement général civil de l'Algérie (I., n° 1716 ; A., t. 17, an., p. 60 ; J.

O. de 1873, p. 2693) ; sur le projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1873, un crédit de 800,000 fr. pour les travaux de colonisation de l'Algérie (I., n° 1971 ; A., t. 28, an., p. 19 ; J. O. de 1873, p. 5974) ; sur le Budget des dépenses de l'Exercice 1874 (Gouvernement général civil de l'Algérie) (I., n° 2031 ; A., t. 27, an., p. 215 ; J. O. de 1873, p. 7665, 7698, 7764) ; sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, pour les dépenses du Gouvernement général civil de l'Algérie (Exercice 1873), un crédit supplémentaire de 208,500 fr. (I., n° 2038 ; A., t. 28, an., p. 19 ; J. O. de 1873, p. 7325) ; sur le projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1873, un crédit de 28,080 fr. applicable aux dépenses ordinaires du Gouvernement général civil de l'Algérie (I., n° 2039 ; A., t. 28, an., p. 21 ; J. O. de 1873, p. 7346) ; sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1873, un crédit supplémentaire de 8,370 fr. applicable aux dépenses ordinaires du Gouvernement général civil de l'Algérie (I., n° 2275 ; A., t. 30, an., p. 129 ; J. O. de 1874, p. 2545) ; sur le Budget des dépenses de l'Exercice 1875 (Gouvernement général civil de l'Algérie) (I., n° 2470 ; A., t. 32, an., p. 204 ; J. O. de 1874, p. 4641, 4664, 4682) ; sur le projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1874, un crédit supplémentaire de 20,000 fr. au chapitre III du Gouvernement général civil de l'Algérie, et d'annuler une somme de 20,000 fr. au chapitre IX du même Budget (I., n° 2546 ; A., t. 33, an., p. 31 ; J. O. de 1874, p. 5503) ; sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1874, un crédit supplémentaire de 10,000 fr. au chapitre III du Budget du Gouvernement général civil de l'Algérie, et d'annuler un crédit d'égale somme au chapitre IX du même Budget (I., n° 2644 ; A., t. 34, an., p. 108 ; J. O. de 1874, p. 5976) ; sur un projet de loi de la Commission du Budget tendant à l'établissement de différents impôts en Algérie (I., n° 2681 ; A., t. 34, an., p. 328 ; J. O. de 1874, p. 6028) ; sur le projet de loi tendant à autoriser l'addition au Budget des recettes et des dépenses de l'Exercice 1875 de crédits supplémentaires afférents au Ministère de l'Intérieur (Ressources spéciales) (I., n° 2766 ; A., t. 35, an., p. 295 ; J. O. de 1875, p. 90) ; sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, pour les dépenses du Gouvernement général civil de l'Algérie (Exercice 1874), un crédit supplémentaire de 90,000 fr. (I., n° 2779 ; A., t. 35, an., p. 310 ; J. O. de 1875, p. 122) ; sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1874, un crédit supplémentaire de 15,000 fr. au chapitre II du Budget du Gouvernement général civil de l'Algérie, et à annuler une somme de 15,000 fr. au chapitre IX du même Budget (I., n° 2780 ; A., t. 35, an., p. 311 ; J. O. de 1875, p. 122) ; sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, pour les dépenses du Gouvernement général civil de l'Algérie (Exercice 1874) un crédit supplémentaire de 1,258,823 fr. (I., n° 2784 ; A., t. 35, an., p. 311 ; J. O. de 1875, p. 90) ; sur le projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Intérieur, pour les dépenses du Gouvernement général civil de l'Algérie (Exercice 1875, Chapitre XXI nouveau, Garantie d'intérêt pour les chemins de fer concédés à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée), un crédit supplémentaire de 7,300,000 fr. (I., n° 2920 ; A., t. 37, an., p. 97 ; J. O. de 1875, p. 2154) ; sur le projet de loi de Douanes tendant à modifier pour quelques marchandises le tarif d'entrée et de sortie applicable en France et en Algérie (I., n° 2922 ; A., t. 37, an., p. 101 ; J. O. de 1875, p. 2130) ; sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1875, un crédit supplémentaire de 10,800 fr. applicable aux dépenses ordinaires du Gouvernement général civil de l'Algérie (I., n° 2944 ; A., t. 37, an., p. 124 ; J. O. de 1875, p. 2234) ; sur le projet de loi relatif à la modification des droits de quai en Algérie (I., n° 2967 ; A., t. 37, an., p. 179 ; J. O. de 1875, p. 2242) ; sur le projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Intérieur, pour les dépenses ordinaires du Gouvernement général civil de l'Algérie, sur l'Exercice 1875, un crédit supplémentaire de 2,500,000 fr. (Chapitre XXI, Garantie d'intérêt pour les chemins de fer concédés à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée) (I., n° 3063 ; A., t. 38, an., p. 174 ; J. O. de 1875,

p. 4299); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur de deux crédits : l'un, de 3,000 fr. sur l'Exercice 1874, et l'autre, de 6,000 fr. sur l'Exercice 1875, applicables aux frais de rédaction et d'administration du *Bulletin officiel des Communes* (I., n° 3094 ; A., t. 38, an., p. 238; J. O. de 1875, p. 4341) ; sur le projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Intérieur, pour les dépenses sur ressources spéciales du Gouvernement général civil de l'Algérie, sur l'Exercice 1875, un crédit supplémentaire de 1,500,000 fr. (Chapitre VI nouveau, Dépenses de l'Assistance hospitalière en Algérie) (I., n° 3168 ; A., t. 39, an., p. 256 ; J. O. de 1875, p. 6188); sur le projet de loi portant ouverture au Budget du Ministère de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-arts (section 1re, chapitre IV, Exercice 1874) d'un crédit supplémentaire de 9,250 fr. applicable aux frais de passage de fonctionnaires de l'Instruction publique en France et en Algérie (I., n° 3198 ; A., t. 40, an., p. 518 ; J. O. de 1875, p. 6522) ; sur le projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1874, un crédit supplémentaire de 152,000 fr. au chapitre V (Prisons) du Budget du Gouvernement général de l'Algérie (I., n° 3231 ; A., t. 41, an., p. 5; J. O. de 1875, p. 6887); sur le projet de loi ayant pour objet l'ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1875, pour les dépenses ordinaires du Gouvernement civil de l'Algérie, d'un crédit supplémentaire de 7,500 fr. applicable au chapitre III (Publications, expositions, missions scientifiques, secours et récompenses) (I., n° 3294 ; A., t. 41, an., p. 118 ; J. O. de 1875, p. 7046). = Demande l'impression et la distribution du rapport de la Commission d'Enquête sur l'état de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie (A., t. 1, p. 168). — Donne lecture de son rapport sommaire sur la proposition de MM. Louis Blanc et autres, tendant à déclarer que les Maires et Adjoints de Paris ont agi en bons citoyens (A., t. 2, p. 144). — Prend part à la discussion : de cette proposition (A., t. 2, p. 146); de la proposition de M. Gaslonde relative aux Conseils généraux (A., t. 2, p. 184) ; du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 295); de la proposition de MM. Ducuing et autres, relative à la prorogation des échéances des effets de commerce (A., t. 2, p. 722); de la proposition de M. Limperani relative au taux de l'intérêt de l'argent (A., t. 2, p. 908) ; du projet de loi relatif au Traité de paix définitif (A., t. 3, p. 68). — Parle : sur la mise à l'ordre du jour des propositions relatives à la mise en accusation des membres du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 3, p. 168); sur la mise à l'ordre du jour des élections de M. le duc d'Aumale et de M. le prince de Joinville (A., t. 3, p. 203) ; sur l'impression et la distribution des rapports relatifs à ces élections (A., t. 3, p. 265). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 320 ; t. 7, p. 602 ; t. 15, p. 613 ; t. 18, p. 184). — Est entendu sur les questions de M. Jullien et de M. Félix Dupin relatives à l'insuffisance des moyens de transport par les chemins de fer (A., t. 4, p. 35, 36). — Dépose son rapport sur la proposition des Questeurs tendant à ouvrir un crédit extraordinaire pour les dépenses des Commissions d'Enquête, et en demande l'urgence (A., t. 4, p. 176, 177). — Ses explications dans la discussion de cette proposition (A., t. 4, p. 207, 208). — Sa question au Ministre des Finances sur le remboursement des dépenses de nourriture des troupes Allemandes par les communes (A., t. 4, p. 439). — Parle : sur la demande de renvoi du projet de loi tendant à établir des peines contre les affiliés à l'Internationale, à la Commission de la proposition relative à l'abrogation des articles 291 et 292 du Code pénal (A., t. 4, p. 508) ; dans la discussion du Budget rectifié de l'Exercice 1871 (Dotations : *Indemnité des membres de l'Assemblée nationale*, A., t. 5, p. 547. Affaires étrangères : *Relations commerciales de la France avec l'Alsace-Lorraine*, p. 562, 565) ; sur la question du renvoi de son rapport sur le projet de crédit destiné au chauffage du Palais de l'Assemblée, à la Commission chargée des questions relatives à l'installation de l'Assemblée à Versailles (A., t. 5, p. 612). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la Convention à conclure entre la France et l'Allemagne, au sujet de l'admission en franchise des produits manufacturés de l'Alsace-Lorraine (A., t. 5, p. 696) ; des interpellations de M. Le Royer sur les transports par voies ferrées (A., t. 6, p. 107) ; du projet de loi sur

l'élection des juges des Tribunaux de commerce (A., t. 6, p. 222) ; du projet de loi réglant, au point de vue de l'indemnité, la situation des fonctionnaires nommés Députés (A., t. 7, p. 558); du Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1872 (Dotations : *Dépenses de l'Assemblée nationale et indemnités des Députés*, A., t. 8, p. 380); du projet de Résolution concernant la prorogation de l'Assemblée nationale (A., t. 8, p. 612) ; du Budget général de l'Exercice 1872 (*Dépenses de nourriture des troupes Allemandes par les communes*, A., t. 8, p. 693) ; des propositions de MM. Vilfeu et autres, relatives à la répression de l'ivresse (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 18); de la proposition de MM. Tolain et autres, tendant à abroger les art. 291 à 294 du Code pénal et la loi de 1834 sur le droit d'association (*Première délibération*, A., t. 11, p. 428). — Est entendu en qualité de Rapporteur, dans la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Travaux publics : *Personnel des Ponts-et-chaussées*, A., t. 14, p. 364. Algérie : *Colonisation Alsacienne-Lorraine en Algérie*, p. 529. *Service de la topographie en Algérie*, p. 530. *Exécution de la Convention passée avec la Société générale Algérienne*, p. 535, 536. Voies et moyens : *Versement à faire par la Société générale Algérienne*, p. 704, 705).—Parle : sur le projet de loi tendant à la réunion du Service des Forêts au Ministère de l'Agriculture et du Commerce (A., t. 16, p. 157) ; sur le projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 392, 394, 399) ; sur la motion de M. Ganivet tendant à l'ajournement de la prorogation de l'Assemblée (A., t. 19, p. 453); en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi de crédit pour travaux de colonisation en Algérie (A., t. 19, p. 494); en la même qualité, dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Algérie : *Dépenses résultant de la constatation et de la constitution de la propriété individuelle indigène*, A., t. 28, p. 549); sur un incident relatif à la fixation de l'ordre du jour (A., t. 28, p. 668); dans la discussion : du projet de loi relatif à la surveillance de la haute police (*Troisième délibération*, A., t. 29, p. 264, 281); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt de la petite vitesse*, A., t. 30, p. 429, 471, 473, 521). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion : du projet de loi de crédit applicable aux frais de publication de la statistique de l'Algérie (A., t. 33, p. 211); du Budget de l'Exercice 1875 (Gouvernement général de l'Algérie : *Études relatives à la création d'une mer intérieure en Algérie*, A., t. 33, p. 276. *Suppression d'un certain nombre de Cadis*, p. 278. *Création d'un centre d'Arabes chrétiens*, p. 280, 283. *Placement des Arabes chrétiens sortis des orphelinats*, p. 360 à 364). — Parle : sur l'urgence du projet de loi tendant à modifier pour quelques marchandises le tarif d'entrée et de sortie applicable en France et en Algérie (A., t. 37, p. 329); dans la discussion du projet de loi de crédit pour garantie d'intérêt aux chemins de fer de l'Algérie (A., t. 38, p. 419) ; dans la discussion du Budget de l'Exercice 1876 (Gouvernement général de l'Algérie : *Établissement de l'impôt foncier en Algérie*, A., t. 40, p. 181. *Élévation de classe des Préfets d'Oran et de Constantine*, p. 184, 185. *Allocation d'une indemnité de frais de tournées à ces deux Préfets*, p. 185. *Question du crédit affecté à la colonisation*, p. 186, 192 à 195. Dépenses sur ressources spéciales : *Reconstitution du Service de l'Assistance hospitalière en Algérie*, A., t. 41, p. 391) ; sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi portant répartition pour 1876 du fonds annuel de subvention aux départements (A., t. 41, p. 348, 349). — Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 41, p. 430, 431). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif aux conditions du service militaire pour les Français domiciliés en Algérie (A., t. 42, p. 28); du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie de l'Est (A., t. 44, p. 352, 356, 357).

PENTHIÈVRE (M. le duc DE).

Projet de loi relatif à son admission définitive dans la Marine, en qualité de lieutenant de vaisseau, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. ORLÉANS (FAMILLE D'), n° 8.

PERIER (M. CASIMIR), voy. CASIMIR-PERIER (M.).

PERIN (M. GEORGES), *Député élu par le département de la Haute-Vienne.*

Son élection est validée (A., t. 18, p. 102). = Secrétaire du 7e Bureau (F., n° 796 ; J. O. de 1875, p. 4340). = Membre de Commissions (F., nos 575, 650, 810; J. O. de 1874, p. 809, 4089; J. O. de 1875, p. 4874). = Sa proposition ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département de la Haute-Vienne (I., n° 2503; A., t. 32, an., p. 289; J. O. de 1874, p. 4663). = Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 261 à 285). — Est entendu : dans la discussion des interpellations de MM. Léon Say et autres, relatives à la non-convocation des collèges électoraux dans les départements où il y a des sièges vacants (*Incident personnel*, A., t. 27, p. 215; *rectification*, t. 28, p. 1, 2, 27); sur la prise en considération de la proposition de MM. Schœlcher et autres, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise (A., t. 28, p. 118); dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Marine et Colonies : *Mode de paiement des délégations des marins*, A., t. 28, p. 239. *Cadres de la Marine*, p. 241. *Situation des déportés à la Nouvelle-Calédonie*, p. 258, 263, 264; *rectification*, 271); sur un incident relatif à des paroles prononcées par M. Bigot dans la discussion du projet de loi sur la nomination des Maires (A., t. 29, p. 199, 210). — Ses explications au sujet de la peine de la censure proposée contre lui par le Président (A., t. 29, p. 210 à 212). — La censure est prononcée contre lui par l'Assemblée A., t. 29, p. 212).— Parle dans la discussion : du projet de Résolution de la Commission de l'ancienne Liste civile Impériale, tendant à la levée du séquestre sur les immeubles du Domaine privé (A., t. 30, p. 713, 714); du Budget de l'Exercice 1875 (Marine et Colonies : *Budget de la Cochinchine*, A., t. 33, p. 387, 388); au sujet de la mise à l'ordre du jour du projet de loi portant approbation du Traité conclu entre la France et le royaume d'Annam (A., t. 34, p. 197). — Prend part à la discussion de ce projet de loi (A., t. 34, p. 222, 229, 230). — Est entendu : sur l'urgence de la proposition de M. Naquet portant amnistie pleine et entière en faveur des auteurs de tous les crimes et délits politiques commis depuis le 4 septembre 1870 (A., t. 44, p. 30); au sujet de la protestation du Ministre de la Marine et des Colonies contre les imputations élevées, dans cette dernière discussion, contre l'Administration de la Nouvelle-Calédonie (A., t. 44, p. 54); dans la discussion du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A., t. 44, p. 205).

PERNOLET (M.), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 86). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 141, 142, 178, 265, 284, 403, 476, 650, 842, 843; J. O. de 1871, p. 2819, 2865, 5137; J. O. de 1872, p. 2781, 3360; J. O. de 1873, p. 580, 3750; J. O. de 1874, p. 4089; J. O. de 1875, p. 9073, 9137); et de la Commission chargée d'examiner les projets de lois portant règlement définitif des Budgets de l'Exercice 1867 et de l'Exercice 1868 (F., n° 321; J. O. de 1872, p. 4516). = Ses propositions relatives : à l'élection des membres des Commissions de permanence (I., n° 1947; A., t. 19, an., p. 209; J. O. de 1873, p. 5826); à l'élection des membres des Commissions que l'Assemblée nomme en séance publique sans le concours des Bureaux (I., n° 2066; A., t. 28, an., p. 99; J. O. de 1874, p. 48). — Sa proposition de loi électorale (I., n° 2139, et Annexe; A., t. 28, an., p. 293; J. O. de 1874, p. 261, 353). — Sa proposition relative à l'élection des Vice-Présidents, Secrétaires et Questeurs, en addition au chapitre II du Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 2203; A., t. 29, an., p. 278; J. O. de 1874, p. 4396). — Sa proposition d'addition à faire aux chapitres II et III du Règlement, relativement aux nominations en assemblée générale : 1° des Commissions de permanence; 2° des Commissions extraordinaires; 3° des membres du Bureau de l'Assemblée autres que le Président (I., n° 2237; A., t. 30, an., p. 10; J. O. de 1874, p. 4699). — Ses propositions

ayant pour objet : de modifier l'article 7 du Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 2911 ; A., t. 37, an., p. 3 ; J. O. de 1875, p. 2130) ; de faire du suffrage universel une vérité, en le complétant par l'introduction dans la loi électorale du principe de la représentation proportionnelle (I., n° 3099 ; A., t. 38, an., p. 266 ; J. O. de 1875, p. 4908). = Prend part à la discussion de la proposition de M. de Ravinel relative à l'installation des différents Ministères à Versailles (A., t. 5, p. 471). — Obtient un congé (A., t. 8, p. 20). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 292, 385, 538, 606, 608. *Troisième délibération*, t. 31, p. 44, 45, 48, 51, 59, 64, 68, 72) ; de la proposition de MM. Paris (Pas-de-Calais) et autres, relative aux membres des Conseils généraux, d'arrondissement et municipaux, qui se refusent à remplir certaines obligations de leurs fonctions (A., t. 18, p. 210) ; de la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation des pouvoirs de M. le maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 189). — Réclame l'application à ses trois propositions relatives au mode d'élection dans le sein de l'Assemblée, de l'article 75 du Règlement, et demande l'urgence pour la nouvelle proposition qui les résume (A., t. 30, p. 19). — Parle dans la discussion : du projet de loi relatif à l'électorat municipal (*Troisième délibération*, A., t. 32, p. 616 à 620) ; du projet de loi de crédit pour frais de surveillance du travail des enfants et des filles mineures dans les manufactures (A., t. 38, p. 320) ; du Budget de l'Exercice 1876 (Cultes : *Abus résultant de l'omission du nom de la* République *dans les prières de l'Église catholique*, A., t. 41, p. 221, 224) ; du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 347 à 352, 358 à 362, 418).

PERRET (M.), *Député élu par le département du Rhône.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 40). = Membre de Commissions (F., n°s 99, 117, 125, 744 ; J. O. de 1871, p. 1545, 2086, 2333 ; J. O. de 1875, p. 1275). = Son rapport sur l'élection de MM. Fernier et le colonel Denfert-Rochereau par le département du Doubs (A., t. 4, p. 14). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 7, p. 516 à 521 ; t. 32, p. 624 ; t. 35, p. 408). — Est entendu sur la pétition relative à une demande d'indemnité du sieur Prieu contre le gouvernement du Brésil (A., t. 7, p. 520). — Obtient des congés (A., t. 13, p. 330 ; t. 18, p. 184 ; t. 32, p. 231 ; t. 33, p. 380 ; t. 37, p. 41, 113 ; t. 41, p. 158 ; t. 42, p. 1). — S'excuse de son absence (A., t. 29, p. 121 ; t. 30, p. 378 ; t. 31, p. 243).

PERRET (M.), *Maître des requêtes au Conseil d'État.*

L'un des candidats proposés : pour la place de Conseiller d'État vacante par la démission de M. Pascal (A., t. 18, p. 482, et an., p. 187) ; pour la place de Conseiller d'État vacante par le décès de M. Odilon Barrot (A., t. 28, p. 357, et an., p. 261). — Est élu *Conseiller d'État* par l'Assemblée, à la suite de cette seconde proposition (A., t. 28, p. 469).

PERRIER (M. EUGÈNE), *Député élu par le département de la Marne).*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 19). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., n°s 64, 167, 289, 317, 379, 488, 517, 627, 717, 744, 796, 824, 842 ; J. O. de 1871, p. 952, 1802 ; J. O. de 1872, p. 3519, 4353, 7817 ; J. O. de 1873, p. 4177, 6751 ; J. O. de 1874, p. 3307 ; J. O. de 1875, p. 160, 1275, 4340, 5510, 9073). = Ses rapports : sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Troyes (Aube) : 1° à emprunter 2,200,000 fr. ; 2° à s'imposer extraordinairement (I., n° 745 ; A., t. 6, an., p. 258 ; J. O. de 1872, p. 228) ; sur le projet de loi tendant à autoriser le département de l'Aube à régulariser la réalisation de ressources extraordinaires en 1871 (I., n° 775 ; A., t. 6, an., p. 291 ; J. O. de 1872, p. 416) ; sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Troyes (Aube) (I., n° 776 ; A., t. 6, an., p. 292 ; J. O.

de 1872, p. 416); sur le projet de loi tendant à autoriser le département du Loiret à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires (I., n° 1134; A., t. 11, an., p. 124; J. O. de 1872, p. 3468); sur le projet de loi tendant : 1° à approuver pour régularisation des engagements réalisés par la ville de Châlons (Marne) pour le paiement des réquisitions Allemandes; 2° à autoriser cette ville à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement (I., n° 1338; A., t. 13, an., p. 200; J. O. de 1872, p. 5339); sur le projet de loi ayant pour objet l'établissement de surtaxes sur le vin, l'alcool et l'absinthe à l'octroi de la ville de Châlons (Marne) (I., n° 1507; A., t. 14, an., p. 168; J. O. de 1873, p. 168); sur le projet de loi ayant pour objet d'établir une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la commune de Ploumoguer (Finistère) (I., n° 2014; A., t. 27, an., p. 168; J. O. de 1873, p. 7237); sur le projet de loi relatif à l'établissement de surtaxes à l'octroi de Laon (Aisne) (I., n° 2111; A., t. 28, an., p. 264; J. O. de 1874, p. 38); sur le projet de loi tendant à autoriser la ville d'Angoulême (Charente) à emprunter une somme de 1,800,000 francs (I., n° 2159; A., t. 32, an., p. 164; J. O. de 1874, p. 4465); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de la commune de Ploaré (Finistère) (I., n° 2855; A., t. 36, an., p. 75; J. O. de 1875, p. 862); sur le projet de loi relatif à un échange de terrains, dans le département de la Nièvre, entre l'État et le sieur Bailly (I., n° 2916; A., t. 37, an., p. 125; J. O. de 1875, p. 2235); sur le projet de loi tendant à autoriser le département de l'Aisne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales et des chemins vicinaux (I., n° 3170; A., t. 39, an., p. 259; J. O. de 1875, p. 6486); sur le projet de loi tendant : 1° à ratifier une Convention passée entre l'État et la ville d'Angers (Maine-et-Loire), en vue d'assurer le paiement de la dépense résultant de l'extension du casernement; 2° à autoriser la dite ville à emprunter une somme de 2,000,000 de francs et à s'imposer extraordinairement (I., n° 3266; A., t. 41, an., p. 78; J. O. de 1875, p. 6953); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de Cherbourg (Manche) (I., n° 3349; A., t. 41, an., p. 193; J. O. de 1875, p. 7203); sur le projet de loi tendant à ratifier une Convention passée entre l'État et le département de la Charente pour l'extension du casernement à Angoulême (I., n° 3350; A., t. 41, an., p. 193; J. O. de 1875, p. 7203). = Obtient des congés (A., t. 2, p. 217; t. 3, p. 512; t. 8, p. 363; t. 15, p. 613; t. 19, p. 7). — Prend part à la discussion du Budget rectifié de 1871 (Impôts autorisés : *Impôt sur les chevaux et voitures*, A., t. 5, p. 623). — S'excuse de son absence (A., t. 14, p. 1). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (MARNE : arrondissement de *Reims*, A., t. 44, p. 86, 87); du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie de l'Est (A., t. 44, p. 351).

PERROT (M. ULRIC), *Député élu par le département de l'Oise.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 34). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209; de diverses Commissions (F., n°s 54, 107, 139, 225, 284, 359, 498, 505; J. O. de 1871, p. 808, 1819, 2754; J. O. de 1872, p. 1177, 3360, 7197; J. O. de 1873, p. 4481, 4819); de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (F., n° 95; J. O. de 1871, p. 1476); de la Commission de permanence de 1872 (A., t. 13, p. 567); et de la Commission de décentralisation (F., n° 388; J. O. de 1873, p. 134). = Sa proposition relative à l'organisation des Conseils cantonaux et des Conseils d'arrondissement (I., n° 264; A., t. 3, p. 228; J. O. de 1871, p. 4351, 4369). = Son rapport sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (*Opérations militaires en province*) (I., n° 1416[7]; A., t. 22, p. 3 à 216; J. O. de 1874, p. 1509, 1534, 1595, 1626, 1665, 1700, 1730, 1788, 1881, 1914, 1944). — Son deuxième rapport sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale *Opérations militaires en province. — Expédition de l'Est.* (I., n° 1416[78];

A., t. 22, p. 217 à 606; J. O. de 1874, p. 8158, 8224, 8254, 8300, 8334). = Adresse une question au Ministre des Finances au sujet des impositions perçues par les Prussiens dans les départements envahis (A., t. 4, p. 438; *rectification*, p. 459). — Prend part à la discussion : du Budget général des dépenses et des recettes de l'Exercice 1872 (*Remboursement des impositions perçues par les Prussiens dans les départements envahis*, A., t. 8, p. 690, 693) ; du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 62). — Demande : la mise à l'ordre du jour de la proposition de M. Tallon relative à l'exercice du droit de pétition (A., t. 15, p. 344) ; l'ajournement de la deuxième délibération sur cette proposition et les propositions analogues de M. Paris (Pas-de-Calais) et de M. le général Robert (A., t. 18, p. 156). — Parle dans la discussion des rapports de la Commission des Marchés sur les marchés passés à Lyon et sur les dépenses de l'armée des Vosges (A., t. 15, p. 477). — S'excuse de son absence (A., t. 18, p. 495). — Est entendu dans la discussion de la proposition de MM. Beaussire et Desjardins tendant à modifier le chapitre VIII du Règlement sur la déclaration d'urgence (A., t. 19, p. 472). — Lettre annonçant son décès (A., t. 31, p. 19).

PERROT DE CHEZELLES (M.), *Conseiller honoraire à la Cour de Cassation.*

Membre adjoint de la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (F., n° 293 ; J. O. de 1872, p. 3644).

PERVANCHÈRE (M. DE LA), *Député élu par le département de la Loire-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 84). = Membre : de la Commission de revision des grades (F., n° 136 ; J. O. de 1871, p. 2641) ; et de diverses Commissions (F., n°s 419, 486, 517, 674, 686 ; J. O. de 1873, p. 1080, 4107, 6751 ; J. O. de 1874, p. 4933, 5848). = Sa proposition ayant pour but : 1° de modifier la rédaction de plusieurs articles du Code de Justice militaire ; 2° de préciser et de fortifier les pénalités applicables aux militaires qui pactiseraient, les jours d'émeute à l'intérieur, avec des rebelles armés ou non armés (I., n° 1385 ; A., t. 13, an., p. 312 ; J. O. de 1872, p. 6984). = Obtient des congés (A., t. 5, p. 2 ; t. 12, p. 411, 589).

PETAU (M.), *Député élu par le département du Loiret.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 35). — Son élection est validée (A., t. 1, p. 55). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., n°s 80, 189, 229, 697, 865 ; J. O. de 1871, p. 1183 ; J. O. de 1872, p. 113, 1295 ; J. O. de 1874, p. 7981 ; J. O. de 1875, p. 10118). = Son rapport sur la pétition des habitants de la commune de Gennevilliers (Seine), relative au déversement des eaux d'égout de Paris sur le territoire de cette commune (I., n° 3388 ; A., t. 41, an., p. 369 ; J. O. de 1875, p. 7379). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 512, 875 ; t. 11, p. 294 ; t. 14, p. 539 ; t. 15, p. 261 ; t. 30, p. 345 ; t. 32, p. 596 ; t. 37, p. 288 ; t. 39, p. 337). — Demande, en qualité de Rapporteur, la mise à l'ordre du jour du rapport sur la pétition des habitants de la commune de Gennevilliers (Seine) (A., t. 41, p. 350). — Dépose son rapport sur cette pétition (A., t. 41, p. 366). — Demande de nouveau la mise à l'ordre du jour de son rapport (A., t. 42, p. 227). — Donne lecture : de ce rapport (A., t. 42, p. 241) ; et d'un nouveau rapport sur une pétition analogue d'habitants d'Asnières, de Clichy et de Saint-Ouen (A., t. 42, p. 244). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 43, p. 58).

PETETIN (M. ANSELME), *ancien Directeur de l'Imprimerie impériale.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 772 à 775).

PETIT (M.), *Directeur des Affaires criminelles au Ministère de la Justice.*

Membre adjoint de la Commission d'En-

quête sur le régime des Établissements pénitentiaires (F., n° 293 ; J. O. de 1872, p. 3644).

PETIT (M. FRÉDÉRIC), *ancien rédacteur du* Progrès de la Somme.

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 266 à 269).

PEULVÉ (M.), *Député élu par le département de la Seine-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 54). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., n°s 11, 21, 41, 57, 94, 142, 255, 405, 438, 448, 621, 658, 739, 772, 850, 857 ; M. B. de 1871, p. 209, 224 ; J. O. de 1871, p. 561, 854, 1439, 2865 ; J. O. de 1872, p. 2090 ; J. O. de 1873, p. 653, 1710, 2032 ; J. O. de 1874, p. 2358, 4360 ; J. O. de 1875, p. 971, 3525, 9395, 9767) ; de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O. de 1871, p. 471) ; et de la Commission des Comptes du Budget de 1869 (F., n° 529 ; J. O. de 1873, p. 7211). = Obtient des congés (A., t. 8, p. 132 ; t. 12, p. 279 ; t. 18, p. 181 ; A., t. 33, p. 155). — S'excuse de son absence (A., t. 18, p. 77 ; t. 29, p. 29).

PEYRAMONT (M. DE), *Député élu par le département de la Haute-Vienne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 25). = Président du 4e Bureau (F., n° 769 ; J. O. de 1875, p. 3405). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 11, 14, 24, 33, 58, 81, 173, 772, 851, 857 ; M. B. de 1871, p. 209, 58 ; J. O. de 1871, p. 271, 399, 867, 1188, 1985 ; J. O. de 1875, p. 3525, 9163, 9767) ; et de la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (F., n° 267 ; J. O. de 1872, p. 2829). = Sa proposition concernant l'abrogation de l'article 1er du décret du 1er mars 1852 sur la mise à la retraite des magistrats (I., n° 151 ; A., t. 2, p. 626, 651 ; J. O. de 1871, p. 791). = Demande le renvoi à la Commission du projet de loi tendant à annuler deux décrets du 28 janvier et du 3 février 1871 qui ont révoqué quinze magistrats inamovibles, des pétitions sur le même sujet (A., t. 1, p. 155). — Prend part à la discussion générale sur la validation des pouvoirs des Préfets élus Députés (A., t. 1, p. 212 à 215). — Sa lettre, comme Président de la Commission chargée d'examiner la proposition de M. Arnaud (de l'Ariège) sur les mesures à prendre au sujet de la pacification de Paris (A., t. 2, p. 112). — Sa communication verbale, au nom de cette même Commission (A., t. 2, p. 113). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi concernant le rétablissement des magistrats inamovibles révoqués par la Délégation de Bordeaux (A., t. 2, p. 120 à 123) ; sur une pétition du Vice-Président et du Secrétaire de la Ligue internationale de la paix, à Genève, au sujet des événements de Paris (A., t. 2, p. 210). — Adresse une question au Ministre de l'Intérieur au sujet des événements de Limoges (A., t. 2, p. 334 à 336). — Parle : dans la discussion du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 623) ; sur la prise en considération de sa proposition relative à la mise à la retraite des magistrats, et de la proposition analogue de MM. Bottieau et Delsol (A., t. 2, p. 802) ; sur une demande d'ajournement de ces propositions (A., t. 3, p. 178). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 3, p. 328 à 330). — Obtient des congés (A., t. 5, p. 2, 205 ; A., t. 8, p. 363). — S'excuse de son absence (A., t. 30, p. 269 ; t. 35, p. 1). — Ses observations dans la discussion du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A., t. 44, p. 217, 218).

PEYRAT (M.), *Député élu par le département de la Seine.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 17). — Son élection est validée (A., t. 1, p. 60). = Membre de Commissions (F., n°s 125, 317 ; J. O. de 1871, p. 2333 ; J. O. de 1872, p. 4353). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, relatives : au compte prochain à rendre par les membres de l'ex-Gouvernement de la Défense nationale de la manière dont ils ont exercé le Pouvoir à Paris durant le siège (I., n° 29 ; A., t. 1, p. 166, an., p. 21 ; J. O. de 1871, p. 338) ; à l'élection d'un Con-

seil municipal pour la ville de Paris (I., n° 60 ; A., t. 2, p. 4, 16 ; J. O. de 1871, p. 376) ; à l'affirmation de la République par l'Assemblée nationale (I., n° 231 ; A., t. 3, p. 41 ; J. O. de 1871, p. 1188) ; à une amnistie pour les crimes et délits politiques (I., n° 651 ; A., t. 5, an., p. 239 ; J. O. de 1871, p. 4210) ; à la fixation par l'Assemblée nationale dans un délai de quinze jours, sur l'époque de sa dissolution (I., n° 1780 ; A., t. 18, p. 3, an., p. 8 ; J. O. de 1873, p. 3393). = Ses observations sur un incident dans la discussion des élections de Vaucluse (A., t. 1, p. 196, 197, 202). — Demande une addition finale au projet de Proclamation de l'Assemblée rédigé par la Commission des Quinze (A., t. 2, p. 20). — Dépose deux pétitions relatives aux moyens de faire cesser la guerre civile (A., t. 2, p. 535, 573). — Donne lecture de sa proposition relative à la proclamation de la République, et en demande l'urgence (A., t. 3, p. 31). — Demande la rectification de son vote sur les pétitions concernant la situation du Souverain Pontife (A., t. 4, p. 269). — Donne lecture de sa proposition relative à l'époque de la dissolution de l'Assemblée nationale, et en demande l'urgence (A., t. 18, p. 3).

PHILIPPE (M. JULES), *Député élu par le département de la Haute-Savoie.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 32). — Lettre par laquelle il donne sa démission (A., t. 1, p. 132). = N. B. — Par suite de cette démission, il n'a pas été statué sur son élection.

PHILIPPOTEAUX (M.), *Député élu par le département des Ardennes.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 48). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., n°s 40, 51, 77, 141, 173, 189, 203, 229, 264, 265, 284, 317, 321, 419, 450, 517, 611, 674, 717, 744, 769, 824 ; J. O. de 1871, p. 542, 750, 1156, 2819, 4986 ; J. O. de 1873, p. 113, 520, 1295, 2757, 2781, 3360, 4353, 4516 ; J. O. de 1873, p. 1080, 2113, 6751 ; J. O. de 1874, p. 2005, 4933 ; J. O. de 1875, p. 160, 1275, 3405, 5510) ; et des Commissions de permanence : de 1874 (A., t. 34, p. 132) et de 1875 (A., t. 41, p. 201). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à la libération complète du territoire (I., n° 1002 ; A., t. 8, p. 395, an., p. 179 ; J. O. de 1872, p. 2342). — Sa proposition ayant pour objet de déclarer inéligibles à l'Assemblée nationale les militaires et marins en activité de service (I., n° 2008 ; A., t. 27, p. 97, an., p. 158 ; J. O. de 1873, p. 7219). = Son rapport sur le projet de loi relatif à un échange de terrains boisés, dans le département du Loiret, entre l'État et les époux Charenton-Renard (I., n° 3043 ; A., t. 38, an., p. 144 ; J. O. de 1875, p. 3986). — Son rapport sommaire sur la proposition de M. Journault ayant pour objet la levée de l'état de siège dans la ville de Lorient (Morbihan) (I., n° 3056 ; A., t. 38, an., p. 162 ; J. O. de 1875, p. 4299). — Ses rapports : sur le projet de loi tendant à ratifier une Convention passée entre l'État et le département de la Côte-d'Or pour l'extension du casernement à Dijon (I., n° 3292 ; A., t. 41, an., p. 117 ; J. O. de 1875, p. 7084) ; sur le projet de loi tendant à imposer d'office la section des Vieux-Moulins, commune d'Hargnies (Ardennes), pour le paiement d'une dette résultant d'une condamnation judiciaire (I., n° 3308 ; A., t. 41, an., p. 139 ; J. O. de 1875, p. 7075) ; sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins et les alcools à l'octroi de La Rochelle (Charente-Inférieure) (I., n° 3363 ; A., t. 41, an., p. 205 ; J. O. de 1875, p. 7427) ; sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Grenoble (Isère) à contracter un emprunt de 500,000 francs, en vue de l'extension de ses fortifications (I., n° 3364 ; A., t. 41, an., p. 205 ; J. O. de 1875, p. 7314) ; sur le projet de loi relatif au déclassement de la place de Sedan et à la cession à cette ville d'une partie des fortifications déclassées et de divers immeubles militaires (I., n° 3375 ; A., t. 41, an., p. 233 ; J. O. de 1875, p. 7187) ; sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins, les cidres, poirés et hydromels, à l'octroi d'Arudy (Basses-Pyrénées) (I., n° 3376 ; A., t. 41, an., p. 236 ; J. O.

de 1875, p. 7778) ; sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de Pont-de-Vaux (Ain) (I., n° 3377 ; A., t. 41, an., p. 236 ; J. O. de 1875, p. 7602). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 614 ; t. 29, p. 1). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif au nouveau régime des douanes et des contributions indirectes (A., t. 3, p. 868). — Donne lecture de sa proposition relative à la libération du territoire, et en demande l'urgence (A., t. 8, p. 395). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à supprimer la Cour de Metz et à faciliter le replacement ou la mise à la retraite des magistrats d'Alsace-Lorraine (A., t. 8, p. 522, 534) ; du projet de loi portant ratification de la Convention conclue avec l'Empire d'Allemagne, à l'effet de régler le paiement des trois derniers milliards de l'indemnité de guerre et l'évacuation du territoire français (A., t. 12, p. 725). — Parle sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi concernant les indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 276, 279) ; dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 17, p. 363 à 369, 383). — Donne lecture de sa proposition tendant à l'inéligibilité à l'Assemblée nationale de tout militaire ou marin en activité de service, et en demande l'urgence (A., t. 27, p. 97 à 99). — Ses observations : sur un fait qui se serait produit, à la suite de sa proposition, dans un département convoqué pour une élection à l'Assemblée nationale (A., t. 27, p. 109 ; à propos de l'urgence déclarée sur sa proposition (A., t. 28, p. 41). — S'excuse de son absence (A., t. 28, p. 73). — Parle : sur un incident relatif à l'annulation du scrutin de ballottage pour l'élection d'un troisième Questeur (A., t. 30, p. 14 ; dans la discussion du projet de loi portant régularisation des crédits supplémentaires ouverts par décrets pendant la prorogation de l'Assemblée (*Pensions des anciens fonctionnaires de l'Empire*, A., t. 36, p. 527). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 39, p. 303). — Est entendu sur la demande d'ajournement des propositions relatives à la levée de l'état de siège (A., t. 42, p. 216). — Donne lecture de son rapport sur une pétition des étudiants de l'École de Droit de Paris relative à l'amélioration de la Bibliothèque de leur École, et en demande la mise à l'ordre du jour (A., t. 42, p. 227). — Parle dans la discussion : du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A., t. 44, p. 224) ; du projet de loi portant déclaration d'utilité publique de divers chemins de fer (A., t. 44, p. 379).

PICARD (M. ERNEST), *Député élu par les départements de la Meuse et de Seine-et-Oise.*

Son élection est validée : pour Seine-et-Oise (A., t. 1, p. 34) ; pour la Meuse (A., t. 1, p. 37). — Déclare opter pour la Meuse (A., t. 1, p. 87). = Président du 14e Bureau (F., n° 756 ; J. O. de 1875, p. 1817). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 6, 161, 569, 573, 601, 611, 631, 644, 658, 686, 739, 762, 850 ; J. O. de 1871, p. 3435 ; J. O. de 1874, p. 611, 736, 1699, 2005, 3578, 3888, 4360, 5848 ; J. O. de 1875, p. 971, 2037, 9395) ; de la Commission du Budget de 1874 (F., n° 471 ; J. O. de 1873, p. 3480) ; des Commissions de permanence de 1874 et de 1875 (A., t. 30, p. 648 ; t. 34, p. 132 ; t. 37, p. 328 ; t. 41, p. 201) ; de la 2e Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 38, p. 199) ; et de la Commission de permanence de 1876 (A., t. 44, p. 364). = Sa proposition de Résolution relative aux Commissions de l'Assemblée nationale (I., n° 2770 ; A., t. 35, an., p. 305 ; J. O. de 1875, p. 6). = Son rapport sur le projet de loi relatif aux mesures à prendre en vue de prévenir les incendies dans les régions boisées de l'Algérie (I., n° 2524 ; A., t. 33, an., p. 3 ; J. O. de 1874, p. 5378). = Ses observations à propos de la proposition de M. Germain tendant à ouvrir au Ministre des Finances un crédit de cent millions (A., t. 1, p. 73). = Est nommé *Ministre de l'Intérieur* Arrêté du Chef du pouvoir exécutif du 19 février 1871 (B. des L., n° 332 ; M. B., p. 221). — Répond, en cette qualité, à la question de M. de Castellane sur les nominations à faire dans les Préfectures (A., t. 1, p. 155). — Ses observations à propos de la proposition de M. Jules de Lasteyrie relative à la nomination de la Commission des Quinze (A., t. 2, p. 2). — Donne lecture du projet de loi tendant à

la mise en état de siège du département de Seine-et-Oise, et en demande l'urgence (*ibid.*). — Est entendu : sur la motion de M. Audren de Kerdrel tendant au renvoi de ce projet de loi et de la proposition de M. de Lasteyrie à la même Commission (A., t. 2, p. 3) ; sur l'urgence de la proposition de M. Clémenceau relative à l'élection d'un Conseil municipal pour la ville de Paris (A., t. 2, p. 5, 7) ; à propos du récit fait à l'Assemblée par M. Turquet de son arrestation et de celle du général Chanzy (A., t. 2, p. 14) ; sur l'urgence de la proposition de M. Gaslonde relative aux Conseils généraux (A., t. 2, p. 19) ; dans la discussion de cette proposition (A., t. 2, p. 168, 174, 176) ; sur les ordres du jour motivés relatifs à la prochaine reconstitution des Administrations municipales des départements et de Paris (A., t. 2, p. 46). — Donne lecture du projet de loi relatif aux élections municipales de France, et en demande l'urgence (A., t. 2, p. 49, 50). — Parle : dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 2, p. 238, 255, 258, 263, 269, 280, 293, 298, 315, 342, 352, 383, 399, 461, 476, 484, 489) ; sur la proposition relative à la création de bataillons de volontaires (A., t. 2, p. 63) ; sur un incident relatif à la nomination des Préfets (A., t. 2, p. 64). — Ses communications au sujet du rétablissement de l'ordre à Lyon (A., t. 2, p. 125, 157). — Ses observations sur la proposition de M. de Sugny tendant à déclarer qu'Henri de l'Espée, Préfet de la Loire, a bien mérité de son pays (A., t. 2, p. 148). — Sa réponse à la question de M. Fresneau au sujet des rapports de l'Internationale avec l'insurrection de Paris ; et sa communication sur la fin des troubles à Saint-Étienne, à Toulon et à Narbonne (A., t. 2, p. 154). — Ses observations sur la communication de M. Haëntjens au sujet de l'offre de concours de 400 officiers pour la défense de l'Assemblée (A., t. 2, p. 158). — Sa communication au sujet d'un premier engagement de l'armée avec les insurgés de Paris (A., t. 2, p. 217). — Est entendu : sur la fixation du jour des interpellations de M. Lucet au sujet de la nomination d'un Gouverneur général civil de l'Algérie (A., t. 2, p. 236) ; dans la discussion de ces interpellations (A., t. 2, p. 705). — Répond à la question de M. Prax-Paris sur les mesures de police à prendre contre les étrangers (A., t. 2, p. 252). — Ses communications relatives : à la répression de l'insurrection à Marseille (A., t. 2, p. 273) ; à la prise du pont de Neuilly sur les insurgés de Paris (A., t. 2, p. 315). — Répond : à la question de M. de Peyramont au sujet des événements de Limoges (A., t. 2, p. 336) ; à la question de M. d'Audiffret-Pasquier au sujet de l'absence de l'Assemblée et du Gouvernement aux obsèques des généraux Besson et Péchot (A., t. 2, p. 363) ; à la question de M. de Douhet au sujet du rétablissement des passeports (A., t. 2, p. 368). — Est entendu sur la fixation du jour des interpellations de M. Jean Brunet relatives aux intentions du Gouvernement à l'égard de Paris (A., t. 2, p. 454, 455). — Répond : à la question de M. de la Rochethulon au sujet de l'emploi des officiers de mobiles et de mobilisés appelés à Versailles (A., t. 2, p. 482) ; à la question de M. Baucarne-Leroux au sujet des travaux des chemins vicinaux (A., t. 2, p. 482) ; à la question de M. Lepère au sujet des événements de Paris (A., t. 2, p. 525, 526). — Ses communications relatives à la prise du château de Bécon (A., t. 2, p. 535, 560). — Donne lecture du projet de loi relatif à l'état de siège, et en demande l'urgence (A., t. 2, p. 560). — Répond : à la question de M. Duchâtel au sujet de l'envoi dans les départements du *Journal officiel* (A., t. 2, p. 602) ; à la question de M. de Vogüé au sujet de la création d'un *Moniteur des Communes* (A., t. 2, p. 603) ; à la question de M. Target au sujet des élections communales de Paris (A., t. 2, p. 604) ; à la question de M. Buffet au sujet de l'insertion du *Compte-rendu analytique* des séances dans le *Moniteur des Communes* (A., t. 2, p. 604, 605) ; à la question de M. de Carayon-la-Tour au sujet de la rédaction des articles politiques du *Journal officiel* (A., t. 2, p. 605) ; à la question de M. Langlois au sujet de la situation des habitants de Neuilly entre l'armée et les insurgés de Paris (A., t. 2, p. 681) ; à la question de M. d'Audiffret-Pasquier au sujet des nominations illégales des Commissions administratives des hospices (A., t. 2, p. 688). — Parle : sur la fixation du jour des interpellations de M. Luro au

sujet de la réintégration des magistrats arbitrairement révoqués par la Délégation de Tours et de Bordeaux (A., t. 2, p. 777) ; sur une pétition tendant à la séparation de la Corse d'avec la France (A., t. 2, p. 792). — Sa communication relative aux élections municipales du 30 avril 1871 et à la répression des mouvements insurrectionnels à Lyon et à Thiers (A., t. 2, p. 802). — Répond à la question de M. Duchâtel au sujet de la reproduction par le *Moniteur des Communes* du *Compte-rendu analytique* des séances (A., t. 2, p. 807). — Ses communications relatives : à la prise de la gare du chemin de fer à Clamart et du château d'Issy (*ibid.*) ; à la prise de la redoute du Moulin-Saquet (A., t. 2, p. 816). — Répond : aux interpellations de M. Le Royer au sujet des élections municipales de Lyon du 30 avril 1871 (A., t. 2, p. 843) ; à la question de M. Baze au sujet d'un projet de Congrès des délégués des villes de France à Bordeaux (A., t. 2, p. 859). — Sa communication au sujet de la prise du fort d'Issy (A., t. 2, p. 880). — Ses observations à propos de la question présentée par M. Anisson-Duperron sur les récentes nominations de Sous-Préfets (A., t. 2, p. 887, 888). — Parle dans la discussion des interpellations substituées à cette question (A., t. 2, p. 901). — Répond à la question de M. Mortimer Ternaux au sujet du récit publié par les délégués de l'Union des Syndicats parisiens de leur entrevue avec le Chef du Pouvoir exécutif (A., t. 2, p. 890). — Sa communication relative au succès des opérations militaires à Paris et autour de Paris (A., t. 3, p. 135). — Donne lecture d'un projet de loi sur le rétablissement du cautionnement des journaux, et en demande l'urgence (A., t. 3, p. 137). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à imposer d'office la commune d'Égletons (Corrèze) pour le remboursement d'un emprunt (A., t. 3, p. 139). — Sa communication sur les dernières opérations pour la répression de l'insurrection de Paris (A., t. 3, p. 147, 148). — Répond : à la question de M. d'Audiffret-Pasquier sur la convocation de 114 collèges électoraux, à l'effet de pourvoir aux vacances dans le sein de l'Assemblée (A., t. 3, p. 166) ; aux interpellations de M. le général Ducrot relatives aux élections municipales de la Nièvre (A., t. 3, p. 182, 184, 186 à 189). = Est entendu, comme Député : dans la discussion du projet de loi sur le rétablissement du cautionnement des journaux (A., t. 3, p. 719, 783) ; des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 846, 854 ; t. 4, p. 77. *Troisième délibération*, t. 4, p. 371) ; de l'urgence du projet de loi relatif à diverses modifications dans le tarif des douanes (A., t. 3, p. 867) ; du projet de loi relatif aux droits de douane sur les marchandises actuellement en cours de voyage (A., t. 3, p. 909) ; du projet de loi concernant les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 629) ; des propositions : 1° de MM. Rivet et autres, sur l'organisation du Pouvoir exécutif ; 2° de MM. Adnet et autres, sur la confirmation des pouvoirs de M. Thiers ; 3° de M. de Belcastel, sur la forme du Gouvernement définitif (A., t. 5, p. 260) ; du projet de loi portant augmentation des impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 329) ; de la proposition de MM. Claude (Meurthe) et autres, relative au remboursement des contributions de guerre, réquisitions et dommages matériels causés par l'invasion (*Troisième délibération*, A., t. 5, p. 420) ; de la proposition de M. de Ravinel relative à l'installation des différents Ministères à Versailles (A., t. 5, p. 469) ; du projet de loi relatif au transport des journaux (A., t. 5, p. 504). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 398 à 401). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de l'Est de nouvelles lignes de chemins de fer (A., t. 18, p. 339). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 417 à 432). — Parle : sur la motion d'ajournement du projet de loi relatif à la nomination des Maires (A., t. 29, p. 10, 11) ; sur une demande d'ajournement de la discussion sur les nouveaux impôts (A., t. 29, p. 30) ; dans la discussion : des interpellations de

M. Audren de Kerdrel au sujet de la démission du Ministère (A., t. 29, p. 35) ; du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Droit de timbre sur les billets et mandats non négociables*, A., t. 29, p. 628. *Chèques*, p. 650, 653. *Impôt du timbre sur les journaux*, t. 30, p. 11. *Impôt sur la verrerie*, p. 104, 126) ; du projet de Résolution de la Commission de l'ancienne Liste civile, tendant à la levée du séquestre sur les immeubles du Domaine privé (A., t. 30, p. 736, 740, 742) ; des propositions concernant l'électorat municipal (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 71, 141. *Troisième délibération*, p. 593) ; des interpellations de M. Léon de Maleville sur les intentions du Gouvernement à l'égard du parti Bonapartiste (A., t. 32, p. 153) ; des propositions concernant l'organisation municipale (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 267) ; du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes, et de la proposition de M. Wolowski relative à l'équilibre du Budget de 1875 (*Réduction du remboursement annuel à la Banque*, A., t. 33, p. 217) ; du Budget de l'Exercice 1875 (Dette publique : *Pensions civiles*, A., t. 33, p. 256). — Est entendu : sur la demande d'ajournement des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (A., t. 33, p. 336, 343, 346) ; dans la discussion de ces projets de lois (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 348) ; sur une demande tendant au dépôt du rapport de la Commission d'initiative sur la proposition de M. Raoul Duval relative à la dissolution de l'Assemblée (A., t. 33, p. 392) ; sur un incident relatif au fonctionnement des grandes Commissions de l'Assemblée (A., t. 35, p. 190) ; sur la demande de renvoi, de la Commission de l'armée à la Commission du Code de Justice militaire, du projet de loi ayant pour objet de coordonner avec ce Code les lois des 27 juillet 1872 et 24 juillet 1873 (A., t. 35, p. 201) ; dans la discussion : du projet de loi tendant au maintien de la mise en état de siège d'Alger (A., t. 35, p. 406) ; des propositions de M. de Lavergne et de M. Crémieux relatives au régime de l'Algérie (*Troisième délibération*, A., t. 35, p. 427) ; sur une demande d'ajournement momentané des séances de l'Assemblée (A., t. 35, p. 442) ; sur les projets de lois relatifs à la poudre dynamite (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 464 à 468. *Troisième délibération*, t. 37, p. 82) ; sur la proposition de MM. de Lamberterie et autres, relative à la mise en adjudication des débits de tabac (*Deuxième délibération*, A., t. 37, p. 13) ; sur la mise à l'ordre du jour et la déclaration d'urgence du projet de loi relatif à la concession à la Compagnie de Picardie et Flandres des chemins de fer de Cambrai à Douai et d'Aubigny-au-Bac à Somain, avec embranchement sur Abscon (A., t. 37, p. 97). — Prend part à la discussion : de la proposition de MM. Fournier, Tallon et Arthur de Chabaud-La-Tour, relative aux Caisses d'épargne et de prévoyance (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 62, 67) ; de la proposition de M. Courcelle relative aux élections partielles (A., t. 38, p. 35, 38) ; de la proposition de MM. Billy et autres, tendant à faire indemniser les propriétaires des bestiaux morts de la peste bovine, dans les départements envahis (*Première délibération*, A., t. 38, p. 261) ; de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 610. *Troisième délibération*, t. 39, p. 538, 542) ; de l'élection de M. l'amiral de Kerjégu par le département des Côtes-du-Nord (A., t. 39, p. 176 à 179) ; des interpellations de M. Raoul Duval sur la conduite que le Gouvernement entend tenir à l'égard du Comité de l'Appel au peuple (A., t. 40, p. 101). — Parle : sur l'urgence de la proposition de M. Feray tendant à la continuité des séances de l'Assemblée jusqu'à l'achèvement définitif de ses travaux (A., t. 40, p. 118, 119) ; sur la fixation de la discussion de la proposition de M. Malartre relative à la prorogation de l'Assemblée (A., t. 41, p. 20) ; dans la discussion : de cette proposition (A., t. 41, p. 35) ; du projet de loi relatif aux élections des Sénateurs (*Deuxième délibération*, A., t. 41, p. 94, 147, 150) ; du projet de loi ayant pour objet la répression de la fraude dans la fabrication et la vente des allumettes chimiques (A., t. 41, p. 183) ; du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 67, 150, 156. *Troisième délibération*, p. 292).

— Est entendu sur la demande d'ajournement des propositions relatives à l'organisation municipale (A., t. 42, p. 208 à 212). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 217). — Parle : dans la discussion du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (*Question de priorité en faveur du projet de l'ancienne Commission*, A., t. 44, p. 9. SEINE : ville de *Paris*, p. 119, 126); sur un incident relatif à un appel nominal pour la constatation des membres présents (A., t. 44, p. 107) ; dans la discussion : du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A., t. 44, p. 198); du projet de loi portant approbation de la Convention internationale signée à Bruxelles sur le régime des sucres (A., t. 44, p. 298, 304); du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie de l'Ouest (A., t. 44, p. 352).

PICART (M. ALPHONSE), *Député élu par le département de la Marne.*

Son élection est validée (A., t. 18, p. 208). = Secrétaire : du 4e Bureau (F., n° 517; J. O. de 1873, p. 6751) ; du 7e Bureau (F., n° 541; J. O. de 1873, p. 7729) ; du 3e Bureau (F., n° 697; J. O. de 1874, p. 7981) ; du 6e Bureau (F., n° 717; J. O. de 1875, p. 160 ; et du 10e Bureau (F., n° 865; J. O. de 1875, p. 10118). = Membre d'une Commission (F., n° 650; J. O. de 1874, p. 4089 .

PICCON (M.), *Député élu par le département des Alpes-Maritimes.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 11). = Membre de Commissions (F., nos 58, 229, 440, 529, 562; J. O. de 1871, p. 867; J. O. de 1872, p. 1295; J. O. de 1873, p. 1769, 7211; J. O. de 1874, p. 3511). = Est entendu sur l'élection de M. Marc-Dufraisse par les Alpes-Maritimes (A., t. 1, p. 217, 242, 243. — S'excuse de son absence (A., t. 2, p. 3). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 200; t. 6, p. 24; t. 11, p. 10 . — Parle dans la discussion : du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 13, p. 28, 30); du projet de loi relatif au droit sur les huiles (A., t. 28, p. 698). — Lettre contenant sa démission de Député et ses explications au sujet du toast politique porté par lui à Nice et publié par les journaux (A., t. 31, p. 1).

PIDOUX (M.), *ancien Député.*

L'un des candidats proposés pour les fonctions de Conseiller d'État (A., t. 13, p. 97, et an., p. 65).

PIERREY (M.), *Premier Président de la Cour d'appel d'Alger.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 26, p. 910 à 917).

PIETRI (M.), *ancien Préfet de police.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 222 à 231).

PIN (M. ELZÉAR), *Député élu par le département de Vaucluse.*

Membre de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209). = L'Enquête est prononcée sur son élection et celle de ses collègues (A., t. 1, p. 199). — Donne, de concert avec ses collègues, sa démission (A., t. 1, p. 199, 200). = *Réélu par le même département.* — Son élection est validée (A., t. 4, p. 98). = Membre de Commissions (F., nos 189, 440, 744, 796; J. O. de 1872, p. 113; J. O. de 1873, p. 1769; J. O. de 1875, p. 1275, 4340). = Obtient un congé (A., t. 11, p. 49). — Est entendu sur la prise en considération de la proposition de M. Eugène Tallon ayant pour objet de retirer aux Conseils généraux la vérification des pouvoirs de leurs membres (A., t. 41, p. 15). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 44, p. 389, 396).

PIOGER (M. DE), *Député élu par le département du Morbihan.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 20

= Membre : de diverses Commissions (F., nos 11, 14, 22, 23, 75, 80, 484, 658, 717, 857; M. B. de 1871, p. 58, 209, 231; J. O. de 1871, p. 251, 1124, 1183; J. O. de 1873, p. 4039; J. O. de 1874, p. 4360; J. O. de 1875, p. 160, 9767); et de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (F., n° 95; J. O. de 1871, p. 1476). = Son rapport au nom de cette Commission (*Campagne du Nord*) (I., n° 1416 F 2; A., t. 22, an., p. 607 à 621; J. O. de 1875, p. 9562, 9593, 9622). — Ses rapports : sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de la commune de La Martyre (Finistère) (I., n° 2853; A., t. 36, an., p. 74; J. O. de 1875, p. 862); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de la commune de Ploudalmezeau (Finistère) (I., n° 2857; A., t. 36, an., p. 76; J. O. de 1875, p. 1000). = Obtient un congé (A., t. 11, p. 293).

PIOU (M.), *Député élu par le département de la Haute-Garonne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 15). = Président : du 2e Bureau (I., n° 74; J. O. de 1871, p. 1116); du 14e Bureau (F., n° 99; J. O. de 1871, p. 1545); du 15e Bureau (F., n° 264; J. O. de 1872, p. 2757); du 7e Bureau (F., n° 347; J. O. de 1872, p. 4353); du 2e Bureau (F., n° 463; J. O. de 1873, p. 3220); du même Bureau renouvelé (F., n° 486; J. O. de 1873, p. 4107); du 11e Bureau (F., n° 509; J. O. de 1873, p. 4945); et du 13e Bureau (F., n° 541; J. O. de 1873, p. 7729). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., nos 58, 76, 84, 130, 339, 488, 535, 834; J. O. de 1871, p. 867, 1128, 1188, 2466; J. O. de 1872, p. 5057; J. O. de 1873, p. 4177, 7398; J. O. de 1875, p. 6070); de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (F., n° 95; J. O. de 1871, p. 1476); de la Commission des grâces (A., t. 3, p. 551, 552); et de la Commission de permanence de 1871 (A., t. 5, p. 660). = Est entendu sur le projet de Résolution relatif à la demande de communication aux magistrats militaires chargés de l'instruction de la capitulation de Metz, des dépositions et documents recueillis par la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 13, p. 17, 20).

PLICHON (M.), *Député élu par le département du Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 38). = Président : du 9e Bureau (F., n° 146; J. O. de 1871, p. 2985); du 1er Bureau (F., n° 562; J. O. de 1874, p. 351); et du 3e Bureau (F., n° 796; J. O. de 1875, p. 4340). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., nos 15, 60, 74, 151, 171, 204, 359, 399, 468, 658; M. B. de 1871, p. 66; J. O. de 1871, p. 894, 1116, 3126, 4929; J. O. de 1872, p. 545, 7197; J. O. de 1873, p. 460, 3393; J. O. de 1874, p. 4360); de la Commission du Budget rectifié de 1871 (F., n° 58; J. O. de 1871, p. 867); de la Commission de revision des grades (F., n° 136; J. O., p. 2641); de la Commission pour l'examen des lois de Finances de l'Exercice 1872 (F., n° 192; J. O. de 1872, p. 200); de la Commission du Budget de 1874 (F., n° 471; J. O. de 1873, p. 3480); de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 477; J. O., p. 3784); et des Commissions des Budgets : de 1875 (F., n° 583; J. O. de 1874, p. 1075); et de 1876 (F., n° 776; J. O. de 1875, p. 3636). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : 1° la concession à la Compagnie de Picardie et Flandres des chemins de fer de Cambrai à Douai et d'Aubigny-au-Bac à Somain, avec embranchement sur Abscon (Nord); 2° la concession à la même Compagnie et à celle de Lille à Valenciennes, conjointement, d'un chemin de fer de Douai à Orchies (Nord) (I., n° 2033; A., t. 37, an., p. 196; J. O. de 1874, p. 3667). = Son rapport sur le projet de loi portant déclaration d'utilité publique des chemins de fer concédés à titre éventuel à la Compagnie du Nord-Est (I., n° 608; A., t. 5, an., p. 197; J. O. de 1871, p. 4099). — Son rapport supplémentaire sur ce projet de loi (I., n° 643; A., t. 5, an., p. 230; J. O. de 1871, p. 4196). — Ses rapports : sur le Budget des dépenses de l'Exercice 1873

(Chapitre XXVI du Budget du Ministère de l'Intérieur — Chemins vicinaux) (I., n° 977; A., t. 8, an., p. 124; J. O. de 1872, p. 2110); sur le Budget des dépenses de l'Exercice 1872 (Ministère de l'Intérieur) (I., n° 1016; A., t. 8, an., p. 195; J. O. de 1872, p. 2484); sur le Budget des dépenses de l'Exercice 1872 (Ministère de l'Intérieur — Service de l'Algérie) (I., n° 1030; A., t. 8, an., p. 253; J. O. de 1872, p. 2490); sur le projet de loi ayant pour objet l'établissement d'un impôt sur les vinaigres et sur l'acide acétique (I., n° 3072; A., t. 38, an., p. 204 à 215; J. O. de 1875, p. 4577, 4610, 4673, 4692). = Est entendu dans la discussion de la proposition de M. Gaslonde relative aux Conseils généraux (A., t. 2, p. 175, 176). — Obtient un congé (A., t. 3, p. 566). — Parle dans la discussion de la proposition de M. de Ravinel relative à l'installation des différents Ministères à Versailles (A., t. 5, p. 484, 485). — Dépose son rapport sur le projet de loi relatif aux chemins de fer du Nord-Est, et en demande l'urgence (A., t. 5, p. 397). — S'excuse de son absence (A., t. 6, p. 319; t. 12, p. 3, 453; t. 15, p. 502; t. 17, p. 2). — Prend part, comme Rapporteur, à la discussion du Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'Exercice 1872 (*Suppression du Sous-Secrétaire d'État*, A., t. 2, p. 599. *Portée des réductions proposées sur les crédits*, p. 601. *Réunion des services des Postes et des Télégraphes*, p. 604. *Subventions pour l'achèvement des chemins vicinaux*, p. 613. Gouvernement général civil de l'Algérie : *Services de la topographie et du cadastre*, p. 614). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif à l'élévation de la taxe des dépêches télégraphiques (A., t. 8, p. 656); du Budget de l'Exercice 1874 (Voies et moyens : *État du projet de loi sur les sucres*, A., t. 28, p. 576); sur la demande de mise à l'ordre du jour et de déclaration d'urgence du projet de loi relatif à la concession à la Compagnie de Picardie et Flandres des chemins de fer de Cambrai à Douai et d'Aubigny-au-Bac à Somain, avec embranchement sur Abscon (Nord) (A., t. 37, p. 97, 98); dans la première délibération de ce projet de loi (A., t. 38, p. 256); dans la nouvelle discussion de ce projet de loi, déclaré d'urgence (A., t. 39, p. 417 à 422); comme Rapporteur, dans la discussion du projet de loi ayant pour objet l'établissement d'un impôt sur les vinaigres et sur les acides acétiques (A., t. 40, p. 123, 147, 148, 150, 152 à 155, *passim*); dans la discussion du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 156. *Troisième délibération*, p. 428).

PLŒUC (M. le marquis DE), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 86). = Membre : de la Commission de revision des grades (F., n° 136; J. O. de 1871, p. 2641); de diverses Commissions (F., n°s 440, 627, 739, 772, 796; J. O. de 1873, p. 1769; J. O. de 1874, p. 3307; J. O. de 1875, p. 971, 3525, 4340); de la Commission chargée d'examiner les projets de lois portant règlement définitif des Budgets de l'Exercice 1867 et de l'Exercice 1868 (F., n° 324; J. O. de 1872, p. 1516); et des Commissions de permanence: de 1874 (A., t. 34, p. 132); et de 1875 (A., t. 41, p. 201). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, portant création d'une Caisse nationale de prévoyance des fonctionnaires civils (I., n° 1702; A., t. 17, an., p. 8; J. O. de 1873, p. 2438). — Sa proposition relative aux fonctions de Président et de membre des Conseils d'administration des chemins de fer français (I., n° 2921; A., t. 37, p. 94, an., p. 101; J. O. de 1875, p. 2067). = Obtient des congés (A., t. 5, p. 58; t. 13, p. 63). — Prend part à la discussion du Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1872 (*Intérêts et amortissement des emprunts faits à la Banque*, A., t. 8, p. 370, 374). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 786 à 802). — Parle dans la discussion de la proposition de MM. Roger-Marvaise et autres, tendant à établir des succursales de la Banque de France dans tous les départements qui en sont privés (*Troisième délibération*, A., t. 15, p. 352, 354). — S'excuse de son absence (A., t. 28, p. 133; t. 32, p. 111). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes, et de la proposition de M. Wolowski relative à l'équilibre du Budget de 1875 (*Réduc-*

tion du remboursement annuel à la Banque, A., t. 33, p. 144, 145, 216, 218 ; sur la prise en considération des propositions de M. Léon de Maleville et de M. Raoul Duval relatives à la dissolution de l'Assemblée nationale et aux élections générales pour la nomination d'une nouvelle Assemblée (A., t. 34, p. 46). — Ses rapports sur des pétitions, spécialement sur des pétitions de Français établis en Égypte (A., t. 35, p. 215 à 219 ; *rectification*, p. 229). — Donne lecture de sa proposition tendant à exiger, pour les fonctions de Président ou d'Administrateur d'un chemin de fer, la qualité de Français, et en demande l'urgence (A., t. 37, p. 94). — Parle : sur la mise à l'ordre du jour de la proposition de M. Guichard et du projet de loi concernant les Conventions postales entre l'État et la Compagnie des Messageries maritimes (A., t. 41, p. 104) ; dans la discussion du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 119, *rectification*, 145 ; 183, 184. *Troisième délibération*, p. 450). — Ses explications, dans le cours du 2e scrutin pour la nomination des Sénateurs, au sujet de l'inscription de son nom sur la liste adverse (A., t. 43, p. 199). — Lettre contenant sa démission motivée (A., t. 43, p. 219).

POL-LOUVET (Les époux).

Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre eux et l'État, dans le département de l'Oise, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 3.

POMPÉRY (M. DE), *Député élu par le département du Finistère.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 87). = Membre de Commissions (F., nos 167, 264, 317, 411, 476, 486, 498, 607, 674, 796 ; J. O. de 1871, p. 4802 ; J. O. de 1872, p. 2757, 4353 ; J. O. de 1873, p. 844, 3750, 4107, 4481 ; J. O. de 1874, p. 1881, 4933 ; J. O. de 1875, p. 4340). = Prend part à la discussion : du Budget rectifié de 1871 (Agriculture et Commerce : *Achats de chevaux de guerre*, A., t. 5, p. 580. Travaux publics : *Travaux agricoles*, p. 651) ; des propositions de MM. de Tréveneuc (Côtes-du-Nord) et autres, relatives au rôle éventuel des Conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles (A., t. 7, p. 423) ; du Budget du Ministère de l'Agriculture et du Commerce pour l'Exercice 1872 (*Concours régionaux*, A., t. 8, p. 486) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Agriculture et Commerce : *Concours régionaux*, A., t. 14, p. 371. *Rétablissement d'une École des haras*, p. 383) ; des propositions de M. Vilfeu et de M. Th. Roussel tendant à réprimer l'ivresse publique et à combattre les progrès de l'alcoolisme (*Troisième délibération*, A., t. 15, p. 308). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 28, p. 54 ; t. 39, p. 612). — Est entendu dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Guerre : *Achats de chevaux de guerre*, A., t. 28, p. 418) ; du projet de loi ayant pour objet l'application de diverses mesures de surveillance et de répression en matière de douanes et l'extension des décimes additionnels à divers impôts et revenus indirects (A., t. 38, p. 282).

PONTOI-PONTCARRÉ (M. le marquis DE), *Député élu par le département d'Eure-et-Loir.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 49). = Membre de Commissions (F., nos 11, 275, 284, 289, 379, 383, 478, 769 ; M. B. de 1871, p. 209 ; J. O. de 1872, p. 3082, 3360, 3519, 7817, 7957, 3817 ; J. O. de 1875, p. 3105). = Son rapport sur l'élection de M. Dauphin par le département de la Somme (A., t. 7, p. 441). = S'excuse de son absence (A., t. 19, p. 41). — Obtient un congé (A., t. 19, p. 127).

PORY-PAPY (M.), *Député élu par la colonie de la Martinique.*

Son élection est validée (A., t. 2, p. 574). = Membre de Commissions (F., nos 68, 75, 123, 167, 189, 201, 215, 241, 264, 275, 289, 301, 317, 353, 379, 383, 405, 419, 438, 440, 448, 463, 486, 517, 531, 541, 562 ; J. O. de 1871, p. 1013, 1124, 2248, 4802 ; J. O. de 1872, p. 456, 889, 1649, 2757, 3082, 3519, 3872, 4353, 7007, 7817 ; J. O. de 1873, p. 280, 653, 1080, 1710, 1769, 2032, 3220, 4107, 6751, 7256, 7729 ; J. O. de 1874, p. 351). = Sa proposition tendant à féliciter le peuple Espa-

gnol d'avoir entrepris l'abolition de l'esclavage dans ses colonies (I., n° 1603; A., t. 16, p. 2, an., p. 4; J. O. de 1873, p. 1232). = Obtient des congés (A., t. 5, p. 2; t. 13, p. 63; t. 18, p. 546). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 220); du projet de loi tendant à modifier la formation du Jury en matière criminelle (A., t. 14, p. 451). — Son décès est annoncé à l'Assemblée (A., t. 29, p. 354).

POTEL (M.), *ancien Lieutenant de Francs-tireurs.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 507).

POTHUAU (M. l'amiral), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 47). = Président : du 1er Bureau (F., n° 607; J. O. de 1871, p. 1881); du 5e Bureau (F., n° 627; J. O., p. 3307); et du 12e Bureau (F., n° 769; J. O. de 1875, p. 3405). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 6, 531, 739, 756, 762; M. B. de 1871, p. 18; J. O. de 1873, p. 7256; J. O. de 1875, p. 971, 1817, 2037); et de la Commission du Budget de 1876 (F., n° 776; J. O. de 1875, p. 3636). = Ses rapports : sur le Budget des dépenses de l'Exercice 1876 (Ministère de la Marine et des Colonies) (I., n° 3124; A., t. 39, an., p. 113 à 121; J. O. de 1875, p. 5700); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies d'un crédit de 20,500,000 fr., pour les dépenses à effectuer en 1876 sur le Compte de liquidation (I., n° 3484; A., t. 42, an., p. 369; J. O. de 1875, p. 10541). = Est nommé *Ministre de la Marine et des Colonies* [Arrêté du Chef du Pouvoir exécutif du 19 février 1871] (B. des L., n° 332; M. B., p. 221). — Est entendu, en cette qualité, sur des incidents relatifs : à une demande de Déclaration de l'Assemblée concernant les élections municipales à faire à Paris (A., t. 2, p. 33); à une demande de mise à l'ordre du jour de l'armée de la Résolution votée par l'Assemblée au sujet des obsèques des généraux Besson et Péchot (A., t. 2, p. 364); à un article du journal *la Liberté* au sujet de la transportation (A., t. 3, p. 908). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au cabotage des vins par navires étrangers (A., t. 4, p. 239); du Budget rectifié de l'Exercice 1871 (Marine et Colonies : *Situation des ouvriers des ports*, A., t. 5, p. 569); de la proposition de M. Princeteau relative à l'interdiction de toutes fonctions publiques salariées aux membres de l'Assemblée nationale (*Deuxième délibération*, A., t. 6, p. 418; t. 7, p. 387. *Troisième délibération*, t. 11, p. 62). — Dépose un projet de loi relatif au régime forestier de l'île de la Réunion, et en demande l'urgence (A., t. 6, p. 497). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 187, 227, 233, 275); du projet de loi réglant, au point de vue de l'indemnité, la situation des fonctionnaires nommés Députés (A., t. 7, p. 604); du projet de loi relatif aux nouveaux lieux de déportation (A., t. 8, p. 510); du Budget du Ministère de la Marine et des Colonies, pour l'Exercice 1872 (*Discussion générale*, A., t. 8, p. 575. *Personnel de l'Administration centrale*, p. 584, 585. *Question des cadres de la Marine*, p. 586, 588. *Colonies pénales de la Guyane et de la Nouvelle-Calédonie ; bagne de Toulon*, p. 590). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 803 à 810). — Parle : sur un incident relatif à l'organisation politique et financière du Sénégal (A., t. 13, p. 304, 305); dans la discussion du Budget de l'Exercice 1873 Marine et Colonies : *Réduction des cadres des officiers de la Marine*, A., t. 14, p. 422, 425. *Question de M. Schœlcher au sujet de la traite des nègres à la côte orientale d'Afrique*, p. 427. *Suppression des Commissaires généraux dans les ports de commerce*, p. 427; sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi tendant à régler la condition des déportés à la Nouvelle-Calédonie (A., t. 16, p. 462); dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 16, p. 583, 584). = Obtient des congés (A., t. 18, p. 613; t. 19, p. 178). — Est entendu, comme Député, dans la discussion du projet de loi relatif à l'organisation du Jury dans les colonies (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 124). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A.,

t. 24, p. 687 à 693). — Parle sur l'urgence de la proposition de M. Philippoteaux tendant à déclarer inéligibles à l'Assemblée nationale tous les militaires et marins en activité de service (A., t. 27, p. 99). — Demande la rectification de son vote dans le scrutin sur les interpellations de M. Lamy relatives à la levée de l'état de siège (A., t. 28, p. 112). — Est entendu : dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Marine et Colonies : *Cadres de la Marine*, A., t. 28, p. 241. *Constructions navales*, p. 250); du projet de loi relatif au Compte de liquidation (A., t. 30, p. 508, 512); du Budget de l'Exercice 1875 (Marine et Colonies : *Discussion générale,* A., t. 33, p. 368 à 371) ; en qualité de Rapporteur, dans la discussion du Budget de l'Exercice 1876 (Marine et Colonies : *Prix de la journée d'hôpital des marins*, A., t. 41, p. 208. *Matériel de la flotte*, p. 209. Moyens de service : *Inventaire des vieux canons et des vieux navires susceptibles d'être aliénés*, A., t. 41, p. 398). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 217).

POUJADE (M.), *Député élu par le département de Vaucluse.*

L'Enquête est prononcée sur les élections de son département (A., t. 1, p. 199). = Donne, de concert avec ses collègues, sa démission (A., t. 1, p. 199, 200).

POULLET (M. le colonel), *ancien Colonel à l'armée de l'Est.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 286 à 308). — Sa réclamation adressée au Président de cette Commission (A., t. 25, p. 506).

POUPART (M. le capitaine), *ancien Officier d'ordonnance du général de Caussade.*

Ses lettres communiquées par la famille du général à la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 422 à 424).

POURTALÈS (M. le comte DE), *Député élu par le département de Seine-et-Oise.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 39). = Membre d'une Commission (F., n° 476 ; J. O. de 1873, p. 3750). = Obtient des congés (A., t. 19, p. 178 ; t. 29, p. 55 ; t. 33, p. 401). — N. B. Son décès, survenu pendant la 2e prorogation de 1874, n'a pas été notifié à l'Assemblée.

POUYER-QUERTIER (M.), *Député élu par le département de la Seine-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 54). = Membre : de la Commission du Traité de paix (F., n° 8; M. B. de 1871, p. 27 et 31) ; de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 438, 445, 448, 509, 621, 756, 821 ; J. O. de 1873, p. 1710, 1944, 2032, 4945 ; J. O. de 1874, p. 2358 ; J. O. de 1875, p. 1817, 5510) ; et de la Commission du Budget de 1875 (F., n° 583 ; J. O. de 1874, p. 1075). = Ses observations à propos de la formation des huit Commissions chargées d'éclairer l'Assemblée sur l'état des forces et des ressources de la France (A., t. 1, p. 82). = Est nommé *Ministre des Finances* [Arrêté du Chef du Pouvoir exécutif du 25 février 1871] (B. des L., n° 339 ; J. O., p. 123). — Répond, en cette qualité, aux observations de M. Guichard sur la nomination d'une Commission des Finances et sur la revision du Budget de 1871 (A., t. 1, p. 125). — Donne lecture d'un projet de loi tendant à la nomination d'une Commission chargée d'examiner tous les marchés passés par les Administrations publiques depuis le 18 juillet 1870 (A., t. 1, p. 130). — Prend part à la discussion de ce projet de loi (A., t. 2, p. 277). — Répond à la question de M. de la Rochethulon sur l'envoi des régiments de mobiles en Algérie (A., t. 1, p. 137). — Est entendu : sur l'urgence de la proposition de M. Guichard relative à la nomination d'une Commission des Finances et à la revision du Budget de 1871 (A., t. 1, p. 138) ; sur l'urgence de la proposition de M. Millière relative à la prorogation des échéances des effets de commerce (A., t. 2, p. 8) ; dans la discussion de cette proposition (A., t. 2, p. 104) ; en réponse à M. Millière et à M. Haëntjens sur la question des loyers (A., t. 2, p. 138). — Donne lecture du projet de loi relatif à l'ouverture d'un cré-

dit de 72,500,000 fr. pour l'exécution des préliminaires du Traité de paix, et en demande l'urgence et le renvoi à une Commission spéciale (A., t. 2, p. 190). — Donne lecture du projet de loi tendant à régler, au point de vue de l'indemnité, la situation des fonctionnaires nommés Députés (A., t. 2, p. 367). — Répond à la question de M. Guichard sur les bases adoptées pour les Budgets de 1871 et de 1872 (A., t. 2, p. 507, 508). — Parle dans la discussion de la proposition de MM. Ducuing et autres, relative aux prorogations des échéances (A., t. 2, p. 721). — Ses explications : sur l'exécution des engagements pris par la France pour l'entretien des troupes Allemandes (A., t. 2, p. 779); sur la conservation des diamants de la Couronne (A., t. 3, p. 248). — Donne lecture du projet de loi relatif aux augmentations d'impôts et aux impôts nouveaux, et en demande le renvoi à la Commission du Budget (A., t. 3, p. 337). — Sa communication à l'Assemblée au sujet des résultats de la souscription publique de l'emprunt de 2 milliards (A., t. 3, p. 685). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi sur le rétablissement du cautionnement des journaux (A., t. 3, p. 801); sur l'urgence du projet de loi relatif à diverses modifications dans le tarif des douanes (A., t. 3, p. 866); dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 3, p. 870); du projet de loi relatif aux droits de douanes sur les marchandises actuellement en cours de voyage (A., t. 3, p. 913, 915); sur la prise en considération de la proposition de M. Rouveure relative à l'impôt sur le sel et à un impôt sur le revenu (A., t. 4, p. 325, 327). — Répond aux questions de M. Ulric Perrot et de M. Peltereau-Villeneuve au sujet des impositions établies par les Prussiens et de la nourriture des troupes Allemandes dans les départements envahis (A., t. 4, p. 439, 440). — Parle : dans la discussion : du projet de loi sur les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 616, 620, 625, 627, 658, 660, 668, 683, 688; t. 5, p. 54, 74, 75, 93, 94); du projet de loi sur les augmentations d'impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 139, 173, 184, 210, 220, 303, 310, 313, 320, 329, 344, 351, 352, 353); sur l'urgence de la proposition de M. Target relative à la suspension momentanée des séances de l'Assemblée (A., t. 5, p. 311). — Dépose un projet de loi tendant à la vente des terrains de l'ancien Ministère des Finances, et en demande l'urgence (A., t. 5, p. 354, 355). — Demande l'ajournement du projet de loi relatif à la Marine marchande (A., t. 5, p. 355). — Prend part à la discussion : de la proposition de MM. Claude (Meurthe) et autres, relative au remboursement des contributions de guerre, réquisitions et dommages matériels causés par l'invasion (*Troisième délibération*, A., t. 5, p. 423); du projet de loi relatif au transport des journaux (A., t. 5, p. 512). — Dépose un projet de loi tendant à établir à partir de 1872 un décime en sus sur toutes les contributions directes ou indirectes, et en demande le renvoi à la Commission du Budget (A., t. 5, p. 517). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de MM. Destremx et autres, tendant à répartir les charges imposées aux départements et aux communes pour la Garde nationale mobilisée (A., t. 5, p. 535, 538, 540, 541); du Budget rectifié de l'Exercice 1871 (Dette publique : *Intérêts et amortissement des emprunts faits à la Banque de France*, A., t. 5, p. 546. Affaires étrangères. *Relations commerciales de la France avec l'Alsace-Lorraine*, p. 564, 565. Impôts autorisés : *Retenues sur les traitements des employés et fonctionnaires publics*, p. 621. *Impôt sur la rente*, p. 626. *Budget extraordinaire du Ministère de la Guerre*, p. 629, 632. *Taxation des huiles de schiste*, p. 647. *Situation de la Caisse des chemins vicinaux*, p. 649. *Contingent des départements et des communes dans les dépenses des mobilisés*, p. 653. *Incident relatif aux biens séquestrés par les décrets du 22 janvier 1852*, p. 657). — Répond à la question de M. Alfred André sur l'état des relations postales avec les États-Unis et l'Allemagne (A., t. 5, p. 664). — Donne lecture du projet de loi portant ouverture de trois douzièmes provisoires sur l'Exercice 1872, et en demande le renvoi à la Commission des Finances (A., t. 6, p. 28, 29). — Donne lecture du projet de loi relatif à la restitution des biens de la Famille d'Orléans (A., t. 6, p. 29). — Parle sur la prise en considération de la proposition de MM. Bonnet et autres, tendant à la nomination de deux

Commissions d'Enquête sur les Traités de commerce et sur la Marine marchande (A., t. 6, p. 36, 37). — Donne lecture d'un projet de loi relatif à la Banque de France et à la circulation (A., t. 6, p. 45). — Est entendu : sur l'urgence de la proposition analogue de M. Wolowski (A., t. 6, p. 46) ; sur le retard apporté au dépôt du rapport sur le projet de loi (A., t. 6, p. 314, 331, 334) ; dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 6, p. 349, 360 à 365) ; sur la mise à l'ordre du jour des parties réservées du Budget rectifié de 1871 (A., t. 6, p. 85, 87, 192) ; dans la discussion du projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu (A., t. 6, p. 304 à 309, 388, 402, 492) ; en réponse à la question de M. Antonin Lefèvre-Pontalis sur la répartition de l'indemnité accordée aux départements envahis (A., t. 6, p. 320) ; sur l'urgence de la proposition de M. Johnston tendant à la nomination d'une Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de modifier et de dénoncer les Traités de commerce (A., t. 6, p. 384, 385) ; sur l'urgence de la proposition de M. de Saisy concernant les frais de recouvrement des nouveaux impôts (A., t. 6, p. 437) ; dans la discussion du projet de loi relatif à un impôt sur les matières premières (A., t. 7, p. 66, 74 à 90) ; sur un incident relatif à l'ordre à suivre dans la discussion des nouveaux impôts (A., t. 7, p. 122). — Répond à la question de M. Germain sur la création de nouvelles succursales de la Banque de France (A., t. 7, p. 123). — Parle : sur la mise en délibération des trois impôts nouveaux concernant les sucres, la statistique commerciale et les allumettes (A., t. 7, p. 129, 130) ; dans la discussion du projet de loi relatif à ces impôts (*Sucres*, A., t. 7, p. 137. *Droit de statistique*, p. 138) ; en réponse à la question de M. Amat sur l'application par la douane de ce droit de statistique au cabotage (A., t. 7, p. 234). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 189, 217, 246, 255, 269, 278, 298, 301) ; de l'urgence de la proposition de M. Laurier, tendant à l'exercice du droit de rachat sur les chemins de fer pour la libération du territoire (A., t. 7, p. 380) ; des propositions relatives à la concession de pensions aux veuves et aux orphelins des victimes de l'insurrection du 18 mars (A., t. 7, p. 569). — Répond à la question de M. de Janzé concernant la communication à l'Assemblée des États du personnel des différents Ministères (A., t. 8, p. 2). — Est entendu : sur le projet de loi concernant les droits d'enregistrement (A., t. 8, p. 80, 95) ; sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi pour la répression de la fraude sur les spiritueux (A., t. 8, p. 97) ; sur l'urgence de la proposition de M. Cherpin relative aux débits de boissons à consommer sur place (A., t. 8, p. 110) ; sur le projet de loi concernant les tabacs (A., t. 8, p. 115, 121, 126) ; en réponse à la question de M. Louis de Saint-Pierre sur la publication au *Journal officiel* des nominations des fonctionnaires des Finances (A., t. 8, p. 128). = Prend part, comme Député, à la discussion : des interpellations de M. de Guiraud au sujet de sa démission en qualité de Ministre des Finances (A., t. 8, p. 255 à 260, 264) ; du projet de loi relatif à l'impôt sur les revenus mobiliers ou valeurs mobilières (A., t. 12, p. 532 à 536, 591, 613, 615, 617) ; du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 12, p. 631, 680, 681 à 685, 732 à 741 ; t. 13, p. 99 à 103, 134 à 136, 165 à 171) ; du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 333, 348) ; du projet de loi relatif au monopole par l'État de l'achat, de la fabrication et de la vente des allumettes chimiques (A., t. 13, p. 564, 565) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Impôts autorisés : *Impôt sur les sucres*, A., t. 14, p. 694) ; de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 553, 584). — Parle : sur l'ajournement du projet de loi relatif au régime des sucres (A., t. 15, p. 319, 322) ; dans la discussion de ce projet de loi (*Première délibération*, A., t. 16, p. 60, 65 à 80) ; sur un incident relatif à la réunion de deux Bureaux, sur la convocation de leurs Présidents, nonobstant l'ordre du jour fixé par l'Assemblée (A., t. 16, p. 324, 325) ; sur l'urgence du projet de loi tendant au maintien en vigueur des tarifs conventionnels jusqu'à l'application des tarifs nouveaux (A., t. 16, p. 481). — Son rapport verbal sur ce projet de loi (A., t. 16, p. 481). — Est entendu : sur le second projet

de loi relatif aux allumettes chimiques (A., t. 16, p. 499); sur le projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de l'Est de nouvelles lignes de chemins de fer (A., t. 18, p. 115 à 121, 123, 125, 132, 244, 279, 283 à 291, 387, 356 à 360, 369 à 376, 377, 398, 399, 400, 401, 402, 404); sur la communication du Gouvernement tendant à l'ajournement des questions relatives aux nouveaux Traités de commerce (A., t. 18, p. 218); sur l'état des travaux de la Commission chargée de l'examen de ces Traités (A., t. 19, p. 451, 479). — Prend part à la discussion : de la proposition de MM. Rouvier et Wolowski tendant à l'abrogation de la surtaxe de pavillon (A., t. 19, p. 510); du Budget de l'Exercice 1874 (Frais de régie : *Rétablissement des Percepteurs de villes supprimés*, A., t. 28, p. 456); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt sur les tissus*, A., t. 29, p. 471, 472, 482 à 487. *Incident relatif à l'ordre de la discussion*, p. 501. *Chèques*, p. 594, 636, 639, 658, 668. *Exercice des raffineries de sucre*, p. 618; t. 30, p. 49 à 57, 69 à 73, 77, 78, 83. *Impôt de la petite vitesse*, p. 264, 274 à 280. *Droits sur les sucres*, p. 341, 344, 347, 387 à 390, 391, 395 à 401, 403); du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes, et de la proposition de M. Wolowski relative à l'équilibre du Budget de 1875 (*Ordre de la discussion*, A., t. 33, p. 98. *Décime additionnel à l'impôt du sel*, p. 121, 125 à 130. *Paiement de la garantie d'intérêts aux Compagnies de chemins de fer*, p. 171 à 176); du projet de loi de crédit pour intérêts des sommes dues à l'Allemagne et pour subventions postales (*Subventions postales*, A., t. 33, p. 232). — S'excuse de son absence (A., t. 36, p. 268). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée (A., t. 39, p. 117, 262 à 270, 291 à 295); du projet de loi ayant pour objet la répression de la fraude dans la fabrication et la vente des allumettes chimiques (A., t. 41, p. 173, 177); du projet de loi sur le régime des sucres (A., t. 44, p. 318).

PRADIÉ (M.), *Député élu par le département de l'Aveyron.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 25). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., n°s 393, 517, 717, 756 ; J. O. de 1873, p. 280, 6751 ; J. O. de 1875, p. 160, 1817) ; de la Commission de permanence de 1873 (A., t. 17, p. 275) ; de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 37) ; et de la Commission de permanence de 1874 (A., t. 30, p. 647). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à la création d'une Commission de trente membres pour examiner les questions relatives à l'organisation de l'Enseignement supérieur, secondaire et primaire (I., n° 282 ; A., t. 3, p. 211 ; J. O. de 1871, p. 1194). — Ses propositions : sur le mode de nomination et les attributions d'une seconde Chambre et sur la nomination du Président de la République (I., n° 1769, et rectifié ; A., t. 17, an., p. 332 ; J. O. de 1873, p. 3226, 3260) ; sur la loi municipale et l'organisation du suffrage universel pour l'élection des Conseillers municipaux, des Conseillers généraux, des Députés et des Sénateurs (I., n° 1783 ; A., t. 18, an., p. 61 ; J. O. de 1873, p. 3944, 3978); sur le mode de composition des Conseils municipaux et de nomination des Maires (I., n° 1818 ; A., t. 18, an., p. 164 ; J. O. de 1873, p. 4261) ; sur le mode de nomination d'une seconde Chambre et sur l'organisation et les attributions des Pouvoirs publics (I., n° 2010 ; A., t. 27, an., p. 158 ; J. O. de 1873, p. 7262). = Obtient un congé (A., t. 11, p. 50).

PRADIER (M. le général), *ex-Commandant des départements de l'Ain et de Saône-et-Loire.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 823 à 833).

PRAX-PARIS (M.), *Député élu par le département de Tarn-et-Garonne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 23). =

Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O. de 1871, p. 471) ; et de diverses Commissions (F., n°s 167, 511, 697 ; J. O. de 1871, p. 4802 ; J. O. de 1873, p. 5018 ; J. O. de 1874, p. 7981). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à la réduction des traitements des fonctionnaires publics (I., n° 23 ; A., t. 1, an., p. 17 ; J. O. de 1871, p. 344). — Sa proposition tendant à assujettir au timbre le livre-journal et le livre d'inventaire prescrits par le Code de commerce (I., n° 877 ; A., t. 7, p. 399, an., p. 149 ; J. O. de 1872, p. 1270). = Ses observations : au sujet de la constitution du Bureau provisoire de l'Assemblée (A., t. 1, p. 1) ; au sujet de la proposition déposée par M du Temple pour le renouvellement des Conseils généraux et municipaux (A., t. 1, p. 133). — Donne lecture de sa proposition relative à la réduction des traitements des fonctionnaires publics (A., t. 1, p. 137). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les élections municipales (A., t. 2, p. 239 à 243, 250, 251, 281, 352). — Adresse une question au Ministre de l'Intérieur relativement à l'exécution de la loi de 1849 sur la police des étrangers (A., t. 2, p. 252). — Obtient des congés (A., t. 2, p. 832 ; t. 3, p. 787 ; t. 4, p. 313 ; t. 15, p. 148 ; t. 29, p. 515 ; t. 41, p. 130). — Parle : sur la demande de M. Peltereau-Villeneuve tendant à la mise à l'ordre du jour de la vérification des pouvoirs de M. le duc d'Aumale et de M. le prince de Joinville (A., t. 3, p. 204) ; dans la discussion des interpellations de M Ambroise Joubert sur la non-convocation des électeurs de la Corse (A., t. 6, p. 94). — Demande : l'ajournement de la discussion sur le projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu (A., t. 6, p. 223 à 227) ; l'ajournement du vote sur ce projet de loi (A., t. 6, p. 462). — Donne lecture de sa proposition relative à un droit de timbre sur les livres de commerce, et en demande l'urgence (A., t. 7, p. 399). — Sa question sur les intentions de la Commission chargée d'examiner la proposition de M. Ducuing relative aux concordats amiables (A., t. 8, p. 284). — Ses observations à propos de la question de M. Fresneau au Ministre de l'Intérieur au sujet du retard apporté à l'examen de la demande d'autorisation du journal *l'Assemblée nationale* (A., t. 14, p. 82). — Demande à interpeller le Ministre de l'Intérieur sur les adresses et les vœux politiques formulés par les municipalités (A., t. 14, p. 221). — Ses observations sur la fixation du jour de ces interpellations (A., t. 14, p. 222). — Développe ses interpellations (A., t. 14, p. 318 à 323, 325). — Est entendu : sur l'urgence de la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation pour dix ans des pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 10, 11, 12) ; dans la discussion : de cette proposition (A., t. 27, p. 126 à 132, 184) ; du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 107 à 112).

PRESSENSÉ (M. DE), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 86). = Président : du 9e Bureau (F., n° 486 ; J. O. de 1873, p. 4107) ; et du 10e Bureau (F., n° 744 ; J. O. de 1875, p. 1275). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 128, 178, 201, 205, 219, 301, 353, 419, 531, 611, 762 ; J. O. de 1871, p. 2419, 5137 ; J. O. de 1872, p. 456, 572, 1012, 3872, 7007 ; J. O. de 1873, p. 1080, 7256 ; J. O. de 1874, p. 2005 ; J. O. de 1875, p. 2037) ; et de la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (F., n° 267 ; J. O. de 1872, p. 2829). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés : concernant les individus poursuivis ou condamnés à la suite de l'insurrection du 18 mars, qui n'ont pas dépassé le grade de sous-officier et qui ne sont accusés d'aucun crime de droit commun ou d'aucun fait déterminé dans la dite insurrection (I., n° 730 ; A., t. 6, an., p. 243 ; J. O. de 1872, p. 414) ; la liberté des cultes (I., n° 1796 ; A., t. 18, an., p. 76 ; J. O. de 1873, p. 3817). — Ses propositions tendant : à modifier le dernier paragraphe de l'article 54 du Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 2161 ; A., t. 29, an., p. 46 ; J. O. de 1874, p. 448) ; à régler l'ordre du jour de l'Assemblée nationale (I., n° 3006 ;

A., t. 38, an., p. 94; J. O. de 1875, p. 3680). = Son rapport sur la proposition de M. Malartre relative à la prorogation de l'Assemblée nationale (I., n° 2962; A., t. 37, p. 299, an., p. 173; J. O. de 1875, p. 2240). — Ses rapports intérieurs à la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires concernant : les prisons de la Suisse française (A., t. 45, p. 154, 155); les prisons d'Orléans, du Havre et de Bourg (p. 163, 164). = Prend part à la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 198, 278); de la proposition de M. de Ravinel relative à l'installation des différents Ministères à Versailles (A., t. 5, p. 458, 485). — Donne lecture de sa proposition relative à l'amnistie pour certains des individus poursuivis ou condamnés à la suite de l'insurrection du 18 mars (A., t. 6, p. 174).—Parle : sur la prise en considération de la proposition de MM. Duchâtel et Humbert relative à la translation de l'Assemblée à Paris (A., t. 7, p. 365); sur la prise en considération de la proposition de M. Dahirel relative à la forme des relations du Président de la République avec l'Assemblée (A., t. 7, p. 606). — Demande l'ajournement du projet de loi tendant à établir des peines contre les affiliés à l'Internationale (A., t. 8, p. 157). — Est entendu dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 8, p. 289, 314, 333); des propositions de MM. Vilfeu et autres, relatives à la répression de l'ivresse (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 20); de la proposition de M. Léon Say tendant à étendre aux élections pour les Conseils généraux le bénéfice de l'article 8 de la loi du 6 juin 1868 sur les réunions publiques (*Première délibération*, A., t. 11, p. 79); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 280 à 283, 483); du rapport de la Commission des Marchés sur les marchés passés par la Commission d'étude des moyens de défense (A., t. 13, p. 467); du projet de loi tendant à modifier la formation du jury en matière criminelle (A., t. 14, p. 159); de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (A., t. 15, p. 18, 31 à 37, 49); du rapport de la Commission des Marchés sur les marchés passés à Lyon et sur les dépenses de l'armée des Vosges (A., t. 15, p. 495). — S'excuse de son absence (A., t. 18, p. 274; t. 40, p. 166). — Parle : dans la discussion des interpellations de M. Le Royer sur l'arrêté du Préfet du Rhône du 18 juin 1873 relatif à la police des cimetières (A., t. 18, p. 537); sur l'urgence du projet de loi tendant à conférer à la Commission de permanence le droit d'autoriser la poursuite des délits d'offense commis contre l'Assemblée nationale pendant sa prorogation (A., t. 19, p. 157); sur le projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique la construction d'une église à Montmartre (A., t. 19, p. 323); sur une demande de suspension de la séance pour la lecture du rapport sur la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation pour dix ans des pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 106). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 90. *Incident personnel*, p. 100); de la proposition de MM. Fresneau et Carron relative à l'organisation du service religieux dans l'armée de terre (*Deuxième délibération*, A., t. 29, p. 343); du projet de loi relatif à la prorogation des pouvoirs des Conseils municipaux (A., t. 30, p. 603 à 606); de sa proposition relative à la liberté des réunions pour la célébration d'un culte religieux (*Première délibération*, A., t. 35, p. 162 à 167). — Donne lecture de son rapport sur la proposition de M. Malartre tendant à la prorogation de l'Assemblée du 20 mars au 20 mai 1875 (A., t. 37, p. 299). — Parle dans la discussion de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 427, 428 à 431). — Lettre par laquelle il déclare retirer sa proposition ayant pour objet de régler l'ordre du jour de l'Assemblée (A., t. 38, p. 521). — Est entendu sur l'urgence de la proposition de M. Naquet portant amnistie pleine et entière en faveur des auteurs de tous les crimes et délits politiques commis depuis le 4 septembre 1870 (A., t. 44, p. 31).

PRÉTAVOINE (M.), *Député élu par le département de l'Eure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 83). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 74, 146, 173, 241, 284, 607, 762 ; J. O. de 1871, p. 1116, 2985, 4985 ; J. O. de 1872, p. 1649, 3360 ; J. O. de 1874, p. 1881 ; J. O. de 1875, p. 2037 ; et des Commissions de permanence : de 1875 (A., t. 41, p. 201 ; et de 1876 (A., t. 44, p. 364). = Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser le département de l'Eure à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour le paiement de diverses dépenses d'intérêt départemental (I., n° 1029 ; A., t. 8, an., p. 252 ; J. O. de 1872, p. 2484). = Obtient des congés (A., t. 6, p. 461 ; t. 13, p. 63 ; t. 14, p. 539). — Prend part à la discussion : de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 287, 546) ; du Budget de l'Exercice 1874 (Frais de régie : *Rétablissement des Percepteurs de villes supprimés*, A., t. 28, p. 456). — Son rapport sur une pétition (A., t. 39, p. 302). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (SEINE-ET-OISE : arrondissement de *Versailles*, A., t. 44, p. 145, 148).

PRINCETEAU (M.), *Député élu par le département de la Gironde.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 32). = Président : du 1er Bureau (F., n° 51 ; J. O. de 1871, p. 750) ; du 8e Bureau (F., n° 99 ; J. O. de 1871, p. 1545) ; et du 7e Bureau (F., n° 289 ; J. O. de 1872, p. 3519). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 14, 49, 60, 74, 84, 144, 146, 218, 275, 301 ; M. B. de 1871, p. 58 ; J. O. de 1871, p. 712, 894, 1116, 1230, 2929, 2985 ; J. O. de 1872, p. 975, 3082, 3872) ; et de la Commission du Budget rectifié de 1871 (F., n° 58 ; J. O. de 1871, p. 867). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : l'interdiction de toutes fonctions publiques salariées aux membres de l'Assemblée nationale (I., n° 277 ; A., t. 3, p. 205 ; J. O. de 1871, p. 1521 ; la revision du tarif de 1807, qui régit les taxes des greffiers de justices de paix (I., n° 1429 ; A., t. 14, an., p. 17 ; J. O. de 1872, p. 7485). = Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. Bonnet et autres, ayant pour objet de nommer deux Commissions : la 1re, de 36 membres, pour étudier les effets des Traités de commerce ; la 2e, de 18 membres, pour faire une Enquête sur la Marine et sur les moyens propres à lui venir en aide (I., n° 632 ; A., t. 5, an., p. 223 ; J. O. de 1871, p. 4132) ; sur la proposition de MM. Edgar Quinet et autres, ayant pour objet de faire élire une nouvelle Assemblée (I., n° 915 ; A., t. 7, an., p. 202 ; J. O. de 1872, p. 1513) ; sur la proposition de MM. le colonel Denfert et autres, relative au renouvellement de l'Assemblée nationale (I., n° 916 ; A., t. 7, an., p. 202 ; J. O. de 1872, p. 1528) ; sur la proposition de M. Guibal relative au même objet (I., n° 917 ; A., t. 7, an., p. 203 ; J. O. de 1872, p. 1529). = Est élu *Questeur de l'Assemblée* (A., t. 1, p. 60). — Propose un vote de félicitations à la section d'artillerie campée au Luxembourg (A., t. 2, p. 59). — Donne lecture de sa proposition relative à l'interdiction de toutes fonctions publiques salariées aux membres de l'Assemblée nationale (A., t. 3, p. 200). — Est entendu : dans la discussion de sa proposition (*Première délibération*, A., t. 6, p. 70. *Troisième délibération*, t. 11, p. 55 à 60) ; à propos du projet de Résolution de M. le comte Jaubert sur un fait du service intérieur de l'Assemblée concernant l'un des Questeurs (A., t. 4, p. 37) ; dans la discussion de l'élection de M. Salneuve par le Puy-de-Dôme (A., t. 4, p. 42). — Obtient des congés (A., t. 4, p. 136 ; t. 16, p. 291). — Dépose son rapport sommaire sur la proposition de MM. Bonnet et autres, relative à la nomination de deux Commissions d'Enquête sur les Traités de commerce et sur la Marine marchande, et en demande l'urgence (A., t. 5, p. 542). — Parle : sur la prise en considération de cette proposition (A., t. 6, p. 37) ; sur un incident relatif à la prétendue disparition des Archives de l'Assemblée des procès-verbaux de la Commission du projet de loi relatif aux lois de bannissement (A., t. 6, p. 281) ; sur l'urgence de la proposition de M. Johnston tendant à la nomina-

tion d'une Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de modifier et de dénoncer les Traités de commerce (A., t. 6, p. 384, 386) ; dans la discussion du projet de loi relatif à l'impôt sur les matières premières (A., t. 7, p. 108). — Réélu *Questeur de l'Assemblée* (A., t. 7, p. 670). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 169) ; sur la demande de déclaration d'urgence du projet de loi relatif à la cession par l'État à la ville de Bordeaux des bâtiments de l'Institution nationale des sourdes-muettes, et à la translation de cette Institution dans les bâtiments du Lycée de Saint-Sever-sur-l'Adour (A., t. 13, p. 329). — Réélu *Questeur de l'Assemblée* (A., t. 16, p. 159). — Sa lettre au Président annonçant sa renonciation à toute nouvelle candidature aux fonctions de Questeur (A., t. 29, p. 661). = N. B. — Son décès, survenu pendant la 2e prorogation de 1875, n'a pas été notifié à l'Assemblée.

PROST (M.), *ancien Conseiller municipal à Metz.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 966 à 974).

PROVENSAL (M.), *Conseiller d'État en Service extraordinaire.*

Est nommé Commissaire du Gouvernement pour la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Ministère des Finances) (A., t. 14, p. 475).

PUIBERNEAU (M. DE), *Député élu par le département de la Vendée.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 24). = Membre de Commissions (F., nos 170, 215, 241, 393, 440, 450, 865 ; J. O. de 1871, p. 4892 ; J. O. de 1872, p. 889, 1649 ; J. O. de 1873, p. 280, 1769, 2113 ; J. O. de 1875, p. 10118). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à modifier la loi électorale (I., n° 24 ; A., t. 1, an., p. 18 ; J. O. de 1871, p. 337). = Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver une Convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer de la Vendée (I., n° 756, et annexe ; A., t. 6, an., p. 275 ; J. O. de 1872, p. 284, 300). = S'excuse de son absence (A., t. 1, p. 60). — Obtient des congés (A., t. 2, p. 712 ; t. 11, p. 10). — Demande, comme Rapporteur, l'urgence du projet de loi relatif aux chemins de fer de la Vendée (A., t. 6, p. 560).

PUVIS DE CHAVANNES (M.), *Député élu par le département de Saône-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 22). = Membre de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 210). = Obtient un congé (A., t. 1, p. 97). — Son décès est annoncé à l'Assemblée (A., t. 1, p. 230).

PYAT (M. FÉLIX), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 47). = Ses observations au sujet d'une lettre adressée par lui au Président et non parvenue (A., t. 1, p. 132). — Donne lecture de cette lettre, par laquelle il déclare protester contre le Traité de Paix en donnant sa démission (A., t. 1, p. 133).

Q

QUILLOT M., *Avocat à Dijon.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 254).

QUINET (M. EDGAR), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 47). = Membre d'une Commission (F., n° 627; J. O. de 1874, p. 3307). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, tendant : à modifier la loi électorale (I., n° 127; A., t. 2, p. 452; J. O. de 1871, p. 756); à faire élire une nouvelle Assemblée (I., n° 572; A., t. 5, an., p. 252; J. O. de 1874, p. 3653). = Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux Préliminaires de paix (A., t. 1, p. 100). — Revendique l'initiative de la proposition sur la représentation distincte des villes dans les élections législatives (A., t. 2, p. 831). — Est entendu sur la prise en considération de cette proposition (A., t. 2, p. 860). — Donne lecture de sa proposition relative à la convocation d'une nouvelle Assemblée, et en demande l'urgence (A., t. 5, p. 252). = N. B. — Son décès, survenu pendant la 1re prorogation de 1875, n'a pas été notifié à l'Assemblée.

QUINSONAS (M. le marquis DE), *Député élu par le département de l'Isère.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 17). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 80, 117, 265, 427, 463, 486, 509, 562, 569, 627, 633, 769 ; J. O. de 1871, p. 1183, 2086 ; J. O. de 1872, p. 2781 ; J. O. de 1873, p. 1383, 3220, 4107, 4945 ; J. O. de 1874, p. 351, 611, 3307, 3504 ; J. O. de 1875, p. 3405) ; de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (F., n° 95 ; J. O. de 1871, p. 1476) ; de la Commission des grâces (A., t. 3, p. 551, 552) ; et de la Commission de revision des grades (F., n° 136 ; J. O. de 1871, p. 2641). = Ses rapports : sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de Gouezec (Finistère) (I., n° 3089 ; A., t. 38, an., p. 237 ; J. O. de 1875, p. 4694) ; sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins, les cidres, poirés et hydromels, et les alcools et absinthes à l'octroi de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) (I., n° 3090 ; A., t. 38, an., p. 238 ; J. O. de 1875, p. 4908) ; sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins et les alcools à l'octroi de Rambervillers (Vosges) (I., n° 3122 ; A., t. 39, an., p. 99 ; J. O. de 1875, p. 5088). = Obtient des congés (A., t. 2, p. 418 ; t. 6, p. 345 ; t. 7, p. 170). — Sa motion tendant à l'envoi d'une députation à la cérémonie du 16 janvier 1872, à Notre-Dame, en mémoire des victimes de la guerre (A., t. 7, p. 23). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 27, p. 54 ; t. 30, p. 766).

R

RAINNEVILLE (M. le vicomte DE), *Député élu par le département de la Somme.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 23). = Secrétaire : du 7e Bureau (F., n° 51 ; J. O. de 1871, p. 750) ; du 2e Bureau (F., n° 189 ; J. O. de 1872, p. 113) ; du 13e Bureau (F., n° 215 ; J. O. de 1872, p. 889) ; et du 12e Bureau (F., n° 674 ; J. O. de 1874, p. 4933). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 14, 51, 80, 167, 255, 284, 353, 379, 393, 463, 573, 769 ; M. B. de 1871, p. 58 ; J. O. de 1871, p. 750, 1183, 1802 ; J. O. de 1872, p. 2090, 3360, 7007, 7817 ; J. O. de 1873, p. 280, 3220 ; J. O. de 1874, p. 736 ; J. O. de 1875, p. 3405) ; de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (F., n° 95 ; J. O. de 1871, p. 1476) ; de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (F., n° 95 ; J. O. de 1871, p. 1476) ; de la Commission chargée d'examiner les projets de lois portant règlement définitif des Budgets de l'Exercice 1867 et de l'Exercice 1868 (F., n° 321 ; J. O. de 1872, p. 4516) ; de la Commission de permanence de 1872 (A., t. 13, p. 567) ; de la Commission du Budget de 1874 (F., n° 471 ; J. O. de 1873, p. 3480) ; de la Commission de permanence de 1873 (A., t. 19, p. 406) ; de la Commission du Budget de 1875 (F., n° 583 ; J. O. de 1874, p. 4075) ; et des Commissions de permanence : de 1874 (A., t. 31, p. 132) ; et de 1875 (A., t. 37, p. 328). = Son rapport au nom de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (*Actes diplomatiques du Gouvernement de Paris et de la Délégation*) (I., n° 1416e ; A., t. 20, p. 71 à 117 ; J. O. de 1873, p. 3752, 3818, 3785, 3818). — Ses rapports : sur le Budget des dépenses de l'Exercice 1874 (Ministère des Affaires étrangères (I., n° 2034 ; A., t. 28, an., p. 3 ; J. O. de 1873, p. 7603) ; sur le projet de loi portant ouverture au Budget du Ministère des Affaires étrangères, pour l'Exercice 1873, d'un crédit supplémentaire de 180,000 fr. à inscrire au titre du chapitre V (Frais d'établissement), et annulation au même Budget d'une somme égale demeurant sans emploi sur le crédit du chapitre III (Traitements des Agents politiques et consulaires) (I., n° 2153 ; A., t. 29, an., p. 5 ; J. O. de 1874, p. 485) ; sur le Budget des dépenses de l'Exercice 1875 (Ministère des Affaires étrangères, I., n° 2381 ; A., t. 31, an., p. 54 ; J. O. de 1874, p. 3837). = Son rapport sur les élections de la Vendée (A., t. 1, p. 24). — Donne communication à l'Assemblée d'une offre de terrains faite par la ville d'Amiens aux industriels de l'Alsace (A., t. 2, p. 187). — Son rapport sur des pétitions (A., t. 3, p. 257). — Prend part à la discussion de la proposition de MM. Claude (Meurthe) et autres, relative au remboursement des contributions de guerre, réquisitions et dommages matériels causés par l'invasion (*Troisième délibération*, A., t. 5, p. 417). — Son rapport sur l'élection de M. Chesnelong par le département des Basses-Pyrénées (A., t. 7, p. 26). — Obtient un congé (A., t. 7, p. 525). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi de crédit applicable à l'acquisition de la fresque *la Magliana* (A., t. 19, p. 462, 470) ; comme Rapporteur, dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Affaires étrangères : *Création d'un Congrès international pour rechercher les moyens d'empêcher les collisions en mer*, A., t. 28, p. 181, 211. *Traitements des Agents politiques*, p. 199. *Suppression de l'Agence Vice-Consulaire de Monaco*, p. 206. *Traitements des Agents en inactivité*, p. 209. — S'excuse de son absence (A., t. 32, p. 343).

RAMBURES (M. DE), *Député élu par le département de la Somme.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 23). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., n°s 23, 51, 75, 188, 541 ; J. O. de 1871, p. 251, 750, 1124 ; J. O. de 1873, p. 4177, 7729). = Sa proposition relative : 1° aux emplois à réserver aux militaires blessés et à la création de Conseils départementaux des invalides des armées de terre et de mer ; 2° à l'augmentation des pensions accordées aux militaires blessés, sans accroissement de charges pour le Trésor (I., n° 1261 ; A., t. 12, an., p. 110 ; J. O. de 1872, p. 4756). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet l'envoi et le traitement aux frais de l'État, dans les établissements d'eaux minérales désignés à cet effet, des anciens militaires et marins ainsi que de leurs assimilés, dont les blessures et les infirmités contractées au service nécessitent l'application de cette mesure (I., n° 1794 ; A., t. 18, an., p. 75 ; J. O. de 1873, p. 3817). — Sa proposition tendant à l'organisation du suffrage universel dans les élections municipales, départementales et nationales (I., n° 2162 ; A., t. 29, an., p. 46 ; J. O. de 1874, p. 535). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 88 ; t. 6, p. 24, 123 ; t. 8, p. 363 ; t. 15, p. 4 ; t. 35, p. 419). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de MM. de la Rochethulon et autres, relative aux pensions militaires (A., t. 14, p. 266 à 272) ; de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Troisième délibération*, A., t. 39, p. 510, 571 à 577).

RAMEAU (M.), *Député élu par le département de Seine-et-Oise.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 34). = Président : du 13e Bureau (F., n° 123 ; J. O. de 1871, p. 2248) ; du 3e Bureau (F., n° 486 ; J. O. de 1873, p. 4107) ; du 9e Bureau (F., n° 627 ; J. O. de 1874, p. 3307) ; et du 4e Bureau (F., n° 674 ; J. O. de 1874, p. 4933). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de la Commission des Quinze (F., n° 20 ; M. B., p. 201) ; de diverses Commissions (F., n°s 40, 73, 99, 123, 125, 146, 231, 245, 249, 264, 273, 289, 293, 309, 379, 397, 427, 450, 611, 629, 633, 722, 756, 776, 824 ; J. O. de 1871, p. 542, 1111, 1545, 2248, 2333, 2985 ; J. O. de 1872, p. 1398, 1784, 1906, 2757, 3013, 3519, 3643, 7817 ; J. O. de 1873, p. 404, 1383, 2113 ; J. O. de 1874, p. 2005, 3395, 3504 ; J. O. de 1875, p. 365, 1817, 3636, 5510) ; et des Commissions de permanence : de 1875 (A., t. 37, p. 328 ; t. 41, p. 201) ; et de 1876 (A., t. 44, p. 364). = Sa proposition ayant pour objet l'abrogation de l'article 15 du décret du 23 prairial an XII relatif aux cimetières (I., n° 181 ; A., t. 2, p. 798 ; J. O. de 1871, p. 869). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département de Seine-et-Oise (I., n° 2382 ; A., t. 31, an., p. 59 ; J. O. de 1874, p. 3610). — Sa proposition ayant pour objet de déterminer le droit sur les choses perdues dont le maître ne se représente pas (I., n° 3389 ; A., t. 41, an., p. 371 à 375 ; J. O. de 1875, p. 9336). = Ses rapports : sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Versailles (Seine-et-Oise) : 1° à emprunter 2,800,000 francs ; 2° à s'imposer extraordinairement (I., n° 579 ; A., t. 5, an., p. 139 ; J. O. de 1871, p. 3622) ; sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Caen (Calvados) : 1° à emprunter 310,000 fr. ; 2° à s'imposer extraordinairement (I., n° 622 ; A., t. 5, an., p. 212 ; J. O. de 1871, p. 4116) ; sur le projet de loi relatif aux consignations effectuées dans le département de la Seine antérieurement au 31 mars 1871 (I., n° 623 ; A., t. 5, an., p. 213 ; J. O. de 1871, p. 4128) ; sur le projet de loi ayant pour objet d'établir à l'octroi de la commune de Guissény (Finistère) des taxes portant exclusivement sur les boissons (I., n° 1275 ; A., t. 13, an., p. 4 ; J. O. de 1872, p. 4933) ; sur : 1° la proposition de MM. Bompard et autres, ayant pour objet de dispenser du droit de timbre proportionnel les emprunts contractés par les communes pour solder la dépense de l'occupation Allemande ; 2° la proposition de M. Bertauld ayant pour objet de soumettre tous les em-

prunts contractés par les communes et les départements aux mêmes conditions quant au timbre et à l'enregistrement (I., n° 1689; A., t. 16, an., p. 221; J. O. de 1873, p. 2204); sur le projet de loi tendant à autoriser le département de la Haute-Vienne à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun (I., n° 2952; A., t. 37, an., p. 130; J. O. de 1875, p. 2238); sur le projet de loi tendant à autoriser le département de l'Ariège à contracter un emprunt pour les travaux des chemins de grande communication et d'intérêt commun (I., n° 3136; A., t. 39, an., p. 156; J. O. de 1875, p. 6473); sur la pétition de 3,685 habitants de la ville de Versailles, relative à l'établissement dans cette ville d'un chemin de fer dit *provisoire*, destiné à relier la gare d'arrivée du chemin de fer de Paris à Versailles, rive gauche, au Palais de l'Assemblée nationale (I., n° 3163; A., t. 42, an., p. 341; J. O. de 1875, p. 10680); sur les pétitions : 1° de MM. Delcourt et Cie, ingénieurs à Paris; 2° de M. Duméry, relatives à un projet de chemin de fer de Paris à Versailles (I., n° 3164; A., t. 42, an., p. 342; J. O. de 1875, p. 10279). = Son rapport sur les élections du Bas-Rhin (A., t. 1, p. 38). — Obtient un congé (A., t. 1, p. 298). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 667, 668, 669); des propositions : 1° de MM. Rivet et autres, sur l'organisation du Pouvoir exécutif; 2° de MM. Adnet et autres, sur la confirmation des pouvoirs de M. Thiers; 3° de M. de Belcastel, sur la forme définitive du Gouvernement (A., t. 5, p. 265); du projet de loi relatif à l'emprunt de 350 millions par la ville de Paris (A., t. 5, p. 404). — Parle, comme Rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif à un emprunt et à une imposition extraordinaire par la ville de Caen (Calvados) (A., t. 5, p. 610). — Demande, en la même qualité, l'urgence du projet de loi relatif à la reconstitution des consignations effectuées dans le département de la Seine antérieurement au 31 mars 1871 (A., t. 5, p. 644). — Prend part à la discussion : des propositions de MM. Emmanuel Arago, Bérenger et autres, relatives au mode de nomination et à la mise à la retraite des magistrats (*Première délibération*, A., t. 7, p. 491. *Deuxième délibération*, t. 11, p. 243); du projet de loi concernant les droits d'enregistrement (A., t. 8, p. 71). — Son rapport sur l'élection de M. Caduc par le département de la Gironde (A., t. 14, p. 111). — Demande : la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif aux cautionnements fournis par les Conservateurs des hypothèques en rentes sur l'État (A., t. 17, p. 20); l'urgence de ce projet de loi (A., t. 17, p. 21). — Prend part, en qualité de Rapporteur, à la discussion des propositions : 1° de MM. Bompard et autres, tendant à dispenser du droit de timbre proportionnel les emprunts contractés par les communes pendant la guerre; 2° de M. Bertauld, tendant à soumettre tous les emprunts contractés par les communes et les départements aux mêmes conditions quant au timbre et à l'enregistrement (A., t. 18, p. 165, 168, 174). — Parle : sur la prise en considération de la proposition signée de lui et de MM. Journault et autres, tendant à la modification du tarif des droits de succession (A., t. 27, p. 31); sur la prise en considération de la proposition de MM. Schœlcher et autres, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise (A., t. 28, p. 119); sur la question de participation des membres de l'Assemblée au vote qui doit avoir lieu à Versailles, le dimanche 14 décembre 1873, pour l'élection d'un représentant de Seine-et-Oise (A., t. 28, p. 266, 268); dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Travaux publics : *Exécution du chemin de fer de grande ceinture autour de Paris*, A., t. 28, p. 360, 361, *rectification*, p. 379); du projet de loi relatif à la prorogation des pouvoirs des Conseils municipaux (A., t. 30, p. 609); de la proposition de MM. Denormandie et autres, relative aux indemnités à accorder à raison des destructions opérées par le Génie militaire pour les besoins de la défense (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 441); du Budget de l'Exercice 1875 (Travaux publics : *État des eaux de Paris; tarif des concessions d'eau à Versailles*, A., t. 34, p. 188. *Chemin de fer de grande ceinture autour de Paris*, p. 194); de la proposition de MM. Savoye et autres, ayant pour objet de rendre les navires sus-

ceptibles d'hypothèques (*Troisième délibération*, A., t. 35, p. 129, 146); du projet de loi portant création de la commune du Vésinet, dans le département de Seine-et-Oise (A., t. 38, p. 268 à 270); du Budget de l'Exercice 1876 (Agriculture et Commerce : *Augmentation du prix et du nombre des bourses à l'École d'horticulture de Versailles*, A., t. 41, p. 243); du projet de loi relatif à l'exécution du chemin de fer de grande ceinture autour de Paris (A., t. 41, p. 456, 457).— Dépose deux rapports sur trois pétitions relatives au chemin de fer dit *Parlementaire*, et en demande l'impression (A., t. 42, p. 325). — Est entendu dans la discussion de la proposition de M. de Janzé tendant à soumettre à une loi la déclaration d'utilité publique pour les chemins de fer d'embranchement de moins de vingt kilomètres (*Première délibération*, A., t. 43, p. 40). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 43, p. 59; t. 44, p. 398).— Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (SEINE-ET-OISE : arrondissement de *Versailles*, A., t. 44, p. 149); du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A., t. 44, p. 268); du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie de l'Ouest (A., t. 44, p. 373, 374).

RAMPON (M. le comte), *Député élu par le département de l'Ardèche.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 30). = Président : du 12e Bureau (F., n° 189; J. O. de 1872, p. 413); du 2e Bureau (F., n° 241; J. O. de 1872, p. 1649); du 6e Bureau (F., n° 264; J. O. de 1872, p. 2757); du 4e Bureau (F., n° 353; J. O. de 1872, p. 7007); du 13e Bureau (F., n° 440; J. O. de 1873, p. 1769); du 2e Bureau (F., n° 547; J. O. de 1873, p. 6751); du 6e Bureau (F., n° 650; J. O. de 1874, p. 4089); du 1er Bureau (F., n° 744; J. O. de 1875, p. 1275); et du même Bureau renouvelé (F., n° 769; J. O. de 1875, p. 3405). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., nos 14, 22, 41, 74, 93, 112, 174, 211, 251, 278, 328, 445, 509, 524, 686, 756, 865; M. B. de 1871, p. 58. 231; J. O. de 1871, p. 561, 1116, 1408, 1952, 5009; J. O. de 1872, p. 765, 1978, 3174, 4725; J. O. de 1873, p. 1944, 4945, 6982; J. O. de 1874, p. 5848; J. O. de 1875, p. 1817, 10118); de la Commission des Marchés (F., n° 37; J. O. de 1871, p. 471); de la Commission de permanence de 1875 (A., t. 37, p. 328); et de la 2e Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 38, p. 206). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à modifier le décret du 16 décembre 1871, en faveur des Médaillés militaires qui ne reçoivent pas l'allocation attachée à la Médaille militaire (I., n° 2127; A., t. 28, an., p. 284; J. O. de 1874, p. 79). — Son rapport, au nom de la Commission des Marchés, sur les opérations de la Commission d'armement pendant la guerre (I., n° 1940; A., t. 27, an., p. 526; J. O. de 1874, p. 266). = Est entendu : au sujet de la proposition de M. Adrien Léon relative à la formation d'une Garde Constitutionnelle recrutée dans les Gardes nationales (A., t. 2, p. 63); dans la discussion : du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 345); de la proposition de M. Calemard de Lafayette tendant à la création d'une Commission de trente membres, dite de la réorganisation de l'armée (A., t. 3, p. 47). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 3, p. 149 à 152). — Parle, comme Rapporteur, au sujet de la pétition de M. le colonel Cosseron de Villenoisy demandant une Enquête sur les causes de la capitulation de Metz (A., t. 3, p. 150, 161). — Est entendu : dans la discussion des propositions de M. Jean Brunet et de MM. Alfred Giraud et autres, relatives à l'abrogation des lois d'exil contre les princes de la Maison de Bourbon (A., t. 3, p. 306); au sujet de la proposition de MM. Destremx et autres, relative au contingent de la classe de 1870 (*Première délibération*, A., t. 4, p. 554); dans la discussion de cette proposition (A., t. 5, p. 370); sur une pétition des officiers des Gardes nationales mobilisées de l'Ardèche (A., t. 6, p. 132); dans la discussion : du projet de loi tendant à autoriser la poursuite de divers journaux devant les tribunaux compétents (A., t. 7, p. 448); du projet de loi

relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 481) ; sur l'ajournement du projet de loi et de la proposition de M. René Brice, concernant les taxes spéciales imposées en vertu du décret du 22 octobre 1870 pour l'organisation des Gardes nationales mobilisées (A., t. 13, p. 594) ; sur l'ajournement de la proposition de MM. Roger-Marvaise et autres, tendant à établir des succursales de la Banque de France dans les départements où il n'en existe pas (A., t. 15, p. 266) ; dans la discussion : du rapport de la Commission des Marchés sur les marchés passés à Lyon et sur les dépenses de l'armée des Vosges (A., t. 15, p. 433, 447, 472, 480, 501) ; du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 274) ; du projet de loi sur les allumettes chimiques (A., t. 16, p. 485). — Sa motion tendant à la levée de la séance, à la suite de la communication à l'Assemblée du Traité conclu avec l'Allemagne, le 15 mars 1873 (A., t. 16, p. 516). — Parle : dans la discussion des interpellations de M. Lepère sur la suppression du journal *le Corsaire* (A., t. 18, p. 267) ; dans la discussion du projet de loi de crédit destiné à la réception du Shah de Perse, sur la motion de M. Villain tendant à ce que l'Assemblée assiste en corps à la revue ordonnée en l'honneur de ce Souverain (A., t. 19, p. 95) ; dans la discussion des interpellations de MM. Le Royer et autres, relatives à la politique intérieure (A., t. 19, p. 307) ; sur la motion de M. Johnston tendant à la suspension de la séance jusqu'au dépôt du rapport sur la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation pour dix ans des pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 104, 105) ; sur un incident relatif au 8e scrutin pour la nomination de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 76) ; sur un incident relatif au discours prononcé par M. Édouard Lockroy dans la discussion du projet de loi sur les nouveaux impôts et les augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (A., t. 29, p. 426, 448) ; dans la discussion des interpellations de M. Christophle sur la conduite du Ministère en présence des attaques et des menaces récemment dirigées contre l'Assemblée nationale (A., t. 30, p. 240) ; au sujet du vote de la Chambre qui attribue la priorité à la loi municipale sur la loi électorale politique (A., t. 31, p. 24) ; dans la discussion du projet de loi portant déclaration d'utilité publique de divers chemins de fer (A., t. 44, p. 377).

RAMPONT (M.), *Député élu par le département de l'Yonne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 42). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 23, 562, 627, 634, 865 ; J. O. de 1871, p. 251 ; J. O. de 1874, p. 351, 3307, 3578 ; J. O. de 1875, p. 10118) ; et de la Commission de permanence de 1875 (A., t. 37, p. 328 ; t. 41, p. 201). = Ses rapports : sur le projet de loi portant approbation de la Convention de poste entre la France et les États-Unis d'Amérique, conclue le 28 avril 1874 (I., n° 2485 ; A., t. 32, an., p. 251 ; J. O. de 1874, p. 4715) ; sur le projet de loi portant approbation de la Convention additionnelle à la Convention de poste du 3 mars 1869, entre la France et l'Italie (I., n° 2538 ; A., t. 33, an., p. 18 ; J. O. de 1874, p. 5447). = Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à augmenter les impôts concernant les taxes postales (A., t. 5, p. 101, 104, 111, 117) ; du projet de loi relatif au transport des journaux (A., t. 5, p. 508) ; du projet de loi portant approbation d'une Convention de poste avec l'Empire d'Allemagne (A., t. 11, p. 344). — S'excuse de son absence (A., t. 11, p. 543 ; t. 18, p. 217 ; t. 30, p. 1). — Prend part à la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Frais de régie : *Rétablissement du train rapide entre Paris et Marseille*, A., t. 14, p. 639. *Agents du service des dépêches à bord des paquebots*, p. 642. *Service postal entre Nice et la Corse*, p. 646. Dispositions diverses : *Création de cartes postales*, p. 690, 691). — Obtient des congés (A., t. 18, p. 502 ; t. 30, p. 1, 41). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 666 à 673). — Demande, en qualité de

Rapporteur : l'urgence du projet de loi portant approbation de la Convention de poste entre la France et les États-Unis d'Amérique, conclue le 28 avril 1874 (A., t. 32, p. 397) ; l'urgence du projet de loi portant approbation de la Convention additionnelle à la Convention de poste du 3 mars 1869, entre la France et l'Italie (A., t. 33, p. 183). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 306).

RANC (M.), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 47). = Adresse, par lettre collective, sa démission à l'Assemblée (A., t. 1, p. 132). = Question et interpellations de M. Raoul Duval sur sa situation légale, comme ancien membre de la Commune de Paris, voy. INTERPELLATIONS, n° 15. QUESTIONS, n° 46. = Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 662 à 665). = *Réélu Député par le département du Rhône.* — Son élection est validée (A., t. 18, p. 351). = Lettre de M. le général Du Barail, Ministre de la Guerre, portant transmission d'une demande en autorisation de poursuites formée contre lui par M. le général de Ladmirault, Gouverneur de Paris, pour participation à l'insurrection de la Commune (A., t. 18, p. 312, et an., p. 151). — L'Assemblée autorise les poursuites demandées contre lui (A., t. 18, p. 444). = Lettre de M. Depeyre, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, portant transmission d'un jugement du 3e Conseil de guerre de Paris, qui l'a condamné par contumace (A., t. 30, p. 543, 544, et an., p. 268). — Est déclaré déchu de son mandat de Député à l'Assemblée nationale (A., t. 35, p. 131, 132).

RAOUL DUVAL (M.), *Député élu par le département de la Seine-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 155). = Membre de Commissions (F., nos 167, 173, 353, 357, 438, 445, 454, 480, 575, 686, 717, 865; J. O. de 1871, p. 4802, 4985 ; J. O. de 1872, p. 7007, 7143; J. O. de 1873, p. 1710, 1944, 2231, 3899; J. O. de 1874, p. 809, 5848; J. O. de 1875, p. 160, 10118). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : d'accorder une pension annuelle et viagère aux veuves des gendarmes et gardiens de la paix tués comme otages, pendant l'insurrection de la Commune de Paris (I., n° 700 ; A., t. 6, p. 81, an., p. 169; J. O. de 1871, p. 5276); d'autoriser le Gouvernement à dénoncer, avant le 4 février 1872, le Traité de commerce Franco-Anglais (I., n° 825 ; A., t. 7, p. 126, an., p. 49 ; J. O. de 1872, p. 794); l'établissement, à Paris, d'une cinquième section du Conseil des Prud'hommes, ayant pour mission de statuer sur les différends qui pourront s'élever entre les ouvriers employés par les Compagnies de chemins de fer et les Comités de direction de ces Compagnies (I., n° 886; A., t. 7, p. 477, an., p. 164 ; J. O. de 1872, p. 1330. I., n° 886 rectifié; J. O. de 1872, p. 1873); les Établissements de prêts sur nantissement ou Monts-de-piété (I., n° 1191 ; A., t. 11, an., p. 247; J. O. de 1872, p. 4023, 4050); les perceptions des contributions directes dans les villes chefs-lieux de département et d'arrondissement (I., n° 1888; A., t. 19, an., p. 110; J. O. de 1873, p. 5382) ; l'introduction en France de cartouches chargées pour l'usage spécial des Sociétés de tir (I., n° 2273 ; A., t. 30, an., p. 127 ; J. O. de 1874, p. 2545). — Sa proposition relative à la dissolution de l'Assemblée nationale (I., n° 2529 ; A., t. 33, an., p. 9 ; J. O. de 1874, p. 5447). = Son rapport sur sa proposition relative à l'introduction en France de cartouches chargées pour l'usage spécial des Sociétés de tir (I., n° 2643 ; A., t. 34, p. 96, an., p. 108 ; J. O. de 1874, p. 5976). = Prend part à la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 78, 127. *Troisième délibération*, p. 361). — Adresse une question au Ministre de la Guerre sur la situation légale de M. Ranc (A., t. 4, p. 649). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant augmentation des impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 345) ; du projet de loi relatif au Budget rectifié de l'Exercice 1871 (Affaires étrangères : *Relations commerciales de la France avec l'Alsace-Lor-*

raine, A., t. 5, p. 565) ; du projet de loi relatif à la Convention à conclure entre la France et l'Allemagne, au sujet de l'admission en franchise des produits manufacturés de l'Alsace-Lorraine (A., t. 5, p. 686, 687 à 690). — Dépose une proposition tendant à allouer une pension annuelle et viagère aux veuves des gendarmes, gardiens de la paix et anciens gardes de Paris, otages et victimes de la Commune, et en demande l'urgence (A., t. 6, p. 81). — Dépose une demande d'interpellations au sujet de l'attitude du Ministère vis-à-vis de M. Ranc (A., t. 6, p. 174). — Développe ses interpellations à ce sujet (A., t. 6, p. 197 à 201, 203, 206, 207, 208). — Dépose une proposition tendant à autoriser le Gouvernement à dénoncer, avant le 4 février 1872, le Traité de commerce avec l'Angleterre, et en demande l'urgence (A., t. 7, p. 126, 127). — Parle : sur la demande d'ajournement de cette proposition et de la proposition analogue de M. Johnston (A., t. 7, p. 262) ; dans la discussion : de ces propositions (A., t. 7, p. 322) ; du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 232) ; du projet de loi tendant à autoriser la poursuite de divers journaux devant les tribunaux compétents (A., t. 7, p. 451) ; sur l'élection de MM. Dupont et Deregnaucourt par le département du Nord (A., t. 8, p. 25) ; dans la discussion : du Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1872 (*Service des dépêches à bord des paquebots transatlantiques*, A., t. 8, p. 406) ; du Budget du Ministère de la Marine et des Colonies pour le même Exercice (*Personnel des Ingénieurs hydrographes et des Commissaires de la marine*, A., t. 8, p. 587). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la participation de magistrats municipaux aux manifestations d'Angers et du Havre (A., t. 11, p. 2). — Développe ses interpellations à ce sujet (A., t. 11, p. 50 à 53, 55). — Est entendu : sur le projet de loi relatif à la composition des Conseils de guerre (A., t. 11, p. 402) ; sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 72, 75) ; sur la demande d'urgence de la proposition de M. de Pressensé relative aux individus poursuivis ou condamnés à la suite de l'insurrection du 18 mars, et de la proposition d'amnistie de M. Henri Brisson (A., t. 13, p. 177). — Dépose sur le Bureau un relevé du rendement probable de l'impôt de 3 0/0 sur les valeurs mobilières, pour les valeurs cotées à la Bourse de Paris (A., t. 13, p. 255). — Parle dans la discussion : des conclusions du rapport de la Commission des Marchés sur les marchés passés par la Commission d'étude des moyens de défense (A., t. 13, p. 454, 464 à 466) ; des interpellations de M. Prax-Paris sur les adresses et les vœux politiques formulés par les municipalités (A., t. 14, p. 325 à 330). — Son rapport sur des pétitions relatives à la dissolution de l'Assemblée nationale (A., t. 14, p. 560). — Est entendu : dans la discussion des conclusions de ce rapport et des rapports analogues (A., t. 14, p. 583, 584, 585 à 592) ; sur une question d'interprétation du Règlement, à la suite des interpellations de MM. Johnston et autres, au sujet de la circulaire du Ministre de l'Instruction publique du 27 septembre 1872 sur les réformes à apporter dans l'enseignement secondaire (A., t. 15, p. 255, 257, 261) ; dans la discussion des rapports de la Commission des Marchés sur les marchés passés à Lyon et sur les dépenses de l'armée des Vosges (A., t. 15, p. 419, 492) ; dans le débat soulevé à la suite du rejet de la proposition de MM. le vicomte d'Aboville et autres, concernant la publicité des *Comptes-rendus* des séances de l'Assemblée nationale (A., t. 16, p. 15) ; dans la discussion du projet de loi et de la proposition concernant le régime des sucres (*Première délibération*, A., t. 16, p. 84). — Adresse une question au Ministre de l'Intérieur sur les conséquences, en ce qui concerne le *Journal officiel*, du rejet de la proposition relative à la publicité des *Comptes-rendus* des séances de l'Assemblée nationale (A., t. 16, p. 64). — Parle : sur un incident relatif à un fait cité par M. de Carayon-La-Tour à la charge de M. Challemel-Lacour, dans la discussion relative aux marchés de Lyon (A., t. 100) ; dans la discussion : du projet de loi relatif aux allumettes chimiques (A., t. 16, p. 477, 496, 501) ; du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 298 à 303) ; à l'occasion du procès-verbal, sur un incident relatif à l'étendue du droit des Représentants quant à la publicité à donner à leurs discours (A., t. 19, p. 133) ; dans la discussion de la proposition de

MM. Rouvier et Wolowski tendant à l'abrogation de la surtaxe de pavillon (A., t. 19, p. 513). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 161 à 187). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation des pouvoirs de M. le maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 163 à 166); du Budget de l'Exercice 1874 (Instruction publique : *Observations météorologiques au Luxembourg*, A., t. 28, p. 286. Frais de régie : *Rétablissement des Percepteurs de villes supprimés*, p. 452, 459, 468); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Demi-décime sur l'enregistrement*, A., t. 28, p. 649. *Impôt du timbre sur les journaux*, t. 30, p. 12. *Droits de mutation*, p. 39. *Exercice des raffineries*, p. 82. *Droits sur les sucres*, p. 94, 316 à 322. *Taxe à l'importation des salaisons étrangères*, p. 427); des interpellations de M. Audren de Kerdrel au sujet de la démission du Ministère (A., t. 29, p. 33, 39); de la proposition de MM. Fresneau et Carron relative à l'organisation du service religieux dans l'armée de terre (*Deuxième délibération*, A., t. 29, p. 346). — Parle : sur la demande d'urgence de la proposition de M. Casimir Perier ayant pour objet de fixer à la Commission des Lois Constitutionnelles la base de ses travaux sur l'organisation et la transmission des Pouvoirs publics (A., t. 32, p. 198, 200); sur la prise en considération de sa proposition relative à l'introduction en France de cartouches chargées pour l'usage spécial des Sociétés de tir (A., t. 32, p. 376). — Donne lecture de son rapport sur sa proposition, et en demande l'urgence (A., t. 34, p. 96, 132). — Donne lecture d'une proposition relative à la dissolution de l'Assemblée nationale et aux élections générales pour la nomination d'une nouvelle Assemblée, et en demande l'urgence (A., t. 33, p. 26). — Parle sur la prise en considération de sa proposition et de la proposition analogue de M. Léon de Maleville (A., t. 34, p. 43 à 49, 50). — Déclare retirer sa proposition (A., t. 34, p. 58). — Est entendu : sur la demande d'ajournement de la discussion des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (A., t. 38, p. 338); dans la discussion : de ces projets de lois (*Première délibération*, A., t. 36, p. 229, 242. (*Deuxième délibération*, p. 365. *Troisième délibération*, p. 616, 644, 646, 647, 649); de l'élection de M. de Bourgoing par le département de la Nièvre (A., t. 35, p. 340); du projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 403); des projets de lois et des propositions concernant la création et les attributions d'un Sénat (*Première délibération*, A., t. 36, p. 269); sur la demande d'urgence de la proposition de M. Brisson tendant à faire élire, le premier dimanche d'avril 1875, une nouvelle Assemblée (A., t. 36, p. 496); dans la discussion des nouvelles propositions de MM. Waddington, Vautrain, Clapier et Wallon, relatives à l'organisation du Sénat (A., t. 36, p. 570, 572, 573, 586, 588, 597, 599, 601, 604, 614); sur la prise en considération de la proposition de M. Courcelle relative aux élections partielles (A., t. 37, p. 308); dans la discussion de cette proposition (A., t. 38, p. 30, 40, 43); sur la demande de mise à l'ordre du jour de la suite de la deuxième délibération sur la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (A., t. 38, p. 246); dans la discussion : de cette proposition (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 503, 509, 534, 582, 594 à 598); du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée (A., t. 39, p. 327, 331). — Ses observations au sujet de la demande d'interpellations déposée par M. Rouher sur la conduite du parti Bonapartiste en France (A., t. 40, p. 27). — Dépose une demande d'interpellations sur la conduite que le Gouvernement entend tenir à l'égard du Comité de l'Appel au peuple (A., t. 40, p. 28). — Développe ses interpellations (A., t. 40, p. 29, 30, 39). — Parle dans la discussion de la proposition de M. Malartre tendant à la prorogation de l'Assemblée nationale à partir du vote du Budget de 1876 jusqu'au 30 novembre 1875 (A., t. 41, p. 32, 35, 44). — Adresse une question au Ministre des af-

faires étrangères, au sujet des réclamations des Français établis aux États-Unis dont les propriétés ont eu à souffrir de la guerre de sécession (A., t. 41, p. 210). — Prend part à la discussion du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 395, 422). — Demande la remise à huitaine du vote pour la nomination des Sénateurs, en vue de l'étude des listes de candidatures (A., t. 43, p. 180). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (SEINE-INFÉRIEURE : arrondissement de *Rouen*, A., t. 44, p. 145) ; du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A., t. 44, p. 190 à 193) ; du projet de Résolution relatif à la date de la prorogation de l'Assemblée et à l'ordre du jour de ses derniers travaux (A., t. 44, p. 272) ; du projet de loi portant approbation de la Convention internationale signée à Bruxelles sur le régime des sucres (A., t. 44, p. 303, 306).

RASPAIL (M. FRANÇOIS), *Président d'âge de la Chambre des Députés.*

Assiste, en cette qualité, à la cérémonie de la transmission des pouvoirs (A., t. 44, p. 402).

RATHIER (M.), *Député élu par le département de l'Yonne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 42). = Secrétaire : du 3e Bureau (F., n° 241 ; J. O. de 1872, p. 1649) ; du 4e Bureau (F., n° 353 ; J. O. de 1872, p. 7007) ; du même Bureau renouvelé (F., n° 419 ; J. O. de 1873, p. 1080) ; du 7e Bureau (F., n° 650 ; J. O. de 1874, p. 4089) ; et du 15e Bureau (F., n° 697 ; J. O. de 1874, p. 7981). = Membre de Commissions (F., nos 241, 674 ; J. O. de 1872, p. 1649 ; J. O. de 1874, p. 4933). = Son rapport sur les élections des Vosges (A., t. 1, p. 67). — Son rapport supplémentaire sur ces élections (A., t. 1, p. 142). — Ses observations sur l'élection de M. George, ancien Préfet de ce département (A., t. 1, p. 251). — Dépose trois pétitions relatives à l'accord à établir entre Paris et l'Assemblée (A., t. 2, p. 506). — Obtient des congés (A., t. 6, p. 24 ; t. 19, p. 178 ; t. 29, p. 100).

RAUDOT (M.), *Député élu par le département de l'Yonne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 42). = Président du 7e Bureau (F., n° 167 ; J. O. de 1871, p. 1802). — Vice-Président du 5e Bureau (F., n° 189 ; J. O. de 1872, p. 113). — Président : du 1er Bureau (F., n° 215 ; J. O. de 1872, p. 889) ; du 10e Bureau (F., n° 244 ; J. O. de 1872, p. 1649) ; du 12e Bureau (F., n° 317 ; J. O. de 1872, p. 4353) ; du 6e Bureau (F., n° 393 ; J. O. de 1873, p. 280) ; du 14e Bureau (F., n° 463 ; J. O. de 1873, p. 3220). — Vice-Président du 5e Bureau (F., n° 497 ; J. O. de 1873, p. 4450). — Président : du 1er Bureau (F., n° 509 ; J. O. de 1873, p. 4945) ; du 7e Bureau (F., n° 547 ; J. O. de 1873, p. 6751) ; du 11e Bureau (F., n° 541 ; J. O. de 1873, p. 7729) ; du 9e Bureau (F., n° 650 ; J. O. de 1874, p. 4089) ; du 7e Bureau (F., n° 717 ; J. O. de 1875, p. 160) ; du 12e Bureau (F., n° 756 ; J. O. de 1875, p. 1847) ; et du 8e Bureau (F., n° 796 ; J. O. de 1875, p. 4340). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 8, 39, 130, 170, 411, 633, 739, 842, 857 ; M. B. de 1871, p. 27 ; J. O. de 1871, p. 500, 523, 2166, 4892 ; J. O. de 1873, p. 844 ; J. O. de 1874, p. 3504 ; J. O. de 1875, p. 971, 9073, 9767) ; de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de la Commission de décentralisation (F., n° 50 ; J. O. de 1871, p. 734) ; de la Commission du Budget rectifié de 1871 (F., n° 58 ; J. O. de 1871, p. 867) ; de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 177 ; J. O., p. 6113) ; de la Commission pour l'examen des lois de finances de l'Exercice 1872 (F., n° 192 ; J. O. de 1872, p. 200) ; de la Commission du Budget de 1875 (F., n° 583 ; J. O. de 1874, p. 1075) ; et de la Commission du Budget de 1876 (F., n° 776 ; J. O. de 1875, p. 3636). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à la nomination d'une Commission de décentralisation (I., n° 15 ; A., t. 1, p. 134, an., p. 15 ; J. O. de 1871, p. 287). — Ses propositions ayant pour objet : 1° la nomination de la Commission des Finances prescrite par l'art. 23 du Règlement ; 2° la revision d'urgence du Budget de 1871 (I., n° 21 ; A., t. 1, p.

127 et s., p. 17 ; J. O. de 1871, p. 119 ; [illegible] n° 163, A., t. 2, p. 563 ; J. O. de 1871, p. 1128, 1136, 1142, 1143 ; les concessions de chemins de fer (I., n° 316 ; A., t. 3, p. 393 ; J. O. de 1871, p. 1599) ; la modification de l'article 36 de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée (I., n° 2563 ; A., t. 36, an., p. 86 ; J. O. de 1875, p. [illegible]) ; le recrutement et les forces de l'armée (I., n° 2971 ; A., t. 42, an., p. 381 ; J. O. de 1876, p. [illegible]). — Est entendu sur l'urgence de sa proposition relative à la nomination d'une Commission des Finances et à la révision du Budget de 1871 (A., t. 1, p. 139, 140, 141) ; sur le renvoi à une Commission des Finances du projet de loi de crédit de 72,500,000 fr. pour l'exécution des Préliminaires de paix du 26 février 1871 (A., t. 2, p. 190, 191) ; dans la discussion : du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 377, 406) ; du projet de loi portant ratification du Traité de paix définitif (A., t. 3, p. 64, 72, 73) ; de la proposition de MM. de Belcastel et autres, tendant à concéder aux Alsaciens-Lorrains des terrains en Algérie (*Première délibération*, A., t. 3, p. 272, 274) ; de la partie de sa proposition sur la décentralisation, concernant les Conseils généraux, et des propositions de MM. Magnin et Bethmont et de M. Savary y relatives (*Première délibération*, A., t. 3, p. 668. *Deuxième délibération*, p. 889 à 892) ; du projet de loi sur les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 5, p. 91, 92, 94) ; de la proposition de MM. Claude (Meurthe) et autres, relative au remboursement des contributions de guerre, réquisitions et dommages matériels causés par l'invasion (*Troisième délibération*, A., t. 5, p. 410, 413) ; de la proposition de M. Target relative à la prorogation de l'Assemblée nationale (A., t. 5, p. 596) ; du Budget rectifié de 1871 (Impôts autorisés : *Droits de mutation sur les valeurs mobilières*, A., t. 5, p. 626. Budget extraordinaire : *Crédits extraordinaires du Ministère de la Guerre*, p. 629 à 632, 634). — Parle : sur la mise à l'ordre du jour des parties réservées de ce même Budget (A., t. 6, p. 87) ; sur le vote immédiat des propositions de M. Wilson et de M. Claude (Vosges) tendant à la nomination d'une Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (A., t. 6, p. 110). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'impôt sur les revenus (A., t. 6, p. 236, 401, 444, 445, 486) ; des propositions de MM. Johnston et Raoul Duval relatives à la dénonciation des Traités de commerce (A., t. 7, p. 316) ; du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Première délibération*, A., t. 7, p. 647, 654. *Deuxième délibération*, t. 11, p. 112, 131, 133, 185, 186, 194) ; du Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1872 (*Discussion générale*, A., t. 8, p. 346, 355. *Traitement du Président de la République*, p. 350. *Indemnités des Députés*, p. 351. *Personnel de l'Administration centrale*, p. 351, 352, 355. *Matériel de l'Administration centrale*, p. 368. *Service des Établissements monétaires*, p. 368. *Traitements de la Cour des Comptes*, p. 388, 390) ; du Budget du Ministère de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts pour le même Exercice (Beaux-Arts : *Subventions théâtrales*, A., t. 8, p. 439) ; du projet de loi tendant à supprimer la Cour de Metz et à faciliter le replacement ou la mise à la retraite des magistrats d'Alsace-Lorraine (A., t. 8, p. 537, 539) ; du Budget du Ministère de la Marine et des Colonies pour l'Exercice 1872 (*Discussion générale*, A., t. 8, p. 577) ; des propositions de MM. Bérenger, Emmanuel Arago et autres, relatives à la réorganisation de la Magistrature (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 230, 237, 238, 241, 281) ; du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 189 à 195, 273 à 276) ; du projet de loi ayant pour objet la concession à la Compagnie du Nord des chemins de fer : 1° de Monsoult à Amiens ; 2° de Cambrai à la frontière Belge, vers Dour (A., t. 12, p. 357) ; du projet de loi relatif à l'impôt sur les valeurs mobilières (A., t. 12, p. 616, 619) ; du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 12, p. 651 à 655 ; t. 13, p. 31) ; du projet de loi concernant l'impôt des boissons (A., t. 13, p. 544) ; du projet de loi relatif au monopole pour l'État de l'achat, de la fabrication et de la vente des allumettes chimiques (A., t. 13, p. 559, 562) ; du Budget de l'Exercice 1873 (*Discussion générale*, A.,

t. 14, p. 273 à 279. *Ordre de la discussion*, p. 342. Guerre : *Dépenses de l'armée ; question des uniformes et des camps*, p. 350, 353. Agriculture et Commerce : *Enseignement agricole*, p. 373. Affaires étrangères : *Traitements des Agents politiques et consulaires*, p. 439, 443. Voies et moyens : *Droits d'entrée sur les matières premières*, p. 678 à 681); du projet de loi de crédit de 1,320,000 fr. au Ministre de la Guerre à l'effet d'augmenter de 5 centimes par jour la solde de la troupe (A., t. 14, p. 729, 730). — Est entendu : sur le renvoi à la Commission d'Enquête sur les chemins de fer du projet de loi portant déclaration d'utilité publique et concession à la Compagnie de l'Est de nouvelles lignes de chemins de fer (A., t. 15, p. 164, 166); dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 18, p. 335, 340, 402, 405); du projet de loi relatif aux allumettes chimiques (A., t. 16, p. 196, 199, 200, 201, 467, 482, 484); du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 305); du projet de loi de crédit de 95 millions imputable sur le Compte de liquidation et applicable à divers services de la Guerre (A., t. 17, p. 302, 304); du projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 371) ; de l'ajournement de la partie de sa proposition sur la décentralisation relative à la suppression des Conseils de Préfecture (A., t. 18, p. 155, 566); du projet de loi relatif à l'organisation générale de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 195, 251, 253, 255). — Parle : sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la mise en adjudication du chemin de fer de Tours à Montluçon (A., t. 19, p. 241); sur le rapport de la Commission d'Enquête des chemins de fer au sujet de diverses pétitions relatives à la concession d'une ligne directe de Calais à Marseille (A., t. 27, p. 73 ; sur le projet de loi relatif à la surveillance de la Haute-police (A., t. 28, p. 13, 29, 32) ; sur le projet de loi ayant pour objet la modification du régime du service postal et du service télégraphique (*Troisième délibération*, A., t. 28, p. 120, 125, 140) ; sur un incident relatif à la situation faite à la Commission des Lois électorales par la nomination de la Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 155). — Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Imprimerie nationale : *Crédit de l'exploitation*, p. 164, 232, 234. Voies et moyens : *Exécution de la loi relative à l'impôt des allumettes*, p. 579, 580. Dispositions diverses : *Interprétation de la loi du 27 novembre 1872 sur les pensions aux militaires blessés et amputés*, p. 595) ; du projet de loi portant fixation des droits sur les huiles minérales de production française (A., t. 28, p. 615) ; du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Droit de transmission sur la vente des rentes*, A., t. 28, p. 628, 631. *Impôt sur les pianos*, t. 29, p. 677. *Droits de timbre à la charge de la Banque*, p. 685 à 688. *Revision du cadastre*, t. 30, p. 218) ; du projet de loi relatif aux droits sur les boissons (A., t. 28, p. 678); du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 131, 140, 184, 185) ; de la mise à l'ordre du jour des projets de lois relatifs à de nouveaux chemins de fer (A., t. 29, p. 267, 268) ; de la prise en considération de la proposition de M. le général Loysel tendant à faire examiner le Budget de la Guerre pour 1875 par les Commissions de l'Armée et du Budget réunies (A., t. 29, p. 368) ; du projet de loi relatif a la déclaration d'utilité publique et à la concession définitive de plusieurs chemins de fer concédés à titre éventuel, et à l'adjudication de plusieurs chemins de fer classés et non concédés (A., t. 30, p. 547, 560, 563, 568) ; du projet de loi ayant pour objet le rétablissement des voies navigables interceptées par la nouvelle frontière (A., t. 30, p. 594) ; du projet de loi relatif aux nouveaux forts à construire autour de Paris (A., t. 30, p. 692, 695). — Est entendu : sur la question de priorité entre le projet de loi sur l'électorat politique et le projet de loi sur l'électorat municipal (A., t. 31, p. 20) ; sur la mise à l'ordre du jour des propositions de lois concernant l'électorat municipal (A., t. 31, p. 22, 204, 208, 214, 217) ; dans la discussion : de ces propositions (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 53, 56, 73, 126, 147, 149. *Troisième délibération*, p. 569, 591, 603, 623, 638) ; des propositions concernant l'organisation municipale (*Première délibération*, A., t. 31, p. 236. *Deuxième délibération*, t. 32, p. 238

268). — Parle : sur la mise à l'ordre du jour de la proposition de M. Tirard relative à la fabrication à tous titres des ouvrages d'or et d'argent destinés à l'exportation (A., t. 32, p. 37) ; sur la mise à l'ordre du jour de la proposition de MM. Denormandie et autres, relative aux indemnités à accorder à raison des destructions opérées par le Génie militaire pour les besoins de la défense (A., t. 32, p. 226); dans la discussion de cette proposition (*Troisième délibération*, A., t. 34, p. 27, 28, 29) ; sur la mise à l'ordre du jour du Budget de l'Exercice 1875 (A., t. 33, p. 234, 237); dans la discussion de ce Budget (Dette publique : *Pensions civiles*, A., t. 33, p. 255. Instruction publique : *Incident relatif à la proposition de M. Maurice en faveur des instituteurs primaires*, t. 34, p. 147, 149. Agriculture et Commerce : *Institution des Fermes-écoles ; question du phylloxera*, p. 168. Impôts autorisés : *Surtaxe de 10 centimes additionnels au principal des trois premières contributions directes ; péréquation de l'impôt foncier*, p. 268) ; sur la mise à l'ordre du jour de la proposition de M. Destremx tendant à accorder un prix de 300,000 francs pour la destruction du phylloxera (A., t. 33, p. 271) ; sur l'ajournement des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (A., t. 33, p. 344) ; dans la discussion de ces projets de lois (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 331. *Troisième délibération*, p. 622, 627, 629, 645, 647) ; sur l'ajournement des propositions de MM. Le Royer, Gatien-Arnoult et autres, relatives, à la création de Facultés de médecine à Lyon, Toulouse, Lille, Nantes, Bordeaux et Marseille (A., t. 35, p. 65, 66). — Prend part à la discussion : de ces propositions (*Troisième délibération*, A., t. 35, p. 100 à 102) ; des propositions de M. de Lavergne et de M. Crémieux relatives au régime légal de l'Algérie (*Troisième délibération*, A., t. 35, p. 423 à 425) ; du projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 28 à 32, 128, 131, 181, 200, 201, 202, 204. *Troisième délibération*, t. 37, p. 99, 104 à 109, 113, 149 à 152, 165 à 169, 173, 197, 199, 200, 202, 213 à 216, 230, 231). — Est entendu : sur l'ajournement de la discussion de l'amendement de M. Guichard relatif à la revision des pensions civiles concédées à titre exceptionnel depuis le 4 septembre 1870 (A., t. 37, p. 7) ; sur la proposition de M. Courcelle relative aux élections partielles (A., t. 38, p. 36) ; sur le renvoi à la Commission du Budget du projet de loi de la Commission des Établissements pénitentiaires relatif au régime des prisons départementales (A., t. 38, p. 134 à 136) ; dans la discussion : de ce projet de loi (*Troisième délibération*, A., t. 38, p. 368, 371, 372, 375) ; du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée de plusieurs lignes de chemins de fer (*Première délibération*, A., t. 38, p. 250 à 254. *Nouvelle délibération d'urgence*, t. 39, p. 99, 295) ; du projet de loi relatif à divers droits d'enregistrement (A., t. 39, p. 39, 41) ; du projet de loi ayant pour objet l'établissement d'un impôt sur les vinaigres et sur les acides acétiques (A., t. 40, p. 153, 155) ; du Budget de l'Exercice 1876 (Algérie : *Crédit affecté à la colonisation*, A., t. 40, p. 196, 197 à 199, 202. Impôts autorisés : *Nouvelle répartition du principal de la contribution foncière entre les départements*, t. 41, p. 381. *Application de l'impôt foncier à l'Algérie*, p. 383. Dépenses sur ressources spéciales : *Reconstitution du service de l'Assistance hospitalière en Algérie*, p. 390, 392) ; du projet de loi relatif aux élections des Sénateurs (*Deuxième délibération*, A., t. 41, p. 142) ; du projet de loi relatif aux conditions du service militaire pour les Français domiciliés en Algérie (A., t. 42, p. 33) ; du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 66 à 68). — Parle : sur le renvoi à la Commission des chemins de fer des projets de lois tendant à la déclaration d'utilité publique et à la concession de différentes lignes aux Compagnies du Nord et de l'Est (A., t. 42, p. 282, 283) ; sur l'urgence du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession d'un chemin de fer de Marmande à Angoulême (A., t. 43, p. 41) ; sur l'urgence du projet de loi relatif à l'établissement d'un chemin de fer de Constantine à Sétif (A., t. 43, p. 304) ; au sujet du dépôt du rapport de la Commission du Budget

sur le projet de loi relatif au vinage (A., t. 44, p. 46) ; dans la discussion du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie de l'Ouest (A., t. 44, p. 364, 374).

RAVINEL (M. le baron DE), *Député élu par le département des Vosges.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 143).= Secrétaire : du 8e Bureau (F., n° 51; J. O. de 1871, p. 750) ; du 1er Bureau (I., n° 74; J. O. de 1871, p. 1116) ; du 11e Bureau (F., n° 167; J. O. de 1871, p. 4802) ; du 3e Bureau (F., n° 264; J. O. de 1872, p. 2757) ; du 6e Bureau (F., n° 440; J. O. de 1873, p. 1769) ; du même Bureau renouvelé (F., n° 562 ; J. O. de 1874, p. 354) ; du 10e Bureau (F., n° 650 ; J. O. de 1874, p. 4089) ; et du 3e Bureau (F., n° 812; J. O. de 1875, p. 9073). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 32, 41, 77, 112, 125, 130, 161, 251, 359, 383, 405, 509, 621, 658, 686, 697, 800; J. O. de 1871, p. 372, 561, 1136, 1952, 2333, 2466, 3435; J. O. de 1872, p. 1978, 7197, 7957 ; J. O. de 1873, p. 653, 4945; J. O. de 1874, p. 2358, 4360, 5848, 7981 ; J. O. de 1875, p. 4464) ; de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O. de 1871, p. 471) ; et des Commissions des Budgets : de 1873 (F., n° 297 ; J. O. de 1872, p. 3767) ; de 1874 (F., n° 471 ; J. O. de 1873, p. 3480) ; de 1875 (F., n° 583 ; J. O. de 1874, p. 4075) ; et de 1876 (F., n° 776 : J. O. de 1875, p. 3636). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à l'installation des différents Ministères à Versailles (I., n° 278 ; A., t. 3, p. 206 ; J. O. de 1871, p. 1279). = Ses rapports : sur la proposition de M. le marquis d'Andelarre relative à la composition de la Commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations (I., n° 297 ; A., t. 3, p. 266 ; J. O. de 1871, p. 1582) ; sur le projet de loi relatif aux droits sur les manquants chez les marchands en gros, bouilleurs et distillateurs (I., n° 2878 ; A , t. 36, an , p. 46 ; J. O. de 1875, p. 1528) ; sur le projet de loi portant suppression de la remise de 3 0 0 accordée aux débitants sur le montant des droits de détail (Vins, cidres et spiritueux) (I., n° 2898; A., t. 36, an., p. 167 ; J. O. de 1875, p. 1945); sur le projet de loi relatif à la répartition des indemnités pour dommages résultant des mesures de défense prises par l'autorité militaire française en 1870-1871 (I., n° 3088 ; A., t. 38, an., p. 237 ; J. O. de 1875, p. 4369); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts d'un crédit supplémentaire de 11,933 fr. applicable aux dépenses des Établissements désignés aux chapitres V, VI, VII, X, XII, XV, XVIII, XX et XXI du Budget de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts, section 1re, Exercice 1874 (I., n° 3229 ; A., t. 41, an., p. 3 ; J. O. de 1875, p. 6785). = Donne lecture de sa proposition relative à l'installation des différents Ministères à Versailles (A., t. 3, p. 200). — Demande : l'ajournement de la discussion sur la prise en considération de sa proposition (A., t. 3, p. 699) ; la mise à l'ordre du jour de cette discussion (A., t. 4, p. 398). — Parle sur la prise en considération de sa proposition, et en demande l'urgence (A., t. 4, p. 403). — Prend part à la discussion sur le fond de sa proposition (A., t. 5, p. 391). — Demande, en qualité de Rapporteur, l'urgence de la proposition de M. d'Andelarre relative à la composition de la Commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations (A., t. 3, p. 551). — Ses questions : au Ministre des Travaux publics, au sujet des locaux à fournir aux Allemands en échange des gares occupées par eux (A., t. 4, p. 38) ; au Garde des sceaux, au sujet d'un article de l'*Impartial de l'Est* sur l'incendie du Palais Ducal de Nancy (A., t. 4, p. 226, 227, 405). — Ses observations sur l'urgence de la proposition de M. Laurier relative à la libération du territoire par l'exercice du droit de rachat sur les chemins de fer (A., t. 7, p. 382 . — Ses questions au Ministre des Finances : sur la publication au *Journal officiel* des nominations de Percepteurs et de Receveurs des finances (A., t. 8, p. 482) ; sur le rétablissement des zones pour la vente des tabacs (A., t. 8, p. 665). — Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation d'une Convention postale avec l'Empire d'Allemagne (A., t. 11, p. 348, 349

à 353). — Obtient des congés (A., t. 11, p. 47.; t 32, p. 503). — Est entendu : sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la formation de trois nouveaux cantons dans le département de Meurthe-et-Moselle (A., t. 13, p. 569); dans la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Intérieur : *Traitements des Préfets*, A., t. 14, p. 513. *Institution des sourds-muets de Nancy*, p. 526. Impôts autorisés : *Réduction du prix des permis de chasse*, p. 656, 658. Voies et moyens : *Contribution des communes et établissements publics pour frais de régie de leurs bois*, p. 662). — S'excuse de son absence (A., t. 15, p. 333). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 372, 376, 377); du Budget de l'Exercice 1874 (Dotations : *Affectation du Palais de l'Elysée aux réceptions du Président de la République à Paris*, A., t. 28, p. 426); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt sur la verrerie*, A., t. 30, p. 123); du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes, et de la proposition de M. Wolowski relative à l'équilibre du Budget de 1875 (*Émission de 40 millions de Bons du Trésor*, A., t. 33, p. 189); des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 422). — Parle, en qualité de Rapporteur, dans la discussion : du projet de loi relatif aux droits sur les manquants chez les marchands en gros, bouilleurs et distillateurs (A., t. 37, p. 45 à 48, 54); du projet de loi portant suppression de la remise de 3 0/0 accordée aux débitants sur le montant des droits de détail (A., t. 37, p. 240 à 242). — Est entendu dans la discussion de la proposition de M. Malartre tendant à la prorogation de l'Assemblée du 20 mars au 20 mai 1875 (A., t. 37, p. 303, 304). — Demande, en qualité de Rapporteur, l'urgence du projet de loi relatif à la répartition des indemnités pour dommages résultant des mesures de défense prises en 1870-1871 (A., t. 38, p. 593). — Demande la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif aux modifications des tarifs de la Compagnie fermière de l'Établissement thermal de Plombières (A., t. 44, p. 131). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A., t. 44, p. 199).

RAZOUA (M.), *Député élu par le département de la Seine.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 47). — Son élection est validée (A., t. 1, p. 59). = Sa proposition tendant à mettre en accusation les membres du Gouvernement de la Défense nationale (I., n° 30; A., t. 1, p. 167, an., p. 21; J. O. de 1871, p. 344). = S'excuse de son absence (A., t. 2, p. 49). = N. B. — Mentionné comme démissionnaire dans le décret du 9 juin 1871, portant convocation pour le 2 juillet des électeurs de 46 départements.

READ (M. CHARLES), *ancien Chef de Section à la Préfecture de la Seine.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 836 à 840). — Sa réclamation adressée au Président de cette Commission (A., t. 25, p. 451).

REBILLIARD (M. le général), *ancien Commandant de la 2e Division du 15e Corps de l'armée de l'Est.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 33).

REBOUL (M.).

Sa lettre communiquée à la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 508).

REBOUL (M. le général), *Inspecteur général de l'Infanterie de Marine.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (A., t. 45, p. 398 à 400).

REHM (M.), *Député élu par le département de la Moselle.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 48). = Membre de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209). = L'un des signataires : de la déclaration collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 61, et an., p. 3) ; de la démission collective des mêmes représentants (A., t. 1, p. 124).

RÉMUSAT (M. CHARLES DE), *ancien Ministre, membre de l'Institut.*

Est nommé *Ministre des Affaires étrangères* [Arrêté du 2 août 1871] (B. des L., n° 454 ; J. O., p. 2393). — Sa communication, en cette qualité, au sujet du commencement d'évacuation du territoire par les troupes Allemandes (A., t. 5, p. 532). — Est entendu dans la discussion du Budget rectifié de l'Exercice 1871 (Affaires étrangères : *Question des relations commerciales de la France avec l'Alsace-Lorraine*, A., t. 5, p. 565). — Donne lecture du projet de loi relatif à l'admission en franchise des produits manufacturés de l'Alsace-Lorraine, et en demande l'urgence (A., t. 5, p. 622). — Parle : dans la discussion du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 189) ; sur l'ajournement des propositions de MM. Johnston et Raoul Duval relatives à la dénonciation des Traités de commerce (A., t. 7, p. 261, 263) ; dans la discussion de ces propositions (A., t. 7, p. 339 à 343). — Répond à la question de M. Johnston au sujet de la dénonciation du Traité de commerce avec l'Angleterre (A., t. 8, p. 402). — Dépose le projet de loi portant approbation d'une Convention de poste avec l'Empire d'Allemagne, et en demande l'urgence (A., t. 8, p. 376). — Demande la mise à l'ordre du jour des Bureaux de ce projet de loi (A., t. 8, p. 402). — Prend part à la discussion : de ce projet de loi (A., t. 11, p. 353) ; du Budget du Ministère des Affaires étrangères pour l'Exercice 1872 (*Suppression du Consulat général de Turin*, A., t. 8, p. 464. *Traitements des Agents politiques et consulaires*, p. 466). — Donne lecture du projet de loi portant ratification de la Convention conclue avec l'Empire d'Allemagne relativement au paiement des trois derniers milliards de l'indemnité de guerre et à l'évacuation du territoire, et en demande l'urgence (A., t. 12, p. 632. — Est *chargé, par intérim, du Ministère de l'Intérieur* [Décret du 1er décembre 1872] (B. des L., n° 1533 ; J. O., p. 7457). — Dépose, en cette qualité, un projet de loi portant création d'une commune d'Outriaz dans le département de l'Ain (A., t. 14, an., p. 133). — Est entendu, en la même qualité, sur la fixation du jour des interpellations de M. de la Rochette relatives aux désordres survenus à Nantes dans la soirée du 26 septembre 1872 (A., t. 14, p. 446). — Parle, comme Ministre des Affaires étrangères : dans la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Affaires étrangères : *Amendements de M. Depasse sur les divers chapitres de ce Ministère*, A., t. 14, p. 437. *Traitements des Agents politiques et consulaires*, p. 440. *Question de M. de Gavardie au sujet de prétendues insultes à la religion imputées au Ministre de France à Rome, dans un dîner officiel*, p 441. *Suppression de l'Agent Vice-Consul à Monaco*, p. 444. *Question de M. le comte Desbassayns de Richemont au sujet des persécutions exercées contre les chrétiens au Japon*, p. 448. Voies et moyens : *Droits d'entrée sur les matières premières*, A., t. 667, 668, 669) ; sur la fixation du jour des interpellations de M. du Temple au sujet des fondations et propriétés de la France à Rome menacées par la nouvelle loi Italienne sur les corporations religieuses (A., t. 16, p. 35, 36) ; sur la mise à l'ordre du jour de la proposition de M. Tirard ayant pour objet de modifier la loi du 26 juillet 1872 concernant les tarifs douaniers (A., t. 16, p. 505). — Communique à l'Assemblée la nouvelle de l'entière évacuation du territoire (A., t. 16, p. 513). — Donne lecture de la Convention conclue à cet effet avec l'Allemagne, le 15 mars 1873, et demande l'urgence du projet de loi y relatif (A., t. 16, p. 532). — Répond à la question de M. Cézanne au sujet de la communication à l'Assemblée des pièces relatives aux négociations diplomatiques concernant l'entreprise du canal de Suez (A., t. 17, p. 201). — Sa lettre au Président de la Commission d'Enquête sur les actes

du Gouvernement de la Défense nationale, en réponse à sa demande de communication des dépêches de M. Gambetta à M. Jules Favre (A., t. 25, p. 472). = *Élu Député par le département de la Haute-Garonne.* — Son élection est validée (A., t. 27, p. 54). = Président : du 1er Bureau (F., n° 517; J. O. de 1873, p. 6751); du 12e Bureau (F., n° 562; J. O. de 1874. p. 351); du 3e Bureau (F., n° 697; J. O. de 1874, p. 7981); du 6e Bureau (F., n° 717; J. O. de 1875, p. 160); et du 13e Bureau (F., n° 756; J. O. de 1875, p. 1817). = Membre : de la Commission relative à la prorogation pour dix ans des pouvoirs de M. le maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta (F., n° 519; J. O. de 1873, p. 6801); et d'une autre Commission (F., n° 621; J. O. de 1874, p. 2358). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département de la Haute-Garonne (I., n° 2454; A., t. 32, an., p. 137; J. O. de 1874, p. 5272). = Son décès est annoncé à l'Assemblée (A., t. 38, p. 397).

RÉMUSAT (M. PAUL DE), *Député élu par le département de la Haute-Garonne.*

Secrétaire provisoire (A., t. 1, p. 2 et 3). = Son élection est validée (A., t. 1, p. 15). = Secrétaire : du 2e Bureau (F., n° 23; J. O. de 1871, p. 251); du 7e Bureau (F., n° 123; J. O. de 1871, p. 2248); et du 14e Bureau (F., n° 517; J. O. de 1873, p. 6751). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., nos 14, 51, 58, 89, 161, 488, 644, 674, 739, 744, 769; M. B. de 1871, p. 58; J. O. de 1871, p. 750, 867, 1335, 3435; J. O. de 1873, p. 4177; J. O. de 1874, p. 3888, 4933; J. O. de 1875, p. 971, 1275, 3405); et de la Commission des Services administratifs (F., n° 78; J. O. de 1871, p. 1178). = Son rapport sur le projet de loi portant approbation à la Convention commerciale du 24 janvier 1873, entre la France et la Birmanie (I., n° 1877; A., t. 19, an., p. 91; J. O. de 1873, p. 5236). = Est élu *Secrétaire de l'Assemblée* (A., t. 1, p. 58). — Son rapport sur les élections de la Haute-Saône (A., t. 1, p. 150). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 3, p. 39). — Son rapport sur l'élection de M. le comte d'Harcourt par le département du Loiret (A., t. 4, p. 12). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 4, p. 656; t. 6, p. 7). — S'excuse de son absence (A., t. 6, p. 277). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 8, p. 189; t. 12, p. 159; t. 14, p. 9). — Obtient un congé (A., t. 19, p. 310).

RENAUD (M. FÉLIX), *Député élu par le département de Saône-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 22). = Secrétaire : du 6e Bureau (F., n° 353; J. O. de 1872, p. 7007); et du 11e Bureau (F., n° 562; J. O. de 1874, p. 351). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 210); et de diverses Commissions (F., nos 37, 48, 49, 77, 99, 101, 141, 275, 367, 397, 401, 448, 644, 756, 772, 800, 824, 842, 857; J. O. de 1871, p. 471, 696, 712, 1136, 1515, 1623, 2819; J. O. de 1872, p. 3082, 7446; J. O. de 1873, p. 404, 524, 2032; J. O. de 1874, p. 3888; J. O. de 1875, p. 1817, 3525, 4464, 5510, 9073, 9767). = Son rapport sur le projet de loi relatif aux contributions indirectes (I., n° 1718; A., t. 17, an., p. 63; J. O. de 1873, p. 2745). = Son rapport sur les élections de MM. Mercier et Tiersot par le département de l'Ain (A., t. 4, p. 4). — Obtient des congés (A., t. 5, p. 58, 381; t. 13, p. 63; t. 14, p. 539; t. 19, p. 178). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi sur les contributions indirectes (A., t. 18, p. 178, 405 à 414, 422, 450, 451, 455, 459, 464, 474, 476). — S'excuse de son absence (A., t. 32, p. 297). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à l'établissement et à la revision des taxes uniques sur les boissons, dans les agglomérations de 10,000 âmes et au-dessus (A., t. 38, p. 453).

RENAUD (M. MICHEL), *Député élu par le département des Basses-Pyrénées.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 20). = Membre de Commissions (F., nos 562, 824; J. O. de 1874, p. 351; J. O. de 1875, p. 5510). = S'excuse de son absence (A., t. 42, p. 2).

RENAULT (M. LÉON), *Préfet de police.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'élection de M. le baron de Bourgoing par le département de la Nièvre (A., t. 37, an., p. 266 à 340).

RENCKER (M.), *Député élu par le département du Haut-Rhin.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 40). = L'un des signataires : de la déclaration collective des Représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 61, et an., p. 3) ; de la démission collective des mêmes Représentants (A., t. 1, p. 124).

RESSÉGUIER (M. le comte DE), *Député élu par le département du Gers.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 15).= Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., n°s 14, 22, 30, 39, 51, 73, 76, 81, 112, 161, 172, 188, 245, 264, 284, 317, 353, 393, 438, 440, 454, 463, 509, 517, 535, 544, 607, 686, 697, 756, 765, 796, 810, 842 ; M. B. de 1871, p. 58, 231, 344 ; J. O. de 1871, p. 500, 750, 1111, 1128, 1188, 1952, 3435, 1960 ; J. O. de 1872, p. 89, 1784, 2757, 3360, 4353, 7007 ; J. O. de 1873, p. 280, 1710, 1769, 2231, 3220, 4945, 6751, 7398, 7732 ; J. O. de 1874, p. 1881, 5848, 7981 ; J. O. de 1875, p. 1817, 2129, 4340, 4874, 9073) ; de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (F., n° 95 ; J. O. de 1871, p. 1476) ; de la Commission de permanence de 1874 (A., t. 30, p. 647) ; de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 32, p. 28) ; et de la Commission de permanence de 1875 (A., t. 37, p. 328). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à la publicité à donner : 1° au *Journal officiel* ; 2° au *Compte-rendu analytique des séances de l'Assemblée* ; 3° au *Moniteur des Communes* (I., n° 402 ; A., t. 4, p. 153, an., p. 68 ; J. O. de 1871, p. 2318). = Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. de Belcastel et autres, tendant à concéder aux habitants de l'Alsace et de la Lorraine des terrains en Algérie (I., n° 139 ; A., t. 2, p. 528 ; J. O. de 1871, p. 767) ; sur la proposition de M. Jean Brunet relative au règlement de la question préalable (I., n° 222 ; A., t. 2, p. 920 ; J. O. de 1871, p. 1100). — Son rapport, au nom de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (Sous-Commission du Sud-Ouest — Toulouse) (I., n° 1416 bis ; A., t. 20, p. 225 à 255 ; J. O. de 1873, p. 1011). — Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. Théophile Roussel et autres, ayant pour objet la revision de la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés (I., n° 1469 ; A., t. 14, an., p. 121 ; J. O. de 1872, p. 7699, 7783) ; sur la proposition de MM. de Pressensé et autres, relative à la liberté des cultes (I., n° 1929 ; A., t. 19, an., p. 188 ; J. O. de 1873, p. 5731). = Son rapport sur les élections de Saône-et-Loire (A., t. 1, p. 21). — Parle au sujet : de l'envoi des dossiers des élections aux Bureaux (A., t. 1, p. 22) ; d'une distribution de listes de candidats pour la composition du Bureau (A., t. 1, p. 37) ; d'une pétition du Club positiviste de Paris déposée sur le Bureau par un Député (A., t. 1, p. 152, 153, 154). — Dépose des pétitions relatives à la translation de l'Assemblée hors de Paris et au rétablissement du vote à la commune (A., t. 1, p. 231 ; t. 2, p. 49). — Est entendu dans la discussion de la proposition de M. Gaslonde relative aux Conseils généraux (A., t. 2, p. 174, 176, 180). — Son rapport sommaire verbal sur les propositions de M. Prax-Paris et de M. Flotard relatives : l'une, aux traitements des fonctionnaires publics ; l'autre, à un impôt sur les revenus (A., t. 2, p. 817). — Parle, comme Rapporteur, sur la prise en considération de la proposition de M. Jean Brunet relative au règlement de la question préalable (A., t. 3, p. 90, 92). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi sur le rétablissement du cautionnement des journaux (A., t. 3, p. 770, 774) ; sur les élections de MM. Arrazat et Castelnau par le département de l'Hérault (A., t. 4, p. 218, 219) ; sur l'urgence de la proposition de M. Humbert relative à la translation de l'Assemblée à Paris (A., t. 6, p. 31) ; sur la demande de communica-

tion aux magistrats militaires chargés de l'instruction de la capitulation de Metz, des dépositions et documents recueillis par la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 12, p. 651 à 655) ; sur le projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 13, p. 116, 117) ; sur l'ajournement du projet de loi et des propositions concernant l'instruction primaire (A., t. 15, p. 316) ; dans la discussion : des interpellations de M. Le Royer sur l'arrêté du Préfet du Rhône, du 18 juin 1873, relatif à la police des cimetières (A., t. 18, p. 529) ; du projet de loi relatif à l'organisation du Jury dans les Colonies (*Première délibération*, A., t. 18, p. 574) ; du projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique la construction d'une église à Montmartre (A., t. 19, p. 414). — Parle : sur l'ajournement des interpellations de MM. Léon Say et autres, au sujet de la non-convocation des collèges électoraux, dans les départements où il y a des sièges vacants (A., t. 27, p. 76) ; sur la motion de la suspension de la séance jusqu'au dépôt du rapport sur la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation pour dix ans des pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 105) ; dans la discussion des interpellations de M. Audren de Kerdrel au sujet de la démission du Ministère (A., t. 29, p. 39) ; sur l'urgence de la proposition de M. Naquet portant amnistie pleine et entière en faveur des auteurs de tous les crimes et délits politiques commis depuis le 4 septembre 1870 (A., t. 44, p. 28, 29).

REURE (M. DE), *Procureur de la République à Autun.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 255).

REVERCHON (M.), *Député élu par le département du Jura.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 16). — Son élection est validée (A., t. 1, p. 48). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 32, 40, 95, 170, 257 ; J. O. de 1871, p. 372, 542, 1476, 1892 ; J. O. de 1872, p. 2168) ; de la Commission de décentralisation (F., n° 50 ; J. O. de 1871, p. 734) ; et de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 177 ; J. O. de 1871, p. 6113). = Prend part à la discussion : des élections de Vaucluse (A., t. 1, p. 195) ; du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 294) ; du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 659). — Obtient des congés (A., t. 2, p. 876 ; t. 3, p. 88 ; t. 5, p. 278 ; t. 7, p. 441 ; t. 11, p. 500 ; t. 13, p. 63 ; t. 14, p. 449). — Est entendu : dans la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Première délibération*, A., t. 3, p. 673. *Deuxième délibération*, t. 4, p. 67, 68. *Troisième délibération*, t. 4, p. 367) ; sur l'ajournement des propositions de MM. Johnston et Raoul Duval relatives à la dénonciation des Traités de commerce (A., t. 7, p. 263) ; dans la discussion de ces propositions (A., t. 7, p. 313). — S'excuse de son absence (A., t. 11, p. 1). — Lettre par laquelle il adresse sa démission (A., t. 14, p. 727).

REYMOND (M. FERDINAND), *Député élu par le département de l'Isère.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 17). = Membre de Commissions (F., nos 123, 627, 756 ; J. O. de 1871, p. 2248 ; J. O. de 1874, p. 3307 ; J. O. de 1875, p. 1817). = Obtient des congés (A., t. 2, p. 330 ; t. 14, p. 59, 235 ; t. 15, p. 622). — S'excuse de son absence (A., t. 11, p. 121).

REYMOND (M. FRANCISQUE), *Député élu par le département de la Loire.*

Son élection est validée (A., t. 28, p. 7). = Membre de Commissions (F., nos 575, 707, 769, 800, 850, 857 ; J. O. de 1874, p. 809, 8333 ; J. O. de 1875, p. 3405, 4464, 9395, 9767). = Sa proposition ayant pour objet de modifier l'article 11 de la loi du 23 août 1871 relative aux droits d'enregistrement et de timbre (I., n° 2165 ; A., t. 29, an., p. 63 ; J. O. de 1874, p. 509). = Ses rapports : sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Toulon (Var) à proroger le terme de remboursement d'un emprunt et de recou-

vrement d'une imposition extraordinaire (I., n° 3126; A., t. 39, an., p. 122; J. O. de 1875, p. 5333); sur le projet de loi tendant à autoriser le département des Vosges à contracter un emprunt pour des travaux de chemins de fer d'intérêt local (I., n° 3174; A., t. 39, an., p. 264; J. O. de 1875, p. 6487); sur le projet de loi tendant à autoriser la ville du Mans (Sarthe) à emprunter une somme de 775,000 francs (I., n° 3188; A., t. 40, an., p. 496; J. O. de 1875, p. 6664); sur le projet de loi tendant à distraire la section des Tourreilles de la commune de Montréjeau (arrondissement de Saint-Gaudens, département de la Haute-Garonne) (I., n° 3473; A., t. 42, an., p. 356; J. O. de 1875, p. 10403). = Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt de la petite vitesse*, A., t. 30, p. 283); du Budget de l'Exercice 1875 (Instruction publique : *Régime intérieur des Écoles normale primaires*, A., t. 34, p. 150). — Son rapport sur l'élection de M. Maillé par le département de Maine-et-Loire (A., t. 35, p. 195). — Parle dans la discussion des projets de lois relatifs au monopole de la fabrication et de la vente de la poudre dynamite (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 437).

RIANT (M. Léon), *Député élu par le département de l'Allier.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 10). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., n°s 32, 41, 251, 328, 796; J. O. de 1871, p. 372, 561; J. O. de 1872, p. 1978, 4725; J. O. de 1875, p. 4340); et de la Commission des Marchés (F., n° 37; J. O. de 1871, p. 471). = Son rapport, au nom de cette Commission, sur les affaires de New-York (I., n° 357; A., t. 3, p. 655; J. O. de 1871, p. 2089). — Pièces justificatives de ce rapport, sur les opérations de M. Victor Place, ancien Consul général à New-York (I., n° 357 *bis*; A., t. 6, an., p. 3 à 32; J. O. de 1871, p. 4785, 4803, 4817; J. O. de 1872, p. 645, 676). = Son rapport, au nom de la même Commission, sur les marchés du Ministère de la Guerre en Angleterre (I., n° 653; A., t. 5, an., p. 242 à 272; J. O. de 1871, p. 3666, 3682, 3698, 3716). — Pièces justificatives de ce rapport (I., n° 653 *bis*, et rectifié; A., t. 6, an., p. 32 à 67; t. 7, an., p. 3 à 38; J. O. de 1872, p. 734, 765, 820, 950, 976, 1012). = Son rapport, au nom de la même Commission, sur les marchés de la Commission d'étude des moyens de défense (I., n° 1314; A., t. 13, an., p. 83 à 90; J. O. de 1872, p. 5082). — Pièces justificatives de ce rapport (I., n° 1314 *bis*; A., t. 13, an., p. 91 à 130). = Son rapport, au nom de la même Commission, relativement à l'Enquête sur le Matériel de la Guerre (I., n° 1768; A., t. 17, p. 172 à 243; J. O. de 1873, p. 3565, 3592, 3626, 3657, 3678, 3722). — Annexes audit rapport (Dépositions) (I., n° 1768; A., t. 17, an., p. 243 à 332). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 132; t. 7, p. 525). — Donne lecture, au nom de la Commission des Marchés : de son rapport sur les affaires de New-York (A., t. 3, p. 617); des conclusions de son rapport sur les acquisitions d'armes et de munitions faites par le Ministère de la Guerre en Angleterre pendant les derniers événements (A., t. 5, p. 606). — S'excuse de son absence (A., t. 11, p. 35).

RICARD (M.), *Député élu par le département des Deux-Sèvres.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 23). = La validation de son élection est réservée, après un nouveau rapport (A., t. 1, p. 53). — Elle est ajournée (A., t. 1, p. 172). — Son élection est validée (A., t. 1, p. 251). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 6, 15, 24, 58, 68, 74, 80, 123, 139, 161, 188, 241, 278, 353, 357, 611, 627, 697, 861; M. B. de 1871, p. 18, 66; J. O. de 1871, p. 271, 867, 1013, 1116, 1183, 2248, 2754, 3435; J. O. de 1872, p. 89, 1649, 3174, 7007, 7143; J. O. de 1874, p. 2005, 3307, 7981; J. O. de 1875, p. 9961); de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de la Commission des Trente, relative aux attributions des Pouvoirs publics et aux conditions de la responsabilité

ministérielle (F., n° 371 ; J. O. de 1872, p. 7565) ; et de la 2e Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 38, p. 199). = Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Niort (Deux-Sèvres) : 1° à emprunter 1,415,000 francs ; 2° à s'imposer extraordinairement (I., n° 2450 ; A., t. 32, an., p. 134 ; J. O. de 1874, p. 4267). — Son rapport, au nom de la Commission des Lois Constitutionnelles, sur le projet de loi électorale (I., n° 3240 ; A., t. 41, an., p. 17 à 27 ; J. O. de 1875, p. 6775). — Son rapport, au nom de la même Commission, suivi d'un projet de loi sur les circonscriptions électorales (I., n° 3593 ; A., t. 43, an., p. 574 ; J. O. de 1875, p. 10796). = Obtient des congés (A., t. 1, p. 202 ; t. 2, p. 481 ; t. 3, p. 550 ; t. 7, p. 401 ; t. 14, p. 539 ; t. 18, p. 184 ; t. 30, p. 269). — Est entendu dans la discussion : des pétitions relatives à la dissolution de l'Assemblée nationale (A., t. 14, p. 584) ; du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 248 à 253). — Demande à interpeller le Gouvernement sur le régime imposé à la presse dans les départements soumis à l'état de siège, spécialement dans le département de la Seine (A., t. 28, p. 668). — Développe ses interpellations (A., t. 29, p. 220 à 232, 238 à 241). — Prend part à la discussion de l'élection de M. de Bourgoing par le département de la Nièvre (A., t. 35, p. 340 à 346). — Est élu *Vice-Président de l'Assemblée* (A., t. 37, p. 2). — Son allocution, en cette qualité, à l'occasion du décès de M. Warnier (Alger) (A., t. 37, p. 236). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 38, p. 296 ; t. 42, p. 8). — Parle, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 52 à 57, 60, 64, 65, 68, 69, 95, 111 à 125, 145, 146, 184, 185, 186, 188). — Demande la remise de la troisième délibération sur ce projet de loi (A., t. 42, p. 248, 249). — Prend part à la discussion de ce projet de loi (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 270, 273, 285, 291, 292, 312, 319, 332, 334, 335, 346, 370, 409, 421 à 424, 464, 465). — Demande, d'accord avec le Gouvernement : la rectification d'une omission dans le texte de l'article 12 de cette loi (A., t. 43, p. 16) ; deux rectifications au texte des articles 7 et 12 de cette même loi (A., t. 44, p. 151). — Parle sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif au vinage (A., t. 43, p. 192). — Demande, en qualité de Rapporteur, l'urgence du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (A., t. 44, p. 4). — Prend part à la discussion de ce projet de loi (*Question de priorité en faveur du projet de l'ancienne Commission*, A., t. 44, p. 5, 6, 8. — GARD : arrondissement d'*Alais*, p. 16. ILLE-ET-VILAINE : arrondissement de *Saint-Malo*, p. 18. HÉRAULT : arrondissement de *Montpellier*, p. 38. LANDES : arrondissement de *Dax*, p. 40. LOIRE : arrondissement de *Saint-Étienne*, p. 59, 61, 62, 63. LOIRE (HAUTE-) : arrondissement *du Puy*, p. 64. MARNE : arrondissement de *Reims*, p. 86. NIÈVRE : arrondissement de *Nevers*, p. 89. NORD : arrondissement de *Lille*, p. 91. RHÔNE : ville de *Lyon*, p. 110. SEINE-INFÉRIEURE : arrondissement *du Havre*, p. 145 ; arrondissement de *Rouen*, p. 145. SEINE-ET-OISE : arrondissement de *Versailles*, p. 146, 149).

RICHIER (M.), *Député élu par le département de la Gironde.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 32). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., n°s 49, 58, 81, 99 ; J. O. de 1871, p. 712, 867, 1188, 1545). = Son rapport sur les élections du Haut-Rhin (A., t. 1, p. 39, 40). — Parle sur des incidents relatifs : à la nomination immédiate des Questeurs (A., t. 1, p. 47) ; à l'élection du général Garibaldi par le département d'Alger (A., t. 1, p. 209). — Prend part à la discussion : du projet de Résolution relatif à la translation du siège de l'Assemblée (A., t. 1, p. 292) ; d'une demande de communications au Gouvernement sur les événements de Paris (A., t. 2, p. 526) ; des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 142). — Est entendu : sur la prise en considération de la proposition de M. Rouveure relative à l'impôt sur le sel et à un impôt sur le revenu (A., t. 4, p. 325) ; dans la discussion : du

projet de loi portant augmentation des impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 178, 196, 197, 198, 313) ; du Budget rectifié de l'Exercice 1871 (Agriculture et Commerce : *Aliénation du troupeau de Mauchamp*, A., t. 5, p. 571 ; du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 240). — Obtient des congés (A., t. 11, p. 10, 500). — Son décès est annoncé à l'Assemblée (A., t. 12, p. 82).

RICORD (M. le docteur).

Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre lui et l'État, dans le département de Seine-et-Oise, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, art. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 13.

RICOT (M.), *Député élu par le département de la Haute-Saône.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 150). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., n°s 40, 77, 81, 95, 117, 123, 140, 170, 275, 301, 353, 359, 399, 401, 419, 440, 448, 450, 478, 498, 541, 607, 621, 629, 744, 772, 776, 796, 800 ; J. O. de 1871, p. 542, 1136, 1188, 1476, 2086, 2218, 2785, 4892 ; J. O. de 1872, p. 3082, 8872, 7007, 7197 ; J. O. de 1873, p. 460, 524, 1080, 1769, 2032, 2113, 3817, 4481, 7729 ; J. O. de 1874, p. 1881, 2358, 3395 ; J. O. de 1875, p. 1275, 3525, 3636, 4340, 4464) ; et de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 177 ; J. O. de 1871, p. 6113). = Son rapport sommaire sur la proposition de MM. Keller et autres, ayant pour objet de donner Belfort comme chef-lieu de département à la portion restée française du département du Haut-Rhin (I., n° 532 ; A., t. 5, an., p. 47 ; J. O. de 1871, p. 3572). — Ses rapports : sur le projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession à MM. de Mieulle et Cie des chemins de fer : 1° de Bourges à Gien ; 2° d'Argent à Beaune-la-Rolande (I., n° 2456 ; A., t. 32, an., p. 141 ; J. O. de 1874, p. 4743, 4799, 4831) ; sur le projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à un Syndicat représentant les Compagnies du Nord, de l'Est, d'Orléans et de Paris à Lyon-Méditerranée, d'un chemin de fer de Grande-Ceinture autour de Paris (I., n° 3138 ; A., t. 39, an., p. 160 ; J. O. de 1875, p. 6220) ; sur le projet de loi relatif à l'établissement d'un chemin de fer de Constantine à Sétif (I., n° 3538 ; A., t. 43, an., p. 377 ; J. O. de 1876, p. 637) ; sur le projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie de l'Est (I., n° 3576 et Annexe ; A., t. 43, an., p. 523 ; J. O. de 1876, p. 165, 738). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 698 ; t. 8, p. 363 ; t. 12, p. 657). — Parle dans la discussion du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de l'Est de nouvelles lignes de chemins de fer (A., t. 18, p. 353, 399, 401). — S'excuse de son absence (A., t. 28, p. 332). — Demande, en qualité de Rapporteur, la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession à MM. de Mieulle et Cie des chemins de fer : 1° de Bourges à Gien ; 2° d'Argent à Beaune-la-Rolande (A., t. 32, p. 227). — Est entendu dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 32, p. 232). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 38, p. 496). — Demande, en qualité de Rapporteur : la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à l'exécution du chemin de fer de Grande-Ceinture autour de Paris (A., t. 39, p. 578) ; l'urgence de ce projet de loi (A., t. 41, p. 410). — Parle : dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 41, p. 436, 442, 443, 455 ; sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi ayant pour objet de coordonner les lois des 27 juillet 1872 et 24 juillet 1873 avec le Code de Justice militaire (A., t. 41, p. 301). — Demande, en qualité de Rapporteur, la mise à l'ordre du jour : du projet de loi relatif à l'établissement d'un chemin de fer de Constantine à Sétif (A., t. 43, p. 259) ; du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie de l'Est (A., t. 44, p. 18). — Est entendu, en cette qualité, dans la discussion de ce

dernier projet de loi (A., t. 44, p. 349, 351, 355, 363).

RIGAULT DE GENOUILLY (M. l'amiral), *ancien Ministre de la Marine et des Colonies.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 112 à 130).

RINCQUESEN (M. DE), *Député élu par le département du Pas-de-Calais.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 21 et 27). = Membre d'une Commission (F., n° 463 ; J. O. de 1873, p. 3220). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 550 ; t. 17, p. 42). = N. B. — Son décès, survenu pendant la 2e prorogation de 1873, n'a pas été notifié à l'Assemblée.

RIONDEL (M.), *Député élu par le département de l'Isère.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 17). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 99, 125, 178, 317, 395, 486, 492, 498, 541, 562, 607 ; J. O. de 1871, p. 1545, 2333, 5137 ; J. O. de 1872, p. 4353 ; J. O. de 1873, p. 336, 1107, 1286, 1481, 7729 ; J. O. de 1874, p. 351, 1881) ; et de la Commission relative au règlement définitif des Budgets de l'Exercice 1867 et de l'Exercice 1868 (F., n° 321 ; J. O. de 1872, p. 4516). = S'excuse de son absence (A., t. 8, p. 209 ; t. 16, p. 223 ; t. 29, p. 601). — Obtient des congés (A., t. 8, p. 363 ; t. 19, p. 127).

RIVAILLE (M.), *Député élu par le département de la Charente-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 12). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., nos 317, 562, 627 ; J. O. de 1872, p. 4353 ; J. O. de 1874, p. 351, 3307). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés ayant pour objet : la création d'une Commission de trente membres, dite de la réorganisation de l'armée (I., n° 179 ; A., t. 2, p. 786 ; J. O. de 1871, p. 869) ; les obsèques de l'Archevêque de Paris et des autres otages victimes de la Commune (I., n° 290 ; A., t. 3, p. 244 ; J. O. de 1871, p. 1674) ; l'impôt sur le sel (I., n° 1181 ; A., t. 11, an., p. 230 ; J. O. de 1872, p. 3791). = Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 282, 283) ; du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 593). — Donne lecture de sa proposition relative aux obsèques de l'Archevêque de Paris et des autres otages victimes de la Commune (A., t. 3, p. 216). — Obtient des congés (A., t. 7, p. 305 ; t. 29, p. 384).

RIVE (M. FRANCISQUE), *Député élu par le département de l'Ain.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 10). = Secrétaire du 3e Bureau (F., n° 99 ; J. O. de 1871, p. 1545). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 15, 29, 40, 58, 77, 81, 94, 123, 129, 146, 155, 173, 177, 205, 229, 239, 245, 325, 383, 403, 475, 517, 541, 549, 717, 722, 772, 842 ; M. B. de 1871, p. 66, 337 ; J. O. de 1871, p. 542, 867, 1136, 1188, 1439, 2248, 2443, 2985, 3250, 4986, 6113 ; J. O. de 1872, p. 572, 1295, 1589, 1784, 4633, 7957 ; J. O. de 1873, p. 580, 3722, 6751, 7729, 7921 ; J. O. de 1875, p. 160, 365, 3525, 9073) ; et de la Commission relative au règlement définitif du Budget de l'Exercice 1869 (F., n° 529 ; J. O. de 1873, p. 7211). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : la réorganisation de la Trésorerie (I., n° 993 ; A., t. 8, an., p. 152 ; J. O. de 1872, p. 2426) ; les privilèges des fournisseurs et ouvriers employés à l'exécution de travaux publics (I., n° 1401 ; A., t. 13, an., p. 515 ; J. O. de 1872, p. 5813). — Ses propositions tendant : à ajouter un paragraphe à l'article 54 de la loi sur le recrutement de l'armée (I., n° 1537 ; A., t. 15, p. 137, an., p. 124 ; J. O. de 1873, p. 524) ; à fixer la somme à verser par les volontaires d'un an (I., n° 1886 ; A., t. 19, an., p. 109 ; J. O. de 1873, p. 4820). = Son rapport sur le projet de loi relatif à la prorogation des échéances des effets de commerce dans le département de la Seine (I., n° 358 ; A., t. 3, p. 659 ; J. O. de 1871, p. 1953). — Ses rapports sommaires : sur la proposition de M. Parent

tendant à attribuer aux Juges de paix la connaissance des actions commerciales dans les limites de valeur et de ressort établies pour les actions civiles par l'article 1er de la loi du 25 mai 1838 (I., n° 941 ; A., t. 8, an., p. 24 ; J. O. de 1872, p. 1953) ; sur la proposition de M. Tirard tendant à autoriser la fabrication à tous titres des ouvrages d'or et d'argent destinés à l'exportation (I., n° 942 ; A., t. 8, an., p. 25 ; J. O. de 1872, p. 1760) ; sur la proposition de MM. Le Royer et autres, relative à la création d'une Faculté de médecine et d'une École supérieure de pharmacie dans la ville de Lyon (I., n° 1153 ; A., t. 11, an., p. 166 ; J. O. de 1872, p. 3743) ; sur la proposition de MM. Labélonye et Journault relative à la répartition de l'impôt mobilier (I., n° 1189 ; A., t. 11, an., p. 242 ; J. O. de 1872, p. 3974). — Ses rapports : sur la proposition de MM. Adam et autres, relative à la nomination du Gouverneur et des Sous-Gouverneurs de la Banque de France (I., n° 1205 ; A., t. 11, an., p. 288 ; J. O. de 1872, p. 4149) ; sur le projet de loi relatif à l'établissement d'une surtaxe à l'octroi de Lons-le-Saulnier (Jura) (I., n° 2045 ; A., t. 28, an., p. 25 ; J. O. de 1873, p. 7557) ; sur le projet de loi tendant à autoriser le département de l'Ain à contracter un emprunt pour les travaux des chemins de fer d'intérêt local (I., n° 2056 ; A., t. 28, an., p. 56 ; J. O. de 1873, p. 7663) ; sur le projet de loi relatif à l'établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Lampaul (Finistère) (I., n° 2117 ; A., t. 28, an., p. 269 ; J. O. de 1874, p. 54) ; sur le projet de loi relatif à l'établissement d'une surtaxe sur les vins et les alcools à l'octroi de la commune de Saint-Dié (Vosges) (I., n° 2118 ; A., t. 28, an., p. 269 ; J. O. de 1874, p. 213) ; sur le projet de loi tendant à annexer au canton de Campitello (arrondissement de Bastia) la commune de Castifao (arrondissement de Corte) (Corse) (I., n° 2199 ; A., t. 29, an., p. 216 ; J. O. de 1874, p. 1454) ; sur le projet de loi tendant à autoriser le département de la Haute-Savoie à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour diverses dépenses départementales (I., n° 3423 ; A., t. 42, an., p. 162 ; J. O. de 1875, p. 9792). = Donne lecture de son rapport sur le projet de loi relatif à la prorogation des échéances dans le département de la Seine (A., t. 3, p. 658, 659). — Demande l'ajournement de la discussion sur ce projet de loi (A., t. 3, p. 700). — Prend part à la discussion y relative (A., t. 3, p. 731, 732, 734, 740, 744, 745). — Son rapport sur les élections de MM. Levêque et Mazeau par le département de la Côte-d'Or (A., t. 4, p. 5). — S'excuse de son absence (A., t. 7, p. 444 ; t. 19, p. 18, 348 ; t. 29, p. 337, 579). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée* (A., t. 8, p. 189). — Dépose sa proposition relative à la réorganisation du service de la Trésorerie, et en demande l'urgence (A., t. 8, p. 339). — Obtient des congés (A., t. 11, p. 10 ; t. 17, p. 183 ; t. 30, p. 310 ; t. 33, p. 95 ; t. 36, p. 455 ; t. 38, p. 288). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 12, p. 159). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à l'établissement d'un impôt sur les créances hypothécaires (A., t. 12, p. 588, 589) ; du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 318). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 14, p. 9). — Parle dans la discussion : du projet de loi tendant à modifier la formation du Jury en matière criminelle (A., t. 14, p. 68 à 71, 74) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Finances : *Traitements des Trésoriers-payeurs généraux et des Receveurs particuliers des Finances*, A., t. 14, p. 615). — Donne lecture de sa proposition tendant à ajouter un paragraphe à l'article 54 de la loi sur le recrutement de l'armée, et en demande l'urgence (A., t. 15, p. 137). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. René Brice tendant à modifier le deuxième paragraphe de l'art. 55 de la loi sur le recrutement de l'armée (A., t. 15, p. 508) ; des interpellations de M. René Brice sur la circulaire du Ministre de la Guerre du 9 janvier 1873 relative aux bourses à accorder aux volontaires d'un an (A., t. 15, p. 617, 620). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 16, p. 22 ; t. 18, p. 8). — Parle dans la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation sur les contributions indirectes (A., t. 18, p. 450, 459). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 27, p. 27). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, sur la prise en considération de la proposition de M. Parent tendant à attribuer aux Juges de paix la connaissance des actions com-

merciales dans les mêmes limites que celles établies pour les actions civiles (A., t. 27, p. 84). — Prend part à la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Instruction publique : *Renvoi à une Commission spéciale des questions relatives à l'amélioration de la situation des instituteurs primaires*, A., t. 28, p. 308, 312. Travaux publics : *Subvention arriérée due au département de l'Ain pour ses chemins de fer d'intérêt local*, p. 366. Finances : *Personnel de l'Administration centrale des forêts*, p. 437, 440). — Adresse une question à M. le Ministre des Travaux publics au sujet des promesses de concession de nouvelles lignes de chemins de fer faites par l'Administration (A., t. 29, p. 365). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 29, p. 513). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Droits fixes d'enregistrement sur les actes extra-judiciaires*, A., t. 29, p. 538 à 542, 543, 551. *Impôt du timbre sur les journaux*, t. 30, p. 6 à 11). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 31, p. 4, 5). — Adresse une question au Ministre des Travaux publics sur la présentation d'un projet de loi relatif à la construction de lignes nouvelles par la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée (A., t. 34, p. 252, 253). — Demande l'ajournement de la discussion sur la proposition de M. Maurice portant fixation du traitement et de la pension de retraite des instituteurs et des institutrices primaires (A., t. 35, p. 132). — Est entendu dans la discussion : de cette proposition (A., t. 40, p. 166 à 169) ; du projet de loi relatif à divers droits d'enregistrement (A., t. 39, p. 66, 67) ; du Budget de l'Exercice 1876 (Finances : *Réduction sur les remises allouées aux Trésoriers-payeurs généraux*, A., t. 40, p. 204 à 210) ; du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 70 à 73. *Troisième délibération*, p. 397 à 401).

RIVET (M. CHARLES), *Député élu par le département de la Corrèze.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 13). = Président : du 12e Bureau (F., n° 4 ; M. B. de 1871, p. 13) ; du 2e Bureau (F., n° 23 ; J. O. de 1871, p. 251) ; et du même Bureau renouvelé (F., n° 51 ; J. O. de 1871, p. 750). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 6, 11, 22, 32, 68, 139 ; M. B. de 1871, p. 18, 209 ; J. O. de 1871, p. 231, 372, 1013, 2754) ; de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et de la Commission de décentralisation (F., n° 50 ; J. O. de 1871, p. 734). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, relatives : à la constitution du Pouvoir exécutif (I., n° 1 ; A., t. 1, p. 57 ; J. O. de 1871, p. 251) ; à son organisation (I., n° 500 ; A., t. 4, p. 641, an., p. 272 ; J. O. de 1871, p. 2826). = Prend part à la discussion : du projet de loi sur le rétablissement du cautionnement des journaux (A., t. 3, p. 782) ; des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 463, 296). — Donne lecture de sa proposition relative à l'organisation du Pouvoir exécutif, et en demande l'urgence (A., t. 4, p. 641). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 108). — Obtient des congés (A., t. 13, p. 330 ; t. 14, p. 58). — Lettre annonçant son décès (A., t. 14, p. 181).

RIVIÈRE (M. le général SERÉ DE), *ex-Commandant en chef du génie de l'armée de l'Est.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 309 à 313).

ROBERT (M.), *chargé d'une mission postale pendant la guerre.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 710 à 722).

ROBERT (M. LÉON), *Député élu par le département des Ardennes.*

Son élection est validée (A., t. 7, p. 69). =

Secrétaire du 8e Bureau (F., n° 865; J. O. de 1875, p. 10118). = Membre de Commissions (F., nos 273, 289, 358, 397, 438, 607, 697, 769; J. O. de 1872, p. 3013, 3519, 7167; J. O. de 1873, p. 404, 1710; J. O. de 1874, p. 1881, 7981; J. O. de 1875, p. 3405). = Sa proposition ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département des Ardennes (I., n° 2430; A., t. 32, an., p. 11; J. O. de 1874, p. 4036). = Son rapport sur le projet de loi relatif à l'établissement d'une surtaxe à l'octroi d'Évian-les-Bains (Haute-Savoie) (I., n° 2343; A., t. 30, an., p. 290; J. O. de 1874, p. 3013). = S'excuse de son absence (A., t. 7, p. 170; t. 38, p. 367). — Obtient un congé (A., t. 16, p. 43).

ROBERT (M. le général), *Député élu par le département de la Seine-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 155). = Président du 1er Bureau (F., n° 588; J. O. de 1874, p. 1226). = Membre de Commissions (F., nos 129, 141, 174, 211, 219, 229, 241, 378, 379, 397, 419, 440, 478, 511, 562, 617, 627, 633, 707; J. O. de 1871, p. 2443, 2819, 5009; J. O. de 1872, p. 765, 1012, 1295, 1649, 7781, 7817; J. O. de 1873, p. 404, 1080, 1769, 3817, 5018; J. O. de 1874, p. 351, 2210, 3307, 3504, 8333). = Sa proposition relative à l'article 95 du Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 794; A., t. 6, an., p. 335; J. O. de 1872, p. 386). = Son rapport sur le projet de loi tendant à compléter l'article 10 du Code de Justice militaire relatif à la composition du Conseil de guerre de l'armée de terre, suivant le grade de l'accusé (I., n° 1963; A., t. 19, an., p. 234; J. O. de 1873, p. 5894). — Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. Tirard et de Pressensé tendant à modifier le dernier paragraphe de l'article 54 du Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 2192; A., t. 29, an., p. 196; J. O. de 1874, p. 1121); sur la proposition de M. Fresneau tendant à modifier l'article 55 du même Règlement (I., n° 2253; A., t. 30, an., p. 13; J. O. de 1874, p. 2261). — Son premier rapport sur le projet de loi tendant à modifier le Code de Justice militaire (I., n° 2655; A., t. 34, an., p. 130; J. O. de 1874, p. 5963). — Ses rapports : sur ce même projet de loi (I., n° 2870; A., t. 36, an., p. 92; J. O. de 1875, p. 1043); sur le projet de loi ayant pour objet de coordonner les lois des 27 juillet 1872 et 24 juillet 1873 avec le Code de Justice militaire (I., n° 3306; A., t. 41, an., p. 130 à 139; J. O. de 1875, p. 6831). = Est entendu dans la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 438); du projet de loi tendant à augmenter les taxes postales (A., t. 5, p. 101, 115); de la proposition de MM. Destremx et autres, relative au contingent de la classe de 1870 (A., t. 5, p. 361, 362); du projet de loi relatif au transport des journaux (A., t. 5, p. 510). — Parle : sur un incident relatif à la prétendue disparition des Archives de l'Assemblée, des procès-verbaux de la Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'abrogation des lois d'exil (A., t. 6, p. 281, 283); dans la discussion : de la proposition de M. Princeteau relative à l'interdiction de toutes fonctions publiques salariées aux membres de l'Assemblée nationale (*Deuxième délibération* A., t. 6, p. 417, 418); du projet de loi relatif à un impôt sur les matières premières (A., t. 7, p. 104); du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 275, 277); du projet de loi relatif à la reconstitution de l'État civil de Paris (A., t. 7, p. 529); du projet de loi réglant, au point de vue de l'indemnité, la situation des fonctionnaires nommés Députés (A., t. 7, p. 560); du projet de loi relatif à la concession de pensions aux veuves et aux orphelins des victimes de la Commune (A., t. 7, p. 567); des propositions de MM. Arago, Bérenger et autres, relatives au mode de nomination et à la mise à la retraite des magistrats (*Deuxième délibération*, A., t. 8, p. 151); du Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1872 (*Pensions militaires*, A., t. 8, p. 378); du Budget du Ministère de la Justice pour le même Exercice (Légion d'Honneur : *Traitements des membres de l'Ordre*, A., t. 8, p. 624. *Gratifications aux membres de l'Ordre*, p. 626; du Budget du Ministère de la Guerre pour le même Exercice *Solde de la Gendarmerie*, A., t. 8, p. 632, 633). — S'excuse de son absence (A., t. 11, p. 145; t. 12, p. 343,

473). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 94, 276, 277, 308, 382, 406, 407, 419, 421, 428, 444, 454, 461, 462, 464. *Troisième délibération*, t. 13, p. 389, 417, 418, 425, 429) ; du projet de loi de crédit applicable à la reconstitution des actes de l'État civil de la ville de Paris (A., t. 15, p. 393). — Est entendu : sur un incident soulevé par M. de Carayon-La-Tour dans les débats relatifs aux marchés de Lyon (A., t. 16, p. 98) ; dans la discussion : de la pétition de M. le général de Carrey de Bellemarre contre la décision, à son égard, de la Commission de révision des grades (A., t. 17, p. 29) ; du projet de loi et des propositions concernant les Commissions administratives des hospices et hôpitaux civils, Établissements et Bureaux de bienfaisance (*Troisième délibération*, A., t. 17, p. 143, 144) ; du projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 380) ; de la question d'ajournement des propositions de M. Destremx et de M. Huon de Penanster tendant à abroger le décret du 28 octobre 1870 sur l'Ordre de la Légion d'Honneur et à modifier les récompenses nationales (A., t. 18, p. 19) ; de ces mêmes propositions (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 47, 49, 53, 54, 56, 57, 61) ; du projet de loi relatif à l'organisation générale de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 207, 208, 213, 254, 259, 262) ; de la proposition de MM. Fresneau et Carron relative à l'organisation du service religieux dans l'armée de terre (*Première délibération*, A., t. 19, p. 276. *Deuxième délibération*, t. 29, p. 307, 326, 327, 329, 344. *Troisième délibération*, t. 31, p. 90). — Prend part, comme Rapporteur, à la discussion du projet de loi tendant à compléter l'article 10 du Code de Justice militaire (A., t. 19, p. 460, 461). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Taxe sur les savons de luxe*, A., t. 28, p. 665) ; sur des incidents relatifs : au scrutin secret demandé dans la discussion du projet de loi ayant pour objet la nomination des Maires (A., t. 29, p. 99) ; à une interruption émanée de lui dans la discussion des interpellations de M. Ricard sur le régime de la presse dans les départements soumis à l'état de siège (A., t. 29, p. 242, 247) ; dans la discussion : du projet de loi relatif à l'électorat municipal (*Troisième délibération*, A., t. 32, p. 562) ; de la proposition de M. le général Chareton relative aux améliorations à apporter à la position des sous-officiers (A., t. 33, p. 39, 42) ; du projet de la Commission de l'armée relatif à l'organisation des Commandements supérieurs de Paris et de Lyon (A., t. 33, p. 111) ; du Budget de l'Exercice 1875 (Agriculture et Commerce : *Encouragements aux pêches maritimes*, A., t. 34, p. 172). — Parle : sur l'ordre de la discussion du projet de loi tendant à autoriser la Chambre de Commerce du Havre à avancer à l'État la somme de 6 millions pour l'achèvement des travaux du port (A., t. 34, p. 255) ; dans la discussion : de la proposition de M. des Rotours tendant à déclarer Français et à soumettre au recrutement tout étranger né en France qui ne satisfait pas au service militaire dans son pays d'origine (*Troisième délibération*, A., t. 35, p. 214) ; des propositions de M. de Lavergne et de M. Crémieux relatives au régime de l'Algérie (*Deuxième délibération*, A., t. 35, p. 268, 272) ; du projet de loi tendant à autoriser un emprunt de 220 millions par la ville de Paris (A., t. 35, p. 382). — Son rapport sur l'élection de M. Dellisse-Engrand par le département du Pas-de-Calais (A., t. 36, p. 69). — Prend part, en qualité de Rapporteur, à la discussion du projet de loi tendant à modifier le Code de Justice militaire (*Première délibération*, A., t. 36, p. 546. *Deuxième délibération*, t. 37, p. 26 à 28, 30 à 33, 34, 35. *Troisième délibération*, t. 37, p. 326, 327 ; t. 38, p. 4, 88, 95) — Parle dans la discussion : du projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Troisième délibération*, A., t. 37, p. 199, 200) ; du projet de loi tendant à ajouter un paragraphe additionnel à l'article 22 de la loi du 24 juillet 1873 sur l'organisation générale de l'armée (A., t. 37, p. 325) ; de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 464). —

Ses rapports sur des pétitions (A., t. 39, p. 304). — Demande le renvoi de la discussion du projet de loi ayant pour objet d'accorder au petit-fils du maréchal Bugeaud une pension nationale de 6,000 fr. (A., t. 40, p. 122). — Prend part, en qualité de Rapporteur, à la discussion du projet de loi ayant pour objet de coordonner les lois des 27 juillet 1872 et 24 juillet 1873 avec le Code de Justice militaire (A., t. 42, p. 234, 237). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 308, 310, 318); sur un incident relatif à la remise du 3e scrutin pour la nomination des Sénateurs (A., t. 43, p. 214) ; dans la discussion du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (SEINE-INFÉRIEURE : arrondissement *du Havre*, A., t. 44, p. 144, 145).

ROBERT DE MASSY (M.), *Député élu par le département du Loiret.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 35). = Président : du 9e Bureau (F., n° 123 ; J. O. de 1871, p. 2248) ; et du 10e Bureau (F., n° 463 ; J. O. de 1873, p. 3220). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 32, 64, 74, 94, 95, 125, 143, 146, 152, 172, 183, 201, 231, 264, 284, 397, 454, 537, 573, 588, 834, 842, 850, 857 ; J. O. de 1871, p. 372, 952, 1116, 1439, 1476, 2333, 2901, 2985, 3155, 1960, 5299 ; J. O. de 1872, p. 456, 1398, 2757, 3360 ; J. O. de 1873, p. 404, 2331, 7479 ; J. O. de 1874, p. 736, 1226 ; J. O. de 1875, p. 6070, 9073, 9395, 9767) ; de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (F., n° 95 ; J. O. de 1871, p. 1476) ; et de la Commission de permanence de 1872 (A., t. 13, p. 567). = Sa proposition de Résolution relative aux Commissions de l'Assemblée nationale (I., n° 2770 ; A., t. 35, an., p. 305 ; J. O. de 1875, p. 6). = Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de remettre en vigueur la loi du 13 janvier 1817, pour constater judiciairement le sort des citoyens ayant appartenu aux armées de terre et de mer qui ont disparu depuis le 19 juillet 1870 jusqu'au Traité de paix du 31 mai 1871 (I., n° 353 ; A., t. 3, p. 645 ; J. O. de 1871, p. 1929). — Son rapport sommaire sur la proposition de M. Jean Brunet portant que les Députés validés seront tenus de siéger dans l'Assemblée nationale (I., n° 452 ; A., t. 4, an., p. 188 ; J. O. de 1871, p. 2904). — Son rapport sur la proposition de M. Bozérian relative à des modifications transitoires à apporter à la loi sur les brevets d'invention (I., n° 464 ; A., t. 4, an., p. 204 ; J. O. de 1871, p. 3106). — Son rapport spécial, au nom de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars, sur le mouvement insurrectionnel à Marseille (I., n° 740 ; A., t. 9, p. 131, 132). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de rapporter le décret du 22 janvier 1852 relatif aux biens de la Famille d'Orléans (I., n° 966 ; A., t. 8, an., p. 61 ; J. O. de 1872, p. 2008, 2057). — Ses rapports sommaires : sur la proposition de M. Lespinasse destinée à modifier la loi du 20 mars 1851 et le décret du 25 mars 1852 concernant les Chambres consultatives d'Agriculture (I., n° 1227 ; A , t. 12, an., p. 45 ; J. O. de 1872, p. 4578) ; sur la proposition de MM. de Saint-Victor et autres, ayant pour objet l'abrogation du décret du 25 mars 1852 sur l'organisation des Chambres consultatives et du Conseil général d'Agriculture, et le retour à la loi du 20 mars 1851 (I., n° 1228 ; A., t. 12, an., p. 46 ; J. O. de 1872, p. 4545) ; sur la proposition de MM. Journault et autres, tendant à la modification du tarif des droits de succession (I., n° 1268 ; A., t. 12, an., p. 143 ; J. O. de 1872, p. 4785). — Ses rapports : sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Travaux publics, sur l'Exercice 1875, d'un crédit de 377,703 fr. pour le paiement de la première annuité due par l'État à l'ancienne Liste civile (I., n° 3009 ; A., t 38, an., p. 93 ; J. O. de 1875, p. 3849) ; sur le projet de loi portant approbation du Traité d'extradition conclu, le 30 septembre 1874, entre la France et le Pérou (I., n° 3458 ; A., t. 42, an., p. 331 ; J. O. de 1875, p. 10314). — Son rapport sommaire sur la proposition de M. Clapier ayant pour but de faire restreindre à 60 millions de francs la fabrication des écus de cinq francs (I., n° 3541 ; A.,

t. 43, an., p. 399 ; J. O. de 1875, p. 10878). — Son rapport sur le projet de loi portant approbation du Traité d'extradition conclu, le 12 septembre 1875, entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg (I., n° 3570 ; A., t. 43, an., p. 517 ; J. O. de 1876, p. 835). = Son rapport sur les élections de la Gironde (A., t. 1, p. 32). — Obtient des congés (A., t. 7, p. 525 ; t. 8, p. 363 ; t. 16, p. 43 ; t. 18, p. 502). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi tendant à établir des peines contre les affiliés à l'Internationale (A., t. 8, p. 308) ; comme Rapporteur, sur la prise en considération de la proposition de M. Jean Brunet portant que les Députés validés seront tenus de siéger à l'Assemblée nationale (A., t. 11, p. 67). — S'excuse de son absence (A., t. 12, p. 179). — Parle, en qualité de Rapporteur : sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif aux biens de la Famille d'Orléans (A., t. 14, p. 152) ; dans la discussion de ce projet de loi (*Deuxième délibération*, A., t. 14, p. 194, 219, 220, 223). — Est entendu dans la discussion : du projet de Résolution de la Commission de l'ancienne Liste civile tendant à la levée du séquestre sur les immeubles du Domaine privé (A., t. 30, p. 735) ; de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 406 à 409, 464, 476, 480, 624, 626. *Troisième délibération*, t. 39, p. 530). — Demande, en qualité de Rapporteur, l'urgence des projets de lois relatifs aux Traités d'extradition conclus avec le Grand-Duché de Luxembourg et avec le Pérou (A., t. 44, p. 4).

ROBIN (M. le pasteur).

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (A., t. 45, p. 53 à 56).

ROBIN (M.), *Surveillant au Corps législatif.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 756).

ROCHE-AYMON (M. le marquis DE LA), *Député élu par le département de la Creuse.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 13). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., n°s 189, 674, 717, 769, 796, 865 ; J. O. de 1872, p. 113 ; J. O. de 1874, p. 4933 ; J. O. de 1875, p. 160, 3405, 4340, 10118). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 702 ; t. 6, p. 24 ; t. 14, p. 58).

ROCHEFORT (M. HENRI), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 47). = Ses observations : sur le renvoi immédiat dans les Bureaux de la déclaration collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 62) ; relativement aux mesures militaires prises pour la garde de l'Assemblée (A., t. 1, p. 67) ; sur le vote de la proposition de M. Jules Favre, Ministre des Affaires étrangères, pour la nomination d'une Commission chargée d'assister les négociateurs du Traité de paix (A., t. 1, p. 78) ; à propos de la démission collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 124). = Adresse, dans une lettre collective, sa démission à l'Assemblée (A., t. 1, p. 132).

ROCHEFOUCAULD-BISACCIA (M. le duc DE LA), *Député élu par le département de la Sarthe.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 55). = Président : du 6e Bureau (F., n° 347 ; J. O. de 1872, p. 4353) ; et du 2e Bureau (F., n° 379 ; J. O. de 1872, p. 7847). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., n°s 49, 51, 139, 215, 289, 301, 339, 393, 441, 468, 765, 842 ; J. O. de 1871, p. 712, 750, 2754 ; J. O. de 1872, p. 889, 3519, 3872, 5057 ; J. O. de 1873, p. 280, 1804, 3393 ; J. O. de 1875, p. 2129, 9073) ; de la Commission d'En-

quête sur l'insurrection du 18 mars (F., n° 95 ; J. O. de 1871, p. 1476) ; des Commissions de permanence : de 1872 (A., t. 13, p. 567) ; et de 1873 (A., t. 17, p. 276 ; t. 19, p. 406) ; de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 58) ; et des Commissions de permanence : de 1874 (A., t. 34, p. 132) ; de 1875 (A., t. 37, p. 328 ; t. 41, p. 201) ; et de 1876 (A., t. 44, p. 364). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative aux Pouvoirs publics (I., n° 2478 ; A., t. 32, an., p. 244 ; J. O. de 1874, p. 4301). = Est entendu : sur l'ordre du jour motivé relatif à la représentation municipale de Paris et des départements (A., t. 2, p. 46) ; dans la discussion de la proposition de MM. Calemard de Lafayette et autres, tendant à la création d'une Commission de trente membres dite de la réorganisation de l'armée (A., t. 3, p. 50). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 3, p. 152, 256 ; t. 4, p. 342). — Ses observations dans la discussion du projet de loi sur l'abrogation du décret du 13 septembre 1870 relatif à la suspension du droit de chasse (A., t. 4, p. 553). — Demande la suspension de la séance à l'occasion du dépôt des propositions de M. Rivet et de M. Adnet tendant à confirmer les pouvoirs de M. Thiers comme Chef du Pouvoir exécutif (A., t. 4, p. 642). — Prend part à la discussion : de ces propositions et de celle de M. de Belcastel sur la forme définitive du Gouvernement (A., t. 5, p. 264) ; de la proposition de MM. Claude (Meurthe) et autres, relative au remboursement des contributions de guerre, réquisitions et dommages matériels causés par l'invasion (*Troisième délibération*, A., t. 5, p. 416) ; de la proposition de M. Target sur la prorogation de l'Assemblée nationale (A., t. 5, p. 597). — Déclare protester contre le Message lu à la tribune, le 13 novembre 1872, par M. Thiers, Président de la République (A., t. 14, p. 19). — Parle dans la discussion : de la proposition de M. Parent tendant à faire dresser par le Gouvernement et distribuer à l'Assemblée un Tableau des biens appartenant à l'État et susceptibles ou non d'être aliénés (A., t. 15, p 326) ; du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 242, 392) ; du projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la villee dParis et aux départements envahis (A., t. 17, p. 379, 384). — Obtient des congés (A., t. 29, p. 55, 373). — Donne lecture de sa proposition relative aux Pouvoirs publics, et en demande le renvoi à la Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 32, p. 201). — Est entendu dans la discussion : des propositions de MM. Waddington, Vautrain, Clapier et Wallon, relatives à l'organisation du Sénat (A., t. 36, p. 577, 591) ; des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 401, 419). — Parle : sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif aux rapports des Pouvoirs publics (A., t. 39, p. 51) ; dans la discussion de ce projet de loi (*Deuxième délibération*, A., t. 39, p. 477 à 479, 480) ; sur la fixation de la réunion des Bureaux pour l'examen des deux propositions de M. Bardoux et de M. de Clercq relatives à l'ordre des derniers travaux de l'Assemblée et à sa dissolution (A., t. 42, p. 466).

ROCHEJAQUELEIN (M. le marquis DE LA), *Député élu par le département des Deux-Sèvres.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 23).= Secrétaire : du 12e Bureau (F., n° 4 ; M. B. de 1871, p. 13) ; du 4e Bureau (F., n° 23 ; J. O. de 1871, p. 251) ; du 10e Bureau (F., n° 215 ; J. O. de 1872, p. 889) ; du 13e Bureau (F., n° 486 ; J. O. de 1873, p. 4107) ; du 12e Bureau (F., n° 517 ; J. O. de 1873, p. 6751) ; et du 9e Bureau (F., n° 562 ; J. O. de 1874, p. 351). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 11, 21, 60, 99, 170, 204, 289, 317, 393, 419, 450, 463, 498, 584, 650 ; M. B. de 1871, p. 203 ; J. O. de 1871, p. 224, 894, 1545, 4892 ; J. O. de 1872, p. 515, 3519, 4353 ; J. O. de 1873, p. 280, 1080, 2113, 3220, 4481 ; J. O. de 1874, p. 1115, 4089) ; de la Commission du Budget rectifié de 1871 (F., n° 58 ; J. O. de 1871, p. 867) ; et de la Commission de permanence de 1873 (A., t. 17, p. 276). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, sur une modification à l'article 59 du Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 347 ; A., t. 3, p. 613 ; J. O. de 1871, p. 1743). — Ses propositions relatives : à une modification de l'article 23 du même Règlement (I., n° 1503 ; A.,

t. 14, an., p. 158 ; J. O. de 1873, p. 71); au *Journal officiel* (I., n° 2561 ; A., t. 33, an., p. 51 ; J. O. de 1874, p. 5216) ; à l'addition de deux paragraphes aux articles 39 et 54 de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée (I., n° 3548 ; A., t. 43, an., p. 403 ; J. O. de 1875, p. 10985). = Son rapport sommaire sur la proposition de MM. Johnston et autres, relative aux admissions temporaires en franchise (I., n° 1297 ; A., t. 13, an , p. 61 ; J. O. de 1872, p. 5151). = Ses rapports sur des pétitions (A., t. 2, p. 208 à 212). — Ses observations au sujet d'une pétition du Vice-Président et du Secrétaire de la Ligue internationale de la paix à Genève, concernant les mesures à prendre au sujet de Paris (A., t. 2, p. 209, 210). — Prend part à la discussion du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 347, 348, 349, 385). — S'excuse de son absence (A., t. 2, p. 796). — Parle : dans la discussion de la proposition de M. Wallon relative à la modification de l'article 95 du Règlement (*Première délibération*, A., t. 2, p. 847. *Deuxième délibération*, p. 910) ; sur l'incident soulevé par M. Mortimer Ternaux au sujet du récit publié par les délégués du Conseil municipal de Bordeaux de leur entrevue avec M. Thiers (A., t. 2, p. 914, 916) ; sur l'urgence de la proposition de M. de Ravinel relative à l'installation des Ministères à Versailles (A., t. 3, p. 200). — Obtient un congé (A., t. 4, p. 57). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. Princeteau relative à l'interdiction de toutes fonctions publiques salariées aux membres de l'Assemblée nationale (*Deuxième délibération*, A., t. 7, p. 389, 390) ; du projet de loi sur les peines à établir contre les affiliés à l'Internationale (A., t. 8, p. 166, 167) ; du projet de loi de crédit destiné à augmenter de 10.000 francs le traitement du Grand Chancelier de la Légion d'Honneur (A., t. 15, p. 335, 337). — Parle : sur la mise à l'ordre du jour de la proposition de M. Rouveure relative à la prorogation de l'Assemblée (A., t. 17, p. 153) ; dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Dispositions diverses : *Mode de recrutement des Percepteurs, Receveurs particuliers et Trésoriers-payeurs généraux*, A., t. 28, p. 600, 601, 613) ; des interpellations de M. Audren de Kerdrel au sujet de la démission du Ministère (A., t. 29, p. 38) ; d'une question d'interprétation du Règlement, à propos de la nomination de la Commission du projet de loi relatif à la librairie (A., t. 29, p. 254) ; du projet de loi tendant à la déclaration d'utilité publique et à la concession d'un Canal d'irrigation dérivé de la rivière de la Bourne, dans le département de la Drôme (A., t. 29, p. 297, 299) ; des conclusions du Bureau chargé d'examiner l'élection de M. Hérisson par le département de la Haute-Saône (A., t. 32, p. 136) ; de l'ajournement des interpellations de M. Bertauld relativement à l'interprétation à donner au Message du Président de la République du 9 juillet 1874 (A., t. 33, p. 46) ; du projet de Résolution de M. Casimir Perier relatif aux Pouvoirs publics (A., t. 33, p. 345) ; des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Troisième délibération*, A., t. 36, p. 620). — Déclare, au cours du 2e scrutin pour la nomination des Sénateurs, avoir décliné toute inscription de son nom sur la liste adverse (A., t. 43, p. 198).

ROCHETHULON (M. le marquis DE LA), *Député élu par le département de la Vienne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 24). = Secrétaire du 15e Bureau (F., n° 607 ; J. O. de 1874, p. 1881). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 20, 51, 84, 209, 219, 269, 440, 480, 541, 562, 584, 650, 824, 842 ; M. B. de 1871, p. 201 ; J. O. de 1871, p. 750, 1230 ; J. O. de 1872, p. 704, 1012, 2909 ; J. O. de 1873, p. 1769, 3899, 7729 ; J. O. de 1874, p. 351, 1115, 4089 ; J. O. de 1875, p. 5510, 9073) ; de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73 ; J. O. de 1871, p. 1111) ; de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (F., n° 95 ; J. O. de 1871, p. 1476) ; et de la Commission de permanence de 1874 (A., t. 34, p. 132). = Sa proposition ayant pour objet la création de bataillons de volontaires (I., n° 69 ; A., t. 2, p. 61 ; J. O. de

1871, p. 384). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, sur les pensions militaires (I., n° 1065 ; A., t. 10, an., p. 52 ; J. O. de 1872, p. 2672). = Son rapport à la Commission des forces militaires, au nom de la Sous-Commission des Services administratifs (Approvisionnements) (I., n° 58 ; A., t. 1, an., p. 61 ; J. O. de 1871, p. 1213). — Son rapport spécial, au nom de la Commission d'Enquête du 18 mars, sur le rôle de la Garde nationale et de l'armée dans l'insurrection du 18 mars (I., n° 740 ; A., t. 9, p. 176 à 199). — Ses rapports : 1° sur sa proposition, de concert avec plusieurs Députés, relative à la concession de pensions aux aveugles ou amputés des armées de terre et de mer ; 2° sur la proposition de M. de Rambures relative à l'augmentation des pensions accordées aux militaires blessés, sans accroissement de charges pour le Trésor (I., n° 1393 ; A., t. 13, an., p. 326 ; J. O. de 1872, p. 7167) ; sur la proposition de M. Hervé de Saisy relative aux pensions à accorder aux militaires blessés et amputés (I., n° 1438 ; A., t. 14, an., p. 40 ; J. O. de 1872, p. 7571) ; sur le projet de loi tendant : 1° à ratifier une Convention passée entre l'État et la ville de Châtellerault (Vienne), en vue d'assurer le paiement de la dépense résultant de l'extension du casernement ; 2° à autoriser la dite ville à emprunter une somme de 750,000 fr. (I., n° 3317 ; A., t. 41, an., p. 149 ; J. O. de 1875, p. 7087) ; sur le projet de loi tendant : 1° à ratifier une Convention passée entre l'État et la ville de Saint-Gaudens (Haute-Garonne), en vue d'assurer le paiement de la dépense résultant de l'extension du casernement ; 2° à autoriser la dite ville à emprunter une somme de 520,000 fr. et à s'imposer extraordinairement (I., n° 3318 ; A., t. 41, an., p. 150 ; J. O. de 1875, p. 7087) ; sur le projet de loi tendant : 1° à modifier certaines dispositions d'un décret du 29 novembre 1871 relatif à l'extension du casernement de Bordeaux (Gironde) ; 2° à autoriser la dite ville à emprunter dans le même but une somme de 1,050,000 fr. (I., n° 3319 ; A., t. 41, an., p. 151 ; J. O. de 1875, p. 7088) ; sur le projet de loi tendant : 1° à ratifier une Convention passée entre l'État et la ville de Tarbes (Hautes-Pyrénées), en vue d'assurer le paiement de la dépense résultant de l'extension du casernement ; 2° à autoriser la dite ville à emprunter une somme de 1,120,000 fr. (I., n° 3320 ; A., t. 41, an., p. 152 ; J. O. de 1875, p. 7088) ; sur le projet de loi tendant : 1° à ratifier une Convention passée entre l'État et la ville de Nîmes (Gard), en vue d'assurer le paiement de la dépense résultant de l'extension du casernement ; 2° à autoriser la dite ville à emprunter une somme de 6,800,000 fr. et à s'imposer extraordinairement (I., n° 3321 ; A., t. 41, an., p. 153 ; J. O. de 1875, p. 7089) ; sur le projet de loi tendant : 1° à ratifier une Convention passée entre l'État et la ville de Montélimar (Drôme), en vue d'assurer le paiement résultant de l'extension du casernement ; 2° à autoriser la dite ville à emprunter une somme de 608,000 fr. et à s'imposer extraordinairement (I., n° 3322 ; A., t. 41, an., p. 154 ; J. O. de 1875, p. 7084). = Son rapport sur les élections de la Sarthe (A., t. 1, p. 55). — Adresse une question au Gouvernement sur l'envoi d'une partie des régiments de mobiles en Algérie (A., t. 1, p. 137). — Est entendu : sur l'incident relatif à une demande de Déclaration de l'Assemblée relative aux élections municipales à faire à Paris (A., t. 2, p. 31) ; dans la discussion de sa proposition relative à la création de bataillons de volontaires (A., t. 2, p. 61, 63, 67, 68, 70). — Soulève un incident au sujet d'une affiche placardée sur sa maison à Paris par les insurgés, et d'un article du *Journal officiel* de Paris concernant M. le duc d'Aumale (A., t. 2, p. 151, 152). — Adresse au Ministre de l'Intérieur une question au sujet de l'emploi des officiers de mobiles et de mobilisés appelés à Versailles (A., t. 2, p. 481). — Parle sur une pétition relative à la nomination de M. le général Bordone (A., t. 2, p. 690, 691). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 566 ; t. 12, p. 411). — Est entendu : dans la discussion des interpellations de M. Raoul Duval relatives à l'attitude du Ministère vis-à-vis de M. Rane (A., t. 6, p. 205) ; sur un incident relatif à une note de son rapport au nom de la Commission d'Enquête du 18 mars, concernant M. Emmanuel Arago (A., t. 8, p. 162). — Donne lecture de sa proposition relative aux pensions militaires, et en demande l'urgence (A., t. 8, p. 634). — Parle : à l'occasion du dépôt par

M. Hervé de Saisy d'une proposition analogue (A., t. 14, p. 58, 81); en qualité de Rapporteur, dans la discussion de ces propositions (A., t. 14, p. 265, 266, 272, 273). — S'excuse de son absence (A., t. 32, p. 378; t. 38, p. 29). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 94, 184. *Troisième délibération*, p. 292, 294); sur un incident soulevé par M. Naquet au sujet de la conduite de l'Administration vis-à-vis des déportés de la Nouvelle-Calédonie (A., t. 44, p. 88, *rectification*, p. 106).

ROCHETTE (M. DE LA), *Député élu par le département de la Loire-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 41). = Président : du 5e Bureau (F., n° 289; J. O. de 1872, p. 3519); du 12e Bureau (F., n° 393; J. O. de 1873, p. 280); du 15e Bureau (F., n° 419; J. O. de 1873, p. 1080); du 10e Bureau (F., n° 486; J. O. de 1873, p. 4107); du 1er Bureau (F., n° 650; J. O. de 1874, p. 4089); du 7e Bureau (F., n° 744; J. O. de 1875, p. 1275); du 10e Bureau (F., n° 756; J. O. de 1875, p. 1817); et du 5e Bureau (F., n° 865; J. O. de 1875, p. 10118). = Membre de Commissions (F., nos 72, 96, 146, 284, 301, 463, 484, 488; J. O. de 1871, p. 1098, 1499, 2985; J. O. de 1872, p. 3360, 3872; J. O. de 1873, p. 3220, 4039, 4177). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, concernant l'impôt sur le sel (I., n° 1181; A., t. 11, an., p. 230; J. O. de 1872, p. 3791). = Dépose une pétition en faveur du Souverain Pontife (A., t. 2, p. 481). — Prend part à la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 417). — Demande à interpeller le Ministre de l'Intérieur sur les désordres survenus à Nantes dans la soirée du 26 septembre 1872 (A., t. 14, p. 446). — Parle sur la fixation du jour de ses interpellations (*ibid.*). — Déclare les retirer (A., t. 14, p. 678). — Parle sur la prise en considération de sa proposition relative à l'impôt sur le sel (A., t. 18, p. 20, 142). — Déclare retirer sa candidature dans le scrutin pour la nomination de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 73). — Est entendu, en qualité de Président de la Commission électorale, sur un incident relatif à la situation faite à cette Commission par la nomination de la Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 154). — Déclare décliner la candidature dans le scrutin pour la nomination des Vice-Présidents de l'Assemblée (A., t. 29, p. 507). — Obtient un congé (A., t. 30, p. 520). — Est entendu dans la discussion des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Troisième délibération*, A., t. 36, p. 651). — Sa réponse à une manifestation à son égard, au moment du dépôt de son vote dans le 2e scrutin pour la nomination des Sénateurs (A., t. 43, p. 198). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 237). = N. B. — Décédé dans l'intervalle entre la séparation de l'Assemblée nationale et l'expiration de ses pouvoirs.

RODEZ-BÉNAVENT (M. le vicomte DE), *Député élu par le département de l'Hérault.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 15). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 51, 81, 117, 144, 146, 264, 379, 463, 484, 517, 588, 611, 674, 756, 796; J. O. de 1871, p. 750, 1188, 2086, 2929, 2985; J. O. de 1872, p. 2757, 7817; J. O. de 1873, p. 3220, 4039, 6751; J. O. de 1874, p. 1226, 2005, 4933; J. O. de 1875, p. 1817, 4340); de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (F., n° 95; J. O. de 1871, p. 1476); et de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275; J. O. de 1872, p. 3082). = Ses rapports : sur le projet de loi ayant pour objet d'établir une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la commune d'Irvillac (Finistère) (I., n° 2047; A., t. 28, an., p. 27; J. O. de 1873, p. 7432); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Guipavas (Finistère) (I., n° 2665; A., t. 34, an., p. 145; J. O. de 1874, p. 6007). = Son rapport sur des pétitions (A., t. 6, p. 144). — Obtient un congé (A., t. 29, p. 663). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris à Lyon et à la

Méditerranée (A., t. 39, p. 108 à 114, 117, 381); du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (HÉRAULT : arrondissement de *Montpellier*, A., t. 44, p. 37); du projet de loi portant déclaration d'utilité publique de divers chemins de fer (A., t. 44, p. 382).

ROGER DU NORD (M. le comte), *Député élu par le département du Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 38). = Président : du 3e Bureau (F., n° 146; J. O. de 1871, p. 2985); du même Bureau renouvelé (F., n° 744 ; J. O. de 1875, p. 1275); du 2e Bureau (F., n° 796; J. O. de 1875, p. 4340); et du 13e Bureau (F., n° 842; J. O. de 1875, p. 9073). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); et de diverses Commissions (F., nos 20, 22, 23, 463, 486, 562, 697, 717 ; M. B. de 1871, p. 201, 231 ; J. O de 1871, p. 251 ; J. O. de 1873, p. 3220, 4107; J. O. de 1874, p. 351, 7981 ; J. O. de 1875, p. 160). = Est entendu dans la discussion de la proposition de M. de la Rochethulon relative à la création de bataillons de volontaires (A., t. 2, p. 70). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 787; t. 12, p. 589). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 Mars (A., t. 9, p. 746 à 749). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 217).

ROGER-MARVAISE (M.), *Député élu par le département d'Ille-et-Vilaine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 15). = Membre de Commissions (F., nos 152, 181, 205, 305, 401, 403, 475, 524, 575, 674, 717, 722, 739, 765, 769, 824 ; J. O. de 1871, p. 3155, 5229 ; J. O. de 1872, p. 572, 3998 ; J. O. de 1873, p. 524, 580, 3722, 6982; J. O. de 1874, p. 809, 4933 ; J. O. de 1875, p. 160, 365, 971, 2129, 3405, 5510). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet l'établissement de succursales de la Banque de France dans les départements où il n'en existe pas, avec autorisation pour la Banque de France et ses succursales de recevoir des comptes-courants portant intérêts (I., n° 811 ; A., t. 6, an., p. 352; J. O. de 1872, p. 631). = Prend part à la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 514) ; du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 207) ; des propositions de MM. Bérenger, Arago et autres, relatives à la réorganisation de la magistrature (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 200) ; du projet de loi tendant à modifier la formation du Jury en matière criminelle (A., t. 14, p. 75) ; de sa proposition tendant à établir des succursales de la Banque de France dans tous les départements qui en sont privés (*Troisième délibération*, A., t. 15, p. 349) ; du projet de loi relatif à la surveillance de la haute police (*Troisième délibération*, A., t. 29, p. 275); des propositions concernant l'organisation municipale (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 320) ; du projet de loi tendant à fixer l'époque des élections pour la reconstitution du Conseil général des Bouches-du-Rhône (A., t. 32, p. 484) ; du projet de loi relatif à divers droits d'enregistrement (A., t. 39, p. 43, *rectification*, p. 57) ; du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie de l'Ouest (A., t. 44, p. 372) ; du projet de loi portant déclaration d'utilité publique de divers chemins de fer (A., t. 44, p. 378).

ROLLAND (M.), *Député élu par le département du Lot.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 17). = Obtient des congés (A., t. 12, p. 589 ; t. 14, p. 59 ; t. 15, p. 261 ; t. 16, p. 291 ; t. 18, p. 77 ; t. 19, p. 8 ; t. 28, p. 28 ; t. 29, p. 384). = Lettre par laquelle il adresse sa démission (A., t. 35, p. 3).

ROLLAND (M. CHARLES), *Député élu par le département de Saône-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 22). = Secrétaire du 7e Bureau (F., n° 241 ; J. O. de 1872, p. 1649). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871,

p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 51, 57, 99, 112, 123, 141, 167, 211, 251, 264, 401, 440, 478, 575, 611, 621, 631, 644, 744, 762, 772, 857; J. O. de 1871, p. 750, 854, 1545, 1952, 2248, 2819, 4802 ; J. O. de 1872, p. 765, 1978, 2757 ; J. O. de 1873, p. 524, 1769, 3817; J. O. de 1874, p. 809, 2005, 2358, 3578, 3888 ; J. O. de 1875, p. 1275, 2037, 3525, 9767) ; et de la Commission des Services administratifs (F., n° 78 ; J. O. de 1871, p. 1148). = Ses propositions relatives : aux règles générales applicables à toutes les élections (I., n° 143 ; A., t. 2, p. 562 ; J. O. de 1871, p. 768) ; aux élections municipales (I., n° 213 ; A., t. 2, p. 880 ; J. O. de 1871, p. 1046) ; aux attributions des Conseils municipaux (I., n° 226 ; A., t. 3, p. 18 ; J. O. de 1871, p. 1415, 4325, 4335). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à établir un impôt provisoire sur les valeurs mobilières, au moyen d'un timbre mobile (I., n° 340 ; A., t. 3, p. 559 ; J. O. de 1871, p. 1722). — Sa proposition relative aux élections des Députés à l'Assemblée nationale (I., n° 588 ; A., t. 5, p. 312, et an., p. 158 ; J. O. de 1871, p. 3888). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet le transport à Paris du siège de l'Assemblée nationale et du Gouvernement (I., n° 677 ; A., t. 6, an., p. 87 ; J. O. de 1871, p. 4986). = Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. Destremx et autres, tendant à fixer le chiffre du contingent de la classe de 1870, afin d'assurer aux jeunes gens de cette classe le bénéfice de bons numéros (I., n° 372 ; A., t. 3, p. 786 ; J. O. de 1871, p. 2112) ; sur : 1° la proposition de M. le comte de Douhet tendant à élargir l'exercice du suffrage universel direct et indirect, au moyen du vote accumulé des familles ; 2° la proposition de M. le baron de Jouvenel tendant à modifier la législation électorale (I., n° 531 ; A., t. 5, an., p. 45 ; J. O. de 1871, p. 3571). — Son rapport sur : 1° le projet de loi accordant des pensions nationales à des veuves ou sœurs d'officiers généraux tués ou morts de leurs blessures ; 2° la proposition de M. Target relative à l'adoption par la nation des veuves et des orphelins des citoyens victimes de l'insurrection dans la journée du 22 mai 1871 ; 3° la proposition de MM. Raoul Duval et autres, ayant pour objet d'accorder une pension annuelle et viagère aux veuves des gendarmes et gardiens de la paix tués comme otages pendant l'insurrection de la commune de Paris (I., n° 855 ; A., t. 7, an., p. 97 ; J. O. de 1872, p. 1126). — Son rapport supplémentaire sur le même objet (I., n° 947 ; A., t. 8, an., p. 29 ; J. O. de 1872, p. 1560). — Son rapport sommaire sur la proposition de MM. Fourcand et autres, relative à la création d'une Faculté de médecine et de pharmacie à Bordeaux (I., n° 1174 ; A., t. 11, an., p. 222 ; J. O. de 1872, p. 3972). — Son rapport au nom de la Commission des Services administratifs (Postes et Télégraphes) (I., n° 1236 ; A., t. 12, an., p. 55 ; J. O. de 1872, p. 4634, 4654, 4682, 4700). — Son rapport supplémentaire sur la proposition de loi rectifiée, relative à la fusion du service postal et du service télégraphique (I., n° 1897 ; A., t. 19, an., p. 130 ; J. O. de 1873, p. 5447). — Son rapport sur le projet de loi portant approbation de la Convention de poste entre la France et l'Uruguay, conclue le 10 janvier 1874 (I., n° 2506 ; A., t. 32, an., p. 336 ; J. O. de 1874, p. 5443). = Son rapport sur les élections des Hautes-Pyrénées (A., t. 1, p. 20). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 269) ; de la proposition de MM. Giraud et autres, tendant à rétablir le vote à la commune (A., t. 2, p. 371, *rectification*, p. 393). — Parle, comme Rapporteur, sur la prise en considération de la proposition de MM. Destremx et autres, relative au contingent de la classe de 1870 (A., t. 3, p. 875). — Prend part à la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 449, 575, 593) ; des interpellations de M. Ambroise Joubert sur la non-convocation des électeurs de la Corse (A., t. 6, p. 95). — Est entendu : sur la question d'examen de la proposition de M. Raoul Duval tendant à allouer une pension annuelle et viagère aux veuves des gendarmes, gardiens de la paix et anciens gardes de Paris otages et victimes de la Commune (A., t. 6, p. 82) ; comme Rapporteur, dans la discussion de ce projet de loi et des propositions analo-

gues (A., t. 7, p. 566, 569; t. 8, p. 132, 137). — Obtient un congé (A., t. 12, p. 494). — Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1873 (Intérieur : *Question de la fusion des deux services des Télégraphes et des Postes*, A., t. 14, p. 523. Frais de régie : *Personnel et matériel des Postes; Service postal entre Nice et la Corse*, p. 643 à 646); de la proposition de MM. Savary et autres, relative à la majorité requise pour être élu Député à l'Assemblée nationale (A., t. 16, p. 117). — S'excuse de son absence (A., t. 16, p. 313). — Demande, en qualité de Rapporteur, l'ajournement du projet de loi relatif à la fusion du service postal et du service télégraphique (A., t. 19, p. 75). — Est entendu, en cette qualité, dans la discussion de ce projet de loi (*Première délibération*, A., t. 27, p. 70. *Deuxième délibération*, t. 27, p. 221; t. 28, p. 4. *Troisième délibération*, t. 28, p. 122, 124, 126, 127, 141, 143). — Prend part à la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Frais de régie : *Améliorations dans le service des Postes; Subventions postales; État des négociations avec les États-Unis pour la conclusion d'une Convention postale*, A., t. 28, p. 471. Voies et moyens : *Recouvrement sur l'expéditeur du port des lettres non affranchies impayées à destination*, p. 589. Dispositions diverses : *Transfert des Préfets au Directeur général des Postes de la nomination des agents inférieurs de cette Administration*, p. 598); du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 179). — Adresse une question aux Ministres des Finances et de l'Intérieur sur l'exécution de la loi relative à la fusion du service postal et du service télégraphique (A., t. 30, p. 709). — Est entendu : sur la prise en considération de la proposition de M. le baron Chaurand relative à l'observation du repos du dimanche (A., t. 32, p. 21 à 25); dans la discussion des propositions concernant l'électorat municipal (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 146). — Demande, en qualité de Rapporteur, l'urgence du projet de loi portant approbation de la Convention de poste conclue, le 10 janvier 1874, entre la France et l'Uruguay (A., t. 33, p. 107). — Parle dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1875 (Frais de régie : *Question de la réunion des Postes et des Télégraphes*, A., t. 34, p. 217); du Budget de l'Exercice 1876 (Frais de régie : *Application de la loi portant réunion partielle des Postes et des Télégraphes*, A., t. 41, p. 379).

ROLLAND (M. le général).

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 577 à 582).

ROLLIN (M.), *Député élu par la colonie de la Guadeloupe.*

Son élection est validée (A., t. 3, p. 137). = Membre de Commissions (F., nos 201, 229, 289; J. O. de 1872, p. 456, 1295, 3519). = Prend part à la discussion : du Budget du Ministère de la Marine et des Colonies pour l'Exercice 1872 (*Service colonial*, A., t. 8, p. 590). — Obtient des congés (A., t. 12, p. 81; t. 15, p. 4). — Sa lettre annonçant sa démission (A., t. 16, p. 298).

RONCIÈRE LE NOURY (M. l'amiral baron DE LA), *Député élu par le département de l'Eure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 83). = Président : du 13e Bureau (F., n° 23; J. O. de 1871, p. 251; du 9e Bureau (F., n° 289; J. O. de 1872, p. 3519); du 13e Bureau (F., n° 697; J. O. de 1874, p. 7981); du 9e Bureau (F., n° 744; J. O. de 1875, p. 1275); et du 10e Bureau (F., n° 769; J. O. de 1875, p. 3405). = Membre : de la Commission du Traité de paix (F., n° 8; M. B. de 1871, p. 27 et 31; de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11; M. B., p. 209; de la Commission des Quinze (F., n° 20; M. B., p. 201; de diverses Commissions (F., nos 24, 51, 84, 123, 125, 129, 141, 215, 229, 278, 317, 379, 419, 463, 509, 562, 575, 575, 601, 621, 650, 686, 739; J. O. de 1871, p. 271, 750, 1230, 2248, 2331, 2443, 2819; J. O. de 1872, p. 889, 1295, 3174, 4353, 7817; J. O. de 1873, p. 1080, 3220, 4945; J. O. de 1874, p. 351, 809, 1075, 1699, 4089, 5848; J. O. de

1875, p. 971) ; de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73 ; J. O. de 1871, p. 1111) ; de la Commission de permanence de 1873 (A., t. 19, p. 406) ; et de la Commission du Budget de 1875 (F., n° 583 ; J. O. de 1874, p. 1075). = — Ses rapports sommaires : sur la proposition de M. Pierre Lefranc portant création de nouveaux impôts (I., n° 460 ; A., t. 4, p. 455, et an., p. 197 ; J. O. de 1871, p. 2736) ; sur la proposition de M. Rouveure ayant pour objet un impôt sur le revenu (I., n° 466 ; A., t. 4, p. 288, et an., p. 203 ; J. O. de 1871, p. 2776) ; sur la proposition de M. l'amiral de Montaignac ayant pour objet l'organisation du Corps des Officiers de la Marine (I., n° 996 ; A., t. 8, an., p. 159 ; J. O. de 1872, p. 2400) ; sur la proposition de M. de la Pervanchère ayant pour objet : 1° de modifier la rédaction de plusieurs articles du Code de Justice militaire ; 2° de préciser et de fortifier les pénalités applicables aux militaires qui pactiseraient, les jours d'émeute à l'intérieur, avec des rebelles armés ou non armés (I., n° 1476 ; A., t. 14, an., p. 131 ; J. O. de 1872, p. 8143). — Ses rapports : sur le Budget des dépenses de l'Exercice 1875 (Ministère de la Marine et des Colonies) (I., n° 2511 ; A., t. 34, an., p. 338 ; J. O. de 1874, p. 5275) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'Exercice 1875, d'un crédit supplémentaire de 304,923 fr. (I., n° 2693 ; A., t. 35, an., p. 285 ; J. O. de 1874, p. 6234) ; sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de la Marine et des Colonies, pour l'Exercice 1874, au titre du chapitre IX (Vivres), un crédit de 700,000 francs, couvert par des annulations sur l'Exercice 1873 (I., n° 2777 ; A., t. 35, an., p. 309 ; J. O. de 1875, p. 122) ; sur les conséquences financières du projet de loi relatif aux cadres de l'armée (I., n° 2890 ; A., t. 36, an., p. 151 ; J. O. de 1875, p. 1529). = Ses observations au sujet du retard apporté au dépôt du rapport de la Commission d'Enquête sur l'état de la Marine (A., t. 1, p. 303). — Soumet à l'Assemblée, au nom de la Commission des Quinze, un vote de remerciements aux troupes, pour leur conduite dans les journées des 2, 3 et 4 avril 1871 (A., t. 2, p. 236, 237). — Prend part à la discussion de la proposition de M. Calemard de Lafayette tendant à la création d'une Commission de trente membres, dite de la réorganisation de l'armée (A., t. 3, p. 48). — Sa motion tendant à la levée de la séance, en raison des événements de Paris, le 24 mai 1871 (A., t. 3, p. 116). — Son rapport sur une pétition tendant à la promotion de M. le général Changarnier à la dignité de maréchal de France (A., t. 3, p. 333). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 359 ; t. 8, p. 132 ; t. 15, p. 3 ; t. 16, p. 533 ; t. 32, p. 3 ; t. 36, p. 264, 361 ; t. 37, p. 288). — Est entendu : au sujet d'une pétition demandant un accord entre l'Assemblée et la Commune (A., t. 3, p. 593) ; dans la discussion : du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 198) ; du Budget du Ministère de la Marine et des Colonies pour l'Exercice 1872 (*Discussion générale*, A., t. 8, p. 572, 578). — Ses rapports sommaires verbaux : sur la proposition de MM. Dussaussoy et autres, tendant à remettre en vigueur, pendant dix ans, le décret du 11 novembre 1813, en ce qui concerne le décime additionnel aux tarifs d'octroi (A., t. 13, p. 164) ; sur la proposition de M. le baron de Jouvencel tendant à attribuer à l'État le monopole de la vente du sel (A., t. 13, p. 215) ; sur la proposition de M. le marquis d'Andelarre relative à la nomination et aux attributions des Maires et adjoints (A., t. 13, p. 529). — Prend part à la discussion : des propositions de MM. Destremx et autres, et de M. Huon de Penanster, relatives à l'abrogation du décret du 28 octobre 1870 sur la Légion d'Honneur et à la modification des récompenses nationales (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 54) ; du projet de loi relatif au Compte de liquidation (A., t. 30, p. 505). — S'excuse de son absence (A., t. 34, p. 268 ; t. 32, p. 111). — Parle, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du Budget de l'Exercice 1875 (Marine et Colonies : *Discussion générale*, A., t. 33, p. 371. *Dépenses coloniales*, p. 384).

ROQUE (M.), *ancien Président du Tribunal civil de Toulon.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement

de la Défense nationale (A., t. 25, p. 327 à 368).

ROQUEMAUREL DE SAINT-CERNIN (M. DE), *Député élu par le département de l'Ariège.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 11).= Ses observations au sujet de la vérification des élections du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et du Rhône (A., t. 1, p. 22). — Obtient des congés (A., t. 5, p. 2; t. 11, p. 10; t. 13, p. 200; t. 18, p. 295; t. 19, p. 178). — S'excuse de son absence (A., t. 15, p. 369; t. 31, p. 1; t. 37, p. 209). — Son décès est annoncé à l'Assemblée (A., t. 37, p. 297).

ROTOURS (M. DES), *Député élu par le département du Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 38). = Secrétaire : du 8e Bureau (F., n° 23; J. O. de 1871, p. 251); du 12e Bureau (F., n° 509; J. O. de 1873, p. 4945); du 9e Bureau (F., n° 607; J. O. de 1874, p. 1881); et du 15e Bureau (F., n° 650; J. O. de 1874, p. 4089). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., nos 11, 41, 75, 241, 264, 309, 395, 440, 484, 507, 607, 611, 744, 756, 769, 796; M. B. de 1871, p. 209; J. O. de 1871, p. 561, 1124; J. O. de 1872, p. 1649, 2757, 4118; J. O. de 1873, p. 336, 1769, 4039, 4880; J. O. de 1874, p. 1881, 2005; J. O. de de 1875, p. 1275, 1817, 3405, 4340); de la Commission des Marchés (F., n° 37; J. O. de 1871, p. 471); de la Commission des Comptes de de l'Exercice 1867 et l'Exercice 1868 (F., n° 321; J. O. de 1872, p. 4516); et de la Commission des Comptes de l'Exercice 1869 (F., n° 529; J. O. de 1873, p. 7211).=Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, tendant : à rendre à leurs propriétaires, les chevaux, voitures et harnais, mis en réquisition pour le service de la guerre (I., n° 22; A., t. 1, an., p. 17; J. O. de 1871, p. 337); à réduire les traitements des fonctionnaires publics (I., n° 23; A., t. 1, an., p. 17; J. O. de 1871, p. 344). — Sa proposition ayant pour objet de déclarer Français et d'assujettir à l'obligation du recrutement les individus d'origine étrangère nés en France et qui ne satisfont pas dans leur pays d'origine aux charges du service militaire (I., n° 1359; A., t. 13, an., p. 237; J. O. de 1872, p. 7260). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet d'ordonner une Enquête parlementaire à l'effet de constater l'état de l'industrie houillère et de rechercher les mesures à prendre pour la mettre à même de pourvoir aux besoins de la consommation (I., n° 1607; A., t. 16, an., p. 6; J. O. de 1873, p. 1209). = Ses rapports : sur le projet de loi portant approbation d'une convention conclue entre la France et la Belgique et relative au raccordement à la frontière Franco-belge, des chemins de fer de Lille à Comines et de Tourcoing à Menin (I., n° 2295; A., t. 30, an., p. 148; J. O. de 1874, p. 2838); sur le projet de loi tendant à autoriser la ville d'Armentières (Nord) : 1° à emprunter une somme de 230,000 francs; 2° à s'imposer extraordinairement (I., n° 2951; A., t. 37, an., p. 129; J. O. de 1875, p. 2237); sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins et sur les alcools à l'octroi de La Gorgue (Nord) (I., n° 3062; A., t. 38, an., p. 201; J. O. de 1875, p. 4304); sur le projet de loi tendant à autoriser le département de la Manche à s'imposer extraordinairement pour diverses dépenses d'intérêt départemental (I., n° 3232; A., t. 41, an., p. 6; J. O. de 1875, p. 6827).= Donne lecture de sa proposition concernant les chevaux, voitures et harnais, réquisitionnés pour le service de la guerre (A., t. 1, p. 136).—Adresse une question au Ministre de l'Agriculture et du Commerce au sujet des mesures à prendre contre l'invasion de la peste bovine (A., t. 2, p. 395). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 787; t. 15, p. 470). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant augmentation des impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 193, 286, 323); du Budget rectifié de l'Exercice 1871 (Budget extraordinaire de l'Intérieur : *Situation de la Caisse des chemins vicinaux*, A., t. 5, p. 649); du projet de loi tendant à augmenter le maximum de la part contributive de l'État dans la dépense annuelle de la police municipale de Paris (A., t. 7, p. 145, 194, 197, 198). — Adresse une question au Ministre de l'Agriculture

et du Commerce au sujet des mesures à appliquer contre le typhus des bêtes à cornes (A., t. 8, p. 19). — Parle dans la discussion : du projet de loi concernant les tabacs (A., t 8, p. 112); du Budget du Ministère des Affaires étrangères pour l'Exercice 1872 (*Traitements des Agents politiques et consulaires*, A., t. 8, p. 465); du Budget du Ministère de la Guerre pour le même Exercice (*Secours aux anciens militaires amputés*, A., t. 8, p. 633, 634); du projet de loi ayant pour objet la concession à la Compagnie du Nord des chemins de fer : 1° de Monsoult à Amiens; 2° de Cambrai à la frontière Belge, vers Dour (A., t. 12, p. 347, 350, 351, 354 à 357, 358, 359, 360); du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 293, 296, 298, 299); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Troisième délibération*, A., t. 13, p. 359 à 362, 366, 387); du projet de loi concernant l'impôt des boissons (A., t. 13, p. 540); du projet de loi ayant pour objet d'attribuer à l'État l'achat, la fabrication et la vente des allumettes chimiques (*Incident relatif à l'impôt sur la chicorée*, A., t. 13, p. 567); du projet de loi tendant à proroger jusqu'au 1er janvier 1883 le monopole des tabacs attribué à l'État (A., t. 14, p. 739, 742); du Budget de l'Exercice 1873 (Guerre : *Uniformes de l'armée*, A., t. 14, p. 353. Instruction publique : *Situation des instituteurs primaires*, p. 470, 472. Algérie : *Exécution de la Convention passée avec la Société générale Algérienne*, p. 531. Voies et moyens : *Application de la taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunions*, p. 660. *Droit sur la chicorée*, p. 685. *Versement à faire par la Société générale Algérienne*, p. 704, 705). — Demande la mise à l'ordre du jour de la prise en considération de sa proposition ayant pour objet d'ordonner une Enquête parlementaire sur la situation de l'industrie houillère (A., t. 17, p. 280). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à modifier les articles 1, 4, 6 et 7 de la loi du 11 juillet 1868 sur les chemins vicinaux (A., t. 19, p. 431 à 434); du Budget de l'Exercice 1874 (Affaires étrangères : *Traitements des Agents politiques*, A., t. 28, p. 171, 200. Dispositions diverses : *Avances aux fonctionnaires admis à la retraite pendant le cours de la liquidation*, p. 596); de sa proposition ayant pour objet de déclarer Français et d'assujettir à l'obligation du recrutement les individus d'origine étrangère nés en France qui ne satisfont pas dans leur pays d'origine aux charges du service militaire (A., t. 31, p. 120); du projet de loi relatif au monopole des allumettes chimiques (A., t. 36, p. 329, 330); du projet de loi relatif aux crédits et escomptes en matière de contributions indirectes (A., t. 36, p. 531); du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée (A., t. 39, p. 373, 374); du projet de loi ayant pour objet l'établissement d'un impôt sur les vinaigres et sur les acides acétiques (A., t. 40, p. 154). — Demande : la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif au vinage (A., t. 43, p. 191); le dépôt par la Commission du Budget de son rapport sur ce projet de loi (A., t. 44, p. 44). — Prend part à la discussion de trois propositions de M. Ganivet, de M. Claude (Meurthe-et-Moselle) et de M. d'Andelarre, relatives aux bouilleurs de cru (A., t. 43, p. 199 à 202).

ROUDIER (M.), *Député élu par le département de la Gironde.*

Son élection est validée (A., t. 32, p. 603). = Membre de Commissions (F., nos 756, 769; J. O. de 1875, p. 1817, 3405). = Ses rapports sur diverses pétitions (A., t. 41, p. 432; t. 44, p. 395).

ROUHER (M.), *Député élu par le département de la Corse.*

Son élection est validée (A., t. 8, p. 194). = Membre : de la Commission du Budget de 1875 (F., n° 583; J. O. de 1874, p. 1675); et de diverses Commissions (F., nos 769, 796, 824; J. O. de 1875, p. 3405, 4340, 5510). = Dépose une demande d'interpellations au Ministre de la Guerre sur les mesures qu'il a prises à raison des faits dénoncés par la Commission des Marchés (A., t. 11, p. 250). — Est entendu : sur la fixation du jour de ses interpellations (*ibid.*); dans la discussion y relative (A., t. 11, p. 451 à 469, 480 à

489). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant approbation d'une Convention postale avec l'Empire d'Allemagne (A., t. 11, p. 357); du projet de loi relatif à l'impôt sur les valeurs mobilières (A., t. 12, p. 620); du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 12, p. 628, 630; t. 13, p. 5); du projet de loi tendant à abroger la loi du 26 juillet 1872 portant établissement de droits de douanes à l'importation des matières premières (*Question d'abrogation de la surtaxe de pavillon*, A., t. 19, p. 449). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 210 à 221). — Parle : sur l'urgence de la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation pour dix ans des pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 8); dans la discussion : de cette proposition (A., t. 27, p. 150 à 158); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Surtaxe d'entrepôt sur les huiles minérales importées*, A., t. 28, p. 664. *Droits à l'importation sur l'acide stéarique et les bougies*, p. 666); du projet de Résolution de la Commission de l'ancienne Liste civile, tendant à la levée du séquestre sur les immeubles du Domaine privé (A., t. 30, p. 737 à 739). — Parle : sur la question de M. Cyprien Girerd au sujet d'un document émané d'un Comité central de l'Appel au peuple et relatif à l'élection de M. de Bourgoing par le département de la Nièvre (A., t. 32, p. 76 à 80); dans la discussion : du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes, et de la proposition de M. Wolowski relative à l'équilibre du Budget de 1875 (*Ordre de la discussion*, A., t. 33, p. 130, 131); des conclusions du Bureau chargé de la vérification de l'élection de M. de Bourgoing par le département de la Nièvre (A., t. 35, p. 346 à 350); de la proposition de MM. Fournier, Tallon et Arthur de Chabaud-la-Tour, relative aux Caisses d'épargne et de prévoyance (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 25 à 28); des conclusions de la Commission d'Enquête sur l'élection de M. de Bourgoing par le département de la Nièvre (A., t. 40, p. 15, 25). — Demande à interpeller le Gouvernement sur la conduite du parti Bonapartiste en France (A., t. 40, p. 27). — Ses explications à la suite de cette demande (p. 27, 28). — Adresse une question au Ministre de l'Intérieur au sujet des dispositions du Gouvernement sur la convocation des électeurs de la Nièvre par suite de l'annulation de l'élection de M. de Bourgoing (A., t. 40, p. 30). — Est entendu dans la discussion des interpellations de M. Raoul Duval sur la conduite que le Gouvernement entend tenir à l'égard du Comité de l'Appel au peuple (A., t. 40, p. 31, 39 à 57, 71).

ROUSSEAU (M.), *Député élu par le département du Finistère.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 87). = Secrétaire : du 10e Bureau (F., n° 146; J. O. de 1871, p. 2985); du 2e Bureau (F., n° 241; J. O. de 1872, p. 1619); du 3e Bureau (F., n° 674; J. O. de 1874, p. 4933); et du même Bureau renouvelé (F., n° 744; J. O. de 1875, p. 1275). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 181, 275, 367, 397, 739, 762; J. O. de 1871, p. 5229; J. O. de 1872, p. 3082, 7446; J. O. de 1873, p. 404; J. O. de 1875, p. 971, 2037); de la Commission du Budget de 1874 (F., n° 471; J. O. de 1873, p. 3480); et de la Commission du Budget de 1875 (F., n° 583; J. O. de 1874, p. 1075). = Son rapport sur le Budget des dépenses de l'Exercice 1875 (Ministère des Travaux publics) (I., n° 2368; A., t. 34, an., p. 21; J. O. de 1874, p. 3653, 3681, 3714). — Son rapport supplémentaire sur le même Budget (I., n° 2625; A., t. 34, an., p. 35; J. O. de 1874, p. 5914). — Ses rapports : sur le projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au Ministre des Travaux publics, sur l'Exercice 1874 (I., n° 2425; A., t. 32, an., p. 4; J. O. de 1874, p. 4235); sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser la Chambre de Commerce de Bordeaux à faire à l'État l'avance d'une somme de 4,500,000 fr. pour achever le bassin à flot en construction dans ce port et pour y construire une forme de radoub (I., n° 2574; A., t. 33, an., p. 153; J. O. de 1874, p. 5682); sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Travaux publics à accepter, au nom de l'État, l'offre faite par la Chambre de Com-

merce du Havre d'avancer à l'État la somme de 6,000,000 de fr. à l'effet d'assurer l'achèvement des travaux en cours d'exécution dans le port du Havre (I., n° 2575 ; A., t. 33, an., p. 154 ; J. O. de 1874, p. 5682) ; sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique les travaux à faire pour l'amélioration du port de Marseille, et d'autoriser le Ministre des Travaux publics à accepter, au nom de l'État, l'offre faite par la Chambre de Commerce de Marseille d'avancer à l'État la somme de 15,000,000 de francs à l'effet d'assurer l'exécution de ces travaux (I., n° 2576; A., t. 33, an., p. 155 ; J. O. de 1874, p. 5683) ; sur le projet de loi tendant à autoriser le département de la Loire-Inférieure à faire à l'État l'avance d'une somme de 10,000,000 de fr. pour assurer le prompt achèvement du bassin de Penhouët, en cours d'exécution dans le port de Saint-Nazaire (I., n° 2667; A., t. 34, an., p. 147; J. O. de 1874, p. 6009); sur le projet de loi relatif à l'ouverture de crédits supplémentaires, sur l'Exercice 1874, au Ministre des Travaux publics (I., n° 2697 ; A., t. 34, an., p. 343 ; J. O. de 1874, p. 6249) ; sur le projet de loi portant ouverture de crédits, au Ministre des Travaux publics, sur l'Exercice 1874 et sur l'Exercice 1875 (I., n° 2888 ; A., t. 36, an., p. 149 ; J. O. de 1875, p. 1449) ; sur le projet de loi relatif aux réparations à faire à la chapelle du Palais de Versailles (I., n° 3173 ; A., t. 39, an., p. 260 ; J. O. de 1875, p. 6233) ; sur le projet de loi portant ouverture, au Ministre des Travaux publics, de divers crédits supplémentaires sur les Exercices 1874 et 1875 (I., n° 3196; A., t. 40, an., p. 515; J. O. de 1875, p. 6747); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts, sur l'Exercice 1875, d'un crédit supplémentaire de 125,000 fr. applicable à diverses dépenses relatives à la détermination de la parallaxe du soleil (I., n° 3197 ; A., t. 40, an., p. 517 ; J. O. de 1875, p. 6439) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Travaux publics, sur l'Exercice 1875, d'un crédit supplémentaire de 200,000 fr. pour achèvement de bâtiments en construction à l'École Polytechnique (I., n° 3296 ; A., t. 41, an., p. 119; J. O. de 1875, p. 7081); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1875, d'un crédit extraordinaire de 260,000 fr. pour la construction d'une ligne télégraphique souterraine entre Paris et Versailles (I., n° 3357; A., t. 41, an., p. 201 ; J. O. de 1875, p. 7427). = Prend part à la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 601) ; du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 230, 265) ; du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 184). — Obtient des congés (A., t. 12, p. 157 ; t. 38, p. 168). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à modifier les articles 1, 4, 6 et 7 de la loi du 11 juillet 1868 sur les chemins vicinaux (A., t. 19, p. 436); de la proposition de MM. Fresneau et Carron relative à l'organisation du service religieux dans l'armée de terre (*Deuxième délibération*, A., t. 29, p. 327); de l'élection de M. Swiney par le département du Finistère (A., t. 30, p. 136 à 147). — Parle, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du Budget de l'Exercice 1875 (Travaux publics : *Amélioration du service hydraulique*, A., t. 34, p. 179. *Entretien des routes forestières de la Corse*, p. 181. *Entretien des phares*, p. 182. *Amélioration de la navigation du Rhône*, p 193). — Demande, en la même qualité, l'urgence du projet de loi tendant à autoriser la Chambre de Commerce du Havre à avancer à l'État la somme de 6,000,000 de fr. pour l'achèvement des travaux du port (A., t. 34, p. 255, 256). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession de diverses lignes de chemins de fer à la Compagnie du Midi (*Deuxième délibération*, A., t. 43, p. 95, *rectification*, p. 111).

ROUSSEL (M. THÉOPHILE), *Député élu par le département de la Lozère.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 37). = Membre de Commissions (F., n°s 75, 112, 128, 181, 317, 405, 450, 455, 475, 478, 524, 541, 629, 650, 674, 756 ; J. O. de 1871, p. 1124, 1952, 2419, 5229; J. O. de 1872, p. 4353; J. O. de 1873, p. 653, 2113, 2280, 3722, 3817, 6982, 7729 ; J. O. de 1874, p. 3395, 4089, 4933; J. O. de 1875, p. 1817). = Ses propositions :

ayant pour objet : la conservation des ruines des anciennes Tuileries et de la façade de l'Hôtel-de-Ville, ainsi que des ruines des châteaux de Meudon et de Saint-Cloud (I., n° 288 ; A., t. 3, p. 243 ; J. O. de 1871, p. 1521) ; la répression de l'ivresse publique et les moyens de combattre les progrès de l'alcoolisme (I., n° 507 ; A., t. 4, an., p. 278 ; J. O. de 1871, p. 3823 et 3840) ; l'organisation de l'Assistance médicale dans les campagnes et dans les localités dépourvues d'un service public de secours médicaux pour les indigents (I., n° 1281 ; A., t. 13, an., p. 16 ; J. O. de 1872, p. 5417, 5429, 5448, 5463, 5480) ; la revision de la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés (I., n° 1348 ; A., t. 13, an., p. 224 ; J. O. de 1872, p. 5637) ; la protection des enfants du premier âge, et en particulier des nourrissons (I., n° 1707 ; A., t. 17, an., p. 31 ; J. O. de 1873, p. 3285). = Ses rapports : sur le projet de loi portant modification des tarifs perçus par la Compagnie fermière des thermes de Plombières (I., n° 1813 ; A., t. 18, an., p. 155 ; J. O. de 1873, p. 4417) ; sur sa proposition relative à la protection des enfants du premier âge, et en particulier des nourrissons (I., n° 2446 ; A., t. 32, an., p. 48 ; J. O. de 1874, p. 5249, 5268). = Donne lecture de sa proposition relative à la conservation des ruines des Tuileries, de l'Hôtel-de-Ville et des châteaux de Meudon et de Saint-Cloud (A., t. 3, p. 213). — Déclare la retirer (A., t. 6, p. 25). — Dépose sa proposition relative à la répression de l'ivresse, et en demande l'urgence (A., t. 4, p. 648). — Déclare la retirer pour la reproduire comme amendement à la proposition analogue de M. Vilfeu (A., t. 7, p. 611, 612). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 175, 191, 296). — Obtient des congés (A., t. 7, p. 401 ; t. 11, p. 10 ; t. 31, p. 1 ; t. 38, p. 361). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant les fabriques de liqueurs (A., t. 8, p. 513, 517, 518, 565, 569) ; du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 86, 87, 141) ; du projet de loi portant répartition du fonds de 4 millions destiné à venir en aide aux départements (A., t. 13, p. 589) ; de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 288, 290, 406 à 410, 514, 530, 560, 605. *Troisième délibération*, t. 31, p. 46, 59). — Demande, en qualité de Rapporteur, l'urgence du projet de loi tendant à modifier les tarifs perçus par la Compagnie fermière des thermes de Plombières (A., t. 18, p. 343 ; t. 19, p. 19). — Parle : dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 19, p. 267) ; sur la prise en considération de la proposition de M. Naquet tendant à réorganiser l'enseignement de la médecine (A., t. 19, p. 22) ; en qualité de Rapporteur, dans la discussion de sa proposition relative à la protection des enfants du premier âge, et en particulier des nourrissons (*Première délibération*, A., t. 35, p. 132. *Deuxième délibération*, p. 203. *Troisième délibération*, p. 335). — Son rapport sur l'élection de M. Madier de Montjau par le département de la Drôme (A., t. 35, p. 196).

ROUVEURE (M.), *Député élu par le département de l'Ardèche.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 30). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 210) ; de diverses Commissions (F., n°s 15, 40, 95, 125, 136, 147, 177, 215, 257, 450, 756, 842 ; M. B. de 1871, p. 66 ; J. O. de 1871, p. 542, 1476, 2333, 2641, 3012, 6113 ; J. O. de 1872, p. 1781, 2168 ; J. O. de 1873, p. 2113 ; J. O. de 1875, p. 1817, 9073) ; de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O. de 1871, p. 471) ; de la Commission des Comptes de 1869 (F., n° 529 ; J. O. de 1873, p. 7211) ; et de la Commission du Budget de 1875 (F., n° 583 ; J. O. de 1874, p. 1075). = Ses propositions ayant pour objet : la modification du projet de loi d'impôt sur les textiles et les matières premières (I., n° 364 ; A., t. 3, p. 721 ; J. O. de 1871, p. 2190) ; un impôt sur le revenu (I., n° 442 ; A., t. 4, an., p. 172 ; J. O. de 1871, p. 2865) ; l'abrogation des art. 3, 4 et 5 de la loi du 14 juin 1865 sur les chèques et l'assujettissement des délégations sur maisons de banque au timbre proportionnel (I., n° 539 ; A., t. 5, an., p. 55 ; J. O. de 1871, p. 3032) ; le remplacement des ressources créées par

le projet de loi sur les textiles et les matières premières (I., n° 1122; A., t. 11, an., p. 294, an., p. 83; J. O. de 1872, p. 3256); la prorogation de l'Assemblée nationale (I., n° 1700; A., t. 17, p. 24, an., p. 6; J. O. de 1873, p. 2255); la création de ressources nouvelles pour équilibrer le Budget de 1874 (I., n° 1830; A., t. 18, p. 491, 505, an., p. 188; J. O. de 1873, p. 4300). = Ses rapports, au nom de la Commission des Marchés : (*Habillement des mobilisés de Loir-et-Cher*) (I., n° 1329; A., t. 13, an., p. 168; J. O. de 1872, p. 5283); — (*Équipement de la Garde nationale de Paris pendant le siège. — Affaire Rivière, Bernadac et autres*) (I., n° 2201; A., t. 29, an., p. 217; J. O. de 1874, p. 2006, 2027, 2060). = Est entendu : sur la prise en considération de sa proposition ayant pour objet de modifier le projet de loi d'impôt sur les textiles et les matières premières (A., t. 4, p. 321); dans la discussion : du projet de loi relatif à des augmentations d'impôts et à des impôts nouveaux concernant l'enregistrement et le timbre (A., t. 5, p. 75); du projet de loi ayant pour objet l'impôt sur les revenus (A., t. 6, p. 390, 391, 473). — Donne lecture de sa proposition ayant pour objet de remplacer le projet de loi sur les textiles et les matières premières, et en demande l'urgence (A., t. 11, p. 294). — Parle : sur un incident relatif à l'ordre de discussion des divers projets de lois d'impôts (A., t. 12, p. 542 à 544); dans la discussion : du projet de loi relatif à l'impôt sur les valeurs mobilières (A., t. 12, p. 600 à 605); du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 261, 336, 337); du projet de loi sur les allumettes chimiques (A., t. 16, p. 192, 464). — Donne lecture de sa proposition ayant pour objet la prorogation de l'Assemblée nationale, et en demande l'urgence (A., t. 17, p. 24). — Donne lecture de sa proposition ayant pour objet de créer des ressources nouvelles pour équilibrer le Budget de 1874, et en demande l'urgence (A., t. 18, p. 490 à 492). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt du sel et impôt sur le revenu*, A., t. 29, p. 464, 467); du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée (A., t. 39, p. 189).

ROUVIER (M. MAURICE), *Député élu par le département des Bouches-du-Rhône.*

Son élection est validée (A., t. 5, p. 29). = Secrétaire du 14e Bureau (F., n° 627; J. O. de 1871, p. 3307). = Membre de Commissions (F., nos 588, 629, 636, 739, 762, 796, 842, 850; J. O. de 1874, p. 1226, 3395, 3636; J. O. de 1875, p. 971, 2037, 4340, 9073, 9395). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département des Bouches-du-Rhône (I., n° 555; A., t. 5, an., p. 83; J. O. de 1871, p. 3409). — Ses propositions ayant pour objet : la réorganisation du Conseil supérieur du Commerce (I., n° 1207; A., t. 11, an., p. 303; J. O. de 1872, p. 4119); l'abrogation de la surtaxe de pavillon (I., n° 1961; A., t. 19, an., p. 232; J. O. de 1873, p. 5956). = Son rapport sur le projet de loi relatif à la réforme judiciaire en Égypte (I., n° 3419; A., t. 42, an., p. 63 à 136; J. O. de 1875, p. 10375, 10404, 10457, 10542, 10579, 10721, 10772). = Donne lecture de sa proposition relative à la levée de l'état de siège dans les Bouches-du-Rhône, et en demande l'urgence (A., t. 5, p. 162). — Est entendu : sur la prise en considération de cette proposition (A., t. 6, p. 39, 40); dans la discussion : du projet de loi portant augmentation des impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 318); du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 241, 242, 251); de la proposition de M. le général Ducrot relative à la poursuite des journaux *l'Indépendant des Pyrénées-Orientales* et *la Constitution* (*Incident personnel*, A., t. 8, p. 271, 280, 282); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 70). — Parle : sur un incident relatif à des citations d'un ouvrage de M. Naquet, à l'occasion des pétitions relatives à la dissolution de l'Assemblée nationale (A., t. 14, p. 605); dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1873 (Frais de régie : *Question du rétablissement du train rapide entre Paris et*

Marseille, A., t. 14, p. 638. Impôts autorisés : *Suspension de la surtaxe de pavillon*, p. 659). — Prend part à la discussion : des rapports de la Commission des Marchés sur les marchés passés à Lyon et sur les dépenses de l'armée des Vosges (A., t. 15, p. 496); du projet de loi sur les allumettes chimiques (A., t. 16, p. 496, 492, 494). — Demande à interpeller le Ministre de l'Intérieur sur la situation spéciale faite à divers journaux, dans les départements du Midi (A., t. 16, p. 555). — Est entendu : sur la fixation du jour de ses interpellations (A., t. 16, p. 555); dans la discussion de ses interpellations (A., t. 17, p. 115 à 121); à propos d'un document publié à la suite du rapport de M. de Sugny au nom de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale, et concernant l'Administration préfectorale des Bouches-du-Rhône pendant la guerre (A., t. 17, p. 356, 357); dans la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation sur les contributions indirectes (A., t. 18, p. 479, 468, 481); à propos de la communication du Gouvernement au sujet de l'ajournement des questions relatives aux Traités de commerce (A., t. 18, p. 218); dans la discussion de la proposition de MM. Beaussire et Albert Desjardins tendant à modifier le chapitre VIII du Règlement, relatif aux déclarations d'urgence (*Première délibération*, A., t. 18, p. 579). — Parle : sur la fixation du jour des interpellations de M. Lamy au sujet du maintien de l'état de siège dans les divers départements soumis à cette mesure (A., t. 19, p. 101); sur un incident soulevé à propos d'une allusion de M. Audren de Kerdrel au discours de M. Gambetta à Grenoble (A., t. 19, p. 111); dans la deuxième délibération du projet de loi relatif à l'organisation générale de l'armée (*Incident relatif à la Ligue du Midi en 1870*, A., t. 19, p. 238, 243, 244); dans la discussion : de la proposition de M. Paris (Pas-de-Calais) relative à la prorogation de l'Assemblée du 27 juillet au 5 novembre 1873 (A., t. 19, p. 278); du projet de loi tendant à abroger la loi du 26 juillet 1872 portant établissement de droits de douane à l'importation des matières premières (*Son amendement tendant à l'abrogation de la surtaxe de pavillon*, A., t. 19, p. 442 à 447, 448). — Déclare remplacer son amendement par une proposition, et en demande l'urgence (A., t. 19, p. 451). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 103 à 113). — Parle dans la discussion du rapport de la Commission d'Enquête des chemins de fer sur diverses pétitions relatives à la concession d'une ligne directe de Calais à Marseille (A., t. 27, p. 71, 74). — Déclare retirer sa proposition ayant pour objet la réorganisation du Conseil supérieur de Commerce (A., t. 27, p. 104). — Prend part à la discussion : des interpellations de MM. Léon Say et autres, relatives à la non-convocation des collèges électoraux dans les départements où il y a des sièges vacants (*Incident personnel*, A., t. 27, p. 216, *rectification*, t. 28, p. 2 et 3); du Budget de l'Exercice 1874 (Affaires étrangères : *Incident relatif à l'état des négociations poursuivies avec le gouvernement Égyptien pour l'abrogation des Capitulations*, A., t. 28, p. 180, 184. Finances : *Décret du 15 novembre 1873 établissant des limites d'âge pour la mise à la retraite des fonctionnaires des Finances*, p. 451); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Droits sur les savons*, A., t. 28, p. 663. *Droits sur les huiles*, p. 696. *Impôt sur les revenus*, t. 29, p. 460 à 464. *Droit de timbre sur les billets et mandats non négociables*, p. 631. *Impôt de la petite vitesse*, t. 30, p. 270 à 274. *Situation financière et budgétaire*, p. 439). — Parle sur l'ajournement de la discussion du projet de loi relatif aux patentes (A., t. 30, p. 533). — Demande à interpeller le Ministre de l'Intérieur sur la fermeture, par le Préfet des Bouches-du-Rhône, de divers cercles à Marseille et à Tarascon (A., t. 30, p. 697, 698). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à l'achèvement du nouvel Opéra (A., t. 30, p. 714); du Budget de l'Exercice 1875 (Affaires étrangères : *État des négociations au sujet de la réforme judiciaire en Égypte*, A., t. 33, p. 260. Agriculture et Commerce : *Publication des* Annales du Commerce extérieur, A., t. 34, p. 171. Impôts autorisés : *Projet d'impôt sur les revenus*, p. 231 ; du projet de loi ten-

S

SACASE (M.), *Député élu par le département de la Haute-Garonne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 15). = Président : du 12e Bureau (F., n° 167 ; J. O. de 1871, p. 4692 ; du même Bureau renouvelé (F., n° 215 ; J. O. de 1872, p. 882 ; du 7e Bureau (F., n° 456 ; J. O. de 1873, p. 4107 ; du 15e Bureau (F., n° 627 ; J. O. de 1874, p. 3397 ; du 8e Bureau (F., n° 744 ; J. O. de 1875, p. 1275 ; et du 10e Bureau (F., n° 865 ; J. O. de 1875, p. 10115). — Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209 ; de diverses Commissions (F., n°s 14, 40, 49, 57, 58, 70, 94, 101, 143, 173, 178, 250, 419, 448, 498, 633, 717, 796, 824, 834 ; M. B. de 1871, p. 58 ; J. O. de 1871, p. 542, 712, 854, 867, 1046, 1439, 1623, 2001, 4985, 5137 ; J. O. de 1872, p. 1952 ; J. O. de 1873, p. 1080, 2032, 4481 ; J. O. de 1874, p. 3504 ; J. O. de 1875, p. 160, 4340, 5510, 6070 ; de la Commission des grâces (A., t. 3, p. 551, 552 ; de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275 ; J. O. de 1872, p. 3082 ; de la Commission des Trente chargée de régler les attributions des Pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (F., n° 371 ; J. O. de 1872, p. 7265 ; et de la 2e Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 38, p. 207). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : la nomination d'une grande Commission d'Enquête chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (I., n° 853 ; A., t. 7, p. 238, an., p. 97 ; J. O. de 1872, p. 931 ; l'ouverture, au Ministre de l'Intérieur, d'un crédit de deux millions, sur l'Exercice 1875, pour secours aux inondés (I., n° 3121 ; A., t. 39, p. 188, an., p. 99 ; J. O. de 1875, p. 5127). = Ses rapports : sur le projet de loi ayant pour objet d'établir des peines contre les affiliés à l'Association internationale des travailleurs (I., n° 879 ; A., t. 7, an., p. 151 ; J. O. de 1872, p. 1296) ; sur la proposition de M. Limperani relative au taux de l'intérêt de l'argent (I., n° 2187 ; A., t. 29, an., p. 172 ; J. O. de 1874, p. 1076, 1117). = Son rapport sur les élections des Ardennes (A., t. 1, p. 48). — Demande le rétablissement au Compte-rendu de son vote sur le projet de loi relatif aux Préliminaires de paix (A., t. 1, p. 151). — Demande, comme Rapporteur, l'ajournement de la discussion sur le projet de loi concernant les peines à établir contre les affiliés à l'Internationale (A., t. 8, p. 156). — Prend part à la discussion de ce projet de loi (A., t. 8, p. 199, 241, 286, 315, 324, 329, 332). — Demande le rétablissement d'un mot dans le texte de cette loi (A., t. 8, p. 387). — Ses observations, en qualité de Rapporteur, dans la première délibération de la proposition de M. Limperani relative au taux de l'intérêt de l'argent (A., t. 31, p. 200). — Ses rapports sommaires verbaux : sur la proposition de MM. le général Chareton et autres, ayant pour objet d'améliorer la situation des sous-officiers de l'armée (A., t. 36, p. 455) ; sur la proposition de M. Hervé de Saisy tendant à empêcher l'abus des nominations faites à la dernière heure par les Ministres sortants (A., t. 36, p. 455).

SAGLIO (M. ALPHONSE), *Député élu par le département du Bas-Rhin.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 39). = L'un des signataires : de la déclaration collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 61, et an., p. 3) ; de la démission collective des mêmes représentants (A., t. 1, p. 124). = L'un des

ROY (M.), *Conseiller d'État en Service extraordinaire.*

Est nommé Commissaire du Gouvernement pour la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Ministère des Finances) (A., t. 14, p. 475).

ROY DE LOULAY (M.), *Député élu par le département de la Charente-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 12). = = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et d'une autre Commission (F., n° 674 ; J. O. de 1874, p. 4933). = Obtient un congé (A., t. 12, p. 434).

ROYS (M. le marquis DES), *Député élu par le département de la Seine-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 54). = Membre de Commissions (F., n°s 123, 141, 241, 419, 674, 769, 824 ; J. O. de 1871, p. 2248, 2819 ; J. O. de 1872, p. 1649 ; J. O. de 1873, p. 1086 ; J. O. de 1874, p. 4933 ; J. O. de 1875, p. 3405, 5510).

dant à autoriser un emprunt de 16 millions par la ville de Marseille (A., t. 35, p. 363, 370 à 373, 374). — Adresse une question au Ministre de l'Intérieur sur la suspension du Conseil municipal de Marseille (A., t. 36, p. 285 à 288, 289). — Fait suivre sa question d'une demande d'interpellations sur le même objet (A., t. 36, p. 290). — Développe ses interpellations (A., t. 36, p. 290 à 293. *Incident personnel*, p. 305). — Déclare les retirer (A., t. 36, p. 299). — Demande à interpeller le Gouvernement sur les agissements de l'Administration dans les élections municipales de Tarascon (A., t. 36, p. 299). — Parle dans la discussion : du projet de loi relatif aux droits sur les manquants chez les marchands en gros, bouilleurs et distillateurs (A., t. 37, p. 51) ; de la proposition de MM. Fournier, Tallon et Arthur de Chabaud-la-Tour, relative aux Caisses d'épargne et de prévoyance (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 56) ; du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée (A., t. 39, p. 102, 104) ; du projet de loi ayant pour objet l'établissement d'un impôt sur les vinaigres et sur les acides acétiques (A., t. 40, p. 143). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme judiciaire en Egypte (*Première délibération*, A., t. 43, p. 114 à 130).

ROUX (M.), *Député élu par le département du Puy-de-Dôme.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 21). = Secrétaire du 1er Bureau (F., n° 756 ; J. O. de 1875, p. 1817). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., n°s 49, 94, 99, 225, 257, 278, 325, 367, 395, 427, 486, 509, 562, 588, 634, 717, 762, 800 ; J. O. de 1871, p. 712, 1439, 1545 ; J. O. de 1872, p. 1177, 2168, 3174, 4633, 7446 ; J. O. de 1873, p. 336, 1383, 4107, 4945 ; J. O. de 1874, p. 351, 1226, 3578 ; J. O. de 1875, p. 160, 2037, 4464) ; et de la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (F., n° 267 ; J. O. de 1872, p. 2829). = Ses rapports : sur le projet de loi ayant pour objet l'abrogation du décret du 13 septembre 1870 relatif à la suspension du droit de chasse (I., n° 369 ; A., t. 3, p. 760 ; J. O. de 1871, p. 2088) ; sur le projet de loi tendant à distraire de la commune de Saint-Symphorien-de-Lay, arrondissement de Roanne, département de la Loire, la section de Lay, et à l'ériger en commune distincte (I., n° 1969 ; A., t. 19, an., p. 236 ; J. O. de 1873, p. 5908) ; sur le projet de loi tendant à l'érection en commune distincte des territoires composant les sections d'Enval, distraites des communes de Saint-Hippolyte et de Saint-Genès-l'Enfant, arrondissement de Riom (Puy-de-Dôme), et à rattacher la nouvelle commune au canton ouest de Riom, même arrondissement (I., n° 2260 ; A., t. 30, an., p. 55 ; J. O. de 1874, p. 2532) ; sur le projet de loi relatif à l'établissement d'une surtaxe à l'octroi de Plouhinec (Finistère) (I., n° 2327 ; A., t. 30, an., p. 268 ; J. O. de 1874, p. 3057). — Son rapport intérieur à la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (*Maison centrale et Maison d'arrêt de Riom*) (A., t. 45, p. 167, 168). = Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 663) ; des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 184, 185). — Parle, comme Rapporteur, dans la discussion du projet de loi sur l'abrogation du décret du 13 septembre 1870, relatif à la suspension du droit de chasse (A., t. 4, p. 553). — Prend part à la discussion : des propositions de MM. Arago, Bérenger et autres, relatives au mode de nomination et à la mise à la retraite des magistrats (*Deuxième délibération*, A., t. 8, p. 150) ; du projet de loi relatif à la nomination du Conseil général d'Alger et à la composition des Conseils généraux de l'Algérie (A., t. 14, p. 182). — Son rapport sur l'élection de M. Le Provost de Launay par le département du Calvados (A., t. 35, p. 195). — Obtient un congé (A., t. 38, p. 124). — Son rapport sur une pétition (A., t. 38, p. 200).

ROY (M.), *Conseiller d'État en Service extraordinaire.*

Est nommé Commissaire du Gouvernement pour la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Ministère des Finances) (A., t. 14, p. 475).

ROY DE LOULAY (M.), *Député élu par le département de la Charente-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 12). = = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et d'une autre Commission (F., n° 674 ; J. O. de 1874, p. 4933). = Obtient un congé (A., t. 12, p. 494).

ROYS (M. le marquis DES), *Député élu par le département de la Seine-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 54). = Membre de Commissions (F., n°s 123, 141, 241, 419, 674, 769, 824 ; J. O. de 1871, p. 2248, 2819 ; J. O. de 1872, p. 1649 ; J. O. de 1873, p. 1086 ; J. O. de 1874, p. 4933 ; J. O. de 1875, p. 3405, 5510).

S

SACASE (M.), *Député élu par le département de la Haute-Garonne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 15). = Président : du 12e Bureau (F., n° 167 ; J. O. de 1871, p. 4802) ; du même Bureau renouvelé (F., n° 215 ; J. O. de 1872, p. 889) ; du 7e Bureau (F., n° 486 ; J. O. de 1873, p. 4107) ; du 15e Bureau (F., n° 627 ; J. O. de 1874, p. 3307) ; du 8e Bureau (F., n° 744 ; J. O. de 1875, p. 1275) ; et du 10e Bureau (F., n° 865; J. O. de 1875, p. 10118). — Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 14, 40, 49, 57, 58, 70, 94, 101, 143, 173, 178, 250, 419, 448, 498, 633, 717, 796, 824, 834 ; M. B. de 1871, p. 58 ; J. O. de 1871, p. 542, 712, 854, 867, 1046, 1439, 1623, 2901, 4985, 5137 ; J. O. de 1872, p. 1952 ; J. O. de 1873, p. 1080, 2032, 4481 ; J. O. de 1874, p. 3504 ; J. O. de 1875, p. 160, 4340, 5510, 6070) ; de la Commission des grâces (A., t. 3, p. 551, 552) ; de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275; J. O. de 1872, p. 3082) ; de la Commission des Trente chargée de régler les attributions des Pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (F., n° 371 ; J. O. de 1872, p. 7565) ; et de la 2e Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 38, p. 207). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : la nomination d'une grande Commission d'Enquête chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (I., n° 853 ; A., t. 7, p. 238, an., p. 97 ; J. O. de 1872, p. 931) ; l'ouverture, au Ministre de l'Intérieur, d'un crédit de deux millions, sur l'Exercice 1875, pour secours aux inondés (I., n° 3121; A., t. 39, p. 188, an., p. 99 ; J. O. de 1875, p. 5127). = Ses rapports : sur le projet de loi ayant pour objet d'établir des peines contre les affiliés à l'Association internationale des travailleurs (I., n° 879 ; A., t. 7, an., p. 151 ; J. O. de 1872, p. 1296) ; sur la proposition de M. Limperani relative au taux de l'intérêt de l'argent (I., n° 2187; A., t. 29, an., p. 172 ; J. O. de 1874, p. 1076, 1117). = Son rapport sur les élections des Ardennes (A., t. 1, p. 48). — Demande le rétablissement au Compte-rendu de son vote sur le projet de loi relatif aux Préliminaires de paix (A., t. 1, p. 151). — Demande, comme Rapporteur, l'ajournement de la discussion sur le projet de loi concernant les peines à établir contre les affiliés à l'Internationale (A., t. 8, p. 156). — Prend part à la discussion de ce projet de loi (A., t. 8, p. 199, 241, 286, 315, 324, 329, 332). — Demande le rétablissement d'un mot dans le texte de cette loi (A., t. 8, p. 387). — Ses observations, en qualité de Rapporteur, dans la première délibération de la proposition de M. Limperani relative au taux de l'intérêt de l'argent (A., t. 31, p. 200). — Ses rapports sommaires verbaux : sur la proposition de MM. le général Chareton et autres, ayant pour objet d'améliorer la situation des sous-officiers de l'armée (A., t. 36, p. 455) ; sur la proposition de M. Hervé de Saisy tendant à empêcher l'abus des nominations faites à la dernière heure par les Ministres sortants (A., t. 36, p. 455).

SAGLIO (M. ALPHONSE), *Député élu par le département du Bas-Rhin.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 39). = L'un des signataires : de la déclaration collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 61, et an., p. 3) ; de la démission collective des mêmes représentants (A., t. 1, p. 124). = L'un des

candidats proposés pour les fonctions de Conseiller d'État (A., t. 13, p. 97, et an., p. 65). — Est élu *Conseiller d'État* par l'Assemblée (A., t. 13, p. 300).

SAILLARD (M.), *Directeur de la Maison centrale de Melun.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (A., t. 45, p. 49 à 52).

SAINCTHORENT (M. DE), *Député élu par le département de la Creuse.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 13). = Membre de Commissions (F., nos 509, 541 ; J. O. de 1873, p. 4915, 7729). = Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 26, p. 917, 918). — Obtient un congé (A., t. 35, p. 51).

SAINTENAC (M. le vicomte DE), *Député élu par le département de l'Ariège.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 11). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., nos 289, 353, 367, 383, 463, 697 ; J. O. de 1872, p. 3519, 7007, 7446, 7957 ; J. O. de 1873, p. 3220 ; J. O. de 1874, p. 7981). = Son rapport sur le projet de loi relatif à un échange de terrains entre l'État et Mme Barbey (Meurthe-et-Moselle) (I., n° 2794 ; A., t. 35, an., p. 353 ; J. O. de 1875, p. 334). = Obtient un congé (A., t. 3, p. 698). — Ses explications sur le procès-verbal, à propos d'une ancienne demande de scrutin produite par lui sur la demande d'urgence de la proposition de M. Madier de Montjau, tendant à fixer l'époque des élections générales, de la réunion des deux Chambres et de la dissolution de l'Assemblée (A., t. 41, p. 85).

SAINT-GENEST (M.), *rédacteur du* Figaro.

Proposition tendant à le citer à la barre de l'Assemblée, voy., à la TABLE DES MATIÈRES, art. ASSEMBLÉE NATIONALE, § IV, n° 5.

SAINT-GERMAIN (M. DE), *Député élu par le département de la Manche.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 18). = Président du 7e Bureau (F., n° 842 ; J. O. de 1875, p. 9073). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., nos 51, 99, 141, 205, 269, 353, 359, 411, 607, 650 ; J. O. de 1871, p. 750, 1545, 2819 ; J. O. de 1872, p. 572, 2909, 7007, 7197 ; J. O. de 1873, p. 844 ; J. O. de 1874, p. 1881, 4089). = Prend part à la discussion de la proposition de M. Target tendant à accorder des pensions aux veuves des gardes nationaux victimes de l'insurrection, dans la journée du 22 mars 1871 (A., t. 8, p. 139). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 38, p. 495).

SAINT-MALO (M. DE), *Député élu par le département du Pas-de-Calais.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 21 et 27). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., nos 14, 95, 152, 181, 219, 249, 379, 419, 517, 541, 608, 769, 772, 865 ; M. B. de 1871, p. 58 ; J. O. de 1871, p. 1476, 3155, 5229 ; J. O. de 1872, p. 1012, 1906, 7817 ; J. O. de 1873, p. 1080, 6751, 7729 ; J. O. de 1874, p. 1699 ; J. O. de 1875, p. 3105, 3525, 10118). = Dépose une pétition demandant la translation de l'Assemblée hors de Paris (A., t. 1, p. 231). — Obtient un congé (A., t. 3, p. 702).

SAINT-MARC-GIRARDIN (M.), *Député élu par le département de la Haute-Vienne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 25). = Président : du 3e Bureau (F., n° 74 ; J. O. de 1871, p. 1116 ; du 9e Bureau (F., n° 99 ; J. O. de 1871, p. 1545 ; du 11e Bureau (F.,

n° 123; J. O. de 1871, p. 2248); du 6e Bureau (F., n° 167; J. O. de 1871, p. 4802); du 7e Bureau (F., n° 264; J. O. de 1872, p. 2757); du 12e Bureau (F., n° 289; J. O. de 1872, p. 3519); et du 5e Bureau (F., n° 317; J. O. de 1872, p. 4353).=Membre : de la Commission du Traité de paix (F., n° 8; M. B. de 1871, p. 27 et 31); de diverses Commissions (F., nos 89, 112, 129, 172, 301, 339; J. O. de 1871, p. 1335, 1952, 2754, 1960; J. O. de 1872, p. 3872, 5057); et de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (F., n° 95; J. O. de 1871, p. 1476). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet de modifier, par le rétablissement du principe électif, les dispositions de la législation actuelle, et notamment de la loi du 14 juin 1854, sur les Conseils académiques et les Conseils départementaux (I., n° 205; A., t. 2, p. 849; J. O. de 1871, p. 1026). = Ses rapports : sur la proposition de MM. le vicomte de Bonald et autres, tendant à la création d'une Commission de trente membres, pour examiner les questions relatives à l'organisation de l'Enseignement supérieur, secondaire et primaire (I., n° 504; A., t. 4, an., p. 275; J. O. de 1871, p. 3183); sur la proposition de M. Martel (Pas-de-Calais) relative à la prorogation de l'Assemblée nationale (I., n° 1391; A., t. 13, p. 530, an., p. 324; J. O. de 1872, p. 5765). — Son rapport, au nom de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (I., n° 1416 A, et n° 1416 A (Annexe); A., t. 20, p. 3 à 69, et 337 à 453; J. O. de 1873, p. 3482, 3501, 3502, 3516, 3548, 3563). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 109; t. 7, p. 170, 305). — Est élu *Vice-Président de l'Assemblée* (A., t. 4, p. 649). — Prend part à la discussion des propositions : 1° de MM. Rivet et autres, sur l'organisation du Pouvoir exécutif; 2° de MM. Adnet et autres, sur la confirmation des pouvoirs de M. Thiers; 3° de M. de Belcastel, sur la forme définitive du Gouvernement (A., t. 5, p. 238, 239). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 6, p. 4). — S'excuse de son absence (A., t. 7, p. 25; t. 13, p. 233). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 8, p. 182). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 107, 135). — Ses observations, comme Président de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale, au sujet des travaux de cette Commission (A., t. 11, p. 327). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 12, p. 160). — Ses explications, à propos de la demande de communication aux magistrats militaires chargés de l'instruction de la capitulation de Metz, des dépositions et documents recueillis par la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 13, p. 16). — Donne lecture de son rapport sur la proposition de M. Martel relative à la prorogation de l'Assemblée nationale, du 1 août au 15 novembre 1872 (A., t. 13, p. 530). — Demande, comme Président de la Commission, l'impression et la distribution des rapports, dépositions des témoins et correspondances à l'appui de l'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 14, p. 11). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 14, p. 8; t. 16, p. 22). — Donne lecture d'un projet de Résolution, à la suite de la communication du Traité d'évacuation du territoire (A., t. 16, p. 514, 515). — Ses observations au sujet d'un document publié à la suite du rapport de M. de Sugny au nom de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale, et concernant l'Administration préfectorale des Bouches-du-Rhône pendant la guerre (A., t. 17, p. 376). — N. B. — Son décès, survenu pendant la 1re prorogation de 1873, n'a pas été notifié à l'Assemblée.

SAINT-MARC-GIRARDIN (M. BARTHÉLEMY), *Sous-Préfet de Corbeil.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 470).

SAINT-PIERRE (M. le vicomte DE), *Député élu par le département du Calvados.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 12). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télé-

graphiques (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); et de diverses Commissions (F., n°s 11, 217, 241, 264, 588, 776, 812; M. B. de 1871, p. 209; J. O. de 1872, p. 950, 1649, 2757; J. O. de 1874, p. 1226; J. O. de 1875, p. 3636, 9073). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 2, p. 701). — Obtient des congés (A., t. 8, p. 363; t. 15, p. 148; t. 16, p. 462; t. 18, p. 613; t. 28, p. 434; t. 30, p. 229; t. 32, p. 231; t. 37, p. 235).

SAINT-PIERRE (M. Louis de), *Député élu par le département de la Manche.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 18).= Secrétaire : du 14e Bureau (F., n° 119; J. O., p. 1080); du 11e Bureau (F., n° 187; J. O. de 1874, p. 4153); du 4e Bureau (F., n° 756; J. O. de 1875, p. 1817). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 51, 123, 146, 301, 359, 463, 509, 650, 658, 717, 744, 765, 769; J. O. de 1871, p. 750, 2248, 2985; J. O. de 1872, p. 3872, 7197; J. O. de 1873, p. 3220, 4945; J. O. de 1874, p. 4089, 4360; J. O. de 1875, p. 160, 1275, 2129, 3405); de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars 1871 (F., n° 95; J. O. de 1871, p. 1476); de la première Commission de permanence de 1873 (A., t. 17, p. 275); et de la première Commission de permanence de 1875 (A., t. 37, p. 328). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à déclarer nulles et non avenues les élections municipales auxquelles il a été procédé à Paris le 26 mars 1871 (I., n° 86; A., t. 2, p. 147, 150; J. O. de 1871, p. 472).— Son rapport spécial au nom de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars 1871, au sujet de l'influence et du rôle de la Garde nationale à Paris, pendant l'insurrection (A., t. 9, p. 167 à 175).— Donne lecture de sa proposition tendant à déclarer nulles et non avenues les élections municipales faites à Paris, le 26 mai 1871, et en demande l'urgence (A., t. 2, p. 147). — Demande la rectification au Procès-verbal de son vote sur les élections des princes d'Orléans (A., t. 3, p. 320). — Adresse deux questions au Ministre des Finances : l'une, sur la publication au *Journal officiel* des nominations des fonctionnaires des Finances (A., t. 8, p. 127); l'autre au sujet des récompenses à accorder aux employés de la Banque de France qui l'ont défendue contre la Commune de Paris (A., t. 13, p. 591). — Est entendu dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Guerre : *Amélioration de la situation des gendarmes*, A., t. 28, p. 380, 382); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Droits sur les sucres*, A., t. 30, p. 99); du Budget de l'Exercice 1875 (Guerre : *Amélioration de la solde et des retraites de la gendarmerie*, A., t. 34, p. 14, 134). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 35, p. 472 à 476). — Prend part à la discussion : des propositions de MM. Waddington, Vautrain, Clapier et Wallon, relatives à l'organisation du Sénat (A., t. 36, p. 603); du projet de loi de crédits applicables à l'installation des deux Chambres dans le Palais de Versailles (A., t. 38, p. 205). — Développe une proposition tendant à prélever au profit des inondés du Midi, sur l'indemnité législative, une somme équivalente à quinze jours de cette indemnité (A., t. 39, p. 216, 217). — Parle dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1876 (Guerre : *Augmentation du chiffre minimun de la pension de retraite des gendarmes*, A., t. 40, p. 215, 216. Impôts autorisés : *Modification dans la disposition actuelle des timbres-poste*, A., t. 41, p. 383); du projet de loi relatif aux élections des Sénateurs (*Son amendement ayant pour objet la suppression de l'indemnité*, A., t. 41, p. 119 à 124); du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 70, 146, 152).

SAINT-SIMON (M. de), *ancien Capitaine au 4e bataillon de la garde nationale de Paris.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 249).

SAINT-VICTOR M. de, *Député élu par le département du Rhône.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 10).= Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du commerce et de l'agriculture de la France (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 210); de diverses Commissions (F.,

nos 23, 41, 58, 125, 136, 146, 152, 178, 181, 353, 498, 509, 865; J. O. de 1871, p. 251, 561, 867, 2333, 2641, 2985, 3155, 5137, 5229; J. O. de 1872, p. 7007; J. O. de 1873, p. 4481, 4945; J. O. de 1875, p. 10118); et de la Commission des Marchés (F., n° 37; J. O. de 1871, p. 471). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet l'abrogation du décret du 25 mai 1852 sur l'organisation des Chambres consultatives et du Conseil général d'agriculture, et le retour à la loi du 25 février 1851 (I., n° 1155; A., t. 11, p. 436, an., p. 170; J. O. de 1872, p. 3552). — Ses rapports au nom de la Commission des Marchés, concernant plusieurs affaires relatives à l'approvisionnement de Paris : 1° *Affaires Baillehache, Renault, Chavannes et Frear* (I., n° 424; A., t. 4, p., an., p. 118 à 129; J. O. de 1871, p. 3180); 2° *Affaires Baillehache, Lion, Renault, Frear, Ruffel; marchés résiliés* (I., n° 1745; A., t. 17, an., p. 129 à 148; J. O. de 1873, p. 3396, 3428, 3481). — S'excuse de son absence (A., t. 2, p. 164; t. 12, p. 721). — Donne lecture de son premier rapport au nom de la Commission des Marchés (A., t. 4, p. 314 à 319). — Obtient un congé (A., t. 7, p. 441). — Demande une rectification au *Journal officiel* à propos de la discussion du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (RHONE : arrondissement de *Villefranche*, A., t. 44, p. 142).

SAISSET (M. l'amiral), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 47).= Président : du 1er Bureau (F., n° 486; J. O. de 1873, p. 4107); du 3e Bureau (F., n° 509; J. O., p. 4945); du 11e Bureau (F., n° 697; J. O. de 1874, p. 7981); du 4e Bureau (F., n° 717; J. O. de 1875, p. 160). = Membre : de la Commission du Traité de paix (F., n° 8; M. B. de 1871, p. 27 et 31); de la Commission de réorganisation de l'armée (F., nos 73 et 84; J. O. de 1871, p. 1141 et 1230); de diverses Commissions (F., nos 278, 707; J. O. de 1872, p. 3174; J. O. de 1874, p. 8333); et de la deuxième Commission de permanence de 1873 (A., t. 19, p. 406). = Est entendu : sur l'urgence du projet de loi relatif aux préliminaires de paix (A., t. 1, p. 94); sur une demande de déclaration de l'Assemblée, relative aux élections municipales à faire à Paris (A., t. 2, p. 31); dans la discussion : du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 227, 243, 268, *rectification*, 327); de la proposition de M. Princeteau, relative à l'interdiction de toutes fonctions publiques salariées aux Membres de l'Assemblée nationale (*Deuxième délibération*, A., t. 7, p. 389); du projet de loi réglant au point de vue de l'indemnité la situation des fonctionnaires nommés Députés (A., t. 7, p. 552). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars 1871 (A., t. 9, p. 624 à 639). — Ses réclamations adressées au Président de cette Commission (A., t. 10, p. 239, 241, 242). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'organisation du jury dans les Colonies (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 128); du Budget de l'Exercice 1874 (Marine et Colonies : *Situation des déportés à la Nouvelle-Calédonie*, A., t. 28, p. 264); de la proposition de M. le général Chareton, relative aux améliorations à apporter à la position des sous-officiers (A., t. 33, p. 42). — Parle sur un incident relatif à l'interprétation de l'article 70 du Règlement (A., t. 36, p. 535, 536, 538). — Demande une suspension de séances de deux jours avant l'élection des 75 Sénateurs inamovibles par l'Assemblée (A., t. 42, p. 228).

SAISY (M. HERVÉ DE), *Député élu par le département des Côtes-du-Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 31). = Secrétaire : du 11e Bureau (F., n° 379; J. O. de 1872, p. 7847). = Membre de Commissions (F., nos 293, 486, 517, 562, 601, 627, 865; J. O. de 1872, p. 3643; J. O. de 1873, p. 4107, 6751; J. O. de 1874, p. 351, 1699, 3307; J. O. de 1875, p. 10118). = Ses propositions ayant pour objet : de fixer un maximum de traitement aux fonctionnaires de l'Etat, portant interdiction de cumul, etc. (I., n° 448; A., t. 4, an., p. 184; J. O. de 1871, p. 2839); de modifier plusieurs articles de la loi du 21 mai 1836, sur les chemins vicinaux (I., n° 449; A., t. 4, an., p. 185; J. O. de 1871, p. 3080); d'aliéner les joyaux et le mobilier de la Couronne et d'en appliquer le produit à l'entière reconstruction des villes françaises détruites par

l'armée allemande, en expiation d'une héroïque défense (I., n° 472 ; A., t. 4, p. 502, an., p. 207 ; J. O. de 1871, p. 3104) ; de réduire l'indemnité des Représentants à l'Assemblée nationale et le traitement des Préfets, et de supprimer les Sous-Préfectures, les emplois de Trésorier-Payeur général et les Recettes particulières; de mettre au concours les fonctions de Conseiller de Préfecture (I., n° 498 ; A., t. 4, an., p. 272 ; J. O. de 1871, p. 3489); de faire nommer par l'Assemblée nationale une Commission permanente composée de trente de ses membres et chargée spécialement de pourvoir à la réforme administrative et financière du pays (I., n° 565 ; A., t. 5, an., p. 95 ; J. O. de 1871, p. 3409); de faire affirmer par le peuple Français, convoqué dans ses comices communaux, la forme de Gouvernement sous laquelle il veut vivre, République ou Monarchie (I., n° 679; A., t. 6, p. 25, an., p. 87 ; J. O. de 1871, p. 5058); d'aliéner au profit de l'Etat les parcs et châteaux de Saint-Cloud et de Meudon, ainsi que leurs dépendances, avec affectation du produit de cette vente à l'amortissement de la dette publique (I., n° 707 ; A., t. 6, an., p. 171 ; J. O. de 1871, p. 5366). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, stipulant qu'il ne sera perçu par les agents du Trésor public aucune commission, remise ou bonification quelconque d'intérêts sur le produit des impôts nouveaux dont la création a pour origine les malheurs de la France (I., n° 781 ; A., t. 6, an., p. 297 ; J. O. de 1872, p. 417). — Ses propositions ayant pour objet : une augmentation de 30 p. 100 sur le prix actuel des tabacs de luxe et l'abrogation de la loi du 29 février 1872, qui pèse uniquement sur les tabacs ordinaires (I., n° 1119 ; A., t. 11, an., p. 80 ; J. O. de 1872, p. 3415); la fixation d'un maximum de quatre kilomètres au déplacement exigible des prestataires, en vertu de la loi du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux (I., n° 1198; A., t. 11, an., p. 270 ; J. O. de 1872, p. 4176); l'affranchissement de la navigation intérieure sur les canaux de Nantes à Brest et du Blavet (I., n° 1199 ; A., t. 11, an., p. 271; J. O. de 1872, p. 4119); l'interdiction de percevoir sur la navigation intérieure d'autres taxes que celles qui sont édictées par les lois, décrets et ordonnances en vigueur ; et le transport en franchise sur les canaux de l'Etat et les rivières assimilées, des engrais, amendements calcaires et autres matières fertilisantes destinées à l'agriculture (I., n° 1367 ; A., t. 13, an., p. 255 ; J. O. de 1872, p. 5702) ; la nomination par l'Assemblée nationale d'une Commission de trente de ses membres, qui sera chargée de lui soumettre un ensemble de dispositions législatives indiquant les réformes à introduire dans la gestion du Domaine public et déterminant les parties de ce Domaine qu'il serait avantageux d'aliéner (I., n° 1410; A., t. 13, an., p. 551 ; J. O. de 1872, p. 6957) ; l'augmentation de l'indemnité journalière actuellement payée aux sous-officiers, soldats ou autres assimilés, qui se trouvent en expectative d'une pension de retraite, pour blessures et infirmités équivalentes contractées au service de l'Etat; la fixation d'un délai de trois mois pour la liquidation et la notification aux intéressés des pensions militaires quelle qu'en soit l'origine; et la revision obligatoire pour les Commissions départementales de réforme, des droits et de la situation des anciens militaires, que l'appréciation erronée ou l'aggravation de leurs blessures rendent susceptibles d'être proposés, soit pour une gratification renouvelable, soit pour une pension de retraite (I., n° 1431 ; A., t. 14, an., p. 11 ; J. O. de 1872, p. 7143). — Ses propositions tendant : à féliciter le peuple Espagnol d'avoir entrepris l'abolition de l'esclavage dans ses colonies (I., n° 1603; A., t. 16, p. 2, an., p. 4 ; J. O. de 1873, p. 1232) ; à modifier les articles 5 et 6 de la loi du 23 juillet 1872, relatifs aux taxes à percevoir sur les chevaux et les voitures déclarés imposables (I., n° 1751 ; A., t. 17, an., p. 152 ; J. O. de 1873, p. 3077) ; à faire présenter à l'Assemblée, avant l'examen du Budget de 1874, l'état détaillé des logements occupés dans les bâtiments nationaux par le personnel du Ministère des Travaux publics, état exigible en exécution de l'article 12 de la loi du 23 avril 1833 (I., n° 1752; A., t. 17, an., p. 153 ; J. O. de 1873, p. 2753). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet l'envoi et le trai-

tement aux frais de l'Etat, dans les Établissements d'eaux minérales désignés à cet effet, des anciens militaires et marins, ainsi que de leurs assimilés, dont les blessures et les infirmités contractées au service nécessitent l'application de cette mesure (I., n° 1794; A., t. 18, an., p. 75; J. O. de 1873, p. 3847). — Ses propositions ayant pour objet : de réorganiser le service de la Trésorerie (I., n° 1932; A., t. 19, an., p. 193; J. O. de 1873, p. 5779); de modifier l'article 11 de la loi du 23 août 1871, relative aux droits d'enregistrement et de timbre (I., n° 2165; A., t. 29, an., p. 63; J. O. de 1874, p. 509); de fixer au 1er mai la discussion du Budget de 1875 (I., n° 2193; A., t. 29, p. 403, an., p. 198; J. O. de 1874, p. 1397); de réduire à deux le nombre des Questeurs (I., n° 2238; A., t. 30, p. 38, an., p. 10; J. O. de 1874, p. 1729); de faire publier au *Journal officiel* et au *Bulletin des Lois*, les décrets ou arrêtés du Pouvoir exécutif qui continuent à recevoir leur exécution sans avoir été préalablement promulgués (I., n° 2276; A., t. 30, an., p. 129; J. O. de 1874, p. 2891); de faire décider par l'Assemblée nationale qu'elle ne se prorogera pas avant d'avoir voté la loi spéciale de réorganisation des Cadres de l'Armée (I., n° 2328; A., t. 33, an., p. 9; J. O. de 1874, p. 4874); d'empêcher l'abus des nominations faites à la dernière heure par les Ministres sortant de fonctions (I., n° 2799; A., t. 35, p. 449, an., p. 360; J. O. de 1875, p. 273); de perpétuer la mémoire des militaires et marins qui meurent victimes de leur dévouement à l'humanité et à la patrie (I., n° 2845; A., t. 36, an., p. 56; J. O. de 1875, p. 746); de modifier la loi du 10 août 1871 et d'attribuer à un jury électoral, composé de magistrats inamovibles, la mission de statuer, sans appel, sur la validité des élections aux Conseils généraux et d'arrondissement (I., n° 2908; A., t. 36, an., p. 184; J. O. de 1875, p. 1882). — Sa proposition de Résolution portant que l'Assemblée ne se séparera pas avant d'avoir voté les dernières lois militaires et rétabli l'équilibre du Budget (I., n° 2909; A., t. 36, p. 642, an., p. 185; J. O. de 1875, p. 2130). — Ses propositions relatives : aux dépenses occasionnées par l'addition de photographies politiques au rapport sur l'élection du département de la Nièvre (I., n° 2915; A., t. 37, p. 20, an., p. 7; J. O. de 1875, p. 1818); à l'abrogation de l'article 6 de la loi du 2 juin 1875, en ce qui concerne l'application des décimes à l'impôt du sel (I., n° 3436; A., t. 42, p. 256, an., p. 236; J. O. de 1875, p. 10058). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 374; t. 5, p. 205; t. 7, p. 404; t. 12, p. 279). —Donne lecture : de sa proposition tendant à l'aliénation des joyaux et du mobilier de la Couronne et en demande l'urgence (A., t. 4, p. 502); de sa proposition relative à la nomination d'une Commission chargée de pourvoir à la réforme administrative et financière du pays et en demande l'urgence (A., t. 5, p. 229, 230); de sa proposition tendant à un appel au peuple sur la forme du gouvernement et en demande l'urgence (A., t. 6, p. 25). — Demande la mise à l'ordre du jour de cette proposition (A., t. 14, p. 19). — Donne lecture de sa proposition relative aux commissions, remises et bonifications des agents du Trésor sur le produit des nouveaux impôts et en demande l'urgence (A., t. 6, p. 438). — Dépose sa proposition relative à l'augmentation du prix actuel des tabacs de luxe et en demande l'urgence (A., t. 11, p. 271). — Dépose sa proposition relative aux pensions militaires et en demande l'urgence (A., t. 14, p. 57, 58, *rectification*, p. 81). — Est entendu dans la discussion de cette proposition et de la proposition analogue de M. de la Rochethulon (A., t. 14, p. 265). — Prend part à la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Affaires étrangères : *Suppression de l'agent vice-consul à Monaco*, A., t. 14, p. 444, *rectification*, p. 453. Intérieur : *Traitements des Préfets*, p. 500. Finances : *Traitements des Trésoriers-payeurs généraux et Receveurs particuliers des finances*, p. 612). — Demande la mise à l'ordre du jour : de la proposition de M. Parent, ayant pour objet de faire déposer par le Gouvernement sur le Bureau de l'Assemblée un Tableau général des biens de l'Etat (A., t. 14, p. 703); de la proposition de M. de Lamberterie, relative à la mise en adjudication des bureaux de tabac (A., t. 14, p. 742; t. 29, p. 376). — Ses observations dans la discussion de la proposition de MM. Destremx et autres, relative à la répartition des places réservées au public dans la salle des séances de l'Assemblée

(A., t. 15, p. 309, 310). — Adresse une question au Ministre des Finances au sujet de la reconstitution du Tableau général des propriétés de l'Etat (A., t. 15, p. 391). — Donne lecture de sa proposition tendant à féliciter le peuple Espagnol d'avoir entrepris l'abolition de l'esclavage dans ses colonies et en demande l'urgence (A., t. 16, p. 2, 4). — Est entendu : sur un incident relatif à la mise à l'ordre du jour du projet de loi de la Commission des Trente ayant pour objet les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 175); dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 16, p. 365 à 368); sur un incident relatif à la mise à l'ordre du jour du projet de loi concernant les indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 276, 279). — Donne lecture de sa proposition ayant pour objet l'envoi et le traitement aux frais de l'État, dans les Établissements thermaux, des anciens militaires et marins blessés au service et en demande l'urgence (A., t. 18, p. 148, 149). — Sa lettre portant demande d'interpellations au Ministre des Finances, sur des nominations irrégulières dans le personnel des Finances et sur l'inexécution de la nouvelle législation relative aux perceptions, notamment dans la ville de Paris (A., t. 18, p. 164). — Développe ses interpellations (A., t. 18, p. 185, 189). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier la législation sur les contributions indirectes (A., t. 18, p. 178, 179, 456, 478, 480). — Adresse une question au Ministre de la Guerre sur l'exécution de la loi du 27 novembre 1872 relative au supplément de pension accordé aux anciens militaires mutilés ou infirmes, et sur le retard apporté à la liquidation des pensions militaires (A., t. 19, p. 346, 347). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif aux contributions directes à percevoir en 1874 (A., t. 19, p. 399.) ; du projet de loi de crédit applicable à l'acquisition de la fresque de *la Magliana* (A., t. 19, p. 469). — Déclare retirer : sa proposition relative à l'affranchissement de la navigation intérieure sur les canaux de Nantes à Brest et du Blavet (A., t. 19, p. 479) ; sa proposition relative à l'aliénation des parcs et châteaux de Saint-Cloud et de Meudon (A., t. 27, p. 31). — Parle : sur la prise en considération de sa proposition ayant pour objet la nomination d'une Commission de 30 membres chargée de préparer les réformes à introduire dans la gestion du Domaine public (A., t. 27, p. 31) ; dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Affaires étrangères : *Suppression de l'agence vice-consulaire de Monaco*, A., t. 28, p. 204, 206. Dette publique et dispositions diverses : *Interprétation de la loi du 27 novembre 1872 sur les pensions aux militaires blessés et amputés*, p. 424, 593, 594, 611. Finances : *Traitements des receveurs particuliers des finances*, p. 448, 450. Voies et moyens : *Taxe sur les chevaux et sur les voitures*, p. 567 à 570. *Mode de constatation des visites et exercices chez les débitants*, p. 591, 592. Dispositions diverses : *Prescriptions applicables aux lois et décrets en matière de finances*, p. 613). — Donne lecture de sa proposition, tendant à fixer au 1er mai la discussion du Budget de 1875 et en demande l'urgence (A., t. 29, p. 403). — Ses observations au sujet du vote de l'urgence sur les propositions réglementaires de M. Pernolet, relatives aux nominations à faire en Assemblée générale (A., t. 30, p. 20). — Demande que le nombre des Questeurs soit réduit à deux (A., t. 30, p. 20). — Dépose une proposition à ce sujet et en demande l'urgence (A., t. 30, p. 20, 38). — Donne lecture de sa proposition tendant à publier au *Journal officiel* et au *Bulletin des Lois* les décrets et arrêtés du Pouvoir exécutif qui n'ont pas été régulièrement promulgués et en demande l'urgence (A., t. 30, p. 313). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôts de luxe*, A., t. 30, p. 420. *Taxe à l'importation des salaisons étrangères*, p. 428. *Motion d'ordre*, p. 491) ; de la proposition de M. Ganivet, relative à la prorogation de l'Assemblée nationale (A., t. 30, p. 579, 581) ; du projet de loi relatif à l'achèvement du nouvel Opéra (A., t. 30, p. 716, 717, 719) ; du projet de loi relatif à l'électorat municipal (*Troisième délibération*, A., t. 32, p. 529, 564, 568). — Dépose une proposition tendant à faire déclarer par l'Assemblée nationale qu'elle ne se prorogera pas avant d'avoir voté la loi de réorganisation des cadres de l'armée et en développe l'urgence

(A., t. 33, p. 28, 29). — Parle dans la discussion : du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes et de la proposition de M. Wolowski, relative à l'équilibre du Budget de 1875 (*Impôt sur le gaz*, A., t. 33, p. 117, 118) ; de la proposition de M. Malartre, relative à la prorogation de l'Assemblée nationale (A., t. 34, p. 115) ; du Budget de l'Exercice 1875 (Impôts autorisés : *Suppression de l'impôt sur les viandes salées*, A., t. 34, p. 274) ; du Budget de l'Assemblée nationale pour le même Exercice (*Frais d'éclairage du Palais du Corps législatif à Paris ; dépense des impressions*, A., t. 34, p. 207). — Est entendu : sur l'urgence du projet de loi tendant à autoriser la Chambre de Commerce du Havre à avancer à l'Etat la somme de 6 millions pour l'achèvement des travaux du port (A., t. 34, p. 255) ; sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif au régime des prisons départementales (A., t. 35, p. 444). — Dépose une proposition tendant à empêcher l'abus des nominations faites à la dernière heure par les Ministres sortants et en développe les motifs d'urgence (A., t. 35, p. 449, 450). — Déclare retirer cette proposition (A., t. 36, p. 456). — Donne lecture de sa proposition portant que l'Assemblée ne se séparera pas avant d'avoir voté la dernière loi militaire et rétabli l'équilibre du Budget et en développe l'urgence (A., t. 36, p. 642). — Est entendu sur un incident relatif à la distribution de photographies politiques annexées au rapport de la Commission d'Enquête sur l'élection de M. de Bourgoing par le département de la Nièvre (A., t. 37, p. 16, 20). — Donne lecture de sa proposition tendant à interdire d'imputer la dépense de cette publication sur le Budget de l'Assemblée et en demande l'urgence (A., t. 37, p. 20, 21). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à divers droits d'enregistrement (A., t. 39, p. 6). — Demande la mise à l'ordre du jour de l'élection de M. l'amiral de Kerjégu, par le département des Côtes-du-Nord (A., t. 39, p. 22, 23). — Est entendu : dans la discussion de cette élection (A., t. 39, p. 179 à 182) ; sur le projet de loi organique relatif aux rapports des Pouvoirs publics (*Première délibération*, A., t. 39, p. 88, 91. *Deuxième délibération*, t. 39, p. 480) ; au sujet du retard de la Commission d'initiative dans l'examen de sa proposition et de celle de M. Eugène Tallon, tendant à modifier la disposition de la loi du 10 août 1871, qui attribue aux Conseils généraux la vérification des pouvoirs de leurs membres (A., t. 39, p. 401, 402) ; dans la discussion : du projet de loi organique relatif aux élections des Sénateurs (*Deuxième délibération*, A., t. 41, p. 124, 127, 128, 130. *Troisième délibération*, t. 41, p. 330 à 335) ; du Budget de l'Exercice 1876 (Travaux publics : *Situation du canal de Nantes à Brest*, A., t. 41, p. 248, 251. Dispositions générales : *Suppression de la garnison collective et individuelle, en matière de recouvrements d'impôts*, p. 399, 401). — Donne lecture de sa proposition tendant à supprimer les décimes établis sur le sel par l'article 6 de la loi du 2 juin 1875 et en développe l'urgence (A., t. 42, p. 256 à 258). — Prend part à la discussion : du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 319 à 322, 339) ; de la proposition de M. Feray, tendant à déclarer les dispositions de la loi du 29 juin 1872, qui impose les valeurs mobilières, inapplicables aux sociétés de commerce en nom collectif et aux associés gérants des sociétés en commandite (A., t. 43, p. 2 à 6, 8, 11). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 306).

SALLANTIN (M.), *Procureur de la République près le Tribunal de la Seine.*

Ses rapports à M. le Garde des sceaux sur les Comités de l'Appel au Peuple, annexés au 2e rapport de la Commission d'Enquête sur l'élection de M. le baron de Bourgoing par le département de la Nièvre (A., t. 40, p. 55 à 72). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements Pénitentiaires (A., t. 45, p. 407 à 410).

SALNEUVE (M.), *Député élu par le département du Puy-de-Dôme.*

Est entendu sur son élection (A., t. 4, p. 41). — Son élection est validée (A., t. 4, p. 45). — Membre de Commissions (F., nos 144, 169, 209, 225, 250, 264, 289, 325, 359, 405, 475,

478, 541, 601, 629, 674, 697, 722, 824, 842, 865; J. O. de 1871, p. 2929; J. O. de 1872, p. 413, 704, 1177, 1952, 2757, 3519, 4633, 7197; J. O. de 1873, p. 653, 3722, 3817, 7729; J. O. de 1874, p. 1699, 3395, 4933, 7981; J. O. de 1875, p. 365, 5510, 9073, 10118). — Ses propositions tendant : à instituer une Commission spéciale qui serait chargée exclusivement de rechercher les voies et moyens de prompte délivrance du territoire et même de libération immédiate de la dette totale de la France envers la Prusse (I., n° 864; A., t. 7, p. 307, an., p. 135; J. O. de 1872, p. 1182); à rendre au Code des lois civiles la dénomination de Code civil (I., n° 1156; A., t. 11, an., p. 170; J. O. de 1872, p. 3718). — Son rapport sommaire sur la proposition de MM. Bottieau et Boreau-Lajanadie, ayant pour objet la centralisation du service criminel des Cours d'assises départementales au chef-lieu de chaque Cour d'appel (I., n° 1298; A., t. 13, an., p. 62; J. O. de 1872, p. 4962, 5000). — Ses rapports : sur le projet de loi relatif à l'établissement de surtaxes à l'octroi de Hanvec (Finistère) (I., n° 2149; A., t. 28, an., p. 310; J. O. de 1874, p. 243); sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins, les cidres, les alcools et absinthes à l'octroi de Lannion (Côtes-du-Nord) (I., n° 2649; A., t. 34, an., p. 113; J. O. de 1874, p. 6092); sur le projet de loi, portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool et l'absinthe, à l'octroi de Loc-Maria-Plouzané (Finistère) (I., n° 2736; A., t. 35, an., p. 274; J. O. de 1874, p. 8277); sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins, cidres, alcools et absinthes à l'octroi de Pont-l'Abbé (Finistère) (I., n° 2739; A., t. 35, an., p. 275; J. O. de 1874, p. 8251). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, portant augmentation des impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 344). — Son rapport sur l'élection de M. Marck par la colonie de la Guyane française (A., t. 6, p. 148). — Donne lecture de sa proposition tendant à la nomination d'une Commission spéciale pour l'examen de toutes les propositions relatives à l'affranchissement du territoire et en développe l'urgence (A., t. 7, p. 306, 307). — Parle dans la discussion de sa proposition (A., t. 8, p. 104). — Obtient des congés (A., t. 7, p. 305; t. 15, p. 527; t. 16, p. 291; t. 19, p. 178; t. 30, p. 5, 310; t. 37, p. 267; t. 44, p. 142). — Est entendu dans la discussion des propositions de MM. Vilfeu et Théophile Roussel, relatives à la répression de l'ivresse (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 22). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 36, p. 230; t. 37, p. 64).

SALVANDY (M. DE), *Député élu par le département de l'Eure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 83). — Secrétaire : du 8e Bureau (F., n° 189; J. O. de 1872, p. 413); du 1er Bureau (F., n° 671; J. O. de 1874, p. 4933); du 3e Bureau (F., n° 756; J. O. de 1875, p. 1817). — Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); et de diverses Commissions (F., nos 30, 48, 51, 75, 93, 127, 167, 229, 245, 258, 264, 265, 289, 301, 475, 478, 492, 543, 544, 549, 569, 601, 769, 776, 824, 865; J. O. de 1871, p. 344, 696, 750, 1124, 1408, 2385, 4802; J. O. de 1872, p. 1295, 1784, 2197, 2757, 2781, 3519, 3872; J. O. de 1873, p. 3722, 3817, 4286, 7697, 7732, 7921; J. O. de 1874, p. 611, 1699; J. O. de 1875, p. 3405, 3636, 5510, 10118). — Membre adjoint de la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (F., n° 293; J. O. de 1872, p. 3644). — Membre : de la 1re Commission de permanence de 1873 (A., t. 17, p. 276); et de la Commission des Comptes du Budget de 1869 (F., n° 529; J. O. de 1873, p. 7211). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, portant modification au Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 275; A., t. 3, p. 199; J. O. de 1871, p. 1321). — Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. le baron de Barante et Waddington, relative à l'organisation des Conseils cantonaux (I., n° 295; A., t. 3, p. 262; J. O. de 1871, p. 1582); sur la proposition de MM. le vicomte de Bonald et autres, tendant à la création d'une Commission de trente membres, pour examiner les questions relatives à l'organisation de l'Enseignement supérieur, secondaire et primaire (I., n° 317; A., t. 3, p. 394; J. O. de 1871, p. 1599). — Ses rapports : sur la proposition de MM. Na-

quet et autres, tendant à ce qu'il soit nommé dans l'Assemblée nationale une Commission de quinze membres pour étudier la revision générale de la législation de l'an XI, en ce qui concerne l'enseignement et l'exercice de la médecine et de la pharmacie (I., n° 1249; A., t. 12, an., p. 89 ; J. O. de 1872, p. 5027) ; sur le projet de loi, tendant à autoriser la ville de Laval (Mayenne) à emprunter pour l'agrandissement de son Lycée une somme de 100,000 fr. (I., n° 3279; A., t. 41, an., p. 97 ; J. O. de 1875, p. 7042). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif au transport des journaux (A., t. 5, p. 498) ; du projet de loi relatif à la répression de la fraude sur les spiritueux (A., t. 8, p. 98) ; de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 90). — Prend part, en qualité de Rapporteur, à la discussion de la proposition de MM. Naquet, Bourgeois et autres, tendant à la nomination d'une Commission parlementaire chargée d'étudier la question de l'enseignement et de l'exercice de la médecine et de la pharmacie (A., t. 17, p. 14). — Parle dans la discussion : de la proposition de MM. de Corcelle et autres, relative aux Conseils académiques et départementaux (*Deuxième délibération*, A., t. 28, p. 147) ; de la proposition de M. le comte Jaubert, relative à la liberté de l'enseignement supérieu (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 413); du projet de loi portant déclaration d'utilité publique de divers chemins de fer (A., t. 44, p. 377, 380).

SALVY (M.), *Député élu par le département du Cantal.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 12). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., n°s 6, 40, 74, 81, 103, 140, 155, 167, 201, 229, 245, 250, 293, 309, 478, 531, 541, 611, 617, 641, 772, 796, 800, 850 ; M. B. de 1871, p. 18 ; J. O. de 1871, p. 542, 1116, 1188, 1700, 2785, 3155, 4802 ; J. O. de 1872, p. 456, 1295, 1784, 1952, 3643, 4118; J. O. de 1873, p. 3817, 7256, 7729 ; J. O. de 1874, p. 2005, 2210, 3794 ; J. O. de 1875, p. 3525, 4340, 4464, 9395) ; de la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (F., n° 267 ; J. O. de 1872, p. 2829). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à conférer à la Chambre du Conseil des Tribunaux d'arrondissement le règlement des procédures criminelles (I., n° 841 ; A., t. 7, an., p. 82 ; J. O. de 1872, p. 929). — Ses rapports : sur le projet de loi concernant le rétablissement des cautionnements imposés aux journaux et écrits périodiques (I., n° 352 ; A., t. 3, p. 641 ; J. O. de 1871, p. 1869 et 1884) ; sur le projet de loi relatif aux cautionnements fournis par les Conservateurs des hypothèques en rentes sur l'État (I., n° 1321 ; A., t. 13, an., p. 144 ; J. O. de 1872, p. 5380). — Prend part, en qualité de Rapporteur, à la discussion du projet de loi sur le rétablissement du cautionnement des journaux et écrits périodiques (A., t. 3, p. 713 à 747, 757, 773, 776, 778, 780, 782, 787, 795, 796, 797, 799). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif à des augmentations d'impôts et à des impôts nouveaux, concernant l'Enregistrement et le Timbre (A., t. 5, p. 72). — Obtient des congés (A., t. 7, p. 602 ; t. 13, p. 200 ; t. 16, p. 533 ; t. 29, p. 55 ; t. 32, p. 596 ; t. 39, p. 577). — Parle dans la discussion des propositions de MM. Bérenger, Arago et autres, relatives à la réorganisation de la magistrature (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 260). — S'excuse de son absence (A., t. 38, p. 7).

SANSAS (M.), *Député élu par le département de la Gironde.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 40). = Membre de Commissions (F., n°s 249, 498, 601 ; J. O. de 1872, p. 1906 ; J. O. de 1873, p. 4481 ; J. O. de 1874, p. 1699). = Sa proposition de modification aux articles 16 et 17 du Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 762 ; A., t. 6, an., p. 282 ; J. O. de 1872, p. 384). — Sa proposition, ayant pour objet de modifier l'article 414 du Code pénal (I., n° 2455 ; A., t. 32, an., p. 138 ; J. O. de 1874, p. 4493). = Prend part à la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'orga-

nisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 385, 390). — Obtient des congés (A., t. 6, p. 560 ; t. 7, p. 96 ; t. 11, p. 10 ; t. 37, p. 288). — Est entendu : sur la prise en considération de sa proposition tendant à modifier les articles 16 et 17 du Règlement de l'Assemblée nationale (A., t. 7, p. 584) ; dans la discussion du projet de loi tendant à modifier la formation du Jury en matière criminelle (A., t. 14, p. 62) ; sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif aux biens de la famille d'Orléans (A., t. 14, p. 152) ; dans la discussion du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 304, 322).

SARRETTE (M.), *Député élu par le département de Lot-et-Garonne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 17). = Membre : de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73 ; J. O. de 1871, p. 1111) ; et de diverses Commissions (F., n°s 84, 155, 258, 511, 562, 617, 650, 772) ; J. O. de 1871, p. 1230, 3250, 2197 ; J. O. de 1873, p. 5018 ; J. O. de 1874, p. 351, 2210, 4089 ; J. O. de 1875, p. 3525). = Ses explications au sujet d'une pétition tendant à inculper les mobiles de Lot-et-Garonne (A., t. 2, p. 799). — Obtient un congé (A., t. 3, p. 787). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 161 à 167) ; de la proposition de M. le général Chareton relative aux améliorations à apporter à la position des sous-officiers (A., t. 33, p. 40) ; du projet de loi portant déclaration d'utilité publique de divers chemins de fer (A., t. 44, p. 381).

SAULCY (M. DE).

Projet de loi tendant à ouvrir un crédit de 200,000 francs pour l'acquisition de sa collection de médailles, voy. CRÉDITS, § IX, n° 5.

SAUSSIER (M. le général), *Député élu par le département de l'Aube.*

Son élection est validée (A., t. 28, p. 436). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 562, 588, 650, 697 ; J. O. de 1874, p. 351, 1226, 4089, 7981) ; et de la Commission du Budget de 1876 (F., n° 776 ; J. O. de 1875, p. 3636). = Son rapport sur le projet de loi relatif à la construction d'une enceinte avancée pour couvrir les faubourgs ouest de la place de Grenoble (I., n° 3143 ; A., t. 39, an., p. 176 ; J. O. de 1875, p. 5884). = Parle dans la discussion : de la proposition de MM. Fresneau et Émile Carron relative à l'organisation du service religieux dans l'armée de terre (*Deuxième délibération*, A., t. 29, p. 306. *Troisième délibération*, t. 31, p. 86) ; du projet de loi de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Première délibération*, A., t. 35, p. 12. *Deuxième délibération*, t. 36, p. 61, 79. *Troisième délibération*, t. 37, p. 118). — Dépose le rapport de la Commission du Budget sur le projet de loi relatif au complément des fortifications de la place de Grenoble, et en demande l'urgence (A., t. 39, p. 372).

SAUVAGE (M.), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 47). = Obtient un congé (A., t. 1, p. 132). — Lettre annonçant son décès (A., t. 14, p. 2).

SAVARY (M.), *Député élu par le département de la Manche.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 18). = Secrétaire : du 13e Bureau (F., n° 23 ; J. O. de 1871, p. 251) ; du 11e Bureau (F., n° 51 ; J. O., p. 750 ; du 13e Bureau (F., n° 74 ; J. O., p. 1116) ; du 4e Bureau (F., n° 215 ; J. O. de 1872, p. 889 ; du 1er Bureau (F., n° 393 ; J. O. de 1873, p. 280) ; du 10e Bureau (F., n° 486 ; J. O., p. 4107) ; du 12e Bureau (F., n° 607 ; J. O. de 1874, p. 1881) ; du 5e Bureau F., n° 627 ; J. O., p. 3307 ; du 1er Bureau (F., n° 769 ; J. O. de 1875, p. 3405) ; du 8e Bureau F., n° 824 ; J. O., p. 5510) ; du même Bureau renouvelé F., n° 862 ; J. O., p. 9073). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 11, 32, 41, 74, 328, 353, 359, 379, 397, 517, 541, 850 ; M. B. de 1871, p. 209 ; J. O. de 1871, p. 372, 561, 1116 ; J. O. de 1872,

p. 4725, 7007, 7197, 7817; J. O. de 1873, p. 404, 6751, 7729; J. O. de 1875, p. 9395); de la Commission des Marchés (F., n° 37; J. O. de 1871, p. 471); de la Commission de la prorogation des pouvoirs de M. le maréchal de Mac Mahon, duc de Magenta (F., n° 519; J. O. de 1873, p. 6801); et de la Commission d'Enquête sur l'élection de M. le baron de Bourgoing par le département de la Nièvre (F., n° 722; J. O. de 1875, p. 365). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant : à supprimer les fonctions de sous-préfet (I., n° 17; A., t. 1, p. 134, an., p. 16; J. O. de 1871, p. 318). — Sa proposition relative à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (I., n° 172; A., t. 2, p. 747; J. O. de 1871, p. 1321, 1334, 1409). — Sa proposition présentée de concert avec d'autres Députés, relative à la majorité requise pour être élu Député à l'Assemblée nationale (I., n° 1528; A., t. 15, p. 59, an., p. 117; J. O. de 1873, p. 337). = Son rapport sur une proposition des Questeurs, tendant à affecter aux dépenses de l'Assemblée nationale les sommes disponibles sur le crédit ouvert à l'ancien Corps législatif par la loi de Finances du 27 juillet 1870 (I., n° 35; A., t. 1, an., p. 25; J. O. de 1871, p. 345). — Son rapport au nom de la Commission d'Enquête sur l'élection de M. de Bourgoing par le département de la Nièvre (*Incident relatif à une communication de pièces*) (I., n° 2910; A., t. 37, an., p. 242 à 375). — Son deuxième rapport sur cette élection (I., n° 3087; A., t. 37, an., p. 242 à 375; J. O. de 1875, p. 1563, 1605, 1638, 1678, 1712, 1733, 1755). = Donne lecture de sa proposition tendant à supprimer les fonctions de sous-préfet et en demande l'urgence (A., t. 1, p. 134). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 294, 295, 340); du projet de loi sur le rétablissement du cautionnement des journaux (A., t. 3, p. 768); de sa proposition et de celles de MM. Magnin et Bethmont et de M. Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 70, 188, 300). — Obtient des congés (A., t. 5, p. 455; t. 11, p. 50). — Prend part à la discussion : des propositions de MM. Arago, Bérenger et autres, relatives au mode de nomination et à la mise à la retraite des magistrats (*Deuxième délibération*, A., t. 8, p. 154); du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 223, 342, 343); du Budget de l'Exercice 1873 (Intérieur : *Traitement des Sous-Secrétaires d'Etat*, A., t. 14, p. 494). — Donne lecture de sa proposition relative à la majorité requise pour être élu Député et en développe l'urgence (A., t. 15, p. 59, 60). — Est entendu dans la discussion : de cette proposition (A., t. 16, p. 112 à 117); de la proposition de MM. le vicomte d'Aboville et autres, concernant la publicité des Comptes-rendus des séances de l'Assemblée nationale (A., t. 16, p. 10). — Parle sur un incident élevé à la suite du rejet de cette proposition (A., t. 16, p. 16). — Prend part à la discussion de la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation des pouvoirs de M. le maréchal de Mac Mahon (A., t. 27, p. 189). — Son rapport sommaire verbal sur la proposition de M. Pradié relative à la nomination d'une seconde Chambre et à l'organisation des Pouvoirs publics (A., t. 28, p. 220). — Parle : dans la discussion du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt du timbre sur les journaux*, A., t. 29, p. 699. *Impôt sur la verrerie*, A., t. 30, p. 116 à 122, 126); sur l'ajournement du scrutin de ballottage pour la nomination du troisième Questeur (A., t. 30, p. 3); dans la discussion du projet de loi ayant pour objet d'exempter des droits sur le papier l'adjudicataire du *Journal officiel* et de lui allouer un supplément à raison du séjour à Versailles (A., t. 32, p. 498, 500). — Donne lecture au nom de la Commission d'Enquête sur l'élection de M. le baron de Bourgoing par le département de la Nièvre, d'un rapport sur un incident relatif à une communication de pièces demandée par la Commission (A., t. 36, p. 654 à 671). — Parle sur la mise à l'ordre du jour de la discussion de son rapport (A., t. 37, p. 15). — Soulève un incident au sujet du fait allégué contre lui par M. Bottieau, d'avoir intentionnellement omis dans son rapport une seconde dépêche du procureur général de Bourges (A., t. 39, p. 386, 391). — Est entendu, dans

la discussion : de l'élection de M. de Bourgoing par le département de la Nièvre (A., t. 40, p. 26); des interpellations de M. Raoul Duval, sur la conduite que le Gouvernement entend tenir à l'égard du Comité de l'Appel au peuple (A., t. 40, p. 61 à 81).

SAVIGNHAC (M. DE), *Député élu par le département du Morbihan.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 20).= Son décès est annoncé à l'Assemblée (A., t. 1, p. 88).

SAVOYE (M.), *Député élu par le département de la Seine-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 51).= Secrétaire : du 12e Bureau (F., n° 167; J. O. de 1871, p. 4802); du 8e Bureau (F., n° 650; J. O. de 1874, p. 4089); du 10e Bureau (F., n° 674; J. O., p. 4933). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 23, 32, 40, 57, 75, 103, 129, 136, 170, 189, 245, 405, 674, 686, 739, 842; J. O. de 1871, p. 251, 372, 542, 854, 1124, 1700, 2443, 2641, 4892; J. O. de 1872, p. 113, 1784; J. O. de 1873, p. 653; J. O. de 1874, p. 4933, 5848; J. O. de 1875, p. 971, 9073); de la Commission des Services administratifs (F., n° 78; J. O. de 1871, p. 1148); de la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (F., n° 267; J. O. de 1872, p. 2829). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : de rendre les navires susceptibles d'hypothèques (hypothèques maritimes) (I., n° 1370; A., t. 13, an., p. 259; J. O. de 1872, p. 5699); l'introduction en France des cartouches chargées pour l'usage spécial des Sociétés de tir (I., n° 2273; A., t. 30, an., p. 127; J. O. de 1874, p. 2545). — Son rapport sur le projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie de l'Ouest (I., n° 3590; A., t. 43, an., p. 550; J. O. de 1876, p. 703). = Ses observations devant la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires, concernant les pénitenciers de la Corse (A., t. 15, p. 186). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 348, 422, 466, 470, 471); des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 292). — Obtient des congés (A., t. 11, p. 145; t. 12, p. 3; t. 19, p. 127, 159). — S'excuse de son absence (A., t. 12, p. 343; t. 16, p. 103; t. 28, p. 48). — Prend part à la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Intérieur : *Inspections générales administratives*, A., t. 14, p. 519, 521, 522). — Demande, en qualité de Rapporteur, la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie de l'Ouest (A., t. 44, p. 18). — Parle dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 44, p. 368).

SAY (M. LÉON), *Député élu par les départements de la Seine et de Seine-et-Oise.*

Son élection est validée pour le département de Seine-et-Oise (A., t. 1, p. 34). — La validation de son élection pour la Seine est ajournée (A., t. 1, p. 47). — Son élection pour la Seine est validée (A., t. 1, p. 60). — Déclare opter pour ce département (A., t. 1, p. 87). = Président du 13e Bureau (F., n° 650; J. O. de 1874, p. 4089). = Membre : de la Commission, ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., nos 23, 24, 29, 40, 60, 575, 644, 707); J. O. de 1871, p. 251, 271, 337, 542, 894; J. O. de 1873, p. 809; J. O. de 1874, p. 3888, 8333); de la Commission du Budget rectifié de 1871 (F., n° 58; J. O. de 1871, p. 867); de la Commission du Budget de 1874 (F., n° 471; J. O. de 1873, p. 3480); de la Commission de permanence de 1873 (A., t. 19, p. 406); de la Commission de la prorogation des Pouvoirs de M. le maréchal de Mac Mahon, duc de Magenta (F., n° 519; J. O. de 1873, p. 6801); de la Commission du Budget de 1875 (F., n° 583; J. O. de 1874, p. 4075). = Ses propositions : tendant à adresser les remerciements de la France aux populations de la Belgique, de la Suisse et de l'Angleterre (I., n° 26; A., t. 1, p. 151, an., p. 18; J. O. de 1871, p. 345); ayant pour objet : la formation des

des listes électorales municipales (I., n° 128; A., t. 2, p. 452; J. O. de 1871, p. 757); l'organisation départementale et municipale de la ville de Paris (I., n° 225; A., t. 3, p. 17; J. O. de 1871, p. 1100); l'institution d'un prix de 50,000 fr. au profit de la personne qui découvrira un moyen pratique de déterminer directement la présence de l'alcool dans les mélanges (I., n° 2719; A., t. 29, an., p. 150; J. O. de 1874, p. 830). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la reconstruction de l'École pratique de la Faculté de médecine de Paris, la construction d'une Faculté des sciences dans la même ville, et le règlement des difficultés pendantes entre l'État, la Banque de France et la ville de Paris, par suite des réquisitions d'argent opérées par les agents de la Commune, en 1871 (I., n° 2495; A., t. 32, an., p. 269; J. O. de 1874, p. 5123, 5153). = Ses rapports : sur le projet de loi relatif aux loyers (I., n° 113; A., t. 2, p. 319; J. O. de 1871, p. 678 et 735); sur le projet de loi portant autorisation à la ville de Paris de convertir en Bons de liquidation l'allocation de 140 millions de francs accordée par la loi du 7 avril 1873 (I., n° 1943; A., t. 19, an., p. 207; J. O. de 1873, p. 5811); sur le Budget des dépenses de l'Exercice 1875 (Ministère des Finances) (I., n° 2391; A., t. 33, an., p. 198; J. O. de 1874, p. 3986, 4019, 4036, 4058, 4155); sur le projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1873, de crédits supplémentaires au Budget du Ministère des Finances (I., n° 2551; A., t. 33, an., p. 36; J. O. de 1874, p. 5505); sur le projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1873, d'un crédit supplémentaire de 1,740,000 francs, à ce même Budget (I., n° 2552; A., t. 33, an., p. 37; J. O. de 1874, p. 5190); sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit supplémentaire, sur l'Exercice 1873, de 180,000 francs au même Budget (I., n° 2553; A., t. 33, an., p. 38; J. O. de 1874, p. 5191). — Son rapport supplémentaire sur les dépenses du Ministère des Finances pour l'Exercice 1875 (Administration des Postes) (I., n° 2606; A., t. 33, an., p. 198; J. O. de 1874, p. 5788). — Son rapport général sur les recettes et les dépenses de l'Exercice 1875 (I., n° 2628; A., t. 34, an., p. 47; J. O. de 1874, p. 5947, 5964). — Ses rapports : sur le projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1874, de crédits supplémentaires au Budget du département des finances (Capitaux remboursables à divers titres — Mutations cadastrales — Personnel des douanes) (I., n° 2642; A., t. 34, an., p. 107; J. O. de 1874, p. 5976); sur le projet de loi portant : 1° régularisation des crédits supplémentaires ouverts par des décrets pendant la prorogation de l'Assemblée nationale; 2° ouverture de crédits spéciaux d'Exercices clos et périmés (I., n° 2645; A., t. 34, an., p. 109; J. O. de 1874, p. 5977); sur le projet de loi relatif aux dépenses du casernement de l'armée (I., n° 2666; A., t. 34, an., p. 146; J. O. de 1874, p. 6008); sur le projet de loi portant approbation d'un Traité passé entre le Ministre des Finances et la Banque de France (I., n° 2696; A., t. 34, p. 233, an., p. 342; J. O. de 1874, p. 6248); sur le payement de l'indemnité de guerre et sur les opérations de change qui en ont été la conséquence (I., n° 2704; A., t. 34, an., p. 352; J. O. de 1874, p. 7919); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'Exercice 1874, d'un crédit supplémentaire de 20,208 fr., applicable au chapitre XXXV (Contributions indirectes — Administration centrale) (I., n° 2750; A., t. 35, an., p. 285; J. O. de 1874, p. 8488); sur le projet de loi relatif à la répression d'une des formes de la contrebande (Exportation des chiens de forte race) (I., n° 2751; A., t. 35, an., p. 285; J. O. de 1874, p. 8652); sur le projet de loi portant : 1° régularisation des crédits supplémentaires ouverts par des décrets pendant la prorogation de l'Assemblée nationale; 2° ouverture de crédits spéciaux d'Exercices clos et périmés (I., n° 2875; A., t. 36, an., p. 109; J. O. de 1875, p. 914); sur le projet de loi relatif aux crédits et escomptes en matière de contributions indirectes (I., n° 2876; A., t. 35, an., p. 285; J. O. de 1875, p. 844); sur le projet de loi relatif aux entrepôts de Paris (I., n° 2877; A., t. 36, an., p. 115; J. O. de 1875, p. 839). = Dépose les rapports de la Commission chargée d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances, et en demande l'impression et la distribution (A., t. 1, p. 304, 302). — Est entendu : sur un incident rela-

tif à une demande de déclaration de l'Assemblée au sujet des élections municipales à faire à Paris (A., t. 2, p. 29) ; dans la discussion du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 270, 285, 288, 294, 381, 433, 462) ; comme Rapporteur, dans la discussion du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 551, 589, 590, 591, 592, 593, 595, 621, 622, 623, 628, 630, 633, 639, 648, 656, 659, 660, 670) ; dans la discussion : du projet de loi relatif à un emprunt de 350 millions par la ville de Paris (A., t. 5, p. 402) ; de la proposition de M. de Ravinel relative à l'intallation des différents Ministères à Versailles (A., t. 5, p. 448) ; du projet de loi, concernant les fabriques de liqueurs (A., t. 8, p. 569, 570). = Est nommé *Ministre des Finances* [Décret du 7 décembre 1872] (B. des L., n° 1537 ; J. O., p. 7609). — Parle, en cette qualité, dans la discussion : du projet de loi tendant à proroger jusqu'au 1er janvier 1883 le monopole des tabacs attribués à l'État (A., t. 14, p. 736, 738, 741) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Finances : *Organisation actuelle de ce Ministère*, A., t. 14, p. 542 *Personnel de l'Administration centrale*, p. 549. *Frais de trésorerie*, p. 611. *Réduction du nombre et des remises des Receveurs-Percepteurs de Paris*, p. 620, 622, 623. *Régime de la dynamite*, p. 638. Voies et moyens : *Contribution des communes et Établissements publics pour frais de régie de leurs bois*, p. 663. *Droits sur la chicorée*, p. 686. *Bons de la Caisse municipale de la ville de Paris*, p. 719. Dispositions additionnelles : *Révision de la loi des patentes*, p. 721). — Est entendu : sur l'ajournement de la proposition de MM. Roger-Marvaise et autres, tendant à établir des succursales de la Banque de France dans les départements où il n'en existe pas (A., t. 15, p. 266) ; dans la discussion de cette proposition (*Troisième délibération*, A., t. 15, p. 353) ; sur l'ajournement du projet de loi relatif au régime des sucres (A., t. 15, p. 319) ; dans la discussion de ce projet de loi (*Première délibération*, A., t. 16, p. 36, 60). — Répond à la question de M. Hervé de Saisy, au sujet de la reconstitution du Tableau général des propriétés de l'État (A., t. 15, p. 392). — Parle dans la discussion : des interpellations de M. Dussaussoy au sujet de la nouvelle Compagnie française chargée du service des dépêches entre Calais et Douvres (A., t. 15, p. 573) ; du projet de la Commission des Services administratifs, tendant à la réunion du Service des Forêts au Ministère de l'Agriculture et du Commerce (A., t. 16, p. 139 à 142) ; du projet de loi sur les allumettes chimiques (A., t. 16, p. 190, 195, 466, 480, 485, 492, 493, 494, 500) ; du projet de loi de crédit destiné à la restitution au Trésor des rentes 3 0/0 disparues pendant l'insurrection de la commune de Paris, en 1871 (A., t. 17, p. 93) ; du projet de loi tendant à convertir en une taxe municipale l'obligation imposée aux riverains des voies publiques de Paris de balayer le sol livré à la circulation (A., t. 17, p. 101) ; du projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 344, 348, 350, 369, 372, 381, 382, 385, 388, 389, 391) ; du projet de loi relatif à un emprunt par le département de la Manche, pour travaux des chemins vicinaux (A., t. 17, p. 358). = Prend part, comme Député, à la discussion : du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de l'Est, de nouvelles lignes de chemins de fer (A., t. 18, p. 132, 291) ; des propositions : 1° de MM. Bompard et autres, tendant à dispenser du droit de timbre proportionnel les emprunts contractés par les communes pendant la guerre ; 2° de M. Bertauld, tendant à soumettre tous les emprunts contractés par les communes et les départements aux mêmes conditions, quant au timbre et à l'enregistrement (A., t. 18, p. 161) ; des interpellations de M. Hervé de Saisy sur des nominations irrégulières dans le personnel des Finances, et sur l'inexécution de la législation relativement aux perceptions, notamment de la ville de Paris (A., t. 18, p. 189). — Obtient un congé (A., t. 18, p. 295). — Est entendu : sur la motion de M. Dufaure, tendant à la mise à l'ordre du jour des Bureaux des projets de Lois Constitutionnelles présentés par lui au nom du précédent Gouvernement (A., t. 19, p. 11) ; dans la discussion : du projet de loi relatif aux contributions directes à percevoir en 1874 (A., t. 19, p. 395, 397, 398) ; du projet de loi tendant à modifier les articles 1, 4, 6 et 7 de la loi du 11 juillet 1868, sur les chemins vicinaux

(A., t. 19, p. 440). — Demande, en qualité de Rapporteur, l'urgence du projet de loi tendant à autoriser la ville de Paris à convertir en Bons de liquidation l'allocation de 140 millions accordée par la loi du 7 avril 1873 (A., t. 19, p. 462). — Demande à interpeller le Ministère sur la non-convocation des collèges électoraux dans les départements où il y a des sièges vacants (A., t. 27, p. 25). — Parle : sur la demande d'ajournement de ses interpellations (A., t. 27, p. 74, 77) ; dans la discussion : de ses interpellations (A., t. 27, p. 204) ; de la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation des Pouvoirs de M. le maréchal de Mac Mahon (A., t. 27, p. 186, 189) ; du Budget de l'Exercice 1874 (Discussion générale : *Situation financière et budgétaire*, p. 505 à 516, 535. Finances : *Personnel de l'Administration centrale des Forêts*, p. 440. *Matériel de l'Administration centrale des Finances*, p. 557) ; du projet de loi relatif aux droits sur les boissons (A., t. 28, p. 675, 680, 682) ; des projets de lois relatifs à la poudre dynamite (*Deuxième délibération*, A., t. 29, p. 289 ; t. 36, p. 469) ; du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (Discussion générale : *Incidents relatifs à l'ordre de la discussion*, A., t. 29, p. 394, 501, 509. *Création de 50 millions de Bons de liquidation*, p. 517 à 528. *Chèques*, p. 600, 638, 666. *Timbre des lettres de voitures*, p. 602, 603. *Timbre des billets et mandats non négociables*, p. 627. *Impôt sur les pianos*, p. 676. *Impôt sur la verrerie*, A., t. 30, p. 103. *Droit de circulation sur les vins*, p. 155, 163, 164. *Impôt de la petite vitesse*, p. 297, 524. *Impôt sur le gaz*, p. 307. *Impôt du sel*, p. 381, 387. *Situation financière et budgétaire*, p. 476) ; du projet de Résolution de la Commission de l'ancienne Liste civile, tendant à la levée du séquestre sur les immeubles du Domaine privé (A., t. 30, p. 737). — Est entendu : sur l'urgence de la proposition de M. Casimir Périer, ayant pour objet de fixer à la Commission des Lois Constitutionnelles la base de ses travaux sur l'organisation et la transmission des Pouvoirs publics (A., t. 32, p. 197) ; sur la mise à l'ordre du jour de la proposition de MM. Denormandie et autres, relative aux indemnités à accorder à raison des destructions opérées par le Génie pour les besoins de la défense (A., t. 32, p. 226, 227) ; dans la discussion de cette proposition (*Troisième délibération*, A., t. 34, p. 28, 29) ; en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi de crédits supplémentaires à ouvrir, sur l'Exercice 1873 au Ministère des Finances (*Subventions postales*, A., t. 33, p. 233) ; en la même qualité, dans la discussion du Budget de l'Exercice 1875 (Dette publique et Dotations : *Remboursement à la Banque*, A., t. 33, p. 248. *Pensions civiles*, p. 250, 253. *Pension, à titre de récompense nationale, à M. Pasteur*, p. 259. *Dépenses de l'Assemblée nationale*, p. 259. Finances : *Service de la Trésorerie*, p. 284. Guerre : *Instruction, en 1875, des hommes de la disponibilité et de la réserve*, A., t. 34, p. 137. Instruction publique : *Incident relatif à la proposition de M. Maurice, en faveur des instituteurs primaires*, p. 147. Travaux publics : *Assainissement des eaux de la Seine*, p. 189. Frais de Régie : *Personnel des Douanes*, p. 214. *Personnel des Contributions indirectes*, p. 215. *Personnel des Manufactures de l'État*, p. 215. *Création de nouveaux Bureaux de poste composés*, p. 216. *Fabrication des Timbres-poste*, p. 218. Dette publique : *Remboursement à la Banque*, p. 219. *Annuité pour réparation des dommages causés par le Génie militaire*, p. 221. Impôts autorisés : *Surtaxe de 10 centimes additionnels au principal des trois premières contributions directes*, p. 235, 239, 266. *Impôt de transmission sur la Rente française*, p. 237. *Péréquation de l'impôt foncier*, p. 269. *Suppression des exceptions en faveur des petits patentables*, p. 271. *Droits de vérification des poids et mesures*, p. 271. Voies et moyens : *Évaluation du chiffre d'impôts restant à voter*, p. 276. *Ordre et numérotage des articles*, p. 284). — Parle, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du casernement de l'armée (A., t. 34, p. 212, 213). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi portant approbation du nouveau Traité passé entre l'État et la Banque de France (A., t. 34, p. 233). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à l'établissement de surtaxes à l'octroi de Paris, et à une imposition extraordinaire par cette ville (A., t. 34, p. 251) ; du projet de loi

tendant à autoriser un emprunt de 220 millions par la ville de Paris (A., t. 35, p. 382) ; du projet de loi relatif au monopole des allumettes chimiques (A., t. 36, p. 319, 324). — Prend part, en qualité de Rapporteur, à la discussion : du projet de loi portant régularisation des crédits supplémentaires ouverts par décrets pendant la prorogation de l'Assemblée (*Pensions d'anciens fonctionnaires de l'Empire*, A., t. 36, p. 519, 529, 539) ; du projet de loi relatif aux crédits et escomptes, en matière de contributions indirectes (A., t. 36, p. 532, 533) ; du projet de loi relatif aux entrepôts de Paris (A., t. 36, p. 541). = Est nommé *Ministre des Finances* [Décret du 10 mars 1875] (B. des L., n° 3958 ; J. O., p. 1833). — Est entendu, en cette qualité : dans la discussion du projet de loi portant régularisation des crédits supplémentaires ouverts par décrets pendant la prorogation de l'Assemblée (*Revision des pensions civiles concédées à titre exceptionnel depuis le 4 septembre 1870*, A., t. 37, p. 283, 287, 290) ; en réponse à la question de M. Fouquet, au sujet de l'exécution de la loi du 21 mars 1874, sur l'exercice des raffineries de sucre, à partir du 1er juillet 1875 (A., t. 37, p. 304) ; dans la discussion des deux projets de lois concernant le remboursement de l'emprunt Morgan (A., t. 37, p. 305 ; t. 38, p. 275) ; à l'occasion de la présentation du projet de loi sur les bières (A., t. 38, p. 87) ; en réponse à la question de M. Courcelle au sujet de l'état du projet de loi annoncé sur les pensions civiles (A., t. 38, p. 88) ; dans la discussion du projet de loi ayant pour objet l'application de diverses mesures de surveillance et de répression, en matière de douanes, et l'extension des décimes additionnels à divers impôts et revenus indirects (A., t. 38, p. 283, 300, 302) ; sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à l'établissement et à la revision des taxes uniques sur les boissons, dans les agglomérations de 10,000 âmes et au-dessus (A., t. 38, p. 435) ; dans la discussion : de ce projet de loi (p. 449, 452, 454 à 458) ; du projet de loi relatif à divers droits d'enregistrement (A., t. 39, p. 1, 2, 4, 5, 19, 21, 22, 42, 54, 59, 68, *rectification*, p. 83) ; en réponse à la question de M. Faye sur les mesures prises par le Gouvernement pour le dégrèvement de l'impôt foncier en faveur des départements inondés (A., t. 39, p. 307, 308) ; sur l'urgence de la proposition de M. Ordinaire, relative à un emprunt de 200 millions au profit des inondés du Midi (A., t. 39, p. 393). — Prend part à la discussion : de la proposition de M. le comte Jaubert, relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Troisième délibération*, A., t. 39, p. 593) ; du projet de loi ayant pour objet l'établissement d'un impôt sur les vinaigres et sur les acides acétiques (A., t. 40, p. 124, 134, 139, 140, 144, 147 à 156, *passim*) ; du Budget de l'Exercice 1876 (Finances : *Réduction sur les remises allouées aux Trésoriers-Payeurs généraux*, A., t. 40, p. 210 à 213. Frais de Régie : *Question du rétablissement des percepteurs de villes*, A., t. 41, p 368, 376. *Amélioration de la situation des Gardes de l'Administration des Forêts*, p. 378. *Projet de création d'une nouvelle manufacture des Tabacs*, p. 378. *Application de la loi portant réunion partielle des Postes et des Télégraphes*, p. 379. *Crédit pour les subventions postales*, p. 379. Impôts autorisés : *Application de l'impôt foncier en Algérie*, p. 383. *Modification dans la disposition actuelle des timbres-poste*, p. 384. *Suppression, dans les adjudications publiques, de l'obligation pour les notaires de donner lecture aux parties, des dispositions pénales contre les dissimulations de prix*, p 384. Voies et moyens : *Produit des mesures financières à voter par l'Assemblée nationale*, p. 389. Dépenses sur ressources spéciales : *Reconstitution du service de l'Assistance hospitalière en Algérie*, p. 390. *Maximum des centimes additionnels imposables pour l'instruction primaire*, p. 393. Dispositions générales : *Suppression de la garnison collective individuelle en matière de recouvrement d'impôts*, p. 400. — Parle : sur la mise à l'ordre du jour de la proposition de M. Guichard, et du projet de loi concernant les conventions postales entre l'État et la Compagnie des Messageries maritimes (A., t. 41, p. 157 ; sur la demande de M. Guichard, tendant au retrait de la déclaration d'urgence sur sa proposition A., t. 41, p. 259) ; dans la discussion de cette proposition et du projet de loi analogue (A., t. 41, p. 345 ; dans la discussion du projet de loi ayant pour objet la répression de la

fraude dans la fabrication et la vente des allumettes chimiques (A., t. 41, p. 168, 175, 179, 181, 182) ; au sujet d'une erreur d'impression dans le texte de la loi du 29 juillet 1875, relative à un emprunt par la ville de Lons-le-Saulnier (A., t. 41, p. 210) ; sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif au vinage à prix réduit (A., t. 41, p. 225) ; dans la discussion du projet de loi de crédit pour l'indemnité spéciale accordée à la Compagnie des Messageries maritimes, par décision arbitrale du 8 juillet 1874 (A., t. 41, p. 236) ; au sujet de l'heure d'ouverture des dernières séances avant la prorogation (A., t. 41, p. 259) ; sur la mise à l'ordre du jour des deux propositions de M. de Lorgeril, relatives : l'une, aux marchés de Bourse à terme ; l'autre, aux spécialités pharmaceutiques (A., t. 41, p. 365). — Demande : l'urgence du projet de loi portant approbation de la Convention postale de Berne (A., t. 41, p. 367) ; la rectification d'un certain nombre d'erreurs constatées dans le texte de la loi de finances de l'Exercice 1876 (A., t. 42, p. 63) ; l'ajournement de la proposition de M. le vicomte Blin de Bourdon, sur le rétablissement des zones et l'abaissement des tarifs des tabacs de cantine (A., t. 42, p. 223, 247). — Parle : dans la discussion de cette proposition (A., t. 43, p. 18) ; sur l'urgence de la proposition de M. Hervé de Saisy, tendant à supprimer les décimes établis sur le sel par l'article 6 de la loi du 2 juin 1875 (A., t. 42, p. 257) ; au sujet des conclusions de la Commission des pétitions, sur une pétition rapportée par M. de Chamaillard (A., t. 42, p. 304) ; au sujet de la réunion du projet de loi de crédit relatif à la réparation des chemins vicinaux, au projet de loi collectif des crédits à ouvrir à divers Ministères (A., t. 42, p. 304) ; dans la discussion de la proposition de M. Feray, tendant à déclarer que les dispositions de la loi du 29 juin 1872, qui a imposé les valeurs mobilières, ne sont pas applicables aux Sociétés de commerce en nom collectif, ni aux associés gérants des Sociétés en commandite (A., t. 43, p. 10, 11) ; sur le renvoi au Conseil d'État du projet de loi, déjà rapporté, ayant pour objet l'établissement de surtaxes à l'octroi de la commune de Saint-Servan (A., t. 43, p. 84) ; sur le rétablissement à l'ordre du jour de ce projet de loi, à la suite de l'examen du Conseil d'État (p. 220). — Sa lettre, portant transmission du nouvel avis du Conseil d'État sur le même projet de loi (A., t. 44, p. 84). — Est entendu dans la discussion : des trois propositions de M. Ganivet, de M. Claude (Meurthe-et-Moselle) et de M. d'Andelarre, relatives aux bouilleurs de cru (A., t. 43, p. 240 à 249, 266) ; du projet de loi collectif relatif à divers crédits supplémentaires et extraordinaires sur l'Exercice 1876 (Instruction publique : *École archéologique de Rome*, A., t. 44, p. 82. Frais de régie : *Création de nouveaux Bureaux de poste composés*, p. 83). — Dépose un projet de loi relatif à la cession par l'État de l'arsenal d'artillerie à la ville de Lille, et en demande l'urgence (A., t. 44, p. 267). — Parle dans la discussion : du projet de Résolution relatif à la date de la prorogation de l'Assemblée et à l'ordre du jour de ses derniers travaux (A., t. 44, p. 285) ; du projet de loi relatif au régime intérieur des sucres (A., t. 44, p. 318).

SAZERAC DE FORGE (M.), *Préfet de la Nièvre.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'élection de M. le baron de Bourgoing par ce département (A., t. 40, an., p. 9 à 22).

SCHAH DE PERSE (S. M. LE).

Projet de loi tendant à ouvrir un crédit extraordinaire de 350,000 fr. pour sa réception, et Résolution de l'Assemblée au sujet de la Revue des troupes passée en son honneur, voy. CRÉDITS, § IV, n° 3.

SCHÉRER (M.), *Député élu par le département de Seine-et-Oise.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 39). = Président : du 9e Bureau (F., n° 419 ; J. O. de 1873, p. 1080) ; du 13e Bureau (F., n° 717 ; J. O. de 1875, p. 160) ; du 5e Bureau (F., n° 796 ; J. O., p. 4340). — Membre : de diverses Commissions (F., nos 321, 650, 697 ; J. O. de 1872, p. 4516 ; J. O. de 1874, p. 4089, 7981) ; de la Commission de permanence de 1873

(A., t. 19, p. 406); de la 2e Commission de permanence de 1874 (A., t. 34, p. 132); de la 1re Commission de permanence de 1875 (A., t. 37, p. 328); de la 2e Commission des Lois constitutionnelles (A., t. 38, p. 206); et de la 2e Commission de permanence de 1875 (A., t. 41, p. 201). — Obtient un congé (A., t. 15, p. 148). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 306).

SCHEURER-KESTNER (M.), *Député élu par le département du Haut-Rhin.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 40). = Son rapport sur les élections de la Dordogne (A., t. 1, p. 32). — L'un des signataires de la déclaration collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 61, et an., p. 3). — Dépose des pétitions d'Alsaciens-Lorrains protestant contre tout démembrement de la France (A., t. 1, p. 72, 97). — L'un des signataires de la démission collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 124). = *Réélu Député par le département de la Seine.* — Son élection est validée (A., t. 4, p. 86). = Secrétaire : du 12e Bureau (F., n° 570; J. O. de 1874, p. 644); du 5e Bureau (F., n° 588; J. O., p. 1226). = Membre de Commissions (F., nos 144, 151, 161, 164, 172, 189, 205, 245, 358, 359, 383, 405, 417, 438, 537, 549, 601, 762, 842; J. O. de 1871, p. 2929, 3126, 3435, 3513, 1960; J. O. de 1872, p. 113, 572, 1784, 7167, 7197, 7957; J. O. de 1873, p. 653, 1039, 1710, 7479, 7921; J. O. de 1874, p. 1699; J. O. de 1875, p. 2037, 9073). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : de donner Belfort comme chef-lieu de département, à la portion restée française du département du Haut-Rhin (I., n° 144; A., t. 4, an., p. 173; J. O. de 1871, p. 2867); de modifier l'article 74 du Code civil en faveur des Alsaciens et des Lorrains qui ont opté ou opteront pour la nationalité française (I., n° 517; A., t. 5, an., p. 4; J. O. de 1871, p. 2931); de prendre des mesures : pour la libération du territoire (I., n° 1012; A., t. 8, an., p. 191; J. O. de 1872, p. 2508; en faveur des Alsaciens et Lorrains qui conservent la qualité de Français (I., n° 1414; A., t. 14, p. 2, an., p. 3; J. O. de 1872, p. 7007; de lever l'état de siège dans l'arrondissement de Belfort (I., n° 2521; A., t. 32, an., p. 373; J. O. de 1874, p. 4831). = Donne lecture de sa proposition tendant à modifier l'article 74 du Code civil en faveur des Alsaciens et des Lorrains qui ont opté pour la nationalité française, et en demande l'urgence (A., t. 5, p. 2). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'impôt sur les matières premières (A., t. 7, p. 43). — S'excuse de son absence (A., t. 6, p. 24, 277). — Obtient des congés (A., t. 7, p. 692; t. 8, p. 21; t. 11, p. 500). — Parle dans la discussion du projet de loi sur les peines à établir contre les affiliés à l'*Internationale* (A., t. 8, p. 168, 177, 178). — Adresse une question au Ministre des Affaires étrangères sur l'option des Alsaciens-Lorrains (A., t. 11, p. 139). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 296, 297, *rectification*, 303, 309, 314); sur la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 394, 406, 533, 636. *Troisième délibération*, t. 31, p. 58, 62, 64, 78); sur la prise en considération de la proposition de M. Naquet tendant à réorganiser l'enseignement de la médecine (A., t. 19, p. 20). — Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Intérieur : *Secours aux Alsaciens*, A., t. 28, p. 194); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Droits sur les sels de soude*, A., t. 28, p. 663); du projet de loi relatif aux droits sur les huiles (A., t. 28, p. 698); du projet de loi relatif aux récompenses à décerner à l'occasion de l'Exposition de Vienne (*Première délibération*, A., t. 31, p. 119); du Budget de l'Exercice 1875 Justice : *Personnel employé au classement des déclarations d'option des Alsaciens-Lorrains*, A., t. 33, p. 347; Imprimerie Nationale : *Réimpression des déclarations d'option au* Bulletin des Lois, p. 359; du projet de loi relatif à la poudre dynamite (*Troisième délibération*, A., t. 37, p. 77, 91; du projet de loi de la Commission des Établissements pénitentiaires relatif au régime des prisons départementales (*Troisième délibération*, A., t. 38, p. 326); du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes

de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée (A., t. 39, p. 319); du projet de loi ayant pour objet l'établissement d'un impôt sur les vinaigres et sur les acides acétiques (A., t. 40, p. 133, 134, 139, 147, 155); du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 186). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 306).

SCHMITZ (M. le général).

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 844 à 853).

SCHNÉEGANS (M.), *Député élu par le département du Bas-Rhin.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 39). = L'un des signataires : de la déclaration collective des Représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 61, et an., p. 3); de la démission collective des mêmes Représentants (A., t. 1, p. 124).

SCHNEIDER (M.), *ancien Président du Corps Législatif.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 723 à 730).

SCHŒLCHER (M.), *Député élu par le département de la Seine, et les Colonies de la Guyane française et de la Martinique.*

Son élection est validée : pour la Seine (A., t. 1, p. 47); pour la Martinique (A., t. 2, p. 574); pour la Guyane (A., t. 3, p. 137). — Lettre par laquelle il déclare opter pour la Martinique (A., t. 3, p. 174). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); et de diverses Commissions (F., n°s 22, 58, 102, 128, 141, 161, 173, 177, 178, 201, 229, 245, 269, 438, 448, 488, 505, 524, 531, 575, 633, 644, 717, 744, 762, 800, 850; M. B. de 1871, p. 231; J. O. de 1871, p. 869, 1596, 2419, 2929, 3435, 4986, 6113, 5137; J. O. de 1872, p. 456, 1295, 1784, 2909; J. O. de 1873, p. 1710, 2032, 4177, 4819, 6982, 7256; J. O. de 1874, p. 809, 3504, 3888; J. O. de 1875, p. 160, 1275, 2037, 4464, 9395). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : la levée de l'état de siège dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise (I., n° 576; A., t. 5, an., p. 138; J. O. de 1871, p. 3728); l'abolition de la peine de mort (I., n° 767; A., t. 6, an., p. 286; J. O. de 1873, p. 385). — Sa nouvelle proposition sur ce dernier objet (I., n° 2101; A., t. 28, an., p. 237; J. O. de 1873, p. 8046). = Son rapport sur le projet de loi portant promulgation aux Colonies des lois du 3 décembre 1849 et du 29 juin 1867, sur la naturalisation et le séjour des étrangers en France (I., n° 2113; A., t. 28, an., p. 265; J. O. de 1874, p. 210). = Est entendu : sur la fixation de la réunion dans les Bureaux pour l'examen du projet de loi relatif aux Préliminaires de paix (A., t. 1, p. 94); sur le renvoi au Gouvernement de la proposition de M. Lucien Brun, relative aux fonctionnaires qui ont refusé leurs services à la Prusse (A., t. 1, p. 134); au sujet : de l'incident relatif à la démission de M. Victor Hugo (A., t. 1, p. 231); de la démarche faite par lui, de concert avec M. Clémenceau, à l'Hôtel-de-Ville de Paris (A., t. 2, p. 26); de l'incident relatif à une affiche placardée sur la maison de M. de La Rochethulon à Paris (A., t. 2, p. 152); dans la discussion du projet de loi sur les poursuites en matière de délits de presse (A., t. 2, p. 524, 525). — Déclare retirer la proposition présentée par lui, de concert avec MM. Louis Blanc et autres, sur le compte à rendre par le Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 3, p. 168). — Adresse deux questions au Ministre de l'Intérieur en vue de la levée de l'état de siège à Paris (A., t. 3, p. 572; t. 4, p. 224, 225). — Obtient un congé (A., t. 3, p. 698). — Donne lecture de sa proposition tendant à la levée de l'état de siège dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise et en demande l'urgence (A., t. 5, p. 230, 278, 279). — Demande la mise à l'ordre du jour de cette proposition (A., t. 11, p. 6; t. 19, p. 102). — Parle sur sa prise en considération (A., t. 28, p. 117). — Dépose sa proposition relative à l'aboli-

tion de la peine de mort (A., t. 6, p. 386). — Demande l'ajournement sur la prise en considération de cette proposition (A., t. 11, p. 68, 556; t. 12, p. 364; t. 17, p. 18; t. 18, p. 19). — Déclare la retirer (A., t. 18, p. 150). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi tendant à augmenter de deux nouveaux dixièmes les droits perçus sur les sucres (A., t. 7, p. 137); sur la prise en considération des propositions de M. le comte Duchâtel et de M. Humbert, relatives à la translation de l'Assemblée à Paris (A., t. 7, p. 377); dans la discussion des propositions de MM. de Tréveneuc et autres, relatives à la convocation des Conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles (A., t. 7, p. 583); sur la mise à l'ordre du jour du rapport de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 8, p. 162); au sujet d'un incident soulevé dans la discussion de la proposition de M. le général Ducrot, relative à la poursuite des journaux *l'Indépendant des Pyrénées-Orientales* et *la Constitution* (A., t. 8, p. 279, 280); à propos du vote du projet de loi relatif aux nouveaux lieux de déportation (A., t. 8, p. 513); sur la fixation du jour des interpellations de M. Naquet, relatives à la suspension générale des cours de la Faculté de médecine de Paris (A., t. 8, p. 596). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 640 à 647). — Prend part à la discussion : des propositions de M. Vilfeu et de M. Théophile Roussel, relatives à la répression de l'ivresse (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 13, 22); de la proposition de M. Princeteau relative à l'interdiction de toutes fonctions publiques salariées aux membres de l'Assemblée nationale (*Troisième délibération*, A., t. 11, p. 60); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 450); du Budget de l'Exercice 1873 (Marine et Colonies : *Sa question au sujet de la traite des nègres pratiquée à la côte orientale d'Afrique*, A., t. 14, p. 426. *Suppression du Tribunal de Marie-Galante*, p. 428). — Parle : sur le renvoi à la Commission d'Enquête sur les Établissements pénitentiaires du projet de loi relatif à la surveillance de la haute police (A., t. 15, p. 149); sur l'urgence de la proposition de M. Hervé de Saisy tendant à féliciter le peuple Espagnol d'avoir entrepris l'œuvre de l'abolition de l'esclavage dans ses Colonies (A., t. 16, p. 5); dans la discussion du projet de loi relatif à l'organisation du Jury dans les Colonies (*Deuxième délibération*, A., t. 19, p. 121, 130). — Reproduit sa proposition tendant à l'abolition de la peine de mort et en demande l'urgence (A., t. 28, p. 299). — Est entendu : dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Dispositions diverses : *Interprétation de la loi du 27 novembre 1872 sur les pensions aux militaires blessés et amputés*, A., t. 28, p. 594, 610, 611); en qualité de Rapporteur, sur le projet de loi portant promulgation aux Colonies des lois des 3 décembre 1849 et 29 juin 1867, sur la naturalisation et le séjour des étrangers en France (*Deuxième délibération*, A., t. 31, p. 104). — Prend part à la discussion : de la proposition de MM. Tallon et autres, ayant pour objet la protection des enfants employés dans les professions ambulantes (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 351, 353. *Troisième délibération*, A., t. 33, p. 238; t. 35, p. 77); du Budget de l'Exercice 1875 (Marine et Colonies : *Dépenses des Colonies*, A., t. 33, p. 382; *rectification*, t. 34, p. 2. *Ferme des jeux en Cochinchine*, t. 33, p. 389. Beaux-Arts : *Bibliothèque et Musée du Conservatoire de Musique*, p. 399). — Est entendu : à propos d'un incident soulevé dans la discussion de la proposition de M. Malartre relative à la prorogation de l'Assemblée nationale (A., t. 34, p. 124, 125); dans la discussion : du projet de loi de la Commission des Établissements pénitentiaires relatif au régime des prisons départementales (*Troisième délibération*, A., t. 38, p. 382); du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée (A., t. 39, p. 317, 320, 332, 351); du projet de loi organique relatif aux élections des Sénateurs (*Troisième délibération*, A., t. 41, p. 330); du Budget de l'Exercice 1876 (Marine et Colonies : *Faits de traite des noirs sur la côte orientale d'Afrique*, A., t. 41, p. 206). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 316). — Adresse une question au Ministre des Travaux publics sur l'état des études pour le chauffage des chemins de fer (A., t. 44, p. 347).

SEBERT (M.), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 86). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 127, 177, 189, 201, 205, 225, 241, 255, 284, 289, 309, 367, 427, 438, 448, 478, 486, 575, 611, 633, 650, 674, 707, 762; J. O. de 1871, p. 2385, 6113; J. O. de 1872, p. 113, 456, 572, 1177, 1649, 2090, 3360, 3519, 4118, 7446; J. O. de 1873, p. 1383, 1710, 2032, 3817, 4107; J. O. de 1874, p. 809, 2005, 3504, 4089, 4933, 8333; J. O. de 1875, p. 2037); et de la Commission de permanence de 1876 (A., t. 44, p. 364). = Ses propositions ayant pour objet : le règlement des indemnités motivées par l'art. 2 de la loi du 1er août 1872 portant création d'un canton à Trouville (Calvados) (I., n° 1715; A., t. 17, an., p. 58; J. O. de 1873, p. 2752); une nouvelle tarification des droits de mutation par décès et sur tout acte portant donation entre-vifs à titre gratuit (I., n° 2188; A., t. 29, an., p. 188; J. O. de 1874, p. 1054). = Son rapport préliminaire sur la proposition de M. Delsol, ayant pour objet de modifier les droits de l'époux survivant sur la succession de son conjoint prédécédé (I., n° 3671; A., t. 44, an., p. 105 à 133; J. O. de 1876, p. 1629, 1674, 1713, 1745, 1764, 1784). = Obtient des congés (A., t. 5, p. 381; t. 41, p. 74; t. 42, p. 87). — Son rapport sur l'élection de MM. Jacques et Lambert par le département d'Oran (A., t. 7, p. 170). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la reconstitution des Actes de l'état civil de Paris (A., t. 7, p. 529, 530, 531); du projet de loi concernant les droits d'enregistrement (A., t. 8, p. 40, 49, 50, 53, 55, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 69, 77, 80, 81, 88, 90); du projet de loi relatif à l'établissement d'un impôt sur les créances hypothécaires (A., t. 12, p. 563 à 568, 584, 586). — Dépose sa proposition ayant pour objet le règlement des indemnités motivées par suite de la création du canton de Trouville et en demande l'urgence (A., t. 17, p. 67). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 386, 387, 389). — Son rapport sur l'élection de M. Charles de Rémusat par le département de la Haute-Garonne (A., t. 27, p. 53). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Demi-décime sur l'enregistrement*, A., t. 28, p. 641, 650. *Droits de mutation*, t. 30, p. 40, 45); du projet de loi portant prorogation du privilège des Banques coloniales et de leurs statuts (A., t. 31, p. 190, 191, 194, 199); de la proposition de MM. Savoye et autres, ayant pour objet de rendre les navires susceptibles d'hypothèques (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 450, 457, 459, 461, 462, 466, 492. *Troisième délibération*, A., t. 35, p. 116, 118, 119, 139, 140, 141, 144, 148). — S'excuse de son absence (A., t. 35, p. 193; t. 39, p. 159). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à divers droits d'enregistrement (A., t. 39, p. 2, 5, 38, 68).

SÉGALAS (M. VICTOR), *Avocat à Paris.*

Sa réclamation et son mémoire adressés au Président de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 509 à 513).

SÉGUIER (M. le baron), *Préfet du Nord.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 269).

SÉGUR (M. le comte ANATOLE DE), *ancien Conseiller d'Etat.*

L'un des candidats proposés pour le nouveau Conseil d'Etat (A., t. 13, p. 97 et an., p. 65). — Est élu par l'Assemblée (A., t. 13, p. 300).

SÉGUR (M. le comte LOUIS DE), *Député élu par le département de Seine-et-Marne.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 36). — Son élection est validée (A., t. 1, p. 148). = Secrétaire : du 9e Bureau (F., n° 24; J. O. de 1871, p. 271); du 12e Bureau (F., n° 463; J. O. de 1873, p. 3220); du 13e Bureau (F., n° 541; J. O., p. 7729); du 11e Bureau (F., n° 769; J. O. de 1875, p. 3405). = Membre de Commissions (F., nos 23, 41, 51, 99, 129, 136, 264, 440, 650, 722, 756; J. O. de 1871, p. 251, 561, 750, 1545,

2443, 2641; J. O. de 1872, p. 2757; J. O. de 1873, p. 1769; J. O. de 1874, p. 4089; J. O. de 1875, p. 365, 1817); de la Commission des Marchés (F., n° 37; J. O. de 1871, p. 471); et de la première Commission de permanence de 1873 (A., t. 17, p. 275). = Son rapport sommaire sur la proposition de MM. Mortimer-Ternaux et autres, relative à la publicité à donner : 1° au *Journal officiel;* 2° au *Compte-rendu analytique* des séances de l'Assemblée; 3° au *Moniteur des Communes* (I., n° 423; A., t. 4, an., p. 117; J. O. de 1871, p. 2363). — Son rapport sur le fond de cette proposition (I., n° 477; A., t. 4, an., p. 213; J. O. de 1871, p. 2612). — Ses rapports, au nom de la Commission des Marchés : sur les achats d'armes et de munitions effectués par le département du Rhône (affaire Girodon) (I., n° 1128; A., t. 11, an., p. 104; J. O. de 1872, p. 3415); sur les traités conclus à Lyon pour le compte de l'Etat, du département et de la commune (I., n° 1518; A., t. 15, an., p. 1; J. O. de 1873, p. 489, 550); sur les dépenses autres que celles de l'Intendance militaire pour divers corps francs de l'armée des Vosges (I., n° 1558; A., t. 15, an., p. 142; J. O. de 1873, p. 596); sur les traités passés et les dépenses effectuées par la préfecture du Nord pour l'équipement et l'armement de la garde nationale mobilisée (I., n° 1924; A., t. 27, an., p. 242; J. O. de 1873, p. 8005); sur les marchés contractés pendant la guerre par l'administration militaire, dans le département du Nord, avec les fournisseurs de la préfecture (I., n° 1926; A., t. 27, an., p. 461; J. O. de 1873, p. 7258). = Ses rapports sur des pétitions (A., t. 2, p. 627; t. 3, p. 99 à 101). — Est entendu, en qualité de rapporteur : sur l'urgence de la proposition de MM. Mortimer-Ternaux et autres, relative à la publicité à donner au *Journal officiel*, au *Compte-rendu* et au *Moniteur des Communes*, A., t. 4, p. 380); sur la mise à l'ordre du jour de ses rapports sur les marchés passés à Lyon et sur les dépenses de l'armée des Vosges (A., t. 15, p. 262); dans la discussion de ces rapports (A., t. 15, p. 440, 480). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée*, en remplacement de M. Desjardins, nommé Sous-Secrétaire d'Etat (A., t. 28, p. 71). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 29, p. 513; t. 31, p. 5; t. 35, p. 7). — Son rapport sur l'élection de MM. Médecin et Chiris, par le département des Alpes-Maritimes (A., t. 35, p. 194). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 37, p. 2; t. 38, p. 296; t. 42, p. 8).

SEIGNOBOS (M.), *Député élu par le département de l'Ardèche.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 30). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); et de diverses Commissions (F., n°s 40, 51, 81, 107, 112, 125, 139, 142, 353, 379, 427, 463, 541, 650, 796; J. O. de 1871, p. 542, 750, 1188, 1819, 1952, 2333, 2754, 2865; J. O. de 1872, p. 7007, 7817; J. O. de 1873, p. 1383, 3220, 7729; J. O. de 1874, p. 4089; J. O. de 1875, p. 4340). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, tendant : à répartir les charges imposées aux communes et aux départements pour la garde mobile (I., n° 49; A., t. 1, an., p. 33; J. O. de 1871, p. 375); à abroger le décret du 28 octobre 1870 et à modifier les récompenses nationales (I., n° 454; A., t. 4, an., p. 191; J. O. de 1871, p. 2901). = Son rapport sommaire sur la proposition de M. le baron Eschassériaux relative à l'annulation des opérations préliminaires de la formation du contingent de la classe de 1871 (I., n° 344; A., t. 3, p. 574; J. O. de 1871, p. 1844). — Ses rapports : sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur le vin, l'alcool et l'absinthe à l'octroi de la ville de Sedan (Ardennes) (I., n° 1544; A., t. 15, an., p. 135; J. O. de 1873, p. 488); sur le projet de loi portant établissement de surtaxes à l'octroi de la commune de Corbeil (Seine-et-Oise) (I., n° 1582; A., t. 15, an., p. 207; J. O. de 1873, p. 916); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de la commune de La Roche (Haute-Savoie) (I., n° 1587; A., t. 15, an., p. 215; J. O. de 1873, p. 1184); sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Lyon (Rhône) à changer l'affectation d'une imposition extraordinaire (I., n° 2590; A., t. 33, an., p. 173; J. O. de 1874, p. 5889); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de la commune de Cluses

(Haute-Savoie) (I., n° 3293 ; A., t. 41, an., p. 118 ; J. O. de 1875, p. 7084) ; sur le projet de loi tendant : 1° à ratifier une convention passée entre l'Etat et la ville de Cosne (Nièvre), en vue d'assurer le paiement de la dépense du casernement; 2° à autoriser ladite ville à emprunter une somme de 450,000 francs et à s'imposer extraordinairement (I., n° 3339; A., t. 41, an., p. 178; J. O. de 1875, p. 7127) ; sur le projet de loi tendant : 1° à ratifier une convention passée entre l'Etat et la ville de Decize (Nièvre), en vue d'assurer le paiement de la dépense résultant de l'extension du casernement; 2° à autoriser ladite ville à emprunter une somme de 330,000 francs et à s'imposer extraordinairement (I., n° 3360; A., t. 41, an., p. 203; J. O. de 1875, p. 7377). — Son rapport sur les élections des Alpes-Maritimes (A., t. 1, p. 10). — S'excuse de son absence (A., t. 2, p. 49). — Parle dans la discussion du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 318, *rectification*, p. 330). — Dépose une pétition (A., t. 2, p. 453). — Ses observations dans la discussion de la proposition de MM. Ducuing et autres, relative à la prorogation des échéances des effets de commerce (A., t. 2, p. 724). — Obtient des congés (A., t. 5, p. 278; t. 8, p. 645; t. 11, p. 10). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 484); du projet de loi organique relatif aux rapports des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 39, p. 476. *Troisième délibération*, A., t. 40, p. 110, 112, 113); du projet de loi relatif aux élections des Sénateurs (*Deuxième délibération*, A., t. 41, p. 113, 118. *Troisième délibération*, t. 41, p. 329).

SENARD (M.), *Député élu par le département de Seine-et-Oise.*

Son élection est validée (A., t. 35, p. 181).

SENS (M.), *Député élu par le département du Pas-de-Calais.*

Son élection est validée (A., t. 30, p. 250). = Membre de Commissions (F., n°s 607, 717; J. O. de 1874, p. 1881; J. O. de 1875, p. 160). = Ses observations à propos d'un incident sur l'urgence de la proposition de M. Madier de Montjau, tendant à fixer l'époque des élections générales et la date de la réunion du Sénat et de la Chambre des Députés (A., t. 1, p. 73).

SENTUPÉRY (M. le colonel), *ancien commandant supérieur du fort de l'Est.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 517).

SERPH (M. GUSMAN), *Député élu par le département de la Vienne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 24). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., n°s 58, 68, 107, 189, 201, 264, 265, 397, 419, 486, 488, 509, 588, 607, 627, 658, 850, 857; J. O. de 1871, p. 867, 1013, 1819; J. O. de 1872, p. 113, 456, 2757, 2781; J. O. de 1873, p. 404, 1080, 4107, 4177, 4945; J. O. de 1874, p. 1226, 1881, 3307, 4360; J. O. de 1875, p. 9395, 9767); et de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275; J. O. de 1872, p. 3082). — Ses rapports sommaires : sur la proposition de M. Ducuing, prescrivant les mesures nécessaires pour arrêter les ravages causés par les insectes nuisibles à l'agriculture (I., n° 1154; A., t. 14, an., p. 169; J. O. de 1872, p. 3745) ; sur la proposition de M. Jean Brunet, pour la constitution organique de Paris (I., n° 1277; A., t. 13, an., p. 11 ; J. O. de 1872, p. 4848) ; sur la proposition du même Député, pour la réorganisation territoriale de la France (I., n° 1278 ; A., t. 13, an., p. 12; J. O. de 1872, p. 5000). = Demande la rectification de son vote sur la proposition de MM. Quinet et autres, tendant à modifier la loi électorale (A., t. 2, p. 876). — Son rapport sur l'élection de MM. Monier, Pin, Delord, Gent et Naquet, par le département de Vaucluse (A., t. 4, p. 98).—Obtient un congé (A., t. 12, p. 3). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, sur la prise en considération de

la proposition de M. Jean Brunet, relative à la réorganisation territoriale de la France (A., t. 19, p. 5\) ; de la proposition du même Député, relative à la constitution organique de Paris (A., t. 27, p. 38). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 39, p. 303). — Parle dans la discussion du projet de loi portant déclaration d'utilité publique de divers chemins de fer (A., t. 44, p. 380).

SERRES (M. DE), *ancien attaché au cabinet du Ministre de la Guerre.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 200 à 241).

SERS (M. le marquis DE), *Député élu par le département de Loir-et-Cher.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 35). = Son élection est validée (A., t. 1, p. 60). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et d'une autre Commission (F., n° 865 ; J. O. de 1875, p. 10118). = Obtient des congés (A., t. 12, p. 411 ; t. 15, p. 4, 262).

SEVESTE (M. ÉMILE), *ancien adjoint à la mairie du 16e arrondissement de Paris.*

Sa réclamation adressée collectivement au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 243, 244).

SICOTIÈRE (M. DE LA), *Député élu par le département de l'Orne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 37). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 11, 15, 21, 40, 48, 54, 73, 74, 75, 93, 107, 128, 136, 161, 167, 178, 205, 241, 255, 273, 325, 367, 395, 405, 419, 450, 454, 475, 511, 524, 588, 601, 611, 617, 627, 633, 658, 707, 744, 769, 796, 824, 834, 857, 865 ; M. B. de 1871, p. 66, 209, 224 ; J. O. de 1871, p. 542, 696, 808, 1111, 1116, 1124, 1408, 1819, 2119, 2641, 3435, 4802, 5137 ; J. O. de 1872, p. 572, 1619, 2090, 3013, 4633, 7446 ; J. O. de 1873, p. 336, 653, 1080, 2113, 2231, 3722, 5018, 6982 ; J. O. de 1874, p. 1226, 1699, 2005, 2210, 3307, 3504, 4360, 8333 ; J. O. de 1875, p. 1275, 3405, 4340, 5510, 6070, 9767, 10118\ ; et de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (F., n° 95 ; J. O. de 1871, p. 1476). = Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. Claude (Meurthe) et autres, ayant pour objet de rendre électeurs et éligibles sans condition de temps de résidence dans leur nouveau domicile en France, les citoyens français qui conformément à l'article 2 du Traité du 18 mai 1871 avec l'Allemagne, opteront pour la nationalité française (I., n° 326 ; A., t. 3, p. 121, 142 ; J. O. de 1871, p. 1625) ; sur la proposition de MM. Villeu et autres, ayant pour objet d'ajouter aux articles 471 et 473 du Code pénal des dispositions répressives de l'ivresse (I., n° 406 ; A., t. 4, an., p. 70 ; J. O. de 1871, p. 2386) ; sur la proposition de M. Noël-Parfait, ayant pour but d'introduire une modification dans le Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 1238 ; A., t. 12, an., p. 80 ; J. O. de 1872, p. 4784\). — Ses rapports, au nom de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (*Affaire de Dreux, Sous-Commission du Sud-Ouest*, I., n° 1416 *; A., t. 20, p. 257 à 336 ; J. O. de 1873, p. 5253, 5271, 5332 ; Algérie, I., n° 1416 *; A., t. 26, p. 329 à 970 ; J. O. de 1875, p. 2264, 2371, 2391, 2445, 2468, 2487, 2513, 2556, 2580, 2604, 2643, 2670, 2699, 2732, 2764, 2787, 2835, 2867, 2898, 2931, 2957, 2980, 2303, 3019, 3049, 3076, 3100, 3132, 3154, 3229, 3253, 3291, 3315\). — Son rapport sommaire sur la proposition de M. Hervé de Saisy, tendant à réduire à deux le nombre des Questeurs (I., n° 2262 ; A., t. 30, an., p. 63 ; J. O. de 1874, p. 2292). — Ses rapports : sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Louviers (Eure) à emprunter une somme de 200,000 fr. et à s'imposer extraordinairement (I., n° 2461 ; A., t. 32, an., p. 165 ; J. O. de 1874, p. 4582\) ; sur les propositions de MM. Pernolet, de Tillancourt et Grange, ayant pour objet de modifier le Règlement de l'Assemblée nationale, relativement au mode de nomination : 1° des Commissions de permanence ; 2° des Commissions extraordinaires ; 3° des membres

du Bureau de l'Assemblée (*Représentation des minorités*) (I., n° 2969; A., t. 37, an., p. 182; J. O. de 1875, p. 3760, 3791); sur le projet de loi tendant à autoriser le département du Loir-et-Cher à contracter un emprunt pour l'agrandissement de l'asile des aliénés de Blois (I., n° 3130; A., t. 39, an., p. 140; J. O. de 1875, p. 5511); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de la commune de Landerneau (Finistère) (I., n° 3211; A., t. 40, an., p. 559; J. O. de 1875, p. 6411); sur le projet de loi tendant à autoriser le département des Hautes-Alpes à contracter un emprunt pour les travaux des chemins de grande communication et d'intérêt commun (I., n° 3238; A., t. 41, an., p. 13; J. O. de 1875, p. 6889). = Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. Millière, relative à la prorogation des échéances des effets de commerce (A., t. 2, p. 89, 90, 98, 108); du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 594). — Dépose une pétition (A., t. 2, p. 854). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 1; t. 8, p. 363; t. 29, p. 55). — Donne lecture de son rapport sommaire sur la proposition de MM. Claude (Meurthe) et autres, relative au droit électoral et à l'éligibilité des Alsaciens-Lorrains qui ont opté ou opteront pour la nationalité française et en demande l'urgence (A., t. 3, p. 421). — Son rapport sommaire verbal sur la proposition de M. Beaucarne-Leroux, relative à l'établissement d'un droit à l'exportation des tourteaux (A., t. 3, p. 421, 422). — Prend part à la discussion : des propositions de M. Vilfeu et de M. Théophile Roussel, relatives à la répression de l'ivresse (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 24, 31); de la proposition de M. Flotard, ayant pour objet la règlementation des travaux de l'Assemblée (A., t. 15, p. 375); du projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 398). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 31, p. 144 à 147). — Ses observations sur celle de M. Billebault, conseiller municipal de la ville de Sens, relative à la dérivation des eaux de la Vanne au profit de la ville de Paris (A., t. 31, p. 149). — Parle dans la discussion de la proposition de MM. Delacour et autres, sur les haras et remontes (A., t. 31, p. 183). — Est entendu : sur l'ajournement de la proposition de MM. Savoye et autres, ayant pour objet de rendre les navires susceptibles d'hypothèques (A., t. 33, p. 239); dans la discussion de cette proposition (*Troisième délibération*, A., t. 35, p. 129). — Dépose son rapport sur les cinq propositions de M. Pernolet et sur celles de M. de Tillancourt et de M. Grange, tendant à modifier le Règlement en ce qui concerne le mode des nominations à faire par l'Assemblée en réunion générale et en demande l'urgence (A., t. 37, p. 320).

SIGOYER (M. le commandant DE).

Proposition tendant à accorder des pensions à sa veuve et à ses enfants, voy. à la Table des matières, article PENSIONS NATIONALES, n° 3.

SILVA (M.), *Député élu par le département de la Haute-Savoie.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 32). = Secrétaire : du 7e Bureau (F., n° 607; J. O. de 1874, p. 1881); du 8e Bureau (F., n° 756; J. O. de 1875, p. 1817); du 5e Bureau (F., n° 842; J. O., p. 9073). = Membre de Commissions (F., n° 14, p. 379, 697, 717, 744, 865; M. B. de 1871, p. 58; J. O. de 1872, p. 7817; J. O. de 1874, p. 7981; J. O. de 1875, p. 160, 1275, 10118). = Sa proposition tendant à réunir dans un seul bâtiment tous les services administratifs et judiciaires de chaque département (I., n° 212; A., t. 2, p. 875; J. O. de 1871, p. 1029). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, sur l'inspectorat des eaux minérales de France (I., n° 270; A., t. 3, p. 195; J. O. de 1871, p. 1452). — Sa proposition relative à l'organisation municipale (I., n° 2363; A., t. 30, an., p. 338; J. O. de 1874, p. 3579).= Ses rapports sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de Moutiers (Savoie) (I., n° 2885; A., t. 36, an., p. 148; J. O. de 1875, p. 1004); sur la pétition des huissiers d'un grand nombre de circonscriptions (I., n° 3391; A., t. 41, an., p. 380; J. O. de 1875, p. 9368); sur le projet de loi portant prorogation de la surtaxe établie sur les vins à l'octroi de Pont-de-Vaux (Ain) (I., n° 3658; A., t. 44, an.,

p. 87; J. O. de 1876, p. 414). — Prend part à la discussion : du projet de Résolution relatif à la translation du siège de l'Assemblée (A., t. 1, p. 274, 275); des interpellations de M. Luro, sur les fonctionnaires ou magistrats nommés par la Délégation de Tours et de Bordeaux (A., t. 2, p. 826); des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 895); du projet de loi portant augmentation des impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 309); de l'élection de M. Grange par le département de la Savoie (A., t. 7, p. 294). — S'excuse de son absence (A., t. 8, p. 610; t. 29, p. 683). — Obtient des congés (A., t. 8, p. 645; t. 11, p. 10). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à l'admission à titre définitif, dans l'armée et dans la marine, de deux membres de la famille d'Orléans, pourvus d'un titre provisoire (A., t. 30, p. 729, 730); du Budget de l'Exercice 1875 (Impôts autorisés : *Surtaxe de 10 centimes additionnels au principal des trois premières contributions directes*, A., t. 34, p. 234, 235). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet de la suspension et de la révocation du Maire de la commune de Saint-Julien, dans la Haute-Savoie (A., t. 36, p. 530). — Parle, en qualité de rapporteur, dans la discussion des pétitions des huissiers d'un grand nombre de départements, qui réclament la revision des tarifs judiciaires (A., t. 42, p. 225).

SILVY (M.), *Directeur de l'Instruction primaire.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 212 à 220). — Est élu *Conseiller d'Etat* par l'Assemblée (A., t. 13, p. 359).

SIMIOT (M.), *Député élu par le département de la Gironde.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 40). = Membre de Commissions (F., nos 317, 636, 674, 756, 842; J. O. de 1872, p. 4353; J. O. de 1874, p. 3636, 4933; J. O. de 1875, p. 4817, 9073). = Est entendu dans la discussion de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Troisième délibération*, A., t. 46, p. 518 à 524, 529, 549). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 43, p. 59).

SIMON (M. FIDÈLE), *Député élu par le département de la Seine-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 41). = Secrétaire : du 8e Bureau (F., n° 99; J. O. de 1871, p. 1545); du 3e Bureau (F., n° 393; J. O. de 1873, p. 280); du 13e Bureau (F., n° 588; J. O. de 1874, p. 1226); du 5e Bureau (F., n° 769; J. O. de 1875, p. 3405). = Membre de Commissions (F., nos 51, 74, 95, 541, 575, 650, 800, 842, 857; J. O. de 1871, p. 750, 1416, 1476; J. O. de 1873, p. 7729; J. O. de 1874, p. 809, 4089; J. O. de 1875, p. 4464, 9073, 9767). = Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser le département de la Loire-Inférieure à contracter un emprunt de 2,400,000 francs pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires (I., n° 2598; A., t. 33, an., p. 180; J. O. de 1874, p. 5692). = Obtient des congés (A., t. 11, p. 497; t. 17, p. 42; t. 18, p. 613; t. 28, p. 199; t. 40, p. 103).

SIMON (M. JULES), *Député élu par le département de la Marne.*

Dépose ses pouvoirs de *Membre du Gouvernement de la Défense nationale* (A., t. 1, p. 5). — Adresse sa démission de *Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts* (*ibid.*). = Son élection comme Député est validée (A., t. 1, p. 19). = Président du 13e Bureau (F., n° 4; M. B. de 1871, p. 13). — Ses observations, en cette qualité, sur l'état de la vérification des élections de la Seine (A., t. 1, p. 43, 46). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 6, 824, 861; M. B. de 1871, p. 18; J. O. de 1875, p. 5510, 9961); et de la 2e Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 38, p. 206). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département de la Marne (I., n° 2133; A., t. 32, an., p. 22; J. O. de 1874, p. 4150). = Est nommé *Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts*

[Arrêté du Chef du Pouvoir exécutif du 19 février 1871] (B. des L., n° 332; M. B., p. 221). — Est entendu, en cette qualité : en réponse à la question de M. Gambetta, sur les attributions de la Commission chargée d'assister les négociateurs du Traité de paix (A., t. 1, p. 79, 80); sur l'urgence de la réunion dans les Bureaux pour l'examen de la proposition de MM. Barthélemy-Saint-Hilaire et autres, tendant à former huit Commissions chargées d'éclairer l'Assemblée sur l'état de la France (A., t. 1, p. 80); à propos de l'incident soulevé par M. Conti, lors de la discussion du projet de loi sur les Préliminaires de paix (A., t. 1, p. 102); dans la discussion de l'élection de Mgr Dupanloup, évêque d'Orléans (A., t. 1, p. 147); à l'occasion de la lecture du rapport de M. Cochery sur les élections des anciens Préfets nommés Députés (A., t. 1, p. 163); dans la discussion générale de ces élections (A., t. 1, p. 219, 223); à propos de la question de M. Germain sur sa proposition relative à l'ouverture d'un crédit de 100 millions au Ministre des Finances (A., t. 1, p. 178). — Répond à la question de M. Tolain au sujet de l'application des articles 291 et 292 du Code pénal et de la loi du 10 avril 1834, sur les réunions et associations (A., t. 1, p. 202). — Parle : sur la fixation du jour des interpellations de M. Bergondi, au sujet des mesures prises à Nice par le Préfet et le Secrétaire général des Alpes-Maritimes contre la liberté de la presse et contre la liberté individuelle (A., t. 1, p. 253); en réponse à la question de M. d'Abbadie de Barrau au sujet du retard apporté aux élections municipales (A., t. 1, p. 299); sur l'urgence de la proposition de M. Clémenceau relative à l'élection d'un Conseil municipal pour la ville de Paris (A., t. 2, p. 4, 6, 7); sur l'urgence de la nomination de la Commission pour l'examen de la proposition de M. Millière relative aux échéances de commerce (A., t. 2, p. 24); sur la proposition de M. le comte d'Osmoy tendant à voter des félicitations au 43e de ligne (A., t. 2, p. 59, 60); sur la demande d'une séance de nuit pour la discussion de la proposition de M. Arnaud (de l'Ariège) relative aux mesures à prendre au sujet des événements de Paris (A., t. 2, p. 110). — Répond à la question de M. Turquet au sujet de l'élévation du traitement des instituteurs (A., t. 2, p. 217). — Sa communication relative aux engagements de l'armée autour de Paris (A., t. 2, p. 227, 228). — Ses observations au sujet du traitement des militaires blessés dans ces engagements (A., t. 2, p. 230). — Répond : à la question de M. de Douhet sur le rétablissement des passeports (A., t. 2, p. 368); à la question de M. de Carayon-La-Tour sur la rédaction des articles politiques du *Journal officiel* (A., t. 2, p. 606). — Parle sur la mise à l'ordre du jour des propositions relatives à une enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 2, p. 727). — Dépose un projet de loi de crédit pour les dépenses des manufactures de l'État pendant le second trimestre de 1871 et en demande l'urgence (A., t. 2, p. 776). — Donne lecture du projet de loi relatif à la reconstruction de la colonne Vendôme et à la réparation du monument de Louis XVI (A., t. 3, p. 110). — Est entendu : sur l'ajournement de ce projet de loi (A., t. 3, p. 272); sur la prise en considération de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (A., t. 3, p. 112). — Sa communication relative aux funérailles de l'Archevêque de Paris et des autres otages (A., t. 3, p. 216). — Donne lecture du projet de loi relatif à la célébration de ces funérailles aux frais de l'Etat et en demande l'urgence (A., t. 3, p. 246). — Parle : dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 3, p. 271); à propos d'un incident soulevé par M. de Valon dans la discussion de la proposition de MM. Amédée Lefèvre-Pontalis et autres, concernant la nomination d'une Commission chargée de reviser les décrets législatifs du Gouvernement de la Défense nationale (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 449); sur les élections de MM. Laurier, Dréo, Gambetta, Ferrouillat et Daumas par le département du Var (A., t. 4, p. 11); sur les propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 16, 116, 117, 120, 122, 150. *Troisième délibération*, t. 4, p. 417, 516, 522, 560, 566). — Répond : aux observations de M. de Tillancourt et de M. Ganivet sur la reproduction des débats législatifs par le

Journal officiel et le *Moniteur des Communes* (A., t. 4, p. 30); aux observations de M. Delpit sur la même question (A., t. 4, p. 58); à la question de M. Monnet, au sujet d'un discours prononcé à la distribution des prix des écoles communales de Lyon (A., t. 5, p. 34, 38, 40, 41, 43). — Est entendu dans la discussion du Budget rectifié de l'Exercice 1871 (Instruction publique : *Transfert des Facultés de Strasbourg à Nancy*, A., t. 5, p. 570. Beaux-Arts : *Théâtres nationaux*, p. 570; *Police des Théâtres*, p. 571). — Donne lecture du Message du Président de la République, à l'occasion de la proposition de prorogation de l'Assemblée en 1871 (A., t. 5, p. 590). — Est entendu : sur la prise en considération de la proposition de M. Cordier, relative à la translation de six chaires de la Faculté des sciences de Strasbourg à Rouen (A., t. 6, p. 27); à propos d'une pétition tendant à rendre obligatoire l'enseignement de la langue allemande dans les lycées (A., t. 6, p. 53); dans la discussion : du projet de loi sur les recettes et les dépenses à autoriser provisoirement jusqu'au 1er avril 1872 (A., t. 6, p. 149); du Budget du Ministère de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts, pour l'Exercice 1872 (Instruction publique : *Traitement des quatre inspecteurs généraux de l'instruction primaire*, A., t. 8, p. 414; *Création de bourses de voyage pour les jeunes docteurs des Facultés*, p. 415; *Création d'une Faculté de médecine à Lyon*, p. 416; *Continuation de la publication des Œuvres de Borghesi*, p. 420; *Ecole d'Athènes*, p. 421; *Restitution à la Bibliothèque nationale des objets du Musée des souverains*, p. 421; *Développement des Bibliothèques populaires communales*, p. 422; *Création à Belfort d'un lycée pour la jeunesse Alsacienne*, p. 423; *Enseignement des Ecoles normales primaires*, p. 424; *Gratification aux instituteurs des Cours d'adultes*, p. 426. Beaux Arts : *Traitement des inspecteurs des Beaux-Arts*, p. 436, 438; *Subvention aux Théâtres nationaux*, p. 441 à 446; *Suppression des entrées de faveur dans ces Théâtres, établissement de nouvelles places de parterre au Théâtre-Français*, p. 451; *Répartition entre les Musées de province des objets d'art non utilisés au Musée du Louvre*, p. 456 Cultes : *Suppression du chapitre de Saint-Denis*, p. 458). — Parle : sur la fixation du jour des interpellations de M. Naquet, au sujet de la suspension générale des cours et des examens de la Faculté de médecine de Paris (A., t. 8, p. 595, 596); dans la discussion du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, (A., t. 12, p. 289, 295, 305, 461. *Troisième délibération*, A., t. 13, p. 416, 417); sur l'urgence du projet de loi relatif à la cession par l'Etat à la ville de Bordeaux des bâtiments de l'Institution nationale des sourdes-muettes et à la translation de cette institution dans les bâtiments du lycée de Saint-Sever, sur l'Adour (A., t. 13, p. 329). — Prend part à la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Instruction publique : *Suppression des fonctions de Secrétaire général*, A., t. 14, p. 454; *Suppression de l'inspecteur général des écoles de médecine*, p. 454; *Cliniques des Facultés de médecine de Montpellier et de Nancy*, p. 456, 457; *Création d'une Faculté de médecine à Lyon*, p. 458; *Question de la suppression du Bureau des Longitudes*, p. 459; *Construction de l'Ecole française d'Athènes*, p. 460; *Bibliothèques des Palais nationaux*, p. 460; *Dépenses des Lycées et Collèges communaux*, p. 464; *Incident relatif à la nomination d'un Inspecteur primaire à Paris*, p. 466 à 470; *Situation des instituteurs primaires*, p. 472; *Situation des instituteurs adjoints et des institutrices adjointes*, p. 474. Beaux-Arts : *Création du Musée des copies*, A., t. 14, p. 481, 483, 484; *Collections du Louvre*, p. 483; *Subventions aux Théâtres nationaux*, p. 484, 488; *Monuments historiques*, p. 488. Cultes : *Création de nouvelles succursales en Algérie*, p. 490; *Suppression du Chapitre de Saint-Denis et des chapelains de Sainte-Geneviève*, p. 491; *Secours pour les églises et les presbytères*, p. 493. — Est entendu : sur l'ajournement de la proposition de MM. de Corcelle et autres, relative aux Conseils académiques et aux Conseils départementaux (A., t. 15, p. 23); dans la discussion de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 74, 90, 98, 113, 118, 132, 140, 141, 164, 171, à 180, 180 à 182, 184, 193 à 199, 201, 204, 205, 206, 225. *Troisième délibération*, A., t. 16,

p. 527, 537, 544 à 549, 559 à 566); sur la fixation du jour des interpellations de M. Johnston, au sujet de la circulaire du 27 septembre 1872 concernant les réformes à apporter dans l'enseignement secondaire (A., t. 15, p. 184); dans la discussion de ces interpellations (A., t. 15, p. 233 à 243, 248, 249). = S'excuse de son absence (A., t. 18, p. 163). — Prend part, comme Député, à la discussion du projet de loi de crédit applicable à l'acquisition de la fresque de la *Magliana* (A., t. 19, p. 467). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 433 à 447). — Est entendu : dans la discussion de la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relatives à la prorogation des pouvoirs de M. le maréchal de Mac Mahon (A., t. 27, p. 132, 136 à 144); du Budget de l'Exercice 1874 (Instruction publique : *Retards dans la liquidation des pensions de retraite des instituteurs* (A., t. 28, p. 320). — Parle : sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi concernant la nomination des Maires (A., t. 29, p. 45); sur la prise en considération des propositions de M. Léon de Malleville et de M. Raoul Duval, relatives à la dissolution de l'Assemblée nationale et aux élections générales pour la nomination d'une nouvelle Assemblée (A., t. 34, p. 57); sur un incident soulevé dans la discussion de la proposition de M. Malartre relative à la deuxième prorogation de 1874 (A., t. 34, p. 124); dans la discussion du Budget de l'Exercice 1875 (Instruction publique : *Incident relatif à la proposition de M. Maurice en faveur des instituteurs primaires* (A., t. 34, p. 144); sur la mise à l'ordre du jour des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics et au Sénat (A., t. 35, p. 433, 437). — Prend part à la discussion : du projet de loi et des propositions concernant la création et les attributions d'un Sénat (*Première délibération*, A., t. 36, p. 269, 275 à 278. *Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 490); de la proposition de M. le comte Jaubert, relative à la liberté de l'enseignement supérieur (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 574 à 582); de la proposition de M. Malartre relative à la deuxième prorogation de 1875 (A., t. 41, p. 37 à 42, 44); du projet de loi électorale (*Deuxième délibération*, A., t. 42, p. 73 à 79. *Troisième délibération*, A., t. 42, p. 294). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 316). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A., t. 44, p. 270).

SIMONNEAU (M.), *Commissaire de police à Paris.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 761 à 763).

SIRVEN (M.), *ancien Sous-Préfet de Dreux.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 409 à 412).

SONIS (M. le général DE), *Commandant de la division de cavalerie du 17e Corps.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 403 à 409).

SOUBERBIELLE (M.), *ancien entrepreneur des transports de l'armée française au Mexique.*

Projet de loi de crédit relatif à une indemnité de 212,000 fr. proposée pour lui à ce titre, voy., à la TABLE DES MATIÈRES, article CRÉDITS, § VII, n° 7.

SOUBEYRAN (M. le baron DE), *Député élu par le département de la Vienne.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 15). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 142, 147, 173, 217, 231, 607, 621, 629, 697, 744, 756, 842, 857; J. O. de 1871, p. 2865, 3012, 4986; J. O. de 1872, p. 950, 1398; J. O. de 1874, p. 1881, 2358, 3395, 7981; J. O. de 1875, p. 1275, 1817, 9073, 9767); de la Commission pour l'examen des lois de Finances de l'Exercice 1872 (F., n° 192; J. O. de 1872, p. 200); de la Commission du Budget de 1873 (F., n° 297; J. O. de 1872, p. 3767); de la Commission chargée d'examiner les pro-

jets de lois portant règlement définitif des Budgets de l'Exercice 1867 et de l'Exercice 1868 (F., n° 321 ; J. O. de 1872, p. 4516) ; et de la Commission du Budget de 1876 (F., n° 776 ; J. O. de 1875, p. 3636). — Sa proposition relative au remboursement de l'emprunt Morgan (I., n° 2929 ; A., t. 37, p. 157, an., p. 108 ; J. O. de 1875, p. 2181). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour but d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture et du Commerce, sur le Budget de l'Exercice 1876, un crédit de 600,000 fr. pour les dépenses de l'Exposition de Philadelphie (chapitre XV) (I., n° 3101 ; A., t. 39, an., p. 4 ; J. O. de 1875, p. 4643). = Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif à des augmentations d'impôts et à des impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 5, p. 76, 78) ; sur le renvoi à la Commission du Budget de la proposition de M. Claude (des Vosges), tendant à abroger les articles 3, 4 et 5 de la loi du 14 juin 1865 concernant les chèques (A., t. 5, p. 96) ; dans la discussion : du projet de loi tendant à augmenter les taxes postales (A., t. 5, p. 112) ; du projet de loi portant augmentation des impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 352) ; du Budget rectificatif de 1871 (Dette publique : *Intérêts et amortissement des emprunts faits à la Banque de France*, A., t. 5, p. 546. Travaux publics : *Annuités aux Compagnies concessionnaires de chemins de fer*, p. 582, 618. Impôts autorisés : *Impôts nouveaux*, p. 620, 626) ; du projet de loi relatif à l'impôt sur les revenus (A., t. 6, p. 386, 390, 395, 470). — Parle : sur la mise à l'ordre du jour des nouveaux impôts (A., t. 8, p. 285) ; dans la discussion : du Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1872 (*Traitements de la Cour des comptes*, A., t. 8, p. 393) ; du projet de loi modifiant les droits de timbre sur les titres de rente et effets publics des gouvernements étrangers (A., t. 11, p. 544) ; sur l'interprétation à donner à l'art. 3 de cette loi (A., t. 12, p. 1, 2 et 3) ; dans la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Finances : *Organisation actuelle de ce Ministère*, A., t. 14, p. 540, 545. Dispositions diverses : *Création des cartes postales, réduction du droit sur les envois d'argent*, p. 688). — Obtient des congés (A., t. 14, p. 605 ; t. 18, p. 184, 613). — Prend part à la discussion du projet de loi de la Commission des Services administratifs, tendant à la réunion du Service des forêts au Ministère de l'Agriculture et du Commerce (*Première délibération*, A., t. 16, p. 152). — S'excuse de son absence (A., t. 16, p. 291). — Parle : dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Travaux publics : *Subventions aux Compagnies concessionnaires de chemins de fer*, A., t. 28, p. 362, 564. Finances et Service de la fabrication des Monnaies : *Revision projetée de la Convention monétaire de 1865*, p. 446, 447, 478, 483) ; sur la fixation d'un jour pour la nomination dans les Bureaux de la Commission du Budget de 1875 (A., t. 29, p. 396, 489). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Chèques*, A., t. 29, p. 599, 665) ; du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes et de la proposition de M. Wolowski relative à l'équilibre du Budget de 1875 (*Réduction du remboursement annuel à la Banque*, A., t. 33, p. 214) ; du Budget de l'Exercice 1875 (Dette publique : *Annuités aux Compagnies de chemins de fer*, A., t. 33, p. 249. Travaux publics : *Annuités aux Compagnies concessionnaires de chemins de fer*, A., t. 34, p. 182, 185. Frais de régie : *Personnel des Contributions indirectes*, p. 215) ; du projet de loi de crédit applicable à la conservation des monuments historiques (A., t. 35, p. 440) ; des projets de lois concernant le remboursement de l'emprunt Morgan (A., t. 37, p. 305 ; t. 38, p. 275). — Est entendu : en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi de crédit applicable aux dépenses de l'Exposition internationale universelle de Philadelphie (A., t. 39, p. 58) ; dans la discussion du Budget de l'Exercice 1876 (Travaux publics : *Annuités aux Compagnies concessionnaires de chemins de fer*, A., t. 41, p. 252).

SOUMAIN (M. le général), *ancien Commandant de la 1re division militaire.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 787 à 795).

SOURY-LAVERGNE (M.), *Député élu par le département de la Haute-Vienne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 25). = Membre de Commissions (F., nos 54, 189, 317, 541, 674 ; J. O. de 1871, p. 808 ; J. O. de 1872, p. 4353; J. O. de 1873, p. 7729; J. O. de 1874, p. 4933). = Obtient des congés (A., t. 8, p. 132, 363 ; t. 38, p. 124, 288). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 39, p. 30).

SOYE (M.), *Député élu par le département de l'Aisne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 29). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., nos 51, 73, 102, 167, 353, 454, 524, 674, 697, 744, 772 ; J. O. de 1871, p. 750, 1111, 1596, 1802 ; J. O. de 1872, p. 7007 ; J. O. de 1873, p. 2231, 6982 ; J. O. de 1874, p. 4933, 7981 ; J. O. de 1875, p. 1275, 3525). = Son rapport sur le projet de loi tendant à modifier les limites des communes de Busigny (Nord) et de Becquigny (Aisne) (I., n° 2636 ; A., t. 34, an., p. 102 ; J. O. de 1874, p. 5973). = Prend part à la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 181). — S'excuse de son absence (A., t. 7, p. 49). — Parle sur une pétition du sieur Prieu au sujet d'une demande d'indemnité réclamée par lui contre le gouvernement du Brésil (A., t. 7, p. 520). — Obtient des congés (A., t. 11, p. 500 ; t. 15, p. 316 ; t. 18, p. 502). — Sa proposition signée de lui et d'un grand nombre de Députés ayant pour objet de ne pas accepter la démission de M. Thiers comme Président de la République (A., t. 18, p. 65). — Est entendu : sur un incident relatif au premier scrutin pour la nomination de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 42, 43); dans la discussion : de l'élection de M. Marcou par le département de l'Aude (A., t. 29, p. 352) ; de la proposition de M. le vicomte Blin de Bourdon, concernant le rétablissement des zones et l'abaissement des tarifs des tabacs de cantine (A., t. 43, p. 18).

SPULLER (M.), *Avocat, attaché à la Délégation de Tours.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 37 à 54).

SPULLER (M.), *Préfet de la Haute-Marne.*

Ses lettres et arrêtés communiqués à la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 514 à 516).

STAPLANDE (M. DE), *Député élu par le département du Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 38). = Président du 1er Bureau (F., n° 146 ; J. O. de 1871, p. 2985). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et d'autres Commissions (F., nos 393, 486 ; J. O. de 1873, p. 280, 1107).

STEINHEIL (M.), *Député élu par le département des Vosges.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 143). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 40, 49, 51, 68, 112, 128, 140, 144 ; J. O. de 1871, p. 542, 712, 750, 1013, 1952, 2119, 2785, 2929) ; et de la Commission des Services administratifs (F., n° 78 ; J. O. de 1871, p. 1148). = S'excuse de son absence (A., t. 1, p. 87). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 138) ; du projet de loi relatif au Traité de paix définitif avec l'Allemagne (A., t. 3, p. 73) ; des propositions de M. Jean Brunet et de M. Giraud relatives à l'abrogation des lois d'exil (A., t. 3, p. 305) ; de la proposition de MM. Haentjens et autres, relative à la nomination d'une Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 3, p. 451 à 454) ; du projet de loi sur le rétablis-

sement du cautionnement des journaux (A., t. 3, p. 796); de l'élection de MM. Mestreau et le colonel Denfert-Rochereau par la Charente-Inférieure (A., t. 4, p. 272); du Budget rectifié de l'Exercice 1871 (Affaires étrangères : *Relations commerciales de la France avec l'Alsace-Lorraine*, A., t. 5, p. 563). — Obtient des congés (A., t. 6, p. 24; t. 8, p. 484). — Prend part à la discussion : des propositions de M. Johnston et de M. Raoul Duval, relatives à la dénonciation des traités de commerce (A., t. 7, p. 337); de la proposition de MM. Jozon et autres, relative à la formule des nouveaux impôts (*Deuxième délibération*, A., t. 7, p. 589). — Adresse sa démission à l'Assemblée (A., t. 11, p. 371).

STEENACKERS (M.), *ancien Député au Corps législatif, ex-Directeur général des Télégraphes et des Postes.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 674 à 699).

STEVENS (M.), *Inspecteur principal des prisons de Belgique.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (A., t. 45, p. 136 à 147).

SUGNY (M. DE), *Député élu par le département de la Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 17). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., n°s 29, 40, 74, 85, 136, 161, 189, 209, 215, 301, 353, 361, 393, 463, 498, 507, 509, 697, 824, 828, 861; J. O. de 1871, p. 337, 542, 1116, 1245, 2641, 3435; J. O. de 1872, p. 704, 889, 3872, 7007, 7278; J. O. de 1873, p. 280, 3220; J. O. de 1874, p. 4481, 4880, 4945; J. O. de 1874, p. 7981; J. O. de 1875, p. 5510, 5746, 9961); de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (F., n° 95; J. O. de 1871, p. 1471); et des deux Commissions des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 46; t. 38, p. 207). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, tendant : à faire procéder à de nouvelles élections des Conseils généraux, d'arrondissement et municipaux (I., n° 20; A., t. 1, p. 133, an., p. 16; J. O. de 1871, p. 345); à déclarer qu'Henri de L'Espée, Préfet de la Loire, a bien mérité de son pays (I., n° 85; A., t. 2, p. 149; J. O. de 1871, p. 438). = Ses rapports au nom de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (Sous-Commission du Sud-Est : *Lyon et le département du Rhône*) (I., n° 1416 [1-3]; A., t. 20, p. 475 à 591; J. O. de 1873, p. 846, 881, 914); (Sous-Commission du Sud-Est : *Marseille*) (I., n° 1416 [4]; A., t. 20, p. 593 à 849; J. O. de 1874, p. 783, 810, 841, 898, 927, 942, 993, 1028). = Donne lecture de sa proposition tendant à déclarer que Henri de L'Espée, Préfet de la Loire, a bien mérité de son pays (A., t. 2, p. 148). — Est entendu sur des incidents relatifs : à son rapport, au nom de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale, concernant les événements de Lyon (A., t. 15, p. 437); à un document publié à la suite de son rapport, au nom de la même Commission, sur les événements de Marseille (A., t. 17, p. 357).

SWINEY (M.), *Député élu par le département du Finistère.*

Son élection est validée (A., t. 30, p. 150). = Membre de Commissions (F., n°s 674, 744, 756, 824; J. O. de 1874, p. 4933; J. O. de 1875, p. 1275, 1817, 5510).

tembre 1870 sur les brevets des Imprimeurs (I., n° 3481 ; A., t. 42, an., p. 366 ; J. O. de 1875, p. 10135). — Obtient des congés (A., t. 15, p. 172 ; t. 27, p. 1 . — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi relatif à une acquisition d'immeubles pour le service de l'Imprimerie nationale (A., t. 19, p. 493). — Ses observations à l'appui de son rapport (A., t. 19, p. 496). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Légion d'honneur : *Traitements des vingt gardiens de la paix médaillés en 1872 pour leur conduite pendant la Commune*, A., t. 28, p. 467. Imprimerie nationale : *Crédit de l'exploitation*, p. 220). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 31, p. 135 à 139 ; t. 35, p. 435 ; t. 44, p. 397). — Demande la mise à l'ordre du jour de la discussion sur la pétition du Président de la Chambre des Imprimeurs de Paris relative au décret du Gouvernement de la Défense nationale sur les brevets des imprimeurs (A., t. 42, p. 227).—Dépose son rapport sur cette pétition (A., t. 42, p. 417). — Demande de nouveau sa mise à l'ordre du jour (A., t. 43, p. 259). — Donne lecture de son rapport (A., t. 43, p. 303).

TALHOUËT (M. le marquis DE), *Député élu par le département de la Sarthe.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 55).= Président : du 6e Bureau (F., n° 51 ; J. O. de 1871, p. 750) ; du 2e Bureau (F., n° 123 ; J. O., p. 2248) ; du 13e Bureau (F., n° 146 ; J. O., p. 2985) ; du 14e Bureau (F., n° 167 ; J. O., p. 4802) ; du 13e Bureau (F., n° 353 ; J. O. de 1872, p. 7007) ; du 11e Bureau (F., n° 440 ; J. O. de 1873, p. 1769) ; du 3e Bureau (F., n° 463 ; J. O., p. 3220) ; et du 3e Bureau (F., n° 627 ; J. O. de 1874, p. 3307). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., n°s 22, 32, 39, 60, 284, 395, 772, 857 ; M. B. de 1871, p. 231 ; J. O. de 1871, p. 372, 500, 523, 894 ; J. O. de 1872, p. 3360 ; J. O. de 1873, p. 336 ; J. O. de 1875, p. 3525, 9767) ; de la Commission de Décentralisation (F., n° 50 ; J. O. de 1871, p. 734) ; de la Commission du Budget rectifié de 1871 (F., n° 58 ; J. O., p. 86[illegible]ssion de revision des grades (F., n° 136 ; J. O., p. 2641) ; de la Commission pour l'examen des lois de Finances de l'Exercice 1872 (F., n° 192 ; J. O. de 1872, p. 200) ; de la Commission du Budget de 1873 (F., n° 297 ; J. O. de 1872, p. 3767) ; de la Commission du Budget de 1874 (F., n° 471 ; J. O. de 1873, p. 3480) ; de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 37) ; et de la Commission du Budget de 1876 (F., n° 776 ; J. O. de 1875, p. 3636). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à la nomination d'une Commission de Décentralisation (I., n° 45 ; A., t. 1, an., p. 45 ; J. O. de 1871, p. 287). = Ses rapports : sur le projet de loi portant ouverture sur l'Exercice 1871, d'un crédit de 72,500,000 francs pour l'alimentation et l'entretien des troupes allemandes (I., n° 106 ; A., t. 2, p. 233 ; J. O. de 1871, p. 619) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur d'un crédit extraordinaire de 4,361 francs pour subvenir aux frais des funérailles de M. Lambrecht, décédé Ministre de l'Intérieur (I., n° 724 ; A., t. 6, an., p. 239 ; J. O. de 1872, p. 49) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1871, d'un crédit extraordinaire de 750,000 francs applicable : 1° aux frais d'impression des Comptes-rendus de l'Assemblée nationale par le *Moniteur universel*, à Bordeaux ; 2° aux frais du *Journal officiel*, à Versailles ; 3° à la publication du *Moniteur des Communes* et de ses annexes (I., n° 814 ; A., t. 7, an., p. 39 ; J. O. de 1872, p. 605) ; sur le projet de loi relatif aux crédits supplémentaires et extraordinaires ouverts par des décrets pendant la prorogation de l'Assemblée nationale (I., n° 821 ; A., t. 7, an., p. 45 ; J. O. de 1872, p. 682) ; sur le projet de loi ayant pour objet l'ouverture d'un crédit destiné à payer les dépenses du service du *Moniteur des Communes* en 1872 (I., n° 1241 ; A., t. 12, an., p. 83 ; J. O. de 1872, p. 4578) ; sur le Budget des dépenses du Ministère des Travaux publics pour l'Exercice 1873 (I., n° 1335 ; A., t. 13, an., p. 184 ; J. O. de 1872, p. 5766, 5780). — Son rapport supplémentaire sur les amendements concernant le Budget de ce Ministère (I., n° 1458 ; A., t. 14, an., p. 96 ; J. O. de 1872, p. 7696). — Ses rap-

l'égard du parti Bonapartiste (A., t. 32, p. 456); dans la discussion : du projet de loi relatif au rétablissement du titre de Premier Avocat général dans les Cours d'appel (*Première délibération*, A., t. 32, p. 383); de la proposition de M. Parent tendant à modifier l'article 360 du Code d'Instruction criminelle, en ce qui concerne la reprise des prévenus acquittés (*Première délibération*, A., t. 32, p. 389); en réponse aux interpellations de M. René Brice sur les attaques d'une certaine presse contre les droits et l'indépendance de l'Assemblée nationale (A., t. 33, p. 83); sur la fixation du jour des interpellations de M. Lepère, relatives au même objet (A., t. 33, p. 84); dans la discussion du Budget de l'Exercice 1875 (Justice : *Question de la réforme judiciaire*, A., t. 33, p. 349. *Classement du Tribunal de Thonon (Haute-Savoie)*, p. 350. *Création d'une seconde Chambre dans chacun des Tribunaux d'Oran et de Constantine*, p. 360); sur la fixation du jour des interpellations de M. Goblet, au sujet de la suite donnée par le Cabinet aux engagements pris dans la séance du 9 juin 1874, relativement au Comité central de l'appel au peuple (A., t. 35, p. 324); à propos des conclusions du rapport du 5e Bureau sur l'élection de M. le baron de Bourgoing par le département de la Nièvre (A., t. 35, p. 339). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur cette élection (A., t. 37, an., p. 341 à 349). — Ses observations tendant à la mise à l'ordre du jour du rapport de la Commission d'Enquête sur cette élection, au sujet d'un incident relatif à une communication de pièces demandée par la Commission (A., t. 37, p. 15, 16). = Parle, comme ancien Garde des sceaux : sur la question de M. de Lorgeril, au sujet de la soustraction au Ministère de la Justice de trois dépêches confidentielles du Procureur général près la Cour de Rennes, lors de l'élection de M. l'amiral de Kerjégu par le département des Côtes-du-Nord (A., t. 39, p. 15); dans la discussion de cette élection (A., t. 39, p. 147 à 151, 165); sur l'incident relatif au fait allégué par M. Bottieau contre M. Savary, d'avoir intentionnellement omis, dans son rapport au nom de la Commission d'Enquête sur l'élection de M. de Bourgoing par le département de la Nièvre, une seconde dépêche du Procureur général de Bourges (A., t. 39, p. 389, 392); dans la discussion : de cette élection (A., t. 40, p. 15); des interpellations de M. Raoul Duval sur la conduite que le Gouvernement entend tenir à l'égard du Comité de l'appel au peuple (A., t. 40, p. 91).

TAILLE (M. DE LA), *Inspecteur du chemin de fer d'Orléans.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 804 à 807).

TAILLEFERT (M.), *Député élu par le département des Deux-Sèvres.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 23). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 32, 48, 73, 94, 95, 107, 125, 144, 146, 170, 229, 290, 305, 325, 397, 403, 419, 440, 674, 744, 796, 824, 834, 861; J. O. de 1871, p. 372, 696, 1111, 1439, 1476, 1819, 2333, 2929, 2985, 4892; J. O. de 1872, p. 1295, 3519, 3998, 4633; J. O. de 1873, p. 404, 580, 1080, 1769; J. O. de 1874, p. 4933; J. O. de 1875, p. 1275, 4340, 5510, 6070, 9961); et de la Commission du Budget de 1874 (I., n° 471; J. O. de 1873, p. 3480). = Ses rapports : au nom de la Commission chargée de rechercher, parmi les décrets législatifs du Gouvernement de la Défense nationale, ceux qui ont un caractère temporaire et de signaler ceux des décrets définitifs du même Gouvernement qu'il serait urgent de rapporter ou de modifier (I., n° 928; A., t. 8, an., p. 312; J. O. de 1872, p. 2606); sur le projet de loi relatif à une acquisition d'immeubles pour le service de l'Imprimerie nationale (I., n° 1971; A., t. 19, an., p. 242; J. O. de 1873, p. 5940; sur le Budget des dépenses de l'Exercice 1874 (Ministère de la Justice : I., n° 2035; A., t. 28, an., p. 8; J. O. de 1873, p. 7631. Légion d'Honneur, I., n° 2036; A., t. 28, an., p. 14; J. O. de 1873, p. 7634. Imprimerie nationale, I., n° 2037; A., t. 28, an., p. 18; J. O. de 1873, p. 7663; sur le projet de loi portant modification de la loi du 21 novembre 1872 relative au jury (I., n° 3348; A., t. 41, an., p. 192; J. O. de 1875, p. 7203); sur la pétition de M. de Mourgues, Président de la Chambre des Imprimeurs de Paris, relative au décret du 10 sep-

tembre 1870 sur les brevets des Imprimeurs (I., n° 3481 ; A., t. 42, an., p. 366 ; J. O. de 1875, p. 10345). — Obtient des congés (A., t. 15, p. 472 ; t. 27, p. 1). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi relatif à une acquisition d'immeubles pour le service de l'Imprimerie nationale (A., t. 19, p. 493). — Ses observations à l'appui de son rapport (A., t. 19, p. 494). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Légion d'honneur : *Traitements des vingt gardiens de la paix médaillés en 1872 pour leur conduite pendant la Commune*, A., t. 28, p. 167. Imprimerie nationale : *Crédit de l'exploitation*, p. 220). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 31, p. 135 à 139 ; t. 35, p. 135 ; t. 44, p. 397). — Demande la mise à l'ordre du jour de la discussion sur la pétition du Président de la Chambre des Imprimeurs de Paris relative au décret du Gouvernement de la Défense nationale sur les brevets des imprimeurs (A., t. 42, p. 227).—Dépose son rapport sur cette pétition (A., t. 42, p. 417). — Demande de nouveau sa mise à l'ordre du jour (A., t. 43, p. 259). — Donne lecture de son rapport (A., t. 43, p. 303).

TALHOUËT (M. le marquis DE), *Député élu par le département de la Sarthe.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 55).= Président : du 6e Bureau (F., n° 51 ; J. O. de 1871, p. 750) ; du 2e Bureau (F., n° 123 ; J. O., p. 2248) ; du 13e Bureau (F., n° 146 ; J. O., p. 2985) ; du 14e Bureau (F., n° 167 ; J. O., p. 4802) ; du 13e Bureau (F., n° 353 ; J. O. de 1872, p. 7007) ; du 11e Bureau (F., n° 440 ; J. O. de 1873, p. 1769) ; du 3e Bureau (F., n° 463 ; J. O., p. 3220) ; et du 3e Bureau (F., n° 627 ; J. O. de 1874, p. 3307). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., n°s 22, 32, 39, 60, 284, 395, 772, 857 ; M. B. de 1871, p. 231 ; J. O. de 1871, p. 372, 500, 523, 894 ; J. O. de 1872, p. 3360 ; J. O. de 1873, p. 336 ; J. O. de 1875, p. 3525, 9767) ; de la Commission de Décentralisation (F., n° 50 ; J. O. de 1871, p. 734) ; de la Commission du Budget rectifié de 1871 (F., n° 58 ; J. O., p. 867) ; de la Commission de revision des grades (F., n° 136 ; J. O., p. 2641) ; de la Commission pour l'examen des lois de Finances de l'Exercice 1872 (F., n° 192 ; J. O. de 1872, p. 200) ; de la Commission du Budget de 1873 (F., n° 297 ; J. O. de 1872, p. 3767) ; de la Commission du Budget de 1874 (F., n° 471 ; J. O. de 1873, p. 3480) ; de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 37) ; et de la Commission du Budget de 1876 (F., n° 776 ; J. O. de 1875, p. 3636). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à la nomination d'une Commission de Décentralisation (I., n° 15 ; A., t. 1, an., p. 15 ; J. O. de 1871, p. 287). = Ses rapports : sur le projet de loi portant ouverture sur l'Exercice 1871, d'un crédit de 72,500,000 francs pour l'alimentation et l'entretien des troupes allemandes (I., n° 106 ; A., t. 2, p. 233 ; J. O. de 1871, p. 619) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur d'un crédit extraordinaire de 4,361 francs pour subvenir aux frais des funérailles de M. Lambrecht, décédé Ministre de l'Intérieur (I., n° 724 ; A., t. 6, an., p. 239 ; J. O. de 1872, p. 49) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'Exercice 1871, d'un crédit extraordinaire de 750,000 francs applicable : 1° aux frais d'impression des Comptes-rendus de l'Assemblée nationale par le *Moniteur universel*, à Bordeaux ; 2° aux frais du *Journal officiel*, à Versailles ; 3° à la publication du *Moniteur des Communes* et de ses annexes (I., n° 814 ; A., t. 7, an., p. 39 ; J. O. de 1872, p. 605) ; sur le projet de loi relatif aux crédits supplémentaires et extraordinaires ouverts par des décrets pendant la prorogation de l'Assemblée nationale (I., n° 822 ; A., t. 7, an., p. 45 ; J. O. de 1872, p. 682) ; sur le projet de loi ayant pour objet l'ouverture d'un crédit destiné à payer les dépenses du service du *Moniteur des Communes* en 1872 (I., n° 1241 ; A., t. 12, an., p. 83 ; J. O. de 1872, p. 4578) ; sur le Budget des dépenses du Ministère des Travaux publics pour l'Exercice 1873 (I., n° 1335 ; A., t. 13, an., p. 184 ; J. O. de 1872, p. 5766, 5780). — Son rapport supplémentaire sur les amendements concernant le Budget de ce Ministère (I., n° 1458 ; A., t. 14, an., p. 96 ; J. O. de 1872, p. 7696). — Ses rap-

ports : sur le projet de loi portant ouverture de divers crédits au Ministre des Travaux publics sur l'Exercice 1872 et sur l'Exercice 1873 (I., n° 1740; A., t. 17, an., p. 115; J. O. de 1873, p. 2964 ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Travaux publics d'un crédit de 4 millions, imputable au Compte de liquidation des diverses charges résultant de la guerre (I., n° 1761; A., t. 17, an., p. 165; J. O. de 1873, p. 3141); sur le projet de loi relatif à l'amélioration du port de Honfleur (I., n° 1908; A., t. 19, an., p. 139; J. O. de 1875, p. 5555); sur le projet de loi portant report au Budget du Ministère des Travaux publics, Exercice 1873, d'un crédit de 41,549 fr. précédemment ouvert sur les Exercices 1869-1870, pour travaux au lazaret de Saint-Nazaire (I., n° 1973; A., t. 19, an., p. 242; J. O. de 1873, p. 5987); sur le projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1874, au Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts, d'un crédit supplémentaire de 12,000 francs (Examen des ouvrages dramatiques) (I., n° 2269; A., t. 30, an., p. 109; J. O. de 1874, p. 2539); sur le Budget des dépenses du Ministère des Travaux publics pour l'Exercice 1876 (I., n° 3113; A., t. 39, an., p. 52; J. O. de 1875, p. 5235); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Travaux publics, sur les Exercices 1875 et 1876, d'un crédit extraordinaire de 3,400,000 francs, applicable à la réparation des dommages causés aux travaux publics par les inondations (I., n° 3385; A., t. 41, an., p. 366; J. O. de 1875, p. 6302, 7379); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Travaux publics de deux crédits extraordinaires sur l'Exercice 1875 (I., n° 3526; A., t. 43, an., p. 362; J. O. de 1876, p. 203); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Travaux publics de trois crédits extraordinaires sur l'Exercice 1876 (I., n° 3527; A., t. 43, an., p. 363; J. O. de 1876, p. 647 ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Travaux publics de divers crédits sur les Exercices 1875 et 1876 I., n° 3587; A., t. 43, an., p. 363; J. O. de 1876, p. 950); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Travaux publics sur l'Exercice 1875, de deux crédits : l'un de 952,000 francs, l'autre de 370,000 francs, pour l'achèvement et le complément des travaux d'installation de la Chambre des Députés dans l'aile sud du Palais de Versailles I., n° 3626; A., t. 44, an., p. 161, J. O. de 1876, p. 426 ; sur le projet de loi ayant pour objet le classement d'une route nationale entre Longwy et Pont-à-Mousson (I., n° 3627; A., t. 44, an., p. 27, J. O. de 1876, p. 426). — Donne lecture de sa proposition relative à la nomination d'une Commission de Décentralisation (A., t. 1, p. 134). — Est entendu dans la discussion de cette proposition (A., t. 2, p. 308, 310) ; obtient un congé (A., t. 2, p. 681). — Parle dans la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 900; t. 4, p. 173, 175. *Troisième délibération*, t. 4, p. 329). — Prend part, en qualité de Rapporteur, à la discussion : du Budget de l'Exercice 1873 (Travaux publics *Personnel des ponts et chaussées et des mines*, A., t. 44, p. 362, 364; *Entretien des chaussées de Paris*, p. 365; *Annuités aux Compagnies concessionnaires de nouveaux chemins de fer*, p. 366; *Travaux extraordinaires des ports maritimes*, p. 366); du projet de loi de crédit de 4 millions imputable sur le Compte de liquidation (A., t. 47, p. 206, 207, 208). — Demande, en la même qualité, l'urgence du projet de loi relatif à l'amélioration du port de Honfleur (A., t. 49, p. 470). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 21, p. 107 à 111). — Est entendu dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 Travaux publics *Amélioration dans le service des chemins de fer*, A., t. 28, p. 362; *Subventions aux Compagnies concessionnaires de ces chemins*, p. 364, *Subventions pour l'établissement de chemins de fer d'intérêt local*, p. 365). — Prend part, en qualité de Rapporteur, à la discussion : du projet de loi de crédit tendant à pourvoir au rétablissement de la Commission d'examen des ouvrages dramatiques (A., t. 32, p. 170, 171), du Budget de l'Exercice 1876 Travaux publics *Règlement des annuités aux Compagnies de chemins de fer*, A., t. 41, p. 251; *Complément des routes forestières de la Corse*, p. 254, 255; *Études pour la régularisation du régime des cours d'eau*

p. 256 ; *Travaux de dessèchement des marais de la Gachère, dans la Vendée*, p. 257).

TALLON (M. EUGÈNE), *Député élu par le département du Puy-de-Dôme.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 21). = Secrétaire : du 5e Bureau (F., n° 4 ; M. B. de 1871, p. 13) ; du 3e Bureau (F., n° 51 ; J. O. de 1871, p. 750) ; du 10e Bureau (F., n° 99 ; J. O., p. 1545) ; du 14e Bureau (F., n° 167 ; J. O., p. 4802) ; du 6e Bureau (F., n° 241 ; J. O. de 1872, p. 1649) ; du 1er Bureau (F., n° 379 ; J. O., p. 7817) ; du 12e Bureau (F., n° 486 ; J. O. de 1873, p. 4107) ; du 4e Bureau (F., n° 717 ; J. O. de 1875, p. 160) ; et du 12e Bureau (F., n° 756 ; J. O., p. 1817). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 24, 40, 51, 57, 58, 75, 81, 103, 125, 140, 167, 178, 215, 225, 251, 264, 269, 383, 393, 403, 405, 454, 478, 492, 509, 562, 697, 744, 762, 769, 824, 828, 865 ; J. O. de 1871, p. 271, 542, 750, 845, 867, 1124, 1188, 1700, 2333, 2785, 4802, 5137 ; J. O. de 1872, p. 889, 1177, 1978, 2757, 2909, 7957 ; J. O. de 1873, p. 280, 580, 1653, 2231, 3817, 4286, 4945 ; J. O. de 1874, p. 351, 7981 ; J. O. de 1875, p. 1275, 2037, 3405, 5510, 5746, 10118) ; de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275 ; J. O. de 1872, p. 3082) ; et de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 49). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à la suppression des Commissions municipales (I., n° 38 ; A., t. 1, p. 179, an., p. 26 ; J. O. de 1871, p. 361). — Sa proposition sur les règles applicables à toutes les élections (I., n° 360 ; A., t. 3, p. 689 ; J. O. de 1871, p. 2111). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à l'exercice du droit de pétition (I., n° 602 ; A., t. 5, an., p. 186 ; J. O. de 1871, p. 3968). — Ses propositions ayant pour objet : d'étendre aux avertissements et avis officieux des percepteurs l'exception édictée par l'art. 9, § 3, de la loi du 24 août 1871 sur les taxes postales (I., n° 777 ; A., t. 6, an., p. 292 ; J. O. de 1872, p. 416) ; l'organisation générale de l'Assistance publique et l'extinction de la mendicité (I., n° 1033 ; A., t. 8, an., p. 260 ; J. O. de 1872, p. 2830). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative aux Caisses d'épargne et de prévoyance (I., n° 1411 ; A., t. 13, an., p. 552 ; J. O. de 1872, p. 7261, 7278). — Ses propositions ayant pour objet : le complément des dispositions du Code pénal relatives aux délits d'abandon, de détournement, de corruption et d'abus des mineurs de moins de 16 ans (I., n° 1538 ; A., t. 15, an., p. 124 ; J. O. de 1873, p. 525) ; la vérification des pouvoirs des membres des Conseils généraux (Revision de l'art. 16 de la loi du 10 août 1871) (I., n° 2913 ; A., t. 37, an., p. 4 ; J. O. de 1875, p. 2094). = Son rapport, au nom de la Commission chargée d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général des Travaux publics (Sous-Commission des travaux d'améliorations agricoles et du service hydraulique) (I., n° 355 ; A., t. 3, p. 614, 648 ; J. O. de 1871, p. 2034). — Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. Naquet et autres, tendant ce qu'il soit nommé par l'Assemblée nationale une Commission de quinze membres pour étudier la revision générale de la législation de l'an XI, en ce qui concerne l'enseignement et l'exercice de la médecine et de la pharmacie (I., n° 995 ; A., t. 8, an., p. 158 ; J. O. de 1872, p. 2428) ; sur la proposition de MM. Émile Beaussire et Albert Desjardins, tendant à modifier le chapitre VIII du Règlement sur la déclaration d'urgence (I., n° 1058 ; A., t. 10, an., p. 47 ; J. O. de 1872, p. 2638) ; sur la proposition de MM. le baron de Janzé et autres, ayant pour objet de faire déposer sur le Bureau de l'Assemblée, imprimer et distribuer les rapports d'élections partielles (I., n° 1067 ; A., t. 10, an., p. 53 ; J. O. de 1872, p. 2704). — Ses rapports : sur sa proposition, relative à l'exercice du droit de pétition et sur les propositions de M. Paris (Pas-de-Calais) et de M. le général Robert, relatives à une modification de l'art. 95 du Règlement (I., n° 1092 ; A., t. 11, an., p. 26 ; J. O. de 1872, p. 3285, 3337) ; sur la proposition de M. Joubert, relative au travail des enfants dans les manufactures (I., n° 1132 ; A., t. 11, an.,

p. 107 ; J. O. de 1872, p. 3605) ; sur la proposition de MM. Beaussire et Albert Desjardins, tendant à modifier le chapitre VIII du Règlement relatif à la déclaration d'urgence (I., n° 1203 ; A., t. 11, an., p. 283 ; J. O. de 1872, p. 4146). — Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. Parent et autres, ayant pour objet la législation relative aux eaux minérales (I., n° 1231 ; A., t. 12, an., p. 47 ; J. O. de 1872, p. 4387) ; sur sa proposition, ayant pour objet de compléter les dispositions du Code pénal relativement aux délits de détournement et d'abus des mineurs employés dans les professions ambulantes ou exhibés dans les spectacles forains (I., n° 1679 ; A., t. 16, an., p. 210 ; J. O. de 1873, p. 2139). — Son rapport, au nom de la Commission d'Enquête sur l'organisation de l'Assistance publique dans les campagnes (Rapport sur les résultats de l'Enquête) (I., n° 1815 ; A., t. 33, an., p. 408 ; J. O. de 1874, p. 4461). — Ses rapports : sur sa proposition ayant pour objet la protection des enfants employés dans les professions ambulantes (I., n° 2259 ; A., t. 30, an., p. 48 ; J. O. de 1874, p. 2512) ; sur la proposition de MM. Lestourgie et autres concernant l'organisation de l'Assistance dans les campagnes ; sur sa proposition ayant pour objet l'Assistance publique et l'extinction de la mendicité ; et sur la proposition de MM. Théophile Roussel et Morvan relative à l'organisation de l'Assistance médicale dans les campagnes (I., n° 2690 ; A., t. 34, an., p. 485 ; J. O. de 1875, p. 195, 241). = Son rapport supplémentaire sur les élections de MM. Chevandier et Lamorte par le département de la Drôme (A., t. 1, p. 148). — Parle dans la discussion : de ces élections (A., t. 1, p. 250) ; du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 262, 264, 266). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 3, p. 253 à 256, 331 à 333). — Ses observations : au sujet de pétitions relatives au retard des transports sur les chemins de fer (A., t. 3, p. 254) ; au sujet de la question de M. Pelletan au Ministre de la Guerre sur le renvoi des gardes mobiles dans leurs départements (A., t. 3, p. 261). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 875 ; t. 32, p. 627). — Son rapport sur les élections de MM. le général Faidherbe et Testelin par le département du Nord (A., t. 4, p. 87). — Est entendu dans la discussion : de ces élections (A., t. 4, p. 91) ; du projet de loi sur les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 672, 679) ; des propositions de MM. Arago, Bérenger et autres, relatives au mode de nomination et à la mise à la retraite des magistrats (*Deuxième délibération*, A., t. 8, p. 154) ; du Budget du Ministère de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts, pour l'Exercice 1872 (Beaux-Arts : *Attribution aux Musées de province des ouvrages de sculpture non utilisés au Musée du Louvre*, A., t. 8, p. 457). — Parle, comme Rapporteur, sur la prise en considération : de la proposition de MM. Naquet et autres, tendant à la nomination d'une Commission à l'effet d'étudier la revision de la législation concernant la médecine et la pharmacie (A., t. 8, p. 506) ; de la proposition de MM. de Janzé, relative à l'impression des rapports sur les élections partielles (A., t. 11, p. 71). — Son rapport sur l'élection de M. Paul Bert par le département de l'Yonne (A., t. 12, p. 412). — Prend part, en qualité de Rapporteur, à la discussion de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Première délibération*, A., t. 14, p. 238 à 241. *Deuxième délibération*, t. 15, p. 273, 282, 287, 289, 294, 295, 298, 299, 300, 384, 386, 400, 527, 530, 556, 559, 562, 583, 584, 585, 587, 602, 609, 610, 625, 626, 628, 636, 639, 641. *Troisième délibération*, A., t. 31, p. 42, 45, 46, 48, 49, 50, 51, 58, 65, 74, 77, 80, 82). — Parle dans la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Frais de régie : *Construction de routes forestières, reboisement et gazonnement des montagnes*, A., t. 14, p. 628). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion : de sa proposition, relative à l'exercice du droit de pétition, et des propositions de M. Paris (Pas-de-Calais) et de M. le général Robert, relatives à une modification de l'article 95 du Règlement (*Deuxième délibération*, A., t. 16, p. 497, 502) ; de la proposition de MM. Beaussire et Albert Desjardins, tendant à modifier le chapitre VIII du Règlement, relatif aux déclarations d'urgence (*Première déli-*

bération, A., t. 18, p. 580. *Troisième délibération*, A., t. 19, p. 473). — Parle dans la discussion des propositions concernant l'électorat municipal (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 41 à 45, 46). — Prend part, en qualité de Rapporteur, à la discussion de sa proposition, ayant pour objet la protection des enfants employés dans les professions ambulantes (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 336, 343. *Troisième délibération*, t. 35, p. 70, 78). — S'excuse de son absence (A., t. 35, p. 15 ; t. 42, p. 7; t. 44, p. 142). — Est entendu dans la discussion : des propositions de MM. Waddington, Vautrain, Clapier et Wallon, relatives à l'organisation du Sénat (A., t. 36, p. 602) ; de sa proposition relative aux Caisses d'épargne et de prévoyance (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 79 à 83). — Déclare retirer cette proposition (A., t. 38, p. 85). — Réclame contre le retard apporté au dépôt du rapport de la Commission d'initiative sur sa proposition relative à la vérification des pouvoirs des membres des Conseils généraux (A., t. 40, p. 146). — Demande la mise à l'ordre du jour de cette proposition (A., t. 40, p. 216). — Est entendu dans la discussion relative à sa prise en considération (A., t. 41, p. 4 à 10).

TAMISIER (M.), *Député élu par le département du Jura.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 16). = Président du 2e Bureau (F., n° 769 ; J. O. de 1875, p. 3405). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., nos 54, 353, 629, 674, 842, 843, 850, 865 ; J. O. de 1871, p. 808 ; J. O. de 1872, p. 7007 ; J. O. de 1874, p. 3395, 4933 ; J. O. de 1875, p. 9073, 9137, 9395, 10118). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département du Jura (I., n° 2458 ; A., t. 32, an., p. 164 ; J. O. de 1874, p. 5216). = Ses rapports : sur le projet de loi concernant un échange d'immeubles entre l'Etat et la ville de Bruyères (Vosges) (I., n° 1493; A., t. 14, an., p. 152 ; J. O. de 1873, p. 5) ; sur le projet de loi tendant à distraire une section du hameau d'Ampilly-le-Haut, de la commune de Quemigny-sur-Seine (canton d'Aignay-le-Duc, arrondissement de Châtillon-sur-Seine, département de la Côte-d'Or), et à la rattacher à la commune d'Ampilly-les-Bordes, canton de Baigneux-les-Juifs, même arrondissement (I., n° 3636; A., t. 44, an., p. 57 ; J. O. de 1876, p. 542). = Parle dans la discussion du projet de loi de crédit applicable au remboursement aux communes et aux contribuables des impositions payées aux Allemands (A., t. 12, p. 3). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 888 à 899). — Demande la rectification de son vote dans le scrutin sur la prise en considération de la proposition de M. Léon de Maleville, relative aux élections pour la prochaine Assemblée (A., t. 34, p. 63, 64). — Est entendu dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1875 (Impôts autorisés : *Droits de vérification des poids et mesures*, A., t. 34, p. 272, 273) ; du projet de la Commission de l'armée, relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 120, 125) ; du projet de loi ayant pour objet l'application de diverses mesures de surveillance et de répression en matière de douanes, et l'extension des décimes additionnels à divers impôts et revenus indirects (A., t. 38, p. 287); du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée (A., t. 39, p. 99, 115, 117, 194). — Parle : sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi portant répartition pour 1876 du fonds annuel de subvention aux départements (A., t. 41, p. 349) ; dans la discussion du Budget de l'Exercice 1876 (Voies et moyens : *Réduction du tarif pour la vérification première des poids et mesures*, A., t. 41, p. 385 à 389).

TARDIEU (M.), *Député élu par le département des Bouches-du-Rhône.*

Son élection est validée (A., t. 5, p. 29). = Membre de Commissions (F., nos 367, 544 ; J. O. de 1872, p. 7446; J. O. de 1873, p. 7129). = Son rapport sur le projet de loi relatif à

la prorogation d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Marseille (Bouches-du-Rhône) (I., n° 2147 ; A., t. 28, an., p. 309 ; J. O. de 1874, p. 264). = Obtient des congés (A., t. 6, p. 345 ; t. 13, p. 63 ; t. 15, p. 4 ; t. 38, p. 124; t. 39, p. 343). — Est entendu : sur l'urgence du projet de loi tendant à fixer l'époque des élections pour la reconstitution du Conseil général des Bouches-du-Rhône, dissous par décret du 26 mai 1874 (A., t. 31, p. 177) ; dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 32, p. 470 à 474). — Demande à interpeller le Gouvernement au sujet d'un décret portant nomination du Maire d'Aix (A., t. 36, p. 299). — Demande la mise à l'ordre du jour de ses interpellations (A., t. 41, p. 46 à 48, 68).

TARGET (M.), *Député élu par le département du Calvados.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 12). = Secrétaire du 14e Bureau (F., n° 123 ; J. O. de 1871, p. 2248). — Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 22, 24, 32, 68, 74, 125, 136, 155, 204, 218, 229, 395, 857 ; M. B. de 1871, p. 231 ; J. O. de 1871, p. 271, 372, 1013, 1116, 2333, 2641, 3250 ; J. O. de 1872, p. 545, 975, 1295 ; J. O. de 1873, p. 336 ; J. O. de 1875, p. 9767) ; de la Commission de Décentralisation (F., n° 50; J. O. de 1871, p. 734) ; de la Commission de permanence de 1871 (A., t. 5, p. 661) ; de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275 ; J. O. de 1872, p. 3082) ; et de la Commission du Budget de 1873 (F., n° 297 ; J. O. de 1872, p. 3767). = Ses propositions relatives : à l'adoption par la nation des veuves et des orphelins des citoyens victimes de l'insurrection dans la journée du 22 mars 1871 (I., n° 71 ; A., t. 2, p. 86 ; J. O. de 1871, p. 385) ; à la prorogation de l'Assemblée nationale (I., n° 589 ; A., t. 5, p. 310, an., p. 162 ; J. O. de 1871, p. 3638). = Son rapport sur la proposition de MM. Tolain et autres, portant ouverture au Ministre du Commerce d'un crédit de 100.000 fr. destiné à couvrir les frais de voyage et de séjour d'un certain nombre d'ouvriers français à l'Exposition universelle de Vienne, en 1873 (I., n° 1631 ; A., t. 16, an., p. 83 ; J. O. de 1873, p. 1649, 5718). = Sa motion, dans la discussion du projet de loi relatif aux Préliminaires de paix, tendant à faire prononcer par l'Assemblée nationale la déchéance de Napoléon III et de sa dynastie (A., t. 1, p. 104). — Présente sa proposition tendant à faire adopter par la France les veuves et les orphelins des victimes de la journée du 22 mars 1871 (A., t. 2, p. 59). — Est entendu dans la discussion : de cette proposition (A., t. 7, p. 565 ; t. 8, p. 138) ; de la proposition de M. Gaslonde relative aux Conseils généraux (A., t. 2, p. 176) ; du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 408, 409). — Ses observations : sur les résultats des élections communales de Paris (A., t. 2, p. 604) ; sur l'opportunité d'une convocation extraordinaire de l'Assemblée, pour la discussion du Traité de paix définitif (A., t. 3, p. 59) ; dans la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, sur l'organisation et les attributions des Conseils généraux (*Première délibération*, A., t. 3, p. 623. *Deuxième délibération*, t. 3, p. 831, 886 ; t. 4, p. 52, 66. *Troisième délibération*, t. 4, p. 361). — Obtient un congé (A., t. 4, p. 136). — Présente un ordre du jour motivé sur les pétitions relatives à la situation actuelle du Souverain Pontife à Rome (A., t. 4, p. 256). — Donne lecture de sa proposition relative à la prorogation de l'Assemblée en 1871 (A., t. 5, p. 310). — Parle : à propos d'un passage de l'exposé des motifs de sa proposition (A., t. 5, p. 312) ; à propos de la pétition du sieur Prieu relative à une demande d'indemnité réclamée par lui contre le gouvernement du Brésil (A., t. 7, p. 521) ; dans la discussion du Budget du Ministère de la Marine et des Colonies pour l'Exercice 1872 (*Réduction des cadres de la Marine*, A., t. 8, p. 587) ; sur la fixation du jour des interpellations de M. Naquet, relatives à la suspension générale des cours et examens de la Faculté de médecine de Paris (A., t. 8, p. 596) ; dans la discussion du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'Etat (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 10, 101 . — Demande : la publication dans le *Moniteur des Communes* du discours de M. d'Audiffret-Pasquier sur les marchés du Ministère de la Guerre en

Angleterre (A., t. 11, p. 223) ; l'ajournement des interpellations de M. Du Temple sur le retard apporté au rapport des pétitions d'habitants de plusieurs départements, concernant le Saint-Siège (A., t. 12, p. 159). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 372, 463, 465, 467) ; du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 13, p. 138, 145, 147) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Agriculture et commerce : *Achats d'étalons*, A., t. 14, p. 387. Marine et colonies : *Question des cadres des officiers de la Marine*, p. 425) ; de la proposition de M. A. Joubert, relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 553) ; des rapports de la Commission des Marchés sur les marchés passés à Lyon et sur les dépenses de l'armée des Vosges (A., t. 15, p. 429). — Est entendu : en qualité de Rapporteur, dans la discussion de la proposition de MM. Tolain et autres, tendant à l'ouverture d'un crédit de 100,000 fr. destiné à couvrir les frais de voyage et de séjour d'ouvriers français à l'Exposition universelle de Vienne en 1873 (A., t. 17, p. 46, 55) ; dans la discussion des interpellations de MM. le duc de Broglie et autres, relatives aux dernières modifications du Ministère et à la politique intérieure du Gouvernement (A., t. 18, p. 58).

TARTERON (M. DE), *Député élu par le département du Gard.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 14). = Secrétaire : du 7e Bureau (F., n° 289 ; J. O. de 1872, p. 3519) ; du 3e Bureau (F., n° 509 ; J. O. de 1873, p. 4945). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 15, 24, 32, 41, 72, 74, 81, 99, 117, 141, 143, 146, 219, 231, 305, 419, 505, 511, 517, 796, 824 ; M. B. de 1871, p. 66 ; J. O. de 1871, p. 271, 372, 561, 1098, 1116, 1188, 1545, 2086, 2819, 2901, 2985 ; J. O. de 1872, p. 1012, 1398, 3998 ; J. O. de 1873, p. 1080, 4819, 5018, 6751 ; J. O. de 1875, p. 4340, 5510) ; de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O. de 1871, p. 471) ; et de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 49). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative aux Pouvoirs publics (I., n° 2478 ; A., t. 32, an., p. 244 ; J. O. de 1874, p. 4301). = Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. Rouvier et autres, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département des Bouches-du-Rhône (I., n° 639 ; A., t. 5, an., p. 228 ; J. O. de 1871, p. 4163) ; sur la proposition de M. Dahirel ayant pour objet de déterminer la forme des relations du Président de la République avec l'Assemblée nationale (I., n° 869 ; A., t. 7, an., p. 139 ; J. O. de 1872, p. 1247) ; sur la proposition de MM. le vicomte de Lorgeril et le comte de Cintré, relative aux causes qui ont déterminé M. le Président de la République à prendre l'engagement dont il a parlé dans la séance du 29 novembre 1872, à la portée de cet engagement et à ses conséquences (I., n° 1694 ; A., t. 16, an., p. 231 ; J. O. de 1873, p. 2455). = Obtient des congés (A., t. 2, p. 773 ; t. 6, p. 24 ; t. 14, p. 59, 449 ; t. 18, p. 77, 502). — Prend part à la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 183. *Troisième délibération*, t. 4, p. 533). — Son rapport sur les pétitions d'un certain nombre d'archevêques et évêques et d'habitants de divers départements, relatives à la situation faite au Souverain Pontife par le Gouvernement Italien (A., t. 4, p. 246). — Parle dans la discussion de ces pétitions (A., t. 4, p. 257, 258). — Est entendu, comme Rapporteur, sur la prise en considération de la proposition de M. Dahirel relative à la forme des relations du Président de la République avec l'Assemblée (A., t. 7, p. 608). — S'excuse de son absence (A., t. 44, p. 215).

TASSIN (M.), *Député élu par le département de Loir-et-Cher.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 35). — Son élection est validée (A., t. 1, p. 60). = Secrétaire : du 11e Bureau (F., n° 379 ; J. O. de 1872, p. 7817) ; du 14e Bureau (F., n° 541 ; J. O. de 1873, p. 7729) ; du même Bureau renouvelé (F., n° 674 ; J. O. de 1874, p. 4933). — Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11 ;

M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., nos 146, 167, 611, 762, 769, 800; J. O. de 1871, p. 2985, 4802; J. O. de 1874, p. 2005; J. O. de 1875, p. 2037, 3405, 4464). — Obtient des congés (A., t. 7, p. 401 ; t. 11, p. 10 ; t. 12, p. 411 ; t. 15, p. 611 ; t. 29, p. 515). — S'excuse de son absence (A., t. 13, p. 121).

TEISSERENC DE BORT (M.), *Député élu par le département de la Haute-Vienne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 25). = Président : du 9e Bureau (F., n° 541 ; J. O. de 1873, p. 7729) ; du 7e Bureau (F., n° 607 ; J. O. de 1874, p. 1881) ; du 5e Bureau (F., n° 674 ; J. O. de 1874, p. 4933). = Membre : de la Commission du Traité de paix (F., n° 8 ; M. B. de 1871, p. 27 et 31) ; de diverses Commissions (F., nos 23, 41, 51, 60, 476, 478, 492, 611, 621, 707, 769, 800, 840, 842, 850 ; J. O. de 1871, p. 251, 561, 750, 894 ; J. O. de 1873, p. 3750, 3817, 4286 ; J. O. de 1874, p. 2005, 2358, 8333 ; J. O. de 1875, p. 3405, 4464, 4874, 9073, 9395) ; de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O. de 1871, p. 471) ; de la Commission du Budget rectifié de 1871 (F., n° 58 ; J. O., p. 867) ; et de la Commission du Budget de 1876 (F., n° 776 ; J. O. de 1875, p. 3636). = Son rapport sur le projet de loi portant fixation des contributions directes à percevoir pendant l'Exercice 1872 (I., n° 540; A., t. 5, an., p. 56 ; J. O. de 1871, p. 3411). — Son rapport supplémentaire sur ce projet de loi (I., n° 591 ; A., t. 5, an., p. 163 ; J. O. de 1871, p. 3411). — Ses rapports sur les projets de lois de la Commission du Budget relatifs : à l'élévation du tarif des dépêches télégraphiques (I., n° 1048 ; A., t. 10, an., p. 17 ; J. O. de 1872, p. 2606) ; à l'élévation des droits de garantie des matières d'or et d'argent (I., n° 1049 ; A., t. 10, an., p. 18 ; J. O. de 1872, p. 2671). — Ses rapports : sur le projet de loi, portant approbation de la Convention additionnelle à la Convention monétaire du 23 décembre 1865, signée à Paris, le 31 janvier 1874, entre la France, la Belgique, l'Italie et la Suisse (I., n° 2436 ; A., t. 32, an., p. 22 ; J. O. de 1874, p. 4487) ; sur un projet de modification aux tarifs de Douanes, en ce qui concerne les tapis de laine de la Tunisie et du Maroc, et l'entrée en franchise des pulpes d'olives ou amurcas (I., n° 3203 ; A., t. 40, an., p. 551 ; J. O. de 1875, p. 6773) ; sur le projet de loi relatif à la prorogation du régime actuel des sucres (I., n° 3291; A., t. 41, an., p. 116; J. O. de 1875, p. 7080) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'Exercice 1875, d'un crédit supplémentaire de 162,375 fr., pour la création de laboratoires destinés à l'analyse des sucres (I., n° 3354 ; A., t. 41, an., p. 198 ; J. O. de 1875, p. 7282) ; sur le projet de loi portant approbation de la Convention internationale sur le régime des sucres, du 11 août 1875, entre la France, la Belgique, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas (I., n° 3450 ; A., t. 42, an., p. 284 ; J. O. de 1875, p. 10121) ; sur le projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de l'Agriculture et du Commerce, au chapitre X du Budget de 1875, un crédit de 260,000 francs pour les travaux de la Commission internationale du mètre (I., n° 3451 ; A., t. 42, an., p. 288 ; J. O. de 1875, p. 10153) ; sur le projet de loi portant approbation de la Convention suivie d'un règlement et de dispositions transitoires, signées à Paris, le 20 mai 1875, entre la France, l'Allemagne, la République Argentine, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Brésil, le Danemarck, l'Espagne, les États-Unis, l'Italie, le Pérou, le Portugal, la Russie, la Suède et Norwège, la Suisse, la Turquie et le Vénézuéla, pour la création d'un Bureau international des poids et mesures (I., n° 3462 ; A., t. 42, an., p. 335 ; J. O. de 1875, p. 10779, 10808) ; sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Travaux publics à accepter, au nom de l'État, l'offre d'une avance de 5,900,000 francs pour la restauration des ports de Dunkerque et de Gravelines (I., n° 3498 ; A., t. 43, an., p. 257 ; J. O. de 1876, p. 646) ; sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Travaux publics à accepter, au nom de l'État, l'offre d'une avance de 12,600,000 francs pour la continuation des travaux d'amélioration du port de Dunkerque (I., n° 3499 ; A., t. 43, an., p. 259 ; J. O. de 1876, p. 667) ; sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Travaux publics à accepter, au nom de l'État, l'offre faite par la Chambre de Commerce de Calais d'avancer à l'État la somme de 15,000,000 de fr

pour assurer l'exécution des travaux d'amélioration du port de Calais (I., n° 3500; A., t. 43, an., p. 261 ; J. O. de 1876, p. 613) ; sur le projet de loi, ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Travaux publics à accepter, au nom de l'État, l'offre d'une somme de 3,000,000 de francs, pour l'amélioration du port de Rouen (I., n° 3501 ; A., t. 43, an., p. 268 ; J. O. de 1876, p. 585) ; sur le projet de loi, relatif à l'application de la saccharimétrie (I., n° 3567, et annexe; A., t. 43, an., p. 501 ; J. O. de 1876, p. 676, 698, 859) ; sur la proposition de MM. le comte de Bouillé et autres, relative à la création d'une École supérieure d'agriculture (I., n° 3603 ; A., t. 43, an., p. 601 ; J. O. de 1876, p. 872) ; sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'Exercice 1876, d'un crédit supplémentaire de 281,000 francs, pour assurer le fonctionnement des laboratoires destinés à l'analyse des sucres (I., n° 3644 ; A., t. 44, an., p. 63 ; J. O. de 1876, p. 544). = Prend part : à la discussion du projet de loi relatif à l'impôt sur les revenus (A., t. 6, p. 248 à 255) ; comme Rapporteur, à la discussion du projet de loi relatif à l'élévation de la taxe des dépêches télégraphiques (A., t. 8, p. 654). = Est nommé *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* [Décret du 23 avril 1872] (B. des L., n° 1004; J. O., p. 2721). — Parle, en cette qualité : sur la question de M. Baucarne-Leroux au sujet du paiement des indemnités dues aux propriétaires d'animaux abattus pour cause de typhus contagieux (A., t. 11, p. 141, 143) ; dans la discussion du projet de loi de crédits pour les dépenses résultant de la peste bovine (A., t. 11, p. 272, 274). — Est *chargé, par intérim, du Ministère des Travaux publics* [Décret du 27 juin 1872] (J. O., p. 4337). — Est entendu, comme *Ministre de l'Agriculture et du Commerce :* dans la discussion du projet du loi, portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 261, 286, 288, 291, 314, 318, 343, 344, 348, 349, 370, 373, 374, 378, 379) ; en réponse à la question de M. de Clercq, sur la reconstitution des registres de la Caisse des retraites pour la vieillesse, détruits dans l'incendie de la Caisse des dépôts et consignations (A., t. 13, p. 568) ; comme *Ministre des Travaux publics, par intérim :* sur l'ajournement du projet de loi ayant pour objet la mise en adjudication du chemin de fer de Tours à Montluçon (A., t. 13, p. 571) ; dans la discussion du projet de loi tendant à approuver l'adjudication du chemin de fer de Clermont-Ferrand à Tulle, avec embranchement sur Vendes (A., t. 13, p. 582) ; en réponse à la question de M. Destremx, sur la crise des transports par voies ferrées dans les départements méridionaux (A., t. 14, p. 59). — Sa lettre relative à des rectifications dans le numérotage des chapitres de l'État annexé à la loi du 4 juin 1872, portant ouverture de crédits au Ministre des Travaux publics (A., t. 14, p. 369). — Prend part, en sa double qualité, à la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Travaux publics : *Personnel des Ponts-et-Chaussées et des Mines*, A., t. 14, p. 363. Agriculture et Commerce : *Concours régionaux*, p. 371. *Fermes-Écoles*, p. 378, 381. *Régie de l'École de Grignon*, p. 381. *Drainage*, p. 382. *Établissement thermal de Plombières*, p. 399. Voies et moyens : *Exécution de la loi sur les sucres*, p. 694). — Parle, en qualité de *Ministre de l'Agriculture et du Commerce*, sur l'ajournement du projet de loi, relatif au régime des sucres (A., t. 15, p. 318, 323, 325) ; dans la discussion : de ce projet de loi (*Première délibération*, A., t. 16, p. 25, 80) ; de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 518, 551). — Donne lecture du projet de loi tendant au maintien en vigueur des tarifs conventionnels résultant des anciens traités de commerce jusqu'à l'application des tarifs nouveaux, et en demande l'urgence (A., t. 16, p. 480). — Est entendu, en cette même qualité : sur la mise à l'ordre du jour de la proposition de M. Tirard ayant pour objet de modifier la loi du 26 juillet 1872, sur les tarifs douaniers (A., t. 16, p. 505); sur l'ajournement de cette proposition (A., t. 16, p. 550); dans la discussion de la proposition de MM. Tolain et autres, tendant à l'ouverture d'un crédit de 100,000 francs destiné à couvrir les frais de voyage et de séjour d'ouvriers français à l'Exposition universelle de Vienne, en 1873 (A., t. 17, p. 55). = Parle, comme

Député, dans la discussion : de la proposition de M. Tirard tendant à autoriser la fabrication à tous titres des ouvrages d'or et d'argent destinés à l'exportation (*Deuxième délibération*, A., t. 18, p. 581, 624. *Troisième délibération*, t. 32, p. 165 à 176); du Budget de l'Exercice 1874 (Voies et moyens : *Produit de l'impôt sur les sucres*, A., t. 28, p. 575) ; sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi portant approbation de la Convention conclue avec la Belgique, pour le raccordement, à la frontière, des chemins de fer de Lille à Comines, et de Tourcoing à Mening (A., t. 30, p. 490); sur l'urgence de ce projet de loi (A., t. 30, p. 533). — Demande, en qualité de Rapporteur : la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la Convention additionnelle monétaire, conclue entre la France, la Belgique, la Suisse et l'Italie (A., t. 32, p. 253) ; l'urgence de ce projet de loi (A., t. 32, p. 255). — Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1875 (Dette publique : *Pensions civiles*, A., t. 33, p. 249, 254, 259) ; de la proposition de MM. Fournier, Tallon et Arthur de Chabaud-la-Tour, relative aux Caisses d'épargne et de prévoyance (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 10 à 17, 75). — Demande, en qualité de Rapporteur : l'urgence du projet de loi tendant à proroger le régime actuel des sucres (A., t. 41, p. 141) ; la mise à l'ordre du jour de ce projet de loi (A., t. 41, p. 191). — Parle : dans la discussion du Budget de l'Exercice 1876 (Agriculture et Commerce : *Service central de la surveillance et du travail des enfants dans les manufactures* (A., t. 41, p. 239, 241) ; en qualité de Rapporteur : dans la discussion du projet de loi relatif à la Convention sur le régime des sucres, signée entre la France, la Belgique, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas (*Première délibération*, A., t. 43, p. 191) ; sur la mise à l'ordre du jour de ce projet de loi et du projet de loi relatif au régime intérieur des sucres (A., t. 43, p. 337) ; dans la discussion de ces deux projets de lois (A., t. 41, p. 305, 312, 318). — Demande, comme Rapporteur, l'urgence du projet de loi relatif à une avance à l'État de 5,900,000 francs, par le département du Nord et la Chambre de Commerce de Dunkerque, pour la restauration des ports de Dunkerque et de Gravelines (A., t. 43, p. 269). — Parle, en la même qualité, dans la discussion du projet de loi relatif à une avance de trois millions à l'État par la Chambre de Commerce de Rouen, pour l'amélioration du port de Rouen (A., t. 43, p. 272). — Demande des modifications au texte de l'article 6 et dernier de cette loi (A., t. 43, p. 323). — Demande, comme Rapporteur, l'urgence du projet de loi relatif à la Convention internationale du mètre (A., t. 43, p. 311).

TELLIER (M.), *ancien secrétaire général de la Préfecture d'Alger.*

Sa réclamation adressée à la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 425).

TEMPLE (M. DU), *Député élu par le département d'Ille-et-Vilaine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 31). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., nos 23, 37, 51, 68, 99, 129, 419, 588; J. O. de 1871, p. 251, 471, 750, 1013, 1545, 2443; J. O. de 1873, p. 1080; J. O. de 1874, p. 1226). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à faire procéder à de nouvelles élections municipales, ainsi que des Conseils généraux et d'arrondissement (I., n° 20; A., t. 1, an., p. 16; J. O. de 1871, p. 345). — Sa proposition relative à l'avancement des officiers de vaisseau (I., n° 312 ; A., t. 3, p. 331 ; J. O. de 1871, p. 1597). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative au rétablissement des surtaxes d'entrepôt, à l'abrogation de la loi du 19 mars 1866 sur la Marine marchande et à une Enquête parlementaire sur la revision des lois et règlements de navigation (I., n° 459; A., t. 4, an., p. 196; J. O. de 1871, p. 2736). = Son rapport sur les élections de Tarn-et-Garonne (A., t. 1, p. 23). — Donne lecture de sa proposition tendant à faire procéder à de nouvelles élections municipales (A., t. 1, p. 137). — Adresse une question au Ministre de la Guerre au sujet des engagements pris par

les officiers prisonniers de guerre (A., t. 2, p. 797). — Ses observations au sujet de la question de M. le comte Duchâtel sur la publication du Compte-rendu des séances dans le *Moniteur des Communes* (A., t. 2, p. 807). — Demande l'urgence de la proposition de M. de Cazenove de Pradines, relative aux prières publiques (A., t. 3, p. 9). — Demande à interpeller le Chef du Pouvoir exécutif sur la politique intérieure (A., t. 4, p. 373). — Parle sur la fixation du jour de ses interpellations (A., t. 4, p. 374, 375). — Dépose sa proposition relative au rétablissement des surtaxes d'entrepôt, à l'abrogation de la loi du 19 mars 1866 sur la marine marchande et à une Enquête parlementaire sur la revision des lois et règlements de navigation, et en demande l'urgence (A., t. 4, p. 455). — Prend part à la discussion : du Budget rectifié de l'Exercice 1871 (Intérieur : *Politique intérieure*, A., t. 5, p. 566); du projet de loi sur la marine marchande (A., t. 7, p. 152). — Demande à interpeller le Ministre des Affaires étrangères au sujet du retard apporté aux rapports sur les pétitions concernant le Saint-Siège (A., t. 8, p. 183). — Est entendu : sur un incident relatif à l'ajournement de la discussion de ces pétitions (A., t. 8, p. 497); sur la mise à l'ordre du jour de ses interpellations (A., t. 12, p. 159); dans la discussion du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 53 à 56). — Demande à interpeller le Ministre des Affaires étrangères au sujet des fondations et propriétés de la France à Rome, menacées par la nouvelle loi Italienne sur les Corporations religieuses (A., t. 16, p. 35, 36). — Déclare retirer sa demande d'interpellations (A., t. 16, p. 36). — Parle dans la discussion du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 236 à 240). — Demande à interpeller le Ministre des Affaires étrangères sur l'envoi d'un nouveau Ministre plénipotentiaire près du roi Victor-Emmanuel (A., t. 28, p. 195). — Parle sur un incident relatif à la fixation du jour de ces interpellations (A., t. 28, p. 195, 197). — Demande la mise à l'ordre du jour de ses interpellations (A., t. 28, p. 479, 503). — Ses observations : contre la demande d'ajournement proposée sur ses interpellations (A., t. 29, p. 208); au sujet de son titre de *général*, contesté dans le cours de cette discussion (A., t. 29, p. 209). — Est entendu dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Agriculture et Commerce : *Question des Sous-Secrétaires d'Etat*, A., t. 28, p. 333); de la demande en autorisation de poursuites contre M. Melvil-Bloncourt, inculpé de participation à l'insurrection de la Commune (A., t. 30, p. 111); du projet de loi de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Première délibération*, A., t. 35, p. 10, 12); des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Première délibération*, A., t. 36, p. 243, 267); du projet de loi organique relatif aux rapports des Pouvoirs publics (*Première délibération*, A., t. 39, p. 88 à 90); du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 346).

TENDRET (M.), *Député élu par le département de l'Ain.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 10).= Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du Commerce et de l'Agriculture de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209); et d'autres Commissions (F., n°s 11, 14; M. B. de 1871, p. 58, 209). = Obtient un congé (A., t. 2, p. 151). — Lettre par laquelle il adresse sa démission (A., t. 3, p. 330).

TERNAUX (M. MORTIMER), *Député élu par le département des Ardennes.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 48).= Président du 14e Bureau (F., n° 146; J. O. de 1871, p. 2985). = Membre de Commissions (F., n°s 14, 80, 129, 136; M. B. de 1871, p. 58; J. O. de 1871, p. 1183, 2143, 2641). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, relatives : à la modification des articles 832 et 1079 du Code civil (I., n° 240; A., t. 13, p. 61; J. O. de 1871, p. 1191); à la publicité à donner : 1° au *Journal officiel*; 2° au *Compte-rendu analytique* des séances de l'Assemblée; 3° au *Moniteur des Communes* (I., n° 402; A., t. 4, p. 153, an., p. 68; J. O.

de 1871, p. 2318). — Est entendu : dans la discussion : du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 258, 352, 384, 419, 475, 476, 477, 485, 486) ; du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 587, 641, 643, 658, 660, 662) ; sur la mise à l'ordre du jour des propositions de MM. Louis Blanc et autres, relatives à une Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 2, p. 726). — Adresse une question au Ministre de l'Intérieur au sujet du récit publié par les Commissaires de l'*Union des syndicats parisiens* de leur entrevue avec le Chef du pouvoir exécutif (A., t. 2, p. 889, 890). — Soulève un incident relatif au récit publié par les délégués du Conseil municipal de Bordeaux de leur entrevue avec le Chef du Pouvoir exécutif (A., t. 2, p. 912, 913, 914, 917). — Donne lecture de sa proposition relative au *Journal officiel*, au *Compte-rendu analytique* et au *Moniteur des Communes* (A., t. 4, p. 153). — Est entendu : sur le renvoi à une Commission spéciale de cette proposition, prise en considération par l'Assemblée (A., t. 4, p. 380); au sujet du rapport sur la proposition des Questeurs, tendant à ouvrir un crédit extraordinaire pour les dépenses des Commissions d'Enquête (A., t. 4, p. 477). — Obtient un congé (A., t. 5, p. 205). = N. B. — Son décès, survenu pendant la prorogation de 1871, n'a pas été notifié à l'Assemblée.

TESTELIN (M.), *Député élu par le département du Nord.*

Est entendu sur son élection (A., t. 4, p. 89). — Son élection est validée (A., t. 4, p. 96). = Membre de Commissions (F., nos 164, 241, 245, 258, 419, 484, 524, 611, 629, 697, 722; J. O. de 1871, p. 3513; J. O. de 1872, p. 1649, 1784, 2197; J. O. de 1873, p. 1080, 4039, 6982; J. O. de 1874, p. 2005, 3395, 7981; J. O. de 1875, p. 365). = Sa proposition tendant à autoriser la fabrication et l'émission d'une somme de 40 millions de monnaie de cuivre (I., n° 813; A., t. 7, p. 6, an., p. 39; J. O. de 1872, p. 605). — Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés relatives : à la création d'une Faculté de médecine et de pharmacie à Lille (I., n° 1347; A., t. 13, an., p. 223; J. O. de 1872, p. 5624) ; à la levée de l'état de siège dans le département du Nord (I., n° 2442 ; A., t. 32, an., p. 39; J. O. de 1874, p. 4150). = Prend part à la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 519) ; des propositions de MM. Rivet et autres, relatives à l'organisation du Pouvoir exécutif (*Incident personnel*, A., t. 5, p. 244); du projet de loi portant augmentation des impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 319). — Obtient des congés (A., t. 6, p. 345; t. 12, p. 589; t. 15, p. 437; t. 29, p. 163). — Donne lecture de sa proposition relative à l'émission d'une somme de 40 millions en monnaie de cuivre et en demande l'urgence (A., t. 7, p. 6). — Parle dans la discussion : des propositions de M. Vilfeu et de M. Roussel, relatives à la répression de l'ivresse (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 14); du projet de loi de crédits pour les dépenses résultant de la peste bovine (A., t. 11, p. 272); du projet de loi ayant pour objet la concession à la Compagnie du Nord des chemins de fer : 1° de Monsoult à Amiens; 2° de Cambrai à la frontière Belge, vers Dour (A., t. 12, p. 348, 358, 360); du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 289); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Troisième délibération,* A., t. 13, p. 365); du projet de loi tendant à attribuer à l'État la fabrication et la vente des allumettes chimiques (*Incident relatif à l'impôt sur la chicorée,* A., t. 13, p. 567); du projet de loi tendant à modifier la formation du Jury en matière criminelle (A., t. 14, p. 77); du Budget de l'Exercice 1873 (Voies et moyens : *Droits sur la chicorée*, A., t. 14, p. 686); du projet de loi sur les allumettes chimiques (A., t. 16, p. 464, 475). — Est entendu sur la prise en considération de la proposition de M. Naquet tendant à réorganiser l'enseignement de la médecine (A., t. 19, p. 21). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 672 à 686, et 979 à 981). — Est entendu dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Affaires

étrangères : *Recrutement du Corps consulaire*, A., t. 28, p. 208, 209. Agriculture et commerce : *Mesures à prendre contre la peste bovine*, p. 348, 350. Dispositions diverses : *Interprétation de la loi du 27 novembre 1872 sur les pensions aux militaires blessés et amputés*, p. 595); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt du sel*, A., t. 30, p. 392); de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Troisième délibération*, A., t. 31, p. 69, 73). — Parle : au sujet d'une interruption de M. Levert dans la discussion du projet de loi électorale (A., t. 31, p. 267, 268) ; sur la prise en considération de la proposition de M. Léon Say tendant à instituer un prix de 50,000 francs pour la découverte d'un moyen pratique de déterminer la présence de l'alcool dans les mélanges (A., t. 32, p. 20); dans la discussion : des propositions concernant l'organisation municipale (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 333, 334); des propositions de MM. Le Royer, Gatien-Arnoult et autres, relatives à la création de Facultés de médecine à Lyon, Toulouse, Lille, Nantes, Bordeaux et Marseille (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 411. *Troisième délibération*, t. 35, p. 88 à 91, 104 à 106, 108); du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes et de la proposition de M. Wolowski, relative à l'équilibre du Budget de 1875 (*Décime additionnel à l'impôt du sel*, A., t. 33, p. 86, 96); du Budget de l'Exercice 1875 (Instruction publique : *Enseignement de la Faculté de médecine de Montpellier*, A., t. 33, p. 287, 288. Guerre : *Hôpitaux militaires ; nourriture et vêtement de la troupe*, A., t. 34, p. 137) ; du projet de loi relatif au monopole des allumettes chimiques (A., t. 36, p. 323); du projet de loi portant régularisation des crédits supplémentaires ouverts par décrets pendant la prorogation de l'Assemblée (*Pensions d'anciens fonctionnaires de l'Empire*, A., t. 36, p. 522). — Est entendu : sur un incident relatif à la distribution de photographies comme annexes au Rapport de la Commission d'Enquête sur l'élection de M. de Bourgoing par le département de la Nièvre, au sujet d'une communication de pièces demandée par la Commission (A., t. 37, p. 29); sur l'urgence du projet de loi relatif à la concession à la Compagnie de Picardie et Flandres, des chemins de fer de Cambrai à Douai et d'Aubigny-au-Bac à Somain, avec embranchement sur Abscon (A., t. 37, p. 98) ; sur la mise à l'ordre du jour de ce projet de loi (A., t. 38, p. 144) ; sur l'ajournement du projet de loi de la Commission des Établissements pénitentiaires relatif au régime des prisons départementales (A., t. 38, p. 145) ; dans la discussion : de ce projet de loi (*Troisième délibération*, A., t. 38, p. 358) ; du projet de loi ayant pour objet l'application de diverses mesures de surveillance et de répression en matière de douanes, et l'extension des décimes additionnels à divers impôts et revenus indirects (A., t. 38, p. 284). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 39, p. 302). — Parle : dans la discussion : de la proposition de M. le comte Jaubert, relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Troisième délibération*, A., t. 39, p. 588) ; du projet de loi portant ouverture d'un crédit additionnel de 3 millions pour la liquidation des dépenses de construction du nouvel Opéra (A., t. 41, p. 138 à 140) ; du projet de loi ayant pour objet la répression de la fraude dans la fabrication et la vente des allumettes chimiques (A., t. 41, p. 182) ; du Budget de l'Exercice 1876 (Marine : *Prix de la journée d'hôpital des Marins*, A., t. 41, p. 208) ; à propos des travaux de la Commission relative à la proposition de M. Guichard et au projet de loi concernant les conventions postales entre l'État et la Compagnie des Messageries maritimes (A., t. 41, p. 259) ; dans la discussion du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 412, 419). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 306).

TESTUT (M.), *Publiciste.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'Insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 885 à 889).

TEUTSCH (M.), *Député élu par le département du Bas-Rhin.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 38.

torale municipale (A., t. 31, p. 20) ; dans la discussion de la proposition de MM. Savoye et autres, ayant pour objet de rendre les navires susceptibles d'hypothèques (*Troisième délibération*, A., t. 35, p. 130). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 237).

THIBAUVILLE (M. le colonel), *ancien Commandant du 51e Régiment de marche.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 430).

THIERS (M.), *Député élu par les départements des Alpes (Basses-), de l'Aude, des Bouches-du-Rhône, de la Charente-Inférieure, du Cher, de la Dordogne, du Doubs, de la Drôme, du Finistère, du Gard, de la Gironde, de l'Hérault, d'Ille-et-Vilaine, des Landes, de Loir-et-Cher, de la Loire, du Loiret, de Lot-et-Garonne, du Nord, de l'Orne, du Pas-de-Calais, de Saône-et-Loire, de la Seine, de la Seine-Inférieure, de Seine-et-Oise et de la Vienne.*

Son élection est validée : pour les Basses-Alpes (A., t. 1, p. 10) ; pour la Charente-Inférieure (A., t. 1, p. 12) ; pour le Cher (A., t. 1, p. 13) ; pour l'Aude (A., t. 1, p. 13) ; pour la Drôme (A., t. 1, p. 14) ; pour le Gard (A., t. 1, p. 14) ; pour l'Hérault (A., t. 1, p. 15) ; pour les Landes (A., t. 1, p. 16) ; pour la Loire (A., t. 1, p. 17) ; pour le Lot-et-Garonne (A., t. 1, p. 17) ; pour le Pas-de-Calais (A., t. 1, p. 21 et 27) ; pour Saône-et-Loire (A., t. 1, p. 22) ; pour la Vienne (A., t. 1, p. 24) ; pour le Finistère (A., t. 1, p. 31) ; pour l'Ille-et-Vilaine (A., t. 1, p. 31) ; pour la Dordogne (A., t. 1, p. 32) ; pour la Gironde (A., t. 1, p. 32) ; pour Seine-et-Oise (A., t. 1, p. 34) ; pour le Loir-et-Cher (A., t. 1, p. 35) ; pour le Loiret (A., t. 1, p. 35) ; pour l'Orne (A., t. 1, p. 37) ; pour le Nord (A., t. 1, p. 38) ; pour la Seine (A., t. 1, p. 47) ; pour le Doubs (A., t. 1, p. 49) ; pour la Seine-Inférieure (A., t. 1, p. 54). — Lettre par laquelle il annonce son option pour le département de la Seine (A., t. 1, p. 299). — Son élection est validée pour les Bouches-du-Rhône (A., t. 1, p. 308). = Parle sur le renvoi immédiat dans les Bureaux de la proposition collective des Représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 62. — Membre de la Commission y relative (F., n° 6). = Est nommé par l'Assemblée nationale CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE [Résolution du 17 février 1871] (A., t. 1, p. 64). — Sa lettre de remerciments adressée à l'Assemblée (A., t. 1, p. 66). — Sa communication à l'Assemblée sur la composition de son Ministère et la politique de son gouvernement (A., t. 1, p. 73). — Sa motion tendant à la suspension des séances pendant la durée des négociations du Traité de paix (A., t. 1, p. 78). — Donne communication à l'Assemblée du texte du projet de loi relatif aux Préliminaires de paix et en demande l'urgence (A., t. 1, p. 88). — Est entendu : sur l'urgence de ce projet de loi (A., t. 1, p. 92 à 95) ; dans la discussion y relative (A., t. 1, p. 104, 105, 115, 120, 122, 123) ; sur la rédaction de la proposition de M. Cottin, tendant à adresser des remerciements à la Suisse (A., t. 1, p. 131) ; au sujet de la proposition de M. Guichard relative à la nomination immédiate d'une Commission de Finances (A., t. 1, p. 139). — Expose les motifs de sa proposition relative à la translation de l'Assemblée dans un lieu plus rapproché de Paris (L., n° 36 ; A., t. 1, p. 169, an., p. 25 ; J. O. de 1871, p. 360). — Parle : sur l'urgence de cette proposition (A., t. 1, p. 70) ; à propos du rapport sur la même proposition (A., t. 1, p. 245) ; dans la discussion y relative (A., t. 1, p. 280 à 288) ; sur la fixation du jour pour la mise à exécution de la Résolution adoptée à ce sujet (A., t. 1, p. 289, 290, 292). — Répond : à la question de M. Germain sur les emprunts du Trésor à la Banque de France et sur une vente de rentes 3 0/0 sans autorisation (A., t. 1, p. 204, 206) ; à la question de M. Waddington sur la continuation des réquisitions Allemandes dans les départements occupés depuis la signature des préliminaires de paix (A., t. 1, p. 236). — Est entendu : sur la demande de publication des rapports de la Commission chargée d'éclairer l'Assemblée sur l'état des Finances (A., t. 1, p. 300) ; au sujet d'une addition demandée à la Proclamation rédigée par la Commission des Quinze (A., t. 2, p. 21, 22) ; sur une demande de déclaration de l'Assemblée

étrangères : *Recrutement du Corps consulaire*, A., t. 28, p. 208, 209. Agriculture et commerce : *Mesures à prendre contre la peste bovine*, p. 348, 350. Dispositions diverses : *Interprétation de la loi du 27 novembre 1872 sur les pensions aux militaires blessés et amputés*, p. 595); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt du sel*, A., t. 30, p. 392); de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Troisième délibération*, A., t. 31, p. 69, 73). — Parle : au sujet d'une interruption de M. Levert dans la discussion du projet de loi électorale (A., t. 31, p. 267, 268); sur la prise en considération de la proposition de M. Léon Say tendant à instituer un prix de 50,000 francs pour la découverte d'un moyen pratique de déterminer la présence de l'alcool dans les mélanges (A., t. 32, p. 20); dans la discussion : des propositions concernant l'organisation municipale (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 333, 334); des propositions de MM. Le Royer, Gatien-Arnoult et autres, relatives à la création de Facultés de médecine à Lyon, Toulouse, Lille, Nantes, Bordeaux et Marseille (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 411. *Troisième délibération*, t. 35, p. 88 à 91, 104 à 106, 108); du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes et de la proposition de M. Wolowski, relative à l'équilibre du Budget de 1875 (*Décime additionnel à l'impôt du sel*, A., t. 33, p. 86, 96); du Budget de l'Exercice 1875 (Instruction publique : *Enseignement de la Faculté de médecine de Montpellier*, A., t. 33, p. 287, 288. Guerre : *Hôpitaux militaires ; nourriture et vêtement de la troupe*, A., t. 34, p. 137); du projet de loi relatif au monopole des allumettes chimiques (A., t. 36, p. 323); du projet de loi portant régularisation des crédits supplémentaires ouverts par décrets pendant la prorogation de l'Assemblée (*Pensions d'anciens fonctionnaires de l'Empire*, A., t. 36, p. 522). — Est entendu : sur un incident relatif à la distribution de photographies comme annexes au Rapport de la Commission d'Enquête sur l'élection de M. de Bourgoing par le département de la Nièvre, au sujet d'une communication de pièces demandée par la Commission (A., t. 37, p. 20); sur l'urgence du projet de loi relatif à la concession à la Compagnie de Picardie et Flandres, des chemins de fer de Cambrai à Douai et d'Aubigny-au-Bac à Somain, avec embranchement sur Abscon (A., t. 37, p. 98); sur la mise à l'ordre du jour de ce projet de loi (A., t. 38, p. 141); sur l'ajournement du projet de loi de la Commission des Établissements pénitentiaires relatif au régime des prisons départementales (A., t. 38, p. 115); dans la discussion : de ce projet de loi (*Troisième délibération*, A., t. 38, p. 358); du projet de loi ayant pour objet l'application de diverses mesures de surveillance et de répression en matière de douanes, et l'extension des décimes additionnels à divers impôts et revenus indirects (A., t. 38, p. 284). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 39, p. 302). — Parle : dans la discussion : de la proposition de M. le comte Jaubert, relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Troisième délibération*, A., t. 39, p. 588); du projet de loi portant ouverture d'un crédit additionnel de 3 millions pour la liquidation des dépenses de construction du nouvel Opéra (A., t. 41, p. 138 à 140); du projet de loi ayant pour objet la répression de la fraude dans la fabrication et la vente des allumettes chimiques (A., t. 41, p. 182); du Budget de l'Exercice 1876 (Marine : *Prix de la journée d'hôpital des Marins*, A., t. 41, p. 208); à propos des travaux de la Commission relative à la proposition de M. Guichard et au projet de loi concernant les conventions postales entre l'État et la Compagnie des Messageries maritimes (A., t. 41, p. 259); dans la discussion du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 412, 419). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 306).

TESTUT (M.), *Publiciste.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'Insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 885 à 889).

TEUTSCH (M.), *Député élu par le département du Bas-Rhin.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 39).

= L'un des signataires de la déclaration collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 61, an., p. 3) ; de la démission collective des mêmes représentants (A., t. 1, p. 124).

THÉRY (M.), *Député élu par le département du Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 38). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., n°s 23, 24, 49, 51, 74, 75, 112, 129, 136, 144, 164, 171, 174, 309, 405, 478, 486, 524, 541, 562, 573, 611, 697, 842 ; J. O. de 1871, p. 251, 271, 712, 750, 1116, 1124, 1952, 2443, 2641, 2929, 3513, 4929, 5009 ; J. O. de 1872, p. 1118 ; J. O. de 1873, p. 653, 3817, 4107, 6982, 7729 ; J. O. de 1874, p. 351, 736, 2005, 7981 ; J. O. de 1875, p. 9073) ; de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275 ; J. O. de 1872, p. 3082) ; de la Commission chargée d'examiner les projets de lois portant règlement définitif des Budgets de l'Exercice 1867 et de l'Exercice 1868 (F., n° 321 ; J. O. de 1872, p. 4516) ; de la Commission des Trente chargée de régler les attributions des Pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (F., n° 371 ; J. O. de 1872, p. 7565). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à supprimer les fonctions de Sous-Préfet (I., n° 17 ; A., t. 1, p. 134, an., p. 16 ; J. O. de 1871, p. 348). = Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. Ganivet et autres, ayant pour objet de faire cesser la suspension des poursuites de saisie immobilière, établie par décret du 2 novembre 1870 (I., n° 140 ; A., t. 2, p. 529 ; J. O. de 1871, p. 759) ; sur la proposition de MM. Albert Desjardins et Amédée Lefèvre-Pontalis, ayant pour objet de faire cesser la suspension des prescriptions et péremptions en matière civile dans les pays occupés, établie par les décrets des 9 septembre et 3 octobre 1870 (I., n° 141 ; A., t. 2, p. 529 ; J. O. de 1871, p. 767) ; sur la proposition de MM. Achille Adam et autres, relative à la substitution facultative d'un acte sommaire au protêt des actes de commerce (I., n° 168 ; A., t. 2, p. 710 ; J. O. de 1871, p. 820) ; sur : 1° la proposition de MM. Botticau et Delsol, relative à la mise à la retraite des magistrats ; 2° la proposition de M. de Peyramont, concernant l'abrogation de l'article 1er du décret du 1er mars 1852, sur la mise à la retraite des magistrats (I., n° 170 ; A., t. 2, p. 728 ; J. O. de 1871, p. 845) ; sur la proposition de M. Courbet-Poulard, tendant à déterminer la réduction du privilège des propriétaires d'immeubles affectés à une destination industrielle ou commerciale, lorsque l'industriel ou le commerçant qui les occupe tombe en faillite (I., n° 191 ; A., t. 2, p. 827 ; J. O. de 1871, p. 1093). — Ses rapports : sur la proposition de MM. Ganivet et autres, ayant pour objet l'abrogation du décret du 2 novembre 1870, qui avait suspendu les procédures de saisie immobilière, de folle-enchère et autres ventes judiciaires (I., n° 196 ; A., t. 2, p. 829 ; J. O. de 1871, p. 999) ; sur le projet de loi relatif à une Convention à conclure entre la France et l'Empire d'Allemagne, concernant l'admission en franchise, en France, des produits manufacturés de l'Alsace-Lorraine (I., n° 671 ; A., t. 5, p. 684, an., p. 293 ; J. O. de 1871, p. 4434) ; sur les propositions de MM. Mortimer Ternaux et autres et de M. d'Aboville, tendant à l'extension à donner à la publicité des travaux de l'Assemblée et à la confection d'un Compte-rendu des séances, obligatoire pour les journaux (I., n° 1220 ; A., t. 12, an., p. 32 ; J. O. de 1872, p. 4148). = Dépose son rapport sommaire sur la proposition de MM. Achille Adam et autres, tendant à la substitution facultative d'un acte sommaire au protêt des effets de commerce et en demande l'urgence (A., t. 2, p. 703). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 3, p. 153 à 155). — Son rapport sur l'élection de M. Philippe Paris par le département du Calvados (A., t. 14, p. 115). — Est entendu, en qualité de Rapporteur : dans la discussion de la proposition de MM. le vicomte d'Aboville et autres, concernant la publicité des Comptes-rendus des séances de l'Assemblée nationale (A., t. 15, p. 643, 644 ; t. 16, p. 7) ; sur un incident soulevé à la suite du rejet de cette proposition (A., t. 16, p. 16). — Parle : sur la mise à l'ordre du jour de la loi élec-

torale municipale (A., t. 31, p. 20) ; dans la discussion de la proposition de MM. Savoye et autres, ayant pour objet de rendre les navires susceptibles d'hypothèques (*Troisième délibération*, A., t. 35, p. 130). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 237).

THIBAUVILLE (M. le colonel), *ancien Commandant du 51e Régiment de marche.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 430).

THIERS (M.), *Député élu par les départements des Alpes (Basses-), de l'Aude, des Bouches-du-Rhône, de la Charente-Inférieure, du Cher, de la Dordogne, du Doubs, de la Drôme, du Finistère, du Gard, de la Gironde, de l'Hérault, d'Ille-et-Vilaine, des Landes, de Loir-et-Cher, de la Loire, du Loiret, de Lot-et-Garonne, du Nord, de l'Orne, du Pas-de-Calais, de Saône-et-Loire, de la Seine, de la Seine-Inférieure, de Seine-et-Oise et de la Vienne.*

Son élection est validée : pour les Basses-Alpes (A., t. 1, p. 10) ; pour la Charente-Inférieure (A., t. 1, p. 12) ; pour le Cher (A., t. 1, p. 13) ; pour l'Aude (A., t. 1, p. 13) ; pour la Drôme (A., t. 1, p. 14) ; pour le Gard (A., t. 1, p. 14) ; pour l'Hérault (A., t. 1, p. 15) ; pour les Landes (A., t. 1, p. 16) ; pour la Loire (A., t. 1, p. 17) ; pour le Lot-et-Garonne (A., t. 1, p. 17) ; pour le Pas-de-Calais (A., t. 1, p. 21 et 27) ; pour Saône-et-Loire (A., t. 1, p. 22) ; pour la Vienne (A., t. 1, p. 24) ; pour le Finistère (A., t. 1, p. 31) ; pour l'Ille-et-Vilaine (A., t. 1, p. 31) ; pour la Dordogne (A., t. 1, p. 32) ; pour la Gironde (A., t. 1, p. 32) ; pour Seine-et-Oise (A., t. 1, p. 34) ; pour le Loir-et-Cher (A., t. 1, p. 35) ; pour le Loiret (A., t. 1, p. 35) ; pour l'Orne (A., t. 1, p. 37) ; pour le Nord (A., t. 1, p. 38) ; pour la Seine (A., t. 1, p. 47) ; pour le Doubs (A., t. 1, p. 49) ; pour la Seine-Inférieure (A., t. 1, p. 54). — Lettre par laquelle il annonce son option pour le département de la Seine (A., t. 1, p. 299). — Son élection est validée pour les Bouches-du-Rhône (A., t. 1, p. 308). = Parle sur le renvoi immédiat dans les Bureaux de la proposition collective des Représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 62). — Membre de la Commission y relative (F., n° 6). = Est nommé par l'Assemblée nationale CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE [Résolution du 17 février 1871] (A., t. 1, p. 64). — Sa lettre de remercîments adressée à l'Assemblée (A., t. 1, p. 66). — Sa communication à l'Assemblée sur la composition de son Ministère et la politique de son gouvernement (A., t. 1, p. 73). — Sa motion tendant à la suspension des séances pendant la durée des négociations du Traité de paix (A., t. 1, p. 78). — Donne communication à l'Assemblée du texte du projet de loi relatif aux Préliminaires de paix et en demande l'urgence (A., t. 1, p. 88). — Est entendu : sur l'urgence de ce projet de loi (A., t. 1, p. 92 à 95) ; dans la discussion y relative (A., t. 1, p. 104, 105, 115, 120, 122, 123) ; sur la rédaction de la proposition de M. Cottin, tendant à adresser des remerciements à la Suisse (A., t. 1, p. 131) ; au sujet de la proposition de M. Guichard relative à la nomination immédiate d'une Commission de Finances (A., t. 1, p. 139). — Expose les motifs de sa proposition relative à la translation de l'Assemblée dans un lieu plus rapproché de Paris (I., n° 36 ; A., t. 1, p. 169, an., p. 25 ; J. O. de 1871, p. 360). — Parle : sur l'urgence de cette proposition (A., t. 1, p. 70) ; à propos du rapport sur la même proposition (A., t. 1, p. 245) ; dans la discussion y relative (A., t. 1, p. 280 à 288) ; sur la fixation du jour pour la mise à exécution de la Résolution adoptée à ce sujet (A., t. 1, p. 289, 290, 292). — Répond : à la question de M. Germain sur les emprunts du Trésor à la Banque de France et sur une vente de rentes 3 0/0 sans autorisation (A., t. 1, p. 204, 206) ; à la question de M. Waddington sur la continuation des réquisitions Allemandes dans les départements occupés depuis la signature des préliminaires de paix (A., t. 1, p. 236). — Est entendu : sur la demande de publication des rapports de la Commission chargée d'éclairer l'Assemblée sur l'état des Finances (A., t. 1, p. 304) ; au sujet d'une addition demandée à la Proclamation rédigée par la Commission des Quinze (A., t. 2, p. 21, 22) ; sur une demande de déclaration de l'Assemblée

relative aux élections municipales à faire à Paris (A., t. 2, p. 30, 31, 34 à 37, 45) ; sur une communication de la Commission chargée d'examiner la proposition de M. Arnaud (de l'Ariège) concernant les mesures à prendre au sujet des évènements de Paris (A., t. 2, p. 113). — Sa communication en vue d'une réunion immédiate de la Commission des Quinze (A., t. 2, p. 124). — Est entendu : sur la prise en considération de la proposition de MM. Louis Blanc et autres, tendant à déclarer que les Maires et Adjoints de Paris ont agi en bons citoyens (A., t. 2, p. 144) ; sur l'urgence de la proposition de M. Jean Brunet, relative aux opérations actuelles des armées Allemandes en France (A., t. 2, p. 165, 166) ; sur le renvoi à la Commission des Finances du projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit de 72,500,000 francs, pour l'alimentation et l'entretien des troupes Allemandes (A., t. 2, p. 191). — Ses communications : au sujet de l'arrestation de M. Rouher et de M. de Cassagnac et de l'ordre donné par lui de les mettre en liberté (A., t. 2, p. 191 à 194) ; au sujet des engagements livrés les 2 et 3 avril 1871 autour de Paris entre l'armée et les insurgés (A., t. 2, p. 229). — Ses observations au sujet de la mission de la Députation chargée d'aller visiter les blessés militaires dans les hôpitaux (A., t. 2, p. 230). — Sa communication relative à l'enlèvement par les troupes de la redoute de Châtillon (A., t. 2, p. 248). — Parle : dans la discussion du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 345, 347, 388) ; sur l'incident relatif à l'absence des membres de l'Assemblée aux obsèques des généraux Besson et Péchot (A., t. 2, p. 395). — Sa communication relative aux évènements de Paris, présentant l'exposé de la situation de la capitale et de la France (A., t. 2, p. 734). — Ses observations à propos de la question de M. Mortimer Ternaux sur le récit, publié par les Commissaires de l'*Union des Syndicats parisiens*, de leur entrevue avec lui (A., t. 2, p. 890). — Sa communication relative à la signature du Traité de paix définitif avec l'Allemagne (A., t. 2, p. 903). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi portant ratification de ce Traité (A., t. 3, p. 67, 75 à 81) ; sur l'incident soulevé par M. Mortimer Ternaux au sujet du récit publié par les délégués du Conseil municipal de Bordeaux de leur entrevue avec le Chef du Pouvoir Exécutif (A., t. 2, p. 912 à 917). — Sa communication relative à l'entrée de l'armée dans Paris et à la fin prochaine de l'insurrection (A., t. 3, p. 109, 110). — L'Assemblée déclare qu'il a bien mérité de la patrie [Résolution du 22 mai 1871] (A., t. 3, p. 110). — Exprime ses remercîments à l'Assemblée au sujet du vote de cette Résolution (A., t. 3, p. 110). — Sa communication au sujet des incendies allumés par les insurgés de Paris (A., t. 3, p. 116 à 119). — L'Assemblée décrète que sa maison, démolie par ordre de la Commune, sera relevée aux frais de l'Etat [Loi du 26 mai 1871] (A., t. 3, p. 141) ; et met à sa disposition une somme de 1,053,000 francs pour l'exécution de cette loi [Loi du 3 juin 1871] (A., t. 3, p. 246). — Parle : sur la pétition de M. le colonel de Villenoisy, demandant une enquête sur les causes de la capitulation de Metz (A., t. 3, p. 162) ; sur l'urgence de la proposition de M. de Ravinel relative à l'installation des différents Ministères à Versailles (A., t. 3, p. 204) ; sur l'ajournement de la discussion commune des rapports sur les élections des princes d'Orléans et des propositions de M. Brunet et de M. Giraud sur l'abrogation des lois d'exil (A., t. 3, p. 264). — Est entendu : dans cette discussion (A., t. 3, p. 291 à 300) ; en réponse aux questions de MM. Pelletan et autres, sur le renvoi des gardes mobiles dans leurs foyers (A., t. 3, p. 261) ; sur le renvoi à la Commission du Budget du projet de loi relatif aux augmentations d'impôts et aux impôts nouveaux (A., t. 3, p. 338). — Sa proposition tendant à faire passer l'armée de Paris en revue par l'Assemblée nationale (A., t. 3, p. 340). — Parle : dans la discussion : du projet de loi relatif à l'emprunt de 2 milliards 500 millions (A., t. 3, p. 520 à 532, 537) ; des pétitions des Archevêques et Evêques, relatives à la situation faite au Souverain Pontife par le gouvernement Italien (A., t. 4, p. 248, 255, 257, 259, 261) ; sur la fixation du jour des interpellations de M. du Temple, au sujet de la politique intérieure (A., t. 4, p. 371) ; sur l'ajournement de la proposition de MM. Claude (Meurthe) et autres, relative aux contributions de guerre, réquisitions et

dommages causés par l'invasion (A., t. 4, p. 331, 333) ; dans la discussion de cette proposition (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 467, 475, 476, 493, 497, 498) ; sur l'urgence des propositions de M. Rivet et de M. Adnet, tendant à la prorogation ou à la confirmation de ses pouvoirs, en qualité de Président de la République (A., t. 4, p. 642) ; dans la discussion de la proposition de MM. Vandier et autres, relative à la dissolution des gardes nationales (A., t. 5, p. 121 à 125). — Est nommé par l'Assemblée nationale PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE pour la durée des travaux de l'Assemblée [Loi du 31 août 1871] (A., t. 5, p. 270). — Son Message de remerciments à l'occasion de cette nomination (I., n° 587 ; A., t. 5, p. 279, et an., p. 157 ; J. O. de 1871, p. 3141 et 3489). — Son Message à l'occasion de la proposition de prorogation de 1871, lu par M. Jules Simon, *Ministre de l'Instruction publique et des Cultes* (I., n° 652 ; A., t. 5, p. 590, et an., p. 240 ; J. O. de 1871, p. 3447 et 4210). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la Convention à conclure entre la France et l'Allemagne, au sujet de l'admission en franchise des produits manufacturés de l'Alsace-Lorraine (A., t. 5, p. 690 à 696, 701, 702). — Donne lecture de son Message sur la situation du pays, à l'occasion de la reprise des travaux de l'Assemblée (I., n° 674 ; A., t. 6, p. 7 à 19, et an., p. 77 ; J. O. de 1871, p. 4829). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu (A., t. 6, p. 284 à 295, 312) ; sur des incidents relatifs à la mise à l'ordre du jour du projet de loi ayant pour objet l'élévation à trois milliards des émissions de billets de la Banque de France (A., t. 6, p. 315, 330, 332, 333) ; dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 6, p. 370 à 379, 380, 381) ; du projet de loi relatif à l'impôt sur les valeurs mobilières (A., t. 6, p. 476 à 479, 502) ; du projet de loi concernant l'impôt sur les matières premières (A., t. 6, p. 563 à 581 ; t. 7, p. 8, 10, 15 à 18, 22, 92) ; sur l'urgence des propositions de M. Marcel Barthe et de M. Lucien Brun, présentées dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 7, p. 101 à 104, 106, 107). — Adresse à l'Assemblée sa démission de Président de la République, à la suite de l'adoption de la proposition de M. Feray sur les matières premières (A., t. 7, p. 115). — L'Assemblée, sur la proposition de M. Batbie, refuse d'accepter sa démission et charge son Bureau de lui transmettre cette Résolution (A., t. 7, p. 121). — Le Bureau, par l'organe de M. Benoist d'Azy, Vice-Président, annonce le retrait de sa démission (A., t. 7, p. 121). — Parle dans la discussion : des propositions de MM. Johnston et Raoul Duval, relatives à la dénonciation des Traités de commerce (A., t. 7, p. 345) ; du Budget du Ministère des Finances, pour l'Exercice 1872 (*Discussion générale*, A., t. 8, p. 354 à 358, 647). — Est entendu : sur l'ajournement de la discussion des pétitions concernant le Saint-Siège (A., t. 8, p. 496) ; dans la discussion : du Budget du Ministère de la Guerre pour l'Exercice 1872 (*Discussion générale*, A., t. 8, p. 631) ; du projet de loi concernant les valeurs mobilières au porteur, françaises et étrangères (A., t. 8, p. 668 à 671). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 353 à 371). — Est entendu : sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à l'organisation du Conseil d'Etat et du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (A., t. 11, p. 3) ; dans la discussion de ce dernier projet de loi (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 193, 197, 199 à 215, 240 à 247, 275, 311, 382 à 385) ; à l'occasion du dépôt des trois projets de lois sur les contributions directes, sur le sel et sur les boissons (A., t. 12, p. 503 à 505, 509 à 515) ; dans la discussion : du projet de loi relatif à l'impôt sur les revenus mobiliers ou valeurs mobilières (A., t. 12, p. 520, 529, 531, 534, 541) ; du projet de loi relatif à l'établissement d'un impôt sur les créances hypothécaires (A., t. 12, p. 547 à 551, 571, 578) ; du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 12, p. 626, 629, 639 à 648, 669 à 677, 686 ; A., t. 13, p. 4, 43, 46 à 63, 106 à 113, 114 à 115 à 119, 127 à 130, 159, 172, 174) ; sur l'urgence de la proposition de M. de Pressensé, relative aux individus poursuivis ou condamnés à la suite de l'insurrection du 18 mars et de la proposition d'amnistie de M. Henri Brisson (A., t. 13, p. 177) ; dans la discussion du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles

et autres (A., t. 13, p. 192 à 200, 201, 205 à 207, 219 à 223, 242 à 253, 263, 269, 271). — Donne lecture de son Message à l'Assemblée sur la situation du pays, après la 2e prorogation de 1872 (I., n° 1418 ; A., t. 14, p. 11 à 19, et an., p. 5 à 10 ; J. O. de 1872, p. 6978 à 6982). — Parle : à l'occasion du dépôt par M. Audren de Kerdrel, d'une proposition tendant à faire nommer une Commission pour l'examen de ce Message (A., t. 14, p. 20) ; dans la discussion : des interpellations de M. le général Changarnier, au sujet du voyage de M. Gambetta en Savoie et en Dauphiné, pendant les vacances parlementaires (A., t. 14, p. 90, 93, 97, 98) ; de la nouvelle rédaction de la proposition de M. Audren de Kerdrel, tendant à la nomination d'une Commission chargée de présenter un projet de réponse à son Message (A., t. 14, p. 288, 291 à 301, 307) ; du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 236, 237, 242, 275, 277 à 288). — L'Assemblée, à l'occasion de la signature du Traité d'évacuation du territoire, déclare qu'il a bien mérité de la patrie [Résolution du 17 mars 1873] (A., t. 16, p. 516). — Sa réponse à la députation du Bureau, chargée de lui transmettre cette Résolution, communiquée par M. Martel, *Vice-Président* (A., t. 16, p. 525). — Son Message informant l'Assemblée de son intention d'intervenir dans la discussion des interpellations de MM. le duc de Broglie et autres, relatives aux dernières modifications Ministérielles et à la politique intérieure du Gouvernement (I., n° 1787 ; A., t. 18, p. 40, et an., p. 71 ; J. O. de 1873, p. 3283 et 3393). — Est entendu dans cette discussion (A., t. 18, p. 43 à 54). — Son Message, à la suite de l'adoption de l'ordre du jour motivé présenté par M. Ernoul au cours de cette discussion, par lequel il donne sa démission de Président de la République (I., n° 1788 ; A., t. 18, p. 63, et an., p. 71 ; J. O. de 1873, p. 3318 et 3456). — L'Assemblée rejette, au scrutin public, la proposition de MM. Soye et autres ayant pour objet le refus de cette démission (A., t. 18, p. 65). = Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 5 à 29). — Prend part, comme Député, à la discussion du projet de loi relatif aux nouveaux forts à construire autour de Paris (A., t. 30, p. 669 à 679, 682, 687 à 691).

THIRION (LES CONSORTS).

Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre eux et l'État, dans le département de Meurthe-et-Moselle, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, article ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 29.

THIRION (M.).

Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre lui et l'État, dans le département de Meurthe-et-Moselle, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, article ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 32.

THOMAS (M.), *Député élu par le département de la Marne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 19). = Membre de Commissions (F., n°s 77, 123, 475, 717 ; J. O. de 1871, p. 1136, 2248 ; J. O. de 1873, p. 3722 ; J. O. de 1875, p. 160). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à la question du logement des troupes Allemandes dans les départements occupés (I., n° 217 ; A., t. 3, p. 108 ; J. O. de 1871, p. 1238). — Son rapport sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de la commune de Kernilis (Finistère) (I., n° 2852 ; A., t. 36, an., p. 73 ; J. O. de 1875, p. 1003). — Donne lecture de sa proposition concernant le logement des troupes Allemandes dans les territoires occupés et en demande l'urgence (A., t. 3, p. 93). — Obtient un congé (A., t. 8, p. 21).

THOMAS M. le général CLÉMENT.

Proposition tendant à déclarer que le meurtre du général Clément Thomas est un deuil public, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, article HONNEURS PUBLICS, n° 2. = Lettre de Mgr l'Évêque de Versailles annonçant que le service funèbre demandé par l'Assemblée pour le général sera célébré à la cathédrale le 13 avril 1871 (A., t. 2, p. 252). = Projet de

loi tendant à accorder à sa veuve une pension de 4,000 francs, voy. à la TABLE DES MATIÈRES, article PENSIONS NATIONALES, n° 4. = Lettre de M. le général de Cissey, *Ministre de la Guerre,* transmettant à l'Assemblée les remercîments de Mme Clément Thomas pour les honneurs publics rendus à la mémoire de son mari (A., t. 44, p. 375).

THOUREL (M.), *ancien procureur général à Aix.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 145 à 159).

THOYOT (M. LÉON), *ex-capitaine d'état-major du génie, à Mâcon.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 856 à 860). — Sa note sur l'attentat commis à Mâcon contre le général Pradier, en février 1871, communiquée à cette Commission (A., t. 25, p. 485 à 506).

THUREL (M.), *Député élu par le département du Jura.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 16). = Son élection est validée (A., t. 1, p. 48). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11; M. B., p. 209); et de diverses Commissions (F., nos 629, 769, 772, 796, 824, 842; J. O. de 1874, p. 3395; J. O. de 1875, p. 3405, 3525, 4340, 5510, 9073). — Ses rapports : sur le projet de loi tendant : 1° à ratifier une convention passée entre l'Etat et la ville de Lons-le-Saulnier (Jura); en vue d'assurer le paiement des dépenses du casernement; 2° à autoriser ladite ville à emprunter une somme de 650,000 francs et à s'imposer extraordinairement (I., n° 3265; A., t. 41, an., p. 77; J. O. de 1875, p. 6922); sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Besançon (Doubs) : 1° à emprunter une somme de 1,000,000 francs pour l'exécution de divers travaux; 2° à s'imposer extraordinairement (I., n° 3303; A., t. 41, an., p. 128; J. O. de 1875, p. 7074); sur le projet de loi tendant : 1° à ratifier une convention passée entre l'État et la ville de Sens (Yonne), en vue d'assurer le paiement de la dépense résultant de l'extension du casernement; 2° à autoriser ladite ville à emprunter une somme de 500,000 francs et à s'imposer extraordinairement (I., n° 3359; A., t. 41, an., p. 202; J. O. de 1875, p. 7283). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée (A., t. 39, p. 189 à 193, 199); du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie de l'Ouest (*Incident personnel,* A., t. 44, p. 364).

TIERSOT (M.), *Député élu par le département de l'Ain.*

Son élection est validée (A., t. 4, p. 5).= Membre de Commissions (F., nos 189, 215, 241, 258, 264, 289, 744, 769, 772, 824; J. O. de 1872, p. 113, 1889, 1649, 2197, 2757, 3519; J.O. de 1875, p. 1275, 3405, 3525, 5510). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet d'ouvrir dans toute la France un emprunt patriotique, remboursable sans intérêt dans dix ans à partir du 1er mars 1874, pour la libération du territoire (I., n° 839; A., t. 7, an., p. 79; J. O. de 1872, p. 929). — Sa proposition ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département de l'Ain (I., n° 2440; A., t. 32, an., p. 39; J. O. de 1874, p. 4035). — Parle dans la discussion des propositions de M. Vilfeu et de M. Théophile Roussel, relatives à la répression de l'ivresse (*Deuxième délibération,* A., t. 44, p. 43). = Son rapport sur une pétition (A., t. 38, p. 498).

TILLANCOURT (M. DE), *Député élu par le département de l'Aisne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 29). = Membre : de la Commission, ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur

l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., n°s 11, 23, 73, 74, 95, 99, 125, 141, 147, 167, 201, 209, 219, 353, 383, 393, 395, 401, 454, 488, 498, 509, 517, 524, 531, 549, 611, 621, 674, 697, 707, 776, 796, 824, 850 ; M. B. de 1871, p. 209 ; J. O. de 1871, p. 251, 1111, 1146, 1476, 1545, 2333, 2819, 3012, 4802 ; J. O. de 1872, p. 456, 704, 1012, 7007, 7957 ; J. O. de 1873, p. 280, 336, 524, 2231, 4177, 4481, 4945, 6751, 6982, 7256, 7921 ; J. O. de 1874, p. 2005, 2358, 4933, 7981, 8333 ; J. O. de 1875, p. 3636, 4340, 5510, 9395). = Ses propositions ayant pour objet : la révision du Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 335 ; A., t. 3, p. 511 ; J. O. de 1871, p. 1598) ; une disposition additionnelle à ce Règlement (I., n° 1571 ; A., t. 15, an., p. 191 ; J. O. de 1873, p. 708) ; une modification à l'article 14 du même Règlement (I., n° 2075 ; A., t. 28, p. 84, an., p. 111 ; J. O. de 1873, p. 7824). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, sur l'enseignement et la propagation de la pisciculture ou aquiculture (I., n° 2785 ; A., t. 35, an., p. 329 ; J. O. de 1875, p. 121, 366). = Ses rapports sur les élections : de la Meuse (A., t. 1, p. 36) ; de la Moselle (A., t. 1, p. 47). — Parle : à propos de la proposition de M. Paul Cottin tendant à adresser des remerciements à la Suisse (A., t. 1, p. 131) ; au sujet de la lecture du rapport sur la proposition de M. Germain, tendant à ouvrir un crédit de 100 millions au Ministre des Finances (A., t. 1, p. 157) ; sur la mise à l'ordre du jour de cette proposition (A., t. 1, p. 178) ; dans la discussion des élections de Vaucluse (A., t. 1, p. 199, 200) ; sur la question de M. Waddington au sujet des réquisitions des Prussiens dans les départements envahis, depuis la signature des Préliminaires de paix (A., t. 1, p. 236, 237) ; au sujet de l'impression des rapports de la Commission chargée d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (A., t. 1, p. 302, 303) ; dans la discussion du projet de loi tendant à la mise en état de siège du département de Seine-et-Oise (A., t. 2, p. 9) ; sur la demande de réunion de la Commission pour l'examen de la proposition de M. Millière relative aux échéances des effets de commerce (A., t. 2, p. 24) ; sur l'examen immédiat, par la Commission spéciale, de la proposition de MM. Clémenceau et autres, relative aux élections municipales pour la ville de Paris (A., t. 2, p. 26) ; sur la réunion immédiate des Bureaux pour la nomination de la Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux élections municipales (A., t. 2, p. 54) ; dans la discussion de la proposition de M. de la Rochethulon, relative à la création de bataillons de volontaires (A., t. 2, p. 65). — S'excuse de son absence (A., t. 2, p. 151, 573 ; t. 7, p. 49). — Est entendu : sur des pétitions relatives aux retards dans le service des chemins de fer (A., t. 3, p. 254) ; sur le renvoi, à la Commission du Budget du projet de loi relatif aux augmentations d'impôts et aux impôts nouveaux (A., t. 3, p. 337) ; dans la discussion de la proposition de MM. Haëntjens et autres, concernant l'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 3, p. 463 ; rectification, p. 469). — Dépose sa proposition sur la révision complète du Règlement, et en demande l'urgence (A., t. 3, p. 507, 508). — Parle : sur le renvoi de la proposition de M. Bérenger, concernant l'organisation judiciaire, à la Commission spéciale (A., t. 3, p. 577) ; sur une pétition relative à la reproduction *in extenso* des débats législatifs (A., t. 3, p. 587, 588). — Adresse une question au Ministre de l'Intérieur au sujet des élections complémentaires pour l'Assemblée nationale (A., t. 3, p. 621). — Est entendu : sur la prise en considération de la proposition de MM. Destremx et autres relative au contingent de la classe de 1870 (A., t. 3, p. 876) ; sur un incident relatif à la reproduction, par le *Journal officiel* et *le Moniteur des Communes*, des Comptes-rendus des séances de l'Assemblée (A., t. 4, p. 29, 30) ; dans la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 22, 126 ; rectification, 135, 182, 183, 273, 281. *Troisième délibération*, t. 4, p. 534, 575) ; sur le renvoi à la Commission de Comptabilité de la proposition de MM. Mortimer Ternaux et autres, relative à la publicité à donner au *Journal officiel*, au *Compte-Rendu analytique des séances*

de l'Assemblée, et au *Moniteur des Communes* (A., t. 4, p. 380); sur un incident, soulevé par M. Dahirel, au sujet du partage des voix dans le 2e Bureau chargé d'examiner les élections des Bouches-du-Rhône (A., t. 4, p. 426, 427). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 688); du projet de loi tendant à augmenter les impôts concernant les taxes postales (A., t. 5, p. 99, 116) ; du projet de loi portant augmentation des impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 177, 178 ; rectification, p. 187).— Parle : sur une pétition tendant à la translation en France des cendres des membres de la famille de Bourbon morts en exil (A., t. 6, p. 59) ; sur l'urgence de la proposition de M. Bérenger (de la Drôme), relative à la nomination d'une Commission pour la revision des lois de répression sur la presse (A., t. 6, p. 74) ; sur les interpellations de M. Le Royer relatives aux transports par voies ferrées (A., t. 6, p. 107) ; sur la proposition de MM. Louis Passy et autres, tendant à la modification de l'article 13 du Règlement (*Troisième délibération*, A., t. 6, p. 175) ; sur un incident relatif à un passage du discours de M. le duc Decazes, dans la discussion du projet de loi concernant l'impôt sur les matières premières (A., t. 7, p. 25). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi de crédit pour frais d'impression du *Moniteur des Communes* (A., t. 7, p. 135) ; du projet de loi tendant à augmenter de deux dixièmes les droits perçus sur les sucres et glucoses (A., t. 7, p. 135) ; du projet de loi tendant à augmenter le maximum de la part contributive de l'État, dans la dépense annuelle de la police municipale de Paris (A., t. 7, p. 196) ; du projet de loi sur la marine marchande (A., t. 7, p. 241) ; de la proposition de M. Princeteau relative à l'interdiction de toutes fonctions publiques salariées aux membres de l'Assemblée nationale (*Deuxième délibération*, A., t. 7, p. 390) ; d'une pétition tendant à la suppression des *brevets de maîtres de poste* (A., t. 7, p. 511). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 7, p. 515, 625 ; t. 37, p. 65). — Parle : sur une pétition du sieur Prieu au sujet d'une demande d'indemnité réclamée par lui contre le Gouvernement du Brésil (A., t. 7, p. 520) ; dans la discussion des propositions de MM. Vilfeu et autres, et de M. Théophile Roussel, relatives à la répression de l'ivrognerie (*Première délibération*, A., t. 7, p. 641) ; sur une pétition relative à une enquête à l'égard des militaires des corps mobilisés qui n'ont pas répondu à l'appel de leur classe (A., t. 7, p. 616). — Obtient des congés (A., t. 8, p. 21, 363 ; t. 11, p. 10, 500 ; t. 12, p. 657 ; t. 32, p. 112). — Prend part à la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Travaux publics : *Repeuplement des rivières*, A., t. 14, p. 364. *Achèvement du nouvel Opéra*, p. 367. Agriculture et Commerce : *Établissement thermal de Plombières*, p. 399. Intérieur : *Suppression successive des Secrétaires généraux des Préfectures*, p. 509. Impôts autorisés : *Réduction du prix des permis de chasse*, p. 657).— Donne lecture de sa proposition de modification au Règlement de l'Assemblée, et en demande l'urgence (A., t. 15, p. 333). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. Flotard, relative à la réglementation des travaux de l'Assemblée (A., t. 15, p. 374, 375) ; de la proposition de M. Ambroise Joubert, relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 386, 387. *Troisième délibération*, t. 31, p. 82) ; de la proposition de M. René Brice, tendant à modifier le deuxième paragraphe de l'article 55 de la loi sur le recrutement de l'armée, relatif aux engagés volontaires d'un an (A., t. 15, p. 507, 508) ; de la proposition de MM. d'Aboville et autres, concernant la publicité des Comptes-rendus des séances de l'Assemblée nationale (A., t. 15, p. 644).— Parle : sur l'ajournement des séances jusqu'au jour de la discussion du projet de loi de la Commission des Trente sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 175) ; dans la discussion du projet de loi sur les allumettes chimiques (A., t. 16, p. 186, 202) ; sur la mise à l'ordre du jour d'une pétition ayant pour objet le rétablissement des jeux publics en France (A., t. 16, p. 507) ; sur un incident relatif à la lecture et à l'impression du rapport sur les pétitions du prince Napoléon et des électeurs d'Ajaccio (A., t. 17, p. 57) ; sur le projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la ville de Paris et

aux départements envahis (A., t. 17, p. 398); sur un ajournement des séances demandé par le nouveau Ministère du 25 mai 1873 (A., t. 18, p. 153); sur le projet de loi tendant à modifier la législation sur les contributions indirectes (A., t. 18, p. 179); sur la nomination de la nouvelle Commission de Comptabilité pour l'Exercice courant (A., t. 18, p. 344); dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser un emprunt par la ville de Lille (A., t. 18, p. 391); sur l'urgence de la proposition de M. Cézanne relative à l'organisation militaire dans les régions des montagnes qui bordent la frontière (A., t. 18, p. 484); sur une pétition tendant à l'interdiction des jeux de bourse (A., t. 18, p. 486); sur le renvoi à la Commission du Budget du projet de loi sur les patentes (A., t. 18, p. 564); à propos du projet de loi de crédit destiné à la réception du Shah de Perse, sur la motion tendant à décider que l'Assemblée nationale assistera en corps à la Revue des troupes, ordonnée en l'honneur de ce Souverain (A., t. 19, p. 92, 93). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à modifier les tarifs perçus par la Compagnie fermière des Thermes de Plombières (A., t. 19, p. 263, 268); du projet de loi tendant à accorder à la Commission de permanence le droit d'autoriser la poursuite des délits d'offense commis contre l'Assemblée nationale pendant sa prorogation (A., t. 19, p. 369); du projet de loi relatif aux contributions directes à percevoir en 1874 (A., t. 19, p. 393). — Est entendu : sur la mise à l'ordre du jour de nombreuses pétitions déposées avant la modification du Règlement (A., t. 27, p. 52); au sujet d'une pétition conçue, d'après le rapport, en termes inconvenants (A., t. 27, p. 54); au sujet d'une pétition demandant l'abrogation de la loi du 22 juillet 1867, qui a aboli la contrainte par corps (A., t. 28, p. 56). — Donne lecture de sa proposition tendant à modifier l'art. 14 du Règlement, et en demande l'urgence (A., t. 28, p. 84). — Parle dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Intérieur : *Travail exécuté dans les prisons*, A., t. 28, p. 193. Instruction publique : *Mode du règlement du traitement des instituteurs primaires*, p. 311. Travaux publics : *Établissement thermal de Bourbonne-les-Bains*, p. 359. Voies et moyens : *Suppression de la franchise des correspondances adressées aux grands fonctionnaires*, p. 585, 587. *Réduction du port des échantillons*, p. 608); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Exercice des fabriques de stéarine et de bougie*, A., t. 28, p. 665. *Impôt sur le gaz*, t. 30, p. 150, 297 à 302, 305, 307, 308, 309); de l'urgence de la proposition de M. Tirard tendant à modifier le dernier paragraphe de l'article 54 du Règlement (A., t. 29, p. 54); du projet de loi ayant pour objet l'achèvement du nouvel Opéra (A., t. 30, p. 717, 718). — Est entendu : sur des incidents relatifs : à l'état d'examen de diverses questions concernant l'équilibre du Budget (A., t. 31, p. 240); à la question du remplacement de trois membres de la Commission des Lois Constitutionnelles, démissionnaires par suite de leur entrée au Ministère (A., t. 31, p. 261). — Prend part à la discussion : du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes, et de la proposition de M. Wolowski relative à l'équilibre du Budget (*Impôt sur le gaz*, A., t. 33, p. 99, 100); du Budget de l'Exercice 1875 (Dette publique : *Pensions civiles*, A., t. 33, p. 250. Beaux-Arts : *Subventions aux théâtres nationaux ; Conservatoire de musique*, p. 396, 398. *Musée du Louvre*, p. 400. Agriculture et Commerce : *Encouragements à l'agriculture*, A., t. 34, p. 169. Travaux publics : *Encouragements à la pisciculture*, p. 179); du projet de loi relatif au monopole des allumettes chimiques (A., t. 33, p. 318, 331). — Parle : sur un incident relatif à l'heure d'ouverture des séances (A., t. 39, p. 54); dans la discussion du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée (A., t. 39, p. 378). — Ses observations, comme Président d'une Commission des pétitions : sur la mise à l'ordre du jour du rapport sur les pétitions des huissiers d'un grand nombre de départements qui réclament la révision des tarifs judiciaires (A., t. 41, p. 74); sur la mise à l'ordre du jour du rapport sur la pétition des habitants de la

commune de Gennevilliers (Seine), relative au déversement sur leur territoire des eaux d'égout de Paris (A., t. 41, p. 227) ; dans la discussion des conclusions de ce rapport (A., t. 42, p. 245) ; sur le renvoi à la Commission du Budget d'une pétition déposée par M. André (de la Charente), et signée de 2,500 propriétaires, bouilleurs de cru de son département (A., t. 42, p. 171). — Prend part à la discussion du Budget de l'Exercice 1876 (Agriculture et Commerce : *Augmentation du prix et du nombre des bourses à l'École d'horticulture de Versailles*, A., t. 41, p. 243 et 244). — Est entendu : sur un incident soulevé dans la discussion du projet de loi relatif à l'exécution du chemin de fer de Grande-Ceinture autour de Paris (A., t. 41, p. 436) ; dans la discussion des trois propositions de M. Ganivet, de M. Claude (Meurthe-et-Moselle), et de M. d'Andelarre, relatives aux bouilleurs de cru (A., t. 43, p. 202) ; sur des incidents relatifs au dépouillement des scrutins pour la nomination des Sénateurs (A., t. 43, p. 177, 315 ; t. 44, p. 35) ; sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif aux modifications des tarifs de la Compagnie fermière de l'établissement thermal de Plombières (A., t. 44, p. 131) ; dans la discussion du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins de fer à la Compagnie de l'Est (A., t. 44, p. 354).

TIRARD (M.), *Député élu par le département de la Seine.*

La validation de son élection est ajournée (A., t. 1, p. 47). — Son élection est validée (A., t. 1, p. 59).= Membre : de diverses Commissions (F., nos 32, 177, 201, 284, 359, 397, 417, 427, 448, 541, 575, 658, 686, 739 ; J. O. de 1871, p. 372, 6113 ; J. O. de 1872, p. 456, 3360, 7197 ; J. O. de 1873, p. 404, 1039, 1383, 2032, 7729 ; J. O. de 1874, p. 809, 4360, 5848 ; J. O. de 1875, p. 971) ; de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275 ; J. O. de 1872, p. 3082) ; de la Commission de permanence de 1874 (A., t. 34, p. 132) ; de la Commission du Budget de 1876 (F., n° 776 ; J. O. de 1875, p. 3636) ; et de la Commission de permanence de 1876 (A., t. 44, p. 364). = Sa proposition tendant à autoriser la fabrication, à tous titres, des ouvrages d'or et d'argent destinés à l'exportation (I., n° 586 et 586 rectifié ; A., t. 5, an., p. 157 ; J. O. de 1871, p. 3814). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à ajouter une disposition à l'art. 7 de la loi du 26 juillet 1872, sur les tarifs douaniers (I., n° 1576 ; A., t. 15, an., p. 201 ; J. O. de 1873, p. 881). — Ses propositions tendant : à modifier le dernier paragraphe de l'art. 54 du Règlement de l'Assemblée nationale (I., n° 2161 ; A., t. 29, an., p. 46 ; J. O. de 1874, p. 448) ; à rectifier la loi du 30 décembre 1873 sur les impôts nouveaux (I., n° 2166 ; A., t. 29, an., p. 64 ; J. O. de 1874, p. 448). = Son rapport sur sa proposition et celle de plusieurs de ses collègues, tendant à ajouter une disposition à l'art. 7 de la loi du 26 juillet 1872, sur les tarifs Douaniers (I., n° 1653 ; A., t. 16, an., p. 114 ; J. O. de 1873, p. 1919). = Ses observations sur un incident soulevé au sujet des mesures militaires prises pour la garde de l'Assemblée (A., t. 1, p. 68). — Dépose une pétition d'Alsaciens-Lorrains résidant à Paris (A., t. 1, p. 97). — Parle : dans la discussion du projet de loi relatif aux Préliminaires de paix (A., t. 1, p. 120) ; à propos des démissions données par les représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 136) ; sur l'urgence de la proposition de M. Clémenceau relative à l'élection d'un Conseil municipal pour la ville de Paris (A., t. 2, p. 5, 6, 7) ; sur la situation de la capitale dans la journée du 21 mars 1871 (A., t. 2, p. 43, 44) ; sur l'utilité d'une séance du soir pour la lecture du rapport sur la proposition des Maires de Paris (A., t. 2, p. 109) ; au sujet de la communication, faite par M. de la Rochethulon, d'une affiche placardée sur sa maison à Paris (A., t. 2, p. 151) ; dans la discussion du projet de loi relatif à l'ajournement des élections des juges aux Tribunaux de commerce (A., t. 2, p. 248) ; dans la discussion : du projet de loi relatif aux élections municipales (A., t. 2, p. 244, 250, 347, 348, 349, 408, 430, 469) ; du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 592, 615, 661) ; de la proposition de MM. Du-

cuing et autres, relative à la prorogation des échéances des effets de commerce (A., t. 2, p. 722); à propos d'une demande de la question préalable sur une pétition tendant à l'élection d'une Assemblée constituante (A., t. 3, p. 98); sur un incident dans la discussion des interpellations de M. le général Ducrot au sujet des élections municipales de la Nièvre (A., t. 3, p. 485). — Adresse une question au Ministre de la Justice au sujet de l'exécution de la loi sur les loyers (A., t. 3, p. 423). — Est entendu: dans la discussion du projet de loi relatif aux prorogations des échéances dans la ville de Paris (A., t. 3, p. 731, 735, 739, 741, 742); sur l'urgence du projet de loi relatif au nouveau régime des douanes (A., t. 3, p. 867). — Parle sur l'élection de M. Testelin par le département du Nord (A., t. 4, p. 89). — Obtient des congés (A., t. 4, p. 179, 500). — Est entendu dans la discussion: du projet de loi relatif à l'élection des juges aux Tribunaux de commerce (A., t. 6, p. 177, 185, 220); du projet de loi sur les matières premières (A., t. 6, p. 506). — Parle sur l'ajournement de la discussion des propositions de MM. [illegible] et [illegible] relatives à la [illegible] des Traités de commerce (A., t. 7, p. 260, 261); à propos d'un incident soulevé par M. [illegible] sur la prise en considération des propositions de MM. [illegible] relatives à la translation de l'Assemblée à Paris (A., t. 7, p. [illegible]); [illegible] relatif à la mise en [illegible] de l'Enquête sur l'[illegible] (A., t. 4, p. [illegible]); dans la discussion du Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1872 [illegible] (A., t. [illegible]); du Budget du Ministère de la Justice pour le même exercice [illegible] l'Honneur [illegible] [illegible]

discussion d'une pétition relative à la prorogation des échéances hypothécaires (A., t. 11, p. 89); sur le renvoi à la Commission des chemins de fer de la pétition d'un certain nombre d'ouvriers mécaniciens et chauffeurs des Compagnies (A., t. 11, p. 494).

Prend part à la discussion: du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (A., t. 12, p. 706, 714 à 718, t. 13, p. 174); du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes textiles et autres (A., t. 13, p. 265, [illegible] 337, 339, 370, 371); du Budget de l'exercice 1873 (Guerre, *Transports généraux* (A., t. 14, p. [illegible]); Beaux-Arts, *Collections du Louvre*, p. [illegible]); [illegible] *Droits d'entrée sur les matières premières* p. 682); de la proposition de M. [illegible] Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures: *Deuxième délibération*. (A., t. 15, p. 270 [illegible]) [illegible]

l'élection des Conseillers municipaux, des Conseillers généraux, des Députés et des Sénateurs (A., t. 18, p. 549). — Sa note sur la réunion du 22 janvier 1871 au Ministère de l'Instruction publique, communiquée à la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 552 à 554). — Parle : sur un incident relatif au 8e scrutin pour la nomination de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 75); dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (*Incident relatif à l'ordre de la discussion*, A., t. 28, p. 423. Dotations : *Affectation du Palais de l'Élysée aux réceptions du Président de la République, à Paris*, p. 427. Finances : *Matériel de l'Administration centrale des Finances*, p. 442, 445, 554. Frais de Régie : *État des relations postales avec l'étranger*, t. 28, p. 476). — Dépose sa proposition tendant à modifier le dernier paragraphe de l'art. 54 du Règlement, et en demande l'urgence (A., t. 29, p. 50, 53). — Donne lecture de sa proposition tendant à rectifier la loi du 30 décembre 1873 sur les impôts nouveaux, et en demande l'urgence (A., t. 29, p. 83). — Est entendu : sur la prise en considération de la proposition de M. le général Loysel tendant à faire examiner le Budget de la guerre pour 1875 par les Commissions de l'Armée et du Budget réunies (A., t. 29, p. 369); dans la discussion : du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Discussion générale*, A., t. 29, p. 444 à 446. *Droit de timbre sur les billets et mandats non négociables*, p. 575, 586, 589, 630. *Chèques*, p. 652. *Impôt sur la verrerie*, t. 30, p. 102, 103, 126, 127. *Droits sur les sucres*, p. 401); du projet de loi tendant à l'admission à titre définitif, dans l'armée et dans la marine, de deux membres de la famille d'Orléans pourvus d'un titre provisoire (A., t. 30, p. 722); sur un incident relatif à l'état d'examen des diverses questions relatives à l'équilibre du Budget (A., t. 31, p. 239); dans la discussion : du projet de loi relatif à l'électorat municipal (*Troisième délibération*, A., t. 32, p. 536, 538, 556); du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes et de la proposition de M. Wolowski, relative à l'équilibre du Budget de 1875 (*Réduction du remboursement annuel à la Banque*, A., t. 33, p. 144); dans la discussion du Budget de l'Exercice 1875 (Beaux-Arts : *Théâtre de l'Opéra-Comique*, A., t. 33, p. 397. *Musée du Louvre*, p. 399. Voies et moyens : *Système des transactions sur les fraudes en matière de douanes*, A., t. 34, p. 278); sur la motion de M. Paris (Pas-de-Calais) tendant à suspendre les séances de l'Assemblée du 25 décembre 1874 au 5 janvier 1875 (A., t. 35, p. 377); sur un incident relatif à la situation du Gouvernement par suite du rejet de la priorité demandée par lui en faveur de la loi sur le Sénat (A., t. 35, p. 447, 448); dans la discussion : du projet de loi relatif au monopole des allumettes chimiques (A., t. 36, p. 321, 322, 328); du projet de loi portant régularisation des crédits supplémentaires ouverts par décrets pendant la prorogation de l'Assemblée (*Revision des pensions civiles concédées à titre exceptionnel depuis le 4 septembre 1870*, A., t. 36, p. 524; t. 37, p. 281, 285, 287); du projet de loi relatif à la poudre dynamite (*Troisième délibération*, A., t. 37, p. 81); du Budget de l'Exercice 1876 (Dépenses sur ressources spéciales : *Maximum du droit des pauvres sur la recette brute des concerts non quotidiens*, A., t. 41, p. 394. *Question du droit des pauvres sur les recettes des théâtres*, p. 395); du projet de loi relatif à la réforme judiciaire en Égypte (A., t. 43, p. 332 à 336); du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (SEINE : *Ville de Paris*, A., t. 44, p. 120, 121, 124, 125); du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A., t. 44, p. 222); du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie de l'Ouest (A., t. 44, p. 364, 367).

TITOT (M.), *Député élu par le département du Haut-Rhin.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 40). = L'un des signataires : de la déclaration collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 61 et an., p. 3); et de la démission collective des mêmes Représentants (A., t. 1, p. 124).

TOCQUEVILLE (M. DE), *Député élu par le département de la Manche.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 136). = Membre de Commissions (F., nos 317, 359, 440, 509, 588, 674; J. O. de 1872, p. 4353, 7197; J. O. de 1873, p. 1769, 4915; J. O. de 1874, p. 1226, 4933). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans la ville de Cherbourg (I., n° 2467; A., t. 32, an., p. 171; J. O. de 1874, p. 4301). = Prend part à la discussion : des propositions : 1° de MM. Rivet et autres, sur l'organisation du Pouvoir exécutif ; 2° de MM. Adnet et autres, sur la confirmation des pouvoirs de M. Thiers; 3° de M. de Belcastel, sur la forme définitive du Gouvernement (A., t. 5, p. 268); de la proposition de M. de Ravinel relative à l'installation des différents Ministères à Versailles (A., t. 5, p. 456); du Budget du Ministère de la Marine et des Colonies pour l'Exercice 1872 (*Discussion générale*, A., t. 8, p. 572). — Obtient un congé (A., t. 15, p. 346). — Est entendu dans la discussion des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Troisième délibération*, A., t. 36, p. 652). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 306).

TOLAIN (M.), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 47). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., nos 173, 201, 211, 317, 697, 707, 857; J. O. de 1871, p. 4985; J. O. de 1872, p. 156, 765, 4353; J. O. de 1874, p. 7981, 8333; J. O. de 1875, p. 9767). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, tendant : à abroger les articles 291 et 292 du Code pénal et la loi du 10 avril 1834 (I., n° 12; A., t. 1, an., p. 27; J. O. de 1871, p. 361); à modifier la loi électorale (I., n° 127; A., t. 2, p. 452; J. O. de 1871, p. 756); à ouvrir au Ministre de l'Agriculture et du Commerce un crédit de cent mille francs, destiné à couvrir les frais de voyage et de séjour d'un certain nombre d'ouvriers français à l'Exposition universelle de Vienne en 1873 (I., n° 1555; A., t. 15, an., p. 110; J. O. de 1873, p. 788). = Parle : sur l'urgence du projet de loi relatif aux Préliminaires de paix (A., t. 1, p. 91); sur le renvoi d'une pétition émanant du Club positiviste de Paris à la Commission des pétitions (A., t. 1, p. 151).—Adresse une question au Gouvernement au sujet de l'application des articles 291 et 292 du Code pénal et de la loi du 10 avril 1834 sur les réunions et associations (A., t. 1, p. 202, 204). — Donne lecture de sa proposition tendant à l'abrogation des dits articles et de la dite loi (A., t. 1, p. 204). — Est entendu : sur l'ajournement de sa proposition (A., t. 11, p. 12, 323); dans la discussion : de cette proposition (*Première délibération*, A., t. 11, p. 416 à 425, 435, 436); du projet de loi tendant à proroger l'échéance des effets de commerce (A., t. 1, p. 263). — Parle : sur une demande de Déclaration de l'Assemblée relative aux élections municipales à faire à Paris (A., t. 2, p. 33); sur le renvoi de la proposition de M. Clémenceau concernant ces élections, à la Commission du projet de loi relatif aux élections municipales de France (A., t. 2, p. 50); dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 2, p. 289, 404, 428); sur la proposition de M. de la Rochethulon relative à la création de bataillons de volontaires (A., t. 2, p. 68, 69); sur la proposition de M. Millière ayant pour objet la prorogation des échéances des effets de commerce (A., t. 2, p. 97); sur l'urgence du projet de loi tendant à l'abréviation des procédures devant les Conseils de guerre (A., t. 2, p. 277); dans la discussion : du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 666); du projet de loi sur l'état de siège (A., t. 2, p. 775). — Adresse au Ministre de la Guerre une question au sujet du prétendu massacre, près de Villejuif, de gardes nationaux désarmés (A., t. 2, p. 845, 846). — Parle : sur la prise en considération de la proposition de MM. Quinet et autres, relative à la représentation des villes dans les élections législatives (A., t. 2, p. 866); au sujet d'une demande de question préalable sur des pétitions émanant de Conseils municipaux (A., t. 3, p. 16). — Dépose une pétition (A., t. 3, p. 32). — Est entendu dans la discussion :

de la proposition de MM. Cazenove de Pradines et autres, relative aux prières publiques (A., t. 3, p. 37); de la proposition de MM. Haëntjens et autres, relative à la nomination d'une Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars 1871 (A., t. 3, p. 461, 464); du projet de loi sur le cautionnement des journaux et écrits imprimés (A., t. 3, p. 754); des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 366, 368). — Parle : sur le renvoi de la proposition de M. de Belcastel relative à la forme du Gouvernement, à la Commission chargée d'examiner les propositions de MM. Rivet et Adnet concernant le Pouvoir exécutif (A., t. 5, p. 86); sur la prise en considération de la proposition de MM. Delsol et Peltereau-Villeneuve relative à l'abrogation de la loi concernant les coalitions (A., t. 6, p. 25); sur le projet de loi relatif à l'impôt sur les revenus (A., t. 6, p. 273, 498); sur le projet de loi ayant pour objet l'élévation à trois milliards des émissions des billets de la Banque de France (A., t. 6, p. 380); sur le projet de loi relatif à la marine marchande (A., t. 7, p. 204, 240); à propos d'un incident soulevé par M. le comte de Juigné sur la prise en considération des propositions de MM. le comte Duchâtel et Humbert relatives à la translation de l'Assemblée à Paris (A., t. 7, p. 370, 391). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur les peines à établir contre les affiliés à l'Association internationale (A., t. 8, p. 162 à 177, 307, 324, 328); de la proposition de M. le général Ducrot relative à la poursuite des journaux *l'Indépendant des Pyrénées-Orientales* et *la Constitution* (A., t. 8, p. 273). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 843 à 856). — Est entendu dans la discussion : des propositions de M. Vilfeu et de M. Théophile Roussel relatives à la répression de l'ivresse (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 17, 18); de la prise en considération de la proposition de M. de Janzé ayant pour objet la création d'une cinquième Section des Conseils des Prud'hommes pour les ouvriers employés par les Compagnies de chemins de fer (A., t. 11, p. 44); du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'Etat (*Deuxième délibération* (A., t. 11, p. 183); du projet de loi de crédit applicable au paiement d'une indemnité de 212,000 francs à M. Souberbielle, ancien entrepreneur général des transports de l'armée française au Mexique (A., t. 13, p. 188); de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Première délibération*, A., t. 14, p. 241. *Deuxième délibération*, t. 15, p. 287, 299, 553, 555). — Parle : sur l'urgence de la proposition de M. Savary relative à la majorité requise pour être élu Député à l'Assemblée nationale (A., t. 15, p. 59); sur la prise en considération de la proposition de M. le marquis de Castellane concernant la formation de la Chambre des Députés (A., t. 15, p. 340); sur le projet de loi relatif aux allumettes chimiques (A., t. 16, p. 192); sur le projet de loi concernant les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 331, 332, 423); sur la mise à l'ordre du jour de sa proposition tendant à l'ouverture d'un crédit de 100,000 francs pour l'envoi de délégués ouvriers à l'Exposition de Vienne (A., t. 16, p. 555); dans la discussion : de cette proposition (A., t. 17, p. 42 à 46, 54); du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de l'Est de nouvelles lignes de chemins de fer (A., t. 18, p. 246). — Est entendu : sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique la construction d'une église à Montmartre (A., t. 19, p. 263); dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 19, p. 411 à 415); sur la motion tendant à la discussion immédiate de la proposition de M. Paris (Pas-de-Calais) relative à la prorogation de l'Assemblée (A., t. 19, p. 279); à propos de la fixation du jour des interpellations de M. Millaud relatives aux mesures de rigueur prises contre la presse dans le département du Rhône (*Incident personnel*, A., t. 19, p. 319, 320). — Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (*Incident personnel*, A., t. 28, p. 295, 298, 299. Agriculture et Commerce : *Question de la réunion de ce Ministère et de celui des Travaux publics*, p. 334); du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Discussion générale*, A., t. 28, p. 624. *Impôt*

de la petite vitesse, t. 30, p. 264, 265, 286, 295) ; du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 112) ; du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession définitive de plusieurs chemins de fer concédés à titre éventuel et l'adjudication de plusieurs chemins de fer classés et non concédés (A., t. 30, p. 547, 560). — Parle : au sujet de la proposition de la question préalable sur le projet de loi électorale (A., t. 31, p. 250) ; dans la discussion de ce projet de loi (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 295) ; sur la mise à l'ordre du jour de la proposition de M. Tirard relative à la fabrication, à tous titres, des ouvrages d'or et d'argent destinés à l'exportation (A., t. 32, p. 37, 38) ; dans la discussion : du projet de loi relatif à l'électorat municipal (*Troisième délibération*, A., t. 32, p. 633) ; de la proposition de M. Malartre au sujet de la prorogation de l'Assemblée nationale (A., t. 34, p. 106, 107) ; de l'urgence du projet de loi relatif au monopole des allumettes chimiques (A., t. 36, p. 299). — Prend part à la discussion : de ce projet de loi (A., t. 36, p. 311, 314, 319, 321, 322, 328) ; du projet de loi relatif aux entrepôts de Paris (A., t. 36, p. 539, 540, 541) ; du projet de loi concernant les droits sur les manquants chez les marchands en gros, bouilleurs et distillateurs (A., t. 37, p. 48) ; du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée de plusieurs lignes de chemins de fer (*Première délibération*, A., t. 38, p. 141, 180 à 186, 236, 254. *Délibération d'urgence*, t. 39, p. 225, 346, 377) ; du projet de loi portant création d'une commune du Vésinet, dans le département de Seine-et-Oise (A., t. 38, p. 272, 273) ; de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (*Troisième délibération*, A., t. 39, p. 513). — Est entendu : sur l'urgence de la proposition de M. Feray tendant à la continuation des séances de l'Assemblée jusqu'à l'achèvement définitif de ses travaux (A., t. 40, p. 119, 120) ; dans la discussion : de la proposition de M. Malartre relative à la prorogation de l'Assemblée nationale (A., t. 41, p. 45, 46) ; du projet de loi ayant pour objet la répression de la fraude dans la fabrication et la vente des allumettes chimiques (A., t. 41, p. 183) ; du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession de certaines lignes de chemins de fer à la Compagnie du Midi (*Première délibération*, A., t. 42, p. 222. *Deuxième délibération*, t. 43, p. 64, 68). — Parle : sur l'ajournement du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession d'un chemin de fer de Marmande à Angoulême (A., t. 43, p. 41, 43) ; sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie du Nord (A., t. 44, p. 43) ; dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 44, p. 336, 337) ; sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi portant déclaration d'utilité publique de divers chemins de fer (A., t. 44, p. 69) ; dans la discussion : du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (SEINE : *Ville de Paris*, A., t. 44, p. 117, 126. SEINE-ET-OISE : *Arrondissement de Versailles*, A., t. 44, p. 148) ; du projet de Résolution relative à la date de la prorogation de l'Assemblée et à l'ordre du jour de ses derniers travaux (A., t. 44, p. 272) ; du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et la concession de ces chemins à la Compagnie de l'Est (A., t. 44, p. 355, 357, 358, 363) ; du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie de l'Ouest (A., t. 44, p. 366).

TOUPET DES VIGNES (M.), *Député élu par le département des Ardennes.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 48). = Président du 5e Bureau (F., n° 588 ; J. O. de 1871, p. 1226). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 11, 22, 32, 41, 49, 68, 74, 76, 81, 129, 136, 151, 171, 211, 229, 269, 309, 328, 383, 397, 468, 484, 486, 498, 549, 575, 658, 707, 722, 762, 772, 796 ; M. B. de 1871, p. 209, 231 ; J. O. de 1871, p. 372, 712, 1013, 1116, 1128, 1188, 2641, 3126, 4929 ; J. O. de 1872, p. 765, 1295, 2909, 4118, 4725, 7957 ; J. O. de 1873, p. 404, 3393, 4039,

4107, 4481, 7921 ; J. O. de 1874, p. 809, 1226, 4360, 8333 ; J. O. de 1875, p. 365, 2037, 3525, 4340) ; de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O. de 1871, p. 471, 561, 2443) ; et de la Commission des Comptes de 1869 (F., n° 529 ; J. O. de 1873, p. 7211). = Son rapport sur les Comptes des recettes et des dépenses de l'ancien Corps législatif pour l'Exercice 1869 (I., n° 415 ; A., t. 4, an., p. 95 ; J. O. de 1871, p. 2611). — Son rapport au nom de la Commission des Marchés (*Marché Clément*) (I., n° 860 ; A., t. 7, an., p. 111 ; J. O. de 1872, p. 1453). — Ses rapports : sur le projet de loi concernant les officiers ministériels, et en particulier les notaires, appelés sous les drapeaux et autorisés à se faire suppléer pendant la guerre (I., n° 926 ; A., t. 8, an., p. 5 ; J. O. de 1872, p. 1482) ; sur le règlement des Comptes de l'Assemblée nationale pour l'Exercice 1872 (I., n° 2055 ; A., t. 28, an., p. 51 ; J. O. de 1873, p. 7955). = Dépose une pétition relative aux réquisitions des Prussiens (A., t. 2, p. 56). — Déclare reprendre la proposition de MM. Schœlcher et autres, relative à une Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 3, p. 168). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 512 ; t. 7, p. 401). — Prend part à la discussion de la proposition de MM. Claudé (Meurthe) et autres, relative au remboursement des contributions de guerre, réquisitions et dommages matériels causés par l'invasion (*Troisième délibération*, A., t. 5, p. 408, 409). — Son rapport sur l'élection de M. Léon Robert par le département des Ardennes (A., t. 7, p. 69). — Est élu *Questeur de l'Assemblée* (A., t. 30, p. 47). — S'excuse de son absence (A., t. 31, p. 203). — Réélu *Questeur* (A., t. 37, p. 3). — Ses observations, en cette qualité, sur la proposition de M. du Bodan tendant à faire délivrer aux membres de l'Assemblée nommés dans les élections partielles, les volumes des *Annales de l'Assemblée* et des *Archives parlementaires* distribués avant leur élection (A., t. 44, p. 312).

TOURRET (M.), *Lieutenant-Colonel du génie.*

Candidat proposé pour les fonctions de Conseiller d'État, après la renonciation de M. de Parieu (A., t. 13, p. 185, et an., p. 65). — Est élu *Conseiller d'État* par l'Assemblée (A., t. 13, p. 300).

TOUSSAINT-MORINOT (Le sieur).

Projet de loi relatif à un échange d'immeubles entre lui et l'État, dans le département de la Nièvre, voy., à la TABLE DES MATIÈRES, art. ÉCHANGES D'IMMEUBLES, n° 4.

TRANCHANT (M. CHARLES), *membre du Conseil municipal de Paris.*

Candidat proposé pour les fonctions de Conseiller d'État, après la renonciation de M. de Bussierre (A., t. 13, p. 171, et an., p. 65). — Est élu *Conseiller d'État* par l'Assemblée (A., t. 13, p. 300).

TRÉHOUART (M. l'amiral).

Annonce par M. le Président de la nouvelle de son décès et de la célébration de ses funérailles dans l'église des Invalides (A., t. 27, p. 81).

TRÉVENEUC (M. le comte DE), *Député élu par le département des Côtes-du-Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 31). = Membre de Commissions (F., n°s 14, 73, 140, 769, 842 ; M. B. de 1871, p. 58 ; J. O. de 1871, p. 1111 ; J. O. de 1873, p. 1769 ; J. O. de 1875, p. 3405, 9073). = Sa proposition relative au rôle éventuel des Présidents des Commissions départementales et des Conseils généraux (I., n° 120 ; A., t. 4, p. 308, an., p. 106 ; J. O. de 1871, p. 2837). = Ses observations au sujet de la démission des Députés de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 124). — Demande le rétablissement au Compte-rendu de ses votes : sur le projet de loi relatif aux Préliminaires de paix et sur la motion de déchéance de l'Empire (A., t. 1, p. 129) ; sur les pétitions relatives à la situation du Souverain Pontife (A., t. 4, p. 269). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant le cabotage des vins par navires étrangers (A., t. 4, p. 240) ; des propositions

de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 307. *Troisième délibération*, t. 4, p. 542, 545, 546, 559). — Donne lecture de sa proposition relative au rôle éventuel des Présidents des Commissions départementales et des Conseils généraux, et en demande l'urgence (A., t. 4, p. 308). — Demande de nouveau l'urgence de sa proposition (A., t. 4, p. 590); et sa mise à l'ordre du jour (A., t. 6, p. 90, 541). — Est entendu dans la discussion : de sa proposition et des propositions analogues de MM. Vétillart, d'Aboville, Vente et Depeyre (A., t. 7, p. 405, 439, 582); du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 136); de la demande en autorisation de poursuites contre M. Carré-Kérisouët, pour complicité de duel (A., t. 15, p. 15). — Obtient un congé (A., t. 18, p. 496). — Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (Voies et moyens : *Taxe sur les chevaux et les voitures*, A., t. 28, p. 568, 569); du projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 125).

TRÉVENEUC (M. le vicomte DE), *Député élu par le département du Finistère.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 31). = Membre de Commissions (F., nos 167, 284; J. O. de 1871, p. 4802; J. O. de 1872, p. 3360). = Obtient un congé (A., t. 18, p. 77; J. O. de 1873, p. 3359). — Lettre annonçant son décès (A., t. 18, p. 495).

TRÉVILLE (M. le comte DE), *Député élu par le département de l'Aude.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 13). = Président du 14e Bureau (F., n° 824; J. O. de 1875, p. 5510). = Membre de Commissions (F., nos 22, 99; M. B. de 1871, p. 231; J. O. de 1871, p. 1545). = Obtient des congés (A., t. 4, p. 208; t. 5, p. 58; t. 11, p. 50). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 237).

TRIBERT (M.), *Député élu par le département des Deux-Sèvres.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 23). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); et de diverses Commissions (F., nos 22, 73, 189, 486, 627, 722, 744, 756; M. B. de 1871, p. 231; J. O. de 1871, p. 1111; J. O. de 1872, p. 113; J. O. de 1873, p. 4107; J. O. de 1874, p. 3307; J. O. de 1875, p. 365, 1275, 1847). = S'excuse de son absence (A., t. 1, p. 29). — Réclame contre l'omission de son nom parmi les signataires de l'ordre du jour motivé déposé à la suite des interpellations de M. Lepère relatives à la suppression du journal *le Corsaire* (A., t. 18, p. 273). = Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 259).

TRIDON (M.), *Député élu par le département de la Côte-d'Or.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 33). = Adresse, dans une lettre collective, sa démission à l'Assemblée (A., t. 1, p. 132).

TROCHU (M. le général), *Député élu par les départements des Bouches-du-Rhône, des Côtes-du-Nord, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine, de la Loire, du Morbihan, du Rhône, de la Seine-Inférieure, du Tarn et de la Vendée.*

Son élection est validée : pour la Loire (A., t. 1, p. 17); pour le Morbihan (A., t. 1, p. 20); pour le Tarn (A., t. 1, p. 24); pour la Vendée (A., t. 1, p. 24); pour les Côtes-du-Nord (A., t. 1, p. 31); pour le Finistère (A., t. 1, p. 31); pour Ille-et-Vilaine (A., t. 1, p. 31); pour le Rhône (A., t. 1, p. 40); pour la Seine-Inférieure (A., t. 1, p. 54). — Déclare opter pour le Morbihan (A., t. 1, p. 87). — Son élection est validée pour les Bouches-du-Rhône (A., t. 1, p. 308). — Président : du 6e Bureau (F., n° 4; M. B. de 1871, p. 13); du 4e Bureau (F., n° 23; J. O. de 1871, p. 251); et du 15e Bureau (F., n° 99; J. O., p. 1545). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 22, 56, 64, 84, 117, 136; M. B. de 1871, p. 231; J. O. de 1871, p. 845, 952, 1230, 2086, 2641); et de la Commission de

réorganisation de l'armée (F., n° 73 ; J. O. de 1871, p. 1111). = Sa proposition relative au général Clément Thomas et à la famille du général Lecomte (I., n° 64 ; A., t. 2, p. 47 ; J. O. de 1871, p. 384). = Son rapport sur le projet de loi relatif à l'annulation d'un décret émané de la Délégation de Tours, le 13 octobre 1870, concernant l'avancement dans l'armée (I., n° 437 ; A., t. 4, an., p. 158 ; J. O. de 1871, p. 2666). = Sa motion incidente, dans la discussion du projet de loi tendant à mettre en état de siège le département de Seine-et-Oise, en l'honneur des généraux Lecomte et Clément Thomas (A., t. 2, p. 11). — Dépose une proposition à ce sujet (A., t. 2, p. 18). — Parle dans la discussion de cette proposition (A., t. 2, p. 137). S'excuse de son absence (A., t. 2, p. 773). — Sa lettre au Président au sujet de son vote sur la proposition de M. Edgard Quinet tendant à modifier la loi électorale (A., t. 2, p. 886). — Demande la mise à l'ordre du jour de la proposition de MM. Louis Blanc et autres, relative à la nomination d'une Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 3, p. 167). — Est entendu : sur la prise en considération de cette proposition, retirée par ses auteurs et reprise par M. Toupet des Vignes (A., t. 3, p. 180) ; dans la discussion : de la même proposition (A., t. 3, p. 362 à 373, 374 à 385, 386 ; *rectification*, p. 420) ; de la proposition de MM. Amédée Lefèvre-Pontalis et autres, relative à la nomination d'une Commission chargée de reviser les décrets du Gouvernement de la Défense nationale (*Première délibération*, A., t. 3, p. 219, 222. *Deuxième délibération*, p. 449). — Prend part, en qualité de Rapporteur, à la discussion du projet de loi relatif à l'annulation du décret du 13 octobre 1870 sur l'avancement dans l'armée (A., t. 4, p. 529, 530). — Obtient des congés (A., t. 6, p. 461 ; t. 8, p. 557 ; t. 12, p. 494). — Présente, dans la discussion du projet de loi tendant à accorder des pensions nationales aux veuves ou sœurs d'officiers généraux tués ou morts de leurs blessures, un article additionnel en faveur de la veuve du colonel Billet, tué dans une émeute à Limoges (A., t. 7, p. 566, 567). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 378 à 385). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 10 à 17, 167 à 178, 215 à 217). — Sa lettre annonçant sa démission (A., t. 12, p. 623). = Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 242 à 288).

TURIGNY (M.), *Député élu par le département de la Nièvre.*

Est entendu dans la discussion de son élection (A., t. 18, p. 607). — Son élection est annulée (A., t. 18, p. 609). = *Réélu par le même département.* = Son élection est validée (A., t. 27, p. 53).

TURQUET (M. EDMOND), *Député élu par le département de l'Aisne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 29). = Secrétaire du 1er Bureau (F., n° 289 ; J. O. de 1872, p. 3519). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., n°s 77, 167, 171, 229, 245, 301, 353 ; J. O. de 1871, p. 1136, 4802, 4929 ; J. O. de 1872, p. 1295, 1784, 3872, 7007) ; et de la Commission des Services administratifs (F., n° 78 ; J. O. de 1871, p. 1148). — Membre adjoint de la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (F., n° 293 ; J. O. de 1872, p. 3644). — Membre de la Commission de permanence de 1874 (A., t. 34, p. 132). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à une revision des Services publics (I., n° 110 ; A., t. 2, p. 276 à 300 ; J. O. de 1871, p. 624, 734). = Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de désigner les lieux de déportation (I., n° 1000 ; A., t. 8, an., p. 174 ; J. O. de 1872, p. 2477). = Ses observations : au sujet des élections de l'Allier (A., t. 1, p. 10) ; sur l'époque de la vérification des élections des princes d'Orléans (A., t. 1, p. 84) ; sur l'urgence du projet de loi relatif aux Préliminaires de paix (A., t. 1, p. 93). — Dépose une pétition de M. Ganesco concernant le drapeau de la France (A., t. 1, p. 135). — Parle sur un incident relatif à son arresta-

tion et à celle de M. le général Chanzy (A., t. 2, p. 12 à 14; *rectification*, p. 17). — Adresse une question au Ministre des Affaires étrangères sur une dépêche du Gouvernement Prussien au Comité central de la Garde nationale de Paris (A., t. 2, p. 81). — Dépose une pétition relative à la question des loyers (A., t. 2, p. 157). — Est entendu dans la discussion de la proposition de M. Gaslonde relative aux Conseils généraux (A., t. 2, p. 182, 184). — Adresse une question au Ministre de l'Instruction publique sur le traitement des instituteurs (A., t. 2, p. 217). — Parle dans la discussion du projet de loi sur l'inaliénabilité des propriétés publiques ou privées saisies ou soustraites à Paris depuis le 18 mars 1871 (A., t. 2, p. 939). — Obtient des congés (A., t. 5, p. 384; t. 39, p. 602). — Est entendu dans la discussion des interpellations de M. Jean Brunet sur la non-présence à l'Assemblée des princes d'Orléans, dont l'élection remonte à plus de dix mois et a été validée depuis six mois (A., t. 6, p. 152, 153). — S'excuse de son absence (A., t. 7, p. 49). — Parle dans la discussion du projet de loi règlant au point de vue de l'indemnité la situation des fonctionnaires nommés Députés (A., t. 7, p. 561). — Prend part, comme Rapporteur, à la discussion du projet de loi tendant à fixer les nouveaux lieux de déportation (A., t. 8, p. 499, 508). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 782 à 785). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif aux biens de la famille d'Orléans (*Deuxième délibération*, A., t. 14, p. 220, 221); des rapports de la Commission des Marchés sur les marchés passés à Lyon et sur les dépenses de l'armée des Vosges (A., t. 15, p. 495); de la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation des pouvoirs de M. le maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 146); du Budget de l'Exercice 1874 (Marine et Colonies : *Situation des déportés à la Nouvelle-Calédonie*, A., t. 28, p. 255); de la proposition de M. Malartre relative à la prorogation de l'Assemblée nationale en 1874 (A., t. 34, p. 112).

U

UZÈS (M. le duc D'), voy. **CRUSSOL D'UZÈS** (M. le duc DE).

V

VABRE (M. le colonel), *ancien Commandant militaire de l'Hôtel-de-Ville.*

Ses dépositions : devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 829, 830); devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 23, p. 802 à 809).

VACHEROT (M.), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 47). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., n°s 21, 23, 76, 95, 189, 249, 544, 762, 842 ; M. B. de 1871, p. 224 ; J. O. de 1871, p. 251, 1128, 1476 ; J. O. de 1872, p. 113, 1906 ; J. O. de 1873, p. 7732 ; J. O. de 1875, p. 2037, 9073) ; de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (F., n° 95 ; J. O. de 1871, p. 1476) ; et des deux Commissions des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 94 ; t. 38, p. 206). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet l'instruction primaire obligatoire (I., n° 560 ; A., t. 5, an., p. 88 ; J. O. de 1871, p. 3366). = Son rapport sur la proposition de MM. Louis Blanc et autres, relative à l'élection d'un Conseil municipal pour la ville de Paris (I., n° 67 ; A., t. 2, p. 49, 55 ; J. O. de 1871, p. 377). — Son rapport spécial, au nom de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars, au sujet du rôle des Municipalités dans cette insurrection (A., t. 9, an., p. 143 à 148). = Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif aux Préliminaires de paix (A., t. 1, p. 109); sur un incident relatif à la Proclamation rédigée par la Commission des Quinze (A., t. 2, p. 23). — Donne lecture de son rapport sur la proposition de MM. Louis Blanc et autres, relative à l'élection du Conseil municipal de Paris (A., t. 2, p. 49). — Parle dans la discussion : de la proposition de M. l'amiral de la Roncière Le Noury, au nom de la Commission des Quinze, tendant à voter des remerciments aux troupes pour leur conduite dans les journées des 2, 3 et 4 avril 1871 (A., t. 2, p. 237) ; de la proposition de M. de Ravinel relative à l'installation des différents Ministères à Versailles (A., t. 5, p. 451 à 453). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 701 à 707). — Ses réclamations adressées au Président de cette Commission (A., t. 10, p. 236, 246). — Prend part à la discussion de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 61 à 64). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 91 à 98).

VAILLANT (M. le maréchal).

Lettre de M. le général de Cissey, Ministre de la Guerre, annonçant à l'Assemblée que des places seront réservées à ses membres pour la cérémonie des funérailles du maréchal, le 8 juin 1872 (A., t. 12, p. 179).

VALADY (M. DE), *Député élu par le département de l'Aveyron.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 25). = Membre d'une Commission (F., n° 529 ; J. O. de 1873, p. 7211).

VALAZÉ (M. le général **LETELLIER-**). — Est nommé *Sous-Secrétaire d'État de la Guerre* [Arrêté du Chef du Pouvoir exécutif du 24 mars 1871] (J. O., p. 290). = *Élu Député par le département de la Seine-Inférieure.* — Son élection est validée (A., t. 28, p. 84).

= Président : du 1er Bureau (F., n° 627 ; J. O. de 1874, p. 3307) ; et du 5e Bureau (F., n° 842 ; J. O. de 1875, p. 9073). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 562, 707, 796 ; J. O. de 1874, p. 351, 8333 ; J. O. de 1875, p. 4340) ; et de la Commission du Budget de 1875 (F., n° 583 ; J. O. de 1874, p. 1075). = Sa proposition de Résolution relative aux Commissions de l'Assemblée nationale (I., n° 2770 ; A., t. 35, an., p. 305 ; J. O. de 1875, p. 6). = Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'accorder à M. Feray Bugeaud d'Isly une pension de 6,000 fr. (I., n° 3076 ; A., t. 38, an., p. 226 ; J. O. de 1875, p. 4277). = Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif aux nouveaux forts à construire autour de Paris (A., t. 30, p. 696) ; en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi tendant à accorder au petit-fils du maréchal Bugeaud, à titre de récompense nationale, une pension de 6,000 fr. (A., t. 41, p. 409). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 306).

VALDAN (M. le général DE).

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 335 à 342).

VALENTIN (M. EDMOND), *Député élu par le département de Seine-et-Oise.*

Son élection est validée (A., t. 37, p. 99). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 756, 762, 865 ; J. O. de 1875, p. 1817, 2037, 10118) ; et de la Commission de permanence de 1875 (A., t. 41, p. 201). = Son rapport sur le projet de loi portant établissement de surtaxes sur les vins et sur les cidres, poirés et hydromels à l'octroi de La Fère (Aisne) (I., n° 3667 ; A., t. 44, an., p. 102 ; J. O. de 1876, p. 554).

VALFONS (M. le marquis DE), *Député élu par le département du Gard.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 11). = Secrétaire : du 6e Bureau (F., n° 4 ; M. B. de 1871, p. 13) ; du 12e Bureau (F., n° 289 ; J. O. de 1872, p. 3519) ; du 8e Bureau (F., n° 317 ; J. O., p. 4353) ; du 12e Bureau (F., n° 419 ; J. O. de 1873, p. 4080) ; du 11e Bureau (F., n° 509 ; J. O., p. 4945) ; du 4e Bureau (F., n° 607 ; J. O. de 1874, p. 1881) ; du 8e Bureau (F., n° 769 ; J. O. de 1875, p. 3405) ; et du 10e Bureau (F., n° 796 ; J. O., p. 4340). = Membre de Commissions (F., nos 123, 241, 353, 427, 535, 697, 744, 842, 850 ; J. O. de 1871, p. 2248 ; J. O. de 1872, p. 1649, 7007 ; J. O. de 1873, p. 1383 ; J. O. de 1874, p. 7398, 7981 ; J. O. de 1875, p. 1275, 9073, 9395). = Sa proposition ayant pour but de porter le minimum du traitement des desservants à la somme de mille francs par an, à partir du 1er janvier 1876 (I., n° 3435 ; A., t. 42, an., p. 235 ; J. O. de 1875, p. 10181). = Sa motion pour la nomination immédiate des Questeurs (A., t. 1, p. 48). — Ses observations à propos d'une pétition sur la conduite des mobilisés du Gard (A., t. 2, p. 787). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 446 ; t. 5, p. 205 ; t. 13, p. 330 ; t. 14, p. 539 ; t. 16, p. 462 ; t. 17, p. 201). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 6, p. 46 à 49). — Parle sur la pétition du Club républicain de Nîmes relative à l'amnistie des insurgés du 18 mars (A., t. 6, p. 47). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 59) ; des interpellations de M. Ricard sur le régime de la presse dans les départements soumis à l'état de siège (*Incident personnel*, A., t. 29, p. 241) ; des propositions concernant l'électorat municipal (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 114, 121) ; du projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 195) ; de la proposition de M. Tallon ayant pour objet de retirer aux Conseils généraux la vérification des pouvoirs de leurs membres (A., t. 41, p. 280 à 282. — Demande : le dépôt du rapport de la Commission du Budget sur sa proposition tendant à porter à 1,000 francs le minimum du traitement annuel des desservants (A., t. 43, p. 220) ; la mise à l'ordre du jour de cette proposition (A., t. 44, p. 130). — Parle dans la discussion : du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales GARD : *Arrondissement d'Alais*, A., t. 44, p. 44) ; du projet de Résolution relatif à la

date de la prorogation de l'Assemblée et à l'ordre du jour de ses derniers travaux (A., t. 44, p. 285).

VALLAT (M. le vicomte DE), *Consul général de France à Londres.*

L'un des candidats proposés pour les fonctions de Conseiller d'État (A., t. 13, p. 97, et an., p. 65).

VALON (M. DE), *Député élu par le département du Lot.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 17). = Secrétaire : du 8e Bureau (F., n° 4 ; M. B. de 1871, p. 13) ; du 1er Bureau (F., n° 23 ; J. O. de 1871, p. 251) ; et du 8e Bureau renouvelé (I., n° 74 ; J. O., p. 1116). = Membre de Commissions (F., nos 14, 75, 101, 146, 204 ; M. B. de 1871, p. 58 ; J. O. de 1871, p. 1124, 1623, 2985 ; J. O. de 1872, p. 545). = Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. Lucien Brun et autres, relative aux fonctionnaires qui ont refusé leurs services à la Prusse (I., n° 86 *bis* ; A., t. 2, p. 155, 159 ; J. O. de 1871, p. 471) ; sur la proposition de MM. Jozon et autres, relative à l'éligibilité des Préfets et Sous-Préfets (I., n° 87 ; A., t. 2, p. 159 ; J. O. de 1871, p. 660). = Demande le rétablissement au Compte-rendu de son vote sur le projet de loi relatif aux Préliminaires de paix (A., t. 1, p. 130). — Est entendu, en qualité de rapporteur, sur la prise en considération : de la proposition de MM. Lucien Brun et autres, relative aux fonctionnaires qui ont refusé leurs services à la Prusse (A., t. 2, p. 196) ; de la proposition de MM. Jozon et autres, relative à l'éligibilité des Préfets et Sous-Préfets (A., t. 2, p. 198). — Parle dans la discussion de la proposition de MM. de Talhouët et autres, relative à la nomination d'une Commission de décentralisation (A., t. 2, p. 512). — Son rapport sommaire verbal sur la proposition de MM. Louis Blanc et autres, relative aux élections de la Garde nationale de Paris (A., t. 3, p. 114). — Est entendu : sur un incident soulevé par lui dans la discussion de la proposition de MM. Amédée Lefèvre-Pontalis et autres, relative à la nomination d'une Commission chargée de reviser les décrets du Gouvernement de la Défense nationale (*Première délibération*, A., t. 3, p. 222, 223. *Deuxième délibération*, p. 447, 448, 474) ; sur le projet de loi relatif aux funérailles de l'Archevêque de Paris et des otages (A., t. 3, p. 271). — Obtient des congés (A., t. 4, p. 500 ; t. 7, p. 401 ; t. 12, p. 411 ; t. 13, p. 200 ; t. 18, p. 295). — Parle dans la discussion de la proposition de MM. Vandier et autres, relative à la dissolution des Gardes nationales (A., t. 5, p. 135). — Sa réclamation adressée à la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 431 à 433). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A., t. 44, p. 203 à 206).

VANDIER (M.), *Député élu par le département de la Vendée.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 24). = Secrétaire : du 7e Bureau (F., n° 74 ; J. O. de 1871, p. 1116) ; du 8e Bureau (F., n° 146 ; J. O., p. 2985) ; du 10e Bureau (F., n° 167 ; J. O., p. 4802) ; du 5e Bureau (F., n° 264 ; J. O. de 1872, p. 2757) ; du 12e Bureau (F., n° 317 ; J. O., p. 4353) ; du 9e Bureau (F., n° 353 ; J. O., p. 7007) ; du 14e Bureau (F., n° 393 ; J. O. de 1873, p. 280) ; du 15e Bureau (F., n° 509 ; J. O., p. 4945) ; du 12e Bureau (F., n° 541 ; J. O., p. 7729) ; du 3e Bureau (F., n° 562 ; J. O. de 1874, p. 351) ; du 1er Bureau (F., n° 588 ; J. O., p. 1226) ; du 13e Bureau (F., n° 607 ; J. O., p. 1881) ; du 10e Bureau (F., n° 627 ; J. O. de 1874, p. 3307) ; du 15e Bureau (F., n° 674 ; J. O., p. 4933) ; du 9e Bureau (F., n° 796 ; J. O. de 1875, p. 4340) ; et du 1er Bureau (F., n° 842 ; J. O., p. 9073). = Membre : de la Commission, ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de la Marine (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 48, 51, 93, 99, 103, 125, 144, 170, 189, 209, 215, 218, 225, 229, 278, 289, 379, 486, 488, 549, 575, 686, 810, 861 ; J. O. de 1871, p. 696, 750, 1408, 1545, 1700, 2333, 2929, 4892 ; J. O. de 1872, p. 113, 704, 889, 975, 1177, 1295, 3174, 3519, 7817 ; J. O. de 1873, p. 1107, 1177, 7921 ; J. O. de 1874, p. 809, 5848 ; J. O. de 1875, p. 1874, 9961) ; et de la Com-

mission des Comptes du Budget de 1867 et du Budget de 1868 (F., n° 321 ; J. O. de 1872, p. 4516). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à la dissolution des Gardes nationales (I., n° 375 ; A., t. 3, p. 818 ; J. O. de 1871, p. 2087). — Sa proposition relative à la défense fixe des côtes (I., n° 1645 ; A., t. 16, an., p. 105; J. O. de 1873, p. 2085, 2137). = Ses rapports sommaires : sur la proposition de M. Hervé de Saisy ayant pour objet l'affranchissement de la navigation intérieure sur les canaux de Nantes à Brest et du Blavet (I., n° 1311 ; A., t. 13, an., p. 80 ; J. O. de 1872, p. 5183); sur la proposition de MM. de Lavergne et autres, relative à la nomination d'une Commission chargée de faire une Enquête sur la situation de l'Algérie (I., n° 2096 ; A., t. 28, an., p. 184 ; J. O. de 1873, p. 8113). = Ses rapports sur des pétitions (A., t. 3, p. 152 à 153, 582 à 585). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 227) ; du Budget du Ministère de la Marine et des Colonies pour l'Exercice 1872 (*Réduction des cadres de la Marine*, A., t. 8, p. 588) ; du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Deuxième délibération*, A., t. 12, p. 312) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Marine et Colonies : *Réduction des cadres des officiers de la Marine*, A., t. 14, p. 420) ; du Budget de l'Exercice 1874 (Marine et Colonies : *Constructions navales*, p. 243 à 248, 252) ; du projet de loi relatif au Compte de liquidation (A., t. 30, p. 489, 496 à 500) ; du projet de loi portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1867 (A., t. 31, p. 101). — Parle, en qualité de Rapporteur, sur la prise en considération de la proposition de MM. de Lavergne et autres, relative à la nomination d'une Commission d'Enquête sur la situation de l'Algérie (A., t. 31, p. 111). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée*, en remplacement de M. Grivart, nommé Ministre de l'Agriculture et du Commerce (A., t. 32, p. 31). — Est entendu dans la discussion du Budget de l'Exercice 1875 (Marine et Colonies : *Discussion générale*, A., t. 33, p. 366). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 35, p. 7). — Parle dans la discussion : du projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 189. *Troisième délibération*, t. 37, p. 152 à 155) ; du Budget de l'Exercice 1876 (Marine : *Situation du personnel et du matériel de la Marine*, A., t. 41, p. 184 à 188) ; du projet de loi relatif à l'exécution du chemin de fer de Grande-Ceinture autour de Paris (A., t. 41, p. 443).

VARROY (M.), *Député élu par le département de la Meurthe.*

Parle sur les élections de son département (A., t. 1, p. 19). — Son élection est validée (A., t. 1, p. 20). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., n°s 22, 40, 74, 84, 144, 164, 183, 209, 383, 399, 478, 627, 697, 772, 857 ; M. B. de 1871, p. 231 ; J. O. de 1871, p. 542, 1116, 1230, 2929, 3513, 5299; J. O. de 1872, p. 704, 7957; J. O. de 1873, p. 460, 3817; J. O. de 1874, p. 3307, 7981; J. O. de 1875, p. 3525, 9767); et de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73 ; J. O. de 1871, p. 1111). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la translation des Facultés de Strasbourg à Nancy (I., n° 272; A., t. 3, p. 197; J. O. de 1871, p. 1319). = Ses rapports : sur le projet de loi concernant le règlement provisoire du service judiciaire dans les arrondissements de la Moselle, de la Meurthe, des Vosges et du Haut-Rhin partiellement détachés de la France (I., n° 133; A., t. 2, p. 179; J. O. de 1871, p. 758) ; sur le projet de loi portant approbation de deux Conventions de démarcation avec l'Empire d'Allemagne (I., n° 1577; A., t. 15, an., p. 202; J. O. de 1873, p. 1139 ; sur le projet de loi relatif aux chemins de fer à traction de locomotives pouvant être établis sur les routes (I., n° 3313; A., t. 41, an., p. 181 ; J. O. de 1875, p. 9333). = Parle : sur l'ajournement de la constitution du Bureau définitif (A., t. 1, p. 13) ; sur l'hommage à rendre aux villes de Toul, de Phalsbourg et de Bitche (A., t. 1, p. 15). — L'un des signataires de la déclaration collective des représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 61, et an., p. 3). — Demande la

lecture des conditions territoriales des Préliminaires du Traité de paix (A., t. 1, p. 91). — Déclare ne pouvoir adhérer à la déclaration d'abstention lue par M. Buffet à l'occasion de ce projet de loi (A., t. 1, p. 114). — Donne lecture à l'Assemblée de sa démission motivée et de celle de M. Brice (de la Meurthe) (A., t. 1, p. 135). — Sa lettre, de concert avec son collègue, à l'effet de retirer sa démission (A., t. 2, p. 3). — Ses observations sur la pétition du Vice-Président et du Secrétaire de la Ligue internationale de la paix à Genève, concernant les mesures à prendre à l'égard de Paris (A., t. 2, p. 210). — Adresse une question au Ministre des Travaux publics sur le rétablissement des communications entre le bassin de la Moselle et le bassin du Rhône (A., t. 2, p. 506). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 566; t. 7, p. 96; t. 8, p. 132; t. 13, p. 498; t. 15, p. 437). — Est entendu : dans la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives aux Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 16); sur la question de M. de Ravinel relative à l'incendie du Palais ducal de Nancy (A., t. 4, p. 228). — Sa question au Garde des sceaux sur le même sujet (A., t. 4, p. 403). — Parle dans la discussion du Budget rectifié de l'Exercice 1874 (Instruction publique : *Rappel de sa proposition relative à la translation des Facultés de Strasbourg à Nancy* (A., t. 5, p. 570). — Déclare retirer cette proposition (A., t. 6, p. 26). — Son rapport sur l'élection de M. Lepouzé par le département de l'Eure (A., t. 7, p. 658). — Est entendu dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1873 (Intérieur : *Institution des Sourds-muets de Nancy*, A., t. 14, p. 525, 526); de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 132); du projet de loi portant formation de trois nouveaux cantons dans le département de Meurthe-et-Moselle (A., t. 17, p. 13, 14, 23). — Parle sur la prise en considération de la proposition de MM. de la Rochette et autres, relative à l'impôt sur le sel (A., t. 18, p. 20, 21 à 24, 133 à 140, 141, 145). — Prend part à la discussion : du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de l'Est de nouvelles lignes de chemins de fer (A., t. 18, p. 316, 322, 324); de la proposition de MM. le général Changarnier et autres, relative à la prorogation des pouvoirs de M. le maréchal de Mac-Mahon (*Incident personnel*, A., t. 27, p. 173, 174); du projet de loi tendant à l'admission à titre définitif, dans l'armée et dans la marine, de deux membres de la famille d'Orléans pourvus d'un titre provisoire (A., t. 30, p. 730, 731). — S'excuse de son absence (A., t. 35, p. 303). — Parle dans la discussion : du projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 184, 197); du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession d'un chemin de fer de Marmande à Angoulême (A., t. 43, p. 45 à 47, 49); du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie de l'Est (A., t. 44, p. 358, 362).

VAST-VIMEUX (M. le baron), *Député élu par le département de la Charente-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 13). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 14, 49, 84, 117, 140, 367, 488, 517, 717, 850; M. B. de 1871, p. 58; J. O. de 1871, p. 712, 1230, 2086, 2785; J. O. de 1872, p. 7446; J. O. de 1873, p. 4177, 6751; J. O. de 1875, p. 166, 9395); et de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73; J. O. de 1871, p. 1111). = Obtient des congés (A., t. 3, p. 374; t. 16, p. 291). — Son rapport sur l'élection de M. Lherminier par le département de l'Orne (A., t. 4, p. 136). — Est entendu dans la discussion des propositions de M. Bardoux et de M. de Clercq relatives à la date de la dissolution de l'Assemblée et à la mise en œuvre de la Constitution (A., t. 44, p. 289, 290).

VAUGUYON (M. DE), *Député élu par le département de la Mayenne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 19). = Membre de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état

des forces militaires de la France (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209). = Son décès est annoncé à l'Assemblée (A., t. 2, p. 653). — Son éloge funèbre par M. Audren de Kerdrel (A., t. 2, p. 680).

VAULCHIER (M. DE), *Député élu par le département du Doubs.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 49). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 123, 129, 146, 419, 463, 756, 769, 865; J. O. de 1871, p. 2248, 2443, 2985; J. O. de 1873, p. 1080, 3220; J. O. de 1875, p. 1817, 3405, 10118); et de la Commission chargée d'examiner les projets de lois portant règlement définitif des Budgets de l'Exercice 1867 et de l'Exercice 1868 (F., n° 321; J. O. de 1872, p. 4516). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet l'abrogation des lois du 10 avril 1832 et du 26 mai 1848 concernant les princes de la maison de Bourbon (I., n° 289; A., t. 3, p. 214, 244; J. O. de 1871, p. 1202).

VAUTRAIN (M.), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 7, p. 26). = Membre de Commissions (F., nos 205, 284, 450, 475, 486, 575, 697, 707, 776, 842; J. O. de 1872, p. 572, 3360; J. O. de 1873, p. 2113, 3722, 4107; J. O. de 1874, p. 809, 7981, 8333; J. O. de 1875, p. 3636, 9073). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à faire indemniser les habitants du département de la Seine qui ont éprouvé préjudice lors des destructions opérées par le Génie militaire pour les besoins de la défense nationale (I., n° 2024; A., t. 27, an., p. 183; J. O. de 1873, p. 7366, 7600). — Sa proposition relative au Sénat (I., n° 2892; A., t. 36, p. 495, an., p. 153; J. O. de 1875, p. 1255). = Parle sur la prise en considération des propositions de M. Humbert et de M. Duchâtel relatives à la translation de l'Assemblée à Paris (A., t. 7, p. 369 à 372). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 682 à 691). — Est entendu : sur un incident relatif à la mise à l'ordre du jour du projet de loi concernant les indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 279); dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 17, p. 318, 351 à 355); sur l'urgence du projet de loi tendant à proroger l'application de la loi du 16 septembre 1871 relative à l'organisation et aux attributions du Conseil général de la Seine (A., t. 18, p. 11). — Sa réclamation communiquée à la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 452). — Obtient un congé (A., t. 28, p. 431). — Parle dans la discussion : du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt sur le gaz*, A., t. 30, p. 305); de la pétition de M. Billebault, Conseiller municipal de la ville de Sens, relative à la dérivation des eaux de la Vanne au profit de la ville de Paris (A., t. 31, p. 148); des propositions concernant l'électorat municipal (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 52, 54, 55, 56. *Troisième délibération*, p. 540, 542); des propositions concernant l'organisation municipale (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 330); de la proposition de MM. Denormandie et autres, relative aux indemnités à accorder à raison des destructions opérées par le Génie militaire pour les besoins de la défense (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 433). — Parle sur l'urgence de la proposition de M. Brisson tendant à faire élire le 1er dimanche d'avril 1875 une nouvelle Assemblée (A., t. 36, p. 495). — Donne lecture de sa proposition sur l'organisation du Sénat (A., t. 36, p. 495). — Demande le renvoi de sa proposition à la Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 36, p. 503). — Est entendu : sur la prise en considération de la proposition de M. Courcelle relative aux élections partielles (A., t. 37, p. 309); dans la discussion : du projet de loi relatif à l'établissement et à la revision des taxes uniques sur les boissons dans les agglomérations de 10,000 âmes et audessus (A., t. 38, p. 455); du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (RHÔNE : *Ville de Lyon*, A., t. 44, p. 111).

VENTAVON (M. DE), *Député élu par le département des Hautes-Alpes.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 30).

= Président : du 15e Bureau (F., n° 440; J. O. de 1873, p. 1769); et du 1er Bureau (F., n° 842; J. O. de 1875, p. 9073). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 14, 30, 40, 49, 57, 58, 72, 75, 102, 146, 161, 167, 189, 215, 219, 241, 257, 264, 269, 301, 325, 353, 359, 383, 468, 478, 488, 524, 569, 633, 636, 762, 824, 828, 865; M. B. de 1871, p. 58; J. O. de 1871, p. 344, 542, 712, 854, 867, 1098, 1124, 1596, 2985, 3435, 4802; J. O. de 1872, p. 113, 889, 1012, 1649, 2168, 2757, 2909, 3872, 4633, 7007, 7197, 7957; J. O. de 1873, p. 3393, 3817, 4177, 6982; J. O. de 1874, p. 611, 3504, 3636; J. O. de 1875, p. 2037, 5510, 5746, 10118); et de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 32, p. 28). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet de modifier l'art. 9 de la loi du 21 juin 1865 sur les associations syndicales (I., n° 1743; A., t. 27, an., p. 38; J. O. de 1873, p. 3062). = Ses rapports : sur le projet de loi relatif à la Magistrature (I., n° 77; A., t. 2, p. 86; J. O. de 1871, p. 385); sur la proposition de MM. Ducuing et autres, concernant les prorogations d'échéances autorisées par la loi du 22 mars 1871 (I., n° 164; A., t. 2, p. 707; J. O. de 1871, p. 791). — Ses rapports sommaires : sur la proposition de MM. de Ravinel et autres, relative à la formation d'une Commission de 15 membres chargée d'étudier immédiatement les moyens de pourvoir d'une façon convenable à l'installation des différents Ministères à Versailles (I., n° 138; A., t. 3, p. 549; J. O. de 1871, p. 1648); sur la proposition de MM. Paul Morin et autres, ayant pour objet d'étendre les associations syndicales et d'autoriser les départements à garantir ces associations en vue des besoins de l'agriculture (I., n° 659; A., t. 5, an., p. 282; J. O. de 1871, p. 4415); sur la proposition de MM. Parent et Folliet ayant pour objet de modifier, dans l'intérêt du Trésor, la liquidation des droits proportionnels sur les transmissions de propriété à titre gratuit entre époux, en ligne collatérale entre personnes non parentes, soit qu'elles aient lieu par actes entre vifs, soit qu'elles procèdent de décès (I., n° 1183; A., t. 11, an., p. 231; J. O. de 1872, p. 3974); sur la proposition de MM. Boysset et Girerd ayant pour objet l'aliénation des forêts de l'État (I., n° 1193; A., t. 11, an., p. 260; J. O. de 1872, p. 4097); sur la proposition de M. le baron Chaurand ayant pour objet de modifier l'art. 2 de la loi du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux, et d'ajouter un paragraphe additionnel à l'art. 8 de la même loi (I., n° 1674; A., t. 16, an., p. 158; J. O. de 1873, p. 2206). — Son rapport, au nom de la Commission des Lois Constitutionnelles, sur la proposition de M. Casimir Périer et sur les projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (I., n° 2549; A., t. 33, p. 146, an., p. 32; J. O. de 1874, p. 5503). — Ses rapports : sur sa proposition ayant pour objet de modifier l'art. 9 de la loi du 21 juin 1865 relative aux associations syndicales (I., n° 3605; A., t. 43, an., p. 603; J. O. de 1876, p. 837); sur la proposition de MM. Mortimer Ternaux, Lucien Brun et Baragnon, relative à la modification des articles 832 et 1079 du Code civil (I., n° 3649; A., t. 44, an., p. 77; J. O. de 1876, p. 584). = Donne lecture de son rapport sur le projet de loi concernant les magistrats inamovibles révoqués par la Délégation de Bordeaux (A., t. 2, p. 76). — Prend part, comme Rapporteur, à la discussion de ce projet de loi (A., t. 2, p. 127, *rectification*, p. 135). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. Gaslonde relative aux Conseils généraux (A., t. 2, p. 169); du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 344); du projet de loi sur les poursuites en matière de délits de presse (A., t. 2, p. 516, 519). — Donne lecture de son rapport sur la proposition de MM. Ducuing et autres, relative à la prorogation des échéances des effets de commerce (A., t. 2, p. 705, 706). — Est entendu dans la discussion : de cette proposition (A., t. 2, p. 715, 717, 720, 724, 725); de la proposition de M. Limperani relative au taux de l'intérêt de l'argent (A., t. 2, p. 905); du projet de loi sur le cautionnement des journaux et écrits périodiques (A., t. 3, p. 780). — Parle : sur l'ajournement de la proposition de MM. Claude (Meurthe) et autres, relative aux contributions de guerre, réquisitions et dommages de l'invasion (A., t. 4, p. 332); dans la discussion : de cette proposition (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 477, 499); des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'or-

ganisation et aux attributions des Conseils généraux (*Troisième délibération*, A., t. 4, p. 393); du projet de loi sur les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux concernant l'enregistrement et le timbre (A., t. 4, p. 689; t. 5, p. 64); du projet de loi relatif au transport des journaux (A., t. 5, p. 513). — Est entendu: sur la motion de M. Bethmont ayant pour objet un ajournement des séances (A., t. 7, p. 522); dans la discussion : des propositions de MM. Arago, Bérenger, de Peyramont, Bottieau et Delsol, relatives au mode de nomination et à la mise à la retraite des magistrats (*Deuxième délibération*, A., t. 8, p. 7); du projet de loi ayant pour objet la réorganisation du Conseil d'Etat (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 114); du projet de loi relatif à la composition des Conseils de guerre (A., t. 11, p. 401); du projet de loi concernant les droits d'enregistrement (A., t. 8, p. 46); du projet de loi relatif à l'établissement d'un impôt sur les créances hypothécaires (A., t. 12, p. 551 à 554). — Obtient un congé (A., t. 13, p. 200). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition du fonds de 4 millions destiné à venir en aide aux départements (A., t. 13, p. 587); du projet de loi concernant les taxes spéciales imposées, en vertu du décret du 22 octobre 1870, pour l'organisation des gardes nationales mobilisées (A., t. 14, p. 245 à 249); du projet de loi de crédit destiné à venir en aide aux victimes des inondations (A., t. 14, p. 731); du Budget de l'Exercice 1873 (Agriculture et Commerce : *Fermes-Écoles*, A., t. 14, p. 379). — Son rapport sommaire verbal sur la proposition de M. le vicomte de Lorgeril relative à la publication par les journaux des lettres politiques écrites au nom de M. le Président de la République (A., t. 15, p. 41). — Son rapport sommaire verbal sur la proposition de MM. Fresneau et Carron relative à l'organisation du service religieux dans les armées de terre (A., t. 15, p. 150). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. Flotard relative à la réglementation des travaux de l'Assemblée (A., t. 15, p. 373); du projet de loi sur les attributions des Pouvoirs publics (A., t. 16, p. 291); du projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 319 à 325, 345); du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie de l'Est de nouvelles lignes de chemins de fer (A., t. 18, p. 103 à 110). — Présente, comme Président de la Commission chargée de proposer les candidatures, une liste de candidats à la place de Conseiller d'Etat vacante par la démission de M. Pascal (A., t. 18, p. 482, et an., p. 187). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Discussion générale*, A., t. 28, p. 616 à 623. *Péréquation de l'impôt foncier*, A., t. 30, p. 242, 251 à 255); du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes et de la proposition de M. Wolowski relative à l'équilibre du Budget de 1875 (A., t. 33, p. 96, 97). — Donne lecture, au nom de la Commission des Lois Constitutionnelles, de son rapport sur la proposition de M. Casimir Périer et sur les projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (A., t. 33, p. 146 à 150). — Est entendu dans la discussion : de cette proposition et de ces projets de lois (*Première délibération*, A., t. 36, p. 202 à 214. *Deuxième délibération*, t. 36, p. 356, 357, 361, 371, 387, 394, 406); du Budget général de l'Etat pour l'Exercice 1875 (Impôts autorisés : *Surtaxe de 10 centimes additionnels au principal des trois premières contributions directes*, A., t. 34, p. 264). — Parle : sur l'ajournement de la deuxième délibération du projet de loi relatif au rétablissement du titre de premier avocat général dans les Cours d'appel (A., t. 38, p. 256); sur le projet de loi ayant pour objet l'application de diverses mesures de surveillance et de répression en matière de Douanes, et l'extension des décimes additionnels à divers impôts et revenus indirects (A., t. 38, p. 298, 301); sur le projet de loi relatif à divers droits d'enregistrement (A., t. 39, p. 4, 36). — Son rapport sommaire verbal sur la proposition de MM. Madier de Montjau et Alfred Naquet relative à la dissolution de l'Assemblée (A., t. 43, p. 112). — Son rapport sommaire verbal sur la proposition de M. Jules Favre relative aux délits de presse (A., t. 43, p. 112). — Dépose le rapport sur sa proposition tendant à modifier l'art. 9 de la

loi du 21 juin 1865, concernant les associations syndicales et en demande le renvoi au Conseil d'État (A., t. 43, p. 322). — Dépose le rapport sur la proposition de M. Mortimer Ternaux tendant à modifier les articles 832 et 1079 du Code civil et en demande le renvoi au Conseil d'Etat (A., t. 44, p. 110).

VENTE (M.), *Député élu par le département du Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 38). = = Secrétaire du 1er Bureau (F., n° 717; J. O. de 1875, p. 160). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du commerce et de l'agriculture de la France (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 210); et de diverses Commissions (F., nos 23, 57, 64, 74, 76, 103, 140, 173, 178, 231, 359, 367, 405, 454, 478, 842; J. O. de 1871, p. 251, 854, 952, 1116, 1128, 1700, 2785, 4986, 5137; J. O. de 1872, p. 1398, 7197, 7446; J. O. de 1873, p. 653, 2231, 3817; J. O. de 1875, p. 9073). = Sa proposition relative à la convocation et aux attributions des Conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles (I., n° 201; A., t. 2, p. 835; J. O. de 1871, p. 1026). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à la création d'une Faculté de médecine et de pharmacie à Lille (I., n° 1347; A., t. 13, an., p. 223; J. O. de 1872, p. 5624). — Ses propositions ayant pour but : de modifier le paragraphe 9 de l'article 1er de la loi du 28 février 1872 sur les droits d'enregistrement (I., n° 1656; A., t. 16, an., p. 119; J. O. de 1873, p. 2083); de modifier l'article 2 de la même loi (I., n° 1657; A., t. 16, an., p. 119; J. O. de 1873, p. 2139); d'introduire des réformes dans le personnel de la Magistrature (I., n° 3426; A., t. 42, an., p. 178; J. O. de 1876, p. 45, 60). = Son rapport sommaire sur la proposition de M. Limperani relative au taux de l'intérêt de l'argent (I., n° 197; A., t. 2, p. 833; J. O. de 1871, p. 1014). = Ses rapports : sur les élections de la Réunion (A., t. 1, p. 42); sur les élections de l'Algérie (A., t. 1, p. 207). = Parle sur l'élection du général Garibaldi, par le département d'Alger (A., t. 1, p. 209, 211, 212). — Son rapport supplémentaire sur cette élection (A., t. 1, p. 237). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi tendant à proroger l'échéance des effets de commerce (A., t. 1, p. 263); sur l'urgence de la proposition de M. Millière relative à une nouvelle prorogation de ces échéances (A., t. 2, p. 8). — Sa lettre au sujet de son vote sur la question de l'élection des Maires par le Conseil municipal (A., t. 2, p. 363). — Parle dans la discussion du projet de loi concernant les poursuites en matière de délits commis par la voie de la presse (A., t. 2, p. 501). — Son rapport sur les élections de la Martinique (A., t. 2, p. 574). — Prend part à la discussion du projet de loi sur le cautionnement des journaux et écrits périodiques (A., t. 3, p. 783). — Obtient des congés (A., t. 4, p. 179; t. 7, p. 401; t. 8, p. 132; t. 13, p. 200; t. 15, p. 4; t. 41, p. 130). — Parle : sur la décision du Bureau au sujet de l'urgence de la proposition de M. de Belcastel relative à la forme du Gouvernement (A., t. 4, p. 644); dans la discussion : du projet de loi sur les augmentations d'impôts et les impôts nouveaux relatifs à l'enregistrement et au timbre (A., t. 4, p. 687); des propositions de MM. Arago, Bérenger et autres, relatives au mode de nomination et à la mise à la retraite des magistrats (*Deuxième délibération*, A., t. 8, p. 144). — S'excuse de son absence (A., t. 16, p. 487; t. 17, p. 183; t. 31, p. 268; t. 32, p. 111; t. 44, p. 79). — Est entendu sur la prise en considération de sa proposition ayant pour objet de modifier l'article 2 de la loi du 28 février 1872 sur les droits d'enregistrement (A., t. 18, p. 175, 176). — Déclare retirer sa proposition (A., t. 18, p. 178). — Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat de la Justice* [Décret du 27 novembre 1873] (J. O., p. 2482; J. O., p. 7249). = Ses observations, comme Député, à propos de la question adressée par M. Pierre Lefranc au Vice-Président du Conseil, Ministre de la Guerre, au sujet de l'existence de l'état de siège dans le département des Pyrénées-Orientales (A., t. 34, p. 157, 158). — Parle dans la discussion des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Troisième délibération*, A., t. 36, p. 651). — Dépose une proposition relative au personnel de la Magistrature et en

demande le renvoi à la Commission spéciale (A., t. 42, p. 232). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A., t. 44, p. 237, 248).

VÉTILLART (M.), *Député élu par le département de la Sarthe.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 55). = Membre : de la Commission des Marchés (F., n° 37; M. B. de 1871, p. 171); de diverses Commissions (F., n°s 41, 317, 353, 419, 476, 486, 562, 575, 650, 674, 744, 769, 824; J. O. de 1871, p. 561; J. O. de 1872, p. 4353, 7007; J. O. de 1873, p. 1080, 3750, 4107; J. O. de 1874, p. 351, 809, 1089, 1933; J. O. de 1875, p. 1275, 3405, 5510); et de la Commission pour l'examen des lois de Finances de l'Exercice 1872 (F., n° 192; J. O. de 1872, p. 200). = Sa proposition relative à la convocation des Conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles (I., n° 158; A., t. 2, p. 676; J. O. de 1871, p. 776). = Ses rapports : sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre des Travaux publics des crédits sur les Exercices 1871 et 1872 (I., n° 1366; A., t. 13, an., p. 254; J. O. de 1872, p. 5685); sur le projet de loi portant approbation de la Convention supplémentaire au Traité de commerce et de navigation du 23 juillet 1873, signé le 23 janvier 1874, entre la France et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande (I., n° 2189; A., t. 29, an., p. 192; J. O. de 1874, p. 868, 898). = Obtient des congés (A., t. 2, p. 453; t. 3, p. 787). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi portant approbation de la Convention supplémentaire au Traité de commerce et de navigation du 23 juillet 1873, signée le 24 janvier 1874, entre la France et la Grande-Bretagne (A., t. 29, p. 363). — Ses rapports sur des pétitions (A., t. 44, p. 399).

VIALLET (M.), *Député élu par le département de la Savoie.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 23). = Membre d'une Commission (F., n° 91; J. O. de 1871, p. 1139). = Obtient des congés (A., t. 2, p. 151; t. 3, p. 132). — Son décès est annoncé à l'Assemblée (A., t. 5, p. 2).

VICTOR HUGO (M.), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 47). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés de Paris, portant que les membres de l'ex-Gouvernement de la Défense nationale rendront compte, au plus prochain jour, de la manière dont ils ont exercé le pouvoir à Paris durant le siège (I., n° 29; A., t. 1, p. 166, an., p. 21; J. O. de 1871, p. 338). = Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux Préliminaires de paix (A., t. 1, p. 106 à 109). — Parle sur l'élection du général Garibaldi par le département d'Alger (A., t. 1, p. 209, 210). — Remet sa démission au Président dans cette dernière discussion et déclare y persister (A., t. 1, p. 210). — Lecture de sa lettre est donnée par le Président à l'Assemblée (A., t. 1, p. 230).

VIDAL (M.), *Député élu par le département de l'Ariège.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 11). — Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 41; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., n°s 22, 23, 30, 48, 51, 58, 107, 123, 127, 132 173, 178, 215, 219, 305, 353, 367, 427, 485, 488 509, 575, 697, 865; J. O. de 1871, p. 231, 251, 344, 696, 750, 867, 1819, 2248, 2381, 3155, 4986, 5137; J. O. de 1872, p. 889, 1012, 3998, 7007, 7446; J. O. de 1873, p. 1383, 4107, 4177, 4945; J. O. de 1874, p. 809, 7981; J. O. de 1875, p. 10118); de la Commission des Comptes de l'Exercice 1869 (F., n° 529; J. O. de 1873, p. 7211); de la Commission du Budget de 1875 (F., n° 583; J. O. de 1874, p. 1075); et de la Commission de Permanence de 1876 (A., t. 44, p. 364). = Son rapport sommaire sur la proposition de MM. Princeteau et autres, ayant pour objet la révision du tarif de 1807, qui régit la taxe des Greffiers des Justices de paix (I., n° 1659; A., t. 16, an., p. 121; J. O. de 1873, p. 2037). — Ses rapports : sur le Budget des dépenses de la Justice pour l'Exercice 1875 (I., n° 2547; A., t. 32, an., p. 25; J. O. de 1874, p. 4188); sur le Budget des recettes et des dépenses de la Légion d'honneur pour le même Exercice

(I., n° 2438; A., t. 32, an., p. 30; J. O. de 1874, p. 4491); sur le Budget des recettes et des dépenses de l'Imprimerie nationale, pour le même Exercice (I., n° 2439; A., t. 32, an., p. 35; J. O. de 1874, p. 4365); sur le projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1873, de crédits supplémentaires montant à 728,879 fr. au Budget du Ministère de la Justice (I., n° 2633; A., t. 34, an., p. 99; J. O. de 1874, p. 5972); sur le projet de loi portant ouverture, sur l'Exercice 1873, d'un crédit supplémentaire de 2,806 fr. au Budget du Ministère des Finances, et inscription d'un crédit de somme égale au Budget spécial de la Légion d'Honneur (I., n° 2634; A., t. 34, an., p. 100; J. O. de 1874, p. 5972); sur le projet de loi relatif à un échange de terrains boisés entre l'État et les sieurs Convert et Maugras, dans le département de l'Aube (I., n° 2787; A., t. 35, an., p. 337; J. O. de 1875, p. 118); sur le projet de loi ayant pour objet de sanctionner un échange d'immeubles situés à La Rochelle (Charente-Inférieure) entre l'État et M. Monnet (I., n° 2831; A., t. 36, an., p. 23; J. O. de 1875, p. 543); sur le projet de loi relatif à la reconstitution des actes de l'État civil de Paris et des communes annexées (I., n° 2863; A., t. 36, an., p. 79; J. O. de 1875, p. 861); sur le projet de loi ayant pour objet l'ouverture au Budget du Ministère de la Justice (chapitre III, Justice française en Algérie) pour l'Exercice 1875, de deux crédits supplémentaires : le 1er, de 13,000 francs, destiné au traitement d'assesseurs Kabyles; le 2e, de 19,400 fr., pour la création d'une seconde Chambre aux tribunaux d'Oran et de Constantine, et d'un emploi de suppléant rétribué au Tribunal de Bône (I., n° 2866; A., t. 36, an., p. 86; J. O. de 1875, p. 843); sur le projet de loi portant ouverture au Budget de la Grande Chancellerie de la Légion d'Honneur, Exercice 1873, de crédits s'élevant à 454,932 francs, et annulation de somme égale sur les mêmes Budget et Exercice (I., n° 3002; A., t. 38, an., p. 75; J. O. de 1875, p. 3847); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Justice, sur les Exercices 1874 et 1875, de deux crédits supplémentaires (1,935 fr. et 2,750 fr.) applicables au personnel des Justices de paix (I., n° 3085; A., t. 38, an., p. 236; J. O. de 1875, p. 4369); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Justice, sur l'Exercice 1874, d'un crédit supplémentaire de 913,000 fr. applicable aux frais de justice criminelle (I., n° 3481; A., t. 40, an., p. 408; J. O. de 1875, p. 6703). = Obtient des congés (A., t. 2, p. 418; t. 3, p. 374; t. 15, p. 4, 261; t. 18, p. 77; t. 37, p. 113). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Droits sur les sucres*, A., t. 30, p. 359 à 363). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du Budget de l'Exercice 1875 (Justice : *Personnel du classement des déclarations d'option des Alsaciens-Lorrains*, A., t. 33, p. 347, 357, 358; *Personnel du Cabinet du Ministre*, p. 348, 357; *Suppression du Conseil de droit musulman à Alger*, p. 359; *Création d'une seconde Chambre dans chacun des tribunaux d'Oran et de Constantine*, p. 359. Imprimerie nationale : *Réimpression des déclarations d'option des Alsaciens-Lorrains au* Bulletin des Lois, p. 358). — Son rapport sur une pétition (A., t. 35, p. 453).

VIDAL (M. Léon), *ancien Inspecteur général des prisons.*

Membre adjoint de la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (F, n° 293; J. O. de 1872, p. 3644).

VIENNET (M.), *Député élu par le département de l'Hérault.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 15). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); et de diverses Commissions (F., nos 117, 146, 167, 289, 486, 509, 511, 562, 588, 607, 650; J. O. de 1871, p. 2086, 2985, 4802; J. O. de 1872, p. 3519; J. O. de 1873, p. 4107, 4945, 5018; J. O. de 1874, p. 351, 1226, 1881, 4089). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à l'instruction publique (I., n° 43; A., t. 1, an., p. 27; J. O. de 1871, p. 361). = Ses rapports : sur le projet de loi relatif à un contrat d'é-

change de terrains boisés intervenu entre l'État et M. le docteur Ricord (Seine-et-Oise) (I., n° 1920; A., t. 19, an., p. 80; J. O. de 1873, p. 5077); sur le projet de loi tendant à autoriser le département de la Charente à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires (I., n° 2341 ; A., t. 30, an., p. 289 ; J. O. de 1874, p. 3053); sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Cette (Hérault) à changer l'affectation d'une somme de 368,038 fr. formant le reliquat d'un emprunt (I., n° 2348; A., t. 30, an., p. 294; J. O. de 1874, p. 3127). = Dépose des pétitions relatives au transfert de l'Assemblée hors de Paris (A., t. 1, p. 165 ; t. 2, p. 365). — S'excuse de son absence (A., t. 2, p. 18). — Obtient des congés (A., t. 11, p. 10; t. 13, p. 63 ; p. 17, p. 143; t. 29, p. 515).

VIGO-ROUSSILLON (M.), *Intendant militaire.*

L'un des candidats proposés pour les fonctions de Conseiller d'État (A., t. 13, p. 97, et an., p. 65).

VILFEU (M.), *Député élu par le département de la Mayenne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 19). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 23, 51, 58, 64, 94, 95, 101, 125, 129, 144, 147, 152, 205, 215, 226, 231, 264, 353, 427, 475, 480, 486, 492, 509, 573, 584, 617, 621, 674, 697 ; J. O. de 1871, p. 251, 750, 867, 952, 1439, 1476, 1623, 2333, 2443, 2929, 3012, 3155 ; J. O. de 1872, p. 572, 889, 1223, 1398, 2757, 7007 ; J. O. de 1873, p. 1383, 3722, 3899, 4107, 4286, 4915 ; J. O. de 1874, p. 736, 1115, 2210, 2358, 4933, 7981) ; et de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275 ; J. O. de 1872, p. 3082). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet d'ajouter des dispositions additionnelles aux articles 471 et 473 du Code pénal, concernant les mesures répressives contre l'ivresse (I., n° 303; A., t. 3, p. 279; J. O. de 1871, p. 1584). — Obtient un congé (A., t. 16, p. 357).

VILLAIN (M.), *Député élu par le département de l'Aisne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 29). = Secrétaire : du 11e Bureau (F., n° 189 ; J. O. de 1872, p. 113) ; du 12e Bureau (F., n° 264 ; J. O., p. 2757). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., nos 29, 57, 99, 102, 146, 171, 205, 241, 258, 269, 317, 517, 562, 575, 627, 644, 674, 686, 800 ; J. O. de 1871, p. 337, 854, 1545, 1596, 2985, 4929 ; J. O. de 1872, p. 572, 1649, 2197, 2909, 4353 ; J. O. de 1873, p. 6751 ; J. O. de 1874, p. 351, 809, 3307, 3888, 4933, 5848; J. O. de 1875, p. 4464). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : le dépôt sur le Bureau de l'Assemblée, l'impression et la distribution des rapports sur les élections partielles (I., n° 946; A., t. 8, p. 132 et an., p. 29 ; J. O. de 1872, p. 1686) ; les tabacs, dits de cantine, vendus dans les zones frontières (I., n° 1075 ; A., t. 11, an., p. 4 ; J. O. de 1872, p. 2856) ; l'assujétissement des raffineries de sucre à l'exercice (I., n° 1509; A., t. 14, p. 702, an., p. 169 ; J. O. de 1872, p. 8068). = Ses rapports : sur le premier projet de loi relatif au régime des sucres (I., n° 1309 ; A., t. 13, an., p. 572 ; J. O. de 1872, p. 7447, 7463) ; sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Saint-Quentin (Aisne) à emprunter 940,000 francs, et à s'imposer extraordinairement (I., n° 1340 ; A., t. 13, an., p. 202 ; J. O. de 1872, p. 5370) ; sur sa proposition ayant pour objet de soumettre les raffineries de sucre à l'exercice (I., n° 1599; A., t. 15, an., p. 293; J. O. de 1873, p. 1263). — Son rapport supplémentaire sur le projet de loi relatif au régime des sucres (I., n° 1962 ; A., t. 19, an., p. 232 ; J. O. de 1873, p. 5556). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet l'établissement de surtaxes à l'octroi de Condé-sur-l'Escaut (Nord) (I., n° 2132 ; A., t. 28, an., p. 289 ; J. O. de 1874, p. 80). = Parle : sur l'urgence de la proposition de M. Gaslonde relative à la convocation immédiate des Conseils généraux (A., t. 2, p. 19) ; dans la discussion : de la proposition de M. le général

Trochu relative au monument à élever aux généraux Clément Thomas et Lecomte (A., t. 2, p. 136) ; du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 594, 615, 623, 630, 631, 634) ; de la proposition de M. Limperani relative au taux de l'intérêt de l'argent (A., t. 2, p. 906) ; de la prise en considération de la proposition de MM. Passy et autres, tendant à modifier l'article 13 du Règlement (A., t. 3, p. 495, 496). — Obtient un congé (A., t. 4, p. 16). — Sa question relative à la perception du droit sur les sucres dans les départements envahis (A., t. 4, p. 310). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'annulation du décret du 13 octobre 1870 sur l'avancement dans l'armée (A., t. 4, p. 532) ; du projet de loi sur l'augmentation des impôts concernant les contributions indirectes (A., t. 5, p. 222) ; du Budget rectifié de l'Exercice 1871 (Impôts autorisés : *Taxation des sucres extraits des mélasses*, A., t. 5, p. 618). — S'excuse de son absence (A., t. 7, p. 49 ; t. 8, p. 339). — Est entendu : sur la discussion immédiate du projet de loi relatif aux trois impôts nouveaux, sur les sucres, l'impôt de statistique et les allumettes (A., t. 7, p. 130) ; dans la discussion : de ce projet de loi (*Droits sur les sucres*, A., t. 7, p. 133, 136) ; du projet de loi réglant, au point de vue de l'indemnité, la situation des fonctionnaires nommés Députés (A., t. 7, p. 604). — Parle : sur la prise en considération de la proposition de M. Dahirel relative à la forme des relations du Président de la République avec l'Assemblée (A., t. 7, p. 609) ; dans la discussion : du projet de loi relatif à l'établissement d'un impôt sur les créances hypothécaires (A., t. 12, p. 586) ; du projet de loi tendant à modifier la formation du Jury en matière criminelle (A., t. 14, p. 146) ; du Budget de l'Exercice 1873 (Impôts autorisés : *Réduction du prix des permis de chasse*, A., t. 14, p. 657. Voies et moyens : *Exécution de la loi sur les sucres*, A., t. 14, p. 693). — Est entendu : en qualité de Rapporteur, sur l'ajournement du projet de loi relatif au régime des sucres (A., t. 15, p. 322, 324) ; dans la discussion : de ce projet de loi (*Première délibération*, A., t. 16, p. 40, 84) ; du projet de loi relatif aux allumettes chimiques (A., t. 16, p. 499) ; sur l'incident relatif à la démission de M. Jules Grévy, comme Président de l'Assemblée (A., t. 17, p. 225, 226). — Sa motion, à propos du projet de loi de crédit destiné à la réception du Schah de Perse, tendant à décider que l'Assemblée nationale assistera en corps et avec ses insignes officiels à la Revue des troupes qui aura lieu en l'honneur de ce Souverain, le 10 juillet 1873 (A., t. 19, p. 92). — Parle : sur un incident relatif à la suite du premier scrutin pour la nomination de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 43) ; dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 (*Incident personnel*, A., t. 28, p. 428) ; des projets de lois relatifs aux nouveaux impôts, et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt sur les sucres*, A., t. 28, p. 658. *Exercice des raffineries*, A., t. 30, p. 82, 83, 84, 85, 91, 322, 323 à 329, 342) ; sur l'urgence de la proposition de M. Fresneau tendant à modifier les articles 55, 79 et 80 du Règlement (A., t. 29, p. 123) ; sur un incident relatif à une question au Ministre de l'Intérieur, que le Ministre refusait d'accepter (A., t. 29, p. 568 à 570) ; sur un incident relatif à l'annulation du scrutin de ballottage pour l'élection d'un troisième Questeur (A., t. 30, p. 15). — Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1875 (Agriculture et Commerce : *Institution des Fermes-Écoles*, A., t. 34, p. 170) ; du projet de loi relatif au monopole des allumettes chimiques (A., t. 36, p. 319). — Parle : au sujet de son absence au 2e Bureau, lors de sa convocation pour compléter la Commission de l'Enseignement supérieur ; dans la discussion du projet de loi relatif à divers droits d'enregistrement (A., t. 39, p. 8, 65, 67) ; sur la motion de M. Chesnelong, tendant à la remise de la discussion sur l'élection de M. le baron de Bourgoing par le département de la Nièvre (A., t. 39, p. 578) ; sur le projet de loi relatif à la répression des délits de presse et à la levée de l'état de siège (A., t. 44, p. 217) ; sur le projet de loi portant approbation de la Convention internationale signée à Bruxelles, concernant le régime des sucres (A., t. 44, p. 292, 310) ; sur le projet de loi relatif à l'application de la saccharimétrie (A., t. 44, p. 317 à 320).

VILLAIN (M. le colonel).

Sa déposition devant la Commission des Marchés, au sujet de l'Enquête sur le matériel de la Guerre (A., t. 17, an., p. 295 à 301).

VILLENOISY (M. le lieutenant-colonel COSSERON DE), *ex-chef d'état-major du général Faidherbe.*

Sa pétition demandant une enquête sur les causes de la capitulation de Metz, voy., à la TABLE DES MATIÈRES, art. PÉTITIONS, § II, n° 8. — Sa lettre au Secrétaire de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 517).

VILLOT (M. le capitaine), *ancien chef de Bureau arabe, à Constantine.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 26, p. 844 à 887). — Sa réclamation adressée à cette Commission (A., t. 22, p. 913 à 916).

VIMAL-DESSAIGNES (M.), *Député élu par le département du Puy-de-Dôme.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 21).= Obtient un congé (A., t. 3, p. 359). — Son rapport sur l'élection de M. Roudier, par le département de la Gironde (A., t. 32, p. 603).

VINAY (M.), *Député élu par le département de la Haute-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 51). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., n°s 23, 40, 41, 74, 80, 245, 275, 284, 289, 325, 379, 454, 463, 484, 492, 509, 524, 549, 562, 588, 611, 697, 769, 865; J. O. de 1871, p. 251, 512, 561, 1116, 1183; J. O. de 1872, p. 1784, 3082, 3360, 3519, 4633, 7817; J. O. de 1873, p. 2231, 3220, 4039, 4286, 4945, 6982, 7921; J. O. de 1874, p. 351, 1226, 2005, 7981; J. O. de 1875, p. 3405, 10118); de la Commission des Marchés (F., n° 37; J. O. de 1871, p. 471); et de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (F., n° 95; J. O. de 1871, p. 1476). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet : la suppression des Commissions municipales (I., n° 38; A., t. 1, an., p. 26; J. O. de 1871, p. 361); l'incompatibilité des fonctions publiques salariées avec le mandat de Conseiller municipal ou de Conseiller général (I., n° 40; A., t. 1, an., p. 27; J. O. de 1871, p. 361). = Ses rapports : sur le projet de loi tendant à autoriser un emprunt et une imposition par le département de la Drôme pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires (I., n° 1320; A., t. 13, an., p. 143; J. O. de 1872, p. 5315); sur les projets de lois ayant pour objet : 1° d'autoriser la ville du Puy (Haute-Loire) à contracter un emprunt de 160,000 francs; 2° d'établir une surtaxe à l'octroi de la même ville (I., n° 1369; A., t. 13, an., p. 258; J. O. de 1872, p. 5702); sur le projet de loi tendant à transférer à Tiercé le chef-lieu de la quatrième circonscription cantonale de l'arrondissement d'Angers (Maine-et-Loire), actuellement établie à Briollay (I., n° 2873; A., t. 36, an., p. 108; J. O. de 1875, p. 4024); sur le projet de loi tendant à détacher une fraction du territoire du canton *Est* de Dunkerque pour l'annexer au canton *Ouest* de cette ville (I., n° 2874; A., t. 36, an., p. 109; J. O. de 1875, p. 4001). = Son rapport sur les élections du Var (A., t. 1, p. 40). — Son rapport supplémentaire sur ces élections (A., t. 1, p. 172). — Donne lecture de sa proposition relative aux élections municipales et départementales (A., t. 1, p. 179). — Demande le renvoi de cette proposition à la Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux élections municipales (A., t. 2, p. 53). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de M. Gaslonde relative aux Conseils généraux (A., t. 2, p. 176, 178, 180, 181); du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 253, 261, 280, 313). — Obtient des congés (A., t. 2, p. 626; t. 3, p. 512; t. 7, p. 525; t. 14, p. 59; t. 16, p. 43). — Prend part à la discussion : des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux

(*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 69, 70, 128, 130, 139, 140, 165); de la proposition de MM. Destremx, Seignobos et Parent, tendant à répartir les charges imposées aux départements et aux communes par la garde nationale mobilisée (*Première délibération*, A., t. 5, p. 537). — Demande le renvoi à la Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi d'emprunt par la ville du Puy, du projet de loi de surtaxe à l'octroi de la même ville (A., t. 13, p. 377). — Est entendu : dans la discussion : du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Troisième délibération*, A., t. 13, p. 391); du projet de loi relatif à la nomination des Maires et aux attributions de la police municipale (A., t. 29, p. 145); du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée (A., t. 39, p. 232 à 234); du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 333); du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (LOIRE (HAUTE-) : *Arrondissement de Pau*, A., t. 44, p. 63, 66, 85).

VINGTAIN (M. LÉON), *Député élu par le département d'Eure-et-Loir.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 49). = Secrétaire du 10e Bureau (F., n° 717; J. O. de 1875, p. 160). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 11, 22, 40, 99, 103, 173, 218, 379, 509, 517, 744; M. B. de 1871, p. 209, 231; J. O. de 1871, p. 542, 1545, 1700, 4986; J. O. de 1872, p. 975, 7817; J. O. de 1873, p. 4945, 6751; J. O. de 1875, p. 1275); de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 49); de la 2e Commission de permanence de 1874 (A., t. 34, p. 132); et de la 2e Commission de permanence de 1875 (A., t. 41, p. 201). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, portant allocation d'un secours provisoire à la ville de Châteaudun et aux communes de Varize et de Civry (I., n° 232; A., t. 3, p. 41; J. O. de 1871, p. 1188). — Ses propositions concernant : la répression des délits de presse (I., n° 976; A., t. 8, p. 300, an., p. 347; J. O. de 1872, p. 2758); l'organisation municipale (I., n° 1855; A., t. 19, an., p. 36; J. O. de 1873, p. 5150); la loi électorale (I., n° 2205; A., t. 29, an., p. 283; J. O. de 1874, p. 1197, 1226); le complément de l'article 2102 du Code civil et la création d'un privilège en faveur du vendeur d'engrais (I., n° 2704; A., t. 34, an., p. 346; J. O. de 1874, p. 7897). — Prend part à la discussion du projet de loi sur les loyers (A., t. 2, p. 549). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 374, 475, 702; t. 4, p. 208; t. 15, p. 591; t. 30, p. 393). — Parle dans la discussion de la proposition de MM. Claude (Meurthe) et autres relative au remboursement des contributions de guerre, réquisitions et dommages matériels causés par l'invasion (*Troisième délibération*, A., t. 5, p. 412). — Demande la discussion de sa proposition concernant les secours à accorder à la ville de Chateaudun et aux communes de Varize et de Civry (A., t. 5, p. 429, 430). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'impôt sur les matières premières (A., t. 7, p. 63). — S'excuse de son absence (A., t. 8, p. 132; t. 15, p. 79, 169; t. 19, p. 271; t. 31, p. 219; t. 38, p. 297; t. 44, p. 142). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 344, 391). — Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 25, p. 469). — Est entendu dans la discussion : des interpellations de MM. Léon Say et autres, relatives à la non-convocation des collèges électoraux dans les départements où il y a des sièges vacants (A., t. 29, p. 219); du Budget de l'Exercice 1874 (Instruction publique : *Mode de règlement du traitement des instituteurs*, A., t. 28, p. 310); des propositions concernant l'organisation municipale (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 238, 240).

VINOLS (M. le baron DE), *Député élu par le département de la Haute-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 54). = Secrétaire du 6e Bureau (F., n° 865; J. O. de 1875, p. 10118). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11

M. B. de 1871, p. 209); de diverses Commissions (F., nos 14, 54, 70, 94, 167, 173, 181, 205, 393, 395, 463, 498, 509, 562, 607, 636, 686, 707, 769, 796, 842; M. B. de 1871, p. 58; J. O. de 1871, p. 808, 1046, 1439, 1802, 4985, 5229; J. O. de 1872, p. 572; J. O. de 1873, p. 280, 336, 3220, 4481, 4945; J. O. de 1874, p. 351, 1881, 3636, 5848, 8333; J. O. de 1875, p. 3405, 4340, 9073); et de la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (F., n° 95; J. O. de 1871, p. 1476). = Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Députés, relatives : à la suppression des Commissions municipales (I., n° 38; A., t. 1, an., p. 26; J. O. de 1871, p. 361); à la fixation de l'âge au-dessous duquel le Gouvernement n'aura pas le droit de choisir les représentants du pouvoir central (I., n° 2225; A., t. 29, an., p. 316; J. O. de 1874, p. 1455, 1625). — Ses propositions ayant pour objet : la modification de l'art. 56 du Règlement de l'Assemblée nationale relatif au scrutin secret (I., n° 2516; A., t. 32, an., p. 364; J. O. de 1874, p. 4959); la nomination d'une Commission appelée à étudier la question des Tuileries (I., n° 3086; A., t. 38, p. 506, an., p. 236; J. O. de 1875, p. 5040). = Ses rapports : sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Plouider (Finistère) (I., n° 3169; A., t. 39, an., p. 258; J. O. de 1875, p. 6483); sur le projet de loi tendant à autoriser le département de la Lozère à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun (I., n° 3297; A., t. 41, an., p. 120; J. O. de 1875, p. 7082). = Sa réclamation relativement à un extrait des procès-verbaux de l'Assemblée publié au *Journal officiel*, concernant la nomination de la Commission des grâces (A., t. 3, p. 575). — Prend part à la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives aux Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 894; t. 4, p. 142, 143). — Obtient des congés (A., t. 5, p. 455; t. 11, p. 10; t. 13, p. 497). — S'excuse de son absence (A., t. 16, p. 243, 291; t. 36, p. 268; t. 42, p. 63). — Est entendu : dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Beaux-Arts : *Musée du Louvre*, A., t. 28, p. 323, 328, 331); sur l'urgence de la proposition de M. Raoul Duval relative à l'introduction en France de cartouches chargées à l'usage des Sociétés de tir (A., t. 34, p. 96); dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1875 (Travaux publics : *Préservation des ruines du Palais des Tuileries*, A., t. 34, p. 187); du projet de loi de crédit relatif à l'achèvement du pavillon Marsan et à l'installation de la Cour des Comptes dans l'aile Nord du Palais des Tuileries (A., t. 38, p. 504, 505); du Budget de l'Exercice 1876 (Beaux-Arts : *Augmentation du nombre des gardiens des Musées nationaux*, A., t. 41, p. 221; *rectification*, p. 235); du projet de loi électorale (*Troisième délibération*, A., t. 42, p. 262 à 265). — Déclare, dans le cours du 2e scrutin pour la nomination des Sénateurs, protester contre l'inscription de son nom, sans son aveu, sur la liste adverse (A., t. 43, p. 198). — Parle dans la discussion du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales (HAUTE-LOIRE : *Arrondissement du Puy*, A., t. 44, p. 66, 67).

VINOY (M. le général), *ancien Commandant en chef du 13e Corps d'armée, et de la 3e armée de Paris.*

Ses dépositions : devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 9, p. 431 à 445); devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 24, p. 275 à 287).

VIOX (M.), *Député élu par le département de la Meurthe.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 19). = L'un des signataires de la déclaration collective des Représentants de l'Alsace et de la Lorraine (A., t. 1, p. 61, et an., p. 3). = Membre de Commissions (F., nos 201, 627, 631; J. O. de 1872, p. 456; J. O. de 1874, p. 3307, 3578). = Son rapport sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Nancy (Meurthe-et-Moselle) à contracter un emprunt de 1,100,000 fr. et à s'imposer extraordinairement (I., n° 2491; A., t. 32, an., p. 262; J. O. de 1874, p. 4989). = Lettre annonçant son décès (A., t. 32, p. 145).

VITALIS (M.), *Député élu par le département de l'Hérault.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 15). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des chemins de fer, routes, rivières et canaux (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209); de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O. de 1871, p. 471) ; et de diverses Commissions (F., n°s 41, 117, 328, 463, 511, 627, 697, 796 ; J. O. de 1871, p. 561, 2086 ; J. O. de 1872, p. 4725 ; J. O. de 1873, p. 3220, 5018; J. O. de 1874, p. 3307, 7981 ; J. O. de 1875, p. 4340). = Son rapport au nom de la Commission des Marchés (*Affaire Vallobra*) (I., n° 1224 ; A., t. 12, an., p. 37 ; J. O. de 1872, p. 4583, 4607). — Son rapport sur le projet de loi tendant à ériger en commune distincte la section de Laubert, distraite de la commune de Châteauneuf-de-Randon, canton de Châteauneuf, arrondissement de Mende (Lozère) (I., n° 1835 ; A., t. 18, an., p. 220 ; J. O. de 1873, p. 4484). = Obtient des congés (A., t. 8, p. 363, 645). — Parle dans la discussion : du projet de loi relatif au recrutement de l'armée (*Troisième délibération*, A., t. 13, p. 419) ; du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Demi-décime sur tous les impôts existants*, A., t. 29, p. 538).

VITET (M.), *Député élu par le département de la Seine-Inférieure.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 54). = Président : du 5e Bureau (F., n° 51 ; J. O. de 1871, p. 750) ; du 9e Bureau (F., n° 167 ; J. O., p. 4802) ; du 1er Bureau (F., n° 189 ; J. O. de 1872, p. 113) ; du 15e Bureau (F., n° 353 ; J. O., p. 7007) ; du 14e Bureau (F., n° 379 ; J. O., p. 7817) ; du 6e Bureau (F., n° 419 ; J. O. de 1873, p. 1080). = Membre : de diverses Commissions (F., n°s 6, 14, 139 ; M. B. de 1871, p. 18, 58 ; J. O. de 1871, p. 2754) ; de la Commission du Traité de paix (F., n° 8 ; M. B. de 1871, p. 27 et 31) ; de la Commission des Quinze (F., n° 20 ; M. B. de 1871, p. 201) ; de la Commission pour l'examen des lois de Finances de l'Exercice 1872 (F., n° 192 ; J. O. de 1872, p. 200) ; et de la Commission du Budget de 1873 (F., n° 297 ; J. O. de 1872, p. 3767). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative à la constitution du Pouvoir exécutif (I., n° 1 ; A., t. 1, p. 57, an., p. 3 ; J. O. de 1871, p. 251). = Ses rapports : sur les propositions : 1° de MM. Rivet et autres, relative à l'organisation du Pouvoir exécutif ; 2° de MM. Adnet et autres, tendant à confirmer à M. Thiers les pouvoirs qui lui ont été conférés à Bordeaux ; 3° de M. de Belcastel, relative à la forme définitive du Gouvernement (I., n° 559 ; A., t. 5, p. 198, an., p. 86 ; J. O. de 1871, p. 3334) ; sur le projet de loi relatif aux patentes (I., n° 1025 ; A., t. 8, an., p. 246 ; J. O. de 1872, p. 2514) ; sur le projet de loi relatif à un emprunt de 3 milliards (I., n° 1315 ; A., t. 13, p. 149, an., p. 130 ; J. O. de 1872, p. 5200). = Est élu *Vice-Président de l'Assemblée* (A., t. 1, p. 56). — Donne lecture à l'Assemblée du projet de Proclamation rédigé par la Commission des Quinze (A., t. 2, p. 20). — Rend compte de l'état des travaux de cette Commission (A., t. 2, p. 24). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 3, p. 38 ; t. 4, p. 649). — Donne lecture de son rapport : 1° sur la proposition de MM. Rivet et autres, et la proposition de MM. Adnet et autres, relatives aux pouvoirs de M. Thiers ; 2° sur la proposition de M. de Belcastel concernant la forme du Gouvernement (A., t. 5, p. 198 à 202). — Prend part à la discussion de ces propositions (A., t. 5, p. 232). — Obtient un congé (A., t. 5, p. 384). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 6, p. 4 ; t. 8, p. 182). — Ses explications au sujet d'un incident réglementaire soulevé, sous sa présidence, lors de la discussion de la proposition de M. le général Ducrot relative à la poursuite des journaux *l'Indépendant des Pyrénées-Orientales* et *la Constitution* (A., t. 8, p. 279 à 284). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 12, p. 160). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi relatif à un nouvel emprunt de trois milliards (A., t. 13, p. 149 à 152). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 14, p. 8). — Ses explications, comme Président de la Commission, dans la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (*Ordre de la discussion*, A., t. 14, p. 343. Voies et moyens : *Droits d'entrée sur les matières premières*, p. 685). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 16, p. 22). —

Répond, en qualité de Président de la Commission du Budget, à la question de M. Denormandie sur l'état d'examen du projet de loi relatif à l'indemnité des 140 millions à allouer à la ville de Paris, par suite de la guerre de 1870 et de l'insurrection de 1871 (A., t. 16, p. 185). — Ses observations, en qualité de Vice-Président de l'Assemblée, sur l'incident relatif à la démission de M. Jules Grévy comme Président (A., t. 17, p. 225, 226, 227). — Réélu *Vice-Président* (A., t. 18, p. 6). — Lettre annonçant son décès (A., t. 18, p. 184).

VOGÜÉ (M. le marquis DE), *Député élu par le département du Cher.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 13). = Président : du 8e Bureau (F., n° 23; J. O. de 1871, p. 251) ; du 12e Bureau (I., n° 74 ; J. O., p. 1116) ; du 15e Bureau (F., n° 317 ; J. O. de 1872, p. 4353) ; du 10e Bureau (F., n° 353 ; J. O., p. 7007) ; du 12e Bureau (F., n° 541 ; J. O. de 1873, p. 7729). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 8, 20, 40, 84, 325, 524, 650, 718 ; M. B. de 1871, p. 27, 201 ; J. O. de 1871, p. 542, 1230 ; J. O. de 1872, p. 4633 ; J. O. de 1873, p. 6982 ; J. O. de 1874, p. 4089) ; de la Commission, ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état général du commerce et de l'agriculture de la France (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 210) ; et de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73 ; J. O. de 1871, p. 1111). = Parle au sujet de l'impression et de la distribution du rapport de la Commission d'Enquête sur l'état de l'agriculture, du commerce et de l'industrie (A., t. 1, p. 169). — Sa question au Ministre de l'Intérieur sur la direction à donner au *Moniteur des Communes* (A., t. 2, p. 603). — Prend part à la discussion : de la proposition de MM. Destremx, Seignobos et Parent, tendant à répartir les charges imposées aux départements et aux communes pour la Garde nationale mobilisée (A., t. 5, p. 538, 542 ; du Budget rectifié de l'Exercice 1871 (Budget extraordinaire : *Contingent des départements et des communes dans les dépenses de la Garde nationale mobilisée*, A., t. 5, p. 652) ; du projet de loi relatif au fonds de secours pour les départements (A., t. 5, p. 681). — Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 263).

VOISIN (M.), *Député élu par le département de Seine-et-Marne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 36). = Secrétaire : du 10e Bureau (F., n° 74; J. O. de 1871, p. 1116) ; du 1er Bureau (F., n° 146; J. O., p. 2985); du 15e Bureau (F., n° 440 ; J. O. de 1873, p. 1769) ; du même Bureau renouvelé (F., n° 463 ; J. O., p. 3220) ; du 4er Bureau (F., n° 486; J. O., p. 4107) ; du 3e Bureau (F., n° 541 ; J. O., p. 7729) ; et du 8e Bureau (F., n° 674 ; J. O. de 1874, p. 4933). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des communications postales et télégraphiques (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209) ; de diverses Commissions (F., nos 32, 40, 49, 58, 70, 80, 81, 94, 103, 107, 125, 158, 178, 229, 231, 250, 267, 305, 317, 393, 403, 454, 488, 511, 517, 611, 621, 650, 697, 769; J. O. de 1871, p. 372, 542, 712, 867, 1046, 1183, 1188, 1439, 1700, 1819, 2333, 3334, 4802, 5437; J. O. de 1872, p. 1295, 1398, 1952, 3998, 4353 ; J. O. de 1873, p. 280, 580, 2231, 4177, 5018, 6751 ; J. O. de 1874, p. 2005, 2358, 4089, 7981 ; J. O. de 1875, p. 3405) ; de la Commission des grâces (A., t. 3, p. 564) ; de la Commission de permanence de 1871 (A., t. 5, p. 660) ; de la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (F., n° 267 ; J. O. de 1872, p. 2829) ; et de la 2e Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 38, p. 199). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet d'ajouter un paragraphe à l'article 405 du Code pénal (I., n° 609 ; A., t. 5, an., p. 199 ; J. O. de 1871, p. 4099). = Ses rapports : sur la proposition de MM. Amédée Lefèvre-Pontalis et autres, relative à la nomination d'une Commission de 30 membres qui aurait pour mission de réviser tous les décrets ayant un caractère législatif, rendus par le Gouvernement de la Défense nationale sur des objets étrangers à la dite défense (I., n° 223; A., t. 2, p. 920 ; J. O. de 1871, p. 1413) ; sur la proposition de M. Henri Martin relative aux loyers dans la ville de Paris (I., n° 385 ; A., t. 4,

p. 1, an., p. 13; J. O. de 1871, p. 2288); sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser l'aliénation des terrains provenant de l'emplacement de l'ancien Ministère des Finances (I., n° 648; A., t. 5, an., p. 233; J. O. de 1871, p. 4207). — Ses rapports sommaires : sur sa proposition ayant pour objet d'ajouter un paragraphe à l'article 405 du Code pénal (I., n° 793; A., t. 6, an., p. 334; J. O. de 1872, p. 418); sur la proposition de M. Cherpin ayant pour objet de modifier la loi du 29 décembre 1851 sur les débits de boissons à consommer sur place (I., n° 845; A., t. 7, an., p. 84; J. O. de 1872, p. 1078); sur la proposition de M. le vicomte d'Haussonville ayant pour objet l'ouverture d'une Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (I., n° 882; A., t. 7, an., p. 159; J. O. de 1872, p. 1328). — Ses rapports : sur sa proposition ayant pour objet d'ajouter à l'article 405 du Code pénal un paragraphe concernant certains délits commis au préjudice des restaurateurs, aubergistes, cabaretiers, etc. (I., n° 1078; A., t. 11, an., p. 5; J. O. de 1872, p. 3112); sur le projet de loi relatif à la surveillance de la haute police, portant abrogation ou modification des articles 44, 47 et 48 du Code pénal (I., n° 1942; A., t. 19, an., p. 260; J. O. de 1873, p. 6869). — Ses rapports intérieurs à la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires, relatifs aux Établissements : 1° de la Hollande (A., t. 45, p. 104 à 109); 2° de la Belgique (p. 109 à 117); de la Suisse (p. 147 à 154). — Ses observations au sein de cette Commission, sur les prisons de Mortagne, d'Argentan, d'Alençon et sur la colonie agricole pénitentiaire de la Trappe (A., t. 45, p. 134 à 136). — Présente à la Commission, de concert avec M. d'Haussonville, un projet de loi sur les prisons départementales (A., t. 45, p. 230). — Son rapport à l'Assemblée, au nom de cette Commission, sur le projet de loi relatif à l'éducation et au patronage des jeunes détenus (I., n° 1676; A., t. 45, p. 947 à 997; J. O. de 1875, p. 6954, 6995, 7029). — Son rapport, au nom de la Commission des grâces, de concert avec M. Martel, son Président, sur les travaux de cette Commission (I., n° 3629; A., t. 44, an., p. 30 à 52; J. O. de 1876, p. 480). — S'excuse de son absence (A., t. 1, p. 9, 30; t. 19, p. 68; t. 29, p. 426, 515). — Ses observations au sujet de la garde militaire de l'Assemblée (A., t. 1, p. 68). — Prend part, comme Rapporteur, à la discussion de la proposition de MM. Amédée Lefèvre-Pontalis et autres, relative à la nomination d'une Commission chargée de réviser les décrets du Gouvernement de la Défense nationale (*Première délibération*, A., t. 3, p. 223. *Deuxième délibération*, t. 3, p. 430, 450). — Décline sa première nomination comme membre de la Commission des grâces (A., t. 3, p. 563). — Donne lecture de son rapport sur la proposition de M. Henri Martin relative aux loyers de la ville de Paris (A., t. 4, p. 1). — Obtient des congés (A., t. 7, p. 305; t. 11, p. 294; t. 16, p. 43). — Parle, comme Rapporteur, sur la prise en considération de la proposition de M. Cherpin relative aux débits de boissons à consommer sur place (A., t. 7, p. 613). — Est entendu dans la discussion : des propositions de MM. Arago, Bérenger, de Peyramont, Bottieau et Delsol, relatives au mode de nomination et à la mise à la retraite des magistrats (*Deuxième délibération*, A., t. 8, p. 146, 151; t. 11, p. 262); du projet de loi tendant à modifier la formation du Jury en matière criminelle (A., t. 14, p. 144). — Son rapport sur l'élection de M. Martin (d'Auray) par le département du Morbihan (A., t. 14, p. 334). — Parle : sur le renvoi à la Commission d'Enquête sur les Établissements pénitentiaires du projet de loi concernant la surveillance de la haute police (A., t. 15, p. 149); dans la discussion de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 610, 638). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée* (A., t. 16, p. 22). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 18, p. 8). — Parle, comme Rapporteur, dans la discussion de sa proposition ayant pour objet d'ajouter à l'article 405 du Code pénal un paragraphe concernant les escroqueries commises dans les cafés et restaurants (*Première délibération*, A., t. 18, p. 156. *Deuxième délibération*, t. 19, p. 24, 27, 30. *Troisième délibération*, t. 19, p. 475). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 27, p. 27). — Est entendu, en qualité de Rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif à la surveillance de la

haute police (*Deuxième délibération*, A., t. 28, p. 7 à 11, 12, 14, 30. *Troisième délibération*, t. 29, p. 261, 266, 273, 276, 279). — Ses observations dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Intérieur : *Colonies pénitentiaires de jeunes détenus*, A., t. 28, p. 193). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 29, p. 513; t. 31, p. 5). — Parle dans la discussion de la proposition de MM. Tallon et autres, ayant pour objet la protection des enfants employés dans les professions ambulantes (*Deuxième délibération*, A., t. 32, p. 337). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 35, p. 7; t. 37, p. 2; t. 38, p. 296). — Prend part à la discussion du projet de la Commission des Établissements pénitentiaires relatif au régime des prisons départementales (*Troisième délibération*, A., t. 38, p. 329 à 334, 372). — Réélu *Secrétaire* (A., t. 42, p. 8).

VRIGNAULT (M.), *Rédacteur en chef du journal* le Bien public.

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 231).

VUILLERMOZ (M.), *Député élu par le département d'Alger*.

Son élection est validée (A., t. 5, p. 13). = Membre de Commissions (F., nos 218, 225, 231; J. O. de 1872, p. 975, 1177, 1398). = Dépose une demande d'interpellations au sujet de la dissolution du Conseil général d'Alger (A., t. 6, p. 208). — Ses observations à l'appui de cette demande (A., t. 6, p. 209). — Sa lettre annonçant sa démission (A., t. 13, p. 583). = Sa déposition adressée à la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 26, p. 961 à 970).

W

WADDINGTON (M.), *Député élu par le département de l'Aisne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 29). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des départements envahis (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209); de la Commission des Marchés (F., n° 37 ; J. O. de 1871, p. 471); de diverses Commissions (F., nos 41, 257, 379, 531, 607, 697, 739, 828 ; J. O. de 1871, p. 564; J. O. de 1872, p. 2168, 7817; J. O. de 1873, p. 7256 ; J. O. de 1874, p. 1881, 7981 ; J. O. de 1875, p. 971, 5746) ; et des deux Commissions des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 37; t. 38, p. 206). = Sa proposition relative à l'organisation des Conseils cantonaux (I., n° 178 ; A., t. 2, p. 782; J. O. de 1871, p. 997). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la levée de l'état de siège dans le département de l'Aisne (I., n° 2447 ; A., t. 32, an., p. 134 ; J. O. de 1874, p. 4301). — Sa proposition sur l'organisation du Sénat (I., n° 2891 ; A., t. 36, p. 495, an., p. 153 ; J. O. de 1875, p. 1530). = Son rapport, au nom de la Commission de décentralisation, sur les propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (I., n° 320 ; A., t. 3, p. 397 ; J. O. de 1871, p. 1685, 1700, 1714). — Ses rapports supplémentaires : sur ces propositions (I., n° 399; A., t. 4, an., p. 36 ; J. O. de 1871, p. 2610); sur la proposition de loi organique départementale (I., n° 422 *bis ;* A., t. 4, p. 114 ; J. O. de 1871, p. 2785); sur cette même proposition (I., n° 422 *ter ;* t. 4, p. 116 ; J. O. de 1871, p. 2837). — Son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de reporter au 8 avril l'ouverture de la Session de ceux des Conseils généraux qui devaient se réunir antérieurement à cette date (I., n° 1047; A., t. 10, an., p. 16; J. O. de 1872, p. 2605). = Adresse une question au Chef du Pouvoir exécutif sur les réquisitions des Prussiens dans les départements envahis, après la signature des Préliminaires de paix (A., t. 1, p. 235). — Obtient des congés (A., t. 3, p. 566 ; t. 5, p. 2; t. 15, p. 148; t. 16, p. 357). — Prend part, en qualité de Rapporteur, à la discussion des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Première délibération*, A., t. 3, p. 676. *Deuxième délibération*, t. 3, p. 822, 824, 846, 881, 921, 924, 927; t. 4, p. 16, 18, 19, 21, 45, 46, 47, 48, 49, 51, 64, 65, 66, 76, 78, 110, 112, 115, 121, 130, 132, 133, 137, 138, 139, 140, 141, 143, 145, 150, 151, 166, 176, 182, 187, 191, 273, 284, 285, 286, 287, 303, 308. *Troisième délibération*, t. 4, p. 385, 390, 391, 393, 395, 405, 411, 416, 417, 420, 422, 438, 442, 443, 445, 453, 508, 512, 515, 516, 519, 538, 544, 559, 573). — S'excuse de son absence (A., t. 7, p. 49). — Prend part à la discussion du Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'Exercice 1872 (*École des Hautes études*, A., t. 8, p. 417. *Publication des œuvres de Borghesi*, p. 419, 420). — Donne lecture de son rapport sur le projet de loi relatif à la prorogation de la Session des Conseils généraux (A., t. 8, p. 605). — Parle, comme Rapporteur, dans la discussion du projet de Résolution substitué à ce projet de loi et concernant la prorogation de l'Assemblée nationale (A., t. 8, p. 612). = Est nommé *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts* [Décret du 18 mai 1873] (B. des L., n° 1981 ; J. O., p. 3201). — Présente, en cette qualité, un projet de loi de crédit applicable à l'acquisition de la fresque de Raphaël, dite de *la Magliana* (A., t. 18, p. 10). = Est entendu, comme Député, dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 19, p. 464); de la propos' tion de MM. le général

Changarnier et autres, relative à la prorogation des pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon (A., t. 27, p. 185). — Parle : sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi concernant l'électorat municipal (A., t. 31, p. 209, 215, 216); sur l'urgence de la proposition de M. Brisson tendant à faire élire, le premier dimanche d'avril 1875, une nouvelle Assemblée (A., t. 36, p. 494). — Dépose une proposition sur l'organisation du Sénat (A., t. 36, p. 495). — Prend part à la discussion : de la proposition de M. Tallon ayant pour objet de retirer aux Conseils généraux la vérification des pouvoirs de leurs membres (A., t. 44, p. 276 à 280, 282); du Budget de l'Exercice 1876 (Travaux publics : *État du projet du chemin de fer d'Amiens à Dijon*, A., t. 44, p. 245); du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie du Nord (A., t. 44, p. 335, 336, 337); du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie de l'Est (A., t. 44, p. 353, 354).

WALLON (M.), *Député élu par le département du Nord.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 38). = Président : du 2e Bureau (F., n° 440 : J. O. de 1873, p. 1769); du 5e Bureau (F., n° 744 ; J. O. de 1875, p. 1275). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état de l'Administration intérieure (F., n° 11 ; M. B. de 1871, p. 209) ; et de diverses Commissions (F., n°s 21, 73, 95, 144, 147, 161, 172, 204, 275, 284, 393, 405, 537, 541, 629 ; M. B. de 1871, p. 224 ; J. O. de 1871, p. 1111, 1476, 3360 ; J. O. de 1873, p. 280, 653, 7479, 7729 ; J. O. de 1873, p. 3395). = Sa proposition ayant pour objet une addition à l'art. 95 du Règlement (Chapitre IX, Pétitions) (I., n° 121 ; A., t. 2, p. 392 ; J. O. de 1871, p. 507. — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet le rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique sur les bases de la loi de 1850, et la remise en vigueur des garanties assurées par cette loi aux membres de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement primaire (I., n° 157 (rectifié) ; A., t. 2, p. 652 ; J. O. de 1871, p. 775, 794). — Sa proposition ayant pour objet de remédier immédiatement aux conséquences de la destruction des registres de l'État civil de Paris et des anciennes communes suburbaines y annexées depuis 1860 (I., n° 331 ; A., t. 3, p. 490 ; J. O. de 1871, p. 1625). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative aux élections partielles des membres de l'Assemblée nationale (I., n° 831 ; A., t. 7, an., p. 52 ; J. O. de 1872, p. 837). — Ses propositions : sur le vote obligatoire dans les élections municipales, départementales ou politiques (I., n° 1076 ; A., t. 11, an., p. 5 ; J. O. de 1872, p. 2856) ; sur les pouvoirs du Président de la République et le mode de révision des Lois Constitutionnelles (I., n° 2479 ; A., t. 32, p. 208, an., p. 245 ; J. O. de 1874, p. 1268). = Son rapport sur les propositions de M. le comte Jaubert et de MM. Depeyre et autres, ayant pour objet la reconstruction de la maison de M. Thiers (I., n° 260; A., t. 3, p. 145; J. O. de 1871, p. 1291). — Son rapport supplémentaire sur ces propositions (I., n° 285 ; A., t. 3, p. 212 ; J. O. de 1871, p. 1321). — Ses rapports : sur sa proposition et sur le projet de loi relatifs au mode de suppléer aux actes de l'État civil de Paris détruits par l'incendie durant la dernière insurrection (I., n° 368 ; A., t. 3, an., p. 758 ; J. O. de 1871, p. 2113) ; sur le projet de loi relatif à la nullité des actes de l'État civil à Paris et dans les autres communes du département de la Seine depuis le 18 mars 1871 (I., n° 388 ; A., t. 4, an., p. 18 ; J. O. de 1871, p. 2194) ; sur le projet de loi relatif à la régularisation des actes de l'État civil dans les départements (I., n° 750 ; A., t. 6, an., p. 269 ; J. O. de 1872, p. 281) ; sur le projet de loi relatif à la reconstitution de l'État civil de Paris (I., n° 835 ; A., t. 7, an., p. 63 ; J. O. de 1872, p. 1014) ; sur le projet de loi ayant pour objet de prolonger jusqu'au 1er janvier 1873 le délai fixé par l'article 13 de la loi du 12 février 1872 sur la reconstitution de l'État civil de Paris (I., n° 1164 ; A., t. 11, an., p. 191 ; J. O. de 1872, p. 3703) ; sur le projet de loi ayant pour objet de proroger jusqu'au 1er janvier 1874 le délai fixé par l'art. 6 de la loi du

12 février 1872 sur la reconstitution des actes de l'État civil de Paris, et le délai fixé par l'art. 13, paragraphe 3, de la même loi (I., n° 1600 ; A., t. 15, an., p. 294 ; J. O. de 1873, p. 1208) ; sur la proposition de MM. Hervé de Saisy et Pory-Papy tendant à féliciter le peuple Espagnol d'avoir entrepris l'abolition de l'esclavage dans ses colonies (I., n° 1720 ; A., t. 17, an., p. 79 ; J. O. de 1873, p. 2821). = Ses observations dans la discussion de la proposition de M. le général Trochu au sujet du monument à élever aux généraux Clément Thomas et Lecomte (A., t. 2, p. 136). — Donne lecture de son rapport sur les propositions de M. le comte Jaubert et de MM. Depeyre et autres, relatives à la reconstruction de la maison de M. Thiers (A., t. 3, p. 140). — Donne lecture de sa proposition relative à la reconstitution des actes de l'État civil de Paris, et en demande l'urgence (A., t. 3, p. 475, 476). — Ses observations, comme Rapporteur, dans la discussion de cette proposition et du projet de loi analogue (A., t. 3, p. 878). — Est entendu dans la discussion des propositions de MM. de Tréveneuc (Côtes-du-Nord) et autres, relatives au rôle éventuel des Conseils généraux dans des circonstances exceptionnelles (A., t. 7, p. 431, 578, 580). — Prend part, comme Rapporteur, à la discussion du projet de loi relatif à la reconstitution de l'État civil de Paris (A., t. 7, p. 529, 530, 532, 533). — Ses observations dans la discussion du Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'Exercice 1872 (*Restitution à la Bibliothèque nationale d'objets placés à l'ancien Musée des Souverains*, A., t. 8, p. 421). — Obtient un congé (A., t. 13, p. 143). — Parle : dans la discussion de la proposition de MM. le duc de Broglie et autres, relative au rétablissement du Conseil supérieur de l'Instruction publique (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 18, 138, 139, 225. *Troisième délibération*, t. 16, p. 527, 536 à 540, 549, *rectification*, 554 ; 557, 564, *rectification*, 575) ; sur un incident relatif à l'un des scrutins pour la nomination de la 1re Commission des Lois Constitutionnelles (A., t. 28, p. 65). — Prend part à la discussion : de la proposition de MM. de Corcelle et autres, relative aux Conseils académiques et départementaux (*Deuxième délibération*, A., t. 28, p. 149) ; du Budget de l'Exercice 1874 (Instruction publique : *Comité consultatif de l'Instruction publique*, A., t. 28, p. 275. *Création d'un second Inspecteur des sciences à Paris*, p. 275, 276. *Réorganisation de l'Inspection académique*, p. 276. *Observations météorologiques au Luxembourg*, p. 286, 287) ; de la proposition de MM. Fresneau et Carron relative à l'organisation du service religieux dans l'armée de terre (*Deuxième délibération*, A., t. 29, p. 346). — Parle : sur le projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Incidents relatifs à l'ordre de la discussion*, A., t. 29, p. 500, 501, 616) ; sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi concernant l'électorat municipal (A., t. 31, p. 217). — Donne lecture de sa proposition sur l'organisation des pouvoirs du Président de la République et sur le mode de révision des Lois Constitutionnelles (A., t. 32, p. 208, 209). — Est entendu : dans la discussion : du Budget de l'Exercice 1875 (*Question d'application du Règlement*, A., t. 33, p. 280. Instruction publique : *Traitements des Inspecteurs d'Académie*, p. 285) ; de la proposition de M. Casimir Perier relative aux Pouvoirs publics (A., t. 33, p. 323) ; de la question d'ajournement de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (A., t. 35, p. 224) ; des projets de lois relatifs à l'organisation des Pouvoirs publics (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 332, 361 à 364, 372, 388, 423. *Troisième délibération*, t. 36, p. 626, 647). — Parle : sur l'urgence de sa proposition et des propositions de MM. Waddington, Vautrain et Clapier, relatives à l'organisation du Sénat (A., t. 36, p. 562) ; dans la discussion de ces propositions (A., t. 36, p. 576, 594). = Est nommé *Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts* [Décret du 10 mars 1875] (B. des L., n° 3961 ; J. O., p. 1833). — Est entendu, en cette qualité : sur la mise à l'ordre du jour de la proposition de M. le comte Jaubert relative à la liberté de l'Enseignement supérieur (A., t. 37, p. 247, 248) ; dans la discussion de cette proposition (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 411, 425, 463, 465, 473, 474, 476, 477, 482, 542, 552 à 556, 600, 604, 610, 627.

Troisième délibération, t. 39, p. 523, 588, 597, 604); sur le renvoi de la discussion de la proposition de M. Maurice portant fixation du traitement et de la pension de retraite des instituteurs et des institutrices primaires (A., t. 40, p. 122); sur la mise à l'ordre du jour de cette proposition (A., t. 40, p. 156); dans la discussion : de la même proposition (A., t. 40, p. 169, 174); du Budget de l'Exercice 1876 (Instruction publique : *Dédoublement de la Chaire de procédure civile et de législation criminelle dans les Facultés de droit*, A., t. 41, p. 212. *Enseignement de la Faculté de médecine de Montpellier*, p. 213. *Création à la Bibliothèque nationale d'une place d'Administrateur-général adjoint*, p. 217. *Augmentation des traitements des maîtres élémentaires dans les Lycées*, p. 218. Beaux-Arts : *Emploi du fonds d'acquisitions et commandes d'œuvres d'art*, p. 220. *Loyer de l'École de dessin pour les jeunes filles*, p. 220. Cultes : *Abus résultant de l'omission du nom de la République dans les prières de l'Église catholique*, p. 223); sur l'ajournement des propositions relatives à la levée de l'état de siège (A., t. 42, p. 216); dans la discussion du projet de loi tendant à modifier l'art. 79 de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée (A., t. 43, p. 189). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 44, p. 11). — Ses observations sur la proposition de M. du Bodan tendant à faire délivrer aux membres de l'Assemblée nommés dans les élections partielles, les volumes des *Annales de l'Assemblée* et des *Archives parlementaires* distribués avant leur élection (A., t. 44, p. 311).

WARNIER (M.), *Député élu par le département d'Alger*.

Son élection est validée (A., t. 5, p. 13). = Membre de Commissions (F., nos 125, 152, 201, 218, 225, 258, 395, 463, 492, 607, 629, 658; J. O. de 1871, p. 2333, 3155; J. O. de 1872, p. 456, 975, 1177, 2197; J. O. de 1873, p. 336, 3220, 4286; J. O. de 1874, 1881, 3395, 4360). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, relative au régime légal de l'Algérie (I., n° 1814; A., t. 18, an., p. 159; J. O. de 1873, p. 4040, 4071). = Son rapport sur : 1° le projet de loi relatif à l'établissement et à la conservation de la propriété en Algérie, ainsi qu'à la transmission contractuelle des immeubles et droits immobiliers; 2° le projet de loi de procédure sur les mêmes matières (I., n° 1770; A., t. 17, an., p. 345; J. O. de 1873, p. 3327, 3341, 3362, 3394). = Obtient un congé (A., t. 6, p. 24). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi sur la Marine marchande (A., t. 7, p. 255); du projet de loi relatif à la Banque de l'Algérie (A., t. 8, p. 563); du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les Matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 347); du projet de loi relatif à la nomination du Conseil général d'Alger et à la composition des Conseils généraux de l'Algérie (A., t. 14, p. 175, 184 à 188); du Budget de l'Exercice 1873 (Algérie : *Colonisation Alsacienne-Lorraine en Algérie*, A., t. 14, p. 527, 529). — Parle, en qualité de Rapporteur, dans la discussion des projets de lois concernant : 1° l'établissement et la conservation de la propriété en Algérie, ainsi que la transmission contractuelle des immeubles et droits immobiliers; 2° la procédure sur les mêmes matières (*Deuxième délibération*, A., t. 18, p. 644, 650, 667). — Ses observations dans la discussion du projet de loi de crédit pour travaux de colonisation en Algérie (A., t. 19, p. 491). — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 26, p. 812 à 836). — Est entendu : dans la discussion du Budget de l'Exercice 1875 (Gouvernement général civil de l'Algérie : *Création d'un centre d'Arabes chrétiens*, A., t. 33, p. 282); sur l'ajournement du projet de loi tendant à maintenir la mise en état de siège de la commune d'Alger (A., t. 35, p. 180); dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 35, p. 394, 404, 406); de sa proposition et de celle de M. de Lavergne relatives au régime de l'Algérie (*Deuxième délibération*, A., t. 35, p. 257 à 260. *Troisième délibération*, p. 420); du projet de la Commission de l'armée relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale (*Deuxième délibération*, A., t. 36, p. 101, 105, 131). — Lettre annonçant son décès (A., t. 37, p. 236).

WARNIER (M.), *Député élu par le département de la Marne.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 19).= Secrétaire : du 11e Bureau (F., n° 146; J. O. de 1871, p. 2985); du 14e Bureau (F., n° 264; J. O. de 1872, p. 2757); et du 7e Bureau (F., n° 509; J. O. de 1873, p. 4945). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 57, 397, 478, 621, 627, 629, 686, 697, 717, 744, 756, 769, 796, 842; J. O. de 1871, p. 854; J. O. de 1873, p. 404, 3817; J. O. de 1874, p. 2358, 3307, 3395, 5848, 7981; J. O. de 1875, p. 160, 1275, 1817, 3405, 4340, 9073); et de la Commission chargée d'étudier la situation des classes ouvrières en France (F., n° 275; J. O. de 1872, p. 3082). = Ses rapports : sur le projet de loi tendant à ériger en commune distincte, sous le nom de Velzic, plusieurs parties de territoire distraites, à cet effet, des communes de Lascelle, de Vic-sur-Cère et de Saint-Simon, canton et arrondissement d'Aurillac (Cantal) (I., n° 2588; A., t. 33, an., p. 171; J. O. de 1874, p. 5688); sur le projet de loi tendant à autoriser le département de la Mayenne à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires (I., n° 2659; A., t. 34, an., p. 135; J. O. de 1874, p. 6006); sur le projet de loi tendant à autoriser le département de la Corse à s'imposer extraordinairement pour le service de l'instruction primaire (I., n° 2773; A., t. 35, an., p. 307; J. O. de 1875, p. 121); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la commune de Lanvéoc (Finistère) (I., n° 2791; A., t. 35, an., p. 351; J. O. de 1875, p. 162); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la commune de Plougouvelin (Finistère) (I., n° 2792; A., t. 35, p. 351; J. O. de 1875, p. 162); sur le projet de loi portant cession au département de la Gironde de terrains appartenant à l'État (I., n° 2827; A., t. 36, an., p. 13; J. O. de 1875, p. 431); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de la commune de Bohars (Finistère) (I., n° 2841; A., t. 36, an., p. 45; J. O. de 1875, p. 746); sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de la commune d'Ouessant (Finistère) (I., n° 2862; A., t. 36, an., p. 78; J. O. de 1875, p. 1000); sur le projet de loi relatif à l'établissement d'une surtaxe sur l'alcool et l'absinthe à l'octroi de Brest (Finistère) (I., n° 2867; A., t. 36, an., p. 88; J. O. de 1875, p. 844); sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Saint-Étienne (Loire) à contracter un emprunt de 2,700,000 fr. (I., n° 2998; A., t. 38, an., p. 72; J. O. de 1875, p. 3637); sur le projet de loi tendant à autoriser le département de la Haute-Saône à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires (I., n° 3007; A., t. 38, an., p. 92; J. O. de 1875, p. 3848); sur le projet de loi tendant à autoriser le département de Meurthe-et-Moselle à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires (I., n° 3008; A., t. 38, an., p. 93; J. O. de 1875, p. 3924); sur le projet de loi tendant à autoriser le département des Deux-Sèvres à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires (I., n° 3020; A., t. 38, an., p. 112; J. O. de 1875, p. 3794); sur le projet de loi tendant à autoriser le département de la Charente-Inférieure : 1° à contracter un emprunt de 1,350,000 fr.; 2° à s'imposer extraordinairement pour les travaux d'un chemin de fer d'intérêt local (I., n° 3053; A., t. 38, an., p. 159; J. O. de 1875, p. 4068).

WARTELLE DE RETZ (M.), *Député élu par le département du Pas-de-Calais.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 21, 27). = Président du 11e Bureau (F., n° 588; J. O. de 1874, p. 1226). = Membre de Commissions (F., nos 22, 102, 151, 225, 245, 284, 367, 393, 395, 617, 634, 744, 796; M. B. de 1871, p. 231; J. O. de 1871, p. 1596, 3126; J. O. de 1872, p. 1177, 1784, 3360, 7446; J. O. de 1873, p. 280, 336; J. O. de 1874, p. 2210, 3578; J. O. de 1875, p. 1275, 4340). = Son rapport sur le projet de loi portant établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de Martigues (Bouches-du-Rhône) (I., n° 1597; A., t. 15, an., p. 290; J. O. de 1873, p. 1010). = Obtient un congé (A., t. 12, p. 496).

WATIN (M. LUCIEN).

Sa réclamation adressée au Président de

la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 269).

WATTEVILLE (M. DE), *Inspecteur général des prisons.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (A., t. 15, p. 60 à 67).

WEISS (M.), *ancien Conseiller d'État.*

L'un des candidats proposés pour la place vacante au nouveau Conseil d'État par la démission de M. Pascal (A., t. 18, p. 482, et an., p. 187). — Est élu *Conseiller d'État* par l'Assemblée (A., t. 18, p. 375).

WILSON (M.), *Député élu par le département d'Indre-et-Loire.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 15). = Secrétaire : du 13e Bureau (F., n° 4; M. B. de 1871, p. 13); du 7e Bureau (F., n° 23; J. O. de 1871, p. 251); du 9e Bureau (F., n° 123; J. O., p. 2248); du 12e Bureau (F., n° 189; J. O. de 1872, p. 113); du 8e Bureau (F., n° 353; J. O. de 1872, p. 7007); du 1er Bureau (F., n° 541; J. O. de 1873, p. 7729); du même Bureau renouvelé (F., n° 607; J. O. de 1874, p. 1881). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des Finances (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de la Commission des Marchés (F., n° 37; J. O. de 1871, p. 471); de diverses Commissions (F., nos 41, 170, 215, 289, 401, 450, 644, 717; J. O. de 1871, p. 561, 1892; J. O. de 1872, p. 889, 3519; J. O. de 1873, p. 524, 2113; J. O. de 1874, p. 3888; J. O. de 1875, p. 160); de la Commission d'Enquête sur le régime général des chemins de fer (F., n° 177; J. O. de 1871, p. 6113); de la Commission pour l'examen des lois de Finances de l'Exercice 1872 (F., n° 192; J. O. de 1872, p. 200); de la Commission du Budget de 1873 (F., n° 297; J. O., p. 3767); et de la Commission du Budget de 1874 (F., n° 471; J. O. de 1873, p. 3180). = Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, ayant pour objet la nomination d'une Commission d'Enquête concernant les améliorations à apporter au service du transport des marchandises sur les chemins de fer (I., n° 675; A., t. 6, an., p. 87; J. O. de 1871, p. 4838, 4986). = Ses rapports : sur le projet de loi concernant les tabacs (I., n° 934; A., t. 8, an., p. 13; J. O. de 1872, p. 1685); sur le projet de loi ayant pour objet la mise en adjudication du chemin de fer de Tours à Montluçon (I., n° 1326, et annexe; A., t. 13, an., p. 154; J. O. de 1872, p. 5318, 5345, 5399, 5413); sur le projet de loi relatif à l'impôt des boissons (*Bouilleurs de cru, vinages, alcools dénaturés, cautionnement des marchands en gros et débitants* (I., n° 1312; A., t. 13, an., p. 174; J. O. de 1872, p. 5191, 5527). — Son rapport supplémentaire sur le projet de loi relatif au chemin de fer de Tours à Montluçon (I., n° 2102; A., t. 28, an., p. 237; J. O. de 1874, p. 644). — Son deuxième rapport supplémentaire sur ce même projet de loi (I., n° 2325; A., t. 30, an., p. 265; J. O. de 1874, p. 3028). = Parle : à propos de la validation des élections de Préfets comme Députés (A., t. 1, p. 36); à propos d'un incident relatif aux élections de la Haute-Loire (A., t. 1, p. 51, 52); sur l'incident soulevé par M. Conti lors de la discussion du projet de loi sur les Préliminaires de paix (A., t. 1, p. 103, 105); dans la discussion : du projet de loi sur les élections municipales (A., t. 2, p. 269); des propositions de MM. Magnin et Bethmont, Savary et Raudot, relatives à l'organisation et aux attributions des Conseils généraux (*Deuxième délibération*, A., t. 3, p. 821. *Troisième délibération*, t. 4, p. 380). — Adresse une question au Ministre de la Justice relative aux magistrats ayant fait partie des Commissions mixtes (A., t. 4, p. 380). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à augmenter les taxes postales (A., t. 5, p. 114, 115). — Donne lecture de sa proposition relative à une Enquête sur le service du transport des marchandises par les chemins de fer, et en demande l'urgence (A., t. 6, p. 21). — Est entendu, comme Rapporteur, dans la discussion du projet de loi sur les tabacs (A., t. 8, p. 112, 114, 123). — Parle dans la discussion : du Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1872 (*Intérêts et amortisse-*

ment des emprunts faits à la Banque, A., t. 8, p. 369, 372); du Budget du Ministère des Travaux publics pour le même Exercice (*Garanties d'intérêts aux Compagnies de chemins de fer*, A., t. 8, p. 544, 547); du projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil d'État (*Deuxième délibération*, A., t. 11, p. 180, 208). — Obtient des congés (A., t. 11, p. 555; t. 12, p. 411). — Ses observations dans la discussion du projet de loi portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres (A., t. 13, p. 223, 224). — Est entendu, en qualité de Rapporteur : sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi concernant l'impôt des boissons (A., t. 13, p. 341); dans la discussion de ce projet de loi (A., t. 13, p. 490, 503 à 505, 513, 541, 5422, 555, 557); sur l'ajournement du projet de loi ayant pour objet la mise en adjudication du chemin de fer de Tours à Montluçon (A., t. 13, p. 572); sur la mise à l'ordre du jour de ce projet de loi (A., t. 19, p. 241). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à proroger jusqu'au 1er janvier 1883 le monopole des tabacs attribué à l'État (A., t. 14, p. 737); du Budget de l'Exercice 1873 (Frais de régie : *Création dans le Service des Postes de cent recettes simples de 3e classe*, A., t. 14, p. 643; Voies et moyens : *Contribution des communes et Établissements publics pour frais de régie de leur bois*, p. 662. Dispositions additionnelles : *Révision de la loi des patentes*, p. 721); du projet de loi relatif aux contributions directes à percevoir en 1874 (A., t. 19, p. 394, 396, 404). — Parle : sur l'urgence du projet de loi concernant la nomination des Maires et les attributions de la police municipale (A., t. 28, p. 377); dans la discussion du Budget de l'Exercice 1874 (Finances : *Personnel de l'Administration centrale des Forêts*, A., t. 28, p. 439. Frais de régie : *Rétablissement des Percepteurs de ville supprimés*, p. 452, 455, 459. Voies et moyens : *Produit de la taxe de consommation des sels perçue dans le rayon des douanes*, p. 573, 575); sur un incident relatif à la fixation de l'ordre du jour (A., t. 28, p. 704); sur le projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au Ministre des Finances sur l'Exercice 1873 (A., t. 29, p. 379, 381); sur le projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Droits fixes d'enregistrement sur les actes extra-judiciaires*, A., t. 29, p. 544. *Tolérance aux bouilleurs de cru*, t. 30, p. 192. *Motion d'ordre*, p. 489, 490). — Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1875 (Finances : *Réunion de l'Enregistrement et des Contributions directes*, A., t. 33, p. 283. *Service de la Trésorerie*, p. 284); du projet de loi relatif à la poudre dynamite (*Troisième délibération*, A., t. 37, p. 76); du projet de loi portant suppression de la remise de 3 pour 100 accordée aux débitants sur le montant des droits de détail (A., t. 37, p. 244); du projet de loi ayant pour objet l'application de diverses mesures de surveillance et de répression en matière de douanes, et l'extension des décimes additionnels à divers impôts et revenus indirects (A., t. 38, p. 304); du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs lignes de chemins de fer et à la concession de ces lignes à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée (A., t. 39, p. 113, 203, 295, 333 à 337); du projet de loi ayant pour objet l'établissement d'un impôt sur les vinaigres et sur les acides acétiques (A., t. 40, p. 134, 135); du Budget de l'Exercice 1876 (Frais de régie : *Question du rétablissement des Percepteurs de ville*, A., t. 41, p. 367, 368); du projet de loi relatif à l'exécution du chemin de fer de Grande-Ceinture autour de Paris (*Incidents relatifs à l'application de l'article 59 du Règlement*, A., t. 41, p. 436, 441). — Son rapport sur l'élection de M. Lacascade par la colonie de la Guadeloupe (A., t. 42, p. 215). — Est entendu : sur l'urgence du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession d'un chemin de fer de Marmande à Angoulême (A., t. 43, p. 43, 44); dans la discussion : de ce projet de loi (A., t. 43, p. 49); de l'urgence du projet de loi relatif au vinage (A., t. 44, p. 152); du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie du Nord (A., t. 44, p. 320); du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer et à la concession de ces chemins à la Compagnie de l'Est (A., t. 44, p. 347).

WIMPHEN (M. le commandant), *ancien Chef du 227e bataillon de la Garde nationale de Paris.*

Sa réclamation adressée au Président de la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 243).

WINES (M. le docteur), *promoteur du Congrès pénitentiaire de Londres.*

Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur le régime des Établissements pénitentiaires (A., t. 45, p. 56, 57).

WITT (M. Cornélis de), *Député élu par le département du Calvados.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 12). = Secrétaire du 10e Bureau (F., n° 23; J. O. de 1871, p. 251). = Membre : de la Commission ayant pour objet d'éclairer l'Assemblée nationale sur l'état des forces militaires de la France (F., n° 11; M. B. de 1871, p. 209); de la Commission de réorganisation de l'armée (F., n° 73; J. O. de 1871, p. 1111); de diverses Commissions (F., nos 73, 84, 588, 674; J. O. de 1871, p. 1111, 1230; J. O. de 1874, p. 1226, 4933); de la Commission de révision des grades (F., n° 136; J. O. de 1871, p. 2641); et de la Commission de permanence de 1872 (A., t. 13, p. 567). = Son rapport, au nom de la Commission chargée, en exécution de la loi du 8 août 1871, de statuer souverainement sur la position des officiers dont les grades devaient être soumis à une révision et de régler les questions dont elle pouvait être saisie par le Ministre de la Guerre, relativement à la situation faite à certaines catégories d'officiers par suite des événements de la guerre de 1870-71 (I., n° 1070; A., t. 10, an., p. 55; J. O. de 1872, p. 2735). = Est entendu sur la pétition de M. le général de Carrey de Bellemare contre la décision à son égard de la Commission de révision des grades (A., t. 17, p. 35). — Obtient un congé (A., t. 30, p. 133). = Est nommé *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur* [Décret du 21 juillet 1874] (J. O., p. 5105). — Répond, en cette qualité, à la question de M. Rouvier sur la suspension du Conseil municipal de Marseille (A., t. 36, p. 288 à 290). — Sa déposition, en la même qualité, devant la Commission d'Enquête sur l'élection de M. le baron de Bourgoing par le département de la Nièvre (A., t. 37, an., p. 262 à 266). = Ses observations, comme Député, sur un incident soulevé dans la discussion de l'élection de M. l'amiral de Kerjégu par le département des Côtes-du-Nord (A., t. 39, p. 170).

WOLF (M. l'intendant général), *ancien Intendant en chef de l'armée du Rhin.*

Sa déposition devant la Commission des Marchés, relativement à l'Enquête sur le matériel de la Guerre (A., t. 17, p. 264 à 272).

WOLOWSKI (M.), *Député élu par le département de la Seine.*

Son élection est validée (A., t. 1, p. 86). = Président du 10e Bureau (F., n° 440; J. O. de 1873, p. 1769). = Membre : de diverses Commissions (F., nos 127, 147, 155, 164, 173, 358, 359, 383, 541, 575, 621, 611, 634, 707, 762, 772; J. O. de 1871, p. 2385, 3012, 3250, 3513, 4986, 7167, 7197, 7957; J. O. de 1873, p. 7729; J. O. de 1874, p. 809, 2358, 2005, 3578, 8333; J. O. de 1875, p. 2037, 3525); de la Commission du Budget de 1872 (F., n° 272; J. O. de 1872, p. 2992); de la Commission ayant pour objet de confier le Pouvoir exécutif pour dix ans au maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta (F., n° 519; J. O. de 1873, p. 6801); de la Commission du Budget de 1875 (F., n° 583; J. O. de 1874, p. 1075); et de la Commission du Budget de 1876 (F., n° 776; J. O. de 1875, p. 3636). = Ses propositions ayant pour objet : un impôt de 2 p. 100 sur la fabrication et la vente de toutes marchandises autres que celles destinées à l'alimentation, au moyen d'un timbre proportionnel sur les factures (I., n° 450; A., t. 4, an., p. 185; J. O. de 1871, p. 2672); la circulation des billets de la Banque de France (I., n° 687 (rectifié); A., t. 6, an., p. 121; J. O. de 1871, p. 5058); l'établissement d'une taxe d'habitation (I., n° 804; A., t. 6, an., p. 342; J. O. de 1872, p. 574). — Ses propositions, présentées de concert avec d'autres Dépu-

tés : en faveur des Alsaciens et Lorrains qui conservent la qualité de Français (I., n° 1414; A., t. 14, an., p. 3; J. O. de 1872, p. 7007); tendant à ajouter une disposition à l'article 7 de la loi du 26 juillet 1872 sur les tarifs Douaniers (I., n° 1576; A., t. 15, an., p. 201; J. O. de 1873, p. 881). — Sa proposition ayant pour objet l'abrogation de la surtaxe de pavillon (I., n° 1961; A., t. 19, an., p. 232; J. O. de 1873, p. 5956). — Sa proposition, présentée de concert avec d'autres Députés, tendant à replacer les titulaires des débits de tabac d'Alsace et de Lorraine dépossédés par l'annexion (I., n° 2133; A., t. 28, an., p. 290; J. O. de 1873, p. 8122). — Sa proposition relative au Budget de l'Exercice 1875 (I., n° 2412; A., t. 31, an., p. 472; J. O. de 1874, p. 3795). = Son rapport sur la proposition de MM. Labélonye et autres, pour l'établissement d'un timbre ou signe spécial destiné à être apposé sur les marques commerciales et de fabrique (I., n° 1263; A., t. 12, an., p. 129; J. O. de 1872, p. 4758). — Son rapport supplémentaire sur cette proposition (I., n° 1630; A., t. 16, an., p. 79; J. O. de 1873, p. 1741). — Ses rapports : sur sa proposition en faveur des Alsaciens-Lorrains qui conservent la qualité de Français (I., n° 1483; A., t. 14, an., p. 139; J. O. de 1872, p. 8144); sur : 1° le projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes; 2° sa proposition relative au Budget de l'Exercice 1875 (I., n° 2505 et 2505 annexe; A., t. 32, an., p. 290; J. O. de 1874, p. 4609); sur le projet de loi relatif au monopole des allumettes chimiques (I., n° 2843; A., t. 36, an., p. 46; J. O. de 1875, p. 711, 743); sur le projet de loi ayant pour objet : 1° de reporter à l'Exercice 1875 une somme de 300,000 fr. restant disponible sur le crédit de 923,292 fr. ouvert au Budget de l'Exercice 1874, chapitre XXXIV, pour la reconstruction des ouvrages d'art dépendant des chemins vicinaux qui ont été détruits pendant la guerre; 2° d'autoriser le Ministre de l'Intérieur à prélever une somme de 344,387 fr. sur les subventions accordées par les lois des 11 juillet 1868 et 23 juillet 1873 pour l'achèvement des chemins vicinaux (I., n° 2927; A., t. 37, an., p. 104; J. O. de 1875, p. 2179); sur le projet de loi concernant le remboursement de l'emprunt Morgan (I., n° 2948; A., t. 37, an., p. 127; J. O. de 1875, p. 2236); sur le projet de loi ayant pour objet : 1° diverses mesures de surveillance et de répression en matière de Douanes; 2° l'extension de l'application des décimes additionnels à divers droits de Douane, contributions indirectes et timbre, non augmentés depuis 1870 (I., n° 3026; A., t. 38, an., p. 120; J. O. de 1875, p. 3897); sur le Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1876 (I., n° 3105; A., t. 39, an., p. 19 à 47; J. O. de 1875, p. 4979, 5040, 5086, 5204); sur le Budget général des recettes et des dépenses pour le même Exercice (I., n° 3183, et annexe; A., t. 40, an., p. 410 à 490; J. O. de 1875, p. 7168, 7236, 7266). — Son rapport supplémentaire sur le Budget du Ministère des Finances pour l'Exercice 1876 (I., n° 3191; A., t. 40, an., p. 501; J. O. de 1875, p. 5941). — Ses rapports : sur le projet de loi ayant pour but la répression de la fraude dans la fabrication et la vente des allumettes chimiques (I., n° 3262; A., t. 41, an., p. 73; J. O. de 1875, p. 6952); sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'Exercice 1875, d'un crédit supplémentaire de 307,050 fr. pour frais de perception des contributions indirectes (I., n° 3371; A., t. 41, an., p. 214; J. O. de 1875, p. 7378). = Donne lecture de sa proposition tendant à établir un impôt sur les factures, et en demande l'urgence (A., t. 4, p. 402). — Prend part à la discussion : de la proposition de MM. Claude (Meurthe) et autres, relative aux contributions de guerre, réquisitions et dommages causés par l'invasion (*Deuxième délibération*, A., t. 4, p. 488); du projet de loi tendant à augmenter les taxes postales (A., t. 5, p. 96, 104, 111). — Donne lecture de sa proposition relative à la circulation des billets de la Banque de France, et en demande l'urgence (A., t. 6, p. 46). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu (A., t. 6, p. 233, 239, 297, 314); du projet de loi relatif à l'impôt sur les valeurs mobilières (A., t. 6, p. 466). — Donne lecture de sa proposition relative à une taxe d'habitation, et en demande l'urgence (A., t. 6, p. 542). — S'excuse de son absence (A., t. 7, p. 1; t. 8,

p. 283 ; t. 18, p. 77 ; t. 19, p. 1 ; t. 28, p. 83 ; t. 42, p. 1). — Parle dans la discussion des propositions de MM. Johnston et Raoul Duval relatives à la dénonciation des Traités de commerce (A., t. 7, p. 326, 328 à 335). — Obtient des congés (A., t. 7, p. 602 ; t. 8, p. 363 ; t. 12, p. 157, 494 ; t. 18, p. 77 ; t. 30, p. 583, 596 ; t. 33, p. 380). — Donne lecture de sa proposition à l'effet de venir en aide aux Alsaciens et Lorrains qui conservent la qualité de Français, et en demande l'urgence (A., t. 14, p. 2). — Demande de nouveau l'urgence de cette proposition (A., t. 14, p. 23). — Est entendu : dans la discussion du Budget de l'Exercice 1873 (Voies et moyens : *Droits d'entrée sur les matières premières*, A., t. 14, p. 682. Dispositions diverses : *Création de cartes postales*, p. 687, 691. *Réduction du droit sur les envois d'argent*, p. 692 ; sur l'ajournement de la proposition de MM. Roger-Marvaise et autres, tendant à établir des succursales de la Banque de France dans les départements qui en sont privés (A., t. 15, p. 266) ; dans la discussion : de cette proposition (*Troisième délibération*, A., t. 15, p. 353, 354, 355 ; de la proposition de M. Ambroise Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures (*Deuxième délibération*, A., t. 15, p. 386, 387, 545, 550, 548 ; sur un incident relatif à la nomination de la 1re Commission de permanence de 1873 (A., t. 17, p. 204 ; dans la discussion du projet de loi relatif aux indemnités à accorder à la ville de Paris et aux départements envahis (A., t. 17, p. 487). — Parle, en qualité de Rapporteur, sur la proposition de MM. Labelonye et autres, relative à l'établissement d'un timbre sur les marques commerciales et de fabrique (A., t. 28, p. 35).

Prend part à la discussion : du Budget de l'Exercice 1874 *Incident relatif à l'ordre de la discussion*, A., t. 28, p. 123. Discussion générale : *Situation financière et budgétaire*, p. 523 ; *rectification*, p. 531. Frais de régie : *Révision projetée de la Convention monétaire de 1865*, p. 587, 590, 591. Voies et moyens : *Réduction du prix des cartes postales*, p. 582, 583 ; du projet de loi relatif aux nouveaux impôts et aux augmentations d'impôts proposés pour le Budget de 1874 (*Impôt sur le capital*, A., t. 29, p. 452. *Impôt sur le revenu*, p. 467. *Chèques*, p. 633, 639, 654, 667. *Motion d'ordre*, p. 660. *Révision du cadastre*, A., t. 30, p. 224. *Impôt du sel*, p. 368 à 373, 378 à 381. *Droits de mutation*, p. 436, 437). — Est entendu : en qualité de Rapporteur, dans la discussion : du projet de loi ayant pour objet d'établir un demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes et de sa proposition relative à l'équilibre du Budget de 1875 (*Discussion générale*, A., t. 33, p. 51, 55, 58 à 63. *Ordre de la discussion*, p. 84, 85. *Décime additionnel à l'impôt du sel*, p. 96, 97, 126. *Incident personnel*, p. 136. *Demi-décime additionnel à diverses contributions indirectes*, p. 139, 144. *Réduction du remboursement annuel à la Banque*, p. 215, 222 ; de l'urgence du projet de loi relatif au monopole des allumettes chimiques (A., t. 36, p. 299, 301) ; de ce même projet de loi (A., t. 36, p. 310, 312, 321, 322, 323, 327, 329. — Parle : dans la discussion du projet de loi portant régularisation des crédits supplémentaires ouverts par décrets pendant la prorogation de l'Assemblée (*Révision des pensions civiles concédées à titre exceptionnel depuis le 4 septembre 1870*, A., t. 37, p. 259, 283, 284) ; en qualité de rapporteur, sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif au remboursement de l'emprunt Morgan (A., t. 37, p. 288 ; dans la discussion : de la proposition de MM. Fournier, Tallon et Arthur de Chabaud-La-Tour, relative aux Caisses d'épargne et de prévoyance (*Deuxième délibération*, A., t. 38, p. 7, 67) ; de la proposition de M. Courcelle relative aux élections partielles (A., t. 38, p. 33, 38, 40). — Est entendu, en qualité de Rapporteur : dans la discussion du projet de loi ayant pour objet l'application de diverses mesures de surveillance et de répression en matière de Douanes et l'extension des décimes additionnels à divers impôts et revenus indirects (A., t. 38, p. 276, 277, 281, 300 à 302 ; sur la mise à l'ordre du jour de la discussion du Budget de 1876 (A., t. 40, p. 115, 116) ; dans la discussion : de ce Budget (Dotations : *Dépenses administratives de l'Assemblée nationale*, A., t. 40, p. 176. Frais de régie : *Question du rétablissement des percepteurs de ville*, t. 41, p. 367, 374. *Amélioration de la si-*

tuation des Gardes de l'Administration des forêts, p. 378. *Affectation exclusive au personnel des employés de l'augmentation votée au fonds d'abonnement des Préfectures et des Sous-Préfectures*, p. 385) ; du projet de loi ayant pour objet la répression de la fraude dans la fabrication et la vente des allumettes chimiques (A., t. 41, p. 172, 178, 180, 183). — Est élu *Sénateur inamovible* (A., t. 43, p. 217).

FIN DE LA TABLE NOMINATIVE.

SUPPLÉMENT

ET

ERRATA

DES

TABLES ANALYTIQUES DES ANNALES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE PARTIE

TABLE DES MATIÈRES

LISTE NOMINATIVE DES REPRÉSENTANTS

P. 28, 2e col., lig. 23. — *Au lieu de :* DIETZ-MONIN ; *lire :* DIETZ-MONNIN.

P. 29, 1re col., lig. 12. — *Ajouter :* DUPOUY, Gironde.

P. 29, 2e col., lig. 34. — *Au lieu de :* GASLIN DE FRESNAY ; *lire :* GASSELIN DE FRESNAY.

LISTE PAR ORDRE DE DÉPARTEMENTS

P. 39, 1re col., lig. 12 et 35. — AUDE. — *Au lieu de :* BROUSSES 3) Décédé (non remplacé ; *lire :* remplacé par M. BONNEL .

P. 47, 1re col., lig. 20. — MEURTHE. — Au nom de M. VIOX, *ajouter* comme renvoi : Décédé (non remplacé).

P. 47, 2e col., lig. 9. — MORBIHAN. — *Au lieu de :* BOUCHER ; *lire :* BOUCHÉ.

ASSEMBLÉE NATIONALE (1871-1876)

P. 48, 1re col., lig. 1re. — NIÈVRE. — Au nom de M. LEBAS, *ajouter* comme renvoi : Décédé (non remplacé).

P. 50, 1re col., lig. 12. — RHIN (BAS-). — Au nom de M. KÜSS, *ajouter* comme renvoi : Décédé.

P. 51, 2e col., lig. 25. — SEINE. — Au nom de M. QUINET (EDGAR), *ajouter* comme renvoi : Décédé (non remplacé).

P. 52, 1re col., lig. 37. — SEINE. — *Au lieu de :* DIETZ-MONIN; *lire :* DIETZ-MONNIN.

P. 52, 2e col., lig. 5. — SEINE. — Au nom de M. le marquis DE PLŒUC, *ajouter* comme renvoi : Démissionnaire (non remplacé).

P. 56, 1re col., lig. 13 et 18. — GUADELOUPE. — *Au lieu de :* BLONCOURT (MELVIL) (2) Déchu de son mandat (non remplacé); *lire :* (remplacé par M. LACASCADE).

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

P. 61, 1re et 4e col., lig. 4 et 13. — Après l'élection du 6 novembre 1873, *ajouter :* 2 Décembre 1873. *Secrétaire :* M. le comte LOUIS DE SÉGUR; et comme renvoi : Élu en remplacement de M. ALBERT DESJARDINS, nommé *Sous-Secrétaire d'État de l'Instruction publique.*

P. 62, 1re col., lig. 5. — Avant l'élection de Novembre 1875, *ajouter* la date du 5.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

ALGÉRIE. — P. 70, 2e col., lig. 34. — *Au lieu de :* ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS; *lire :* ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT.

P. 71, 2e col., lig. 34. — *Au lieu de :* (p. 351); *lire :* (p. 159).

ALSACE-LORRAINE. — P. 78, 2e col., lig. 49. — *Ajouter* au renvoi : Cette proposition a été retirée par M. Keller, le 9 mars 1875.

ARMÉE. — P. 83, 1re col., lig. 43. — *Au lieu de :* (F., n° 73; J. O., p. 1100); *lire :* (F., n° 64; J. O., p. 952).

P. 83, 2e col., lig. 16. — *Au lieu de :* (F., n° 64; J. O., p. 952); *lire :* (F., n° 73; J. O., p. 1111).

ASSEMBLÉE NATIONALE. — P. 111, 1re col., lig. 23. — *Au lieu de :* (t. 8); *lire :* (t. 3).

BUDGET DE 1875. — P. 167, 1re col., lig. 2. — *Ajouter :* par M. Wolowski.

CHEMINS DE FER. — P. 185, 1re col., lig. 39. — *Au lieu de :* (p. 312); *lire :* (p. 212).

CODE PÉNAL. — P. 211, 1re col., lig. 8. — *Ajouter* comme § final : Commission (F., n° 58; J. O. de 1871, p. 867).

COLONIES. — P. 211, 2e col., lig. 18. — *Au lieu de :* M. Léon Say, Ministre des Finances; *lire :* M. l'amiral Pothuau, Ministre de la Marine et des Colonies.

CONGÉS. — P. 221, 2e col., lig. 36. — *Au lieu de :* (p. 1729); *lire :* (p. 7629).

SUPPLÉMENT ET ERRATA DES TABLES ANALYTIQUES

Conseils cantonaux. — P. 225, 1re col., lig. 24. — *Supprimer :* (p. 1456).

Conseils généraux. — P. 230, 1re col., lig. 2. — *Au lieu de :* M. le vicomte de Tréveneuc; *lire :* M. le comte de Tréveneuc.

P. 232, 1re col., lig. 27. — *Au lieu de :* (p. 1383); *lire :* (p. 1328).

Crédits. — P. 254, 2e col., lig. 26. — *Au lieu de :* 1874; *lire :* 1872.

Décès de Députés. — P. 288, 2e col., lig. 16. — *Au lieu de :* Savignhac, Député du Finistère; *lire :* du Morbihan.

P. 289, 1re col., lig. 50. — *Au lieu de :* Août; *lire :* Avril.

Échanges d'immeubles. — P. 306, 1re col., lig. 37. — *Au lieu de :* Pierre; *lire :* Fière.

Élections législatives. — P. 317, 1re col., lig. 17. — *Au lieu de :* Léon de Malvil; *lire :* de Maleville.

P. 318, 1re col., lig. 7. — *Au lieu de :* (p. 374); *lire :* (p. 574).

P. 324, 2e col., lig. 26. — *Au lieu de :* Vienne; *lire :* Vienne (Haute-).

Enfants dans les manufactures. — P. 365, 2e col., lig. 29. — *Au lieu de :* (n° 150); *lire :* (n° 140).

Enquêtes parlementaires. — P. 371, 2e col., lig. 46 (§ 14). — *Supprimer :* (p. 783; J. O. de 1875, p. 57, 94).

P. 372, 1re col., lig. 3 (§ 14). — *Ajouter :* (J. O. de 1875, p. 5794).

P. 372, 1re col., lig. 7 (§ 15). — *Au lieu de :* (p. 846, 881, 914); *lire :* (p. 783, 810, 841, 898, 927, 942, 993, 1028).

P. 372, 1re col., lig. 43 (§ 21). — *Ajouter :* (J. O. de 1875, p. 6036, 6089).

P. 377, 1re col., lig. 2. — *Ajouter :* Commission (F., n° 8; M. B., p. 27).

P. 377, 1re col., lig. 12. — *Au lieu de :* (M. B., p. 27; J. O. de 1871, p. 209); *lire :* (M. B., p. 209).

Établissements pénitentiaires. — P. 388, 2e col., lig. 13. — *Au lieu de :* (p. 972); *lire :* (p. 372).

État civil. — P. 389, 1re col., lig. 44. — *Supprimer :* (et an., p. 18).

Funérailles célébrées aux frais de l'État. — P. 405, 2e col., lig. 36. — *Ajouter* comme § final, sous le n° 4, l'article : Tréhouart (Funérailles de M. l'amiral) (Voir p. 663, 2e col., lig. 10).

Initiative parlementaire. — P. 428, 2e col., lig. 3. — *Au lieu de :* (F., n° 11; M. B., p. 42); *lire :* (F., n° 14; M. B., p. 58).

P. 428, 2e col., lig. 25. — *Au lieu de :* (p. 1945); *lire :* (p. 4945).

P. 428, 2e col., lig. 27. — *Au lieu de :* (p. 1729); *lire :* p. 7629.

Instruction publique. — P. 432, 1re col., lig. 15. — *Au lieu de :* (p. 1960); *lire :* p. 4960.

Insurrection du 18 mars. — P. 439, 2e col., lig. 16 (§ 15). — *Ajouter :* Commission (F., n° 24; J. O., p. 271).

Intérêt local. — P. 443, 1re col., lig. 44. — *Au lieu de :* (p. 1729); *lire :* (p. 7629).

INTERPELLATIONS. — P. 452, 2e col., lig. 34. — A la suite du titre : *Politique intérieure ; ajouter :* Demande d'interpellations à ce sujet, par M. Haëntjens [15 décembre 1873] (A., t. 28, p. 320).

LIMITES. — P. 472, 1re col., lig. 42. — *Au lieu de :* (n° 4848) ; *lire :* (n° 4876).

MARCHÉS PASSÉS PENDANT LA GUERRE. — P. 487, 1re col., lig. 26 (§ 5). — *Supprimer :* (p. 645, 676).

P. 487, 1re col., lig. 29 (§ 5). — *Ajouter :* (J. O. de 1871, p. 4785, 4803, 4817; J. O. de 1872, p. 645, 676).

P. 487, 2e col., lig. 32 (§ 7). — *Au lieu de :* (p. 3692) ; *lire :* (p. 3592).

P. 488, 1re col., lig. 14 (§ 13). — A la suite du nom de M. Buisson, *ajouter :* (de l'Aude).

P. 488, 1re col., lig. 18 (§ 14). — *Au lieu de :* M. Buisson-Duviviers ; *lire :* M. Busson-Duviviers.

P. 488, 1re col., lig. 45 (§ 19). — *Au lieu de :* (p. 5086) ; *lire :* (p. 5082).

P. 488, 1re col., lig. 47 (§ 19). — *Supprimer :* (J. O., p. 5086).

MINISTRES. — P. 499, 2e col., lig. 31. — *Ajouter : et Beaux-Arts.*

PÉTITIONS. — P. 550, 2e col., lig. 33. — *Au lieu de :* (p. 42) ; *lire :* (p. 209).

P. 551, 1re col., lig. 9. — *Au lieu de :* (p. 1729) ; *lire :* (p. 7629).

POURSUITES. — P. 568, 1re col., lig. 20. — *Au lieu de :* (p. 1383) ; *lire :* (p. 1328).

POUVOIR EXÉCUTIF. — P. 568, 2e col., lig. 41. — *Au lieu de :* (F., n° 24 ; J. O., p. 271) ; *lire :* (F., n° 6).

PRÉCÉDENTS. — P. 586, 2e col., lig. 7. — *Au lieu de :* paragraphe; *lire :* paraphe.

P. 590, 2e col., lig. 15. — *Au lieu :* des votes du jour motivés; *lire :* des ordres du jour.

PRUD'HOMMES. — P. 601, 2e col., lig. 11. — *Ajouter :* (p. 1373).

QUESTIONS. — P. 610, 2e col., lig. 47. — *Au lieu de :* du 3 juillet ; *lire :* du 2 juillet.

RÈGLEMENT DE L'ASSEMBLÉE. — P. 622, 2e col., lig. 1re. — Après M. Brisson, *ajouter :* [12 mars 1872].

P. 622, 2e col., lig. 2. — Après M. Georges Perin, *ajouter :* [20 janvier 1874].

TRAITÉS. — P. 655, 1re col., lig. 44. — *Au lieu de :* (p. 31) ; *lire :* (p. 27).

SUPPLÉMENT ET ERRATA DES TABLES ANALYTIQUES

DEUXIÈME PARTIE

TABLE NOMINATIVE

BABIN-CHEVAYE (M.), *Député.* — P. 31, 1re col., lig. 2. — *Au lieu de :* de la Seine-Inférieure; *lire :* de la Loire-Inférieure.

BARAGNON (M.), *Député.* — P. 37, 1re col., lig. 45. — *Au lieu de :* sur l'urgence de la proposition de M. Haëntjens...; *lire :* des interpellations de M. Raoul Duval sur la conduite que le Gouvernement entend tenir à l'égard du Comité de l'appel au peuple.

BATBIE (M.), *Député.* — P. 49, 2e col., lig. 44. — *Au lieu de :* (p. 275); *lire :* (p. 2757).

P. 50, 1re col., lig. 1re. — *Au lieu de :* (n° 727); *lire :* (n° 627).

P. 25, 1re col., lig. 1re. — *Au lieu de :* (p. 3388); *lire :* (p. 338).

BAUCARNE-LEROUX (M.), *Député.* — P. 52, 2e col., lig. 25. — *Au lieu de :* (F., n° 209; M. B., p. 11); *lire :* (F., n° 11; M. B., p. 209).

BAZE (M.), *Député.* — P. 53, 2e col., lig. 34. — *Au lieu de :* (F., n° 209; M. B., p. 11); *lire :* (F., n° 11; M. B., p. 209).

BÉHIC (M.), *ancien Ministre.* — Sa déposition devant la Commission des Marchés (A., t. 7, an., p. 33).

BERGIER (M.), *ancien Procureur de la République près le Tribunal civil de La Rochelle.* — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 22, p. 658 à 672).

BIDARD (M.), *Député.* — P. 79, 1re col., lig. 5. — *Ajouter :* Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 21, p. 688 à 695).

BOCHER (M.), *Député.* — P. 85, 2e col., lig. 35. — *Au lieu de :* de la demande d'urgence de la proposition de M. Haëntjens...; *lire :* des interpellations de M. Raoul Duval sur la conduite que le Gouvernement entend tenir à l'égard du Comité de l'appel au peuple.

BRY (M. le commandant), *Chef d'escadron d'Artillerie.* — Sa déposition devant la Commission des Marchés (A., t. 7, an., p. 9 à 12, 14, 21, 22).

CARRÉ-KÉRISOUËT (M.), *Député.* — P. 135, 2e col., lig. 18. — *Ajouter :* Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 21, p. 682 à 688).

CHAUDREAU (M.), *ancien Président du Tribunal civil de La Rochelle.* — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 22, p. 650 à 658).

CHOLLET (M.), *fournisseur.* — Sa déposition devant la Commission des Marchés (A., t. 7, an., p. 5).

CRÉMIEUX (M.), *Député.* — P. 192, 2e col., lig. 33. — *Ajouter*, à ses dépositions devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 22, p. 688 à 694).

CUVIER (M. FRÉDÉRIC), *Sous-Gouverneur, ex-Délégué de la Banque de France.* — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 21, p. 510 à 514).

DESHORTIES (M. le colonel), *ex-Président de la Commission d'étude des moyens de défense.* — Sa déposition devant la Commission des Marchés (A., t. 13, an., p. 117 à 122).

DU CHAFFAUT (M. le comte), *Député.* — P. 236, 2e col., lig. 38. — *Au lieu de :* des Hautes-Alpes ; *lire :* des Basses-Alpes.

DUMOUSTIER DE FRÉDILLY (M.), *Directeur du Commerce intérieur, ex-Délégué du Ministère de l'Agriculture et du Commerce.* — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 21, p. 536 à 539).

DURANGEL (M.), *Conseiller d'État, Directeur au Ministère de l'Intérieur.* — P. 252, 2e col., lig. 3. — *Ajouter :* Sa déposition devant la Commission des Marchés (A., t. 7, an., p. 32).

GAILLARD (M. le colonel), *Chef du Service de la Justice militaire à Versailles.* — P. 280, 1re col., lig. 11. — *Ajouter :* Pièces annexes à sa déposition devant la Commission d'Enquête sur l'insurrection du 18 mars (A., t. 10, p. 201 à 207).

GAMBETTA (M. LÉON), *Député.* — P. 282, 1re col., lig. 31. — *Ajouter :* Ses dépositions devant la Commission des Marchés (A., t. 7, an., p. 13, 30 à 33, 105 à 109).

GAULTHIER DE VAUCENAY (M.), *Député.* — P. 290, 2e col., lig. 15. — *Lire :* GAULTIER DE VAUCENAY.

GERMINY (M. le comte ADRIEN DE), *Trésorier-payeur général à Rouen.* — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 21, p. 520 à 525).

GLAIS BIZOIN (M.), *ancien membre du Gouvernement de la Défense nationale.* — P. 304, 1re col., lig. 12. — *Ajouter :* Sa déposition devant la Commission des Marchés (A., t. 13, an., p. 91).

GOUGEARD (M. le commandant), *Capitaine de frégate, ex-Commandant des mobilisés du Morbihan.* — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 21, p. 731 à 743).

GUSMAN (M. le capitaine). — Sa déposition devant la Commission des Marchés (A., t. 13, an., p. 114 à 117).

JOULIN (M.), *Ingénieur des Poudres.* — Sa déposition devant la Commission des Marchés (A., t. 7, an., p. 3).

KÉRATRY (M. le comte DE), *ancien Député, ex-Général en chef de l'armée de Bretagne.* — P. 353, 2e col., lig. 28. — *Au lieu de :* Sa déposition ; *lire :* Ses dépositions devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 21, p. 670 à 682, 743 à 775 ; t. 23, p. 570 à 605).

SUPPLÉMENT ET ERRATA DES TABLES ANALYTIQUES

LANDE (M. le général DE LA), *ex-Commandant des mobilisés Bretons.* — P. 372, 1re col., lig. 40. — *Au lieu de :* Sa déposition; *lire :* Ses dépositions devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 21, p. 717 à 723; t. 25, p. 413 à 417).

LAURIER (M. CLÉMENT), *Député.* — P. 382, 1re col., lig. 22. — *Ajouter :* Sa seconde déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 21, p. 525 à 536).

LE CESNE (M. JULES), *ancien Député, ex-Président de la Commission d'armement.* — Sa déposition devant la Commission des Marchés (A., t. 13, an., p. 102 à 105).

LEGRAND (M. ARTHUR), *Député.*— P. 397, 2e col., lig. 11. — *Au lieu de :* (A., t. 3); *lire :* (t. 4).

LURO (M.), *Député.* — P. 423, 1re col., lig. 39. — *Au lieu de :* du Cher ; *lire :* du Gers.

MAGNE (M.), *Député.* — P. 426, 2e col., lig. 28. — *Ajouter :* Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 21, p. 546 à 549).

MARIVAULT (M. DE), *Capitaine de vaisseau, ex-Commandant en chef de l'armée de Bretagne.* — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 21, p. 695 à 717).

MAXWELL-LYTE (M.), *fabricant d'armes.* — Sa déposition devant la Commission des Marchés (A., t. 13, an., p. 109 à 112).

NAQUET (M. ALFRED), *Député.* — P. 473, 1re col., lig. 20. — *Ajouter :* Ses dépositions devant la Commission des Marchés (A., t. 13, an., p. 92 à 102; 122 à 124).

O'QUIN (M.), *Trésorier-payeur général à Pau, ex-Sous-Gouverneur intérimaire de la Banque de France.* — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 21, p. 550 à 561).

PALIKAO (M. le général DE MONTAUBAN, comte DE). — P. 479, 2e col., lig. 35. — *Ajouter :* Sa déposition devant la Commission des Marchés (A., t. 7, an., p. 35 à 38).

RICARD (M.), *Député.* — P. 540, 1re col., lig. 24. — *Ajouter :* Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 21, p. 672 à 688).

RICHEMONT (M. le comte DE), *Député*, voy. DESBASSYNS DE RICHEMONT.

ROUSSY (M. DE), *Directeur général de la Comptabilité publique, ex-Délégué du Ministère des Finances.* — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 21, p. 514 à 520).

ROY (M.), *Directeur général de l'Enregistrement, ex-Délégué du Ministère des Finances.* — P. 565, 1re col., lig. 3. — *Ajouter :* Ses dépositions : devant la Commission des Marchés (A., t. 13, an., p. 112 à 114); devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 21, p. 539 à 546).

SAINT-PIERRE (M. LOUIS DE), *Député.* — P. 569, 1re col., lig. 14. — Après : (J. O.,); *ajouter :* de 1873.

SAY (M. LÉON), *Député.* — P. 582, 1re col., lig. 19. — *Ajouter* : (A., t. 28).

SIMON (M. FIDÈLE), *Député.* — P. 593, 2e col., lig. 9. — *Au lieu de :* de la Seine-Inférieure; *lire :* de la Loire-Inférieure.

SIMON (M. le capitaine), *ancien attaché à la Commission d'étude des moyens de défense.* — Ses dépositions devant la Commission des Marchés (A., t. 7, an., p. 16, 19, 20 ; t. 13, an., p. 91).

SUSANE (M. le général), *ancien Directeur de l'Artillerie au Ministère de la Guerre.* — Ses dépositions devant la Commission des Marchés (A., t. 7, an., p. 6, 8, 16 à 22, 26, 29).

TAILHAND (M.), *Député.* — P. 600, 2e col., lig. 34. — *Au lieu de :* (n° 3042) ; *lire :* (n° 3038).

THOUMAS (M. le général). — Ses dépositions devant la Commission des Marchés (A., t. 7, an., p. 7, 12 à 16, 20, 23 à 28).

VAUGUION (M. le général DE), *ex-Chef d'État-major à l'armée de Bretagne.* — Sa déposition devant la Commission d'Enquête sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale (A., t. 21, p. 723 à 731).

VERBERCKMOES (M.), *ancien attaché à la Commission d'étude des moyens de défense.* — Sa déposition devant la Commission des Marchés (A., t. 13, an., p. 124 à 130).

VILLAIN (M.), *Député.* — P. 646, 2e col., lig. 38. — *Ajouter :* (A., t. 38, p. 169).

VERSAILLES, IMPRIMERIE CERF ET FILS, RUE DUPLESSIS, 59.

1993

UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 02405 5744